GFP 3428 Janvier-Juin 50 (4)

B.D.I.C

LE COMBAT SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

24e année - Nouvelle série, N° 21 — 10 FRANCS — JANVIER 1950

A BAS LA LOI

que les tenants de l'Etat et les valets du capitalisme veulent imposer aux travailleurs

Les Conventions Collectives sont l'occasion d'une manœuvre d'envergure contre le droit de grève

De tous les horizons de la réaction, les voix s'élèvent, les plumes grincent pour « réglementer le droit de grève ».

Tous les suppôts. tous les larbins s'affairent pour retirer au travailleur son seul moyen de défense.

Tous ceux qui exigent de l'Etat de ne s'occuper que de « ses » affaires et de laisser le commerçant, le patron, libres d'établir leurs prix de revient et de vente, n'ont que palinodies envers les « statocrates » s'il s'agit de tourner la puissance de ceux-ci contre ceux dont le travail les fait vivre.

Le moment que nous traversons est crucial. Et cependant, la classe ouvrière, pour y répondre se trouve dans la confusion la plus extrême.

Les organisations se refusent à remonter aux causes : à l'abandon de l'action directe, de la lutte des classes.

Les organisations C.G.T. et F.O. « veulent » des conventions collectives ; c'est-à-dire l'établissement d'une jurisprudence au travers de laquelle les bureaucrates syndicaux trouveront justification de leurs sinécures.

De l'intérêt des travailleurs dans tout cela, point n'est.

Où est le résultat de la grève d' « avertissement » Peut-on dire qu'il a fait trembler le gouvernement ? D'autant plus que ce n'est pas l'organisation qui l'a déclenchée qui l'a le mieux appliquée. On sait maintenant que la quasi totalité du personnel fonctionnaire groupé à F.O. n'a pas suivi l'ordre de grève lancé par la centrale.

Un coup d'épée dans l'eau, quoi!

La F.N.S.A. elle aussi s'engage dans cette voie bien qu'elle admette, sous la signature de son leader, que « la convention collective est une arme à double tranchant ».

Le plus curieux c'est que sachant cela, la F.N.S.A. préconise la signature de conventions collectives « nationales », c'est-à-dire à un étage où la discussion échappera au contrôle de la base et où l'acuité du tranchant étatique deviendra d'autant plus aiguë.

Vraiment, la F.N.S.A. prend le départ sur de bien étranges montures.

La C.N.T. déclare, elle, qu'il est de son devoir de dénoncer aux ouvriers la nocivité de conventions qui n'ont pour but que la pérennité du régime capitaliste.

C'est en se servant des conventions collectives que les réformistes réussirent à canaliser le magnifique mouvement spontané de juin 1936.

Alors que le gouvernement était débordé, la police affolée, les militaires perplexes, Jouhaux et sa clique, aidés des déjà « nacos », trouvèrent ce moyen de duper les travailleurs.

Depuis, l'expérience a été faite cent fois, les conventions servent à s'opposer à la libre discussion, à l'action directe, à l'auto-éducation révolutionnaire des travailleurs.

Elles sont essentiellement l'outil de collaboration avec les exploiteurs, qu'elles soient d'Etat ou de discussion dite « libre ».

Les organisations syndicales qui axent leur action autour de cet attrape-nigaud sont en réalité les meilleurs valets du régime.

La C.N.T. invite les travailleurs à revendiquer partout, sans cesse, des conditions de vie meilleures arrachées de haute lutte, face à face, virilement, en hommes.

Elle les alerte pour qu'ils s'opposent aux intentions entièrement dirigées contre leur avenir, celui de leurs enfants.

GRÈVES DE LA CHAUSSURE à CARCASSONNE et du bâtiment à Marseille

« A Carcassonne, nos camarades de la Maison Mendegris et Milhau sont en grève depuis le samedi 26 novembre.

« Les camarades avaient suivi comme il se doit l'ordre de grève générale du vendredi 25 novembre.

« Avant la rentrée, la direction fit appeler le délégué en lui indiquant que le personnel ne rentrerait que mardi, sauf pour les cadres payés au fixe.

« Devant cette situation, les travailleurs unanimes votèrent la grève illimitée sur le champ.

« La direction en fut informée. D'ores et déjà, une commission étudie un cahier de revendications.

« La lutte sera dure et longue ; cette grève est appelée à être un mouvement témoin, et c'est pour cela que le Syndicat des cuirs et peaux lance un appel à la solidarité agissante de toute la classe ouvrière et particulièrement aux différents syndicats des cuirs et peaux du département : Couiza, Chalabre, Limoux, Quillan.

« La magnifique journée d'unité d'action doit se continuer, la lutte engagée par Carcassonne est la vôtre camarades ;

« En avant pour des luttes ouvrières revendicatives ! »

Telle est la communication que nous recevons de notre union locale carcassonnaise.

Par ailleurs, l'U.L. de Marseille nous annonce qu'un mouvement vient d'éclater chez les travailleurs du bâtiment de la S.O.M.A.R.O.

Le comité de grève est constitué moitié par la C.G.T., moitié par la C.N.T.

C'est là le résultat de la montée constante de nos effectifs dans la 19e Région.

A Carcassonne, le conflit est entièrement cénétiste.

Nos camarades doivent pouvoir compter sur la solidarité totale de toute notre confédération.

Il faut mettre fin aux conflits sans résultat.

Il ne faut pas que se renouvelle l'expérience de Caen, dont vous lirez le compte rendu dans la rubrique « Région », et qui n'a pas abouti par les atermoiements cégétistes.

Le Bureau Confédéral, fait un appel tout particulier à toutes nos organisations afin que la solidarité soit effective.

LE BUREAU CONFEDERAL.

Adresser les sommes à la Trésorerie Confédérale.

26 NOVEMBRE

En ce lendemain du 26 novembre, C.G.T.-K., C.G.T.-F.O., comme les autres groupements syndicalistes, se font gloire de la « réussite » de la grève. Mais que nous donne une analyse, objective, des faits ? Une situation au 24 novembre toute proche d'une situation révolutionnaire dans ses caractères les plus visibles : un salariat mal payé, aux ressources bloquées en face de prix pratiquement libres, las de l'odieuse exploitation mercantile, de la duplicité des gouvernements qui le pressurent, sans foi dans les partis politiques, d'un mot un salariat amer et parfois affamé.

En face de cette situation, les bénéfices monstrueux des grosses entreprises, nationalisées (Renault) ou non, le scandaleux enrichissement des intermédiaires et des fraudeurs perpétuellement amnistiés, le triomphe d'un « combinardisme » papelard et tartuffier.

Telle était la situation au 24 novembre, veille de la grève. Or, au risque de passer pour un défaitiste, nous affirmons que rien n'est moins sûr que la réussite de cette grève. Car si, le 24, la situation se définissait par un rapport des forces salariat-patronat-Etat, le 26, la grève achevée, qu'y a-t-il eu de changé dans ce rapport ?

G. COUTANT.

(*Suite en page 3.*)

QUARANTE ANNÉES DE CONVENTIONS COLLECTIVES EN SUÈDE

par RENÉE LAMBERET

La Suède nous offre un exemple des résultats obtenus en quarante ans d'une expérience qui pourrait paraître au public comme la plus favorable aux ouvriers. Elle est en effet le pays démocratique par excellence et elle n'a pas connu le totalitarisme des guerres pendant toute la durée de l'application des contrats.

Quelles sont donc ces conventions et les résultats de leur application ?

Le contrat collectif existe en Suède depuis 1908. Sa législation n'a été établie qu'en 1928, après une longue période d'essai qui avait pu déjà en montrer la portée. En 1937, des contrats étaient en vigueur pour 770.000 ouvriers sur 1.500.000 et une population totale de presque 7 millions d'habitants; ils n'ont fait, depuis le début de leur application que s'étendre à des secteurs du travail de plus en plus importants. Par exemple, la proportion des ouvriers dont les conditions de travail étaient réglées par des contrats était de 76 % dans les mines, 89,3 % dans les carrières, 60 % pour le bois, 87,6 % dans les industries du papier, 73,3 % dans l'alimentation, 83,3 % dans le textile et l'habillement, 88,5 % dans les industries des cuirs, fourrures et caoutchoucs.

Les contrats ne sont pas obligatoires ils n'entrent en vigueur dans une entreprise que si patrons et salariés le décident d'un commun accord.

La loi de 1928 en a établi les dispositions générales, leur durée moyenne est de deux ans :

1° *La grève ou le lock-out sont interdits pendant la discussion d'une affaire ; ces mouvements ne peuvent être déclenchés moins de six jours et plus de quinze jours après la décision terminant cette affaire.*

2° *Dès qu'une décision a été prise, la même question ne peut être reconsidérée moins de six mois après la fin des négociations.*

3° *Le lock-out ou la grève sont interdits pour obtenir des modifications ou des additions à un accord en vigueur.*

4° *Il est formellement précisé que le travail aux pièces doit être appliqué dans tous les cas où il est possible.*

« *L'employeur, dit la loi, l'ouvrier ou l'association qui ne satisfait pas aux obligations découlant du contrat collectif ou de la présente loi est responsable du dommage qui en résulte.* »

En même temps que le Parlement votait la loi, il instituait un TRIBUNAL DU TRAVAIL, ou Comité Central d'Arbitrage. Le recours à ce tribunal est fixé de la façon suivante :

a) *Si les parties en présence vivent sous le régime du contrat collectif il ne peut s'agir que d'un conflit portant sur l'interprétation du contrat. Si les syndicaux locaux patronaux et ouvriers ne peuvent trouver une solution amiable, les syndicats nationaux respectifs interviennent, et s'ils ne parviennent pas à un accord, la décision est prise par le Tribunal du Travail.*

Le Tribunal du Travail est un organisme permanent de sept membres, désignés par le Gouvernement : trois membres sont choisis par le Gouvernement seul (le président, le vice-président et un spécialiste de la législation du travail) ; deux membres sont choisis par le Gouvernement parmi quatre candidats proposés par l'Association suédoise des Employeurs (S.A.F., association patronale), et les deux autres sur quatre candidats proposés par la Fédération Ouvrière Nationale (Lande Organisation ou L.O., le syndicat réformiste).

Le Tribunal du Travail décide sans appel, ses sentences ont force de loi et il peut appuyer ses décisions de sanctions, comme le paiement de dommages-intérêts pouvant s'élever jusqu'à 200 couronnes suédoises (environ 16.000 francs français) par ouvrier, et sans limite fixée au cas où le délinquant est le patron.

b) *Lorsqu'il n'y a pas de contrat collectif et qu'une divergence d'intérêts provoque un conflit (si un contrat est expiré et le nouveau en cours d'élaboration, ou si le personnel intéressé n'est pas sous le régime du contrat collectif), lorsque l'intervention des syndicats n'a pas permis un accord, les négociations sont conduites par le* conciliateur. *La Suède est partagée en sept régions géographiques et pour chacun desquelles un conciliateur a été nommé. Le conciliateur ne prend pas de décision, aide les parties à arriver à un accord dans le choix d'un arbitre qui décidera. Il y a pour l'ensemble de la Suède sept arbitres institués par le Gouvernement. Si le conciliateur n'arrive pas à faire négocier un accord ou choisir un arbitre, les deux parties reprennent leur liberté, c'est la grève ou le lock out.*

***

Que remarque-t-on dans l'évolution des conflits ?

Jusqu'en 1920, *les conflits qui se sont terminés sans arrêt de travail grâce à l'intervention du conciliateur n'étaient que de* 30 %; *de* 1920 *à* 1925 *ils passent à* 46 %; *de* 1925 *à* 1930, 50 %, *de* 1930 *à* 1935, 70 %.

D'autre part, avant l'instauration des contrats collectifs, les conflits se présentaient au hasard des circonstances. A partir de 1908, *ils ont eu lieu à l'occasion des renouvellements des contrats, en moyenne tous les deux ans. Depuis* 1936, *la Suède évolue vers la disparition des conflits. Ainsi, le président de la L.O. proposa au président de la S.A.F. d'étudier avec lui le renouvellement des con-*

HIERARCHIE TECHNIQUE ET EGALITE

Les pontifes de la C.G.T., qui prônent l'unité sur tous les tons et à n'importe quel prix, font en même temps tout ce qu'ils peuvent pour entretenir la division au sein de la classe ouvrière. Les occasions ne leur manquent pas pour cela, car elles ne sont que trop nombreuses. Ils n'ont donc pas la peine de les faire naître, mais seulement celle de les entretenir et de les exploiter.

Parmi ces causes de division, il en est une qui servit de machine de guerre sociale aux patrons de combat d'Action française, dans les dernières années de la IIIe République. C'est la hiérarchie des salaires. Une page entière du journal royaliste était consacrée tous les dimanches à cette sordide besogne.

Sous prétexte de *justice*, le patron devait avantager tel ouvrier qui donnait un meilleur rendement par rapport à tel autre, celui qui avait le plus d'enfants devait également être avantagé. La hiérarchie des salaires et le lapinisme du torchon royal, voilà les thèmes aujourd'hui favoris de la C.G.T. Nous qui ne recherchons en toutes choses que la vérité et la justice, essayons de voir clair dans le brouillamini de la hiérarchie des salaires.

Qu'est-ce qu'un technicien ? C'est celui qui est versé dans la technique d'un art ou d'une science, c'est-à-dire qui connaît tous les procédés de cet art ou de cette science.

Qu'est-ce que la hiérarchie ? C'est une échelle de valeurs. Mais cette échelle de valeurs, comment s'établit-elle ?

Les mots art et science ont une valeur transitoire et assez relative. Alors, pour établir une échelle des valeurs de tous les arts, de tous les métiers et de toutes les sciences, sur quoi nous baserons-nous ? Sur leur utilité? Mais tous sont également utiles. Or la hiérarchie des valeurs se base à la fois sur tout et sur rien. Elle n'est que le résultat d'une compétition, d'une lutte d'appétits, rien de plus. Et elle se raccroche à tout ce qui lui tombe sous la main. C'est parfois l'utilité, mais ce sera le plus souvent la rareté. La rareté, en voilà une raison ! L'or, par exemple, a une valeur beaucoup plus grande que le fer parce qu'il est plus rare. Pourtant les hommes se passeraient plus facilement de l'or que du fer. Il en est de même aujourd'hui pour ce qui concerne les carrières di-

TRANCOSERP.

(*Suite en page 3.*)

LA NOUVELLE INTERNATIONALE SYNDICALE

par JOHN ANDERSSON

Au mois de décembre, une nouvelle Internationale syndicale a été constituée à Londres. La formation de cette Internationale fut la conséquence de la dissolution et des scissions au sein de la Fédération Syndicale Mondiale, provoquées par les manœuvres de Moscou dans cet organisme. La nouvelle Internationale syndicale s'est formée, donc, comme un contrepoids, comme une espèce de protestation contre l'exploitation du mouvement syndical par le bolchevisme. A la conférence de Londres qui vient d'avoir lieu, on put entendre bien des déclarations antibolcheviques qui s'opposaient à l'exploitation des syndicats à l'intérêt de l'Etat russe. Mais d'un autre côté, on a l'impression assez certaine que la nouvelle Internationale se laissera exploiter par les puissances occidentales et leur politique mondiale. Certes, l'Anglais Arthur Deakin, par exemple, déclara que l'Internationale devait être indépendante vis-à-vis des patrons et de l'Etat, et le délégué hollandais E. Kupers souligna que le nouvel organisme devait être une fédération d'organisations syndicales libres au lieu d'être un mouvement politique. Mais les résolutions adoptées par le congrès ne confirment point cette indépendance vis-à-vis de l'Etat et du patronat.

Quelques délégués des territoires colonisés qui assistaient au congrès, y dirigèrent des attaques assez énergiques contre les méfaits de l'impérialisme et l'oppression des peuples de ces pays, mais des rapports publiés sur le congrès il ne résulte pas que les délégués des pays colonisateurs aient eu quelque chose à dire contre cette politique coloniale. Evidemment, ils ne voulaient prendre aucun engagement à l'encontre de la politique officielle de leurs pays respectifs. Ils se solidarisaient presque entièrement avec cette politique nationale de leur pays d'origine.

Les délégués de l'Amérique du Nord, ceux de l'A.F.L. aussi bien que ceux du C.I.O., furent très « énergiques » au congrès — ils luttaient pour le Pacte Atlantique et le Plan Marshall, en bons représentants de la politique gouvernementale de leur pays, même s'ils avaient quelque critique à présenter quant à certains détails de la politique officielle américaine.

Un des représentants du C.I.O. Walther Reuter, qui vient de faire un voyage en Allemagne, se dressa d'une façon très décidée contre la politique allemande. « Que ce passe-t-il donc en

(*Suite en page 4.*)

B.D.I.C

trats qui se terminaient à la fin de 1937, ajoutant qu'on ne résilierait pas les contrats en cours, pour ne pas créer d'atmosphère troublée. Certains syndicats ouvriers de la L.O. n'acceptèrent pas cette façon de procéder, mais trois des plus importants : verrerie, pâte de bois et métallurgie, acceptèrent à l'avance la décision prise en commun.

***

Le but poursuivi est bien clair, autant chez le patronat que chez les dirigeants réformistes de la L.O. : on cherche à éviter les conflits et le recours à l'action directe. La S.A.F. le déclare nettement dans un texte officiel : « Les conflits ouverts ne peuvent que nuire à la production, ainsi qu'aux intérêts sociaux et financiers des partis et de la Nation; ils ont également un effet perturbateur sur les relations générales entre employeurs et ouvriers; durant les dernières années, les hommes politiques et le Parlement ont conjugué leurs efforts en vue de créer une espèce de législation qui permettrait d'éviter ou de limiter de tels conflits... »

La collaboration tend à devenir permanente entre S.A.F. et L.O., ces deux organisations ont formé une sorte de commission permanente qui se réunit en cas de besoin pour étudier les problèmes afin d'éviter les difficultés de fait, et l'association patronale est tellement satisfaite de l'organisation réformiste qu'il y a quelques années, au cours d'une grève, les ouvriers ayant débordé leurs syndicats, les patrons refusèrent de traiter avec les dissidents tant qu'ils ne seraient pas rentrés sous l'autorité de leur syndicat. LE PLUS HAUT DIRIGEANT PATRONAL A DECLARE : « S.A.F. a intérêt à ce que L.O. soit forte et disciplinée. »

Ces citations sont suffisamment éloquentes; d'ailleurs les deux organisations ne sont pas favorables à l'ingérence de l'Etat ni aux nationalisations.

Le contrat collectif est donc un engrenage destiné à aboutir à la CONSOLIDATION DU CAPITALISME.

Le patronat favorise le réformisme par divers moyens, concessions permettant un niveau de vie plus élevé des ouvriers (ce qui atténue leurs revendications) et développement du syndicalisme réformiste qui l'appuie en retour.

Ainsi :

1° Les chefs syndicaux réformistes ont dans leur propre organisation un grand pouvoir de décision. Un rapport de la S.A.C. nous apprend que, dans de nombreux cas où les membres de l'organisation réformiste ont repoussé une convention collective à cause de ses conditions défavorables ét ont tous voté contre elle, les dirigeants n'en ont pas tenu compte et ont obligé leurs membres à l'accepter en prétendant que la situation générale était défavorable et ne permettait pas d'actions revendicatives.

Si quelques syndicats au sein des fédérations nationales font, pour leur propre compte, de l'action directe, ils sont officiellement désapprouvés. Les travailleurs qui refusent de reculer sont traduits devant les Tribunaux du Travail; les Tribunaux se basent sur les contrats de travail et dans presque tous les cas, les procès se terminent par de lourdes amendes pour les ouvriers. Il est très rare qu'un patron soit condamné sur des divergences d'interprétation d'un contrat.

2° A l'égard des syndicats autres que le syndicat réformiste, ce dernier lutte avec l'appui du patronat pour les écraser; il s'agit en l'occurrence de la S.A.C. contre laquelle la L.O. emploie tous les moyens possibles. Et principalement, la L.O. essaie d'établir dans les contrats signés par elle un paragraphe qui prescrit que seuls les membres de l'organisation réformiste peuvent être employés dans les entreprises en question. Dans la plupart des cas elle l'obtient. Le patron sait par expérience qu'il est dans ce cas libéré des syndicalistes révolutionnaires et qu'une tranquillité absolue lui est assurée. Telle est la seule cause de la diminution des adhérents à la S.A.C. au cours de ces dernières années. D'accord avec le patronat, la L.O. essaie de s'imposer par la faim comme unique syndicat en Suède.

3° Dans les cas où nos camarades de la S.A.C. déclenchent des conflits ouverts dans les districts liés par des contrats réformistes, les réformistes interviennent dans les luttes au moyen de briseurs de grève organisés. Les affiliés des organisations réformistes ne peuvent empêcher cette tactique parce que le droit de détermination dans leur organisation est centralisé chez les comités centraux. En outre, ils en sont empêchés par les lois et règlements juridiques.

Aussi les grèves coûtent-elles cher à la S.A.C. : prenons l'exemple de l'année où les frais ont été les plus élevés, en 1928, 1.024.632 couronnes ont été employées à leur soutien (environ 82 millions de francs) et d'une des années où les frais ont été les plus faibles, 1948, avec 15.234 couronnes (environ 1.200.000 francs).

Il lui faut même chercher d'autres formes de défense que la grève, et éviter les contrats qui suppriment tout droit de revendication. Les bûcherons de la S.A.C., au lieu de conclure des contrats, emploient le système des « registres » : ils fixent eux-mêmes les salaires qu'ils veulent voir appliquer au cours de conférences annuelles de leur organisation, puis ils essaient d'imposer aux patrons les prix fixés. Ce système donne de bons résultats, les bûcherons de la S.A.C. obtiennent dans les districts où ils dominent des salaires plus élevés que ceux qui auraient pu être établis par négociations centrales.

Des conséquences analogues à celles observées en Suède se retrouvent en Suisse où existe aussi une organisation syndicale dominante réformiste. Ainsi l'adhérent ne compte plus, les travailleurs n'ont plus aucun droit. Leur mode d'organisation évolue vers le syndicat unique; la collaboration des dirigeants syndicaux et du capitalisme s'appuie sur le contrat collectif pour consolider le capitalisme. Ces résultats prouvent une fois de plus l'excellence des principes de l'A.I.T. : décentralisation, action directe et liberté pour la défense des travailleurs.

DANS NOS RÉGIONS ET SYNDICATS

2e U.R. — **Service de Santé**

LA C. N. T. ÉTAIT AU RENDEZ-VOUS

Le lundi 21 novembre 1949, les organisations syndicales C.G.T., C.G.T.-F.O., C.F.T.C. et notre C.N.T. avaient invité le personnel ouvrier de la Préfecture de la Seine, de l'AP. et des Hôpitaux psychiatriques et départementaux ainsi que les ouvriers de la Préfecture de police (lisez bien *ouvriers* et ne les confondez pas avec les *flics*) à cesser le travail pour assister à un meeting commun tenu à la Bourse du Travail.

Ce meeting fut d'une tenue parfaite et pour une fois — espérons que cela continuera — d'une correction absolue.

Placé sous l'égide des quatre centrales présentes, un organisateur de chaque organisation a pris la parole devant plus de 8.000 ouvriers de toutes corporations. Notre camarade Isvardi, du Magasin central de l'A.P., eut la tâche ingrate de prendre la parole le premier, mais dans un temps limité il sut démontrer notre point de vue et se fit chaleureusement applaudir lorsqu'il parla de la misère des travailleurs, alors que des milliards sont engloutis pour la guerre d'Indochine.

Des camarades cégétistes ont été satisfaits et étonnés d'entendre notre camarade parler de cette guerre absurde. Il est vrai qu'ils nous connaissent peu, puisque depuis notre formation les organisations ne pensaient qu'à nous étouffer et à nous évincer. Je leur recommande donc de lire quelques anciens *Combat syndicaliste*.

En conclusion, notre camarade démontra qu'il était toujours possible de se faire des concessions entre syndicats, mais que l'on ne devait jamais en faire aux gouvernements. Il quitta la tribune très acclamé.

Ensuite, la C.F.T.C. prit position, par l'intermédiaire de Vallé. Inutile de dire que le ton était plus doucereux et la situation moins nette !

Pour la C.G.T.-F.O., Lortholary fit un exposé où il fut question d'adjudant ayant obtenu des avantages (on n'en doute pas !) et s'éleva contre cet état de choses, disant qu'un travailleur était plus utile qu'un adjudant. (Tiens ! tiens ! La C.N.T. a l'air de vous inspirer, camarade F.O.; il est vrai que nous savons que vous avez une « aile » assez révolutionnaire qui serait mieux à sa place à la C.N.T.)

Puis, au nom de la C.G.T., Barbéris prit la parole, dans une intervention un peu longue, si j'ose dire. Il termina en réclamant l'unité.

Après ces quatre orateurs, le président de séance donne lecture de quelques télégrammes de sympathie de camarades n'ayant pu se déplacer; il donne lecture d'une résolution de la C.N.T. qui déclare qu'elle prendra part au mouvement de grève du 25 novembre 1949.

Une motion lue par Villion est mise aux voix et adoptée.

Un camarade de la C.G.T. demande la parole et en vient, chose logique, à parler des 40 heures. Alors, aussitôt, le signataire de ce compte rendu demande la parole : « Je fais ressortir tout d'abord que je suis heureux de voir que des camarades de la base, quoique n'ayant pas la même appartenance, épousent nos raisonnements, et je fais remarquer que nous avions, pour ce meeting, accepté de discuter sur quatre points et que, ne voulant pas faire figure de diviseurs, nous n'étions pas sortis du cadre convenu. Mais nous, cégétistes, ne pouvions rester silencieux lorsque l'on abordait la question de la semaine des 40 heures, car dès notre formation nous avons préconisé comme revendications principales : l'application de l'échelle mobile et le retour aux 40 heures, seuls moyens d'abattre le chômage et de résorber la vie chère. »

La classe ouvrière donne l'impression de sortir de sa torpeur et d'être décidée à pousser les responsables à agir sur le plan essentiellement syndical.

J. MARTIN.
Secrétaire à la propagande.

—o—

6e U.R. — **Toulouse**

LES SLOGANS D'UNITÉ de la C.G.T.K. TOULOUSAIN

La grève du 25 novembre a fait couler beaucoup d'encre.

Prônée pendant quinze jours par la C.G.T.-F.O., et ensuite acceptée par la C.G.T. avec la consigne du slogan d'unité comme toujours, c'est sous ce signe que ces derniers organisaient un meeting à la Bourse du Travail, où tous les travailleurs étaient invités à y participer *sans distinction d'appartenance syndicale*.

Les camarades de la C.N.T. s'y rendirent avec l'intention de prendre la parole, afin d'expliquer la position de la C.N.T. dans cette grève limitée. Mais peine inutile ! Car lorsque nous nous adressâmes au bureau de la présidence, il nous fut répondu par deux fois de ne pas insister, car nous n'aurions pas la parole. Camarades ! Vous jugerez vous-mêmes de la démocratie de ces bonzes.

Ne nous estimant pas battus, nous nous rendîmes au meeting de la C.G.T.-F.O. Le camarade Nan, du S.U.B. de Toulouse, demanda à parler au nom de l'Union locale des syndicats C.N.T. pour y préciser les revendications de la C.N.T. dans la grève. Il lui fut répondu qu'il aurait la parole en dernier. Le camarade Nan parla vingt-cinq minutes et termina le meeting au milieu des applaudissements enthousiastes.

Il dit que la C.N.T. participait à la grève pour le retour à la liberté des salaires avec rajustement de ceux-ci sur la base de 1939; pour la suppression des zones de salaires; pour le retour immédiat aux 40 heures; pour l'échelle mobile des salaires; pour l'administration de la caisse de chômage par des représentants des centrales syndicales; pour l'octroi d'une indemnité de chômage correspondant au salaire local moyen; pour une indemnité aux vieux travailleurs égale au salaire moyen départemental; contre toute augmentation hiérarchisée des salaires, celle-ci créant la division entre les travailleurs; pour l'écrasement de l'éventail des salaires.

Tout ceci comme revendications immédiates.

Car le syndicalisme révolutionnaire a son but à poursuivre, qui est l'abolition du salariat, du patronat et de l'Etat.

Il y fut développé longuement la grève gestionnaire de tous les rouages économiques, vue que les orateurs de la C.G.T.-F.O. disaient la faillite des administrations de la société actuelle pour redorer leurs blasons.

Camarades dégoutés des centrales politisées, et vous tous, inorganisés, devez rejoindre au seuil de la nouvelle année la centrale C.N.T., pour y agir et y pratiquer le syndicalisme révolutionnaire avec la devise de la Première Internationale A.I.T.

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

A LARIBOISIÈRE

Je tiens à préciser que ce n'est que pour raison de santé que j'ai cessé mon activité de délégué C.N.T. de l'hôpital. Dès l'année prochaine, si les camarades me donnent leur confiance, j'espère être prêt à nouveau à défendre nos principes révolutionnaires, et par ce fait mes propres camarades.

J. MARTIN.

COLOMBES

L'U.L. de Colombes organise, avec la collaboration des syndicats et la C.A. de la 2e U.R., une rencontre de camarades de la localité et des environs pour participer à l'examen de questions importantes au regard de notre mouvement C.N.T. et de l'actuelle situation des travailleurs.

Nous faisons un pressant appel aux anciens et nouveaux pour qu'ils contribuent à la réussite de cette rencontre qui a pour but le développement indispensable de la C.N.T. dans notre localité.

Elle se tiendra à Colombes, à la salle du Café de la Mairie, 20, rue Henri-Barbusse, à 9 h. 30 du matin, le dimanche 22 janvier.

LA GRÈVE DE CAEN

En voilà les débuts : le 10 octobre, les ouvriers de l'Epure de l'Entreprise B.A.C.C.I., sur les propositions de leur délégué général, décident un débrayage d'une heure à seule fin de soutenir leurs délégués auprès de la Direction.

Mais la Direction étant au courant de ce genre de pression refuse catégoriquement de recevoir les délégués tant que tous les camarades n'auraient pas repris le travail.

Reprise de contact sur l'Epure avec l'ensemble des compagnons qui, par un vote à mains levée, refusent de se remettre au boulot.

Le lendemain, un vote secret est décidé par l'ensemble des compagnons. 76 % sont pour la continuité de la grève. Le dépouillement est contrôlé par le Directeur en personne.

Donc, la grève est effective, moins une vingtaine de cheffaillons de 2e zone, la plupart des incapables au point de vue professionnel. Plus les deux chauffeurs de camion, dont un appartenant au R.P.F. et au syndicat chrétien, l'autre à F.O.; deux magasiniers, dont un à F.O., et un autre culotte de peau, adjudant retraité; plus le personnel du Bureau.

La majorité des camarades en lutte décident d'être présents sur le chantier à seule fin de contrôler les jaunes. Quelques jours passent. Une trentaine de wagons de graviers et trois ou quatre de planches, sont là en souffrance pour être déchargés. La Direction tente de faire décharger les graviers par une pelleteuse mécanique de l'usine S.M.N., mais les copains sont là. On va voir le délégué principal du syndicat C.G.T. de l'usine : les deux ouvriers de la pelleteuse arrêtent et se retirent.

La nuit suivante les wagons de planches sont déchargés en vrac par une équipe de jaunes, en général tous ces cheffaillons cités ci-dessus.

La grève dure et continue sans trop de défection. Le Comité de grève est constitué. Le délégué général lance l'appel pour la constitution de ce Comité. C'est normal. C'est le délégué général C.G.T. qui est nommé secrétaire. L'on appelle la C.F.T.C. et la C.G.T.-F.O. mais personne ne répond car personne ne veut prendre de responsabilités, mais notre camarade Bernard, secrétaire du Syndicat local C.N.T. fait remarquer qu'il faut appeler toutes les centrales syndicales, le délégué général renouvelle donc l'appel.

A la C.N.T., le camarade Bernard prend ses responsabilités et est élu à la grande majorité, secrétaire adjoint du Comité de grève, ensuite élection du trésorier et de l'adjoint et la suite, mais tous C.G.T. et « nacos ».

Par la suite, je pose mes conditions, nous devons mener la bataille en commun sur le terrain syndical et revendicatif, et je leur demande de laisser comme moi-même, leurs idéologies *politiques et religieuses* de côté.

Chacun donne sa parole qui doit être confiante de part et d'autre.

Nous constituons des piquets de grève aux cinq portes d'entrée.

Je prends la responsabilité de la principale avec une vingtaine de copains auxquels je fais entière confiance.

La question du collectage s'amplifie car nous avons été obligé de créer un repas populaire à la Salle des Fêtes de la municipalité de Mondeville à direction communiste, qui alloue au Comité de grève 30.000 francs. Nous recevons beaucoup de dons en nature de la municipalité de Colombelle puis quelques jours après de celle de Mondeville.

Après trente jours de lutte assez bien suivie je propose, avec d'autres copains, même nacos, de faire débrayer par solidarité tous les chantiers des entreprises de Caen pour le mouvement B.A.C.C.I. Donc, créer un mouvement général de solidarité effective en bloquant tous les chantiers.

Mais Briquet, du Bâtiment C.G.T., était là, il a sauté sur la balle : « non et non, il ne faut pas faire une chose pareille, car s'ils s'arrêtent eux aussi, ils ne pourront pas vous soutenir ».

C'est fait, il a renversé la vapeur, mais voilà le grand, le très grand René Arrachard qui, avec l'éloquence qu'on lui connaît, vient visiter le mouvement, car Briquet commence à être submergé.

Il fait un beau discours et une promesse d'envoi de 50.000 francs.

Mais Briquet revient le lendemain. C'est un lundi; tous les copains sont sur l'Epure et depuis la veille, au Comité, certains se demandent comment ils vont arrêter la vague qui veut reprendre.

Mais dans une autre pirouette, Briquet dit qu'il apporte 100.000 francs de la Fédération. C'est gagné ! la masse, toujours incompréhensible, avale cette pilule.

Je vients d'apprendre à l'instant que le syndicat C.G.T. de l'usine vient, après quarante jours de lutte, de nous allouer 50.000 francs.

Ils ont lancé un appel à toutes les organisations à tendance nacos; ils ont laissé ou fait créer un Comité d'assistance aux familles des grévistes avec, comme président, un « cureton ».

Alors, aussitôt, en ayant référé aux copains, je reprends ma liberté et je repars dans la lutte avec toute notre ardeur.

Mais tous les efforts devaient être vains.

Les ouvriers ne se décidant pas à déborder leurs dirigeants, la solidarité n'ayant eu lieu que sur le plan financier, resté, malgré les efforts, minime, le 15 décembre 1949, la grève de la B.A.C.C.I. est terminée, sans résultat.

Le Responsable
du Bâtiment C.N.T.
de Caen.

Délégué de la C.N.T. à Caen, notre ami Marchal, prenant la parole au nom de la C.N.T., le lundi 24 octobre 1949, devant les grévistes de l'Epure, c'est-à-dire sur le lieu du chantier, disait : « Qu'en général, les délégations auprès des Pouvoirs publics étaient souvent voué à l'échec, que c'était un enterrement de première classe. » Il ne croyait pas si bien dire.

Il est regrettable qu'après une lutte de deux mois, les ouvriers n'obtiennent rien mais il est encore plus pénible qu'un délégué de la C.F.T.C. vienne parader devant des grévistes en leur disant que leurs fidèles syndiqués ayant repris le travail, ne sont pas des jaunes et qu'en fin de compte les curés prennent en main la cause de solidarité avec la complicité des communistes.

Il faut tirer une leçon de cette grève :

1° Les camarades trop confiants aux paroles de dirigeants syndicaux;

2° La lutte doit être menée sur le lieu de travail et non dans des officines gouvernementales;

3° Manque de solidarité entre les travailleurs car il y avait à droite et à gauche du chantier de la B.A.C.C.I., des chantiers où les ouvriers travaillaient « à plein tube ». (Drôle de façon de pratiquer la solidarité);

4° Moment mal choisi pour déclencher une grève, les crédits étant sur le point d'être suspendus.

2e RÉGION

TRAVAILLEURS DES CUIRS ET PEAUX

Devant la carence des syndicats cégétistes et F.O. à poser les véritables revendications que réclament les travailleurs, le Syndicat C.N.T. vous invite à propager dans vos entreprises la plateforme de ses revendications.

Revalorisation des salaires au pouvoir d'achat de 1939.

Echelle mobile sur ces salaires rajustés.

Retour à la semaine de quarante heures (5 fois 8).

Limitation de la hiérarchie des salaires.

Suppression du travail aux pièces et au rendement.

Abrogation de l'impôt sur les salaires sous toutes ses formes.

Retour à la liberté de l'embauchage et du débauchage.

Vingt et un jours de congés dans l'année.

Chaque ouvrier et ouvrière des cuirs et peaux doit comprendre l'importance de ces légitimes revendications.

Elles répondent aux besoins immédiats des travailleurs.

C'est pourquoi le syndicat C.N.T. compte sur vos présences à la réunion d'information qui se tiendra le lundi 9 janvier, à 18 h. 30, au local de la C.N.I., 39, rue de la Tour-d'Auvergne, Paris (9e).

Un délégué de l'Union Régionale des Syndicats C.N.T. développera ces revendications.

ENCORE UN MILITANT QUI S'EN VA

Charles Juanola, actif syndicaliste de Longwy-Haut (Meurthe-et-Moselle), est mort le 24 novembre 1949, des suites des souffrances subies dans les camps de concentration d'Allemagne, aggravées d'une maladie professionnelle : la Silicose.

Ce militant laissera un excellent exemple de dévouement et de désintéressement à notre noble cause.

UNION LOCALE DE CLERMONT-FERRAND

L'Union locale C.N.T. de Clermont-Ferrand s'est réunie en Assemblée générale le 17 décembre 1949. Le secrétaire rend compte du Congrès national extraordinaire. Après discussion, son rapport est adopté à l'unanimité, ainsi que le compte rendu moral et financier pour 1949.

Ensuite eut lieu l'élection du bureau pour 1950. Les camarades Servières et Fernandez furent élus respectivement secrétaire et trésorier.

Ensuite, différentes mesures furent arrêtées concernant la propagande. L'Union locale C.N.T. termine ses travaux en invitant les travailleurs clermontois à adhérer aux syndicats cénétistes, afin d'aider à la transformation du régime capitaliste en un régime syndicaliste libre qui est la seule solution aux maux dont nous souffrons.

L'Assemblée se sépare aux cris de « A bas l'étatisme et le capitalisme ! » « Vive la C.N.T. et l'A.I.T. » « Vive la société syndicaliste ! »

CHEZ LES CHEMINOTS DE ROGNAC-BERRE

L.U.L. Rognac-Berre des travailleurs du rail de la C.N.T. remercie les camarades non syndiqués et ceux des organisations C.G.T., C.F.T.C., F.O. de lui avoir fait confiance par l'élection au comité de grève de la journée du 25 novembre, de son délégué;

Félicite les camarades des diverses organisations pour la magnifique unité d'action à la base qui fut créée dans cette journée de lutte;

Dénonce l'attitude de la S.N.C.F., qui n'hésita pas à oser des infractions au règlement de sécurité en provoquant le passage de trois trains fantômes au carré fermé des postes d'aiguillage de notre gare;

Assure les organisations syndicales des diverses tendances de sa solidarité dans les luttes de la classe laborieuse contre l'exploitation des travailleurs par les capitalistes, pour l'amélioration de la vie sociale des travailleurs.

Louis REY.

—o—

SOUSCRIPTION PERMANENTE DE LA C.N.T.

Sommes reçues au 20 décembre 1949

Yvette, Paris, 300 fr.; Ramos Gilbert, Paris, 110 fr.; Dugne Rémy, Thiers, 150 fr.; U. L. de Palaiseau, 500 fr.; Bournez, Paris, 50 fr.; Lecoustre, Paris, 100 fr.; Caudet, Paris, 40 fr.; S.U.B., de Toulouse, 305 fr. Liste permanence Paris, 820 fr.; Hémy, Dijon, 200 fr. Liste permanence Paris, 375 fr. Alger, 7 fr. U.L. de Goussainville, 185 fr. Total de la présente liste : 3.142 francs.

***

SOLIDARITÉ POUR LES GRÈVES

Souscriptions reçues à la C.N.T. au 20 décembre 1949

Permanence Paris, 180 fr.; Métaux de Paris, 5.000 fr.; Livre Paris, 300 fr.; Delaby, Chantier Besson, 385 fr.; Transports Paris, 500 fr.; Odette Beilvert, employés de Paris, 800 fr.; Delpeuch, groupe de Nanterre, 1.000 fr.; Intercorporatif de Rouen, 1.000 fr.; S.U.B. de Strasbourg, 1.000 fr.; Métaux de Paris, 2e versement, 3.000 fr.; Métaux de Hayange, 1.000 fr.; souscription métaux de Hayange, 500 fr.; Intercorporatif de Rennes, 500 fr.; Chamvres de Lavau, 200 fr.; Dugne Rémy, de Thiers, 300 fr.; Intercorporatif de Longwy-Haut, 1.081 fr.;, de Guehot, Chantier Sainrapt et Brice, 1.270 fr.; Doukhan, intercorporatif d'Alger, 1.000 fr.; S.U.B. de Paris, 2.000 fr.; section locale Palaiseau et S.F.I.M., 680 fr.; de Duquelzar, Croix Wasquehal, 500 fr.; liste Intercorporatif de Rouen, 1.250 fr.; U.L. de Grand-Combe, 3.570 fr.; 8e U.R., 1.000 fr.; U.L. de La Ciotat, 2.400 fr.; Intercorporatif d'Alençon, 1.100 fr.; liste Métaux de Paris, 470 fr.; Produits Chimiques de Paris, 500 fr.; U.L. de Goussainville, 130 fr.; Cuirs et Peaux de Paris, 300 fr.; liste Permanence Paris, 600 fr.; U.L. de Saint-Etienne, 3.400 fr.; Métaux de Paris, 10.000 fr.; total de la présente liste : 46.916 francs.

***

La grève de Caen est terminée, mais d'autres mouvements continuent tel que celui des Cuirs et Peaux de Carcassonne (depuis le 25 novembre 1949), où les camarades ne peuvent compter que l'aide C.N.T.

La solidarité doit être effective. Unions, syndicats, camarades, faites circuler des listes de souscription pour les grèves en cours et, dans le plus bref délai, transmettez le montant au trésorier confédéral, René Doussot, 9, avenue de la Porte-Clignancourt, Paris-18e, C.C.P. 5.046-35 Paris.

MAINS ET CERVEAU

N° 4 EST PARU

SOMMAIRE

EDITORIAL : Le Congrès Extraordinaire fut positif et d'Union.
A DEMEURE : Seule véritable arme de la Paix : le Syndicalisme.
HERBE : Les Tissus d'Art.
R. BOUCOIRAN : Les nouvelles Méthodes du Tissage et leurs réactions sociales.
KIPLING : Si...
RABRET : Structure syndicale.
J. TOUBLET : Le Problème yougoslave.

Le numéro : 40 francs

B.D.I.C

Hiérarchie, Technique et Egalité

(Suite de la 1re page.)

tes libérales. Celles-ci sont encombrées à l'extrême. Il y a trop de professeurs, d'avocats ou de médecins. Quant aux bacheliers, ils sont tellement nombreux que beaucoup d'entre eux doivent se résigner à des besognes subalternes telles que celles de balayeur ou de manœuvre. Cette simple constatation nous prouve combien cette hiérarchie des valeurs est arbitraire, conventionnelle et peu sérieuse.

En revanche, dans cette discussion, nous pouvons faire intervenir un autre critère; celui de la simple justice. Toutes les valeurs humaines étant nécessaires, c'est en vain que vous poserez le problème de la hiérarchie, car cette dernière ne peut se baser sur rien de stable, de rationnel ni de cohérent. La hiérarchie, c'est l'arbitraire qui, s'appuyant tantôt sur une chose et tantôt sur une autre, ne satisfait personne et mécontente tout le monde. La hiérarchie, c'est le panier de crabes auquel tant de fois il a été fait allusion et que fort peu d'individus ont compris. C'est la lutte de classes éternelle sans aboutissement définitif, le vainqueur d'aujourd'hui devant être le vaincu de demain.

Mais le technicien est-il ennemi de la classe ouvrière du fait même qu'il est technicien ? Certains l'ont insinué et nous protestons de toutes nos forces contre ce jugement par trop sommaire. Nous savons que dans le bâtiment il y a le « cabot », c'est-à-dire, littéralement, l'*aboyeur*, sans connaissances spéciales, sans principes, sans scrupules, mais fort en gueule, sans plus. Celui-là est en général un mouchard et un plat valet du patron. Et pour se faire bien voir de ce dernier il suppplée à son ignorance par un zèle inconsidéré. Le technicien, au contraire, sûr de lui-même et conscient de ses qualités professionnelles, n'a aucun besoin de s'aplatir pour se faire valoir. Il n'y a donc aucune raison de le considérer *a priori* comme un ennemi, ce qui serait une grave erreur et une profonde injustice.

Dans la grande famille que nous voulons fonder, il y a place pour tous. Une société composée uniquement de manœuvres est aussi impossible à concevoir qu'une société uniquement composée d'ingénieurs ou d'architectes. Nous avons tous besoin les uns des autres et nous devons accueillir les uns et les autres avec la même bienveillance, avec le même élan de fraternité. Et quelle joie pour nous de posséder dans nos rangs des hommes de haute valeur ! Rappelons-nous l'œuvre grandiose accomplie par nos camarades de la C.N.T. espagnole pendant la guerre contre Franco, grâce à la collaboration fraternelle des savants, des techniciens et des ouvriers. Le grand astronome Comas y Solà avait en poche sa carte de la C.N.T. comme tous les copains; il en était fier et les copains étaient fiers de lui, parce qu'il ne revendiquait pas autre chose que d'être un homme parmi les hommes. C'est à cette modestie que se reconnaissent les plus grands.

Lire « Le Combat Syndicaliste »
c'est BIEN
S'ABONNER C'EST MIEUX
Faire des abonnés,
c'est PARFAIT

(Suite de la première page.)

On nous objectera tant de dizaines, de centaines de milliers, voire de millions de grévistes. Comme si la réussite d'une grève se mesurait au nombre des participants ! C'est pourquoi malgré l'espèce de relative popularité dont elle a joui — plus souvent d'ailleurs acceptation d'une nécessité qu'enthousiasme actif — ç'aura été pour nous l'occasion de réflexions peu réjouissantes.

Si l'on veut, donc, obtenir quelque chose par la grève, il faut revenir à une conception plus « virile » de celle-ci. La grève est une arme de combat destinée à entrer en ligne de compte dans un conflit de forces entre salariés et patrons. Elle doit contraindre — *et non pas inviter* — l'adversaire à céder sur toute la ligne; *une grève réussie amène la* capitulation *de l'adversaire. Pour atteindre ce but, il s'agit de lui causer tant de tort, de peur et de pertes qu'il en vienne à préférer traiter et céder. S'il s'agit d'une affaire privée, il faut que le manque à gagner, les dédits pour retard de livraison, les frais d'entretien et d'amortissement d'un matériel inutilisé, les intérêts « gelés », etc., soient supérieurs au volume total de la réclamation ouvrière. S'il s'agit de l'Etat-patron, et comme en définitive sa caisse siphonne la nôtre, il faut l'attaquer sur un autre point : l'autorité. L'exemple indien nous montre la route. La grève des employés de l'Etat, leur non-collaboration, leur non-obéissance paralysent l'exercice de l'autorité. Le public, gêne par ce non-fonctionnement des services, doit alors être amené — c'est le plus difficile d'ailleurs — à se rendre compte de la responsabilité de l'Etat, à s'apercevoir que la grève qui le gêne ne le vise pas mais vise l'Etat, et, dans son propre intérêt, doit être amené à faire pression sur les organismes étatiques. Ainsi la grève du bachot, en 48, aurait-elle pu, menée à son terme, être une éclatante victoire.*

De cette conception de la grève comme arme de combat, conception qui nous paraît être la seule authentique, découlent quelques règles d'usage.

Les premières concernent l'esprit et les conditions du déclenchement d'une grève.

Premièrement, pas de grèves sous des prétextes économico-sociaux ridicules et servant à camoufler — mal — des raisons politiques. Elles sont vouées à l'échec et discréditent par leur échec même l'idée de grève en l'associant à celle d'échec : on ne fait pas grève pour deux sous de l'heure quand le vin vaut 80 francs le litre. Pas de grève donc pour des balivernes isolées. Il faut que ça vaille la peine et le risque.

Deuxièmement, et c'est peut-être le plus important, il ne faut cesser une grève que victorieux. Toute acceptation ouvrière de traiter intervenant avant la conclusion victorieuse, c'est-à-dire avant la capitulation de l'adversaire, toute reprise du travail avant un succès reconnu et signé équivaut à une défaite. Tout délai demande par le patronat doit être « chômé » jusqu'à la conclusion du traité mettant fin aux hostilités. Et ce n'est pas par pure image que nous reprenons les termes militaires. Il s'ensuit naturellement qu'une grève annoncée comme limitée n'a pas de sens. Aucune grève ne doit être arrêtée avant la capitulation du patronat, sauf si l'on craint l'épuisement des troupes combattantes; c'est alors la retraite qui doit éviter le désastre.

La troisième règle est surtout destinée à assurer la rapidité du triomphe. Il faut frapper soudainement et brusquement. Toute grève annoncée est déjà à moitié perdue. L'adversaire s'y est préparé, l'opinion publique n'en est qu'à demi frappée; bref, si un homme averti en vaut deux, on double ses propres difficultés en laissant à l'adversaire le temps de se préparer à amortir le choc ou à préparer la contre-attaque. Le triomphe des grèves de 36 a sans doute été largement assuré par le fait qu'elles sont nées spontanément, terrorisant en somme le patronat, sans préavis, en dehors des chapelles syndicales et des bulletins paroissiaux des organismes centraux, sans aucun mot d'ordre issu « d'en haut ».

Et nous touchons par là aux rôles respectifs des militants, des cadres syndicaux, des organismes centraux.

C'est, nous semble-t-il, aux militants de savoir quand il y a besoin d'une grève, c'est-à-dire quand la volonté générale de satisfaire un besoin économique et social est plus puissant que la crainte des risques et ennuis qui seront encourus par les grévistes. (Et à ce sujet les militants auront toujours avantage à tenir compte du manque d'énergie et de la veulerie propres au « niveau moyen ».) C'est parmi l'ensemble du personnel qu'ils doivent faire « éclore spontanément » l'idée d'une grève, s'ils estiment les circonstances favorables.

Les « cadres » syndicaux doivent, avant l'affaire, servir d'organes de réflexion, mesurer et faire mesurer les risques et les chances. Donc, inspirer avant tout confiance.

Mais, la grève déclenchée — et ce n'est pas aux cadres que le déclenchement incombe, mais à la spontanéité de l'ensemble — ils doivent se mettre au service de la grève, en soigner l'organisation pour en assurer le succès : poser nettement les revendications, se faire l'interprète d'un salariat dont ils sont non les guides mais les « commis », organiser matériellement l'affaire (isolement psychologique de l'adversaire par la propagande, solidarité locale ouvrière, rapports pacifiques, si possible, avec l'« ordre public ») pour assurer la victoire psychologique et morale sans lesquelles aucune victoire matérielle n'est possible ou durable, dans l'état actuel de la société. Quant aux organes centraux, leur rôle est essentiellement d'aider les grévistes par tous les moyens — et rien d'autre. En tant qu'organe centralisateur d'information (grève de métiers dans l'ensemble du pays), ils n'ont pas à déclencher une grève mais à en signaler la possibilité d'efficacité. Et surtout ils doivent aider les grèves sur le plan financier. Car l'argent est le nerf de la guerre sociale et le patronat compte sur le manque d'argent du salariat pour le vaincre. La guerre sociale est une guerre d'usure. Qui tiendra le plus longtemps : les réserves patronales ou les réserves ouvrières ? Tout conflit, toute grève trouve là sa pierre de touche. (Ce qui condamnera évidemment les grèves limitées et les grèves dites d'avertissement.) C'est par les organismes centraux, par leur canal que doit se manifester la solidarité ouvrière.

Pas de discours aux grévistes, pas de « mots d'ordre » aux combattants, mais du « fric » pour qu'ils tiennent, du ravitaillement, et cette aide qu'apporte une pression constante par la presse et l'affiche (sinon à quoi bon des cotisations confédérales ?) de tout le poids des organismes confédérés sur l'adversaire, soit directement sur l'entreprise et organismes étatiques et patronaux locaux, soit par pression sur les pouvoirs publics (à l'échelle régionale et nationale), comme sur les organismes fédéraux et confédéraux du patronat.

A ces conditions seules sera assuré le succès des grèves à venir.

26 NOVEMBRE

CAMARADE !

Combien as-tu diffusé de « COMBAT SYNDICALISTE » le mois dernier ?

COMMUNIQUES

NOTE DE LA REDACTION

Nous demandons à nos camarades de tenir compte des quelques nécessités qui suivent :

1° Ne pas écrire ni au stylo à bille, ni au crayon;

2° N'écrire que sur le RECTO de la feuille en tenant compte de laisser de chaque côté du texte une marge suffisante pour permettre les corrections;

3° Ne pas employer un format de papier supérieur à l'in-quarto coquille, c'est-à-dire 21×27 cm.

Chacun doit se mettre à la place du linotypiste, d'une part, et du copain chargé de la rédaction, d'autre part.

Ce communiqué s'adresse tout particulièrement aux camarades F. Meiller, Paul Hitte, Brun. Si le rédacteur était appointé, il aurait sans doute le temps de « refaire » leurs articles, mais ce n'est pas le cas.

AVERTISSEMENT DU BUREAU

Le B.C. attire l'attention des syndiqués sur le fait que dans certain hebdomadaire on abuse de signatures de membres de la C.N.T. que l'on ne prend pas la peine de consulter avant d'employer leur nom.

COMITÉ CONFÉDÉRAL NATIONAL

Les régions sont avisées que le prochain C.C.N. se tiendra le 29 janvier 1950, à Paris.

L'ordre du jour leur sera adressé par circulaires.

FÉDÉRATION DES TRAVAILLEURS DU RAIL

La C.A., réunie le 18 décembre, à Paris, considérant que l'autonomie des syndicats est effective dans la Fédération au même titre que l'autonomie de celle-ci dans la Confédération en vertu des principes de l'A.I.T., lorsque certains camarades s'estiment dans l'impossibilité de faire respecter cette autonomie dans ces conditions, il serait inconcevable et absurde de prétendre que leur incapacité le leur permettra avec des politiciens quels qu'ils soient.

Ayant enregistré la démission de Raymond Beaulaton en tant que membre de la F.T.R., puisque démissionnaire de la C.N.T., décide de convoquer dans le plus bref délai, la commission des conflits qui statuera sur l'attitude de Fernand Robert.

Rappelle que, pour 1950, les camarades de province prendront leurs cartes aux U.L. Pour les isolés et la région parisienne, au siège ou directement à R. Lavigne, 1, rue des Venets, Pontoise. C.C.P. 6701-99 Paris.

Le Secrétaire général :
GLUNK.

FÉDÉRATION DES JEUNESSES

Appel est fait à tous les jeunes travailleurs pour qu'ils se mettent en rapport avec le secrétariat de la Fédération des jeunesses :
GIL Jean
37, avenue Louis-Torcatis
PERPIGNAN (P.-O.)

La jeunesse doit se détourner de l'action politicienne. Seul, le syndicalisme révolutionnaire est susceptible de lui apporter des résultats tangibles par l'instauration d'une société libre.

TRÉSORIER CONFÉDÉRAL

René Doussot, 9, avenue de la Porte-de-Clignancourt, Paris (18e). - C.C.P. 5046-35.

FÉDÉRATION DU BATIMENT

Pour la correspondance :
Charles MARCHAL
8, avenue Jean-Aicard
PARIS (11e)

F.T.R.

Mer. 18 à 19 h. Trésorier : Lavigne Roger, 1, rue des Venèts, Pontoise (Seine-et-Oise). C.C.P. 6701-99, Paris.

2e U.R.

Service juridique

Par correspondance à Marchal fils, 8, avenue Jean-Aicard, Paris-11e. Joindre timbre-réponse.

SYNDICAT UNIFIÉ DU BATIMENT

ASSEMBLEE GENERALE
le dimanche 15 janvier 1950
à 9 heures du matin
à « la Chope du Combat »
2, rue de Meaux, Paris (20e)
Métro : Colonel-Fabien

ORDRE DU JOUR

Activité syndicale (grèves en cours) ; Note du trésorier aux Unions locales.

Les camarades sont avisés qu'ils doivent régler le plus vite possible le matériel 1949 et rapporter ce qui leur reste en compte, cartes et timbres, s'ils veulent avoir le matériel 1950 qui sera à leur disposition à la permanence au siège, 39, rue de La Tour-d'Auvergne, tous les jours ouvrables, de 18 heures à 19 h. 30, et le samedi après-midi de 14 heures à 19 h. 30.

C.C.P. Paris 6261-16
MAURICE ARONDEL
100, rue Doudeauville (18e)

SYNDICAT INDUSTRIEL DES MÉTAUX

Les camarades responsables ou trésoriers des sections sont invités à passer le plus rapidement possible au siège pour prendre le matériel 1950.

Le trésorier tient la permanence tous les samedis de 14 à 19 heures, et les lundi, de 18 à 19 heures.

Si vous ne pouvez venir, vous pouvez toujours passer vos commandes et régler vos arrérages à :

YVERNEL Georges,
16, rue du Commerce
C.C.P. 7243-69 PARIS-XVe

SYNDICAT DES TRANSPORTS

Assemblée générale le dimanche 15 janvier 1950, à 9 heures, à la « SOLIDARITE », 15, rue de Meaux (métro : Colonel-Fabien).

Présence indispensable : ordre du jour important.

SYNDICAT DES INDUSTRIES CHIMIQUES

Le Syndicat des Industries Chimiques de la région parisienne convie instamment les camarades anciens et nouveaux syndiqués à assister à son Assemblée générale, qui se tiendra le lundi 23 janvier à 18 h. 30 au local de la C.N.T.

P.T.T.

Deuxième et quatrième dimanche à 9 heures. Permanence lundi de 18 à 20 heures.

Textile-Habillement

Tous les samedis de 14 à 18 heures.

Services Santé

Lundi de 17 à 19 heures.

Bois-Ameublement

Mercredi, à 18 h. 30, rue Faidherbe, Paris-11e (métro Faidherbe-Chaligny).

Cuirs et Peaux

Lundi à 18 h. 30, au siège.

H.C.R.C.

Lundi à partir de 15 heures.

U. L. Argenteuil

Tous les deuxièmes dimanches de chaque mois, avec la présence d'un délégué du Bâtiment et des Métaux.

U.L. Nanterre

Premier dimanche, café « Chez Paulo », rue Paul-Doumer (impasse de la Gare), de 10 à 12 heures.

Suresnes-Puteaux

Tous les 4e vendredi, salle de la Justice de Paix, à Suresnes, à 20 h. 30.

U.L. de Chatou-Croissy et environs.

Réunion générale tous les premiers samedis du mois. Salle du « Cheval Blanc », rue des Ecoles, Chatou, à 20 h. 30.

Saint-Germain-en-Laye, Poissy et environs.

Réunion générale tous les deuxièmes dimanches du mois à 10 heures : 51, rue A.-Bonnenfant, à Saint-Germain.

Saint-Germain-en-Laye

2e dimanche, 10 heures, à l'adresse habituelle.

Chatou-Croissy et environs

Premier samedi du mois, salle Hôtel des Nations, à Croissy, à 20 h. 30.

Rueil-Bougival et environs

Tous les jours, de 19 à 20 h. 30, chez Carde R., 5, quai Boissy-d'Anglas, Bougival.

U.L. Colombes

La permanence de l'Union locale de Colombes a lieu les 1er et 3e dimanches de chaque mois, de 11 heures à midi, au Café de la Mairie, 20, rue Henri-Barbusse.

U.L. Asnières

La réunion qui devait avoir lieu le 25 décembre est reportée au 15 janvier 1950, à 10 heures du matin, au café des Bleuets, boulevard Voltaire, à Asnières. Le secrétaire : Oudin.

Goussainville

Les deuxième et dernier dimanche du mois, 10 à 12 h., Hôtel de France, Ferme des Noues.

Versailles

Permanence de l'U.L. les deuxième et quatrième dimanche du mois, café « Chez Hélène ». 23, rue Montbauron, 10 à 12 h.

GROSLAY

Tous les dimanches, 10 à 12 heures, 55, rue de Montmorency, Groslay.

4e U.R.

Commentry

Pour tout ce qui concerne l'union locale, adresser toute correspondance à L. Malfant, boulevard Ramboura, Commentry.

Prochaine assemblée générale le dimanche 11 décembre, à 9 h. 30 précises, salle de la Justice de Paix. Ordre du jour important. Nomination du Bureau de l'U.L. pour 1950.

Pour *Saint-Eloy-les-Mines* et *Montluçon*, prière de prendre contact à l'adresse ci-dessus indiquée.

(Tous les soirs, de 16 heures à 19 h. 30, chez Beau. *Bureau* 15, Vieille Bourse du Travail. Dimanche de 10 à 12 heures : Conseil juridique sur place.)

U. L. DE CLERMONT-FERRAND

L'U.L. tient une permanence chaque samedi de 20 h. 30 à 22 heures au 9 de la rue de l'Ange.

5e U.R.

Pradier, 24, rue de l'Etoile, Nîmes (Gard).

U.L. Albi

Salvetat, 21, rue de la Rivière, Albi.

6e U.R.

S.U.B. Toulouse

Assemblées générales mensuelles premier dimanche du mois. Permanence tous les jours de 18 h. 30 à 20 heures ; samedi de 16 à 19 heures ; dimanche de 9 à 12 heures. Les adhérents, sympathisants, peuvent retirer le C. S., Maison des Syndicats, cours Dillon.

Cuirs et Peaux Toulouse

Tous les jeudis de 18 à 19 h. 30. Dimanches de 10 à 12 heures. Cours Dillon.

8e U.R.

Permanences à Bordeaux

Tous les soirs, de 16 à 19 h. 30, chez Beau, 15, Vieille Bourse du Travail ; dimanche de 10 à 12 h. : Conseil juridique sur place ou à Laveau H., 42, rue Lalande.

Bibliothèque

Bibliothèque de prêts ouverte à tous, dimanche au siège. Il sera perçu 5 francs par livre et 2 francs par brochure, pour nouveaux achats.

Syndicat Unique des Métaux

Deuxième dimanche de chaque mois. Le C.S. sera à votre disposition sur place.

10e U.R.

U.L. Saint-Nazaire

Dimanche, de 10 h. 30 à 11 h. 30, à Marijo, boulevard des Océanides, Pornichet. Le C. S. est à la disposition des diffuseurs dès le 10 du mois.

11e U.R.

Brest-Intercorporatif

Tous les samedis, de 9 h. à 11 h. 30, porte Fautras, face Lycée.

12e U.R.

Rouen

Premier dimanche de chaque mois, 63, rue des Bons-Enfants.

13e U.R.

Permanence et correspondance : DUHAMEL Octave, 19, rue Fouquet-Lelang, Marcq-en-Barœul (Nord).

Métaux, Inter., Textile

Tous les samedis de 18 à 20 heures, 13, rue du Molinel, Lille.

Roubaix

Tous les jours, 63, rue d'Avelghem.

15e U.R.

S.U.B.-Strasbourg

Tous les dimanches, de 10 à 12 heures, 14, rue de la Krutenau, « A l'Etoile Rouge ». Ainsi que pour les autres industries. Le C.S. est en vente kiosque mobile, place Kléber.

Hayange

Tous les dimanches, à 10 h. 30, Café de l'Industrie, 108, rue du Maréchal Joffre.

17e U.R.

Trésorerie, fournitures et règlemen de matériel : S. Commun, 95, avenue Berthelot, Lyon-7e.

4e U.R.

Lyon

60, rue Saint-Jean, mercredi et samedi, de 17 à 19 heures ; dimanche de 9 à 12 heures.

Vaise

Salle Luboz, place Valmy.

Villeurbanne

286, cours Emile-Zola, dimanche de 9 à 12 heures.

Saint-Fons

Café des Mûriers.

Vénissieux

Brasserie Chaffard.

Oullins

Café Charles, 75, avenue de la Gare. Pour ces 3 U.L., consulter la presse locale pour les jours de permanence.

S.U.B.

Premier dimanche du mois, conseil syndical au siège ; deuxième dimanche, assemblée générale à 10 heures.

Roanne

Tous les jeudis, de 18 h. 30 à 20 h., salle cour Palais de Justice, place du Palais.

Saint-Étienne

24, rue Rouget-de-l'Isle. Responsable : Meiller.

18e U.R.

Grenoble

Pour tous renseignements concernant l'U.L. de Grenoble, écrire à Paul Camus, 10, rue Barnave, ou aux permanences, le mardi et le jeudi de chaque semaine, de 18 à 20 heures, au Café de l'Oisans, 11, rue du Vieux-Temple (près de la place Notre-Dame).

19e U.R.

U.L. Marseille

Camarades, à partir du 7 janvier 1950, des Cercles d'Etudes de Formation syndicale auront lieu une fois par semaine, à 19 heures, au siège : Vieille Bourse du Travail, 13, rue de l'Académie, salle 5. Faites-vous inscrire et suivez régulièrement ces cours. N'hésitez pas à prendre des notes.

Draguignan

Ecrire à Mabire, 18, rue Vieille-Boucherie.

Aix-en-Provence

Tous les jeudis, à 21 heures, Bar des Facultés, près grande poste.

Nice et région

Inter. : adh., cartes, journaux : A. Pallauca, rue Joseph-Layet, Villeneuve-Loubet (Alpes-Maritimes).

U.L. Rognac-Berre

Permanence samedis et dimanches. Renseignements au Siège : Rey Louis, boulevard Jean-Jaurès, Rognac.

LIBRAIRIE

LIVRES

La véritable révolution sociale : 60 fr. (90 fr.) ; P. Besnard : *L'Ethique du Syndicalisme*, 75 fr. (105 fr.) ; *La Paix*, 100 fr. (130 fr.) ; *Le Monde nouveau*, 140 fr. (170 fr.) ; W. Walling : *Le Mouvement ouvrier et la Démocratie aux Etats-Unis*, 200 fr. (270 fr.) ; F. Renaudeau : *Le Parti Travailliste de Grande-Bretagne*, 225 fr. (255 fr.) ; B. Maion : *Précis du Socialisme*, 175 fr. (220 fr.) ; J. Rennes : *Syndicalisme français*, 200 fr. (230 fr.) ; Voline : *La Révolution inconnue*, 350 fr. (420 fr.) ; J. Vallès : *Le Bachelier*, 110 fr. (140 fr.) ; *L'Enfant*, 110 fr. (140 fr.) ; M. Ceyrat : *La Trahison permanente*, 150 fr. (180 fr.) ; F. Planche : *Louise Michel*, 150 fr. (180 fr.) ; *Durolle*, 150 fr. (180 fr.) ; *Kropotkine*, 210 fr. (240 fr.) ; S. Faure : *Mon Communisme*, 260 fr. (290 fr.) ; *L'Imposture religieuse*, 230 fr. (260 fr.) ; Ch. Malato : *Les Joyeusetés de l'Exil*, 100 fr. (145 fr.) ; G. Leval : *L'indispensable Révolution*, 100 fr. (130 fr.) ; J. Humbert : *Sébastien Faure*, 180 fr. (210 fr.) ; N. Makhno : *La Révolution russe en Ukraine*, 150 fr. (180 fr.) ; L. Thenars : *Le Sauveur*, 100 fr. (130 fr.) ; A. Patorni : *La Débâcle de l'Elite*, 150 fr. (180 fr.) ; L. Lecoin : *De Prison en Prison*, 160 fr. (190 fr.) ; V. Méric : *Coulisses et Tréteaux*, 75 fr. (105 fr.) ; G. Sorel : *Matériaux d'une théorie du prolétariat*, 300 fr. (345 fr.) ; M. Halle : *Par la Grande Route et les Chemins creux*, 150 fr. (180 fr.) ; G. Giroud : *Paul Robin*, 150 fr. (180 fr.) ; J. Marestan : *L'Education Sexuelle*, 250 fr. (280 fr.) ; M. Pelletier : *L'Emancipation Sexuelle de la Femme*, 50 fr. (65 fr.) ; Lissagaray : *Histoire de la Commune de 1871*, 400 fr. (445 fr.).

BROCHURES

P. Besnard : *Le Problème des Salaires*, 6 fr. ; *La Responsabilité*, 10 fr. ; P. Camus : *Le Syndicalisme et le Problème paysan*, 20 fr. ; E. Rotot : *Le Syndicalisme et l'Etat*, 12 fr. ; Lashorte : *Qu'est-ce que le Prolétariat*, 10 fr. ; S. Faure : *Sacco et Vanzetti*, 5 fr. ; *Nous voulons la Paix*, 15 fr. ; *Douze preuves de l'inexistence de Dieu*, 10 fr. ; *Les crimes de Dieu*, 20 fr. ; Ernestan : *La fin de la guerre*, 5 fr. ; P. Lapeyre : *Ce qu'est le Syndicalisme Révolutionnaire*, 5 fr. ; L. Michel : *Prise de Possession*, 15 fr. ; L. Barbedette : *Pour la Justice économique*, 10 fr. ; P. Monatte : *Où va la C.G.T.*, 10 fr. ; G. Bernéri : *La Société sans Etat*, 20 fr. ; *Les Bulgares parlent au Monde*, 50 fr. ; *Cris de Révolte*, 45 fr.

Note de la Librairie :

EXPÉDITION

Pour les livres, les prix entre parenthèses sont les prix franco.
Pour les brochures joindre 10 francs à chaque.
Pour les recommandés joindre 40 francs par colis, en plus.

Compte Chèques Postal Paris 4522-38
A. CAPELLE
9, avenue Secrétan, Paris (19e)

CNT
Le Directeur-Gérant :
DOUILLET François
Imp. Spéc. du Combat Syndicaliste

B.D.I.C

LE FASCISME ESPAGNOL ACCENTUE SA CRIMINELLE REPRESSION

Six militants de la C. N. T. assassinés en pleine rue
Un autre exécuté par strangulation
Six autres condamnés à mourir de même

LE COMBAT SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA Confédération Nationale du Travail

Section Française de l'Association Internationale des Travailleurs

RÉDACTION-ADMINISTRATION : 39, rue de la Tour-d'Auvergne - PARIS (9e)
Paraît tous les mois

Abonnements : 1 an (12 numéros) 110 fr.
C. C. P. R. JOULIN 5288-21 PARIS
75, RUE DU POTEAU - PARIS-18e

Nouvelle série - N° 21 — Janvier 1950

Les nouvelles qui arrivent d'Espagne semblent être le reflet d'un autre âge.

Plus de dix ans après la fin de la guerre civile, la clique militaro-christiano-fasciste de la péninsule, incapable de se maintenir autrement que par la terreur, accentue de plus en plus celle-ci.

Julio RODRIGUEZ

Les arrestations et les emprisonnements se multiplient.

Parmi les victimes se trouvent nombre de compagnons inconnus qui, excédés par l'abomination du régime, rejoignent les rangs de la Résistance.

Mais cette répression s'exerce plus particulièrement contre les militants de notre section sœur en l'A.I.T., la C.N.T.

Luciano Alpuente, animateur de la C.N.T. d'Aragon, a été attaqué avec d'autres camarades dans la Gran Via de Barcelone par un détachement de policiers.

Sans avertissement préalable, les sbires de Franco déchargèrent sur eux leurs mitraillettes.

Au cours du combat notre compagnon Luciano Alpuente tomba, mais aussi trois policiers. Les autres compagnons ne purent être arrêtés.

Trois jours plus tard se produisit une autre rencontre entre les groupes de la Résistance et les forces de police franquistes. Le tir fut intense et deux « flics » furent « liquidés », sans perte parmi les nôtres. En suite de quoi, par vengeance, la « Jefatura » donna l'ordre de procéder à l'arrestation des « suspects », autorisant à tirer sur eux, le cas échéant, sans avis préalable.

C'est ainsi que le compagnon José Saboter, attendant le tramway, se vit entouré par les gardes des brigades spéciales et des services spéciaux. Sabater, voyant qu'on le visait, sortit son pistolet et se défendit bravement contre ses agresseurs. Mortellement blessé, il tira quand même jusqu'à épuisement de ses munitions. Il réussit ainsi à renvoyer « ad patres » la « Chemise vieille », le phalangiste Garcia Dogas, condamné à mort pendant la guerre civile, sur la conscience duquel pèse le souvenir des centaines d'ouvriers catalans qu'il fit assassiner.

Les arrestations et les agressions policières furent nombreuses dans la nuit du 17 et les jours suivants. A Granollers particulièrement, dans la journée du 20, une fusillade de plus d'une heure eut lieu entre les résistants et les gardes civils. Ceux-ci subirent plusieurs pertes sans pouvoir opérer une seule arrestation.

Le quartier de l'Hôpital Saint-Paul de Barcelone vécut, le 21, des heures de terreur policière. Au cours de cette sauvage opération est tombé Julio Rodriguez qui fut commandant d'une brigade du Centre pendant la guerre et condamné à mort par Franco. Animateur de la Résistance, il dut se réfugier plusieurs fois en France, poursuivi par la police phalangiste.

Son compagnon José Luis Barrao tomba lors de la même opération. Ainsi que Victor Espallargas, militant très connu du Bâtiment et du Textile de Catalogne. Enfin, Francisco Martinez, jeune, courageux et enthousiaste, qui réalisa un travail excellent dans l'organisation de l'intérieur.

Francisco MARTINEZ

Six hommes de la Confédération, six lutteurs de la Résistance !

José Luis BARRAO

Cependant, nous arrive la nouvelle de l'exécution de José Gil Heredia « garroté ».

La peine de mort par garrot est une des plus pénibles qui soit. La victime est liée sur un siège spécial et tuée à l'aide d'un garrot. Selon la force ou l'habileté du bourreau la mort peut ne venir qu'après plusieurs minutes.

Voilà bien l'héritage de l'Inquisition !

Sont promis à cette même peine les compagnons José Lopez, Gabriel Cruz, Antonio Velasco, Juan Velasco, Basilio Luna, Juan Ortiz.

Il faut empêcher ces crimes !

Que partout les protestations s'élèvent et montent. Dans tous les pays, dans toutes les langues, répétons, crions sans cesse : Liberté pour l'Espagne ! A bas Franco ! A mort la phalange !

Luciano ALPUENTE

L'Espagne toujours martyre

L'Espagne, atrocement meurtrie par la plus horrible des guerres civiles, n'est malheureusement pas au bout de ses souffrances. Il ne se passe guère de jours que ne nous parvienne l'écho de quelque nouveau crime commis par Franco et ses sbires. Les scènes d'horreur qui viennent de se dérouler dans la région de l' « Alto Llobregat » nous rappellent hélas trop exactement les agissements encore récents des assassins hitlériens et qui furent condamnés avec sans doute plus d'obstention que de sincérité par nos « Officiels ».

Furieux de ne pouvoir mettre la main sur les maquisards qui opèrent dans le secteur montagneux de la Catalogne, les gardes civils se sont sauvagement attaqué à la population de la région de Berga « soupçonnée d'avoir été en relations avec les maquisards ». Ils ont fait irruption dans les maisons, maltraitant les habitants sans distinction, puis emmenèrent en captivité des familles entières à l'exception des enfants au-dessous de 14 ans laissés à l'abandon, frappant et torturant affreusement leurs malheureuses victimes pour tenter d'obtenir des renseignements que la plupart auraient bien été incapables de leur donner en raison de leur ignorance de tout ce qui leur était demandé.

Des gens emmenés sur la route y furent fusillés sans autre forme de procès. Un jeune homme de 21 ans, dont le nom nous est encore inconnu, fut arrêté au milieu de la rue, emmené au cimetière de Berga et abattu, séance tenante, au pied du mur dudit cimetière. A la cantine de Llinas, un homme de 60 ans ayant eu le malheur de demander les raisons des mauvais traitements dont il était l'objet de la part d'un peloton de gardes civils, fut assassiné sous les yeux mêmes de ses camarades stupéfaits.

Le 11 novembre, une douzaine de travailleurs de la région de Berga, appartenant pour la plupart à la C.N.T., furent arrêtés. Après leur avoir fait subir les plus horribles sévices, leurs bourreaux exaspérés de n'en rien obtenir, emmenèrent à la route de Vilada les mineurs José Bertovillo, 26 ans; José Puertas, 47 ans, et deux ouvriers agricoles dont l'un Juan Vilella, de 53 ans, le nom de l'autre ne nous ayant pas été communiqué, et les y massacrèrent impitoyablement.

Le 15 du même mois, les gardes civils assaillirent le « Mas Rocaus » à Sallent et sans aucune explication malmenèrent violemment le propriétaire Miguel Guita qu'ils finirent par assassiner sur le seuil de sa porte.

Ces actes de vandalisme stigmatisent un régime. Le dictateur espagnol a appris quelque chose de ses maîtres. Il a su profiter des enseignements de la sainte Inquisition et des méthodes de son ex-acolyte Hitler qui lui aida si puissamment à mater le peuple.

Camarades ! Souvenons-nous que la cause des travailleurs espagnols est celle de tous les travailleurs. Souvenons-nous que leur lutte est notre propre lutte. Nous ne pouvons prétendre à l'émancipation si nous nous désintéressons du sort de nos camarades de combat. Il est trop évident que Franco a ses protecteurs. Dénonçons l'hypocrisie de tous les dirigeants qui, après nous avoir entraînés dans la plus horrible des guerres sous le prétexte d'anéantir le fascisme le laissent complaisamment subsister — voire le soutiennent — lorsque cela leur semble opportun. N'oublions pas que la solidarité est pour nous un devoir impérieux vis-à-vis de ceux qui ont pu échapper aux griffes de Franco. Prenons notre petite part de la lutte gigantesque qu'ils mènent avec tant de courage contre l'ennemi commun : « la tyrannie ». Aidons-les de toutes nos forces chaque fois que nous en avons la possibilité car, en réalité, le problème espagnol n'est qu'un aspect de notre lutte à tous : celle de l'opprimé contre l'oppresseur, celle du travailleur contre celui qui l'exploite.

par Odette KERVORC'H

La nouvelle Internationale Syndicale

(Suite de la première page.)

Allemagne » ? dit-il. « Les grands patrons industriels et les cartels sont en train de reprendre le pouvoir, les mêmes forces qui ont aidé Hitler et la tyrannie nazie, et que nous avons combattus avec des sacrifices tellement lourds, de la même façon que nous combattons le communisme aujourd'hui, pour défendre la cause de la démocratie. Est-ce que ces grands magnats de l'industrie allemande étaient des membres du parti nazi ? Non, cela n'était pas nécessaire pour eux. Mais c'étaient eux qui donnaient force au parti, qui le finançaient et qui ont échappé à toute responsabilité. »

Mais Reuter oubliait d'attaquer et de critiquer la politique que les Etats-Unis mènent sur ce terrain. C'est justement leur politique qui est derrière ce qui se passe en Allemagne, à présent. Mais le délégué français Jouhaux, dans un de ses discours, déclara quelque chose d'intéressant sur la situation en France, c'est-à-dire la politique américaine dans ce pays-là : « C'est le capital américain », dit-il, « qui à présent tâche de reconstituer les cartels et trusts capitalistes en France, et ce sont les agents américains qui cherchent des bases en Espagne, disposés à la collaboration avec un régime qui est la négation de toute liberté humaine ».

Quant au travail pratique de la nouvelle Internationale, on déclara que celle-ci tâchera de conquérir « les libertés de travail, d'organisation et de négociation ». Voilà une déclaration très belle et sympathique, mais c'est une phrase tout à fait vide si les organisations adhérentes à l'Internationale ne la réalisent pas dans la pratique. Les réformistes, par exemple, ne reconnaissent aucune liberté aux organisations indépendantes qui ne veulent pas se soumettre à la direction dictatoriale des organisations réformistes. Les organisations syndicalistes révolutionnaires de différents pays savent très bien à quel degré les organisations de la nouvelle Internationale renient les principes solennels du congrès de Londres vis-à-vis des groupes révolutionnaires. Les réformistes interviennent même comme briseurs de grève dans des mouvements déclenchés par d'autres organisations, ils acceptent des contrats monopolistes pour expulser d'autres tendances des lieux de travail — voilà des phénomènes qui se répètent regulièrement dans la lutte contre le mouvement syndicaliste révolutionnaire et ses membres. La nouvelle Internationale vient de proclamer la liberté de travail et la liberté de négociation — mais il n'est pas probable que les organisations qui lui sont affiliées changent de tactique sur ce point. La déclaration du congrès représente donc, comme nous l'avons dit, une phrase vide. Le mouvement syndical réformiste continuera sa politique de persécution contre tous ses adversaires.

Une nouvelle Internationale syndicale vient d'être formée. Elle n'aura pas d'importance pour la libération sociale des travailleurs. Cet événement nous impose le devoir de faire une propagande encore beaucoup plus énergique et plus systématique pour l'A.I.T., l'Internationale syndicaliste révolutionnaire.

Le parti des exploiteurs

Avant la première guerre mondiale, quand les polisseurs voulaient se libérer de l'exploitation patronale, ils constituaient une coopérative de production. Par cette initiative, pas toujours heureuse, ils se partageaient les pertes et les bénéfices.

Avec la politisation du mouvement syndical, la perversion morale qu'elle a entraînée et la dernière guerre favorable à toutes sortes de combinaisons sordides, la mentalité des corporants a changé énormément. L'individualisme bourgeois, l'esprit de lucre et l'appât du gain ont, en grande partie, remplacé les notions de solidarité et d'entraide.

Les anciens, les survivants de cette époque, ont encore en mémoire les luttes contre la « jaunisse » menées selon les méthodes d'action directe, les « communes » qui existaient dans de nombreux ateliers pour venir en aide aux chômeurs en quête d'emploi, et aussi, que les polisseurs fournirent en 1914-18 le plus fort contingent de déserteurs et de réfractaires à la guerre.

Aujourd'hui, tout cela est disparu. Rien ne subsiste, si ce n'est la psychose patiemment inoculée par les politiciens par laquelle chaque corporant a l'âme d'un exploiteur en puissance.

Au cours de la guerre qui vient de finir, grâce à la substitution de métaux de remplacement à ceux employés ordinairement dans la métallurgie, nécessitant un outillage simple et peu coûteux, sous le prétexte fallacieux de travailler librement, mais en vérité pour « gagner de l'argent », une quantité notable d'ouvriers se sont mis à leur compte.

Pendant un moment ils ont poussé comme des champignons. Chaque semaine annonçait la naissance d'un nouvel exploiteur.

Mais cependant une sorte de répulsion et un profond dégoût vous saisissent à la constatation qu'une fraction importante de ces petits façonniers nouveaux proviennent d'un milieu politique habile en surenchère revendicative. Le plus souvent ils étaient les plus virulents contre le patronat et les plus exigeants en matière de salaire. La moindre des choses leur suffisait également pour monter une affaire politique prouvant la justesse de conduite de leur parti.

Ils sont maintenant des détrousseurs du travail. Des patrons quelquefois aussi impitoyables que les autres, ceux qui ont une origine différente.

Mais croyez-vous qu'ils ont abandonné pour cela leur parti ? Que non. Ils y sont toujours et ce dernier les garde comme de bons collaborateurs. Certains sont animateurs de cellule, d'autres occupent des fonctions de premier plan dans des organismes locaux. Ce qui leur permet de vitupérer contre la bourgeoisie pour prendre sa place et de mieux exploiter les crédules qui croient en leur théorie. Environ 30 % de ces nouveaux parvenus sont affiliés au P.C., parti des exploiteurs maigrelets en attendant de devenir beaux et solides spécimens de forbans légaux.

Ceci démontre toute la démagogie politicienne, en particulier celle du P.C.

Ces faits doivent inciter les polisseurs à réfléchir sur l'incompatibilité qui existe entre la politique et la défense des intérêts ouvriers et à revenir aux traditions de la corporation, qui sont celles du mouvement syndical d'antan, basé sur l'indépendance absolue envers les partis et les gouvernements, et qu'incarne la C.N.T.

E. ROTOT.

L'U. S. I. VA-T-ELLE RENAITRE ?

Une bonne nouvelle nous est annoncée par Guerra di classe : *une conférence nationale va se tenir à Piombino, les 6 et 7 janvier 1950, avec, à l'ordre du jour, la question de l'opportunité de la reconstitution de la section italienne de l'A. I.T., la Unione Sindacale Italiana.*

Les anciens se rappelleront comment l'ancienne U.S.I. lutta jusqu'à la mort, les armes à la main, contre les bandes de Mussolini.

Nous formulons le vœu que les délégués s'accordent pour redonner au prolétariat italien l'arme de combat qui actuellement lui manque tant.

CALENDRIER DE S.I.A. POUR 1950

Dans un bref délai, le Calendrier de S.I.A. pour 1950 sera mis en vente.

Ce Calendrier ne peut manquer dans aucun foyer antifasciste ou libertaire est artistique, utile, instructif. Par sa présentation et son contenu, il surpasse ceux des années précédentes.

Quatre-vingts francs l'exemplaire, avec un escompte de 10 % pour toute commande égale ou supérieure à 10 exemplaires.

Les demandes doivent être faites au Comité National de S.I.A., 50, allées Jean-Jaurès, Toulouse, ou à la Délégation de S.I.A. Américaine en France, 42, rue Barreau, Toulouse.

B.D.I.C

3 H 28

LE COMBAT SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

24e année - Nlle série, No 22 — 10 FRANCS — FEVRIER 1950

LA CONCILIATION OBLIGATOIRE est aussi dangereuse que l'arbitrage

Vive la grève surprise !

Il nous faut revenir encore sur la menace qui pèse sur le seul droit restant au travailleur : le droit de grève.

Droit, oh ! combien diminué et galvaudé, mais qui reste encore la seule arme efficace de la classe ouvrière.

Devant le silence complice observé par les centrales politisées et réformistes, il est du devoir de la C.N.T. de répéter son cri d'alarme et de révolte.

Les syndicalistes connaissent les trois sortes de grève connues ou propagées :

1° La grève revendicative qui, de façon générale, est toujours partielle, localisée et limitée. C'est la forme de lutte qui, par son abus à des fins politiques, s'est anémiée et a perdu bien de son crédit auprès des ouvriers;

2° La grève dite gestionnaire qui, devenue à la mode depuis un certain temps, n'est applicable que d'une façon plus ou moins passagère, et ce, dans certaines professions ou industries.

Nous avons gardé en troisième lieu, la seule forme de grève qui soit pour le syndicaliste révolutionnaire, sincère, puisque en un mot, nous avons nommé la grève générale révolutionnaire ayant pour unique but la prise de possession par les travailleurs des moyens de production et d'échange, pour instaurer la société syndicaliste.

Précisons la menace suspendue sur le droit de grève :

Le gouvernement, avec la complicité des assemblées constituées représentant soi-disant le peuple, vient de faire adopter les conventions collectives qui stipulent que la conciliation sera, dans les conflits ouvriers, obligatoire, et ce, avant que les exploités aient recours à leur seule arme valable : la grève.

Si cette décision prend force de loi, que deviennent chacune des trois sortes de grèves citées plus haut ?

La grève revendicative et partielle devient pratiquement impossible du fait que les arbitres et conciliateurs (agents appointés de l'Etat et du capitalisme) ne rendront que des sentences boiteuses qui sauvegarderont les intérêts des exploiteurs et ne donneront parfois qu'une satisfaction légère et passagère aux exploités.

En ce qui concerne la grève gestionnaire, ce sera là encore plus difficile, car jamais les arbitres ou conciliateurs ne laisseront porter atteinte aux soi-disant droits du patronat.

En troisième lieu, il est inutile de penser quelle serait la réaction des personnages officiels à l'annonce (combien ironique et imprudente) de la grève générale révolutionnaire et expropriatrice.

Cette dernière forme de lutte, la seule valable pour nous, devra être étudiée, méditée et organisée dans la clandestinité pour avoir des chances de réussir.

Nous nous devons donc, nous, syndicalistes révolutionnaires, militants de la C.N.T., de combattre les conventions collectives, d'en dénoncer les dangers, de refuser de participer à leurs élaboration et application. De considérer l'arbitrage et la conciliation obligatoires comme nuls et n'avoir comme objectif que la grève générale illimitée qui, seule, nous ne le répéterons jamais assez aux travailleurs, permettra d'instaurer la société syndicaliste où chacun pourra consommer selon ses besoins, en produisant selon ses forces.

LE SYNDICALISME EN PENSÉE ET EN ACTION

Le syndicalisme n'est pas seulement une doctrine née de l'évolution des phénomènes économiques et sociaux, mais aussi une théorie d'action. Elle est exclusivement *expérimentale* et *réaliste*. Elle diverge des autres en ce qu'elle s'applique à un milieu uniquement matérialiste qui échappe aux spéculations de l'esprit : la production. Là, ce ne sont pas des notions abstraites qui se posent à l'observation, à la réflexion ou à la sollicitation des hommes, mais des données précises qui les empoignent et devant lesquelles ils doivent s'incliner.

Il est évident que la force et la vérité qu'elle déploie sont d'une puissance d'attraction telle que d'autres se sont efforcés de l'utiliser à leur profit pour des fins à quoi elle n'est pas destinée.

Ne pouvant influencer les masses avec des moyens propres à leur idéologie par un compromis entre l'immédiat et le but, en les reliant nécessairement, ils s'approprient des vertus syndicalistes en les déformant.

Leur activité est par conséquent essentiellement *déviatrice*. Elle participe à *détourner*, à *sophistiquer* l'action des masses de ses objectifs et de ses intentions réels, en la *limitant* ou en la *subordonnant* aux nécessités tactiques de sa lutte politique. Dans le meilleur des cas, il peut y avoir une concordance d'intérêts entre les masses et leurs aspirations politiques, mais sans dépasser le stade de l'action. Une séparation très nette ne tarde pas à s'accuser à nouveau entre les principes qui les ont inspiré et les raisons qui ont déterminé les masses à agir.

De ce fait, il y a rupture en puissance, en raison de ces contradictions, dans la combinaison qui propulse l'action, entre la réalité matérielle et les facteurs subjectifs qui découlent d'un postulat politique.

Les syndicalistes ne doivent pas se borner à ces constatations. Leur attitude doit se régler d'après les contingences qui permettent de hâter le processus de dislocation de cette combinaison hétérogène et s'écarter résolument de tout ce qui pourrait perpétuer la confusion par la persistance de cette situation.

Loin de s'accoler à des formations ou des groupuscules politiques, comme s'ils subissaient un complexe d'infériorité, ils doivent s'attacher à se révéler tels qu'ils sont, à devenir le *centre de gravitation* de l'activité sociale ouvrière, notamment de l'action revendicative.

Composer avec des éléments politiques, impuissants à réaliser par eux-mêmes, qui ne peuvent se maintenir ou se développer que par le concours d'une force et d'une idéologie extérieures, c'est non seulement faire montre d'un abaissement doctrinal, mais aussi se faire l'auxiliaire inconscient d'éléments de régression dont le mouvement ascentionnel est conditionné par l'indifférence, l'apathie ou la bienveillance qui les entourent.

Le syndicalisme s'est abaissé en qualité et en quantité parce que, précisément, au lieu de rechercher en son sein les réactifs et les stimulants de nature à le régénérer, après les capitulations et les trahisons de ses principaux leaders, qui ont suivi les grands courants d'idées au lendemain de l'avant-dernière guerre, il s'est engagé vers des compromis avec des courants adverses. Cette opération n'aboutissait même pas à une synthèse des opinions en présence, mais à un nivellement du syndicalisme à la plateforme d'action économique des composants politiques. C'était une renonciation aux buts spécifiques du syndicalisme pour la satisfaction du nombre qui, s'il pouvait l'animer, ne pouvait faire ressortir les solutions concrètes à apporter au problème social.

C'est ainsi que les syndicalistes alimentèrent le monstre des partis qui devait les dévorer.

Ces années d'expériences auraient dû les amener à réflexion et à méditation. Malheureusement, il ne semble pas qu'il en soit toujours ainsi. Il semble même que certains se font un plaisir à rester prisonniers de formules mesquines qui contribuent à les anéantir en tant que personnalité humaine.

Il y a effacement de leur part, au profit des autres tendances qui, par dévouement calculé, quoique désintéressé, absorbent des responsabilités, donnent une empreinte à l'activité qui n'a de syndicaliste que le titre.

Au lieu de cela, il serait plus utile et plus urgent que les syndicalistes se groupent d'une façon distincte, avec des moyens de propagande particuliers leur permettant de trouver leur voie du rayonnement. Ce n'est pas à eux de s'aligner sur des concepts étrangers au milieu qui leur est propre, mais aux autres d'épauler leur action.

Ce n'est que le jour où les syndicalistes seront décidés à se distinguer en œuvrant par leur doctrine, leurs buts et leurs méthodes d'action, que leurs théories réchaufferont le cerveau des hommes.

DELAHESSE.

NOUVEAU PROCES CONTRE LA C. N. T. A MADRID

Les autorités franquistes préparent à Madrid un nouveau procès où nos camarades de la C.N.T. seront traduits devant un Conseil de guerre pour le délit d'« organisation clandestine et de rébellion contre le régime ».

Onze de nos camarades y sont impliqués et l'instructeur, le colonel Eymar, accumule des pièces fausses afin d'obtenir de sévères condamnations.

C'est la mort qui attend nos camarades si, par nos protestations énergiques, nous ne mettons pas en évidence ces falsifications machiavéliques et n'obligeons pas les bourreaux à reculer.

Alerte pour sauver la vie des défenseurs de la liberté !

La C.N.T. française est à la disposition de sa sœur d'Espagne.

LA SECURITE SOCIALE N'EST QU'UN LEURRE

C'est l'insécurité organisée

Nos camarades ne peuvent se tromper sur la signification de ce titre négatif. Du premier coup, ils comprendront qu'il a trait à cette fameuse institution qui porte le nom pompeux de Sécurité Sociale.

Sécurité Sociale ! Un rien ! Quelle prétention, mes amis ! Evidemment, tout le monde sait ce que cela veut dire. Cela veut dire : plus d'ennuis, plus de soucis matériels. L'individu n'a pas à se préoccuper de chercher du travail, de chercher un logement, de chercher sa nourriture. Non, il n'aura qu'à se présenter et dire sa profession, ses aptitudes, ses capacités, et aussitôt on lui assignera un poste à occuper, une besogne à remplir. Et en échange, il obtiendra logement, vêtements et nourriture. Là ce sera la véritable Sécurité Sociale.

Où se trouve donc ce paradis, que j'y courre, me répondrez-vous.

Ce paradis, camarades, se trouve à portée de notre main. Aujourd'hui, grâce au progrès scientifique et grâce à tous les avantages acquis dans tous les domaines de la production, tous nos besoins pourraient être satisfaits, en échange de quelques heures de travail. Ce paradis implique une organisation sociale gérée uniquement par les travailleurs. Comprenez, camarades, que nous englobons dans cette dénomination de travailleurs tous les individus qui s'adonnent à une besogne nécessaire ou productive. Dans une conception pareille, plus de la moitié de ceux qui, aujourd'hui, sont astreints à une tâche plus ou moins fatigante, mais inutile, se trouveraient éliminés. Il serait intéressant pour l'un de nous de se livrer à cette étude de discrimination entre les travaux utiles, les travaux inutiles et les travaux nuisibles ou antisociaux.

C'est donc sans ironie et dans le plus grand souci d'objecticité, que nous avons titré notre article : « L'Insécurité Sociale ».

Et puis, peut-on parler de sécurité quand on piétine sur un volcan ou sur la planche d'une tinette, comme disait Flaubert ?

La sécurité sociale ne sera réalisée que le jour où les travailleurs s'étant emparé de tous les instruments de production et d'échange, auront établi un « modus vivendi » suivant lequel chacun travaillera selon ses forces ou capacités, et consommera selon ses besoins. Et cela, non seulement sur le plan national, mais sur le plan international.

Cette prétendue sécurité découle du mutualisme. Et le fond du mutualisme repose sur un calcul immoral. C'est une sorte de pari et chacun sait qu'entre deux parieurs, il y a généralement un filou et un imbécile. Mais dans le mutualisme, chacun parie sur sa chance. Je verse, tu verses, nous versons et si tu crèves avant moi, comme je le souhaite, je profiterai de tes versements à toi pour me faire une rente.

Autrefois, plusieurs compagnies d'assurances ou de mutualité, se chargeaient de râtisser le pognon des gogos, mais depuis quelques années, l'Etat les a supplantées. Et celui-ci a tout accaparé : assurances-vie, assurances - maladie, assurances - accidents, etc. Cela fait partie des nationalisations, cette tarte à la crème des politicards qui prétendent que celà représente une étape vers le socialisme.

En réalité, celà représente une étape vers le capitalisme d'Etat, c'est-à-dire vers le stalinisme pur.

Et nous trouvons tout de suite, dans cette admirable institution, tous les avantages du centralisme et de la bureaucratie. Si nous entrons dans les détails, nous assistons immédiatement à la lutte qui se livre entre l'individu inerme et l'Etat tout-puissant.

Vous êtes atteint d'une affection à laquelle les médicastres ne comprennent rien ; on vous classe dans la catégorie des « longue maladie » et vous recevez à cet effet une allocation de 3.500 à 9.000 francs par mois ; cette dernière somme est le plafond.

Beaucoup d'assurés sociaux se figurent qu'ils seront bénéficiaires du titre « longue maladie » pendant trois ans. Erreur !

Les bénéfices de cette dernière peuvent vous être retirés au bout de six mois, cela dépend du médecin contrôleur. Et alors on vous accordera l'assistance obligatoire dont le taux est fixé sur votre dernier salaire et qui, en tout état de cause, ne constitue qu'une aumône bien inférieure à vos besoin réels, même les plus modestes.

Faut-il passer sur les multiples chinoiseries dont sont victimes les « assurés » sociaux ?

Vous êtes atteint de rhumatismes, par exemple. Vous devez suivre un traitement spécial (aux électrodes), que vous ne pourrez recevoir qu'à la Salpétrière. Chaque séance coûte 156 francs, qui vous sont remboursés par la Sécurité sociale ; mais si vous habitez en banlieue, vous avez des frais de voyage qui ne sont pas remboursés. Au début du traitement, il faut venir quotidiennement à la Salpétrière, puis après tous les deux jours. Rendez-vous compte de ce que cela représente. Celui qui ne peut payer doit renoncer.

Et les dossiers qui s'égarent, et les pièces qui manquent toujours aux dossiers, et les heures d'attente devant les guichets, et les renvois qui vous font perdre une infinité de demi-journées pour toucher 4 jours d'indemnité !

Sécurité Sociale cela ? Non, Insécurité à tous les étages.

TRANCOSERP.

C'EST DANS LA C. N. T. QUE DOIT SE FAIRE LE RASSEMBLEMENT OUVRIER

Dans ces temps de confusionnisme syndical, il est bon que de temps à autre s'élève une voix raisonnable qui dise ce qu'il faut.

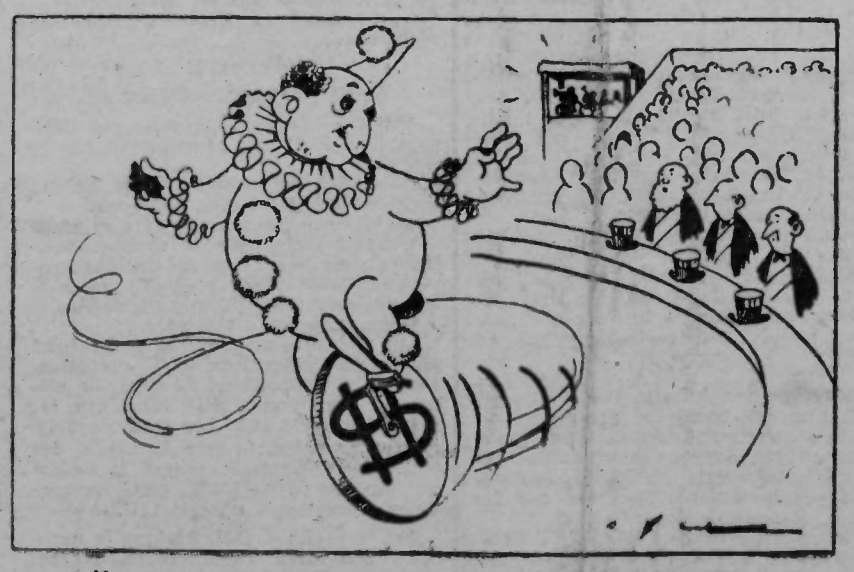
C'est le cas qui vient de se produire avec John Andersson, secrétaire de l'A.I.T., qui, se penchant sur la situation française, dit, entr'autres, ce qui suit :

« Les syndicats de la C.N.T.F. sont d'accord sur la nécessité de faire l'unité par en bas, sur les lieux de travail. Voilà une unité directe entre les ouvriers et les techniciens comme hommes, des hommes qui ont des intérêts communs, qui se connaissent et qui se respectent. La C.N.T.F., donc, ne veut aucune unité « administrative » qui trouve son expression dans des circulaires, mais une unité de lutte — de lutte pour des revendications ouvrières. Cette attitude, déclare-t-on, de la part de la C.N.T.F., est tout le contraire d'un isolement.

« En face de la situation syndicale actuelle en France, nous pensons que l'attitude de la C.N.T.F. est justifiée. Il est sans doute nécessaire d'édifier un fort mouvement syndicaliste révolutionnaire qui est indépendant et qui dispose de la force pour se faire valoir sur les lieux de travail par l'activité de ses militants, et pour défendre les intérêts de la classe ouvrière. Une collaboration trop étroite avec les éléments au sein des centrales socialistes et communistes seul doit retarder l'affiliation des ouvriers à notre centrale à nous. Autrement, on fait croire aux ouvriers qu'il y a des possibilités de réformer les autres deux centrales de l'intérieur et, par conséquent, ils ne se décident pas à faire le pas de s'affilier à l'organisation syndicaliste révolutionnaire, dans notre cas, la C.N.T.F. »

John ANDERSSON.

LE PACTOLE AMÉRICAIN AU SECOURS DU DICTATEUR



Voyez comme on se tient bien en équilibre avec celà !

B.D.I.C

2e REGION

Réunion du 22 Janvier 1950 à Saint-Germain-en-Laye

Les adhérents de la région à notre Centrale avaient été convoqués par les zélateurs du Cartel d'Unification syndicaliste, en l'occurrence les ex-camarades : François Robert, Raymond Beaulaton et Carde, avec l'intention, sous le couvert de leur exposé : *Les syndicalistes devant les événements actuels*, d'amener nos adhérents à quitter notre Centrale et à adhérer au Cartelen tant que Fédération Autonone.

Le Bureau confédéral averti avait envoyé des délégués qui ont contré les projets scissionnistes de ces ex-camarades et ont, dans une libre discussion, exposé à nos amis de la localité la position de notre organisation.

Après cette réunion, ces camarades ont décidé d'organiser pour le dimanche 12 février, à 9 h. 30, 51, rue A.-Bonnenfant, à Saint-Germain, une assemblée d'information.

Cette convocation s'adresse aux camarades de Saint-Germain, Bougival, Chatou-Croissy, Carrières-sur-Seine et environs.

DANS NOS RÉGIONS

CHEZ LATIL A SURESNES

Dans les derniers jours de décembre, les différentes organisations syndicales ont formé un Comité d'entente groupant C.G.T., C.G.T.-F.O., Indépendante, C.F.T.C., C.N.T., C.G.C. et déposé en commun, devant la direction, leurs revendications dont la principale était l'octroi d'une prime de 5.000 fr. à tout le personnel. La Direction ayant refusé catégoriquement toute discussion, le mercredi 28 décembre, le Comité convoque tout le personnel à 13 h. 30. Au cours de cette discussion, il fut décidé à l'unanimité que chaque équipe, tour à tour, arrêterait le travail pendant un quart d'heure toutes les heures et se rendraient à la Direction pour appuyer les délégués.

Immédiatement réuni, le Comité décida de demander l'intervention de l'inspecteur divisionnaire du Travail et le convoqua pour le soir, en présence de M. Lemaigre, directeur de l'usine. Dès le début de l'entrevue, il apparut immédiatement que le directeur ne voulait rien céder et ne voulait pas rouvrir l'usine. Toutefois, l'inspecteur déclara qu'il convoquerait le Comité pour le lendemain, ce qui fut fait, toujours en présence du directeur qui, moins intransigeant cette fois, consentit à rouvrir l'usine le 3 janvier en reprenant tout le personnel. De plus, il accordait une prime uniforme de 500 francs, plus une avance de 1.000 francs sur la prime d'ancienneté, ainsi que, pour les ouvriers jusqu'à un an de présence, 150 francs par mois après 6 mois (ceux-ci ne touchaient rien auparavant). Les heures perdues seraient récupérées avec une majoration de 25 %.

Certes, on ne peut pas crier victoire, mais ce n'est pas là un échec. Grâce à l'union qui put se réaliser le 31 décembre, le Comité réunit tout le personnel pour lui demander son avis. A l'unanimité, la reprise du travail fut décidée. Au cours de cette réunion, les délégués des différents syndicats ont pris la parole.

Boclet, pour la section C.N.T., fit appel à l'union. Il demanda aux inorganisés de rejoindre le Syndicat et mentionna qu'il était très difficile, sinon impossible de faire aboutir les revendications par des grèves partielles, que seule la grève générale de durée illimitée pouvait faire améliorer sensiblement le sort de tous.

Le Comité continue. La C.N.T., section Latil, sera toujours, ici comme ailleurs, à l'avant-garde des luttes d'aujourd'hui et de demain et nous invitons tous ceux qui veulent lutter pour un avenir meilleur à venir nous rejoindre pour mener la lutte sur le terrain purement syndicaliste.

La Section syndicale C.N.T.-LATIL.

A LA S.N.E.C.M.A. KELLERMANN

Les ouvriers de la Direction technique de Kellermann, ayant appris qu'une prime d'homologation venait d'être accordée par le ministère de l'Air pour certains moteurs et qu'elle avait été distribuée entre certains cadres et techniciens, ont spontanément débrayé pour manifester contre cette injuste répartition, estimant que « les moteurs étant l'œuvre commune de l'ensemble du personnel, directement ou indirectement, la prime devait être commune ».

Dès le commencement du mouvement, la C.G.T., dont les dirigeants étaient déjà chez le directeur, lorsque les ouvriers vinrent réclamer satisfaction, ajoutèrent à la revendication précitée leurs revendications de servilité : primes de vacances, primes de fin d'année...

Le directeur de Kellermann, alléguant son impuissance, nous renvoya au siège central. Les ouvriers, conseillés par nos précieux bonzes de la C.G.T., décidèrent une grève tournante, atelier par atelier, les délégués permettant de la façon la plus catégorique l'appui des ateliers de la série.

Après quelques discours, pour enflammer un peu les assistants, on s'aperçut que notre revendication de départ, qui était aussi la primordiale, était passée en fin du Cahier des Revendications, pour être complètement oubliées par la suite et seules les antiennes du Kominform, vieilles comme Hérode, étaient ressorties : « Gouvernement démocratique ! Paix au Viet-Nam ! » Mais oui, M. Thorez ! et prime, prime, prime, etc. Pas question d'augmentation du pouvoir d'achat.

Au quatrième jour de grève, les ouvriers, écœurés de ces manœuvres et ayant perdu confiance, car le principal objectif était écarté, commencèrent à murmurer et nos « chers » syndicalistes s'empressèrent de nous encourager à reprendre le travail estimant « qu'il fallait savoir terminer une grève ».

Camarades écœurés, seul un syndicat propre, non politisé, peut vous redonner confiance. Rejoignez les rangs de la C.N.T. et, avec elle, reprenez goût au combat pour un avenir meilleur.

Contre la hiérarchie des salaires,
Contre les primes de bassesse,
Pour l'échelle mobile basée sur l'indice des prix et la production,
Pour la suppression du travail aux pièces et au rendement.
Adhérez à la C.N.T. !

FAIVRE.

LA F.T.R. CONTINUE !

Oui ! La F.T.R. continue. Malgré toutes les manœuvres, malgré toutes les bassesses, malgré toutes les saletés qui ont pu être faites, dites ou écrites contre elle par un quatuor de vilains messieurs dont le travail de sape tendait ni plus ni moins qu'à faire disparaître la C.N.T. toute entière.

Une commission des conflits, réclamée par le syndicat de Paris-Nord, s'est réunie le 16 janvier. Elle devait statuer sur les agissements des « cartellistes », qui ont refusé de prendre en considération les décisions du dernier congrès confédéral, et plus particulièrement de Fernand Robert, qui s'était engagé par écrit à les respecter.

Mise en présence de documents dont la teneur ne laisse aucun doute sur la mentalité et les buts poursuivis par les factieux, la commission a déclaré que, par le fait de leur action, Raymond Beaulaton, ex-secrétaire général, Fernand Robert, ex-secrétaire à la propagande, Pillerault, secrétaire administratif, Regnault, secrétaire adjoint, ces deux derniers en exercice, s'étaient exclus d'eux-mêmes de la F.T.R.

Il est regrettable que la commission, influencée sans nul doute par une manœuvre de dernière heure, n'ait pas pris une position plus catégorique. Elle se justifiait pleinement.

Soyons pourtant satisfaits. Le terrain est déblayé. Nous allons enfin pouvoir nous occuper de syndicalisme.

Avec raison, certains nous ont critiqué, car rien de positif n'a été fait depuis le dernier congrès. Pas même de compte rendu de celui-ci.

Nous avons refusé de publier ce que Pillerault considérait comme un compte rendu et qui n'est en définitive que le résultat de ses élucubrations fantaisistes.

Nous nous sommes volontairement confinés dans l'inactivité. Il était logique de nous abstenir Nous ignorions, en effet, si notre position serait approuvée par la majorité de la fédération.

Maintenant, les jeux sont faits.
Aucune réserve n'est plus de rigueur.
La F.T.R. continue...

Elle continue au sein de la C.N.T. en basant, comme par le passé, son action sur les principes de la Charte de Paris et de l'A.I.T.

En refusant de participer aux maquignonnages qui, sous le couvert de regroupement syndical, ne tendent qu'à octroyer à ceux qui les préconisent de « confortables fauteuils ».

En informant les nervis qui se trouvent parmi les exclus que leurs menaces ne nous intimident pas et qu'ils nous trouveront toujours devant eux pour contrecarrer leurs manœuvres de fossoyeurs du syndicalisme révolutionnaire.

En indiquant enfin à tous les camarades, se recommandant de nos doctrines, qui ont été abusés par les agissements des scissionnaires, qu'en reprenant leur place parmi nous, ils ne seront pas, malgré ce qui a pu être dit, chez les autres, mais toujours chez eux.

La F.T.R.

Commission des conflits

La Commission des Conflits, réunie le lundi 16 janvier 1950, au siège, constate :

Que Robert, par son attitude antisyndicale, s'est mis en dehors de la F.T.R. adhérente à la C.N.T., au même titre que Pillerault, Beaulaton et Régnault. En conséquence, tout écrit (circulaires, articles ou convocations) émanant de ces camarades ne saurait en rien engager la F.T.R. et ne pourrait que jeter le trouble dans l'esprit des camarades qui recevront incessamment un compte rendu détaillé de la situation.

Le Secrétaire général :
GLUNK.

SOLIDARITÉ POUR LES GRÈVES

Sommes reçues du 21 décembre au 20 janvier

Bois et Ameublement de Paris, 850 francs ; Duquelzar, Croix Wasquehal, 500 fr. ; Union locale de Lyon, 2.750 francs ; 19e U.R., 3.000 fr. ; Union locale Limoges, 1.000 fr. ; Union locale, Versailles, 1.050 fr. ; Guillier (Clermont), 50 fr. ; Folwolki (Clermont), 100 francs ; Métaux d'Hayange, 1.500 francs ; Syndicat Inter de Bourges, 1.355 fr. ; Bâtiment de Villefranche-de-Panat, 5.925 fr. ; Bâtiment Caen, reliquat grève, 5.000 fr. ; Intercorporatif Dijon, 1.295 fr. ; 17e Union régionale, 2.000 fr. ; Union locale de Strasbourg, 750 fr. ; Vallet Jean (Gy-l'Evêque), 200 francs ; Union locale La Ciotat, 1.450 fr. ; Union locale Perpignan, 1.150 fr. ; 8e Union régionale, 1.000 fr. ; Mineurs de La Grand-Combe, 2.610 fr. ; Dugne Rémy (Thiers), 300 fr. ; Union locale Saint-Etienne, 3.000 fr. ; Mme Poux Renée (l'Isle-sur-Serrein), 100 fr. ; S.U.B. Bordeaux, 2.000 fr. ; Union locale Saint-Nazaire, 2.000 fr. ; Union locale Commentry, 500 fr. ; Liste souscriptions Commentry, 650 fr. ; Cuirs et peaux, Romans, 600 fr. ; Transports, Paris, 1.100 fr. ; Doukhan (Alger), 500 fr. ; Duteil (Alger), 150 fr. ; Oliver (Alger), 200 fr. ; Syndicat inter d'Indret, 1.000 fr. ; Pallanca (Nice), sur liste, 150 fr. ; Liste permanence Paris, 900 fr. ; Union locale de Nanterre, 450 fr. ; Union locale de Palaiseau, 900 fr. ; Intercorporatif Montereau, 450 fr.

Total de la présente liste : 49.515 francs.

Nous nous excusons de ne pouvoir faire paraître le détail des listes de souscriptions reçues, le format de notre journal ne le permettant pas.

***

La grève des Cuirs et Peaux de Carcassonne est terminée, mais d'autres conflits surgissent, aussi, nous insistons auprès de tous pour faire rentrer à la trésorerie confédérale le montant des sommes recueillies sur les listes de souscription :

Envoyez les fonds à DOUSSET René, 9, avenue de la Porte-Clignancourt, Paris (18e). C.C.P. 5046-35, Paris.

MAINS ET CERVEAU

organe du Mouvement Astatosyndicaliste
N° 5 est paru

SOMMAIRE

Editorial : Six Mois déjà.
Samson : Réponse au Camarade Guillier.
Marthe C. Boucoiran : Sur un Tableau : « La Question sociale ».
Herbe : Les Tissus d'Art : « La Laine ».
Denhau : Un peu de tout.
XXX : Ce qui se publie.
Toublet : Du « Monde nouveau », de Pierre Besnard, à la Société Syndicaliste.
Pouget : Freinet et la Pédagogie moderne.
Boucoiran : Les Arts : sur la Peinture moderne.
Muss : A travers la presse.

LE NUMERO : 40 francs

CENTRE CONFEDERAL DE FORMATION SYNDICALISTE

Séance d'ouverture
JEUDI 9 FEVRIER, à 20 h. 30
salle G., 10, rue de Lancry, Paris-10e
Métro République

LE SYNDICALISME DANS LA VIE SOCIALE

Séance du JEUDI 23 FEVRIER à 20 h. 30, même adresse, salle F

LES CONVENTIONS COLLECTIVES

Militants, jeunes qui voulez aider la C.N.T. à se développer, vous suivrez les séances du Centre de Formation Syndicaliste.

Afin d'être convoqué par lettre, individuellement, à chaque séance, on peut se faire inscrire en écrivant au « Centre Confédéral de Formation Syndicaliste, 39, rue de la Tour-d'Auvergne, C.N.T., Paris-9e, ou à l'entrée de la salle, aux heures d'ouverture.

4e REGION

FLORAISON CLERMONTOISE !

Doit-on attribuer à la douceur exceptionnelle de l'hiver la profusion d'affiches que le parti soviétique, pardon je me trompe, que le parti communiste français et sa filiale syndicale, la C.G.T., nous offrent.

L'on ne peut jeter un coup d'œil sur un mur ou un panneau, sans y voir vanter les mérites du communisme à la mode stalinienne.

En tout cas, il est visible, même pour un observateur superficiel, que nos bons « cocos » perdent leur temps et leur argent, ou plutôt l'argent que le divin moustachu du Kremlin leur dispense si généreusement.

La méfiance, la lassitude et le dégoût qu'inspire le parti kominformiste à tous les travailleurs, se font chaque jour plus manifestes.

Notre C.N.T. profite de cet état d'esprit. Elle recueille les fruits de son attitude nettement syndicaliste sans compromission d'aucune sorte.

Notre U.L., profitant de ceci, a commencé une campagne d'affichage. *Le Combat Syndicaliste* a été placardé aux bons endroits. Contre toute attente, il n'a pas été lacéré, ce qui est assez dans les manières des stipendiés de Moscou.

Ainsi tous les syndicalistes sincères ont pu se rendre compte qu'il existe une organisation représentant véritablement les aspirations du monde ouvrier : notre C.N.T. !

A ceux-là, à tous ceux qui sont déçus par les échecs répétés des syndicats ouvriers politisés, nous disons : « Venez à la C.N.T., la seule organisation syndicale libre de toutes attaches extérieures.

N'écoutez pas les calomnies qui prétendent qu'elle est une filiale de la Fédération Anarchiste. C'est faux ! La C.N.T. n'est pas plus aux ordres de la F.A. que d'un autre parti. Elle n'est qu'au service de la classe ouvrière. Ne l'oubliez pas !

LES STATUTS

TITRE PREMIER

BUT

Article premier. — La Confédération Nationale du Travail a pour but:

— De grouper, sur le terrain spécifiquement économique, pour la défense de leurs intérêts matériels et moraux, tous les salariés, à l'exception des forces répressives de l'Etat, considérées comme des ennemies des travailleurs;

— De poursuivre, par la lutte de classes et l'action directe, la libération des travailleurs qui ne sera réalisée que par la transformation totale de la société actuelle.

Elle précise que cette transformation ne s'accomplira que par la suppression du patronat, l'abolition du salariat, par la syndicalisation des moyens de production, de répartition, d'échange et de consommation, et le remplacement de l'Etat par un organisme issu du syndicalisme lui-même et géré par l'ensemble de la société.

La Confédération Nationale du Travail reposant sur le producteur, garantit à celui-ci la direction de l'organisation des travailleurs.

La Confédération Nationale du Travail fait partie intégrante de l'A.I.T. au sein de laquelle elle collabore à l'étude des questions sociales et économiques à l'échelle internationale et avec laquelle elle œuvre pour la libération totale des travailleurs.

La C.N.T. créera ou placera sous son contrôle toute œuvre susceptible de développer l'instruction et la conscience de classe de ses adhérents, d'entretenir la solidarité parmi eux et de resserrer les liens de fraternité qui les unissent.

TITRE II

COMPOSITION

Art. 2. — La C.N.T. est constituée par :

1° Les Syndicats, groupés dans les Unions locales et régionales, et les Fédérations d'industrie ;

2° Les Unions régionales de Syndicats ;

3° Les Fédérations d'industrie.

Cette association est conçue et organisée sur des bases fédéralistes.

Nul Syndicat ne peut faire partie de la C.N.T. s'il n'adhère pas à sa Fédération d'industrie, à son Union locale et à son Union régionale.

Les organisations adhérentes à la C.N.T. ont droit à la marque distinctive appelée label confédéral.

TITRE III

ORGANISATION ET ADMINISTRATION

Art. 3. — La C.N,T. est administrée suivant les directives données et les décisions prises par les Syndicats réunis en Congrès, à l'automne, tous les deux ans.

COMITE CONFEDERAL NATIONAL

Art. 4. — Dans l'intervalle des Congrès, la C.N.T. est administrée par le C.C.N.

Le C.C.N. est constitué par un délégué de chaque Union régionale.

Il se réunit pendant le dernier mois de chaque trimestre et extraordinairement, en cas de circonstances graves, sur la décision de la C.A. ou à la demande de trois Unions régionales.

Chaque région a une voix.

Les membres du Bureau, un délégué de chaque Fédération et un responsable de la commission de contrôle siègent à titre consultatif, ainsi que les membres de la C.A. Les frais de délégation occasionnés par la tenue des C.C.N. sont remboursés par la Caisse du Congrès de la C.N.T., dans les conditions prévues à chaque C.C.N.

Art. 5. — Le C.C.N. désigne le nombre d'employés (traducteurs, sténos, dactylos, etc.), nécessaires au bon fonctionnement de la C.N.T., et fixe leurs appointements.

En cas d'urgence, ce nombre peut être augmenté par la C.A. sous réserve de ratification par le C.C.N. suivant.

Les procès-verbaux de chacune des séances du C.C.N. donneront le nom des régions représentées, excusées et absentes.

Les délégués sont tenus de rendre compte des discussions de ces divers comités à leurs mandants.

COMMISSION ADMINISTRATIVE

Art. 6. — Dans l'intervalle des Comités confédéraux nationaux, la C.N.T. est administrée par la Commission administrative, élue par le Congrès.

La C. A. est composée de vingt à trente membres choisis parmi les militants de la Région où siège la C.N.T.

Les candidats sont présentés par les Syndicats.

Pour la vérification des votes, le Congrès désignera une Commission spéciale. Au cas où des candidats au-dessus du nombre de trente obtiendraient le même nombre de voix que le trentième, ils seront élus au même titre que lui.

La nouvelle C. A. entre en fonctions à l'issue du Congrès. Les membres de la C. A. sortante sont immédiatement rééligibles.

BUREAU

Art. 7. — Le Bureau est l'agent d'exécution et de liaison de la C.N.T. Il est nommé pour deux ans. Il est élu par le C.C.N. tenu pendant le Congrès et ratifié par lui dans les mêmes conditions que pour la C. A. Il est révocable par le Congrès et, en cas de circonstances graves, il peut être suspendu par un C.C.N. qui nommera un Bureau provisoire jusqu'au Congrès extraordinaire convoqué de droit. Les membres du Bureau confédéral et du « C. S. » appointés ou non ne pourront occuper aucun poste responsable relevant d'un parti politique, d'une secte philosophique ou religieuse. Leur acte de candidature impliquera d'office leur démission des fonctions qu'ils occupent.

Les membres responsables de la C.N.T. ne peuvent se prévaloir de ce titre en dehors de ce qui la concerne.

Art. 8. — Chaque membre du Bureau appointé n'est rééligible et ne peut faire acte de candidature pour quelque fonction syndicale rétribuée que ce soit, avant une période de trois années.

Cette disposition ne pourra être modifiée que par la majorité des Syndicats présents au Congrès, et en prévenant ceux-ci six mois avant le Congrès. Le Bureau sortant à ce Congrès ne pourra profiter de cette modification.

Art. 9. — Les candidats au Bureau Confédéral sont présentés par les Syndicats.

Les Syndicats doivent faire parvenir à la C.N.T. la liste de leurs candidats, pris dans leur sein ou en dehors d'eux, au moins deux mois avant la date du Congrès Confédéral.

La liste des candidats est immédiatement communiquée à tous les Syndicats par le Bureau confédéral.

Art. 10. — La désignation des délégués de la C.N.T. aux diverses commissions, comités ou conseils extérieurs à la C.N.T. est faite par la C. A.

Ces délégués aviseront la C. A. et le Bureau, des convocations qui pourraient leur parvenir.

Ils seront tenus, de demander un mandat de la C. A. (ou du Bureau, en cas d'extrême urgence), sur l'objet de leur convocation.

Ils auront à rendre compte de son accomplissement dans la forme que la C. A. leur demandera.

Art. 11. — Le Bureau doit adresser trimestriellement, avant chaque C.C.N., un rapport confidentiel d'activité aux U. R. et aux Fédérations.

UNIONS REGIONALES ET LOCALES

Art. 12. — L'ensemble du pays est divisé en régions, dont la délimitation et le nombre sont, en principe, fixés par le Congrès confédéral.

La délimitation actuelle est la suivante : *(voir annexe)*.

Les Unions régionales ont le devoir de constituer partout où il leur est possible des Unions locales auxquelles les Syndicats doivent obligatoirement adhérer.

Les Unions régionales, qui sont l'expression même de la C.N.T., doivent satisfaire aux demandes et aux désirs des travailleurs, en embrassant toute l'activité économique et sociale que nécessite la défense de leurs intérêts matériels et moraux, et qu'impose leur libération totale et définitive, but suprême du syndicalisme.

Les Unions régionales peuvent correspondre entre elles et avec les Fédérations. A chaque C.C.N., le Bureau donnera toutes indications utiles pour permettre ces relations.

Les Unions régionales doivent établir des rapports trimestriels sur leur activité. Ces rapports doivent être communiqués à la C. A., au Bureau, aux autres Unions régionales et aux Fédérations.

FEDERATIONS

Art. 13. — En plus du rôle technique qui leur incombe et qui est du plus haut intérêt, les Fédérations ont pour mission de coordonner interrégionalement l'action de leurs Syndicats d'industrie.

TITRE IV

CONGRES

Art. 14. — Les Syndicats se réunissent en Congrès national tous les deux ans en automne.

A la demande d'un quart des Unions régionales ou de 25 % des Syndicats adhérents à la C.N.T., la C. A. sera obligée, dans le délai d'un mois, de faire un referendum dans les Syndicats, en les informant de cette demande de Congrès extraordinaire. Si la majorité accepte cette demande, le Congrès sera réuni dans le mois suivant.

Ne peuvent participer au Congrès que les organisations à jour de leurs cotisations à la fin du quatrième mois précédant le mois du Congrès.

Les frais de délégation au Congrès sont assurés par la Caisse de Congrès, dans la proportion fixée par chaque Congrès.

Art. 15. — La C. A. avise les Syndicats de la tenue du Congrès, trois mois avant la date dudit Congrès, et leur demande les questions à mettre à l'ordre du jour.

Elle dresse l'ordre du jour d'après les réponses des Syndicats.

Elle établit elle-même le rapport moral et le rapport financier, ainsi que les projets sur des réalisations pratiques, s'il y a lieu.

Elle transmet ces rapports ainsi que le rapport de la Commission de contrôle à tous les Syndicats.

Le Syndicat qui a demandé l'inscription d'une question à l'ordre du jour, établit lui-même le rapport sur cette question.

Ce rapport est tiré et envoyé par la C. A. à tous les Syndicats, deux mois avant la date du Congrès.

Au cas où plusieurs Syndicats auraient demandé l'inscription de la même question à l'ordre du jour, c'est le Syndicat qui a fait la première demande qui est chargé du rapport.

Chaque Syndicat peut établir un contre-rapport sur les points de l'ordre du jour, mais il devra fournir lui-même au Bureau ces rapports, tirés

B.D.I.C

15e REGION

Aux TRAVAILLEURS D'HAYANGE

Le Syndicat des Métaux (C.N.T.) d'Hayange, depuis sa constitution en avril 1948, malgré toutes les difficultés rencontrées, n'a jamais cessé de mener la lutte contre tous les ennemis du prolétariat. Le mal fait par les syndicats politisés dans ce grand centre industriel est incalculable, et aujourd'hui la classe ouvrière tout entière en subit toutes les conséquences. Sournoisement, ils continuent à discréditer notre jeune organisation syndicale, pendant que leur presse garde le silence le plus complet.

Sans se soucier des braillards, des détracteurs de tous acabits, la C.N.T. continue son action. Elle sait que la libération ouvrière ne sera pas l'œuvre des partis politiques, ni des syndicats réformistes, qui continuent à mener le prolétariat à sa perte. Nombreux sont les travailleurs qui ont quitté la C.G.T. pour avoir compris la trahison de ceux qui avaient l'impérieuse mission de les défendre. Mais trop nombreux, les travailleurs restent en dehors d'une organisation révolutionnaire, la leur.

Jamais, depuis sa formation, la C.N.T. n'a voulu pratiquer le regroupement à tout prix ; là n'est pas notre intention.

Nous savons qu'une rééducation syndicale reste à faire, pour démontrer aux travailleurs que ce ne sont pas seulement les améliorations immédiates, qui ne résoudront jamais rien et qui, sans cesse, seront toujours remises en question, qui sont le seul but du syndicalisme.

Mais, au contraire, qu'il faut mettre fin à un régime dont les travailleurs seront toujours les éternelles victimes et qui, en travaillant toujours davantage, n'ont plus aucune possibilité d'améliorer leurs conditions d'existence, tellement sont nombreux les parasites pour lesquels ils doivent obligatoirement travailler. La seule solution au problème est la suppression du patronat et de l'Etat par la révolution sociale. Construire une société sans classes et opérer une distribution équitable de toutes les richesses entre tous les hommes qui les produisent collectivement. Certes, les privilégiés du régime actuel, tous ceux qui continuent à vivre grassement du travail des autres, ne sont pas d'accord avec ces principes égalitaires. Que leur importe que la grande masse des travailleurs ne puissent satisfaire leurs besoins les plus élémentaires. Qu'elle crève pour que continue l'entretien de tous les parasites de toutes catégories pour que tous leurs désirs et leurs vices soient satisfaits.

Mais vous, travailleurs, vous qui ne pouvez plus rien espérer de ce régime, allez-vous continuer à en subir tous les méfaits sans réagir ?

Combien de fois des camarades de travail, pour qui la C.N.T. n'est pas suspecte de trahison, nous ont dit : « Oui, si tous les syndicalistes étaient comme vous cela changerait, mais vous n'êtes pas assez nombreux pour que votre action puisse être efficace. »

D'autres, dans la crainte des répressions possibles, nous disent : « Vous êtes trop révolutionnaires pour que les travailleurs vous suivent en grand nombre. »

Non, camarades, nous ne sommes pas trop révolutionnaires, c'est vous qui ne l'êtes pas suffisamment. Et si nous avons fait de l'Etat notre ennemi n° 1, c'est parce que nous ne voulons plus porter la responsabilité de toutes les souffrances que l'Etat exerce sur tout un peuple d'esclaves. Nous considérons que le droit à la vie est égale pour tous, et qu'aucun homme n'a le droit d'en exploiter un autre, fut-il député, ministre, ou même président de la IVe République.

L'histoire de ces dernières années a prouvé suffisamment ce qu'ils étaient capables de faire, notamment contre les travailleurs. Nous n'oublierons pas avec quel acharnement ils ont maintenu le blocage des salaires, en laissant libres les trafiquants de vendre à n'importe quel prix.

Pendant que des vieillards, des enfants meurent de misère, pendant que la grande masse des travailleurs ne gagnent pas 15.000 francs par mois, nos honorables députés (toujours soucieux des intérêts du peuple) osent s'augmenter de 9.500 francs par mois, alors que leur traitement connu est de 1 million 300.000 francs par an.

Non, messieurs, les travailleurs ne l'oublieront pas.

Cette société que vous défendez ne peut plus survivre que par les moyens de répression dont vous disposez, mais un jour, elle s'effondrera sous la poussée des forces prolétariennes et révolutionnaires.

Aux travailleurs de bonne volonté de rejoindre les rangs de la C.N.T. pour nous aider vers ce but.

Julien HUBERT,
Ouvrier métallurgiste.

ET NOS SYNDICATS

19e REGION — Syndicat des Employés de Nice

LETTRE A NOTRE EMPLOYEUR

Nice, le 14 janvier 1950.

M. François, directeur des Ets D. Michel, Société anonyme de Nice, est comme vous allez le constater un petit plaisantin. Après avoir adressé ses vœux de Nouvel An et remerciements aux ouvriers pour l'effort accompli au mois de décembre par un placard en date du 3 janvier, ce patron de combat, habilité par l'inspecteur du travail Verneyre, lequel ne daigne pas répondre à un ouvrier, ni au secrétaire du Syndicat C.N.T. — pas beau pour l'impartialité républicaine ! — vient d'écrire, dans une lettre en date du 6 du même mois, au secrétaire du Syndicat des Métaux C.G.T. de Nice :

« ...Dans le *Cri des Travailleurs*, journal communiste du (tenez-vous bien !) 18 décembre 1949..., de même aux E.D.M. où continue la grève du rendement... Dois-je penser que l'effort n'a pas été aussi général que l'on pourrait le croire et que si certains ont fait leur devoir, d'autres ont voulu sauver les apparences et sont fermement décidés à remettre ça au plus tôt. Toutefois, je dois avant tout attirer votre attention sur le fait que la prime exceptionnelle de fin d'année 1949 est à considérer comme une gratification bénévole (N. de S. n° 239). »

Ainsi le patron jésuitico-paternaliste signale dans sa lettre un journal communiste, zéro pour la question, le Syndicat étant le Syndicat, qu'importe ce que peut écrire une feuille autarcico-communiste ou fasciste, c'est pour nous du pareil au même, les travailleurs sont assez grands garçons pour se défendre eux-mêmes.

Le devoir, cher à M. François, Georges pour les intimes, constitue le rampement (sans rampe de lancement), style, reptile, mouchardages, jaune et briseur re grève à l'occasion.

Pour nous, cénétistes, ce n'est que le travail normal avec un salaire normal, au lieu de mise à pied à un moment donné et demande du surrendement ensuite.

Nous n'avons pas d'apparence à sauver, nous n'avons déjà que trop sauvé, comme votre usine que nous avons reprise à l'ennemi — ou dit tel — pour vous la remettre en main propre — par la force des choses, il faut le reconnaître, et par bêtise aussi, sur l'ordre des politiciens. Ce qui constitue un paradoxe, mais comme le corbeau de la fable, nous disons : « Apprenez, monsieur François et les autres, vous ne nous prendrez plus. Tenez-vous-le pour dit ; pour nous : *notre ennemi, c'est notre maître.* »

Toutefois avant de terminer, je dois avant tout attirer votre attention sur le fait que les 19 millions de bénéfices déclarés pour l'année 1949 sont à considérer comme une gratification bénévole, autant qu'involontaire, de la part de vos employés.

Quant à ce qui est de remettre ça, dites-vous bien que tant que, sur cette terre — et cela ne s'adresse pas seulement à vous — les travailleurs n'auront pas obtenu l'égalité économique et la justice sociale, but de la C.N.T., aucune paix ne sera possible et tous les diplomates assermentés et autres experts en bombe atomique n'y pourront rien.

Secrétaire de la C.N.T. locale.
A. PALLANCA.

Pour une Fédération Industrtielle des cuirs et peaux

L'expérience de ces dernières années a démontré que le Syndicat asservi aux intérêts des partis politiques, a réussi à enlever la confiance de l'ensemble des ouvriers, déterminant le mécontentement, l'apathie et le pessimisme.

L'organisation syndicale dirigée par des députés ou des fonctionnaires liés avec l'équivoque des partis, a déterminé son histoire en abandonnant la lutte de classes et l'action directe par la collaboration politique.

Face à une telle situation, nous sommes arrivés à la résolution de constituer notre F.I.C.P. (Fédération Industrielle des Cuirs et Peaux), pour apporter un nouveau souffle de révolte à l'exploitation, dans le champ de la lutte syndicale.

Pour ce faire, nous avons indiqué au Syndicat de la Région parisienne, de contacter les camarades qui assisteront au C.C.N., pour leur soumettre nos vues sur ce problème :

I. — Constitution de l'organisme fédéral ;

II. — Sa structure ;

III. — Principes, orientation, position.

Nous chercherons, après examen de la situation, de fait de notre corporation, en regard du mouvement ouvrier.

Aussi, nous faisons un pressant appel aux camarades qui ont foi en leur organisation de classe de vouloir contribuer à l'élaboration en présentant leur propre motion.

Aux camarades qui croient à l'utilité de la naissance des cadres syndicaux de la F.I.C.P., nous demandons de nous écrire, afin que soit activée sa constitution pour que soit expliquée notre action de défense efficace des travailleurs.

Nous avons cru nécessaire de faire un appel aux Unions régionales, Unions locales et Syndicats pour nous mettre en relations avec les camarades de la corporation.

Ecrire pour tout ce qui nous concerne à F.I.C.P. : 39, rue de la Tour-d'Auvergne, Paris (9e).

CONFEDERAUX

en nombre égal au nombre des Syndicats, le Bureau étant chargé d'en assurer la distribution.

Art. 16. — Le compte rendu du Congrès sera publié sous la responsabilité du Bureau élu par le Congrès. Chaque Syndicat, Union locale, Union régionale, Fédération, en reçoit un exemplaire à titre gratuit.

Un duplicatum de la minute sténographique, les rapports des Commissions, ainsi que les propositions déposées sur le Bureau du Congrès, seront versés aux archives de la C.N.T.

Art. 17. — Chaque Syndicat représenté au Congrès dispose d'une voix.

Chaque délégué ne peut, en principe, représenter exceptionnellement que trois Syndicats au maximum.

Un membre du Bureau ou de la C.A. ne peut représenter que son Syndicat. Il ne peut détenir un mandat d'un autre Syndicat.

Les membres de la C. A. assistent, à titre consultatif, au Congrès, ainsi qu'un représentant de chaque Fédération d'industrie et un responsable de la Commission de contrôle.

TITRE V

TRESORERIE

Art. 18. — Les ressources sont fournies par le montant de la carte confédérale livrée aux Syndicats par le canal des Unions locales et Unions régionales et d'un prélèvement sur le timbre.

Le timbre confédéral est unique. Sa répartition est ainsi faite :

1° Le Syndicat ;
2° La Localité ;
3° La Région ;
4° La Fédération ;
5° La Confédération.

La carte confédérale et les timbres sont obligatoires et doivent être délivrés par tous les Syndicats à leurs adhérents.

Art. 19. — Le prix de la carte est fixé par décision du Congrès. 50 % vont à la Confédération et 50 % à la Caisse du Congrès.

Les fonds de cette Caisse du Congrès ne peuvent être déviés de leur usage.

La part de la Confédération sur le timbre de la cotisation mensuelle est déterminée par le Congrès.

Art. 20. — Le mécanisme suivant de répartition est établi : Les Unions locales font le relevé des besoins de timbres dans leur localité par industrie ; elles adressent ce relevé aux Unions régionales, qui font leur commande à la C.N.T. Les Unions régionales les achètent directement à la C.N.T. et font la répartition suivant le mode indiqué.

Pour la bonne marche des paiements des cotisations, les Unions régionales ou Unions locales délivreront à chaque commande un reçu à double souche. La seconde souche sera adressée par les Syndicats aux Fédérations d'industrie. Les Unions régionales adresseront à la Confédération et aux Fédérations la part qui leur revient.

Les Unions régionales sont pourvues de ressources par la part qu'elles prélèvent sur le timbre confédéral qu'elles vendent aux Unions locales ou aux Syndicats qui leur sont rattachés.

Les Unions locales, qui jouent le même rôle dans la localité que les Unions régionales dans la région, trouvent leurs ressources dans le prélèvement qu'elles opèrent sur le prix du timbre qu'elles vendent aux Syndicats.

Les Fédérations ne prélèvent sur le produit de la vente du timbre qu'une part correspondante aux dépenses nécessitées par leurs travaux et leur activité générale. Le trésorier confédéral transmettra aux Fédérations les ristournes leur revenant.

Art. 21. — La Caisse de la C.N.T. est confiée au trésorier confédéral qui en est responsable sous le contrôle de la C. A.

Un compte rendu financier sera fait à chaque C.C.N. par le trésorier confédéral.

COMMISSION DE CONTROLE

Art. 22. — Il est constitué une Commission de contrôle composée de cinq membres élus par le Congrès et présentés par les Syndicats.

Elle est chargée de la vérification de la comptabilité et du contrôle des opérations financières de la C.N.T.

Elle devra établir pour chaque C.C.N. un compte rendu sommaire et pour chaque Congrès un rapport détaillé sur la situation financière. Ce rapport sera adressé à chaque Syndicat en même temps que le rapport financier établi par la C. A.

La Commission aura le droit, en cas de mauvaise gestion, et sur proposition approuvée par la C. A. de faire réunir un C.C.N. extraordinaire.

La Commission choisit dans son sein un secrétaire chargé de la convoquer chaque mois pour la vérification des comptes. Les membres de cette Commission sont soumis aux mêmes règles que les membres de la C. A.

CAISSE DE SOLIDARITE

Art. 23. — Il est institué au Siège social et dans chaque Union régionale une Caisse spéciale dite de solidarité, dont le montant est destiné à venir en aide à tous les travailleurs victimes de la lutte sociale.

Cette Caisse est alimentée par les timbres solidarité. Deux timbres par an sont obligatoires ; chaque syndiqué peut en prendre facultativement autant qu'il lui plaît. Le montant du timbre solidarité est fixé par le Congrès.

La part de la Caisse de solidarité du Siège social est fixée à 50 %.

La part de la Caisse de solidarité régionale ou syndicale, dans le cas où la région ne fonctionne pas, est fixée à 50 %.

Les fonds sont inscrits au compte spécial « Caisse de Solidarité ».

Les rètraits ne peuvent être effectués qu'après décision de la C. A. et seulement pour la solidarité.

CAISSE A.I.T.

Art. 24. — La cotisation destinée à l'A.I.T. est représentée par un timbre semestriel obligatoire.

Le montant de cette cotisation est fixé par les Congrès internationaux.

Le montant de ces timbres inscrit à un compte spécial A.I.T., est versé à l'A.I.T.

TITRE VI

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 25. — Tout conflit existant entre les organismes suivants : Syndicat, Union locale, Union régionale, Fédération, C. A., Bureau, doit être soumis au prochain C.C.N. (ou au C.C.N. extraordinaire convoqué dans les questions prévues à l'article 4), qui a pouvoir de décision provisoire, pouvant aller jusqu'à l'exclusion du Syndicat, Union locale, Union régionale, Fédération, Bureau.

L'organisme incriminé peut faire appel devant le Congrès.

Le Congrès seul peut se prononcer définitivement.

En cas de circonstances graves, le C.C.N. peut décider la convocation d'un Congrès extraordinaire.

L'organisme incriminé garde le droit de présenter directement sa défense soit au C.C.N., soit au Congrès.

Tout conflit présenté au C.C.N. ou au Congrès devra être inscrit à l'ordre du jour.

Art. 26. — Tout cas litigieux non prévu sera soumis à la plus prochaine réunion du C.C.N., et tranché selon l'esprit des présents statuts.

SIEGE

Art. 27. — Le Siège de la C.N.T. est fixé par le Congrès.

MODIFICATION DES STATUTS

Art. 28. — Les présents statuts ne peuvent être modifiés que par un Congrès, à condition que le texte des modifications ait été porté à la connaissance des Syndicats trois mois à l'avance et six mois en ce qui concerne les articles 7 et 8.

DISSOLUTION

Art. 29. — En cas de dissolution, la liquidation de l'actif social sera versée à l'A.I.T.

ANNEXE

Tableau des Régions

PREMIÈRE RÉGION. — *Loiret moins Pithiviers et Beaune-la-Rolande, Loir-et-Cher, Indre, Cher, arrondissements de Nevers (moins Cosne) et Montluçon.*

DEUXIÈME RÉGION. — *Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne, Oise, Eure-et-Loir, Aisne (moins Saint-Quentin et Vervins), plus Pithiviers et Beaune-la Rolande.*

TROISIÈME RÉGION. — *Yonne, Côte-d'Or, Saône-et-Loire, Nièvre (moins Nevers, plus Cosne).*

QUATRIÈME RÉGION. — *Allier (moins Montluçon), Puy-de-Dôme, Cantal, Corrèze, arrondissement de Brioude.*

CINQUIÈME RÉGION. — *Lozère, Gard. Hérault, Aveyron, arrondissement de Largentière.*

SIXIÈME RÉGION. — *Pyrénées-Orientales, Aude, Ariège, Haute-Garonne, Tarn, Tarn-et-Garonne, Gers (moins Mirande).*

SEPTIÈME RÉGION. — *Hautes-Pyrénées, Basses - Pyrénées, Landes (moins Mont-de-Marsan), plus arrondissement de Mirande.*

HUITIÈME RÉGION. — *Gironde, Lot-et-Garonne, Dordogne, Lot, arrondissements de Mont-de-Marsan et de Jonzac (plus Montmoreau).*

NEUVIÈME RÉGION. — *Charente-Maritime (moins Jonzac), Charente (moins Montmoreau), Haute-Vienne, Creuse, Deux-Sèvres (moins Parthenay), Vienne (moins Loudun).*

DIXIÈME RÉGION. — *Vendée, Loire-Inférieure, Maine-et-Loire, Sarthe, Mayenne, arrondissement de Parthenay (plus Loudun), Indre-et-Loire.*

ONZIÈME RÉGION. — *Morbihan, Finistère, Côtes-du-Nord, Ille-et-Vilaine.*

DOUZIÈME RÉGION. — *Manche, Calvados, Orne, Eure, Seine-Inférieure.*

TREIZIÈME RÉGION. — *Somme, Pas-de-Calais, Nord, arrondissements de Saint-Quentin et Vervins.*

QUATORZIÈME RÉGION. — *Ardennes, Marne, Aube, Haute-Marne, Vosges, Meurthe-et-Moselle.*

QUINZIÈME RÉGION. — *Meuse, Moselle, Bas-Rhin, Haut-Rhin.*

SEIZIÈME RÉGION. — *Haute-Saône, Doubs, Jura, Territoire de Belfort.*

DIX-SEPTIÈME RÉGION. — *Ain, Rhône, Loire, Haute-Loire (moins Brioude), Drôme (moins Nyons), Ardèche (moins Largentière) ; plus Vienne et La Tour du Pin.*

DIX-HUITIÈME RÉGION. — *Haute-Savoie, Savoie, Isère (moins Vienne ni La Tour-du-Pin), Hautes-Alpes.*

DIX-NEUVIÈME RÉGION. — *Alpes-Maritimes, Basses-Alpes, Var, Bouches-du-Rhône, Vaucluse, arrondissement de Nyons.*

VINGTIÈME RÉGION. — *Corse.*

VINGT ET UNIÈME RÉGION. — *Département de Constantine.*

VINGT-DEUXIÈME RÉGION. — *Département d'Alger.*

VINGT-TROISIÈME RÉGION. — *Département d'Oran.*

COMMUNIQUÉS

2e REGION

Syndicat des Transports

Pour éviter toute confusion, le Syndicat met en garde les camarades de la R.A.T.P., que le camarade Cros a pris sous sa seule responsabilité d'adhérer au C.S.U.C. et d'insérer dans un hebdomadaire un appel à l'adhésion à ce cartel.

La seule ligne de conduite pour nos camarades doit être celle définie par le Congrès extraordinaire des 30, 31 octobre et 1er novembre 1949, c'est-à-dire unité à la base sur le terrain revendicatif, mais retrait des cartels.

L'assemblée générale des Transports, du 15 janvier 1950, a réaffirmé sa position dans le sens indiqué plus haut et a mandaté son bureau pour demander toutes explications utiles au camarade Cros sur son initiative pour le moins impudente et contraire aux règles du fédéralisme.

Le Bureau des Transports.

P.T.T.

Réunions les deuxième et quatrième dimanches du mois, de 9 h. 30 à 11 h. 30, au siège de la Confédération.

Permanence même endroit, tous les jours, de 9 heures à 18 h. 30, sauf le samedi.

Trésorerie

Les adhérents non à jour du paiement de leurs cotisations et qui n'ont pas l'intention de se retirer du syndicat sont instamment priés d'effectuer leurs versements avant le 1er mars 1950, délai de rigueur. Passé cette date, il ne sera plus délivré de matériel 1949.

Les retardataires peuvent se présenter au siège, aux jours et aux heures indiqués plus haut et, en outre, le lundi à partir de 19 h. 30 ; ils peuvent, par la même occasion, s'ils le désirent, faire renouveler leur carte pour 1950 ; le matériel est à leur disposition, sous réserve qu'ils soient à jour pour l'année 1949.

Il ne sera pas envoyé d'avis individuel.

Il est rappelé, en outre, qu'indépendamment des timbres cotisations mensuelles, les adhérents sont tenus obligatoirement de prendre pour chaque semestre commencé, un timbre A.I.T. et un timbre solidarité, disposition expressément rappelée par le dernier congrès confédéral. Sous la réserve du minimum de un timbre obligatoire par semestre, les timbres « solidarité », dont le produit est destiné à constituer un fonds de secours pour les camarades qui, en dehors du cas de grève, sont victimes de leur action syndicale, peuvent être réclamés en aussi grand nombre que l'on veut.

Les membres responsables du syndicat des P.T.T. se font donc un devoir d'appeler l'attention des adhérents sur cette dernière disposition et les invite à faire à l'avenir un effort en ce sens.

Pour l'année 1950, les tarifs ont été ainsi fixés :

Carte confédérale : 20 francs ;
Timbre cotisation mensuelle : 60 fr. ;
Timbre A.I.T. : 20 fr. ;
Timbre solidarité : 10 fr.

Fédération Industrielle des Métaux

Afin de faciliter notre tâche et pour répondre dans le plus bref délai, nous rappelons que toute la correspondance nous concernant doit être envoyée directement à F.I.M., 39, rue de la Tour-d'Auvergne, Paris-9e.

Pour tout règlement autre que cartes, timbres, etc., utilisez le C.C.P. 7243-69, Paris, Yvernel, 16, rue du Commerce, Paris-15e.

Syndicat Industriel des Métaux (Trésorerie)

La permanence est assurée tous les samedis, de 14 à 19 heures et les lundis, de 18 à 19 h. 30. Si vous ne pouvez venir au siège, passez votre commande pour le matériel 1950 et réglez l'ancien à l'adresse ci-dessous : Yvernel Georges, 16, rue du Commerce, Paris-15e, C.C.P. 7243-69 Paris.

U.L. Suresnes-Puteaux

Tous les quatrièmes vendredis, salle de la Justice de Paix, à Suresnes, à 18 h.

Livre-Papier-Carton

Premier et troisième samedis, de 14 h. 30 à 18 heures.

LIBRAIRIE

LIVRES

La véritable révolution sociale : 60 fr. (90 fr.) ; P. Besnard : *L'Ethique du Syndicalisme*, 75 fr. (105 fr.) ; *La Paix*, 100 fr. (130 fr.) ; *Le Monde nouveau*, 140 fr. (170 fr.) ; W. Walling : *Le Mouvement ouvrier et la Démocratie aux Etats-Unis*, 200 fr. (270 fr.) ; F. Renaudeau : *Le Parti Travailliste de Grande-Bretagne*, 225 fr. (255 fr.) ; B. Malon : *Précis du Socialisme*, 175 fr. (220 fr.) ; J. Rennes : *Syndicalisme français*, 200 fr. (230 fr.) ; Voline : *La Révolution inconnue*, 350 fr. (420 fr.) ; J. Vallès : *Le Bachelier*, 110 fr. (140 fr.) ; *L'Enfant*, 110 fr. (140 fr.) ; M. Ceyrat : *La Trahison permanente*, 150 fr. (180 fr.) ; F. Planche : *Louise Michel*, 150 fr. (180 fr.) ; *Durolle*, 150 fr. (180 fr.) ; *Kropotkine*, 210 fr. (240 fr.) ; S. Faure : *Mon Communisme*, 260 fr. (290 fr.) ; *L'Imposture religieuse*, 230 fr. (260 fr.) ; Ch. Malato : *Les Joyeusetés de l'Exil*, 100 fr. (145 fr.) ; G. Leval : *L'Indispensable Révolution*, 100 fr. (130 fr.) ; J. Humbert : *Sébastien Faure*, 180 fr. (210 fr.) ; N. Makhno : *La Révolution russe en Ukraine*, 150 fr. (180 fr.) ; L. Thenars : *Le Sauveur*, 100 fr. (130 fr.) ; A. Patorni : *La Débâcle de l'Elite*, 150 fr. (180 fr.) ; L. Lecoin : *De Prison en Prison*, 160 fr. (190 fr.) ; V. Méric : *Coulisses et Tréteaux*, 75 fr. (105 fr.) ; G. Sorel : *Matériaux d'une théorie du prolétariat*, 300 fr. (345 fr.) ; M. Halle : *Par la Grande Route et les Chemins creux*, 150 fr. (180 fr.) ; G. Giroud : *Paul Robin*, 150 fr. (180 fr.) ; J. Marestan : *L'Education Sexuelle*, 250 fr. (280 fr.) ; M. Pelletier : *L'Emancipation Sexuelle de la Femme*, 50 fr. (65 fr.) ; Lissaguaray : *Histoire de la Commune de 1871*, 400 fr. (445 fr.).

BROCHURES

P. Besnard : *Le Problème des Salaires*, 6 fr. ; *La Responsabilité*, 10 fr. ; P. Camus : *Le Syndicalisme et le Problème paysan*, 20 fr. ; E. Rotot : *Le Syndicalisme et l'Etat*, 12 fr. ; Lashorte : *Qu'est-ce que le Prolétariat*, 10 fr. ; S. Faure : *Sacco et Vanzetti*, 5 fr. ; *Nous voulons la Paix*, 15 fr. ; *Douze preuves de l'inexistence de Dieu*, 10 fr. ; *Les crimes de Dieu*, 20 fr. ; Ernestan : *La fin de la guerre*, 5 fr. ; P. Lapeyre : *Ce qu'est le Syndicalisme Révolutionnaire*, 5 fr. ; L. Michel : *Prise de Possession*, 15 fr. ; L. Barbedette : *Pour la Justice économique*, 10 fr. ; P. Monatte : *Où va la C.G.T.*, 10 fr. ; G. Bernéri : *La Société sans Etat*, 20 fr. ; *Les Bulgares parlent au Monde*, 50 fr. ; *Cris de Révolte*, 45 fr.

Note de la Librairie :

EXPÉDITION

Pour les livres, les prix entre parenthèses sont les prix franco.

Pour les brochures joindre 10 francs à chaque.

Pour les recommandés joindre 40 francs par colis, en plus.

Compte Chèques Postal Paris 4522-38
A. CAPELLE
9, avenue Secrétan, Paris (19e)

Le Directeur-Gérant : DOUILLET François

Imp. Spéc. du Combat Syndicaliste

B.D.I.C

La Conférence de Piombino a décidé la reconstitution de l'Union Syndicale Italienne

LE CONGRÈS CONSTITUTIF AURA LIEU CETTE ANNÉE EN NOVEMBRE

Le Congrès de Piombino, qui vient de se tenir les 6 et 7 janvier 1950, marque une date décisive dans l'histoire du mouvement ouvrier italien. Il est le congrès de la renaissance de l'Union Syndicale Italienne, section de l'A.I.T.

Etaient présents : les délégués de Genova-Sestri, Turin, Bologne, Piombino, Campiglia, Venturina, Bagni di Govorrana, Carrara, Avensa Ribolla, Marseille, et le Congrès avait recueilli de nombreuses adhésions écrites : Bari, Brescia, C.C. Carrara, Biella, Carbonia, La Spezia, F. Malatesta Barrai, Cagliari, Foggia, Consavano, Palermo, Livourne, Alexandrie, Piacenza, Rome.

Le camarade Persici y représentait le secrétariat de l'A.I.T. (Stockholm) et le sous-secrétariat de l'A.I.T. en Europe occidentale; il y portait également les adhésions de la C.N.T. française, de la C.N.T. espagnole et de la C.G.T. portugaise.

Avant d'ouvrir les débats, le délégué de Piombino présenta le salut des camarades de cette ville aux congressistes, déclarant qu'ils avaient voulu prendre la responsabilité de convoquer dans leur ville le premier Congrès de l'Union Syndicale Italienne et souhaitant aux congressistes qu'au cours de ce congrès, les bases soient établies pour la constitution d'une section de l'A.I.T. Le délégué de l'A.I.T. assura que l'A.I.T. était avec les congressistes, pour les aider dans leur activité pour le triomphe du syndicalisme révolutionnaire en Italie et dans le monde.

Ouvrant les travaux relatifs à l'ordre du jour, le président donna la parole au camarade Dettori, rapporteur du premier point de l'ordre du jour : « Causes de la scission syndicale en Italie. » Son exposé détaillé se termina par le souhait que les congressistes aient le courage de rendre la vie à l'ancienne et glorieuse Union Syndicale Italienne, qui avait toujours lutté pour la défense du prolétariat italien.

Puis, les représentants des régions firent leurs rapports et leurs longues relations mirent en évidence la réalité que toute tentative de chercher l'unité dans une organisation syndicale commune et avec la collaboration des politiciens n'était qu'une trahison à l'égard de la classe ouvrière elle-même.

Le Congrès décida d'établir les bases pour la reconstitution de l'Union Syndicale Italienne et approuva la motion du groupe de Marseille, fondée sur les principes de l'A.I.T. Il nomma un Comité National de Coordination, dont le secrétariat est à Bologne. Ce Comité doit préparer des cadres et préparer le Congrès constitutif de l'U.S.I., qui se tiendra en novembre prochain.

Dès à présent, une cotisation mensuelle est établie, afin de soutenir le secrétariat, les comités locaux et régionaux et la propagande. Le Congrès a décidé également la parution périodique de « Guerra di Classe », organe de l'U.S.I., et se sépara en envoyant des salutations à l'A.I.T. et à ses sections et à toutes les victimes du fascisme et du bolchevisme.

Ce Congrès est une réussite : il a réuni dans l'enthousiasme de bons camarades, bien préparés à un travail d'organisation, et des éléments jeunes, pleins de volonté. Le dimanche, il a tenu un meeting au théâtre de Piombino; le théâtre était bondé et les travailleurs de Piombino ont manifesté leur enthousiasme.

Ainsi s'ouvre sous d'heureux augures la reconstitution de l'Union Syndicale Italienne; du monde entier, nous saluons la fin de cette équivoque qui, sous prétexte d'unité, conduisait les travailleurs à l'asservissement à l'égard des partis politiques, dont l'Italie, depuis la guerre, n'a été qu'une malheureuse expérience s'ajoutant à toutes les précédentes, alors que la seule voie de l'émancipation des travailleurs est leur indépendance dans une organisation fondée sur les principes de l'A.I.T.

LE SOUS-SECRETARIAT DE L'A.I.T. EN EUROPE OCCIDENTALE.

L'ECOMBAT SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA Confédération Nationale du Travail

Section Française de l'Association Internationale des Travailleurs

RÉDACTION-ADMINISTRATION : 39, rue de la Tour-d'Auvergne - PARIS (9e)
Paraît tous les mois

Abonnements : 1 an (12 numéros) 110 fr.
C. C. P. R. JOULIN 5268-21 PARIS
75, RUE DU POTEAU - PARIS-18e

Nlle série - No 22 — Février 1950

ALORS QUE TRUMAN CONSOLIDE FRANCO CELUI-CI CONTINUE SES ASSASSINATS

Nous apprenons que José Sancho Garcia, militant de la C.N.T., condamné à mort le 17 décembre 1949, vient d'être exécuté dans la prison d'Ocana.

D'autre part, un communiqué laconique de la secrétaire à l'Information de la C.N.T., nous annonce que quatre autres antifascistes espagnols ont été fusillés, toujours dans la même prison. Les noms ne sont pas communiqués.

WENCESLAO GIMENEZ ORIVE

Voici enfin la nouvelle de l'assassinat, à Barcelone, du jeune camarade Wenceslav Gimenez Orive, dynamique et intelligent animateur de la Résistance. « Wences », âgé de 28 ans, était né à Gijon. Son père, cheminot de profession et également militant de la C.N.T., fut déplacé à Saragosse, où le surprit la guerre. Il fut lui-même fusillé à Huesca par les bandits phalangistes.

« Wences » abandonna alors ses études, qu'il n'eût pu continuer qu'à condition d'être affilié à la Phalange. Il vint alors à la « Companea del Norte », où les cheminots, qui gardaient tant d'affection à la mémoire de son père, l'accueillirent avec la plus grande sympathie, et entra de suite à l'organisation confédérale.

De 1941 à 1943, il fit, parmi les ouvriers de Saragosse, la propagande clandestine. Il forma également divers groupes de jeunes et prit part de façon très effective à diverses actions contre la phalange.

Déjà deux fois arrêté et cruellement torturé à Saragosse, la police ne put jamais lui arracher aucune information concernant les activités de l'organisation. De nouveau en liberté, le premier souci de Wenceslav Gimenez Orive fut toujours de reprendre la lutte.

Le 9 courant, à Barcelone, il fut lâchement assassiné par la police lors d'une agression de celle-ci. Des témoins ont déclaré que les sbires franquistes déchargèrent traîtreusement leurs pistolets sur le jeune et courageux militant, en pleine rue de Barcelone.

Tels sont les nouveaux « hauts faits » des bandits dont Truman et consorts s'efforcent de prolonger l'existence.

LA PLAIE DU CAPITALISME, LE CHOMAGE SE MONTRE CHAQUE JOUR DAVANTAGE

Le chômage bat son plein.

Pourquoi alors que le chômage ne devrait pas exister ? Bien au contraire : il y a tant à faire pour améliorer notre existence !

En toute urgence, nous avons :

1° La reconstruction des régions dévastées par la guerre où les sinistrés couchent dans des caves, même des trous;

2° La mise en état de notre système routier qui devient inapte pour nos transports commerciaux. Le matériel roulant de notre époque demande l'élargissement de nos routes, ainsi que leur renforcement;

3° Nos enfants sont entassés dans des classes trop petites, cela exige la construction d'écoles. Il en est de même pour les hôpitaux;

4° Le besoin immédiat de fournir l'eau à nos campagnes. Les incendies de forêt se sont aggravés faute d'eau pour les éteindre.

Alors, répéterez-vous, pourquoi du chômage ?

Le chômage est dû à la mauvaise organisation sociale faite et conduite par le patronat, c'est-à-dire le capitalisme. Le chômage ne disparaîtra qu'avec celui-ci.

Le chômage est un mal endémique au capitalisme. Il est la conséquence même de ce régime organisé pour la réalisation des profits au lieu de l'être en vue de satisfaire les besoins utiles.

Le chômage est aussi un effet de la lutte que mène le patronat.

Par routine, par calcul intéressé, autant que par tactique de combat, le patron est enclin à maintenir la journée de travail très longue.

Il refuse d'évoluer ou d'appliquer les découvertes mécaniques, d'en généraliser l'emploi par esprit d'économie et de routine, et pour cela il maintient, malgré les lois sociales, la journée de travail au-dessus de la durée légale.

Cependant, petit à petit, pour soutenir la concurrence, il est obligé d'utiliser les machines qui produisent davantage et plus rapidement. Mais comme il prétend utiliser aussi le matériel humain à plein rendement, il ne diminue pas, pour cela, le temps de travail.

Là, comme en toute chose, seule la force ouvrière pourra faire disparaître le chômage qui découle des trop longues journées de travail.

Charles MARCHAL.

CE QU'IL FAUT DÉNONCER SANS TRÊVE

Séance des plus instructive que celle à laquelle j'ai assisté tout dernièrement — à titre consultatif, d'ailleurs, disons-le tout de suite — en tant que représentant ouvrier au sein d'une commission de chômage. Il a fallu écouter un flot de décrets, de lois, d'arrêtés, codifiant, « légalisant » le chômage. Il reste de beaux spécimens d'articles datant de 1941 et d'autres depuis...

J'ai épinglé les plus belles choses dignes d'une démocratie pas encore « populaire ». Il me fut dit, d'abord, que l'aide n'était destinée qu'aux personnes sans aucune ressource. Le barème servant à fixer les taux datait d'avril 1948, avec les sommes suivantes destinées aux chefs de famille :

— 135 francs pour une ville au-dessus de 15.000 habitants ;

— 120 francs pour une ville de 5.000 à 15.000 habitants ;

— 10 francs pour une ville au-dessous de 5.000 habitants.

Puis il me fut dit aussi :

— Qu'un fonds de chômage ne s'ouvrait que s'il y avait au moins 5 personnes taxées de « secourables » dans la commune ;

— Que trois mois de résidence étaient nécessaires (pour le département de l'Allier) ;

— Qu'il n'était pas question des salariés à domicile, sauf les tisserands.

Mais là où la loi détient la palme, devient immorale et fait de nous des révoltés, c'est avec le cas des personnes vivant sous le même toit, considérées comme faisant partie du « ménage ». Prenons l'exemple de deux camarades formant équipe ; l'un frappé par le chômage, tandis que l'autre doit subvenir aux frais du « ménage » (le chômeur ne touchant aucune aide, bien entendu).

Outre son immoralité contre laquelle Marthe Richard aurait dû dévouer sa vertu, la loi devient mauvaise, montre les griffes et repousse le plus possible de quémandeurs à cette aumône pompeusement baptisée : « aide aux travailleurs sans emploi. »

Citons encore le cas d'un camarade de 29 ans, père de deux enfants, n'ayant « droit » à aucun secours, parce que vivant sous le même toit que son beau-père, lequel perçoit lui-même 12.000 francs par mois. Et combien d'autres situations douloureuses que l'on tait ou feint d'ignorer. Tout cela montre les écœurantes mesures d'un régime hypocrite.

Sans démagogie, il faut dénoncer ces lois scélérates que l'on subit malgré tout, que tout le monde des chômeurs ignore (bien que « nul n'est censé ignorer la loi »). Il reste à démontrer si nous œuvrons pour les travailleurs. Ce ne sont pas des mesures révolutionnaires, diront quelques-uns. Mais, puisque le chômage est là et que nous n'avons pu l'empêcher, montrons notre désaccord sur ce qui régit l'aide aux chômeurs. Il faut vivre et manger chaque jour, tandis que notre Révolution est pour un jour futur.

L. MALFANT.

ECHOS DE LA GÉHENNE

VOS AUGURES

En criant toujours : Vive chose
Ou vive Machin (c'est pareil),
Vous espériez servir la cause
La plus noble sous le soleil.
Mais cela n'aboutit en somme
Qu'à la fortune des pantins
Dont vous avez fait des surhommes
En vous avouant des crétins.

Votre crédulité notoire
Aussi régla votre avenir :
Pour eux le droit de mentir,
Pour vous le devoir de croire !

Leurs premiers pas sur une estrade
Furent craintifs, mal assurés,
En vous donnant du... « Camarades »,
Flatteurs, ils furent tolérés,
Puis leur verbe, moins malhabile,
S'est assoupli selon vos goûts,
Les voici donc vos chefs de file,
Des cerveaux qui pensent pour vous.

Tout propos, même dérisoire
Par eux seuls, pourront aboutir
Pour eux le droit de mentir,
Pour vous le devoir de croire.

Obéissant à la coutume
En jouant l'érudit complet,
Ils recourent à la plume,
Au discours joignant le pamphlet.
Ce qu'il en sortit de leur tête !
En Patagon et même en vers.
Aujourd'hui ce sont des prophètes
Aux pronostics les plus divers !

Quand vos hordes hallucinées
Les ont hissés sur le pavois,
Soucieux de vos destinées
Ils vous dictent de bonnes lois.
Vos jugeottes artificielles
N'oseront jamais confronter
Les vérités officielles
Avec la simple vérité.

Et cependant, quelle victoire
Si vous pouviez vous convertir !
A nul le droit de mentir,
A nul le devoir de croire.

F.-H. JOLIVET,
Doyen de la Muse Rouge.

« LE MONDE » AU SECOURS DE FRANCO

par ODETTE KERVORC'H

Dans quelques récents numéros du « Monde », (du 4 au 6 janvier inclus), un certain M. Creach s'efforce de nous convaincre de l'absolue nécessité du négoce avec Franco. A l'appui de ses affirmations, il cite un nombre impressionnant de traités de Commerce que d'autres pays « plus adroits que la France » ont signés avec les mercantis espagnols. La liste est aussi longue que variée ; on y trouve à la suite de l'Argentine et des U.S.A., avec lesquels il y aurait, paraît-il du tirage, la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Hongrie, la Belgique, l'Italie, l'Angleterre, sans oublier le morceau de choix : l'U.R.S.S., ni l'Allemagne qu'on nous disait ruinée.

Il est possible que les arguments de M. Creach soient convaincants pour les véritables intéressés. Pour nous, ils mettent seulement en évidence, une fois de plus, cette amère constatation : il est bien vrai qu'existe l'internationale du capitalisme qui se moque éperdument des pauvres « prolos », et il faudrait assurément que les peuples soient gratifiés d'une bonne dose d'idiotie pour qu'ils puissent croire encore au bien-fondé d'une guerre fûtelle dite « de libération ». Et même si M. Creach essaie de nous convaincre de notre responsabilité à nous Français qui, refusant, dit-il, de bien comprendre les intérêts communs privons les travailleurs espagnols de journée de travail et du bien-être, nous persistons à lui dire qu'il voudrait bien nous prendre pour des imbéciles. D'abord, nous savons parfaitement qu'il n'est pas suffisant de travailler pour ne pas crever de faim. N'est-ce pas, travailleurs espagnols qui usez votre santé à un travail harassant dans les mines des Asturies, de Rio Tinto et d'ailleurs, et qui trouvez, en rentrant au foyer, des gosses faméliques qui se « restaurent » quotidiennement, comme vous-mêmes, avec un infect pain de seigle grand comme la main et lourd comme du plomb (la ration !) et une poignée de pois chiches ? Non, M. Creach, nous ne croyons pas aux sentiments humanistes des Fiat, General Motors, S.K.F. ou de la Maquinista de Barcelone. Nous savons pertinemment que les gens pour lesquels vous écrivez vos articles ne s'intéressent aux travailleurs que pour les exploiter, et c'est précisément cela qui nous gêne. L'exploitation de l'homme par l'homme nous apparaît comme une infâmie et notre but est de nous débarrasser des gros magnats dont vous vous faites l'apôtre ; or, nous savons bien que ce ne sont pas les Franco et Associés qui nous y aideront. Nous affirmons qu'une des tâches les plus urgentes et importantes pour tout honnête homme est l'écrasement du « fascisme espagnol » (entre guillemets, comme vous l'écrivez). Nous sommes sûrs que notre solidarité vis-à-vis des travailleurs espagnols s'affirmerait beaucoup mieux que la vôtre, en les aidant à reconquérir leur liberté. Car, il est certain que le peuple espagnol possède ce qui vous manque de façon trop évidente : la dignité; et la dignité ne s'accommode pas de la servitude. Vous déplorez que « le dégoût du franquisme soit plus fort que le soin des hommes et des biens de l'Espagne ». Libre à vous. Sans doute n'êtes-vous pas de la lignée des hommes qui croient à la valeur d'un idéal. Nous déplorons, nous, que votre mentalité de mercenaire vous fasse placer les questions d'intérêt au-dessus de tout et nous observons que faisant ainsi l'apologie de l'intérêt matériel contre le sentiment, vous vous ralliez à la théorie du marxisme que vous combattez par ailleurs, lorsque cela vous semble bon. On ne fait décidément pas mieux comme Tartuffe ou comme girouette.

Sans doute désirez-vous faire de l'ironie lorsque vous nous parlez des « Volkswagen » que la Wern Nürnberg s'apprête à livrer à l'Espagne. « Volkswagen » : « Voiture populaires ». Pourquoi n'avez-vous pas traduit ? On eût cru sans doute à une bonne blague. Il serait bien temps que quelque chose de populaire réapparaisse en Espagne, en dehors de la misère, populaire elle aussi, en ce sens qu'elle est l'apanage du peuple, et qui est précisément le cadeau des exploiteurs internationaux. Nous doutons que vos « Volkswagen » soient accessibles aux ouvriers espagnols qui comptent parmi les plus défavorisés d'Europe. C'est officiel; ne le saviez-vous pas ? Et nous parlons de ceux qui travaillent.

Vous faites aussi allusion aux « irresponsables formés à l'école du P.C. de Toulouse, qui vont poser des pétards devant les édifices de Barcelone ». C'est sans doute par inadvertance que vous oubliez les « irresponsables » venus de l'autre côté des Pyrénées, formés à l'école de la liberté et du courage, qui, à l'heure de la Résistance (mais, était-ce la vôtre ?) « posaient des pétards » devant les « Feldkommandantüre », ces magnifiques produits d'une civilisation qui vous est chère, ou passaient clandestinement les montagnes, accomplissant les plus dangereuses missions. Tous ces « irresponsables » sont sortis de la même école; un trop grand nombre d'entre eux ont péri dans les camps de concentration nazis; d'autres tombent tous les jours, lâchement assassinés par Franco et tous ne sont certes pas des élèves du P.C. Ecoutez plutôt, parmi tant d'autres : Amador Franco, Juan Lopez, J. Sancho Garcia, Juan et Antonio Velazco, Basilio Luna, Juan Ortiz, José Puertas, récemment exécutés par les fascistes espagnols pour « tentative de réorganisation de la C.N.T. clandestine ». Pourquoi vous obstinez-vous à brandir l'épouvantail du péril communiste, qui a déjà tant servi durant la guerre civile espagnole, pour justifier l'écrasement d'un peuple composé en majeure partie d'éléments non communistes : républicains, socialistes, anarchistes, syndicalistes, voire catholiques ? Ne savez-vous pas que sur les 452 députés de la Chambre Espagnole en février 1936, 13 seulement étaient communistes ? Et quelle étiquette mettez-vous sur le dos d'un Pablo Casals, d'un Machado, d'un Manuel de Falla ?

Vous êtes ridicule lorsque vous nous parlez du magnifique — et si libre — « Instituto de Humanidades » qui fonctienne merveilleusement à Madrid depuis un an. Croyez-vous sérieusement à la possibilité de l'expression libre d'une pensée sous un régime dictatorial ? Demandez à Franco ce qu'il a fait des esprits libres de l'Espagne, ou de ceux qui n'étaient pas en conformité avec lui. Demandez-lui où sont Juan Peiro, Garcia Lorca, Luis Companys, Julian Bestairo, etc., et essayez de maintenir votre propagande sur une documentation saine et impartiale. Nous ne sommes pas surpris que Ortega y Gasset et sa bande recherchent en Allemagne quelques souvenirs de la belle époque. Peut-être ont-ils été, pendant leurs vacances, adresser personnellement leurs félicitations et condoléances à Ilse Koch et Cie ? Cela ne saurait déplaire au régime et nous savons que Ortega y Gasset, spécialiste de la pirouette, est très opportuniste. Les bombardements de Guernica sont peut-être à l'origine de sa nouvelle conversion et peut-être a-t-il jugé que la civilisation européenne, à laquelle vous faites allusion, a été à son apogée avec Mathausen et Buchenwald.

Quelle résurrection attendez-vous de l'Allemagne ? Nous espérons, nous, que ce sera celle inspirée de la pensée d'un Beethoven, d'un Gœthe, d'un Mühsam, d'un Gustav Landauer, et que le peuple allemand, hostile à la reconstitution d'une armée, parce qu'il ne tient pas, lui non plus, à participer à la grande réjouissance que vous nous promettez, se joindra un jour aux peuples russe, espagnol, français et autres, pour débarrasser l'humanité de tous les dictateurs et de leur clique de souteneurs.

B.D.I.C

.3428

LE COMBAT SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

24e année - Nlle série, N° 23 — 10 FRANCS — MARS 1950

LE SCANDALE DES GENERAUX N'EST QU'UN ASPECT DE LA LUTTE DES IMPERIALISMES

Ce sont les incidences de celle-ci qui empêche le regroupement des travailleurs sur une base saine

La période que nous vivons est dominée par l'épanouissement soudain du scandale dit des généraux.

Alors que les travailleurs doivent avoir recours aux moyens de lutte aigus pour leur permettre de rattraper le coût de la vie, le régime actuel ne peut étouffer son immoralité. Immoralité qui pénètre les plus hauts rouages de l'Etat.

Ministres, généraux, députés, qui n'ont que mépris pour les travailleurs qui leur assûrent la pâture, n'ont qu'obséquiosité pour les aventuriers, pourvu que ceux-ci leur « semblent » avoir du « potentiel ».

Mais ce scandale-ci prend un caractère tout particulier car s'y mêle le nom d'un secrétaire d'une confédération syndicale : Bouzanquet.

Nous n'insisterons pas sur les faits reprochés à Bouzanquet, ce n'est pas notre rôle et nous ne voulons pas être à la manière d'autres, des exploiteurs des fautes qu'il a commises.

Nous pensons que le problème se trouve placé sur un plan beaucoup plus élevé, celui du regroupement SAIN des travailleurs trompés, dupés par la démagogie bureaucratique des staliniens.

Après, ce qui fut nommé la « libération », alors que la C.G.T. comptait plus de six millions d'adhérents, l'on vit les dirigeants de celle-ci s'installer dans le régime au lieu de faire ce pourquoi existe la C.G.T. : la révolution sociale.

Avoir six millions d'adhérents, la quasi-totalité de la population des centres nerveux de l'économie du pays et ne pas faire la révolution, voilà de quoi seront comptables devant l'histoire les dirigeants staliniens de la C.G.T. de 1944 à 1946.

C'est alors que s'imposa aux syndicalistes révolutionnaires de trouver le moyen de pallier à la trahison de la bureaucratie stalinienne.

Ds courants nombreux naquirent qui ne trouvèrent point le moyen de s'entendre car, chaque fois, il s'avérait que s'interposaient des politiciens d'une autre nature, mais tout aussi néfaste que celle des staliniens.

C'est ainsi qu'entre autres, un hebdomadaire nommé « Force Ouvrière » vit le jour, avec une importante mise de fond dont l'origine ne fut jamais bien claire.

Lancé avec grand bruit, il avait d'abord pour but de regrouper, non pas les syndicalistes révolutionnaires, mais les réformistes, ceux qui rêvaient de la renaissance du jouhautisme radical ou franc-maçonnique ou de la naissance d'un trade-unionisme français.

Evidemment, pour mieux tromper, on se garantit la présence de quelques « plumes » au vitriol édulcoré, dont la plus caractéristique est celle qui signe « Le Sauvage », ce qui fait sourire ceux qui savent un peu.

(*Suite en page 2.*)

GREVE pour la défense du droit syndical chez Sirugue à St-Ouen

La Direction des Etablissements Sirugue, à Saint-Ouen (métallurgie), renvoie un ouvrier parce qu'il a pris la parole au cours d'une assemblée du personnel, au sein de l'usine, comme cela s'est toujours fait.

A la suite de ce fait, les ouvriers ont débrayé et ont pris la décision de ne reprendre le travail qu'après la réintégration de ce camarade et que le cahier de revendications joint à cet incident soit accepté par la Direction.

Les sections syndicales C.G.T., C.N.T. et les non-syndiqués sont tous unis dans l'action.

LE COMITE DE GREVE.

LA FEMME ET LA VIE SOCIALE

De grands sociologues, des penseurs pourtant hardis ont prétendu délimiter de façon extrêmement étroite le rôle de la femme. Je n'en veux pour exemple que celui de Proudhon qui affirmait que « la femme est née pour être ménagère ou courtisane ». Je ne partage, certes pas, cette opinion. Tout en admettant que la mentalité actuelle de la plupart de mes « sœurs » les prédispose à l'une ou l'autre de ces « vocations », je n'en déduirai nullement qu'elles ne peuvent mieux faire et que cela correspond véritablement à leurs aspirations les plus intimes. S'il en était ainsi, et en étendant ce raisonnement, il me faudrait admettre que les travailleurs qui subissent ou acceptent pour l'instant la servitude du salariat sont nés pour être esclaves. Mon point de vue est tout autre. Je dirai simplement que les unes comme les autres s'ignorent eux-mêmes, que ce qui leur manque, c'est la conscience de ce qu'ils valent et qu'ils sont victimes de leur éducation. Je dirai, comparant la distance qui sépare l'homme actuel de son ancêtre de Cro-Magnon, que l'humanité consciente n'en est encore qu'à ses balbutiements, qu'elle se cherche, que son passé est rempli d'erreurs qui pèsent lourdement sur sa destinée actuelle, qu'elle ne reconnaîtra lesdites erreurs qu'à mesure qu'elle en paiera la rançon, qu'elle tâtonne encore dans les ténèbres, gui-

LUCIE DROUET.

(*Suite en page 2.*)

TOUS A L'ŒUVRE pour le *COMBAT SYNDICALISTE* hebdomadaire !

Comme vous le savez, notre journal, le « C. S. », doit devenir hebdomadaire.

Pourquoi ? Parce que le Congrès National a jugé que notre journal est la meilleure arme de combat et de propagande.

Mais pour que cette réalisation soit effective, il nous faut des fonds. C'est pourquoi, l'administrateur vous demande de réserver un accueil favorable aux listes de souscriptions qui se trouvent à votre disposition dans vos syndicats, U.L., U.R., etc.

De plus, n'oubliez pas de diffuser autour de vous les carnets d'abonnements au journal.

Pensez que la multiplicité des abonnements sera l'assurance d'une longue vie pour le « C. S. ». En un mot, camarade, pour que notre C.N.T. vive, progresse et réalise toutes ses promesses révolutionnaires, il faut que vous portiez TOUS vos efforts sur son journal.

Donc, tous au travail pour que le « C. S. » soit hebdomadaire au plus tard le 1er mai 1950.

L'Administrateur : Ed. PORTIER.

Les premiers fonds pour le « C. S. » hebdomadaire arrivent.

Sommes en caisse au 20 février 1950 :

C.N.T.	50.000 »
4e U.R.	5.000 »
Syndicat de l'Alimentation, H.C.R.C. de Paris	5.000 »
Métaux Paris (1er versement)	5.000 »
Fédération des Métaux	3.000 »
Transports Paris	2.000 »
Métiers d'art Paris	1.000 »

Liste de souscription n° 2 :

Doussot, 200 fr.; Samson, 200; Veffands, 200; Marchal fils, 200; Munoz, 150; Renée Lamberet, 200; Guignard, 90; Soing, 60; Rotot, 50; Section Lavalette, 100; Brière, 300; Salembier, 200; Baliko, 200; Yvernel, 200; Coutelle, 200. Total de la liste : 2.550 francs.

Total général : 73.550 francs.

Tous les fonds pour « C. S. » hebdomadaire doivent être envoyés au trésorier confédéral : René DOUSSOT, 9, avenue de la Porte-Chignancourt, Paris-18e, C.C.P. 5046-35 Paris.

Pour répondre aux provocations du gouvernement, préparant un texte de répression des grèves

TRAVAILLEURS !

Luttez pour les revendications de la C.N.T.

Les seules qui préparent l'écroulement des régimes capitalistes, totalitaires et autoritaires et la libération intégrale de l'homme par l'instauration d'un régime basé sur la responsabilité des producteurs.

POUR

1° L'application immédiate de la semaine de 40 heures, par la suppression des heures supplémentaires sans diminution de salaires, afin de résorber le chômage dans l'attente de la semaine de 30 heures;

2° La revalorisation du pouvoir d'achat basée sur l'indice général des prix de 1938 avec compression de l'éventail des salaires, étape vers le salaire unique;

3° La garantie du maintien du pouvoir d'achat des salaires par l'échelle mobile unilatérale;

4° La suppression des zones de salaires;

5° Le salaire moyen pour les vieux travailleurs avec retraite à 50 ans;

6° Un mois de congé payé (26 jours ouvrables) pour tous les travailleurs;

7° Le paiement intégral de la semaine légale de travail à tous les chômeurs partiels ou totaux;

8° La suppression de l'impôt sur les salaires;

9° Le contrôle syndical de la production;

10° Le respect absolu du droit de grève et l'élargissement du droit syndical.

CONTRE

a) Les primes au rendement et de servilité, le travail aux pièces et toute forme de travail à la tâche;

b) Les conventions collectives, le statut de la fonction publique, l'arbitrage et la conciliation obligatoires;

c) Les comités d'entreprise et, d'une façon générale, tous organismes mixtes ayant pour but d'amorcer l'association capital-travail;

d) Toute législation spéciale applicable aux travailleurs étrangers, dont les droits doivent être les mêmes que ceux des travailleurs français.

L'INTERNATIONALISME SEUL EST REVOLUTIONNAIRE

Le S.U.B. de Paris propose à tous les syndicats adhérents à la C.N.T. de placer les prochaines manifestations du 1er Mai 1950, sous le signe de l'Internationale. Pourquoi ? Parce que la situation actuelle de tous les prolétaires du monde le commande impérieusement.

En 1936, quand la C.N.T. espagnole se leva « seule » — les autres secteurs antifascistes ne se joignirent à elle que plus tard — contre la conspiration antirépublicaine de Franco, une coalition internationale de larbins réactionnaires se forma immédiatement pour soutenir le général factieux. C'est que de nombreux capitalistes américains, anglais, français, allemands, etc., avaient des « intérêts » en Espagne. Et cela suffit à expliquer non seulement la coalition réactionnaire, mais la non-intervention à sens unique et toute la politique suivie alors par tous les Etats fascistes ou pseudo-républicains.

Après la récente guerre, une Europe ruinée, dans laquelle tout était à refaire, a suscité l'immixion des capitalistes américains dans son économie, sur une bien plus vaste échelle. Les investissements de capitaux ont littéralement submergé tous les autres, dans tous les pays qui se sont rangés plus ou moins librement, du côté du bloc occidental, sauf peut-être en Angleterre, car il n'est pas ici question du Plan Marshall, mais

TRENCOSERP.

(*Suite en page 2.*)

La loi sur les Conventions Collectives est une escroquerie de plus

ATTENTION AUX PROJETS SUR LA REPRESSION DU SABOTAGE !

La loi sur les conventions collectives et les procédures de règlement de conflits collectifs de travail est votée et promulguée.

Il nous appartient ici d'étudier dans quelle mesure elle est susceptible de s'opposer à l'action ouvrière directe, car il est bien évident que les intentions des rédacteurs de cette loi n'ont pas été de faciliter la liberté des ouvriers.

Si l'on fait une lecture rapide de cette loi on reçoit l'apparence qu'elle laisse une assez grande marge de liberté aux organisations ouvrières. Mais à étude plus approfondie, on constate que le mécanisme de la loi, par les conséquences qui en découlent, aboutiront nécessairement à enfermer toute action possible dans un ensemble de conditions qui l'interdiront pratiquement. En principe, les conventions peuvent être signées sur le plan local ou régional, par profession ou industrie, entre syndicats ouvriers et patronaux ou groupes patronaux ou même un seul employeur.

Mais la section II de la loi prévoit la conclusion de conventions collectives nationales qui, que certains se détrompent, n'auront pas pour but l'égalisation nationale des salaires bien au contraire, mais auront le désavantage de remettre le soin de la discussion, non pas aux représentants issus de la base et demeurant sous son contrôle, mais aux bureaucrates professionnels des centrales syndicales incrustées dans l'Etat.

Mais ces conventions nationales peuvent être provoquées et étendues sur la seule initiative du ministre qui conserve la possibilité, après avis motivé de la « commission supérieure des conventions collectives », d'en exclure les dispositions en contradictions avec les textes législatifs.

Si, suivant toujours l'ordre de la loi, arrivant à la section V, nous constatons que tous ceux liés par une convention sont tenue « de ne rien faire qui soit de nature à en compro-

EN ESPAGNE

LES MOINS DE DIX ANS

Est-il vrai qu'avant il y avait des pains de six livres ?

B.D.I.C

mettre l'exécution loyale », nous ne pouvons pas ne pas nous inquiéter du silence de la loi, à savoir si l'extension de la loi par voie gouvernementale, n'aboutit pas à lier à la convention et à ses clauses, les organisations non signataires de la convention.

Si cette interprétation acquiert force de loi et il y a neuf chances sur dix que c'est cela qu'imposera la jurisprudence, toute convention dont découlera une sentence d'arbitrage deviendra obligatoire pour tous. Nous aurons ainsi des conventions signées par les réformistes avec tout ce que cela comporte de nocif et qui par voie d'extension devront être « légalement » respectées par nos propres syndicats, à peine d'être poursuivis par certains groupements — les syndicats patronaux, par exemple — en dommages-intérêts ainsi que le permet l'article 31 r de la loi. Il suffira donc que les bureaucrates syndicaux d'Etat signent des chiffons de papier et acceptent des clauses rédigées dans des termes équivoques pour que l'apparent libéralisme de la loi soit bafoué.

Il a été fait beaucoup de bruit sur la résistance opposée par certains députés dits ouvriers au caractère obligatoire de l'arbitrage.

Cependant, l'article 31 g dit : Les conventions collectives nationales contiennent « obligatoirement » des dispositions concernant... « 7° Les procédures conventionnelles d'arbitrage selon lesquelles seront ou pourront être réglés les conflits, etc. »

Ainsi donc, il sera obligatoire de prévoir dans les conventions collectives des procédures d'arbitrage, ce qui veut dire que ou les députés se sont trompés ou ils nous ont trompé, ce qui nous semble être l'expression de la vérité.

En ce qui concerne la conciliation, là encore il apparaît à première vue que la conciliation n'est pas obligatoire avant le déclenchement des conflits.

Encore une fois, là encore, un article, l'article 7 dont le style est amphigourique — à notre avis intentionnellement — dit que les conventions collectives doivent contenir des dispositions pour prévoir le règlement des conflits « susceptibles » de survenir, etc.

Nous ne pouvons pas interpréter ce texte autrement que s'appliquant à des conflits non survenus, mais susceptibles de survenir.

L'étude sérieuse de cette loi aboutit donc à nous faire conclure que les législateurs se sont rendus coupables d'une forfaiture dont l'hypocrisie est patente.

Cela permettra aux députés de se présenter aux prochaines élections en prétendant avoir donné des armes à la classe ouvrière inavertie.

Et ce ne sont ni la C.G.T., ni la C.G.T.-F.O., ni la C.F.T.C., ni la F.N.S.A. — championne des conventions nationales — qui dénonceront l'escroquerie. Là encore, la C.N.T. sera seule pour éclairer les ouvriers.

Il y a du pain sur la planche.

LIBERMANN.

Le scandale des généraux n'est qu'un aspect de la lutte des impérialismes

(*Suite de la 1re page.*)

Et il y eut des révolutionnaires qui crurent sincèrement — pourquoi ne pas le dire — qu'on allait pouvoir déborder les jouhautistes, qu'une importante organisation allait se constituer dont on « saurait » prendre la direction. Enfin, on allait voir ce qu'on allait voir.

Effectivement, un moment, les jouhautistes parurent débordés : ce fut le jour où fut décidée la constitution de la C.G.T.-F.O. Mais le vieux tacticien sentit le danger et « accorda » à ses troupes ce que d'abord elles voulaient par-dessus tout en raison du mépris qu'ils leur avaient inspiré : ne plus être liées organiquement avec les staliniens. Mais il conserva la direction. Et prouva ensuite qu'on ne la lui retirerait pas. Les syndicalistes révolutionnaires firent une fois de plus l'expérience qu'il est inutile de se battre sur un terrain qui leur est étranger et s'en retournèrent à leurs petites querelles, n'y ayant compris goutte.

Cependant, qui pouvait sérieusement penser qu'un regroupement du prolétariat pouvait s'effectuer autour de ceux pour qui Jouhaux reste un symbole ? Comment pouvait-on penser que les travailleurs allaient oublier tout ce que Jouhaux représente comme collaboration avec le patronat et comme désillusion pour la classe ouvrière ?

Encore une fois, il n'est pas question de juger un ou plusieurs hommes; seulement de stigmatiser ce qu'ils représentent comme système de canalisation du mécontentement de ceux qui sont en bas.

Et comment s'étonner que des aventuriers aient rencontré des oreilles favorables et des appétits, puisque le principe moral — si on peut dire — qui guide ces hommes est de tenter des améliorations du régime dans le cadre propre de celui-ci, ce qui est chercher la solution de la quadrature du cercle et conduit tout naturellement à s'installer en lui, à admettre son immoralité, son sens de l'inégalité sociale et à y « faire sa place ».

Bouzanquet n'est qu'un produit. Il est le résultat fatal, nécessaire d'une conception du syndicalisme, le syndicalisme réformiste, intégré dans l'Etat, support de celui-ci.

Et il est normal qu'un Peyré, ami des généraux, conservateur d'un empire à la France, ait été amené à soutenir Force Ouvrière en lui fournissant du riz d'Indochine parce qu'il faut opposer au mauvais syndicalisme de la C.G.T. (?) le bon syndicalisme de F.O.

Nous ne savons pas s'il se confirmera que le « camarade-secrétaire » Bouzanquet est administrateur d'une société capitaliste tunisienne, mais en quoi cela pourrait-il choquer que cela soit ?

Pourquoi Bouzanquet ne serait-il pas « preneur » ? Où la morale du « bon-syndicaliste-réformiste » s'y oppose-t-elle ?

Le tort de Bouzanquet est de n'avoir pas eu de chance; c'est tout !

Supposez que la radio Viet-Minh n'ait pas eu intérêt à publier le rapport « secret » des généraux, jamais vous n'auriez été amenés à suspecter Bouzanquet d'être administrateur d'une société colonialiste et nombre de syndicalistes révolutionnaires bien connus auraient continuer à nous dire et à proclamer sur des tribunes d'où les travailleurs les entendent, qu'à F.O. « ce n'est tout de même pas comme à la C.G.T., qu'on peut y vivre ».

On y vit même pas mal, à ce qu'il paraît. En tout cas, il faut constater que, pour les bureaucrates au moins, les éléments d'un mieux vivre immédiat, tangible et non hypothétique, y sont sans conteste réunis.

Nos lecteurs se rappelleront certainement que lors d'un banquet qui eut lieu dernièrement à Paris, organisé par l'Association France-Etats-Unis, un représentant qualifié de F.O., Lafont, secrétaire général, assura que cette organisation comprenait fort bien les intentions américaines.

Si l'on met en parallèle avec le fait précédent les tentatives de pénétration gaulliste que subit la C.N.T. lors de sa constitution, ET QUE LES MILITANTS FONDATEURS DE LA C.N.T. SURENT BRISER, on ne peut pas ne pas conclure que tout cet ensemble de faits prouve que la force que représente le syndicalisme est dans les société modernes un élément primordial que les puissants ne peuvent plus ignorer et qu'évidemment ils DOIVENT mettre à leur service.

Ce n'est donc pas par hasard que dans ce pays dont la situation géographique fait qu'il est une plateforme stratégique d'importance mondiale, il existe des centrales syndicales axées soit sur l'un, soit sur l'autre des deux camps impérialistes qui chaque jour risquent de s'affronter pour la conquête de l'hégémonie mondiale.

Il en résulte que selon ce qu'est l'acuité du moment et l'état des relations entre les deux colosses, nous assistons à une démagogie de caractère particulier qui consiste à s'efforcer soit de conserver, soit de conquérir le contrôle des masses. L'intérêt de celles-ci n'a rien à voir en l'occurence; il n'est qu'accessoire, matière à utilisation. Le fait est tellement patent pour la C.G.T. qu'insister est bien inutile.

Il apparaissait moins jusqu'ici pour F.O. Le scandale dont le héros se trouve être le chef d'état-major décèle qu'il n'en était pas autrement en ce qui la concerne. Ce que nous n'avions jamais omis de dénoncer ainsi qu'il était de notre devoir de révolutionnaires, mais ce que l'on nous reprochait plus que véhémentement en essayant de nous présenter comme des ennemis intéressés du regroupement des travailleurs.

Il s'avère donc une fois de plus que nous avions raison. Cela se démontrera pour d'autres regroupeurs à la petite semaine dont le moins qu'on puisse dire est que la permanence de leur incompréhension de la situation historique que nous vivons les met déjà « hors-jeu ».

Préconiser actuellement la « réunification », c'est prouver qu'on ne sait pas faire quel est le rapport des forces dans le monde ; c'est ramener le syndicalisme à trente années en arrière, au temps de l'héroïque sentimentalisme des pionniers. Ce n'est pas suffisant.

Le syndicalisme moderne a changé la nature traditionnelle des problèmes, telle que la ressentait nos aînés. L'histoire ne revient pas en arrière.

Le syndicalisme doit trouver en lui-même, sans le secours de quiconque, les solutions qui lui feront mettre un terme aux régimes de scandale, basés sur l'autorité de l'Etat et l'exploitation de l'homme par l'homme.

C'est la tâche de la C.N.T. !

Et jusqu'ici, personne hormis elle, n'a abordé de front cet aspect qui reste le seul viable et exclut tout confusionnisme, cette pierre d'achoppement des révolutionnaires.

CAMARADE !

Combien as-tu diffusé de "COMBAT SYNDICALISME" le mois dernier ?

La Femme et la vie sociale

(*Suite de la 1re page*)

dée par la lueur de la dignité qu'elle vient à peine d'entrevoir et j'ajouterai qu'elle ne parviendra à sa mission que dans la mesure où elle aura pris conscience d'elle-même, ceci valant, naturellement, d'une manière absolument égale pour l'un ou l'autre sexe.

Pendant longtemps, la femme en général, n'a guère été considérée que comme un être inférieur, dont l'intelligence était contestée et qui devait confier sa destinée à une « compétence » plus autorisée : celle de l'homme. Toutes les questions extérieures, c'est-à-dire celles n'appartenant pas à l'administration de sa maison, lui étaient interdites. Elle semblait vouée à accepter la vie qui lui était faite, la chaîne, plus ou moins dorée, avec la miche au bout, et à remplir avec plus ou moins de zèle et de dévouement son rôle de domestique modèle. Probablement reste-t-il encore beaucoup de cette opinion, car les traditions ne s'effacent pas d'un coup de gomme, même quand elles n'ont pas grand chose de bon. Sans doute est-il compréhensible que les femmes habituées à se laisser vivre et à se chercher un « ange gardien », un entreteneur autant que possible légal, n'aient guère songé à prendre des responsabilités qui leur ont été trop longtemps refusées, et qu'elles aient peu cherché à développer une personnalité que les lois, les religions et certains égoïsmes se sont conjugués pour étouffer. Pour beaucoup, il apparaît sans doute infiniment plus pratique de ne pas trop ce casser la tête et de laisser aller les choses.

Au départ, et pour mettre les choses au point, je dois préciser que je ne méprise nullement la ménagère ; je mets moi-même tous les jours la main à la pâte. Je pense que toutes les besognes ont leur utilité, que les plus humbles sont souvent les plus nécessaires et que, par exemple d'un point de vue pratique, il est assurément beaucoup plus important de faire cuire une pomme de terre que de créer la robe sophistiquée dernier cri. Je crois simplement que ce qui est mauvais c'est de déterminer arbitrairement le rôle social de la femme, de borner son horizon, ce qui équivaut évidemment à limiter ses possibilités d'émancipation. La femme, en tant qu'être humain, a droit à sa propre réalisation. Elle doit être capable de vivre décemment par elle-même, il faut qu'elle soit préparée à affronter l'existance, il faut qu'elle soit convaincue de ses droits et de ses devoirs, en un mot, elle doit développer sa personnalité.

(*A suivre.*)

FÉDÉRATION DES JEUNESSES SYNDICALISTES

A tous les jeunes gens des deux sexes!

Toi, jeune, qui aspires toujours à plus de bien-être et à jouir du maximum d'agrément que peut te procurer le fruit de ton travail, tu sais que ce maximum est réduit à sa plus simple et minime expression, qu'étant obligé de peiner huit heures et davantage par jour, tu ne peux t'amuser un peu après ta journée faite, qu'au détriment de ton repos qui te fait perdre méthodiquement la santé et la joie de vivre. Ensuite de quoi il te devient impossible de t'éduquer et de t'instruire à moins de sacrifier ton repos.

Je sais que tu aspires, qui que tu sois, soit consciemment ou inconsciemment, à t'instruire sur tant de belles et intéressantes choses qui t'élèveront à devenir un être éduqué.

Ce sont des jeunes gens comme toi qui t'écrivent ces lignes ; ils jouissent d'une entière liberté vis-à-vis de tout parti politique.

Viens grossir les rangs de notre jeune Fédération et, ensemble, nous mènerons la lutte contre nos plus grands ennemis : le capitalisme et l'Etat qui ont déjà tant asservi nos pères et à qui nous sommes voués si nous ne réagissons pas.

L'internationalisme seul est révolutionnaire

(*Suite de la 1re page*)

le Plan Marshall lui-même n'est-il pas un bel exemple de l'intrusion du capitalisme américain dans l'économie européenne ?

Au Maroc, d'importantes concessions pétrolifères ont été attribuées à des sociétés américaines. D'après les accords intervenus à cet effet, lesdites sociétés auront le droit, non seulement de forer des puits et de construire des raffineries de pétrole, mais elles auront, en outre, la faculté d'aménager des ports, de construire des routes, etc. Tout cela va constituer des « points stratégiques » importants. Dans ces conditions, vous comprenez bien camarades, qu'en cas de troubles, si les troupes indigènes ou françaises ne suffisent pas à maintenir l'ordre, les soldats américains y pourvoieront.

L'évolution naturelle du capitalisme le pousse à s'élever au-dessus des différends nationalismes, car les intérêts des grands monopoleurs s'imbriquent et s'enchevêtrent de plus en plus les uns avec les autres. La guerre n'a fait que précipiter cette évolution.

D'autre part, les capitalistes américains n'ont plus beaucoup de confiance dans les armées européennes pour défendre leurs privilèges et préfèrent assurer cette défense avec leurs propres soldats, surtout après « l'éclatement » des nationalismes européens scindés partout en deux blocs rivaux, l'un américain et l'autre russe. Et sans vouloir dire du mal des prolétaires d'outre-Atlantique, nous sommes bien obligés de constater qu'au point de vue évolution sociale, ils sont très en retard. Il est donc naturel qu'ils constituent le dernier rempart du capitalisme.

Grâce à la complicité des politiciens, grâce à la félonie des « dirigeants » syndicalistes, la classe ouvrière a laissé échapper deux ou trois belles occasions de se libérer, qui ne se présenteront plus. Désormais, on ne peut envisager la révolution intégrale dans un seul pays. L'intervention capitaliste se produira automatiquement et presque immédiatement, quel que soit le pays où le prolétariat aura momentanément vaincu ses maîtres. Pour assurer la victoire définitive, il faudra donc que l'intervention ouvrière se produise automatiquement et le plus rapidement possible. Pour cela, la liaison et la coordination des syndicats ouvriers du monde entier doivent être établis et mis au point d'une façon parfaite. Il est indispensable d'envisager ici des moyens de communication uniquement prolétariens.

Malheureusement, il existe à l'heure actuelle plusieurs internationales de pacotille aux mains des politicards, intérieurement gangrenées par un chauvinisme aussi étroit que désuet, instruments dociles pour servir toutes les mauvaises causes, sauf celle de l'émancipation intégrale de tous les esclaves du monde.

Pour nous et pour tous les véritables syndicalistes, même pour ceux qui moisissent encore à l'ombre des organisations réformistes et politicardes, il n'y a qu'une seule internationale ouvrière digne de ce nom, c'est notre A.I.T., c'est l'Association Internationale des Travailleurs. Elle est notre seul espoir, nous devons la rendre puissante. Sans cela, tous nos autres efforts seront vains.

Mais elle ne peut se développer que dans la mesure où nous saurons rejeter les stupides préjugés nationalistes que l'égoïsme prévoyant de la bourgeoisie nous a inculqués; dans la mesure où nous saurons nous montrer à l'égard de nos frères des autres pays, des internationalistes intègres et loyaux, sans arrière-pensée d'aucune sorte.

Les suspicions et les rivalités entre prolétaires français, italiens, allemands, russes ou chinois, ne sont pas plus de mise aujourd'hui qu'entre Bretons, Picards, Lorrains ou Provencaux. Et elles nuisent terriblement au progrès social.

Plus que jamais, prolétaires de tous les pays, unissons-nous dans la seule internationale vraiment ouvrière et révolutionnaire que représente l'A.I.T., car la révolution émancipatrice sera mondiale ou elle ne sera pas.

Fédération des Travailleurs du Rail

A NOS CHEMINOTS

Cheminots !

Le *Rail C.N.T.* est paru. Que ceux, ne l'ayant pas reçu ou en quantité insuffisante, nous le fassent savoir, ils seront servis par retour de courrier. Que tous donnent leur avis sur ce numéro et nous envoient des échos et articles pour le prochain ; ceux-ci deront nous parvenir avant le 15 mars, dernier délai. Le manque de place nous a contraint à supprimer certaines rubriques (Notes S.N.C.F. etc.).

Une assemblée générale d'informations aura lieu le vendredi 10 mars, à 19 heures, au siège ; que tous les camarades de la Région parisienne soient présents. Ordre du jour : relations avec la S.N.C.F., Conseil National F.T.R., Journal.

Le présent communiqué tient lieu de convocation.

Attention ! Permanence tous les vendredis, de 18 h. 30 à 19 h. 30.

Le Secrétaire.

DANS NOS RÉGIONS

15e U. R. STRASBOURG

SÉCURITÉ SOCIALE

Dans le *C.S.*, n° 22, Trencoserp, dans son fameux article, « La Sécurité sociale n'est qu'un leurre », posait la question : « Faut-il passer sur les multiples chinoiseries dont sont victimes les assurés sociaux ? » Voici quelques nouvelles chinoiseries administratives : la S.S. ne paye plus divers médicaments, entre autres les tablettes de rhoféine, si utiles en cas de grippe. Autrefois, un certificat médical, pour l'employeur ou une administration, était gratuit. Aujourd'hui, « l'économiquement faible » qu'est le malade doit payer 150 francs, sans espoir de récupération.

Il est parfois utile de comparer la fameuse « Sécurité sociale » de la IVe République avec le régime de terreur des nazis. Beaucoup d'entre nous ont été requis en « esclave du travail ». Or, quand un « esclave du travail » désirait consulter un médecin, l'entreprise lui remettait une fiche de contrôle, le médecin inscrivait le temps passé chez lui et ces heures étaient payées. De nos jours, sous le gouvernement de la soi-disant « Libération », on ne paye même plus les bains, les massages, les traitements électrodes, etc. Bien souvent le convalescent est obligé par ce système d'insécurité d'interrompre le traitement, au risque d'aggravation.

Continuons cette campagne contre le régime des « S.S. » français, écrivez au *Combat*.

CHANGLEUR.

14e U. R.

UN ACTE DE SOLIDARITÉ AJISTE

Depuis plusieurs mois, de nombreux réfugiés espagnols, fuyant la dictature de Franco, sont de passage dans la Marne, pour se rendre dans les mines et aciéries de la région de l'Est, pour trouver du travail.

Afin de leur venir en aide, les ajistes de la Marne, à leur Congrès départemental, qui se tint à Reims le 29 janvier 1950, a décidé, à l'unanimité, que tous les réfugiés politiques, possesseur d'une lettre de recommandation d'un syndicat autonome ou confédéré, ou d'une carte syndicale C.N.T. ou F.O., seront hébergés dans les relais et auberges de jeunesse de la Marne, au même titre que les ajistes, c'est-à-dire 40 francs par jour.

Les ajistes marnais du C.L.A.J. se placent à l'avant-garde de leur mouvement comme avant la guerre, nous souhaitons que leur exemple ne reste pas isolé et que toutes les auberges et relais du C.L.A.J. s'ouvrent aux proscrits politiques. La solidarité ajiste et internationaliste ne sera pas un vain mot.

Un vieux ajiste :
R. GERARD.

Encore un militant qui s'en va

Henri Geyer, charpentier, né à Mulhouse, est mort à l'Hôpital de Strasbourg le 5 février 1950, après une longue maladie.

Ce militant syndicaliste actif a toujours accepté des fonctions ingrates, comme délégué ou membre de comité de grève.

Que sa famille et ses amis reçoivent ici l'expression de nos condoléances attristées.

Le « S.U.B. » de Strasbourg.
La 15e U.R.

Le Congrès de la 17e Union Régionale

du 22 janvier 1950

Pour définir la position qu'elle devait avoir au C.C.N. du 29 janvier 1950 à Paris, la 17e Union Régionale s'est réunie en congrès le dimanche 22 janvier 1950 à 9 h. 30, au siège, à Lyon.

Les unions locales de Saint-Etienne, Rive-de-Giers et Roanne étant présentes, ainsi que l'Union locale de Lyon au complet, il est procédé au renouvellement du bureau.

Après avoir discuté sur l'article 7, celui-ci avait été auparavant adopté par le S.U.M. et le S.U.B. de Lyon, le débat se poursuit sur l'orientation de la C.N.T. sur l'ordre du jour du C.C.N. du 29 janvier 1950. Celle-ci adopte à nouveau la motion du S.U.B. de Toulouse qui avait obtenu la majorité du Congrès extraordinaire précédant, et mandate un camarade de St-Etienne pour représenter la 17e Union Régionale.

Bureau 17e Union Régionale
Secrétaire : Plantard (métaux Lyon).
Secrétaire adjoint : Roch (intercorporatif).
Trésorier : Dattrino (métaux Lyon).
Trésorier adjoint : (Commun) (métaux Lyon).
Propagande : Gasserand (métaux Lyon).
Technique : Chanut (Bâtiment); Zénoni (métaux).

LA SEMAINE DE 40 HEURES

On m'a donné une tâche à remplir envers les camarades, que j'ai d'ailleurs acceptée avec enthousiasme; c'est d'essayer de donner des renseignements sur « nos droits légaux »; bien qu'ils soient nombreux, mais souvent à notre désavantage, vous vous en rendrez compte vous-mêmes.

Alors, je me suis dit : « Cette fois-ci (j'allais dire pour cette « semaine, je tâcherai de faire un article sur la durée du travail hebdomadaire. Hélas ! Je ne peux écrire que ce « mois-ci », mais j'espère bien que, grâce à notre action, à nos militants et à notre esprit syndicaliste et révolutionnaire, je pourrai bientôt écrire mon *petit article hebdomadaire*, et de ce fait vous renseigner par la voix du *Combat* encore plus), mais avant, je m'excuse tout de suite auprès des camarades, car je ne suis pas journaliste de métier. Je ferai de mon mieux.

Comme vous avez lu plus haut, mon article parlera de la durée hebdomadaire du travail : mais avant tout je dois faire savoir que tout ce que j'écris maintenant a été pris sur le *Guide du travail* (les Editions sociales françaises) et que si je fais quelques commentaires pas sur le Guide, mais sur les lois ou décrets, etc., qui y sont insérés, ils seront entre parenthèses et en italique.

Mise à jour au 1er janvier 1946

LA SEMAINE
DE QUARANTE HEURES

A) Durée hebdomadaire normale.

1° *Dans les établissements industriels*, commerciaux, artisanaux et coopératifs ou dans leurs dépendances, de quelque nature qu'ils soient, publics ou privés, laïques ou religieux, même s'ils ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance, y compris les établissements publics et hospitaliers et les asiles d'aliénés, la durée du travail effectif des ouvriers et employés de l'un et l'autre sexes et de tout âge ne peut, *sauf dérogation*, excéder quarante *heures* par semaine (C. Trav., t. II, art. 6);

2° *Dans les mines souterraines*, la durée de présence de chaque ouvrier dans la mine ne peut excéder *trente-huit heures quarante minutes* par semaine (C. Trav., t. II, art. 8);

3° *Dans les services publics*, à l'exception des services publics industriels (L. 25 mars 1943), en régie ou concédés, de l'Etat, des départements, des communes et établissements publics, la durée du travail est fixée à *quarante-cinq heures*, sauf dans ceux des services où la durée légale est actuellement supérieure.

B) Durée journalière.

1° Si la durée hebdomadaire du travail est égale ou inférieure à quarante heures, la durée journalière de travail ne doit pas excéder 9 heures (L. 13 août 1942, art. 2, § 2);

2° Par contre, si la durée hebdomadaire du travail est supérieure à quarante heures, aucun texte légal ne vient en principe limiter la durée journalière du travail.

C) Heures supplémentaires.

1° *Principe.* — Dans les...

2° *Limitation.* — Les heures supplémentaires de travail peuvent être effectuées dans la limite de *vingt heures par semaine* sur autorisation de l'inspecteur du travail (L. du 25 février 1946, art. 3) et après avis des organisations syndicales ouvrières (mêmes loi et article) (1);

3° *Rémunération.* — (Ce paragraphe est très intéressant.)

Les heures supplémentaires donnent lieu à une majoration dont le minimum est fixé ainsi qu'il suit (L. du 25 février 1946, art. 1er) :

a) Au delà d'une durée normale de travail de 40 heures par semaine, et jusqu'à 48 heures inclusivement : 25 % *du salaire horaire;*

b) Au delà d'une durée de travail de 48 heures : 50 %;

4° *Régime spécial boulangerie.* — (Voir plus loin, à la mise à jour au 1er novembre 1948.)

Mise à jour au 1er juillet 1946

Durée hebdomadaire normale du travail dans les services publics.

L'arrêté du 25 mars 1943, qui en application de la loi de la même date avait porté à 48 heures la durée légale hebdomadaire du travail dans les établissements industriels de l'Etat, a été abrogé par l'arrêté du 25 avril 1946 à compter de la date d'application de la loi du 25 février 1946 sur les heures supplémentaires.

Heures supplémentaires.

Un commentaire de la loi du 25 février 1946 se trouve dans la circulaire ministérielle du 13 mars 1946 (ce commentaire ne fait que préciser la loi du 25 février 1946; mais on peut y lire, en passant, dans le paragraphe V, sur les conditions d'octroi et d'utilisation des heures supplémentaires, ce qui suit :

« Il est évident qu'à cet égard vous aurez à restreindre le recours aux heures supplémentaires si cette mesure offre des possibilités d'emploi à une main-d'œuvre excédentaire », ou bien encore ceci :

« D'autre part, et comme vous le savez, une durée excessive de travail pendant une période trop prolongée, non seulement est défavorable au rendement du travail, mais est nuisible à la santé des travailleurs. Cette considération est particulièrement importante et doit faire l'objet de votre première préoccupation à un moment où les privations alimentaires qu'ont subies (et subissent encore vu la médiocrité des salaires) les travailleurs, ont eu (et ont encore) pour effet de réduire très sensiblement (moi je dirais plutôt « très fortement ») leur résistance physique. » (Je pense que la dureté du travail et l'hygiène des lieux de travail y sont aussi pour beaucoup sur la déficience physique des ouvriers.)

Mise à jour au 1er janvier 1947

Durée hebdomadaire normale.

La circulaire du ministre du Travail 119 M.O. du 21 octobre 1946, tout en maintenant le principe de la semaine de 40 heures, a prescrit aux inspecteurs du travail d'inciter les employeurs à faire travailler leur personnel pendant une durée d'au moins 45 heures par semaine par l'accomplissement de cinq heures supplémentaires, dont la rétribution doit être majorée, conformément à la loi du 25 février 1946, de 25 % du salaire horaire.

Mise à jour au 1er juillet 1947

Durée hebdomadaire normale.

Depuis la circulaire du président du Gouvernement provisoire, en date du 16 janvier 1947, il faut distinguer entre la durée légale et la « durée normale » du travail.

Cette circulaire décide que, si le principe de la semaine de 40 heures reste intact, les salariés devront néanmoins jusqu'à nouvel ordre travailler (c'est du vrai fascisme : on ordonne ceci et cela. Et la liberté, où est-elle ?) 48 heures par semaine, en faisant huit heures supplémentaires, rémunérées, conformément à la loi du 25 février 1946, avec une majoration de 25 % du salaire horaire (ce coup-là, les travailleurs sans emploi sont complètement oubliés : on parlera après cela des soi-disant « chômeurs professionnels. Quelle fumisterie !)

Mise à jour au 1er novembre 1947

Dérogations dans certaines industries.

Le décret du 22 octobre 1947 (*J.O.* du 26 octobre, p. 10680) vient de fixer la durée du travail dans les cinémas et d'indiquer les modalités d'application des nouvelles dispositions. (Je ne m'étends pas sur cette corporation, car le cinéma n'est pas pour moi un des besoins primordiaux de la société et qu'il y a très peu de camarades syndicalistes et révolutionnaires dans cette branche.)

(*A suivre.*)

Service juridique

Par correspondance à Marchal fils, 8, avenue Jean-Aicard, Paris-11e. Joindre timbre-réponse.

(1) L'inspecteur du travail pourra, en cas de chômage, interdire l'utilisation d'heures supplémentaires afin de permettre l'embauchage des travailleurs sans emploi.

NOTE DE LA RÉDACTION

Nous demandons à nos camarades de tenir compte des quelques nécessités qui suivent :

1° Ne pas écrire ni au stylo à bille, ni au crayon;

2° N'écrire que sur le RECTO de la feuille en tenant compte de laisser de chaque côté du texte une marge suffisante pour permettre les corrections;

3° Ne pas employer un format de papier supérieur à l'in-quarto coquille, c'est-à-dire 21×27 cm.

Chacun doit se mettre à la place du linotypiste, d'une part, et du copain chargé de la rédaction, d'autre part.

ET NOS SYNDICATS

17e U. R.

L'activité de la C. N. T. à Lyon

La XVIIe Union régionale de la C.N.T. ayant été sollicitée pour prendre la parole, à la Maison des Jeunes, à Lyon, au cours d'un cycle de conférences sur le syndicalisme, a accepté d'exposer ce qu'est la C.N.T., son origine, ses revendications, son programme et enfin son but.

Dans ce cycle de conférences, à laquelle assistait un public de jeunes, on a pu entendre, après un professeur d'histoire qui fit l'historique du mouvement ouvrier, un orateur de la C.F.T.C., un autre de F.O. et un camarade de la C.N.T. qui exposa très clairement ce que nous sommes et ce que nous voulons, avec l'appui d'un camarade espagnol qui a démontré que, pendant 18 mois, de nombreux camarades ont vécu cette société future pour laquelle nous œuvrons.

Cependant la C.G.T., invitée au même titre, se désista en prétextant qu'elle n'inviterait pas ses adhérents à fréquenter une maison qui permettait à des diviseurs, tels que F.O. et d'autres (la C.N.T., en l'occurrence), de parler au nom du syndicalisme. Elle menaça même d'éjecter purement et simplement le militant qui devait parler en son nom.

De notre point de vue, nous croyons avoir fait le nécessaire : *Partout, soyons présents*, nous ajoutons que nous ferons toujours le nécessaire pour faire connaître ce que nous sommes et revendiquer hautement notre position de purs syndicalistes révolutionnaires.

Du reste, grâce à l'activité de nos militants, plusieurs nouvelles sections syndicales se forment. Dans les métaux, c'est chez Richard, à Vaise, où de nombreux syndicalistes rejoignent nos rangs.

C'est à l'usine Bull, où devant la capacité de notre jeune délégué les ouvriers viennent vers nous avec enthousiasme.

Enfin, dans le textile, à l'usine Rodiaceta, un bon démarrage avec plusieurs dizaines de camarades, et nous espérons que ce n'est qu'un commencement, car il y a de grosses possibilités.

Dans le bâtiment Lyonnais

A Lyon, les responsables du Bâtiment C.G.T., se disant des syndicalistes sincères, ont une drôle de façon de faire du syndicalisme.

Le lundi 16 janvier 1950, au pont Tilsitt, arrêt du travail à 16 heures ; les élus communistes offrent un *petit vin d'honneur*, discours, appel à l'union et, sur la pression des responsables C.G.T., obligation de prendre la carte du P.C.

Sans commentaires.

Le Secrétaire du S.U.B. de Lyon.

19e REGION

On se défend comme on peut

Tel semble être le souci de la section syndicale C.G.T. de l'usine électrique du Cap Pinède qui, pour combler *certain trou*, n'a rien trouvé de plus opportun, que de faire payer un treizième mois de cotisation, *sans y joindre de timbre correspondant*, à ses nombreux adhérents.

Serait-ce un signe des temps ? Serait-ce pour marquer tout son attachement et son entier dévouement *à la « grrrande » C.G.T. dont les effectifs progressent ?* Est-ce par preuve que *Les loups entrent dans la bergerie* (1) que ladite section syndicale n'a pas cru utile de faire connaître par voie d'affiche les élections qui allaient avoir lieu et les noms des candidats pressentis ?

Serait-ce au progrès du nombre d'adhérents qu'il faut incomber le fait que, cette année, nous n'avons connu le nom des candidats qu'après leur élection ?

N'y a-t-il pas un règlement qui prescrit que les candidats doivent être connus, plusieurs jours avant leur élection, par les électeurs intéressés ? Alors ! est-ce par démocratisme que nous avons été informés des dites élections que quelques heures seulement avant l'ouverture du scrutin (celui-ci ouvert à 8 h. 45, a été clos à 16 h. 10 et a eu 17 abstentions sur 213 inscrits) et nous avons connu le lendemain le résultat avec le nom des élus et le nombre de voix revenant à chacun d'eux.

Est-ce la démocratie qui a prévalue? Ou bien la peur que des importuns soient élus et que ceux-ci suggèrent aux braves agneaux l'obtention à la prédominance toute puissante des bergers ? Souvent, on se défend comme on peut !

CENRENCUNE.

(1) Bergers : délégués C.G.T.
Agneaux : cotisants.
Importuns : syndicalistes.

COMMUNIQUES

TRÉSORIER CONFÉDÉRAL

René Doussot, 9, avenue de la Porte-de-Clignancourt, Paris (18e). - C.C.P. 5046-35.

FÉDÉRATION DU BATIMENT

Pour la correspondance :
Charles MARCHAL
8, avenue Jean-Aicard
Paris (11e)

F.T.R.

Mer. 18 à 19 h. Trésorier : Lavigne Roger, 1, rue des Venêts, Pontoise (Seine-et-Oise), C.C.P. 6701-99, Paris.

2e U.R.

Le camarade Fernand Marchal étant désigné comme trésorier à la IIe U.R., tous les fonds concernant cette Région doivent être adressés à Marchal Fernand, 8, avenue Jean-Aicard, Paris (11e), au compte C.C.P. 7381-00, Paris.

SYNDICAT UNIFIE DU BATIMENT

Assemblée générale le dimanche 19 mars, à 9 heures du matin, à la Chope du Combat, 2, rue de Meaux (Métro : Colonel-Fabien).

SYNDICAT INDUSTRIEL DES METAUX

« L'Action Directe » ne paraissant pas ce mois-ci, prière de prendre note :

Conseil Syndical le 2 mars, à 20 h. 30 au siège.

Assemblée générale le samedi 18 mars à 14 h. 30 au Pavillon, 65, boulevard de la Villette.

LE BUREAU.

SYNDICAT DES TRANSPORTS

Assemblée générale le dimanche 19 mars à 9 heures du matin, à la Solidarité, 15, rue de Meaux.

4e U.R.

Commentry

Pour tout ce qui concerne l'union locale, adresser toute correspondance à L. Malfant, boulevard Ramboura, Commentry.

Prochaine assemblée générale le dimanche 11 décembre, à 9 h. 30 précises, salle de la Justice de Paix. Ordre du jour important. Nomination du Bureau de l'U.L. pour 1950.

Pour *Saint-Eloy-les-Mines* et *Montluçon*, prière de prendre contact à l'adresse ci-dessus indiquée.

(Tous les soirs, de 16 heures à 19 h. 30, chez Beau. *Bureau* 15. Vieille Bourse du Travail. Dimanche de 10 à 12 heures : Conseil juridique sur place.)

U. L. DE CLERMONT-FERRAND

L'U.L. tient une permanence chaque samedi de 20 h. 30 à 22 heures au 9 de la rue de l'Ange.

5e U.R.

Pradier, 24, rue de l'Etoile, Nîmes (Gard).

U.L. Albi

Salvetat, 21, rue de la Rivière, Albi.

Souscrivez pour les travailleurs en lutte

Sommes reçues du 21 janvier au 20 février.

Syndicat D'Indret	550 »
Services de Santé, Paris	1.000 »
Métaux de Lyon	1.300 »
S.U.B. de Lyon	1.500 »
Inter de Villeneuve-sur-Lot	650 »
Union locale de Saint-Etienne	1.320 »
Union locale de Saint-Nazaire et bâtiment de Donges	2.460 »
Robin, instituteur de l'Yonne	200 »
Marchand, instituteur de L'Yonne	100 »
Froget, Inter de l'Yonne	600 »
Bois Ameublement de Paris	690 »
Syndicat de Montluçon	730 »
Bâtiment de Villefranche de Panat	4.000 »
Total	15.100 »

Les grèves continuent. Faites rentrer sans tarder le montant des listes de souscriptions à la trésorerie confédérale.

6e U.R.

S.U.B. Toulouse

Assemblées générales mensuelles premier dimanche du mois. Permanence tous les jours de 18 h. 30 à 20 heures ; samedi de 16 à 19 heures ; dimanche de 9 à 12 heures. Les adhérents, sympathisants, peuvent retirer le C. S., Maison des Syndicats, cours Dillon.

Cuirs et Peaux Toulouse

Tous les jeudis de 18 à 19 h. 30. Dimanches de 10 à 12 heures. Cours Dillon.

8e U.R.

Permanences à Bordeaux

Tous les soirs, de 16 à 19 h. 30, chez Beau, 15, Vieille Bourse du Travail ; dimanche de 10 à 12 h. : Conseil juridique sur place ou à Laveau H., 42, rue Lalande.

Bibliothèque

Bibliothèque de prêts ouverte à tous, dimanche au siège. Il sera perçu 5 francs par livre et 2 francs par brochure, pour nouveaux achats.

Syndicat Unique des Métaux

Deuxième dimanche de chaque mois. Le C.S. sera à votre disposition sur place.

10e U.R.

U.L. Saint-Nazaire

Dimanche, de 10 h. 30 à 11 h. 30, à Marijo, boulevard des Océanides, Pornichet. Le C. S. est à la disposition des diffuseurs dès le 10 du mois.

11e U.R.

Brest-Intercorporatif

Tous les samedis, de 9 h. à 11 h. 30, porte Fautras, face Lycée.

12e U.R.

Rouen

Premier dimanche de chaque mois, 63, rue des Bons-Enfants.

13e U.R.

Permanence et correspondance : DUHAMEL Octave, 19, rue Fouquet-Lelang, Marcq-en-Barœul (Nord).

Métaux, Inter., Textile

Tous les samedis de 18 à 20 heures, 13, rue du Molinel, Lille.

Roubaix

Tous les jours, 63, rue d'Avelghem.

15e U.R.

S.U.B.-Strasbourg

Tous les dimanches, de 10 à 12 heures, 14, rue de la Krutenau, « A l'Etoile Rouge ». Ainsi que pour les autres industries. Le C.S. est en vente kiosque mobile, place Kléber.

Hayange

Tous les dimanches, à 16 h. 30, Café de l'Industrie, 108, rue du Maréchal Joffre.

17e U.R.

Trésorerie, fournitures et règlemen de matériel : S. Commun, 95, avenue Berthelot, Lyon-7e.

Lyon

60, rue Saint-Jean, mercredi et samedi, de 17 à 19 heures ; dimanche de 9 à 12 heures.

Villeurbanne

286, cours Emile-Zola, dimanche de 9 à 12 heures.

Saint-Fons

Café des Mûriers.

Vénissieux

Brasserie Chaffard.

Oullins

Café Charles, 75, avenue de la Gare. Pour ces 3 U.L., consulter la presse locale pour les jours de permanence.

S.U.B.

Premier dimanche du mois, conseil syndical au siège ; deuxième dimanche, assemblée générale à 10 heures.

Roanne

Tous les jeudis, de 18 h. 30 à 20 h., salle cour Palais de Justice, place du Palais.

Saint-Étienne

24, rue Rouget-de-l'Isle. Responsable : Meiller.

18e U.R.

Grenoble

Pour tous renseignements concernant l'U.L. de Grenoble, écrire à Paul Camus, 10, rue Barnave, ou aux permanences, le mardi et le jeudi de chaque semaine, de 18 à 20 heures, au Café de l'Oisans, 11, rue du Vieux-Temple (près de la place Notre-Dame).

13e U.R.

U.L. Marseille

Camarades, à partir du 7 janvier 1950, des Cercles d'Etudes de Formation syndicale auront lieu une fois par semaine, à 19 heures, au siège : Vieille Bourse du Travail, 13, rue de l'Académie, salle 5. Faites-vous inscrire et suivez régulièrement ces cours. N'hésitez pas à prendre des notes.

Draguignan

Ecrire à Mabire, 18, rue Vieille-Boucherie.

Aix-en-Provence

Tous les jeudis, à 21 heures, Bar des Facultés, près grande poste.

Nice et région

Inter. : adh., cartes, journaux : A. Pallanca, rue Joseph-Layet, Villeneuve-Loubet (Alpes-Maritimes).

U.L. Rognac-Berre

Permanence samedis et dimanches. Renseignements au Siège : Rey Louis, boulevard Jean-Jaurès, Rognac.

LIBRAIRIE

LIVRES

La véritable révolution sociale : 60 fr. (90 fr.); P. Besnard : *L'Ethique du Syndicalisme*, 75 fr. (105 fr.); *La Paix*, 100 fr. (130 fr.); *Le Monde nouveau*, 140 fr. (170 fr.); W. Walling : *Le Mouvement ouvrier et la Démocratie aux Etats-Unis*, 200 fr. (270 fr.); F. Renaudeau : *Le Parti Travailliste de Grande-Bretagne*, 225 fr. (255 fr.); B. Malon : *Précis du Socialisme*, 175 fr. (220 fr.); J. Rennes : *Syndicalisme français*, 200 fr. (230 fr.); Voline : *La Révolution inconnue*, 350 fr. (420 fr.); J. Vallès : *Le Bachelier*, 110 fr. (140 fr.); *L'Enfant*, 110 fr. (140 fr.); M. Ceyrat : *La Trahison permanente*, 150 fr. (180 fr.); F. Planche : *Louise Michel*, 150 fr. (180 fr.); *Durolle*, 150 fr. (180 fr.); *Kropotkine*, 210 fr. (240 fr.); S. Faure : *Mon Communisme*, 260 fr. (290 fr.); *L'Imposture religieuse*, 230 fr. (260 fr.); Ch. Malato : *Les Joyeusetés de l'Exil*, 100 fr. (145 fr.); G. Leval : *L'Indispensable Révolution*, 100 fr. (130 fr.); J. Humbert : *Sébastien Faure*, 180 fr. (210 fr.); N. Makhno : *La Révolution russe en Ukraine*, 150 fr. (180 fr.); L. Thenars : *Le Sauveur*, 100 fr. (130 fr.); A. Patorni : *La Débâcle de l'Elite*, 150 fr. (180 fr.); L. Lecoin : *De Prison en Prison*, 160 fr. (190 fr.); V. Méric : *Coulisses et Tréteaux*, 75 fr. (105 fr.); G. Sorel : *Matériaux d'une théorie du prolétariat*, 300 fr. (345 fr.); M. Halle : *Par la Grande Route et les Chemins creux*, 150 fr. (180 fr.); G. Giroud : *Paul Robin*, 150 fr. (180 fr.); J. Marestan : *L'Education Sexuelle*, 250 fr. (280 fr.); M. Pelletier : *L'Emancipation Sexuelle de la Femme*, 50 fr. (65 fr.); Lissagaray : *Histoire de la Commune de 1871*, 400 fr. (445 fr.).

BROCHURES

P. Besnard : *Le Problème des Salaires*, 6 fr.; *La Responsabilité*, 10 fr.; P. Camus : *Le Syndicalisme et le Problème paysan*, 20 fr.; E. Rotot : *Le Syndicalisme et l'Etat*, 12 fr.; Lashorte : *Qu'est-ce que le Prolétariat*, 10 fr.; S. Faure : *Sacco et Vanzetti*, 5 fr.; *Nous voulons la Paix*, 15 fr.; *Douze preuves de l'inexistence de Dieu*, 10 fr.; *Les crimes de Dieu*, 20 fr.; Ernestan : *La fin de la guerre*, 5 fr.; P. Lapeyre : *Ce qu'est le Syndicalisme Révolutionnaire*, 5 fr.; L. Michel : *Prise de Possession*, 15 fr.; L. Barbedette : *Pour la Justice économique*, 10 fr.; P. Monatte : *Où va la C.G.T.*, 10 fr.; G. Bernéri : *La Société sans Etat*, 20 fr.; *Les Bulgares parlent au Monde*, 50 fr.; *Cris de Révolte*, 45 fr.

Note de la Librairie :

EXPÉDITION

Pour les livres, les prix entre parenthèses sont les prix franco.
Pour les brochures joindre 10 francs à chaque.
Pour les recommandés joindre 40 francs par colis, en plus.

Compte Chèques Postal Paris 4522-38
A. CAPELLE
9, avenue Secrétan, Paris (19e)

SERVICE DE LIBRAIRIE

Le service de librairie demande aux camarades qui font une commande de livres de bien vouloir envoyer le montant d'avance et de bien vouloir envoyer la correspondance au camarade Oudin, sauf en ce qui concerne le C.C.P. qui doit être adressé au camarade Capelle.

Le libraire :
OUDIN.

Le Directeur-Gérant :
DOUILLET François

Imp. Spéc. du Combat Syndicaliste

B.D.I.C

TOUJOURS DE NOUVEAUX CRIMES EN ESPAGNE

Un geste contre un Consulat espagnol en Italie

Tandis que les chargés d'affaires de Truman : MM. Alfred Barth, président de la « Chase National Bank », et William Dunham, expert au département d'Etat américain, poursuivent leurs entretiens avec le dictateur de l'Espagne, général Franco, celui-ci continue à « démocratiser » le pays, ainsi que le prouvent les nouvelles suivantes qui nous parviennent de l'intérieur de l'Espagne :

Barcelone. — Dans le secret le plus strict, 16 antifranquistes, parmi lesquels le militant de la C.N.T. José Lopez Penedo, ont été fusillés le 5 février.

Malaga. — Au cours de la semaine du 5 au 12 février, le nombre des perquisitions chez les particuliers, ainsi que des arrestations opérées parmi les éléments appartenant aux organisations confédérales, a été particulièrement élevé.

Le militant Gutierrez Alvarès, très estimé parmi les ouvriers de Malaga, a été arrêté, et cruellement martyrisé par la garde civile à la caserne de Naterra. Antonio Jaime, accusé de réorganisation clandestine de la C.N.T., a été arrêté.

Cadix. — Victime d'un mouchard, un groupe d'hommes libres du maquis d'Andalousie ont été lâchement attaqués, entre les villes de Alcala de Los Cazules et Médina Sidonia, par des forces conjuguées de la police et de l'armée franquiste, s'élevant à au moins 5.000 hommes. La lutte a fait rage pendant environ quatre heures. Vingt hommes du groupe antifranquistes, dont le militant bien connu Bernardo Lopez, y ont trouvé la mort. Un nombre sensiblement équivalent de policiers et de phalangistes ont également été tués.

Madrid. — Alors qu'il se rendait à son travail, le militant de la C.N.T. Antonio Aranda a été attaqué par la police franquiste qui, sans aucune sommation, a tiré sur lui plusieurs coups de feu, le blessant grièvement. Arrêté, il a été mis au cachot à la « Direccion de Seguridad » (Direction de la Sûreté) où il est tous les jours sauvagement martyrisé.

Et voici un geste. — Le 8 novembre 1949, un attentat était commis contre le consulat franquiste à Genève (Italie) : une bombe avait été lancée contre le bureau du consul. Elle ne causa que des dégâts matériels, les auteurs de l'attentat ayant pris la peine, avant d'exécuter leur geste, de faire sortir des lieux les employés du consulat et le consul lui-même étant par hasard absent. Les « coupables » sont des libertaires italiens : Gaetano Busico, Mancuso et Eugenio de Lucchi. Ce dernier ayant été arrêté, Busico se constitua immédiatement prisonnier. L'un et l'autre sont détenus à la prison de Marassi. Nos camarades espagnols se sont immédiatement mis en relations avec eux et leur ont demandé des explications sur leur acte. Nous reproduisons ci-dessous leurs réponses publiées dans *Ruta*, du 29 février 1950 :

Déclaration de Busico : « J'ai été en Espagne où, pendant quelques mois, j'ai fait partie de l'organisation clandestine, luttant coude à coude avec les Espagnols. J'ai vu la souffrance du peuple et l'abnégation des libertaires espagnols qui sont morts pour leur idéal.

Quelque temps après mon retour d'Espagne, j'ai lu dans *Ruta* la nouvelle de l'assassinat, par la horde fasciste, de quelques jeunes libertaires espagnols avec lesquels j'avais lutté contre le régime franquiste. Il y a déjà quelque temps que j'avais projeté de réaliser un acte démonstratif contre un des consulats de ce régime, en Italie, pour affirmer ma solidarité avec les camarades espagnols. La mort de ces jeunes libertaires que je considérais non seulement comme des camarades estimés, mais comme des frères, m'a décidé à demander l'accord de mes camarades de Luchi et Mancuso, pour accomplir le geste pour lequel je suis emprisonné. Mes camarades acceptèrent avec enthousiasme de participer à cette action. Ensemble, nous avons décidé de mettre notre projet à exécution pour le 8 novembre.

« Il était 12 h. 30, nous avons donné aux employés du consulat l'ordre de quitter les lieux et après avoir mis le feu aux archives qui se trouvaient dans les bureaux, nous avons hissé le drapeau rouge et noir au balcon et nous avons lancé une bombe dans le bureau du consul. Par chance pour lui, le consul était à une fête ; je dis par chance pour lui, car ma ferme intention était de lui faire payer justice et je regrette de ne pas y avoir réussi.

« Par les journaux du soir, j'ai appris l'arrestation de Lucchi et, par suite, j'ai décidé de me constituer prisonnier, car je me considère le principal responsable de cette action et je ne voulais pas que de Lucchi soit seul à en supporter le poids.

« Je suis convaincu qu'actuellement les camarades espagnols, sans aide de l'extérieur, ne possèdent pas la force matérielle suffisante pour abattre le régime fasciste. Ils nécessitent de l'aide, des faits et non pas des paroles, et j'ai voulu que mon geste soit à la fois un acte de solidarité et une incitation pour les camarades et pour tous les travailleurs. Seule l'action pourra faire quelque chose ; le camarade de Lucchi l'a compris et il a agit.

« Le procès qui nous sera fait doit être le procès du régime franquiste, et une condamnation à tous les pays et partis qui se disent démocratiques. Je suis convaincu qu'en Italie et dans les autres pays, des camarades comprendront la nécessité d'agir et se comporteront en conséquence.

« Je donne une fraternelle accolade à tous les héroïques résistants et je leur exprime mon désir de ce que leur travail sera fructueux pour le bien du peuple espagnol. »

Déclaration de Lucchi : « Je n'ai pas grand chose à dire à ce sujet. Le camarade Mancuso Gaspare et moi-même avons accepté d'un commun accord la proposition de Busico parce que nous comprenions que, de cette manière, nous pouvions, sinon abattre Franco, du moins faire tomber un pied de son piédestal, que c'était là l'unique manière de nous solidariser de manière effective avec les camarades espagnols qui ne discutent pas quand il s'agit d'exécuter une action déterminée. Mon espoir est que notre geste servira à secouer l'opinion publique, à faire qu'elle voie favorablement la lutte que mènent en Espagne les résistants de ce pays, et à rompre la conjuration du silence que les partis politiques ont ourdie autour de l'action de la résistance.

« Notre procès doit provoquer un remous, il doit être un procès politique contre le « Torquemada » franquiste et ses alliés.

« J'exhorte les hommes libres et de bonne volonté à réveiller le monde de l'apathie dans laquelle il se trouve et à se dresser enfin contre les assassinats légalisés qui se perpètrent dans l'Espagne martyre et héroïque ; il est temps que cette situation ait une fin.

« Aux camarades espagnols, mon plus fraternel salut. »

Nous ne croyons pas qu'il y ait lieu d'ajouter aucun commentaire.

Solidarité pour nos camarades bulgares lâchement assassinés !

En aucune époque, la pensée n'a été aussi persécutée. On emprisonne, on assassine les hommes au nom de la raison d'Etat. Le pire est que les crimes d'Etat les plus effroyables sont commis au nom de la démocratie et du socialisme, surtout du communisme. On nous déclare que le fascisme a été détruit. Alors, sont-ce vraiment les idées progressives qui condamnent des peuples entiers à la mort ?

L'idéal, la pensée humaine sont étranglés en Russie et dans les pays soumis par les armes à son influence, autant et plus qu'ils ne le sont dans d'autres pays comme l'Espagne et le Portugal.

Mais il est un petit peuple qui, lui, aime la liberté. Le peuple bulgare est pris dans l'étau du communisme stalinien. Il souffre et il meurt pour la liberté.

Ecoutez l'appel qui nous parvient *Pour la défense et l'aide aux antifascistes bulgares :*

« Les camarades bulgares se sont rendus compte que la solidarité syndicaliste révolutionnaire n'était pas un vain mot, mais une force invincible dans la lutte et la résistance pour la liberté et la réalisation de l'idéal. Grâce à l'entr'aide organisée au sein de la F.A.C.B. et à cette manifestation volontaire de la solidarité internationale, les camarades bulgares sont les seuls parmi les persécutés qui ne soient pas délaissés.

« Ce fait, notoirement reconnu, leur donne une telle force pour résister à la tyrannie jusqu'à la mort, qu'ils déclarent qu'ils sont prêts plus que jamais à sacrifier leur vie pour leur idéal, car ils voient déjà une partie de cet idéal réalisé. »

Pour atténuer les souffrances des travailleurs de ce malheureux pays, pour sauver les héros de ce peuple, la solidarité universelle doit jaillir du monde entier.

Les hommes qui meurent sous l'emprise communiste, ces Bulgares qui s'éteignent dans les camps de concentration doivent être sauvés par la solidarité des travailleurs. Nous ne mendions pas, nous demandons seulement un sacrifice économique à ceux qui aiment vivre et aiment la liberté, à tous ceux qui se proclament antifascistes.

Ces victimes du stalinisme sont des travailleurs manuels et intellectuels. Ils aiment la liberté comme le bien suprême et refusent en son nom de se soumettre à la tyrannie. Ce sont des anarchistes, des syndicalistes révolutionnaires, des antifascistes en un mot, que les staliniens condamnent à mourir pour leur résistance à se plier devant les bourreaux du peuple bulgare.

Travailleurs, hommes de conscience libre, agissez pour que la solidarité afflue vers les victimes du stalinisme en Bulgarie. Agissez pour que ces victimes qui meurent chaque jour ne meurent plus en vain, pour que ce peuple, animé par la solidarité universelle, puisse prochainement se libérer du joug stalinien et porter le flambeau de sa libération à tous ceux qui souffrent comme lui, qu'enfin des millions d'êtres, d'hommes libres, retrouvent avec leur liberté le sens de la vie.

LA COMMISSION D'AIDE
AUX ANTIFASCISTES
DE BULGARIE.

LE COMBAT SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA Confédération Nationale du Travail

Section Française de l'Association Internationale des Travailleurs

RÉDACTION-ADMINISTRATION : 39, rue de la Tour-d'Auvergne - PARIS (9e)
Paraît tous les mois

Abonnements : 1 an (12 numéros) 110 fr.
C. C. P. R. JOULIN 5288-21 PARIS
75, RUE DU POTEAU - PARIS-18e

LE SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE SE DEVELOPPE EN ITALIE

Depuis qu'un groupe de camarades s'est mis au travail pour la reconstitution d'une section de l'A.I.T. en Italie, ce mouvement se développe de jour en jour. A la conférence de l'A.I.T. de Paris, ces camarades l'avaient promis ; ils ont tenu parole, puisque, après la constitution des sections syndicalistes révolutionnaires dans plusieurs régions d'Italie, le congrès de Piombino a jeté les bases de la reconstitution de l'U.S.I., section de l'A.I.T.

Du Piémont à l'Italie méridionale, des camarades sont venus exprimer leur volonté et leur espoir d'arracher le prolétariat italien des mains des partis politiques, de gauche ou de droite, qui exercent sur lui une dictature qui ne laisse aucun espoir de les sortir du marasme de la réaction fasciste qui dure depuis la fin de la guerre, en 1918.

Les manifestations violentes du prolétariat industriel de toute l'Italie du Nord amènent souvent des conflits entre les travailleurs et la force publique, conflits qui provoquent toujours de nouvelles victimes dont les partis politiques se servent dans leur intérêt particulier : par exemple à Modène, la Confédération Générale des Travailleurs a organisé une grève générale à la suite d'un lock-out d'une usine dû à une série de grèves partielles qui se produisaient depuis longtemps pour les buts politiques du Parti Communiste, plan Marshall, pacte Atlantique, etc. ; des pourparlers en cours devaient amener des résultats satisfaisants, mais les dirigeants du parti communiste ont fait décréter cette grève dans le but de renverser le gouvernement De Gasperi et créer des incidents graves pour avoir le prétexte d'attaquer le gouvernement ; ils décident l'assaut contre l'usine, alors que des forces de police étaient placées partout ; il y eut 6 morts et une vingtaine de blessés ; le lendemain, le cabinet De Gasperi était renversé, les communistes exigeaient leur participation au pouvoir. Voilà à quoi sert l'organisation syndicale à obédience communiste en Italie.

En Italie méridionale, l'agitation et les grèves agricoles se développent de jour en jour ; les partis spéculent sur le chômage et la famine qui règnent dans les masses des travailleurs des Pouilles, de Calabre et de Sicile ; l'occupation des terres et des conflits sanglants se succèdent ; les dirigeants politiques des organisations ne font rien pour les porter sur un terrain révolutionnaire parce qu'ils ont peur que la masse ne les dépasse, et nos camarades « unitaires » qui restent dans la Confédération Générale des Travailleurs ne font rien non plus pour transformer ces grèves en grèves expropriatrices, car ils ont peur d'être accusés comme agents provocateurs, ou à la solde des Américains contre la Russie, de sorte qu'ils sont les prisonniers volontaires de la dictature bolchevique.

Heureusement qu'un réveil général des jeunes travailleurs dans toutes les régions, et surtout dans les Pouilles, dont les masses étaient à l'avant-garde avant le fascisme, ne tardera pas, par la sympathie qu'elle développe, à créer en Italie la véritable organisation révolutionnaire, l'U.S.I. qui, à la tête du prolétariat italien, le portera vers son émancipation et la révolution sociale.

P. CELSON.

LA DICTATURE AU PORTUGAL

Un article de *La Bataille*, organe de la C.G.T. portugaise, met en lumière le résultat de vingt ans de dictature pour le pays et la situation des travailleurs ;

« Du nord au sud, le pays traverse une crise terrible de travail : on voit errer des milliers de travailleurs de toutes les industries et professions à la recherche d'un travail qu'ils ne trouvent pas. La situation de famine et de misère qui asservit la classe travailleuse, sans que les hommes de la dictature et des classes privilégiées qui l'appuient manifestent la moindre volonté d'apporter une solution à un problème si grave est simplement désespérante. Ceux qui dominent la situation se préoccupent seulement de conserver le pouvoir et d'empêcher par des poursuites et des procès la protestation et la révolte de cette légion de misérables qui, en eux-mêmes sont la honte, et en dernière analyse, la condamnation pure et simple d'un système.

« Il y a de nombreuses raisons à ce que la dictature n'ait pas d'intérêt à résoudre la crise du travail et de tant d'autres problèmes vitaux pour notre peuple ; toutes ses appréhensions aboutissent à renforcer sa défense, en augmentant les cadres déjà excessifs de garde républicaine et de police de tous ordres, comme si en réalité la vie de tout un peuple dépendait exclusivement du problème de l' « ordre public ».

« La classe patronale sait tirer le maximum de cette situation, car il n'est rien de plus facile que de spéculer sur la faim et la misère d'une légion d'affamés, et l'on assiste journellement d'un bout à l'autre du pays à des infamies commises impunément sur ces pauvres gens qui se courbent et sont les victimes des abus de pouvoir de ceux qui ont en leur faveur leur force économique ainsi que l'aide et la protection de la « force publique » mise exclusivement au service de tous ceux qui oppriment et exploitent le peuple travailleur.

« Plus que jamais, nous observons les caractéristiques de ce que représente pour notre peuple le régime clérico-fasciste dont nous souffrons depuis tant d'années. Mais là où ses dégâts sont les plus accentués, où les ravages moraux et sociaux causés par la dictature sont les plus évidents, c'est précisément dans les relations entre patrons et ouvriers. Dans n'importe quel lieu de travail, on peut observers la prédominance de l'esprit répressif ; des plus simples contremaîtres jusqu'aux patrons et chefs, on respire une atmosphère de tyrannie, et il ne reste à l'ouvrier, au petit employé ou fonctionnaire, qu'à supporter en silence tout ce qu'on veut lui imposer. Et malheur à ceux qui protestent, à ceux qui ne veulent pas se soumettre à l'exploitation et à l'oppression exercées par la classe patronale ou ses représentants et défenseurs !

« Un proverbe dit « que celui qui n'a plus de force perd ses droits » ; il n'est rien de plus sûr et jamais comme aujourd'hui les travailleurs portugais ne l'on éprouvé. Seuls les travailleurs fortement organisés et intégrés révolutionnairement par les principes de lutte directe et active contre le capitalisme et l'Etat pourront modifier la situation actuelle de famine et de despotisme. »

Pour la transcription :
la déléguée au sous-secrétariat,
R. LAMBERET.

GEORGE ORWELL
l'humaniste, vient de mourir

par
ODETTE KERVOC'H

Nous apprenons la mort, dans un hôpital des environs de Londres, du célèbre écrivain anglais, George Orwell, décédé d'une affection pulmonaire dont il souffrait depuis de nombreuses années. Il était âgé de 46 ans.

George Orwell était né aux Indes, d'une famille aisée de la classe moyenne. Après des études au collège d'Eton, il joignit les forces de la police de Burma. Mais l'honnêteté foncière de son caractère ne put s'accommoder ni de l'ambiance bourgeoise, ni de la mentalité policière. C'est pourquoi, écœuré, il rompit bientôt, non seulement avec la police de Burma, mais encore avec la classe dans laquelle il était né. Il connut alors des jours difficiles où il essaya tant bien que mal de gagner sa vie avec sa plume et 1936 le trouva en Espagne, dans les rangs des républicains, où il fut blessé.

Depuis lors, toujours combatif, malgré la maladie qui devait l'emporter, il ne cessa de participer à la lutte pour la défense de l'humanité. Récemment encore, alors que la tuberculose le clouait à son lit de mort, il demeurait préoccupé de prêter au moins son nom et d'apporter une aide matérielle à tout mouvement émancipateur. Ici, à Paris, nous savons qu'il appartenait au Comité d'Aide et de Protection aux Démocrates Espagnols constitué au sein de la Fédération Espagnole des Internés et Déportés et Politiques. Nous avons connaissance d'une brève, mais émouvante lettre qu'il écrivit à ce Comité fin juillet 1949, et dans laquelle, négligeant de s'apitoyer sur lui-même, il déplorait de ne pouvoir agir d'une manière plus effective en faveur de ses chers amis du peuple espagnol pour lesquels il gardait une inaltérable estime. Nous citerons quelques lignes de son livre, *Homage to Catalonia* (Hommage à la Catalogne), parce que nous croyons que, se rapportant à une expérience vécue et émanant d'un homme connu pour son honnêteté, elles ont une réelle valeur :

« ... J'étais tombé, plus ou moins par chance, dans l'unique communauté de l'Europe occidentale où la conscience politique et le manque de foi dans le capitalisme étaient plus normaux que leurs opposés. Ici, en Aragon, il y avait des dizaines de milliers de personnes, la plupart, mais pas toutes, originaires de la classe travailleuse, qui vivaient au même niveau et, pourrait-on dire, sur un pied d'égalité. En théorie, c'était l'égalité parfaite et même, en pratique, ce n'en était pas loin. En un sens, il serait conforme à la vérité de dire que l'on avait, en expérience, un avant-goût du socialisme, car je comprends que l'atmosphère qui prévalait était celui du socialisme. Beaucoup des caractéristiques normales de la vie civilisée : snobisme, désir d'amasser de l'argent, crainte du patron, etc., avaient simplement cessé d'exister. Les ordinaires subdivisions en classes de la société avaient disparu d'une manière qu'il est à peu près impossible de se représenter dans l'air d'Angleterre infecté par l'argent. Il n'y avait là personne d'autre que des paysans et nous-mêmes et personne n'avait de droits en maître sur quelqu'un d'autre. Naturellement, un semblable état de choses ne pouvait pas durer. C'était simplement une phase temporaire et locale dans un énorme jeu qui se joue sur toute la surface de la terre. Mais cela dura assez pour influencer toutes les personnes qui l'ont expérimenté. De toutes manières, si plus d'un le maudit à l'époque, il réalisa, par la suite, qu'il avait été en contact avec quelque chose d'étrange et de valeur. On avait été dans une communauté où l'espoir était quelque chose de plus normal que l'apathie ou le cynisme, où le mot « camarade » était employé en camaraderie et non pas, comme en bien des contrées, comme une mystification. On respirait l'atmosphère de l'égalité. Je suis bien sûr que c'était là le meilleur démenti à ceux qui prétendent que le socialisme n'a rien à voir avec l'égalité. Dans tous les pays du monde, une immense tribu de partis hache et triture, tandis que de petits professeurs bien cirés s'affairent à démontrer que le socialisme ne signifie rien de plus qu'un plan d'Etat capitaliste dont les fondations sont laissées intactes. Mais, malheureusement pour eux, il existe aussi une conception absolument différente du socialisme. Ce qui, ordinairement, attirent les hommes vers le socialisme, ce pour quoi ils veulent risquer leur vie, la « mystique » du socialisme, c'est l'idée d'égalité. Pour l'immense majorité du peuple, socialisme signifie : société sans classes, ou bien il ne signifie rien du tout. Et c'est là ce que quelques mois, parmi les miliciens, m'ont enseigné. Pour les miliciens espagnols, pendant qu'ils se maintenaient, c'était une sorte de microcosme de la société sans classes. Dans cette société, où personne ne poursuivait un but intéressé, où rien n'existait en abondance, mais où il n'y avait aucun privilège et où personne ne se sentait de goût pour l'esclavage, chacun avait sans doute une idée sommaire de ce que pouvait être une organisation socialiste. Et, après tout, au lieu de me désillusionner, cela m'intéresse profondément. Le résultat fut de développer énormément mon désir de voir le socialisme établi... »

Mais George Orwell acquit surtout la célébrité par son merveilleux petit livre, *Animal Farm* (La Ferme de l'Animal), où, avec une verve excellente, il raille le système dictatorial en général et le régime soviétique en particulier. Comme un chat frondeur, il décoche ses coups de griffes à droite et à gauche avec une magnifique agilité. *Animal Farm* nous représente la révolte des animaux dans une ferme. Ceux-ci, après s'être débarrassés du maître, le fermier, éprouvent le besoin de se donner un nouveau chef. Les cochons mènent la danse, suivis par les chiens, leurs défenseurs, et soutenus par les chevaux, infatigables bêtes de somme, images de la domesticité à la fois courageuse et résignée, dont le travail, forçant l'admiration de tous, servira d'exemple, mais qui finiront par crever à la peine et qu'on enverra à l'équarissage avant même qu'ils soient mort, car ils ne seront plus bons à rien. Ensuite vient naturellement le menu fretin, masse plus ou moins passive. On assiste aux luttes épiques entre les deux principaux « leaders » cochons à la conquête du pouvoir. Puis, après le coup de force de l'un d'eux qui se termine, naturellement, par l'expulsion de l'autre, lequel se réfugie en terre étrangère, le cochon régnant et ses ministres soigneusement sélectionnés s'assimilent si bien aux hommes, par une série de concessions prétendues nécessaires et de bonne tactique, qu'on ne sait plus distinguer les uns des autres. Ce petit livre constitue un joli camouflet pour les nageurs en eau trouble qui ne prétendent qu'à profiter des situations. Il mérite aussi d'être médité par les naïfs qui pourraient croire qu'on se frotte impunément à la crotte...

L'œuvre de George Orwell méritait d'être signalée comme étant celle d'un homme courageux, profondément humaniste et parce qu'elle est fertile en enseignements pour tous ceux qu'intéresse la cause du prolétariat.

3428

LE SANG COULE EN ESPAGNE !

B.D.I.C

LE COMBAT SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

24e année - Nlle série, No 24 — 10 FRANCS — AVRIL 1950

Après tant d'autres victimes représentant toutes les nuances de l'opposition au régime, vingt-sept antifascistes sont menacés de mort pour avoir résisté à la dictature.

Un procès monstre se prépare pour décider l'exécution méthodique des forces les plus agissantes de la résistance à Franco.

Pour empêcher ce crime, assistez au

GRAND MEETING DE PROTESTATION

qui se tiendra le JEUDI 6 AVRIL, à 20 h. 30
à la MUTUALITE, 24, rue Saint-Victor, Paris (5e)
— (Métro : Maubert-Mutualité ou Jussieu) —
Sous la présidence du camarade JACQUELIN
et où s'exprimeront

POUR LA C.N.T. FRANÇAISE — Paul LAPEYRE

POUR L'A.I.T. — Sans SICART

POUR LA C.N.T. ESPAGNOLE EN EXIL — Germinal ESGLEAS

Apporteront leur concours

G. ALTMAN — *Directeur de « Franc-Tireur »*

Claude BOURDET — *Journaliste*

C.-A. BONTEMPS — *de C. G. Pacifiste*

FONTAINE — *de la Fédération Anarchiste*

PETROFF — *de l'Emigration Antifasciste Bulgare*

DAVID ROUSSET — *Homme de Lettres*

A NOS AMIS A NOS CORRESPONDANTS

Ce numéro du « C.S. » est donc le dernier de la série mensuelle.

Dès le prochain numéro, c'est-à-dire dès celui consacré au Premier Mai, notre « C.S. » reprendra comme avant la guerre sa parution hebdomadaire.

Ce nous est l'occasion d'adresser un souvenir ému à ceux qui, alors, n'épargnèrent point leurs efforts pour doter le syndicalisme de ce pays d'un organe vraiment ouvrier et révolutionnaire.

Beaucoup d'entr'eux sont morts. Mais des jeunes sont venus prendre leur place : le syndicalisme révolutionnaire continue.

Une nouvelle étape va être franchie. Avec les anciens et avec les nouveaux, notre ambition est celle de constituer une équipe rédactionnelle capable d'interpréter avec justesse la signification des événements. Puis, aussi, de retrouver des correspondants d'usines, d'ateliers, de chantiers qui donneront à notre organe son caractère de journal de combat, justifiant par là son titre.

Enfin, nous espérons fermement que le « C.S. » « hebdo » permettra aux militants syndicalistes révolutionnaires des divers horizons d'envisager sur une base saine le regroupement des fractions actuellement éparses.

Tout ceci ne sera qu'avec l'aide et l'adhésion de tous ceux qui croient à l'émancipation intégrale de l'homme.

Cette aide et cette adhésion nous les leur demandons.

LIBERMANN.

LES GRÈVES doivent nous être une leçon de plus

Encore une cascade de grèves. Gaziers, électriciens, métallurgistes, boueurs, bâtimenteux ont engagé une fois de plus la bataille en ordre dispersé. Comme de coutume, ils ont été dupés, lâchés et trahis par les mêmes individus. Bon prince, le gouvernement a offert sa médiation : 5 % plus une prime de rendement de 2 à 3 %. Effort considérable qui nous montre bien de quoi est capable un gouvernement quand il se met à « défendre » la classe ouvrière.

Ces « avantages », si on peut ainsi les appeler en gardant son sérieux, arrivent à point nommé, c'est-à-dire au moment où le prix de la vie s'apprête à faire un nouveau bond qui les annihilera et même les laissera derrière lui à distance respectueuse.

Dans la presse dite ouvrière et plus ou moins syndicaliste, il est d'usage, après chaque conflit, de « tirer la leçon » qu'il comporte. Hélas! cela procède d'une vieille habitude, mais toute leçon de ce genre est vite oubliée.

Ainsi, depuis près d'un siècle, à chaque fois qu'une grève a éclaté et quelle que fut son issue, il en a découlé une « leçon ». Et il nous semble que si vraiment ces leçons tirées de nos luttes avaient été élaborées avec le plus grand souci d'objectivité et dans l'intérêt exclusif des travailleurs, ceux-ci devraient posséder à l'heure actuelle un répertoire incomparable pour diriger les luttes futures avec un art consommé, réduisant au minimum les surprises et les mécomptes.

C'est justement de là, de cette source unique, qu'est sortie notre doctrine syndicaliste révolutionnaire.

F. TRENCOSERP

(*Suite en page 2.*)

L'ESPAGNE FASCISTE DANGER POUR LE MONDE

Pendant que les gouvernements s'efforcent de réhabiliter Franco et de le consolider, les travailleurs ne cessent de manifester leur réprobation contre le régime phalangiste.

Dans notre dernier numéro, nous relations le geste accompli par trois libertaires italiens contre le consulat franquiste de Milan. De divers côtés, on nous relate des actes de protestation contre le système dictatorial de l'Espagne.

De New-York, nos camarades de l'Industrial Workers of the World (Travailleurs Industriels du Monde) nous informent qu'ils ont organisé dans cette ville, avec « The libertarian Committee for Feeedom in Spain » (le Comité libertaire pour la liberté en Espagne) une imposante manifestation de protestation contre la nouvelle attitude du gouvernement américain à l'égard du général Franco. Les 8, 9 et 10 février, chaque midi durant deux heures, des milliers de New-Yorkais appartenant aux deux organismes précités ainsi qu'à quelques autres de tendance socialiste libertaire, ont manifesté devant les bureaux du consulat espagnol. Des tracts rédigés en anglais et en espagnol et demandant qu'aucune aide d'aucune sorte ne soit accordée au général Franco ont été distribués.

Les manifestants étaient en outre porteurs de pancartes revêtues d'inscriptions telles que : « Pas de prêts au boucher Franco », « Il n'y aura pas de paix dans le monde tant que Franco dominera l'Espagne », « Deux d'abattus : Hitler et Mussolini, deux à abattre : Staline et Franco ! », etc.

Différents orateurs ont manifesté leur indignation de la nouvelle attitude des U.S.A. à l'égard de Franco et se sont plus particulièrement élevés contre la récente déclaration du secrétaire d'Etat Dean Acheson, dont nous avons parlé dans un précédent numéro lors de notre article-réplique au journaliste du « Monde » : J.-H. Creach.

Les Américains se souviennent eux aussi que Franco fut un acolyte de Hitler et de Mussolini contre lesquels on les a embarqués dans la drôle de guerre et qu'un gouvernement fasciste et dictatorial subsiste en Espagne où il a été établi avec la paternité de l'Italie mussolinienne et de l'Allemagne hitlérienne.

Odette KERVORC'H.

(*Suite en page 3.*)

EDITORIAL

Les Travailleurs ont été dupés une fois de plus

REQUISITIONS, condamnations, emprisonnements, voilà le lot des travailleurs luttant pour apporter un peu plus de pain à ceux qu'ils doivent nourrir.

Pendant ce temps, généraux arrivistes et députés prévaricateurs, associés aux agents doubles, bénéficient de la bienveillante attention de commissaires dévoués à leur permettre de sortir indemnes des attaques de leurs concurrents dans la course aux profits.

Il est vrai qu'il est beaucoup moins dangereux pour la société bourgeoise de porter en son sein une maffia de gens sans scrupule, décidés à tout, que de tolérer si peu que ce soit, que ceux qui travaillent exigent de vivre dignement.

Pour la bourgeoisie dominante, pour la hiérarchie pourvue, le crime, ce n'est pas de trafiquer ses galons ou l'influence dont on dispose ; le crime, c'est, lorsqu'on est pauvre, de vouloir manger.

Et les ouvriers de ce pays sont pauvres ; leur pouvoir d'achat est bien en dessous de celui de leurs camarades américains, suédois, anglais, hollandais, etc.

Ils subissaient ce sort difficilement, ayant de temps à autres des sursauts que les politiciens s'efforçaient d'utiliser à leur fin.

Mais à ces sursauts on opposait la volonté du gouvernement qui, gardien fidèle de la valeur du franc — qu'on dévalua plusieurs fois afin qu'il ne tombe pas — prétendait que l'augmentation des salaires représenterait la montée du coût de la vie, la fin des exportations et, menace suprême, le chômage.

On bloqua donc les salaires. Cependant la vie monta, les exportations devinrent exsangues et le chômage s'intensifia.

(*Suite en page 2.*)

TOURNÉE DE CONFÉRENCE SUR LA S. A. C.

Notre camarade Renée Lamberet accomplit actuellement une tournée de propagande dont le but est de faire connaître aux militants de notre Confédération l'histoire, les méthodes, la structure et la pensée de notre section sœur de Suède.

Les auditeurs de ces conférences verront comment malgré un milieu social complètement hostile, nos camarades suédois sont parvenus, à force de patience, de ténacité et de volonté à constituer une organisation qui peut éditer deux quotidiens.

Ce qui a été réalisé en Suède est une leçon dont nous devons tirer profit. Aussi, sommes-nous certains que nombreux seront ceux qui viendront écouter notre camarade.

La tournée se déroulera selon l'itinéraire suivant :

LE 3 AVRIL, A POITIERS ;
LE 4 AVRIL, A BORDEAUX ;
LE 6 AVRIL, A TOULOUSE ;
LE 8 ET LE 9 AVRIL, A MARSEILLE ;
LE 11 AVRIL, A TOULON ;
LE 13 AVRIL, A LYON ;
LE 15 AVRIL, A SAINT-ETIENNE.

NOTA. — Cette tournée conserve un caractère intérieur ; l'entrée des conférences est donc réservée aux membres de l'A.I.T.

A ce propos, un appel tout particulier est fait aux immigrés espagnols et italiens.

LE PROCHAIN C. S. SERA HEBDOMADAIRE

L'une après l'autre, les tâches fixées par le Congrès Confédéral s'accomplissent.

La plus importante d'entr'elles : le « C.S. » hebdomadaire, entre dans sa période d'application.

C'est là la preuve tangible de la vitalité de notre C.N.T.

Chaque semaine, le « C.S. » apportera le point de vue des syndicalistes révolutionnaires sur les événements ouvriers se déroulant dans ce pays et dans le monde.

Chaque semaine, le « C.S. » démontrera que le syndicalisme révolutionnaire agit sur le plan mondial par l'intermédiaire de l'A.I.T.

Chaque semaine, dans chaque usine, dans chaque chantier, dans chaque bureau, le « C.S. » portera la bonne parole, l'esprit de révolte.

Chaque semaine, le « C.S. » luttera contre les confusionnistes contre les politiciens, contre les hommes avides de pouvoir.

SOUSCRIVEZ POUR LE C. S. HEBDOMADAIRE

Malgré les grèves qui ont ralenti les rentrées de fonds en faveur du « C.S. » hebdomadaire, partout les camarades font preuve de volonté de voir le journal paraître chaque semaine. Leur effort va maintenant s'accentuer, car ils savent qu'il est indispensable pour le lancement de l'hebdomadaire.

La C.N.T., qui n'a aucun fil à la patte, qui ne dispose d'aucun fond occulte, ne peut compter que sur l'aide des camarades.

Camarades, faites rentrer sans tarder le montant des souscriptions reçues, quel qu'en soit le montant.

SOMMES REÇUES DU 21 FÉVRIER AU 25 MARS 1950

Section Bancok, liste n° 4 : J. Lopez, 50 fr.; Coutrieux, 50; Flores J.H., 50. Total : 150 fr.

Transports Paris, liste 144 : Capelle Aîné, 250 fr.; Portier Edmond, 200; Garel, 200; Coste, 50; Gustafon, 80; Flament, 100; Samson, 100; Beaufils, 150; Gilioli, 100; Hacourt, 100. Total : 1.330 francs.

(*Suite en page 3.*)

Victoire de l'union *chez Sirugue*

Nos camarades de la Maison Sirugue, à Saint-Ouen (Métallurgie), viennent de terminer une grève qui a duré 41 jours.

Ce mouvement fut déclenché pour une question de liberté syndicale sur laquelle vinrent se greffer la revendication des 3.000 francs ainsi que diverses autres questions secondaires. Il eut pour aboutissement une augmentation de 12 % pour fin mars, plus, pour avril et mai et à suivre, un rajustement de 20 à 30 francs horaires pour les diverses catégories. C'est ainsi que le manœuvre qui avait un salaire de 84 fr. 50, voit celui-ci passer à 109 fr. 50. Ces salaires s'entendent basés sur un ouvrier moyen de la catégorie.

Il faut noter que l'unité la plus absolue a été observée par les divers syndicats C.G.T., C.N.T. et autres tendances. Une caisse commune a fonctionné au profit des plus déshérités d'entre nous.

Ceci est une preuve que nous pouvons beaucoup, à condition de ne voir que le but à atteindre. C'est pourquoi nous, Section Syndicale C.N.T., proclamons que c'est nous qui avons raison lorsque nous dénonçons le sectarisme des irresponsables agitateurs en eau trouble.

La Section C.N.T. Sirugue.

A LYON

Grand Meeting

DE PROTESTATION

contre le régime franquiste

le Samedi 8 avril, à 20 heures
— à la Bourse du Travail —
Orateurs :

LAVOREL
de la C.N.T. Française
Un compagnon italien
SANS SICART, de l'A.I.T.

Chronique Féminine

LA FEMME ET LE TRAVAIL

par LUCIE DROUET

Il est incontestable que la femme se trouve de plus en plus mêlée à la vie sociale. Il est non moins exact que, dans la plupart des cas, elle est assez mal préparée à remplir le rôle qui lui échoit. Il lui reste, certes, beaucoup à apprendre. Tenue dans l'ombre jusqu'à une époque encore peu éloignée, quoi de surprenant à ce qu'elle soit encore défavorisée et qu'elle songe à peine à manifester. Elle a beaucoup à faire pour son émancipation et c'est à elle qu'il appartient de la conquérir. Au reste, on n'est jamais si bien servi que par soi-même et, puisque c'est nous, femmes, qui sommes en cause, c'est à nous qu'il appartient d'analyser les maux dont nous souffrons et de chercher les remèdes à y apporter.

Nous commencerons par la question économique. Il me semble bien que la question de l'émancipation économique est absolument basique. Sans doute, à l'heure actuelle, est-ce par son exploitation éhontée que l'on tient le mieux la femme en laisse et que l'on compromet toutes ses possibilités sentimentales et spirituelles. Je ne parlerai pas des privilégiés, car les exceptions ne nous intéressent pas. Nous voulons voir la masse, la multitude des femmes dont la vie n'est qu'un long esclavage qui commence trop souvent dès 13 ou 14 ans, par quelque apprentissage, « pour la nourriture », ou contre une somme dérisoire : 3.000 francs par mois « pour les frais de transport et l'usure des souliers » accordés, comme le faisait ce patron du quartier de Clichy, ainsi qu'une aumône à de jeunes dactylos de 15 à 16 ans, soigneusement choisies parmi les moins exigeantes — c'est-à-dire les plus misérables — d'une cinquantaine de postulantes. Cela n'empêchait du reste nullement ce généreux patron qui, par ailleurs, suivait ces gosses à la trace en reniflant comme un chien, de se montrer fort exigeant quant à leur travail. Combien de fois, le soir, ai-je refait chez moi, pour éviter des drames, les lettres « tapées » avec des fautes par ces enfants !

Combien de fois ai-je manifesté ma réprobation jusqu'au jour où, excédée, je suis partie ? N'est-ce pas Yvette et Geneviève, et vous, Janine, petite enfant sans père au cœur déjà amer?

Mais qu'avez-vous tiré de cette expérience ? Avez-vous compris, comprendrez-vous un jour toute l'ignominie de l'exploitation totale et lamentable dont vous étiez victimes ?

Réalisez-vous que ces gens-là vous entraîneraient à la perte de votre âme, qu'ils faisaient de vous des êtres sournois, remplis de peur, de soumission, qu'ils vous enseignaient le cynisme, qu'ils vous détruisaient moralement? J'imagine en tout cas aisément que, grâce à eux, et tenant compte de l'éducation donnée généralement aux filles et qui les prépare trop souvent à cette idée — vous vous êtes pénétrées de votre faiblesse, vous avez appris la valeur de la ruse et sans doute avez-vous conclu avec la nécessité de vous trouver un appui.

Et c'est bien cela le malheur ! Se résigner à sa faiblesse, c'est se plier d'avance à la forme ; c'est de se convaincre que l'on doit subir une domination. Celui qui accepte sa faiblesse comme un élément paralysant possède de bonnes dispositions à devenir un esclave. Mais vous avez le droit de vivre et de vivre par vous-même. Le mariage lui-même ne doit pas vous apparaître comme l'unique planche de salut à peu près acceptable, car le mariage ne doit pas être un marché. Il ne se résout pas comme une équation algébrique par des calculs; vous ne devez l'envisager que comme une affaire sentimentale, comme la réalisation d'un instinct naturel.

Mais vous avez le droit de le refuser, de vivre en marge de lui et cependant vous devez être en mesure d'assurer correctement votre existence du point de vue matériel. L'homme est votre compagnon, il n'est pas, par définition, notre soutien économique.

Certes, le temps n'est pas si éloigné où le travail de la femme était considéré ou comme un déshonneur ou comme une triste nécessité accidentelle ; mais il faut reconnaître que nous nous écartons de plus en plus de ce préjugé. Cependant, ne faut-il pas voir une conséquence dudit préjugé dans les salaires inférieurs attribués à la femme, comparativement à ceux de l'homme, pour des travaux équivalents? J'ai vu un comptable à 37.000 francs, remplacé par une comptable à 25.000 francs ; j'ai vu un téléphoniste à 20.000 francs remplacé par une téléphoniste à 13.000 francs. Mais je n'ai pas besoin de multiplier les exemples. N'importe qui pourrait m'en fournir. Quelle peut être la raison de cet abus ? On ne peut objecter que le travail de l'homme est plus productif que celui de la femme, puisque la femme est restée la même et que le temps de travail n'a pas été changé. La femme ayant remplacé l'homme, il faut bien en conclure, en toute logique, que cette solution arrangeait le patron et il était, somme toute, le seul à y trouver son compte, ce qu'il cherche toujours.

Mais pourquoi cette dévaluation du travail de la femme ? Ne serait-ce pas parce que tout le monde, elle comprise, le considère comme quelque chose d'un peu anormal, d'imposé par une nécessité accidentelle, une sorte d'apport complémentaire. Et le patron profite de la situation en payant le moins possible la femme que des circonstances contraignent à travailler ou qui travaille provisoirement en attendant mieux. Or les salaires de l'homme étant déjà insuffisants, on imagine aisément ce que devient l'exploitation de la femme et ce à quoi elle peut la conduire. Le pire est que bon nombre de femmes acceptent cet état de choses comme une fatalité et ne songent même pas à s'en indigner.

Bien sûr, l'on se convainct de plus en plus de la nécessité d'apprendre un métier à la fillette. Mais il faudrait aussi la convaincre que son métier doit lui permettre de vivre correctement, libre et indépendante, et que ce qu'elle gagne doit être non pas un petit apport qui permettra de « boucler la boucle », mais une rémunération convenable qui la mette en mesure de s'assurer une vie décente par elle-même. Je terminerai en affirmant que pour la femme, comme pour l'homme, il ne saurait y avoir d'émancipation sans l'émancipation économique.

Les travailleurs ont été dupés une fois de plus

(*Suite de la 1re page*)

C'est alors que les politiciens réformistes trouvèrent un remède : on allait obtenir du gouvernement, avec l'aide de bons députés, la libre discussion des conventions collectives, ce qui permettrait de revaloriser les salaires, le Gouvernement n'ayant plus à se mêler à l'affaire.

Et l'on nous vota la loi sur les conventions collectives. A la suite de quoi, la confédération patronale décida qu'elle pourrait accorder cinq pour cent. Alors que presque tous les salaires devraient être doublés pour revenir au pouvoir d'achat de 1938, qui n'était pas si extraordinaire.

Confiant dans leurs dirigeants syndico-politiques, les ouvriers « débrayèrent », qui par ci, qui par là. Ils attendaient la vague de fond qui, jetant tout dans la bataille, allait se faire mesurer face à face les tenants de la propriété individuelle ou étatiste et ceux qui les nourrissent.

Ils attendirent et rien ne vint.

Car rien ne pouvait venir. Car il n'est pas possible aux professionnels de la politique et du réformisme d'engager la bataille sur le fond. Car engager la bataille sur le fond, c'est initier la révolution. Et de cela, ils ne veulent point.

Seule, la C.N.T. a proposé la grève générale illimitée. Tous ont refusé sa proposition. Que dire de cette Confédération Générale des Cadres qui poussa l'inconscience jusqu'à reprendre le travail pour « faciliter les pourparlers et permettre aux ouvriers de reprendre dignement leur place au travail », alors qu'en même temps elle préconisa les primes à la productivité ?

On sait ce que cela veut dire pour les « hiérarques », ils commandent et les autres exécutent. Nul doute qu'ils sont directement intéressés à cette prime à la productivité qui viendrait grossir leurs traitements de la sueur des autres.

Les gens de la C.G.C. renient leurs origines ; ils choisissent le camp des exploiteurs ; ils se veulent exploiteurs. Ils ne se soucient pas du sort des travailleurs manuels ou ne s'en soucient que pour l'utiliser à leurs fins qui ne sont que soif de puissance.

Un jour le drame éclatera violent entr'eux et le prolétariat, dont beaucoup sont issus.

Car le prolétariat fera profit de toutes ces expériences. Ses militants n'ont pas pu ne pas voir la ruée de tous les plumitifs contre les justes revendications ouvrières.

Loi sur le sabotage ; de nouveau, loi sur l'arbitrage obligatoire ; loi sur la productivité ; projet sur l'association capital-travail, tout cela n'a pour but que de jeter le trouble dans l'esprit des travailleurs, de les détourner de l'action directe, de leur accession à la conscience qu'ils sont une classe, et quelle classe ! celle qui fait vivre l'humanité.

De plus en plus s'impose la nécessité d'une organisation syndicale débarrassée de toute influence politique ou sectaire.

C'est la grande leçon qui doit être tirée des événements derniers.

Pensez toujours à la Solidarité pour les grévistes

Sommes reçues du 21 février au 25 mars 1950 :

U.L. Toulouse, 2e liste : 3.000 fr.; Syndicat de Bort-les-Orgues, 2.900; Marinetti, Paris, 100; Section Métaux S.P.I.G., 3.800; Section L. Croissy-Châtou-Saint-Germain, 1.500; Sec. S.F.M. Métaux Palaiseau, 5.030; U.L. Palaiseau, 300; Syndicat de l'Enseignement Paris, 500; Etabl. S.A.F.R.A.P., Levallois, 3.530; Syndicat Agricole d'Aimargues, 1.500; U.L. Palaiseau, 1.200; Fédération de l'Enseignement, 1.200; S.U.B., Paris, liste 270; 1.800; Métaux Paris, liste 258 : 3.070; Permanence Paris, 2.254; Section Métaux S.N.E.C. M.A. Kellermann, liste 3, par Faivre : 1.000; liste 256, 400; liste 257, 1.100; total : 2.500 fr.; Etabl. M.T., Paris, liste 259, 1.250; remis par Joulin pour X, 300; Etabl. Bonnet, liste 260 : 2.050; total de la présente liste : 37.784 francs.

Faire parvenir les fonds de solidarité pour les grèves en cours, à la Trésorerie confédérale.

Un peu de pudeur Monsieur Belin

Les « bélinistes » éditent une revue baptisée bien à tort « Revue Syndicaliste ». Cette revue est placée sous l'égide d'un cercle, nommé Cercle syndicaliste de France.

Cela ne serait rien, car chacun sait ce qu'est le « syndicalisme » de cette équipe, mais cela devient grave lorsque ce cercle prétend grouper en son sein des membres de la C.N.T.

Nous l'affirmons, il n'y a pas de cénétiste au cercle de Belin.

Que cet avertissement mette fin à une équivoque qui se veut habile, mais qui n'est que grotesque.

DANS NOS RÉGIONS

2e U. R.

Aux TRAVAILLEURS des TRANSPORTS

Le syndicat, réuni en assemblée générale, après avoir examiné la situation actuelle, créée par l'augmentation incessante du coût de la vie et des loyers, estime que les 3.000 francs d'indemnité demandés par les diverses centrales, sont nettement insuffisants

Nous ne voulons pas une aumône, mais exigeons un rajustement effectif de nos salaires.

C'est pourquoi nous vous proposons les revendications suivantes :

1° Revalorisation des salaires basée sur l'indice des prix de 1938 ;

2° Application de l'échelle mobile unilatérale ;

3° Retour aux 40 heures et supression des dérogations des heures d'amplitude ;

4° Paiement à la semaine sans récupération des jours chômés pour fêtes légales ;

5° 26 jours ouvrables de congés payés pour tous ;

6° Remboursement intégral des frais de route ;

7° Revalorisition de la profession de chauffeur, qui, par les risques qu'elle comporte, en fait un des métiers ayant le plus de responsabilités ;

8° Titularisation de tout le personnel de l'entreprise.

En conséquence, le syndicat demande à tous les camarades de faire la propagande nécessaire pour faire connaître et aboutir ces légitimes revendications.

LE SYNDICAT.

Aux Membres de l'Enseignement

En attendant la réorganisation de la Fédération de l'Enseignement, qui s'est heurtée à certaines difficultés, faute d'une liaison suffisante avec la province et faute d'organisation locale, nous informons les camarades isolés de l'Enseignement qu'ils doivent cotiser à leur Union Régionale respective.

Nous les prions de se tenir en contact avec le Syndicat de l'Enseignement de la Région Parisienne (39, rue de la Tour-d'Auvergne), en vue d'un échange d'informations pour le développement de notre activité.

Il est recommandé aux camarades de fonder, dès qu'il est possible, des Syndicats de l'Enseignement. S'ils ne peuvent se grouper localement, se syndiquer sur le plan départemental semble être la meilleure formule

Le Secrétaire du Syndicat Unifié de l'Enseignement de la Région Parisienne.

6e U. R.

COMMENTAIRES INSPIRÉS PAR UNE CONFÉRENCE COMMUNISTE

Le 21 janvier dernier, j'assistai, en tant qu'auditeur, à une conférence du Parti Communiste Français, faite à la salle Arago, par M. André Tourné, député des Pyrénées-Orientales. L'auditoire était composé environ de 250 personnes. Il était visible que l'orateur faisait sa conférence en lisant des rapports établis par Thorez, Duclos, ainsi que des écrits laissés par Lénine; ceci laisse croire que M. Tourné n'était, en fait d'orateur, pas beaucoup plus qu'un « lecteur », d'un intermédiaire dont le Kominform se sert comme d'une marionnette.

Il lut ainsi les accords pris en 1913 par le congrès du Parti socialiste allemand.

Il critiqua les trotzkistes, les qualifiant d'espions du capitalisme, et s'employa à montrer l'Union Soviétique comme étant la véritable démocratie, où tous les hommes sont égaux. Il donna lecture du rapport de Thorez en répétant ses paroles : « Le peuple français ne fera pas la guerre à la Russie. » Il rappela un passage de Lénine, encourageant les masses à la prise du pouvoir.

L'orateur fit ensuite une critique contre la guerre d'Indochine, mais oublia, bien entendu, de mentionner que le ministre du Parti Communiste vota, en 1947, 16 milliards de francs pour la guerre dont il s'indigne actuellement. Il salua tous les dockers qui se sont refusés à décharger le matériel de guerre venant d'Amérique.

Je pose seulement la question : « Est-ce qu'en U.R.S.S. on ne fabrique pas des armes et des bombes atomiques ? N'y a-t-il pas des soldats ? Et les généraux russes envoyés en Pologne et en Bulgarie, à quelles fins ont-ils été soi-disant « prêtés à ces pays ? »

Ne faut-il pas être cynique pour affirmer que tous les hommes sont égaux dans une puissance totalitaire ? Les camps de concentration sont une preuve frappante qu'il n'existe pas de liberté dans le pays du socialisme dictatorial. La différence de salaires et l'inégalité économique prouvent qu'il n'y a pas d'égalité d'aucune sorte dans la société bolchevique et que les classes y sont maintenues, si ce n'est développées. Staline gagne plus qu'un ministre ou qu'un député, qui gagne plus qu'un commissaire, lequel gagne davantage qu'un agent, etc. On voit aisément que la « liberté et égalité » proclamée par les politiciens communistes n'est pour eux qu'un mythe dont ils se servent pour tromper les masses et gagner leur sympathie.

Il ne peut exister d'égalité économique tant que le barême du salaire n'est pas unique pour tous.

Tant qu'un régime dicte sa volonté à la base et la lui impose sans tenir compte des nécessités de celle-ci, ni lui demander son accord, il ne peut être considéré comme une démocratie.

Il faut renverser le système et que la base soit le facteur déterminatif. Nous aurons ainsi la véritable démocratie, c'est-à-dire le communisme libertaire.

UNE ÉTUDE DE NOTRE AMI GUILLIER

Notre camarade Guillier vient d'écrire une brochure :

LA REVOLUTION SALVATRICE

qui fera réfléchir tous ceux qui sont intéressés par la solution du problème social.

En vente à la librairie de la C.N.T.

LES GRÈVES DOIVENT NOUS ÊTRE UNE LEÇON DE PLUS

(Suite de la 1re page.)

Cette simple constatation ne présuppose nullement la négation de toute autre conception du syndicalisme, mais nous affirmons que la lutte tantôt brutale, quelquefois même sanglante, tantôt plus ou moins sournoise et « diplomatique » qui, depuis la Commune de Paris, s'est livrée sur le plan syndical, entre le patronat constamment soutenu par l'Etat et le prolétariat qui n'a jamais eu pour lui que ses seules forces, constitue pour nous, du point de vue pratique le meilleur enseignement, sans préjudice pour celui qui découle des luttes soutenues par nos frères, dans tous les pays du monde, contre leurs ennemis respectifs.

Aussi, quand on nous accuse « d'intransigeance », parce que nous demeurons fidèles à cet enseignement acquis au prix du sang ou de la liberté des meilleurs d'entre nous, n'y a-t-il pas de quoi hausser les épaules ?

D'autres luttes peuvent surgir et l'on pourra de nouveau épiloguer plus ou moins fructueusement sur elles, mais rien ne peut effacer de notre esprit ce que nous savons déjà grâce à des sacrifices inouïs consentis par des hommes de notre classe, sacrifices immenses, impossible à évaluer. Pourquoi donc voyons-nous encore tant de nos camarades se laisser abuser par le réformisme, par exemple, dont nous

ne connaissons que trop l'impuissance? Les trois quarts d'entre nous consentiraient à se laisser exploiter pendant des siècles, à la seule condition de pouvoir vivre tranquilles eux et leurs familles. Mais cette sécurité si élémentaire aux yeux de tous, ils ne peuvent l'obtenir, même en échange de toute une vie d'esclavage. La menace du chômage, de la misère provoquée par des salaires trop bas en face de prix inaccessibles, et surtout la perspective d'une nouvelle conflagration mondiale capable de mettre en péril toute notre civilisation, sont autant de problèmes insolubles pour nos gouvernants et nos politiciens quels qu'ils soient et dans le cadre du régime actuel.

Ce n'est ni un homme seul, ni un parti, même dotés de « pleins pouvoirs » qui peuvent assurer pour chacun et pour tous, dans un proche avenir, le Pain, la Paix et la Liberté.

Il y faut le concours de toutes les forces productives du pays, car seul le travail est capable de relever les ruines accumulées par le capitalisme et d'assurer la tranquillité et le bonheur de tous les citoyens. Le régime du profit, source de la misère du plus grand nombre, doit disparaître.

L'Etat, sous quelque forme qu'on se le représente, ne peut être que la machine à pressurer le peuple, quel qu'en soit le mécanisme. Cette dernière « leçon » doit apparaître clairement aux yeux des moins avertis, surtout après la farce des nationalisations, considérées comme une panacée par les faux « représentants du peuple ».

Voilà très grosso modo l'enseignement qui se dégage des innombrables luttes entreprises par le syndicalisme. Par ailleurs, nous ne devons pas oublier que l'internationalisme est également une impérative nécessité pour l'affranchissement de tous les esclaves du monde.

Notre syndicalisme ne peut rien avoir de commun avec celui des politiciens qui songent avant tout aux intérêts de leur parti et engagent la bataille sans se préoccuper du sort de leurs troupes.

Notre syndicalisme considère le travail aux pièces, à la tâche ou à la prime, si bien payé soit-il, comme une source de chômage et de division entre les travailleurs. Notre lutte contre la hiérarchie et contre les conventions collectives, tout cela nous est dicté par l'expérience qui nous a révélé combien tous ces prétendus avantages nous sont funestes. Il faut être d'une indigne mauvaise foi pour prétendre que nous sommes guidés par d'autres considérations, notamment par jalousie, amour-propre, etc.

Mais patience, sur toutes ces questions soulevées par notre C.N.T., il faudra bien que tôt ou tard la classe ouvrière se décide et qu'elle dise elle-même où elle veut aller. Et nous avons la conviction qu'elle viendra avec nous, le jour où, enfin, n'écoutant que sa propre expérience, elle aura tiré la leçon de ses grèves, de toutes ses grèves, dont quelques-unes lui coûtèrent si cher.

BULLETIN D'ABONNEMENT

au « Combat Syndicaliste »

Je soussigné,

NOM .....

Prénoms .....

demeurant .....

.....

déclare souscrire un abonnement de (1) .....

au « Combat Syndicaliste ».

Le .....

SIGNATURE

Envoyez les sommes au C.C.P. PARIS 1353-92 PORTIER, 22, rue Washington, PARIS-VIIIe

(1) 12 numéros : 110 fr. - 24 numéros : 215 fr. - 48 numéros : 420 fr.

B.D.I.C

ET NOS SYNDICATS

15e U. R.

DES GREVES ALSACIENNES AUX CURES NOURRIS PAR L'ETAT

Comme partout en France, il y a eu des grèves tournantes dans notre région. Dans le Bas-Rhin, les grèves ont commencé aux « Forges de Strasbourg »; ensuite, elles se sont étendues aux Usines Mathis, chez Felic, de Dietrich, à Niederbronn, Reichshoffen et Metzwiller, puis chez Bugatti à Molshcim, Holweg à Rosheim, et à quelques boîtes de moindre importance.

Dans la Moselle : grèves dans la métallurgie (sidérurgie, etc.), aux usines de Wendel à Hayange, à l'U.C.P.M.I. et Aciers Fins de l'Est à Hagondance, à la Société Métallurgique de Knutange, aux Aciéries et Hauts-Fourneaux de Rombas. Dans cette dernière localité, les C.R.S. ont été lancés contre une paisible manifestation de grévistes. D'après A.F.P. : « Les C.R.S. ont dû employer des grenades lacrymogènes. Un des membres des forces de police a été blessé. Quinze arrestations ont été opérées. » Quelques jours plus tard, trois ouvriers ont été condamnés à un mois de prison avec sursis, un autre à deux mois ferme.

Dans le bassin minier de Briey-Longwy, des grèves ont également éclaté à Micheville, aux Mines du Nord-Est, à Jondreville, à la Mine de la Noue à Homécourt; à Audun, les grévistes ont kidnappé le directeur des mines.

Le gouvernement actuel, en accordant, sous la pression des ouvriers sous-alimentés, la liberté des salaires, prétendait ne plus intervenir dans les conflits sociaux. Dans les industries nationalisées, il prétend ne pouvoir accorder que 4,5 à 5 % d'augmentation. Il fait claironner à la radio que l'or baisse et que le franc monte.

Les entreprises privées ont adopté l'augmentation de 5 % et disent ne pouvoir les dépasser, sauf quelques rares exceptions qui ont été jusqu'à 8 %. Or, chacun sait que les salaires actuels sont proportionnellement inférieurs de 50 % à ceux de 1939, les prix dont la montée continue, étant de 20 à 25 fois plus élevés qu'en 1939 et les salaires n'étant que 10 fois ce qu'ils étaient à cette époque.

Se rapportant à la grève de 24 heures des traminots de Mulhouse, Nancy et Strasbourg, nous pensons que ces traminots auraient dû imiter leurs camarades de Marseille qui, dans une grève devenue populaire, ont roulé, mais les usagers ont voyagé *gratuitement*.

Dans le bâtiment, les ouvriers du barrage d'Ottmarsheim s'étant mis en grève, le Conseil municipal de Strasbourg, dans sa séance du 13 mars 1950, a décidé d'autoriser M. le Maire à dépasser les crédits prévus pour *l'Assistance publique* de la ville, afin de mettre à la disposition des grévistes strasbourgeois nécessiteux des bons d'achat de denrées et de marchandises, ainsi qu'il a été publié par les journaux. L'évêque de Strasbourg, dans une prière, a souhaité que « les pourparlers mènent à de bons résultats, afin d'assurer à tous les travailleurs une vie digne de leur condition d'hommes et de chrétiens » (ainsi soit-il !). Ce parasite célibataire sait cependant très bien que, si les salaires montent, les impôts monteront automatiquement et son traitement, qui était en 1948, de 956.000 francs, indice 600, dépassera largement le million en 1950; et ses complices, les curés qui, en 1948, percevaient de 293.100 à 449.100 francs (indices 220 à 315), atteindront le demi-million. Ces soi-disant « bons bergers » prêchent à leurs brebis que « celui qui est malheureux en ce monde doit se résigner, car d'autant plus grande sera sa récompense dans un monde meilleur ». Par ce slogan, ils se montrent une fois de plus les ennemis de la classe ouvrière et les soutiens du régime. Nous demandons, nous, la suppression de cet impôt inique, qui existe encore en Alsace et en Moselle, grâce auquel les prêtres des différentes religions sont grassement payés, et nous demandons l'application dans ces trois départements de la loi de séparation des Eglises et de l'Etat, en attendant la révolution sociale.

CHANGLEUR.

17e U. R.

Pontifes F. O. en action

Le 27 février dernier, l'ensemble du personnel des établissements Curty et Cie, consulté par referendum, votait à la majorité en faveur de la grève. Après 8 jours d'arrêt de travail et d'action menée par les militants C.G.T., C.N.T., F.O. et inorganisés, nous n'avions, malgré tous les efforts faits par les camarades, obtenu aucun résultat tangible de la part de la Direction. C'est alors qu'un communiqué, paru dans la presse, convoqua en réunion, au Siège de Force Ouvrière, les ouvriers grévistes de chez Curty.

Mais un filtrage avait lieu à l'entrée et les camarades cégétistes, cénétistes et inorganisés qui avaient montré de la combativité depuis le début de la grève restèrent sur le trottoir alors que les éléments F.O. et jaunes se réunissaient à l'intérieur. Flairant une manœuvre coutumière aux réformistes, deux camarades réussirent à s'infiltrer et purent ainsi nous renseigner : les Bonzes F.O. avaient décidé d'envoyer, dès le lendemain, une délégation particulière à la Direction pour l'informer qu'ils reprenaient le travail le surlendemain (manœuvre qui fut déjouée par la suite). Une proposition avait en outre été faite par un de leurs responsables, d'inviter l'ensemble du personnel à reprendre le travail par un communiqué qui aurait été donné à la presse et signé : « Un groupes d'ouvriers ». Mais l'ensemble ayant manqué de courage, cette proposition fut abandonnée.

LYON.

19e U.R. MARSEILLE

APPEL AUX JEUNES TRAVAILLEURS

En vue de la formation d'un groupe de Jeunesses Syndicalistes, tous les jeunes amis et sympathisants sont cordialement invités à la réunion qui aura lieu le *mardi 4 avril*, à 19 heures, salle 5, 13, rue de l'Académie, vieille Bourse du Travail, à Marseille.

L'Espagne fasciste, danger pour le Monde

(*Suite de la 1re page*)

A Mexico, en pleine avenue de la Réforme, le 20 février, le représentant officieux du gouvernement franquiste, José Gallostra Garcia, a été abattu d'un coup de feu. Son agresseur, Gabriel Salvador Fleitas Ronco, Cubain d'origine, et ancien combattant de la guerre d'Espagne, déclara hautement, lors de son arrestation, que son geste devait être interprété comme un acte de protestation contre l'oppression subie par le peuple espagnol parmi lequel d'honnêtes travailleurs sont chaque jour torturés et assassinés.

Interrogé sur ses idées, Salvador Fleitas s'est déclaré anarchiste. Il mentionna en outre qu'il considérait Staline et Franco aussi odieux l'un que l'autre et qu'il les jugeait comme étant les dictateurs les plus répugnants de ce temps. Sans doute faut-il voir dans cette dernière affirmation la raison de l'accord du duo stalino-franquiste contre Salvador Fleitas. Les presses communistes et phalangistes se sont lancées à fond dans la charge contre Fleitas. Un seul point litigieux : l'appartenance idéologique. Pour les franquistes, Fleitas est dénoncé comme un agent du communisme international ; pour les staliniens, il est un agent provocateur phalangiste (quelle pauvreté d'imagination ! le terme « trotzkiste » serait-il usé ?). Le malheur est que dans les milieux libertaires et syndicalistes d'Amérique latine la personnalité de Salvador Fleitas est trop connue pour qu'il soit possible de s'interroger à son sujet.

Et voici que pour corser l'affaire on apprend que Gallostra, au moment de sa mort, était porteur d'un document qu'il avait rédigé à l'intention de ses chefs phalangistes, rendant compte de ses activités en Amérique latine. Ce document fut trouvé sur lui par les autorités qui procédèrent aux investigations consécutives au meurtre. Il devait amener, par suite de recherches plus étendues, à découvrir que Gallostra était un agent extrêmement actif et dangereux du gouvernement franquiste. En collaboration avec le parti « synarchiste » (parti fasciste) de ces régions, il avait participé de manière effective à la préparation des divers mouvements fascistes insurrectionnels qui se sont produits récemment dans divers pays d'Amérique latine : Venezuela, Guatemala, Bolivie, Colombie, Chili et Panama. Il se trouvait du reste en Amérique du Sud depuis plusieurs années.

Somme toute, le gouvernement mexicain l'a échappé belle !

Souscription pour le C. S. hebdomadaire

(*Suite de la 1re page.*)

Chambres, à Lavau : 500 fr.

19e U.R. : 5.000 francs.

Syndicat de l'Enscignement, Paris : 2.000 francs.

2e U.R. (1er versement) : 5.000 fr.

Syndicat Intercorporatif de l'Yonne, liste n° 41 : Lebreton Jean, 100 fr.; Vallet Jean, 100; Nicol, 200; Pedro Casal, 100; Ribero, 50; Bicard, 150; Samperi, 100; Lindume, 100; Val, 100; Augé, 50. Total : 1.050 francs.

S.U.B. de Paris, liste 140 : Bouzigou, 50 fr.; Arondel, 100; Delaby, 50; Latour, 25 fr.; Guia, 50. Total : 275 fr.

6e U.R. : 10.000 francs.

Union Locale de Palaiseau : 500 fr.

Association Internationale des Travailleurs : 50.000 francs.

S.U.B. de Paris, liste n° 151 : Laure, 100 fr.; Fougeras, 50; Bal Voirat, 100; Paufique, 50; Birot, 50; Mazfar, 50. Total : 400 francs.

Métaux Paris (2e versement) : 5.000 francs.

Union locale de Lyon, liste 109 : Eydieux, 100 fr.; Jasserand, 100; Plantard, 50; Métaux Lyon, 500; Fargues, 50; Berthault, 50; Masneuf, 100; Coimmun Simon, 100; Briguet, 100; U.L. Lyon, 500. Total : 1.650 francs.

Union Locale Poitiers, liste 89 : Rolland, 100; Alianio, 50; Landry, 100; Chauvet, 50; Alcaraz, 40; Terraba, 50; Gardian, 60; Quintard, 50; Destadella, 50; Navarro, 50; Acerete, 50; Perez, 50; C.S. Poitiers, 20. Total : 720 francs.

Souscriptions recueillies par l'Union Locale de Toulouse, 9.635 francs.

Mineurs de la Grand'Combe, liste n° 53 : Léon, 120 fr.; Martinez, 60; Testud, 200; Ponce, 100; Seno, 20; Peralte, 100; Ferragut, 150; E. Lopez, 100; Roméo, 100; Castro, 60; Calveto, 100; Martinez, 100; Olive, 200; X, 100; Autre, 50; Diego, 50. Total : 1.710 fr.

Permanence Paris, liste n° 27 : Karabo, 70; Boivent, 150; Brive, 200; Munoz E., 120; Chartier, 130; Marchal fils, 150; Oudin, 500. Total : 1.320 fr.

Total général de la deuxième liste : 96.240 francs.

Faire parvenir le montant des dons et souscriptions pour le « C.S. » hebdomadaire à Doussot René, 9, avenue de la Porte-Clignancourt, Paris-18e, C.C.P. 5.046-35, Paris.

Note de l'Administration. — Les camarades sont avisés que, conformément à la décision du Congrès Confédéral qui disait qu'il ne sera plus fourni de numéro mensuel dès la parution de l'hebdomadaire, il leur faudra maintenant s'abonner ou se procurer le journal chez les dépositaires.

COMMUNIQUES

TRÉSORIER CONFÉDÉRAL

René Doussot, 9, avenue de la Porte-de-Clignancourt, Paris (18e). - C.C.P. 5046-35.

FÉDÉRATION DU BATIMENT

Les U.R. et tous les syndicats de l'industrie du Bâtiment sont informés que le « Travailleur du Bâtiment » ne paraîtra pas en avril.

Les retardataires voudront bien payer leur retard de toute urgence.

Adresser les fonds au C.C.P. Paris 6261-16, Maurice Arondel, 100, rue Doudeauville, Paris-18e, en spécifiant s'il s'agit d'un paiement pour le journal ou pour la Fédération.

En ce qui concerne la copie et le nombre de journaux, s'adresser à Marchal Charles, 8, avenue Jean-Aicard, Paris-11e.

F.T.R.

Mer. 18 à 19 h. Trésorier : Lavigne Roger, 1, rue des Venêts, Pontoise (Seine-et-Oise). C.C.P. 6701-99, Paris.

2e U.R.

Le camarade Fernand Marchal étant désigné comme trésorier à la IIe U.R., tous les fonds concernant cette Région doivent être adressés à Marchal Fernand, 8, avenue Jean-Aicard, Paris (11e), au compte C.C.P. 7381-00, Paris.

P.T.T.

Deuxième et quatrième dimanche à 9 heures. Permanence lundi de 18 à 20 heures.

Textile-Habillement

Tous les samedis de 14 à 18 heures.

Services Santé

Lundi de 17 à 19 heures.

Bois-Ameublement

Mercredi, à 18 h. 30, rue Faidherbe, Paris-11e (métro Faidherbe-Chaligny).

Cuirs et Peaux

Lundi à 18 h. 30, au siège.

H.C.R.C.

Lundi à partir de 15 heures.

U. L. Argenteuil

Tous les deuxièmes dimanches de chaque mois, avec la présence d'un délégué du Bâtiment et des Métaux.

U.L. Nanterre

Premier dimanche, café « Chez Paulo », rue Paul-Doumer (impasse de la Gare), de 10 à 12 heures.

Suresnes-Puteaux

Tous les 4e vendredi, salle de la Justice de Paix, à Suresnes, à 20 h. 30.

U.L. Colombes

La permanence de l'Union locale de Colombes a lieu les 1er et 3e dimanches de chaque mois, de 11 heures à midi, au Café de la Mairie, 20, rue Henri-Barbusse.

Goussainville

Les deuxième et dernier dimanche du mois, 10 à 12 h., Hôtel de France, Ferme des Noues.

Versailles

Permanence de l'U.L. les deuxième et quatrième dimanche du mois, café « Chez Hélène », 23, rue Montbauron, 10 à 12 h.

GROSLAY

Tous les dimanches, 10 à 12 heures, 55, rue de Montmorency, Groslay.

9e U.R.

S.I.A. DE LA ROCHELLE

Il est fait appel à tous les écrivains, éditeurs de livres et revues, ainsi qu'aux individualités qui ont à cœur que tous ceux qui veulent s'instruire par la lecture dans tous les domaines des connaissances humaines : c'est-à-dire sciences, littérature, arts, peinture, puissent trouver dans une bibliothèque tout cela à titre gratuit.

C'est pourquoi la section S.I.A. de La Rochelle voudrait fonder cette dite bibliothèque internationale ambulante ; et cela à titre gratuit pour tous ceux qui veulent lire et acquérir des connaissances ; qui n'ont pas les moyens cependant de pouvoir acheter livres ou revues.

Alors que les hommes ont besoin de mieux se connaître, de se comprendre, nous nous adressons à tous ceux qui veulent nous aider.

Tous les dons en nature ou espèces sont acceptés. Nous remercions d'avance, au nom de la S.I.A., toutes les personnes, toutes les individualités qui répondront à cet appel.

Adresser tous les dons chez Marius PARSONNEAU, pont des Salines, La Rochelle (Charente-Maritime).

Sur la semaine de 40 heures

(*Suite*)

Mise à jour au 1er février 1948

DURÉE HEBDOMADAIRE NORMALE.

Dans les services publics, la durée hebdomadaire du travail est de 48 heures pour tous les fonctionnaires, agents et ouvriers de l'Etat et des collectivités locales, à l'exception des agents et ouvriers dont la rémunération est déterminée en fonction des salaires de l'industrie privée. (Il semble bien pour ces derniers que les dispositions applicables restent celles de l'article 6 du décret-loi du 21 avril 1939 fixant la durée normale à 45 heures par semaine. Où est la rénovation souvent promise par les ministres ?)

Mise à jour au 1er mai 1948
(Rien sur la durée du travail.)

Mise à jour au 1er novembre 1948

HEURES SUPPLÉMENTAIRES. — (Il y a lieu d'ajouter ce qui suit aux paragraphes 1, 2 et 3 sur les heures supplémentaires de la mise à jour au 1er janvier 1946.)

4° *Régime spécial dans la boulangerie :*

Dans le département de la Seine, un accord intervenu entre les organisations syndicales intéressées et agréé par le ministre du Travail a remplacé les majorations habituelles de 25 et 50 % (L. 25 février 1946) par une *majoration uniforme et forfaitaire de 7 % des salaires.*

En province, ce régime spécial n'est pas, en principe, obligatoire, mais l'Administration ne s'oppose pas à son application si les syndicats locaux l'instituent par un accord analogue (C.M. Trav. TR. 49, du 13 juillet 1948).

Mise à jour au 1er février 1949

DURÉE JOURNALIÈRE. — RÉPARTITION HEBDOMADAIRE DE LA DURÉE DE TRAVAIL.

Dans les *commerces de détail non alimentaires*, le décret du 8 décembre 1948 (*J.O.* 9 déc., p. 12002) institue à partir du 1er décembre 1948, jusqu'au 1er décembre 1949, un *régime provisoire* comportant trois systèmes de répartition hebdomadaire de la durée du travail. (Les camarades voulant des renseignements sur ce régime n'auront qu'à m'écrire.)

Mise à jour au 1er mai 1949

DURÉE JOURNALIÈRE. — RÉPARTITION HEBDOMADAIRE DE LA DURÉE DU TRAVAIL.

Dans les *commerces de détail non alimentaires*, on trouvera dans la C.M. Travail TR. 5 du 8 février 1949 un commentaire du décret (ci-dessus écrit) du 8 décembre 1948.

D'autre part, les modalités de l'application de la loi des quarante heures ont été fixées :

— Pour certains salariés des bureaux, services administratifs et agences diverses (D. 16 février 1949, *J.O.* 18 février, p. 1834);

— Pour les entreprises de transports et de travail aériens (D. 4 avril 1949, *J.O.* 6 avril, p. 3513, Rect. *J.O.* 9 avril, p. 3629);

— Pour les services de fond des exploitations souterraines de bauxite (D. 25 avril 1949, *J.O.* 24 avril, p. 4207).

Mise à jour au 1er août 1949
(Rien à signaler jusqu'à maintenant.)

⁂

Voilà donc, camarades, mon article terminé. Je sais que beaucoup diront : « C'est bien compliqué, avec ces L. de ceci, *J.O.*, C.M. travail T. 49, etc. », mais je m'empresse de vous en donner l'explication :

1° « D. 4 avril 1949, *J.O.* 6 avril, p. 3573. Rect. *J.O.* 9 avril, p. 3629 » veut dire : « Décret du 4 avril 1949 inséré dans le *Journal officiel* du 6 avril, page 3513 et rectifié dans le *Journal officiel* du 9 avril, page 3629 »;

2° L. veut dire Loi; C.M., Circulaire ministérielle, et ainsi de suite pour toutes les abréviations.

Et puis, camarades, ne vous tracassez pas, je suis à votre service, après les heures de mon travail, pour tous les renseignements juridiques.

Alors, c'est bien simple, si vous voulez en savoir davantage, vous prenez une plume ou un crayon, du papier et votre plus belle écriture pour m'envoyer vos lettres sur ce que vous voulez savoir, avec un timbre réponse à mon adresse : M. Marchal fils, 8, avenue Jean-Aicard, Paris (11e).

SYNDICAT UNIFIE DU BATIMENT

L'ASSEMBLEE GENERALE DU BATIMENT

aura lieu dimanche 16 avril 1950, à 9 heures précises, à la « Chope du Combat », 2, rue de Meaux, Paris-19e, métro Colonel-Fabien.

NOTE DU TRESORIER

Les trésoriers des sections locales sont avisés de bien vouloir faire leurs versements régulièrement, pour que les adhérents de leur région puissent recevoir leurs journaux, car bon nombre de compagnons se plaignent de ne pas les recevoir; donc, il faut que l'on m'envoie le plus rapidement possible les noms et adresses.

Merci.

Le Trésorier :
ARONDEL.

SYNDICAT DES TRANSPORTS

SYNDICAT GENERAL DES TRANSPORTS

Assemblée Générale le 16 AVRIL 1950 — à 9 heures —

Restaurant la « Solidarité » 15, rue de Meaux — PARIS-(19e) (métro Colonel Fabien)

S.I.A.

Tous les adhérents de la Région parisienne sont invités à assister à la réunion qui aura lieu :

LE DIMANCHE 2 AVRIL 1950 à 9 heures du matin, Salle du 1er étage 24, rue Sainte-Marthe — PARIS

Métro : Colonel Fabien

Syndicat Industriel des Métaux (Trésorerie)

La permanence est assurée tous les samedis, de 14 à 19 heures et les lundis, de 18 à 19 h. 30. Si vous ne pouvez venir au siège, passez votre commande pour le matériel 1950 et réglez l'ancien à l'adresse ci-dessous : Yvernel Georges, 16, rue du Commerce, Paris-15e, C.C.P. 7243-69 Paris.

U.L. Suresnes-Puteaux

Tous les quatrièmes vendredis, salle de la Justice de Paix, à Suresnes, à 18 h.

Livre-Papier-Carton

Premier et troisième samedis, de 14 h. 30 à 19 heures.

LIBRAIRIE

LIVRES

Pierre Besnard. — L'Ethique du Syndicalisme, 75 fr. (120); La Paix, 100 fr. (145); Les Syndicats Ouvriers et la Révolution Sociale, 200 fr. (260); Le Monde de Nouveau, 140 fr. (185).
Aurèle Patorri. — La Débâcle de l'Elite, 150 fr. (195).
Gaston Leval. — L'Indispensable Révolution, 100 fr. (145).
Gabriel Giraud. — Paul Robin, 150 fr. (195).
Jeanne Humbert. — Sébastien Faure, 180 fr. (225).
Fernand Planche. — Kropotkine, 210 fr. (255); Durolle, 150 fr. (195); Louise Michel, 150 fr. (195).
Louis Lecoin. — De Prison en Prison, 160 fr. (205).
Voline. — La Révolution inconnue, 350 fr. (440).
Louis Buchner. — Force et Matière, 270 fr. (330).
Victor Méric. — Coulisses et Tréteaux, 75 fr. (120).
Charles Malato. — Les Joyeusetés de l'Exil, 100 fr. (160).
Ernest Haechel. — Histoire de la Création, 400 fr. (490).
W.S. Wallino. — Le Mouvement Ouvrier et la Démocratie aux Etats-Unis, 200 fr. (290).
Nestor Blanc. — Joyeux, fait ton fourbi, 255 fr. (320).
Fernand Pelloutier. — Histoire des Bourses du Travail, 260 fr. (305).
Louis Tenars. — Le Sauveur, 100 fr. (145).
Maurice Hallé. — Par la Grande Route et les Chemins Creux, 150 fr. (195).
B. Malon. — Précis du Socialisme, 175 fr. (235).
Jules Valles. — L'Insurgé, 125 fr. (170); Le Bachelier, 125 fr. (170); L'Enfant, 125 fr. (170).
Bakounine. — La Révolution Sociale ou la Dictature Militaire, 180 fr. (225).
Sébastien Faure. — La Véritable Révolution Sociale, 60 fr. (90); L'Imposture religieuse, 230 fr. (275).
Jacques Renne. — Syndicalisme Français, 200 fr. (245).
Maurice Ceyrat. — La Trahison permanente du P.C., 100 fr. (145).
Alexandre Marc. — Avènement de la France ouvrière, 210 fr. (270).
Emile Hureau. — Les Jésuites, la Classe ouvrière et la Révolution, 70 fr. (115).
Sébastien Faure. — Sacco et Vanzetti, 5 fr.; Les Douze Preuves de l'inexistence de Dieu, 10 fr.; Les Crimes de Dieu, 20 fr.; La Fausse Rédemption, 10 fr.
P. Comont. — L'Architecture, 20 fr.
Paul Lapeyre. — Ce qu'est le Syndicalisme révolutionnaire, 5 fr.
A. Guillier. — La Révolution salvatrice, 15 fr.
P. Camus. — Le Syndicalisme et le Problème paysan, 20 fr.
G. Yvetot. — ABC du Syndicalisme, 15 fr.
E. Rothen. — La Politique et les Politiciens, 20 fr.
P. Monatte. — Où va la C.G.T., 10 fr.
Pierre Besnard. — Le Problème des Salaires, 6 fr.
Edouard Rotot. — Le Syndicalisme et l'Etat, 12 fr.
Lashortes. — Qu'est-ce que le Prolétariat, 10 fr.
Louise Michel. — Prise de Possession, 15 fr.
Aristide Lapeyre. — Le Problème espagnol, 15 fr.
Les Anarchistes et l'Activité Syndicale, 15 fr.
La Bulgarie, nouvelle Espagne, 25 fr.
Les Bulgares parlent au Monde, 50 fr.
Le Syndicalisme et la Guerre, 5 fr.

REVUES

Mains et Cerveau, 40 fr.
Etudes Anarchistes, 40 fr.
Défense de l'Homme, 40 fr.

BROCHURES

Gaston Leval. — Le Communisme, 40 fr. (70); L'Anarchisme et l'Abondancisme, 10 fr.
G. Bernert. — La Société sans Etat, 20 fr.
L. Barbedette. — Pour la Justice économique, 10 fr.
Ernestan. — La Fin de la Guerre, 5 fr.

EXPÉDITION

Pour les livres, les prix entre parenthèses sont les prix franco.
Pour les brochures joindre 10 francs à chaque.
Pour les recommandés joindre 40 francs par colis, en plus.
C.C. Postal de la Librairie : Paris C.C. 7.473-08, M. Marcheti Robert, 1, rue Dulaure, Paris (20e).

SERVICE DE LIBRAIRIE

Le service de librairie demande aux camarades qui font une commande de livres de bien vouloir envoyer le montant d'avance et de bien vouloir envoyer la correspondance au camarade Oudin, sauf en ce qui concerne le C.C.P. qui doit être adressé au camarade Marcheti.

Le libraire :
OUDIN.

CNT

Le Directeur-Gérant :
DOUILLET François

Imp. Spéc. du Combat Syndicaliste

B.D.I.C

LES ÉVÈNEMENTS DE CHINE

DE MAO A TITO EN PASSANT PAR STALINE

par EDOUARD ROTOT

Dernièrement, à Moscou, a été signé un traité d'alliance entre la Russie et la Chine de Mao Tsé Toung. On savait depuis plusieurs semaines que le leader chinois se livrait à de laborieuses négociations avec les autorités soviétiques, mais sans en connaître la nature et la portée.

De ce qui a été divulgué, nous savons aujourd'hui que le traité en question maintient le statu quo jusqu'en 1952. Des réactions variées l'ont accueilli dans les chancelleries occidentales. La France, toujours à la remorque de la diplomatie anglo-saxonne, c'est-à-dire des financiers yankees, attend, pour que ses hommes d'affaires au gouvernement se prononcent, que la Maison Blanche ait fixé sa ligne de conduite.

A Washington, la déception s'est traduite par une déclaration maladroite du président Truman, où s'exprime le chantage et l'intimidation, de mettre en chantier la bombe à hydrogène.

Cet argument incendiaire, loin de modifier la position de son antagoniste, l'a laissé impassible, et il entend exploiter l'avantage acquis sur l'échiquier diplomatique par la reconnaissance de Ho Chi Minh et le nouveau traité sino-soviétique.

Dans cette affaire, les Etats-Unis sont victimes d'une erreur fondamentale dans leur appréciation sur l'évolution de la politique chinoise. Ils avaient misé sur un « titisme » de Mao Tsé Toung, sur une désagrégation accru du groupe communiste autoritaire. Et au lieu de cela, la réalité les souffléte fortement; l'impérialisme soviétique est une force plus dangereuse que jamais.

En quoi l'impérialisme américain était-il autorisé à penser que Mao rejoindrait Tito ? Son livre sur la politique qu'il inaugurerait avec la prise du pouvoir ? Ses décisions en matière économique et sociale dans les régions qu'il contrôle ? Il faut convenir que la subtilité chinoise a triomphé du matérialisme occidental, qu'elle l'a bercé de douces illusions. Le capitalisme étant affairiste avant tout, on assiste à une révision de la politique américaine en Extrême-Orient, tendant à la recherche d'un compromis.

Contrairement à ce que l'on pense généralement, le livre de Mao n'était pas une profession de foi, mais un article de propagande. Ecrit dans une période où la tactique du front unique était en exercice avec le Kuomintang, son but était de rallier les radicaux de ce parti et les petits bourgeois nationalistes. Son programme était un programme de coalition, dans laquelle les communistes exerçaient le pouvoir avec des partenaires incertains et provisoires. Le traité d'alliance signé à Moscou permet de penser à un changement sérieux dans la politique intérieure chinoise, à un processus rapide analogue à celui qui a amené les bouleversements politiques et gouvernementaux dans les « démocraties populaires ».

⁂

On a parlé du « titisme » de Mao, mais, au fond, qu'est-ce que le « titisme » ? La connaissance de ce phénomène peut apporter une lueur sur les futurs événements chinois. Pour le comprendre, on ne peut faire autrement que d'interpréter les théories marxistes. Fausses, elles sont, c'est indiscutable. Mais c'est le seul moyen pour saisir les réactions psychologiques des dirigeants yougoslaves devant les prétentions économiques et politiques du Kremlin.

Il est de notoriété que le marxisme attribue une valeur absolue au développement industriel comme facteur progressiste d'évolution. Ce développement est, pour lui, la condition sine qua non à la formation d'une conscience de classe prolétarienne, grâce à la concentration des exploités, et confient en lui-même les possibilités de réalisation du socialisme. Après la prise du pouvoir, par le jeu du mécanisme économique, de ses formes, ce prolétariat industriel est l'élément idéal pour diriger la société; il doit, par conséquent, acquérir la suprématie et s'ériger en dictateur. D'autre part, en vertu des théories marxistes, plus l'industrialisation est poussée, plus étendu et profond est le socialisme; en même temps, elle éloigne les dépendances nationales. Quant à la paysannerie, contenant en gestation les mœurs capitalistes, les caractéristiques de l'économie bourgeoise, individualiste et spéculative, elle est la couche mineure de la population, un obstacle à l'institution d'une économie vraiment socialiste, qu'il faut surveiller constamment.

Or, Tito, jusqu'à preuve du contraire, considère encore juste ces postulats. Marxiste, le développement industriel est pour lui la source de l'indépendance nationale totale à laquelle il aspire et, par cela, le moyen de subjuguer la paysannerie, composée en grande partie de petits propriétaires, qu'il ménage actuellement par opportunité.

Comme chacun le sait, l'économie soviétique est planifiée. La planification comporte un ajustement des économies nationales des pays satellites aux nécessités du « bloc oriental ».

La préoccupation majeure de la Russie est, dans ce domaine, de s'opposer à une politique d'industrialisation dans les Etats « populaires » afin, qu'éventuellement, dans un conflit armé avec ses rivaux capitalistes, d'une autre nature que le sien, ces derniers ne trouvent pas sur place des usines pouvant servir à la fabrication de matériel de guerre ou à l'équipement militaire de leurs armées.

D'autre part, dans le cadre des plans stratégiques de l'état-major soviétique, ces mêmes Etats sont destinés à figurer comme glacis de couverture, c'est-à-dire comme premiers charniers où s'affronteront les armées terrestres. Dans ces conditions, on conçoit aisément pourquoi l'intérêt de la Russie est de constituer, en Yougoslavie comme dans les Etats balkaniques qu'elle subjugue, des économies agraires s'intégrant dans le système soviétique.

C'est de ces contradictions entre les intérêts militaires et stratégiques de la Russie et ceux de l'édification d'une économie « socialiste » en Yougoslavie qu'est né le « titisme ». Faute de trouver crédits et matériels d'équipement chez son allié de la veille, Tito, grâce à des concessions, s'efforce de les obtenir à Washington.

⁂

C'est précisément parce que les caractéristiques essentielles de la Chine s'apparentent à celles de la Yougoslavie, quoique plus arriérées, que les financiers américains crurent pouvoir, par des mesures de coercition économiques, la dissocier du bloc soviétique, opposer Mao à Staline. Dépourvus de crédits, en butte à un blocus économique (1), pour ne pas souffrir la stagnation et prolonger la misère engendrée par la guerre civile, ils pensaient que Mao se jetterait dans leurs bras, qu'il passerait dans leurs fourches caudines.

Il est évident que leurs calculs ne s'inspiraient d'aucun mobile humain. Pas plus pour faciliter des pèlerinages dans la patrie de Tsai Loun (2), afin d'y admirer les grottes aux Mille Boudhas. Non, ce qu'ils veulent, c'est la liberté de dépouiller les paysans et les coolies chinois. Celle de posséder un marché inépuisable pour l'écoulement de leur fabrication excédentaire, qui pèse d'un poids terrible sur la vie sociale aux Etats-Unis. Celle d'échapper à la crise profonde qui étreint dangereusement le capitalisme américain, en participant à la curée colonialiste de la Chine.

Mao n'avait-il pas lui-même, tant par ses écrits que par ses actes, encouragé cette politique ? En plus du livre cité plus haut, n'avait-il pas déclaré taboue la propriété industrielle privée ? Déclaré inacceptable l'immixtion ouvrière dans la gestion des entreprises, l'augmentation des salaires et l'organisation syndicale dans les usines ? Et ses armées, en quoi se sont-elles distinguées des troupes du Kuomintang envers les concessions étrangères ? En rien. Elles ont respecté le droit d'exterritorialité acquis par les brigands impérialistes en 1854.

Aujourd'hui, l'attitude de Mao déconcerte les flibustiers impérialistes occidentaux qui se voient supplantés par un adversaire aussi vorace. L'instabilité du monde et de la Paix en sera énormément aggravée. Mais il ne semble pas que ce soit pour l'immédiat le déferlement du cataclysme. La guerre froide continuera, avec plus d'intensité. Pourquoi ? Parce que l'Amérique sentant se dérober le marché chinois, la mise en échec de la technique prévue pour y parvenir, tentera d'y accéder, pendant un certain temps, par des relations normales (3). Si des crédits ne sont pas accordés, il est probable, par contre, dans la mesure où la solvabilité sera certaine, que les commandes de matériel seront satisfaites.

⁂

Le dernier accord sino-soviétique, aboutissement des négociations Mao-Staline, est-il vraiment un progrès profitable à la Chine ? Tout permet d'en douter. Il maintient les inégalités, temporairement paraît-il, qui ont provoqué la vague de fond nationaliste, mais cette fois, au seul bénéfice de la Russie.

La Mongolie intérieure, la Mandchourie resteront soumises au contrôle soviétique. Or, n'oublions pas que la Mandchourie est une province trois fois grande comme la France, très riche, et la partie de la Chine la plus industrielle. Il s'y trouve une sidérurgie de qualité étonnante, une métallurgie de premier ordre et une production d'huiles minérales parfaite à tous les points de vue. Son sous-sol, à peine exploité, contient des ressources formidables. Son sol, comme celui de la Mongolie, est d'une richesse incroyable. La culture de cette province pourrait nourrir à elle seule près de la moitié de la Chine.

Le contrôle de la Mandchourie est inévitable; un fait patent, puisque l'administration du chemin de fer de l'Est chinois est mixte, russe et chinoise, que celui du Sud mandchourien est, à partir de l'embranchement de Karbine, sous contrôle soviétique, que les Russes contrôlent sans partage Port-Arthur et que le port de Dairen est sous leur inspection. Ceci jusqu'en 1952. Est-ce à dire que le Kremlin envisage cette date-terme pour le grand conflit qui se prépare entre lui et le capitalisme libéral ? C'est bien possible. En ce cas, la Mandchourie, avec ses industries variées, toutes pouvant travailler pour la destruction, jouerait le rôle d'approvisionneur des armées russes opérant des bases sibériennes.

Sinon, c'est une prise de gages pour amener Mao à suivre docilement les volontés des potentats soviétiques.

Dans un cas comme dans l'autre, les intérêts du peuple chinois sont sacrifiés. Plus exactement, on se sert d'eux. En définitive, une clique remplacera une autre. Une clique politicienne et prébendière qui vivra comme des mandarins à la sueur des paysans et des ouvriers chinois.

(1) Les Américains refusèrent catégoriquement l'exécution par les maîtres de forges allemands d'une commande de 100.000 tonnes de rails pour la Chine de Mao Tsé Toung.

(2) Tsai Loun, né dans le département du Hung-Tchéou, à Lei-Yang (province du Hunan), fut le premier dans le monde à réaliser la fabrication industrielle du papier, environ au Ier siècle de l'ère chrétienne.

(3) Depuis le tournant de Mao, les Américains sont revenus sur leur décision concernant la commande de rails à la sidérurgie rhéno-wesphalienne.

L'ECOMBAT SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA Confédération Nationale du Travail

Section Française de l'Association Internationale des Travailleurs

RÉDACTION-ADMINISTRATION : 39, rue de la Tour-d'Auvergne - PARIS (9e)

Paraît tous les mois

Abonnements : 1 an (48 numéros) 480 fr.

C. C. P. E. PORTIER 1353-92 PARIS

22, RUE WASHINGTON, PARIS-VIIIe

LA SECTION ITALIENNE DE L'A. I. T.

Ce sont les principes de la charte de Berlin qui ont été confirmés à la conférence de Piombino

L'Italie a été toujours internationaliste et depuis la constitution de la Première Internationale, le mouvement ouvrier s'y est développé dans l'esprit de l'entente universelle des travailleurs organisés dans les fédérations de travailleurs libres.

La Conférence de Rimini en 1872 détermina le besoin de la réunion du Congrès de Saint-Imier, qui devait fixer définitivement les bases de l'action révolutionnaire apolitique et antigouvernementale du prolétariat organisé par corps de métiers.

A cette époque lointaine, il y avait en Italie de nombreuses sections organisées dans les fédérations régionales qui réunissaient dans un même élan révolutionnaire les travailleurs manuels et intellectuels.

Malgré la monarchie dominante et toute la réaction cléricale qui faisaient la guerre aux internationalistes le mouvement ouvrier prenait une ampleur déconcertante pour la bourgeoisie. Le fédéralisme expliqué par Bakounine et Fanelli faisait prendre au mouvement ouvrier une base solide qui se transformait en de puissantes associations d'ouvriers qui réunissaient les corps de métiers en une fédération locale, puis en fédérations régionales qui formaient un conseil national avec des délégations de toutes les régions.

L'organisation se faisait de la base au faite et sur les principes qui aujourd'hui sont ceux qui inspirent l'A.I.T.

L'Union Syndicale Italienne, n'est que la continuation de ces principes d'organisation, son action, sa lutte, ses buts sont ceux définis au Congrès de septembre de 1872 à Saint-Imier, repris et confirmés par la Charte de Berlin de 1922.

Le Congrès de Piombino qui décide la réorganisation de l'Union Syndicale Italienne déclare : « L'U.S.I. est une organisation qui associe les travailleurs manuels et intellectuels, indépendamment de toute conception politique et religieuse, en dehors de tous les partis politiques. Ces travailleurs s'associent entre eux, s'unissent sur des principes nettement fédéralistes. Et elle se propose de soustraire les travailleurs à l'influence réformiste qui se manifeste par la tutelle des partis politiques qui se partagent l'action syndicaliste selon les besoins de leurs intérêts et pour cela l'U.S.I. se réorganise en une Section de l'A.I.T. qui groupe tous les travailleurs manuels et intellectuels dans les syndicats d'industrie.

Par cet esprit, les travailleurs agricoles et industriels se forment à l'administration, à la gestion révolutionnaire tout en développant en eux-mêmes leurs initiatives qui leur laissent la liberté de mouvement pour agir et œuvrer en toutes circonstances par l'exercice de la solidarité, arme du combat contre le capitalisme et l'Etat.

Tous les conseils de l'U.S.I., depuis le Conseil du Syndicat, la Fédération locale, la fédération régionale et le Conseil national de l'U.S.I. n'ont aucune fonction exécutive. Ils n'ont en charge que la gestion administrative à l'échelle fédérative, et le soin de veiller aux intérêts généraux des travailleurs de respecter et faire respecter les résolutions des congrès qui signalent la marche à suivre selon les principes et les tactiques de l'action directe.

Aucun membre représentatif de l'organisation ne peut avoir d'investiture politique ou religieuse. Donc sont exclus des charges dans l'administration des syndicats et dans les conseils des fédérations ceux qui ont des charges ou des fonctions représentatives dans les organisations politiques ou religieuses.

L'Union Syndicale Italienne a pour principe la défense des travailleurs quels qu'ils soient, leur amélioration économique et sociale. Elle luttera sur tous les terrains jusqu'à l'émancipation intégrale des travailleurs qui ne peut s'obtenir que par la suppression du salariat, du capitalisme et par l'abolition de l'Etat.

Le syndicat est donc l'organisation de base qui dirigera la production et sera le distributeur de toute la richesse sociale selon l'axiome de la Première Internationale : à chacun selon sa force et capacité, et selon ses besoins.

Donc il adhère à l'A.I.T. et selon les principes de l'Association Internationale des Travailleurs, l'U.S.I. lutte contre le monopolisme, l'impérialisme du capitalisme libéral et totalitaire, contre le fascisme et le bolchevisme qui ne sont que des formes d'oppression.

L'Union Syndicale Italienne affirme que le syndicalisme révolutionnaire n'est pas périmé et qu'il reste la seule arme des travailleurs pour détruire la société capitaliste, l'Etat, que lui seul peut faire triompher la révolution sociale.

A l'action réformiste, à la collaboration politique elle oppose l'action directe des travailleurs organisés selon les principes et les buts de l'Association Internationale des Travailleurs.

P. CELSON

DANS L'A.I.T.

Le fascisme argentin fait fermer par la police tous les locaux de la F.O.R.A. à Buenos-aires

Dans un récent discours, le président Péron affirmait : « Enfin, les travailleurs de l'Argentine peuvent s'organiser librement et se donner l'organisation qu'ils veulent. »

Pour illustrer cette promesse, il fait fermer par sa police tous les locaux de la F.O.R.A., section argentine de l'A.I.T., et de quelques organisations autonomes sympathisantes. Puis, le journal, « La Protesta » a été interdit.

Sans raison apparente, les locaux du syndicat du Bois et de la Fédération de la Chaussure, de l'Union des Chauffeurs, de la Société de Résistance des Maçons, Cimentiers et annexes, de la Société de Résistance des Peintures, les Syndicats des Conducteurs de chars, des Plombiers, et les locaux de la Société de Résistance Ouvrière du Port de la capitale ont été mis sous scellés.

Cette mesure draconienne montre l'intensité de la réaction ; elle a été accélérée par la résistance que le gouvernement a rencontré dans le conflit soutenu par les dockers, conflit qui a paralysé complètement pendant 48 heures toutes les activités du port, malgré les menaces continuelles dont les travailleurs ont été l'objet et les efforts du gouvernement pour briser la grève.

Un premier mouvement avait eu lieu les 29 et 30 septembre ; le local fut fermé, et la police proposa, pour sa réouverture, les conditions suivantes :

1° Livrer la liste de tous les syndiqués, nom, domicile et nationalité de chacun ;

2° Les convoquer à l'assemblée le jour de la réouverture du local ; la Commission devait s'engager à ce que le syndicat ne parle plus de la revendication de salaire de 30 pesos par jour, ni des autres aspects de la campagne engagée. La Commission répudia énergiquement ces conditions en déclarant une grève de 48 heures pour les 26 et 27 décembre, avec pour principales revendications :

1° Ouverture du local ;

2° Droit de tenir des assemblées publiques en entière liberté ;

3° Conquête des 30 pesos par jour ;

4° Salaire intégral pour l'accidenté du travail ;

5° Protestation contre l'assassinat de l'ouvrier Aguirre (ce camarade a été assassiné par la police à Tucuman).

Les exigences policières avaient indigné le syndicat qui approuva à l'unanimité l'ordre de grève. Ce syndicat ne compte actuellement qu'une minorité de cotisants, à cause de la répression systématique du gouvernement contre la F.O.R.A., mais avec ses 1.000 cotisants, sans local, sa grève paralysa plus de 50.000 ouvriers, dont plusieurs milliers adhéraient au S.U.P.A., organisation péroniste du port. Nous reviendrons d'ailleurs dans un autre article sur l'esprit et la force morale de la F.O.R.A. Le résultat de la grève fut l'exaspération du gouvernement, qui répondit par la fermeture des locaux de la F.O.R.A.

De plus, l'état policier a dédié cette année 1950 à Saint Martin. Le journal « La Protesta » a été interdit pour n'avoir pas inséré la légende : « Année du Libérateur Saint Martin. »

Ainsi la F.O.R.A. rentre en clandestinité complète. Elle n'en est que plus âpre à la lutte. Le numéro clandestin de « La Protesta » l'indique bien : « Malgré tous ses efforts, la réaction n'atteindra pas ses buts funestes, car la F.O.R.A., avec ou sans locaux, continuera à faire front à toutes les tempêtes de la réaction comme elle l'a fait au cours de son existence longue et pleine de hasards. La F.O.R.A. ne périra pas parce qu'elle est l'incarnation d'un idéal sublime de liberté et de justice. »

De son côté, « La Protesta » s'adresse aux jeunes gens, dans un appel vibrant qui remémore l'hymne cénétiste des Barricades :

« AUX MURS, JEUNES GENS ! »

« L'Etat policier argentin, expression fidèle du totalitarisme, nous oblige à travailler dans la clandestinité. La fermeture des locaux ouvriers et des imprimeries, les violations du droit de grève et l'interdiction des réunions publiques, par des procédés qui suppriment la liberté d'opinion orale et écrite, sont un péril que nous devons neutraliser en éclairant la conscience du peuple.

« Que les murs parlent tant qu'existeront les obstacles qui nous empêchent de la faire d'une autre façon. Que la craie ou le charbon fassent le travail des imprimeurs, en marquant par des légendes lapidaires une époque de barbarie gouvernementale dans l'histoire de l'Argentine.

« AUX MURS, JEUNES GENS ! Au travail pour en faire notre presse murale. »

Renée LAMBERET.

La honte des camps de concentration féminins en Bulgarie

Le récit suivant d'une antifasciste internée au camp de concentration des femmes, à Nojarevo (Bulgarie), simplement pour ses convictions antifascistes et son courage à les affirmer, nous parvient à l'instant. Nous le reproduisons dans toute sa simplicité.

« J'ai été envoyée au camp de concentration de Nojarevo pour six mois, mais par la suite, mon séjour s'y prolongeait automatiquement. Dans ce camp, il y avait d'autres femmes internées aussi pour six mois, et qui y sont depuis trois ans.

« Dans cette « Communauté de rééducation et de travail » se trouvent, outre les internées politiques, des prostituées et des criminelles. Il nous faut travailler, vivre et dormir ensemble. On nous vole le peu de colis (au plus 5 kilos par mois) que nous recevons.

« Nous sommes obligées de travailler en plein air et sommes très mal vêtues; la plupart des femmes n'ont pas de bas, portent des sabots de caoutchouc troués, une blouse et un tablier de coton, et pendant l'hiver, un pantalon et une capote déchirée de soldat ou de policier. On nous oblige à travailler par les intempéries.

« La nourriture est très mauvaise. La ration de pain du début a été réduite. Dans la soupe, il n'y a pas de graisse ni de légumes. On ne nous chauffe pas et nous dormons au froid, avec une seule couverture.

« En plus de ce traitement, il nous arrive souvent d'être punies « pour ne pas avoir dit la vérité ». On nous enferme alors dans des cellules de trois mètres sur trois, à cinq, six ou huit ensemble; l'air y est insuffisant et il s'y trouve des malades atteintes d'incontinence d'urine. Les plus résistantes d'entre nous étions souvent emportées de ces cellules sur des brancards, dans des hôpitaux; mais, après guérison, on nous y fait rentrer, ou bien on nous envoie au service pénitentiaire; là il faut travailler depuis le lever du soleil jusqu'à son coucher, avec 310 gr. de pain et seulement une fois par jour: le soir, une soupe d'eau pure, sans trace d'aucune graisse.

« Ce service pénitentiaire est installé dans un établissement sale et malsain. On y est envoyé très facilement, il suffit d'exprimer lors d'un rapport quelconque, une opinion personnelle. Dans ce cas, le nom de l'imprudente est noté pour lui demander des explications. On la traite de « saboteur des travaux des champs » et elle se trouve dans le service pénitentiaire. Les punitions varient, mais il y a des cas où elles durent de 30 à 60 jours.

« Dans le camp, on nous prive souvent de correspondance sans raison. »

La grandeur de ce récit, sans emphase ni plainte, fait pénétrer dans tout ce que le régime stalinien a d'inhumain; ce déni à toute justice, cette inexorabilité qui conduit, par un système froidement calculé, les plus vaillantes des détenues à la mort, nous amène à un perfectionnement du régime fasciste. Le fascisme tuait en masse, brutalement, mais ses prétentions à édifier le socialisme n'étaient pas prises au sérieux hors des frontières à l'intérieur desquelles il exerçait ses ravages.

Devant le régime stalinien comme devant la mort, la condition humaine s'efface, la femme est l'égale de l'homme. Nous ne demandons aucune faveur, mais sachons comprendre notre tâche. Que les femmes du monde entier sachent relever le défi et s'associent à la campagne contre la honte des camps de concentration. Qu'elles répondent à l'appel des femmes de la *Commission d'Aide aux Antifascistes de Bulgarie.*

Femmes libres du monde entier ! Suscitez des manifestations, envoyez vos protestations. collectez des fonds. Ne restez pas insensibles à la souffrance de vos semblables. En contribuant à sauver d'une mort injuste des enfants, des femmes et des hommes épris de liberté, participez à l'œuvre de justice dans laquelle la femme se doit de tenir une large place.

La Commission d'Aide aux Antifascistes de Bulgarie, 47, rue de la Victoire, Paris-9e, France.

DANS LA JUNGLE HUMAINE

PAS DE SABOTAGE !

I

Ah mais ! Je n' suis pas d' votre avis !
Les fidèl's du syndicalisme,
D' la chart' d'Amiens d' mil-neuf-cent-six,
Déconcertants d'Idéalisme.
Il ne s'agit que d' s'adapter,
Et quand vous parlez d' sabotage
Ça m' fait voir roug' ça m' fout en rage
Comme un' vach' dev'nu' député.
Et, j' n'hésit' pas à l' dir' bien haut :
J' veux pas qu'on abîm' le boulot !

II

Dans l' travail, faut d' l'honnêteté ;
Si l' seigneur pai' votre semaine
Vous d'vez, par réciprocité,
Donner votr' peau... avec la laine.
Pensez, si vous l' pouvez encor,
Au préjudice irrémédiable
Que caus'rait un simple grain d' sable
Dans les joints du systèm' Taylor !
Et, j' n'hésit' pas à l' dir' bien haut :
J' veux pas qu'on abîm' le boulot !

III

Il ne faut pas mettre d' l'ém'ri
Dans les rouages des mitrailleuses,
Ça f'rait d' la mort au ralenti
Pour cell' qui r'vient, fraîche et joyeuse.
Surtout, soignez bien les moteurs
Des avions, et leur machin'rie,
Afin que n' crèv'nt pas en série
Les très « courageux » aviateurs !
Et, j' n'hésit' pas à l' dir' bien haut :
J' veux pas qu'on abîm' le boulot !

IV

Enfin, faut pas récriminer
Contr' les taudis et tout's les fraudes ;
En vous laissant empoisonner
De bell's fortunes s'échafaudent.
Allons, intègres producteurs
Promis aux proches hécatombes,
Creusez docil'ment votre tombe
Sans écouter les saboteurs !
Et, j' n'hésit' pas à l' dir' bien haut :
J' veux pas qu'on abîm' le boulot !

CLOVYS,
de la « Muse Rouge ».

B.D.I.C 3428

LA JUSTICE SOCIALE

LE COMBAT SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

24e année - Nlle série, No 25 — 10 FRANCS — 1er MAI 1950

CE N'EST PAS DU PLOMB !

DEPUIS quelques temps, on peut voir sur les murs de Paris, de petites affiches portant ces mots : « L'ordre, c'est la justice sociale. » Et c'est signé : « L'Aube. » Ainsi, le journal « bien pensant » « L'Aube », rejoint les syndicalistes révolutionnaires, les plus ultras, car nous aussi nous luttons pour la justice sociale.

Mais, ce n'est pas la même, et de loin...

La justice sociale de « L'Aube » est probablement celle de M. Bidault, à moins que ce dernier soit en désaccord avec le journal dont il est le directeur. Et le dernier discours de M. Bidault, tout comme ses discours précédents, nous renseigne sur sa façon d'interpréter la justice sociale.

M. le ministre Bidault, adjure les organisations professionnelles, de se rencontrer et de s'entendre parce que, précise-t-il, ces contacts sont indispensables pour que la paix sociale et la tranquillité économique soient consolidées.

C'est là l'éternel point de vue de tous les hommes de gouvernement. Mais les contacts entre patrons et ouvriers, ressemblent étrangement à ceux de l'enclume avec le marteau. Les bagarres sanglantes entre la police et la classe ouvrière, ne sont pas de nature à réaliser l'idylle rêvée par les hommes d'Etat et par tous ceux que « l'agitation » ouvrière, empêche de dormir. Au contraire, de pareils faits ne peuvent manquer de réveiller de douloureux souvenirs se rapportant à des faits semblables, et automatiquement les poings se serrent et la flamme de la révolte s'allume dans bien des cœurs.

(*Suite en page 2.*)

LE PREMIER MAI N'EST PAS LA MI-CARÊME

Non ! le Premier Mai n'est pas un jour de fête ; c'est ce qu'entend rappeler à la classe ouvrière notre C.N.T. Pourquoi cette négation, diront bon nombre de travailleurs ; nous répondrons en leur rappelant que c'est le patronat et l'Etat qui, ne pouvant effacer de l'esprit des ouvriers les souvenirs des luttes passées, ont, par machiavélisme, substitué à cette journée de lutte et de revendications une journée fériée.

Il est malheureux de constater que lorsque l'on parle du Premier Mai aux ouvriers, une grosse majorité croit, avec bonne foi, que cette journée est la fête du travail et des travailleurs.

Nous sommes sûrs que même parmi les militants qui se croient avertis de ce qu'est le syndicalisme, il en est peu qui connaissent l'origine de cette date et les raisons exactes que l'on fait choisir de préférence à n'importe quel autre jour de l'année.

Sans vouloir, en aucune façon, avoir la prétention d'être des historiens, allons-nous essayer de retracer brièvement la naissance et le développement de cette journée du Premier Mai.

Il apparaît probable que l'initiative de cette date revient aux Américains et ce, parce que, à la fin du XIXe siècle, le Premier Mai était dans les Etats de New-York et de Pensylvanie le jour où commençait les locations et baux.

En 1886, l'organisation américaine des « Chevaliers du Travail » lance une campagne d'agitation en faveur de la journée de 8 heures. De nombreuses grèves furent déclenchées pour réclamer cette réduction de la journée de travail. Le 1er mai et le 3 mai 1886, les ouvriers de l'usine Mac Cormick manifeste autour de leurs lieux de travail ; la police tire et fait de nombreux morts et blessés. Le 5 mai, à Haymarket, c'est après plusieurs salves contre les ouvriers qu'une bombe

J. SAMSON.

(Suite en page 2.)

ORGANISEZ PARTOUT VOS GROUPES DE VENDEURS

En raison de l'abondance des articles pour ce numéro, la publication des souscriptions reçues est reportée au prochain C.S.

L'effort FINANCIER POUR LE LANCEMENT du « COMBAT SYNDICALISTE », HEBDOMADAIRE, NE DOIT PAS RALENTIR.

VOTRE AIDE EST, ET, RESTERA PRECIEUSE, CAR NOTRE ORGANISATION NE DISPOSE D'AUCUN FONDS OCCULTE.

CONTINUEZ A FAIRE PARVENIR RAPIDEMENT LE MONTANT DES SOUSCRIPTIONS POUR LE « COMBAT SYNDICALISTE » HEBDOMADAIRE, AU TRESORIER CONFEDERAL.

Dausset René, 9, avenue de la Porte Clignancourt, Paris. C.C.P. : 5046-35, Paris.

HOCHE MEURANT EST MORT

Hoche Meurant vient de mourir.

C'est une perte cruelle pour notre mouvement, auquel il a donné tout ce qu'il pouvait.

Il a été un des artisans de la Constitution de la C.N.T. et un soutien fidèle de l'A.I.T., en lesquelles il avait mis tous ses espoirs.

Il avait franchi le quarante-quatrième anniversaire de sa condamnation à mort prononcée par le Conseil de guerre d'Oran, le 5 avril 1906.

Antimilitariste, il a payé bien cher cette profession de foi. Hoche Meurant n'est plus, la lutte continue !

Qu'une légion de jeunes se lève pour reprendre le flambeau qu'il a laissé.

Emile DUQUELZAR.
L'Inter de Roubaix.
La 13e Région de la C.N.T.
« Le Combat Syndicaliste ».

CHEZ MICHELIN A CLERMONT-FERRAND

PREMIER MAI DE LUTTE ET D'ESPOIR

A l'heure où ces lignes sont écrites, il y a exactement 46 jours que les travailleurs des industries chimiques clermontoises sont entrés en grève.

C'est environ 16.000 ouvriers des usines Michelin et Bergougnan qui se trouvent affectés par ce mouvement d'une durée peut-être unique dans l'histoire des conflits sociaux d'après-guerre. Engagé le 3 mars, à la suite d'un referendum organisé par les centrales C.G.T., C.G.T.-F.O. et C.F.T.C., le mouvement se poursuit autour de la prime de 3.000 francs et de diverses autres revendications particulières à chaque usine. Son principal objectif demeure une augmentation de salaires dans le cadre des nouvelles conventions collectives dont la discussion est sans cesse différée.

En somme, ce conflit, comme tous ceux déclenchés en France, ne dépasse pas le cadre du syndicalisme réformiste le plus périmé, mais pour une fois se situe sur un terrain essentiellement revendicatif.

Jusqu'ici le patronat a opposé aux revendications ouvrières, une fin brutale de non-recevoir, allant même, comme la direction Michelin par exemple, jusqu'au refus de se faire représenter à la deuxième session de la commission départemental de conciliation et d'arbitrage.

Les seules propositions connues faisaient état du paiement d'une demi-quinzaine de salaire comme condition à la reprise du travail chez Michelin, mais il ne s'agissait là que d'une avance non exempte de retenues dans les mois à venir. En clair, cela constituait une insulte pure et simple à la dignité des travailleurs et ne pouvait servir de base à aucune prise de contact. Plus que tous autres, MM. Puiseux et Boulanger ont spéculé sur la misère et la lassitude d'un prolétariat qu'ils voulaient abattre, coûte que coûte. Attaché au paternalisme le plus réactionnaire, le trust Michelin n'a jamais admis dans son entreprise qu'une seule ligne de conduite :

L'aumône et l'antique charité des exploiteurs, présentées, sous la forme d'œuvres multiples, d'une portée sociale et humaine pratiquement nulle et qui constituent autant de sources de revenus, pour eux seuls ; que de moyens d'assujettir les travailleurs. Au terme de la septième semaine de grève le conflit des industries de produits chimiques clermontoises risque d'atteindre les usines de construction de voitures automobiles de la région parisienne, Citroën notamment.

Les pouvoirs publics ont été saisis de l'affaire et un conseil de cabinet ministériel l'avait même inscrite à son ordre du jour, après la réception des représentants du comité de grève par Bacon et Bidault. Les choses en sont là et il est probable que le jour de la parution de ce texte, le conflit aura pris fin, dans le mécontentement général, même si des satisfactions partielles sont finalement arrachées, comme compensation à cet effort admirable et plein d'enseignements.

Deux faits sont à retenir toutefois, dans le déroulement de ce mouvement revendicatif. Malgré que 55 à 60 % des ouvriers seulement se soient déclarés en faveur de la grève, il n'y a eu aucune tentative de reprise, même au lendemain des fêtes de Pâques, période propice à toute manœuvre, dans ce sens.

SPARTACUS.

(Suite en page 2.)

A HUE ET A DIA

NOTRE C.N.T. vient d'être de nouveau victime d'une manœuvre destinée à jeter la confusion dans l'esprit de ses membres.

Dans le journal « Combat », la Fédération des Syndicats Autonomes a prétendu que la C.N.T. avait adhéré au manifeste adopté lors de sa dernière conférence extraordinaire.

Il est à noter qu'à cette conférence, la C.N.T. n'avait pas été invitée, que, n'étant pas présente, elle n'avait pu connaître quoi que ce soit de ce manifeste dont elle n'apprit l'existence que le lendemain, par l'intermédiaire du journal sus-cité.

Il n'y a pas à préjuger ici de la réponse que la C.N.T. aurait pu faire au manifeste, si elle l'avait connu. Cela ressort des organismes responsables de l'organisation : C.A. Confédérale et Comité Confédéral des Régions. Il reste que les dirigeants de la F.N.S.A. ont manœuvré sciemment.

Au fond, nous comprenons fort bien la rancœur qui habite ces gens : il y a quelques mois, ils étaient tellement certains d'avoir mis la C.N.T. dans leur poche ; ils avaient tellement la certitude de « liquider » la seule organisation révolutionnaire existant sur le plan économique dans ce pays, qu'ils ne sont pas encore revenus de leur surprise.

Jean THERSANT.

(Suite en page 2.)

TRAVAILLEURS ASSISTEZ A NOS MEETINGS

A PARIS

LE 30 AVRIL, à 9 h. 30
GRANDE SALLE DE LA MUTUALITE, 24, rue Saint-Victor
(Métro : Maubert-Mutualité et Jussieu)

ORATEURS

FONTAINE
JUHEL
pour la C.N.T.
SIMOFF
de la Section bulgare
HAWKES
pour la Section anglaise de l'A.I.T.

DURAN
PINTADO
de la C.N.T. espagnole en exil
ALBROZINI
de la Section italienne

TOULOUSE
LE PREMIER MAI, à 9 h. 30
Maison des Syndicats, Cours Dillon
Orateurs :
SANS SICART, de la C.N.T. espagnole
Edouard ROTOT, de la C.N.T.
sous la présidence de JAMMES

BREST
LE PREMIER MAI, à 9 h. 30
Porte Fautras, face au Lycée
Orateur :
LE LANN, de la C.N.T.

COMMENTRY
LE PREMIER MAI, à 10 heures
Salle des fêtes de l'Hôtel de Ville
Orateurs :
LAVIGNE, de la F.T.R.
Paul LAPEYRE, de la C.N.T.

LYON
LE PREMIER MAI, à 9 h 30
« Eden-Cinéma », rue d'Anvers
Orateurs :
SAMSON, de la C.N.T.
Un camarade la C.N.T. espagnole
Un camarade de la 17e U.R.

CLERMONT-FERRAND
LE PREMIER MAI, à 9 heures
Salle des fêtes de la Maison du Peuple
Orateurs :
Laurent LAPEYRE, de la C.N.T.
Arthur GUILLIER, de la 4e U.R.
Bernarde POU, de la C.N.T. espagnole

RIVE-DE-GIER
LE PREMIER MAI, à 15 heures
Salle de la Justice de Paix
Orateurs :
SAMSON et FAYOLLE

BORDEAUX
LE PREMIER MAI, à 9 h. 30
« Cinéma des Capucins »
Orateurs :
Aristide LAPEYRE, de la 8e U.R.
JACQUELIN, de la C.N.T.

VILLENEUVE-SUR-LOT
LE PREMIER MAI
(Voir affiches pour heure et lieu)
Orateurs :
BARRUE, de la C.N.T.
DOMMANGE, de la 6e U.R.
DELURET, de l'Union Locale

SAINT-ETIENNE
LE PREMIER MAI
(Voir affiches pour heure et lieu)
Orateurs :
Victor NAN, de la C.N.T.
Un camarade de la C.N.T. espagnole
Un camarade de l'Union Locale

MARSEILLE
LE 30 AVRIL
(Voir affiches pour heure et lieu)
Orateurs :
FAUCHOIS, de la C.N.T.
Un camarade de la C.N.T. espagnole
Un camarade de la 19e U.R.

COMMENT UN OUVRIER FUT TUÉ A BREST

Pour éclairer les camarades et pour qu'ils en tirent une sérieuse indication, voici l'origine, le développement et la suite des événements sanglants qui ont secoué notre ville le lundi 17 courant et qui ont amené la mort d'un malheureux gars.

Depuis bientôt un mois, la corporation du bâtiment était en grève. D'abord quelques entreprises, puis la très grosse partie dont les principales. Quelques patrons ayant donné satisfaction à propos des 10 francs horaires d'augmentation, avaient rouvert leurs chantiers, mais plusieurs milliers d'ouvriers restaient en grève.

Un comité de grève composé de C.G.T., C.F.T.C., F.O., était en fonctions. Il est à noter que la C.N.T. n'était pas représentée bien que certains de ses adhérents fussent dans le mouvement.

Un protocole, signé par les trois syndicales, indiquait qu'aucune question politique n'avait à être posée; mais sous prétexte d'aider les grévistes, un comité de soutien fut créé avec les organisations les plus diverses, ce qui permit aux organisations para-staliniennes, comme l'U.F.F., de s'ingérer dans le mouvement gréviste et organiser certaine manifestation, sans que le comité de grève en fut averti.

Sous le prétexte de secouer le patron Prévost, patron de combat, l'U.F.F. pénétra chez lui et l'amena de force à la Maison de la C.G.T. ce qui amena l'intervention des forces policières le samedi après-midi et les arrestations de Marie Lambert, députée, de deux responsables syndicaux cégétistes staliniens. Disons de suite que l'un d'entre eux n'était pas à cette manifestation et, par conséquent, n'avait pas à être arrêté et encore moins condamné, même en ayant le sursis, ce qui est le cas.

LE LANN.

(Suite en page 2.)

DANS LES MÉTAUX

Ce ne sont pas les grenades à gaz qui résoudront les problèmes

Il est un fait avéré, patent, reconnu de toutes parts, sauf du patronat volontairement aveugle, c'est que la fin de la grève n'a pas, parmi les métallurgistes, apporté une solution quelconque au problème des salaires, ni un apaisement aux inquiétudes toujours latentes.

Tous les milieux unanimement, ou presque, considéraient légitimes nos revendications. En vérité, elles étaient bien modestes en regard de ce qu'il faut pour vivre à peu près normalement et en comparaison de la montée prodigieuse des profits capitalistes. Et pourtant, aucune satisfaction substantielle, si ce n'est une vague promesse d'un relèvement problématique de 5 %, augmenté, dans le futur, d'une prime de productivité de 2 à 3 %. Pour l'obtenir, chacun devra peiner, suer sans relâche, quelquefois dans des conditions pires que le travail aux pièces tant honni, sans être fixé sur les modalités de son attribution, sans moyens de contrôle sur l'élévation de la productivité.

C'est un renforcement de la cadence payable en monnaie de « singe » !

D'ailleurs, c'est si peu vrai qu'après avoir lancé cette idée de prime à la productivité pour scinder les travailleurs en lutte, le gouvernement institua une commission pour établir les conditions et les formes dans lesquelles elle serait attribuée.

Or, comme l'a dit Clemenceau, on désigne une commission quand on ne sait pas quoi faire. Ceci ressort clairement et les métallos ne sont pas dupes des déclarations cauteleuses des représentants de la bourgeoisie au pouvoir. Ils savent que c'est une comédie de plus, qu'ils en feront les frais et que leurs exploiteurs en tireront les avantages.

Le patronat veut triompher sur toute la ligne. Il véut imposer sa politique faite de privations des ouvriers, afin de pouvoir mieux se mesurer avec ses rivaux dans les compétitions économiques internationales.

Pour y parvenir, le gouvernement, ses hommes de paille, gênés dans les entournures par des textes légaux et constitutionnels, ne lui suffit pas. C'est par sa force, celle de la discipline des capitaux alliée aux forces coercitives et répressives de l'Etat, qu'il tente de la faire prévaloir. Pour l'instant, ses attaques se concentrent sur les organisations susceptibles de le contrecarrer dans ses desseins. D'abord, la C.G.T., les autres ensuite. Ce qui ne veut pas dire que la C.G.T. veuille vraiment défendre les métallos, sinon elle eût fait autre chose que des mouvements locaux et sporadiques.

Il reste des mouvements grévistes passés que la partie la plus combattive des ouvriers est restée dehors quand l'autre reprenait le travail, licenciée.

Le mécontentement subsiste et peu de chose peut faire rebondir le conflit.

C'est précisément ce qui vient de se produire à la S.N.E.C.M.A. La menace de licenciement de 3.500 ouvriers de cette société, à l'usine principale et dans les annexes, a mis pendant plusieurs jours ce paisible endroit de Paris en état de siège. Cette mesure de réduction du personnel, conséquence inévitable du décret réorganisant la société, faite dans un moment où le chômage se fait sentir lourdement, ne pouvait que déclencher un mouvement d'indignation justifiée et une explosion de colère. D'autant plus que si l'on ne peut fabriquer des moteurs, on peut travailler pour des besoins plus utiles et de paix.

Mais qu'importe tout cela au Shylock Etat-patron ! Ce qu'il lui fallait, c'était sa mare de sang. Montrer par les matraques la justesse de la raison d'Etat et que l'on ne démérite pas des assassins de Chicago. Et pour rassurer les possédants, le C.N.P.F., pour compléter les manœuvres de celui-ci et préparer le terrain de sa politique, les spadassins à gages ont cogné, ont fait gicler le sang.

La fumée des bombes lacrymogènes s'est dissipée. Mais chaque métallo sent bien qu'il va falloir « remettre ça ». Il le faudra ou crever de faim, devant des graphiques de productivité hallucinante.

E. ROTOT.

Le 1er Mai n'est pas la Mi-Carême

(Suite de la première page.)

éclate. Aussitôt, le gouvernement, complice et allié du patronat, réagit, fait arrêter et condamner à mort les militants : Spiess, Parsons, Fischer, Engel, et les fait exécuter à Chicago. D'autres, comme Fielden et Schawb, furent condamnés aux travaux forcés à perpétuité.

En décembre 1888, le Congrès de l'American Federation of Labour, réuni à Saint-Louis, décide que le 1er mai 1890 sera une manifestation internationale pour la journée de 8 heures. En France, le Congrès de la rue Pétrelle de 1889 adopte la même date et il nous apparaît utile de rappeler cette motion adoptée :

« Il sera organisé une grande manifestation internationale à date fixe, de manière que, dans tous les pays et dans toutes les villes à la fois, les travailleurs mettent, le même jour, les Pouvoirs publics en demeure de réduire la journée de travail à 8 heures.

« Les travailleurs des diverses nations auront à accomplir cette manifestation dans les conditions qui leur seront imposées par la situation spéciale de leur pays. »

Le 1er mai 1891, c'est le drame de Fourmies, où les industriels ayant refusé de fermer les usines ce jour-là, avaient demandé au Gouvernement l'appui de la troupe et de la gendarmerie. Alors que la jeunesse du pays venait, poussée par la curiosité, voir les soldats, ceux-ci, sur l'ordre de leur commandant, tirèrent : plusieurs jeunes filles et jeunes gens furent tués ou blessés.

Est-il besoin de rappeler la grande peur de la bourgeoisie à l'approche du 1er mai 1906. Ensuite, c'est une longue suite de jours de combat et de manifestations à l'occasion du Premier Mai.

Pendant la guerre 1914-1918, la classe ouvrière ne trouva pour manifester que les champs de bataille et comme adversaires que ses camarades d'exploitation ; mais comme les uns et les autres étaient revêtus physiquement et moralement, pour la circonstance, d'uniformes de couleurs différentes, ils ne se reconnurent pas et s'entretuèrent pour le plus grand profit de leurs exploiteurs.

Puis vint la Paix et, le 1er mai 1919, la C.G.T. décide de relancer la revendication de la journée de 8 heures. Le ministre de l'Intérieur d'alors, le sinistre Clemenceau, faisant donner ses bandes noires de policiers, provoquent des bagarres sanglantes sur les grands boulevards ; à nouveau, des ouvriers y trouvent la mort.

Plus tard arrive l'ère des dictatures; comme les hommes qui les instituent sortent, en général, du mouvement ouvrier et savent qu'il est impossible de détruire un idéal affermi par le sang versé, ils préfèrent officialiser le Premier Mai et faire défiler l'armée du travail.

Mussolini et Hiter décident que cette journée sera chômée et payée.

Sous l'occupation, les hommes de Vichy, singeant l'occupant, décrètent que le Premier Mai, en France, sera dorénavant considéré comme férié. L'on aurait pu croire qu'après la Libération, la journée du Premier Mai allait reprendre toute sa signification, il a fallu rapidement déchanter.

Les gouvernements d'alors, aidés par la C.G.T., préférèrent conserver l'assurance d'une journée de fête nationale qui leur permettait ainsi d'annihiler tout esprit combattif et revendicatif qui aurait pu se faire jour.

Et l'on voit, depuis cette date, la C.G.T., sous l'emprise des communistes, organiser cette mascarade de défilés de Mi-Carême où, sur des chars décorés, l'on voit des banderolles vanter les qualités de production des corporations et même, suprême abjection, les sections syndicales de la police, qui, ce jour-là, mettent une sourdine à la valse habituelle des bâtons blancs sur l'anatomie de leurs camarades syndiqués, se mêler à cette soi-disant manifestation de la classe ouvrière.

Vous voyez, camarades, que nous avons raison de réaffirmer que le Premier Mai n'est pas jour de fête et qu'il est de notre devoir de militants syndicalistes révolutionnaires de le proclamer autour de nous.

Mais cette affirmation ne doit pas rester platonique, il faut que chaque militant de notre C.N.T. se pénètre que seule l'action directe redonnera au Premier Mai son vrai visage.

De plus, reprenant les décisions originelles, nous devons nous imprégner de l'internationalisme le plus pur et, pour ce, placer ce Premier Mai sous le signe de l'Association Internationale des Travailleurs, qui, première née des internationales ouvrières, est restée la seule qui, repoussant la politique et les politiciens, n'a qu'un but :

L'émancipation des travailleurs par eux-mêmes.

Le 1er mai 1950 doit voir la renaissance de la lutte ouvrière pour ses revendications qui sont si bien traduites par notre C.N.T.

UN OUVRIER TUÉ A BREST

(Suite de la 1re page.)

A l'annonce de ces arrestations, le parti communiste lance un tract ronéotypé appelant les ouvriers à arrêter tout travail pour se rendre à la Maison Cégétiste, le lundi, à 14 h. 30.

Puis un autre tract ronéotypé au nom des trois syndicales C.G.T., C.F.T.C. et F.O. invite les ouvriers à quitter le travail pour se rendre à la Maison Cégétiste, le lundi, à 14 h. 30.

Le lundi matin, les ouvriers en allant au travail apprennent les événements du samedi après-midi et les arrestations et aussi l'invitation.

A l'Arsenal, devant l'objet de la manifestation qui était visiblement politique, la C.F.T.C., la F.O. et la C.N.T. décident de ne pas y participer et un nombre restreint — seulement 550 sur 7.000 — débraye.

Ceci indiqué pour démontrer l'incohérence des nouvelles de la Radio officielle annonçant que la protestation organisée était faite par les ouvriers de l'Etat et le bluff du quotidien stalinien régional annonçant que 75 % de l'Arsenal avaient débrayé.

Avec la masse des grévistes du Bâtiment et ceux des diverses corporations, une manifestation se dessine et se heurte immédiatement à un barrage qui est dispersé. Les manifestants continuant leur route se heurtent à un barrage beaucoup plus important qui n'hésite pas à employer les moyens habituels de toutes les forces policières existant par le Monde... certains gendarmes tirèrent et tuèrent le malheureux Mazé en blessant de nombreux autres.

Il est vrai que parmi les manifestants un certain nombre d'entre eux que je connais bien comme des gars décidés et qui sont incontestablement sincères — je le dis quelles que soient les divergences d'idées ou de tactique qui me séparent d'eux — n'hésitent pas à démontrer, devant le déchaînement des coups de crosse, qu'ils n'étaient pas manchots et leur firent bien voir.

La suite, tout le monde la connaît : la grève générale du mardi et la cessation quasi totale de l'activité commerciale, l'après-midi du mercredi, moment des obsèques.

Que penser de tout cela ?

Premièrement, si le comité de grève avait été à la hauteur de sa tâche, il n'aurait pas toléré que les groupes extrasyndicaux viennent se mêler dans une grève essentiellement corporative; mais il ne pouvait pas l'être, de par sa composition.

A titre de renseignements, voici deux appels lancés, dans la presse locale par le Comité de soutien de la grève du Bâtiment. Le premier a paru le vendredi 14 avril. Il invitait les organisations suivantes à se réunir le samedi matin.

A tout seigneur, tout honneur : le Clergé, puis la C.G.T., C.G.T.-F.O., C.F.T.C., M.R.P., S.F.I.O., P.C.F., R.P.F., M.P.F., U.F.F., U.D.A.F., S.P., Secours Catholique, U.F.O.S., L.F.A.C., Saint-Vincent de Paul, Chrétiens Progressifs, A.F.O., A.F.R.B., A.C.C.F., J.O.C., J.O.C.F., U.J.R.F., Scouts, Guides, Eclaireurs de France, Pasteur protestant, Mutilés du Travail, Inspection d'Académie.

Le deuxième, du Comité de grève, paru dans la presse du samedi, invitait tous les Syndicats de Brest, C.G.T., C.F.T.C., F.O., délégués d'entreprises, le syndicat des petits et moyens commerçants, le syndicat d'initiative, le syndicat des artisans, la Confédération générale de l'Industrie et du Commerce, la Chambre de Commerce, à se réunir le samedi matin, à la Maison Cégétiste.

A noter également que, profitant que le frère du gars tué était militant cégétiste, et faisant fi du protocole signé qui prévoyait que quatre orateurs seuls devaient parler, à savoir : Le Léap (C.G.T.), Gourion (C.F.T.C.) ou Rivière (F.O.), Arrachart (Fédération du Bâtiment C.G.T.), Rivière ou Gourion, il y a eu Tillon et divers orateurs staliniens qui parlèrent des lieux communs de la propagande moscoutaire ; d'où protestation des C.F.T.C. et F.O. paraissant dans la presse locale du jeudi, en même temps que le compte rendu des obsèques.

Autrement dit, les responsables des graves incidents sont la société avec ses tares, ses forces répressives et les staliniens et il est du devoir des camarades vraiment syndicalistes de veiller que, dans les conflits ultérieurs, seules les assemblées des grévistes et leur comité de grève décident de toutes actions et sous leur entière responsabilité, de ce qui peut être nécessaire pour aboutir à l'amélioration de leur situation sociale et aussi pour leur émancipation totale.

Que les événements de Brest soient une leçon pour tous !

LA JUSTICE SOCIALE CE N'EST PAS DU PLOMB !

(Suite de la première page.)

La paix sociale, même avec la justice de la façon dont l'entendent tous les gouvernants, c'est comme la quadrature du cercle, ou le mouvement perpétuel. C'est nager en pleine utopie que d'imaginer une entente possible entre des intérêts essentiellement divergents.

On adresse des semonces au patronat, qui s'en moque bien d'ailleurs. Mais les salaires sont toujours en retard sur les prix et ils le seraient encore même avec l'établissement de l'Echelle Mobile, puisque déjà les patrons ont pris l'habitude d'incorporer d'avance les augmentations de salaires dans les bordereaux des prix de revient. Et ce ne sont pas les augmentations prévues pour le gaz et les loyers, ni les mesures gouvernementales tendant à favoriser l'inflation, qui revaloriseront notre faible pouvoir d'achat.

Certes, on nous retrouvera toujours aux côtés de nos camarades ouvriers pour tenter d'améliorer un tant soit peu leur sort qui est aussi le nôtre, mais sans nous illusionner, ni sans chercher à les illusionner.

Nous devons la vérité aux autres, comme nous nous la devons à nous-même, or à nos yeux et jusqu'à preuve du contraire, la justice sociale ne sera réalisée que le jour où les hommes seront tous EFFECTIVEMENT libres et égaux, dans une société où le travail seul, sera souverain.

Il y a longtemps que nous avons perdu l'espoir de voir se réaliser cette aspiration pourtant bien légitime de la classe ouvrière, par la seule vertu des gouvernants et celle des bulletins de vote.

A HUE ET A DIA

(Suite de la première page.)

Leur dernier geste nous explique celui qui le précéda : lorsque la C.N.T. organisa son meeting de protestation contre la terreur franquiste, elle pensa devoir faire appel à des personnalités connues pour leur courage dans la lutte contre l'iniquité. C'est ainsi qu'elle crut bon devoir inviter Racine, secrétaire de la F.N.S.A.

Tout d'abord, par téléphone, Racine et Boucher donnèrent leur accord de principe, mais le soir, Racine répondit au secrétaire de notre IIe Région que le Bureau de la F.N.S.A. ne pouvait s'associer à la manifestation à cause de la presence de personnalités extra-syndicales.

Tant pis pour vous, camarades antifascistes espagnols qui êtes sous le coup d'une condamnation à mort ! Il est sans doute nécessaire de vous arracher au bourreau, mais il y faut au moins une condition : celle qui vous est donnée plus haut.

Nous ne pouvons répondre à votre place, nous ne sommes pas dans votre cachot !

Nous souhaitons ardemment que vous puissiez en sortir vivants, afin que Racine et ses amis connaissent votre avis de votre propre bouche.

Si encore le prétexte pouvait être valable, mais il ne peut l'être, pour nous qui savons que nombre de dirigeants de la F.N.S.A. sont sortis des organes de direction du Rassemblement Démocratique Révolutionnaire, ramassis de marxistes dissidents en mal d'adhérents et que la principale activité de ces gens consiste à créer un appendice syndical à ce mort-né; pour nous qui avons entendu Sekerko dire à la conférence du 13 novembre 1949 qu' « il n'avait pas à savoir si ses syndiqués étaient membres du R.P.F. »

⁂

Chaque fois que ses ennemis parlent d'elle, ils accolent à la C.N.T. une étiquette de caractère politique, de manière à tromper ceux qui les lisent et couper son recrutement ; cette fois-ci encore, la F.N.S.A. prit bien garde de n'y pas manquer.

Cependant, dans les conversations individuelles que les nécessités provoquent, ses dirigeants nous affirment toujours être d'accord avec nous. Alors ?

A quel moment, dans notre Charte, dans nos statuts, dans notre organe, ont-ils vu ce qu'ils se permettent d'avancer ?

La C.N.T. est une organisation libre dont la structure est fédéraliste et dont le principe essentiel d'existence et d'action est l'indépendance absolue envers toute organisation qui lui est extérieure.

Cela, les dirigeants de la F.N.S.A. le savent aussi bien que vous et moi, mais ils ne manquent jamais une occasion de dire le contraire. Dans quel but ?

⁂

Il s'avère un fait, c'est qu'ainsi que nous le prévoyions — sans beaucoup de mérite à cela — leur tentative de constituer une nouvelle centrale s'est terminée par un échec, que la position d'autonomie est intenable en soi — d'autant plus que la Fédération de l'Enseignement a refusé de s'intégrer à la F.N.S.A. — et que le seul moyen qui leur reste de sauver la face, c'est de lancer cette idée de Congrès de réunification, qui n'a même pas pour lui d'être une nouveauté, puisque déjà employé il y a une quinzaine d'années par la clique de Dumoulin.

Nous voici donc en présence de gens qui ont quitté la C.G.T., pour son orientation politique, qui ont vitupéré F.O. à cause de ses réformistes et qui maintenant proposent la convocation d'un Congrès qui aboutira, en fait, à une rentrée dans la C.G.T.

Quelle sera leur position dans trois mois, dans six mois ?

S'ils ont eu raison de quitter la C.G.T. et de refuser d'entrer à F.O., ils ont tort aujourd'hui d'avoir leur nouvelle position.

S'ils ont raison aujourd'hui, ils ont eu tort hier.

La vérité est que nous avons affaire à des gens que le hasard tire à hue et à dia. Ils voudraient bien pouvoir intervenir dans les événements, mais ils ne sont pas même susceptibles d'interpréter ceux-ci.

Ils avaient une occasion de s'inscrire pratiquement dans le mouvement des faits, c'était de rechercher une entente avec la C.N.T.

Lorsqu'à la conférence où ils se constituèrent, Rotot leur proposa de faire avec nous une fusion « immédiate », sans vainqueur, ni vaincu, ils opposèrent un refus catégorique. Pourquoi ?

Serait-ce la non-rééligibilité des postes appointés? Je ne leur ferai pas cette injure. Mais quelle peut donc en être la raison ?

PREMIER MAI de LUTTE et D'ESPOIR CHEZ MICHELIN

(Suite de la première page.)

Donc aucun signe de lassitude caractérisé par un recul dans l'action directe, mais une volonté et une persévérance digne des meilleures traditions ouvrières. Solidarité effective certes, mais encore insuffisante. Bon nombre de familles spécifiquement clermontoises y ont eu recours et n'auraient certainement pu tenir sans distribution de vivres et de bons. Malgré cela, nous ne soulignerons jamais assez la combativité, l'endurance et la détermination de ces exploités de la grande firme clermontoise.

Comme il est regrettable de penser qu'un semblable potentiel révolutionnaire est dispersé vers des objectifs sans efficacité pratique. En dépit du manque volontaire de coordination des différents mouvements revendicatifs, en dépit de la dispersion et de l'effilochement voulu des grèves, les travailleurs ne se sont pas inclinés, sans se battre, souvent la rage au cœur, mais toujours dignes du syndicalisme des Premier Mai d'autrefois. Car c'était eux aussi la généralisation du mouvement qu'ils réclamaient au départ, la grève générale et illimitée portant sur des buts communs et précis. Malheureusement une telle éventualité n'est pas concevable pour qui connaît les tendances apatarques du syndicalisme de maintenant.

Quels que soient ces moyens de lutte, le réformisme fera toujours en sorte qu'il ne puisse dépasser le cadre de son action. Or, celle-ci se situe tout entière dans l'orbe du régime qu'elle entend aménager. Rendre le capitalisme plus social, plus compréhensif des intérêts ouvriers, voilà les buts d'un syndicalisme de gouvernement et de parti qui a commencé à se perdre dans les permanences et dans les allées du pouvoir.

A cote, la C.G.T. mène une bataille essentiellement politique, même si les apparences sont parfois sauvegardées. Parfait révolutionnaire, sous certaines conditions elle adopte, suivant les nécessités et les impératifs de la diplomatie soviétique, les attitudes les plus renversantes, voire même les plus rétrogrades. On peut se demander avec juste raison quel est le contenu syndicaliste de tous ces programmes, influencés par des mobiles qui n'ont rien à voir avec l'action ouvrière ?

En posant cette question, je pense à toi, mon camarade du service O, à toi dont la conscience de classe a pu être préservée jusqu'ici des méfaits de la politique d'extreme-gauche.

Je me remémore encore nos longues et amicales discussions sur l'avenir de la personne humaine. A toi et aux autres, je voudrais pouvoir dire dans cette période de lutte et d'espérance: Le syndicalisme n'a pas de sens et pas d'avenir propre, s'il ne s'attaque d'abord aux problèmes posés par l'existence de la condition prolétarienne, et s'il ne s'attache à revendiquer en premier lieu l'égalité économique pour tous.

Les syndicalistes de la C.N.T. et de l'A.I.T. se sont toujours élevés contre toute hiérarchie de salaire, contre toute forme de primes à la production, qui ne servent qu'à renforcer notre esclavage et à renflouer un capitalisme décadent. De même, ils n'ont jamais cessé de mettre l'accent sur les dangers d'une « technocratie » organisée, en tant que classe et qui, dès maintenant, a posé sa candidature pour succéder à la bourgeoisie, à la direction de l'économie de demain. Opposés par principe à l'injustice sociale nous le sommes nécessairement à tous privilèges de castes et aux régimes qui en assurent le maintien.

Nous demeurons hostiles à tout fonctionnarisme syndical, que nous rendons en grande partie responsable des défaites et des trahisons enregistrées par le mouvement ouvrier. Pour nous un responsable, un secrétaire, un délégué doit demeurer à la base et revenir prendre sa place, à l'atelier, à l'expiration de son mandat.

Les Premier Mai d'autrefois doivent garder aux yeux des travailleurs clermontois leur signification révolutionnaire. Ils continueront à porter leurs espoirs et à soutenir leurs luttes. Les mascarades d'aujourd'hui, avec défilés de chars fleuris, les discours officiels sans fondement social, n'arriveront pas à faire oublier le sacrifice des martyrs de Chicago, les sanglantes tueries de Fourmies et d'ailleurs. C'est vers ces pionniers et vers les mots d'ordre de la première Internationale ouvrière que nos pensées doivent converger, en ce jour mémorable.

Rappelons-nous-les, camarades, ces formules qui, à elles seules, étaient tout un programme. Elles n'ont pas vieilli, malgré le temps qui nous en sépare : « Classe contre classe » ; — « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ». A ceux qui prétendent de nos jours que le syndicalisme n'est plus qu'un phénomène dépassé de l'histoire et tablent sur son romantisme périmé, opposons une nette conscience de nos responsabilités et la certitude d'une prochaine promotion de notre classe.

Non, la lutte n'est pas exclusivement politique, messieurs les fonctionnaires, des diverses centrales syndicales. Elle reste dans le domaine économique et social. Les travailleurs des industries de Clermont, ceux de France et du monde entier ne doivent plus gaspiller leurs efforts, en pure perte.

Ce Premier Mai 1950 incarne toute la souffrance d'une population laborieuse en marche vers des perspectives nouvelles. Les heures lourdes d'attente et de misère, l'inquiétude permanente des femmes et des mères suffisent à condamner ce régime d'ignoble exploitation. Un jour viendra, a dit fort justement, l'un des martyrs de Chicago, avant de partir au supplice, où la voix de la vérité sera la plus forte.

Quel bel acte de foi en l'avenir de l'homme !

LA RECTIFICATION ADRESSÉE A "COMBAT"

Dans « Combat » de jeudi 20 avril 1950, au sujet de la réunion d'urgence d'un Congrès ouvrier proposé par la Fédération des Syndicats Autonomes, *on indique que la Confédération Nationale du Travail (C.N.T.) a d'ores et déjà donné son approbation au manifeste lancé par la F.N.S.A.*

Le Bureau confédéral de la C.N.T. proteste d'une façon formelle contre l'abus qui a été fait en cette circonstance.

La C.N.T. n'a pas donné son approbation et n'a pas à la donner.

A la C.N.T., ce sont les éléments de base qui soumettent et indiquent les directives à des Congrès. Après discussion et vote à ces Congrès, des décisions sont prises et doivent être suivies par l'organisation.

Dans son dernier Congrès tenu à Paris les 30, 31 octobre et 1er novembre 1949, la C.N.T. a examiné la question de l'unité ouvrière et a adopté la résolution suivante :

« Après examen de la situation syndicale dans le pays, le Congrès extraordinaire réaffirme son attachement indéfectible aux principes et aux buts de l'A.I.T. aux principes et à la doctrine révolutionnaire repris par la Charte de Paris. S'engage à œuvrer pour le triomphe de ces principes et doctrine sans compromissions aucunes avec d'autres organisations syndicales ou cartels. Considère que seule la pratique de l'unité d'action à la base sur les lieux de travail, pour la réalisation de revendications communes à tous les producteurs, amènent ceux-ci à prendre conscience de la véracité de nos principes, et à grossir les rangs de la C.N.T. Affirme à nouveau qu'il n'y a pas de possibilité d'action avec les organisations politiciennes ou à tendance régressive. »

En attendant le prochain Congrès, cette résolution, et elle seule, dicte et orientera la position de la C.N.T. sur le problème de l'unité.

Pour le C.A de la C.N.T. :
Le Bureau Confédéral.

BULLETIN D'ABONNEMENT

au « Combat Syndicaliste »

Je soussigné,

NOM .....

Prénoms .....

demeurant .....

.....

déclare souscrire un abonnement de (1) .....
au « Combat Syndicaliste ».

Le .....

SIGNATURE

Envoyez les sommes au C.C.P. PARIS 1353-92
PORTIER, 22, rue Washington, PARIS-VIIIe

(1) 12 numéros : 110 fr. - 24 numéros : 215 fr. - 48 numéros : 420 fr.

B.D.I.C

LA GRÈVE DE FUMEL

(Suite de la page 4)

Quels sont les dons que peut attendre la classe ouvrière des dirigeants cléricaux ?... Les bonzes de la C.G.T. nous ont pourtant dit qu'il en était question, que des ecclésiastiques nous donnaient raison et qu'une aide matérielle allait nous parvenir de leur part... Nous n'en avons rien vu. Mais, dans le cas contraire, leur aide aurait-elle été désintéressée ?... Tout au long cours de l'Histoire, nous avons vu qu'il n'en a rien été et que, tout au contraire, la classe ouvrière n'a été qu'exploitée dans tous les pays où ils ont gouverné. Que les ouvriers le comprennent; c'est encore une caste qui a soif de dominer; mais qui, heureusement, est aujourd'hui à son déclin, pour faire pas à une conception de la liberté beaucoup plus juste et équitable.

Ainsi donc, les responsables syndicaux s'y sont fiés, de même qu'ils se fient toujours à la bonne volonté patronale lorsque, dans leurs entrevues, ils lui donnent le choix des horaires pour discuter et que cela est la cause essentielle des retards apportés à nous donner les réponses.

Cela a donné donc la marge nécessaire au patron pour se faire voir sous son vrai jour de patron de combat et de briseur de grève. Il est même risible de voir combien la presse cégétiste est étonnée et même stupéfaite de s'en rendre compte et en fait foi la campagne qu'elle mène sur ce thème, comme si la classe ouvrière ne savait pas depuis toujours que l'exploitation de l'homme par l'homme est une des plus abominables iniquités sociales.

En attendant qu'ils retrouvent leur sens, le patron a renouvelé ses forces; a affiché des notes en avertissement de sanctions possibles et a ainsi gagné la lutte par le seul fait du manque de dignité desdits représentants ouvriers qui ont trahi le mandat des travailleurs.

Il en a été de même pour la reprise du travail. Le Comité de grève s'est présenté à la direction en vaincu et a fait toutes les concessions au patron, ne serait-ce qu'en n'exigeant pas la signature d'un accord collectif de reprise de travail digne de la personnalité des ouvriers.

L'occasion qui se présentait au patron pour prendre des sanctions, ne s'est pas faite attendre. Dès le lendemain de la reprise, un de nos camarades d'atelier a été « mis à pied » pour une journée sous un prétexte futile.

Et nous avons assisté alors à une scène qui dévoile le manque de personnalité que les syndicats politiques donnent au cotisant.

Le patron a fait appeler le délégué et, sans lui laisser ouvrir la bouche, lui a fait part de la sanction prise... Chose inouïe, le délégué, au lieu de réunir les ouvriers de l'atelier et de les consulter sur la position à prendre, dit à quelques-uns qu'il ne peut rien faire sans consulter l'Union locale C.G.T.... Et c'est alors que certains de nos camarades ont compris et ont dit non ! Que lorsqu'on parle de fédéralisme et de syndicalisme, c'est la base qu'il faut consulter au lieu d'aller recevoir les ordres d'un Comité supérieur.

Et tous les ouvriers ont compris aussi !... Et ce sont eux qui, réunis au vestiaire, ont fait preuve de lutteurs, abandonnant l'initiative des délégués syndicaux et en prenant la résolution de faire une grève sur le tas d'une demi-heure et de se cotiser pour payer la journée de notre camarade. Et ainsi, sans recevoir d'ordres supérieurs, nous avons mené à bien une œuvre purement révolutionnaire et revendicatrice.

Tout a été fait. A remarquer : la figure d'hébétude qu'ont fait nos contremaîtres et ingénieurs lorsque, le lendemain de la reprise du travail, les ouvriers de l'atelier de réparations avons fait de 13 h. 30 à 14 heures notre (et bien notre) grève d'une demi-heure. (Il n'y a eu que deux sur quarante ouvriers. Deux vendus, deux jaunes... pourquoi tant ? Deux marionnettes !...)

La liste de souscription a été affichée au panneau syndical deux jours après et n'y est restée qu'une quinzaine d'heures. Nous avons su que notre « cher » gardechiourme, Son Excellence M. Laporte, avait, avec la complicité de notre sympathique directeur, arraché de ses propres mains l'affiche. Oui, l'affiche ! mais le panneau avec ! ! !

Voilà un homme (?) qui passe toute la sainte journée avec ses deux mains dans les poches (des pantalons) et qui est incapable du moindre effort physique (à plus forte raison moral). C'est un malade (maladie : fleimmingite aiguë perpétuelle), mais qui n'a pas l'air de trop souffrir lorsqu'il s'agit de ne pas donner à connaître aux citoyens son injustice, puisqu'il n'hésite pas à relever ses manches et à laisser tomber quelques gouttes de sueur (pas les mêmes que celles dont les paysans arrosent leurs champs) pour sauvegarder son honneur de valet hypocrite... Morale : quand les fainéants se révoltent, ils en font du travail !

L'entrevue des délégués ouvriers avec la direction a eu lieu (malgré certaines hésitations, assez marquantes) au sujet du panneau. Le directeur a été fortement irrité au sujet de notre petite grève et, quant à la question du panneau, il nous a complètement défendu d'afficher quelque chose sans qu'auparavant, il n'en prenne connaissance.

Les délégués ont aussitôt convoqué une réunion générale pour informer la masse et lui demander une position à prendre, me direz-vous ? Il n'en a rien été !... Dorénavant, toutes les notes syndicales passeront par la censure du patron, avant que les ouvriers (les cotisants) en prennent connaissance.

Camarades ouvriers, vous laisserez-vous encore mener par une clique de politiciens ? Permettrez-vous ces iniquités de la part de ceux qui se disent vos représentants ?... Pour le syndicalisme, en dehors de toute politique ! Pour la dignité de la classe ouvrière, reprenons comme emblème notre cher et vieux slogan : « L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. »

Adhérez à la C.N.T., filiale de l'A.I.T., Ire Internationale.

Le Comité d'Organisation.

RENÉE LAMBÉRET A LYON

Respectant l'itinéraire et le programme qu'elle s'était tracée, la camarade Renée Lamberet a donné sa conférence sur la S.A.C., le jeudi 13 avril, en notre ville.

Devant un auditoire nombreux, elle fit un exposé attachant sur la vie de notre section sœur en Suède. Elle appuya principalement sur le fait que même en nombre limité (comme chez nous, la S.A.C. est la Centrale syndicale qui groupe le moins grand nombre d'adhérents), les syndicalistes révolutionnaires sont arrivés à des réalisations surprenantes que, seuls, leur idéal syndicaliste et leur dévouement inlassable rendaient possibles.

Les responsables des différents syndicats locaux de notre cité et ceux de l'Union régionale étaient satisfaits de cette réunion d'information. Elle leur a laissé l'espoir que l'exemple de nos camarades suédois aidera quelques-uns de nos bons militants et encouragera quelques bonnes volontés encore hésitantes.

Tous les camarades présents suivirent, avec une attention soutenue, ce reportage captivant sur l'activité du syndicalisme révolutionnaire en Suède et ne ménagèrent pas leur admiration particulièrement devant les travaux des camarades imprimeurs (affiches, livres, brochures, etc.).

En résumé, une soirée constructive et prometteuse d'avenir et que nous espérons voir se renouveler plus souvent.

RÉPONSE A L'ÉVÈQUE ANCEL

Après l'analyse du tract *A propos des grèves*, il ressort que le porte-parole de l'Eglise n'apporte rien de nouveau, ni à l'économique, ni au social, et que l'auteur s'est attaché surtout à faire ressortir la présence de l'Eglise en faisant appel à la compréhension et à la solidarité des chrétiens.

Pour nous, la question des hommes de bonne volonté ne peut être tranchée dans un monde basé économiquement, socialement, sur le profit et l'égoïsme; pour nous, il n'est pas question de changer de régime afin de remplacer une équipe d'escrocs politiques par une autre équipe d'escroes politiques, car certains gros bourgeois catholiques sont assez bornés pour ne pas comprendre que la « démocratie » et le « syndicalisme » chrétiens constituent à l'heure actuelle le dernier et le plus solide rempart de leurs privilèges et de leurs coffres-forts ! Ils n'ont pas entendu l'avertissement, pourtant limpide, du célèbre (et jésuitique) Albert de Mun : « Si, confiantes dans le christianisme plus que dans la force, les *classes dirigeantes* avaient résolument pris la tête de réforme sociale *désormais inévitable* et courageusement donné aux *justes revendications du peuple une nécessaire revendication*, elles auraient pu garder leur autorité, ayant rempli leurs fonctions. Elles ne l'ont pas fait, et c'est pourquoi elles vont périr, non de leur faiblesse, mais de leur égoïsme. »

Ainsi l'on ne peut être étonné aujourd'hui de voir se faire l'unité syndicale entre fonctionnaires syndicaux de la C.G.T. stalinienne et ceux de la très chrétienne C.F.T.C. sur des revendications immédiates et momentanées, pour se séparer demain sur la forme de gestion économique et sociale, ainsi que sur la question brûlante de la paix et de la guerre, chacune se réclamant d'une paix et d'une guerre justes, l'une, de celles du socialisme, l'autre, de la défense d'un monde chrétien, chacune prétendant défendre la liberté humaine, alors que toutes deux exploitent d'une façon différente la crédulité humaine.

Non, monsieur l'Evêque, nous ne croyons et nous ne pouvons croire à la « Sainte Parole » de cette Eglise dont toute l'histoire n'est faite que d'hypocrisies et de mensonges, en passant par les croisades, la Saint-Barthélemy, la révolution espagnole où, encore de nos jours, l'Eglise assiste béatement à l'assassinat de nos camarades de la C.N.T. espagnole, jusqu'au double jeu pratiqué par elle sous l'occupation allemande.

Sous la formule : « Il faut que les travailleurs prennent leur place dans l'organisation économique », vous avez, M. l'Evêque, effleuré le problème de la gestion économique et, en la circonstance, l'association « capital-travail ». C'est ce qui s'appelle bien préparer le terrain aux bonnes âmes. Seulement, certains se rappellent qu'il y a eu en Allemagne une forme d'association « capital-travail » créée par Hitler, dont les premiers pas ne furent nullement gênés par la Sainte Eglise, et qui, par la suite, a sombré dans un fanatique nationalisme de tout un peuple et qui fit son malheur.

Non, M. l'Evêque, les travailleurs n'ont pas besoin des conseils, ni de l'Eglise, ni de ses représentants, pas plus que ceux d'un quelconque général. Ils n'ont pas besoin d'un système économique et social ayant fait son temps en Allemagne pour se terminer comme nous savons, pas plus que d'un socialisme à la sauce russe, car tous deux ont eu la même raison d'être et la même structure : la dictature de l'Etat, sa hiérarchie et sa bureaucratie.

Pour conclure, nous ne confondons pas entre les fonctionnaires des deux églises (la stalinienne et la catholique) et nos camarades de travail communistes et chrétiens, que nous saluons fraternellement.

UNION LOCALE
DE SAINT-ETIENNE.

A PROPOS DE L'AFFAIRE MOURRE

A propos de l'intervention non prévue à la messe de Notre-Dame de Paris le jour de Pâques, on a crié au scandale et invoqué la liberté des cultes.

Cette simple affaire peut avoir un retentissement profond dans ce pays où la religion est d'un grand poids et peut être examinée sous différents aspects.

Le fait de croire ou non à un créateur est affaire individuelle et ce n'est pas l'objet de ces lignes; ce que je voudrais seulement souligner c'est l'usage fait de ces termes : liberté des cultes et scandale à Notre-Dame.

La liberté reconnue aux cultes est un progrès sur l'ancien état de choses qui obligeait, sous menace de graves peines, à être fidèle à l'Eglise, mais derrière cette liberté se dissimule un tas de privilèges qui en fait une liberté à sens unique.

Pour qu'une liberté soit réelle, il faut qu'il y ait égalité de conditions. Or l'Eglise jouit sur le budget de la Nation d'importants avantages : clergé payé par l'Etat en Alsace-Lorraine et en Algérie ; aumôniers-fonctionnaires dans les armées, les prisons, les hôpitaux ; l'entretien des bâtiments construits avant 1905 par l'Etat s'ils sont classés monuments historiques ou sinon par les communes ; diverses exonérations fiscales pour les séances données au public ; les subventions aux sociétés de sport, de scouts, de gymnastique, etc. ; le prix de location des presbytères à des taux qui ne couvrent jamais l'entretien et tout cela alors que l'Eglise est la première puissance financière du monde.

Il faut donc que le contribuable, même incroyant, aide l'Eglise par le truchement des budgets à entretenir et abriter quelques 250.000 personnes en France retirées de toutes les sortes de production et propagandistes permanents.

Ce qui aboutit à faire de la religion, affaire de conception de la formation du monde et de morale, la base d'une armée de gens débordant et empiétant sur tout : politique, syndicalisme, enseignement, organisation de tout genre. De stricte affaire individuelle, voici que dans toute question sociale on retrouve l'Eglise, ses permanents, ses privilèges.

Devant une liberté ainsi conçue, la réaction s'impose naturellement et l'acte d'action directe de Mourre s'explique.

D'ailleurs, la conception par l'Eglise de sa liberté est éclairée par son attitude actuelle dans la question de l'enseignement. En France, sous réserve d'un minimum de diplômes, n'importe qui est libre d'ouvrir commerce d'enseignement et l'Eglise a su en profiter largement, elle qui ne tolère pas d'autre que le sien quand elle est la plus forte. Eh bien, cela ne suffit pas. Il faudrait encore que ses écoles fonctionnent grâce à l'argent par les producteurs.

S'il y a scandale à Notre-Dame, c'est celui qui existe de voir ces privilèges avoir survécu aux révolutions, de voir toujours les personnalités officielles accompagnées de prêtres, la radio envahie et la presse complaisante.

Alors que la grande majorité de la population est indifférente à la religion, on lui en fait subir la présence et l'influence partout ; sous le couvert d'une actuelle position démocratique, l'Eglise grignotte ce que la République avait apporté au peuple.

C'est un devoir de croire ce que la science démontre et c'est un droit de s'expliquer le reste, même par l'hypothèse Dieu, que chacun en soit libre, d'accord, mais à égalité des conditions.

Tout bénéficiaire du contrat social doit apporter à la société sa part de travail utile, dit-on aux ouvriers. Que ce soit d'abord la règle de tous les membres de la société et, après leur production utile fournie, ils pourront disputer de métaphysique.

En attendant, le clergé n'est que parasitisme social.

LEP LOMBIER.

LEURS « LOIS »

PAIEMENT DES INDEMNITÉS

Le paiement des indemnités est à la charge des employeurs. Dans le cas où les travaux sont exécutés pour le compte de l'Etat, les indemnités sont dues, soit que les administrations intéressées en effectuent directement le remboursement aux entreprises, soit que le montant en soit inclus dans le prix global des marchés. En tout état de cause, le versement des indemnités donnera lieu à l'établissement d'états mentionnant, notamment, la qualification professionnelle de l'ouvrier, le lieu et l'adresse de sa résidence habituelle, ainsi que sa situation de famille. Un exemplaire de ces états devra vous être communiqué.

Ces indemnités sont versées pour tous les jours de la semaine, ouvrables ou non. Elles ne sont dues, pendant les jours de congé passés effectivement et en totalité au lieu de résidence habituel, que pour la partie des frais de logement qui pourrait continuer à courir pendant ce laps de temps, dans la localité d'emploi.

L'ouvrier victime d'accident ou malade doit les percevoir jusqu'à son rapatriement autorisé par le médecin traitant.

En cas d'arrêt temporaire des travaux et notamment lorsque cet arrêt est provoqué par les intempéries, les indemnités sont dues tant que l'employeur garde le travailleur à sa disposition sur les lieux de travail.

Lorsque le travailleur aura la possibilité de s'installer avec sa famille dans la localité d'emploi, les indemnités de déplacement ne pourront continuer à lui être versées que pendant le délai d'un mois au maximum, à compter de l'installation de la famille.

Les paiements effectués, représentatifs de frais supplémentaires, n'ont pas le caractère d'un salaire; ils ne sont pas soumis aux prélèvements opérés au titre de la législation sociale et de la législation fiscale.

DANS NOS RÉGIONS

TRÉSORIER CONFÉDÉRAL

René Doussot, 9, avenue de la Porte-de-Clignancourt, Paris (18e). - C.C.P. 5046-35.

—o—

2e U.R.

PERMANENCES DU 1er MAI

PARIS :
39, rue de la Tour-d'Auvergne, de 9 h. toute la journée.
24, rue Sainte-Marthe, de 9 h. à 12 h.; 15, rue de Meaux, de 9 à 12 h.;
Rue Faidherbe, café « La Source », de 9 h. à 12 h.
PALAISEAU :
Rue de Paris, café du « Casino », de 10 h. à 12 h.
COLOMBES :
Café de la Mairie, 20, rue H.-Barbusse, de 10 h. à 12 h.
GOUSSAINVILLE :
Hôtel de France, Ferme des Nones, de 10 h. à 12 h.
ASNIERES :
Café des Bleuets, boulevard Voltaire.
SAINT-DENIS :
5, impasse Boisé, La Plaine-Saint-Denis (responsable : Chartier).
SAINT-GERMAIN :
51, rue André-Bonnefant.
ARGENTEUIL :
42, rue du Pornichet.

—o—

Chez LATIL, à Suresnes

Dans cette maison où les salaires sont les plus bas de la région, nous n'avons pu obtenir, après un mois de grève, que les fameux 5 %. Ce fut donc, comme dans beaucoup d'autres maisons, un véritable échec.

La veille du déclenchement de la grève, notre camarade Bocles. prenant la parole au cours d'une réunion dans laquelle tout le personnel était rassemblé, avait déclaré que, si ce mouvement n'était pas étendu à toutes les corporations, nous irions à un échec comme ce fut le cas en 1947 et les mineurs en 1948. Seule, la C.N.T. voulait la grève générale. La grande majorité des ouvriers la voulait aussi, et cependant les autres centrales n'ont pas voulu nous entendre... En clonclusion, ce fut l'échec que nous avions prévu.

Pour arriver à l'amélioration du sort de la classe ouvrière, il faut, pour un avenir le plus proche possible, préparer un mouvement général pour tous les travailleurs. Pour cela, il faut que notre C.N.T. — qui grandit chaque jour — devienne plus puissante. Nous pourrons, alors, faire aboutir nos légitimes revendications.

Camarades ouvriers de chez Latil, venez rejoindre notre Section syndicale et, ensemble, nous pourrons lutter avec les plus grandes chances de succès jusqu'au but final du véritable syndicalisme qui est la disparition du salariat et du patronat, et pour l'édification d'une société juste et humaine.

Pour tous renseignements et adhésions, s'adresser aux responsables de la Section syndicale C.N.T., Latil.

Pour la Section syndicale C.N.T., Latil :
L'UN DES RESPONSABLES.

—o—

Syndicat Industriel des Métaux

RESOLUTION

Le Syndicat Industriel des Métaux de la Région parisienne, réuni le 22 avril en assemblée générale, demande que les camarades licenciés dans les diverses usines de la Région parisienne et, en particulier, de la S.N.E.C. M.A.-Kellerman, soient réemployés dans les usines qui font plus de quarante heures de travail.

En attendant leur réemploi, que leurs salaires soient assurés.

—o—

15e U.R.

S.U.B. Strasbourg.

Tous les dimanches, de 10 à 13 h., à la permanence : 14, rue de la Krutenau, « A l'Etoile-Rouge » : Renseignements, cotisation, bibliothèque. — Même adresse pour les autres industries. Le « **Combat Syndicaliste** » est en vente **dans tous** les kiosques de la ville.

—o—

19e Région : MARSEILLE.

PEUT-ON ETRE PLUS CYNIQUE ?

Alors que le Gaz et l'Electricité de France viennent de subir une grève de dix-huit jours, pour que leurs personnels voient leurs salaires minimum de base s'élever de **8.234 francs** à 10.500 francs, et que cette grève a pris fin le 27 mars 1950, ce même jour, la C.G.T. fait distribuer des tracts où, Gaz et Electricité et tête, suivis d'autres Services publics et dont le Personnel de certains d'entre eux a déjà fait des grèves pour l'amélioration de son standing de vie (les traminots demandent une majoration de 25 francs par heure), je lis :

PAS DE SALAIRE AU-DESSOUS DE 22.000 FR. PAR MOIS

Or, en connaissant la combativité dont est capable la C.G.T., pour la défense de la classe ouvrière, nous pouvons être certain qu'en 1960, ce minimum de base ne sera pas encore généralisé..

Mais reconnaissons qu'il faut un certain cynisme dénué de tout scrupule pour faire distribuer à la classe ouvrière de tels guet-apens...

Il est vrai qu'à la C.G.T. on n'en est pas à un coup de Jarnac près, et que tous les moyens sont bons pour redorer un blason passablement terni.

BRUN.

DANS LA METALLURGIE

Les camarades sont en grève, le patronat, solidaire et soutenu par le gouvernement, ne veut pas augmenter les salaires, mais sur 550.000 machines-outils (dont 50 % d'origine étrangère, les « Nouvelles Economiques » d'avril 1945, nous indiquent que :

— 25.000, soit 4 %, ont plus de 50 ans;
— 35.000 (6 %) entre 40 et 50 ans;
— 80.000 (15%), entre 30 et 40 ans;
— 230.000 (42%) entre 20 et 30 ans;
— 100.000 (18 %) entre 10 et 20 ans;
— 80.000 (15 %) ont moins de 10 ans;

J'espère qu'avec de tels renseignements, les camarades de la Métallurgie trouveront de quoi être moins exigeants envers ce patronat toujours plus malheureux (qu'il dit) et dont les actionnaires, toujours plus intéressés, s'ils ont oublié, ou s'ils oublient de renouveler et d'améliorer votre standing de vie, n'ont certainement pas oublié de renouveler et d'améliorer leurs méthodes pour vous faire suer le burnous, pour maintenir à votre détriment, et bien haut levé :

l'honneur de la renaissance française (la renaissance de leurs portefeuilles).

BRUN.

P.S. — Camarades, n'oubliez pas toutefois que même le Fils du Peuple a dit, à une époque où, contrairement à M. Blum, tout était possible.

Il faut savoir terminer une grève.

ET NOS SYNDICATS

LIBRAIRIE

LIVRES

Pierre Besnard. — L'Ethique du Syndicalisme, 75 fr. (120); La Paix, 100 fr. (145); Les Syndicats Ouvriers et la Révolution Sociale, 200 fr. (260); Le Monde de Nouveau, 140 fr. (185).
Aurèle Patorri. — La Débâcle de l'Elite, 150 fr. (195).
Gaston Leval. — L'Indispensable Révolution, 100 fr. (145).
Gabriel Giraud. — Paul Robin, 150 fr. (195).
Jeanne Humbert. — Sébastien Faure, 180 fr. (225).
Fernand Planche. — Kropotkine, 210 fr. (255); Durolle, 150 fr. (195); Louise Michel, 150 fr. (195).
Louis Lecoin. — De Prison en Prison, 160 fr. (205).
Voline. — La Révolution inconnue, 350 fr. (440).
Louis Buchner. — Force et Matière, 270 fr. (330).
Victor Méric. — Coulisses et Tréteaux, 75 fr. (120).
Charles Malato. — Les Joyeusetés de l'Exil, 100 fr. (160).
Ernest Haechel. — Histoire de la Création, 400 fr. (490).
W.S. Wallino. — Le Mouvement Ouvrier et la Démocratie aux Etats-Unis, 200 fr. (290).
Nestor Blanc. — Joyeux, fait ton fourbi, 255 fr. (320).
Fernand Pelloutier. — Histoire des Bourses du Travail, 260 fr. (305).
Louis Tenars. — Le Sauveur, 100 fr. (145).
Maurice Hallé. — Par la Grande Route et les Chemins Creux, 150 fr. (195).
B. Malon. — Précis du Socialisme, 175 fr. (235).
Jules Valles. — L'Insurgé, 125 fr. (170); Le Bachelier, 125 fr. (170); L'Enfant, 125 fr. (170).
Bakounine. — La Révolution Sociale ou la Dictature Militaire, 180 fr. (225).
Sébastien Faure. — La Véritable Révolution Sociale, 60 fr. (90); L'Imposture religieuse, 230 fr. (275).
Jacques Renne. — Syndicalisme Français, 200 fr. (245).
Maurice Ceyrat. — La Trahison permanente du P.C,, 100 fr. (145).
Alexandre Marc. — Avènement de la France ouvrière, 210 fr. (270).
Emile Hureau. — Les Jésuites, la Classe ouvrière et la Révolution, 70 fr. (115).
Sébastien Faure. — Sacco et Vanzetti, 5 fr.; Les Douze Preuves de l'inexistence de Dieu, 10 fr.; Les Crimes de Dieu, 20 fr.; La Fausse Rédemption, 10 fr.
P. Comont. — L'Architecture, 20 fr.
Paul Lapeyre. — Ce qu'est le Syndicalisme révolutionnaire, 5 fr.
A. Guillier. — La Révolution salvatrice, 15 fr.
P. Camus. — Le Syndicalisme et le Problème paysan, 20 fr.
G. Yvetot. — ABC du Syndicalisme, 15 fr.
E. Rothen. — La Politique et les Politiciens, 20 fr.
P. Monatte. — Où va la C.G.T., 10 fr.
Pierre Besnard. — Le Problème des Salaires, 6 fr.
Edouard Rotot. — Le Syndicalisme et l'Etat, 12 fr.
Lashortes. — Qu'est-ce que le Prolétariat, 10 fr.
Louise Michel. — Prise de Possession, 15 fr.
Aristide Lapeyre. — Le Problème espagnol, 15 fr.
Les Anarchistes et l'Activité Syndicale, 15 fr.
La Bulgarie, nouvelle Espagne, 25 fr.
Les Bulgares parlent au Monde, 50 fr.
Le Syndicalisme et la Guerre, 5 fr.

REVUES

Mains et Cerveau, 40 fr.
Etudes Anarchistes, 40 fr.
Défense de l'Homme, 40 fr.

EXPÉDITION

Pour les livres, les prix entre parenthèses sont les prix franco.
Pour les brochures joindre 10 francs à chaque.
Pour les recommandés joindre 40 francs par colis. en plus.
C.C. Postal de la Librairie : Paris C.C. 7.473-08, M. Marcheti Robert, 1, rue Dulaure, Paris (20e).

SERVICE DE LIBRAIRIE

Le service de librairie demande aux camarades qui font une commande de livres de bien vouloir envoyer le montant d'avance et de bien vouloir envoyer la correspondance au camarade Oudin, sauf en ce qui concerne le C.C.P. qui doit être adressé au camarade Marcheti.

Le libraire :
OUDIN.

Le Directeur-Gérant :
DOUILLET François

Imp. Spéc. du Combat Syndicaliste

B.D.I.C

L'A.I.T. AUX TRAVAILLEURS DU MONDE ENTIER

Si l'évolution des choses peut continuer jusqu'à maintenant, le monde n'a pas d'espoir d'éviter une troisième guerre mondiale. La situation qui règne depuis la fin de la dernière grande guerre, en 1945, est seulement un armistice. La tension entre l'Est et l'Ouest augmente de plus en plus, et la « guerre froide » continue avec une intensité qui ne diminue jamais. L'atmosphère devient toujours plus lourde et une catastrophe peut arriver plus vite que l'on ne s'en doute. Partout on travaille fiévreusement pour les armements. A courts intervalles, la technique de guerre produit de nouveaux terribles moyens d'anéantissement au service de la tuerie collective, et les dépenses militaires se montent à des chiffres astronomiques. Et tout cela se fait pour assurer la paix, dit-on. En réalité, les armes n'ont jamais été une garantie de la paix. Au contraire, les armements ont contribué à augmenter l'instabilité politique et même provoqué des conflits militaires. Voilà ce qui se passe à présent.

L'impérialisme « soviétique » continue sa politique d'expansion avec toute intensité. Les Etats de l'Est européen sont maintenant incorporés complètement au bloc oriental, ce qui s'est réalisé sous la pression russe, et la même tendance se fait valoir à l'Extrême-Orient. Le bloc oriental dirigé par Moscou a trouvé son contrepoids dans le bloc occidental créé par les Etats-Unis et la politique atlantique.

L'Union Soviétique tend systématiquement à l'expansion de son pouvoir et de sa zone d'influence, et les communistes du monde entier sont son instrument docile. Ils travaillent au service de l'impérialisme russe — ils ont la mission de faciliter l'instauration de l'hégémonie russe dans tout le monde. Les Etats alliés de l'Ouest, sous la direction des Etats-Unis, tâchent d'organiser la résistance contre les plans russes. Le pacte Atlantique est une alliance militaire, dirigée contre l'impérialisme russe ; des armes américaines sont envoyées aux pays qui se sont affiliés à ce pacte, et les techniciens militaires travaillent fiévreusement pour discuter l'organisation d'une direction unique des forces militaires occidentales.

L'Allemagne est divisée, et son destin futur est obscur. L'Autriche continue d'être occupée par les vainqueurs de la guerre. En Italie et en France, les partis communistes, dirigés par Moscou, profitent de la situation pour tâcher de prendre le pouvoir et y installer des régimes totalitaires alliés au bloc oriental. En Espagne, Franco se maintient au pouvoir, en négociant aussi bien avec l'Union Soviétique qu'avec les puissances occidentales capitalistes, pour renforcer son régime corrompu et son système de terreur et de répression. Les forces liberticides de l'impérialisme conspirent partout, en Europe, en Amérique du Nord et du Sud, en Afrique, en Asie et en Australie.

Voilà la situation. Mais qu'est-ce que fait, sous ces conditions, le mouvement ouvrier international ? Les partis socialistes de différentes tendances sont divisés et presque sans influence. Les communistes font une politique franchement liberticide, ils travaillent sans cesse pour réaliser l'esclavage totalitaire sur toute la classe ouvrière. De même que la nouvelle Internationale syndicale réformiste, la Fédération Syndicale Mondiale dirigée par les communistes n'est qu'un instrument d'une politique gouvernementale. Nous n'avons rien à attendre de ces Internationales — ni dans la lutte contre le danger de la guerre, ni dans la lutte révolutionnaire pour l'émancipation économique et politique de la classe ouvrière.

Seule l'A.I.T., notre Internationale syndicaliste révolutionnaire, maintient la lutte pour le socialisme fédéraliste en continuant, d'accord avec ses grandes traditions, la lutte pour la liberté du genre humain et la liquidation du pouvoir de l'Etat et de l'exploitation capitaliste.

Aujourd'hui, à la journée de manifestation internationale de la classe ouvrière mondiale, l'A.I.T. envoie son salut solidaire aux ouvriers de tous les pays en les invitant à de nouveaux efforts dans la lutte pour la liberté et la dignité humaine. Elle salue les camarades espagnols et portugais, qui ont fait de grands sacrifices dans leur lutte contre le fascisme, elle salue aussi les camarades qui languissent dans les camps de concentration bulgares organisés par la dictature communiste. L'A.I.T. évoque la mémoire de tous ceux qui ont donné leurs vies pour notre cause commune et salue tous ceux qui sont poursuivis pour leurs efforts dans la lutte pour le socialisme libre et contre la réaction, la répression et la barbarie.

VIVE L'A.I.T., L'INTERNATIONALE COMBATTANTE DU SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE !

John ANDERSSON — Ragnar JOHANSON

L'ECOMBAT SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA Confédération Nationale du Travail

Section Française de l'Association Internationale des Travailleurs

RÉDACTION-ADMINISTRATION : 39, rue de la Tour-d'Auvergne - PARIS (9e)

Paraît tous les Vendredis

LA COPIE DOIT ARRIVER LE SAMEDI AU PLUS TARD

Abonnements : 1 an (48 numéros) 420 fr.
Six mois : 215 frs - Trois mois : 110 frs
Changements d'Adresse : 20 francs

C. C. P. E. PORTIER 1353-92 PARIS
22, RUE WASHINGTON, PARIS-VIII'

LA POLITIQUE AU VESTIAIRE

Notre lutte pour la vie devient de plus en plus âpre, dure, impitoyable. C'est que le patronat se sent épaulé plus solidement que jamais par l'Etat, son vieux complice. Nos camarades de tous les autres secteurs syndicaux voient cela aussi bien que nous, mais c'est pour eux une nouvelle occasion de dire : « Ce gouvernement est pourri, il faut le changer par un meilleur ou tout au moins par un moins mauvais et c'est pour cela qu'il faut nous garder de négliger l'action politique. »

Ils rejoignent ainsi, sans s'en douter, le vieux « procureur du roi » Charles Maurras, qui ne cessait de répéter : « Politique d'abord. »

Ils disent cela, mais, d'autre part, ils déplorent amèrement la dispersion des forces ouvrières.

Nous la déplorons autant qu'eux, seulement tandis que nous accusons l'immixion de la politique dans le syndicalisme d'être la cause d'un universel gâchis, d'autres accusent le fascisme, le trotskisme ou le titisme, comme si ces différents noms n'étaient pas étroitement liés à la politique. Mais nos adversaires, plus ou moins teintés de bolchevisme, y ajoutent à plaisir d'autres noms qu'ils voudraient rendre infamants ou injurieux à l'extrême : hitléro-trotskistes, social-fascistes, anarcho-hitlériens, etc. Tout cela se résoud et se condense en un formidable écran de fumée qui empêche de voir clair à la grande majorité des prolétaires, car elle n'a pas le temps de s'occuper de choses aussi compliquées et hors de son entendement. Quant à nous, nous nous permettrons de poser à ces insulteurs professionnels cette simple question : puisque selon vous, la politique seule est capable de donner des résultats positifs, pourquoi faites-vous donc du syndicalisme ?

Car il nous paraît à nous que c'est en prenant conscience de la carence du parlementarisme, de son inutilité, voire même de sa nocivité (voyez lois scélérates et super-scélérates), d'une part, et s'étant, d'autre part, rendu compte de l'efficience de l'action directe, que le prolétariat a commencé à porter ses revendications sur le terrain syndical.

Malheureusement, l'action directe demande de longs et patients efforts et une certaine discipline, non celle que vous aimez, faite d'injures, de coups de cravache et de temps de prison, mais celle qui résulte de la compréhension et de la bonne volonté de tous. Ces efforts, il est vrai, sont pénibles et ne sont pas toujours récompensés comme ils devraient l'être, tandis que « l'action » politique, c'est justement l'inaction la plus complète, sauf quand il s'agit d'aller porter un bulletin quelque part. Et, naturellement, on préfère ordinairement les solutions faciles.

L'arbre, dit-on, se reconnaît à ses fruits. Or, que voulez-vous que pense « l'homme de la rue »? Il a vu pendant des années, après la Libération, une C.G.T. puissante groupant en un seul bloc des millions d'adhérents. Il a vu cette même C.G.T devenir une succursale du Parti Communiste et c'est de ce dernier qu'elle reçut l'ordre de ne pas bouger, quand elle le trouvait à son apogée et dans la plénitude de tous ses moyens.

Après plusieurs années d'expectative, quand les camarades ministres se sont retrouvés des camarades tout court, la C.G.T. subitement se ranime et semble retrouver sa combattivité d'antan, mais « l'homme de la rue » ne tarde pas à discerner que cette activité insolite ne vise que des buts politiques plus ou moins clairs, négligeant systematiquement les intérêts qu'il avait pris à charge de défendre. Alors dégoût, lassitude, découragement, et tout s'écroule.

Faut-il recommencer? Oui, n'en doutez pas, d'après les responsables de cette lamentable débandade, il le faut, car le mot d'ordre pour eux est toujours le même. Ils réclament plus que jamais un gouvernement démocratique. Comme si tous les gouvernement ne l'étaient pas! Ils le sont à leur façon, que diable ! Et quand ils prennent des « mesures rigoureuses », c'est-à-dire quand ils « liquident » les prolétaires récalcitrants, c'est toujours pour parer à « d'inéluctables nécessités ».

L'attitude du patronat, disions-nous, se durcit progressivement grâce à l'appui toujours plus effectif du gouvernement. Mais qui donc a entériné et renforcé la collaboration de ces deux organismes si foncièrement antiprolétariens? Ne sont-ce pas vos députés et vos ministres ? Grâce à eux, désormais, nos chaînes et nos entraves portent démocratiquement le label confédéral. Sans minimum vital, bien-être et liberté !

Vous demandez le retour à la liberté des salaires, soit, mais dans les industries que vous avez nationalisées, les salariés continueront d'avoir l'Etat comme patron, ils continueront donc d'être aussi mal payés et ce sera pour les négriers de l'industrie privée un exemple et un encouragement pour ne pas céder aux « exigences » des travailleurs, car vous le savez bien, réclamer un morceau de pain supplémentaire quand on crève de faim, tout en enrichissant les autres, cela ne s'appelle point autrement, dans le langage patronal, qu' « intolérable exigence ».

Eh bien ! on ne nous y reprendra plus à imiter ces modernes Diogène, sans cesse à la recherche d'un « bon » gouvernement. Pour nous, Etat et patronat sont de même essence, ils ont partie liée. C'est du moins ce que nous enseignèrent, il y a plus de cinquante ans, les fondateurs de cette pauvre C.G.T. aujourd'hui tellement dégénérée et décrépite que les Pelloutier, les Pouget, les Griffuelhes ne la reconnaitraient plus, bien sûr. Quant aux autres, s'ils tiennent vraiment à leur bien-être et a leur liberté, il n'est que temps pour qu'ils reviennent au véritable syndicalisme, celui qui, naguère, dans toutes les Bourses du Travail de France, nous conseillait à tous, avec une bienveillante ironie, de « quitter la politique au vestiaire ».

TRENCOSERP.

NOTRE MEETING DU 6 AVRIL

Nous savions à l'avance, lorsque nous avons décidé d'organiser notre meeting antifranquiste du 6 avril, que nous ne rassemblerions pas des « centaines de milliers » de « moutons » dont le rôle essentiel est de constituer la claque des comédiens qui les subjuguent, comme c'est le cas pour certains partis politiques ou certains syndicats soumis à l'obédience de ces partis. Mais nous apprécions d'avoir réussi à réunir dans la grande Salle de la Mutualité quelques milliers de personnes pour qui les mots de « dignité » et « liberté » ne sont pas vides de sens et qui ont le courage de se dresser contre la dictature, quelle qu'elle soit : celle déclarée du franquisme, celle sournoise — et d'autant plus dangereuse — du stalinisme, et toutes les autres, qu'elles sévissent en Grèce ou ailleurs.

Car, s'il est vrai que le but essentiel de notre meeting était de protester contre la servitude imposée au peuple d'Espagne, de crier notre indignation contre les crimes des bourreaux franquistes, on ne peut oublier que, sous une autre étiquette, et avec quelques variantes mais identique quant au principe, le système de la terreur soumet à ses règles féroces d'autres peuples infortunés.

Des orateurs de diverses tendances ont répondu à notre appel. Tous se sont élevés vigoureusement contre l'hypocrisie des prétendues démocraties qui, sous couvert d'arguments qui ne font que servir leur politique ,contribuent au maintien du franquisme. Ils ont affirmé la nécessité d'un appui sans réserve au peuple espagnol dont le seul crime est de revendiquer sa liberté.

Ch.-Auguste Bontemps, de la Confédération Pacifiste, s'éleva ainsi contre un monde qui prétend défendre les idées démocratiques et qui, condamnant parfois avec tant de sévérité l'« Univers Concentrationnaire » de l'Est, garde le silence sur cette partie de l'Europe occidentale : l'Espagne, infestée de camps de concentration et de prisons.

« Ce qui importe — a-t-il déclaré — c'est de dénoncer les injustices en quelque lieu qu'elles sont commises... Il faut lutter contre les aventuriers de la révolution, contre la violence systématique du pouvoir et de ceux qui aspirent à s'emparer du pouvoir. Les hommes doivent comprendre que la liberté ne peut s'obtenir par la confiance en tel ou tel leader... »

Germinal Esgleas : « On a dit que les hommes de l'intérieur, par conscience et désespoir, ne sont pas partisans de la lutte; certains n'ont même pas craint d'avancer qu'ils la condamnent. Mais cela est faux. Les hommes d'Espagne — et particulièrement ceux de la C.N.T. — sont plus décidés que jamais à la lutte contre la Phalange...

« Bien que les milieux internationaux, s'abaissant à la plus infâme claudication, affirment la nécessité d'admettre Franco dans l'O.N.U. et dans le Pacte de l'Atlantique, en le faisant bénéficier du Plan Marshall, le problème demeure posé de la même manière : Franco ou la liberté !...

« La C.N.T. désire des concours loyaux, sincères, et bien que ce ne soit pas notre habitude de parler d'unité, nous devons dire que le principe de l'unité existe dans la lutte même. Tous les antifascistes doivent y participer.

« La liberté ne se donne pas elle se conquiert. Contribuons donc à sa conquête en soutenant l'action de la C.G.T. Combattons avec elle contre le fascisme assassin de l'Espagne, contre la réaction qui le protège et contre tous les totalitarismes.

Henri Bouye. — Le camarade Henri Bouye prononça quelques paroles de salutation au nom de l'A.I.T., disant son adhésion totale à notre manifestation.

Dénonçant la tactique de la grande presse qui feint d'ignorer l'existence de l'A.I.T., alors qu'elle se réfère fréquemment à d'autres Internationales ouvrières plus importantes quant au nombre des adhérents, mais sans aucune valeur effective du point de vue révolutionnaire, il rappelle que cette Association a connu ses meilleurs jours en France à l'époque de Napoléon III. Elle comptait alors 200.000 adhérents. Maintenant, une de ses sections les plus importantes est la section espagnole qui, en 1936, nous a montré le chemin de la lutte.

« L'A.I.T., déclara Bouye, profite de la manifestation pour affirmer, en même temps que sa condamnation du franquisme, celle de tous les régimes policiers et totalitaires. Elle confirme sa volonté de lutte contre toutes les dictatures de quelques couleurs soient-elles. »

Fontenis. — Fontenis participait au meeting au nom de la Fédération Anarchiste Française.

« Franco — dit-il — ne se combat pas avec des discours, mais avec des gestes...

« Il faut faire une campagne bien orientée, car il est évident que le fascisme espagnol répugne à l'opinion, en général, mais que celle-ci traverse, en ce moment, ce que nous pourrions appeler une crise d'« insensibilité ». Ce qui manque, c'est de savoir utiliser ce sentiment de répulsion.

« Mais continuons à dénoncer les crimes du fascisme espagnol et affirmons notre fidélité à l'œuvre réalisée par la révolution espagnole. J'estime que répandre en France et dans le monde entier les idées de la Révolution Espagnole est une aide positive... Nous devons défendre les camarades espagnols partout et dans toutes les circonstances. »

Petroff. — Un représentant de l'émigration antifasciste de Bulgarie, le camarade Petroff, récemment évadé de l'« Univers Concentrationnaire », nous apporta l'adhésion de ses camarades de l'exil et de ceux qui travaillent dans les organisations clandestines. Son émouvant discours retraçant les souffrances des militants qui luttent dans les conditions les plus pénibles derrière le « rideau de fer », fut écouté avec le plus vif intérêt. Rappelant le misérable régime policier imposé par les russes à la Bulgarie — sous le prétexte de la défendre contre l'avarice des impérialistes américains — Petroff souligne que les principales victimes des stalinistes sont les anarchistes, quelques vieux socialistes et les agrariens. Ainsi, une tâche qui doit nous demeurer essentielle est le combat contre les « usuriers » de la Révolution.

Georges Altman. — L'apparition à la tribune de Georges Altman, rédacteur en chef du journal « Franc-Tireur », qui défend avec enthousiasme la cause antifranquiste, fut saluée par de vifs applaudissements.

Flétrissant, lui aussi, tout système totalitaire et évoquant le martyre de l'Espagne « trahie une fois pendant la guerre et trahie une seconde fois dans l'après-guerre », il continua :

« Je me souviendrai toujours avec émotion du peuple révolutionnaire et libertaire, de ses nobles fils qui ont donné au monde l'exemple de *la première Révolution véritablement socialiste, sans bureaucrates ni chefs à vénérer.* Cette révolution modèle, dans laquelle tout était administré par le peuple et au service du peuple...

« On ne peut penser à l'Espagne sans penser à l'abandon international et à la trahison des démocraties. Celles-ci tolérèrent l'invasion germano-italienne et suivirent le conflit espagnol avec un esprit calculateur, essayant leur matériel de guerre et saignant le peuple espagnol avec l'espoir de voir le fascisme mettre fin à la traditionnelle rebellion populaire. Mais la rebellion continue à vivre; elle vit dans la magnifique Résistance menée en première place par les anarchistes et appuyée par tous les travailleurs. La Résistance nous offre tous les jours des exemples d'héroïsme. Une Résistance qui ne compte pas avec d'autres moyens que les siens, ceux de l'organisation clandestine. »

Altman termina en stigmatisant la conspiration du silence ourdie contre la Résistance espagnole et par un appel à l'action commune entre les véritables socialistes et les révolutionnaires.

Paul Lapeyre. — Notre camarade Paul Lapeyre parla enfin au nom de la C.N.T. française. Après un salut aux hommes de la Résistance espagnole qui, face à l'incompréhension du monde, continuent à lutter contre la dictature franquiste et évoquant la lutte gigantesque menée par le le peuple d'Espagne contre la coalition fasciste, ainsi que les multiples persécutions qu'il a subies, Lapeyre rappelle les conditions humiliantes dans lesquelles ces réfugiés furent reçus en France, où on les enferma dans des camps de concentration à la manière hitlérienne et gardés par des troupes coloniales.

Il se remémore ensuite les tristes jours de l'occupation nazie, et les déportations massives de milliers d'Espagnols dans les camps de la mort hitlérienne. « Et qui — dit-il — sinon les Espagnols furent les premiers animateurs de la Résistance en France ? Qui constitua les maquis ? Qui occupait les premiers tanks qui arrivèrent à Paris avec la division Leclerc ? Qui, toujours qui ? Sinon les Espagnols !... Et Espagnols de la C.N.T., pour la plupart. Mais ils ne s'incorporèrent pas à la lutte alliée pour seulement détruire le régime de Hitler et de Mussolini, pour libérer la France des Pétain et des Laval... Ils voulaient en finir une fois pour toutes avec les systèmes fascistes, avec toutes les dictatures. »

Dénonçant la mystification de la prétendue « démocratisation » du régime franquiste, Lapeyre rappelle les misérables conditions d'existence du peuple espagnol ainsi que les ignobles procès intentés chaque jour à d'honnêtes travailleurs dans le seul but de légaliser les crimes collectifs accomplis quotidiennement par l'Etat phalangiste, lorsque les exécutions ne sont pas plus sommaires.

Affirmant la nécessité d'aider nos camarades espagnols, Lapeyre déclare : « Abandonner l'Espagne nous mènerait une autre fois à la guerre. »

LA LUTTE CHEZ BERLIET A LYON

Maintenant que tout est rentré relativement dans l'ordre, on peut faire le point sur les résultats de la grève qui sont nets et précis, que chacun connaît, car ils sont les mêmes ou à peu près dans toutes les entreprises ; en voici le processus et les résultats chez Berliet.

Oui, la grève était motivée, comme toutes les grèves, car ce n'est pas de gaîté de cœur que les ouvriers arrêtent le travail. Puisque l'on voulait un mouvement, pourquoi l'avoir déclenché sans aucune coordination ? N'est-ce pas la raison d'être des grandes fédérations syndicales de synchroniser l'action des syndicats

Pourquoi avoir laissé patauger ceux-ci ? L'on peut se demander à juste titre si les centrales politisées n'avaient pas intérêt à l'échec de ce mouvement ?

C.F.T.C. et F.O., souhaitant cet échec pour briser l'emprise que la C.G.T. possède sur les ouvriers ; aussi suivirent-elles le mouvement sans enthousiasme, laissant aux responsables C.G.T. le soin de le conduire.

Lorsque ceux-ci déclenchèrent la grève, pouvaient-ils être certains de la victoire ? Nous ne le croyons pas, malgré que 62 % du personnel se soit prononcé pour.

Pourquoi ? Parce que plusieurs ateliers venaient de faire 10 à 15 jours de grève. Et ces grèves tournantes, préconisées par la C.G.T., n'ont eu d'autres résultats que de faire tourner les ouvriers en bourriques. Voilà la première cause de l'échec du mouvement chez Berliet.

Il ne faut pas s'amuser avec les grèves comme avec un pistolet à bouchons ; c'est plus dangereux.

Les responsables se croient des Napoléon, n'ayant que des Austerlitz, mais il y a des Waterloo.

La première semaine de grève fut totale chez les horaires, quoique l'enthousiasme des grévistes, comme dit plus haut, était restreint. Tant et si bien qu'au cours des meetings, les orateurs devaient s'applaudir eux-mêmes, « les auditeurs faisant des économies de bravos ».

Pour la deuxième semaine, quelques centaines d'ouvriers fatigués de toutes ces précédentes grèves reprennent le travail. Dès le mardi, le piquet de grève bloque les portes. La direction fait appel à un huissier qui dressa les constats pour entrave à la liberté du travail (et naturellement les membres du comité de grève, dont l'huissier prit les noms, furent condamnés à dix mille francs d'amende).

Puis il fit appel aux flics pour faire ouvrir les portes ; il y eut quelques marrons, pas trop de bobo (les flics étant syndiqués).

Devant l'échec des portes fermées, nouvelle tactique. Le comité de grève fait rentrer quelques centaines de grévistes pour faire débrayer ceux qui étaient au boulot.

Nouveaux constats d'huissier et, au bout d'une heure, une centaine de grévistes ressortaient au chant de *La Marseillaise* et aux cris « A bas la guerre ! ».

Mais ceux qui étaient restés à l'intérieur avaient repris le travail. Et la grève traîna sans âme et sans ressort, vouée à l'échec par l'incapacité et l'imprévoyance de ses dirigeants.

Cela dura trois semaines, quoique tous les jours les entrées fussent plus nombreuses. Trois semaines de grève pour n'obtenir que ce qu'offraient les patrons au début du mouvement, soit 5 %.

Pourtant cette grève était logique : en réclamant 3.000 francs, les ouvriers ne sont pas exigeants, mais plutôt modestes. Mais le retard des salaires par rapport au coût de la vie, fut pris précisément lorsque les ventres dorés du syndicalisme étaient au pouvoir : « Produire d'abord, revendiquer ensuite. » Ce retard est d'autant plus difficile à combler qu'il est plus grand et la crise économique s'approchant à grands pas.

A la reprise du travail chez Berliet, ceux qui avaient eu un constat d'huissier furent remerciés.

Ceux faisant partie du comité central d'entreprise furent mis à pied pour une durée indéterminée. Ils sont toujours sur la touche, malgré l'avis contraire du C.C.E., à qui l'on demandait d'entériner leur renvoi pur et simple, Il est à noter que où la C.G.T. a la majorité, les délégués F.O. et C.F.T.C. ne prirent pas part au vote.

Aujourd'hui la question est toujours pendante à l'Inspection du Travail.

Maintenant le boulot a repris passivement ; les syndicats, surtout la C.G.T., ont perdu beaucoup de leurs membres. Lorsqu'on parle syndicat aux ouvriers, ils se méfient avec juste raison pour certaines centrales.

Les leçons qu'on peut tirer de cet échec sont qu'il faut repartir presque à zéro ; car les grèves ordinaires avec simple arrêt de travail sont de plus en plus périmées, le patronat s'étant bien organisé pour y faire face.

Il faut absolument employer d'autres méthodes que nous étudierons dans un prochain numéro. Il faut également se débarrasser des professionnels du syndicalisme. Car aujourd'hui, par la faute de quelques coquins, ou incapables, les ouvriers se disent : *Où en sommes nous ?* La réponse est courte : *Dans le caca.*

FUENSAM.

C'EST L'ESPRIT DE LUTTE QUI POUVAIT VAINCRE A FUMEL

Les ouvriers de la Société des Produits Réfractaires de Fumel et Libos ont voté la grève à 55 % et celle-ci s'est déclenchée avec un esprit de combativité inespéré de la part des travailleurs et avec un effectif de 95 % dans la lutte. Pourquoi avons-nous échoué ?...

D'abord, nous avons remarqué un manque d'organisation inexplicable de la part des centrales syndicales C.G.T., C.G.T.-F.O. La grève était pourtant prévue d'une façon certaine trois semaines auparavant... Donc, de deux choses l'une : ou bien l'union locale avait pris des décisions dans ses réunions et ne les a pas appliquées ou alors n'avait pas pris de décisions du tout !...

Et nous avons connu alors, ces journées de honte où la passivité et l'indifférence de la classe ouvrière, due à l'habitude d'être dirigée au sein des syndicats. Et cela durera tant que les dirigeants syndicaux seront choisis entre les valets des divers partis politiques.

Ainsi, lorsque s'est présenté le problème de la solidarité, l'appui moral et matériel de la population paysanne et commerçante a été des plus faibles se basant sur le jeu politique que mènent les syndicats et qu'il est compréhensible qu'aucune aide ne vienne de ceux qui sont d'une politique contraire à celle des syndicats.

(Suite en page 3)

ATTENTION !

LE PROCHAIN « C.S. » SERA EN VENTE LE 12 MAI

Un décalage ayant été fait pour faire paraître le numéro du 1er mai en temps voulu, nous avisons les camarades que le prochain « C. S. » sera en vente le vendredi 12 mai et que maintenant ils pourront se le procurer régulièrement chaque vendredi.

B.D.I.C
3428

MONSIEUR MAURICE SCHUMANN EST FOU !

LE pays est gouverné par des gens qui ont perdu la raison ou, qui, peut-être, n'en ont jamais eu.

Que penser d'un monsieur qui déclare : « Qu'il ne faut pas sacrifier la justice sociale à la liberté, ni la liberté à la justice sociale ? »

Nous croyons que le langage à tout de même un sens communément admis.

Pour nous, pour tous, il est inconcevable de parler de justice sociale sans liberté, ni de liberté sans justice sociale.

Pour nous, pour tous, justice sociale et liberté ne peuvent être séparées; l'une ne va pas sans l'autre.

Pour M. Maurice Schumann on ne peut donner l'une sans nuire à l'autre.

Des affirmations de ce genre ne peuvent être que celles d'un fou.

M. Schumann est fou !

A moins que dans son esprit, la liberté consiste en celle de lutter contre la justice sociale, et que la justice sociale s'inscrive dans le respect de la liberté d'exploiter son semblable.

Dans le même discours, M. Maurice Schumann nous dit : « Qu'il convient de ne pas se faire les artisans d'un dirigisme largement dépassé par les événements, mais qu'il est nécessaire de ne pas revenir à un libéralisme dont personne ne veut plus. »

Autrement dit M. Maurice Schumann n'est ni pour l'un ni pour l'autre, ni contre l'un et l'autre. Dix grammes ici, dix grammes là.

Nous croyons, nous, que c'est M. Schumann qui est dépassé par les événements et qui a besoin de retrouver la boussole pour se diriger lui-même.

Et c'est à la classe ouvrière de lui en donner une, par l'action directe !

LE COMBAT SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

24e année - Nlle série, N° 26 — 10 FRANCS — 12 MAI 1950

La grève, arme émoussée du prolétariat ?

DANS « Combat » du 8 mai, Jean Fabiani, se penchant sur la défaite des ouvriers de chez Michelin, conclut que la grève est devenue l'« arme émoussée du prolétariat ».

Selon lui, les temps en sont révolus et l'inefficacité des mouvements de grève finira bien par convaincre les plus rebelles.

M. Fabiani s'efforçant de démontrer le bien-fondé de ses dires, découvre tout d'un coup que c'est à cause de l'étatisation que les grèves ne peuvent plus avoir d'efficacité.

Selon lui, placés devant la puissance de l'Etat, de l'Etat-Patron, les travailleurs ne sont plus en mesure de résister et vaincre. La grève lui apparait dépassée.

Et savez-vous ce que préconise M. Fabiani pour suppléer la grève qu'il estime défaillante ? Voilà : « L'institution d'une magistrature du travail échappant à l'emprise du patronat et de son plus fidèle allié, l'Etat. »

C'est tout.

Vraiment, M. Fabiani, nous espérions autre chose. Il est curieux que cet article soit écrit au moment même où se réunit la nouvelle institution d'Etat, la Commission Supérieure des Conventions collectives.

On sait bien que les travailleurs n'ont pas beaucoup confiance dans tous ces organismes ; il faut bien tenter de leur en donner.

Nous ferons une concession à M. Fabiani, c'est que les grèves qu'il a étudiées étaient en effet, des grèves émoussées. Mais elles l'étaient dès le départ, du fait que les travailleurs font encore confiance aux hommes se réclamant de telle ou telle politique. Mais si ces grèves s'étaient déroulées selon la conception qu'en ont les syndicalistes révolutionnaires, soyez certain, M. Fabiani, que vous auriez dû sortir votre projet de « magistrature du travail » pour des motifs exactement contraires

Quand la C.N.T. sera mieux connue des travailleurs, elle vous fera la démonstration que la grève de combat reste leur seule et efficace arme.

Jean THERSANT.

Allons-nous être dotés d'une nouvelle liberté démocratique ?

Réjouissez-vous, chers lecteurs du Combat Syndicaliste, *qui vous plaignez tout le temps sans motif sérieux. Désormais, ça va changer. Et comment ! Vous allez voir ça. Bientôt les difficultés politiques, économiques, financières, etc., vont se résoudre d'une façon originale, merveilleuse, miraculeuse, épastrouillante.*

Il appartenait à deux augures du M.R.P. de dégotter cette solution mirobolante. Vous allez voir tout de suite qu'elle répond à toutes vos angoisses et à tous vos espoirs. Les deux illustres personnages et plusieurs de leurs collègues du groupe M.R.P. viennent de déposer sur le Bureau de l'Assemblée Nationale une proposition de loi tendant à établir le vote obligatoire. *Nous ne publions pas leurs noms, tant que nous ne connaîtrons pas leur adresse, afin que les électeurs très obligés de ces messieurs puissent aller chez eux leur porter quelques fleurs, en l'occurrence des giroflées, pour les remercier d'une si louable initiative.*

Nous regrettons que ce projet ne stipule pas que les récalcitrants seront menés aux urnes entre deux gendarmes, ce serait plus franc, plus loyal ou, si vous préférez, moins hypocrite que de nous menacer de nous retirer le pain de la bouche par des amendes de plus en plus élevées, alors que déjà nous crevons de faim.

Avec ça, on pourra manger et s'habiller mieux. Diable, c'était la faute aux abstentionnistes ! Et leur nombre allait toujours croissant ; il était temps d'aviser.

Comprenez bien la chose : *jusqu'à présent, nombre de braves citoyens et citoyennes se figuraient que le jeu de la représentation populaire était régulier et ils le sanctionnaient candidement par leurs votes. Mais un jour, on leur donne à choisir entre la peste, le typhus, la syphilis et le choléra. Après avoir longuement balancé, comme l'âne de Buridan entre ses deux picotins, ils ont dit non ! C'est cela qui vexe les éternels candidats du « suffrage » universel, comme disait Gaston Coulé.*

Pour que la proposition du Meureupeu fut efficace, il faudrait aussi supprimer les journaux ou, tout au moins leur interdire de publier des « faits divers » dans le genre de celui-ci (c'est la lettre d'un étudiant de médecine au journal Combat) :

« Des étudiants communistes ont manifesté aujourd'hui sur le Boul' Mich' en faveur de Joliot-Curie. Ils n'étaient pas très nombreux, mais des flics, il y en avait asez pour remplir l'amphithéâtre de la Faculté de Médecine.

« Moi, je ne suis pas communiste. Seulement j'ai vu ça : des agents qui tapaient à coups de pélerine sur une dame de 50 ans et sur deux jeunes filles, à peine âgées de seize ans, « parce qu'elles étaient sur le trottoir ». Alors j'ai dit aux agents : « On n'a pas idée de frapper des femmes comme ça ! » J'ai reçu un coup de poing dans la figure et un coup de pied au derrière. Je n'ai pas très bien compris pourquoi. »

TRENCOSERP.

(*Suite en page 3.*)

A LA S. N. E. C. M. A.

Des esclaves à « leur » maîtrise

Le récent look-out de la S.N.E.C.M.A. a fait couler beaucoup d'encre. On s'attendait à quelque débat passionné à la Chambre, mais un scandale plus important a permis aux défenseurs du peuple et du pays de ne pas trop s'attarder sur ce look-out.

Il y a de nombreux mois que l'on s'attendait à des licenciements massifs dans cette entreprise. Le jour où ceux-ci se confirmèrent, les ouvriers réagirent vigoureusement. Cette résistance souleva un certain enthousiasme parmi les travailleurs qui venaient de faire grève pendant trois ou quatre semaines. Les réunions qui suivirent furent mouvementées, la police s'en donna à cœur joie.

Les ouvriers de la S.N.E.C.M.A. voulaient une réintégration totale, sans exclusive. Hélas ! le Comité des look-outés reprit les mêmes méthodes que les comités de grève, c'est-à-dire délégations aux maires, aux députés, aux ministres : les sonnettes ! toujours les sonnettes ! Bien piètre conception de la lutte, surtout qu'il y avait un précédent, les grèves de la métallurgie n'avaient pas réussi, sauf si l'on excepte les 5 % accordés « généreusement » par le patronat.

L'on vint à parler de reconversion, mais là existe la concurrence entre moteur à piston et turbo-réacteur. Ce dernier l'emporte, car le gouvernement a un projet en mains. Il décide la fabrication du turbo-réacteur et la réintégration des ouvriers.

Il est inutile de dire que celle-ci se fera en tenant compte plus des conceptions de l'ouvrier que de ses propres capacités.

Mais ce sacré turbo-réacteur vient d'outre-Rhin. Depuis 1945, une équipe de techniciens allemands, dirigée par un ingénieur allemand, assure sa mise au point en France.

Cette équipe a été mise en place alors que Tillon était ministre de l'Air. C'est un véritable boulet que nos néo-patriotes traînent aux pieds. Comment expliquer la présence d'un ex-ennemi pour le réarmement du pays ?

Ce serait mal connaître les néo-pacifistes que de croire qu'ils puissent être gênés aux entournures. A l'Assemblée générale du jeudi 4 mai, Marty s'en est fort joliment sorti. Figurez-vous que cet ingénieur et son équipe de techniciens travaillaient en France et pour la France, mais... comme otages !

Pleven, nouveau ministre de l'Air, les considère comme de simples techniciens, de simples ingénieurs, avec toute la responsabilité que comporte ce titre, ils vont même, ces ex-ennemis, ex-otages, jusqu'à diriger, commander des techniciens français !

Oh ! honte, oh ! désespoir, ce Pleven est un mauvais Français, un faux patriote.

A cette même assemblée, l'on expliqua les quelques réintégrations qui s'étaient effectuées et on invita les camarades présents à ne pas tenir grief à ceux-ci.

Un appel pressant fut fait à la maîtrise dans un but d'unité évidemment.

Pourtant, il me semble que ce sont les chefs de service qui dressent les listes des bons ou mauvais ouvriers ; je ne crois pas que dans une entreprise comprenant des milliers d'ouvriers, le directeur seul, puisse connaître tous les exploités de son affaire.

Donc la lutte est finie, la combativité des premiers jours enterrée, les travailleurs n'ont plus qu'à attendre le bon vouloir du gouvernement, car en fait, c'est lui le patron de la S.N.E.C.M.A.

Nous n'avons pas à défendre nos employeurs, ou tel ou tel moteur, la lutte aurait dû être entièrement dirigée pour l'obtention du salaire, tout au moins des trois quarts, car en régime capitaliste, étatiste ou dit libéral, la mauvaise gestion ne regarde pas les ouvriers, pas plus que la bonne d'ailleurs.

Yves HEANBLLE.

Contre les confusionnistes et les crypto-politiciens du syndicalisme LE C.S. TIENDRA

DE tous côtés nous parviennent les témoignages de satisfaction de nos camarades sur la parution hebdomadaire de notre cher « C.S. ».

L'administration se retourne vers eux pour leur dire que les assises financières exigées par le C.C.N. pour le lancement ont été respectées.

Mais il faut maintenant intensifier l'action pour que la C.N.T. remplisse son rôle.

Il faut collecter, faire des abonnés, créer des groupes de vendeurs à la rue et sur les lieux de travail.

Le « C.S. » tiendra, au grand dam de tous les confusionnistes et des ennemis de la classe ouvrière !

GRANDE SOUSCRIPTION EN FAVEUR DE NOTRE C. S.

Sommes reçues au 5 mai 1950

Delpeuch (Nanterre), 200 ; Liste 1079, Villepot par Courson, 200 ; Cuirs et Peaux de Chalabre, liste 73, 1.100 ; Locale de St-Germain, Croissy, Chatou, liste n° 178, 330 ; Bois-Ameublement Paris, liste 3, 670; P.T.T. Paris, liste n° 185, 900 ; Lambea (Montbéliard), liste n° 1.094, 350 ; F. L. : M.L.E., de Villefranche-sur-Saône, liste n° 823, 1.600 ; U.L. de Saint-Etienne, 1.000 ; Syndicat des Travailleurs de Pau, 1.000 ; Locale C.N.T.E. de Durfort, 500 ; Intercorporatif de Poitiers, liste 501, 460 ; Chartier (Chantier Mont Cenis), liste 31, 360 ; Mineurs de Saligne, liste n° 174, 2.500 ; F.L.M.L.E. de Langogne, liste 716, 550 ; Inter de Rennes, liste n° 96, 500 ; Transports Paris, liste n° 193, 650 ; U.L. de Lyon, liste n° 157, 290 ; Inter de Rouen, liste n° 100, 600 ; Section F.T.R. du Landy, liste n° 503, 700 ; Locale C.N.T.E. d'Escaro, liste n° 670, 530 ; Locale C.N.T.E. de Thuir, liste n° 712, 1.700 ; U.L. de Toulouse, liste n° 69, 365 ; Métaux Paris, liste n° 142, 425 ; Le Fouler, Trélazé, 100 ; Locale de Montluçon, 600 ; Inter de Pau, liste n° 1.450, 500 ; Dugne, Rémy, 500 ; Locale

(*Suite en page 4.*)

SYNDICALISME D'ABORD !

Nous assistons, depuis un certain temps, à des mouvements de grève assez curieux. Des salariés, dont le salaire est insuffisant à les faire vivoter, je ne dis pas vivre, car vivre est autre chose que s'alimenter, débrayent un peu partout, dans des régions différentes et luttent avec l'énergie du désespoir pour faire aboutir leurs revendications, du reste parfaitement légitimes.

Les salaires, en principe tout au moins, étant débloqués, ouvriers et patrons auraient peut-être pu établir des accords de compromis valables pour un temps.

Mais Bidault, dans un discours retentissant, plein de sous-entendus, engagea le patronat à ne pas aller au delà de ce que le gouvernement était disposé à accorder aux entreprises nationalisées, c'est-à-dire 5 %.

C'est donc, en définitive, un nouveau blocage des salaires par limitation qui permet au patronat de se retrancher derrière le gouvernement, comme aux meilleurs temps, et rend sa position inattaquable et oblige le gouvernement à prendre position contre les salariés.

F. DOUILLET.

(*Suite en page 3.*)

A L'E.D.F. DU CAP PINÈDE

Victoire !... ou à quelle sauce serons-nous mangés ?

Le mercredi 8 mars 1950, au cours d'une réunion générale du personnel de l'usine électrique du Cap Pinède, à 12 h. 45, après avoir été informé par le délégué de la C.G.T., qu'en conformité avec le résultat du référendum, la grève serait déclenchée ce jour même à 0 heure pour une durée illimitée, et « après le laïus d'usage ».

Un camarade ayant eu le courage de demander que l'on fasse une production minimum, c'est-à-dire 6.000 kwh., afin de gêner plus rapidement la marche normale de la ville, il lui est répondu que l'on doit faire confiance à la Commission technique constituée pour la durée de la grève, et que la production ne pourra être inférieure à 8.000 kwh., pour ne pas nuire au bon fonctionnement des machines (en attendant du mercredi 0 h. jusqu'au jeudi 14 h. 30, on a tourné à 10.000 kwh.).

Le soir du même jour, à 18 h. 30, au cours d'une assemblée générale du personnel électricien et gazier de Marseille, « après le laïus d'usage » (un exposé assez confus de la part de la C.G.T.), seul le délégué de la C.F.T.C. a parlé chiffres et n'a rien négligé pour que son exposé fasse impression et que la C.F.T.C. s'en trouve dûment récompensée, puis la parole étant donnée aux objections (auxquelles on a répondu plus ou moins clai-

CENRENCUNE.

(*Suite en page 2.*)

UN PROGRAMME SYNDICALISTE POUR LES CHEMINOTS

Depuis de nombreux mois, les confédérations syndicales les plus représentatives revendiquent une augmentation mensuelle de 3.000 francs. La Fédération des Travailleurs du Rail (C.N.T.) s'est toujours élevée contre ce point de vue, estimant que rien ne justifie ce chiffre et que le salaire minimum doit être revalorisé en se basant sur celui de 1939 et le coefficient des prix par rapport à cette date, soit environ 25.000 francs par mois.

Se moquant littéralement des agents de la base, nos dirigeants viennent de leur allouer une aumône de 750 francs par mois ; pas même le prix d'un kilo de pommes de terre ou d'un pain par jour. Par contre, un chef de gare principal E.C. (échelle 19), qui gagnait déjà des appointements quatre fois supérieurs à ceux d'un homme d'équipe, obtient une augmentation de 3.230 francs. Nous sommes obligés de supposer, faute d'éléments d'appréciation, que celles allouées au personnel « hors statut » sont proportionnellement aussi substantielles, ces messieurs n'étant jamais oubliés, loin s'en faut, en pareille circonstance.

Le lampiste a fait une fois de plus les frais de l'affaire. Il a tiré les marrons du feu, le chef de gare, l'ingénieur et le directeur général les mangent.

Bien que semblant le défendre, chaque confédération réformiste refusera toujours de prendre position contre les augmentations hiérarchisées par crainte de perdre les éléments des cadres qui cotisent chez elle. Les faits le prouvent abondamment, l'homme d'équipe, le manœuvre, le cantonnier n'ont aucune aide à attendre de ceux en qui ils ont, bien maladroitement, placé leur confiance.

LAVIGNE.

(*Suite en page 3.*)

FAITES RENTRER LES SOMMES PROVENANT DE LA VENTE DU TIMBRE DU 1er MAI

Les trésoriers de nos syndicats et U.R. sont priés de faire le maximum pour faire rentrer le plus rapidement possible les sommes provenant de la vente du timbre du 1er Mai.

B.D.I.C

DANS NOS RÉGIONS

17e U. R. SAINT-ÉTIENNE

Prime à la jaunisse

Après l'échec des grèves dans la métallurgie de notre ville, échec dû à la politisation de la grève et surtout au manque de combativité du cartel C.G.T.-C.F.T.C., il n'y eu aucune ou presque pas de réunions durant toute la grève, ni aucun piquet de grève aux portes des usines.

Aussi, dès la deuxième semaine, la reprise s'amorçait dans un grand nombre de boites. Au bout de quinze jours de lutte, l'échec était complet et l'ordre de reprise dut être donné.

Quelle ne fut pas ma stupéfaction lorsque les délégués C.G.T. firent apposer une affichette ainsi conçue dans l'atelier où je travaille.

« Les camarades sont informés que pour le mois de mars la cotisation sera exonérée. Les camarades ayant fait grève MEME PARTIELLEMENT sont invités à remettre leur carte au délégué qui leur apposera le timbre exonéré. »

Ce n'est pas nous qui avons souligné « même partiellement ». Ainsi ceux qui firent les renards ne paieront pas leurs cotisations du mois de mars.

La C.G.T., marchande de cartes, ne veut pas perdre sa clientèle, même au rabais.

C'est peut-être du nouveau syndicalisme que de reconnaître aux jaunes les mêmes droits que leurs camarades qui ont mené la lutte jusqu'au bout.

Malgré tout, le réveil se fait contre les staliniens : aux élections aux délégués d'atelier, un délégué syndiqué C.G.T. mais pas communiste obtient 60 voix sur 64 votants.

Le communiste, secrétaire de la cellule de l'atelier, obtient 32 voix.

Notre camarade de la C.N.T. obtenait 22 voix. C'est la première fois qu'un membre de la C.N.T. se présentait. Les cocos n'en revenaient pas. Pour faire échec à la candidature de notre camarade, une propagande intense fut faite, plusieurs réunions organisées et la calomnie, arme favorite des staliniens, fut répandue. Sans propagande, sûr de notre bonne volonté et de la force de notre programme, nous avons touché des travailleurs qui ont affirmé leur sympathie en votant pour notre délégué.

La C.N.T. peut à Saint-Etienne, si elle veut continuer à mener la bataille sur le terrain du travail, avoir la place à laquelle elle a droit.

J. SEIGNE,
Trésorier de l'Union locale
C.N.T. Saint-Etienne.

2e REGION

SYNDICAT DES EMPLOYÉS

Branche assurances

La grève est terminée. Je ne parlerai pas des résultats, car d'après l'exposé des bonzes C.G.T., l'échec fut complet. Très naturellement, la faute en incomberait aux autres Centrales (F.O.-C.F.T.C.).

Le plus attristant, fut l'exposé des orateurs C.G.T. disant qu'ils ne fallaient pas en vouloir aux malheureux qui firent les jaunes, ils étaient mal conseillés par leurs chefs. De reprendre le travail et de ne pas accepter de faire des heures supplémentaires tant que la direction ne payerait les jours de grève.

Comme hypocrisie, on ne peut être supérieur dans cet art.

Un pressant appel aux adhésions à la C.G.T. fut lancé et pour donner toute l'importance, nos orateurs à tour de rôle, prêchèrent que seule la C.G.T. était neutre, sincère, que, seule, elle défendait la classe ouvrière et leur péroraison se terminait par la paix au Viet-Nam et, le comble, que seule, elle disait la vérité, qu'elle dénoncerait impitoyablement les traîtres à la classe ouvrière; ne se servant toujours que de la vérité. Pour le cynisme, ils sont les rois. Pour eux, l'ennemi n'est pas le capitalisme, ce sont les travailleurs ne partageant pas leurs mots d'ordre.

La salle le fit bien voir, les auditeurs comprirent la démagogie, ils s'en allèrent sans espoir.

■

4e REGION

A CLERMONT-FERRAND

Avertissement aux cocos

La plupart des affiches que l'Union locale C.N.T. de Clermont-Ferrand avait fait placarder sur les murs de la capitale de l'Auvergne, pour annoncer à la population clermontoise son meeting du Premier Mai, ont été lacérées. Notamment celles qui avaient été collées autour de la Maison du Peuple et de l'usine Bergougnan. Nous estimons inqualifiable pareil fait. Nous faisons remarquer à leurs auteurs que jamais nous n'avons lacéré ou recouvert une affiche apposée par le grand parti des masses... fondantes. Nous espérons que les lacérations de nos affiches sont le fait d'éléments irresponsables. A toutes fins utiles, nous tenons à faire connaître aux responsables de la cocoterie de Clermont-Ferrand, que ce n'est pas la première fois que de semblables faits se produisent. Cela suffit comme cela ! La mesure est comble. Nous demandons aux responsables du parti communiste de bien vouloir conseiller aux jeunes impulsifs qui militent parmi eux de se tenir tranquilles. S'il en était autrement et si de pareils faits se renouvellent, nous userons de représailles.

A bon entendeur, salut !

Arthur GUILLIER,
Secrétaire 4e U.R. (C.N.T.).

A L'E. D. F. DU CAP PINEDE

A quelle sauce serons-nous mangés ?

(Suite de la première page.)

rement), la dernière a été la plus catégorique, un camarade demande « où en sommes-nous des 40 heures ? de l'échelle mobile des salaires ? Car quand on est dans la bagarre, il faut frapper et quand on veut vaincre quelqu'un on tâche de l'abattre du premier coup », on lui répondit :

« *Vous feriez un bon boxeur, mais vous n'êtes pas assez prudent.* »

Le samedi 11 mars, c'est le jour où va peut-être commencer le carnaval (avec grand corso), car, au cours de la réunion qui eut lieu à 12 h. 45, au Cap Pinède, le délégué de la C.G.T. nous fait savoir que ce soir, à 0 heure, on arrêtera l'usine pour une durée illimitée et qu'on ne la remettra en route qu'en cas de panne sur le réseau (claquage d'un feeder, par exemple).

Or, le mercredi 8, dans son intervention, le camarade avait demandé s'il ne serait pas plus efficace d'arrêter purement et simplement l'usine et de se servir du courant provenant des usines dites à fleur d'eau, lesquelles, paraît-il, on ne peut pas arrêter...

Grand chahut sur son intervention, et il lui est répondu qu'il fallait garder l'usine en marche de façon à pouvoir augmenter la production en cas de besoin, et que si l'usine était arrêtée, on ne pourrait plus la démarrer, puisqu'on ne ferait plus de courant, et qu'on n'en recevrait pas d'ailleurs...

Il est à croire que ce camarade savait ce qu'il disait, puisque le samedi on faisait ce qu'il avait préconisé le mercredi.

Le mercredi 15 mars, à 8 h. 30, au cours de la réunion, nous sommes informés, par une lettre (tract) de l'archevêque Delay, que le clergé approuve les revendications de la classe ouvrière.

Nouvelle intervention d'un camarade (toujours le même), qui dit être très touché de l'intérêt que porte le clergé aux revendications ouvrières et qui dit que, très certainement, tous ceux qui l'entourent ne seraient pas fâchés de percevoir le salaire de l'archevêque... (dire les rumeurs désapprobantes qui se donnèrent libre cours est tout à fait superflu).

A 11 h. 30, environ cent cinquante C.R.S. occupent l'usine, et des agents de ville nous emmènent, avec défilé de camionnettes, en promenade à la Préfecture où un relevé d'identité est fait.

Le lundi 20 mars, au cours d'une assemblée générale, à 9 h. 30, où électriciens et gaziers de Marseille sont réunis, nous entendons beaucoup de discours, mais rien encore de positif.

Après avoir entendu les félicitations adressées aux camarades de l'usine électrique du Cap Pinède et de celle de Arenc, un orateur du G.N.C. nous dit que l'union est effective et que les cadres, depuis l'Ingénieur jusqu'au plus petit de la maîtrise, sont intimement unis aux ouvriers,

Un orateur de la C.F.T.C. nous dit de bien veiller à *toutes ces grèves qui, souvent, cachent des buts politiques...*, unissons-nous sur le terrain uniquement revendicatif et sachons déjouer toutes les manœuvres.

Un orateur de la C.G.T. nous dit de bien veiller à la Presse et *qu'une seule défend la classe ouvrière*, que nous devons bannir à tout jamais la presse réactionnaire, tels que *Le Provençal, Le Méridional, La France*, etc.

Un autre orateur de la C.F.T.C. vient nous dire que la hiérarchie des salaires est un leurre, mais il s'est bien gardé de nous faire connaître le fond de sa pensée.

Encore un orateur C.G.T. qui nous fait savoir que les cadres font, à l'usine d'Arenc, une besogne indigne d'eux et que dix-huit agents de maîtrise qui étaient encore à ladite usine en sont sortis ce jour.

Et ce n'est que, fortuitement, et par le plus grand des hasards, que j'apprends que l'usine électrique du Cap Pinède a démarré ce matin même... (pourquoi ne pas l'avoir pas dit au cours de cette réunion ?).

Le jeudi 23 mars, cinquante et un camarades de la Centrale électrique du Cap Pinède passent en correctionnelle et, avec l'aide de vaillants avocats, sont magnifiquement défendus par le directeur de ladite centrale (le jugement de ces camarades sera rendu le mardi 28 mars).

Le samedi 25 mars, à 9 h. 15, nous sommes informés par la Radio de la reprise du travail, ce jour même, par le personnel du Gaz et de l'Electricité de France, avec comme conditions : 8 % *d'augmentation* des salaires et *révision de la grille des salaires — aucun agent ne sera poursuivi pour fait de grève.*

Ce même jour, au cours d'une assemblée générale (la dernière), donnée à 16 h. 30, et où le personnel gazier et électricien de Marseille était à nouveau réuni, un camarade C.G.T., après avoir mis aux voix l'adoption de la composition du bureau, placé sous la présidence des camarades poursuivis pour non-observation de la notification de réquisition, nous demande d'observer, les mercredi et jeudi 29 et 30 mars, entre 15 heures et 15 h. 30, une demi-heure d'arrêt de travail en signe de solidarité avec les camarades retenus en correctionnelle, ce jour-là.

Ensuite, un autre orateur de la C.G.T. nous fait savoir que nous avons obtenu une victoire, grâce à notre union et notre action, sur l'aumône que nous offrait le Gouvernement (ce dernier offrait 4,90 %, et nous avons fait grève pour avoir le salaire de base à 10.500 et 3.000 mensuels)

Puis, il nous fait ensuite un exposé de la raison de ce mouvement : mécontentement à cause des bas salaires, etc. ; il nous permet de savoir aussi que, du fait *que certains agents des cadres ont continué à assurer leur présence à l'usine à gaz d'Arenc, ceux-ci ont nui au mouvement de victoire* et enfin, *le gros morceau est lâché : notre victoire n'est pas totale ; nos revendications n'ont pas obtenu les satisfactions que nous escomptions;* donc de ne pas abandonner la lutte, au contraire, d'être persévérants et, dans les *batailles à venir*, nous vaincrons plus facilement.

Puis un orateur du G.N.C. nous fait savoir sa joie de se retrouver parmi nous, en ce jour de *victoire*, laquelle lui paraissait *inévitable;* il nous demande de faire confiance au G.N.C. et *d'excuser les faiblesses qui ont pu se produire*, ainsi que le manque d'allant imputable à certaines fédérations aux premières 24 heures du mouvement.

Un orateur de F.O. nous fait savoir que, malgré toutes les pressions, toutes *les manœuvres*, pour assimiler ces grèves à des mouvements politiques, *ont été déjouées.*

Un orateur de la C.F.T.C. nous dit sa joie d'avoir, une fois de plus, vu passer le cap du lundi (1) avec brio — il dénonce la façon d'agir de certains agents qui ont été très satisfaits de la réquisition qui leur a permis de conserver leur emploi et de continuer à percevoir leur salaire. Il nous félicite de cette victoire et invite les camarades à ne pas déserter le combat afin que vive le syndicalisme et que, tous unis, nous arrivions à obtenir de dignes salaires.

Enfin, un camarade de la C.G.T. nous demande de nous unir pour adresser au directeur de la Centrale électrique toute notre reconnaissance pour sa noble attitude dans la défense des camarades poursuivis en correctionnelle le 23 mars.

Et pour conclure, voici les objections émises avec les réponses obtenues :

Un camarade dit : « On fait de beaux discours, quelles sont les conditions de reprise ? »

Un autre demande qu'à la prochaine grève on coupe tout..

Au premier, il est répondu : *On ne sait pas encore; le 4,90 sera majoré; il y aura des éclatements de grilles (position fonctionnelle) et aucun embauchage en échelles 1, 2, 3, 4, celles-ci étant jugées comme correspondant à des salaires trop bas. Reprise du travail lundi 27 courant, et si l'usine (gaz ou électricité) n'est pas évacuée une heure après l'entrée du personnel, celui-ci redébrayera jusqu'à l'obtention de l'évacuation des forces occupantes.*

Au deuxième, il est répondu *que la prochaine fois on le nommera, pour la circonstance, chef d'équipe.*

Le bouquet de clôture est présenté sous la forme suivante :

Constitution d'une commission chargée de collecter tous les salaires des camarades qui assuraient le service de sécurité, jusqu'au moment de l'évacuation des usines, pour que ces salaires soient répartis entre tous les grévistes par l'intermédiaire du Comité régional de Grève qui continue son action.

Et, afin que personne ne soit oublié, un camarade, après avoir parlé Paix, Liberté, etc., lance un appel pour que nous rejoignions tous les Combattants de la Paix.

Ainsi se termine une lutte qui dura dix-huit jours et, à ce que la majorité appelle... *victoire...*, moi je me permets de demander : « A QUELLE SAUCE SERONS-NOUS MANGÉS ? »

(1) *Le passage du cap du lundi semblait être le seul objectif à atteindre, car il était toujours mis en vedette au cours de chacune des réunions qui ont eu lieu.*

ECHOS DE NOS MEETINGS

Notre meeting du 30 avril, organisé sous l'égide de l'A.I.T., en commémoration de la journée du 1er Mai, groupa une assistance sensiblement équivalente à celle de notre meeting précédent.

Cette réunion prit un caractère nettement international, grâce aux délégations des divers pays (Angleterre, Bulgarie, Italie, Espagne, France) qui y étaient présentes.

Notre camarade Juhel (de Paris), assurait la présidence.

Bouye (2e U.R.) ouvrit la séance. Il fit un bref résumé de l'histoire de l'A.I.T., rappelant que celle-ci était la continuation de l'aile non-marxiste de la première Internationale représentée par Bakounine, la fraction ouvrière qui avait suivi la voie autoritaire ayant abouti à la dictature du genre stalinien.

Juhel (C.N.T. française), donnant acte de l'adhésion du sous-secrétariat de l'A.I.T., du Groupe Libertaire de Genève ainsi que de divers autres groupements, déclare que l'abstention des travailleurs, leur désintéressement, résulte du fait qu'ils ont été trompés par les politiciens. Il stigmatise la profanation du 1er Mai qui non seulement a été galvaudé par les politiciens qui en ont fait une fête légale et un prétexte de parades. Le 1er Mai, dit-il, est une journée effective de revendications ouvrières internationales. Il rappelle les grands points revendicatifs inscrits au fronton de l'A.I.T. :

— Réduction des heures de travail en face du chômage ;
— Salaire unique. Il dénonce la hiérarchie dans les salaires ; ne voit-on pas maintenant des catégories jusque chez les manœuvres !...
— Contrôle syndical de la production et non pas Comités d'entreprise qui permettent seulement le contrôle des bénéfices de l'entreprise, car il importe que demain nous soyons capables de prendre en mains les moyens de production, de travail et d'échanges pour le propre profit du travailleur.

Albrozini (A.I.T. italienne), retrace un bref historique du mouvement syndicaliste révolutionnaire en Italie, rappelle sa naissance et mentionne que les camarades italiens ont été débordés en raison de la situation économique particulière de ce pays. Il est vrai que les travailleurs se sont, en 1912, dirigés vers les autoritaires. Mais maintenant, beaucoup ne peuvent plus supporter l'esprit du marxisme qui tend à déformer le mouvement syndicaliste.

A PARIS

Simov (Bulgarie), rappelle le caractère du 1er Mai dans les pays de derrière le « Rideau de fer ». Tous sont absolument obligés à participer aux manifestations officielles, à défiler devant les maîtres du pays en proclamant les slogans du parti communiste publiés déjà de nombreux jours en avance par les journaux.

Il souligne la disproportion entre les prix de revient des produits agricoles et les prix d'achat, l'Etat étant le seul acheteur possible, aussi bien qu'entre les salaires et le coût de la vie en général. Les temps de travail sont extrêmement élevés (12 et 14 heures par jour), et ce qui est pire, c'est que le travail n'est pas seulement un devoir, mais un droit ; certains ne peuvent exercer ce droit que dans les camps de concentration.

A la suite de cette intervention, Juhel fait un appel en faveur du Comité d'Aide aux Antifascistes de Bulgarie qui fonctionne à Paris.

Duran (C.N.T. espagnole). Ce camarade, récemment sorti des prisons d'Espagne, donne des renseignements précis sur les agissements des bourreaux franquistes. Il retrace surtout la situation dramatique à l'intérieur de l'Espagne et évoque l'action de la Résistance qui doit être soutenue d'une manière effective par tous les travailleurs et les hommes livres du monde.

Hawkes (Angleterre). Notre camarade s'exprimait au nom des syndicalistes révolutionnaires de son pays. Son intervention vigoureuse fut littéralement hachée d'applaudissements. Elle est d'autant plus intéressante si l'on tient compte de l'aspect généralement réformiste par excellence du mouvement syndicaliste en Grande-Bretagne. Soulignant ce caractère, notre camarade mentionna que le syndicalisme anglais est, dans l'ensemble, un syndicalisme d'Etat ou bien contaminé par le communisme ; or en Angleterre — comme partout ailleurs — le communisme ne s'intéresse au mouvement ouvrier que pour l'exploiter, et le peuple anglais, qui a porté le gouvernement travailliste au pouvoir, se fait presque un « devoir de conscience » de lui donner sa chance, d'où la carence actuelle du mouvement syndicaliste. En face de cette situation, dit notre camarade, il n'y a qu'une solution : l'action directe.

Fontenis (C.N.T. française). Les conquêtes ouvrières nées de l'action syndicale servent de plateforme pour une action plus étendue. Sans doute, dit-il, ne reverrons-nous pas de sitôt ces premiers Mai qui prenaient figure de révolution. Sans doute la C.N.T. française n'est-elle pas encore une grande organisation, mais si notre chère A.I.T. est une petite Internationale, si petite soit-elle, elle n'en est pas moins la seule. Aussi nous devons continuer courageusement le combat, faire un travail incessant de propagande directe, à l'usine, au bureau, etc. Et nous devons porter tous nos efforts à soutenir les peuples opprimés par n'importe quel fascisme et à faire ressusciter chez eux le syndicalisme révolutionnaire.

Pintado (C.N.T. espagnole). Il est à déplorer que ce camarade, limité par le temps — il ne disposait que de quelques minutes — n'ait pas été en mesure de parler comme il a l'habitude de le faire. Evoquant lui aussi la situation de son malheureux pays, il fait un appel à la solidarité de tous les travailleurs.

Mentionnons enfin que tous les orateurs n'ont pas manqué d'adresser, dans leurs interventions, un souvenir ému aux martyrs de Chicago et de souhaiter que le 1er Mai reprenne son caractère initial de journée de lutte, de revendications ouvrières.

■

Le Premier Mai à Villeneuve-sur-Lot

L'Inter locale organisait deux manifestations à l'occasion du 1er Mai.

Le matin, meeting au Palace. Salle convenablement garnie d'un auditoire attentif. Prirent tour à tour la parole : Deluret des Cheminots ; Roux, du Bâtiment (8e U.R.). Domenge, des Métaux (6e U.R.), et Barrué, Enseignement, délégué de la C.N.T.

Nos camarades s'élevèrent contre l'usage fait du 1er Mai, journée des travailleurs, devenue depuis Pétain fête nationale, à l'instar de celle de la Pucelle...

Roux fit rapidement l'historique du 1er Mai et celui du syndicalisme révolutionnaire après 1914. Domengé présenta les revendications. Il indiqua pourquoi nous sommes contre les Conventions collectives pour un contrôle direct sur les entreprises, pourquoi nous sommes contre la Sécurité sociale actuelle pour la gestion des caisses par les travailleurs. Il précisa notre position sur la revalorisation des salaires et traitements, avec application de l'échelle mobile ; la nocivité des primes au rendement, de la hiérarchisation, etc...

Domengé dénonça vigoureusement la mainmise des partis politiques sur les grandes centrales, qui jouent un rôle néfaste et pourrisseur, les dirigeants étant des politiciens.

Barrué montra notre position face aux deux blocs qui s'affrontent dans le monde et qui risquent d'entraîner la guerre. Il faut réagir et s'attacher, plus que jamais, à œuvrer pour la Paix et le désarmement.

En fin de meeting, deux ordres du jour furent votés, dont l'un en faveur des grévistes de la S.A.C.V. (anciens établissements Régaldie) et l'autre de résolution générale.

⁂

A 15 heures, à la mairie, Barrué, en présence d'un auditoire bien plus nombreux que nous espérions, traita le sujet : « Syndicalisme d'hier et d'aujourd'hui. » Il fut très applaudi. Après différentes interventions, dont l'une très remarquée de Domengé, la réunion prit fin à 18 heures.

A noter que la C.G.T., qui avait saboté notre affichage, tenait un meeting en même temps que le nôtre, mais devant un auditoire restreint.

Les adhérents de « Force Ouvrière », fraternellement invités, comme l'ensemble des travailleurs, à notre journée démonstrative, brillèrent par leur absence.

Ils manifestèrent ainsi, comme d'autres, que leur syndicalisme est à courte vue et à la mesure de l'importance qu'ils attachent à l'action syndicale ! Nous étions seuls face au syndicalisme domestiqués, dont ils viennent seulement de secouer le joug... pour en prendre un autre. Cela vaut peut-être mieux pour nous.

De toute façon, cette façon d'agir est particulièrement significative, et c'est une première leçon qui portera ses fruits.

F. DELURET.

On trouvera le *Combat Syndicaliste* chaque vendredi chez : *Avril, rue de Casseneuil.* Faites lire notre journal, amenez des camarades à nos réunions. Tous au travail syndicaliste.

■

Dans la région Lyonnaise

Deux manifestations récentes viennent de prouver la vitalité renaisante du syndicalisme révolutionnaire dans la région lyonnaise.

Le dimanche 30 avril, nos camarades V. Nan, de Toulouse, et Samson, de Paris, prenaient la parole au cours de l'Assemblée générale du S.U.B. de Lyon.

Chacun des deux orateurs, dans un court exposé, en termes précis et clairs, rappelèrent les buts, définirent les objectifs et les tactiques de notre Centrale qui entend *rester dans la ligne pure du syndicalisme et maintenir résolument son indépendance.* Rappelant que les « gars du bâtiment » furent souvent à la pointe du combat et se montrèrent les ardents défenseurs du syndicalisme révolutionnaire, ils adjurèrent les camarades du S.U.B. de poursuivre la lutte pour que celui-ci redevienne le pilier de la C.N.T. dans la région et par leur allant, contribuer à la force de nos conceptions.

Le lendemain, 1er mai, nos deux camarades étaient de nouveau parmi nous, au cours du meeting organisé salle du cinéma Eden, rue d'Anvers.

Nan ainsi que Samson s'appliquèrent — par l'historique objective qu'ils firent du 1er mai — à faire sentir à l'assistance (chaque fois plus nombreuse à chacune de nos manifestations) — la nécessité de ne pas oublier que le 1er Mai officialisé, légalisé, n'est pas — ne peut être le 1er Mai des exploités.

Dans un exposé dépouillé de tout artifice, simple et direct, ils affirmèrent que l'heure du réveil avait sonné pour la classe laborieuse et qu'il fallait reprendre confiance en nous. Avec courage — nous nourrissant de l'exemple des pionniers du syndicalisme qui donnèrent leur vie — lançons à nouveau l'offensive contre le régime d'oppression du prolétariat qu'est le capitalisme.

Un camarade espagnol souligna l'attitude courageuse des militants syndicalistes de l'autre côté des Pyrénées. Leur sacrifice, dit-il, mérite d'être associé au souvenir des premières victimes de la répression capitaliste, celles de Chicago, de Fourmies et d'ailleurs, d'autant plus qu'ils continuent la lutte — tout comme les camarades bulgares, argentins et portugais — dans la clandestinité.

En mettant ce 1er Mai 1950 sous le signe de l'internationalisme, notre C.N.T. entendait lui redonner son véritable caractère.

Il est douloureux de songer — alors que les centrales politisées ont transformé la Journée des Travailleurs en une manifestation carnavalesque — qu'en Espagne, en Bulgarie, en Argentine, au Portugal, des hommes courageux antifascistes, révolutionnaires de toutes tendances, continuent la lutte contre les gouvernements oppresseurs au péril de leur vie, bien souvent.

Il reste à chacun de nous le soin et le devoir de militer et de se dévouer inlassablement. Alors les premiers Mai de lutte seront de nouveau le but des travailleurs et l'espoir d'un monde nouveau — rêve légitime de tous les syndicalistes — et ne seront plus un vain mirage.

UNE ÉTUDE DE NOTRE AMI GUILLIER

Notre camarade Guillier vient d'écrire une brochure :

LA REVOLUTION SALVATRICE

qui fera réfléchir tous ceux qui sont intéressés par la solution du problème social.

En vente à la librairie de la C.N.T.

COMMUNIQUÉS DIVERS

VISITE A L'EXPOSITION D'ART MEDIEVAL YOUGOSLAVE

Le Mouvement Astatosyndicaliste organise pour le dimanche 21 mai, une visite à l'Exposition d'Art Médiéval yougoslave.

L'ambassade yougoslave nous a accordé l'entrée GRATUITE d'une cinquantaine de personnes. En conséquence, nous prions les camarades de vouloir bien s'inscrire dans les permanences amies.

Le rendez-vous est fixé à la sortie du métro, devant le Palais de Chaillot, à 8 h. 30 du matin.

BULLETIN D'ABONNEMENT

au « Combat Syndicaliste »

Je soussigné,

NOM .....

Prénoms .....

demeurant .....

.....

déclare souscrire un abonnement de (1) .....
au « Combat Syndicaliste ».

Le .....

SIGNATURE

Envoyez les sommes au C.C.P. PARIS 7497-93
Y. RICHAUD, 20, Rue Sainte-Marthe, PARIS-Xe

(1) 12 numéros : 110 fr. - 24 numéros : 215 fr. - 48 numéros : 420 fr.

B.D.I.C

DU PREMIER MAI

A MARSEILLE

Avant la dernière guerre, la C.G.T. avait fait, du Premier Mai, une journée de réjouissances sportives et de défilés carnavalesques. Pendant la guerre, l'illustrissime Pétain, en surenchérissant, fit du Premier Mai une fête nationale dûment rétribuée. A la suite de la « Libération », il était normal et logique, pour les partis dits de gauche, de redonner au Premier Mai sa véritable signification historique. Il n'en fut rien. Pire que cela, à la suite du bourrage de crâne exercé par la C.G.T. et par le fameux parti dit du matérialisme historique, le stalinisme, pour ne pas le nommer, le Premier Mai est considéré comme un jour de fête nationale du travail.

Est-ce la loi de l'évolution qui impose cette transformation, ou est-ce la félonie des gouvernants et des politiciens qui est responsable de la dégénérescence du Premier Mai ?

Les journaux de gauche annoncent en caractères gras : *La France a fêté le Premier Mai dans le calme et la dignité.*

Nous croyons rêver; décidément, les gauches ont perdu la notion des données historiques. Pour elles, ce qui compte avant tout, c'est la politique. Pour démasquer les manœuvres dictatoriales, l'Union locale de Marseille de la C.N.T. organisa, le 30 avril, un meeting, au cours duquel le camarade Bataille, des Jeunesses Syndicalistes Révolutionnaires, brossa un tableau ahurissant des trahisons des syndicats réformistes. Notre jeune camarade dénonça impitoyablement le rôle néfaste de la C.G.T., du Parti stalinien et des autres centrales syndicales. Il termine son exposé par un appel à la jeunesse, « car, dit-il, l'avenir appartient aux jeunes. Ceux-ci doivent comprendre la nécessité de se grouper au sein d'une organisation révolutionnaire, car la jeunesse doit faire la révolution, plus que jamais indispensable, si l'on veut anéantir le capitalisme, l'Etat et la dictature rouge ou noire, et instaurer une société libre et juste où l'abondance de la production assurera aux hommes, aisance et bien-être. Pour ce faire, les jeunes doivent adhérer à la C.N.T. ».

Ensuite le camarade Fauchois, des cheminots de Paris, retraça longuement l'historique du Premier Mai. Il rappelle les martyrs de Chicago. Il énuméra les causes qui déterminèrent la création de la C.N.T. Puis, intelligemment et documents a l'appui, il démontra que les syndicats réformistes, C.G.T., C.G.T.-F.O., C.F.T.C., C.T.I. et autres indépendants, dépendent tous d'un parti politique, d'un secte ou d'un bloc et sont les collaborateurs zélés de l'Etat, par conséquent ils sont les ennemis des intérêts des travailleurs. Ce sont des organismes où se forgent les trahisons et les défaites du prolétariat. Il invita tous les travailleurs à fuir les centrales réformistes, car tout travailleur honnête et sincère se doit d'adhérer à la C.N.T., seule organisation fidèle à la Première Internationale et aux principes de l'Association Internationale des Travailleurs. Tant que le capitalisme subsistera, dit-il, le Premier Mai est et doit rester une journée de protestations et de revendications ouvrières. De l'intelligence et du désir de savoir et de réaliser qu'elle est sa vraie position sociale, dépend l'avenir de la classe ouvrière et de la société. Elle se doit de réaliser au plus tôt et adhérer à la C.N.T.

FERRE.

SYNDICALISME D'ABORD !

(*Suite de la première page.*)

On constate dans tous ces mouvements un manque total de cohésion, de coordination qu'on pourrait croire volontaire, un manque de solidarité qui les conduisent à l'échec.

Il est difficile cependant d'imputer ces échecs au manque de combativité des travailleurs.

Il semble plutôt que ces grèves évoluent sur un terrain trop étroitement corporatiste. Aujourd'hui, la classe ouvrière désunie par une trop grande différenciation de ses salaires (métier, catégories, échelons) ne peut plus faire l'unanimité revendicative.

L'augmentation au pourcentage favorise surtout les salaires les plus élevés, les cadres.

Il ne reste au manœuvre, au « lumpen-prolétariat », qu'une augmentation tellement dérisoire par rapport aux sacrifices consentis qu'il a vaguement conscience d'être exploité par ses propres camarades.

D'autre part, l'état d'esprit créé par les conventions collectives et la conciliation obligatoire est un obstacle sérieux aux grèves de solidarité. On oublie trop souvent que la solidarité dans l'action est de beaucoup supérieure à la solidarité monétaire. Si utile que soit celle-ci, elle ne développe pas cet esprit de camaraderie qui soude comme au coude à coude les différents éléments prolétariens pour les luttes inévitables de demain.

Ce qu'il faut surtout incriminer dans ces échecs, c'est la politisation des grèves, qui à l'origine uniquement professionnelles dégénèrent rapidement en manifestations spectaculaires dont les serre-file sont des parlementaires et les lampistes les pauvres couillons.

Cette politisation des grèves s'oppose à leur généralisation qui seule pourtant les ferait triompher. Mais ce qui est plus grave, elle permet au gouvernement et au patronat de crier à la grève politique, de laisser pourrir celle-ci en se refusant à toute discussion.

Ce que cherchent tous ces soi-disant défenseurs des travailleurs, c'est uniquement faire pression sur le gouvernement pour la réalisation de buts plus ou moins obscurs, mais toujours antiprolétariens.

Depuis 1936, époque à laquelle la classe ouvrière victorieuse fit capituler et le gouvernement et le patronat — et pouvait si elle ne s'en était pas remise à d'autres du soin de matérialiser sa victoire, prendre en mains les moyens de production et de répartition — depuis que, tous d'accord, les politiciens, par la voix de l'un d'eux, lui firent comprendre qu'il fallait savoir terminer une grève, elle s'est, de pause en pause, laissé reprendre tout ce qu'elle avait conquis de haute lutte.

Aujourd'hui, et elle le mesure, son recul est considérable. Considérable aussi sa naïveté de faire confiance à ceux qui ne pensent qu'au pouvoir, à dominer, c'est-à-dire à devenir de nouveaux maîtres ; de croire que ceux-là peuvent devenir ses sauveurs, ses libérateurs. Ce qu'ils craignent par dessus tout ces diviseurs mais c'est précisément cette généralisation des grèves, déclenchées, qu'ils disent, par des éléments irresponsables, lorsqu'ils en perdent le contrôle. Cette généralisation pourrait les dépasser, les submerger, leur en enlever la direction.

Comment pourraient-ils alors comprimer ce flot révolutionnaire qui sur son passage anéantirait les privilèges séculaires, les coutumes ancestrales, le droit fondé sur ces privilèges et coutumes et matérialiserait ce désir inexprimé, caché au plus profond du subconscient prolétarien : *l'égalité économique ;* qui ne sera réalisée que par la prise en charge des moyens de production et de répartition.

Cela aurait pour conséquence immédiate de les priver de leurs grosses sinécures.

C'est pourquoi ils s'ingénient par tous les moyens, à empêcher les ouvriers de diriger leurs grèves et de revenir à un syndicalisme apolitique qui autrefois fit surface dans l'union.

Il est nécessaire pour que cette union se reforme, que les différents groupes professionnels ne considèrent plus leur travail comme supérieur à tel autre, et en conséquence comme devant être mieux rétribué.

Ce serait défendre l'esprit capitaliste d'où découle l'inégalité sociale ; ce serait perpétuer la condition salariée, survivance de l'esclavage.

Aujourd'hui, les grèves doivent surtout tendre vers cette transformation sociale qui libérera l'homme des servitudes économiques. Déjà l'unification des salaires permettrait une lutte plus cohérente.

Toute grève tendant à une simple augmentation de salaire, ne peut avoir qu'un résultat provisoire très précaire ; mais lorsque cette augmentation se fait au pourcentage, la grève est antisociale car elle crée des privilèges pour les uns et perpétue la misère du plus grand nombre.

Un programme syndicaliste pour les Cheminots

(*Suite de la première page.*)

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. » Ce vieil adage est plus que jamais valable.

Pour cette raison majeure, la Fédération des Travailleurs du Rail (C.N.T.), seule organisation syndicaliste révolutionnaire existante, demande à tous les travailleurs de prendre conscience de leurs responsabilités et de diffuser et imposer partout ses revendications qui sont seules susceptibles d'améliorer leurs conditions de vie.

La Fédération des Travailleurs du Rail (C.N.T.) est pour :

1° L'application immédiate de la semaine de 40 heures ;
2° Le salaire minimum proportionnel à celui de 1939, soit 25.000 francs par mois ;
3° La compression de l'éventail des salaires ;
4° L'échelle mobile unilatérale ;
5° La suppression des zones de salaires ;
6° La retraite, à 55 ans, égale au salaire minimum ;
7° Un mois de congé ;
8° La suppression de l'impôt sur les salaires ;
9° Le respect absolu du droit de grève et l'élargissement du droit syndical ;
10° La carte de circulation gratuite pour l'agent et sa famille ou le cas échéant pour sa compagne et les enfants communs.

La Fédération des Travailleurs du Rail (C.N.T.) est contre ;

a) Les primes au rendement et de servilité et toute forme de travail à la tâche ;
b) Les Conventions collectives, le Statut de la fonction publique ;
c) Les comités mixtes, délégués du personnel et toutes les formes de représentativité ;
d) Les sanctions arbitraires aggravées de retenues sur appointements.

Camarades, aidez la Fédération des Travailleurs du Rail (C.N.T.), luttez aux côtés de ses militants pour que cessent au plus tôt la honteuse exploitation et les brimades que subissent tous les cheminots de la base de la part de leurs dirigeants qui, eux, jouissent de confortables sinécures.

LES GREVES EN ITALIE

(Suite de la page 4)

L'Italie méridionale, par suite du chômage est dans une misère incalculable, il n'existe que les mines de soufre, les industries agricoles et dérivées de la pêche ; aussi la masse n'y tolère plus les grèves d'une heure ou d'une demi-journée, elle marche directement à la conquête des terres et commence à les travailler pour son propre compte. Dans les conflits avec la police et l'armée, les travailleurs vont au combat ouvert, sans se laisser intimider par les dirigeants communistes qui font appel au calme, ni par le chantage du gouvernement. La Calabre et les Pouilles n'ont pas encore oublié les batailles de 1922, 1923 et 1924, contre la réaction et le fascisme ; aujourd'hui elles ont repris avec la même violence et ils déclarent qu'ils préfèrent mourir plutôt que de vivre dans l'humiliation et l'esclavage, qu'il faut en finir avec la misère et qu'ils combattront jusqu'au bout. Les politiciens communistes restent derrière le rideau pour ne pas se compromettre et sortent lorsque la tempête est passée, que des centaines de travailleurs sont arrêtés et poursuivis pour avoir demandé du pain et du travail.

Le réveil du mouvement syndicaliste révolutionnaire se développe de jour en jour. La presse communiste dirige contre lui une campagne de calomnies, accusant nos camarades d'être des traîtres et des agents provocateurs, mais la masse ne croit plus aux slogans du « Grand Parti » formé aux 90 % des anciennes chemises noires, dirigé par des sénateurs, députés et ex-ministres, et qui compte parmi ses membres des Italiens qui ont cambattu avec Franco contre nos camarades espagnols de la C.N.T.

Nos camarades qui reconstituent l'U.S.I. bien qu'avec des moyens financiers minimes, travaillent à répandre nos principes de libération du prolétariat du joug politique, en faisant connaître nos principes de l'A.I.T., du syndicalisme révolutionnaire, et préconisent le retour aux principes de la lutte des classes pour la destruction du capitalisme et de l'Etat, l'abolition de tout esclavage politique, la lutte contre toute dictature de droite ou de gauche, contre toute collaboration avec les organisations de caractère bolcheviques, chrétiennes et réformistes, collaborant avec le capitalisme, les gouvernements et l'Etat.

Nos camarades de l'U.S.I. s'efforcent de faire comprendre que SI LE PROLETARIAT VEUT son salut, il doit se libérer de tous les maîtres, s'émanciper, s'organiser dans un système fédéraliste par la base, obtenir l'émancipation des travailleurs par eux-mêmes, seul salut pour arriver à la révolution sociale.

CAMARADE !

Combien as-tu diffusé de "COMBAT SYNDICALISME" la semaine dernière ?

COMMUNIQUES

TRÉSORIER CONFÉDÉRAL
René Doussot, 9, avenue de la Porte-de-Clignancourt, Paris (18e). - C.C.P. 5046-35.

COMITE CONFEDERAL NATIONAL

Les Unions Régionales et les Fédérations Nationale d'Industrie sont avisées que le C.C.N. est convoqué pour le dimanche 11 juin 1950, à Paris, à 9 h. 30.

L'ordre du jour et le lieu paraîtront dans la Liaison.

F.T.R.

Permanence tous les jeudis, 32, rue de la Tour-d'Auvergne.

Trésorière: Lavigne Roger, 1, rue des Venêts, Pontoise. C.C.P. 6701-99 Paris.

Fédération Industrielle des Métaux

Il est rappelé que toutes commandes de matériel (tracts, action directe, papillons), doivent être demandées à la F.I.M., 39, rue de la Tour-d'Auvergne-IXe. Ne pas oublier de vous acquitter de vos dettes vis-à-vis de la F.I.M. Retenez l'adresse du C.C.P. : Yvernel Georges, 16, rue du Commerce, Paris-XVe. C.C.P. 243-69 Paris.

2e U.R.

SYNDICAT INDUSTRIEL DES METAUX

Assemblée générale le samedi 20 mai, à 14 h. 30, « Au Pavillon », 65, boulevard de la Villette.

***

Permanence tous les jours. Venir de préférence de 18 à 19 heures. Le trésorier est à votre disposition les lundi, jeudi, de 18 à 19 heures et samedi de 14 à 19 heures. Les camarades ne pouvant se déplacer peuvent passer leur commande ou demander des renseignements à : Yvernel Georges, 16, rue du Commerce, Paris-XVe. Pour tout paiement intéressant le S.I.M., même adresse. C.C.P. 7243-69 Paris.

PERMANENCE BOIS-AMEUBLEMENT

19, rue Faidherbe, café « La Source », à 18 h. 30, tous les mercredis.

6e U.R.

APPEL AUX JEUNES DE PERPIGNAN

Considérant que l'avenir du syndicalisme révolutionnaire et de notre C.N.T., ainsi que la cesation de l'exploitation de l'homme par l'homme dépendent de la préparation morale révolutionnaire de la jeunesse,

Les Jeunes Syndicalistes de Perpignan adressent un appel à tous les jeunes sympathisants et militants, ainsi qu'aux libertaires, leur demandant de se mettre en relations avec eux afin de créer l'Organisation Nationale de la Jeunesse Syndicaliste et Révolutionnaire.

Envoyer toute correspondance à : Jean JIL, 37, avenue Torcatin, à Perpignon (Pyrénées-Oorientales).

13e U.R.

Permanence et correspondance : DUHAMEL Octave, 19, rue Fouquet-Lelang, Marcq-en-Barœul (Nord).

Métaux, Inter., Textile

Tous les samedis de 18 à 20 heures, 13, rue du Molinel, Lille.

Roubaix

Tous les jours, 63, rue d'Avelghem.

15e U.R.

S.U.B.-Strasbourg

Tous les dimanches, de 10 à 12 heures, 14, rue de la Krutenau, « A l'Etoile Rouge ». Ainsi que pour les autres industries. Le C.S. est en vente kiosque mobile, place Kléber.

Hayange

Tous les dimanches, à 16 h. 30, Café de l'Industrie, 108, rue du Maréchal Joffre.

17e U.R.

Trésorerie, fournitures et règlemen de matériel : S. Commun, 95, avenue Berthelot, Lyon-7e.

Lyon

60, rue Saint-Jean, mercredi et samedi, de 17 à 19 heures ; dimanche de 9 à 12 heures.

Villeurbanne

286, cours Emile-Zola, dimanche de 9 à 12 heures.

Saint-Fons

Café des Mûriers.

Vénissieux

Brasserie Chaffard.

Oullins

Café Charles, 75, avenue de la Gare. Pour ces 3 U.L., consulter la presse locale pour les jours de permanence.

S.U.B.

Premier dimanche du mois, conseil syndical au siège ; deuxième dimanche, assemblée générale à 10 heures.

Roanne

Tous les jeudis, de 18 h. 30 à 20 h., salle cour Palais de Justice, place du Palais.

Saint-Etienne

24, rue Rouget-de-l'Isle. Responsable : Meiller.

18e U.R.

Grenoble

Pour tous renseignements concernant l'U.L. de Grenoble, écrire à Paul Camus, 10, rue Barnave, ou aux permanences, le mardi et le jeudi de chaque semaine, de 18 à 20 heures, au Café de l'Oisans, 11, rue du Vieux-Temple (près de la place Notre-Dame).

"LEURS" LOIS

VI. — Remboursement des frais de voyage

Aux frais de logement et de nourriture, il convient d'assimiler les frais de transport supportés par les ouvriers pour se rendre dans leur foyer ou leur résidence habituelle et revenir au lieu de travail, à l'occasion de voyages périodiques. En outre, les travailleurs doivent pouvoir obtenir de leurs employeurs des autorisations d'absence en raison d'événements de famille importants ou de consultations électorales.

Les mesures applicables à cet égard peuvent être résumées ainsi :

1° Le remboursement des frais de voyage sera assuré au prix d'un voyage en troisième classe ;

2° La périodicité des voyages sera fixée suivant l'éloignement du foyer ou de la résidence habituelle de l'ouvrier à raison de :

a) Un voyage aller et retour toutes les semaines jusqu'à une distance de 50 kilomètres inclus ;

b) Un voyage aller et retour tous les quinze jours pour une distance de 51 à 100 kilomètres inclus;

c) Un voyage aller et retour tous les mois pour une distance de 101 à 400 kilomètres inclus;

d) Un voyage aller et retour tous les deux mois pour une distance supérieure à 400 kilomètres;

3° Les frais de voyage seront dus à l'ouvrier soit qu'il se rende auprès de sa famille, soit que celle-ci se rende auprès de lui. Dans ce dernier cas, l'ouvrier sera remboursé des frais de voyage jusqu'à concurrence de la somme qui lui aurait été allouée s'il était parti lui-même dans son foyer ou sa résidence habituelle. Dans le remboursement des frais de transport engagés par les travailleurs ou par leur famille, il sera éventuellement tenu compte des réductions dont ils peuvent bénéficier à titre personnel (carte de pensionnés de guerre, de familles nombreuses, etc.) ;

4° Le temps passé en voyage ne donnera lieu à rémunération que dans la mesure où ce voyage impose une réduction de la durée effective du travail sur le chantier. La nécessité de voyager pendant les heures de travail sera appréciée en fonction des facilités de transport existant dans la localité d'emploi et l'heure d'arrivée à son domicile souhaitée par l'intéressé, afin de favoriser les conditions de son séjour. Il sera tenu compte également tant des nécessités locales de la production que des besoins de l'économie en général. C'est pourquoi il apparaît souhaitable de fixer à la durée d'une journée de travail le maximum de temps pouvant donner lieu à rémunération au titre des heures perdues.

D'autre part, indépendamment d'un ascendant ou descendant direct du travailleur, de même qu'à l'occasion du mariage de ce dernier, un congé exceptionnel d'une durée de 48 heures sera accordé à l'ouvrier. La durée de ce congé sera portée à quatre jours lorsque la distance du lieu d'emploi au lieu d'origine sera supérieure à 400 kilomètres. Les voyages effectués dans ces différentes hypothèses donnent lieu aux mêmes indemnités que celles attribuées pour les congés périodiques.

A l'occasion des élections visées par l'article 10 de l'arrêté et lorsque le vote par correspondance n'est pas admis, une autorisation d'absence est accordée au travailleur pour lui permettre de se rendre au lieu de son inscription électorale. Dans cette hypothèse, les frais de transport seront imputés sur le remboursement consenti au travailleur à l'occasion de son prochain voyage périodique.

Pour les congés exceptionnels visés par l'article 9 de l'arrêté, et lorsque la distance du lieu d'emploi au lieu d'origine n'excède pas 100 kilomètres, le travailleur devra faire coïncider son congé périodique avec le congé exceptionnel, afin d'éviter des frais de transport.

Il en sera de même pour une distance supérieure à 100 kilomètres lorsque ce congé exceptionnel se situera à moins de quinze jours de la date normale du congé périodique ordinaire;

6° Il va de soi que lorsque le déplacement a lieu sur l'initiative de l'employeur, ce dernier devra prendre en charge les frais du premier voyage engagés par l'ouvrier pour se rendre de son domicile sur le chantier auquel il a été affecté.

Une nouvelle liberté démocratique ?

(Suite de la 1re page.)

Dommage que ce jeune homme n'ait pas « très bien compris pourquoi », mais enfin, il commence à douter de la régularité du jeu démocratique. Quand il comprendra tout à fait, cela fera un abstentionniste de plus.

Le parti qui se dit encore socialiste avait déjà déposé lui aussi un projet de loi tout pareil à celui du Meureupeu. Mais les jeunesses socialistes, encore dignes de ce nom, avaient été les premières à protester et le projet avorta. Nous espérons qu'il en sera de même de celui-ci.

C'est égal, tout cela n'est pas de bon augure. Tenez ! vous avez entendu parler d'un M. Teitgen ? C'est un ami de la liberté, qui déteste la dictature, sauf quand elle revêt la forme de celle qui sévit en Espagne. Grâce à ce monsieur, le cinéma français qui n'était que contrôlé, *va être censuré par des gens extrêmement compétents :* L'Association des Pères de Famille. *Cette association, éminemment liberticide, a déjà fait ses preuves en poursuivant le grand romancier américain Miller. Comme toujours en pareil cas, cela n'a donné pour résultat que d'augmenter la vente des bouquins incriminés, mais peu importe à ces gens-là. Ce n'est pas aux bouquins, c'est à la liberté qu'ils en veulent. Et après tout, qui vous dit qu'un jour ils n'arriveront pas à l'étrangler tout à fait. Là-dessus, ils ont bonne mine pour combattre le totalitarisme. Ils ne craignent celui-ci que dans la mesure où il menace leur bifteck. Car c'est avec les mentalités, avec les dures caboches de ces gens-là qu'on en arrive à la dictature, mais il leur faut une dictature de leur choix, celle qui protège leur bifteck, leur gamelle. C'est ça leur idéalisme et leur amour de la liberté.*

Ne désespérons pas de voir notre République rendre également la messe obligatoire pour les mécréants, comme cela se pratique chez Franco.

Quant au vote obligatoire, il donnera un blanc-seing à tous les malvotiers, à tous les concussionnaires et à tous les escrocs de la politique.

Mais pour nous qui supportons tout le poids de l'iniquité sociale et que l'on veut contraindre à prendre part à la comédie électorale, malgré l'horreur qu'elle nous inspire, il nous restera encore un moyen de protestation ultime, ce sera d'écrire en gros caractères le seul mot qui convient, celui du général Cambronne.

LIBRAIRIE

LIVRES

Pierre Besnard. — L'Ethique du Syndicalisme, 75 fr. (120) ; La Paix, 100 fr. (145) ; Les Syndicats Ouvriers et la Révolution Sociale, 200 fr. (260) ; Le Monde Nouveau, 140 fr. (185).
Aurèle Patorri. — La Débâcle de l'Elite, 150 fr. (195).
Gaston Leval. — L'Indispensable Révolution, 100 fr. (145).
Gabriel Giraud. — Paul Robin, 150 fr. (195).
Jeanne Humbert. — Sébastien Faure, 180 fr. (225).
Fernand Planche. — Kropotkine, 210 fr. (255) ; Durolle, 150 fr. (195) ; Louise Michel, 150 fr. (195).
Louis Lecoin. — De Prison en Prison, 160 fr. (205).
Voline. — La Révolution inconnue, 350 fr. (440).
Louis Buchner. — Force et Matière, 270 fr. (330).
Victor Méric. — Coulisses et Tréteaux, 75 fr. (120).
Charles Malato. — Les Joyeusetés de l'Exil, 100 fr. (160).
Ernest Haechel. — Histoire de la Création, 400 fr. (490).
W.S. Wallino. — Le Mouvement Ouvrier et la Démocratie aux Etats-Unis, 200 fr. (290).
Nestor Blanc. — Joyeux, fait ton fourbi, 255 fr. (320).
Fernand Pelloutier. — Histoire des Bourses du Travail, 260 fr. (305).
Louis Tenars. — Le Sauveur, 100 fr. (145).
Maurice Hallé. — Par la Grande Route et les Chemins Creux, 150 fr. (195).
B. Malon. — Précis du Socialisme, 175 fr. (235).
Jules Valles. — L'Insurgé, 125 fr. (170) ; Le Bachelier, 125 fr. (170) ; L'Enfant, 125 fr. (170).
Bakounine. — La Révolution Sociale ou la Dictature Militaire, 180 fr. (225).
Sébastien Faure. — La Véritable Révolution Sociale, 60 fr. (90) ; L'Imposture religieuse, 230 fr. (275).
Jacques Renne. — Syndicalisme Français, 200 fr. (245).
Maurice Ceyrat. — La Trahison permanente du P.C., 100 fr. (145).
Alexandre Marc. — Avènement de la France ouvrière, 210 fr. (270).
Emile Hureau. — Les Jésuites, la Classe ouvrière et la Révolution, 70 fr. (115).
Sébastien Faure. — Sacco et Vanzetti, 5 fr. ; Les Douze Preuves de l'inexistence de Dieu, 10 fr. ; Les Crimes de Dieu, 20 fr. ; La Fausse Rédemption, 10 fr.
P. Comont. — L'Architecture, 20 fr.
A. Guillier. — La Révolution salvatrice, 15 fr.
P. Camus. — Le Syndicalisme et le Problème paysan, 20 fr.
G. Yvetot. — ABC du Syndicalisme, 15 fr.
E. Rothen. — La Politique et les Politiciens, 20 fr.
P. Monatte. — Où va la C.G.T., 10 fr.
Pierre Besnard. — Le Problème des Salaires, 6 fr.
Edouard Rotot. — Le Syndicalisme et l'Etat, 12 fr.
Lashortes. — Qu'est-ce que le Prolétariat, 10 fr.
Louise Michel. — Prise de Possession, 15 fr.
Aristide Lapeyre. — Le Problème espagnol, 15 fr.
Les Anarchistes et l'Activité Syndicale, 15 fr.
La Bulgarie, nouvelle Espagne, 25 fr.
Les Bulgares parlent au Monde, 50 fr.
Le Syndicalisme et la Guerre, 5 fr.

BROCHURES

Gaston Leval. — Le Communisme, 40 fr. (70) ; L'Anarchisme et l'Abondanisme, 10 fr.
G. Bernert. — La Société sans Etat, 20 fr.
L. Barbedette. — Pour la Justice économique, 10 fr.
Ernestan. — La Fin de la Guerre, 5 fr.

REVUES

Mains et Cerveau, 40 fr.
Etudes Anarchistes, 40 fr.
Défense de l'Homme, 40 fr.

EXPÉDITION

Pour les livres, les prix entre parenthèses sont les prix franco.
Pour les brochures joindre 10 francs à chaque.
Pour les recommandés joindre 40 francs par colis, en plus.
C.C. Postal de la Librairie : Paris C.C. 7.473-08, M. Marcheti Robert, 1, rue Dulaure, Paris (20e).

SERVICE DE LIBRAIRIE

Le service de librairie demande aux camarades qui font une commande de livres de bien vouloir envoyer le montant d'avance et de bien vouloir envoyer la correspondance au camarade Oudin, sauf en ce qui concerne le C.C.P. qui doit être adressé au camarade Marcheti.

Le libraire :
OUDIN.

Le Directeur-Gérant :
DOUILLET François

Imp. Spéc. du Combat Syndicaliste

B.D.I.C

LA PORTÉE RÉELLE DES REVENDICATIONS IMMÉDIATES

L'évolution de l'économie, les bouleversements apportés par la dernière guerre, obligent à considérer avec beaucoup de prudence certains aspects des luttes ouvrières. Entre autre, celui qui se manifeste le plus fréquemment en raison même de la condition ouvrière, si difficile depuis 1939 : l'agitation sociale tendant vers des augmentations de salaires.

La légitimité des demandes ouvrières pour des augmentations de salaires n'est pas mise en cause, ici encore moins qu'ailleurs. Les patrons eux-mêmes, ces commerçants du travail d'autrui, n'osent plus affirmer que le standing de vie des travailleurs soit en rapport avec l'effort que fournissent ces derniers et ce que les possibilités de production permettent d'espérer.

La tactique actuelle des employeurs consiste à reconnaître l'insuffisance du pouvoir d'achat des salaires, mais en ajoutant, toutefois, qu'étant donné les énormes charges dites « sociales » que leur impose la loi, l'équilibre budgétaire de leurs entreprises ne peut supporter ce que représenterait, selon eux, une substantielle augmentation des salaires. Si l'employeur est l'Etat, l'argumentation ne varie pas beaucoup; celui-ci invoquant la nécessité d'augmenter les rentrées budgétaires (les impôts) pour couvrir toutes charges nouvelles pouvant résulter de l'augmentation du volume des salaires qu'il paie. Pas plus que l'employeur du secteur « privé », l'Etat ne veut réduire son train de vie. Et s'il faisait semblant de le réduire, ce ne serait pas en diminuant son budget de guerre, en mettant fin à des abus, mais bien en supprimant des emplois jusqu'alors occupés par ceux de ses « serviteurs » qui sont les plus mal payés, ceux, le plus souvent, pour lesquels la demande d'augmentation de salaire aurait été formulée.

Au cours d'une grève, l'employeur résiste à l'action directe aussi longtemps, si cela lui est possible, que la misère et la lassitude (en l'absence du salaire) ne fait pas capituler les travailleurs. Mais si (en voyant les choses au mieux) ces derniers remportent une victoire se traduisant par une forte augmentation de salaire nominal, et, en supposant que la grève ait été évitée ou n'ait que peu duré, qu'il n'y ait pas eu perte sensible de salaires, faut-il voir dans cette victoire, une défaite patronale ? Ce serait trop simple, et chacun sait qu'aussitôt un rajustement de salaires auquel il n'a pu se dérober, l'employeur s'empresse de « rajuster » ses prix de vente, car il fait en sorte que sa marge bénéficiaire ne soit pas atteinte. Tout comme l'Etat, il entend bien ne pas réduire son train de vie.

Lorsque le prix du produit ou de l'objet mis en vente est augmenté, le pouvoir d'achat du salaire est diminué pour autant, car la grande masse des consommateurs, des *acheteurs*, par qui est-elle constituée, sinon par les travailleurs et leurs famille ? D'une main, on reprend au travailleur ce qu'on lui a « donné » de l'autre...

Mais alors, si l'augmentation des salaires est inopérante, comment, dans le cadre social actuel, augmenter ce *pouvoir d'achat* qui doit permettre une vie décente à ceux qui peinent ? Par la suppression de certaines charges qui pèsent directement sur les travailleurs (par exemple, la prise en charge des loyers ouvriers par le patronat). L'impôt cédulaire (5 % du salaire payé), après une campagne qui a porté ses fruits, a été mis à la charge de l'employeur, lequel l'a inclus dans le prix de revient des articles qu'il vend, tout en maintenant intact sa marge bénéficiaire, et les prix de vente s'en sont immédiatement ressentis. Le consommateur a fait les frais de l'opération. Pour toute « victoire » de ce genre, il en ira de même. (Les cotisations patronales à la Sécurité Sociale sont « récupérées » de la même manière.)

Ici, la convergence des ruses patronales avec les expédients de l'Etat, en matière économique, est particulièrement caractérisée. L'un et l'autre se paient sur l'effort du travailleur. Supposons un instant (et cela se produira peut-être) qu'une campagne patronale basée sur les « difficultés » financières des entreprises aboutisse (pour « compenser » une augmentation de salaire) à la suppression pure et simple de l'impôt cédulaire 5 %. Que va-t-il se produire ? L'Etat, privé d'une source d'impôt relativement importante, se tournera ailleurs pour en trouver une autre. Il créera donc un nouvel impôt, ou bien il augmentera le taux de l'une des taxes déjà existantes, comme la *taxe à la transaction*, à laquelle ne peut échapper nul article soumis aux tractations commerciales normales. Le commerçant fera intervenir cette nouvelle augmentation de ses charges dans ses frais généraux, et le prix des marchandises sera augmenté pour autant. La grande masse du peuple qui, à l'origine, devait profiter de la réforme, en fera tous les frais, mais sous une forme déguisée.

Supposons maintenant, que pour « faciliter » le maintien ou l'amélioration du pouvoir d'achat des salaires, le système des *subventions* soit appliqué dans les secteurs essentiels de l'économie. Par le truchement d'organismes institués à cet effet, l'Etat subventionne les secteurs suivants : textile, métallurgie, industries du bois, denrées alimentaires. Avec beaucoup d'optimisme, admettons que pour « céder » à la pression de l'opinion ouvrière, le commerçant, l'industriel ou l'agriculteur baisse momentanément les prix dans des proportions égales au montant de ce que lui rapporte la subvention de l'Etat — mais, comme toujours, sans toucher à sa marge bénéficiaire. Qu'arrivera-t-il ? L'Etat, lui non plus, ne veut pas qu'il soit porté atteinte au montant de ses revenus, il créera donc de nouveaux impôts pour combler les vides causés dans sa trésorerie par les subventions. Les industriels et commerçants, de même que les agriculteurs, récupéreront les nouvelles charges fiscales consécutives aux subventions en révisant leur prix de vente.

Alors se pose une question : que reste-t-il à revendiquer, dans l'immédiat, qui puisse avoir de l'efficacité pour l'amélioration effective du sort des travailleurs ? La création d'institutions supprimait le commerce, « l'initiative » privée, et faisant de l'Etat (théoriquement et constitutionnellement, par la grâce du suffrage universel, expression de la « volonté populaire ») le gestionnaire de l'économie ? L'exemple russe, les « expériences » des pays satellites de l'U.R.S.S. depuis 1945, les essais de nationalisations nous prouvent que l'intervention de l'Etat dans la vie économique n'amène pas une gestion plus stable, ni plus humaine que celle du patronat. Elle ne permet pas une plus juste répartition de la richesse sociale et accentue même fréquemment les inégalités. Le haut fonctionnaire est un profiteur comme l'employeur. Elle engendre fatalement un renforcement du système policier, restreignant encore une liberté individuelle déjà bien compromise.

Le mouvement qui aura une grande efficacité — et qui peut commencer par une grève — sera celui par lequel les travailleurs, techniciens compris, ne se contentant plus d'une demande d'augmentation de salaires, se décideront à rendre effectif le changement de leur condition en gérant *eux-mêmes* la production, sans le concours inutile du patronat, (la fonction patronale n'est d'aucune utilité sociale), sans la protection encombrante de l'Etat. Cet effort est-il trop grand pour que les travailleurs le fournissent ? A la C.N.T., nous répondons : non ! Et c'est ce qui nous sépare de toutes les autres organisations syndicales.

Une telle transformation, une pareille « fédéralisation » de l'économie, se faisant sur les lieux du travail, par le jeu de l'*action directe*, en dehors de toute législation, c'est la *Révolution Sociale*, nous dira-t-on ? Bien sûr. Mais que peut-on espérer de grand, de durable, sans elle...

Est-ce à dire que l'action syndicale pour les revendications immédiates soit superflue ? Ce serait tomber dans un purisme stérilisant que de l'admettre. Disons seulement qu'elle est en tout temps *insuffisante*, qu'elle coûte souvent plus qu'elle ne rapporte et qu'elle ne doit pas faire oublier que, sans une transformation profonde des rapports sociaux, le travailleur devra constamment lutter en faisant des sacrifices disproportionnés aux résultats pouvant être obtenus.

Il n'en est pas moins vrai que l'action ouvrière pour des revendications immédiates — même de portée limitée — outre qu'elle permet de maintenir ou d'améliorer certaines positions, constitue toujours une pression nécessaire contre la réaction patronale et étatique. Le syndicalisme révolutionnaire, qui voit plus loin, ne néglige pas cet aspect de la lutte sociale. C'est pourquoi, sans abandonner la fin pour les moyens, sans s'en remettre aux réformes « sociales » pour l'édification d'un monde fraternel, il est avec les travailleurs luttant pour une vie meilleure, sans compromission d'aucune sorte avec les formations politiques ou autres, qui s'opposent à l'éclosion d'une économie nouvelle, dans laquelle la liberté sera autre choce qu'un mot.

Henri BOUYE.

L'ECOMBAT SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA Confédération Nationale du Travail

Section Française de l'Association Internationale des Travailleurs

RÉDACTION-ADMINISTRATION : 39, rue de la Tour-d'Auvergne - PARIS (9e)

Paraît tous les Vendredis

LA COPIE DOIT ARRIVER LE SAMEDI AU PLUS TARD

Abonnements : 1 an (48 numéros) 420 fr.
Six mois : 215 frs - Trois mois : 110 frs
Changements d'Adresse : 20 francs
C. C. P. : Y. RICHAUD PARIS 7497-93
20, RUE SAINTE-MARTHE, PARIS-Xe

LA RÉSISTANCE CATALANE

DEUX PHALANGISTES PAIENT A BARCELONE

La découverte des bombes posées par les résistants à proximité de la tribune où devaient s'installer les autorités phalangistes pour présider au défilé de « la victoire » a été tenue secrète. En effet, les explosions ayant été évitées, la police n'a aucun intérêt à ce que la population soit informée de l'audace avec laquelle les travailleurs rebelles de Catalogne s'emploient à détruire l'édifice qui les opprime. Malgré cela, étant donné qu'une bombe a éclaté au moment où on la retirait et, qu'en outre, l'organisation de la Résistance avait opportunément distribué des tracts mentionnant ce fait, ainsi que d'autres, l'opinion publique a été informée et s'est réjouie de l'action des groupes de résistants, bien que l'objectif qu'ils visaient n'ait pas été complètement atteint.

Il le sera une fois. C'est ce que disent les ouvriers de Barcelone : c'est l'affirmation qui se répand dans toute la région catalane et qui, partout, est accueillie avec espoir. Parce que les hommes de cette région comprennent que quelque chose existe qui est solidement organisé, que le peuple n'est pas désemparé, que la Résistance agit, qu'elle châtie les sbires de Franco, que la liberté du pays, ainsi que le droit des travailleurs à la vie, sont vaillamment défendus.

Des exemples de l'activité et du courage déployés par les hommes de la Résistance abondent dans mon article antérieur ; attaques contre les postes de la garde civile de la province de Gérona, destruction de lignes électriques dans les régions de Berga et de Manresa, chocs avec la police de Hospitalet, etc. Ces faits se sont succédé sans discontinuer et ont pris une valeur particulièrement significative à Barcelone, entre autres, attentat contre le commissariat de la rue Anche, qui a causé la plus grande confusion dans les milieux policiers et phalangistes.

Plus récemment, au croisement des rues Muntaner et Maria-Cubi, un groupe de résistants a attaqué un groupe de phalangistes. Au cours de cette attaque, un capitaine phalangiste — un des plus barbares parmi ceux qui se distinguent dans les persécutions contre les ouvriers qui le recherchaient depuis longtemps pour que justice soit faite — a été exécuté.

Dans les environs de l'Hôpital militaire, justice a également été faite avec un officier de l'armée particulièrement connu comme phalangiste.

Ces faits, ainsi que d'autres de moindre importance dirigés contre les forces de l'ordre public, ont motivé une réunion des hauts chefs de la Phalange, de la police et de l'armée, dans le but de prendre les mesures propres à éviter qu'ils se renouvellent. A cet effet, il a été ordonné de prendre note de l'identité de toutes les personnes qui circulent dans les rues de la capitale après dix heures et de procéder aux vérifications correspondantes. Les policiers chargés de ce service font leurs patrouilles dans des voitures particulières réquisitionnées.

Comme conséquence de ces dispositions, l'on sent un malaise, un mécontentement général parmi la population de Barcelone, car les détentions arbitraires sont fréquentes, bien que la situation des gens soit parfaitement régulière et qu'ils puissent justifier, minute par minute, de leur emploi du temps. Selon le caprice des policiers, n'importe quel promeneur peut être arrêté et retenu à la *Jefatura* (Sûreté) pendant des journées, voire des semaines entières.

Mais tout cela ne saurait éviter l'activité de la Résistance et, après l'application des mesures sus-mentionnées, on a pu voir en différents quartiers de la ville des tracts et des affiches placardés aux murs, dénonçant les abus franquistes et alertant le peuple pour l'encourager à soutenir la lutte.

Traduit de Solidaridad Obrera *numéro du 6 mai 1950.*

Dans les conflits du travail

NE SOYONS PAS DUPES

Nous avons vécu fin février début de mars une période d'agitation sociale dont aucune centrale representative n'a voulu prendre ni la paternité, ni la direction.

Tous ces mouvements déclenchés sans cohésion ont démontrés que la force revendicative et combative de la classe ouvrière n'était pas endormie. Ils ont démontrés une fois de plus la trahison de tous les politiciens qui se servent de la mauvaise situation matérielle des travailleurs pour susciter de l'agitation sociale au profit de leur parti sans se soucier de la misère qui en résultera dans les foyers ouvriers.

Certes les responsables de notre misère sont avant tout le patronat et le gouvernement. Mais certains qui, pendant des années, ont, autour du tapis Matignon, collaborés avec le chef factieux d'aujourd'hui, oublient leurs responsabilités dans notre misère. Ils oublient qu'aux temps où ils prêchaient la « Renaissance française » ils refusaient, comme membres du gouvernement, les augmentations de salaires qu'ils demandaient comme responsables syndicaux. Parce que ces augmentations de salaires — qu'ils disaient — auraient été funestes à l'économie nationale. De même qu'à cette époque — heureuse — faire la grève était un crime contre la Nation (?). Aujourd'hui — rejetés du gouvernement, mais toujours ministrables et pour ne pas faire mettre en doute leur patriotisme — pour ne pas se mouiller, en bons « démocrates », ils disent ne pas vouloir influencer les travailleurs et leurs demandent de se prononcer démocratiquement.

Ils ne pouvaient mieux démontrer leur félonie. Après avoir semer du vent, ils se dérobent en voyant arriver la tempête. Certes, la démocratie syndicale doit être respectée, mais devant l'ampleur des derniers mouvements, les dirigeants des organisations représentatives — qui prétendent avoir une influence plus grande que la force numérique de leurs adhérents — devaient prendre leurs responsabilités en décidant la grève générale qui seule pouvait donner satisfaction aux revendications ouvrières.

En laissant végéter les derniers mouvements comme ils l'ont fait, ils ont découragé les ouvriers et permis toutes les répressions — policières et patronales. Mais comme ils savent « terminer une grève », ils n'ont pas oublié de dire « la lutte continue à l'intérieur des entreprises ». Le porte-monnaie vide, les gosses ont faim, à la merci de la répression patronale, comment peut-on lutter ?

Il est vrai que la tactique des politiciens est de déconsidérer le syndicalisme partisan de l'action directe, au profit du parlementarisme — celui qui fait de bonnes lois sociales, plus contradictoires les unes que les autres, qui donnent satisfaction à tout le monde (quand elles sont votées par le Parlement) et à personne (quand elles sont mises en application).

Justement les derniers mouvements ont permis de mettre en application des lois récentes — droit de grève, statut des délégués, arbitrage et conciliation, etc...

Le résultat est que la puissance patronale est encore plus forte, de même que la répression sur les ouvriers. Appliquant l'esprit de conciliation, demandé aux uns et aux autres par le ministre du Travail, les ouvriers sont répréhensibles d'avoir fait la grève et les patrons sont dans leurs droits de faire des licenciements et des look-outs.

Si les grandes centrales — comme on dit — représentatives, politisées et gouvernementalisées, avalent été vraiment des centrales syndicales soucieuses non seulement des intérêts de leurs adhérents mais de tous les exploités nous devions revoir un « juin 36 ». La masse ouvrière ne pensait qu'à s'imposer et à réclamer son dû.

Les travailleurs qui n'ont pas été en lutte attendaient le déclenchement de la grève générale, écœurés de faire les briseurs de grève — transport, électricité.

Les revendications ouvrières peuvent être satisfaites. Les salaires peuvent être rajustés sur la base des salaires de 1938 sans que les prix soient augmentés. Les bilans des grandes entreprises nous en donnent la démonstration.

Les bénéfices — déclarés, — les sommes mises en réserves — pour augmentation de capital, — les sommes servant aux investissements, aux réserves techniques, aux renouvellements de stocks, etc... — tous bénéfices dissimulés, dont la somme est au total beaucoup plus forte que la somme des salaires — peuvent permettre d'améliorer le sort des travailleurs. Mais pour cela il faudrait que la société soit régie par la gestion ouvrière syndicaliste et non organisée pour le profit de quelques égoïstes.

La condition ouvrière peut aussi être améliorée par la suppression des impôts qui résulterait de la suppression des parlementaires, des gouvernants, des polices, de la magistrature, de l'armée, conséquence de toutes les guerres.

Les derniers mouvements ont permis à nos camarades de démontrer notre position dans la lutte et de développer le programme de notre C.N.T. Dans tous les coins du pays, après avoir démontré le caractère politique des conflits, nos camarades cénétistes sont entrés résolument dans l'action. Ils ont été les derniers à reprendre leur place de travail, alors que les grévistes à 80 et même à 90 % partisans de la grève illimitée reprenaient le travail le lendemain qu'elle avait été décidée.

Par la position nette et intransigeante de ses adhérents, la C.N.T. sort renforcée de tous ces mouvements. Malheureusement, une fois de plus, dans la lutte, certains de nos camarades ont oublié qu'ils étaient cénétistes. Ils ont pris des responsabilités dans des comités de grève qui permettaient à la C.G.T. — qui dans la coulisse, à l'instigation du P.C., était l'inspiratrice des mouvements — de faire retomber l'échec de la lutte sur eux et même sur notre C.N.T.

Nous ne devons pas refuser la lutte, certes, nous devons nous rallier aux décisions de la majorité de nos camarades des entreprises. Mais nous ne devons jamais oublier que nous ne sommes pas des politiciens mais des syndicalistes révolutionnaires.

En toutes circonstances nous devons dégager les mouvements auxquels nous participons de l'emprise des politiciens et défendre le programme de notre C.N.T.

Ch. SALEMBIER.

LES GRÈVES A DIRECTION POLITIQUE EN ITALIE

Comme en France, en Italie, les grèves que l'on veut appeler revendicatives ont un caractère politique. La C.G.T. italienne, à direction communiste, avait promis de renverser la démocratie chrétienne au gouvernement avec ses collaborateurs socialistes et républicains et tout son plan de collaboration au Plan Marshall et au Pacte Atlantique. Les bolcheviques de Togliatti, Divittorio au service de Moscou ont reçu l'ordre que pas une arme d'Amérique ne soit déchargée en Italie ; alors une série de grèves tournantes et temporaires d'une demi-heure, une journée et même des grèves de plus longue durée sont lancées en Italie. Mais lorsque ces grèves prennent un caractère révolutionnaire, les dirigeants pour ne pas se compromettre font tout leur possible pour les faire terminer, même si c'est au désavantage des travailleurs.

Souvent, les ouvriers rentrent après une, deux ou trois semaines de lutte sans aucun bénéfice, la plupart du temps a lieu la mise à pied de centaines des meilleurs éléments, qui ont soutenu la grève, des pères de famille, sans aucun principe de solidarité pour les victimes. Les éléments qui rentrent la tête basse sont des milliers, et des centaines d'autres sont jetées sur le pavé.

Dans l'Italie méridionale, où il n'existe pas d'industrie, mais un grand mouvement agricole, surtout en Sicile, Calabre et dans les Pouilles, les luttes entre propriétaires et travailleurs sont de plus en plus violentes.

Dans l'Italie du Nord et l'Italie méridionale, les conflits violents entre travailleurs et la police se multiplient, il y a de part et d'autre des morts et des blessés. On connaît les ordres du ministre de l'Intérieur, De Selba ; à présent qu'il possède une police bien entraînée, il déclare souvent publiquement qu'il ne tolèrera pas des grèves sur l'ordre de l'étranger et que dans tout conflit de caractère économique transformé en action des partis adversaires du gouvernement, il se servira de la force pour réprimer tous les troubles nuisant aux libertés démocratiques de la nation. Les éléments bolcheviques de la direction de la Confédération italienne sont bien au courant, étant donné qu'ils ont été les premiers à aider à la formation de cette police, dès la Libération, qui devait défendre la liberté démocratique et qui aujourd'hui sert la réaction fasciste. Le gouvernement démocratique De Gaspéri déclare souvent qu'il ne fait que mettre en application les lois créées par Togliatti et Nenni lorsqu'ils gouvernaient l'Italie démocratique, et aujourd'hui il entend défendre les institutions démocratiques de la République italienne.

La presse communiste et socialiste de Nenni fait une campagne violente contre le mode de répression des grèves qui se terminent souvent avec des victimes ; mais les politiciens de la dictature du prolétariat oublient aussi souvent qu'ils lancent la masse désarmée contre une police formée généralement d'anciens fascistes et d'éléments criminels qui ont servi pendant vingt-cinq ans la dictature de Mussolini, et que la République d'aujourd'hui a gardé presque toutes les lois du fascisme, conservées par les ministres de la démocratie populaire, Togliatti et compagnie : ces derniers ont accordé l'amnistie à tous les criminels fascistes dans l'espoir qu'ils entreraient au Parti Communiste.

Toute l'agitation n'a en général qu'un but, renverser le gouvernement et exiger la participation gouvernementale pour le « parti des travailleurs », c'est-à-dire le Parti Communiste.

P. CELSON.

(Suite en page 3)

CONSEQUENCES RECONFORTANTES
A LA SUITE DES DERNIERS MOUVEMENTS

Les derniers mouvements ont permis à de nombreux camarades de se faire entendre.

Bien des travailleurs furent surpris de constater que le syndicalisme n'était pas entièrement disparu. Ils furent non moins étonnés de voir que quelques ouvriers avaient encore foi en l'action directe, que pour eux la lutte de classe était encore viable et plus que jamais nécessaire.

Bon nombre de travailleurs repliés sur eux-mêmes, soit par écœurement, soit par désespoir de voir poindre un redressement, furent revigorés. Enfin, pensèrent-ils, le syndicalisme révolutionnaire n'est point mort, peut-être allons-nous pouvoir de nouveau lutter autrement, et sans conteste possible, plus efficacement que par des délégations aux municipalités aux députés, aux ministres ?

Un rapprochement se fit spontanément entre eux, ils firent plus ample connaissance, discutèrent, se renseignèrent sur ce qu'est la C.N.T. et il faut bien l'avouer nos militants furent un peu débordés, ne s'attendant pas à ces mouvements de curiosité.

Ainsi, malgré la stratégie du silence menée dans toute la presse, la C.N.T. apparaissait, elle était franchement dans la lutte, indiquant ses propres revendications.

De leurs côtés, les grandes centrales voulant prouver leur sentiment d'« unité » accolait la C.N.T. aux côtés des autres syndicats sur les cartes de grévistes et dans certains endroits sur les affiches. L'on est opportuniste ou pas, n'est-ce pas ? Il sera toujours temps, dans l'avenir, de pouvoir se décharger sur le dos des autres l'échec du mouvement.

A la reprise du travail les petits groupes qui s'étaient formés sont restés solidaires, les sections syndicales se sont renforcées, de nouvelles ont vu le jour. C'est maintenant que le travail commence. C'est tout d'abord une désintoxication, un débourrage de crâne qu'il va falloir opérer, car il faut bien avouer que nous nous heurtons partout à une incompréhension totale.

Prenons par exemple les Conventions collectives. Comment peut-on être contre ? Pensez donc, les Conventions, c'est la panacée, la fin des fins, tout est prévu dedans. Il y a la garantie du salaire-vital, le minimum, le maximum, même un certain minimum-minimorum, hein, ça c'est quelque chose ! et c'est si doux à l'oreille. Puis le salaire aux pièces, au rendement, la garantie du boni, la hiérarchie, la liberté (hum !) syndicale, la salubrité et bien d'autre chose encore. Alor sque peut-on vouloir de mieux ?

Et le tout discuté par des commissions supérieures dans lesquelles il doit se trouver des compétences hors-concours ! Il va donc falloir nous expliquer, esayer de faire comprendre que les Conventions collectives n'apportent rien de nouveau aux ouvriers. Elles limitent notre action comme toute loi d'ailleurs.

Notre tâche sera ardue certes, mais combien plus satisfaisante que celle de faire avaler des formules toutes faites et si à la mode depuis la Libération.

A l'œuvre, camarades, la route est longue, mais nous sommes sur le bon chemin.

YVERNEL.

SOUSCRIVEZ POUR LE C. S.

(Suite de la première page.)

C.N.T.E. de Masseube, liste 1.566, 500 ; Locale C.N.T.E. d'Aigues-Vives, liste n° 697, 370 ; Locale C.N.T.E. de Seyssel, liste n° 821, 670 ; U.L. de Saint-Nazaire, 2.000 ; Gourdon, Paris, 1.000 ; Blanc, Paris, 300 ; S.U.B. Paris, liste n° 526, 300 ; Guzman, Saint-Eloi-les-Mines, 50 ; Locale C.N.T.E. de Luchon, liste n° 1532, 450 ; Locale C.N.T.E. d'Aubervilliers, liste n° 1.206, 890 ; Locale C.N.T.E. de Toulon, liste n° 927, 1.405 ; Locale C.N.T.E. de Meauzac, liste n° 1.504, 650 ; U.L. de Saint-Denis, liste n° 26, 755 ; P.T.T. Paris, complément liste n° 185, 88 ; Locale C.N.T.E. de Gailac, liste n° 1.428, 1.000 ; Yvette Richaud, Paris, 1.000 ; Besnier, Versailles, 200 ; Fayolle, Versailles, 100 ; Sechaud, Versailles, 100 ; Comité local C.N.T. de Tarascon-sur-Ariège, 2.450 ; U.L. de Toulouse (vente insignes C.N.T. et bénéfice soirée théâtrale), 9.133 ; Comité local C.N.T. d'Hospitalet, liste n° 1.367, 3.010.

Total de la 3e liste : 47.521 francs.

Les nécessités de la mise en page du *C.S.* nous mettent dans l'impossibilité de faire paraître le détail des listes de souscriptions, nous nous en excusons auprès des camarades donateurs, mais nous sommes certains qu'ils nous comprendront.

Le montant des listes de souscriptions et donations pour le *C.S.* hebdomadaire doivent continuer à être envoyées au trésorier confédéral :

René DOUSSOT
9, avenue de la Port-Clignancourt
PARIS-18e
C.C.P. 5046-85 Paris

B.D.I.C 3428

LE COMBAT SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

24e année - Nlle série, No 27 — 10 FRANCS — 19 MAI 1950

Les bureaucrates de F.O. agissent pour des intérêts étrangers à ceux des travailleurs

LA centrale socialo-réformiste vient de réunir son Comité Confédéral National.

Ainsi que nous l'apprend la presse, celui-ci a adopté un programme « répondant aux besoins des salariés, à l'amélioration continue de leur sort et aux intérêts de la collectivité nationale ».

Pour le C.C.N. de F.O. l'augmentation de la productivité est un facteur essentiel pour atteindre à ce résultat.

Lorsque l'on sait qu'ici la concentration industrielle est tenue en échec par une multitude de petits industriels qui ne possèdent pas les moyens nécessaires d'investissement qui leur permettraient cette productivité, on est bien obligé de dire que les administrateurs de F.O. ignorent la géographie économique du pays dont ils disent vouloir le redressement.

Ce slogan de la productivité qui peut, dans une certaine mesure, recevoir une tentative d'application par les trusts, ne peut l'être par l'immense masse de la petite bourgeoisie française laquelle pour soutenir une concurrence de plus en plus difficile ne l'interprétera que comme une obligation pour le salarié d'augmenter la « cadence ».

Quand les syndiqués de F.O. se présenteront devant leurs exploiteurs, ce sera ceux-ci qui, s'appuyant sur les décisions des bureaucrates de F.O., feront une « demande reconventionnelle » d'augmentation des normes.

Cette panacée de la productivité devrait aussi, selon les augures jouhautistes, provoquer une baisse des prix qui « profiterait à la classe ouvrière toute entière ».

On se demande vraiment si un jour les réformistes apprendront quelque chose.

Quand les prix baissent, c'est que la concurrence, par le jeu de la loi de l'offre et de la demande, devient de plus en plus rude. C'est alors qu'obligé de réaliser, ce conglomérat petit bourgeois qu'est l'industrie française, commence d'abord par « se séparer » de son personnel afin de pouvoir « tenir » et attendre « la reprise des affaires ».

A l'heure actuelle, le nombre des chômeurs s'accentue sans cesse. Vous pouvez toujours en présence de ce phénomène, parler aux patrons de faire profiter la classe ouvrière de l'augmentation de la productivité. Ils s'en moquent. Tant qu'ils seront les maîtres, ils se soucieront de la faim des autres comme de leur première paire de bretelles.

Si F.O. voulait appliquer ce point de son programme, il lui faudrait renoncer à ce qui fait sa raison d'être : sa non-confiance en l'action propre, directe, des travailleurs.

Quant aux intérêts de la collectivité nationale, on sait que c'est en raison de cela qu'on demande toujours au salarié de se serrer la ceinture. En l'occurrence, pour les réformistes, les intérêts de la collectivité nationale, sont ainsi qu'il est perceptible dans une autre de leurs résolutions, l'intégration du Plan Marshall, donc, la préparation de la prochaine. Que nous sommes loin du droit des travailleurs à rechercher eux-mêmes les voies de leur émancipation.

Enfin, le C.C.N. réformiste s'est penché sur le problème de la réunification syndicale.

Lorsque Jouhaux a accepté la constitution de F.O. ils savait bien quel rôle il avait à jouer : dresser, selon les désirs des dirigeants du Plan Marshall, en face de la C.G.T. staliniste, un barrage syndical.

Ce plan a été en partie rempli. Mais il reste en dehors de ce barrage une quantité importante de secteurs qui n'ont pas compris toute l'importance qu'attache le camp américain à retirer le contrôle des masses ouvrières de ce pays à l'influence stalinienne : C.G.C. ; Autonomes ; C.T.I. ; C.F.T.C. ; et, peut-être, C.N.T.

C.N.T.

(Suite en page 4.)

LES AGRICOLES D'AIMARGUES EN GRÈVE

Les syndicats cégétiste et cénétiste la main dans la main contre le centralisme et pour l'action directe!

Une grève significative vient d'éclater chez les travailleurs agricoles d'Aimargues.

La C.G.T. et la C.N.T., *unies dans l'action*, mènent le combat pour un salaire horaire de 100 francs et pour la prime mensuelle de 3.000 francs du 1er janvier au 1er mai de la même année.

Dans la conduite de la grève, les syndicalistes révolutionnaires jouent un rôle important.

Action directe ! Tel est le mot d'ordre de tous les agricoles d'Aimargues qui, de ce fait, refusent de faire entrer le déroulement du conflit dans le cadre de la loi.

Voici ci-dessous la réponse à la proposition des patrons relative au règlement du conflit par une commission de conciliation, selon la loi sur les conventions collectives.

Aimargues, le 6 mai 1950.
A M. le Secrétaire du Syndicat des exploitants.

Monsieur,

La population laborieuse d'Aimargues, réunie en assemblée générale le samedi 6 mai, s'étonne de la réponse patronale relative au cahier de revendications déposé le 28 avril 1950.

Cette réponse ne résout rien du tout et tend à porter sur un plan intercommunal un conflit purement local.

Les ouvriers agricoles ne sauraient accepter cette solution, par trop simpliste.

Ils déclarent n'avoir donné aucun accord à un contrat intercommunal.

Les organisations C.G.T. et C.N.T., ainsi que les non-syndiqués présents dans la salle, se considèrent majeurs.

En conséquence, ils entendent, eux-mêmes, régler le conflit sans avoir recours à une quelconque commission de conciliation ou à un quelconque arbitre.

La C.N.T. ; La C.G.T.

Quelle fière réponse, à laquelle nous n'étions plus guère habitués depuis que ce sont les députés ou les bureaucrates qui remplacent les travailleurs dans les délégations !

Voici maintenant le mâle langage du texte des tracts distribués dans la localité et qui mettra sous vos yeux toute l'ardente atmosphère de la lutte.

La Grève

Avec une volonté farouche de vaincre, la grève continue.

Comprenant que notre lutte était la leur, les hésitants de la première heure ont rejoint leur poste de combat. L'entente est complète. L'union dans l'action est absolument parfaite entre les syndicats C.G.T. et C.N.T. Les propriétaires qui comptaient sur les différentes conceptions sociales de ces deux organisations pour les désunir, en sont pour leurs frais. Toutes les manœuvres, à ce sujet, sont vouées à l'échec. Les militants C.G.T.-C.N.T. sauront les déjouer. En syndicalistes conscients de leur tâche, les uns et les autres ont su faire taire leurs rancunes. Ils ont su sacrifier leurs insignifiantes personnalités dans l'intérêt général. Ils ont groupé autour d'eux tous les inorganisés et c'est le cœur gonflé d'espoir que, tous ensemble sur un même front, ils mènent la lutte, faisant preuve d'une grande initiative. Tout a été organisé dans les moindres détails. *La soupe populaire fonctionne.*

Cependant que les uns s'organisent pour soutenir une lutte, qui sera peut-être longue et dure, le syndicat patronal, désavoué publiquement par plus de 70 petits propriétaires de la localité, s'obstine à ne pas vouloir discuter le contrat qui lui a été soumis le 28 avril dernier.

Sous l'influence de deux ou trois gros manitous, le syndicat patronal se contente seulement d'entretenir avec nous des relations épistolaires qui ne nous apportent aucune solution, mais des conseils en quantité sur la conduite d'un conflit. Les ouvriers, nous le répétons, sont majeurs. Le conflit se règlera localement, entre exploités et exploiteurs. Il faut bien que les propriétaires se mettent dans la tête que nous rejetterons toutes propositions d'arbitrage ou de commissions de conciliation.

En réponse à tous les « Bons Conseils » que nous recevons, qu'on nous permette ceux-ci :

Les journées de grève, vous le savez, messieurs, nous seront intégralement payées. *C'est là un principe que nous n'abandonnerons pas.* Alors pourquoi s'obstiner Pourquoi allonger inutilement le conflit ? La partie est désormais perdue pour vous. Risquerez-vous aussi de perdre votre récolte? Si les pourparlers avaient été engagés dès le début, le conflit aurait peut-être été évité à peu de frais pour vous, n'ayant pas eu alors à discuter les journées de grève, puisqu'il n'y en aurait pas eu.

Comprenez, messieurs, qu'au fur et à mesure que vous vous enlisez dans votre entêtement, les journées de grève s'accumulent. Et que, finalement, vous donnerez beaucoup plus d'argent si vous finissez par où vous auriez dû commencer. Les risques de mildiou n'en seront pas pour cela atténués, bien au contraire.

Quant à nous, sachez, messieurs, que lorsque nous engageons une lutte,

DERNIERE MINUTE

TOUJOURS LA RÉPRESSION EN ESPAGNE

La presse annonce l'arrestation de treize camarades de la C.N.T. à Barcelone, parmi lesquels José Inglesias Paz.

Loin de démocratiser l'Espagne, Franco, tout au contraire, accentue le rythme de ses crimes.

Il faut que nos syndicats élèvent leurs voix et exigent près des ambassades du criminel le droit à la liberté syndicale en Espagne !

LE PROJET SCHUMAN ET LA PAIX

Hosannah ! Une ère nouvelle vient de s'ouvrir : une ère d'union européenne. Soyez doublement heureux, braves « citoilliens » français, car c'est un grand Français qui vient d'en poser la première pierre », comme dirait M. Joseph Prudhomme.

La France et l'Allemagne seraient... enfin ! sur le point de s'entendre sur la question de la Ruhr. Elles exploiteraient ensemble les richesses et les ouvriers du fameux bassin qui achèverait ainsi de nous bassiner. On échangerait les matières premières. On se partagerait les bénéfices et puis... ça, c'est à plus longue échéance, mais enfin, peu à peu, les autres nations européennes viendraient s'agglomérer autour de ce premier noyau sur lequel la colombe de la paix et la bombe atomique trouveraient enfin un asile sûr pour plus de la moitié de l'éternité. Et ce n'est pas tout, déjà l'Amérique, qui est, comme chacun sait, la première nation d'Europe, aurait donné son adhésion au projet de M. Schuman.

Les différentes centrales syndicales, toujours à l'affût des choses sérieuses qui intéressent notre beau pays, ont émis sur celle-ci des opinions assez diverses, mais toutes marquées au coin de l'intelligence et de l'originalité.

La C.G.T. a tordu son nez en signe de désapprobation; pour elle, c'est un nouveau coup des Américains contre la Stalinie pacifique.

TRENCOSERP.

(Suite en page 4.)

LE SYNDICALISME NE PEUT PAS ETRE NEUTRE

AINSI que le dit si bien, par ailleurs, mon camarade Yvernel, la coutume s'est installée d'accoler à une centrale ou à une autre, une étiquette de caractère politique. Et, ainsi qu'il l'ajoute, c'est là que gît le mal.

C'est contre cela que nous devons en effet réagir vigoureusement, si nous voulons que les travailleurs acquièrent la notion que leur émancipation ne peut venir que de leur action propre et ne peut trouver sa voie que par leur propre interprétation des événements.

La tradition du syndicalisme de ce pays était jusqu'alors celle-là. C'est l'influence de Pelloutier, dont le nom sera, comme le disait Georges Sorel, « connu des générations futures, alors que celui des soi-disant grands penseurs socialistes sera depuis longtemps tombé dans l'oubli » — qui détermina cette conception à laquelle il faut revenir,

Mais certains pensent que cette conception aboutit nécessairement à une neutralisation du mouvement syndical. Cela est absolument inexact.

Jean THERSANT.

(*Suite en page 2.*)

TRAVAIL ET LIBERTE

ET LIBERTE DU TRAVAIL

On a coutume de dire que, par sa naissance, l'homme acquiert le droit à la vie.

La lutte des espèces élimine un grand nombre d'individus, ceux qui, par exemple, sont considérés comme nuisibles, et aussi les plus faibles, les moins doués, les moins résistants.

C'est là, chose parfaitement naturelle, logique. Ce qui l'est moins, c'est cette lutte acharnée que se livrent, dans un but de domination, de possession, les individus, dit intelligents, d'une même espèce.

L'homme qui, au cours des siècles, est parvenu à s'attacher, à domestiquer, à se rendre utile pour sa propre subsistance, pour le soulager dans son travail ou pour son plaisir, une grande quantité d'animaux variés — dont il a souvent grand soin — domine, asservit et exploite durement aussi la majeure partie de ses semblables.

Dans nos sociétés modernes, organisées pour le profit d'une minorité, privilégiée par le fait de la possession juridique du sol et autres moyens de production, la majorité des déshérités, est contrainte, pour vivre, de mettre en valeur des moyens de production ne lui appartenant pas.

Il résulte de ce fait la division de la société en classes, qui se heurtent continuellement, les unes pour conserver leurs privilèges, les autres pour tenter d'améliorer leurs conditions d'existence.

Seulement, l'appropriation des biens de la collectivité par quelques-uns ne permet pas à la majorité des hommes de travailler quand ils le veulent ou plutôt quand ils en ont besoin pour justifier leur droit à la vie. Un ouvrier ne peut se mettre au travail que lorsqu'il y a été autorisé par un bulletin

F. DOUILLET.

(*Suite en page 4.*)

Pour la lutte émancipatrice du travail

C'EST l'intérêt des travailleurs qui reste le motif suprême de l'existence d'un hebdomadaire de lutte comme l'est notre « Combat Syndicaliste ».

Il faut donc faire connaître le « C.S. » partout ; lui faire de nouveaux dépôts et de nouveaux abonnés.

Il faut que les collecteurs d'abonnements nous envoient ceux-ci immédiatement — même si le carnet n'est pas tout à fait rempli — afin de ne pas mécontenter personne.

Faites circuler les listes de la souscription permanente.

Faites des abonnés nouveaux.

Faites la vente à la criée.

Le « C.S. » est bien parti, c'est de vous maintenant qu'il dépend qu'il joue son rôle.

A PROPOS DES CONVENTIONS COLLECTIVES

COMME nous l'avons écrit dernièrement, nous devons essayer de débourrer les crânes afin de mettre en garde les travailleurs contre les solutions trop faciles. Nous nous devons de dire ici pourquoi nous sommes contre les solutions trop faciles. Nous nous devons de dire pourquoi nous sommes contre les conventions collectives.

Prenons, tout d'abord, la loi du 11 février 1950, relative à celles-ci et aux procédures et règlements des conflits collectifs du travail.

Il est dit à l'article 31 *f* : « Les commissions mixtes sont composées des représentants des organisations syndicales d'employeurs les plus représentatives et des organisations syndicales des travailleurs les plus représentatives pour l'ensemble du territoire. La représentativité des organisations syndicales est déterminée d'après les critères suivants :

« *Les effetifs;*
« *L'indépendance;*
« *Les cotisations;*
« *L'expérience et l'ancienneté du syndicat;*
« *L'attitude patriotique pendant l'occupation.* »

Ouf ! voyons donc les effectifs. Remarquez comme ce début est bien tourné, bien fignolé afin d'exclure toute nouvelle organisation syndicale née depuis la Libération. Il faut se rappeler qu'il fut une époque où seuls trois partis se partageaient le gâteau (oh ! pardon, je veux dire le pouvoir). Ils se croyaient les seuls, les vrais, les purs et, pour tout au moins l'un d'entre eux, presque les envoyés de Dieu.

YVERNEL.

(*Suite en page 2.*)

L'esprit de famille

Chacun sait que le père de notre père est notre grand-père. C'est en vertu de cette simple loi que Joseph Staline, père du peuple, se trouve être le grand-père de Maurice Thorez, fils du même. Et nous savons désormais pourquoi, au cours de la dernière, Maurice fut jusqu'à la fin, même pendant Stalingrad, absent des rangs des glorieuses armées alliées. Désireux d'assurer la continuité de la race, grand-papa avait enfermé fiston à la maison, de peur qu'on lui fasse un gros bobo.

LA PUCE

SOLIDARITÉ POUR LES GREVISTES D'AIMARGUES !

Nos camarades agricoles d'Aimargues sont en grève.

Face à leurs exploiteurs des plus rapaces, nos camarades sont certains de vaincre si la solidarité sur laquelle ils comptent est effective.

Leur espoir ne doit pas être déçu, pourtant la solidarité en leur faveur doit être organisée.

Les organisations et militants en possession de listes de souscription en faveur des grèves en cours doivent en faire parvenir le montant sans tarder au trésorier confédéral : René DOUSSOT, 9, avenue de la Porte-de-Clignancourt, Paris-18e. C.C.P. 5046-35 Paris.

Les fonds peuvent être également adressés directement au camarade : Elisée PERRIER, rue Clemenceau, Aimargues (Gard).

IL FAUT SOUTENIR NOS CAMARADES ET RAPIDEMENT.

B.D.I.C

nous ne l'abandonnons qu'après la victoire.

Si l'expérience du passé n'a pu vous en convaincre, vous le saurez sous peu.

C.N.T.-C.G.T.

Enfin, voici le contrat de travail qui fait l'objet de la discussion :

Contrat de travail

Les représentants des syndicats agricoles d'Aimargues, C.G.T. et C.N.T., en accord avec les propriétaires, ont établi le contrat suivant :

Article premier. — *En cas de conflit, toutes journées de grève seront payées au nouveau tarif.*

Art. 2. — *A partir du 1er mai 1950, le salaire horaire est fixé à 100 francs plus 14 litres de vin par semaine. Le vin sera de bonne qualité ; lorsqu'il sera constaté que certains employeurs donneront du vin de mauvaise qualité, les commissions ouvrière et patronale interviendront pour remédier à cet état de chose.*

Art. 3. — *Prime de 3.000 francs référence janvier. Dès que le Gouvernement prendra la décision d'étendre cette prime aux mois de février, mars et avril, les propriétaires seront tenus de la payer sans avoir à tenir compte du vin. Une prime mensuelle sera perçue par les ouvriers du 1er janvier au 31 avril.*

Art. 4. — *Les femmes percevront 80 % du salaire de l'homme et 10 litres de vin par semaine.*

Art. 5. — *Les ouvriers non-permanents percevront 15 % du salaire normal, et en cas de mauvais temps bénéficieront des mêmes avantages que les permanents.*

Art. 6. — *Toute journée sera payée aux ouvriers se rendant à la propriété par n'importe quel temps. Si, pour cause d'inondation et de neige, les ouvriers ne pouvaient se rendre à la propriété, la journée sera payée.*

Art. 7. — *Les ouvriers seront libres ou non de travailler les jours de fêtes religieuses.*

En cas de mise en chômage ce jour-là, les patrons devront payer la journée intégralement.

Art. 8. — *Les propriétaires s'engagent à conserver leurs effectifs actuels jusqu'à l'expiration du dit contrat.*

Art. 9. — *Les travaux salissants seront majorés de 15 % du salaire normal. Sont considérés comme travaux salissants : pyrale, poudrage, sulfatage, engrais, nettoyage des cuves et conducteurs de tracteurs, sinon vêtements et chaussures seront mis à la disposition de l'ouvrier employé à ces travaux.*

Art. 10. — *Un appartement propre avec cheminée sera mis à la disposition des ouvriers emportant leur panier.*

Art. 11. — *En cas de conflit, les ouvriers étrangers à la localité bénéficieront des mêmes avantages que les ouvriers locaux.*

Art. 12. — *Tout ouvrier occupé dans la propriété et travaillant avec des spécialistes les percevront les mêmes salaires que ceux-ci.*

Art. 13. — *Les congés payés devront être payés sur le salaire en cours et ne pourront servir de prétexte pour régler les journées de mise en chômage.*

Art. 14. — *En ce qui concerne le vélo, une indemnité de 2 francs par kilomètre sera payée à l'ouvrier à partir du 2e kilomètre du village. Les outils seront fournis par les employeurs ou l'ouvrier sera indemnisé.*

Art. 15. — *Pour le ramassage des sarments et la période des vendanges, les deux commissions fixeront le tarif.*

Art. 16. — *Les présentes conventions sont conclues de façon à garantir au salarié la sécurité de l'emploi pendant toute la durée du contrat ; si un renvoi est effectué en contradiction aux dites conventions, l'employeur sera dans l'obligation de payer six mois de salaire à l'ouvrier congédié. Les présentes conventions seront valables jusqu'au premier mai mil neuf cent cinquante et un et s'étendent à tous les employeurs du territoire d'Aimargues.*

Tous ces accords seront déposés au juge de paix de Vauvert pour faire force de loi.

En cas d'augmentation du coût de la vie, patrons et ouvriers s'engagent à se réunir pour apporter des modifications au présent contrat.

La lutte des travailleurs d'Aimargues doit recevoir l'appui de tous les syndicats de la C.N.T.

Nous savons qu'il ne manquera pas !

COMMUNIQUÉS DIVERS

(Sous cette rubrique nous insérons les communiqués des organisations qui soutiennent la C.N.T. Lesdits communiqués ne peuvent en rien engager la Confédération.)

VISITE A L'EXPOSITION D'ART MEDIEVAL YOUGOSLAVE

Le Mouvement Astatosyndicaliste organise le dimanche 21 mai 1950, une visite à l'Exposition d'Art Médiéval Yougoslave.

Il invite les travailleurs de la région parisienne à venir nombreux à cette exposition où il leur sera donné d'admirer de nombreuses fresques, icônes et sculptures.

Aucune autre visite ne pourra y être faite, cette exposition prenant fin le 22 mai.

L'entrée sera gratuite pour notre groupe.

Le rendez-vous est fixé à la sortie du métro Trocadéro, devant le Palais de Chaillot, à 9 heures du matin.

LE ZERO ET L'INFINI D'ARTHUR KŒSTLER

tel est le sujet que traitera le camarade TRENCOSERP

à la réunion qui aura lieu le samedi 3 juin, à 20 h. 30, Chope du Combat, salle du sous-sol (métro : Colonel-Fabien), sous l'égide du M.A.

Invitation cordiale à tous.

De même, le samedi 10 juin, au même endroit et à la même heure,

BOUCOIRAN et THERSANT traiteront

pour les camarades SYNDICALISTES les sujets suivants :

le premier,

CE QUE DOIT ETRE MAINS ET CERVEAU

le second,

LE SYNDICALISME DOIT AVOIR DEUX POINGS POUR SE BATTRE

Le syndicalisme ne peut pas être neutre !

(Suite de la première page.)

Dans l'esprit de Pelloutier, le Syndicat est nécessairement l'organisme dans lequel se retrouvent les travailleurs parce qu'ils sont tels, et cela doit aboutir nécessairement à leur faire comprendre que toute la question sociale tourne autour de ce fait, que personne à leur place, aussi bien intentionné soit-il, et aussi respectables que soient ses postulats idéologiques s'il en a, ne peut orienter mieux qu'eux-mêmes leur action.

Mais il n'a jamais été dans l'esprit de Pelloutier que ce syndicalisme-là devait être neutre.

Tout au contraire, lui et ses continuateurs ont toujours combattu ouvertement, drapeau déployé, les forces de régression sociale, quelles que soient les méthodes hypocrites dont elles se couvraient.

Et il suffit d'observer la nature des dangers qui menacent ou font obstacle à l'émancipation vraie de la classe ouvrière pour constater immédiatement que le syndicalisme — mouvement naturel des travailleurs, mouvement qui a pour but, ainsi que l'étymologie du mot l'indique, d'instaurer une société basée sur la justice — doit nécessairement lutter contre la politique des partis, qui veulent atteindre au pouvoir, puisque le pouvoir est l'instrument de domination et d'exploitation d'une classe de privilégiés sur celle de ceux qui produisent les richesses sociales.

Cela est contenu absolument dans la pensée de Pelloutier. Cette absence de neutralité sur ce plan entraîne nécessairement une prise de position qui rejette, elle aussi, toute neutralité envers ceux qui croient avoir un rôle dirigeant à jouer sur les organisations syndicales. C'est de là qu'est née la notion de l'indépendance absolue et intransigeante du syndicalisme.

Et cette notion de l'indépendance absolue du syndicalisme envers tout ce qui lui est étranger est tellement ancrée dans l'esprit des travailleurs que tous ceux qui vont contre sont d'avance voués à l'échec.

Les plus colonisées de toutes les centrales sont elles-mêmes dans l'obligation de l'inclure dans leurs statuts et d'accomplir des prodiges d'acrobatie pour justifier devant leurs adhérents de son respect.

C'est ainsi qu'au dernier Congrès bolchevik, lorsque fut donnée la liste des membres du Comité Central, on fit remarquer aux congressistes que si Frachon et Monmousseau ne sont pas membres de ce Comité Central, c'est qu'ils en sont empêchés par les statuts de la C.G.T., en conformité avec le principe d'indépendance. En d'autres temps, une telle déclaration aurait soulevé une tempête dans la C.G.T., et Frachon et Monmousseau auraient été « vidés » manu militari des sièges syndicaux.

Aujourd'hui cette combativité s'est émoussée : on se contente du respect de la forme, non de l'esprit. Autrefois, on laissait la politique au vestiaire, de fait, non du bout des lèvres. Il faut revenir à ces saines méthodes.

Il est évident qu'on n'y peut revenir si on admet le principe de la neutralisation syndicale. Le mouvement syndical est nécessairement un mouvement d'action. L'action c'est la lutte. La lutte n'est jamais neutre.

Foin donc de cette émasculation que l'on veut imposer à l'organisation syndicale.

Que les syndiqués prennent le taureau par les cornes. Et qu'ils frappent dur sur tous ceux qui veulent s'emparer du syndicalisme.

A propos des Conventions Collectives

(Suite de la 1re page.)

C'est pour cela qu'ils pensèrent d'abord aux effectifs, cela mettait en présence seules la C.G.T. et la C.F.T.C.

Deuxième point : l'indépendance. Diable ! comment expliquer celle-ci? surtout à l'heure actuelle. Qui donc pourra prouver que la C.G.T. n'est pas d'obédience communiste? La C.F.T.C. d'obédience catholique? La F.O. d'obédience socialiste?

Interrogez n'importe quel travailleur : tous, tous vous diront de qui dépend tel ou tel syndicat. Nul n'omet de donner une étiquette au cégétiste, au C.F.T.C-éiste, au F.O-iste, au C.T.I-ste, à la C.N.T. même.

Pour tous, le premier ne peut être que communitse, le second radical M.R.P-iste, le troisième socialiste, le quatrième gaulliste et le cinquième anarchiste, n'est-ce pas vrai ?...

Plus un ouvrier ne peut maintenant voir un syndiqué sans lui accoler immédiatement une de ces étiquettes. Voilà où nous en sommes, *voilà où réside le mal* et c'est pourquoi toutes les centrales syndicales se donnent comme indépendantes.

Troisième point : les cotisations. Bigre ! que viennent faire céans celles-ci? Je ne vois pas! Au fait, peut-être les ministres préfèrent-ils les délégations qui viennent en voiture de maître à celles qui viennent en métro?...

Quatrième point : l'ancienneté et l'expérience. Ce point revient en fait au premier, et il a servi à la reconnaissance de F.O. grâce à la triste figure du sieur Jouhaux, le plus ancien et combien expérimenté du « syndicalisme ». Il a, depuis longtemps, donné ses preuves de fidélité au capitalisme.

Quatrième point : l'attitude patriotique pendant l'occupation. Ne remuons pas la vase ! Peut-être, je dis peut-être, car l'on ne sait jamais, la C.T.I. pourra-t-elle s'en servir? Vous voyez déjà que, seul, cet article est copieux et peut prêter à beaucoup d'interprétations; il s'agit donc d'essayer de l'éclaircir, si vous le pouvez, évidemment !

Après, il y a l'article 31 *w* où « il est institué une commission supérieure des conventions collectives, celle-ci est composée de quinze représentants des travailleurs répartis *obligatoirement par un décret* entre toutes les organisations syndicales nationales les plus représentatives, quinze représentants des employeurs, trois représentants des intérêts familiaux désignés par l'Union Nationale des Associations familiales ».

Depuis la semaine dernière, cette commission siège, vous en connaissez les résultats. Désaccord sur le minimum vital, désignation d'une sous-commission.

En fin de compte, c'est le gouvernement qui fixera lui-même ce minimum.

Arrêtons-nous ici, nous verrons prochainement ce que doit être la Cour supérieure d'Arbitrage.

Lorsque nous disions que les conventions collectives sont la voie de garage vers laquelle on veut diriger la classe ouvrière, avions-nous tort ? Lorsque nous disions qu'elles faisaient perdre aux travailleurs l'habitude de l'action sans laquelle on n'obtient aucun résultat et les font se tourner vers des solutions de paresse, comme de la loi, était-ce faux?

Vous qui avez vécu les mouvements de février-mars, que pensez-vous de la loi? Dites-nous si les conventions collectives ne sont, ne seront pas un leurre. Les juristes, les bureaucrates syndicaux ignorent tout de notre existence précaire.

A nous d'éveiller, de réveiller les esprits engourdis par la politique du moindre effort. Seule l'action paie, seule l'action directe est rentable, nos anciens le comprenaient mieux que nous.

Solidarité aux grèves en cours

SOMMES REÇUES

DU 26 MARS AU 13 MAI 1950

Ramiste (Sainte-Croix), 90 francs ; Fassati, 300 ; U.L. Palaiseau, 500 ; Elisée Perrier (Aimargue), 1.000 ; Permanence Paris, liste n° 272, 1.450 ; Techniciens O.P.I.C. (Paris), 1.250 ; P.T.T. Paris, 1.500 ; Transports Paris, 700 ; Section O.P.I.C. Paris, 400 ; U.L. Toulouse, de la part de la Libre Pensée toulousaine, 600 ; Métaux Paris, liste n° 261, 400 ; Section S.P.I.G. Paris, 600 ; Dugne Rémy (Thiers), 500 ; Léger (Maisons-Alfort), 500 ; Permanence Paris, liste n° 285, 700 ; Doukhan Alger, 900 ; Métaux Paris, 5.000 ; S.U.B. Paris, 2.000. Total de la présente liste : 18.390 francs.

DANS NOS RÉGIONS

Chez les commis d'agents de change

Nous devons signaler un cas qui, s'il n'est pas unique par son triste caractère, n'en constitue pas moins un scandale des plus éhontés dont vont être victimes les exploités parmi les agents de change de Paris.

On parle tout bonnement de licencier 25 % du personnel comme conséquence de l'adoption de la mécanographie dans certains services.

Dans cette corporation, bon nombre de commis ont une moyenne de vingt, vingt-cinq années et davantage de présence. Ils ont travaillé avec l'espoir de finir leurs vieux jours à peu près paisiblement. Mais ils vont être jetés sur le pavé. Ce sont des chômeurs, sans doute à perpétuité..., car, tenant compte de leur âge, peu de débouchés leur seront offerts, et leur situation devient une impasse.

Il est indispensable de définir la position de chacun. Parmi les agents de change, deux catégories :

— L'exploiteur : agent de change, qui prend, à l'aide de commanditaires, une charge. Après un stage relativement court, il achète châteaux, fermes, immeubles, car il ne faut pas oublier que l'agent de change est un officier ministériel, donc nanti d'un monopole;

— L'exploité : le commis qui trime — selon la règle commune — et dans beaucoup de cas doit avoir recours à des petites « combines » (jouer à la Bourse, par exemple) pour essayer de se faire un complément de salaire qui lui permette de vivre. Son action au travail permet à « la charge » de se constituer des réserves auxquelles, bien entendu, il n'a pas droit, mais que les commanditaires et l'agent se partagent en fin de compte, lorsque ce n'est pas tout simplement le patron qui, en quittant ses fonctions, les empoche.

Cette situation lamentable étant ainsi définie, camarades, ne la laissez pas s'aggraver. Exigez de garder au moins le peu que vous avez. Refusez d'effectuer des heures supplémentaires et demandez plus énergiquement que jamais la réduction des horaires de travail qui permettra de s'opposer à de nouveaux abus !...

■

A LA CHAUDRONNERIE D'ISSY

TROP DE RIGIDITÉ NUIT

A la première élection, trois syndicats présentent des délégués. Sont élus : 1 autonome, 1 C.N.T. La C.G.T. conteste le vote vu le manque d'isoloir.

Deuxième élection : 1 C.G.T., 1 C.N.T. élus. Recontestation du vote par la C.G.T., sauf pour les suppléants.

Troisième élection : 1 C.G.T., 1 C.N.T., mais il y a eu erreur, paraît-il, dans le dépouillement.

Quatrième épisode, mais, avant ce quatrième vote, la section C.N.T. fait une assemblée pour dénoncer la mauvaise foi des cégétistes.

De ce fait, les délégués C.G.T. se retirent et la C.N.T. a 2 délégués titulaires et 1 suppléant l'autonome passe en suppléant.

Pourquoi donc la C.G.T. n'a pas écouté les copains pour faire front contre l'autonome ? La haine contre la C.N.T. est vraiment tenace, ne nous en plaignons pas, car c'est grâce à celle-ci que nous avons triomphé.

La Section syndicale
Chaudronnerie d'Issy.

Rencontre avec deux militants

Les voyageurs exercent toujours un charme sur ceux qui les reçoivent. Ils apportent du nouveau et souvent un peu d'inconnu. J'avoue n'avoir pas échappé à cette impression lors de la venue de nos camarades V. Nan et Samson, à Lyon, pour participer à notre meeting du Premier Mai.

Deux militants ! Deux hommes, dans toute la force du terme. Nan, grisonnant, est un syndicaliste de longue date, un théoricien éprouvé. Il a vécu les grandes espérances et aussi les vicissitudes du mouvement ouvrier et malgré les échecs, les obstacles quelquefois insurmontables, il est resté fidèle, à travers vents et marées, à l'idéal du syndicalisme révolutionnaire. Il nous explique, en un langage dépouillé de fioritures, les crises du syndicalisme, dont la première date de 1913, c'est à partir de ce moment, pense-t-il, que celui-ci a commencé de s'enliser dans un réformisme fatal. Aujourd'hui, il faut reprendre confiance et, en l'écoutant, devant cette volonté calme et sereine, on en conçoit la nécessité. Les doutes, les luttes intérieures de conscience s'évanouissent. On se prend même à entrevoir avec sérénité le « monde nouveau » que nous a si bien défini P. Besnard, on le considère — non plus comme une utopie qui deviendra réalité à longue échéance ou comme une audacieuse anticipation — mais une réalité très prochaine.

Jeune militant, j'ai été frappé par la vigueur d'esprit de Nan. L'homme a vieilli, mais l'esprit est resté jeune et vif et l'enthousiasme — quoique assagi et raisonné — demeure intact. Nous sommes quelques-uns à Lyon qui sommes neufs dans la C.N.T.; je ne crois pas me tromper en affirmant que la plupart ont ressenti ce sentiment face à ce courageux et tenace camarade.

Pour Samson, il en est autrement. Plus jeune — d'âge et dans le mouvement — que Nan, son enthousiasme est ardent, d'un calme débordant, cependant pas plus communicatif. Il a moins de « métier », mais il lutte avec autant d'énergie et parvient au même résultat : faire sentir ce qu'il expose.

Alors que Nan avait présenté le Premier Mai d'une façon plus idéologique, en dominant le sujet, Samson, lui, par des arguments concrets, plus près de la réalité quotidienne, a su faire vibrer son auditoire et cela sans effet oratoire, sans recherche dialectique.

A l'issue de la réunion, alors que nous nous retrouvions seuls, je pus apprécier davantage, dans une conversation, à bâtons rompus, la conviction pénétrante qu'il a dans le syndicalisme révolutionnaire. L'impression de tous les camarades est que Samson est bien à sa place à la propagande. Nous espérons le revoir souvent à Lyon.

Je me plais à souligner que notre meeting du Premier Mai a contribué — par la présence de ces ardents défenseurs de la pensée syndicaliste — à galvaniser les bonnes volontés de notre section et a permis à quelques vieux militants de retrouver le sourire et d'envisager l'avenir avec optimisme.

La Région est en ébullition, la réorganisation va bon train. Conscients de la tâche qui nous a été confiée, nous sommes persuadés que, par notre cohésion, notre esprit d'équipe, nous redonnerons à la C.N.T. la place qu'elle mérite dans l'esprit des masses laborieuses.

Certes, des difficultés nous attendent, de nombreuses questions nous sont un souci légitime. Malgré cela, notre moral n'en sera pas entamé pour autant. Par notre ténacité, nous devons arriver — non pas à imposer notre conception du syndicalisme — nous sommes adversaires de l'autoritarisme — mais à la faire respecter pour qu'elle s'impose d'elle-même par la logique implacable des faits.

Cette rencontre avec nos deux militants « voyageurs » aura été riche d'enseignements. Elle ne doit pas rester ; *elle ne restera pas* sans lendemain.

FRANLUC.

FORMES MODERNES

Il est certain que l'impérialisme a surgi du développement du capitalisme libéral, de son régime concurrentiel. La concentration des capitaux au bénéfice de quelques banques importantes, aux ramifications s'étendant partout sur le globe, a hâté la formation des cartels, des ententes industrielles, des konzerns et des trusts. Disposant de quelques centaines de milliards provenant de l'épargne, des dépôts et de l'usure, par des investissements dans les grandes et moyennes entreprises à court de réserves ou à l'actif chancelant, elles purent orienter l'activité de celles-ci, les contrôler à tous les points de vue, imposer un partage du marché.

A la concurrence s'est substitué le dirigisme des cartels nationaux et internationaux, du capital financier, limitant ou accroissant la production pour maintenir les cours hautements rentables, rançonnant le consommateur et, par la coalition industrielle et des banques, faisant plier ou crouler les affaires qui se refusaient aux exigences des monopoles.

Cependant, s'il est vrai qu'une concentration des capitaux s'est faite rapidement depuis le début du XXe siècle, il n'est pas exact, comme l'affirma Lénine, qu'une concentration industrielle fut parallèlement réalisée sous l'impulsion des banques maîtresses des principaux secteurs économiques.

Les guerres qui ont ravagé le continent deux fois en vingt-cinq ans, avec les perturbations qu'elles ont provoquées dans les économies nationales, sont des facteurs d'éclatement pour les concentrations industrielles. Sous la pression des nécessités nées de la belligérance, de nouvelles et quelquefois petites entreprises voient le jour, des fortunes s'effondrent, de nouvelles apparaissent, et s'échafaudent. Au cours de la dernière guerre, grâce à la pénurie, où l'ingéniosité suppléait avantageusement les connaissances universitaires et commerciales, l'exploitation artisanale, la petite entreprise et les petits commerçants se sont singulièrement multipliés. Que les deux premières catégories soient en partie tributaires des grandes firmes, c'est une réalité visible. Mais leur extension prouve que les postulats schématiques du marxisme sont infirmés par les faits.

⁂

L'impérialisme, comme toutes choses ou comme tout phénomène, s'est transformé. Ses formes de conquête, de pénétration, ont changé. Pour assujettir les territoires étrangers ou lointains contenant les matières premières indispensables à l'approvisionnement des industries nationales, ainsi que ceux pouvant servir de débouchés à l'écoulement de sa production excédentaire par rapport aux possibilités d'achat de ses salariés, l'impérialisme usa d'abord de la violence, de la force armée comme politique de pénétration ; ce fut l'époque du banditisme colonial. Cette atteinte brutale à l'indépendance nationale amena en contre-partie, aussi bien par le despotisme, la brutalité permanente que par l'édification d'entreprises pour l'exploitation des richesses du sol et leurs transformations quelquefois, un courant de dignité nationale, une volonté d'indépendance.

Ensuite, et encore maintenant, sa politique prend un autre aspect. L'essentiel, pour lui, c'est plus la mainmise sur les sources de matières premières et sur les secteurs économiques vitaux que l'organisation d'expéditions militaires de conquête. L'acquisition d'influence par cette dernière méthode est d'autant plus inefficace et dangereuse que le monde est partagé — provisoirement — en sphères satellites et que la convoitise dégénérerait inévitablement en conflagration.

L'impérialisme est donc devenu pacifiste. Ce qu'il ne peut obtenir par le meurtre et par le canon, les banques pour l'exportation des capitaux, l'acquièrent.

Les Américains convoitaient, par exemple, depuis longtemps, l'Afrique du Nord « protégée » par la France. Non pas pour émanciper les fellahs et les meskines, mais parce qu'ils soupçonnaient la présence du pétrole. Par une série de combinaisons diplomatiques et financières, ils ont atteint le but qu'ils recherchaient puisqu'ils viennent d'obtenir une zone de prospection et d'exploitation éventuelle. Cet événement aura inéluctablement une répercussion sur la vie sociale nord-africaine par l'orientation économique et politique à laquelle elle devra se conformer. Les banques françaises, anglaises et américaines s'étant partagées le sol pour cet objet, les véritables maîtres ne sont plus les plus ou moins gouverneurs falots délégués là-bas par le gouvernement français, mais bien la finance internationale.

La caractéristique véritable de l'impérialisme de notre époque c'est l'assujettissement des nations ou peuples faibles, économiquement arriérés, par la dépossession de leurs richesses naturelles au profit des groupes financiers qui ravagent le monde ou au profit de l'Etat qui les remplace.

⁂

Dans les Etats capitalistes à caractère libéral, la politique de ceux-ci n'est pas homogène. Elle est sujette à des variations provenant des contradictions internes, des oppositions d'intérêts entre les groupes autonomes et les fractions monopolistes. Mais là où règne le capitalisme d'Etat il en est autrement. L'industrie découpée en trusts verticaux, le monopole des opérations bancaires et du commerce extérieur donnent à l'Etat des moyens gigantesques pour parvenir à ses fins en matière de politique étrangère. Sur son ordre, les relations cessent ou prennent plus d'ampleur, selon les besoins de la cause du moment. Dans un cas comme dans l'autre, tout concourt à l'établissement de liens de subordination.

BULLETIN D'ABONNEMENT

au « Combat Syndicaliste »

Je soussigné,

NOM .....

Prénoms .....

demeurant .....

.....

déclare souscrire un abonnement de (1) .....

au « Combat Syndicaliste ».

Le .....

SIGNATURE

Envoyez les sommes au C.C.P. PARIS 7497-93
Y. RICHAUD, 20, Rue Sainte-Marthe, PARIS-Xe

(1) 12 numéros : 110 fr. - 24 numéros : 215 fr. - 48 numéros : 420 fr.

B.D.I.C

ET NOS SYNDICATS

LE PREMIER MAI A NICE

Cette journée à laquelle nous avons été invités à participer sous la tutelle d'une organisation syndicale qui n'a pas toujours défendu la classe ouvrière de ce pays, invités, dis-je, par le Mouvement Populaire des Familles dans un but noble, certes, mais se refusant à avoir comme ce mouvement l'attitude du « chien de l'Evangile », revenant à ce qu'il avait vomi, c'est-à-dire après avoir violemment été pris à parti par le secrétaire de l'Union départementale de la C.G.T. des Alpes-Maritimes, Andrieux, et être traité de provocateur et de fasciste pour avoir diffusé un tract appelant la population et les ménagères à l'action directe et dénoncé l'attitude des bonzes syndicaux, attitude qui a valu au secrétaire du mouvement d'être traduit par le gauleiter départemental (lisez : préfet) devant le tribunal, nous ne voyons pas la nécessité, même sous prétexte de l'unité, de la participation de notre Centrale à un tel Cartel.

Aussi, et en accord avec notre dernier Congrès, les cénétistes, toujours unitaires à la base, sont descendus dans la rue en cette journée pour une large diffusion du journal confédéral.

Etant pauvre financièrement et l'aubaine d'avoir une salle gratuite, comme ce fut le cas pour un Premier Mai passé, où le camarade orateur de Paris nous a fait défaut, nous n'avons pu envisager une réunion en salle.

Aussi à quelques camarades, sommes-nous allés par la ville apporter, par la parole, la diffusion de nos principes.

A savoir que :

1° Le Premier Mai est et demeure une journée internationale revendicative des travailleurs;

2° L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ;

3° L'égalité sociale et économique ayant pour résultante la disparition du salariat et du patronat, doit aussi être la résultante : de chacun suivant ses forces, à chacun suivant ses besoins;

4° Alors seulement la paix sera sur la terre.

***

Nous avons enfin constaté un grand nombre de travailleurs désabusés par toutes les trahisons des pontifes confédéraux et le bouquet nous est venu de Jouhaux mangeant à la table de Auriol et Régnier de Monaco.

Ces travailleurs doivent être comme nous, optimistes, faire la part du passé et de l'avenir et songer que la journée de huit heures, réclamée depuis le Congrès International de 1889, n'a été concédée en France par Clemenceau qu'en 1918.

Que la semaine des 40 heures, pour laquelle des camarades ont été matraqués, brutalisés, tués en 1936 et avant n'a été accordée que sur l'intraitable action révolutionnaire des travailleurs.

En conséquence, la C.N.T. appelle tous les travailleurs dignes de ce qualificatif de venir soutenir le levain de la pâte syndicaliste que ces militant représente et, ensemble, forger de nos seules mains le bonheur et la prospérité.

L'après-midi, une sortie champêtre a rallié tous les hommes épris de liberté, révolutionnaires, syndicalistes, libertaires, hommes libres sans parti et une collecte a été effectuée en vue du soutien et de l'obtention de la libération des hommes emprisonnés, appartenant à la classe ouvrière, et qui meurent dans toutes les prisons de tous les gouvernements du monde, pour qui nous ne pouvons avoir que du mépris et de l'abjection, que ce soit notre pays, l'Angleterre, l'Amérique, la Russie, dite socialiste, ou l'Espagne dictatoriale, en passant par la Bulgarie et les autres Etats totalitaires, y compris celui de Tito.

Le Secrétaire de la C.N.T. de Nice :

A. PALLANCA.

N.-B. — Journal, timbres, brochures. Pallanca Antoine : 2, rue Joseph-Layet, Villeneuve-Loubet. Etablissement Michel, Nice, de 12 à 13 h. 30.

COMMUNIQUES

TRÉSORIER CONFÉDÉRAL
René Doussot, 9, avenue de la Porte-de-Clignancourt, Paris (18e). C.C.P. 5046-35.

COMITE CONFEDERAL NATIONAL

Dimanche 11 juin 1950, toute la journée, à Paris. Ordre du jour et lieu par La Liaison.

C.A. CONFEDERALE

Lundi 22 mai, à 20 heures, au siège Ordre du jour important.

COMITE DE REDACTION

Ce soir, vendredi 19 mai, à 20 h. 45, salle coopé A.T.A. Sont spécialement convoqués : Rotot, Yvernel, Douillet, Fontaine, Morel, Boucoiran, Juhel, Jacquelin, Coutelle, Fernand Marchal.

Fédération Industrielle des Métaux

Il est rappelé que toutes commandes de matériel (tracts, action directe, papillons), doivent être demandées à la F.I.M., 39, rue de la Tour-d'Auvergne-IXe. Ne pas oublier de vous acquitter de vos dettes vis-à-vis de la F.I.M. Retenez l'adresse du C.C.P. : Yvernel Georges, 16, rue du Commerce, Paris-XVe. C.C.P. 243-69 Paris.

F.T.R.
Permanence tous les jeudis, 32, rue de la Tour-d'Auvergne.
Trésorière: Lavigne Roger, 1, rue des Venêts, Pontoise. C.C.P. 6701-99 Paris.

2e U.R.

SYNDICAT INDUSTRIEL DES METAUX

Assemblée générale le samedi 20 mai, à 14 h. 30, « Au Pavillon », 65, boulevard de la Villette.

Une permanence se tiendra au siège social, LE SAMEDI de 16 heures à 19 heures.

SYNDICAT GENERAL DES TRANSPORTS

L'ASSEMBLEE GENERALE du syndicat se tiendra le DIMANCHE 21 MAI 1950, à la salle de LA SOLIDARITE, 15, rue de Meaux, à 9 heures. (Métro : Colonel-Fabien.)

SYNDICAT UNIFIÉ DU BATIMENT

L'Assemblée générale du Bâtiment se tiendra le dimanche 21 mai 1950 à la Chope du Combat, 2, rue de Meaux, métro : Colonel-Fabien.

Il est rappelé aux compagnons du S.U.B. que la permanence est assurée tous les jours de 9 heures à 12 heures, 13 heures à 17 h. 30. Et que l'on peut se mettre à jour en utilisant le C.C.P. : 6261-16, Paris, Arondel Maurice, 100, rue Doudeauville, Paris 18e. Ce mode d'envoi sera moins onéreux que les déplacements qui reviennent fort cher.

Le Trésorier,
ARONDEL.

PERMANENCE BOIS-AMEUBLEMENT
19, rue Faidherbe, café « La Source », à 18 h. 30, tous les mercredis.

U.L. Suresnes-Puteaux
Tous les quatrièmes vendredis, salle de la Justice de Paix, à Suresnes, à 18 h.

Livre-Papier-Carton
Premier et troisième samedis, de 14 h. 30 à 18 heures.

P.T.T.
Deuxième et quatrième dimanche à 9 heures. Permanence lundi de 18 à 20 heures.

Textile-Habillement
Tous les samedis de 14 à 18 heures.

Services Santé
Lundi de 17 à 19 heures.

Bois-Ameublement
Mercredi, à 18 h. 30, rue Faidherbe, Paris-11e (métro Faidherbe-Chaligny).

Cuirs et Peaux
Lundi à 18 h. 30, au siège.

H.C.R.C.
Lundi à partir de 15 heures.

U.L. Argenteuil
Tous les deuxièmes dimanches de chaque mois, avec la présence d'un délégué du Bâtiment et des Métaux.

U.L. Nanterre
Premier dimanche, café «Chez Paulo», rue Paul-Doumer (impasse de la Gare), de 10 à 12 heures.

Suresnes-Puteaux
Tous les 4e vendredi, salle de la Justice de Paix, à Suresnes, à 20 h. 30.

U.L. Colombes
La permanence de l'Union locale de Colombes a lieu les 1er et 3e dimanches de chaque mois, de 11 heures à midi, au Café de la Mairie, 20, rue Henri-Barbusse.

Goussainville
Les deuxième et dernier dimanche du mois, 10 à 12 h., Hôtel de France, Ferme des Noues.

Versailles
Permanence de l'U.L. les deuxième et quatrième dimanche du mois, café «Chez Hélènes. 23, rue Montbauron, 10 à 12 h.

GROSLAY
Tous les dimanches, 10 à 12 heures, 55, rue de Montmorency, Groslay.

■

Saint-Germain-en-Laye, Poissy et environs
Réunion générale tous les deuxièmes dimanches du mois à 10 heures : 51, rue A.-Bonnenfant, à Saint-Germain.

Le camarade Fernand Marchal étant désigné comme trésorier à la IIe U.R., tous les fonds concernant cette Région doivent être adressés à Marchal Fernand, 8, avenue Jean-Aicard, Paris (11e), au compte C.C.P. 7381-00, Paris.

Chatou-Croissy et environs
Premier samedi du mois, salle Hôtel des Nations, à Croissy, à 20 h. 30.

Rueil-Bougival et environs
Tous les jours, de 19 à 20 h. 30, chez Carde R., 5, quai Boissy-d'Anglas, Bougival.

P.T.T.
Réunions les deuxième et quatrième dimanches du mois, de 9 h. 30 à 11 h. 30, au siège de la Confédération.

■

4e U.R.

Commentry
Pour tout ce qui concerne l'union locale, adresser toute correspondance à L. Malfant, boulevard Ramboura, Commentry.
Pour *Saint-Eloy-les-Mines* et *Montluçon*, prière de prendre contact à l'adresse ci-dessus indiquée.

U. L. DE CLERMONT-FERRAND
L'U.L. tient une permanence chaque samedi de 20 h. 30 à 22 heures au 9 de la rue de l'Ange.

■

5e U.R.

Pradier, 24, rue de l'Etoile, Nîmes (Gard).

U.L. Albi
Salvetat, 21, rue de la Rivière, Albi.

LA GRAND COMBE

Permanence tous les jours, de 16 h. 30 à 18 h. 30, 10, rue Anatole-France. Pour adhésions, cotisations, renseignements, librairie, presse, s'adresser à cette permanence.

■

6e U.R.

UNION LOCALE DES SYNDICATS DE TOULOUSE

L'Union Locale des Syndicats communique à tous ses adhérents et sympathisants qu'ils trouveront le « Combat Syndicaliste » en vente aux kiosques de la place Wilson et kiosques de la place du Capitole. Ainsi qu'aux permanences syndicales de la Maison des Syndicats au cours Dillon, Toulouse (H.G.). Vente à la criée du journal au marché Saint-Sernin.

Le secrétariat de l'Union Locale avise tous les camarades adhérents et sympathisants qu'ils peuvent venir se documenter à la Bibliothèque Confédérale de la Maison des Syndicats au cours Dillon.

Vous y trouverez tous les livres et journaux, avec la salle de lecture. Ouvert tous les jours de 19 heures à 23 heures, les samedis de 15 heures à 23 heures, dimanches de 10 heures à 23 heures.

S.U.B. Toulouse
Assemblées générales mensuelles premier dimanche du mois. Permanence tous les jours de 18 h. 30 à 20 heures ; samedi de 16 à 19 heures ; dimanche de 9 à 12 heures. Les adhérents, sympathisants, peuvent retirer le C. S., Maison des Syndicats, cours Dillon.

Cuirs et Peaux Toulouse
Tous les jeudis de 18 à 19 h. 30. Dimanches de 10 à 12 heures. Cours Dillon.

■

XVIIe U.R.

Le Bureau de la 17e U.R. se réunit tous les jeudis à 20 h. 30, au siège social, 60, rue Saint-Jean.
Ces réunions sont élargies aux militants.

■

19e U.R.

JEUNESSES SYNDICALISTES REVOLUTIONNAIRES DE MARSEILLE

Le groupe de jeunes est formé. Il se réunit tous les dimanches à 10 heures du matin, à la salle 5, vieille Bourse du Travail, 13, rue de l'Académie, Marseille.
Venez avec nous œuvrer fraternellement dans une ambiance de jeunesse et de liberté.

Le Secrétaire,
Serge TERRAR.

L'insalubrité dans les ateliers de polissage

Dans le numéro de février du Syndicat des Métaux Force Ouvrière *de la R.P., parmi les annonces publicitaires pour négociants — c'est tout à fait symbolique ! — sous la signature d'un polisseur anonyme — le courage est une vertu encore assez rare — est paru un article concernant la corporation. Il n'y a là rien que de très naturel, mais cependant les arguments employés sont tellement fallacieux, la spéculation de noms de vieux militants, qui n'ont jamais eu quelque chose de commun avec le syndicalisme de râtelier, ni aucune sympathie pour le capitalisme à participation syndicaliste, sont suffisamment écœurants pour que nous relevions les propos de notre bonhomme anonyme.*

Il est vrai que les ateliers de polissage, particulièrement ceux des façonniers, souffrent d'un manque d'hygiène. Les aspirateurs font le plus souvent défaut ; les poussières agissent mécaniquement sur les organes respiratoires des « compagnons », provoquant à plus ou moins longue échéance la silicose.

De plus, elles envahissent les vestiaires — quand on peut appeler ainsi l'endroit où l'on change de vêtements — les maintenant en état de saleté constant, souillant tout ce qui s'y trouve.

Il y a eu du progrès dans les installations de chromage, mais là encore, notamment chez les petits trafiquants de sueur, de nombreuses réformes sont nécessaires.

Mais cette description n'est pas nouvelle. Depuis longtemps, l'auteur de ces lignes l'a exposé. La règle de conduite a toujours été d'agir dans le sens des améliorations et d'inviter ses camarades de travail à en faire autant. Pourquoi rien de positif n'en est résulté ? C'est ce que nous allons examiner.

La loi du 10 juillet 1913 prévoit tout un dispositif pour rendre salubres les ateliers qui ne le sont pas ; appareils de captation des poussières, travail des femmes et des apprentis, vestiaires, lavabos, déjeuner sur le lieu de travail, etc. Cette loi, malgré trente-sept ans d'existence, n'a jamais été respectée. Les causes sont simples à comprendre ; il s'est agi, pour les politiciens de l'époque, de donner apparemment satisfaction aux revendications ouvrières et de conserver des positions électorales. De cette contradiction est née l'impuissance délibérée de l'Etat pour faire appliquer la loi en question. Ce que le législateur accordait pour calmer le mécontentement de certaines couches ouvrières, le même, en tant que ministre, faisait en sorte que ses services ferment les yeux sur les cas de violation. En effet, l'application du Code du Travail est confiée à un corps spécial de fonctionnaires, d'une moralité douteuse, qui intervient selon les instructions du ministère dont ils dépendent. Or, à tout moment, depuis 1913, les inspecteurs ont eu des pouvoirs limités, leur enjoignant d'agir avec circonspection, sans rigueur. C'est ainsi qu'en 1924, par exemple, sous le ministère Herriot, une circulaire du ministre du Travail donnait pour instructions aux inspecteurs relevant de son exercice de se contenter de la bonne volonté des employeurs en matière de ventilation et d'aspiration des poussières : la présentation d'un plan ou devis d'installation en était l'indice et suffisante pour annuler les pouvoirs d'action de l'inspecteur.

De nos jours, rien n'est changé. L'inspection est autant désarmée, mais avec la différence que la conscience professionnelle des inspecteurs a sérieusement évolué. Personnellement, il m'est arrivé d'entendre de l'organe de quelques-uns d'entre eux un langage identique à ceux des patrons pour justifier la carence de ces derniers, en ce qui concerne l'hygiène industrielle.

Or, ce que propose F.O., c'est de recourir à des méthodes condamnées par la vie et par l'expérience. A quoi servirait-il de demander au patronat de respecter un texte légal qu'il veut ignorer ou de faire antichambre dans un ministère qui, pour des mobiles électoraux, fera tout pour le rendre inopérant.

Il y a une autre action à entreprendre ; elle relève davantage de la conscience ouvrière que de la diplomatie.

Mais puisque notre anonyme invite les polisseurs à rejoindre F.O., « centrale libre de toute emprise politique », libre comme Bouzanquet l'était d'être capitaliste et secrétaire confédéral de F.O., nous nous proposons de voir, dans un prochain article, ce qui a été fait pour introduire l'hygiène dans les ateliers de polissage, dans quelles circonstances, comment et pourquoi ce fut un échec.

R. E. DOUART

PRISONS DE FEMMES

par Frederica MONTSENY.

PRISONS DE FRANCE. — PRISONS D'ESPAGNE. — CAMPS DE LA MORT EN ALLEMAGNE.

Le martyre des femmes antifascistes dans les prisons de France sous Vichy; dans les prisons de Franco, en Espagne, et aux camps de la mort, en Allemagne.

Traduction et préface de Vida Esgleas-Montseny.

Bientôt apparaîtra l'édition française de ce volume qui a obtenu un vif succès en espagnol. Témoignages émouvants de ce qui a été la contribution féminine dans la lutte contre le fascisme, recueillis par une femme qui fut elle-même prisonnière politique.

100 francs l'exemplaire, à la Librairie confédérale.

DE L'IMPERIALISME

Ce qui distingue l'impérialisme d'essence libérale de l'impérialisme du capitalisme d'Etat, ce n'est pas le contenu de la politique que mène l'un ou l'autre, mais la forme avec laquelle elle s'exerce. Là, c'est au nom de la libre entreprise, du développement de la civilisation ou de la mise en valeur des richesses nécessaires à l'humanité ; ailleurs, c'est pour élever les peuples à l'indépendance nationale, à faciliter leur accession à un niveau industriel compatible à leurs besoins. Mais, quel que soit le vocable employé pour justifier leur installation économique en pays étranger, que ce soit par l'un ou par l'autre, le résultat est identique. L'identité réside en l'exploitation des masses indigènes, l'importation de profits colonialistes et la vassalisation politique de la nation « aidée ».

***

Notre thèse n'est pas une interprétation fantaisiste des événements, de l'évolution historique du capitalisme ; la Chine, avec les agressions impérialistes et les convulsions politiques qui se sont succédées chez elle depuis plus d'un siècle, en est l'illustration vivante et douloureuse. Récapitulons-les :

A la fin du XVIIIe siècle, les Européens établirent en Chine le trafic de l'opium sur une vaste échelle. En 1800, l'empereur chinois, inquiet des ravages causés par ce stupéfiant, défend à son peuple d'échanger son argent contre cette « vile ordure ».

La Compagnie des Indes, jouissant de la complicité des mandarins chargés d'appliquer la proclamation, sûre de l'impunité, accroît la contrebande de l'opium. En 1839, afin de préserver des millions de Chinois de l'intoxication et de l'abrutissement, les étrangers résidant à Canton sont emprisonnés et les vingt mille caisses d'opium qu'ils détenaient détruites.

Ainsi s'ouvrit la guerre de l'opium.

En 1841, l'Angleterre, après une campagne — de plus de deux ans — impose le traité de Nankin qui libérait la vente de l'opium de toutes entraves, donnait au vainqueur l'île de Hong-Kong, une forte indemnité de guerre et ouvrait cinq ports au commerce européen.

Les conditions draconiennes du traité ne furent pas respectées et une nouvelle guerre éclata, mettant la Chine aux prises avec la France et l'Angleterre, ces deux puissances ayant exigé auparavant de nouvelles concessions. La paix, signée à Tientsin, en 1858, ne donna pas satisfaction, et l'année suivante la guerre reprit. En 1860, la paix imposa de nouvelles humiliations à la Chine ; en plus de l'élargissement des concessions, de nouveaux ports furent ouverts au commerce occidental. En 1878, le traité précédent reçu, sous menace des armes, une extension et les étrangers impérialistes obtinrent des concessions territoriales, sur tout le littoral et à l'intérieur du pays, qui leur permettait de piller la Chine pour la vie.

1905, la péninsule de Kouantang et Port-Arthur livrés au Japon par le traité de Portsmouth, ainsi que la moitié sud des îles Sakhalin.

Sans compter les amputations antérieures et postérieures, telles que celles de la Corée, de l'île de Formose, des îles Ryou Kyou, des îles Marshall, Carolines, Mariannes et Spratly.

1931, conquête de la Mandchourie par le Japon, résultat de la carence des généraux vénaux du Kuomintang.

Pendant ce temps les capitaux étrangers s'investissaient dans toutes sortes d'activités commerciales et industrielles, en particulier dans le textile. Et chaque impérialisme installé dans les concessions ou en dehors, tout en entretenant sur les lieux des forces militaires, draine, à la sueur des coolies, des profits fabuleux. Avec l'immonde et immoral trafic de l'opium, le saignage à blanc de la Chine.

Aujourd'hui Mao Tsé Toung a « libéré » l'Empire du Milieu. Mais l'a-t-il libéré de l'influence impérialiste? Que non. Il a tout simplement changé de maître. Les accords commerciaux signés dernièrement à Moscou installent progressivement l'impérialisme russe dans l'économie chinoise. Une société mixte vient d'être constituée pour l'exploitation du sous-sol du Sin Kiang (1), sur une base apparemment égalitaire. Une autre pour l'exploitation de lignes aériennes entre Pékin et les principales villes de la Russie d'Asie.

Mais nous savons par expérience qu'il n'y a aucun accord commercial sans corollaire politique par lequel des garanties sont fournies pour la sécurité des capitaux engagés. Ces accords sont valables pour trente ans, dit-on. Mais même si cela était vrai, il n'en reste pas moins que le capitalisme d'Etat soviétique tirera de l'exploitation des ressources naturelles et des travailleurs chinois du profit, comme le faisaient les impérialistes qui ont pris bagages par la force des événements.

L'impérialisme tsariste, sans violence, par la ruse et la diplomatie, aussi parce que les peuples situés au sud-est de son territoire constituent un pont entre la civilisation slave et l'empire des mandarins — depuis peu ils ont changé de nom, — avait acquis en Chine un régime préférentiel, plus avantageux que celui obtenu par les puissances occidentales après leurs multiples pressions.

Le Kremlin de nos jours n'a pas failli aux traditions diplomatiques des anciens maitres de la Russie.

Edouard ROTOT.

(1) La province de Sin Kiang ou Turkestan chinois est située au nord du Thibet, à l'ouest de la Mongolie et au sud de la Russie. Outre l'uranium, on y trouve du plomb, de l'étain, du cuivre, etc... Géologiquement, son sous-sol s'apparente à celui de la Mongolie.

LIBRAIRIE

LIVRES

Pierre Besnard. — L'Ethique du Syndicalisme, 75 fr. (120); La Paix, 100 fr. (145); Les Syndicats Ouvriers et la Révolution Sociale, 200 fr. (260); Le Monde de Nouveau, 140 fr. (185).
Aurèle Patorni. — La Débâcle de l'Elite, 150 fr. (195).
Gaston Leval. — L'Indispensable Révolution, 100 fr. (145).
Gabriel Giraud. — Paul Robin, 150 fr. (195).
Jeanne Humbert. — Sébastien Faure, 180 fr. (225).
Fernand Planche. — Kropotkine, 210 fr. (255); Durolle, 150 fr. (195); Louise Michel, 150 fr. (195).
Louis Lecoin. — De Prison en Prison, 160 fr. (205).
Voline. — La Révolution inconnue, 350 fr. (440).
Louis Buchner. — Force et Matière, 270 fr. (330).
Victor Méric. — Coulisses et Tréteaux, 75 fr. (120).
Charles Malato. — Les Joyeusetés de l'Exil, 100 fr. (160).
Ernest Haechel. — Histoire de la Création, 400 fr. (490).
W.S. Wallino. — Le Mouvement Ouvrier et la Démocratie aux Etats-Unis, 200 fr. (290).
Nestor Blanc. — Joyeux, fait ton fourbi, 255 fr. (320).
Fernand Pelloutier. — Histoire des Bourses du Travail, 260 fr. (305).
Louis Tenars. — Le Sauveur, 100 fr. (145).
Maurice Hallé. — Par la Grande Route et les Chemins Creux, 150 fr. (195).
B. Malon. — Précis du Socialisme, 175 fr. (235).
Jules Valles. — L'Insurgé, 125 fr. (170); Le Bachelier, 125 fr. (170); L'Enfant, 125 fr. (170).
Bakounine. — La Révolution Sociale ou la Dictature Militaire, 180 fr. (225).
Sébastien Faure. — La Véritable Révolution Sociale, 60 fr. (90); L'Imposture religieuse, 230 fr. (275).
Jacques Renne. — Syndicalisme Français, 200 fr. (245).
Maurice Ceyrat. — La Trahison permanente du P.C., 100 fr. (145).
Alexandre Marc. — Avènement de la France ouvrière, 210 fr. (270).
Emile Hureau. — Les Jésuites, la Classe ouvrière et la Révolution, 70 fr. (115).

BROCHURES

Gaston Leval. — Le Communisme, 40 fr. (70); L'Anarchisme et l'Abondancisme, 10 fr.
G. Bernert. — La Société sans Etat, 20 fr.
L. Barbedette. — Pour la Justice économique, 10 fr.
Ernestan. — La Fin de la Guerre, 5 fr.
Sébastien Faure. — Sacco et Vanzetti, 5 fr.; Les Douze Preuves de l'inexistence de Dieu, 10 fr.; Les Crimes de Dieu, 20 fr.; La Fausse Rédemption, 10 fr.
P. Comont. — L'Architecture, 20 fr.
A. Guillier. — La Révolution salvatrice, 15 fr.
P. Camus. — Le Syndicalisme et le Problème paysan, 20 fr.
G. Yvetot. — ABC du Syndicalisme, 15 fr.
E. Rothen. — La Politique et les Politiciens, 20 fr.
P. Monatte. — Où va la C.G.T., 10 fr.
Pierre Besnard. — Le Problème des Salaires, 6 fr.
Edouard Rotot. — Le Syndicalisme et l'Etat, 12 fr.
Lashortes. — Qu'est-ce que le Prolétariat, 10 fr.
Louise Michel. — Prise de Possession, 15 fr.
Aristide Lapeyre. — Le Problème espagnol, 15 fr.
Les Anarchistes et l'Activité Syndicale, 15 fr.
La Bulgarie, nouvelle Espagne, 25 fr.
Les Bulgares parlent au Monde, 50 fr.
Le Syndicalisme et la Guerre, 5 fr.

REVUES

Mains et Cerveau, 40 fr.
Etudes Anarchistes, 40 fr.
Défense de l'Homme, 40 fr.

EXPÉDITION

Pour les livres, les prix entre parenthèses sont les prix franco.
Pour les brochures joindre 10 francs à chaque.
Pour les recommandés joindre 40 francs par colis, en plus.
C.C. Postal de la Librairie : Paris C.C. 7.473-08, M. Marcheti Robert, 1, rue Dulaure, Paris (20e).

SERVICE DE LIBRAIRIE

Le service de librairie demande aux camarades qui font une commande de livres de bien vouloir envoyer le montant d'avance et de bien vouloir envoyer la correspondance au camarade Oudin, sauf en ce qui concerne le C.C.P. qui doit être adressé au camarade Marcheti.

Le libraire :
OUDIN.

CNT
Le Directeur-Gérant :
DOUILLET François
Imp. Spéc. du Combat Syndicaliste

B.D.I.C

La Grève des Dockers Londoniens

La grève des dockers du port de Londres s'est terminée le 1er Mai. Tous les ouvriers ont repris le travail, et la grande presse établissait : 94.000 journées de travail individuel ont été perdues dans ce conflit. Pour nous, ces chiffres indiquent l'ampleur du mouvement, mais plus que son ampleur, cette grève marque un aspect nouveau des conflits sociaux.

C'est la troisième fois dans un court espace de temps que les dockers londoniens se mettent en grève, et fait caractéristique, pour la troisième fois, c'est une grève de solidarité. La cause en est le renvoi par le syndicat (réformiste) T.G.W.U. (Union Générale des Travailleurs du Transport), de trois de ses adhérents : Constable, Dickens et Saunders. Ces trois ouvriers avaient pris une part active dans le Comité de grève lors de l'action internationale en faveur des marins canadiens l'été passé. A cette époque, tous trois étaient affiliés au parti communiste ; mais depuis ce temps, Constable et Saunders avaient démissionné du parti en indiquant qu'ils considéraient que le parti communiste n'agissait pas dans l'intérêt de la classe ouvrière.

Lorsque les trois ouvriers furent exclus du syndicat, pour la raison officielle de leur participation à la dernière grève, et en réalité parce que les dirigeants syndicaux leur reprochaient leur affiliation au parti communiste, tous trois firent appel au Comité de Défense, et bien que le syndicat ait su que seul Dickens restait affilié au parti communiste, il a maintenu l'expulsion pour les trois. Or, les dockers anglais ne travaillent pas avec des non syndiqués, la mesure équivalait à ôter le travail aux trois ouvriers. A cause de cette injustice, les dockers ont fait une grève de solidarité qui s'est étendue à 15.000 travailleurs (plus de la moitié des effectifs puisque les dockers sont environ 27.000).

Le nombre des grévistes augmentait régulièrement lorsque le Comité gouvernemental du port annonça que si les grévistes ne rentraient pas au travail, ils seraient licenciés : alors, le Comité exécutif syndical prit une décision bâtarde pour aider l'action gouvernementale : que les grévistes rentreraient au travail et accepteraient de travailler avec des non syndiqués, et que la question serait étudiée ultérieurement par le syndicat.

⁂

Ainsi dans les syndicats réformistes comme dans les syndicats des pays totalitaires, la volonté des adhérents ne compte plus : c'est le Comité qui décide et peut expulser des membres contre la volonté des affiliés. Alors la grève se fait « contre le Comité syndical ». Les mots désignent des organismes qui ne sont plus ce qu'ils étaient avant la guerre de 1914, et cette grève met en lumière l'évolution du syndicalisme depuis cent ans ; les dockers londoniens, avec leur esprit de solidarité et leur bon sens de travailleurs, ont compris que les luttes ouvrières étaient toujours contre l'oppresseur, quel que soit son nom. Or, dans l'ensemble du monde, le syndicat est devenu un sous-agent de l'Etat, agent du capitalisme ou de la classe dirigeante, et les luttes prennent maintenant le même caractère dans les pays capitalistes et les pays stalinisés.

Dans les pays capitalistes, avec syndicats réformistes : Suède, Angleterre, Etats-Unis, le capitalisme a trouvé son meilleur auxiliaire dans l'autoritarisme et la centralisation syndicales. Aux Etats-Unis surtout, on a pu suivre depuis quelques années cette entreprise de domestication du travail par le syndicat au profit du patronat : par exemple, les grèves avec occupation d'usines disparurent par l'intervention de John Lewis, malgré les ouvriers : lors de la grève de 1937, chez Chrysler, John Lewis conclut de son propre chef une trêve avec Chrysler par laquelle les ouvriers devaient évacuer les usines sans avoir obtenu satisfaction. Chrysler félicita publiquement John Lewis pour le « succès » de son intervention. Mais Lewis fut hué par les ouvriers. Un historien des luttes sociales aux Etats-Unis, Sydney Lens, fournit ce témoignage : « Il fallut procéder à cinq votes avant que les travailleurs de l'usine principale Dodge ne consentissent à abandonner les ateliers. Frankensteen versa de vraies larmes et supplia les travailleurs d'avoir confiance en Lewis, mais ils refusèrent d'évacuer la propriété. Ce fut seulement quand des centaines d'entre eux furent partis de dégoût que la poignée de ceux qui restaient se résignèrent à partir., La grève de Chrysler marque le commencement de la fin des grèves avec occupation. »

Depuis, la guerre a permis de perfectionner le système : la direction du C.I.O. s'attacha à fournir à l'Etat une main-d'œuvre docile, surtout dans les industries de guerre : l'acier, l'automobile, l'aéronautique, le caoutchouc. Les grèves furent mises hors la loi pendant la guerre d'une façon subtile, comme dans les pays staliniens qui invoquent la « construction du socialisme », par la renonciation « volontaire » des dirigeants syndicaux. Des lois limitèrent le droit de grève, précisèrent l'intervention de la force armée, tandis que l'institution d'un arbitrage obligatoire donnait une illusion d'impartialité.

Les grands syndicats américains sont domestiqués. Ils ne font que rejoindre avec un peu de retard le syndicalisme des pays staliniens ou satellites de l'U.R.S.S.

Dans les pays stalinisés, la structure syndicale est plus simple, il ne peut exister qu'un syndicalisme : aussi l'emprise de la classe dominante (le parti communiste), est-elle plus facile sur les travailleurs, par l'intermédiaire d'un seul syndicat. Les journaux officiels eux-mêmes précisent le rôle du syndicat, et Troud écrit, le 11 mai 1949 : « Les syndicats de l'U.R.S.S. rassemblent les masses des travailleurs autour du parti de Lénine et de Staline. » Lorsqu'il reste encore quelque possibilité au travailleur de manifester sa volonté, il n'a qu'une force de lutte : contre les décisions syndicales, puisque le syndicat est l'agent de transmission entre l' « Etat populaire » (la classe dominante) et les travailleurs. Les travailleurs s'insurgent — s'ils le peuvent — contre les « normes » ou règles de travail imposées par le syndicat ; quelques exemples en sont révélateurs, tel celui de la grève des ouvriers du tabac, à Plodiv, en Bulgarie, en 1947 : les ouvriers voulaient continuer le travail selon les règles traditionnelles, avec un salaire fixe, repoussant les « normes », c'est-à-dire le système stakhanoviste, imposé par le Comité Central Syndical sur ordre de l'Etat stalinien ; ils s'enfermèrent dans les usines sans travailler ; ce fut en plein régime stalinien une grève avec occupation d'usine, et ils eurent gain de cause, au moins momentanément. Or, dans ces pays la grève est interdite comme sabotage à l'édification du socialisme et le gouvernement dispose de moyens brutaux pour briser la résistance des travailleurs : le lendemain de ce succès, où le parti communiste avait dû céder, trois ouvriers dont on soupçonnait l'influence sur leurs camarades, étaient envoyés dans les camps de concentration et ils y sont encore. L'un d'eux est tuberculeux.

Dans le monde entier, les forces d'oppression ont renforcé leurs chaînes, en se servant des syndicats eux-mêmes ; la bureaucratie syndicale et le centralisme sont les moyens utilisés par le capitalisme et l'Etat. La seule voie d'émancipation reste celle de l'A.I.T., avec ses principes et ses méthodes, le fédéralisme et l'action directe

Après le C.C.N. de F. O.

(Suite de la première page.)

C'est pourquoi le C.C.N. a adopté une résolution, donnant mandat à son bureau, ses fédérations et U.D. « d'établir tous contacts utiles avec les organisations syndicales LIBRES (*), susceptibles de réaliser le regroupement syndical, afin que le Congrès de la C.G.T.-F.O. de 1950 exprime la CONCLUSION (*) de contacts par la réalisation de l'unité du syndicalisme LIBRE (*). Notez immédiatement cette expression : syndicalisme LIBRE (*). Elle veut tout simplement dire, dans l'esprit de ses rédacteurs, syndicalisme non soumis à l'obédiance stalinienne.

Il s'agit donc bien pour les jouhautistes de briser les syndicats russifiés français. Si, de plus, vous voulez comprendre le sens exact de la phrase qui dit que ce sera le « Congrès F.O. 1950 », qui exprimera la « CONCLUSION (*) de ces contacts », vous ne pourrez pas n'y pas voir qu'il s'agit surtout de n'en pas perdre le contrôle. Evidemment, puisqu'alors Truman ne serait pas content.

Dans quelle mesure, l'appel sera-t-il entendu ? Il est certain qu'il aura plus de force que celui lancé par les Autonomes qui consiste en la réunion d'un « Congrès ouvrier », méthode nettement inspirée des thèses et tactiques trotskystes et qui, jusqu'ici, n'a jamais donné de résultat.

Si l'on sait que Leymarie, dans « Travail et Liberté » (de quoi rire !) l'organe des syndicats gaullistes, propose, lui, un « grand congrès de rassemblement syndicaliste », nous nous trouvons là en présence de trois processus qui ne nous apparaissent pas comme devant converger. Comme la C.F.T.C., d'autre part, ne peut, de par sa nature même, d'obédience religieuse, accepter de disparaître, disons tout de suite que s'il n'y a pas de résultat au bout, la résolution de F.O. aura du moins l'avantage pour ses dirigeants d'avoir, d'une part, donné satisfaction de principe à l'état-major occidental (tout comme les titres « gros comme ça » de l' « Huma » pour les maîtres du Kremlin), d'autre part, de se placer devant les syndiqués comme ne s'étant pas placés à contre-courant, et, enfin, pour leur petite personne, d'avoir canalisé assez adroitement quelque chose dont il pourrait se faire, on ne sait jamais, qu'on doive retourner au « boulot ». Il reste de tout cela qu'il n'est jamais question du regroupement des syndicalistes révolutionnaires, regroupement axé sur la notion de classe et ses corrolaires : la lutte des classes et l'action directe, regroupement qui est la raison d'être de la C.N.T. et dont elle poursuivra la réalisation sans jamais se lasser .

(*) C'est nous qui soulignons.

Le projet Schuman et la paix

(Suite de la première page.)

Son amie, la C.F.T.C., au contraire, voit d'un œil favorable la nouvelle combine internationale. « Le syndicalisme chrétien (*sic*), a dit « Monseigneur » Tessier, évêque et président de cette organisation éminemment progressive, estime que l'amélioration des rapports économiques, notamment entre nations voisines, est un élément nécessaire à la consolidation de la paix. » M. de La Palisse, vous n'êtes pas encore mort.

La C.G.T.-Faillite Ouvrière souscrit, dès aujourd'hui et des deux mains, à l'idée « originale et entièrement neuve » d'une entente industrielle franco-allemande.

M. Ducros, C.G.C., est également d'accord, mais avec certaines réserves. Ce serait une trop grande perte pour vous, lecteurs du *Combat Syndicaliste*, si nous omettions — Dieu nous en garde ! — de vous citer sa conclusion :

« En résumé, nous souhaitons beaucoup plus une politique d'accord et de coordination des investissements et des productions, qu'une intervention directe et permanente dans l'organisation de la production. Mais nous ne voudrions pas qu'un simple trust européen, se substitua à un certain super-trust d'Etat, dont le fonctionnement laisse beaucoup à désirer. »

C'est-à-dire que ce certain super-trust d'Etat, bien que son fonctionnement laisse beaucoup à désirer, est une chose excellente.

Quant à l'Union des Ingénieurs et Techniciens français, elle trouve que ce projet « sonne le glas de l'indépendance économique française ».

Ils peuvent bien sonner le glas, car pour nous notre indépendance économique, il y a longtemps qu'elle est morte.

Remerciant le rédacteur du journal *Combat* pour cette interview à la fois si instructive et si intéressante, nous lui avons demandé ce que lui avait répondu la C.N.T. à ce propos. Il nous a dit : « Elle a rigolé, mais elle a rigolé, vous ne pouvez pas vous en faire une idée. Que voulez-vous, elle est si jeune ! »

Oui, elle rigole la C.N.T. de toutes ces pitreries et de toutes ces combines à la gomme et puis, on ne peut pas « râler » tout le temps, mais nous voudrions faire comprendre aux pauvres camarades des centrales politiciennes de quelle façon on les mène en bateau. L'entente franco-allemande est, certes, désirable, mais à condition qu'elle ne soit pas dirigée contre quelqu'un. Nous la demandions déjà, nous, les vieux syndicalistes, avant la guerre de 1914, et avant celle de 1939, parce que, à ce moment-là, cela pouvait être efficace et empêcher les conflits qui se préparaient. Maintenant les choses ont changé.

D'abord, du point de vue ouvrier, le plus important pour nous, c'est que tous les camarades qui trimeront pour le compte de ce super-trust seront complètement enchaînés et se trouveront presque dans l'impossibilité de briser leurs chaînes, car ils seront sans cesse gardés par une police internationale irresponsable, prête à les mitrailler sans pitié au moindre geste de révolte.

Une véritable entente franco-allemande ne pourrait s'établir d'une façon durable et efficace qu'à condition que les deux parties puissent traiter librement et à l'abri de toute pression étrangère, visible ou occulte.

Ce n'est pas le cas aujourd'hui où l'Allemagne et singulièrement la Ruhr sont en proie aux convoitises et aux manœuvres plus ou moins tortueuses du capitalisme international. Le chancelier Adenauer qui a semblé accueillir la proposition Schuman avec enthousiasme, a immédiatement posé la question de la Sarre. Ce n'est là qu'un petit problème, mais il est loin d'être résolu.

L'Angleterre, à son tour, ne paraît pas enchantée, car son industrie sidérurgique se verrait dans l'obligation de réviser ses prix, alors vous comprenez...

Enfin, en mettant les choses au mieux, quand ces nations se seront arrangées entre elles, quelle sera l'attitude des autres ? Une douloureuse expérience nous a appris que, quand il se forme un bloc de nations ayant une certaine affinité entre elles, c'est absolument comme quand de gros cumulus s'amoncellent à l'horizon. Cela annonce l'orage.

Car un autre bloc aussi puissant ne tarde pas à se former de l'autre côté. Il ne s'agit pas de tourner le dos au péril, mais de le regarder en face. Or, pour le moment, le danger ne s'appelle plus France-Allemagne, il s'appelle Orient-Occident. C'est entre ces deux rives qu'il importe de jeter un pont. Tout le reste, camarades de tous les partis et de tous les pays, c'est pour vous en mettre plein la vue.

TRAVAIL ET LIBERTE

(Suite de la première page.)

d'embauche, obtenu après avoir frappé à d'innombrables portes et essuyé d'innombrables refus qui sont autant de contestations de son droit à la vie.

Car dans nos sociétés, dites capitalistes — que le capital soit privé ou d'Etat — le travail n'a pas seulement pour but de procurer à chacun des sociétaires les choses nécessaires à leur subsistance, mais encore et surtout de donner à quelques-uns un superflu qui leur procure, par contraste avec la misère du plus grand nombre, la jouissance d'une vie luxueuse et parfois vide de sens à laquelle ils s'imaginent avoir des droits dus à leur supériorité souvent, si ce n'est toujours, contestable.

D'une société uniquement basée sur le profit ne peut, logiquement, résulter que le chaos. Il ne saurait en être autrement; en effet, lorsque la production s'est activée par le travail au rendement, que des stocks se sont constitués, que, par suite de la pénurie monétaire, dont les salaires insuffisants sont la cause, ceux-ci ne trouvent pas à s'écouler, alors on renvoie les travailleurs, on les débauche. C'est là encore, et une des plus flagrantes, contestation du droit à la vie.

Jetés à la rue, réduits à l'inaction par suite de cette abondance relative, il ne reste plus à l'ouvrier qu'à s'inscrire à un fonds de chômage alimenté par ses propres impôts et ceux de ses camarades ayant encore la chance de se faire exploiter. Il est à noter que si le travail avait pour but de satisfaire uniquement les besoins ou les plaisirs de chacun, ni les heures supplémentaires, ni le travail au rendement qui abêtit l'individu, ne seraient nécessaires.

Il fut une époque où, privé de son gagne-pain, l'ouvrier était réduit à mendier, délit, du reste, réprimé par une loi.

Le chômage qui n'est en réalité qu'une aumône n'est, en fait, que la mendicité légalisée.

Cet os à ronger donné aux travailleurs assure au patronat une relative tranquillité en lui permettant, en même temps, de maintenir les salaires à un faible niveau et de puiser, selon ses besoins, dans une surabondante main-d'œuvre, dont le résultat le plus certain est d'incliner l'ouvrier à accepter pour vivre le principe des heures supplémentaires qui le conduisent infailliblement au chômage, dont il craint pourtant l'avilissante humiliation et l'inaction désespérante.

Las parfois du fardeau de sa misère, révolté de l'injustice sociale qui le broie en le réduisant au rôle de robot, tout juste bon à créer de la richesse au moindre prix de revient, le travailleur se fâche, arrête le travail, se met en grève si le résultat du référendum auquel, selon les usages, il a dû se livrer, lui a donné la majorité. Très souvent, la minorité suit le mouvement. Alors, la grève se déroule normalement, pacifique ou violente, suivant l'état d'esprit et l'enthousiasme des combattants.

Parfois aussi la minorité, arguant de la liberté du travail, reste à l'atelier, et cette « jaunisse syndiquée », jouant gagnante sur les deux tableaux, patronal et ouvrier, se fait l'auxiliaire de ses maîtres qui, pour défendre cette soi-disant liberté du travail, liberté qu'ils n'admettent que dans ce seul cas, font appel aux forces de police pour que ne soit pas mis à mal le postérieur de ces singuliers « syndiqués ».

Le travail n'est pas toujours protégé de cette façon, allez donc vous mettre au travail sur un chantier quelconque parce que vous avez besoin de manger. Les mêmes forces de police vous en sortiront sans aucun égard, ce qui tend bien à démontrer amplement que le droit à la vie sans le droit absolu au travail, son corollaire, n'est qu'une aimable — ou une tragique — plaisanterie.

Propos d'un vieux

Parmi les nombreux et irritants problèmes que pose actuellement la situation économique et sociale, celui de la vieillesse, indigente, déshéritée, défavorisée, n'est pas moins important. La situation lamentable dans laquelle une légion de vieux se débattent aujourd'hui en vain n'attire guère l'attention de ceux qui tiennent leur sort entre leurs mains. Parfois, par nécessité électorale, des parlementaires, en mal d'élection — mais ne le sont-ils pas tous — leur font octroyer un os à ronger. On serait tenté de croire qu'ils ignorent le problème de la vieillesse quand ils lui jettent ainsi une aumône. Mais leur conscience politique étant ainsi satisfaite, ils passent ensuite à des occupations plus lucratives.

C'est ainsi que, depuis le 14 mars 1941, date à laquelle la première allocation fut allouée aux vieux, les diverses augmentations accordées, eu égard à la montée incessante du coût de la vie, ont été si maigres, que leur pouvoir d'achat s'est constamment abaissé.

Et leur misère s'accroît sans cesse, parmi l'indifférence générale... Souvent leur espoir s'est tourné vers les syndicats, vers leurs centrales, vers certaines organisations philosophiques. Hélas ! aucun geste n'a été accompli à leur intention. Seuls quelques jeunes camarades isolés ont appuyé notre action de leur présence et de leur bonne volonté.

Notre impuissance est notoire, du fait que nous ne pouvons, d'aucune façon, exercer une quelconque action sur la situation économique du pays. C'est sur ce point essentiel qu'il est permis d'insister pour espérer un résultat. Les vieux ne l'ignorent plus maintenant et c'est pour cette ultime raison qu'ils lancent un appel aux jeunes, à la classe ouvrière organisée pour les épauler dans leur lutte pour le droit à la vie.

Nous espérons être entendus, camarades de la C.N.T. française, car, enfin, le fait d'avoir inscrit dans votre Charte la défense des vieux ne suffit pas. Les actes seuls ont une véritable signification. Aurions-nous cessé, de par notre âge, d'appartenir au prolétariat ? Beaucoup d'entre nous ont été syndiqués, ont lutté au cours de leur existence pour le syndicalisme et ont gardé en leur mémoire ce qu'il y avait de beau et de sublime dans la Charte d'Amiens.

Nous savons que les travailleurs en activité ont une rude bataille à livrer sur tous les plans, en face des puissances mauvaises déchaînées, mais cette lutte ne sera vraiment féconde que sous le signe de la solidarité sociale, tous les concours réunis. La victoire des travailleurs sera également celle des vieux. Abandonnés à nos propres moyens — combien fragiles, hélas ! — c'est la série des échecs qui continueraient, avec le découragement consécutif aux luttes où les forces en présence sont par trop inégales. Ne pourrait-il en être autrement ? Nous l'espérons et nous pensons que la C.N.T. fera ce qu'aucune Centrale n'a encore fait, ce qui sera tout à son honneur.

E. BABOUOT.

NOTE DE LA RÉDACTION. — L'ami Babouot nous permettra de lui dire qu'il n'y a pas un syndicat qui ne considère que les « vieux », même éloignés de la production, restent de droit membres de leur syndicat, exonérés de toute cotisation.

LE COMBAT SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA Confédération Nationale du Travail

Section Française de l'Association Internationale des Travailleurs

RÉDACTION-ADMINISTRATION : 39, rue de la Tour-d'Auvergne - PARIS (9e)

Paraît tous les Vendredis

LA COPIE DOIT ARRIVER LE SAMEDI AU PLUS TARD

Abonnements : 1 an (48 numéros) 420 fr. Six mois : 215 frs - Trois mois : 110 frs

Changements d'Adresse : 20 francs

C. C. P. : Y. RICHAUD PARIS 7497-93

20, RUE SAINTE-MARTHE, PARIS-Xe

BAKOUNINE SELON LES EXÉGÈTES DE TITO

Il nous semble qu'il faut apporter une attention particulière au conflit qui se déroule entre le géant russe et le nain yougoslave.

Jusqu'ici, le marxisme nous avait donné bien souvent le spectacle de scissions plus ou moins marquantes, mais presqu'à chaque fois il s'était avéré que les scissionnistes étaient déterminés par la solf de puissance et la vénalité.

La scission de Trotsky avait fait exception, mais ne pouvant s'appuyer, comme Tito, sur une Tchéka à sa dévotion, il fut simplement assasiné dans les circonstances que tout le monde connait.

La scission de Trotsky fut, tout au moins en principe, déterminée par la lutte contre la notion de la construction du socialisme dans un seul pays, s'opposant à l'internationalisme traditionnel.

La scission titiste a, elle, des raisons exactement contraires : c'est pour construire le socialisme en Yougoslavie sans ingérence extérieure, que Tito s'est opposé au néo-internationalisme de Staline.

Il est à noter ici que tout dernièrement les « Kominformistes » accusèrent Tito de livrer les produits yougoslaves aux Américains dans des conditions telles que les ouvriers yougoslaves en étaient les plus exploités du monde. A cela, Tito répondit que le contrat de livraison passé avec l'Amérique était exactement le même que celui qui précédait, mais qui était, lui, signé au profit de la Russie. Il est à remarquer que l'agence Tass n'a pas démenti cette réponse de Tito.

On sait que le cristal de Bohème est entièrement livré à la Russie — qui de ce fait est devenue exportatrice de la précieuse matière — et qu'il est impossible, évidemment, par cela même, à la Tchécoslovaquie de retrouver ses fructueux marchés d'avant guerre ; on sait aussi que le pétrole roumain est, lui aussi, livré totalement à la Russie, *sur la base des prix mondiaux*, et que cela crée une charge absolument insupportable pour le prolétariat roumain, car la presque totalité des installations pétrolifères ont été détruites pendant la guerre et n'ont pu, faute de matériel, être reconstruites. Il s'ensuit que pour pallier les moyens techniques absents, la main-d'œuvre est obligée de travailler à des salaires de famine — le sacro-saint principe de l'équilibre du budget des entreprises restant intangible dans ces pays dits socialistes.

Nous avons là la raison essentielle du néo-internationalisme stalinien : en raison de cet internationalisme, il faut, à l'heure actuelle, avant tout, équiper la première nation socialiste du monde, la Russie.

Pour atteindre à cet équipement, les travailleurs tchèques, roumains, hongrois (il y a plusieurs millions de chômeurs en Hongrie) etc., doivent trimer dur et dans des conditions de salaires affreuses.

Tout cela ressemble étrangement à l'accaparement de la plus-value dénoncée par un certain K. Marx.

Tito ne se fait pas faute de le dire. Il va même jusqu'à remonter « aux sources » pour prouver sa bonne foi.

On se souvient de la lutte qui dressa Bakounine contre Marx. Sans remettre l'affaire en discussion — ce n'est pas le sujet de cet article — rappelons cependant à nos lecteurs qu'entr'autres Marx accusait — ce n'est pas nous qui parlons — Bakounine de vouloir placer la direction du mouvement révolutionnaire mondial sous l'autorité de l'intelligentsia des « déclassés » russes.

Reprenant la querelle, Tito dénonce aujourd'hui le même danger de mainmise de l'intelligentsia russe, conduite cette fois-ci, non pas par le géant qui s'opposa à Marx, mais le dépositaire de l'orthodoxie marxiste : le génial Staline,

Rappelant la fameuse lettre d'Engels à Marx, du 29 avril 1870, il dit :

> *« A la lecture de la lettre d'Engels il est facile de voir son caractère d'actualité. Bien qu'Engels qui vivait encore un quart de siècle après avoir écrit cette lettre, n'ait pu voir se réaliser la mainmise russe sur le mouvement ouvrier européen, il serait profondément étonné par le fait que ce danger n'a pris corps qu'après trente ans d'existence de la Russie, premier pays socialiste. Mais si Engels pouvait voir, aujourd'hui, la politique menée par les dirigeants du parti bolchevik, il se souviendrait non seulement des « candidats » de Bakounine qui voulaient placer le mouvement ouvrier européen sous le commandement russe, mais aussi de son article sur la politique extérieure de la Russie tzariste publié dans « Die Neue Zeit » en 1890. Car, de même que Bakounine a trouvé des successeurs à ses tendances de soumettre à un commandement le mouvement ouvrier européen, de même la diplomatie tzariste qui, d'après Engels, n'était qu'une nouvelle sorte d'ordre des jésuites, a trouvé des élèves dignes de sa tradition qui poursuivent la politique extérieure grand-russe.*
>
> *« Bien entendu, lorsque les hommes s'imaginent qu'ils ont pour mission de faire l'histoire pour le monde entier, de donner à tous des leçons de socialisme, de donner des directives au mouvement ouvrier mondial et de le commander, considérant que le fait de reconnaître ce commandement est le critère même du progrès et de la fidélité au socialisme, il est naturel que... »*

Nous arrêtons là cette citation déjà trop longue mais instructive.

Elle nous montre que pour résister aux tentatives d'annexion de son ex-ami Staline, Tito ne compte pas seulement sur les armes américaines, mais aussi qu'il espère intéresser le prolétariat mondial auquel il offre un travail qui se veut d'exégèse, afin de l'intéresser à son sort.

Bakounine étant mort, il ne risque pas d'avoir sa réponse.

Quoiqu'il en soit, Tito fait actuellement un gros effort pour s'emparer de la jeunesse. Des invitations nombreuses se font dans les milieux les plus différents. Des brigades de jeunes s'engagent dans l'enthousiasme (il faut le reconnaître) pour travailler pendant leurs vacances à la construction des routes, des voies ferrées, des barrages, etc.

Une mystique nouvelle se crée qui risque de nous replacer dans la situation que le syndicalisme révolutionnaire a subi il y a trente ans.

Bien de ceux qui furent déçus par le stalinisme tournent déjà leurs regards vers la nouvelle Mecque ; des intellectuels — évidemment « camarade » Tito ! — rallient bruyamment la nouvelle « démocratie ».

Il faut y prendre garde. Il faut dénoncer le caractère autoritaire, étatiste du soi-disant socialisme yougoslave. Il faut multiplier les efforts pour s'opposer à l'accaparement des esprits.

Si nous ne réalisons pas cette nécessité, nous allons vers de nouvelles déceptions ; déceptions qui, toujours, finalement, sont celles du prolétariat et reculent la vraie révolution.

LONGUÈVE.

A MARSEILLE

SORTIE DE LA JEUNESSE

Sortie champêtre de tous les jeunes de la C.N.T. et sympathisants à la Vallée de Saint-Pons, Gémenos (Bouches-du-Rhône).

Rendez-vous le 21 mai, à 8 heures, Gare de l'Est.

B.D.I.C

3428

AIMARGUES SOUS LA BOTTE DES C.R.S.

SOLIDARITÉ DE TOUS SANS DÉFAILLANCE

Les travailleurs agricoles d'Aimargues mènent toujours leur lutte dans le même esprit de fierté et de combativité. Les grévistes ont refusé l'intervention des services publics lors d'une entrevue qui eut lieu à la préfecture. Il semble donc que le conflit évolue maintenant, de par la volonté provocatrice du patronat et des autorités.

On ne veut pas admettre que les travailleurs aient la volonté de faire leurs affaires eux-mêmes et traitent directement avec leurs exploiteurs. C'est la démonstration la plus certaine de la soumission de nature du pouvoir au possédant.

A la suite de l'entrevue 20 C.R.S. furent mis en faction devant la propriété Hugo, où se trouve un hélicoptère servant au sulfatage.

On espérait ainsi influencer les grévistes mais ceux-ci firent bien voir qu'ils ne s'en laissent pas conter. Au nombre de 350, ils s'en allèrent trouver les gros propriétaires. C'est alors que les C.R.S. intervinrent avec leur brutalité coutumière à coups de crosse. En signe de protestation, une grève générale fut déclenchée l'après-midi du 20 mai. Tout ferma, des boutiques aux écoles.

Avec l'appui de toute la population, une grande démonstration fut décidée.

Malgré la présence des enfants, les C.R.S. chargèrent et employèrent les gaz lacrymogènes. Plusieurs personnes furent blessées.

Comme l'on voit, les gouvernants français, christiano-démocrates n'ont rien à envier à leurs confrères d'Italie ou d'Espagne.

Devant cette situation, le dimanche 21 mai, vingt camions de C.R.S., avec cuisine roulante, voiture radio, side-car, etc., sont arrivés et ont « occupé » les grandes propriétés. Evidemment !

Dans la soirée, il y eut un grand meeting, au cours duquel le secrétaire régional de la C.G.T., notre camarade Perrier, secrétaire de la C.N.T. locale, et un camarade envoyé sur place par Paris purent prendre la parole, dans l'enthousiasme de la population.

Celle-ci est décidée à vaincre. Comme on dit, ils sont gonflés à bloc.

Une pluie torrentielle s'est abattue sur la région. Si le travail ne reprend pas, le mildiou risque de compromettre la récolte.

Les petits propriétaires le comprennent bien, qui sont prêts à accepter les justes revendications de nos camarades.

Mais les gros propriétaires — qui sont cependant le petit nombre — ne veulent rien entendre. Ils veulent l'épreuve de force.

En face de ces seigneurs, l'unité d'action entre le syndicat C.G.T. et C.N.T. est complète.

Quand les gars agissent avec comme considérations leurs seuls intérêts, c'est toujours ce qui se produit. Nous suivons la lutte des vignerons d'Aimargues avec confiance.

Nous savons que tout sera fait pour vaincre. D'autre part, il faut que la solidarité ne manque pas à nos camarades. Il faut de l'argent pour les grévistes d'Aimargues.

Que sont quelques francs à côté de la lutte énergique de nos camarades ?

A vos poches !

LE COMBAT SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

24e année - Nlle série, N° 28 — 10 FRANCS — 26 MAI 1950

Il faut briser la caricature de la Sécurité Sociale qui nous ronge

LA campagne électorale pour la nomination des administrateurs de la Sécurité Sociale est ouverte.

C.G.T., C.F.T.C., C.G.T.-F.O. et tutti quanti sont en lice.

Pas d'abstentions! Tous aux urnes! Tels sont les mots d'ordre des uns et des autres.

Pas de notre C.N.T., c'est certain.

Car la C.N.T. dénonce la Sécurité Sociale comme une escroquerie.

Les ménagères le savent bien qui paient le docteur bien au-dessus des 80 % du tarif de « responsabilité », qui ne peuvent recevoir les soins et les médicaments réservés aux riches, parce que non remboursés par la S.S.

Les vieux le savent bien qui croupissent dans leur misère malgré les années de travail pendant lesquelles ils ont créé la richesse du pays.

Ce n'est pas eux qui nous démentiront.

Nous sommes bien loin des affirmations de Jouhaux qui disait vouloir que les caisses soient gérées par les travailleurs. De concession en concession, on est arrivé à tout remettre à l'Etat.

La Sécurité Sociale est devenue un corps dans la nation, un corps qui vit sur la nation, qui possède ses propres exploiteurs, exploiteurs qui s'engraissent là, avec la complicité du corps médical, directement, immédiatement, de la douleur et des souffrances du peuple qui travaille.

La Sécurité Sociale fut un grand espoir pour les ouvriers qui croyaient y voir une fin de leurs insécurités permanentes, qui pensaient qu'ils pourraient enfin devenir vieux sans craindre leur vieillesse; chômeurs, sans l'angoisse de la faim pour leurs enfants; malades, et pouvoir payer le médecin.

Déjà, en 1928-29, pendant que la loi était en discussion, l'ancienne section française de l'A.I.T. s'était prononcée contre la caricature d'asurances sociales que l'on voulait alors imposer au prolétariat de ce pays, et qui n'avait que des buts de police.

Mais cette loi, ou plutôt ce projet de loi, n'était rien à côté de ce qui existe aujourd'hui.

L'actuelle Sécurité sociale doit être brisée !

Les travailleurs doivent manifester leur mécontentement en refusant de participer à la caricature de gestion qui leur est laissée.

Les Caisses doivent être gérées par les salariés seulement et sans intervention de l'Etat. Les cotisations doivent être à la charge des employeurs. Les risques sociaux doivent être entièrement couverts.

Tout cela ne s'obtiendra pas par des bulletins de vote. Cela ne peut aboutir que par l'action directe revendicatrice s'imposant aux exploiteurs.

C.N.T.

Que vaut le slogan de la grève gestionnaire ?

L'ami Thersant me pardonnera de mettre ici les pieds dans « ses » plates-bandes.

Nul n'ignore son opposition de principe à ce qu'il appelle le slogan des é...

Il reste toutefois qu'il faut examiner au fond ce qu'il contient; s'il est vraiment l'expression d'une amélioration dans les méthodes de lutte du prolétariat.

Ce sont des éléments de l'ancienne Fédération des Techniciens qui ont inventé la locution. D'autres s'en sont emparés depuis, alors qu'il apparaît que ses créateurs l'ont, eux, abandonnée.

Est-ce après tentatives d'expérimentation? Sans doute nous éclaireront-ils à ce sujet.

Nous n'insisterons pas sur le raisonnement qui veut que lorsqu'on fait grève on ne gère pas et que lorsqu'on gère on ne fait pas grève.

Il saute immédiatement aux yeux que le contenu du slogan n'est pas valable partout et toujours. C'est une faiblesse incontestable.

Quand on percera le tunnel sous le mont Blanc, si les travailleurs de cette œuvre grandiose continuaient de travailler pour faire aboutir leurs revendications, il tombe sous le sens qu'ils feraient le jeu de leurs employeurs.

Il en est de même pour la plupart des travaux du bâtiment et de toutes les industries qui ne s'adressent pas directement, immédiatement au public.

Dans cette conjoncture, chaque fois que des travailleurs tenteront cette sorte d' « action », il est certain qu'ils seront soutenus par leurs exploiteurs, ceux-ci recevant du travail « gratuit ».

Mais il est d'autres secteurs de l'économie où, à première vue, il semble que là, les travailleurs sont susceptibles de croire qu'ils peuvent tirer profit de sa mise en pratique.

Prenons, par exemple, le cas des hôpitaux et des chemins de fer. Lors de la grève des services de santé, nombre de malades ont été soignés « à l'œil », parce qu'on ne prenait aucune inscription.

Il est concevable que les trains peuvent fonctionner sans que les voyageurs aient un titre de transport sur eux.

Nous discernons déjà, qu'en fait, dans une grève dite gestionnaire — que nous appellerons primaire — il faut distinguer ceux qui, dans la même entreprise, continuent de travailler et ceux qui cessent le travail. Dans la grève des hôpitaux, ceux chargés des soins soignent, donc ne faisaient pas grève; ceux chargés de participer à la perception du numéraire représentant — dans notre régime capitaliste — la « valeur » de ces soins, faisaient la grève de cette perception.

Il n'y avait pas là gestion proprement dite, mais application d'une tac-

DURANG.

(*Suite en page 3.*)

LA GRÈVE PÉRIMÉE ?

Affirmer : *L'échec de la grève sonne le glas des méthodes périmées de combat*, c'est aller un peu vite en besogne, c'est s'éviter de rechercher les causes des échecs subis par les travailleurs.

En effet, une défaite n'est pas un mal irrémédiable au point de déclarer que les méthodes préconisées par les pionniers du syndicalisme ne sont plus valables.

Au fait, que veut-on dire par *grève gestionnaire?* Cette locution nous apporte-t-elle des nouvelles méthodes de lutte ou, en revanche, laisse-t-elle subsister le *statu quo?*

Sans doute, ce néologisme — si j'ose m'exprimer ainsi — pourrait être flatteur pour ses auteurs, mais, en réalité, il ne redit que ce qu'au cours de l'Histoire a été dit et redit par des théoriciens du syndicalisme révolutionnaire.

Certes, les théoriciens du matérialisme historique, partisans de l'Etat, ne surent ou ne voulurent point dis-

Luc BREGLIANO.

(*Suite en page 4.*)

Guerre froide et douche écossaise

Vous souvient-il de la « guerre des nerfs » ? Elle fit couler plus d'encre que n'en charrie journellement le Guadalquivir. Et puis, vous savez ce qui arriva par la suite, au grand étonnement de certaines personnes « naïvasses » — tout comme on dit dans le Midi — qui s'imaginent toujours que « le jeu est régulier », qu'on nous pardonne tous ces guillemets qui paraîtraient fort beaux si nous étions membre de quelque académie, ne serait-ce que de celle d'Argamassa, inventée par Miguel Cervantès.

Mais, gardons notre sérieux, la chose est grave. Bien sûr, nous sommes immortels, cela ne fait aucun doute, mais que ceux qui sont pressés d'aller au Paradis « passent » les premiers. Aussi quand on pense à la guerre froide, qui d'un seul coup peut devenir chaude cela vous fait froid dans le dos. Et pourtant, il y a beaucoup de « chances » (1) qu'il en soit de même de la guerre froide, comme de la guerre des nerfs. Nous voulons dire qu'il y a gros à parier que cela se termine d'une façon tout aussi désastreuse.

TRENCOSERP.

(*Suite en page 3.*)

Les piqûres de...

Un qui n'a pas de chance

Un qui n'est pas verni, c'est le maréchal Pétain! Après qu'il eût héroïquement, avec la peau des autres gagné la bataille de Verdun au cours de l'ex der des der, *on lui fit la sale blague de l'envoyer, quand la République espagnole eût été écrasée, comme ambassadeur chez Franco. Puis les événements l'ont poussé à devenir chef de l'Etat français, pendant l'occupation. C'est ainsi que le deuxième* premier résistant *de France poussa l'héroïsme jusqu'à faire semblant de fraterniser avec les grands chefs hitlériens. En somme, il fut toujours victime des mêmes ennemis : Hitler-Franco ou « la belle Alliance » et, quand ses chefs foutaient le camp, le malheureux fut même déporté avec ses larbins au château de Siegmarigen (on a la preuve, on a vu des photos après la Libération; évidemment, ça n'était pas tout à fait aussi mal que Mathausen, mais il y a des degrés dans la misère!). Et voilà que, comble de l'horreur! on le condamne à la retraite, à son âge!... Heureusement qu'on va revoir ça et que certains s'occupent de remettre au boulot ce vieux travailleur, toujours vert,* — le travail c'est la santé, *il a dû en mettre d'un coup! — ce défenseur de la Patrie, la sienne. Nous suggérons, nous, que sa résidence soit mise à la disposition de quelques vieux travailleurs, des vrais, avec l'octroi de la pension correspondante à son entretien. Gageons qu'il y aurait des amateurs. Ainsi la révision réclamée, qui probablement aboutira si elle se passe dans l'esprit de la justice actuelle, aurait son bon côté, même si de l'autre elle est synonyme de trahison.*

... La Puce

La "Révolution Prolétarienne" en plein bla-bla-bla

UN PARTI "SYNDICALISTE" VA-T-IL NAITRE ?

SAVIEZ-VOUS qu'il est maintenant nécessaire de « matérialiser » la « foi » syndicaliste ?

Et pour cela de créer le parti syndicaliste « qui nous manque » ?

Et que de ce parti, le syndicalisme révolutionnaire recevra son Eglise et que l' « existence de cette Eglise rendra la foi aux militants qui savent vouées à l'inutilité leurs expériences dispersées à la base ».

Vous pensez sans doute que le signataire de ces lignes marche sur les mains. Détrompez-vous, ce n'est pas encore pour cette fois-ci.

Ce dont il vous parle, il l'a lu, de ses yeux lu, noir sur blanc, dans la « Révolution Prolétarienne » n° 38, de mai 1950, page 29, sous la signature d'un nommé J. Duperray. Vous connaissez certainement la « Révolution Prolétarienne ».

Comme moi, vous savez qu'il s'agit s'une revue sérieuse, posée, pondérée, correctement rédigée, et tout, et tout.

Elle est dirigée par des gens bien, avertis, vieux routiers du « syndicalisme », tels Monatte, Louzon et Finidori. Ce serait leur faire injure de penser que la prose du Duperray a été insérée pour « boucher un trou ».

Si cette prose est passée, c'est qu'elle était estimée intéressante, susceptible d'être retenue par les lecteurs.

Et l'auteur lui-même ne l'a certainement pas rédigée pour le seul plaisir de se relire.

Il nous semble donc que Duperray, aidé par la R.P., va maintenant tenter de constituer son « parti syndicaliste ».

Il n'y a pas si longtemps, la R.P. se posait la question, à savoir si elle aurait dû faire vivre la « Ligue Syndicaliste ».

Aujourd'hui, elle en est au « parti ».

Quand Monatte et Louzon seront députés — ou ministres — nul doute que la révolution prolétarienne sera en marche, l'émancipation des tra-

Jean THERSANT.

(Suite en page 4.)

PARASITES

Quand nous disons que le capitalisme a fait son temps, cela signifie qu'il fut utile — autrefois — et qu'il ne l'est plus.

« Le patron », il y a cent cinquante ans c'était le créateur. L'argent ne suffisait pas à tout : il fallait l'intelligence, le travail, le goût du risque, avec la chance et le manque de scrupules bien entendu.

Pour créditer le capitaliste actuel des trois premières de ces qualités, on l'assimile au petit patron. Pas un livre de classe qui ne fasse admirer la vie de l'artisan, vivant la vie de ses deux ou trois compagnons et travaillant comme eux.

Eh ! bonnes gens, qui vous parle de ceux-là ! Ceux-là ne sont rien que des anachronismes vivants, des objets de musée, des agonisants qui pleurent après la mort, n'osant pas se suicider. Ils ne sont là que pour protéger les autres, comme un tampon entre les

A L'AIDE POUR LES GRÉVISTES D'AIMARGUES !

Nos camarades agricoles d'Aimargues sont en grève.

Face à leurs exploiteurs des plus rapaces, nos camarades sont certains de vaincre si la solidarité sur laquelle ils comptent est effective.

Leur espoir ne doit pas être déçu, pourtant la solidarité en leur faveur doit être organisée.

Les organisations et militants en possession de listes de souscription en faveur des grèves en cours doivent en faire parvenir le montant sans tarder au trésorier confédéral : René DOUSSOT, 9, avenue de la Porte-de-Clignancourt, Paris-18e. C.C.P. 5046-35 Paris.

Les fonds peuvent être également adressés directement au camarade : Elisée PERRIER, rue Clemenceau, Aimargues (Gard).

IL FAUT SOUTENIR NOS CAMARADES ET RAPIDEMENT.

GRAND MEETING DE LA C. N. T.

A CHATOU - CROISSY

Salle des Fêtes de Chatou

le Vendredi 26 Mai 1950 à 20 h. 30

Orateurs :

Juhel du Bâtiment — **Bouyé** des Employés

ET

Munoz

Les organisations syndicales C.G.T., C.G.T.-F.O., C.F.T.C. et F.N.S.A. sont invitées à apporter la contradiction.

B.D.I.C

deux classes. Ils absorbent 20 % du revenu national, et n'assurent pas 5 % de la production.

Mais l'autre ! Le gros !

Regardez ce directeur traverser « son » usine !

Il bombe le torse et porte au loin son regard orgueilleux. Cadres et ingénieurs lui font une cour obséquieuse et apeurée. La machine grippée a beau grincer, il n'entend rien. En vérité, il n'y connaît rien !

Mais, rentré dans son bureau, il trouve le rapport signalant le grippage de la machine. Il revient en foudre, tend les mains en un geste d'exorcisme, approche l'oreille, et d'un ton sec, commande à l'ingénieur : « Venez dans mon bureau ! »

Les ouvriers se disent : « Qu'est-ce qu'il va lui passer ! »

Oh ! pour ça, il lui passe quelque chose. Les mots malsonnants ne lui manquent pas. Et le malheureux ingénieur est invité à chercher dare-dare le remède que l'autre serait bien incapable d'indiquer.

Ce n'était qu'une mise en train. Maintenant il tempête à travers le bureau. « Cette lettre est mal faite, ces papiers sont en désordre ! » « Vous avez oublié de me rappeler que cet état devait partir aujourd'hui. » Apeurés, secrétaires, ingénieurs, ouvriers se courbent au travail. Le patron se frotte les mains : sa journée est finie ; il peut aller à ses plaisirs.

Le patron d'aujourd'hui, c'est l'adjudant Flick dans une caserne. Le patronat est un organisme parasitaire : on peut l'arracher le corps social n'en recevra aucun dommage.

Le difficile c'est de l'arracher — il a tant de policiers à son service — mais le remplacer, quoi de plus simple : il ne fait rien.

Paul LAPEYRE.

DANS NOS RÉGIONS

CHEZ RENAULT

UN REVENANT !

Un nouveau syndicat s'est formé à la Régie Renault.

Ce nouveau groupement intitulé Syndicat Indépendant Renault est de suite reconnu par la direction ; il se permet d'avoir de grandes affiches, de les apposer sur les panneaux d'information. Rien que pour éditer de semblables affiches il faut de l'argent et nous ne pensons pas que, seul un groupe d'ouvriers puisse trouver les fonds nécessaires ; les camaraes du S.D.R. doivent en savoir quelque chose.

Revalorisation du pouvoir d'achat par la participation des producteurs à la prospérité de l'entreprise. (Alors! encore une association Capital-Travail ?) Retour à la liberté réelle des salaires, fixation rapide du minimum vital national, rétablissement de la conciliation et de l'arbitrage obligatoire, réglementation du droit de grève et du look-out ; réduction du train de vie de l'Etat, incorporation de toutes les primes au salaire.

Dans ce programme il y en a pour tous les goûts ; l'Etat en prend un coup; les primes rentrent dans le salaire, celui-ci reprend sa liberté, mais l'on n'oublie pas l'arbitrage obligatoire et la réglementation de la grève.

Par ces procédés les durs peuvent être satisfaits, les timorés aussi. Il nous souvient qu'en 1937 un syndicat-maison, le S.P.O.U.R., s'était ainsi formé, aux côtés du S.P.F., à cette époque ce syndicat-maison eut du fil à retordre devant la réaction des ouvriers, nous connaissions ses fondateurs.

Voici que treize années après, malgré l'occupation, la Libération, la nationalisation ce syndicat renaît. Comment se fait-il ? Oh ! tout simplement, le plus simplement du monde, les ex-chefs de l'ancien syndicat-jaune n'ont jamais été inquiétés, ils sont toujours en place et en bonne place, croyez-le.

La nationalisation des usines Renault, les Comités d'Entreprises qui se sont succédés n'ont rien fait, rien dit contre ces gens-là.

Vous voici donc avec une bagarre de plus à livrer pour éviter que des travailleurs tombent dans le panneau (c'est le cas de le dire), du trust S.I.R.

L'appel de F.O. est juste, leur S.O.S. est normal devrait-on dire, mais leur comportement durant certaine grève nous oblige à les suspecter. Lorsque l'on est un militant, il faut se conduire en homme. Travailler derrière un cordon d'agents, casser la croûte à l'abri de ce cordon n'illustre guère un homme même si celui-ci à certains moments, a des réactions qui peuvent nous faire croire qu'il le redevient.

Syndicat Industriel des Métaux.

SUR UN FAIT DIVERS... A LYON

Deux gros titres à la Une !

Deux pages de photographies ! Une page entière de texte ! C'est ce qu'offrait à ses lecteurs, le 17 mai dernier, un quotidien lyonnais pour rendre compte du Grand Prix de Lyon et de l'étape du jour de l'épreuve cycliste régionale. Rien ne manquait à la pâtée journalière de bla-bla-bla ! Aucun sacrifice n'avait été épargné !

Et à la 4, noyée dans les nouvelles locales et le courrier des spectacles, la brève relation d'un drame de la misère : 20 *lignes !* Le titre : « Un vieillard se jette du 3e étage » était en gras, il est vrai, et avait peut-être suffi à tranquilliser la conscience du rédacteur de l'entrefilet.

La disproportion entre la place dispensée largement à des futilités et celle, accordée parcimonieusement au suicide de ce vieillard, situe bien l'état décadent de la presse, et aussi — il faut bien le souligner une fois de plus — celui d'avachissement de la majorité des citoyens de ce pays.

Nombreux — cependant — sont ceux qui se seront indignés à la lecture de ce drame, qui auront crié à l'égoïsme de la société et des individus qui la composent. D'aucuns auront pris à parti, députés, ministres ou gouvernants quelconques, accusant à tort et à travers tout le monde et personne.

Beaucoup se seront apitoyés sur la tragique fin de ce pauvre vieux, mais tous, sans exception, se seront estimés irresponsables et impuissants devant un pareil état de choses et surtout sur les moyens d'y remédier.

Combien auront senti qu'à travers ce banal fait divers, c'est le drame de la foule des travailleurs qui se joue ? Combien auront compris que ces vingt petites lignes — perdues dans les dix pages du quotidien — tentent de voiler la véritable tragédie : l'impuissance du régime à juguler la matière et — par conséquent — l'obligation qui en découle d'en finir une fois pour toutes avec lui ? Combien auront réfléchi que l'unique moyen de se débarrasser de cet inique régime — qui accule les individus au suicide — est de s'unir au sein du syndicalisme qui seul peut et doit rassembler les masses laborieuses ? Combien auront eu la conviction intime que ce sort leur est réservé, s'ils ne secouent à temps leur torpeur et s'ils ne participent pas dès à présent à l'édification d'une société plus juste et d'un régime plus équitable.

Ouvriers, travailleurs ! Il est temps de reprendre conscience de votre classe et de la condition misérable qui vous est faite, il est grand temps de prendre conscience du rôle qui vous incombe pour contribuer à votre libération — la vraie celle-ci — et à l'établissement du monde de véritable égalité, de réelle liberté, de sincère fraternité, de demain.

La tâche est ardue, il est vrai, mais non pas impossible comme tente de vous en convaincre insidieusement la grande presse. La politique de l'autruche n'est plus de mise. C'est une question de vie ou de mort pour la classe laborieuse entière, il faut bien se l'avouer et le reconnaître sans passion.

Tous ensemble, manuels et intellectuels, appliquons-nous par notre action quotidienne et notre dévouement au service du syndicalisme à extirper sous toutes ses formes le virus capitaliste de la société actuelle.

Œuvrons en commun afin que la presse pourrie ne nous fasse plus l'injure de causer de la misère humaine avec autant d'insolence — par l'importance exagérée qu'elle accorde aux parasites (même s'ils s'appellent Ali Khan et qu'ils « honorent » (*sic*) de leur présence les manifestations mondaines de la ville) — avec autant d'indifférence et par là laisser supposer qu'aucune solution n'est possible pour changer l'état actuel des choses.

La C.N.T. est fière de poursuivre le combat que nos aînés ont entamé avec enthousiasme pour l'émancipation des travailleurs qui — il est bon de le rappeler — ne peut être que leur œuvre propre. Elle ne doute pas que les hommes vraiment de bonne volonté sauront unir leurs efforts pour participer à cette utile tâche de salubrité humaine et liquider définitivement le régime scandaleux qui étouffe notre légitime besoin de vivre et nous asservit un peu plus chaque jour.

FRANLUC.

A NICE

LEURS MÉTHODES

Le 10 mai courant, les organisations *démocratiques* (*sic*) avaient organisé une manifestation pour protester contre l'arrestation et pour la libération des ouvriers de la Bocca, arrêtés pour avoir essayé d'empêcher le chargement de matériel de guerre.

Les autorités, pour assurer l'ordre établi par la force et la contrainte, avaient fait déplacer treize camions de C.R.S., en plus de la police locale.

Face au lieu de la manifestation, se trouve un chantier de démontage de charpente métallique, qui abritait la dernière foire-exposition de Nice. Le travail presse, car un marché aux légumes doit occuper la place dans les jours qui suivent, et les ouvriers de toutes tendances qui travaillent dans l'entreprise s'affairent au démontage, sans s'occuper d'autre chose.

Mais une partie des C.R.S., sans aucun avertissement, pénètrent dans le chantier et prennent place. Provocation, disent les uns ; peur, disent d'autres (de la ferraille traîne sur le chantier).

Le premier moment de stupeur passé, les ouvriers s'émeuvent, ne voulant pas travailler ni sous la contrainte ni sous la protection de C.R.S.

De l'autre côté de la barrière, les manifestants s'émeuvent aussi.

Alors un jeune camarade C.N.T. du chantier prit l'initiative d'aller voir les commissaires de police de l'autre côté de la rue, pour leur demander de déplacer les C.R.S., ayant encore à travailler et trouvant anormales ces conditions de travail.

Les autorités « responsables » lui répondirent très vaguement et, à son retour, l'unanimité se fit pour arrêter le travail.

Aussitôt, au micro des manifestants, la nouvelle fut annoncée. Les ouvriers s'en allèrent laver leurs mains et c'est là que survint un incident publié par le « Patriote de Nice » de façon erronée.

Ce n'est pas un ouvrier présent à la manifestation, mais un ouvrier du chantier qui se lavait les mains au dehors qui fut pris à partie par le commissaire de police pour avoir, d'après ce dernier, parlé au micro contre les C.R.S., alors qu'il n'en a rien été.

Grâce à son sang froid, et aussi à celui d'autres manifestants accourus, il ne put être arrêté. Mais il refusa catégoriquement de s'exprimer au micro de ceux qui, depuis la libération, maintiennent par l'erreur et le mensonge, les ouvriers dans la misère.

Il est certain que l'erreur reprochée n'est pas la même que celle des capitalo - patrono - républicano - fascisto - démocrates.

Donc, les uns essayent de diviser les ouvriers par leur méthode provocatrice. Les autres s'approprient les actes courageux d'ouvriers, même s'ils ne sont pas des leurs, sans préciser naturellement pour avoir tout le bénéfice de l'action.

Les vrais syndicalistes révolutionnaires de la C.N.T. font savoir à ces deux *clans* qu'ils seront toujours à l'avant-garde de l'action non pour la gloire, mais pour éclairer par l'exemple tous les ouvriers victimes de l'oppression capitaliste et des Etats, même socialistes ou dits tels, leurs complices.

A. PALLANCA.

COMMUNIQUES

TRÉSORIER CONFÉDÉRAL

René Doussot, 9, avenue de la Porte-de-Clignancourt, Paris (18e). - C.C.P. 5046-35.

COMITE CONFEDERAL NATIONAL

Dimanche 11 juin 1950, toute la journée, à Paris. Ordre du jour et lieu par La Liaison.

COMITE DE REDACTION

Ce soir, vendredi 26, à 20 h. 45, salle de la coopé A.T.A., sont spécialement convoqués : Salembier, Yvernel, Douillet, Morel, Juhel, Jacquelin, Coutelle, Boucoiran, Garros, Rotot, Fauchois.

Fédération Industrielle des Métaux

Il est rappelé que toutes commandes de matériel (tracts, action directe, papillons) doivent être demandées à la F.I.M., 39, rue de la Tour-d'Auvergne-IXe. Ne pas oublier de vous acquitter de vos dettes vis-à-vis de la F.I.M. Retenez l'adresse du C.C.P. : Yvernel Georges, 16, rue du Commerce, Paris-XVe. C.C.P. 243-69 Paris.

F.T.R.

Permanence tous les jeudis, 32, rue de la Tour-d'Auvergne.

Trésoriere: Lavigne Roger, 1, rue des Venêts, Pontoise. C.C.P. 6701-99 Paris.

2e U.R.

COMITE DE REDACTION
AUX MILITANTS
DE LA REGION PARISIENNE

Les militants de Paris ont un gros avantage, celui d'être sur place.

Cela leur permet de pouvoir participer plus activement que nos amis de province à la vie confédérale.

C'est pourquoi le Comité de Rédaction fait un appel plus particulier aux militants parisiens pour qu'ils apportent chaque vendredi leurs suggestions et leurs faits de boîte au Comité de Rédaction.

C'est de la collaboration de tous, sans bonzes ni minus, que le « C.S. » vivra.

S.I.A.
SECTION DE PARIS

Le samedi 3 juin, à 15 heures, 24, rue Sainte-Marthe, salle du 1er étage, se réunira l'Assemblée locale de S.I.A.

Tous les compagnons sont priés d'y assister, vu l'intérêt des points à traiter.

Le Secrétaire :
B. MIQUEL

8e U.R.

Permanences à Bordeaux

Tous les soirs, de 16 à 19 h. 30, chez Beau, 15, Vieille Bourse du Travail ; dimanche de 10 à 12 h. : Conseil juridique sur place ou à Laveau H., 42, rue Lalande.

Bibliothèque

Bibliothèque de prêts ouverte à tous, dimanche au siège. Il sera perçu 5 francs par livre et 2 francs par brochure, pour nouveaux achats.

Syndicat Unique des Métaux

Deuxième dimanche de chaque mois. Le C.S. sera à votre disposition sur place.

10e U.R.

SAINT-NAZAIRE

Pendant les fêtes de la Pentecôte, aucune permanence à Pornichet.

Le Secrétaire :
GINEAU-E.

Dimanche, de 10 h. 30 à 11 h. 30, à Marijo, boulevard des Océanides, Pornichet. Le C. S. est à la disposition des diffuseurs dès le 10 du mois.

11e U.R.

Brest-Intercorporatif

Tous les samedis, de 9 h. à 11 h. 30, porte Fautras, face Lycée.

12e U.R.

APPEL AUX POSTIERS

Les camarades des P.T.T. de la région de Rouen, sympathisants à la C.N.T., sont invités à se mettre en relation avec Autic Maurice, P.T.T., Coutances (Manche).

Rouen

Premier dimanche de chaque mois, 63, rue des Bons-Enfants.

13e U.R.

Permanence et correspondance : DUHAMEL Octave, 19, rue Fouquet-Lelang, Marcq-en-Barœul (Nord).

Métaux. Inter., Textile

Tous les samedis de 18 à 20 heures, 13, rue du Molinel, Lille.

Roubaix

Tous les jours, 63, rue d'Avelghem.

15e U.R.

S.U.B.-Strasbourg.

Tous les dimanches, de 10 à 12 heures, 14, rue de la Krutenau, « A l'Etoile Rouge ». Ainsi que pour les autres industries. Le C.S. est en vente kiosque mobile, place Kléber.

Hayange

Tous les dimanches, à 16 h. 30, Café de l'Industrie, 108, rue du Maréchal Joffre.

17e U.R.

Trésorerie, fournitures et règlemen de matériel : S. Commun, 95, avenue Berthelot, Lyon-7e.

Le Bureau de la 17e U.R. se réunit tous les jeudis à 20 h. 30, au siège social, 60, rue Saint-Jean.

Ces réunions sont élargies aux militants.

Lyon

60, rue Saint-Jean, mercredi et samedi, de 17 à 19 heures ; dimanche de 9 à 12 heures.

Villeurbanne

286, cours Emile-Zola, dimanche de 9 à 12 heures.

Saint-Fons

Café des Mûriers.

Vénissieux

Brasserie Chaffard.

Oullins

Café Charles, 75, avenue de la Gare. Pour ces 3 U.L., consulter la presse locale pour les jours de permanence.

S.U.B.

Premier dimanche du mois, conseil syndical au siège ; deuxième dimanche, assemblée générale à 10 heures.

Roanne

Tous les jeudis, de 18 h. 30 à 20 h., salle cour Palais de Justice, place du Palais.

Saint-Étienne

24, rue Rouget-de-l'Isle. Responsable : Meiller.

18e U.R.

Grenoble

Pour tous renseignements concernant l'U.L. de Grenoble, écrire à Paul Camus, 10, rue Barnave, ou aux permanences, le mardi et le jeudi de chaque semaine, de 18 à 20 heures, au Café de l'Oisans, 11, rue du Vieux-Temple (près de la place Notre-Dame).

19e U.R.

MARSEILLE
COURS DE FRANÇAIS
ET GROUPE ARTISTIQUE

Tous les mardis soir, de 6 à 7 heures, cours de français pour camarades étrangers. Groupe artistique (déclamation, théâtre, solfège, chorale, mandoline), de 7 à 8 h. 30. Se faire inscrire à la C.N.T., ancienne Bourse du Travail, salle 5.

JEUNESSES SYNDICALISTES
REVOLUTIONNAIRES DE MARSEILLE

Le groupe de jeunes est formé. Il se réunit tous les dimanches à 10 heures du matin, à la salle 5, vieille Bourse du Travail, 13, rue de l'Académie, Marseille.

Venez avec nous œuvrer fraternellement dans une ambiance de jeunesse et de liberté.

Le Secrétaire,
Serge TERRAR.

Draguignan

Ecrire à Mabire, 18, rue Vieille-Boucherie.

Aix-en-Provence

Tous les jeudis, à 21 heures, Bar des Facultés, près grande poste.

Nice et région

Inter. : adh., cartes, journaux : A. Pallanca, rue Joseph-Layet, Villeneuve-Loubet (Alpes-Maritimes).

COMMUNIQUÉS DIVERS

(Sous cette rubrique nous insérons les communiqués des organisations qui soutiennent la C.N.T. Lesdits communiqués ne peuvent en rien engager la Confédération.)

LE ZERO ET L'INFINI
D'ARTHUR KŒSTLER

tel est le sujet que traitera le camarade TRENCOSERP

à la réunion qui aura lieu le samedi 3 juin, à 20 h. 30, Chope du Combat, salle du sous-sol (métro : Colonel-Fabien), sous l'égide du M.A.

Invitation cordiale à tous.

De même, le samedi 10 juin, au même endroit et à la même heure,

BOUCOIRAN et THERSANT
traiteront
pour les camarades SYNDICALISTES les sujets suivants :

le premier,
CE QUE DOIT ETRE MAINS ET CERVEAU
le second,
LE SYNDICALISME DOIT AVOIR
DEUX POINGS POUR SE BATTRE

BULLETIN D'ABONNEMENT

au « Combat Syndicaliste »

Je soussigné,
NOM .....
Prénoms .....
demeurant .....
.....
déclare souscrire un abonnement de (1) .....
au « Combat Syndicaliste ».

Le .....
SIGNATURE

Envoyez les sommes au C.C.P. *PARIS 7497-93*
Y. RICHAUD, 20, Rue Sainte-Marthe, PARIS-Xe

(1) 12 numéros : 110 fr. - 24 numéros : 215 fr. - 48 numéros : 420 fr.

LES 3.000 FRS. DES CHEMINOTS

La F. T. R. préconise la grève générale illimitée

Chacun sait que le ministre des Travaux publics et les dirigeants de la S.N.C.F. se moquent totalement de la situation catastrophique dans laquelle croupissent les cheminots de la base. Peu leur importe que des traitements faméliques soient alloués aux malheureux qui assurent leurs confortables sinécures. Ils se contentent de jouir de celles-ci. Le sort des autres ne les intéresse pas.

Les bonzes de la C.F.T.C. et de F.O., délégués du personnel au Conseil d'administration de la S.N.C.F., Pailleux (échelle 16) et Ouradou (échelle 14) travaillent, paraît-il, d'arrache pied, pour que les fameux 3.000 francs, au-dessous desquels, selon la C.F.T.C., il est impossible de descendre, ne soient plus un mirage mais deviennent une réalité.

De l'autre côté de la barricade syndicale, Tournemaine, le limogé, C.G.T. (échelle 10), dans un récent tract, admet que les 3.000 francs ne représentent qu'un palliatif et chiffres à l'appui démontre, pour une fois, qu'il est d'accord avec nous, que le salaire de base, gratifications comprises, ne devrait pas être inférieur à 25.000 fr. par mois.

L'unanimité existe donc, parmi les réformistes, pour admettre que les 750 francs alloués au lampiste constituent une aumône ridiculement insuffisante.

La démonstration est aussi faite depuis longtemps que l'on perd toujours son temps à discuter avec des adversaires de mauvaise foi, et c'est ici le cas.

Nous demandons donc aux Tournemaine, Ouradou, Pailleux, si vraiment ils défendent, comme ils le prétendent, les intérêts du prolétariat, ce qu'ils attendent, étant donné l'attitude de nos opposants, pour recourir à la seule mesure qui s'impose actuellement, la grève générale illimitée.

L'unique époque de l'année où une grève est susceptible de réussir approche ; elle se situe entre le 1er juillet et fin septembre, période d'intense trafic voyageurs.

Il reste à ces messieurs tout juste le temps nécessaire pour mettre au point les conditions d'application du mouvement, date de son déclenchement (lendemain de la paie de la majorité du personnel), programme de revendications minimum, extension de la grève à tous les moyens de transport, caisse de secours commune, etc., etc...

En procédant ainsi ils mettraient tous les atouts dans leur jeu et, étant donné l'appartenance de chacun, leur unité d'action interdirait au gouvernement de crier à la grève politique.

Inutile de dire que le concours de la F.T.R. leur est à l'avance, entièrement acquis, étant entendu que nous lutterons pour l'aboutissement de nos propres revendications. Nos militants n'ont jamais fait les « jaunes ». Ils ne commenceront pas demain. Ils ont participé à tous les mouvements, même quand leurs promoteurs se sont, à tour de rôle, élégamment tiré dans le dos.

Nos adhérents n'auront malheureusement pas à démontrer, une fois de plus, leur dynamisme. Les bonzes des confédérations réformistes ne bougeront pas pour la bonne raison que ceux qui les commandent ne tiennent pas à ce que cela change et que sous le couvert du syndicalisme ils ne sont que des crypto-politiciens qui se moquent autant de notre misère que ceux qu'ils sont censés combattre.

Il en sera ainsi tant que le salaire unique ne sera pas une réalité.

Au lampiste de juger qui il doit suivre !

R. FAUCHOIS.

CONGRES EXTRAORDINAIRE DE LA F.T.R.

Le Congrès extraordinaire de la Fédération des Travailleurs du Rail a eu lieu le 7 mai, 24, rue Sainte-Marthe, à Paris.

Tous les syndicats présents ont réaffirmé leur attachement indéfectible aux principes et aux buts de l'A.I.T. et de la Charte de la C.N.T. dite « Charte de Paris ».

Les congressistes, animés du plus pur esprit syndicaliste, ont effectué un travail positif, vraiment important, qui ne manquera pas de porter ses fruits à bref délai.

La nouvelle commission administrative a désigné le bureau fédéral suivant :

Secrétaire général : R. Fauchois, Paris-Nord.
Secrétaire à la Propagande : D. Bastien, Le Landy.
Secrétaire juridique : R. Glunk Chapelle-Dépôt.
Trésorier général : R. Lavigne Chapelle-Dépôt.
Trésorier adjoint : A. Roux, Chapelle-Charbons.

B.D.I.C

ET NOS SYNDICATS

DEBAUCHAGES MASSIFS A L'ARSENAL D'INDRET

Il se confirme que les mesures de compression des effectifs ouvriers prises par le Département de la Marine, seront appliquées dans toute leur rigueur.

Question financière ?

Cette coupe sombre, étendue à l'ensemble des ouvriers de l'Etat, doit, paraît-il, atteindre 8.000 ouvriers ; ce qui représente, à la moyenne de 200.000 francs annuels environ, par unité, 1 milliard 600 millions sur un budget fabuleux.

Incapable de présenter un budget équilibré, aux prises avec une opinion publique hostile du fait des impôts qui la saignent aux quatre veines, le gouvernement jette en pâture 8.000 lampistes qui iront grossir le nombre déjà impressionnant des chômeurs.

Premières conséquences.

Si les chiffres qui nous sont donnés doivent être maintenus (310 ouvriers, c'est-à-dire 21 % de l'effectif pour le seul Etablissement d'Indret), c'est toute une région qui va, par contre-coup, en ressentir les effets.

Après les départs massifs de l'an dernier — mises à la retraite par anticipation, et congédiements d'ouvriers mal notés — on peut dire que le personnel ouvrier restant au travail constituait une main-d'œuvre sélectionnée.

Ces 310 nouveaux licenciés, en pleine force de l'âge, jetés sur le marché du travail avec, pour la plupart, un dédommagement insignifiant, vont devenir des concurrents redoutables pour les ouvriers des usines voisines dont les patrons ne s'embêteront pas de scrupules pour sélectionner à leur tour leur main-d'œuvre.

Ce qui entraînera, qu'on le veuille ou non, l'ouverture de fonds de chômage dans les agglomérations les plus touchées et, par voie de conséquence, un surcroît d'impôts nouveaux.

Ces licenciements sont-ils nécessaires ?

L'Etablissement d'Indret est une des usines les mieux équipées de la région pour une production rentable. Ses cadres représentent, professionnellement, une élite dans le monde savant de la métallurgie. Ses ouvriers ont, depuis toujours, eu une réputation indiscutée. Son outillage moderne et varié peut répondre à de multiples sollicitations.

Les véritables buts.

Nous prétendons que ces mesures draconiennes, qui semblent se généraliser un peu partout dans le monde, et en France en particulier, ne sont qu'une phase de la lutte de classes. De tous temps le chômage a été l'arme la plus efficace du capitalisme.

L'effroi qu'il fait naître parmi la classe ouvrière, privée ou menacée d'être privée de son gagne-pain, amène celle-ci à accepter les conditions de travail les plus avilissantes.

L'ouvrier en chômage, en proie à la plus noire détresse, acceptera d'un employeur éventuel de travailler pour un salaire dérisoire et dans des conditions d'hygiène ou de sécurité déplorables.

Celui qui aura eu la chance de conserver son emploi abandonnera toutes ses revendications, sachant que son patron est assailli de demandes et qu'il peut à tout moment changer de serviteurs.

Là encore, le chômage, surtout dans les arsenaux de l'Etat, peut obliger les ouvriers à travailler pour n'importe quoi. Lorsque les portes s'ouvriront à nouveau pour le chômeur qui aura vu les siens dans la misère pendant des mois, il ne s'occupera plus si c'est pour construire des machines agricoles, des cargos ou des sous-marins ; il saura seulement qu'il doit apaiser son estomac.

Depuis la Libération.

On nous a chanté sur tous les tons : « *Produire d'abord, revendiquer ensuite. — Retroussez vos manches, ça ira encore mieux.* »

D'accord ! Après une dévastation générale comme celle que l'on a connue, de 1940 à 1944, il faut réparer la casse ; mais à condition :

1° Que la classe laborieuse, qui est chargée d'exécuter ce travail, soit payée le prix de son labeur ;

2° Qu'elle puisse contrôler l'utilité et le volume des travaux, et en déterminer les besoins ;

3° Que la répartition soit faite au prorata de la production.

Or qu'avons-nous vu depuis la Libération ? Les travailleurs ont bien peiné, bien sué, mal mangé, sans se rendre compte que les stocks se reconstituaient, dressant, devant eux, la masse qui les écrase aujourd'hui.

Des grèves sporadiques ont éclaté un peu partout, pour des prétextes, toujours valables certes, mais cachant souvent des buts, qui n'ont rien de commun avec l'intérêt des travailleurs.

Les organisations syndicales se sont usées à ce jeu stupide, et le patronat est en mesure aujourd'hui, grâce aux stocks de réserve que la classe ouvrière lui a reconstitués de toutes pièces, de prononcer des « lock-out » après chaque grève ou après des licenciements.

Le prolétariat est majeur.

Il doit reprendre conscience de sa force. Le machinisme se développant à une cadence accélérée supplante l'ouvrier dans son travail.

Et, pour donner à chacun sa part de labeur, la logique impose une réduction de la semaine de travail. La C.N.T. n'a jamais cessé de revendiquer les 40 heures, qui ne seront cependant qu'un palliatif, car, inexorablement, le progrès avance à pas de géant, et cette semaine de 40 heures, que l'on nous refuse aujourd'hui, sera trop longue demain. Il faudra en venir aux trente heures.

Elle demande également le retour au pouvoir d'achat de 1938, qui doit permettre une consommation accrue des produits fabriqués.

Et préconise, comme moyen d'action pour faire aboutir ses revendications, la prise en charge par les travailleurs eux-mêmes de tous les moyens de production de consommation et d'échange.

G. MORANDEAU,
Secrétaire du Syndicat C.N.T. d'Indret.

GUERRE FROIDE ET DOUCHE ECOSSAISE

(*Suite de la première page.*)

Quand nous lisons sur les journaux les articles des différents spécialistes (qu'ils disent) de la politique étrangère, nous avons beau aiguiser toutes nos facultés, nous sommes obligés d'avouer que rien ne nous autorise à pencher, soit vers l'optimisme, soit vers le pessimisme.

Dans l'antiquité les augures et les aruspices qui étaient chargés d'interpréter les oracles, ne trahissaient jamais la moindre discordance entre eux. Tandis que ceux du temps présent semblent ne s'accorder que pour émettre des pronostics contradictoires.

M. Truman ne croit pas à la guerre pour tout de suite. Rassurez-vous donc bonnes gens, faites comme les lapins d'un certain M. Rousselot, croquant paisiblement leurs ronds de carottes et leurs feuilles de choux parce qu'ils étaient sûrs de ne pas être mangés avant trois mois. Nous sommes les morts en sursis, selon M. Truman et nous aurions bien de la chance si certains subordonnés du président des U.S.A. et non des moindres, ne faisaient point étalage d'un pessimisme affolant. Alors, à qui se fier ?

Dans le camp adverse, on est moins bavard on ne peut lui en faire un reproche. Mais attention ! Méfiez-vous de l'eau qui dort.

« Il paraît » que la Russie prépare une attaque contre la Yougoslavie. Des gens bien informés — il s'en trouve toujours — nous l'affirment. Vous souvient-il encore, camarades qui lisez ces lignes, d'une information sensationnelle d'un journal sérieux et « pas menteur pour deux ronds », il est « bien pensant », et ce ne sont pas des « excités » qui le rédigent comme cela se passe au Combat Syndicaliste ?

Ce journal-là, son nom seul vaut tout un programme, s'appelle : « Témoignage Chrétien ». Peut-on récuser un pareil témoignage ?

Donc, il n'y avait pas de doute, la guerre « imminente » allait éclater. Peut-être quelques pauvres cardiaques d'une crédulité excessive trépassèrent-ils en lisant cette nouvelle parce qu'ils prirent la chose « trop à cœur », mais la céleste prédiction ne s'accomplit pas. On s'en est fait des cheveux ; pour rien.

Aussi maintenant, nous sommes tranquilles. Des alarmes parties d'une source tellement sûre, ayant subit un pareil démenti, il faudrait être le dernier des idiots pour croire encore à la guerre.

Le parti qui se dit toujours communiste, se préoccupe d'une chose, de la chose la plus importante celle de la bombe atomique. Il a raison, parce que voyez-vous, mourir par la bombe atomique est une atrocité abominable, inconcevable, indigne des sociétés civilisées.

Pour mettre les choses à leur vraie place, il faudrait que ce soient les derniers cannibales vivant dans les forêts les plus impénétrables à « notre civilisation » qui se servent de la bombe atomique, mais à nous, les sagaies et les flèches subtilement assaisonnées d'un soupçon de curare nous suffiraient largement.

Malheureusement on nous met l'embarras du choix sur les bras. Tous les jours des savants « bien intentionnés » inventent quelque nouveau produit mortifère à l'ombre de leurs paisibles laboratoires. Et nous autres, gens pratiques, nous sommes en train de nous chamailler pour savoir de quelle façon et à quelle date nous passerons à la casserole.

Il y a bien par-ci, par-là quelques fous qui nous crient : « Le seul moyen d'éviter la guerre, c'est de refuser de la faire » et à première vue cela semble logique. Mais en réfléchissant bien on ne tarde pas à découvrir que c'est une Lapalissade. Les solutions trop simples, comme ceux qui les inventèrent, sont des solutions « simplistes ». Méfiez-vous de M. de Lapalisse, ses vérités étaient trop évidentes et une vérité trop évidente... vous l'avez dit :

« Ça ne peut être qu'un mensonge. » C'est du moins l'avis des « sages » de notre temps.

(1) Avouez qu'ici, les guillemets sont nécessaires.

L'Art médiéval Yougoslave

Ce fut une initiative heureuse que la visite à l'Exposition d'Art yougoslave de dimanche dernier, à laquelle vinrent, trop peu nombreux, nos camarades de la C.N.T. Cette initiative devrait être renouvelée très souvent.

Ces manifestations artistiques sont d'un grand intérêt éducatif et il n'est pas un militant digne de ce nom qui ne devrait manquer d'y participer.

Ainsi, il nous fut possible d'admirer la copie des chefs-d'œuvre d'une époque trop souvent méconnue, de la péninsule balkanique. Toute l'histoire des pays qui la forme mériterait d'être étudiée; elle nous ferait comprendre avec plus de facilité l'évolution artistique de son peuple, dont des tendances diverses ordonnèrent la pensée.

Dès l'infiltration des Slaves qui remonte au Ve siècle, des influences variées, dont Byzance en tête, agissent profondément sur ces populations diverses, telles les Grecs, les Roumains, les Illyres, les Throaces, les Gots, les Celtes, les Coptes, etc., formant la couche ethnique et culturelle du pays.

C'est à ces fonds ethniques et culturels que les Slaves unissent leur existence, leur passé et leur avenir créateur.

C'est dire toute la valeur que renferment les œuvres artistiques qu'on nous a présentées.

Tout en organisant leur vie politique — l'Histoire nous parle, en effet, de princes féodaux dès le VIIe siècle, d'intrigues menées par ceux-ci pour se maintenir au pouvoir et obtenir le soutien de l'Eglise, en passant à la chrétienté, tels Gorazd et Hotimir — les diverses régions formant la péninsule développent leurs possibilités créatrices.

Cependant, en étudiant les arts mineurs, on s'aperçoit que, dès le début, les différence du style et de la pensée artistique entre les clans et les peuples slaves des Balkans sont presque nulles.

Ce n'est qu'ultérieurement que ces clans et ces peuples se soustraironi, à travers le temps et les diverses conditions de vie, aux influences différentes des cultures, du monde chrétien de l'Orient, d'une part, et du monde chrétien de l'Occident, d'autre part.

Les œuvres artistiques de ces peuples s'appuyaient à la fois sur des traditions anciennes et sur la nécessité de faire des œuvres d'avenir. Ils ne copiaient pas, ils apprenaient, comprenaient ce que le goût des siècles avait déjà vérifié et créaient.

Très tôt, la Croatie montra des tendances vers un art plus personnel. Du IXe au XIe siècle, les églises seigneuriales sont voutées de différentes manières.

Alors que l'Europe occidentale avait recours aux plafonds de bois, les églises du littoral dalmate étaient en matériaux résistants au feu, de la base au sommet.

Quant aux éléments ornementaux employés par les artistes, ils sont puisés à différentes sources et, en particulier dans l'art roman. Mais les artistes ne négligent nullement de consulter Byzance, la Perse, l'Inde, etc.

Dans la Zeta, l'art de l'architecture fleurit, mais ce sont, pour la plus grande part, de petites églises seigneuriales aux surfaces ramassées dénotant tout de même une connaissance des problèmes du métier.

En Serbie et en Macédoine, proches de Byzance, de nouvelles dynasties marquent leur activité accrue dans tous les points de la vie sociale et culturelle.

Tantôt, un penchant pour les goûts fournis sur le littoral dalmate, tantôt prédominance de la pensée byzantine caractérise l'évolution particulière de ces peuples.

Rien de personnel ne vient, mais rien non plus de ces influences n'est transposé à la lettre.

Enfin, le danger turc apparaît et ralentit sérieusement l'activité artistique. Seul, le Nord de la Serbie, plus éloigné du danger, consolidera ses positions.

Les peinture, du XIe au XVe siècle, évoluent à leur tour en technique, en style, en iconographie, et l'introduction d'éléments plus réalistes illustrant la vie quotidienne des hommes tend à intervenir au préjudice des formes inspirées par les textes dogmatiques.

Cette tendance réaliste se préparait de longue date, mais n'osait apparaître.

Des écoles surgissent, introduisant des cycles nouveaux, cherchant des détails apocryphes, en un mot, recherchant la vie.

Mais l'art médiéval se caractérise plus particulièrement par la construction de monuments de pierres tombales.

La Bosnie et l'Herzégovine en sont les principales productrices.

Les savants yougoslaves attribuent à la force créatrice des Bogomils, les pierres funéraires qu'on retrouve par milliers en Bosnie. Ces pierres, de formes différentes, décorées soit d'ornements géométriques ou végétaux, soit d'ornements figurés, guerriers, chasseurs, groupes d'hommes et de femmes dansant ou poursuivant le gibier, d'animaux, ours, chiens, chameaux, éléphants, d'oiseaux, etc., nous donnent l'idée d'un art, d'un métier pleinement développé.

Que l'on se réjouit d'avoir pu apprécier, en partie, trop rapidement, hélas !

René HERBE.

CAMARADE !

Combien as-tu diffusé de "COMBAT SYNDICALISTE" la semaine dernière ?

DIALOGUE SUR L'ÉGALITÉ ÉCONOMIQUE

L'adversaire. — Eh quoi, tu ne voudrais pas qu'un manœuvre soit l'égal d'un contremaître et à plus forte raison d'un ingénieur ! Tu dis qu'un commis d'administration devrait avoir le même traitement qu'un chef de division ! Ma parole, tu déraisonnes ou tu n'es qu'un utopiste car, enfin, si ta société réalisait cette égalité économique que tu prônes, elle ne disposerait bientôt plus ni de contremaîtres, ni d'ingénieurs, ni de chefs de division. Personne ne voudrait plus se dévouer, ni s'instruire, ni prendre de responsabilités puisque la récompense des efforts n'existerait plus et ta société s'effondrerait dans le désordre si toutefois elle eût pu être créée.

Le défenseur. — Tes arguments sont, ou plus exactement ont été justes au regard du passé lorsque les besoins élémentaires des hommes étaient loin d'être satisfaits, lorsque la pénurie de vivres faisait que la famine décimait les populations. Aux différents stades de la vie économique des siècles passés et en dépit du sentiment altruiste qui, malgré tout, habite les hommes, il semble que les mieux armés dans la lutte pour la vie avaient effectivement droit à une part plus grande que les autres de la production, en raison de la contribution plus importante qu'ils y apportaient, de par leurs muscles plus puissants, leur intelligence plus vive ou, en un mot, de leurs capacités productives plus développées. Il y avait là, dans la récompense immédiate de qualités naturelles ou d'efforts, stimulation à produire davantage. Et malgré un parasitisme dont, au cours de l'histoire, les classes sociales dominantes furent tour à tour les bénéficiaires, ce stimulant à la productivité qu'était le profit, dans une économie de rareté, procurait tout de même un accroissement de bien-être à tous.

J'ai bien dit dans une économie de rareté où tous les produits, certes inégalement répartis, étaient cependant totalement consommés, à des époques où les guerres avaient le plus souvent pour but essentiel le pillage de contrées plus favorisées afin d'en accaparer par la force les richesses. Peut-on, de bonne foi, affirmer qu'il en soit de même de nos jours et que la situation des pays techniquement les plus évolués ne soit pas renversée ? Non seulement les gouvernements ne mettent plus en vigueur, telle la Convention, des lois réprimant le gaspillage, mais encore ils en édictent, dans une économie ainsi faussement libérale, ayant pour objet de limiter la production ou de la détruire ! Il est superflu de rappeler les mesures de malthusianisme économique prises un peu partout. Evoquons cependant celles prescrivant l'arrachage des pieds de vigne, l'élargissement des mailles des filets de pêcheurs, la dénaturation du blé pour ce qui illustre notre IIIe République. Parlons aussi du lait versé au ruisseau aux Etats-Unis, du café servant de combustible aux locomotives du Brésil ou du poisson rejeté à la mer dans les ports bretons (le 13 mai dernier, la radio annonçait que trente tonnes de maquereaux venaient d'être rejetés à l'eau à Douarnenez), et nous aurons un tableau édifiant de ce que les tenants d'une telle société appellent l'ordre naturel.

Et dans le même temps les guerres ont aussi changé de caractère. A celles de rapines, puis de conquêtes de débouchés, ont fait suite celles de destruction systématique. Il est patent qu'on ne fait plus la guerre pour se procurer richesses et débouchés, mais pour détruire des richesses et écouler une production qui, faute de pouvoir d'achat, ne s'absorbe plus. Et ces tueries organisées qui furent condamnées de tout temps par des individualités morales ne trouvent même plus de justification d'ordre matériel pour l'ensemble des groupements économiques.

F. BIDÉ.

(A suivre.)

Que vaut le slogan de la grève gestionnaire ?

(Suite de la 1re page.)

tique aussi vieille que le syndicalisme.

Il ne pouvait y avoir gestion que si les services administratifs avaient justement perçu le prix des soins fournis et avaient conservé par devers eux les sommes reçues à fin de distribution entre les participants selon un mode à déterminer.

Lors de la dernière grève du métro, une initiative fut prise par un groupe, bien intentionné certes, de préconiser le transport gratuit des voyageurs.

Là encore, qu'on le veuille ou non, il n'y avait pas tentative de gestion, mais ségrégation des deux aspects de la vie d'une entreprise : celui de la fabrication du produit ou de la fourniture du service; celui de la « récolte » du numéraire, supposé représenter la valeur dudit produit ou service.

Il est remarqué qu'en même temps que cette initiative, l'Administration du métro prenait celle de « tolérer » le transport gratuit des voyageurs, ce qui plaça le groupe cité plus haut dans cette situation, qu'il n'avait certes pas cherchée, de préconiser exactement ce que les exploiteurs du métro appliquaient. La grève « gestionnaire », arme du capitalisme, voilà à quoi n'avaient songé ceux qui s'en font les protagonistes.

Nous tirons donc une première conclusion : la ségrégation des aspects production et comptabilité ne mettent en rien en danger le régime capitaliste, soit individualiste, soit collectiviste, car tant que les salariés de l'un ou l'autre n'auront pas en poche les signes monétaires qui leur permettront de retrouver sur le plan consommatif l'équivalent — ou ce qu'on leur en laisse — du travail fourni, ils seront sans produits de consommation, donc à la merci de ceux qui les détiennent.

Une seconde conclusion s'impose : on ne peut nommer gestionnaire ce qui, en fait, n'est pas une gestion, mais une grève de la partie comptable.

Allons maintenant plus au fond. Supposons que les travailleurs du rail déclenchent demain une grève où, non seulement on rompera avec l'appareil d'Etat, mais on percevra le « numéraire ».

Les usagers n'y trouveront rien de changé. Pour combler le déficit, il faudra prendre des mesures draconiennes qui frapperont les hautes catégories du personnel, car il va de soi qu'il ne peut être question d'augmenter les tarifs.

Ces mesures sèmeront la division en provoquant l'hostilité des catégories visées qui feront les « jaunes ». Et les forces répressives de l'Etat trouveront là le ferment qui leur permettra de rétablir l' « ordre ».

Nous sommes bien obligés de dire que, quel que soit l'aspect sous lequel on l'envisage, le slogan de la grève gestionnaire n'apporte rien de concret.

Ou son application se déroule dans le cadre du régime et il est soumis aux mêmes lois d'hostilité et de résistance de la part des exploiteurs, que la grève traditionnelle.

Mieux, il met à leur disposition une méthode qui leur convient — le capital sait aussi faire des sacrifices.

Ou sa réalisation doit briser le cadre du régime et nous ne voyons là rien de plus de ce que nos aînés ont appelé la grève insurrectionnelle et expropriatrice qui avait pour elle ce qui nous apparaît supérieur, de ne pas donner d'illusions fausses aux travailleurs, car elle n'était conçue que généralisée.

Nous pensons que la propagande en faveur de ce slogan ne durera pas longtemps.

Au bout de quelques expériences « pratiques » (hélas! qu'auront-elles coûté aux « cobayes »?), les travailleurs laisseront « choir » les théoriciens de l'agitation et trouveront eux-mêmes le chemin de la rupture avec le régime qui ne passe pas par là.

LIBRAIRIE

LIVRES

Pierre Besnard. — L'Ethique du Syndicalisme, 75 fr. (120); La Paix, 100 fr. (145); Les Syndicats Ouvriers et la Révolution Sociale, 200 fr. (260); Le Monde Nouveau, 140 fr. (185).
Aurèle Patorri. — La Débâcle de l'Elite, 150 fr. (195).
Gaston Leval. — L'Indispensable Révolution, 100 fr. (145).
Gabriel Giraud. — Paul Robin, 150 fr. (195).
Jeanne Humbert. — Sébastien Faure, 180 fr. (225).
Fernand Planche. — Kropotkine, 210 fr. (255); Durolle, 150 fr. (195); Louise Michel, 150 fr. (195).
Louis Lecoin. — De Prison en Prison, 160 fr. (205).
Voline. — La Révolution inconnue, 350 fr. (440).
Louis Buchner. — Force et Matière, 270 fr. (330).
Victor Méric. — Coulisses et Tréteaux, 75 fr. (120).
Charles Malato. — Les Joyeusetés de l'Exil, 100 fr. (160).
Ernest Haechel. — Histoire de la Création, 400 fr. (490).
W.S. Wallino. — Le Mouvement Ouvrier et la Démocratie aux Etats-Unis, 200 fr. (290).
Nestor Blanc. — Joyeux, fait ton fourbi, 255 fr. (320).
Fernand Pelloutier. — Histoire des Bourses du Travail, 260 fr. (305).
Louis Tenars. — Le Sauveur, 100 fr. (145).
Maurice Hallé. — Par la Grande Route et les Chemins Creux, 150 fr. (195).
B. Malon. — Précis du Socialisme, 175 fr. (235).
Jules Valles. — L'Insurgé, 125 fr. (170); Le Bachelier, 125 fr. (170); L'Enfant, 125 fr. (170).
Bakounine. — La Révolution Sociale ou la Dictature Militaire, 180 fr. (225).
Sébastien Faure. — La Véritable Révolution Sociale, 60 fr. (90); L'Imposture religieuse, 230 fr. (275).
Jacques Renne. — Syndicalisme Français, 200 fr. (245).
Maurice Ceyrat. — La Trahison permanente du P.C., 100 fr. (145).
Alexandre Marc. — Avènement de la France ouvrière, 210 fr. (270).
Emile Hureau. — Les Jésuites, la Classe ouvrière et la Révolution, 70 fr. (115).

BROCHURES

Gaston Leval. — Le Communisme, 40 fr. (70); L'Anarchisme et l'Abondancisme, 10 fr.
G. Berneri. — La Société sans Etat, 20 fr.
L. Barbedette. — Pour la Justice économique, 10 fr.
Ernestan. — La Fin de la Guerre, 5 fr.
Sébastien Faure. — Sacco et Vanzetti, 5 fr.; Les Douze Preuves de l'inexistence de Dieu, 10 fr.; Les Crimes de Dieu, 20 fr.; La Fausse Rédemption, 10 fr.
P. Comont. — L'Architecture, 20 fr.
A. Guillier. — La Révolution salvatrice, 15 fr.
P. Camus. — Le Syndicalisme et le Problème paysan, 20 fr.
G. Yvetot. — ABC du Syndicalisme, 15 fr.
E. Rothen. — La Politique et les Politiciens, 20 fr.
P. Monatte. — Où va la C.G.T., 10 fr.
Pierre Besnard. — Le Problème des Salaires, 6 fr.
Edouard Rotot. — Le Syndicalisme et l'Etat, 12 fr.
Lashortes. — Qu'est-ce que le Prolétariat, 10 fr.
Louise Michel. — Prise de Possession, 15 fr.
Aristide Lapeyre. — Le Problème espagnol, 15 fr.
Les Anarchistes et l'Activité Syndicale, 15 fr.
La Bulgarie, nouvelle Espagne, 25 fr.
Les Bulgares parlent au Monde, 50 fr.
Le Syndicalisme et la Guerre, 5 fr.

REVUES

Mains et Cerveau, 40 fr.
Etudes Anarchistes, 40 fr.
Défense de l'Homme, 40 fr.

EXPÉDITION

Pour les livres, les prix entre parenthèses sont les prix franco.
Pour les brochures joindre 10 francs à chaque.
Pour les recommandés joindre 40 francs par colis, en plus.
C.C. Postal de la Librairie : Paris C.C. 7.473-08, M. Marcheti Robert, 1, rue Dulaure, Paris (20e).

SERVICE DE LIBRAIRIE

Le service de librairie demande aux camarades qui font une commande de livres de bien vouloir envoyer le montant d'avance et de bien vouloir envoyer la correspondance au camarade Oudin, sauf en ce qui concerne le C.C.P. qui doit être adressé au camarade Marcheti.

Le libraire :
OUDIN.

Le Directeur-Gérant :
DOUILLET François

Imp. Spéc. du Combat Syndicaliste

B.D.I.C

LA POLITIQUE DANS LES SYNDICATS AMERICAINS

En même temps que le 68e Congrès de l'A.F.L. (Fédération Américaine du Travail), la L.L.P.E. (Ligue Ouvrière d'Education politique) tenait une conférence à Saint-Paul (Minnesota), le 5 octobre 1949. Cette Ligue Ouvrière est l'organe politique de l'A.F.L. et organisation permanente par décision du Congrès de l'A.F.L. en 1948.

La Conférence examina l'activité déployée durant l'année écoulée, et dressa un plan d'action. George Meany, secrétaire trésorier de l'A.F.L. et de la L.L.P.E., rapporteur à la Conférence, déclara :

Soixante et un syndicats nationaux participent à la L.L.P.E. en tant que membres cotisants. Ces 61 syndicats nationaux représentent 80 % des effectifs totaux de l'A.F.L. Parmi les 20 % qui ne participent pas à la Ligue, un grand nombre sont affiliés aux syndicats des cheminots A.F.L., qui font partie de la Ligue politique des cheminots. Jusqu'à présent, ces syndicats et l'A.F.L. ont contribué pour une somme de 582.645,42 dollars à la L.L.P.E.... En tenant compte des obligations encourues par différents syndicats, on peut s'attendre à ce que cette somme soit augmentée de 79.903,41 dollars, de façon à ce que le montant total s'élève à 662.557,84 dollars. (Au taux actuel du dollar : 231.696.476 fr. français.)

Depuis juin 1945, la L.L.P.E. publie un hebdomadaire dont les consignes sont reproduites dans les 400 publications hebdomadaires et mensuelles de l'A.F.L. ; au printemps de 1949 elle a établi un office de propagande radiophonique qui organise la diffusion par l'intermédiaire de 180 stations de T.S.F. Le nouveau programme de 5 émissions par semaine à partir du 1er janvier 1950 coûtera environ 750.000 dollars par an (262.275.000 francs français), dont la L.L.P.E. paiera 40%.

La L.L.P.E. a participé à trois élections complémentaires en 1949, et en gagna deux. George Meany ajoute qu'une des tâches principales de la Ligue est de *surveiller 435 membres de la Chambre des représentants et 96 sénateurs... La Ligue prépare un dossier sur chaque membre du Congrès qui est établi d'après ses déclarations et ses actes durant son séjour à Washington. Aussitôt que cette session sera terminée, nous distribuerons dans tout le pays une documentation montrant comment chaque membre du Congrès a voté sur les questions importantes pendant la présente session du Congrès.*

Le directeur de la Ligue, Joseph Keenan, second rapporteur à la Conférence, énumère les tâches pour l'année 1950 :

... Nous avons deux tâches immédiates de grande importance. L'une concerne l'organisation. Bien qu'une Ligue permanente fonctionne maintenant dans chaque Etat du pays et dans chaque agglomération, grande ou petite, nous devons perfectionner et coordonner nos ligues dans les circonscriptions électorales et nous assurer également d'un représentant actif de la Ligue, assisté par un comité de volontaires dans chacun des 100.000 arrondissements environ de ce pays. On ne peut gagner une élection par une publicité tapageuse et de bonnes intentions. Une élection se gagne en tirant les cordons de sonnette, en poussant les électeurs à se rendre aux bureaux de vote et même en assurant la charge des enfants pendant que les parents votent. Tout cela ne peut être accompli sans préparation méticuleuse.

Nous devons toujours rester vigilants pour que nos lignes maintiennent leur indépendance à l'égard des partis politiques... Nous devons être libres de soutenir les candidats sur la base de leurs actes sans nous laisser influencer par des sympathies personnelles ou de parti.

La seconde tâche importante est de veiller à ce que chaque membre de l'A.F.L. s'inscrive sur les listes d'électeurs et que son impôt d'électeur soit payé...

Mais tous nos efforts seront vains si, après avoir fait tout cela, nous ne disposons pas de candidats que nous pouvons soutenir sans réserve... Nous demandons que les partis choisissent des candidats dignes de notre soutien. Si aucun des deux partis ne choisit un candidat aux opinions progressistes, nos ligues locales seront forcées... de proposer aux candidats plus acceptables pour nous de se présenter aux élections.

Pour soutenir ce programme, le trésorier recommande qu'on demande à tous les membres des syndicats affiliés à l'A.F.L. de *verser une somme d'au moins deux dollars par personne.*

Les commentaires sont superflus.

Les méthodes d'action des syndicats américains ressemblent étrangement à celles des partis communistes dans les différents pays du monde, et leurs buts se rapprochent : conquête du pouvoir politique, pression sur les électeurs; pour arriver à leurs fins, ils dépensent des sommes considérables, alors qu'ils se contentent de déclarations platoniques en guide d'aide aux millions d'opprimés par des dictatures qu'ils disent combattre. Le Conseil exécutif de l'A.F.L. vient d'adopter une résolution contre la reconnaissance diplomatique de l'Espagne de Franco; mais en quels termes ! *Avec toute la sincérité et toute la force dont nous disposons, nous demandons au président des Etats-Unis, au Comité des Relations extérieures du Sénat, au Comité des Affaires étrangères de la Chambre des Représentants et au Département d'Etat, de s'en tenir loyalement et fermement à la politique actuelle des Nations Unies, face à la dictature fasciste en Espagne.*

C'est toute leur action contre les dictatures. L'activité des syndicats est uniquement orientée vers la politique, comme la marque la résolution adoptée à l'unanimité à la conférence de Saint-Paul : *... Il est décidé par les délégués ici présents et réunis en conférence..., qu'ils assument à l'unanimité et sans aucune réserve l'obligation d'accorder leur plein soutien et leur collaboration unanime et non divisée à la Ligue Ouvrière d'éducation politique durant l'année prochaine, au cours de laquelle la Ligue participera à la plus grande campagne politique jamais entreprise par un secteur quelconque du mouvement ouvrier.*

Renée LAMBERET.

LE COMBAT SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA Confédération Nationale du Travail

Section Française de l'Association Internationale des Travailleurs

RÉDACTION-ADMINISTRATION : 39, rue de la Tour-d'Auvergne - PARIS (9e)

Paraît tous les Vendredis

LA COPIE DOIT ARRIVER LE SAMEDI AU PLUS TARD

Abonnements : 1 an (48 numéros) 420 fr.
Six mois : 215 frs - Trois mois : 110 frs
Changements d'Adresse : 20 francs

C. C. P. : Y. RICHAUD PARIS 7497-93
20, RUE SAINTE-MARTHE, PARIS-Xe

Sabotage légal et réglementaire

Hé, hé ! Vous allez trouver que nous allons un peu fort. Non, mais... est-il possible qu'un sabotage quelconque soit légal et réglementaire ? C'est sûrement un abus de mots...

Non, c'est la vérité sans phrases. Voici l'histoire :

Le vendredi 19 mai, les agents chargés de régler la circulation des voitures hippomobiles et automobiles, fatigués de voir le gouvernement ne tenir aucun compte de leurs revendications, n'ayant d'autre part pas le droit de recourir à la grève, ne trouvèrent rien de mieux, pour embêter ledit gouvernement, dont ils sont l'un des soutiens le plus digné de confiance, d'appliquer à la lettre les arrêtés et ordonnances de police qui réglementent la circulation.

Il faut croire, nous dit « Franc-Tireur », que ce règlement n'est pas en faveur des automobilistes. Car un vieillard s'étant présenté devant un passage clouté rue de la Boétie, l'agent arrêta net la circulation et alla aimablement au-devant du vénérable piéton :

— Passez, Monsieur !

Ce dernier, peu habitué à tant de prévenances — nous en savons quelque chose ! — hésita un moment, car il se trouvait seul et n'était pas bien certain qu'on s'adressait à lui.

Enfin, il se décida à traverser, très gêné par les innombrables coups de klaxon qui hurlaient d'impatience. Mais ce n'était pas fini. Une des voitures s'était engagée sur le passage clouté.

Tranquillement, l'agent vérifia les papiers de cette voiture. Il examina les phares, les glaces, la plaque du propriétaire, les numéros du chassis et du moteur, regarda dans le rétroviseur...

A l'intérieur, le conducteur, rouge de colère, était tout près de subir une attaque d'apoplexie... On se doute de la cohue qu'il pouvait y avoir derrière cette malheureuse auto. Il en a été ainsi sur tous les grands boulevards et principalement du côté de Strasbourg Saint-Denis et le quartier des Halles. Un peu partout des files intermipables de véhicules créaient des « embarras inextricables ».

Bref, le moyen s'avéra excellent. Mais ce ne sont pas les flics qui l'ont inventé. Déjà vers 1915, en pleine guerre, les cheminots français firent une démonstration de ce genre. En appliquant le règlement de la façon la plus stricte, ils créèrent des embouteillages sans précédent dans l'histoire de la circulation ferroviaire.

Mais ensuite, quand le Ministre des Transports s'avoua vaincu et leur donna carte blanche, car pour lui, ce qui importait c'était que les trains marchassent normalement, la fédération des cheminots, laissant tomber le règlement comme une vieille chaussette, organisa elle-même le trafic et, en un temps record, tout rentra dans l'ordre. Ainsi les cheminots venaient de prouver d'une façon éclatante que la capacité ouvrière dont Proudhon eut l'honneur de parler le premier, n'était pas un mythe. La capacité ouvrière est à la base de toutes les branches de la production.

Un règlement, élaboré par des individus le plus souvent étrangers au travail véritable n'est rien. C'est par les soins de tous ceux qui mettent les mains à la pâte que toute organisation retrouve sa pleine efficacité. Pour une fois nous approuvons les flics d'avoir confirmé la démonstration des cheminots. Ils ont prouvé qu'ils comprenaient la nécessité d'un effort constant de la part de tous ceux qui sont chargés d'une besogne d'utilité publique. Mais alors, pourquoi se dressent-ils contre les travailleurs qui, parfois, se permettent de réclamer, eux aussi, leur dû ?

LACAMARGUE.

POURQUOI NOTRE NON AUX CONVENTIONS COLLECTIVES

Espérant que vous avez pu digérer la première partie de la loi sur les conventions collectives, continuons donc la cure; si, par un malheureux hasard, ou toute autre cause, la législation vous est par trop indigeste, alors « arrêtez les frais », ne vous chargez pas l'estomac !

Pour ceux qui digèrent même les cailloux, allons-y :

ARTICLE 5. — Tous les conflits collectifs de travail doivent être *obligatoirement* soumis aux procédures de conciliation.

ARTICLE 6. — Les procédés de conciliation peuvent être engagés à l'occasion d'un conflit, soit par l'une des parties, soit par le ministre du Travail ou par le préfet.

D'où il résulte que le moindre conflit dépend à présent du ministre ou du préfet. Ce n'est plus le résultat du rapport de forces entre ouvriers et employeurs, mais la décision de l'Etat qui tranche le différend. Aussi a-t-il été institué une Cour supérieure d'arbitrage, qui connaît des recours pour excès de pouvoir ou violation de la loi contre les sentences arbitrales.

La Cour supérieure, dont les membres sont nommés par décret pour une durée de trois ans, est composée :

Du vice-président du Conseil d'Etat ou d'un président de section au Conseil d'Etat, en activité ou honoraire ;

De quatre conseillers d'Etat, en activité ou honoraires, et quatre hauts magistrats de l'ordre judiciaire, en activité ou honoraires.

Voici donc, en fin de compte, ceux qui jugeront le bien fondé de nos revendications, et c'est pour cela que les grandes centrales font une propagande formidable. Vous comprenez donc aisément qu'il faut nous élever contre cette loi, qu'il nous faut l'expliquer aux travailleurs.

En passant, je demande aux copains de me faire savoir si, parmi leurs connaissances, il se trouve des ouvriers honoraires ! ! ? Je prétends que nous sommes tous en activité nous, et même plus que nous le désirons ! !

C'est ainsi que, grâce à cette loi, les nouvelles conventions vont pouvoir être discutées entre ouvriers et patrons. Celles-ci ne présentent guère de changement avec celles en vigueur à l'heure actuelle. Le projet de convention collective de la C.G.T. contient seulement une diminution du temps de présence dans l'entreprise pour être éligible ou électeur. Le reste consacre le travail aux pièces, au rendement, les primes, le boni, etc., etc...

Le projet F. O., tout en renfermant les mêmes données que celui de la C.G.T., a trouvé une formule qui se veut heureuse, concernant l'ancienneté. Celle-ci serait calculée d'après les années du métier exercé, et non pas d'après les années passées dans la même entreprise. C'est-à-dire que si vous êtes tourneur depuis dix ans, vous auriez droit aux primes et avantages afférants à ces dix années, sans tenir compte du nombre d'employeurs auxquels vous avez loué vos bras. Une caisse spéciale serait créée à cet effet et fonctionnerait comme la caisse des congés payés du bâtiment.

Voici donc, camarades, pourquoi nous sommes contre les conventions. Avec ces quelques données, vous allez pouvoir discuter et prouver à tous ceux qui attendent que les améliorations à leur sort leur tombent toutes rôties du ciel, que seule la lutte peut arracher quelques améliorations, car la loi est toujours l'asservissement de l'homme par l'homme.

YVERNEL.

Des exemples qu'il faut suivre

Selon une information parue récemment dans le journal espagnol « C.N.T. », le personnel de l' « Hôtel Universal » de Caracas s'est catégoriquement refusé à servir 180 « ambassadeurs culturels » de Franco, de passage dans la capitale du Venezuela.

Cette belle équipe dut, en définitive, recourir à l'hospitalité de l'ambassade de son pays où elle trouva en plus du réconfort physique la communauté spirituelle !

« C.N.T. » nous avise, d'autre part, qu'une grande manifestation antifranquiste, qui groupa plus de 40.000 personnes, et qui dura plus d'une heure, s'est déroulée ces temps derniers dans les rues de Saint-Jean-de-Porto-Rico.

Ces faits ajoutés à ceux qui se sont produits récemment un peu partout dans le monde, montrent à quel point le régime franquiste demeure odieux à un grand nombre de gens.

La propagande menée avec tant de zèle par les Dean Acheson et Cie ne semble pas très convaincante. Il est vrai que les travailleurs ont compris depuis longtemps déjà que les intérêts des personnalités du monde capitaliste ne sont pas les leurs. C'est sans doute la raison pour laquelle ils restent sourds à leurs arguments !

Toutes les bonnes raisons que l'on peut donner pour justifier Franco ou pour le consolider ne sauraient faire oublier les origines de son système. Il est difficile de condamner le fascisme et de chercher en même temps à réhabiliter le franquisme. Il est vrai que la condamnation du premier est beaucoup plus une question de formes que de sincérité, on ne l'a détruit qu'en apparence, ses racines restant encore bien vivaces ainsi qu'en témoignent les nouvelles nous parvenant de l'Allemagne dite « dénazifiée », mais où, aux postes officiels, siègent une bonne proportion d' « ex » ?-nazis authentiques et reconnus.

La parenté qui unit le franquisme au fascisme mussolinien et au nazisme hitlérien nous est trop fâcheusement rappelée journellement par les arrestations arbitraires, les détentions, les assassinats dont se rendent coupables les bourreaux de l'Espagne.

Même si le capitalisme s'efforce de sauver Franco parce qu'il compte bien l'utiliser, il ne saurait effacer les bombardements de Guernica, les atrocités, les massacres commis par les mercenaires de Franco, ce flot de sang qui a déferlé sur toute l'Espagne et qui était destiné à noyer une révolution dangereuse pour l'univers capitaliste, parce qu'elle constituait un magnifique exemple, qu'elle était en voie de devenir une réussite sans précédent.

Pour nous, nous ne pouvons qu'applaudir vigoureusement à toutes les manifestations d'hostilité à l'égard du régime franquiste et, en attendant la possibilité d'agir d'une manière plus effective, ne perdons pas une occasion de dénoncer ce système abject.

Son maintien est une honte pour l'humanité tout entière. Camarades ! Le problème espagnol est sans doute un problème relativement ancien, mais la tragédie qu'il constitue n'a rien perdu de son acuité, et nous ne devons pas nous en désintéresser. C'est à nous qu'il appartient qu'il ne tombe pas dans l'oubli. N'abandonnons pas le peuple espagnol. Soyons à ses côtés dans toutes les circonstances et ne perdons pas une occasion de dénoncer les crimes de ses bourreaux. En éclairant les esprits nous ferons du bon travail et, même, s'il se fait attendre, soyons sûrs que là encore, le jour de la libération arrivera. Pour aider à son avènement, soyons toujours présents.

Odette KERVORC'H.

LA GRÈVE PÉRIMÉE ?

(*Suite de la première page.*)

cerner le renforcement de cette machine infernale qu'est un gouvernement, malgré ça, il est absurde de prétendre que le syndicalisme est le plus sûr pilier de l'Etat.

Ainsi, il est clair que le problème est mal posé et si l'antagonisme « capital-salariat » ne peut être aboli qu'à la suite de la suppression du premier, la lutte entre exploiteurs et exploités ne cessera d'emprunter les méthodes qui, par le passé, permirent au prolétariat de conquérir le droit de se défendre.

Nier cela équivaut à nier l'évidence elle-même, c'est vouloir passer l'éponge sur l'histoire des mouvements révolutionnaires, c'est s'obstiner à ne pas admettre : *Qu'en même temps que diminue le nombre des magnats du capital, augmentent la misère, l'oppression, l'esclavage, la dégradation, l'exploitation, mais simultanément augmente la révolte de la classe laborieuse qui croît sans cesse.*

Ceci dit, analysons l'expression : *grève gestionnaire.* Celle-ci est définie comme suit : *La grève gestionnaire, c'est la paralysie de l'adversaire et la continuation de l'activité en faveur des prolétaires. C'est la* Révolution sociale, *c'est la bataille finale livrée, avec tous les atouts maîtres, dans le jeu de la classe ouvrière. C'est la transformation de l'économie.*

Ni plus, ni moins, mais au fait, quel est le but du syndicalisme révolutionnaire affilié à l'Association Internationale des Travailleurs?

Nul n'ignore que le rôle de la C.N.T., section française de l'A.I.T., ne se limite pas à la lutte pour l'amélioration des salaires. Elle considère cette lutte comme un pis-aller, une nécessité inéluctable pour empêcher la misère totale des travailleurs. Bref, c'est une méthode secondaire, mais qui, malgré tout, permet au prolétariat de se former une conscience de classe, d'apprendre à défendre, nationalement et internationalement, ses intérêts, de lutter pour son idéal d'émancipation et de s'habituer à la solidarité indispensable à un mouvement ayant pour but la suppression définitive du salariat.

A ce sujet, les principes du syndicalisme révolutionnaire sont catégoriques. Que disent-ils? Voici : *Le but du syndicalisme révolutionnaire consiste en la réorganisation de la vie sociale sur la base du communisme libre, au moyen de l'action révolutionnaire de la classe ouvrière. Son but final est d'élever les masses à la GESTION indépendante de la production et de la distribution, ainsi que la prise de possession de toutes les branches de la vie sociale. Il rejette toute activité parlementaire et toute collaboration avec les organismes législatifs, ainsi que toutes les frontières politiques et nationales. Il voit dans le nationalisme la religion de l'Etat, derrière laquelle se cachent les intérêts matériels des classes possédantes.*

Est-ce clair? Après ce qui précède, osera-t-on affirmer que ce syndicalisme là est *le plus sûr pilier de l'Etat?* Mais il y a mieux. La C.N.T. est affiliée à l'A.I.T., laquelle a pour but : *D'organiser et d'appuyer la lutte révolutionnaire dans tous les pays, en vue de la destruction définitive des régimes politiques, économiques actuels et de l'instauration du communisme libre. De donner aux organisations syndicales une base nationale et industrielle et de renforcer celles qui sont décidées à lutter pour la destruction du capitalisme et de l'Etat.*

Peut-on être plus positif? Je ne le pense pas. Il serait donc utile que les révolutionnaires soucieux de l'émancipation prolétarienne examinent la situation et, au lieu de créer des foyers de mésentente, qu'ils s'efforcent d'aplanir les divergences superficielles qui les séparent et s'essaient à doter la classe ouvrière d'un organisme susceptible de réaliser la synthèse organisationnelle de tous les véritables révolutionnaires.

Bien entendu, l'expérience nous démontre que les centrales réformistes sont les piliers des partis politiques et de l'Etat, mais il n'en est pas de même au sujet de la C.N.T., organisation ayant à sa base le fédéralisme.

Au su de tout le monde, la C.N.T. est un organisme qui lutte pour la suppression du salariat, du pouvoir politique et de l'Etat. Elle est animée par des authentiques révolutionnaires et c'est presqu'une lapalissade de dire qu'une organisation vaut ce que valent les membres qui la composent.

Oui, le passé abonde en enseignements, grâce auxquels il est permis de dire que le syndicalisme réformiste est tel parce qu'il fut laissé à la merci des politiciens qui portent en eux le germe de l'autoritarisme et de l'Etat.

Tout autre est la situation au sein de la C.N.T. Celle-ci est composée par une masse compacte de révolutionnaires bien décidés à remplacer l'autoritarisme et le centralisme par le fédéralisme, système économique reposant, de la base au faîte, sur le producteur.

Par conséquent, le syndicalisme non autoritaire caractérise la C.N.T. La présence de tous les antiautoritaires au sein de cette organisation est la garantie de l'avenir révolutionnaire du prolétariat.

Un parti "syndicaliste" ?

(*Suite de la première page.*)

vailleurs devant se faire ainsi qu'il se doit, par eux-mêmes.

Mais tenez-vous bien : le « Combat Syndicaliste » est invité à participer à l'affaire. Il est bien évident que nous allons accepter... d'en rigoler.

Et puisque nous sommes sur le terrain de la rigolade, nous allons vous donner la fin de l'article en question :

« Que demain, Ecole Emancipée, Action Ouvrière, Révolution Prolétarienne, Combat Syndicaliste, Libertaire, Temps Modernes, Bulletin de l'U.C.E.S., Groupe Reconstruction, Cartel National d'Unité d'Action, Groupe Unitaire Démocratique de la Loire, Confrontation Internationale, Franc-Tireur et les personnalités intellectuelles ou artistiques qu'avait rassemblées le R.D.R. se retrouvent à égalité de représentation autour d'une table pour recenser leurs troupes, leurs tribunes, leurs moyens de propagande et ils auront donné sa première base à cette foi dont l'ambiance générale est nécessaire à la reconstruction des innombrables armées d'hommes libres, même pour les plus simples, les plus tangibles, les plus matérielles escarmouches, celles des batailles pour le beefteack quotidien.

« Mais la ligue syndicaliste unitaire démocratique « cette volonté sociale à engendrer une foi », si elle dépend de la volonté d'une poignée d'hommes, du moins pour lancer sa première étincelle, dépend, elle aussi, de la foi de ces hommes-là, car s'il est des Eglises où il suffit de feindre la foi, il ne suffit pas de ne pas la feindre quand il s'agit de l'Eglise syndicaliste, il suffit d'en douter pour que cette Eglise ne puisse exister... »

Ouf !... Eglise, foi, troupes, armées. Ne croyez-vous pas que nous sommes en plein bla-bla-bla ?

Si c'est cela le syndicalisme de la R.P., nous n'en voulons pas.

Nous ne voulons pas du parti syndicaliste.

Il ne peut pas exister de parti syndicaliste.

L'organisation syndicale est une organisation de classe. La notion de classe s'oppose, est exclusive de celle de parti.

Etre syndicaliste c'est être contre l'idée de parti. Etre pour un parti, c'est être antisyndicaliste.

La R.P. continue son travail de confusion dans le mouvement syndical.

Qui fera la somme du mal qu'a pu faire l'homme qui fonda la « Vie Ouvrière » d'avant l'autre guerre, dont la R.P. actuelle n'est que la continuatrice ?

Espérons que l' « hénaurmité » d'aujourd'hui ouvrira les yeux des plus aveugles.

SOUTENIR LE « C.S. » EST UN TRAVAIL DE REVOLUTIONNAIRE

Avec ce numéro se termine le premier mois de vie hebdomadaire du Combat Syndicaliste.

Nous profitons de cette occasion pour demander à tous nos dépositaires de nous faire leurs règlements sans tarder.

C'est une bonne gestion financière qui fera un bon « Combat ». Et la bonne gestion financière du « C.S. » dépend de la régularité des paiements des dépositaires.

Par ailleurs, nous demandons que l'effort fait jusqu'ici en faveur de la souscription ne se démente pas.

Chacun a pu mesurer maintenant combien était utile un journal qui dit ce que dit le « C.S. » et qui est seul à pouvoir le dire sur le terrain qui est le sien.

Des listes de souscriptions, des carnets d'abonnements sont toujours à la disposition de ceux qui en désirent. Il suffit de les demander à l'administratrice qui souscrira diligemment à leur demande.

PRISONS DE FEMMES

par Frederica MONTSENY.

PRISONS DE FRANCE. — PRISONS D'ESPAGNE. — CAMPS DE LA MORT EN ALLEMAGNE.

Le martyre des femmes antifascistes dans les prisons de France sous Vichy; dans les prisons de Franco, en Espagne, et aux camps de la mort, en Allemagne.

Traduction et préface de Vida Esgleas-Montseny.

Bientôt apparaîtra l'édition française de ce volume qui a obtenu un vif succès en espagnol. Témoignages émouvants de ce qui a été la contribution féminine dans la lutte contre le fascisme, recueillis par une femme qui fut elle-même prisonnière politique.

100 francs l'exemplaire, à la Librairie confédérale.

B.D.I.C
3427

LE COMBAT SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

24e année - Nlle série, N° 29 — 10 FRANCS — 2 JUIN 1950

A AIMARGUES, LA GREVE continue sans défaillance

ELLE S'ETEND A TOUTE LA REGION

La solidarité est de plus en plus nécessaire

Nos camarades d'Aimargues continuent leur lutte magnifiquement, malgré la présence de centaines de C.R.S. et la volonté d'un patronat de combat.

La revendication des journées de grève payées reste le point crucial du mouvement. Les grévistes estiment que c'est seulement la satisfaction de cette revendication qui peut permettre la discussion du contrat de travail.

Le mouvement s'étend dans toute la région, mais Aimargues reste le point où la résistance patronale est organisée au maximum, car la tradition veut que c'est là que se déroulent les luttes les plus significatives.

Voici la lettre de notre camarade Perrier, secrétaire de la C.N.T. d'Aimargues :

Une dure grève ! Une belle grève qui comptera dans les annales syndicalistes d'Aimargues.

A l'heure où j'écris, voilà vingt jours que nos camarades soutiennent un rude combat contre leurs exploiteurs, sans avoir subi la moindre défection.

Ils ont à lutter, non seulement contre le temps, mais encore contre les forces de répression. Et ce n'est pas peu dire quand on saura qu'il y a deux C.R.S. pour un gréviste.

Avec une obstination bien systématique, les grands seigneurs de l'endroit semblent vouloir perdre une récolte globale s'élevant à cinq cents millions de francs, plutôt que de céder aux ouvriers les quelques francs qui sont à l'origine du conflit. Leur rapacité est sans bornes.

Abattre Aimargues, fief du syndicalisme dans la région, semble être leur objectif.

Dans le département, on choisit les points faibles pour faire des accords. Volontairement, on écarte Aimargues des discussions.

Nos camarades désirent régler eux-mêmes leur conflit et ont déjà refusé de remettre leurs intérêts devant une commission de conciliation.

Après vingt jours de lutte, l'organisation est parfaite.

Sept cents repas sont quotidiennement servis. Cent cinquante goûters sont distribués tous les jours aux enfants, tandis que les moins de trois ans reçoivent leur ration normale de lait.

Une volonté farouche de vaincre anime tous les ouvriers agricoles.

Leur moral est inaltérable.

Trempés de la sorte, ils ne peuvent que marcher vers la victoire.

PERRIER.

Quoi dire de plus ? Seulement de demander à tous d'organiser la solidarité dont nos camarades ont besoin.

C'est indispensable à leur victoire.

CONTRE LE CHOMAGE EXIGEONS LA SEMAINE DE 30 HEURES

Les jours de « prospérité » comme avant la guerre sont peu à peu revenus. La preuve c'est que le nombre des chômeurs est tout aussi imposant. Si vous en doutez, vous n'avez qu'à aller faire un tour dans les bureaux de chômage et vous nous en donnerez des nouvelles. En ce moment les chômeurs du bâtiment, assez nombreux durant l'hiver, ont tendance à diminuer, il n'y en aurait guère si le plan Monnet avait été intégralement appliqué, malheureusement les crédits ont été réduits presque de moitié et la dévaluation de notre monnaie « fondante » est venue accentuer encore cette réduction.

Pourtant la plupart des travaux restés en panne étaient des travaux rentables, notamment les barrages hydro-électriques. On a supprimé une bonne partie de ces derniers pour les remplacer par des usines thermiques, c'est-à-dire marchant au charbon. Ces usines sont montées par les Américains, elles sont loin d'être rentables, ça coûtera fort cher à Mme la France, mais ça fait marcher le commerce.

Dans les autres corporations, principalement dans la chaussure, le chômage est en recrudescence.

A partir du mois de mai de cette année, les allocations du chômage ont été augmentées de 60 francs par jour. De plus, les chômeurs inscrits depuis plus d'un an touchent depuis cette date du 1er mai la même indemnité que les autres. On sait en effet qu'avant, tout chômeur ayant « bénéficié », si l'on peut dire, de l'allocation de chômage, pendant un an révolu, n'avait plus droit qu'à une indemnité de 100 francs par jour. Avec ça, il devait se débrouiller pour payer son loyer et subvenir à tous ses besoins.

Et défense expresse d'exécuter la moindre corvée pour se procurer quelque ressource supplémentaire sous peine de radiation. On aimerait voir ceux qui accouchent de pareilles lois,

TRENCOSERP.

(Suite en page 4.)

VILLENEUVE-SUR-LOT

REUNION PUBLIQUE

Vendredi 2 juin, à 21 heures, à la Mairie.

Ordre du Jour très important. Le camarade Deluret fera un exposé sur :

« SYNDICATS ET SYNDICALISME »

« POURQUOI LA C.N.T. ? »

La controverse est sollicitée.

Venez et amenez des travailleurs sympathisants.

EDITORIAL

La revendication ouvrière reste la base de l'action

NOUS avons, nous travailleurs, à l'heure actuelle, l'avantage d'être l'objet des préoccupations de ces messieurs d'« en haut ». En effet, la date fatidique des élections générales approche et les uns et les autres se demandent ce qu'il va bien en sortir... Aussi, congrès, conseils, conférences se suivent afin de préparer « Populo » à bien remplir son « devoir », c'est-à-dire à se choisir de bons maîtres.

Cependant, bien des impédiments sont là qui poussent ceux d'entre ces politiciens qui sont moins loin de la base, à refléter dans ces assises les angoisses et les craintes de ceux qui souffrent.

L'adresse des dirigeants consiste donc à promettre à la tribune, quitte à ne pas tenir ensuite. Mais une session suit l'autre, et les représentants des groupes à base locale ou départementale se font plus pressants lorsqu'ils reviennent devant les bonzes. C'est alors que ceux-ci, tombant la veste, prennent l'affaire à bras le corps et expliquent à leurs « mandants » que tout n'est pas possible, qu'il faut savoir se restreindre et se montrer raisonnable.

C'est ainsi que Môssieu Bidault, actuellement fonctionnaire, grasse-

C.N.T.

(Suite en page 4.)

La productivité contre nous

L'intensification de la productivité est toujours en discussion. Les organisations syndicales charlatanesques, le patronat et le gouvernement ont fait connaître leur opinion et leur position. A part quelques exceptions, des accents dithyrambiques vantent les bienfaits de son éventuelle institution, qui n'aura rien d'une innovation.

Dès les premières manifestations de cette idée, nous avions marqué notre scepticisme et notre méfiance ; l'expérience de ces dernières semaines est un jugement la condamnant irrévocablement.

Sous le prétexte de réorganisation de la production afin d'obtenir une meilleure productivité, de rationaliser les méthodes de travail, des licenciements, comme il fallait s'y attendre, ont été opérés dans certaines entreprises. Dans ces cas, la réduction du personnel aura pour conséquence d'obliger les ouvriers à un effort plus grand pour maintenir le niveau de production actuel.

Mais il y a mieux, et l'exemple que nous allons citer n'est pas isolé. On peut même dire que, dans l'industrie métallurgique de transformation, il se multiplie singulièrement depuis quelque temps.

Dans une usine du Pré-Saint-Gervais, après la dernière grève, les salaires furent augmentés de 5 %. Mais pour une augmentation d'environ 6 francs de l'heure on exigea des fraiseurs de travailler sur deux fraiseuses au lieu d'une, quoique le travail de série requière une attention soutenue pour la précision exigée.

Pour une bagatelle, pour même pas un paquet de cigarettes par jour, le double de production !

Ailleurs, dans telle usine, on exige des ouvriers de cette même catégorie professionnelle de travailler à l'aléseuse pendant les opérations d'un temps relativement long.

Il est ainsi prouvé que l'accroissement de la productivité dessert les ouvriers et qu'elle est le moyen avec lequel le patro-

E. ROTOT.

(Suite en page 4.)

A L'AIDE POUR LES GRÉVISTES D'AIMARGUES !

Nos camarades agricoles d'Aimargues sont en grève.

Face à leurs exploiteurs des plus rapaces, nos camarades sont certains de vaincre si la solidarité sur laquelle ils comptent est effective. Leur espoir ne doit pas être déçu, pourtant la solidarité en leur faveur doit être organisée.

Les organisations et militants en possession de listes de souscription en faveur des grèves en cours doivent en faire parvenir le montant sans tarder au trésorier confédéral : René DOUSSOT, 9, avenue de la Porte-de-Clignancourt, Paris-18e. C.C.P. 5046-35 Paris.

Les fonds peuvent être également adressés directement au camarade : Elisée PERRIER, rue Clemenceau, Aimargues (Gard).

IL FAUT SOUTENIR NOS CAMARADES ET RAPIDEMENT.

Nous ne sommes pas des démagogues

Monsieur Lafond joue son jeu, non celui des ouvriers

CERTAINS de nos amis semblent surpris de la vigueur que nous employons pour dénoncer les méfaits du réformisme représenté par la centrale F.O.. Toujours portés à ne voir que l'aspect en apparence bienveillant des choses, ils ne veulent retenir que la volonté « antistalinienne » de cette organisation et notre affirmation que F.O. est un des éléments les plus certains de la guerre froide que se livrent les U.S.A. et l'U.R.S.S. leur semble marquée d'une certaine dose de démagogie.

Ils nous l'ont dit et ont eu raison, car cela nous donne la possibilité de nous pencher plus « cliniquement » sur le problème et de nous préciser :

Il n'y a pas si longtemps, A. Lafond, le secrétaire-cerveau de F.O., assistait à un dîner en faveur du représentant du plan Marshall. A l'époque, nous avons rapporté le fait dans notre « C.S. ». A ce dîner, A. Lafond prit la parole pour assurer l'Américain de la compréhension des travailleurs dont il se dit le porte-parole, et... la sienne propre.

Aujourd'hui, un autre témoignage nous est fourni. Mais il ne s'agit plus de paroles, mais d'écrits. Ces écrits sont parus tout dernièrement dans la revue « Rapports France-Etats-Unis », n° 38, de mai 1950, page 23.

Si vous ne connaissez pas cette revue, nous vous dirons tout de suite qu'il vous est facile de faire sa connaissance, puisqu'elle est adressée GRATUITEMENT à qui la demande. Il suffit de s'adresser à l'ambassade des Etats-Unis.

Son but est de faire connaître le plan Marshall. Et vous ne pouvez pas vous figurer combien il y a de Français « bien » qui s'intéressent au plan Marshall dans cette revue.

La fine fleur de tout ce qui écrit, parle, dirige, exploite, domine, se retrouve là et nous explique tout ce que nous devons à la « générosité » du peuple le « plus démocratique du monde » et dit à notre place, genoux en terre, les grands mercis, que nous ne saurions prononcer. Parmi ces gens bien, se trouve le cerveau-secrétaire de F.O., qui dans le numéro que nous citons s'en donne tant et plus pour fustiger le patronat français qui n'arrive pas à comprendre le bon patronat d'Amérique.

Ici, nous voudrions vous donner des extraits de la prose servile du bras

Jean THERSANT.

(Suite en page 4.)

Grande Réunion Publique à Auxerre

Le Dimanche 4 Juin, à 9 h. 30 du matin

— Salle Jean-Carré, passage Soufflot —

avec le concours des camarades

JUHEL et **Renée LAMBÉRET**

délégués de la C.N.T.

qui feront entendre la voix du syndicalisme face aux problèmes actuels

Les travailleurs de l'Yonne sont fraternellement invités
La contradiction n'est pas seulement admise, mais sollicitée

CENETISTES soutenez LE C. S.

Tous nous avons mesuré combien le C.S. manquait à la propagande du véritable syndicalisme.

Il serait invraisemblable que maintenant cette propagande doive cesser. Ce n'est plus concevable.

Il faut trouver de nouveaux abonnés, créer de nouveaux dépôts, organiser des groupes de vendeurs à la criée.

Les règlements doivent être faits avec diligence : l'imprimeur ne s'occupe pas des négligences.

Si chacun fait seulement ce qu'il doit faire, la vie du C.S. est assurée. Chaque numéro qui sort peut payer le précédent. Les frais ont été réduits au minimum.

Dépositaires, réglez dès aujourd'hui vos dettes.

Faites rentrer les listes de souscription.

Yvette RICHAUD.

Nous avons choisi

Dans les usines, les bureaux, les chantiers, notre situation de cénétistes est très délicate. Nous ne sommes pas représentatifs — et ne demandons pas à le devenir — nous parlons un langage qui nous est particulier. C'est notre raison d'être. Si nous avions les mêmes conceptions du syndicalisme que les dirigeants inamovibles des autres centrales syndicales — pour certain syndicalisme alimentaire — nous n'avions pas besoin de créer la C.N.T., nous n'avions qu'à rester dans le troupeau des laisser dire et rien faire.

Notre raison d'être — et de la C.N.T. — est la rénovation du syndicalisme. Nous confessons que nous avons de l'ambition — mais notre activité porte ses fruits — à vouloir sortir le monde ouvrier de l'ornière où chaque jour un peu plus les politiciens de toutes nuances l'enlisent. Nous ne nous servons pas de la classe ouvrière comme tremplin, ni pour des satisfactions personnelles. Nous demandons à tous les exploités d'avoir conscience des intérêts de leur classe, de ne compter que sur eux-mêmes pour améliorer leur sort. Nous demandons à chacun de faire un effort pour briser ses chaînes au lieu d'y ajouter tous les jours un maillon supplémentaire. C'est pourquoi nous ne sommes pas compris, par ce que l'on appelle la grande foule, habitués que sont les individus à ne faire aucun effort pour améliorer leur situation et aussi à toujours obéir à des maîtres (patrons, politiciens, gouvernements).

Est-ce trop de vouloir que le syndicalisme reprenne sa place traditionnelle, l'action directe qui fit l'originalité du syndicalisme français la lutte contre tous les exploiteurs, contre toutes les injustices, pour l'émancipation des exploités ?

Pour nous, le syndicalisme n'a pas failli, il n'est pas dépassé, il n'a pas à être repensé. Ce qui est dépassé, ce qui est à repenser, ce sont les politiciens qui se servent du syndicalisme pour l'étrangler et trahir la classe ouvrière. Malheureusement les politiciens ont toujours du crédit dans la classe ouvrière et toute notre activité est employée à détruire ce crédit. Ce qui fait croire que nous n'avons pas de programme constructif.

Pourtant notre organisation est structurée pour l'édification économi-

B.D.I.C

que de la société de demain, mais nous ne pouvons bâtir une société durable sur les sables mouvants de l'action gouvernementale, sur laquelle toutes les autres centrales se reposent.

Dans les dernières grèves, beaucoup d'ouvriers se sont aperçus, enfin, que ceux qui se disent les meilleurs — politiciens — les roulaient comme les plus mauvais et ont fini par comprendre que la participation des partis politiques ouvriers au gouvernement ne servait qu'à accroître la misère des travailleurs.

Ces ouvriers ont, aujourd'hui, les yeux tournés vers la C.N.T., dégagée de toute attache politique et gouvernementale, dont les revendications sont essentiellement pour la défense et l'amélioration des conditions de vie des travailleurs.

Le mouvement de sympathie qui entoure notre C.N.T. nous démontre que nos camarades qui disaient « les ouvriers ne comprennent pas nos revendications » se trompaient. Les revendications de la C.N.T. ne sont pas plus démagogiques ni plus utopiques que les revendications des autres centrales syndicales. Toutes les revendications sont démagogiques et utopiques tant qu'elles ne sont pas réalisées et la tâche de nos responsables est de démontrer aux travailleurs que la position de la C.N.T. dans tous les problèmes de la vie quotidienne est la seule position qui défend les intérêts de la classe ouvrière.

Nous avons de plus en plus la confiance de nos camarades de travail et beaucoup de nos camarades de la C.N.T., dans les derniers conflits, ont été désignés pour faire partie des comités de grève où toutes les organisations syndicales étaient représentées.

Cette unité à la base est préconisée par nos congrès. Mais nos camarades doivent se méfier, surtout que bien souvent la lutte est engagée sur des revendications que la C.N.T. ne peut accepter.

Dans l'action nous devons nous rallier aux décisions de la majorité de nos camarades dans l'entreprise. En aucun cas nous ne devons faire les jaunes, les briseurs de grève. Mais nous devons nous méfier des situations équivoques qui pourraient causer préjudice à notre C.N.T. et nous rendre responsables d'échecs toujours possibles. En toutes circonstances nous devons nous affirmer, développer nos revendications, démasquer les politiciens, affirmer la personnalité de notre C.N.T.

Nous considérons que les camarades qui nous disent « entre le patron et une centrale syndicale, j'ai choisi » se trompent. Nous aussi nous avons choisi. Entre la peste et le choléra nous nous défendons contre l'un et contre l'autre.

La tactique et l'orientation de la C.G.T., la position de soutien et de soumission au gouvernement des autres centrales syndicales nous démontrent qu'elles ne sont pas des organisations syndicalistes.

Leur action est de démagogie, leur but n'est pas l'émancipation des travailleurs, ni leur bien-être. Toutes les centrales, qui se disent syndicales, aidées par les partis politiques, veulent à l'exploitation de l'homme par l'homme ajouter l'exploitation de l'homme par l'Etat.

C'est pourquoi, syndicalistes depuis longtemps nous avons choisi le programme de l'A.I.T. que nous adaptons aux conditions de vie et de luttes des travailleurs français. C'est pourquoi notre activité tend vers le bien-être, la liberté, l'indépendance du mouvement syndical — à l'égard des partis politiques et de TOUS les gouvernements — sans jamais oublier LA SOLIDARITE, un des principes du syndicalisme.

C'est la raison pour laquelle nous combattons tous les politiciens, partout où ils sont, le minimum vital et la hiérarchie des salaires. Tout ce qui peut diviser les exploités ou les enchaîner.

Nous pouvons affirmer que la C.N.T. groupe ceux qui se rapprochent le plus des révolutionnaires de 1789, qui réclamaient « la liberté, l'égalité, la fraternité », qui aujourd'hui ne servent plus qu'à orner les monuments publics. Nous pouvons dire que nous continuons l'action de ceux qui pensaient avoir aboli toutes les tyrannies en abattant la « Bastille ». Leur œuvre n'est pas terminée. Nous sommes seuls à vouloir qu'elle soit achevée puisque seuls nous luttons pour la véritable émancipation des travailleurs.

C'est pourquoi les politiciens nous combattent. Leurs insultes ne sauraient nous arrêter. Nous ne pouvons aujourd'hui faire un bout de chemin avec ceux qui nous promettent, pour demain, des chaines dorées, quand ils auront pris les places de nos exploiteurs.

C'est pourquoi nous avons choisi. Dans les conflits du travail, avec notre drapeau avec le programme de la C.N.T.

CONTRE TOUT CE QUI ASSERVIT !

CONTRE TOUT CE QUI VEUT ASSERVIR !

POUR PLUS DE BIEN-ETRE ET DE LIBERTE !

Ch. SALEMBIER.

Toujours le scandale de l'autorisation

Ce n'est pas la joie au cœur que nous allons au labeur chaque matin. Bien des facteurs jouent en faveur de l'entreprise qui nous emploie : le salaire, le travail à effectuer, l'ambiance en sont les principaux.

Aussi lorsque aucun d'eux ne jouent en notre faveur, le moral s'en ressent et le dégoût arrive vite.

Ce préambule a pour but de bien situer l'histoire suivante. Un de nos camarades travaillait dans une boite où aucun des facteurs bienfaisants n'étaient pour lui. Après deux mois de persévérance, il abandonna et demanda son compte, prenant comme prétexte le bas salaire.

On lui fit remplir trois feuilles de démission et, muni de celles-ci, il alla trouver l'inspecteur du Travail. Oui, mais il n'avait pas de nouvel employeur, alors, n'est-ce pas, l'inspecteur refusa de donner son autorisation. Sans celle-ci, l'employeur ne retenait pas notre camarade, mais ne le payait pas. La paye était conservée jusqu'à ce qu'il apporte ses feuilles de démission dûment paragraphées par M. l'Inspecteur du Travail. Inutile de vous dire que notre copain a fait l'impossible pour se mettre en règle avec diligence, afin de se libérer le plus vivement possible, mais le fait était bon à signaler en notre temps de liberté de notre bonne démocratie.

Et dire qu'après cette espèce de liaison obligatoire, certains parlent du vote obligatoire.

Liberté, liberté chérie, où es-tu ?

Yves HERNELLE.

LA VOIX DE LA F.-T. R.

LA COMEDIE CONTINUE

A la demande de rajustement des salaires formulée, une fois de plus, par les syndicats réformistes, a succédé une nouvelle contre-offensive gouvernementale, puissamment épaulée par la presse à gages.

La précédente campagne de dénigrement menée contre le cheminots avait suivi la publication du dernier bilan de la S.N.C.F. qui révéla un déficit, paraît-il astronomique, dont personne n'a jamais pu fixer le montant exact, à quelques dizaines de milliards près.

Les experts ès-rails, pour remédier à la situation lamentable de notre entreprise, ont préconisé les solutions les plus abracadabrantes. L'un a proposé le versement de 500.000 francs aux agents n'ayant que quelques années de service pour qu'ils démissionnent; l'autre la fermeture d'un nombre important de lignes déficitaires, ce qui permettrait l'élimination de 60.000 salariés. De nombreuses autres combinaisons ont été mises sur pied. Elles relèvent toutes de la plus haute fantaisie.

Quelle occupation donner, par exemple, aux 60.000 licenciés cités plus haut ? Inutile de penser les remettre dans la production, puisque dans toutes les branches de l'activité, le chômage existe.

Trois solutions seulement sont valables, dont deux bien dignes de la pourriture qui est l'essence même du régime capitaliste :

1° En faire des mercenaires pour l'Indochine ou tout autre but de conquête;

2° Les incorporer dans les autres services de l'Etat où ils seraient en surnombre et augmenteraient d'autant le nombre des parasites budgétaires;

3° Les utiliser pour combler les vides causés par l'application de la semaine de quarante heures qui a toujours, ne l'oublions pas, force de loi, mais de cela nos dirigeants ne veulent pas entendre parler à aucun prix.

La mesure prise dans les deux premiers cas équivaudrait à combler un gouffre pour en creuser à côté un autre encore plus profond.

Ce n'est pas en éliminant, ce qu'il faut appeler, quoi que certains en pensent, une source de revenus mal ex-

par

R. FAUCHOIS

ploités et en laissant pourrir un matériel dont la valeur représente des centaines de milliards que sera renfloué le vieux rafiot qui sombre.

Il faut pour en sortir avoir recours à des méthodes révolutionnaires.

Avant toute autre chose, il est nécessaire de nettoyer la boutique, c'est-à-dire éliminer tous les requins, qui absorbent le plus clair des revenus de la S.N.C.F. et la multitude de ratés qui forment les cadres de celle-ci.

Réduire de 75 %, en attendant mieux, le nombre des agents de maîtrise et user de la même mesure envers le personnel pléthorique des services centraux et régionaux.

Donner la gestion des chemins de fer au personnel d'exécution qui s'inspirerait des suggestions de commissions d'usagers.

Augmenter le pouvoir d'achat de tous les ouvriers qui sont les meilleurs clients du rail.

Rétablir la conscience professionnelle des cheminots en supprimant tout favoritisme, en accordant à tous des conditions de vie décentes et en appliquant à nouveau les quarante heures.

Réaliser des économises massives, qui sont possibles, au lieu de jeter l'argent par les fenêtres, comme nos dirigeants le font encore actuellement.

Limiter le champ d'action des transports routiers et répartir d'une façon équitable toutes les charges qui pèsent sur les moyens de transport.

Ensuite, créer dans le plus bref délai possible une régie de tous les moyens de locomotion travaillant pour la satisfaction des besoins de la collectivité et non pour défendre les intérêts des oligarchies financières ; cette régie étant bien entendue gérée par des transporteurs exécutants, à l'exclusion des ratés et pistonnés de toutes origines (ingénieurs agronomes, officiers capitulards de l'armée de 1940, carabins en mal d'inscriptions, etc., etc.).

La solution du problème S.N.C.F. et de tous les moyens de transport en général est condensée dans ces quelques réformes.

Les politiciens et autres forts en thème de la direction des chemins de fer ne résoudront rien, malgré tous leurs plans, parce que les uns sont de pauvres types qui ne comprennent quoi que ce soit à la question et les autres, les valets de puissances occultes, qui ont intérêt à voir disparaître la S.N.C.F.

Consciemment ou non, ils creusent chaque jour un peu plus profondément le tombeau de notre vieux service public, dont on n'appréciera toute la valeur que le jour où il sera presque complètement éliminé.

L'avenir nous dira si les vrais cheminots sortiront à temps de leur torpeur pour empêcher les fossoyeurs de réaliser leur sale besogne.

Rétrospective sur le conflit Michelin

Après 61 jours de grève, les ouvriers des usines Michelin de Clermont-Ferrand, sont rentrés, le 3 mai dernier, dans leurs ateliers, les poings serrés et, pour bon nombre, le ventre vide. Nous pensons qu'il ne sera jamais trop tard pour les syndicalistes révolutionnaires que nous sommes, de tirer les conclusions indispensables d'un mouvement d'une durée sans précédent et d'une portée peut-être unique par son enseignement. Nous ne rappellerons pas ici les origines de ce conflit, dont un récent numéro du « Combat Syndicaliste » a déjà donné de suffisantes explications. C'est plutôt aux derniers jours de la grève, aux tractations plus ou moins obscures et équivoques qui ont précédé la reprise, qu'ira aujourd'hui notre attention. Car il y a dans tout mouvement social revendicatif des conclusions pratiques à recueillir de la leçon quotidienne des faits. Après les propositions d'une direction attachée à ses privilèges de classe et qui ne pense aux problèmes sociaux et économiques du moment qu'après avoir consulté le cours de ses actions sur le marché du travail ; une direction, dirons-nous, aussi esclavagiste que butée et réactionnaire ; les trois centrales syndicales représentées au comité de grève C.G.T., C.F.T.C., C.G.T.-F.O., firent ensemble le point de la situation.

Michelin proposait un versement unilatéral de 6.000 francs à la reprise éventuelle du travail, dont 3.500 francs remboursables à assez longue échéance, en tenant compte de la situation de famille de chaque ouvrier, ainsi que d'autres menus et insignifiants avantages coopératifs.

Ces os à ronger, car en définitive, il ne s'agissait pas d'autre chose, constituaient autant d'offenses à la dignité prolétarienne que d'insultes gratuites au courage malheureux de ceux qui avaient osé lui résister pendant cinq semaines.

Malgré cela et sans doute parce que la lutte devenait pratiquement inutile, la C.G.T.-F.O. retirait ses représentants du comité de grève, considérant, par là même, ces propositions comme acceptables à une rentrée immédiate.

Et aujourd'hui, les bonzes et les technocrates pourris de F. O. ont bonne mine d'oser se vanter dans leurs tracts de la pureté de leurs intentions et de leur clairvoyance syndicale.

Comme partout, ils ont abandonné les ouvriers dans une bataille où ils s'étaient engagés solidairement, avec leurs camarades responsables des autres centrales.

Cependant la grève était arrivée à son terme. Elle a succombé lentement, mais magnifiquement, aux dilemmes dont elle était, à ses débuts, prisonnière. Il ne pouvait absolument pas en être autrement. Car on peut le clamer bien haut : les travailleurs Michelin et Bergougnan ont été abandonnés à leur sort par toutes les organisations ouvrières, et cela malgré des apparences de solidarité morale et matérielle souvent inefficaces et causes de malentendus et d'injustices déplorables.

On a pu assister même à des choses incroyables et qui dépassent de loin la plus élémentaire conception qu'on peut avoir des rapports sociaux et de toute dignité ouvrière. Les responsables du comité de grève, aux abois, allant quémander auprès du Ministre du Travail, et avec l'appui des parlementaires du Puy-de-Dôme, l'ouverture d'un crédit de cinquante millions aux grévistes, alors que tout le monde connaissait très bien l'attitude favorable du gouvernement envers la maison Michelin, attitude qui, en partie, a permis à cette dernière de triompher par la misère et par la faim. La C.F.T.C., de son côté, s'était acquis le concours de l'évêché et d'une multitude de gens bien pensants et autorisés, dont les appels réitérés, et pourtant pathétiques, ne purent toutefois émouvoir la belle conscience chrétienne du très catholique M. Puiseux.

Ce personnage pouvait se dire à l'abri derrière sa carapace d'égoïsme religieux : « Qu'ils invoquent donc la charité de l'Eglise. Mes croyances à moi sont d'abord celles en mes bénéfices de chaque jour ; et le paradis, s'il existe, je le partagerai bien toujours plus tard, avec les imbéciles que j'exploite. »

Et ce furent les queues interminables devant les restaurants populaires ouverts par la municipalité clermontoise, Et le samedi, pour les travailleurs éloignés, les distributions « réglementées » de vivres. Après le retrait de la C.G.T.-F.O. du Comité de grève, les pouvoirs publics décidèrent d'organiser un referendum sur les propositions patronales dont il a été question plus haut.

C'était contraindre la C.G.T. et la C.F.T.C., qui avaient repoussé ces dernières, à subir un échec évident, car la majorité des ouvriers syndiqués ou non, étaient à bout de résistance, et de plus, aucune issue satisfaisante au conflit n'apparaissait comme prochaine et probable.

Un dernier déplacement à Paris, une dernière intervention auprès de Bacon, pour faire repousser la date du referendum, intervention qui confirma pleinement les intentions du gouvernement de faire échec à la grève par ce moyen, et ce fut le retour à Clermont des représentants accrédités du comité de grève.

Dès lors les événements allaient se précipiter. A la veille de la consultation préfectorale annoncée, les deux organisations syndicales, encore dans la lutte, donnèrent l'ordre de la reprise immédiate du travail, aux conditions qu'elles avaient préalablement rejetées.

Reconnaissons que, pour elles, il n'y avait plus d'autre alternative possible.

CAMARADE !

Combien as-tu diffusé de "COMBAT SYNDICALISTE" la semaine dernière ?

Comme pour chez Bergougnan, le même processus allait jouer.

Beaucoup d'ouvriers ne furent touchés que le lendemain par l'ordre de rentrée, diffusé par radio, après 20 heures, et quelques jours après la reprise, la répression allait commencer. Solange Chalus, déléguée C.G.T. de l'usine, et plusieurs autres militants syndicalistes, étaient arrêtés à leur travail pour violence envers des ingénieurs et des hommes de la direction.

Quelle que puisse être notre opinion ici, envers tout acte de violence caractérisée et les mobiles qui ont inspiré leurs auteurs, nous considérons comme un devoir de défendre farouchement *toutes les victimes de la répression, quelle que soit leur appartenance syndicale.*

Un ouvrier ne peut admettre malgré les légitimes rancœurs d'une bataille perdue qu'on emprisonne des hommes et des femmes de sa classe. Il faut savoir constamment nous élever au-dessus des griefs personnels et fournir, en toutes circonstances, la preuve de notre solidarité morale et matérielle. Nous disons franchement aux camarades désabusés qu'ils ont eu tort de se refuser à signer les listes de pétition, en faveur de la liberté de ces hommes et de cette femme, car on en est là chez Michelin !

Après deux mois de souffrances et de misères communes, la solidarité semble rompue sur le seul terrain où elle aurait dû être inattaquable.

Michelin a tenu parole et comment !

Quatre jours après la reprise, les fameux 6.000 francs d'aumône ont été distribués en bonne et due forme, comme tout ce qui se fait dans la maison.

Chaque salarié, en percevant cette humillante prime d'attente, devait signer un bordereau, où il s'engageait clairement à se reconnaître redevable de 3.500 francs envers la direction... Et pour faire plaisir à tout le monde, le premier dimanche de la reprise fut déclaré jour de travail, sans aucune explication valable. Nous ne manquerons pas de saluer en passant le bel exemple d'humanisme et d'esprit chrétien fourni par la direction, à cette occasion. Dans ses prochains sermons de carême, le R. P. Riquet ferait bien d'en commenter la signification, un peu en dehors toutefois des sophismes habituels.

Nous en arrivons ainsi aux constatations qui s'imposent. Elles sont de différent ordre :

1° Les organisations syndicales ne doivent pas se permettre d'engager une grève sans s'assurer de tous les éléments propres à sa réussite et notamment de l'appui effectif et total de toutes les autres fédérations d'industrie. Seule, une action concertée et générale a des chances de l'emporter. La période des grèves tournantes et des occupations des locaux avec amusements publics à l'intérieur est définitivement dépassée. Elle contribue même à discréditer le mouvement dans certains secteurs de l'opinion, mal informés...

D'autre part il est absolument faux de prétendre, comme certains tentent de l'accréditer, qu'un « gouvernement favorable » aux revendications des travailleurs aurait permis à celles-ci d'être satisfaites de suite. C'est au moment où les ministres des partis ouvriers ont été au pouvoir sous de Gaulle, que les normes de la production ont atteint chez Michelin et ailleurs, des proportions telles qu'elles font de chaque travailleur un bagnard, sans compensations équivalentes. « Produire d'abord, revendiquer ensuite » ; slogan fameux que Bibendum a traduit par « Travailler toujours ; les C.R.S. seront là pour la suite.».

SPARTACUS.

(A suivre.)

DIALOGUE SUR L'ÉGALITÉ ÉCONOMIQUE

(Fin)

Je viens de me livrer à ce que tu pourrais prendre pour une digression si je n'étais parvenu à mettre en relief le phénomène qui caractérise les économies libérales modernes et fait que l'ensemble de la production n'y trouve plus à être consommée faute de pouvoir d'achat. De telle sorte que l'histoire de ce demi-siècle écoulé peut se résumer ainsi : « L'histoire des moyens mis en œuvre par le capitalisme pour retrouver son profit perdu. » Dès lors, ne penses-tu pas qu'au lieu de freiner cette production ou de la détruire, il ne serait pas plus rationnel d'en pratiquer la répartition entre des hommes qui ne seraient plus les seuls clients solvables d'à présent, mais des consommateurs aux multiples besoins jusqu'ici insatisfaits. En quoi ton ingénieur serait-il lésé si la part du manœuvre ne diminuait pas la sienne?

L'adversaire. — Bien sûr, je te le concède, les tares du régime actuel existent, engendrant mévente, chômage et guerre. Mais il n'en est pas moins vrai que, dans l'économie, même socialiste, qui succédera à celle-ci, il sera indispensable, pour les raisons que je t'indiquais au début de notre entretien, de continuer à appliquer la formule : « A chacun selon ses œuvres ou son mérite. » La transformation sociale n'en aura pas altéré la valeur et, en tout cas, il ne saurait être question présentement, de militer en faveur de l'égalité des salaires dans notre société capitaliste. Ce serait provoquer la chute brutale de ce régime, car bien entendu, lorsque tu parles d'égalité de salaires tu sous-entends le maximum vital et non une égalité dans la misère ou la médiocrité.

Le défenseur. — Exactement, car tu sais qu'à la C.N.T. sont groupés des syndicalistes révolutionnaires qui ne se contentent pas de critiquer le capitalisme, mais veulent le détruire. Je crois que tu t'illusionnes lorsque tu attends de réformes successives l'avènement de la cité socialiste. Le vieux monde, bien que chancelant, est encore debout, et si nous ne nous efforçons pas de lui donner le coup de grâce, j'ai peur que d'ambitieux imposteurs ne parviennent à le transformer à leur profit pour devenir du même coup nos nouveaux maîtres dans une révolution manquée. Les travailleurs n'ont rien à attendre des politiciens, mais tout à gagner dans la prise de possession des moyens de production, dans l'autogestion de leurs entreprises. Mais je ne voudrais pas que nous terminions notre conversation sans revenir sur les raisons qui font que tu redoutes l'égalité économique dans la société de demain ou parmi les salariés d'aujourd'hui. Pour nous c'est cette notion même d'égalité qui constitue le fondement de la Révolution. C'est là l'impératif qui rompt avec le passé. L'homme social nouveau qui se fait jour sent intensément que le stade de la société communautaire est venu et que le monde devra s'adapter à de nouvelles normes ou périr.

D'ailleurs, plutôt que d'écouter les propos de ceux qui se font les plus ardents défenseurs de la hiérarchie, observe-les dans leur milieu et tu en retireras un enseignement précieux. Tu découvriras tout d'abord qu'ils sont le plus souvent ceux qui se situent eux-mêmes au sommet de l'échelle. Mais s'ils ne devaient une ascension, parfois rapide, qu'à leurs seules qualités ou capacités professionnelles qu'il serait injuste dans de nombreux cas de leur dénier, il n'y aurait que demi-mal, car la règle du mérite que tu défends ne s'en trouverait pas faussée. Peux-tu affirmer qu'il en soit ainsi ? Peux-tu répondre que d'autres facteurs n'interviennent pas dans le gravissement de l'échelle ?

Certains ne doivent-ils pas leur poste avantageux à la chance de s'être trouvés sur les rangs au bon moment, d'autres n'ont-ils pas fait preuve de basse complaisance à moins qu'ils n'aient usé de chantage vis-à-vis de leur patron. Tu ne peux ne pas avoir décelé les feintes hypocrites dont peuvent faire preuve dans ton chantier ou ton administration certains de tes camarades en mal d'avancement. Tu as sans nul doute constaté ces attitudes de subordonnés actifs et affairés gravissant en toute hâte des escaliers ou courant dans les couloirs, des papiers à la main. N'y a-t-il pas là simplement « du vent » destiné à impressionner favorablement des chefs ? Tu ne peux t'imaginer quelles manœuvres savamment combinées et quel machiavélisme sont susceptibles de mener au succès. Une prise de certaine « responsabilité » au moment opportun et c'est la réussite assurée. Le double jeu n'a pas été le monopole d'une époque, mais il se pratique quotidiennement.

Sans, bien entendu, vouloir généraliser, je suis certain que tu as déploré le népotisme et le favoritisme qu'on retrouve un peu partout. Toutes ces plaies sont inhérentes à un mode qui ne se maintient lui-même qu'artificiellement au sein de structures périmées. Et face à un machinisme toujours plus développé et à une division du travail toujours plus accentuée, à des activités toujours plus nombreuses et variées, peux-tu me dire vraiment quels critères peuvent permettre de juger du mérite de chacun. Ne sens-tu pas que cette évaluation du mérite ne peut être qu'arbitraire, parce qu'elle ne correspond plus à une production effective, et que notre monde fait figure d'un immense panier de crabes ?

Et je crois, vois-tu, qu'il est urgent que les hommes redeviennent des hommes.

F. BIDÉ

SOUSCRIVEZ POUR LE "COMBAT" !

Sommes reçues

Fédération locale C.N.T. de Montpellier, liste 741 : 1.000 fr. ; Syndicat d'Indret, liste 93 : 600 fr. ; Locale C.N.T.E. de Vinca, liste 683 : 280 fr. ; Fédération locale C.N.T. de Decazeville, liste 1.420 : 1.450 fr. ; Mirande Alexandre (La Martinique) : 1.000 fr. ; Fédération locale de Saint-Chely-d'Apcher, liste 781 : 1.800 fr. ; Fédération locale de St-Paul-de-Fenouillet, liste 703 : 1.750 fr. ; Thersant (Paris) : 500 fr. ; Union locale de Marseille, liste 124 : 400 fr. ; Transports Paris, liste 195 : 300 fr. ; Fédération locale C.N.T. de Strasbourg, liste 1.207 : 1.620 fr. ; Bâtiment de Trun, liste 187 : 260 fr. ; Morandeau (Coüeron) : 96 fr. ; Union locale de Lyon, liste 160 : 500 fr. ; Permanence Paris, liste : 955 fr.

Total de la présente liste : 12.511 fr.

BULLETIN D'ABONNEMENT

au « Combat Syndicaliste »

Je soussigné,

NOM .....

Prénoms .....

demeurant .....

.....

déclare souscrire un abonnement de (1) .....

au « Combat Syndicaliste ».

Le .....

SIGNATURE

Envoyez les sommes au C.C.P. PARIS 7497-93
*Y. RICHAUD, 20, Rue Sainte-Marthe, PARIS-X^e^*

(1) 12 numéros : 110 fr. - 24 numéros : 215 fr. - 48 numéros : 420 fr.

B.D.I.C

DANS NOS RÉGIONS

La C. N. T. en marche dans l'Ariège

Notre jeune et dynamique Syndicat Unique des Métaux de Pamiers, malgré les rodomontades des durs staliniens de la C.G.T. de Pamiers, avait organisé, le dimanche 21 mai, dans une salle municipale, une réunion publique et contradictoire.

C'est devant un auditoire d'environ 200 personnes que notre secrétaire ouvre la séance et donne la parole à notre camarade Jammes, trésorier de la VI[e] Région.

Celui-ci développe les raisons qui ont donné naissance à la C.N.T. Abandon des principes du syndicalisme révolutionnaire par la C.G.T., mise en tutelle de celle-ci par le P.C.F. Il précise que les syndicalistes révolutionnaires de la C.N.T. ne sont pas des diviseurs mais, qu'au contraire, ce sont les politiciens qui actuellement en sont à la constitution d'une cinquième Internationale, après qu'ils eurent quitté la première Internationale de l'A.I.T.

Notre camarade esquisse ensuite quels sont les principes qui animent notre C.N.T., principes fédéralistes, apolitiques, révolutionnaires et internationalistes. Il expose les buts et les objectifs que veut atteindre la C.N.T., ainsi que son attachement indéfectible à l'A.I.T., seule Internationale vraiment libre et indépendante de tout parti politique ou gouvernement.

Le camarade Nan, secrétaire de la VI[e] Région, qui lui succède, met l'accent sur le syndicalisme politisé de la C.G.T., et sur la position prise par cette centrale inféodée totalement au Kominform et au Stalinisme. Il cite en passant l'attitude antisyndicale et totalitaire des bonzes confédéraux lors de leur passage dans les ministères, et à l'occasion des grèves (usines Renault, typos parisiens, cheminots), attitude qui n'a pas varié actuellement.

Quant à F.O., dit-il, ses attaches avec l'Etat et le gouvernement, sa direction papelarde et platement réformiste ne sont pas le levain qui entraînera les travailleurs vers leur émancipation.

Notre camarade ajoute que dans son action quotidienne pour les revendications immédiates, la C.N.T. ne perd pas de vue un seul instant les buts à atteindre qui sont : la disparition du capitalisme, du salariat, du patronat et de l'Etat. Que ceux-ci ne seront atteints que par la grève générale insurrectionnelle expropriatrice, prélude à la transformation sociale.

Appel est fait pour la contradiction. Malgré la présence des staliniens dans la salle, personne ne bouge. Seul un auditeur pose amicalement une question : « Comment la C.N.T. entend remplacer l'Etat par le syndicalisme révolutionnaire ? »

Le camarade Jammes répond et donne les explications utiles en citant les expériences réalisées sans Etat et en marge du gouvernement durant la révolution espagnole de 1936 à 1939, par les travailleurs et nos camarades de la C.N.T. d'Espagne.

Nouvelle intervention du même contradicteur sur à peu près le même sujet.

C'est le camarade Nan qui répond. Il fustige les partisans de l'Etat et indique à ce sujet que les bolcheviks, aile gauche du Parti Social Démocrate russe ont par la calomnie, l'assassinat détruit la révolution du peuple russe et instauré une dictature féroce avec des méthodes de répression qui n'ont rien à envier aux Etats fascistes. Il conclut enfin en disant que quels que soient les Etats, quand ils sentent que leur pouvoir chancelle, que leur autorité diminue, que le prolétariat gronde, l'ultime ressource qu'ils utilisent est la guerre. Il engage les travailleurs à s'opposer à toutes les guerres, ni pour Staline, ni pour Truman.

En résumé, bonne réunion de propagande qui a démontré aux travailleurs présents que le mythe de la puissance de la C.G.T.K. est dégonflé, et que les Staliniens sont sans réaction ni argument quand on expose ce qu'est le syndicalisme révolutionnaire. Le mutisme des responsables locaux de la C.G.T. en est une preuve convaincante. Nous sommes dans la bonne voie, continuons le bon travail.

LES METAUX
DE PAMIERS.

A VILLENEUVE-SUR-LOT

SOLIDARITE POUR LES GOSSES DES CHOMEURS !

L'Inter-locale C.N.T. a pris l'initiative d'organiser une soirée dansante, le samedi 13 mai, au profit des enfants des chômeurs. Grâce au concours très actif de huit camarades du Comité local de chômage et malgré le sabotage discret et prudent de certains éléments, cette soirée ne fut pas un échec... Par l'esprit d'initiative et l'allant de notre copain Alvarez, de la C.N.T., bien appuyé par les quelques chômeurs dont nous parlons plus haut, il a été remis, par notre camarade, plus de 17.000 fr. a répartir entre les enfants et selon les décisions des chômeurs eux-mêmes...

C'est tout... mais certains firent une drôle de gueule !...

300 Chômeurs à Villeneuve-sur-Lot

Notre industrieuse localité compte depuis plusieurs mois près de trois cents chômeurs totaux, sans compter plusieurs centaines de demi-chômeurs. Ce fait est la conséquence de la fermeture d'une grande usine de conserves et du marasme dans de nombreuses entreprises : conserves, chaussures, bâtiment, etc.

Une action a été entreprise, à l'appel du Comité local de chômage, par les organisations syndicales, et la C.N.T. y participe activement, naturellement.

Une partie du chômage local peut être résorbé d'ici peu, du fait du travail saisonnier dans la conserve, de différents travaux, et si les interventions syndicales sont correctement menées, sans esprit de manœuvres...

DELURET.

FEDERATION DU BATIMENT

Une entreprise où les ouvriers se font tuer

La société Clavier, 90, boulevard Magenta, Paris (XI[e]), ne détient peut-être pas le record des accidents de travail, mais elle mérite, tout au moins, à ce point de vue, une mention spéciale.

C'est une société d'entreprises qui s'occupe généralement de travaux ferroviaires. Elle possède un nombre imposant de chantiers.

Il y a un peu plus d'un an, au chantier de la Plaine-Saint-Denis, des ouvriers travaillaient à la construction d'un pont. Au pied d'une butte de terre de plus de trois mètres de haut, coupée verticalement, ils creusaient le sol pour établir l'emplacement d'une culée du pont. Aucune précaution n'avait été prise pour prévenir un éboulement, d'autant plus à craindre qu'il s'agissait de terres rapportées (remblai) sans homogénéité ni cohésion, dans le voisinage immédiat d'une ligne en exploitation où la trépidation de chaque train qui passait pouvait déterminer une catastrophe.

C'est ce qui arriva, en effet, au passage d'un train de voyageurs. Vers les 8 heures et demie environ, un éboulement se produisit ensevelissant deux terrassiers : MM. Vesel, père et fils. Le fils réussit à se dégager et fut quitte avec quelques contusions, mais le père, la poitrine défoncée, expira peu de temps après qu'on l'eût retiré de l'endroit où l'avalanche l'avait surpris.

Le 20 mai dernier, à la gare Montparnasse, deux hommes travaillant pour la même société furent happés par une machine haut-le-pied. On sait que d'habitude les ouvriers occupés sur les lignes sont gardés par des surveillants munis d'une trompette qui sont chargés de les avertir dès qu'ils aperçoivent un train se dirigeant de leur côté. Or là, il n'y avait pas de surveillant, un des ouviers fut écrasé et succomba rapidement, l'autre s'en tira avec seulement une oreille endommagée.

Enfin, jouant de malheur, le 22 mai, la Société Clavier vient d'enregistrer un nouvel accident sur son chantier de Maisons-Alfort, avenue Jean-Jaurès. Des terrassiers creusaient une tranchée de 2 m. 40 de profondeur sans boisage d'aucune sorte. Parce que, paraît-il, le bois manquait. Il y a de quoi tomber *le cul par terre* en pensant à des professionnels qui consentent à travailler dans de pareilles conditions. Par un rapprochement d'idées naturel et pour ainsi dire automatique, on pense immédiatement à ces acrobates qui se font un point d'honneur à travailler sans filet.

Mais quand l'accident est arrivé, toute l'avocasserie patronale, en état de mobilisation permanente pour défendre les exploiteurs, se trouve extrêmement à l'aise, dans des conditions pareilles, pour frustrer la veuve et l'orphelin.

C'est dans des litiges pareils que l'on peut mesurer l'avarice sordide, l'égoïsme féroce frisant l'inconscience, de nos ennemis de classe.

Mais gardons-nous de généraliser, nous ne mettons pas tout le monde sur le même plan. Les vrais révolutionnaires ne s'embarrassent point de démagogie. c'est pour cela qu'ils se voient traiter assez fréquemment de petits bourgeois, par les « purs ». Quoi qu'il en soit, dans le cas suscité, ce n'est pas à nous de fixer les responsabilités. Nous nous contenterons d'enregistrer ce nouvel accident à l'actif de la maison Clavier où un ouvrier enseveli sous l'éboulement a eu tout de même la chance d'en sortir avec quelques contusions sur différentes parties du corps.

PITALUGUE.

ET NOS SYNDICATS

La dernière trouvaille

Par le truchement du gouvernement, le patronat tente une nouvelle offensive et propose une nouvelle « panacée universelle » : la prime à la productivité. Bidault et son équipe, animés du seul souci de « durer », se raccrochent à toutes les planches de salut qui leur sont offertes. Désireux de calmer, à la fois, les exigences d'un capitalisme aux abois et celles de Centrales syndicales trop remuantes à leur gré, ils acceptent de se soumettre à tous les essais. Ils ont donc enfourché le dada de la productivité et ont même adjoint au secrétariat d'Etat des Affaires économiques un *Centre National de la Productivité*. On est sérieux ou on ne l'est pas !

Le dictionnaire nous définit la productivité comme étant la faculté de production d'un élément. Elle est donc susceptible d'être accrue lorsqu'il s'agit de la productivité de la main-d'œuvre. Nos inventeurs de primes se prétendent bien intentionnés et affirment que l'augmentation de la productivité aura pour conséquence logique d'accroître le pouvoir d'achat des travailleurs, d'où nécessité de l'encourager en la sanctionnant par une prime. Qu'on nous permette d'être sceptiques !

Au premier examen, elle nous apparaît comme une nouvelle prime au rendement. Elle n'aura pour résultat que d'aggraver les contradictions du régime et dont nous constatons la principale : depuis la Libération, la production n'a fait qu'augmenter ; elle dépasserait même, d'après les statistiques officielles, celle de 1938, alors que, simultanément, le pouvoir d'achat des travailleurs n'a cessé de diminuer.

Nous y souscririons d'emblée si nous sentions la certitude — dans l'esprit de ses « créateurs » — qu'elle doit répondre à cette double condition :

— Satisfaire les besoins immédiats des classes laborieuses ;

— Apporter un élément rassurant à l'angoissant problème du chômage.

Il est à craindre que nous soyons obligés de déchanter. L'exemple de Stakanov est là pour nous rendre méfiants. L'intention de celui-ci, c'était bien d'augmenter la production, mais avec le corrollaire indispensable d'alléger la peine de l'homme par la diminution des heures de travail. Nous connaissons les résultats du stakanovisme exploité par le capitalisme d'Etat stalinien : l'ouvrier russe est plus esclave que jamais.

Pour nous, syndicalistes révolutionnaires, la prime à la productivité n'est en réalité qu'une prime au rendement présentée sous une appellation contrôlée et légalisée. La position de la C.N.T. est nette à cet égard : contre toutes primes, quelles que soient leur nature ou leur prétendue raison d'opportunité.

En résumé, la prime à la productivité, dans les conjonctures actuelles, n'innove pas, mais risque d'accentuer la gravité de la situation des travailleurs.

La machine produit et peut produire plus que ne pourront faire produire aux hommes toutes les primes à la productivité nées dans le cerveau de nos bavards parlementaires. Le stade de la production est bousculé. Il est nécessaire — que cela plaise ou non aux attardés, aux timorés, aux rétrogrades — de porter notre attention tout entière au problème de la distribution. C'est de *distributivité* (si l'on nous permet ce néologisme) qu'il faut parler et non de *productivité !* C'est parce que le régime n'est plus capable de distribuer que la situation semble sans issue et que l'on s'enferre dans une impasse plus profonde chaque jour.

Il n'est plus permis d'hésiter : l'urgence de le remplacer par un système basé sur l'égalité économique et la justice sociale, doit s'imposer dans les cerveaux.

C'est là la seule solution qui puisse nous être profitable.

LA XVII[e] U.R.

COMMUNIQUES

TRÉSORIER CONFÉDÉRAL

René Doussot, 9, avenue de la Porte-de-Clignancourt, Paris (18e). - C.C.P. 5046-35.

COMITE CONFEDERAL NATIONAL

Dimanche 11 juin 1950, toute la journée, à Paris. Ordre du jour et lieu par La Liaison.

C.A. CONFEDERALE

Réunion de la C.A.C., lundi 5 juin, à 20 h. 30, au siège.

Ordre du jour important.

Le secrétaire : CAPELLE.

COMITE DE REDACTION

En raison des Conseils syndicaux de la 2e Région, la réunion est reportée au vendredi 9.

Fédération Industrielle des Métaux

Il est rappelé que toutes commandes de matériel (tracts, action directe, papillons), doivent être demandées à la F.I.M., 39, rue de la Tour-d'Auvergne-IXe. Ne pas oublier de vous acquitter de vos dettes vis-à-vis de la F.I.M. Retenez l'adresse du C.C.P. : Yvernel Georges, 16, rue du Commerce, Paris-XVe. C.C.P. 243-69 Paris.

F.T.R.

Permanence tous les jeudis, 32, rue de la Tour-d'Auvergne.

Trésoriere: Lavigne Roger, 1, rue des Venêts, Pontoise. C.C.P. 6701-99 Paris.

DEUXIEME REGION

CONSEILS SYNDICAUX DE LA 2e REGION

Ce soir vendredi 2, à 20 h. 30, lieu habituel, tous les conseillers sont particulièrement invités.

A l'ordre du jour :

Mesures indispensables au fonctionnement de la 2e Région.

Le Comité Confédéral National.

SYNDICAT UNIFIE DU BATIMENT
ASSEMBLEE GENERALE

Le dimanche 18 juin, à 9 heures précises du matin, à la Chope du Combat. (Métro : Colonel-Fabien.)

NOTE DU TRESORIER DU S.U.B.

Pour tout envoi de fonds se servir du C.C.P. Cela évite des frais et des dérangements. Le C.C.P. est le suivant : Arondel Maurice, 100. rue Doudeauville, Paris (18e). C.C.P. : Paris 6261-16.

PERMANENCES DU S.U.B.

Tous les jours au siège, 39, rue de la Tour-d'Auvergne, de 14 heures à 19 h. 30, sauf le dimanche.

S.I.A.
SECTION DE PARIS

Le samedi 3 juin, à 15 heures, 24, rue Sainte-Marthe, salle du 1er étage, se réunira l'Assemblée locale de S.I.A.

Tous les compagnons sont priés d'y assister, vu l'intérêt des points à traiter.

Le Secrétaire :
B. MIQUEL

Trésorerie

Le camarade Fernand Marchal étant désigné comme trésorier à la IIe U.R., tous les fonds concernant cette Région doivent être adressés à Marchal Fernand, 8, avenue Jean-Aicard, Paris (11e), au compte C.C.P. 7381-00, Paris.

Bois-Ameublement
19, rue Faidherbe, café « La Source », à 18 h. 30, tous les mercredis.

U.L. Suresnes-Puteaux
Tous les quatrièmes vendredis, salle de la Justice de Paix, à Suresnes, à 18 h.

Livre-Papier-Carton
Premier et troisième samedis, de 14 h. 30 à 18 heures.

P.T.T.
Deuxième et quatrième dimanche à 9 heures. Permanence lundi de 18 à 20 heures.

Textile-Habillement
Tous les samedis de 14 à 18 heures.

Services Santé

Cuirs et Peaux
Lundi à 18 h. 30, au siège.

H.C.R.C.
Lundi à partir de 15 heures.

U L. Argenteuil
Tous les deuxièmes dimanches de chaque mois, avec la présence d'un délégué du Bâtiment et des Métaux.

U.L. Nanterre
Premier dimanche, café «Chez Paulo», rue Paul-Doumer (impasse de la Gare), de 10 à 12 heures.

Suresnes-Puteaux
Tous les 4e vendredi, salle de la Justice de Paix, à Suresnes, à 20 h. 30.

U.L. Colombes
La permanence de l'Union locale de Colombes a lieu les 1er et 3e dimanches de chaque mois, de 11 heures à midi, au Café de la Mairie, 20, rue Henri-Barbusse.

Goussainville
Les deuxième et dernier dimanche du mois, 10 à 12 h., Hôtel de France, Ferme des Noues.

Versailles
Permanence de l'U.L. les deuxième et quatrième dimanche du mois, café «Chez Hélène». 23, rue Montbauron, 10 à 12 h.

GROSLAY

Tous les dimanches, 10 à 12 heures, 55, rue de Montmorency, Groslay.

Saint-Germain-en-Laye, Poissy et environs.

Réunion générale tous les deuxièmes dimanches du mois à 10 heures : 51, rue A.-Bonnenfant, à Saint-Germain.

Chatou-Croissy et environs
Premier samedi du mois, salle Hôtel des Nations, à Croissy, à 20 h. 30.

4e U.R.

Commentry

Pour tout ce qui concerne l'union locale, adresser toute correspondance à L. Malfant, boulevard Ramboura, Commentry.

Pour *Saint-Eloy-les-Mines* et *Montluçon*, prière de prendre contact à l'adresse ci-dessus indiquée.

U. L. DE CLERMONT-FERRAND

L'U.L. tient une permanence chaque samedi de 20 h. 30 à 22 heures au 9 de la rue de l'Ange.

5e U.R.

Pradier, 24, rue de l'Etoile, Nimes (Gard).

U.L. Albi
Salvetat, 21, rue de la Rivière, Albi.

LA GRAND COMBE

Permanence tous les jours, de 16 h. 30 à 18 h. 30, 10, rue Anatole-France. Pour adhésions, cotisations, renseignements, librairie, presse, s'adresser à cette permanence.

6e U.R.

UNION LOCALE DES
SYNDICATS DE TOULOUSE

L'Union Locale des Syndicats communique à tous ses adhérents et sympathisants qu'ils trouveront le « Combat Syndicaliste » en vente aux kiosques de la place Wilson et kiosques de la place du Capitole. Ainsi qu'aux permanences syndicales de la Maison des Syndicats au cours Dillon, Toulouse (H.G.). Vente à la criée du journal au marché Saint-Sernin.

Le secrétariat de l'Union Locale avise tous les camarades adhérents et sympathisants qu'ils peuvent venir se documenter à la Bibliothèque Confédérale de la Maison des Syndicats au cours Dillon.

Vous y trouverez tous les livres et journaux, avec la salle de lecture. Ouvert tous les jours de 19 heures à 23 heures, les samedis de 15 heures à 23 heures, dimanches de 10 heures à 23 heures.

S.U.B. Toulouse

Assemblées générales mensuelles premier dimanche du mois. Permanence tous les jours de 18 h. 30 à 20 heures ; samedi de 16 à 19 heures ; dimanche de 9 à 12 heures. Les adhérents, sympathisants, peuvent retirer le C. S., Maison des Syndicats, cours Dillon.

Cuirs et Peaux Toulouse

Tous les jeudis de 18 à 19 h. 30. Dimanches de 10 à 12 heures. Cours Dillon.

COMMUNIQUÉS DIVERS

(Sous cette rubrique nous insérons les communiqués des organisations qui soutiennent la C.N.T. Lesdits communiqués ne peuvent en rien engager la Confédération.)

LE ZERO ET L'INFINI
D'ARTHUR KŒSTLER

tel est le sujet que traitera le camarade TRENCOSERP

à la réunion qui aura lieu le samedi 3 juin, à 20 h. 30, Chope du Combat, salle du sous-sol (métro : Colonel-Fabien), sous l'égide du M.A.

Invitation cordiale à tous.

De même, le samedi 10 juin, au même endroit et à la même heure,

BOUCOIRAN et THERSANT
traiteront

pour les camarades SYNDICALISTES les sujets suivants :

le premier,
CE QUE DOIT ETRE MAINS ET CERVEAU
le second,
LE SYNDICALISME DOIT AVOIR DEUX POINGS POUR SE BATTRE

LIBRAIRIE

LIVRES

Pierre Besnard. — L'Ethique du Syndicalisme, 75 fr. (120) ; La Paix, 100 fr. (145) ; Les Syndicats Ouvriers et la Révolution Sociale, 200 fr. (260) ; Le Monde de Nouveau, 140 fr. (185).
Aurèle Patorri. — La Débâcle de l'Elite, 150 fr. (195).
Gaston Leval. — L'Indispensable Révolution, 100 fr. (145).
Gabriel Giraud. — Paul Robin, 150 fr. (195).
Jeanne Humbert. — Sébastien Faure, 180 fr. (225).
Fernand Planche. — Kropotkine, 210 fr. (255) ; Durolle, 150 fr. (195) ; Louise Michel, 150 fr. (195).
Louis Lecoin. — De Prison en Prison, 160 fr. (205).
Voline. — La Révolution inconnue, 350 fr. (440).
Louis Buchner. — Force et Matière, 270 fr. (330).
Victor Méric. — Coulisses et Tréteaux, 75 fr. (120).
Charles Malato. — Les Joyeusetés de l'Exil, 100 fr. (160).
Ernest Haechel. — Histoire de la Création, 400 fr. (490).
W.S. Wallino. — Le Mouvement Ouvrier et la Démocratie aux Etats-Unis, 200 fr. (290).
Nestor Blanc. — Joyeux, fait ton fourbi, 255 fr. (320).
Fernand Pelloutier. — Histoire des Bourses du Travail, 260 fr. (305).
Louis Tenars. — Le Sauveur, 100 fr. (145).
Maurice Hallé. — Par la Grande Route et les Chemins Creux, 150 fr. (195).
B. Malon. — Précis du Socialisme, 175 fr. (235).
Jules Valles. — L'Insurgé, 125 fr. (170) ; Le Bachelier, 125 fr. (170) ; L'Enfant, 125 fr. (170).
Bakounine. — La Révolution Sociale ou la Dictature Militaire, 180 fr. (225).
Sébastien Faure. — La Véritable Révolution Sociale, 60 fr. (90) ; L'Imposture religieuse, 230 fr. (275).
Jacques Renne. — Syndicalisme Français, 200 fr. (245).
Maurice Ceyrat. — La Trahison permanente du P.C,, 100 fr. (145).
Alexandre Marc. — Avènement de la France ouvrière, 210 fr. (270).
Emile Hureau. — Les Jésuites, la Classe ouvrière et la Révolution, 70 fr. (115).

BROCHURES

Gaston Leval. — Le Communisme, 40 fr. (70) ; L'Anarchisme et l'Abondancisme, 10 fr.
G. Berneri. — La Société sans Etat, 20 fr.
L. Barbedette. — Pour la Justice économique, 10 fr.
Ernestan. — La Fin de la Guerre, 5 fr.
Sébastien Faure. — Sacco et Vanzetti, 5 fr. ; Les Douze Preuves de l'inexistence de Dieu, 10 fr. ; Les Crimes de Dieu, 20 fr. ; La Fausse Rédemption, 10 fr.
P. Comont. — L'Architecture, 20 fr.
A. Guillier. — La Révolution salvatrice, 15 fr.
P. Camus. — Le Syndicalisme et le Problème paysan, 20 fr.
G. Yvetot. — ABC du Syndicalisme, 15 fr.
E. Rothen. — La Politique et les Politiciens, 20 fr.
P. Monatte. — Où va la C.G.T., 10 fr.
Pierre Besnard. — Le Problème des Salaires, 6 fr.
Edouard Rotot. — Le Syndicalisme et l'Etat, 12 fr.
Lashortes. — Qu'est-ce que le Prolétariat, 10 fr.
Louise Michel. — Prise de Possession, 15 fr.
Aristide Lapeyre. — Le Problème espagnol, 15 fr.
Les Anarchistes et l'Activité Syndicale, 15 fr.
La Bulgarie, nouvelle Espagne, 25 fr.
Les Bulgares parlent au Monde, 50 fr.
Le Syndicalisme et la Guerre, 5 fr.

REVUES

Mains et Cerveau, 40 fr.
Etudes Anarchistes, 40 fr.
Défense de l'Homme, 40 fr.

EXPÉDITION

Pour les livres, les prix entre parenthèses sont les prix franco.
Pour les brochures joindre 10 francs à chaque.
Pour les recommandés joindre 40 francs par colis. en plus.
C.C. Postal de la Librairie : Paris C.C. 7.473-08, M. Marcheti Robert, 1, rue Dulaure, Paris (20e).

SERVICE DE LIBRAIRIE

Le service de librairie demande aux camarades qui font une commande de livres de bien vouloir envoyer le montant d'avance et de bien vouloir envoyer la correspondance au camarade Oudin, sauf en ce qui concerne le C.C.P. qui doit être adressé au camarade Marcheti.

Le libraire :
OUDIN.

Le Directeur-Gérant :
DOUILLET François

Imp. Spéc. du Combat Syndicaliste

B.D.I.C

LA SITUATION SOCIALE EN AUTRICHE OCCUPÉE

Les travailleurs autrichiens après la guerre n'ont pu prendre position au point de vue social et politique à cause de l'occupation. Les autorités occupantes n'ont toléré dans leur zone que les organisations qui diffusaient leur mots d'ordre et défendaient leur politique de vainqueurs.

Trois partis politiques sont seulement autorisés : le Parti du Peuple autrichien (parti clérical), le Parti socialiste (social démocrate) et le Parti communiste. Ces trois partis ont créé après la guerre un soi-disant « Syndicat unique ». Par l'adhésion obligatoire au syndicat unique dans les grandes entreprises et les entreprises d'Etat, les politiciens ont réussi à éliminer toute activité syndicale révolutionnaire reconnue. Nos camarades avaient demandé l'autorisation de reconstituer l'ancien mouvement au ministère de l'Intérieur ; elle a été refusée. Ils se trouvent donc placés dans une situation particulièrement difficile pour la propagande ; toute activité autorisée dépend à la fois des occupants et des trois partis.

D'autres circonstances accroissent les difficultés : sept ans de dictature hitlérienne et quatre ans de dictature cléricale ont fait oublier aux travailleurs leur propre force : ils se fient à leurs chefs politiques qui dirigent les syndicats et le parti communiste attire vers lui, en les trompant, ceux qui ont des sentiments d'opposition révolutionnaire. Aussi la léthargie s'est étendue dans les milieux syndicaux.

D'autre part, dès la première guerre mondiale, les camarades autrichiens, sous l'influence de Pierre Ramus s'étaient opposés à toute forme d'organisation ; cette position avait provoqué des discussions à l'intérieur du mouvement ; l'individualisme et la propagande de la non-violence ne contribuaient pas à un accueil favorable de nos idées dans les milieux ouvriers. Certains des nôtres s'étaient même ralliés aux socialistes de l'Economie Libre, partisans de Silvio Gesell, qui fut ministre des Finances dans la Ire République bavaroise : ils veulent une transformation évolutionniste de la société capitaliste par une réforme de la monnaie et une économie libre réglée par l'offre et la demande. Naturellement, ils repoussent le syndicalisme, puisque, d'après eux, les salaires dans l'économie libre seront réglés par l'offre et la demande. Cette idéologie contribue à faire obstacle à la réorganisation du mouvement syndical révolutionnaire, gêné en outre par le très petit nombre de camarades qui sont restés en Autriche depuis l'hitlérisme.

Ces détails permettent de se rendre compte des difficultés énormes que nos camarades ont rencontrées pour reconstituer une section de l'A.I.T. Ils n'ont pu qu'organiser des groupes de relations fédérés dans le B.H.S. (Ligue des Socialistes sans souveraineté d'Autriche), qui travaille à la reconstitution d'une centrale ouvrière en Autriche, selon la charte de l'A.I.T. Leur mode d'action est l'éducation intensive dans le sens révolutionnaire, en grande partie par la diffusion d'une revue, *Génération Libre* (qui n'est pas autorisée, qu'on ne laisse pas vendre dans les kiosques, ni crier dans la rue).

Voici quelques extraits de leur déclaration de principes :

La servitude humaine est la cause de la désunion des peuples, la cause de toutes les guerres. Dans tout l'univers, il n'y a aucun pays sans gouvernement, sans souveraineté, sans police; il n'y en a qu'un à peine sans armée; tous les autres possèdent une armée. Partout, les partis politiques, dans l'opposition, veulent prendre le pouvoir à la place des autres. Partout le centralisme.

Le Socialisme Libre, solidairement international, révolutionnaire, anticapitaliste, antimilitariste, se lance au combat contre tout pouvoir souverain, tout nationalisme, tout impérialisme. Il est dans tous les pays à l'avant-garde pour le progrès et l'éducation des ouvriers, pour éveiller en eux la volonté de lutter pour une humanité libre et unie.

Le totalitarisme des Etats et le fascisme ont montré clairement ce qu'est et ce que vaut l'autorité publique, c'est-à-dire de quels excès elle est capable en élevant une nation au staatspolitisch. *A grand'peine, le contemporain se rend compte de sa complicité dans l'extermination des peuples, les terreurs, les assassinats dont il est cependant le martyre. Sur ces restes despotiques, une déclaration s'impose : ce qui est aujourd'hui un département, un arrondissement, une ville, une commune, sera demain un pays de l'univers, sans Etat, sans souveraineté.*

Dans toute l'Autriche, nos camarades ont formé de nombreux petits groupes ; ils ont ramassé des fonds qui suffisent à l'édition de la revue pour le pays. Mais considérant que le problème de langue allemande ne s'arrête pas à l'Autriche et dans l'idée de favoriser une propagande de nos principes contre le syndicalisme réformiste, autoritaire et dirigiste qui est celui qui s'éveille en Allemagne et semble faire l'unité du syndicalisme à cause de la situation confuse qui y domine, ils ont décidé, en accord avec les camarades affinitaires allemands, de diffuser la revue dans les pays de langue germanique.

Telles sont les informations qu'ils nous ont fait parvenir. Lorsque l'on se rend compte des résultats qu'ils ont déjà obtenus en Autriche, malgré tous les obstacles, il apparaît évident que si ce peuple avait la liberté de se déterminer par lui-même, l'A.I.T. trouverait un bon point d'appui parmi les camarades autrichiens pour le redressement et la réorganisation du syndicalisme révolutionnaire dans tous les pays d'Europe centrale.

Renée LAMBERET.

LE COMBAT SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA Confédération Nationale du Travail

Section Française de l'Association Internationale des Travailleurs

RÉDACTION-ADMINISTRATION : 39, rue de la Tour-d'Auvergne - PARIS (9e)

Paraît tous les Vendredis

LA COPIE DOIT ARRIVER LE SAMEDI AU PLUS TARD

Abonnements : 1 an (48 numéros) 420 fr.
Six mois : 216 frs - Trois mois : 110 frs
Changements d'Adresse : 20 francs

C. C. P. : Y. RICHAUD PARIS 7497-93
20, RUE SAINTE-MARTHE, PARIS-Xe

LE M. L. E. TETE DE TURC IDEALE

La Grande Presse et la flicaille ont vraiment trouvé, avec le Mouvement Libertaire Espagnol, une tête de turc idéale.

Peu de vols, peu de crimes, commis par des Espagnols, qui ne servent de prétexte à une attaque plus ou moins déguisée contre ce Mouvement que l'on s'efforce ainsi de présenter sous le jour le plus terrifiant. Les journaux ne perdent pas une occasion de nous régaler du récit des « méfaits des Espagnols que l'on représentent à peu près immanquablement comme des membres de la F.A.I. ou de la C.N.T. espagnole à laquelle on ne manque jamais d'accoler l'épithète « anarchiste » prise dans son sens le plus péjoratif pour renforcer l'effet. L'idée libertaire est-elle si dangereuse pour l' « ordre établi » qu'il faille la discréditer à tout prix et d'aussi mauvaise foi.

Nous n'apprendrons rien à personne en affirmant qu'il est depuis longtemps avéré que le banditisme n'est pas l'apanage d'une classe. Bien des « grands noms » cléricaux ou aristocratiques ont été souillés. Mais alors on avait bien garde de rappeller que les coupables étaient des membres de telle ou telle Eglise ou de la haute noblesse. La loi de rigueur, en ces circonstances — et généralement observée par les propagandistes qualifiés — est de glisser prudemment. Tout au plus déplore-t-on que ces brebis égarées ou ces hobereaux déchus, victimes de quelque aberration, déshonorent la caste à laquelle ils appartiennent et on n'en insiste que davantage sur les vertus du reste de cette prétendue élite ! Mais pourquoi deux poids et deux mesures ?

De plus, ce n'est pas à nous que l'on fera croire qu'une étiquette sociale correspond à un brevet d'honnêteté. Trop de magnats internationaux, trop d'hommes politiques véreux dans tous les partis, trop de directeurs de conscience à âme d'inquisiteurs pratiquent, durant toute leur vie, le vol soigneusement organisé et légalisé ou préparent sournoisement des crimes collectifs pour qu'il leur soit permis de salir impunément une organisation qui n'a fait que se révolter contre leurs agissements et qui est totalement étrangère à des actes de gangstérisme dont on voudrait la faire l'inspiratrice.

Evidemment, le terrain est propice :

— Primo, il est un fait certain et d'autant plus regrettable : c'est que l'on exploite encore avec bonheur le chauvisme imbécile. Il n'est pour s'en convaincre que de passer en revue le vocabulaire réservé à cet usage et d'étudier les réactions qu'il suscite chez la plupart des gens. Nous avons les « macaronis », les « frisés », les « bicots », les « polaks », les « youpins » et j'en passe.. La grande presse sait bien qu'il n'est pas difficile de dresser un peuple contre « l'étranger qui vien manger notre pain », etc., et elle excelle à mettre en pratique le principe de Basile : « Calomniez, il en reste toujours quelque chose !... »

— Ensuite, il est facile de s'attaquer à un adversaire paralysé, incapable de se défendre, comme c'est précisément le cas en ce qui concerne nos camarades espagnols que leur position de réfugiés musèle trop souvent.. Nous, nous appelons cela de la lâcheté, et nous en avons par-dessus la tête. Nous estimons que nos camarades ont été suffisamment trahis et bafoués et nous nous opposons à ce qu'en plus de cela ils soient encore écrasés par la calomnie. C'est pour cela que nous voulons prendre leur défense.

La vérité est que le Mouvement Libertaire Espagnol qui, par ses réalisations, a émerveillé les esprits libres et honnêtes du monde entier, a beaucoup trop de prestige et qu'il faut l'abattre par tous les moyens, y compris les plus malhonnêtes.

Le syndicalisme révolutionnaire, que la C.N.T. espagnole a magnifiquement illustré, représente la seule force émancipatrice valable, les autres mouvements se proclamant révolutionnaires — mais qui ne peuvent pas l'être puisqu'ils maintiennent la structure de la société contre laquelle ils prétendent lutter — ne faisant qu'œuvre de trahison vis-à-vis de la classe ouvrière, passant progressivement, par le truchement des concessions dites nécessaires, mais en réalité opportunistes, du rouge vif au rose plus ou moins délavé.

Camarades, il ne faut pas laisser faire ! Il est indispensable de réagir contre l'odieuse campagne menée contre l'organisation sœur de la nôtre. Nous savons qu'il y a partout des gens sans scrupules et que les plus grands criminels ne sont pas toujours ceux que l'on croit. Il importe que l'œuvre de diffamation entreprise par Franco et sa bande soit démasquée. Nous savons que l'attitude de la presse correspond à un plan soigneusement établi et qui ne saurait, en aucune manière, nous être favorable puisque la presse est dans les mains de nos ennemis. C'est cela qu'il importe de mettre en évidence et si, fidèles aux principes de l'A.I.T., nous voulons sincèrement « organiser et appuyer la lutte révolutionnaire dans tous les pays en vue de la destruction difinitive des régimes politiques et économiques actuels et de l'instauration du Communisme libre », il est impossible que nous laissions des salauds baver sur un Mouvement qui poursuit le même idéal que le nôtre et qui, tout de même, a un peu fait ses preuves.

Odette KERVORC'H.

Nous ne sommes pas des démagogues

(*Suite de la première page.*)

droit de Jouhaux (à moins que ce soit le contraire), mais nous ne le pouvons, car l'article est placé sous « copyright » et nous ne voulons pas charger le « C.S. » d'un procès dont il n'a que faire.

Nous allons nous efforcer cependant de vous dire ce que Lafond veut et qu'il veut au nom de F.O. Vous y perdrez certainement au change, car notre plume est incapable à rendre le cynisme du bonhomme. Il vous restera de contrôler nos dires, ainsi qu'il est indiqué plus haut.

Il insiste tout d'abord sur le fait que la position du syndicalisme libre (lisez F.O.) est exactement la même que celle du syndicalisme américain. Ce qui suffirait à juger définitivement le tout dès l'abord. Tout le reste tourne autour de la notion de productivité qui doit être poussée au maximum.

Lafond ne nie pas, il affirme même, que cela créera du chômage ; il le sait et ne s'en soucie, car il conviendra, toujours selon lui, de pratiquer la reconversion de la main-d'œuvre, c'est-à-dire la diriger là où on aura besoin d'elle.

Lafond se garde bien de dire où on aura besoin d'elle mais il tombe sous le sens que le secrétaire-cerveau pense aux mines, aux barrages, aux installations pétrolifères, etc.

Mais, « camarade » Lafond, est-ce que cela ne ressemble pas étrangement aux déplacements de population chers à Hitler et Staline ?

Et ce n'est pas une hypothétique politique de l'habitation qui donnera à ces travailleurs « déplacés » un home décent.

En passant, Lafond s'en prend aux petits commerçants, dont il dit qu'ils alourdissent le système distributif français. C'est bien ce que pensent les possédants de la firme Coca-Cola.

Tout cela va de soi puisque Lafond précise que le syndicalisme libre (lisez F.O.) considère les problèmes non pas en fonction des intérêts particuliers d'une classe, mais selon ceux de la collectivité nationale. On ne saurait parler plus ouvertement d'union nationale, surtout lorsque, suivant toujours le texte, on voit qu'il regrette la carence du gouvernement et l'égoïsme du capitalisme, lesquels, ensemble, font qu'ils deviennent les meilleurs éléments de la propagande communiste.

Nous voici arrivés là où se trouve la véritable raison de l'existence de F.O. : la lutte contre le communisme.

Les dirigeants de F.O. craignent que les travailleurs se dirigent vers le communisme, pas celui de Staline, le vrai : le communisme libre.

Et pour éviter cela, ils n'ont pas hésité à se ranger du côté américain, parce qu'en ce moment c'est celui-ci qui tient le manche ici. Si l'Armée rouge était là, Lafond et les siens se rangeraient du côté des exploiteurs staliniens tout comme un simple Fierlinger.

Tout le problème est là : la manière de prendre sa part — et plus si possible — des biens produits en ne participant que le moins possible à leur production.

L'adhésion à une politique en est un moyen comme un autre et du moment que cela permet d'y atteindre, il est certain que les Américains trouvent là un terrain tout préparé.

Croire que le syndicalisme F.O. est un syndicalisme libre, c'est faire preuve d'une naïveté déconcertante.

L'intérêt du capitalisme américain — héritier du capitalisme anglais en tant que leader du régime capitaliste proprement dit, sans distinction de nationalité — et l'intérêt des politiciens genre Lafond, convergent. Il est naturel que l'un emploie l'autre et que ce dernier serve au premier pensant lui-même en tirer sa substance.

Ce sont des choses qui doivent être dites et répandues sans que cela puisse autoriser quiconque à parler de démagogie.

La démagogie consiste au contraire à prétendre que l'on peut rendre la confiance en soi aux travailleurs en les entraînant à la suite des politiciens réformistes ou staliniens.

Ceux qui font cela se leurent à plaisir ou participent sciemment à la politique et aux raisons qui déterminent Lafond lui-même. Cela nous en avons pleinement conscience et c'est pourquoi, sans nous lasser, sans nous laisser détourner nous allons toujours droit vers le même but :

Le regroupement de tous les travailleurs révolutionnaires pour leur émancipation intégrale dans la seule organisation qui a cela pour but et qui est structurée pour y atteindre : la C.N.T.

La revendication ouvrière reste la base de l'action

(*Suite de la première page.*)

ment appointé au poste de premier ministre, estime qu'il faut cesser de revendiquer.

Lorsque Môssieu Thorez était lui aussi au gouvernement, il pensait de même qu'il fallait cesser de revendiquer.

Lorsque Môssieu Ramadier était à ce même poste, il pensait lui aussi, qu'il fallait cesser de revendiquer. Et si l'on revendiquait quand même, il avait à sa disposition un certain Môssieu Moch qui savait comment il faut agir avec ceux qui revendiquent.

Môssieu Thorez pense maintenant qu'il faut revendiquer, parce qu'il n'est plus là où se trouve Môssieu Bidault. Et pour faire cesser les revendications il propose la constitution d'un gouvernement dont il fera partie. Il n'y aura plus alors besoin de revendiquer.

Môssieu Ramadier pense toujours qu'il faudra bien revenir au gouvernement. Les congressistes de son parti pensent que ce n'est pas le moment : il voudraient pouvoir permettre un peu aux ouvriers de revendiquer — ces sacrés élections qui approchent — et l'expérience leur prouve que si Ramadier retournait au gouvernement ce ne serait pas facile.

Il y a aussi Môssieu De Gaulle. Lui non plus ne veut pas de revendications. Il veut qu'elles cessent et pour cela il veut associer le patron et l'ouvrier. Drôle de moyen ! Qui n'a pas l'air de plaire à tous. Ce qui semble étonner Môssieu De Gaulle qui se met en colère et se promet tout simplement d'écraser tous ceux qui ne croient pas en sa parole. Au nom, évidemment, de la réconciliation des Français.

Nous revendiquerons quand même Môssieu De Gaulle !

Nous revendiquerons quand même Môssieu Bidault ! Môssieu Ramadier ! Môssieu Thorez !

Car la revendication ouvrière, la revendication économique, est le seul moyen efficace de détruire le régime, donc l'accaparement de la plus-value.

Tous les politiciens, de quelque école qu'ils se réclament, convergent leurs efforts pour détourner les travailleurs de la revendication.

Nous opposons l'action revendicative quotidienne, constante, directe, à l'abandon dans la croyance aux possibilités des politiciens de tous horizons.

La voie à suivre : c'est revendiquer, revendiquer toujours, sans cesse. Puis, exiger ! Enfin, prendre !

Exigeons la semaine de trente heures

(*Suite de la 1re page*)

obligés de vivre pendant trois mois seulement, à raison de 100 francs par jour !

Enfin, réjouissons-nous, il y a progrès puisque maintenant cette somme a été doublée. Cela irait à moitié si le coût de la vie voulait bien arrêter quelque peu sa course ascensionnelle. Hélas ! tout nous fait prévoir que l'ascension continuera, car la situation économique menace de s'aggraver surtout à mesure qu'approche la fin de « l'aide » Marshall.

Pendant ce temps, que font les syndicats pour lutter contre le chômage ? Ils ne font rien, ou pas grand-chose.

Il y a, dans la classe ouvrière, un formidable courant d'égoïsme qui la paralyse et la tient à la merci de ses exploiteurs. Non seulement la semaine de 40 heures mise en sommeil au temps de la participation des pseudo-communistes au gouvernement n'a pas été remise en vigueur, mais dans leur ensemble les ouvriers nourrissent vis-à-vis d'elle une hostilité marquée.

Dans le bâtiment on nous a cité une maison dont le patron offrait de payer le même prix de 48 heures pour un travail effectif de 40 heures seulement. Les ouvriers acceptaient l'augmentation, mais ils affirmèrent leur volonté de travailler pendant 48 heures par semaine.

Nous l'avons rabaché maintes fois, la main-d'œuvre considérée comme une marchandise ne peut être payée un bon prix qu'à la condition de se restreindre le plus possible. Malheureusement dans la société actuelle tout contribue à la diminution des besoins de main-d'œuvre et le seul remède, à défaut d'un autre vraiment efficace dont la classe ouvrière trop bête et trop lâche ne veut pas entendre parler, ce serait la diminution des heures de travail.

Hélas, nous n'en sommes pas encore là. Nous avons vu des ouvriers du bâtiment et des cheminots « en grève » allant travailler ailleurs, ce qui ne les empêchait pas de « palper » les secours à eux attribués par la solidarité des copains.

Les dimanches et les jours de fêtes, nombre d'ouvriers de différents métiers, surtout du bâtiment, s'en vont « bricoler » chez l'un ou chez l'autre, toujours pour arrondir un salaire notoirement insuffisant. Les malheureux ne se rendent pas compte qu'ils tournent dans un cercle vicieux ; pour gagner quelques sous de plus ils s'éreintent davantage et en abattant plus de besogne qu'il ne s'en trouve pour nous permettre à tous de subsister, ils contribuent à l'avilissement des prix de la main-d'œuvre.

Dans beaucoup de chantiers, les délégués sont chargés de faire la police pour le compte du patron. Nous en avons vu se solidariser avec le chef de chantier pour interdire aux travailleurs d'emporter un peu de bois chez eux. Mais pour les salaires, chacun se défend comme il peut, c'est-à-dire que l'on se défend plutôt mal.

En conclusion, il nous paraît plus jamais nécessaire :

1° De mettre de l'ordre dans les salaires en réduisant le plus possible les fantaisies hiérarchiques ;

2° De réduire la durée de travail à 30 heures pour un salaire maximum, mais net, exempt de ces complications inutiles qui font d'une feuille de paie un casse-tête chinois.

Notre C.N.T., depuis sa fondation, n'a cessé de défendre ce point de vue ; elle continuera, en dépit de toutes les manœuvres politiciennes, même organisées par des prétendus antipoliticiens.

La productivité contre nous

(*Suite de la page 1*)

nat entend consolider et améliorer ses profits.

En guise d'amélioration des conditions de vie, une surexploitation !

Certains prétendent que le développement de la productivité doit être fonction d'investissements nouveaux dans le but de moderniser l'outillage. Mais si cela était possible, le corollaire inévitable serait un chômage plus intensif, car en régime capitaliste, la machine n'est pas faite pour soulager le travailleur, mais pour le concurrencer, l'évincer.

D'autres affirment que ces investissements sont possibles si les capitaux reprennent confiance par la présence d'un gouvernement décidé à maintenir la stabilité sociale et à se montrer énergique (voyez Brest). Mais là encore le raisonnement pèche par excès.

De la plus-value réalisée par la spoliation de ses exploités, le capitaliste n'en fait pas des cornichons. Il l'utilise, il la place dans de nouvelles affaires. Il l'investit. Seulement depuis plusieurs années, en bon patriote, c'est à l'étranger ou dans les territoires d'outre-mer. Là où l'exploitation indigène est plus facile et plus rentable. Quant aux ouvriers de la métropole, ils n'ont qu'à « retrousser les manches », selon la formule chère au « Fils du peuple ».

Un afflux d'investissements s'avérant douteux, on pense y suppléer par la concentration dans des secteurs industriels importants, charbon et fer, en collaboration avec les potentats de la Ruhr. Ce sera le partage des marchés et des profits, capitalistes français et allemands, fraternellement unis pour se gaver de la sueur des ouvriers de chaque côté de la frontière.

Le résultat pour nous ? Un leader trade-unioniste de la fédération britannique de la métallurgie l'a indiqué en proclamant son opposition si la combinaison envisagée pouvait amener une diminution du standard de vie des ouvriers anglais. C'est pourtant ce qui nous attend. La disparité des salaires et des avantages sociaux en vigueur dans les pays participant au trust continental en gestation, provoquera un nivellement par le bas, en même temps que la coordination, la standardisation et la planification de la production diminueront le nombre des ouvriers occupés.

Les travailleurs n'ont rien à attendre d'une productivité plus considérable. Ils doivent combattre pour ne pas être enchaînés par des systèmes de rémunération basés sur le rendement, sur le boni, et s'opposer à toutes mesures de réorganisation qui entraîneraient des licenciements.

PRISONS DE FEMMES

par Frederica MONTSENY.

PRISONS DE FRANCE. — PRISONS D'ESPAGNE. — CAMPS DE LA MORT EN ALLEMAGNE.

Le martyre des femmes antifascistes dans les prisons de France sous Vichy; dans les prisons de Franco, en Espagne, et aux camps de la mort, en Allemagne.

Traduction et préface de Vida Esgleas-Montseny.

Bientôt apparaîtra l'édition française de ce volume qui a obtenu un vif succès en espagnol. Témoignages émouvants de ce qui a été la contribution féminine dans la lutte contre le fascisme, recueillis par une femme qui fut elle-même prisonnière politique.

100 francs l'exemplaire, à la Librairie confédérale.

B.D.I.C

3428

LE COMBAT SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

24e année - Nlle série, N° 30 — 10 FRANCS — 9 JUIN 1950

CONTRE LE SALAIRE PROPORTIONNEL

UNE Commission de la Productivité a vu le jour... et les prix industriels sont en hausse de plus de 2 %.

Si les recommandations gouvernementales de faire défendre les salaires de la production, en dotant cette dernière de méthodes plus rationnelles et en élevant son niveau technique, se sont fait remarquées, c'est bien par leur échec. Car si les salaires n'ont pas bougé d'un iota, par contre les prix de vente ont quelque peu évolué. Par conséquent, les profits également.

D'ailleurs, même si les intentions étaient honnêtes, l'augmentation de la productivité calculée sur le plan national n'aurait aucune efficacité pour déterminer la progression que les salaires devraient subir. Des petites et moyennes entreprises, possédant un matériel archaïque ou périmé, dépourvues de capitaux, incapables de se mettre au diapason de la mécanisation moderne ne pourraient se plier à une décision de hausse des salaires, sous peine de disparaître par le jeu de la concurrence. Pour ne pas être absorbées par des sociétés puissantes, pour se maintenir, ces petites entreprises résisteront inévitablement à des solutions qu'elles jugeront arbitraires pour leurs intérêts.

La complexité du problème est telle que nous restons, quelques semaines après la grève, encore au stade des discussions byzantines. Faute de doctrine en matière de salaires parmi les augures gouvernementaux, une série d'études sur la productivité ont paru dans les revues et dans les journaux.

C'est ainsi que dernièrement, dans « Combat », il nous a été donné de prendre connaissance des théories de M. Schueller sur le salaire proportionnel. En deux mots, voici le mécanisme de son système. Dans le rapport production-salaires, il s'agit de déterminer le pourcentage que ceux-ci représentent. Ceci une fois établi, le minimum légal étant assuré, toute augmentation de la production, exprimée en pourcentage, fournit une rémunération supplémentaire du même ordre de grandeur. Si l'augmentation de la production est de 30 %, les salaires augmenteront dans la même proportion. Les prix de revient restent stables, en cas de fluctuation des matières premières.

Cette idée apparaît équitable, puisqu'en apparence les ouvriers réalisent un gain en fonction des efforts qu'ils ont fournis. Mais aussi séduisante qu'elle soit, c'est l'exploitation la plus raffinée. Car dans son application les profits croissent plus rapidement que les salaires. Si la production a augmenté d'un pourcentage quelconque dans un même temps et avec le même outillage, le poste des frais généraux subi une amputation au bénéfice exclusif du patron. D'autre part, si,

C.N.T.

(*Suite en page 3.*)

Organisons la vie du C. S.

La vie de notre C.S.-hebdo s'organise. Les compagnons prennent maintenant l'habitude de la vente. C'est un tel qui vend dans son chantier vingt exemplaires. C'est tel autre qui, grâce au C.S. a pu intéresser ses compagnons de travail au Syndicalisme révolutionnaire. C'est dans telle petite ville du Midi où chaque semaine, cent-dix C.S. sont vendus. C'est encore dans un autre endroit de ce Midi si enthousiaste, tel autre, qui encouragé, fait maintenant des commandes à trois chiffres. Tous ces faits nous encouragent et nous aident à secouer la torpeur ou le pessimisme de ceux qui abordent toujours la lutte avec l'esprit des Bourgeois de Calais.

Mais le plus intéressant est de constater que le C.S. intéresse les jeunes. La C.N.T. doit être une organisation de jeunes ! Le C.S. doit être un journal de jeunes ! Un journal de combat, indiquant aux travailleurs comment on doit se battre face à l'exploiteur !

Il reste que le côté administratif doit, lui aussi, s'organiser. Chacun doit veiller à ce que dans chaque centre, les dépositaires fassent leurs règlements avec diligence. Il serait ridicule que le C.S. manque d'argent, non pas parce que celui-ci n'existe pas en recettes propres, mais parce que la négligence aboutirait à ce fait qu'il ne parviendrait pas à l'Administration.

Il faut donc que chaque mois tous prennent l'engagement de régler.

Enfin, l'abonnement et la souscription restent les moyens les plus sûrs d'épauler notre journal.

Que pas une seule réunion ne se tienne sans que soit organisée une souscription au C.S.

L'Administratrice :
Yvette RICHAUD.

L'ESCROQUERIE A LA SÉCURITÉ SOCIALE

SAMEDI dernier, les journaux nous rapportaient une importante nouvelle que nous tenons à reproduire dans toute sa splendeur :

« Mgr Feltin, archevêque de Paris, fera lire aujourd'hui dans toutes les églises et chapelles de son diocèse, une note rappelant à ses diocésains qu'ils ont le devoir de prendre part aux élections de la Sécurité Sociale, le 8 juin. »

Ceci nous prouve à quel point les réactionnaires et les conservateurs du capitalisme s'intéressent — c'est le cas de le dire — à cette ignoble comédie.

Comme d'habitude, les personnes pondérées et supérieurement sensées hausseront les épaules, si par un hasard extraordinaire, elles lisent ces lignes. On sait que notre poil se hérisse à la moindre des choses et quand nous écrivons ces mots « ignoble comédie », on reconnaît immédiatement le vocabulaire outrancier qui nous caractérise.

Eh bien, ce n'est qu'une apparence, si nous nous mettons « en boule », ce n'est pas pour le plaisir ou par la simple force de l'habitude, c'est qu'il y a une raison à cela.

Notre rôle de militants ouvriers, c'est de tâcher d'y voir clair. Or, que voyons-nous ? Nous voyons les différentes centrales, celle des ratichons en tête, se livrant une « bataille acharnée » pour présenter et faire valoir leurs candidats. Mais, à moins d'être la dernière des gourdes, on voit bien à quels mobiles elles obéissent toutes. Il leur faut attirer la clientèle et étendre A TOUT PRIX leur influence dans les milieux ouvriers.

Il est remarquable qu'en matière électorale et quelle que soit la fin de toutes ces parodies de « consultation populaire », la classe ouvrière représente indéfectiblement un gibier de choix, non seulement parce qu'elle est le nombre, mais aussi et surtout parce qu'elle est extrêmement malléable et influençable. Autrement dit, camarades, sans avoir la moindre intention de vous offenser, c'est parce que notre classe comporte le plus grand nombre d'ignares et de jobards, le plus apte, idoine et adéquat à se laisser conduire par le bout du nez.

Parce que nous avons l'habitude de parler franchement, on nous a parfois reproché — dans le clan des démagogues professionnels — d'être des ennemis, des insulteurs de la classe ouvrière.

Vous avez ri de ces insinuations parce que vous connaissez bien les camarades qui rédigent ce journal, qui sont des ouvriers comme vous.

Oui, nous faisons partie de cette classe ouvrière et notre cœur saigne de la voir toujours victime des innombrables salopards qui s'engraissent de sa chair et de son sang.

Pauvre classe ouvrière ! Pour « l'avoir » dans le sens le plus crapuleux du terme, ce n'est pas difficile, il s'agit d'organiser des élections pour lui faire croire qu'on fait grand cas de ses avis. Tous les larrons sont d'accord pour préparer la foire dont chacun tâchera de tirer le maximum de bénéfice en s'efforçant de se montrer plus rusé ou plus malin que les autres. C'est comme pour la pêche à la ligne : on ne doit point ménager son temps ni ses ressources de tous ordres à la recherche et à la composition d'un appat susceptible d'attirer le poisson d'une façon irrésistible. Et dans la classe ouvrière, ça mord toujours.

Dans cette écœurante compétition autour de ce que l'on appelle, par un abus de mots superbement démocratique, « la Sécurité Sociale », tous les impétrants éventuels sont unanimes à reconnaître combien il est nécessaire de perfectionner cette institution qui ne satisfait personne. Et chacun d'eux se fait fort de combler toutes les lacunes et de réaliser à partir de cette ébauche informe quelque chose de merveilleux et de définitif.

Nous avons eu l'occasion d'expliquer à nos frères ce qu'il y avait de réel et de pas propre derrière ce fastueux décor en carton pâte. Qu'ils nous excusent d'insister, il le faut bien, puisque le mensonge persiste. Les mots Sécurité Sociale signifient, en traduction libre, mais honnête, paradis terrestre. Ne craignons pas de consulter notre fidèle et spirituel ami, M. de la Palisse, qui

TRENCOSERP.

(*Suite en page 4.*)

NOTRE CAMARADE TONELLI emprisonné contre le droit d'asile

La répression contre les étrangers recommence de plus belle. La constitution prévoit que la France doit être le pays du droit d'asile. Mais l'on sait que lorsque la police le veut, il lui suffit de prendre un arrêté d'expulsion pour mettre un étranger dans le cas de délit d'infraction à cet arrêté.

C'est le cas de notre camarade Tonelli Roberto, plus connu sous le nom de Gatay, parce que sous mandat d'expulsion depuis 1925 pour activité antifasciste. On était alors toute obédience pour le triste Mussolini. Depuis, Tonelli a dû suivre le chemin de tous les proscrits avec des alternatives de travail et de chômage, et l'emploi obligé d'états civils qui le mettent à l'abri des « soins » de la police.

Cela devait fatalement aboutir à la prison. Arrêté le 17 février 1950 et incarcéré à la Santé, il a été condamné à six mois de prison le 1er avril.

Il faut noter ici que sur conseil des avocats, nous n'avions pas parlé de l'affaire, car notre silence aurait permis que Tonelli ne soit condamné qu'à une peine de principe. Mais les avocats sont sans doute des gens mal informés, puisque Tonelli a été puni au maximum prévu par la loi.

C'est le droit d'asile qui est en jeu.

Il faut que tous les hommes d'avant-garde protestent contre l'iniquité qui se renouvelle.

LIBERTÉ DE LA CONCEPTION AUX U.S.A. !

Pourquoi pas en France ?

Franc-Tireur du 30 mai, fait paraître un article sur : « La Liberté de la Conception aux U.S.A. », avec comme sous titre : « Et pourquoi pas en France ? »

En effet, pourquoi pas en France ? Et même dans le *Monde entier* ; car le problème est mondial et ce n'est pas que la France qui va à la catastrophe, mais le monde.

Examinons avec l'auteur de l'article, le problème qui se pose :

1° Les partisans des naissances nonlimitées, ne veulent en aucune manière être privés des joies que leurs procurent la famille. « Ce qui serait leurs droits s'ils vivaient en circuit fermé », mais nous constatons qu'ils sont très exigeants sur leurs droits?

2° Les partisans de la limitation des naissances par une éducation sexuelle rationnelle, avec des moyens efficaces sans danger, afin d'éviter *le catastrophique avortement*.

Les Anglo-Saxons ont mis à la disposition du public des produits anticonceptionnels que chacun peut, dans les grandes agglomérations, trouver dans des appareils automatiques.

L'auteur de l'article de F.T. emprunte à une revue, « Concours Médical », les chiffres concernant une enquête officielle dans les cliniques obstétricales du « John Hopkins Hospital » et du « Sinaï Hospital » de Baltimore, les faits suivants :

A 2.000 femmes enceintes se présentant à la consultation prénatale, les auteurs posèrent les quatre questions suivantes :

1. — Avez-vous usé de manœuvres anticonceptionnelles ?
2. — Quelle méthode avez-vous employée ?
3. — La grossesse fut-elle voulue ?
4. — Quand les manœuvres anticonceptionnelles ont-elles cessées ?

Voici les résultats statistiques ressortant des réponses obtenues.

Sur les 2.000 femmes considérées :

— 219 n'avaient jamais usé de manœuvres anticonceptionnelles depuis le jour de leur mariage. (Ce groupe était surtout composé des plus âgées, pressées par le temps, des très jeunes — qui sont ignorantes — et des catholiques pratiquantes) ;

— 374 femmes, soit 18,7 %, n'avaient pas désiré d'enfant, s'étaient servi de l'un ou

COUTELLE.

(Suite en page 2.)

"Le droit de co-gestion économique des entreprises est irréalisable"

proclame Monsieur PIDOUSE, dont le métier est d'être Pape

NOS « camarades » chrétiens viennent de recevoir un petit avertissement dont nous espérons qu'ils sauront tirer leçon.

S'adressant aux délégués réunis à Rome, à l'occasion du Congrès international d'études sociales, le Pape Pie XII, se penchant sur la question de la participation des travailleurs à la gestion des entreprises les a « mis en garde », eux et la classe ouvrière, contre le danger de tomber dans les mêmes errements que le capital « en soustrayant la disposition des moyens de production à la responsabilité du propriétaire privé pour la transférer à la responsabilité des forces anonymes collectives ».

Ainsi donc, voici nos chrétiens dans de beaux draps ; eux qui s'orientaient vers l'association capital-travail, si chère à Môssieur De Gaulle, lequel, lui aussi, prend sa petite part en passant.

Le Pape s'est prononcé. Rome a parlé, la cause est entendue.

Il ne reste plus à la C.F.T.C. qu'à participer non pas à la gestion, mais à la responsabilité dont, de droit divin, dispose le propriétaire privé.

Autrement dit, puisque cette responsabilité ne peut changer de mains, ainsi que Dieu le veut de par la voix de son représentant autorisé en ce bas monde, il ne s'agit plus, de manière à se mettre en cour auprès de celui qui plus tard, jugera vos bonnes et mauvaises actions, que de s'inscrire dans le sens indiqué.

Le « responsable » devant agir, il est amené à étudier les conditions optima dans lesquelles cette responsabilité peut s'exercer avec le plus d'efficacité. Et comme il s'agit toujours d'obéir à la volonté divine, il ne

NOS CAMARADES D'AIMARGUES OBTIENNENT 10 FR. HORAIRES

Un télégramme de notre camarade Perrier nous apprend que les agricoles d'Aimaigues ont repris le travail avec une augmentation de salaire de 10 francs, ce qui porte l'heure de travail à 90 francs. Une prime de 2.500 francs et celle de janvier de 3.000 francs viennent s'ajouter à cela.

Il s'agit donc d'un demi-succès. Après près de cinq semaines de lutte ardente, un résultat tangible est acquis.

Mais ce serait tromper et se tromper soi-même que de transformer ce demi-succès en victoire. Ce sont des méthodes que nous laissons à d'autres.

La grève fut menée de bout en bout par les deux syndicats, celui de la C.G.T. et celui de la C.N.T., la main dans la main, sans que jamais se fisse la moindre faille.

Les discussions devant les tenants de l'Etat, en particulier avec le préfet Chaumeil, furent fièrement rejetées.

C'est là quelque chose de nouveau qui ne manquera pas de marquer le caractère des conflits qui surgiront. Il était donc normal que l'Etat, attaqué dans son omnipotence, mette à la disposition des exploiteurs tout l'appareil dont il dispose. Il le fit. Le pays fut un véritable camp retranché ; la population du pays quasiment doublée.

Tous les moyens de pression habituels — peut-être nouveaux ici — furent employés.

(Suite en page 3.)

LES PIQURES DE...

NOTRE St-PERE STALINE

C'est pas une perle neuve, neuve, mais elle mérite quand même d'être montée en épingle, et c'est Santiago Carrillo qui nous l'offre dans un article paru dans « Nuestra Bandera » (brochure communiste espagnole). Ecoutez ce qu'il dit sur la psychologie des fidèles de la nouvelle religion en usage dans « la patrie rouge du prolétariat » : « Même les militants les moins formés politiquement, les moins préparés, se tiennent ce raisonnement simple et profond : cela a été fait par Staline, cela a été fait par le Parti Bolchevique, cela est bien. Il est forcé que cela soit favorable à notre cause. » On comprend que ce raisonnement, si simple qu'il en est simpliste, soit non pas même mais surtout à l'usage des militants les moins préparés.

Ainsi donc, croyez aveuglément dans vos « Sauveurs suprêmes » !... La foi, mes frères, c'est tout ce qu'il vous faut. Et n'imaginez surtout pas que la religion est l'opium du peuple ou du moins ça dépend laquelle. L'important c'est de ne pas être hérétique ou gare à l'Inquisition.

... LA PUCE

UNFAUXPASVERSLA GESTION OUVRIERE

Lorsque ces lignes paraîtront, la France aura voté, selon l'expression consacrée. Quoique l'actualité n'en soit plus de premier ordre, il n'est pas mauvais d'examiner ce que fut l'atmosphère des élections à la S.S. à Lyon.

Huit jours avant la date prévue, le calme règne dans les différents « camps » en présence. Malgré leur installation aux emplacements réservés, l'électeur ne risque pas de tomber dans... les panneaux électoraux, la majorité des listes et leur profession de foi n'y étant pas affichées. Est-ce à conclure que candidats comme électeurs sont lassés de ces vaines luttes électorales ?

Les différentes centrales syndicales semblent vouloir atteindre l'objectif suivant : vote massif des électeurs. A cette fin, elles présentent ces élections sous le signe de la gestion de la S.S. par les travailleurs eux-mêmes. Nous sommes fixés sur ce point, et la C.N.T. a eu l'occasion à plusieurs reprises, de déterminer son point de vue sans équivoque et sans ambiguïté.

La manœuvre est grossière et seul le travailleur non averti peut se faire illusion : sous un langage nouveau, c'est tout le bluff électoral habituel qui s'étale. Les promesses en phrases ronflantes, mais vides de sens, tentent d'attirer la clientèle des votants. Une fois les élections passées, on se trouvera toujours de bonnes raisons pour ne pas les tenir et on laissera manœuvrer la machine administrative.

Il est possible, qu'en raison du caractère particulier de ces élections, le nombre d'abstentionnistes soit moins élevé qu'aux consultations politiques partielles qui ont eu lieu ces dernières semaines. Il n'en reste pas moins vrai que le bulletin

FRANLUC.

(*Suite en page 4.*)

B.D.I.C

reste plus à nos chrétiens que de collaborer sans espérer rien de plus !

Car le « Saint Père » ne laisse aucun espoir d'interprétation. Trois citations le prouveront : « Ni la nature du contrat de travail, ni la nature de l'entreprise, ne comportent le droit à la co-gestion. » Et d'une ! « En raison des principes et des faits, le droit de co-gestion économique que l'on réclame est hors du champ des réalisations possibles. » Et de deux ! Enfin, tierto ! cette revehdication « ne serait pas sans donner de l'inquiétude à qui sait l'importance fondamentale du droit à la propriété privée pour favoriser les initiatives et fixer les responsabilités en matière d'économie ».

Les mânes de Marc Sangnier ont dû sursauter.

Il est à remarquer que Sa Sainteté prend implicitement parti contre les nationalisations. Voilà le Meu-Reu-Peu dans une triste situation.

Et Sa Sainteté doit se réjouir que les tenants de la propriété privée réussissent leurs coups de Jarnac contre la S.N.E.C.M.A. ou la M.A.P. ; coups de Jarnac à la suite desquels nous compterons quelques milliers de chômeurs de plus. Que la volonté du Très Haut s'accomplisse !

Vous entendez bien que nous ne défendons pas ici, ni les nationalisations, ni la participation à la gestion des entreprises. Nous savons bien que dans un cas comme dans l'autre les travailleurs seront gros Jean comme devant.

Mais il pouvait sembler que le mouvement social-chrétien, aux multiples aspects, était en train d'adapter la doctrine du christianisme aux nécessités des temps actuels.

La formidable montée du mouvement syndical qui caractérise le monde social d'aujourd'hui — et qui explique sa crise de croissance — ne pouvait le laisser indifférent.

Une sorte de rappel du christianisme primitif semblait ouvrir aux chrétiens sociaux des horizons nouveaux. Peut-être aurions-nous vu M. Puiseux, le très chrétien chef d'entreprise de chez Michelin, abandonner ses privilèges à ses « frères » devant Dieu ?

Mais M. Pidouse, le successeur de Saint Pierre, vient de sa voix autorisée et SANS APPEL de mettre bon ordre à cela. Gardien des privilèges institués par Dieu, il entend les faire respecter.

Désormais, ouvriers chrétiens, vous ne pouvez plus espérer que votre Pasteur vous soutienne dans vos misères et vos peines.

Vos douleurs et vos souffrances restent le prix de votre salut. Vous irez au ciel si vous respectez, soutenez et défendez la propriété privée des moyens de production. Sinon, c'est l'enfer !

Et les Puiseux et consorts dans l'attente d'un ciel hypothétique, continueront à bien vivre ici bas de la « sueur de votre front ».

Jean THERSANT.

Liberté de la conception !

(*Suite de la première page.*)

de l'autre des procédés anticonceptionnels en usage... mais sans succès ;

— 1.279, soit 64 %, avaient, au contraire, consciemment abandonné toute mesure de préservation dans le but d'avoir un enfant.

De sorte que si l'on ajoute les 219 femmes qui n'en avaient pas usé du tout, on obtient une proportion de 81,4 % de grossesses désirées.

Il y aurait donc moins de 20 % de naissances non désirées dans un pays où la liberté de la conception existe.

En France, une enquête de ce genre est-elle possible et que donnerait-elle ?

Nous avons la loi de 1920 renforcée par divers décrets qui met le public dans l'impossibilité de trouver quoi que ce soit.

Cette loi punit la propagande anticonceptionnelle de fortes amendes et de prison ; ce qui fait que la jeunesse ne peut être mise en garde, et que la plupart se voient à la tête d'une famille qu'ils n'ont pas désirée, alors qu'ils ont à peine vingt ans.

Les jeunes partent dans la vie avec un fardeau qui pèsent lourdement sur leurs premiers pas.

L'Education rationnelle aurait l'avantage de fonder une famille au moment choisi par eux et aussi par le médecin de la famille qui, lui aussi, a son mot à dire et ses responsabilités à prendre. « Il est entendu que le médecin fait un apostolat et non une profession. »

Ce serait donc, pour le petit être désiré, l'assurance qu'il serait comblé de soins qui lui permettraient de faire son entrée dans la vie sans heurts pour lui-même et sans trop de soucis pour les heureux parents.

Si nous partions de ce principe de raison, nous aurions, après quelques générations, l'espoir enfin, de créer un monde meilleur, où les hommes, enfin libérés du souci d'ignorance, dans lequel l'Etat présent les obligent, non pas à vivre, mais à végéter.

DANS NOS RÉGIONS

LUTTONS CONTRE LE TRAVAIL AUX PIECES

Conséquence de la guerre et de la standardisation, le travail aux pièces s'intensifie dans toutes les entreprises. L'ouvrier peine de plus en plus, l'usine ou le chantier où il passe la moitié de sa vie devient un bagne.

Quelles sont les raisons qui poussent le patronat à prôner le travail aux pièces ? Est-ce un abaissement du prix de revient ? Le désir de plus grands bénéfices ?

Que non ! jamais les prix de revient n'ont été aussi élevés et cela se comprend : résultat du rendement aux pièces, travail mal fait plus ou moins fini, quand ce n'est pas loupé. La moitié du temps, massacre d'outillage ; entretien des machines à peu près nul, etc. Tout cela ayant pour résultat les facturations astronomiques de 700 francs de l'heure.

Si le patronat tient tant au travail aux pièces, c'est qu'il sait très bien, que ce moyen lui permet et d'abrutir et de diviser les ouvriers, il sait que les ouvriers sortant de l'usine le ventre creux, mais la tête encore plus vide ne sont pas un danger pour lui.

Pour l'ouvrier, le travail aux pièces c'est la mort et c'est s'écarter de plus en plus de la formule révolutionnaire : de chacun selon ses moyens à chacun selon ses besoins.

Car seuls les jeunes et les forts peuvent résister un certain temps à ces cadences infernales.

Et comme l'histoire est un éternel recommencement, que voyons-nous à l'heure actuelle ? C'est que même les plus forts commencent à pâtir de ce système, qu'ils acceptaient de gaîté de cœur pour la plupart voici deux ans.

A cette époque il n'y avait pas mal de boulot. Les offres d'emploi se trouvaient supérieures aux demandes, et les patrons étaient obligés de lâcher du lest, d'élargir certains temps, s'ils ne voulaient pas voir leurs ouvriers les quitter.

Mais le patronat savait qu'il aurait sa revanche ; maintenant que le chômage réapparaît, le patron sait qu'il est le maître, grâce à son système, il peut baisser pratiquement, sans avoir l'air d'y toucher, les salaires de ses ouvriers, celui qui n'est pas content peut s'en aller, il ne le retiendra pas, si ce n'est pas lui-même qui le met à la porte.

Il est temps de réagir. Dans un prochain article, nous étudierons les moyens dont nous disposons pour faire face à l'offensive patronale.

LA XVII[e] U.R.

U. L. St-ELOY-LES-MINES - MONTLUÇON - COMMENTRY

Comité de défense des Décolletages

Sous l'impulsion de nos camarades de la C.N.T. de cette entreprise, fermée pour cause de faillite en date du 17 mars, un Comité de Défense du Personnel a été créé. Voici le texte d'une lettre transmise à la Presse à l'issue de la réunion du 27 mai.

LA VIE DES CHOMEURS

Dans un récent article paru dans la presse, l'on pouvait lire que l'allocation de chômage pouvait être perçue pour les ménages dont les ressources n'atteignaient pas 24.000 francs.

Ce qui laissait croire (compte tenu de l'abattement de zone pour notre département) à des gens bien intentionnés, vouant leur mépris à ces « fainéants » de chômeurs, que l'Etat encourageait la paresse, et alors ! l'on verrait les gens bien vivre de leur chômage.

Rappelons à titre indicatif à la population les secours (c'est bien d'un secours d'extrême urgence qu'il s'agit) que les ayants droit perçoivent :

Chef de ménage .... 170 Fr.
Conjoint ..... 85 Fr.

Un foyer avec 255 fr. journalier ! une vraie aubaine. N'est-ce pas, et tout cela cinq ans après de ce qui devait être notre libération. Et encore faut-il entendre par ayant droit un ménage sans enfant à charge.

Pour notre ville, un ménage dont les ressources sont inférieures à 11.490 fr. par mois ou 383 fr. par jour. Faut-il ajouter également qu'au cas de justification de chômage, les ressources ne pourront excéder 383 fr. Entendons par ressources : revenu de quelque nature soit-il. Ex. : pensions.

Nous livrons les nouveaux tarifs à votre réflexion.

PRISONS DE FEMMES

par Frederica MONTSENY.

PRISONS DE FRANCE. — PRISONS D'ESPAGNE. — CAMPS DE LA MORT EN ALLEMAGNE.

Le martyre des femmes antifascistes dans les prisons de France sous Vichy ; dans les prisons de Franco, en Espagne, et aux camps de la mort, en Allemagne.

Traduction et préface de Vida Esgleas-Montseny.

Bientôt apparaîtra l'édition française de ce volume qui a obtenu un vif succès en espagnol. Témoignages émouvants de ce qui a été la contribution féminine dans la lutte contre le fascisme, recueillis par une femme qui fut elle-même prisonnière politique.

100 francs l'exemplaire, à la Librairie confédérale.

NOTRE RÉUNION D'AUXERRE

Devant une assistance qui remplissait la salle Jean-Carré, notre camarade Renée Lambéret commence à nous parler de la situation internationale. Dans un exposé très intéressant, notre camarade nous trace un tableau du syndicalisme dans différents types de pays et conclut en montrant que l'A.I.T. est le dernier refuge des principes révolutionnaires qui nous animent.

Puis, le camarade JUHEL, très écouté par de nombreux jeunes, nous fait un rapide historique du mouvement syndical en France.

Il montre la nécessité de notre organisation qui, avec la sûreté de sa doctrine, peut seule prétendre à guider le monde du travail, et reste le dernier rempart contre le mensonge, l'ambition, la fausse morale.

Une discussion des plus cordiales suivit les exposés des deux délégués.

En résumé, bonne réunion de propagande, composée surtout de jeunes dont le dynamisme nous laisse espérer un essor du syndicalisme révolutionnaire dans l'Yonne.

Jean CHAMVRES.

LA VOIX DE LA F. T. R.

LES REFORMISTES s'en vont en guerre

Dans un communiqué ronflant, daté du 23 mai, le Comité d'Entente interfédéral S.N.C.F. ; comprenant la G.F.T.C., F.O. et les Cadres, a décidé de suspendre toute participation de ses représentants aux conseil d'administration, comités mixtes, comités d'activités sociales, délégations du personnel, conseils de discipline, de réforme, etc. Les signataires terminent par ce slogan : « Cheminot, fais ton travail et rien de plus. »

La décision prise par les bonzes réformistes nous fait doublement plaisir. Tout d'abord parce qu'elle constitue, à notre avis, une déclaration de guerre en règle contre l'édifice étatique et que tout ce qui est susceptible de saper celui-ci ne peut nous laisser indifférents. De plus, ce qui n'est pas négligeable, cette prise de position amène de l'eau à notre moulin puisque la C.N.T. combat, depuis qu'elle est créée, toute forme de représentativité estimant que seule l'action directe est susceptible de provoquer des résultats positifs dans la lutte qui nous oppose aux capitalistes privilégiés.

L'aveu d'impuissance des réformistes, car c'en est un, et de taille, prouve, si la chose est encore à faire, que les flots de salive et d'encre qu'ils ont pu dépenser depuis la formation des conseils, délégations et comités en question, l'ont été en pure perte.

Ministres et dirigeants de la S.N.C.F. se moquent totalement des votes, vœux et protestations émis par les délégués. Nous sommes las de répéter que ces derniers sont tolérés parce qu'ils servent de paravent aux louches tractations des possesseurs du pouvoir.

Il en sera ainsi tant que la structure des organismes, qu'il est utile de laisser subsister, ne permettra pas, conformément au système fédéraliste, au personnel de la base de présenter toutes suggestions qui lui paraîtront favorables à la collectivité et de les faire réaliser pratiquement sans que les représentants d'intérêts particuliers puissent y faire obstacle.

F.O. et la C.F.T.C., réduisant immédiatement à sa juste proportion le geste effectué le 23 mai, ont cru bon maintenir leurs candidats aux élections de délégués à la Sécurité et de continuer à batailler d'arrache-pied contre la C.G.T. Comprenne qui pourra. D'un côté ces messieurs parlent en claquant la porte et aussitôt après ils sollicitent des mandats identiques. Il est impossible de prendre au sérieux de pareilles marionnettes et leur attitude théâtrale nous confirme dans notre opinion que tous les participants, sans exception, aux divers organismes représentatifs sont des « collabos » du capitalisme, donc des ennemis du prolétariat.

Le slogan « Cheminot, fais ton devoir et rien de plus » nous a bien fait rire. Il ne faut pas oublier, en effet, que parmi ses inventeurs figurent des agents des échelles 16 et B (hors statuts) dont le rôle principal est d'em...poisonner les exécutants et de faire « suer le burnous ».

Nous attendons impatiemment la confirmation de l'application de cette mesure par les chefs de service S.N.C.F. appartenant aux organisations signataires.

R. FAUCHOIS.

P.S. — Pour quelle date la grève générale illimitée ?

Parlons de l'insalubrité dans l'industrie

Dans notre dernier article, nous avons fait la critique de l'Etat, de son attitude et de son hostilité envers une solution humaine des problèmes d'hygiène dans les ateliers insalubres.

Car ce ne sont pas des préoccupations exclusives aux polisseurs, mais valables pour un nombre important de corporations. Dans des usines de produits chimiques, la fabrication de caoutchouc notamment, l'ébarbage crée une poussière dense sans que le plus souvent existe un dispositif d'absorption ou d'évacuation de celle-ci. L'atmosphère est saturée, également, de miasmes et de vapeurs benzoliques, tandis que rien n'est entrepris pour renouveler de temps à autre, au cours du travail, l'air vicié. On comprend aisément, à la lueur de ces faits, les ravages que font, parmi les travailleurs occupés à ces travaux, les maladies professionnelles.

Pour en revenir au polissage, disons qu'il n'existe aucune statistique honnête, en France, pour se faire une idée des conséquences mortelles de la silicose. Cependant, les corporants savent qu'elles ne sont pas un mythe. Ils savent qu'une bonne partie des polisseurs ont laissé leur vie au sana, victimes d'affections pulmonaires mal définies ou de tuberculose fibreuse.

Et ça continue !

Mais voyons les tentatives faites pour modifier cette situation, et leur échec.

En 1945, une seule centrale syndicale. Puissante, groupant plus de six millions de salariés, mais, tel un colosse d'argile, sans base solide, minée par la politique. En face, des adversaires, le patronat, désorganisés, inquiets de cette concentration ouvrière qui pouvait tout et ne fit rien, faisant des concessions pour gagner du temps, pour se regrouper afin d'imposer ultérieurement sa loi.

Dans la C.G.T., à la section technique des polisseurs du Syndicat des Métaux de la R.P., nous primes contact avec le syndicat patronal en vue d'établir les classifications professionnelles découlant de l'arrêté ministériel qui fixait les barèmes de salaires et les coefficients hiérarchiques. Sur ma proposition le débat fut élargi aux questions d'hygiène.

Tenant compte de la faillite des solutions étatiques et de l'indifférence des syndicats pour obtenir satisfaction, je suggérais que les patrons en contravention avec la légalité soient astreints à verser une pénalité de 5 francs par heure de travail et par « compagnon » à une caisse autonome qui aurait eu pour but de venir en aide aux polisseurs atteints du mal du métier. Pour l'époque, cette proposition n'avait rien de révolutionnaire (il n'aurait pas fait bon de parler de révolution ou de transformation sociale à ce moment-là). C'est que les députés communistes, voyons, soutenaient de Gaulle, mais elle avait le don de frapper les patrons au cœur, c'est-à-dire au portefeuille.

La logique de cette proposition était telle que les délégués patronaux y souscrivirent. Une lettre du secrétaire du syndicat patronal le confirma, en même temps qu'il informait du rejet des autres demandes. Ainsi il était acquis que les patrons réfractaires n'agiraient pas impunément et qu'en définitive plutôt qu'une sanction financière illimitée, l'installation des appareils d'aspiration leur apparaîtrait plus avantageuse.

Mais la direction du Syndicat de la rue Pierre-Timbaud jugeait les choses autrement. Elle incita les polisseurs à réclamer l'intégration de cette pénalité dans leur salaire. Spéculant sur l'égoïsme atavique des polisseurs, elle fit tant et si bien que ceux-ci n'eurent rien du tout et que son opposition à l'accord intervenu, pour la raison indiquée ci-dessus, fit que les patrons s'estimèrent déliés de tout engagement.

Il ne restait plus qu'à dire adieu aux espoirs de meilleures conditions de travail, ainsi qu'à des salaires accrus par une prime d'insalubrité. C'est alors que Croizat, ministre du Travail, mit au jour son monstre des maladies professionnelles couvrant la silicose.

Depuis l'hygiène est passée au second plan de l'activité syndicale dans la C.G.T. Pourquoi parler de ça, n'avons-nous par la loi sur les maladies professionnelles ? Voyons, en cas de silicose, ne sommes-nous pas « réparés ». Alors, de quoi se plaint-on ?

Pour nous le problème se pose d'une autre façon : d'être « réparé », on s'en fout comme d'une pomme d'api dans l'escarcelle d'un bourgeois. Ce que nous voulons c'est de ne pas crever pour les exploiteurs par assassinat lent, prémédité et volontaire. Autrement dit, ce n'est pas la guérison que nous voulons, mais la prévention.

Nous verrons prochainement les solutions.

R.-E. DOUART.

COMMUNIQUES

TRÉSORIER CONFÉDÉRAL

René Doussot, 9, avenue de la Porte-de-Clignancourt, Paris (18e). - C.C.P. 5046-35.

COMITE CONFEDERAL NATIONAL

Dimanche 11 juin 1950, toute la journée, à Paris. Ordre du jour et lieu par La Liaison.

COMITE DE REDACTION

Ce soir, vendredi 9, salle de la Coopé A.T.A., 20, rue Sainte-Marthe, à 21 heures. Tous les militants de la Région Parisienne désirant collaborer à l'élaboration du « C.S. » sont fraternellement invités. J.T.

Fédération Industrielle des Métaux

Il est rappelé que toutes commandes de matériel (tracts, action directe, papillons), doivent être demandées à la F.I.M., 39, rue de la Tour-d'Auvergne-IXe. Ne pas oublier de vous acquitter de vos dettes vis-à-vis de la F.I.M. Retenez l'adresse du C.C.P. : Yvernel Georges, 16, rue du Commerce, Paris-XVe. C.C.P. 243-69 Paris.

F.T.R.

Permanence tous les jeudis, 32, rue de la Tour-d'Auvergne.

Trésoriere: Lavigne Roger, 1, rue des Venêts, Pontoise. C.C.P. 6701-99 Paris.

DEUXIEME REGION

Trésorerie

Le camarade Fernand Marchal étant désigné comme trésorier à la IIe U.R., tous les fonds concernant cette Région doivent être adressés à Marchal Fernand, 8, avenue Jean-Aicard, Paris (11e), au compte C.C.P. 7381-00, Paris.

SYNDICAT UNIFIE DU BATIMENT

ASSEMBLEE GENERALE

Le dimanche 18 juin, à 9 heures précises du matin, à la Chope du Combat. (Métro : Colonel-Fabien.)

NOTE DU TRESORIER DU S.U.B.

Pour tout envoi de fonds se servir du C.C.P. Cela évite des frais et des dérangements. Le C.C.P. est le suivant : Arondel Maurice, 100. rue Doudeauville, Paris (18e). C.C.P. : Paris 6261-16.

PERMANENCES DU S.U.B.

Tous les jours au siège, 39, rue de la Tour-d'Auvergne, de 14 heures à 19 h. 30, sauf le dimanche.

TROISIEME REGION

C.N.T. D'AUXERRE

Pour tout ce qui concerne la C.N.T. d'Auxerre, s'adresser à G. Robert, 11, rue Michelet, Auxerre (Yonne).

4e U.R.

UNION INTER-LOCALE DE SAINT-ELOY-LES-MINES MONTLUÇON-COMMENTRY

Permanence chaque dimanche, de 10 h. à 12 h., salle de la C.N.T. à la Bourse du Travail.

Presse - Bibliothèque - Adhésions.

8e U.R.

Permanences à Bordeaux

Tous les soirs, de 16 à 19 h. 30, chez Beau, 15, Vieille Bourse du Travail ; dimanche de 10 à 12 h. : Conseil juridique sur place ou à Laveau H., 42, rue Lalande.

Bibliothèque

Bibliothèque de prêts ouverte à tous, dimanche au siège. Il sera perçu 5 francs par livre et 2 francs par brochure, pour nouveaux achats.

Syndicat Unique des Métaux

Deuxième dimanche de chaque mois. Le C.S. sera à votre disposition sur place.

10e U.R.

SAINT-NAZAIRE

Dimanche, de 10 h. 30 à 11 h. 30, à Marijo, boulevard des Océanides, Pornichet. Le C. S. est à la disposition des diffuseurs dès le 10 du mois.

11e U.R.

Brest-Intercorporatif

Tous les samedis, de 9 h. à 11 h. 30, porte Fautras, face Lycée.

12e U.R.

APPEL AUX POSTIERS

Les camarades des P.T.T. de la région de Rouen, sympathisants à la C.N.T., sont invités à se mettre en relation avec Autie Maurice, P.T.T., Coutances (Manche).

Rouen

Premier dimanche de chaque mois, 63, rue des Bons-Enfants.

13e U.R.

Permanence et correspondance : DUHAMEL Octave, 19, rue Fouquet-Lelang, Marcq-en-Barœul (Nord).

Métaux, Inter., Textile

Tous les samedis de 18 à 20 heures, 13, rue du Molinel, Lille.

Roubaix

Tous les jours, 63, rue d'Avelghem.

15e U.R.

S.U.B.-Strasbourg

Tous les dimanches, de 10 à 12 heures, 14, rue de la Krutenau, « A l'Etoile Rouge ». Ainsi que pour les autres industries. Le C.S. est en vente kiosque mobile, place Kléber.

Hayange

Tous les dimanches, à 16 h. 30, Café de l'Industrie, 108, rue du Maréchal Joffre.

COMMUNIQUÉS DIVERS

(Sous cette rubrique nous insérons les communiqués des organisations qui soutiennent la C.N.T. Lesdits communiqués ne peuvent en rien engager la Confédération.)

CONFERENCE SYNDICALISTE

Samedi 10 juin, à 20 h. 30, salle du sous-sol de la « Chope du Combat », 2, rue de Meaux (Métro : Colonel-Fabien).

BOUCOIRAN et THERSANT traiteront

pour les camarades SYNDICALISTES les sujets suivants :

le premier,

CE QUE DOIT ETRE MAINS ET CERVEAU

le second,

LE SYNDICALISME DOIT AVOIR DEUX POINGS POUR SE BATTRE

BULLETIN D'ABONNEMENT

au « Combat Syndicaliste »

Je soussigné,

NOM .....

Prénoms .....

demeurant .....

.....

déclare souscrire un abonnement de (1) .....

au « Combat Syndicaliste ».

Le .....

SIGNATURE

Envoyez les sommes au C.C.P. PARIS 7497-93
Y. RICHAUD, 20, Rue Sainte-Marthe, PARIS-Xe

(1) 12 numéros : 110 fr. - 24 numéros : 215 fr. - 48 numéros : 420 fr.

B.D.I.C

Après le conflit Michelin

(Fin)

Ainsi l'ordre capitaliste est respecté dans son exploitation la plus inique, et nos ministres de gauche pouvaient être satisfaits. Les plus jolis discours ne changeront rien à l'aveuglante réalité. Mais à côté de cela, il y a autre chose à retenir. La classe ouvrière assiste apparemment indifférente à des spectacles effarants. Nous ouvrons volontiers ici une parenthèse pour en parler face à face avec un prolétariat hébété. C'est ainsi que, lors de la discussion du budget-type, entrant dans le calcul des indices; des futures conventions collectives, on a pu lire dans la presse de ces jours derniers (« Liberté de Clermont-Ferrand » du mardi 9 mai, a publié le détail du budget-type suivant, établi d'après les données de la Confédération Générale des Cadres) :

« Un célibataire, estime-t-on, a besoin pour vivre, écrit ce journal (au minimum bien entendu) de 12 kg. 160 de pain par mois, de 3 kg. 955 de viande, de 1 kg. 150 de poisson, de 0 kg. 610 de fromage etc...; il devra habiter un logement de deux pièces, il se contentera pour un an de trois chemises de coton, de trois caleçons etc... et tout le reste à l'avenant. »

Le fait même qu'un organe réputé sérieux ait cru devoir publier ces calculs est déjà un scandale suffisant. Mais ce qui dépasse l'imagination humaine, c'est qu'il se soit trouvé des organisations syndicales pour accepter ces principes, comme base de discussion au problème des salaires. Or toutes, sauf la plus ignorée des travailleurs, notre C.N.T., ont cru devoir apporter leur concours à une semblable malhonnêteté, à une pareille escroquerie morale. Car il s'agit ni plus ni moins que d'admettre et de sanctionner l'existence des classes et d'en reconnaître la légitimité. C'est admettre explicitement la faillite du syndicalisme officialisé, dans la lutte contre l'injustice sociale et économique. L'homme ramené au niveau de la machine, devenu un rouage infime de la société, dont les conditions d'entretien ou de nourriture et de rendement sont méthodiquement calculées par des techniciens, comme pour un appareil quelconque de leur invention. « A travail de robot, nouveau mode scientifique d'esclavage. »

Si la plaisanterie était de mise en pareil cas, on pourrait s'amuser à calculer le budget-type de chaque catégorie d'individus, à commencer par celui de M. Vincent-Auriol ou d'une prostituée du cinéma, en finissant par celui du clochard ou du chômeur de mon quartier. On ne peut qu'inlassablement dire non. Non aux prétentions outrageantes d'un étatisme, d'une bureaucratie et d'une période de l'histoire, aussi barbare que démentielle. Non à cette espèce de matérialisme inhumain et de spiritualisme médiéval, à cette négation absolue et multipliée, car enfin, si on remonte aux sources du syndicalisme révolutionnaire, jamais on ne retrouvera dans la pensée d'un Griffuelhes ou d'un Pelloutier de semblables aberrations.

Dans les déclarations inoubliables des martyrs de Chicago, le plus vaste humanisme social s'harmonisait avec une juste conception des rapports de classe. C'était un autre monde qui s'annonait... et aujourd'hui ? Aujourd'hui comme partout ailleurs, les travailleurs Michelin n'ont plus un instant à perdre derrière les pas des aventuriers du syndicalisme, enchaînés aux partis et aux gouvernements successifs. Avec le pain de chaque jour, avec la liberté proscrite un peu partout. C'est la condition humaine, la plus élémentaire dignité individuelle, qu'il s'agit de sauvegarder. Les syndicalistes révolutionnaires de la C.N.T. sauront, s'ils le veulent, donner à leurs combats de demain un autre sens, un caractère autrement élevé et constructif. La grève n'est pas un jeu de politiciens, une sorte de chantage et de spéculation sur la misère du peuple. C'est une arme redoutable, l'instrument de la libération définitive des travailleurs. Celui qui mettra fin un jour ou l'autre à l'odieuse exploitation de l'homme par l'homme en associant les travailleurs à la marche de leur entreprise, sans collaboration du capital et du travail; de l'exploiteur et de l'exploité, mais par la mise en commun de toutes les richesses, de toutes les responsabilités.

Ce jour-là, les syndicalistes de permanences et de ministères n'auront plus à invoquer la misère et la souffrance des peuples pour justifier leur infâme besogne et pour les aider à vivre, Camarades, révoltez-vous contre votre condition actuelle !

SPARTACUS.

Chronique Féminine

LA FEMME et la fausse émancipation

Combien de fois ai-je entendu critiquer le comportement des femmes prétendues « émancipées » ? On leur reproche d'être vulgaires, de manquer de retenue, d'adopter des allures libertines d'assez mauvais goût, de favoriser autour d'elles le développement d'un climat d'indécence. Le reproche est, malheureusement, trop souvent justifié. Mais la femme qui adopte un tel comportement méconnaît la valeur de l'émancipation qui, pour être réelle, ne peut être basée que sur le respect de soi-même.

On ne peut rien gagner à s'abandonner à la vulgarité qui entraîna fatalement l'avilissement, la dégradation. Rien de bon, de solide, de viable, ne se construit facilement, surtout quand il faut d'abord procéder à la démolition de ce qui existe. De la même manière qu'on ne saurait faire un beau bouquet avec des fleurs fanées, on ne saurait établir une société saine avec des individus moralement déficients et s'abandonnant à cette déficience. Or le rôle de la femme dans ce sens est immense, ne serait-ce que par l'influence primordiale qu'elle exerce sur l'enfant — l'homme de demain — à qui elle donne, non seulement la vie physique, mais encore, en grande part, ce qui est plus important, la vie morale et la vie spirituelle.

On a raison de dire que la responsabilité de la femme dans la construction de la société de demain est immense et que sa tâche est considérable. Aussi bien doit-elle prendre conscience d'elle-même ; elle doit prendre la place qui lui revient, même si elle doit lutter contre de multiples égoïsmes, et cette place dépend de la considération qui doit lui être portée. Elle a droit au respect, mais ce respect, c'est surtout à elle qu'il appartient de l'imposer, et autrement que par des cris ou des crises de nerfs, par l'élévation spirituelle et morale, par le sens de la dignité et du devoir.

Bon nombre de femmes enviant ce qui leur paraît la liberté plus grande de l'homme s'efforcent de copier ses allures dans ce qu'elles ont de plus facile. Mais les signes extérieurs comptent peu et l'affectation accompagne généralement la médiocrité spirituelle et morale. Ce qui importe avant tout, c'est de rester soi-même, de développer sa personnalité au lieu de s'efforcer de devenir un singe. La nature a doté chacune de ses créations de qualités qui lui sont propres, qui font la véritable originalité et dont la répartition fait la véritable harmonie, le véritable équilibre. La chose essentielle, c'est de reconnaître ces qualités, de les développer, de les faire fructifier au maximum. Combien de gens, essayant d'adopter un rôle qui ne leur convient pas, mais qu'ils admirent chez l'un ou l'autre, font de leur vie une véritable représentation théâtrale, une comédie grand-guignolesque qui les laisse insatisfaits et déséquilibrés. Le « Connais-toi toi-même » de Socrate n'a rien perdu de son actualité : il demeure et demeurera à travers les temps un bon conseil que nous devrions nous efforcer de suivre. Aussi bien dans le domaine psychologique que physiologique, la femme a des qualités qui lui sont particulières, indépendamment des qualités individuelles ; ce serait une erreur de sa part d'essayer de n'en pas tenir compte. La femme peut parfaitement travailler, coudoyer des hommes, sans qu'elle soit tenue à copier leurs allures, à s'inspirer de leurs défauts. Je suis bien sûre que s'ils aiment la compagne franche, simple et honnête, les hommes préfèrent la femme *femme* à une mauvaise caricature d'eux-mêmes. Je n'ai aucune aversion particulière contre la cigarette, le pantalon masculin et l'apéritif. Je ne vois pas d'inconvénient à ce que la femme fume, mais je suis sûre que cela ne la rehausse en rien. Pas d'inconvénients non plus à ce qu'elle prenne un apéritif, mais cela ne saurait être synonyme d'indépendance. Quant au port du pantalon, quelquefois pratique, il ne donne rien à l'esthétique et ne saurait affirmer la personnalité. Me permettant de donner une appréciation personnelle, j'ajouterai qu'à mon avis il vaut mieux limiter son emploi, car il habille mal nos « rondeurs » et peut-être suis-je, à mes heures, vaguement poète, mais je pense qu'à notre époque de laideurs, la beauté mérite bien parfois qu'on la défende un peu...

Sans doute n'ai-je pas à faire ici la condamnation du militarisme, car nous sommes bien tous d'accord sur le fait qu'il est la gangrène de notre monde. Mais je ne saurais passer sous silence l'étrange conquête féminine que représente l'incorporation dans l'armée la formation de bataillons féminins. Je dois avouer que je n'ai jamais cu la tripe particulièrement patriotique. Le « Soldat Inconnu » m'a toujours fait l'effet d'un pauvre type et, si j'ai souvent rêvé sur sa tombe, c'est en me demandant s'il ne s'était pas arraché avec des larmes à sa charrue ou à son enclume, à la famille, au petit coin de terre qui étaient sa seule patrie, et si les honneurs qu'on lui rend ne constituent pas une amère dérision. Les défilés militaires, lors des « grands anniversaires » m'ont toujours fait l'effet d'une sorte de danses macabres sur des champs de morts. Si le spectacle des rescapés défilant musique en tête, dans un grand déploiement de mise en scène m'a toujours étreint le cœur, ce ne fut jamais que de tristesse ou de révolte. Et je ne peux que bouillir d'indignation devant l'enrôlement militaire des femmes dans des brigades quelles qu'elles soient.

Femmes qui revendiquez une place à laquelle vous avez droit, sachez vous montrer dignes de ce que vous voulez conquérir. La liberté comporte des droits et des devoirs. Elle ne consiste pas à faire tout simplement tout ce que l'on veut. Pour être digne de la liberté, il faut viser à l'élévation morale ; c'est en soi-même qu'il faut faire la première révolution, en répudiant tout ce qui est trop facile ou pure apparence, car c'est à ce prix — et à ce prix seulement — que toute révolution peut se transformer en véritable conquête. Sachez donc vous respecter vous-même pour apprendre à vous revaloriser.

Lucie DROUET.

Dialogue sur l'égalité économique

L'adversaire. — Tu croyais en terminer là et, pour me démontrer la nécessité de pratiquer l'égalité économique entre les hommes, tu pensais qu'il suffisait de mettre en évidence les tares du régime capitaliste, système fondé sur le profit et l'exploitation de l'homme par l'homme. Seulement tu as oublié de me parler des pays de l'U.R.S.S. qui représentent tout de même le 1/6 de notre planète habitée, et où la hiérarchie des salaires s'est perpétuée malgré le caractère socialiste de l'économie nouvelle. Ce qui te montre de façon péremptoire que l'égalité économique n'est qu'utopie.

Le défenseur. — Je m'attendais à ce que tu en viennes à la Russie où, bien que la Révolution ait été faite, l'éventail des salaires est encore plus largement ouvert que dans les pays capitalistes. Avant de nous égarer dans une discussion qui risquerait d'être interminable et stérile il semble que nous devions nous mettre d'accord pour définir le régime socialiste. Tu viens de parler, en effet, du caractère socialiste de l'économie en U.R.S.S. Qu'entends-tu par régime socialiste ? Pour moi, et en cela je crois être d'accord avec Marx lui-même, le socialisme réalise avant tout la suppression des classes, donc la disparition du salariat. Si tu étais d'accord là-dessus nous pourrions nous arrêter ici et conclure que le socialisme n'existe pas en U.R.S.S. puisque l'on nous parle constamment des salaires de ce pays. Mais comme tu pourrais alors m'accuser de jouer sur les mots et comme, d'autre part, tu n'es pas allé en U.R.S.S. non plus que moi et que, ce que tu sais du régime soviétique tu l'as appris de source partisane, favorable ou hostile à priori, je pense qu'à défaut de pouvoir nous rendre sur place y étudier les conditions de vie des habitants il est nécessaire que nous nous tournions vers des arguments de ses propagandistes pour en tirer des déductions. Il m'est arrivé plusieurs fois de discuter cette question avec des membres du P.C.F. ou sympathisants et ces discussions m'ont permis de discerner l'existence au sein de ce parti de deux principales catégories de « communistes » (on retrouve d'ailleurs ces deux catégories dans chaque parti politique). La première comprend des dirigeants et des « personnalités », c'est-à-dire des gens ayant une situation sociale assise et déjà acceptable. Je dois dire que cette catégorie est la plus difficile à contacter et que ceux qui la composent se dérobent volontiers à l'examen de certains problèmes épineux dont celui qui nous préoccupe aujourd'hui. Néanmoins, mis au pied du mur, ils répondent soit que l'égalité économique ne peut exister dans aucune société, niant ainsi un des principes fondamentaux du socialisme, soit que la production de l'U.R.S.S. s'avère encore insuffisante pour réaliser cette égalité, *mais qu'on y viendra.* Seule cette deuxième assertion mérite à mon sens d'être examinée, la première ne pouvant être énoncée que par des gens n'ayant jamais été socialistes, les ralliés de la onzième heure, des ambitieux, en général, qui, postulant les places de « cadres » espèrent trouver, dans un système sur le caractère duquel ils ne se méprennent pas quant à eux, à satisfaire leur besoin de domination.

Avant d'examiner l'affirmation qui est généralement celle des chefs de cellules et des militants actifs, et selon laquelle l'Union Soviétique mettrait en pratique l'égalité économique, si sa production le lui permettait, il semble judicieux de jeter un regard d'ensemble sur la masse des adhérents. Il n'est pas douteux que la majorité de ceux-ci, de même d'ailleurs que certains militants actifs, soient désintéressés. Plaçons dans le même groupe, si tu le veux, les gens sincères, les tartufes ne nous intéressant pas, et nous montrerons qu'ils s'abusent ou plutôt qu'on les abuse. Récemment j'ai assisté au cours d'une séance organisée par le Comité France-U.R.S.S. à la projection d'images sur l'U.R.S.S., images accompagnées sur l'écran d'un commentaire que l'opérateur, un avocat, se contente d'ailleurs de répéter fidèlement. J'évoque cette réunion pour la raison qu'il y fut beaucoup question de l'égalité des droits des citoyens de l'U.R.S.S., mais sans préciser qu'il ne s'agissait que des droits politiques comme le droit de vote par exemple. Il ne fut dit mot de l'éventualité d'une économie égalitaire cependant que l'on vantait des réalisations extraordinaires dans le domaine de l'équipement agricole ou industriel, et de la production en résultant. Celle-ci fut comparée avantageusement aux productions des pays capitalistes évolués, et je me fis alors la réflexion que si ces pays ont un tel potentiel de productivité, rien ne justifie que l'égalité économique n'y soit pas déjà pratiquée. En tout état de cause il est ahurissant que l'éventail des salaires soit aussi largement ouvert en U.R.S.S. (les salaires les plus élevés sont, paraît-il, trente fois supérieurs à ceux de la base) et que d'autre part il accuse encore une tendance à s'ouvrir davantage, alors qu'en toute logique, l'accroissement de la production devrait avoir comme conséquence sa fermeture progressive.

L'adversaire. — Aurais-je donc raison en définitive de soutenir que la hiérarchie des salaires est partout et toujours nécessaire.

Le défenseur. — Je ne le pense pas et je me propose d'essayer de te faire comprendre dans un prochain entretien qu'en réalité c'est la structure même du système qui s'oppose à la mise en pratique du socialisme tel que le concevaient les précurseurs, et qui signifiait pour eux « BIEN-ETRE ET LIBERTE ».

(*A suivre.*)

F. BIDÉ.

CAMARADE !
Combien as-tu diffusé de "COMBAT SYNDICALISTE" la semaine dernière ?

Nos Camarades d'Aimargues obtiennent 10 fr. horaires

(Suite de la 1re page.)

Que fallait-il faire pour « dépasser » en potentiel celui que l'Etat mettait en œuvre ?

Fallait-il lui opposer le contenu du slogan de la grève « gestionnaire » ? Une fois de plus on constate que cela ne ressemble à rien, puisque dans le cas qui nous occupe, cela aurait consisté à faire gratuitement le travail... en attendant la récolte. La grève « gestionnaire » aurait alors duré jusqu'aux vendanges !

Non, il y avait à faire mieux, c'était de déclencher une grève générale de solidarité totale et illimitée dans tout le département du Gard.

Mais pour cela il fallait réunir deux facteurs : l'adhésion des travailleurs du Gard et celle de leurs dirigeants syndicaux.

Nous sommes certains que la première n'aurait pas manqué. En aurait-il été de même de celle des seconds ? Dans quelle mesure nos camarades cégétistes d'Aimaigues auraient-ils pu demander à leur U.D., puis à leur centrale le déclenchement d'une grève générale illimitée ? Toute la question est là et pas ailleurs.

Nous affirmons que tous les conflits pourraient recevoir une solution favorable aux travailleurs en lutte si une fois pour toutes on en venait à la pratique constante des grèves généralisées totales dans des secteurs économiques suffisamment vastes.

L'Etat ne peut répondre aux grèves que dans la mesure où leur caractère n'est pas généralisé jusqu'au tout.

Si les centrales ouvrières étaient vraiment impulsées par les intérêts de leurs composants ce serait facile et les capitulations de l'Etat et du patronat deviendraient telles qu'un climat révolutionnaire serait bientôt créé qui permettrait de donner enfin une solution aux questions sociales.

Mais à part notre centrale, la C.N.T. (nous avons bien le droit de la dire), aucune ne veut tenter ce que toutes elles considèrent comme le chemin de l'aventure.

Ce nous est une occasion de plus de rappeler que c'est le rôle de la C.N.T. de rénover le syndicalisme, de regrouper tous ceux qui veulent la révolution sociale et que tant que les solutions préconisées par la C.N.T. ne seront pas mises en pratique, nous connaîtrons, soit des défaites, soit des demi-succès.

Contre le salaire proportionnel

(Suite de la première page.)

par hypothèse, pour un salaire de 100 francs, la productivité s'est élevée de 10 %, l'ouvrier touchera 1/10 de plus, et le patron combien sur l'ensemble de son personnel ? Pour un ouvrier 10 francs, mais s'il en a 1.000?

Ceci aboutit aux superprofits capitalistes. M. Schueller, grâce au salaire proportionnel, veut supprimer le désordre économique actuel. Il propose son remède, cite une liste d'entreprises qui l'ont adopté. Son choix n'est vraiment pas heureux. Nous en connaissons quelques-unes d'entre elles où les salaires ne sont pas plus enviables qu'ailleurs. Par exemple la maison Massiot (radiologie). Dans cette boîte les temps alloués pour les opérations d'usinage et de montage sont, d'après les ouvriers, difficiles à atteindre, encore moins à dépasser. Nous ne savons pas si le patron possède les nobles vertus que prête M. Schueller à un patron proportionnaliste mais là son système est plutôt une sinistre comédie dont le seul rôle est tenu par son collègue.

Dans cette boîte on monte une nouvelle chaîne de montage, attendons qu'elle soit installée. Nul doute que M. Massiot proportionaliste devienne partisan de la stabilité.

Les patrons, leurs hommes de paille les politiciens présentent « leurs » solutions. Les ouvriers doivent opposer la leur : achèvement général des salaires selon un principe excluant toutes primes et les différentes formes de rémunération au rendement.

Appel des antifascistes bulgares

« La Bulgarie se trouve devant une catastrophe financière et économique complète.

« Le Parti Communiste traverse une crise intérieure irrémédiable. Le mécontentement pénètre même dans les plus hautes sphères de l'appareil du Parti et de l'Etat. Les chefs voient partout le spectre de l'ennemi.

« Les plus persécutés sont les anarchistes, bien que leur position soit celle d'une attente vigilante qui n'attaque pas violemment le régime. A l'occasion du Premier Mai que les staliniens ont voulu fêter sous le « signe de la lutte pour la paix » par crainte de voir troubler leur paix d'oppresseurs, de nouvelles arrestations de nos camarades ont été opérées. Vers le soir, les staliniens ont installé des tentes dans lesquelles ils distribuaient des boissons alcooliques et des croissants au peuple.

« Tous les internés du camp de concentration de Bogdanovdol ont été transférés vers le nord, plus près de la frontière roumaine, c'est-à-dire plus près de la Russie. Nos camarades de la prison centrale de Sofia, après être passés par le 7e Service, où les prisonniers sont à la disposition de la police, ont été envoyés vers une destination inconnue.

« Toutes ces mesures nous inquiètent, car la nervosité chez les staliniens augmente de jour en jour, leur situation devenant de plus en plus difficile. Les staliniens sont les pires ennemis de la classe ouvrière, des syndicalistes et des anarchistes. Ici, ils nous persécutent, non seulement pour nos idées, mais pour notre activité antifasciste du passé. Les plus persécutés des nôtres sont ceux qui ont été les plus actifs dans la lutte contre le fascisme, même s'ils ne manifestent à présent aucune opposition contre l'Etat stalinien.

« Nous apprenons avec amertume que dans certains pays, certains anarchistes collaborent avec les staliniens et sont plus disposés à croire leur propagande démagogique que nos renseignements précis.

« Nous tenons à faire savoir à tous les camarades anarchistes et syndicalistes révolutionnaires dans le monde que toute collaboration sur la base syndicale ou autre avec les staliniens est un crime et nous la considérons comme une trahison honteuse envers nos camarades bulgares qui périssent dans l'enfer stalinien.

« A l'heure suprême de notre souffrance pour l'idéal anarchiste, nous voudrions avoir au moins l'assurance que les camarades du monde entier comprennent nos appels.

« Avec nos saluts les plus fraternels, nous restons toujours fidèles à la cause de la justice et de la liberté. »

LE SECRÉTARIAT FÉDÉRATIF DE LA F.A.C.B. (Bulgarie).

LIBRAIRIE

LIVRES

Pierre Besnard. — L'Ethique du Syndicalisme, 75 fr. (120); La Paix, 100 fr. (145); Les Syndicats Ouvriers et la Révolution Sociale, 200 fr. (260); Le Monde Nouveau, 140 fr. (185).
Aurèle Patorri. — La Débâcle de l'Elite, 150 fr. (195).
Gaston Leval. — L'Indispensable Révolution, 100 fr. (145).
Gabriel Giraud. — Paul Robin, 150 fr. (195).
Jeanne Humbert. — Sébastien Faure, 180 fr. (225).
Fernand Planche. — Kropotkine, 210 fr. (255); Durolle, 150 fr. (195); Louise Michel, 150 fr. (195).
Louis Lecoin. — De Prison en Prison, 160 fr. (205).
Voline. — La Révolution inconnue, 350 fr. (440).
Louis Buchner. — Force et Matière, 270 fr. (330).
Victor Méric. — Coulisses et Tréteaux, 75 fr. (120).
Charles Malato. — Les Joyeusetés de l'Exil, 100 fr. (160).
Ernest Haechel. — Histoire de la Création, 400 fr. (490).
W.S. Wallino. — Le Mouvement Ouvrier et la Démocratie aux Etats-Unis, 200 fr. (290).
Nestor Blanc. — Joyeux, fait ton fourbi, 255 fr. (320).
Fernand Pelloutier. — Histoire des Bourses du Travail, 260 fr. (305).
Louis Tenars. — Le Sauveur, 100 fr. (145).
Maurice Hallé. — Par la Grande Route et les Chemins Creux, 150 fr. (195).
B. Malon. — Précis du Socialisme, 175 fr. (235).
Jules Valles. — L'Insurgé, 125 fr. (170); Le Bachelier, 125 fr. (170); L'Enfant, 125 fr. (170).
Bakounine. — La Révolution Sociale ou la Dictature Militaire, 180 fr. (225).
Sébastien Faure. — La Véritable Révolution Sociale, 60 fr. (90); L'Imposture religieuse, 230 fr. (275).
Jacques Renne. — Syndicalisme Français, 200 fr. (245).
Maurice Ceyrat. — La Trahison permanente du P.C., 100 fr. (145).
Alexandre Marc. — Avènement de la France ouvrière, 210 fr. (270).
Emile Hureau. — Les Jésuites, la Classe ouvrière et la Révolution, 70 fr. (115).

BROCHURES

Gaston Leval. — Le Communisme, 40 fr. (70); L'Anarchisme et l'Abondancisme, 10 fr.
G. Berneri. — La Société sans Etat, 20 fr.
L. Barbedette. — Pour la Justice économique, 10 fr.
Ernestan. — La Fin de la Guerre, 5 fr.
Sébastien Faure. — Sacco et Vanzetti, 5 fr.; Les Douze Preuves de l'inexistence de Dieu, 10 fr.; Les Crimes de Dieu, 20 fr.; La Fausse Rédemption, 10 fr.
P. Comont. — L'Architecture, 20 fr.
A. Guillier. — La Révolution salvatrice, 15 fr.
P. Camus. — Le Syndicalisme et le Problème paysan, 20 fr.
G. Yvetot. — ABC du Syndicalisme, 15 fr.
E. Rothen. — La Politique et les Politiciens, 20 fr.
P. Monatte. — Où va la C.G.T., 10 fr.
Pierre Besnard. — Le Problème des Salaires, 6 fr.
Edouard Rotot. — Le Syndicalisme et l'Etat, 12 fr.
Lashortes. — Qu'est-ce que le Prolétariat, 10 fr.
Louise Michel. — Prise de Possession, 15 fr.
Aristide Lapeyre. — Le Problème espagnol, 15 fr.
Les Anarchistes et l'Activité Syndicale, 15 fr.
La Bulgarie, nouvelle Espagne, 25 fr.
Les Bulgares parlent au Monde, 50 fr.
Le Syndicalisme et la Guerre, 5 fr.

REVUES

Mains et Cerveau, 40 fr.
Etudes Anarchistes, 40 fr.
Défense de l'Homme, 40 fr.

EXPÉDITION

Pour les livres, les prix entre parenthèses sont les prix franco.
Pour les brochures joindre 10 francs à chaque.
Pour les recommandés joindre 40 francs par colis, en plus.
C.C. Postal de la Librairie : Paris C.C. 7.473-08, M. Marcheti Robert, 1, rue Dulaure, Paris (20e).

SERVICE DE LIBRAIRIE

Le service de librairie demande aux camarades qui font une commande de livres de bien vouloir envoyer le montant d'avance et de bien vouloir envoyer la correspondance au camarade Oudin, sauf en ce qui concerne le C.C.P. qui doit être adressé au camarade Marcheti.

Le libraire :
OUDIN.

Le Directeur-Gérant :
DOUILLET François

Imp. Spéc. du Combat Syndicaliste

B.D.I.C

Un compte rendu significatif de la presse franquiste sur la C.N.T. d'Espagne

La chronique des activités policières franquistes contre la Résistance est exclusivement consacrée à la C.N.T. Tous les journaux de Barcelone ont publié, ces jours derniers, un communiqué très étendu de la Préfecture de Police rendant compte de « brillants services, non exempts de graves dommages » qui ont permis de capturer une quinzaine de terroristes (il s'agit des quatorze arrestations mentionnées par une courte information de dernière heure dans notre avant-dernier numéro).

D'autres journaux de Madrid et de province ont reproduit la note officielle, en dépit de l'intérêt déjà signalé qu'ont les phalangistes à passer sous silence les actes de la clandestinité. Mais le fait est que ceux-ci prennent désormais une importance telle que la police a adopté une nouvelle tactique : elle veut démontrer qu'elle sait dépister toutes conspirations contre le régime et les empêcher d'aboutir.

Par là, elle tente de calmer les bourgeois qui ont appuyé le phalangisme et qui commencent à noter l'insécurité du système...

Nous reproduisons ci-dessous le communiqué inséré dans les colonnes du journal « La Vanguardia » du 14 avril, sous un immense titre suggestif :

« La C.N.T., qui, sous la direction de Federica Montseny et d'autres éléments installés à Paris, Toulouse et en d'autres localités françaises, tente d'organiser des groupes d'individus pour les envoyer en Espagne — principalement à Barcelone — dans le but de commettre des assassinats et des actes de terrorisme, avait réussi à introduire dans cette capitale, au cours des derniers jours de mars, un nouveau groupe de ces « gangsters » de la politique. Ils réussirent à placer en certains endroits plusieurs engins explosifs, tentèrent de cambrioler un hôtel de Barcelone, sans toutefois y réussir, manquèrent également un attentat contre les Chemins de Fer catalans, Alors que la Garde Civile essayait d'arrêter les auteurs de ce dernier attentat, ces derniers ouvrirent le feu sur les policiers qui, en repoussant les agresseurs, ont tué le chef du groupe : Antonio Franquesa Fupoll.

« La Brigade Sociale de cette Section supérieure de la Police a réussi à désorganiser cette bande et, le 3 courant, elle a arrêté le chef de l'organisation à Barcelone — nommé José Paz — qui assumait les charges de « délégué national de la Section juridique C.N.T.-A.I.T. en Espagne ».

« Elle parvint également à s'emparer d'Antonio Moreno Alarcon, auteur de divers sabotages et d'agressions effectués dans le courant de mai de l'année dernière, ainsi que Ginés Urrea Pina, auteur de divers autres attentats. Chez celui-ci, elle découvrit une mitraillette, trois revolvers, une bombe à main, des cartouches et de nombreuses munitions.

« Un autre homme de cette bande, également aux mains de la Police, est le nommé Santiago Amir Bruallas, élément du groupe qui avait, lui aussi, participé aux faits susmentionnés et qui, en dernier lieu, remplissait les importantes fonctions de « chef de guides », chargé d'accompagner à travers la montagne les groupes terroristes qui passent de France en Espagne. Cet individu avait en sa possession une mitraillette, un revolver, trois bombes à main, des explosifs et une importante quantité de matériel destiné à permettre des actes de sabotage.

« Pedro Maca Lopez, appartenant au même groupe et coupable de participation aux mêmes actes, a également été arrêté, ainsi que Salvio Ayguaviva Vila, chef de la Propagande et, de plus, secrétaire général de la C.N.T. et directeur de « Solidaridad Obrera » clandestine. On a trouvé chez ce dernier un revolver, un duplicateur, une machine à écrire, une abondante documentation, ainsi que des carnets de cotisations, etc.

« Ignacio Aligué Soler, arrêté dans les mêmes conditions que les précédents, remplissait les fonctions d'agent de liaison entre ces groupes terroristes, et avait pour mission de garder les armes, la documentation, de s'approvisionner en aliments, il a été trouvé chez celui-ci deux revolvers et une valise renfermant des papiers de propagande.

« Enfin, les nommés Manuel Lecha Aparisi, Juan Bonet Jimeno, Manuel Montanes Bernat et Gregorio Montserrat Girono, satellites et valets auxiliaires des précédents, ont également été arrêtés. »

Au cours des derniers mois, la presse franquiste a parlé une douzaine de fois de la C.N.T., traitant, selon son habitude, les militants arrêtés de criminels, bandits et autres qualificatifs d'usage en ces circonstances. Elle sait bien, sans aucun doute, que ces hommes ne sont rien autre chose que des ouvriers qui ont fait le sacrifice d'eux-mêmes avec la plus complète abnégation et qu'elle tente d'éliminer en s'appuyant sur des soupçons ou des dénonciations infâmes.

Ce qui est évident, c'est que les chefs fascistes sont pris de panique devant l'extraordinaire développement de notre organisation clandestine, ce qui les fait voir partout des « chefs » et des « bandes »...

(« Solidaridad Obrera » du 3-6-1950.)

LA LUTTE AGRAIRE EN ITALIE

Un des membres du Comité de coordination de l'U.S.I., revenant d'une tournée de propagande dans les Pouilles, en rapporte une impression réconfortante pour le développement de l'organisation.

Des plus petits villages aux villes de la Pouille Rouge, dans les villes des régions méridionales de Calabre et des Abruzzes, il a rencontré partout un enthousiasme général qui fait honneur à l'U.S.I.

L'esprit de révolte du paysan qui vit dans une misère noire, est accompagné d'un courage et d'une constance dans la combattivité incalculables. Allant d'un village à l'autre, d'une réunion à l'autre, il suffisait que les camarades mettent une affiche à la mairie ou à la poste pour qu'à l'heure exacte des centaines de travailleurs accourrent avec enthousiasme pour entendre un camarade de l'U.S.I. ; souvent ces villages étaient encore en grève pour des raisons agraires, car les patrons arrogants n'observent pas les accords pris avec l'organisation : souvent ils n'emploient pas la quantité de personnel prévu par les accords, ou ne respectent pas les questions de tarifs ; parfois les mairies avaient promis de faire travailler certaines parties des terres laissées en friche par les gros propriétaires pour ne pas faire de frais ; alors les travailleurs s'organisent, envahissent ces terres et les travaillent pour leur compte.

Le gouvernement a été entraîné à mettre en application un projet de réforme et avait le projet de répartir ces terres entre les chômeurs ; les communes sont souvent en difficultés financières, parce que les gros propriétaires auraient dû verser de grosses sommes pour assurer le premier travail et donner des acomptes comme salaires provisoires en attendant la première récolte. Mais si ce paiement n'est pas fait, les masses ont recours à l'action directe, envahissent les mairies ou les centres des syndicats patronaux qu'ils accusent de vouloir affamer les travailleurs. Ces conflits se produisent souvent, les préfets des régions envoient la force publique pour venir au secours des forces locales, il en résulte des morts et des blessés.

Les paysans ne se contentent plus des promesses des députés ou sénateurs, soi-disant représentants des travailleurs, ils emploient le moyen de l'action directe, de l'action révolutionnaire. Dans un village où ils attendaient depuis deux mois d'avoir du travail, ils ont perdu patience et se sont mis à l'action en prenant possession des locaux publics, et en faisant prisonnière la force publique après deux jours de bataille avec les renforts venus de Bari et Foggia. Le gouvernement a dû envoyer l'ordre de donner satisfactions aux travailleurs, sinon l'agitation s'étendait dans toute la région et peut-être dans toute l'Italie méridionale.

Après l'action du peuple des Pouilles, le gouvernement a été obligé de procéder à certaines répartitions des terres, bien que les propriétaires y soient opposés par leur avarice, leur esprit réactionnaire et arriéré. Il existe bien une loi qui donne droit à une indemnité de chômage, mais les travailleurs ne veulent plus de cette charité qui ne suffit même pas à acheter le pain nécessaire : ils veulent du travail pour gagner leur pain et organisent des démonstrations contre les autorités responsables en formant des cortèges avec des femmes et des enfants qui crient : *Du pain et du travail !*

Les soi-disant « partis du prolétariat » et les organisations syndicales, comme la C.G.T. communiste, la C.G.T. socialiste et républicaine et la Confédération Libre chrétienne abandonnent souvent les masses à elles-mêmes, ne voulant pas prendre de responsabilité. Par intérêt politique, ces mouvements tournent la question, cherchent à éviter toute agitation en conseillant le calme et l'attente. Avant, les communistes disaient aux travailleurs de renverser le gouvernement et d'exiger que les communistes soient au pouvoir, mais maintenant, ils disent que l'heure n'est pas venue, qu'il faut attendre un moment propice et lutter pour la paix contre le bloc américain qui veut déclarer la guerre à la Russie. Ils abandonnent les masses à elles-mêmes après leur avoir tout promis ; ils avaient promis aux travailleurs le paradis soviétique de la dictature du prolétariat.

Nous voulons espérer que le prolétariat méridional ne se fera plus d'illusions et prendra conscience de lui-même en s'organisant en dehors de tout parti et de toute secte religieuse, en adoptant le système d'organisation de l'A.I.T. qui est celui de l'U.S.I. : l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, par l'éducation et l'action révolutionnaire.

P. CELSON.

Un faux pas vers la gestion ouvrière

(*Suite de la page 1*)

de vote — quelle que soit sa destination — est un leurre.

La Sécurité Sociale, excellente en son principe, est défendable. Ce sont ses applications désastreuses et ses imperfections que nous combattons et dénoncerons sans nous lasser. Trop nombreux sont ceux encore qui estiment que la S.S. est un progrès complet et parfait et que l'on peut en rester là.

La prose mensongère des « grands journaux » et les déclarations péremptoires à l'approche de ces élections, n'a pour résultat que de voiler la vérité aux travailleurs et les bercer de cruelles illusions.

Sous prétexte de gestion ouvrière, c'est la course aux sinécures, aux distinctions, aux fauteuils. Mais tous ces beaux discours restent platoniques. La vérité est celle-ci : l'inquiétude demeure dans les foyers devant la perspective de la maladie; les vieux — dont on porte « largement » la retraite à 45.000 francs — n'entrevoient pas d'une façon réelle une amélioration méritée à leur sort précaire.

Tout cela ne compte guère pour nos apprentis sorciers : l'essentiel, à leur avis, le fond du problème, est uniquement de savoir voter.

Aux slogans de ces démagogues, « voter est une obligation morale », « voter est un devoir », il est bon d'opposer la formule vigoureuse d'Elisée Reclus : « Voter ! c'est abdiquer ses droits. » En nous abstenant, nous abdiquerons le seul qui convient de l'être et qui menace de nous rester si nous persistons dans des méthodes surannées : celui de « crever » de faim dans un monde regorgeant de richesses pour tous.

LE COMBAT SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA Confédération Nationale du Travail

Section Française de l'Association Internationale des Travailleurs

RÉDACTION-ADMINISTRATION : 39, rue de la Tour-d'Auvergne - PARIS (9e)

Paraît tous les Vendredis

LA COPIE DOIT ARRIVER LE SAMEDI AU PLUS TARD

Abonnements : 1 an (48 numéros) 420 fr.
Six mois : 216 frs - Trois mois : 110 frs
Changements d'Adresse : 20 francs

C. C. P. : Y. RICHAUD PARIS 7497-93

20, RUE SAINTE-MARTHE, PARIS-Xe

SUR UNE PAGE DE ILYA EHRENBOURG

Beaucoup de Français connaissent de nom l'écrivain soviétique Ilya Ehrenbourg, mais peu savent qu'il a vécu assez longtemps en France et qu'il y a même fait éditer avant guerre un ouvrage intitulé : *10 CV, Chronique de notre temps.*

Dans cet ouvrage, il nous montre le travail à la chaîne dans une fabrique française d'automobiles, installée d'après les procédés les plus « modernes », ceux qui seront demain employés dans le monde entier.

La chaîne, après que tout a été tiré de la machine proprement dite, représente ce que l'on peut arriver à tirer de l'homme en le mécanisant à fond.

Comme à une machine, on lui donne un seul mouvement à faire, toujours le même, et on lui assigne pour ce mouvement un temps maximum, qu'il ne doit pas dépasser.

C'est le *scientific management*, et cela consiste essentiellement à munir l'être humain d'un compteur, comme une source quelconque d'énergie. Ainsi l'homme n'a plus à mettre en jeu son intelligence, son goût, son esprit de combinaison, bref à penser.

Il lui est même interdit de penser. Vous n'avez pas à penser, disait Taylor, l'inventeur du système à un ouvrier. Il y a ici d'autres personnes qui sont payées pour cela. Mais écoutons notre auteur qui n'est pas sans talent :

De longues files d'ouvriers. Les uns posent un écrou, d'autres serrent une vis, les troisièmes comptent des ailes, les quatrièmes peignent des jantes, les cinquièmes estampent les essieux. L'homme lève la main, puis l'abaisse. Pour ce goujon que voilà, il lui est accordé quarante secondes. La machine est pressée... L'ouvrier ne sait pas ce que c'est que l'automobile. Il ne sait pas ce que c'est que le moteur. Il prend un boulon et il place un écrou. Déjà, la clavette attend dans la main levée de son voisin. S'il perd dix secondes, la machine s'en ira plus loin. Il restera avec son boulon dans la main et une retenue sur sa quinzaine... Il doit saisir un boulon et placer un écrou. En haut, à droite, demi-tour, en bas. Il le fait des centaines, des milliers de fois, il le fait huit heures de suite. Il le fait toute sa vie.

Mais au bout de ces huit heures, il a la tête vide, ne peut plus penser, parler, ne comprend même plus le spectacle cinématographique le plus niais. Il est abruti. Au bout de quelques années, il ne sera plus un homme, mais un rouage, « un maillon de la chaîne : écrou, roue ou goujon ». Au bout d'une vie normale, qu'un rouage usé, informe. S'il y parvient ! Car, en route, la maladie par épuisement qui le guette, ou l'accident par hébétude. Pour produire davantage et à meilleur compte, on l'a poussé à travailler de plus en plus vite, à raccourcir le temps maximum prévu, à « usiner » 220, puis 230 pivots à l'heure au lieu de 120. Alors est venu un moment où sa constitution a succombé. Il est allé mourir quelque part. Ou bien, surmené, les yeux embués, il a un jour mal calculé son mouvement.

La trotteuse d'un chronomètre est une aiguille rapide. Vers le soir, l'ouvrier n'y est plus. La tête lui tinte et il lui semble qu'elle n'est plus qu'un abîme. Huit cents fois, il a levé et abaissé la main avec l'exactitude de la presse. Cette fois, la main s'est attardée — du sang souille la presse magnifique. Les mains n'obéissent plus, elles s'embrouillent et tremblent — la scie a passé sur un poignet.

Ou bien les doigts se sont pris dans un engrenage.

C'est très simple, et il n'y a rien à répliquer à cela. L'automobile est nécessaire à tous.

Et il faut qu'elle ne coûte pas cher. Des doigts saisis dans un engrenage et coupés, *ce n'est ni barbarie, ni légèreté d'esprit, ce n'est que l'abaissement des prix.*

Et il y a beaucoup d'autres choses qui ne comptent pas quand on se dispute les stocks de caoutchouc et les puits de pétrole avec les procédés que M. Ehrenbourg, bien renseigné, nous dévoile ou quand on prépare froidement une révolution pour acquérir un territoire d'un haut intérêt financier.

Ilya Ehrenbourg obéissait à des préoccupations morales et sociales. Il voulait mettre en garde le monde moderne, nous Français, tout particulièrement, contre le développement excessif du machinisme, de l'industrialisme aveugle.

Ilya Ehrenbourg, j'ai dit, est un écrivain soviétique, et il vit maintenant au pays des Soviets. Depuis l'époque où il écrivait son livre, *dans un esprit de résistance au machinisme*, il a pu assister à un phénomène d'industrialisation bien autrement important que celui qui l'avait frappé chez nous. Là-bas, dans l'immense territoire gouverné par Staline, les usines ont poussé par milliers, à l'ouest, à l'est, au nord, au sud, au centre, en Sibérie. Avec une incontestable maîtrise, ce pays, hier encore presque exclusivement agricole, a été transformé en une autre Amérique.

Les méthodes de production intense (Stakanovisme) y ont été aussi adoptées : L'U.R.S.S. connaît à l'heure actuelle, le *scientific management* ou taylorisme, les *time-study-men*, qui fixent à une seconde près le temps nécessaire pour poser un boulon et règlent le travail à la chaîne. Seulement, au lieu de fabriquer des automobiles de tourisme, l'U.R.S.S., comme les pays capitalistes, construit des canons, des chars, des avions à réaction (voir défilé du 1er mai 1950 à Moscou).

Qu'en dites-vous de tout cela, M. Ilya Ehrenbourg?

Est-ce que le climat aurait influencé vos opinions ? car, à ma connaissance, vous ne vous êtes jamais insurgé contre cela, pas même dans les conférences que vous avez faites devant les adorateurs du « père des peuples », lorsque vous êtes venu tout dernièrement à Paris.

GARROS.

L'escroquerie à la Sécurité Sociale

(*Suite de la première page.*)

avait horreur du mensonge : sécurité, cela signifie que l'on ne risque plus rien, que l'on est à l'abri de tout danger, que l'on n'a plus besoin de s'inquiéter ni de la faim, ni de la soif, ni du logement, ni de la guerre américano-bolcheviste. C'est la manne qui, à point nommé, tombe du ciel; c'est l'éviction définitive de tous les soucis matériels, grâce à une organisation idéale de la société.

La chose est possible; combien de fois nous l'avons proclamé. Mais pour cela, il faut le concours de tous, du plus petit jusqu'au plus grand, quand on voudra utiliser toutes les forces, toutes les compétences, toutes les énergies, toutes les bonnes volontés, quand on n'aura en vue que le bien-être de tous, alors on pourra parler de Sécurité Sociale.

Hélas, nous sommes loin du compte et cela nous permet de mesurer en long et en large le formidable mensonge dont se gargarisent les imbéciles. Qu'ils aillent donc voter, qu'ils aillent désigner de nouveaux profiteurs de leur misère. La Sécurité Sociale n'est pas un mensonge pour tous, et dire que nous allions l'oublier. Non, soyons justes et reconnaissons-le, une véritable Sécurité Sociale est acquise à ces gens dont la fonction est de s'occuper de la chose portant le même nom et qui engloutit une somme respectable de milliards aux dépens des poires. Oui, mais les gars de la C.N.T. ne marchent pas pour ratifier leurs sales combinaisons.

FLORAISON D'ABUS CONTRE L'ENFANCE

Il y a des tas de gens qui, soit à la radio, soit dans les journaux, voire même dans des conférences, passent leur temps à dénoncer des abus. On ne peut les en blâmer, cela prouve l'excellence de leur cœur. Mais les résultats s'avèrent assez piteux. En tous cas, les abus, c'est comme les cheveux d'Eléonore, quand il n'y en a plus, il y en a encore.

Si les abus sont multiples, il faut convenir que leurs causes le sont aussi... à première vue.

Les uns proviennent d'une mauvaise interprétation des lois et des règlements, les autres de la profusion même des lois et règlements qui finissent par se contredire. Souvent, c'est un « brave » fonctionnaire, brave peut-être, mais ignorant, qui confond sans le faire exprès l'esprit avec la lettre qu'il n'a pas toujours bien comprise. Il faut aussi compter sur la mauvaise humeur permanente chez un tel, passagère chez un autre et même sur la méchanceté foncière de certains.

Un grand nombre de prolétaires, parfois porteurs, hélas ! d'une carte syndicale, se montrent intraitables dès qu'ils sont affublés d'une livrée plus ou moins dorée et galonnée. Et puis, il y a les encouragements plus ou moins substantiels pour ceux qui se révèlent les mieux doués pour dresser procès-verbaux et contraventions.

Mais tout ceci n'est qu'un aspect de la question. Les abus en général sont l'apanage des plus forts, de ceux qui « ont le droit » d'emm... leurs semblables. Et il y a une infinité de gens qui sont payés pour cela. Un simple chef d'équipe a le pouvoir de « vous en faire baver jusqu'à la gauche », à moins que vous soyez à même de lui flanquer une bonne correction, mais s'il en avait le moindre doute, il vous laisserait bien tranquille.

Le commerçant, lui aussi, a la possibilité d'abuser de la situation et il ne s'en prive guère. Avec lui, il faut constamment ouvrir l'œil pour ne pas être volé sur le poids ou sur la qualité de la marchandise et aussi en recevant sa monnaie. Le nombre des commerçants a beaucoup augmenté depuis la guerre, mais le nombre des voleurs a augmenté dans les mêmes proportions.

On n'en finirait pas si on voulait relever tous les abus, même en les classant par catégories. Une de ces dernières vient d'avoir les honneurs de la presse d'actualité et tient encore la vedette. Il s'agit de l'abus des « corrections » administrées aux enfants. Et tout de suite des citoyens bien intentionnés ont trouvé le remède. La peine de mort pour tous ceux qui ont occasionné la mort.

Et l'on voit jusqu'à des « socialistes » abandonner — ils en ont tellement l'habitude — un de leurs derniers principes « intangibles ». S'excusant, pour la forme, ils vous disent : « Vous savez, monsieur, j'ai toujours été l'adversaire résolu de la peine de mort, mais il y a trop d'enfants martyrs ; alors pas de pitié pour leurs bourreaux. »

Il faut croire que ces anciens adversaires de la peine de mort qui rectifient aussi désinvoltement leur tir, parfois au bout d'un nombre respectable de lustres, n'avaient jamais bien réfléchi jusque-là à la question de responsabilité.

Pourtant des enfants martyrs il y en a toujours eu, serait-ce qu'ils ne les ont découverts que maintenant ? Il semble bien cependant que nous assistions à une recrudescence du genre qui coïncide justement avec la poussée de lapinisme intensif qui déferle présentement sur notre malheureux pays.

Le responsable doit être puni ! Ne voyez-vous pas que c'est justement sur cet axiome absurde que repose tout le malentendu ? Mais il est tellement ancré dans nos cœurs. Déjà quand l'enfant se cogne à un meuble, il « punit » ce dernier en lui flanquant un bon coup de soulier. Et l'on voit pas mal de grandes personnes agir de la même façon vis-à-vis d'un outil qui ne marche pas à leur gré.

C'est exactement le même réflexe qui pousse le père à « punir » son enfant qui urine au lit parce qu'il l'a « fait exprès » pense-t-il. De même, une mère qui « corrige » sa petite parce qu'elle ne « veut pas » marcher, alors que ses jambes rachitiques ne peuvent la porter.

Pour beaucoup de parents, un nouveau-né est « méchant », parce qu'il pleure et s'agite. D'autres rouent de coups leur progéniture pour manque d'attention à l'école. Ils ne savent pas que la correction vraie appartient au médecin et aux soins que nécessite l'état de l'enfant.

Mais c'est tellement plus facile de distribuer des gifles et des coups de martinet. Le résultat est négatif. C'est parce qu'on n'a pas frappé assez fort. Voilà où aboutit la logique des ignares et des brutes.

Alors, pour que la race des ignares et des brutes ne se perde pas, on l'encourage à procréer tant qu'on peut. Une bonne partie du prolétariat de ce pays mène une vie purement animale, et c'est surtout dans la crasse des taudis malsains, sans air ni lumière, que se recrute la majorité des familles nombreuses. Et s'il y a tant d'enfants martyrs, c'est qu'il y a des quantités d'hommes et de femmes qui sont martyrisés toute leur vie. Un abus en engendre un autre.

En somme, tous les abus, depuis ceux des « représentants de l'ordre » abattant un gréviste ou un manifestant, jusqu'à ceux que commet chaque jour l'autorité paternelle, ainsi que les abus qui nous sont quotidiennement révélés, se relient à une même cause. Nous ne croyons pas qu'ils disparaîtront du jour au lendemain, mais ils disparaîtront progressivement quand on se décidera de s'attaquer une fois pour toutes à leur cause initiale qui est :

Une organisation sociale déplorable parce que depuis déjà trop longtemps périmée.

PITALUGUE.

Le meilleur moyen de faire connaître ce qu'est le véritable syndicalisme, c'est de diffuser la brochure :

LA CHARTE DU SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE

En vente à la librairie confédérale : 5 fr.

B.D.I.C

3428

ABOLISSONS LE PROFIT

POUR le plus grand bien de l'humanité, il est temps que chaque prolétaire se décide à analyser les causes d'où découle la mésentente et par conséquent, la faiblesse des masses laborieuses.

Parmi tant d'autres erreurs, une des plus graves est l'obstination à vouloir ignorer le passé. Cependant, l'expérience nous met en garde contre l'inconséquence du système capitaliste; elle nous enseigne que ce mécanisme compliqué et brutal est fauteur de misère, de guerre, de deuil.

Si l'élaboration du capitalisme fut un processus peut-être indispensable à l'évolution industrielle, aujourd'hui, il n'est pas absurde d'affirmer qu'il est une entrave à l'harmonie, à la justice, au bien-être. Cette organisation constitue un danger permanent, un foyer de discorde fomentateur de conflits mondiaux. Autrement dit, le régime des trusts, des grands argentiers, crée une psychose où les extravagances, les malfaçons, se succèdent à une cadence accélérée.

Un regard sur l'histoire, montre une masse de paradoxes, de crimes à la suite desquels toute tentative de réforme est condamnée a priori. La structure du capitalisme est telle, qu'il est impossible de la modifier. Seule une action énergique, directe, puissante, peut supprimer ce régime malfaisant.

C.N.T.

(Suite en page 4.)

LE COMBAT SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

24e année - Nlle série, No 31 — 10 FRANCS — 16 JUIN 1950

DE L'INDIFFERENCE A L'INTRANSIGEANCE

Notre attitude (indifférente) vis-à-vis des élections à la pseudo-Sécurité Sociale, nous a valu nombre de critiques, pas toujours bienveillantes.

Ces critiques, nous les connaissions d'avance, car dès longtemps, nous nous sommes inquiétés de ce problème. Si nous avions le moindre soupçon sur la parfaite inutilité de pareils gestes, nous n'hésiterions pas; notre syndicalisme révolutionnaire exige des efforts bien plus considérables que celui de glisser un bulletin dans une urne.

Mais, du point de vue de l'honnêteté la plus élémentaire, nous ne pouvions nous faire les complices d'un mensonge flagrant. Au contraire, nous souhaiterions que notre protestation réussisse à pénétrer dans les oreilles les plus bouchées. Nous ne le répéterons jamais assez : travailleurs, on se moque de vous. Que l'on appelle cela aide, secours aux économiquement faibles ou aux nécessiteux, ça va. Mais pas Sécurité Sociale, car il n'y a pas plus de Sécurité Sociale en France que de socialisme — ou de communisme — en Russie.

C'est pour obéir à cet impérieux besoin de démagogie qui affecte tous les aventuriers vivant de la « politique » qu'on voit naître chaque jour de nouveaux mensonges toujours plus énormes, toujours plus effrontés que ceux de la veille.

Quand nous voulons que l'on appelle les choses par leur nom et que l'on en finisse avec les abus de mots, ce n'est point par un vain formalisme ni par un quelconque souci de correction grammaticale, mais par amour de la clarté et de la franchise, parce que nous avons horreur des mensonges dont se nourrit le conservatisme social.

Politicards de tous les partis et vous, faux syndicalistes qui nous parlez de Sécurité Sociale, dites-nous donc où elle se cache cette pseudo-sécurité, menteurs et flagorneurs que vous

TRENCOSERP.

(Suite en page 4.)

L'absurdité des investissements

CHARLES D'AVRAY dit dans une de ses chansons « ...Mais face à votre absurdité, au petit jour quand je m'éveille !... »

Comme il a raison notre vieux compagnon : l'absurdité règne partout en ce régime de stupidité. Qu'y a-t-il de plus absurde que cette question des investissements, lesquels, paraît-il, manquent pour équiper le pays ?

Nous, avec notre esprit simple, nous pensions que pour construire un barrage, installer des voies, etc., il suffisait de réunir les matériaux et la main-d'œuvre nécessaires. Dans le régime qui est le nôtre, il faut quelque chose de plus : l'investissement de capitaux. Car il est bien évident que sans capitaux rien ne devient possible..,

Mais pour que les capitaux existent, il faut que la main-d'œuvre les crée. C'est par son travail, qui produit de la plus-value, que la classe ouvrière crée les capitaux dont disposent les capitalistes qui l'ont accaparée.

Ce qui ferait dire à tout homme disposant de bon sens que puisqu'il suffit de travailler pour créer de la plus-value qui deviendra le capital dont on a besoin pour faire les investissements nécessaires, il suffirait de mettre au travail ceux qui ne demandent qu'à y être mis.

Eh bien, non !... il y a dans notre curieux régime, une condition essentielle à remplir : c'est que les capitaux à investir soient préexistants. On se demande alors, comment a pu se créer le premier capital. Il doit tout de même bien exister un moment susceptible d'être retrouvé et étudié.

Mais nous savons bien qu'on ne fera pas de recherches à ce sujet, car elles aboutiraient nécessairement à l'évidence de l'inutilité du capital.

On préfère s'en tenir aux règles stupéfiantes qui permettent à une oligarchie de se servir de la possession d'un capital, exprimé en signes monétaires, pour faire la pluie et le beau temps dans l'économie d'un pays ou d'un groupe de ceux-ci.

Que ces oligarques le veuillent — c'est-à-dire y trouvent leur intérêt — et telle région qui, jusqu'alors, était prospère, peut être jetée dans le désarroi. Qu'au contraire, ils aient intérêt à ce que telle autre région qui, jusqu'alors, semblait morte, s'éveille à la vie, et par cette seule volonté, le phénomène sera.

Mais qu'un pays ait besoin de s'équiper, il lui faudra à lui aussi, passer par leur volonté.

C'est, à l'heure actuelle, le cas du nôtre qui a étudié un plan d'équipement d'une envergure certaine, mais qui ne peut être exécuté faute des nécessaires... investissements.

Il s'ensuit que le bien-être qui devrait en découler est renvoyé aux ca-

Jean THERSANT.

(Suite en page 4.)

A AIMARGUES

LE CIEL A GAGNÉ LA GRÈVE

Malgré la distance qui sépare la capitale de la région du Midi où se déroulent les grèves agricoles, les lecteurs du C.S. ont pu, par l'intermédiaire de leur journal, suivre d'assez près le déroulement de la grève d'Aimargues. Grève significative et révolutionnaire de laquelle nous devons tirer une admirable leçon.

Vous connaissez le résultat : Prime totale de janvier de 3.000 francs de laquelle on voulait déduire les avantages en nature, le vin en l'occurence.

Cet avantage fut acquis par nos pères au cours des fameuses grèves qui se déroulèrent dans le Midi viticole en 1911. On voudrait aujourd'hui nous le ravir. Tous les efforts des gros propriétaires viticulteurs tendent à nous faire payer le vin. Avec la complicité de l'Etat, on voulait en faire la déduction sur la prime de janvier.

Nous avons obtenu le paiement intégral de la prime à tous les ouvriers agricoles et c'est là un succès qui n'est pas à dédaigner puisque le principe du vin est sauf.

De 80 francs, le salaire horaire passe à 90 francs. C'est à tort que le C.S. annonce une prime de 2.500 francs. Nous avons refusé cette prime que l'on

F. PERRIER.

(Suite en page 4.)

PERSPECTIVES POUR NOTRE PRESSE

Qu'est-ce que la presse? L'écho répond : « La presse ? Ouf, et bien voilà: la presse c'est la bonne à tout faire. »

Au premier abord, cette réponse nous choque, ensuite, après mûre réflexion, on se dit : « Et bien oui, comme définition, c'est pas mal du tout. »

En effet, nul n'ignore qu'un journal est une arme puissante. Le capitalisme, de même que les partis politiques, ont fait de la presse, un puissant levier psychologique.

C'est par l'image en relief, celle en couleur, par des slogans en exergue et débités à longueur de semaines, que l'Etat, les partis politiques, les dictatures rouges ou noires, exercent leur funeste pouvoir.

La bataille des nerfs est savamment entretenue par des journalistes sans scrupules, par des prostitués de la plume, au service de l'Etat et des manitous de la finance.

Plus que jamais, il est indispensable que les « honnêtes gens », les hommes libres, se rendent compte du danger qui nous menace, il est temps qu'ils comprennent la nécessité de lutter énergiquement contre les mystificateurs.

Un ami m'a dit : « Un journal c'est le miroir de l'âme d'un peuple, d'une caste, d'un parti. » J'ajoute ; un journal c'est un pétrisseur d'actions, soit sublimes, soit lâches ; tout dépend de l'idéal qui préside à la rédaction.

Voyez la presse réactionnaire, bourgeoise ; cette autre qu'on nomme communiste, socialiste, chrétienne et puis, dites-nous si cette presse n'est pas animée par le mensonge.

Qui ose nier qu'il est de notre devoir d'engager la lutte pour la vérité ? C'est là une impérieuse nécessité, voire une obligation pour tout syndicaliste révolutionnaire.

Le travailleur gavé, intoxiqué de mensonges, ne sait plus à quel saint se vouer. C'est aux hommes libres, indépendants qu'incombe la tâche de montrer qu'elle est la voie à suivre afin d'en finir avec un régime ignoble.

A cet effet, il faut qu'on entreprenne une campagne de diffusion de notre presse : journaux, livres, brochures. Il faut que chaque Union Régionale, Union Locale, Syndicat, organise des équipes de vente à la criée, il faut que le *Combat Syndicaliste* pénètre dans tous les foyers, qu'on le distribue dans les usines, sur les chantiers.

Nous ne mésestimons pas les difficultés que soulève une telle organisation, il n'est pas moins vrai qu'avec un tout petit peu, un brin de bonne volonté, il nous sera possible de surmonter tous les obstacles. C'est une question de conscience de classe.

Au fait, voyons un peu ce qui se passe autour de nous. Des femmes, des jeunes filles, des jeunes garçons, des hommes mûrs, déambulent, chaque dimanche, par

Luc BRÉGLIANO.

(Suite en page 3.)

La grande misère de nos exploiteurs

Nous ne reparlons des grèves, qui eurent lieu il y a quelques mois aux quatre coins de la France, à la suite de la « libération des salaires » que pour démontrer la grande misère de nos patrons.

A l'époque, soutenu par le gouvernement, le mot d'ordre patronal fut « ne rien faire qui puisse entraîner à nouveau une hausse des prix ». Car, vous le savez, ce sont les salaires qui sont cause de la vie chère et toujours et en toutes circonstances, pour les patrons, les politiciens et les gouvernants, c'est toujours aux ouvriers à faire des sacrifices, à se serrer la ceinture.

Pour enrayer les mouvements qui continuaient de se déclencher, les patrons, malgré leur grande misère, en bons philanthropes, proposèrent, généreusement 5% d'augmentation, sans oublier de dire qu'ils faisaient de grands sacrifices (?), qu'ils n'avaient pas de commandes, qu'ils ne voulaient pas aggraver la misère de leurs ouvriers.

La presse quotidienne — la presse à tout faire — brodait sur ces thèmes. Payée par les grands consortiums capitalistes elle défend leurs privilèges et trop d'ouvriers sont encore naïfs de se laisser abuser.

La presse économique et financière ne parle pas le même langage que la presse quotidienne. Elle est plus sé-

Ch. SALEMBIER.

(Suite en page 2.)

EUGENIQUE

LA POLITIQUE DE GRIBOUILLE

A côté — et pourrait-on presque dire en face — de ceux que hante la contestable mystique du nombre, se trouvent ceux qu'émeut et convainc l'éloquence des chiffres.

Sobre et vigoureuse, elle leur parle un langage dépouillé d'artifice.

Que leur apprend-elle ? Tout simplement ceci :

Le Japon qui a aujourd'hui 80 millions d'habitants, en aura 100 dans vingt ans.

Que le taux de mortalité de la population chinoise — qui est actuellement un des plus élevés d'Asie et du monde — vienne à s'abaisser seulement au niveau de celui de l'Inde, nous aurons en l'an 2000 (c'est-à-dire dans cinquante ans) une Chine de 800 millions de Chinois.

Quant aux Indes, leur population a doublé de 1881 à 1931. Si le même rythme est conservé elles passeront de 700 millions à la fin du siècle.

Elargissant le champ de nos investigations et creusant plus profondément le problème nous constatons sur un plan plus général qu'à la suite des progrès de la médecine et de l'hygiène la population terrestre a QUADRUPLÉ au cours des trois derniers siècles, passant de 445 millions en 1650 à 2.073 millions en 1931. Actuellement l'accroissement net de la population du globe est estimé à CINQUANTE MILLE individus par jour.

Malgré les hécatombes gigantesques qui ont ensanglanté la planète de 1939 à 1945 (et qui d'ailleurs continuent) la population mondiale a, durant ce laps de temps, crût de 8 %. C'est là un phénomène social grave.

Si l'homme continue à proliférer à ce rythme accéléré, il aura beau avoir à sa disposition de nouvelles sources d'énergie, son avenir n'apparaît pas brillant. Et QUEL QUE SOIT LE MILIEU POLITIQUE ET SOCIAL QUI SERA LE SIEN, il risque, à brève échéance de mourir de faim.

Mais avant cela, un immense déferlement de la marée orientale et asiatique menace de submerger une Europe déjà elle-même surpeuplée. Pour écarter ce péril non chimérique mais de plus en plus immédiat et pressant, que nous propose-t-on ? Comment espère-t-on résoudre un des plus graves problèmes de notre temps ? Celui dont la solution rapide angoisse les esprits avertis.

On semble croire qu'en opposant un nombre égal et même supérieur de poitrines aux multitudes en marche, ainsi qu'une technique perfectionnée de la destruction, on se délivrera de cette irritante obsession.

On ne peut tourner plus délibérément le dos à la question et cette méthode semble s'apparenter à celle du dénommé Gribouille — lequel pendant l'orage se jeta dans la rivière pour ne pas se mouiller.

Raoul NEJAN.

Notre C.C.N. du 11 Juin

Le C.C.N. s'est réuni le dimanche 11 juin, toute la journée.

Les résultats détaillés paraîtront dans « La Liaison ».

Voici, ici, les plus marquantes décisions prises :

ACTIVITE TRESORERIE RELATIONS INTERNATIONALES

Les rapports d'activité, de la trésorerie et sur les relations internationales ont été approuvés.

CONGRES CONFEDERAL

Il fut ensuite décidé que le Congrès confédéral ordinaire se tiendrait à Bordeaux, les 11, 12 et 13 novembre 1950. Les Syndicats sont invités à faire parvenir dès maintenant au Bureau Confédéral leurs propositions d'ordre du jour. Leur attention est tout particulièrement attirée sur les délais exigés par les Statuts.

ADMINISTRATION DU C.S.

La discussion vint ensuite sur le rapport de l'administration du C. S. qui fut unanimement approuvé. Le C.C.N. demande à tous de faire le maximum pour une diffusion toujours plus intense du C.S.

NON PARUTION ESTIVALE DU C.S.

Conformément aux prévisions faites lors de la décision de rendre hebdomadaire le C.S. et qui consistaient à lui éviter les charges toujours déficitaires de la période des vacances, le C.C.N. décide que le C.S. paraîtra hebdomadaire jusqu'au n° 35 inclus, date du vendredi 14 juillet; qu'ensuite le n° 36 paraîtra le 1er août et qu'avec le n° 37 du 1er septembre, reprendra la série hebdo.

Toutefois, la C.A. est autorisée à agir pour le mieux au cas où les circonstances l'exigeraient.

ORIENTATION DU C.S.

Une discussion passionnée s'engagea sur l'orientation à donner au C.S. lors du rapport de la rédaction. Finalement, l'orientation actuelle qui a pour but de permettre à tout travailleur révolutionnaire condamnant toute participation aux organismes d'Etat et de collaboration de classe, de se trouver chez lui à la C.N.T., a été approuvée à la quasi unanimité.

GREVES

Puis vint la question de savoir quelle devait être la position de la C.N.T. dans les grèves.

Il fut convenu que les membres de la C.N.T. doivent être partout à l'avant-garde des batailles ouvrières de la base, avec les mots d'ordre de la C.N.T., toute faculté étant laissée aux participants d'adapter ceux-ci aux situations locales et circonstantielles s'il n'est pas perdu de vue que l'action directe demeure le seul mode d'action valable.

GREVE GESTIONNAIRE

Il est à noter qu'un débat s'étant engagé à savoir quelle est la valeur qui peut être attribuée au slogan de la grève gestionnaire, le C.C.N. fut UNANIME à reconnaître l'inanité de cette formule et à regretter que des militants puissent s'en faire les propagandistes, alimentant ainsi une confusion bien inutile, sinon nuisible.

DES ABONNÉS POUR LE C.S.

Notre appel de la semaine dernière a été entendu. Cependant l'administration ne va pas se contenter de ce résultat. Elle est tellement persuadée de l'impérieuse nécessité de notre organe qu'elle se doit, et qu'elle doit à tous, de veiller jalousement à l'état de la caisse administrative.

De nombreux anciens abonnés ont été touchés individuellement afin de leur rappeler leur retard et il est encourageant de constater avec quel empressement ils ont voulu répondre. Mais il est bien évident qu'il nous faut toujours de nouveaux abonnés : plus il y aura d'abonnés au C.S. plus celui-ci sera certain de tenir; plus facile deviendra sa tâche et celle de la C.N.T.

Enfin, nous nous retournons vers les dépositaires qui ont maintenant plus de six numéros de retard dans leur règlement. Nous sommes au regret de les avertir que c'est là le maximum de crédit que peut faire l'administration et que si nous ne recevons pas d'argent, nous nous verrons dans l'obligation de supprimer les envois en saisissant les organismes syndicaux locaux des raisons de notre décision. Nous espérons bien ne pas avoir à nous résoudre d'employer ces moyens extrêmes.

L'administratrice : Yvette RICHAUD.

B.D.I.C

La grande misère de nos exploiteurs

(*Suite de la première page.*)

rieuse, ses lecteurs sont plus restreints et même choisis. Certainement que si tous les exploités lisaient cette presse le nombre des révoltés serait plus grand. Beaucoup de nos camarades de travail penseraient comme nous qu'ils sont volés et viendraient avec nous réclamer leur dû.

Nous donnons ces renseignements que nous empruntons à « La Semaine Économique et Financière », n° 263, 2 juin 1950, rubrique « Les Sociétés ».

MÉTALLURGIE

Les pronostics faits en début d'année au sujet des résultats obtenus en 1949 par les affaires françaises de métallurgie se trouvent confirmés par les faits. Les bénéfices sont en nette augmentation sur ceux de 1948 et les dividendes répartis sont substantiels. Quant à l'avenir, il se présente sous un jour favorable, car les carnets de commandes sont largement approvisionnés, souvent pour plusieurs années. Le groupe a le vent en poupe.

Ce n'est plus la misère, il y a de l'espoir. Les dividendes sont substantiels, les carnets de commandes sont largement approvisionnés. Mais pourquoi ce chômage ?

Voici des chiffres dont nos camarades seront juges. Toujours de « La Semaine Économique » du 2 juin 1950.

Aciéries de Longwy. — Le bénéfice de l'exercice écoulé ressort à 96.612.984 francs contre 75.650.343 pour l'exercice précédent.

Ce dividende s'applique à un capital qui a été porté de 694.800.000 à 868.500.000 francs par nouvelle incorporation d'une partie de la réserve de réévaluation.

Louvroil - Montbard - Aulnoye. — Les bénéfices nets de l'exercice clos le 31 décembre dernier atteignent 266.861.350 fr. au lieu de 200.242.929 francs en 1948.

Longométal. — Pour l'exercice 1949 le bénéfice net ressort à 82.574.227 fr. au lieu de 64 millions 278.928 pour l'exercice précédent.

S.O.M.U.A. — Après 100,5 millions d'amortissements et provisions, les résultats de l'exercice 1949 accusent un bénéfice net de 19.568.075 francs au lieu de 18.283.320 francs l'année précédente. Bien que le capital ait été porté de 280 à 420 millions en cours d'exercice le dividende sera maintenu à 6% brut par action.

Le Métal Déployé. — Les comptes de l'exercice 1949 font ressortir un bénéfice de 48.991.550 francs. Sur cette somme, il sera prélevé 15.300.000 fr. qui seront incorporés directement au capital et 884.500 francs affectés à la réserve. Il subsistera alors un disponible de 32.807.000 francs contre 21.334.500 en 1948.

Nous pourrions remplir le C.S. de ces citations. Nous nous arrêterons là en pensant avoir bien démontré la grande misère de nos exploiteurs. Ils ont été très généreux en accordant — ceux qui le pouvaient, bien entendu — 5% d'augmentation sur les salaires. En donnant plus c'était vraiment la ruine de l'industrie française.

Nous comprenons l'appel de M. le Président du Comité National du Patronat Français pour l'unité d'action du patronat et des ouvriers pour la défense des dividendes.

Mais nous ne sommes ni pour l'intérêt général « ni pour la Renaissance Française ».

Nous avons eu l'expérience de l'un et de l'autre et la rapacité de nos patrons nous démontre qu'entre eux et nous s'il y a lutte, ce n'est pas nous qui la voulons. Rien n'est changé du temps des seigneurs. Nous sommes toujours les manants. Trop peu le comprennent et les politiciens font tout ce qu'ils peuvent pour reculer la solution de la question.

Il y a 25 ans, le syndicalisme proposait le contrôle syndical des entreprises. Au lendemain de la libération, le contrôle syndical des entreprises pouvait être réalisé. Mais le patronat français, les politiciens et les gouvernants, toujours imprégnés de conservation sociale, aidés par les dirigeants de la C.G.T. de l'époque, divisés par l'intérêt général et la renaissance française nous ont « donné » les comités d'entreprises, chargés de veiller à la bonne marche des entreprises, sans contre-partie pour l'amélioration du bien-être des travailleurs.

Le résultat nous le trouvons dans la presse économique : dividendes substantiels pour les capitalistes, et dans la réalité de tous les jours, misère accrue pour les travailleurs.

DANS NOS RÉGIONS

Panne de métro sur la ligne 2

Le Métro est le moyen de locomotion le plus employé par les travailleurs parisiens, parce qu'il est le plus commode et le plus rapide, bien qu'il soit en même temps le plus malsain. Les malheureux qui sont obligés de passer huit heures dans cette atmosphère empoisonnée en savent quelque chose et leur corporation fournit chaque année un nombre respectable de « tubards ». Il suffit de passer près d'une de ces bouches du Métro qui

s'ouvrent au milieu de certains trottoirs pour réaliser, à vue de nez, combien ça pue.

Hélas! on ne peut tout avoir, surtout dans une agglomération urbaine sursaturée comme Paris. Et dire qu'il se trouve encore des enragés pour lesquels le cheptel humain ne prolifère pas assez vite !

Si perfectionnées que soient les motrices électriques, il y a quelquefois des pannes, c'est fâcheux, mais, dans une certaine mesure, c'est inévitable.

Seulement, il est une ligne qui bat toutes les autres sous le rapport des avaries, c'est la ligne n° 2 : Dauphine-Nation. Cela arrive généralement aux heures de la plus grande affluence. Les voitures, bondées de voyageurs serrés les uns contre les autres comme les épis d'une même gerbe, s'aperçoivent subitement que leur rame qui semblait marcher normalement, refuse à l'instant même de reprendre le départ, malgré les efforts du mécanicien. Alors on attend. Mais on n'est fixé sur rien. Il y a bien dans chaque station un tableau pour indiquer la mesure des retards des trains, mais on ne s'en sert jamais, de sorte que l'on peut « rester en carafe » pendant cinq minutes, comme pendant une bonne demi-heure. Et pendant ce temps, le flot des voyageurs monte sans cesse.

Le travailleur pressé de rentrer chez lui où il aura tout juste le temps de se débarbouiller, de casser la croûte et de jeter un coup d'œil, s'il n'est pas trop fatigué, sur son journal avant de se mettre au lit, attend patiemment que le trafic reprenne. Mais sur la ligne n° 2, il trouve qu'il y a de l'abus.

Qui devons-nous incriminer ? La vétusté du matériel ou l'incurie habituelle des administrations nationalisées ? Les deux sans doute. En tout cas, les voyageurs paient assez cher pour être transportés jusqu'à l'endroit où ils doivent l'être.

L'USAGER.

CAUSERIE SUR LA GRÈVE GESTIONNAIRE

Le camarade Jacquelin fera une causerie sur la grève gestionnaire lors de l'Assemblée des métaux dont on trouvera l'annonce à la rubrique : « Communiqués ».

Les camarades qui croient accorder une valeur à ce slogan sont invités à venir poser des questions à notre camarade qui se fera un plaisir de répondre.

SECTION RATEAU

Nous travaillons et malgré l'accroissement de la production, notre paye ne varie pas.

Ce qui nous paraît anormal, c'est que nous ne touchions aucun avantage de cette production intensifiée, alors que la maîtrise passe à la caisse.

Celui qui ne tient plus le marteau peut se permettre de trouver que nous passons trop de temps sur le travail, la fatigue ne le touche guère.

S'il est constamment sur notre dos, c'est qu'à chaque fin de mois il touche une prime à la production ; à chaque trimestre une surprime qui n'est pas à dédaigner..

Il serait peut-être temps que les délégués s'occupent de cette anomalie.

Qu'en pensez-vous travailleurs de chez Rateau ?

La Section Syndicale Rateau.

COMMUNIQUES

TRÉSORIER CONFÉDÉRAL

René Doussot, 9, avenue de la Porte-de-Clignancourt, Paris (18e). - C.C.P. 5046-35.

C.A. CONFEDERALE

La C.A. Confédérale se réunira le lundi 19, heure et lieu habituel. Le secrétaire : A. CAPELLE.

COMITE DE REDACTION

Le Comité de Rédaction se réunira ce soir, vendredi 16, à 21 heures, siège de la coopé A.T.A., 20, rue Sainte-Marthe. Tous les compagnons s'intéressant au C.S. sont cordialement invités. J.T.

Fédération Industrielle des Métaux

Il est rappelé que toutes commandes de matériel (tracts, action directe, papillons), doivent être demandées à la F.I.M., 39, rue de la Tour-d'Auvergne-IXe. Ne pas oublier de vous acquitter de vos dettes vis-à-vis de la F.I.M. Retenez l'adresse du C.C.P. : Yvernel Georges, 16, rue du Commerce, Paris-XVe. C.C.P. 243-69 Paris.

F.T.R.

Permanence tous les jeudis, 32, rue de la Tour-d'Auvergne.

Trésorière: Lavigne Roger, 1, rue des Venêts, Pontoise. C.C.P. 6701-99 Paris.

Le meilleur moyen de faire connaître ce qu'est le véritable syndicalisme, c'est de diffuser la brochure :

LA CHARTE DU SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE

En vente à la librairie confédérale : 5 fr.

DEUXIEME REGION

SYNDICAT UNIFIE DU BATIMENT

ASSEMBLEE GENERALE

Le dimanche 18 juin, à 9 heures précises du matin, à la Chope du Combat. (Métro : Colonel-Fabien.)

SYNDICAT DES TRANSPORTS

Assemblée générale, le dimanche 18 juin, à 9 heures, salle de la Solidarité, 15, rue de Meaux (métro : Colonel-Fabien). Ordre du jour très important.

SYNDICAT INDUSTRIEL DES METAUX

Assemblée générale le samedi 24 juin, à 14 h. 30, Salle du Pavillon, 65, boulevard de la Villette.

La carte syndicale sera exigée à l'entrée.

NOTE DU TRESORIER DU S.U.B.

Pour tout envoi de fonds se servir du C.C.P. Cela évite des frais et des dérangements. Le C.C.P. est le suivant : Arondel Maurice, 100. rue Doudeauville, Paris (18e). C.C.P. : Paris 6261-16.

PERMANENCES DU S.U.B.

Tous les jours au siège, 39, rue de la Tour-d'Auvergne, de 14 heures à 19 h. 30, sauf le dimanche.

S.I.A.

Des billets de souscription à la tombola, organisée à l'occasion de la soirée artistique de la S.I.A. de Poitiers du 2 juillet 1950, sont en vente au siège de la C.N.T., 39, rue de la Tour-d'Auvergne, Paris, au prix de 10 francs l'un. Le premier prix est une bicyclette. Le tirage aura lieu le jour de la soirée.

QUINZIEME REGION

STRASBOURG

Le « Combat Syndicaliste » est en vente dans tous les kiosques de la ville.

17e U.R.

Trésorerie, fournitures et règlemen de matériel : S. Commun, 95, avenue Berthelot, Lyon-7e.

Le Bureau de la 17e U.R. se réunit tous les jeudis à 20 h. 30, au siège social, 60, rue Saint-Jean.

Ces réunions sont élargies aux militants.

Lyon

60, rue Saint-Jean, mercredi et samedi, de 17 à 19 heures ; dimanche de 9 à 12 heures.

Villeurbanne

286, cours Emile-Zola, dimanche de 9 à 12 heures.

Saint-Fons

Café des Mûriers.

Vénissieux

Brasserie Chaffard.

Oullins

Café Charles, 75, avenue de la Gare. Pour ces 3 U.L., consulter la presse locale pour les jours de permanence.

S.U.B.

Premier dimanche du mois, conseil syndical au siège ; deuxième dimanche, assemblée générale à 10 heures.

Roanne

Tous les jeudis, de 18 h. 30 à 20 h., salle cour Palais de Justice, place du Palais.

Saint-Étienne

24, rue Rouget-de-l'Isle. Responsable : Meiller.

DIX-HUITIEME REGION

UNION LOCALE DE GRENOBLE

Le Bureau de l'U.L. de Grenoble ayant été modifié par l'Assemblée générale du 25 mai 1950, prie les camarades de s'adresser à Jacques Bauchery, secrétaire administratif, 41, rue de la Liberté, à Fontaine (Isère) et de noter que les permanences ont lieu, tous les dimanches de 10 heures à midi, et les mercredis de 20 heures à 22 heures, Bar de l'Oisans, 1, rue Très-Cloître (angle rue du Vieux-Temple), près place Notre-Dame.

DIX-NEUVIEME REGION

MARSEILLE

COURS DE FRANÇAIS ET GROUPE ARTISTIQUE

Tous les mardis soir, de 6 à 7 heures, cours de français pour camarades étrangers. Groupe artistique (déclamation, théâtre, solfège, chorale, mandoline), de 7 à 8 h. 30. Se faire inscrire à la C.N.T., ancienne Bourse du Travail, salle 5.

JEUNESSES SYNDICALISTES REVOLUTIONNAIRES DE MARSEILLE

Le groupe de jeunes est formé. Il se réunit tous les dimanches à 10 heures du matin, à la salle 5, vieille Bourse du Travail, 13, rue de l'Académie, Marseille.

Venez avec nous œuvrer fraternellement dans une ambiance de jeunesse et de liberté.

Serge TERRAR.

TOULON

Pour tous renseignements, adhésions, librairie, s'adresser à M. D. Diné Gabriel, 36, rue Augustin-Dammas, Toulon.

Permanence tous les jours à toutes heures.

Draguignan

Ecrire à Mabire, 18, rue Vieille-Boucherie.

Aix-en-Provence

Tous les jeudis, à 21 heures, Bar des Facultés, près grande poste.

Nice et région

Inter. : adh., cartes, journaux : A. Pallanca, rue Joseph-Layet, Villeneuve-Loubet (Alpes-Maritimes).

■

UN PAUVRE CHRIST

Un camarade de la C.N.T. cherche qui pourrait lui procurer « Un pauvre Christ » de Mario Mariani. S'adresser à l'administration du C.S.

BULLETIN D'ABONNEMENT

au « Combat Syndicaliste »

Je soussigné,

NOM .....

Prénoms .....

demeurant .....

.....

déclare souscrire un abonnement de (1) .....

au « Combat Syndicaliste ».

Le .....

SIGNATURE

Envoyez les sommes au C.C.P. PARIS 7497-93
Y. RICHAUD, 20, Rue Sainte-Marthe, PARIS-Xe

(1) 12 numéros : 110 fr. - 24 numéros : 215 fr. - 48 numéros : 420 fr.

CULTURE - THEATRE - CINEMA - CULTURE - THEATRE - CINEMA

Coup d'œil sur le septième art

Il y aura bientôt cinquante-cinq ans que la première projection publique du cinématographe Lumière eut lieu. Celle-ci se fit à Paris au Grand Café

En cinquante années, le cinéma a fait d'immenses progrès et le temps est loin où François Doublier, l'un des premiers chasseurs d'images, lors d'un voyage en Russie, en 1896, utilisait la vodka pour activer le séchage de ses films.

Le cinéma qui resta muet jusqu'en août 1926, nous servit pendant une trentaine d'années des films comiques, dramatiques et burlesques, n'ayant avec la vie véritable que de très lointains rapports. Au point de vue esthétique même, il cherchait encore sa voie. La majorité des spectateurs donnaient leur préférence aux histoires romanesques et sentimentales qui ramenaient le cinéma au rang de « reflet des autres arts » comme le constate Germaine Dulac en 1925.

Avec l'avènement du parlant, nos écrans commencèrent à nous donner des chefs-d'œuvres humains. Citons comme références : *Poil de Carotte*, de Julien Duvivier (1932) ; *La Maternelle*, de Jean-Benoit Lévy (1933) ; *Sous les Toits de Paris*, de René Clair (1930) ; *Hallelujah*, de King Vider (1929), etc.

Certains réalisateurs, tels Eric Hans von Nordenwall, plus connu sous le nom d'Eric von Stroheim, durent se désister en faveur de personnalités plus commerciales. N'est-ce pas von Stroheim qui, à Hollywood, lors de la présentation de son film, *La Veuve Joyeuse*, se présenta sur scène et s'écria : « Il est triste d'avoir une femme et des enfants et d'être obligés de faire des films pareils pour enrichir les producteurs idiots ! »

D.W. Griffith lui-même ne songeait au cinéma parlant que « s'il consiste essentiellement en un film muet auquel le dialogue est venu s'ajouter ».

Il ne s'agit pas ici de rouvrir la vieille querelle du « muet » et du « parlant », mais plutôt de voir l'œuvre sociale accomplie par la « photogénie », comme disait Louis Dellus.

Le cinéma soviétique, avec *Le Cuirassé Potemkine* (1924), *La Fin de St-Pétersbourg* (1927), *Tempête sur l'Asie* (1928), et surtout son splendide *Chemin de la Vie* (1931), ouvrit la voie à un cinéma révolutionnaire.

Les Etats-Unis depuis *Le Dictateur* (1940) et *Monsieur Verdoux* (1946), tous les deux de Charlie Chaplin, ne nous ont donné, à part les *Raisins de la Colère* (1940), à peu près aucun film digne d'intérêt prolétarien, sauf peut-être par son côté documentaire : *La Cité sans voiles*.

Le cinéma nordique est mort depuis 1917, date à laquelle furent produits *Les Proscrits*, de Victor Sjöstrom. Les dernières productions scandinaves présentées à Paris, bien que dotées d'une puissance artistique considérable sont, hélas, de par leur facture, vieille d'une vingtaine d'années.

L'art britannique, fait d'humour et de sensibilité dissimulées, nous a permis d'applaudir depuis la Libération : *Brève rencontre* et *Première désillusion*. Si, du point de vue technique, ce sont de très grandes choses, il n'en est pas de même sur le plan social.

Le soleil cinématographique se lève de la péninsule italienne. Qui de nous n'a vu *Rome, ville ouverte*, *Païsa*, *Sciuscia* ou *Quatre pas dans les nuages ?*

Qui de nous n'a frémi en se reconnaissant dans l'ouvrier du *Voleur de bicyclette ?*

L'art italien que certains appellent « vérisme » semble être ce que Jean Rougeul définit comme « la poésie du réel — sombre et clair — celle que nous croisons nous-mêmes chaque jour au coin des rues, au bord des routes, sans jamais la voir ».

Je ne parlerai pas de *Riz amer*, car Guiseppe de Santis dit lui-même de son film : « C'est la faute à la publicité de la Lux, tout en cuisses, et aussi parce qu'on avait partout annoncé que mon film serait l'image de la lutte des mondines... Je voulais seulement critiquer l'aliénation, la morale américaine, les *Reader's Digest* et les films à pin-up... »

En France, les réalisations actuelles ne sont pas capables de nous donner satisfaction. Les *Valses de Paris* et autres *Eve et le Serpent* sont bien loin de *Quai des Brumes* ou même du *Ciel est à vous*.

L'école française, actuellement divisée en deux camps : *Les Noirs*, avec comme chef de file Yves Allegret et les *Rouges vifs*, dans le sens d'explosif, menés par Aboulker, nous donnera peut-être l'occasion d'admirer une œuvre qui soit susceptible de participer à la naissance d'un art véritablement dépouillé de contingences matérielles et qui pourra s'exprimer librement dans un monde en paix.

P.-B. PITCH.

SYNDICALISME

LA puissance d'une organisation syndicale est fonction de la valeur et du militantisme de ses adhérents. Cela stipule : 1° de nombreux militants capables de réfléchir les problèmes qui se posent à eux, pour les résoudre dans le sens du but qu'ils se sont fixés ; 2° la formation progressive de l'ensemble des adhérents, afin que rapidement chacun devienne un militant capable de se déterminer, apte à se conduire lui-même, sans les mots d'ordre et les slogans des politiciens de tout acabit.

Il est un fait que personne n'osera contester, c'est le manque d'éducation sociale et générale de l'immense masse des travailleurs. Ce fait est une conséquence de l'exploitation de la classe ouvrière par le capitalisme. Les classes dirigeantes n'ont pas intérêt à donner aux enfants d'ouvriers une éducation qui, un jour, les dresserait contre elles. Aussi, l'enseignement que les ouvriers ont reçu s'avère-t-il incomplet. Il est de plus impropre à favoriser l'émancipation de l'esprit, première étape vers le grand bouleversement social : la Révolution.

Nous nous dressons contre ceux qui, sous couvert d'enseignement, ne visent qu'à maintenir l'exploitation de la société capitaliste et pour cela, dès l'enfance, utilisent les mêmes méthodes : dressage des jeunes, asservissement des esprits. L'éducation doit se faire en partant de l'homme pour l'élever, le rendre meilleur. Sentant ses facultés se révéler, son esprit critique se développer, son goût de savoir jamais satisfait, il se rebellera contre cette société qui l'empêche de mener une vie d'être humain.

On ne peut nier qu'il est donné à l'école une éducation de classe. On instruit, on éduque les enfants pour vivre dans une certaine société. Cela peut sembler normal, tant il paraît évident que l'homme doit vivre en harmonie avec le milieu dans lequel il vit. Le malheur est que notre société ne correspond en rien à ses besoins, à ses aspirations, ni aux possibilités de la technique moderne.

L'enseignement n'est pas neutre. Des influences diverses ont pesé et pèsent encore sur l'éducation. Elles ont toutes pour but une instruction bien orientée, permettant aux classes dirigeantes de maintenir plus aisément la société présente. Ainsi, dans le système capitaliste, l'éducation officielle est conçue de façon à faire admettre au peuple que les rapports sociaux qui régissent notre société sont les meilleurs.

En réaction à cela, il est une tradition constante dans le mouvement syndical, c'est le souci de préparer l'émancipation de l'esprit du travailleur en même temps que d'œuvrer à la défense de ses intérêts matériels. Le mouvement syndical s'est de tout temps efforcé de donner aux ouvriers des possibilités d'éducation d'autant plus indispensables que la société capitaliste les leur a toujours refusées.

Les problèmes de la vie économique et syndicale sont de plus en plus complexes et réclament des connaissances chaque jour plus nombreuses et plus approfondies, aussi l'éducation des travailleurs est-elle plus nécessaire que jamais.

Au début du siècle, le militant syndicaliste ne s'adressait qu'à des groupes peu nombreux de travailleurs organisés. L'action syndicale était relativement facile, les problèmes à résoudre ne dépassant que rarement le cadre de l'atelier. Mais aujourd'hui, le militant doit faire face à des problèmes qui se posent à l'échelle nationale et souvent même à l'échelle internationale. A notre époque où tous les problèmes sont liés, le militant doit être à la fois juriste, économiste, administrateur, organisateur, journaliste, éducateur. Les tâches sont multiples, et grand nombre de militants regrettent de ne pas avoir reçu un bagage de connaissances théoriques plus complet, qui leur permettrait maintenant d'aborder les différents problèmes de la vie syndicale avec plus de facilité et de compréhension.

Sans doute, beaucoup de nos militants sont des autodidactes qui, chaque soir, après le travail quotidien,

B.D.I.C

ET NOS SYNDICATS

COMMENTRY

A nos camarades chômeurs

Devant le fiasco et l'échec du Comité de chômage, la C.N.T. invite tous les travailleurs en chômage de Commentry et alentours, à venir chaque dimanche entre 10 heures et 12 heures, salle de la C.N.T., Bourse du Travail, rue du Docteur-Roux. Tous les renseignements utiles leur seront donnés ; chaque cas sera étudié et transmis à la Commission officielle de chômage. C'est donc l'intérêt de tous les chômeurs à quelque obédience ou chapelle qu'ils appartiennent, de venir nombreux à ces permanences.

Là où l'entente n'a pu se réaliser et par conséquent aucun travail concret enregistré, la C.N.T. se soit de mener à elle seule le travail de soutien de tous les chômeurs.

Le bureau local espère et compte sur la venue de nombreux camarades.

PERPIGNAN

Camarade, fais ton devoir

Il faut que chaque syndiqué propage le *Combat Syndicaliste*, par tous ses moyens.

Lorsque tu as lu ton journal ne le brûle pas : fais-le lire par tes camarades de travail.

Entre en conversation avec tous les travailleurs et dis-leur pourquoi tu appartiens à la C.N.T..

Défendre son idéal n'est que le devoir de celui qui veut lutter contre la misère, contre l'exploitation de l'homme par l'homme, pour une société libre.

L'homme qui souffre de l'égoïsme du capitalisme et ne se rebelle pas, est un être inutile.

Jean GIL.

CONGRÈS DE LA 19e U.R.

Sur la demande de l'Union Locale de Marseille, un Congrès Régional, aura lieu le DIMANCHE 25 JUIN, salle F. Pelloutier, vieille Bourse du Travail à Marseille, à 9 heures précises.

L'ordre du jour suivant a été arrêté, et si vous avez d'autres questions à y ajouter, veuillez nous le faire savoir de suite :

1. **Rapport moral et d'activité.**
2. **Rapport financier.**
3. **Réorganisation du Bureau actuel.**
4. **Nouvelles activités à déterminer.**
5. **Questions diverses.**

Un compte rendu du C.C.N. qui s'est tenu à Paris le 11 courant, sera fait par notre délégué, le camarade Gardebled, qui remplit provisoirement les charges du Secrétariat régional.

LA VOIX DE LA F. T. R.

HALTE AUX NAUFRAGEURS !

« Il faut s'attendre à la S.N.C.F. à des événements importants pour juillet. » Ainsi s'expriment sans aucune retenue certains CHEFS DE GRANDS SERVICES très au courant de ce qui se trame contre notre administration.

Se référant à ces affirmations, car il en existe bien d'autres aussi sujettes à caution, chacun avance des chiffres correspondant à son degré d'optimisme personnel.

Présentement, le moral est en baisse.

Il est question, depuis peu, du licenciement de 100.000 cheminots. Une paille ! Aucun de ceux ayant moins de 10 ans d'ancienneté ne serait épargné.

Pour combler les vides résultant de cette mesure, et aussi afin d'occuper les moins mauvaises places restant disponibles, des transferts massifs seraient effectués des services centraux et régionaux, où les effectifs sont pléthoriques, sur les services actifs bureaux. Les agents des gares, en surnombre, émigreraient à la manutention-manœuvre et, le cas échéant, à la 2e ou 3e division.

En un mot, sans perdre leur situation, ces derniers n'en seraient pas moins les éternels déshérités. Après avoir donné le meilleur d'eux-mêmes pendant 15 ou 20 ans pour assurer un service impeccable ils seraient limogés pour faire place aux pistonnés des services centraux qui ne peuvent évidemment se salir les mains au contact des colis ou des attelages de wagons.

Pourquoi la S.N.C.F. crève

Dimanche 4 juin avaient lieu des courses à Chantilly.

Les dirigeants de la S.N.C.F. présents à la gare du Nord, ce jour-là, ont perdu, s'il leur en restait, leurs dernières illusions sur l'attraction que présente encore pour les voyageurs le service dont ils ont la charge.

Ils auraient pu, par contre à République et en différents endroits de Paris en voyant les longues files d'attente pour prendre les autocars saisir les raisons de la carence des turfistes.

Pourquoi cette abstention ?

Les routiers transportent pour ainsi dire le client de son domicile au champ de courses. Coût 320 francs.

Pour les concurrencer la S.N.C.F. a fait un effort violent. Les virtuoses de la règle à calcul des services commerciaux, se sont mis au travail. Le prix d'un aller et retour ordinaire pour Chantilly est de 324 francs. Ils ont réduit d'une façon massive le prix du billet « Courses ». Ils l'ont mis à 320 *francs*.

Par contre, le billet « un jour en forêt de Chantilly » émis chaque dimanche vaut 200 *francs*.

Comment nier après cela la nécessité des cadres et surtout l'importance de leur sens commercial.

Pauvre S.N.C.F. et surtout pauvres élites !

LE MARCHAND DE KILOMÈTRES-VOYAGEURS.

Ce travail dégradant, cela se conçoit, n'est pas fait pour des gens d'une telle condition.

La situation la plus critique serait pourtant, c'est bien là le terme qui convient, celle des lock-outés.

Trouver des emplois alors que sévit partout le chômage n'est pas une simple formalité.

Sans vouloir accabler, outre mesure, les futurs sans-travail, il faut admettre qu'ils récolteront là ce qu'ils ont semé.

Refusant de prendre leurs responsabilités, la grande majorité d'entre eux s'est toujours désintéressée de la question syndicale, pratiquant le plat-ventre, maquignonnant, préférant le débrouillage personnel à une action collective; les autres suivant les sentiers battus du réformisme et se laissant endormir par les bonzes des organisations « les plus représentatives ».

Adhérer à une confédération révolutionnaire, seule forme de syndicalisme digne de ce nom, est à leurs yeux une énormité. Ils craignent, en pratiquant ainsi, de compromettre leur avancement. Demain, ces hurluberlus auront tout perdu; avancement et situation. Après avoir bâti des châteaux en Espagne, visé très haut, ils se réveilleront chômeurs. Beau résultat, certes! Tout cela par manque d'un peu de courage et de raisonnement.

A quoi bon les accabler : Il n'en découlerait aucun résultat tangible pour personne. Il existe encore des remèdes à la situation mais il faut les appliquer immédiatement. Ceux qui sont organisés doivent contraindre les bonzes de leurs confédérations à remettre les pieds sur la terre, à moins qu'ils n'aient seulement fait semblant de la quitter, inviter Clerc et Pailleux à cesser de voir comme aboutissement du syndicalisme l'anticommunisme et prier Tournemaine de ne plus manger à chaque repas la colombe de Picasso à la sauce atomique. Leur imposer ensuite une action collective ou la mener, si nécessaire, sans eux.

Pour les inorganisés la chose est plus grave.

Il est presque impossible de rendre dynamiques des sujets complètement amorphes et ceux-ci sont légion à la S.N.C.F. Il peut pourtant se produire que l'instinct de conservation agisse sur eux et leur révèle des forces insoupçonnées.

S'ils sont capables d'un peu de compréhension et d'action nous leur disons qu'il n'y a pas de fumée sans feu et que la situation est très grave. Ils n'ont rien à espérer de personne. Ils ne seront sauvés que par eux-mêmes. Il leur faut donc agir.

Un mouvement de masses, illimité dans le temps, étendu par solidarité à tous les transporteurs, est seul susceptible de démontrer aux naufrageurs de la S.N.C.F. que le personnel exécutant, contrairement à ce qu'ils pensent, n'est pas décidé à se laisser faire et, bien mieux, entend faire aboutir ses revendications (salaires basés sur les indices de 1939, semaine de 40 heures, etc.).

La Fédération des travailleurs du rail (C.N.T.) adhère par avance à tout mouvement de cet ordre à la condition qu'il soit dénué de caractère politique.

Cheminots exécutants, qui allez faire les frais de la saleté qui se prépare, vous avez la parole.

Prenez vos responsabilités.

R. FAUCHOIS.

Abus de pouvoir à l'arsenal de Toulon

Le commissaire en chef du service H.C.C., Direction du Commissariat de la Marine à Toulon, se permet de supprimer totalement la prime mensuelle aux employés de son service, s'ils prennent leurs congés annuels en une seule fois.

Nous nous permettons de rappeler à ce Monsieur, que la prime mensuelle étant un complément de salaire, elle est due au même titre que celui-ci et payable d'avance au départ en congé.

La prise des congés en une seule fois est facultative, mais régulière et ne doit subir aucune restriction, à moins qu'il n'y ait un règlement par service ?... ce que la Direction de l'arsenal doit nous faire savoir...

Nous aimerions aussi savoir si cette décision s'applique également à ce chef commissaire et s'il la fait respecter en ce qui le concerne ?

Nous profitons de l'occasion pour faire remarquer aux travailleurs de l'arsenal que les centrales syndicales, soit-disant représentatives qui prétendent les défendre ne font que les berner, que les délégués ouvriers de ces mêmes centrales, ne sont que les auxiliaires de la Direction, chargés par elle de faire accepter les décisions prises contre les ouvriers ; que les primes de toutes sortes ne sont que des aumônes représentant l'os que l'on jette au chien, pendant que les chefs commissaires mangent la chair.

Que ceci ne se produirait pas si les ouvriers — les vrais — ceux qui travaillent et que tous ces galonnés méprisent, réfléchissaient un peu.

Ils comprendraient qu'ils doivent se tenir debout et non à genoux ; qu'ils sont assez grands pour défendre leur sort, à condition d'avoir la volonté de le faire en envoyant promener tous les endormeurs qui pour salaire, reçoivent la permission de sucer l'os avant de le repasser à la meute affamée ; que la C.N.T. et le *Combat Syndicaliste* les aideront s'ils veulent être des *hommes et non des chiens*, et affirmer leur volonté d'être autre chose que les esclaves de ceux qui s'engraissent à leur détriment et qui prétendent leur faire la morale, alors qu'ils n'ont même pas la reconnaissance du ventre.

L'émancipation des travailleurs, sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, reste la seule formule vraie, il n'y en a pas d'autre.

LE BOURDON.

Perspectives pour notre presse

(Suite de la première page.)

les rues et tout ce monde est fier de vendre le journal du parti auquel ils adhèrent. Ce sont là des chrétiens, des socialistes, des communistes, des gaullistes. La rue leur appartient, ils vous harcelent, ils hurlent et cependant, leur presse est un sale instrument de division, une machine à fabriquer des mensonges en série.

Il est vrai que ces braves gens, ne se préoccupent pas de savoir, ils n'ont pas le temps de réfléchir, ce rôle est dévolu aux chefs, leur rôle à eux, c'est d'obéir.

Cette attitude nous donne à réfléchir, elle nous suggère les pensées suivantes : Puisque des chrétiens, des socialistes, des gaullistes, des communistes se font un devoir de vendre des mensonges, pourquoi aurions-nous honte de vendre, de diffuser notre *Combat*, semeur de vérité, véritable défenseur des intérêts des travailleurs ?

A partir d'aujourd'hui, chaque militant de la C.N.T., doit apporter ses suggestions, il doit se métamorphoser en propagandiste actif, et faire du *Combat*, un organe de libération de l'individu d'abord, ensuite de l'humanité qui, lorsqu'elle sera formée d'hommes libres, orientés vers l'action et ouverts aux joies de la communion inter-humaine, saura les associer pour une tâche commune de prospérité matérielle et de perfectionnement moral.

Il ne faut pas oublier que le *Combat Syndicaliste* est un organe fait par des travailleurs pour des travailleurs, qu'il est au service de la paix, de la justice, de la vérité.

CULTURE - THEATRE - CINEMA - CULTURE - THEATRE - CINEMA

Vers un Théâtre populaire

A deux pas de la place Saint-Michel, en plein cœur du Quartier Latin, dans la tortueuse petite rue de la Huchette où flâne l'ombre de Rabelais et de François Villon, entre un restaurant arabe et un bougnat, au numéro 23, dans une encoignure, l'œil découvre avec stupéfaction un théâtre.

Depuis deux ans, dans une salle de quatre-vingts places, véritable laboratoire de l'Art théâtral, la Compagnie Georges Vitaly poursuit son œuvre d'éducation artistique.

Après avoir remporté le 1er Prix du Concours des Jeunes Compagnies en 1947 avec le Mal Court *d'Audiberti, qu'ils présentèrent pendant huit mois dans les salles du Théâtre de Poche, de la Comédie des Champs-Elysées et du Théâtre des Noctambules, les jeunes Compagnons décidèrent d'avoir leur salle à eux.*

Lorsqu'ils découvrirent, en avril 1948, leur théâtre actuel, celui-ci n'était encore qu'un fonds de boutique délabré et ils ne possédaient aucun argent leur permettant non seulement de le mettre en état, mais même de l'acheter. Ils eurent la chance toutefois de tomber sur un propriétaire sympathique et la Compagnie se mit elle-même au travail pour construire son théâtre.

L'on vit pendant plus d'un mois le jeune premier pousser la brouette de gravats et l'ingénue repeindre les murs.

Lorsque la Compagnie donna son premier spectacle, elle avait réalisé une chose sans pareille. C'est la seule jeune Compagnie jouant dans ses meubles, ce qui représente l'avantage de ne pas être à la merci des « garagistes » qui profitent de leur position de possesseur de salle pour imposer telle pièce ou telle vedette.

Pendant deux années, la Compagnie Georges Vitaly présenta, dans une traduction et une adaptation d'Audiberti, Albertina, *de Valentino Bompiani;* Le Sang clos, *de René-Maurice Picard;* La Fête noire, *d'Audiberti;* Les Taureaux, *opéra-bouffe d'Alexandre Arnoux, et* Les Indifférents, *de Odion-Jean Périer, belge mort à vingt-sept ans, et dont la pièce n'avait jamais été jouée.*

C'est vingt ans après la mort de l'auteur, lors d'une tournée, au Théâtre Royal de Bruxelles, que la Compagnie fit découvrir le talent théâtral de O.-J. Périer à ses compatriotes.

En ce moment, La Quadrature du Cercle, *de Valentin Kataïev, créée en 1930 par Charles Dullin, à l'Athénée, et reprise par la Compagnie, fait les beaux soirs du Théâtre des Noctambules, à la Huchette,* Pucelle, *d'Audiberti, a pris un départ qui fait espérer de nombreuses représentations.*

Les spectacles présentés depuis la création de la Compagnie ont tous tenus l'affiche de trois à huit mois et ont rencontré des succès d'estime. Cette jeune troupe n'a pas craint de monter, à l'inverse de beaucoup d'acteurs chevronnés, des pièces telles que Les Epiphanies, *de Henri Pichette, confirmant cette parole de son directeur-metteur en scène : « Il n'y a pas de mauvais sujets, il n'y a que des mauvaises pièces ! »*

On peut se rendre compte des difficultés financières que le Groupe a rencontrées et rencontre encore en songeant que, sur une place de 300 francs, 70 %, soit 210 francs, vont au fisc. Sur les 90 francs qui restent, il faut retirer les frais divers, tels qu'imprimés, téléphone, etc., avant de payer les acteurs.

Chaque fin de semaine, le bénéfice (!) est réparti entre les membres de la Compagnie.

C'est un véritable tour de force que de présenter à des prix égaux à ceux des autres théâtres de Paris, dans une aussi petite salle, des spectacles inédits et attachants. N'oublions pas que la Compagnie fait d'importantes réductions à un certain nombre de mouvements et que ses seules ressources proviennent de leur théâtre.

Jean-Pierre Gronier, qui se présente lui-même comme administrateur-balayeur-homme à tout faire, nous disait :

« Nous sommes des travailleurs du théâtre comme d'autres sont maçons ou employés. Notre but est d'attirer tous les publics vers nos créations et nous voudrions que les difficultés matérielles enfin aplanies nous permettent de présenter gratuitement nos spectacles dans une salle plus vaste que celle dont nous disposons actuellement...

Nous espérons que ce vœu parviendra à se réaliser, car la Compagnie Georges Vitaly possède véritablement le feu sacré qui fait accomplir de grandes choses.

Pierre DAVRON.

ET EDUCATION

se sont penchés sur les livres, cherchant dans les écrits des théoriciens du socialisme ou du syndicalisme les raisons d'espérer en une société complètement débarrassée des forces d'oppression. Ils ont compris peu à peu combien se sent handicapé dans l'action celui qui ne peut étayer ses arguments d'aucune base théorique, combien il est difficile de dissocier l'action de l'éducation. L'une est condition de l'autre. La complexité de la vie moderne ne peut se satisfaire d'improvisation, et c'est gagner du temps et augmenter l'efficacité de l'action syndicale que d'assurer aux travailleurs des enseignements théoriques indispensables.

La condition essentielle d'une prise de conscience dans la nécessité d'un développement de l'action collective réside dans l'éducation des travailleurs. Il faut donc que le monde du travail se forge lui-même les instruments de sa propre éducation, non pour former des érudits, des individus qui, s'élevant au-dessus de la masse ouvrière, renieront leurs origines et chercheront à monnayer leurs connaissances au détriment de leurs camarades de lutte. Mais pour associer étroitement la pensée et l'action en vue des combats futurs que les ouvriers auront à soutenir et dans lesquels ils devront vaincre, si nous ne voulons pas assister à un retour vers la barbarie primitive.

Dans ce but, tous les moyens doivent être mis en œuvre par nos syndicats. Délaisser la formation des militants et particulièrement des jeunes serait trahir la cause du syndicalisme révolutionnaire, retarder l'heure de la libération sociale. Il faut que chacun prenne conscience de l'urgence et de la nécessité de cette tâche. Que se forge chez les militants la volonté de s'éduquer, de s'élever sans cesse au-dessus de soi-même !

La presse syndicale a dans ce domaine un rôle important à jouer. Quel est son but ? 1° De donner à nos camarades des informations sur les faits et caractéristiques de la vie sociale actuelle. Il faut éviter que le militant ne se sente isolé, mais au contraire lui faire comprendre que son action locale s'inscrit dans une lutte nationale qui engage tous les ouvriers de son industrie. Ainsi, débordant du cadre étroit du corporatisme, il atteindra au véritable syndicalisme; 2° la presse syndicale doit être un instrument de propagande. Le « Combat Syndicaliste » est l'organe d'expression de la C.N.T. C'est par lui que les syndicalistes révolutionnaires font connaître leurs positions à l'ensemble des travailleurs. Nous avons donc le devoir de faire un journal intéressant, attrayant, mais aussi celui de le diffuser largement. Une vente accrue, des lecteurs sans cesse plus nombreux, c'est la condition primordiale de la vitalité de notre organisation. Plus nous toucherons les travailleurs, plus nous aurons de chances de les associer à nos efforts en vue d'une régénérescence de l'action syndicale; 3° le journal doit être également un moyen d'éducation, non seulement d'éducation sociale, mais aussi d'éducation culturelle et artistique.

C'est par lui que nous devons intéresser nos camarades aux problèmes culturels, leur faire découvrir la beauté de certains chefs-d'œuvre, apprécier telle ou telle œuvre d'art. Le travailleur ne doit pas rester indifférent devant les manifestations de la vie artistique de nature à enrichir sa pensée.

C'est dans cet esprit que nous allons diriger cette nouvelle rubrique. Des camarades qualifiés traiteront tour à tour les problèmes de l'école, de l'enfance, de la jeunesse, du cinéma et du théâtre, des livres et des expositions, des grands problèmes qui agitent notre époque : pédagogie nouvelle, urbanisme, etc.

Ainsi, sans cesser d'être un journal d'action, le « Combat Syndicaliste » s'efforcera de devenir l'expression du syndicalisme révolutionnaire dans tous les domaines de la pensée humaine, susceptibles de favoriser l'éducation, puis l'évolution de nos camarades.

Pierre-François VEZON.

LIBRAIRIE

LIVRES

Pierre Besnard. — L'Ethique du Syndicalisme, 75 fr. (120); La Paix, 100 fr. (145); Les Syndicats Ouvriers et la Révolution Sociale, 200 fr. (260); Le Monde de Nouveau, 140 fr. (185).
Aurèle Patorri. — La Débâcle de l'Elite, 150 fr. (195).
Gaston Leval. — L'Indispensable Révolution, 100 fr. (145).
Gabriel Giraud. — Paul Robin, 150 fr. (195).
Jeanne Humbert. — Sébastien Faure, 180 fr. (225).
Fernand Planche. — Kropotkine, 210 fr. (255); Durolle, 150 fr. (195); Louise Michel, 150 fr. (195).
Louis Lecoin. — De Prison en Prison, 160 fr. (205).
Voline. — La Révolution inconnue, 350 fr. (440).
Louis Buchner. — Force et Matière, 270 fr. (330).
Victor Méric. — Coulisses et Tréteaux, 75 fr. (120).
Charles Malato. — Les Joyeusetés de l'Exil, 100 fr. (160).
Ernest Haechel. — Histoire de la Création, 400 fr. (490).
W.S. Wallino. — Le Mouvement Ouvrier et la Démocratie aux Etats-Unis, 200 fr. (290).
Nestor Blanc. — Joyeux, fait ton fourbi, 255 fr. (320).
Fernand Pelloutier. — Histoire des Bourses du Travail, 260 fr. (305).
Louis Tenars. — Le Sauveur, 100 fr. (145).
Maurice Hallé. — Par la Grande Route et les Chemins Creux, 150 fr. (195).
B. Malon. — Précis du Socialisme, 175 fr. (235).
Jules Valles. — L'Insurgé, 125 fr. (170); Le Bachelier, 125 fr. (170); L'Enfant, 125 fr. (170).
Bakounine. — La Révolution Sociale ou la Dictature Militaire, 180 fr. (225).
Sébastien Faure. — La Véritable Révolution Sociale, 60 fr. (90); L'Imposture religieuse, 230 fr. (275).
Jacques Renne. — Syndicalisme Français, 200 fr. (245).
Maurice Ceyrat. — La Trahison permanente du P.C,, 100 fr. (145).
Alexandre Marc. — Avènement de la France ouvrière, 210 fr. (270).
Emile Hureau. — Les Jésuites, la Classe ouvrière et la Révolution, 70 fr. (115).

BROCHURES

Gaston Leval. — Le Communisme, 40 fr. (70); L'Anarchisme et l'Abondancisme, 10 fr.
G. Bernert. — La Société sans Etat, 20 fr.
L. Barbedette. — Pour la Justice économique, 10 fr.
Ernestan. — La Fin de la Guerre, 5 fr.
Sébastien Faure. — Sacco et Vanzetti, 5 fr.; Les Douze Preuves de l'inexistence de Dieu, 10 fr.; Les Crimes de Dieu, 20 fr.; La Fausse Rédemption, 10 fr.
P. Comont. — L'Architecture, 20 fr.
A. Guillier. — La Révolution salvatrice, 15 fr.
P. Camus. — Le Syndicalisme et le Problème paysan, 20 fr.
G. Yvetot. — ABC du Syndicalisme, 15 fr.
E. Rothen. — La Politique et les Politiciens, 20 fr.
P. Monatte. — Où va la C.G.T., 10 fr.
Pierre Besnard. — Le Problème des Salaires, 6 fr.
Edouard Rotot. — Le Syndicalisme et l'Etat, 12 fr.
Lashortes. — Qu'est-ce que le Prolétariat, 10 fr.
Louise Michel. — Prise de Possession, 15 fr.
Aristide Lapeyre. — Le Problème espagnol, 15 fr.
Les Anarchistes et l'Activité Syndicale, 15 fr.
La Bulgarie, nouvelle Espagne, 25 fr.
Les Bulgares parlent au Monde, 50 fr.
Le Syndicalisme et la Guerre, 5 fr.

REVUES

Mains et Cerveau, 40 fr.
Etudes Anarchistes, 40 fr.
Défense de l'Homme, 40 fr.

EXPÉDITION

Pour les livres, les prix entre parenthèses sont les prix franco.
Pour les brochures joindre 10 francs à chaque.
Pour les recommandés joindre 40 francs par colis, en plus.
C.C. Postal de la Librairie : Paris C.C. 7.473-08, M. Marcheti Robert, 1, rue Dulaure, Paris (20e).

SERVICE DE LIBRAIRIE

Le service de librairie demande aux camarades qui font une commande de livres de bien vouloir envoyer le montant d'avance et de bien vouloir envoyer la correspondance au camarade Oudin, sauf en ce qui concerne le C.C.P. qui doit être adressé au camarade Marcheti.

Le libraire :
OUDIN.

CNT
Le Directeur-Gérant :
DOUILLET François
Imp. Spéc. du Combat Syndicaliste

B.D.I.C

Un important événement dans l'histoire de l'Espagne en exil

J'ai souvent déploré la tendance qu'ont les hommes à attacher plus d'importance aux symboles qu'aux choses en elles-mêmes. Pourtant certains symboles ont leur valeur et certaines figures représentent vraiment quelque chose même si la conspiration du silence s'efforce de minimiser leur signification.

Telles sont les réflexions que je me faisais, le cœur bien triste, après avoir vainement essayé de capter, sur l'un quelconque des postes de mon appareil de radio, les échos du récital donné par le grand virtuose espagnol, Paul Casals, dans le petit village de Prades où, parmi la tiédeur de quelques présences amies, il réfugie son exil.

Dire avec quel état d'esprit j'avais attendu ce récital me serait impossible. Le monde musicien venant à Casals, homme libre parmi les hommes libres, quel geste et quel symbole. Et pour moi pour qui tout ce qui représente l'Espagne digne et meurtrie possède une valeur incalculable, quel événement ! Casals ! La Catalogne indomptable ! La fière Espagne ! tout cela n'illustre-t-il pas magnifiquement, dans le chaos actuel, le plus sublime rêve d'évasion ? Evasion de tout ce qui étouffe, de tout ce qui enchaîne et tourmente et martyrise et tue lentement nos esprits et nos cœurs !...

Sans doute n'avais-je pas été sans remarquer que l'émission n'avait pas été annoncée. Mais il me paraissait tellement impossible qu'elle fut totalement passée sous silence que, contre toute logique, j'espérais la découvrir sur quelque poste secondaire.

Et le lendemain ma déception fut encore plus grande en constatant qu'à part un ou deux quotidiens, les journaux, sans doute scrupuleusement respectueux d'un mot d'ordre donné, ne soufflaient mot de l'événement.

Profondément écœurée, j'ai senti une fois de plus, intensément, la douleur de la tyrannie, le dégoût de la mesquinerie, l'horreur d'un monde qui se prétend civilisé mais qui veut ignorer le geste d'un homme admirable, d'un artiste incomparable, parce que celui-ci est un homme véritablement épris de liberté.

Et après tout, officiels imbéciles, vous avez bien fait !... Votre comportement ne fait que grandir celui qui vous a tourné le dos. Car c'est lui qui vous a tourné le dos ; c'est lui qui vous a craché à la figure et qui vous a dit son mépris. Et sans doute vous était-il difficile de faire aujourd'hui son éloge sans expliquer pourquoi il refuse de figurer sur vos scènes. Mais nous le dirons pour vous, Casals refuse de prêter son archet à vos manifestations publiques — et très payantes — parce que, lorsqu'au lendemain de la Libération, pour laquelle tant de ses compatriotes sont morts, il vous a demandé, alors que cela vous eût été facile, de poursuivre votre prétendue œuvre contre la dictature et pour la liberté en débarrassant de ses chaînes, son malheureux pays, vous lui avez opposé une fin de non-recevoir. Il refuse purement et simplement de vous côtoyer.

Casals n'est pas un cabotin. Il se fiche de vos scènes et de vos théâtres, de vos louanges et de votre argent. Son trésor est en lui, dans la sérénité de son cœur et dans sa dignité. Il sait apprécier ce qui vaut véritablement quelque chose. Tout paysan et tout rustre qu'il est avec sa franchise parfois brutale, c'est lui qui possède la vraie noblesse.

Vous, vous ne faites que démontrer, une fois de plus, que vous n'êtes rien autre chose que des valets. Lui demeure un être merveilleux, à cent coudées au-dessus de vous. Il vous domine de toute sa force morale, de toute son âme droite et noble, de sa fierté sans équivoque. Prostituez-vous, marchandez-vous, soyez des chiens... lui sait magnifiquement être un homme.

O. Kervorc'h.

Nos solutions en matière d'hygiène

Dans notre dernier article concernant l'bygiène dans les ateliers insalubres, polissage, sablage, fonderie, etc., nous blâmions l'ingérance de l'Etat sur cette question, sa carence également, celle des organisations syndicales aussi, et niions l'utilité des conventions collectives régionales ou nationales pour la régler. Il reste maintenant à exposer nos solutions.

Observons d'abord que ces genres de travaux sont exécutés en grande partie chez des façonniers ou, pour la fonderie, chez des petits industriels. Tous, à des degrés divers, sont tributaires de grandes entreprises. Ces dernières ont recours à ceux-ci pour leurs prix de revient inférieurs, grâce à une surveillance constante et facile des ouvriers, du contrôle permanent de leur cadence et une utilisation parcimonieuse des matières nécessaires à l'exécution du travail confié.

De plus, les frais généraux sont d'autant moins élevés que l'hygiène et la salubrité n'ont aucune contre-partie comptable.

Ayant le plus souvent une forme semi-artisanale, occupant peu d'ouvriers, ces « boîtes », en nombre appréciable puisqu'elles absorbent le contingent le plus fort des corporants, laissent peu de moyens d'action.

Travaillant dans une atmosphère d'intimité, le « compagnon » ne possède pas les ressorts d'action qu'il aurait en travaillant dans une grande firme où il est un rouage anonyme. Même s'il avait un autre état d'esprit, s'il avait conservé ses traditions révolutionnaires d'antan, l'absence de lien corporatif et d'un noyau de résistance dans chaque « boîte » ne lui permettrait pas d'obtenir des conditions de travail plus avantageuses.

Et si cela existait le résultat serait encore négatif. Car les grandes usines au lieu de donner leur travail dehors le ferait elles-mêmes. Dans ces conditions la lutte déborderait le cadre corporatif pour se situer sur un plan d'ensemble, sur un plan industriel. On me dira : mais alors ?... parfait !... les conventions collectives donneront satisfaction à nos justes revendications...

Ce serait précisément le contraire : 1° parce que, comme nous l'avons vu, l'Etat intervient sans cesse pour freiner ou empêcher l'application de mesures qui s'imposent pour la santé des travailleurs ; 2° parce que les intérêts particuliers d'une corporation sont sacrifiés aux dispositions générales d'une convention, comme cela s'est produit en 1936.

La solution est ailleurs. Elle est dans le cadre des contrats particuliers d'entreprise. Puisque tous ces façonniers, véritables marchandeurs, trafiquants de sueur, dépendent pour leur activité des grandes entreprises ou d'usines de transformation de moyenne importance, c'est aux ouvriers de celles-ci de faire introduire dans les accords intervenus, en conclusion des mouvements revendicatifs, une clause qui interdit l'octroi de travail aux façonniers dépourvus de moyens de protection, d'aspiration des poussières et d'hygiène.

Ce sera aussi la voie pour élever le niveau social des luttes ouvrières et pour agrandir la solidarité qui manque tant actuellement.

Mais pour cela, faut-il qu'il existe une organisation forte, réaliste, sachant combattre sur tous les terrains, contre tous ceux qui nuisent ou se dressent contre les aspirations des travailleurs.

Et vous, les candidats aux « sana », n'avez-vous pas compris que cette raison est le motif d'existence de la C.N.T. ?

R.-E. Douart.

LE COMBAT SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA Confédération Nationale du Travail

Section Française de l'Association Internationale des Travailleurs

RÉDACTION-ADMINISTRATION : 39, rue de la Tour-d'Auvergne - PARIS (9e)

Paraît tous les Vendredis

LA COPIE DOIT ARRIVER LE SAMEDI AU PLUS TARD

Abonnements : 1 an (48 numéros) 420 fr.
Six mois : 215 frs - Trois mois : 110 frs
Changements d'Adresse : 20 francs
C. C. P. : Y. RICHAUD PARIS 7497-93
20, RUE SAINTE-MARTHE, PARIS-Xe

EN ALLEMAGNE ORIENTALE

Nous communiquons les nouvelles suivantes, transmises par le Sous-Secrétariat de l'A.I.T. en Europe occidentale :

En Allemagne orientale, les communistes poursuivent impitoyablement les camarades syndicalistes révolutionnaires et libertaires. De plus en plus, l'étau stalinien étouffe tout genre de liberté.

Notre camarade Oscar Hippe, qui avait disparu sans laisser de trace, vient de donner signe de vie, mais il n'a pu dire où il se trouve. Nous savons que Hippe a été condamné à 25 ans de travaux forcés pour « activités antisoviétiques ». Donc, un camarade de plus que nous ne reverrons pas : tout être condamné en régime stalinien, quelle que soit la durée du temps de condamnation qui le frappe, est voué à une mort certaine.

Qui est Oskar Hippe ? Un militant révolutionnaire chevronné ; en 1919, puis en 1926, il fut arrêté pour ses activités révolutionnaires et mis en prison. En 1933, les nazis l'arrêtèrent à nouveau et il dut subir les traitements nazis infligés aux révolutionnaires. Les communistes l'ont actuellement éliminé, parce qu'il est révolutionnaire et qu'ils craignent sa popularité.

Les « Socialistes internationalistes de Berlin » viennent de diffuser un tract adressé aux travailleurs où il est dit : « Personne ne peut douter que le *Syndicat allemand libre* ne soit un instrument de la bureaucratie étatique qui camoufle l'exploitation sous la phraséologie socialiste... Nous savons maintenant à Berlin comment évoluent les contradictions des grandes puissances impérialistes... La Russie bolchevique et capitaliste-étatique est aussi impérialiste que les autres pays capitalistes...

« En 1946-1947, le Syndicat comptait à Berlin, Spandau et Siemenstadt, environ 30.000 membres ; à la fin de juin 1949, il n'en avait plus que 2.900 dont 1.800 payaient leurs cotisations. Pas un homme, pas un sou à ce système. »

D'autre part, les non-conformistes européens sont déportés par les bolcheviks en Sibérie et en Extrême-Orient. Les non-conformistes chinois sont expédiés par les mêmes bolcheviks dans les lieux de déportation de l'Europe orientale. En Tchécoslovaquie, 4.000 coolies chinois travaillent dans les mines de Karvinc. Les Allemands déportés aux mines de Haute-Silésie sont maintenant relevés par 20.000 déportés chinois. Le système de déportation des travailleurs s'applique au mépris de la vie et de la liberté humaines.

De l'indifférence à l'intransigeance

(*Suite de la première page.*)

êtes ! Ce qui vous intéresse surtout, c'est qu'il y a de bonnes places de budgétivores à la pseudo-Sécurité sociale.

Demandez à nos camarades tuberculeux par exemple, il n'y a pas assez de place pour eux dans les hôpitaux ou dans les sanatoria. Des milliers de ces « blessés du poumon » sont obligés de rester dans leur famille, risquant journellement de la contaminer.

Un tuberculeux jouissant de l'indemnité de « longue maladie » ne peut toucher sa mensualité sans un certificat du médecin, c'est-à-dire qu'il est contraint de débourser au préalable quelques centaines de francs qui lui seraient bien plus profitables si elles étaient converties en biftecks.

Pourquoi exige-t-on ce certificat tous les mois ? Pour prévenir les fraudes ? N'existe-t-il point d'autres moyens de contrôle ? Ou bien les tuberculeux doivent-ils crever pour faire vivre les médicastres ? Et ceci n'est rien ; il y a des tas d'abus et d'anomalies dans l'administration pour la conservation de la tuberculose. Le malade « pistonné » par un médecin ou par une simple infirmière, peut partir du jour au lendemain dans un sana. Celui qui n'est protégé par personne risque de sécher pendant des mois et des mois sans qu'un de ces personnages appointés par la pseudo-Sécurité sociale lui dise : petite bête, que fais-tu là ?

Et pour les vieux, où git-elle donc votre Sécurité sociale ? Il y en a qui touchent entre 6 et 12.000 francs tous les trois mois. On leur promet pour bientôt 15.000 tous les trois mois. Sinistres farceurs, êtes-vous capables de vivre, vous, avec ce pactole ?

On nous objecte de tous les côtés : vous êtes des fanatiques, des partisans du tout ou rien, et de cette façon on risque de ne rien avoir du tout .

Eh bien ! Voilà votre erreur, messieurs les ramasse-miettes. Nous n'avons jamais conseillé aux bénéficiaires — si l'on peut dire — de cette hautaine et dédaigneuse charité, de la refuser. Non, au contraire, qu'ils prennent ce qu'on leur octroie si parcimonieusement avec la même hauteur et le même dédain, mais en criant bien fort au voleur ! Au voleur ! et au menteur !

Nous, des partisans du tout ou rien ? Qui vous a dit ça ? Il y a des quantités de petites choses que les travailleurs auraient pu avoir presque sans coup férir, notamment sur les questions d'hygiène et de sécurité, parce que logiquement, raisonnablement et pour ainsi dire, automatiquement, il devrait en être ainsi. Mais ce sont les intéressés eux-mêmes, qui s'en désintéressent, surtout dans la corporation du bâtiment, à laquelle appartient le signataire de cet article.

Quand on commence un chantier, le patron doit faire construire une baraque qui servira à la fois de réfectoire et de vestiaire aux ouvriers. Il le fait, mais le plus souvent la baraque est construite avec des planches souillées de plâtre, de chaux ou de ciment. L'ouvrier accroche des vêtements propres à un clou, mais au contact de ces planches malpropres, il sont vite maculés au point que bientôt on ne les distingue guère des effets de travail. Dans certains chantiers, quand les camions de ciment ou de chaux arrivent, on force tout le personnel à transporter les sacs ; certains compagnons refusent ce travail généralement dévolu aux manœuvres, mais d'autres l'acceptent. Seulement après, on rentre chez soi complètement enfariné et si l'on éprouve le besoin de prendre une douche, c'est à son compte personnel. Pourquoi ne pas imposer au patronat le paiement ou la fourniture des douches après de pareilles corvées ? On n'y pense même pas, mais on va voter comme un seul homme pour la pseudo-Sécurité sociale. Nous sommes intransigeants sur les principes, oui, mais les indifférents ce sont ceux qui comptent sur les autres au lieu de compter sur eux-mêmes.

Abolissons le profit

(*Suite de la page 1*)

Malheureusement, la superstition règne, maîtresse absolue. C'est qu'un nombre considérable d'ouvriers, croit dur comme fer, qu'il est impossible de vivre sans argent et par conséquent sans patronat.

Une fois de plus, nous devons dénoncer les tenants d'une semblable conception, dès lors, nous sommes conduits à dénoncer le capitalisme comme le danger n° 1 de l'humanité.

Nul n'ignore qu'il est très difficile de canaliser l'inconsciente volonté d'émancipation qui anime chaque être. Le jour où cette volonté inconsciente se transformera en volonté consciente, en habitude de vie, en dehors, au-dessus, au delà du royaume de l'argent, de l'égoïsme, ce jour-là, disons-nous, le capitalisme apparaîtra un anachronisme.

Il est évident que l'humanité est en train d'accoucher de nouvelles formes. Cela dépend du degré d'intelligence, de compréhension de la classe ouvrière. Celle-ci doit se convaincre de la nécessité de faire table rase des politiciens, de l'Etat, du capital. Elle doit se conformer à cette vérité qui veut que chaque être a droit à l'existence.

Parfois, dans le but de nous faire prendre des vessies pour des lanternes, on nous cite en exemple, le « Génie humain ».

Oh, bien sûr, l'humanité est tributaire du génie, n'oublions jamais que le génie, grand par la pensée, s'est inspiré de l'œuvre élaborée avant lui et que si au lieu de se pencher sur les livres, il avait été contraint de travailler pour vivre, peut-être que sa valeur — même fort grande — n'eut pas eu l'occasion de se manifester.

Est-ce dire que nous nions la valeur des grands ? Non car il n'y a aucun rapport entre l'œuvre d'un savant et celle des capitalistes.

Le premier dote l'humanité des principes et des lois capables de diminuer la peine des hommes et d'accroître le potentiel producteur de richesses.

Les seconds, préoccupés de gains, accaparent les inventions des premiers et s'en servent pour exploiter leurs semblables.

Les modernes « Mandrins » subordonnent tout à leur soif de domination. Il s'ensuit que le prolétariat doit cesser de se préoccuper de la Patrie, de l'Etat, de la Dictature, de la Politique, de la Religion, toutes données utilisées par le capitalisme.

Tout comme les « Chevaliers d'Industrie » l'ouvrier doit se préoccuper de lui-même et clamer haut et fort son droit à la participation aux joies de la vie.

Notre époque doit marquer la fin du règne de l'égoïsme, de la haine, de la rancune, de la guerre, de l'exploitation de l'homme par l'homme.

L'ABSURDITÉ DES INVESTISSEMENTS

(*Suite de la 1re page*)

lendes et que ceux qui n'ont que leur force de travail pour vivre sont réduits aux honteux secours de chômage.

Certains avaient cru qu'avec les nationalisations cette dépendance des oligarchies auraient été évitée. C'est qu'ils n'avaient pas compris que tous les problèmes partent de l'homme et y reviennent. Et que tant que l'homme n'aura pas acquis conscience qu'il est immoral d'exploiter son semblable, il trouvera le moyen d'en vivre.

Les nationalisations ne représentent qu'une étape dans l'évolution du capitalisme, c'est-à-dire qu'il se produit un moment où la concentration du capital ayant rejeté un certain nombre des profiteurs vers le prolétariat, ce nombre de profiteurs, incapable de renoncer aux privilèges qu'il estime lui être dus, et alors dépourvu de ce qui représentait sa puissance et lui permettait de participer à la curée, a trouvé ce nouveau moyen de vivre du travail des autres. Penser que les gens qui constituent cette couche sociale puissent concevoir que les entreprises nationalisées fonctionnent sans investissement de signes monétaires — ou crédits — supposerait qu'ils ont renoncé à l'exploitation de l'homme par l'homme. Les nationalisations donnent naissance à — ou absorbent — une nouvelle classe de profiteurs qui, au lieu d'être les possesseurs proprement dit d'un capital exprimé en monnaie, sont les usufruitiers des moyens de production nationalisés par un moyen très simple qui leur conserve les privilèges sociaux : la hiérarchie.

Cette hiérarchie consiste à prendre de plus en plus sur la production des entreprises nationalisées, selon que l'on occupe un poste plus ou moins élevé, poste occupé non pas en raison de la valeur de l'individu placé dans le circuit de la production, mais parce qu'on a eu la possibilité d'obtenir un diplôme ou qu'on est né fils d'un tel. Et pour prendre, il apparaît avec juste raison, à ces gens qu'il ne faut pas sortir des méthodes traditionnelles. Il n'est donc pas étonnant que les hiérarques « nationaux » n'ont pas, eux non plus, dépassé le stade des investissements, car leurs privilèges disparaîtraient ipso facto.

On peut retourner la question comme l'on veut : les deux conceptions actuelles de l'organisation économique présente, l'individualiste ou la collective d'Etat, sont sans espoir, car à l'une et l'autre il est impossible de sortir des sentiers battus.

La classe ouvrière n'a rien à espérer ni dans un cas, ni dans l'autre. Il ne lui reste que de s'emparer des lieux de travail et de démontrer que la société peut avoir une économie non-capitaliste.

UNE ÉTUDE DE NOTRE AMI GUILLIER

Notre camarade Guillier vient d'écrire une brochure :

LA REVOLUTION SALVATRICE

qui fera réfléchir tous ceux qui sont intéressés par la solution du problème social.

En vente à la librairie de la C.N.T.

Le ciel a gagné la grève d'Aimargues

(*Suite de la 1re page*)

voulait récupérable par les heures supplémentaires. Aussi, l'a-t-on remplacée par une rétroactivité du salaire au 15 avril.

Certes, les agricoles d'Aimargues, méritaient mieux. Mais un mouvement révolutionnaire — et il l'était — isolé dans une région où les méthodes de lutte ne sont pas les mêmes pour tous, un mouvement révolutionnaire qui fut le point de mire des pouvoirs publics et sur lequel on concentra trois fois plus de C.R.S. qu'il n'y avait de grévistes, risquait fort d'avorter. Et cependant, des résultats furent obtenus. Si la victoire n'est pas complète, on peut dire sans crainte d'exagération qu'elle est magnifique sur le plan moral.

Partis les premiers en grève, nous avons été les derniers à reprendre le travail. On refusait de discuter avec la délégation ouvrière. Jamais notre mouvement ne fut attaqué de front mais d'une façon sournoise dans le but de semer la division entre cégétistes et cénétistes. Les armes psychologiques, démoralisatrices, telles que l'hélicoptère de chez Mlle Hugo, les briseurs de grève amenés des autres régions, le haut-parleur, escorté de 3 camions de C.R.S. et d'un side-car, invitant les ouvriers à reprendre le travail sous peine d'être renvoyés; le refus de discuter avec la C.N.T. n'apportèrent pas à nos propriétaires les résultats escomptés. Et malgré toutes les pressions patronales, malgré les C.R.S., la grève fut totale pendant près de cinq semaines.

Le lundi 5 juin, sur la proposition de l'Inspecteur des lois sociales, une entrevue eut lieu entre patrons et ouvriers et, à 11 heures, le contrat fut ratifié.

Cependant, l'après-midi, à la reprise du travail, personne ne se présenta malgré l'accord qui venait d'être réalisé.

Les agricoles continuèrent la grève jusqu'au soir, donnant ainsi au syndicat patronal, un aperçu des formidables réserves de combativité dont ils disposaient.

Et c'est dans l'enthousiasme que se déroula la dernière réunion au cours de laquelle orateurs de la C.N.T. et de la C.G.T. se firent entendre.

Pendant trente jours, le temps fut favorable à la vigne. Ce fut là le meilleur atout des propriétaires et le préfet du Gard eut raison de dire que le ciel (et les C.R.S. ajoutons-nous) avait gagné la grève.

N.D.L.R. — Nous nous excusons d'avoir annoncé les 2.500 francs que dément l'ami Perrier. Nous avions cru le comprendre dans la correspondance reçue.

CAMARADE !

Combien as-tu diffusé de "COMBAT SYNDICALISTE" la semaine dernière ?

B.D.I.C

3428

LE COMBAT SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

24e année - Nlle série, N° 32 — 10 FRANCS — 23 JUIN 1950

LES ASPECTS RÉELS DES PROPOSITIONS SCHUMAN

Le 9 mai, M. Schuman lançait l'idée, pour le moins inattendue, de la constitution d'un pool européen du charbon et de l'acier. Les motifs invoqués sont, comme en toute circonstance, semblables, tous plus généreux les uns que les autres : assurer la stabilité économique du vieux continent et ouvrir la voie à une ère pacifiste.

Briand l'avait tenté aussi, par des moyens différents, mais en définitive il se brisa contre les antagonismes intercapitalistes, fut vaincu par les marchands de canons.

Si la proposition de notre ministre des Affaires étrangères était sincère, s'il s'agissait vraiment d'édifier une nouvelle Europe progressiste et sociale, élevant graduellement le niveau de vie des populations, pourquoi n'en a-t-il pas saisi le Conseil de l'Europe ?

C'est que, précisément, sous la floriture verbeuse se dissimule autre chose : l'universalisation de mesures préventives de sauvetage du système économique capitaliste dans les secteurs à la veille d'être ébranlés par la crise.

Si l'Allemagne Occidentale a fait connaître son acceptation et son adhésion éventuelle, par contre dans d'autres capitales les réactions furent différentes.

Moscou prétend, non sans raisons, à la renaissance de cartels internationaux dont le but est la remilitarisation de l'Europe. Quoique M. Schuman s'en défende, nous ne voyons pas comment les pays orientaux pourraient coopérer à ce cartel puisque la déclaration, à part une invitation, plus platonique qu'affirmative, se tait sur les modalités d'organisation et sur le respect des caractéristiques de ces industries propres à chaque pays participant.

Or, entre l'industrie privée, l'industrie nationalisée et les trusts d'Etat, les différences de structure sont assez importantes pour que la Russie voit là un moyen de mettre en brèche son monopole du commerce extérieur et une subordination à un organisme dont le contrôle lui échapperait.

A Londres, la position est plus nuancée. On veut voir, on se réserve. La méfiance est d'autant plus grande qu'il est question d'un organisme supranational. Ceci équivaudrait pour elle, en cas d'adhésion, à renoncer à sa politique traditionnelle d'équilibre des puissances sur le continent et à accepter une coalition européenne qui pourrait jouer contre elle éventuellement

D'autre part, engagée dans un effort considérable pour retrouver son rang dans le concert des grandes puissances, effort fourni par les travailleurs anglais, fait de privations et de misère, l'Angleterre doit beaucoup exporter et s'efforcer d'élargir les débouchés qu'elle détient.

E. ROTOT.

(*Suite en page 4.*)

DES PAROLES AUX ACTES

NOUS devions connaître cette semaine les résultats des « travaux » de la Commission supérieure des conventions collectives. Rien n'est venu. Il fallait s'y attendre. Du moment que les ouvriers de la base ne s'occupent pas eux-mêmes de leurs affaires, on ne voit pas pourquoi leurs « représentants » le feraient à leur place.

Mais pendant que les bureaucrates parlent, le représentant qualifié de la bourgeoisie, le gouvernement, agit.

Il n'a pas accepté d'être battu sur la question de la réglementation de la grève et s'efforce toujours, par des moyens plus ou moins détournés d'y revenir.

Il s'agit pour l'instant de limiter le droit de grève aux fonctionnaires.

Le gouvernement s'efforce là de diviser pour mieux imposer ensuite la chose à tous.

Il sait bien que c'est la grève qui reste la seule arme véritable des travailleurs et il ne peut pas ignorer que son rôle principal est surtout de réduire ceux-ci. Pour cela, il faut leur enlever le moyen le plus efficace qu'ils ont de résister aux prétentions de ceux qui les exploitent.

Le droit de grève du travailleur, c'est l'équivalent de celui du commerçant de ne pas vendre moins que le prix en dessous duquel le commerce risque de disparaître; c'est le droit du travailleur d'estimer son travail et de tirer de cette estimation sa subsistance. Une véritable démocratie ne peut se concevoir sans le droit du refus de travail pour le producteur. On peut mesurer le degré de démocratie d'un pays, selon la manière qu'y est respecté le droit de grève.

Les états totalitaires — rouges ou blancs — n'acceptent pas le droit de grève; c'est pour cela qu'ils sont des Etats totalitaires. Un pays comme le Danemark où les travailleurs n'ont droit à faire grève qu'une fois l'an, est, qu'on le veuille ou non, un état totalitaire. Mais là, reconnaissons-le, ce sont les réformistes qui ont accepté le fait. Les nôtres ne sont pas encore descendus si bas. Mais cela viendra, de concession en concession.

C.N.T.

(*Suite en page 2.*)

LES SERGENTS RECRUTEURS DU SYNDICALISME DEMOCRATIQUE

La C.G.T. sentant son influence diminuer auprès des travailleurs, poursuit sa campagne de recrutement avec l'énergie du désespoir, surtout dans le bâtiment parce qu'il n'y a guère que dans cette corporation et dans celle des dockers que l'on puisse encore faire des syndiqués par force.

Aussitôt qu'un chantier tant soit peu important vient de s'ouvrir, c'est rare s'il ne se trouve pas là un bolcho 100 % pour « l'organiser ». A cela rien à objecter n'est-ce pas ? Au contraire, fichtre ! On élit donc en vitesse un délégué et deux suppléants triés sur le volet.

A peine entrée en fonctions, la délégation vous annonce la venue d'un militant de la C.G.T. pour faire la leçon à tous les bestiaux du chantier, vieux ou jeunes, pour leur apprendre ce que c'est que le syndicalisme modern'style.

Au jour dit, le commis-voyageur vient donc visiter ses clients attitrés ou éventuels. C'est généralement un garçon sympathique, ayant lui-même manié « naguère » la truelle, le niveau et le fil à plomb. Il s'exprime avec aisance, se présente sans façon au réfectoire quand les gars sont en train d'expédier leur repas de midi. Il serre cordialement, et sans y regarder de près, des mains pas toujours très orthodoxes, mais cela crée sur-le-champ une ambiance presque fraternelle.

Le bolcho de service bredouille rapidement quelques mots pour « donner la parole » au représentant officiel du syndicalisme démocratique, internationaliste et xénophobe.

En voici le canevas pour vous faciliter cette besogne éminemment éducative : nécessité de l'organisation (les patrons sont syndiqués, tous sous la même bannière), lutte pour l'augmentation des salaires — on commence à laisser un peu tomber le travail à la tâche et à la prime —; programme revendicatif « maison », couplet sur les avantages déjà obtenus; « conventions collectives », anathème au gouvernement bourgeois en exercice, les enthousiastes aux gouvernements démocratiques, c'est-à-dire à l'U.R.S.S. et à ses fidèles vassaux; enfin, appel à l'unité prolétarienne.

Après cela, d'ordinaire, l'auditoire opine du bonnet, s'il y a par hasard quelque contradicteur, ce ne peut être qu'une fripouille de la C.N.T. Celui-ci, même s'il est loin d'être un orateur, n'a pas de peine à souligner les trop obtensibles contradictions (pour ceux qui entendent clair) du discours cégétiste, contradictions que la dialectique la plus habile est impuissante à camoufler; une discussion intéressante pourrait s'ensuivre, mais...

Il se présente aussitôt un autre bolcho qui « prend » la parole et ne la quitte plus. Qu'importe le contenu de son discours, il est vide comme une calebasse hors d'usage, mais le discoureur s'en moque radicalement. Son rôle à lui, c'est de garder le crachoir et de noyer le poisson.

TRENCOSERP.

(Suite en page 4.)

Toujours des abonnés ! Toujours des dépôts !

Le plus sûr moyen d'assurer la vie d'un journal comme le nôtre, c'est de lui trouver toujours de nouveaux abonnés. Cela est surtout intéressant sur les lieux de travail. Le C.S. est un journal qui doit surtout être diffusé sur les chantiers, dans les usines, les bureaux, les dépôts, etc. Un abonné au C.S. est presque toujours un adhérent de plus à venir. C'est un fait que nous avons souvent constaté et qui se confirme presque toujours.

Mais il faut aussi toucher les compagnons qui ne sont pas en contact avec nos adhérents. Pour cela il faut créer des dépôts : il ne doit pas y avoir dans une ville donnée un seul quartier qui n'ait pas son dépôt : on trouve toujours un kiosque ou un libraire bien disposé à accueillir notre C.S. C'est une simple question de prospection : Au travail donc !

L'Administratrice :
Yvette RICHAUD.

LUTTONS CONTRE LE TRAVAIL AUX PIECES

Il semble bien qu'une vaste offensive se dessine pour pressurer encore un peu plus le travailleur.

Au moment où dans les usines, les sbires des patrons, du chef d'équipe à l'ingénieur, talonnent le compagnon pour lui faire rendre le maximum.

Or, de partout, nous n'entendons parler que de production où, pour dire le mot à la mode, « productivité ».

Et tous ces gens bien intentionnés, ces technocrates à la solde des patrons, de jurer la main sur le cœur leur loyalisme à la classe ouvrière, en se gardant bien et pour cause ! de prendre position pour ou contre le travail aux pièces, ce qui a pour effet de laisser complètement dans l'inconnu la solution de leur fameuse « productivité ».

Pour nous, c'est fait, nous avons dit pourquoi nous étions contre et résolument, ce que nous envisageons c'est les moyens de combattre le patronat et ses valets.

Certes, la grève est l'arme la plus efficace, mais nous qui vivons les pieds dans l'usine, nous savons très bien que l'on ne déclenche pas une grève comme cela.

Est-ce une raison pour ne rien faire ? que non ! C'est au sein de l'entreprise qu'il faut lutter, une lutte

FAYOLLE.

(Suite en page 4.)

DANS LES BANQUES

Où en sommes-nous ?

Après le vote de la loi du 11 février 1950, sur les conventions collectives, rétablissant la liberté des salaires, de nombreux militants et l'ensemble du personnel se reprirent à espérer à nouveau : « enfin, on allait pouvoir reprendre les discussions, on allait pouvoir fixer un nouveau minimum vital qui le soit véritablement, on allait pouvoir revaloriser la profession, etc. »

Et maintenant, après quatre mois de « liberté », où en sommes-nous ? 7 % d'augmentation : c'est tout. Car, n'est-ce pas, augmenter les salaires, c'est compromettre l'équilibre financier du pays, et comme chacun sait, les banquiers sont de grands patriotes. Et puis les résultats d'exploitation ne nous permettent pas de prendre en considération les revendications des syndicats qui ne sont vraiment pas sérieuses : c'est à peu près ce qu'a dit le président de la commission paritaire, en mars dernier. Et croyez-moi, il s'y connaît ce monsieur. Il est également président du premier établissement de Crédit de France : le Crédit Lyonnais. C'est donc en connaissance de cause qu'il affirme ne pouvoir donner suite aux revendications des syndicats officiels.

Je me suis livré à une petite enquête et voici ce que j'ai découvert, au Crédit Lyonnais précisément.

Tout d'abord, **52 % du personnel gagne moins de 18.000 francs bruts** par mois. Je ne parle pas des coursiers à 11.000 ou 12.000 francs, des mécanographes à 13.000 francs bruts, des abattements d'âge ou des abattements de zone (à ce sujet, un employé du Mans de 26 ans, marié, 1 enfant, gagne 11.600 francs nets par mois), ou des employés qui après vingt ans de service arrivent à 17.000 ou 18.000 fr. nets par mois.

Louis VERDOUX.

(*Suite en page 4.*)

D'UNE HÉNAURMITÉ A L'AUTRE

L'article dans lequel nous dénoncions l'« hénaurmité » parue dans la « Révolution Prolétarienne » de mai — et qui consistait à préconiser la création d'un parti syndicaliste — n'a pas eu l'heur de plaire aux dirigeants de celle-ci qui le font bien voir dans leur livraison de juin.

Nous nous y attendions, mais nous ne pensions pas que l'on ne trouverait à nous opposer que « certaines haines qui avaient l'air d'avoir désarmé, n'étaient qu'assoupies ».

Non, camarades de la R.P., nous n'avons pas de haine ; nous ne pouvons pas en avoir, car nous ne connaissons pas la haine.

Le signataire de cet article n'a aucune raison d'avoir de la haine contre vous ; bien au contraire : vous lui avez indiqué ce qu'il ne devait pas faire. Il vous en remercie.

Croyez bien qu'il n'appartient pas à votre génération et que s'il vous a coudoyé à certains moment, vous ne vous en n'êtes même pas aperçus, car c'était l'époque où, jeune militant, il rangeait les bancs de la salle Bondy, afin que votre auditoire soit à l'aise.

Il a résolu à sa façon — qui n'était pas la vôtre — le problème de savoir quel était le pourcentage optimum de bolchevisme et de syndicalisme que selon vous il convenait d'avoir à l'époque pour être un révolutionnaire. Doit-il vous rappeler que ce n'est pas lui qui posa cette question ?

Doit-il vous dire aussi qu'il n'a pas cru aux quarante années de paix sociale dont vous estimiez que le capitalisme avait besoin ? S'il y avait cru, peut-être qu'il vendrait encore la R.P. ...bien que les événements qui n'ont pas suivi vos prévisions, auraient quand même été là pour lui ouvrir les yeux.

Le jeune militant qu'il était alors écoutait bouche bée ce prodigieux orateur qu'était le Dumoulin de l'époque et avec celui-ci il était prêt à prendre le bâton de pélerin pour la reconstruction de l'unité syndicale.

Et combien il admirait celui-ci, qui renonçait à sa candidature politique

Bravo ! M. Pascal-François-Mauriac

« Quelle vanité que la peinture qui attire l'admiration par la ressemblance des choses dont on n'admire point les originaux ! »

C'est en débutant par cette pensée de Pascal, que M. François Mauriac dans *Le Figaro* du 15 juin, nous fait part du renversement qui se produit en lui à l'égard de cette pensée qu'il considérait jusqu'alors comme une sottise.

Mais, voilà qu'à la suite d'un séjour à Florence, à Sienne et d'autres villes d'Italie, cette pensée lui apparaît subitement comme une évidence. Et, si elle est véritablement une sottise, il n'hésite pas à la reprendre à son compte.

Que s'est-il donc passé dans l'esprit de « notre » académicien pour qu'il rompe ainsi avec tant de préjugés

Ce qui est surprenant chez cet individu dont l'œuvre est une soumission de tous les instants aux grands de ce monde et à leurs institutions; ce n'est pas que la pensée de Pascal lui apparaisse subitement une évidence, ce sont les raisons même de cette nouvelle attitude.

Et voici ce qu'il déclare :

« ... *En Toscane, il se produit pour moi un étrange renversement : certaines fresques fameuses, à demi effacées, aux trois quarts détruites, ou au contraire d'une fraîcheur inquiétante (les Italiens les restaurent merveilleusement) ne vivent plus pour moi que de cette vie artificielle insufflée par les commentaires, les gloses innombrables, les systèmes que, de Taine à Malraux, de génération en génération, les théoriciens de l'art, les esthètes professionnels inventent pour l'ébahissement de leurs naïfs contemporains.*

Certes, beaucoup de merveilles intactes échappent à ce jugement. Le paradoxe d'Oscar Wilde n'en est pas moins devenu vrai : ici c'est la nature qui imite l'art, qui l'imite au point de se substituer à lui... »

Ainsi, toute cette littérature sur la valeur des œuvres florentines, siennoises, sur toute cette école italienne tant glorifiée, M. Mauriac la considère aujourd'hui, pure invention.

Quant à la peinture elle-même, vanité, poussant plus loin encore la pensée de Pascal, puisque la chose originale est là admirable.

Nous applaudissons, car il s'agit bien en effet de vanité, lorsque l'esprit n'intervient pas dans l'œuvre picturale. Qu'avons-nous à faire de toutes ces peintures qui, pour attirer l'admiration ont recours à l'artifice de la chose, l'objet, l'anecdote, au point que cet artifice original se substitue à elles ?

La sensibilité est-elle donc si superficielle chez l'homme qu'il faille, pour l'atteindre, avoir recours à ce qu'il a l'habitude de voir et de reconnaître ?

Est-ce une raison aussi si, depuis les temps les plus reculés il est communément répandu que l'art pictural tient dans l'imitation des objets, pour que de nos jours cette erreur ait encore cours ? Eh bien non !

Point n'est besoin d'artifice anecdotique, d'objet ou de paysage pour s'adonner au jeu plastique en peinture.

Ou bien, l'esprit, l'âme du peintre intervient totalement pour devenir œuvre d'art, ou bien, seul l'automatisme joue et produit une œuvre sans effet.

Roger BOUCOIRAN.

(*Suite en page 4.*)

B.D.I.C

des élections prochaines — candidature « dont l'issue ne pouvait faire de doute » — pour parcourir les routes de notre pays et refaire une C.G.T. unique par un Congrès national de fusion.

Il fut moins admiratif quand il apprit que la candidature était tout de même maintenue, malgré la solennité du renoncement annoncé dans la grande salle du Grand Orient archicomble. Il se souvient aussi d'avoir entendu Chambelland dire que « s'il ne restait qu'un minoritaire à la C.G.T.U. ce serait lui. ». Combien se passa-t-il de temps entre cette déclaration et l'adhésion de Chambelland à la motion de Japy ?

Et cependant est-ce que la fusion ne devait pas se faire seulement par un congrès national, pour être loyale et efficace ? Vous étonnerez-vous que le jeune Thersant eut alors l'impression d'avoir été trompé par les maîtres à penser que vous étiez alors pour lui ? Vous souvenez-vous de cette séance de la salle Jean-Jaurès au cours de laquelle le secrétaire du réseau Etat, Rambaud, vint déclarer qu'il venait de signer la fusion — alors qu'il n'en avait pas le mandat — lâchant ainsi tous ceux qui « restaient » en face des staliniens.

C'est alors que le jeune Thersant rompit définitivement avec vous : il rejoignit l'A.I.T. Il y est toujours. Il ne faut donc pas vous étonner qu'il estime que toutes les positions que vous avez eues depuis lui semble semer la confusion dans le mouvement syndical et n'ont abouti en fait, qu'à livrer le syndicalisme aux réformistes et aux politiciens. Il a constaté qu'à chaque fois qu'un regroupement peut s'effectuer sur le plan révolutionnaire, votre équipe se trouve toujours là pour préconiser des solutions qui s'opposent à la réalisation de ce regroupement.

***

Je relisais dernièrement la lettre que Monatte adressait au Congrès de 1907 et j'y relevais que ce qui déterminait toujours Monatte, c'est que selon lui, le syndicat doit toujours être unique et neutre. Je cite, afin qu'on ne puisse m'accuser de déformer :

« Mais — et j'appelle sur ce point, dont l'importance est extrême, toute l'attention de nos camarades non français — ni la réalisation de l'unité ouvrière, ni la coalition des révolutionnaires n'auraient pu, à elles seules, amener la C.G.T. à son degré actuel de prospérité et d'influence, si nous n'étions restés fidèles, dans la pratique syndicale, à ce principe fondamental qui exclut en fait les syndicats d'opinion : UN SEUL SYNDICAT PAR PROFESSION ET PAR VILLE. La conséquence de ce principe, c'est la neutralisation politique du syndicat, lequel ne peut et ne doit être ni anarchiste, ni guesdiste, ni allemaniste, ni blanquiste, mais simplement ouvrier. Au syndicat, les divergences d'opinions, souvent si subtiles, si artificielles, passent au second plan, moyennant quoi, l'entente est possible.

« Dans la vie pratique, les intérêts priment les idées : or, toutes les querelles entre les écoles et les sectes ne feront pas que les ouvriers, du fait même qu'ils sont tous pareillement assujettis à la loi du salariat, n'aient des intérêts identiques. Et voilà le secret de l'entente qui s'est établie entre eux, qui fait la force du syndicalisme et qui lui a permis, l'année dernière, au Congrès d'Amiens, d'affirmer fièrement qu'il se suffisait à lui-même. »

Je m'excuse de faire une aussi longue citation, mais les graves accusations qui sont portées contre nous et la nécessité de prouver notre bonne foi justifient le fait.

Ainsi donc, il apparaît bien que Monatte a gardé comme ligne de conduite cet objectif constant du syndicat unique professionnel local neutralisé, contre, même, toute « coalition révolutionnaire ».

Son incursion dans le camp bolchevique y fait exception, mais sitôt qu'il sut en sortir, il apparaît bien qu'il lui redevint fidèle.

Fidèle malgré tout ce qui s'est passé, malgré le fait que cela n'a pas empêché les politiciens de s'emparer PRATIQUEMENT du mouvement syndical.

Ce qui fait la force du mouvement syndical pour Monatte, c'est sa neutralisation en face des politiques.

Pour moi — et je l'espère, pour tous mes camarades de la C.N.T. — c'est ce qui fait sa faiblesse.

Le syndicalisme ne peut pas être neutre, il doit nécessairement se dresser contre tous ceux qui veulent le placer en situation d'obédience. Le neutralisme de Monatte, c'est la clé de toutes les défaites ; c'est l'explication de toutes les confusions ; c'est le chemin de toutes les déviations.

Et certaine de ces déviations alla jusqu'à introduire en France la notion du rôle dirigeant du parti communiste. Un fossé nous sépare qui ne peut être comblé. Espérons que les camarades de la R.P. se poseront le problème, eux qui prétendent savoir aborder tous les problèmes...

Il ne m'est pas possible de laisser passer sans y répondre la fielleuse insinuation selon laquelle un de nos camarades devait devenir ministre de De Gaulle. L'anonyme qui écrit cela sait bien que celui qu'il désigne est mort et qu'il n'est plus là pour lui répondre. Qu'il me permette de lui faire savoir qu'il s'est trouvé, à la C.N.T., une base unanime pour rejeter dédaigneusement les offres d'achat qui nous furent faites et qu'il croie bien que chaque tuile du « toit » devait avoir une valeur, car le prix y était.

L'anonyme ne s'est pas rendu compte qu'en faisant cette insinuation malveillante et haineuse — ici c'est bien de la haine qu'on rencontre — elle se retournait contre lui-même : oui, on a tenté d'acheter la C.N.T., mais la C.N.T. a prouvé qu'elle n'est pas, elle, à vendre.

Il reste tout de même que ce n'est pas le « C.S. » qui a préconisé la constitution d'un parti « syndicaliste » et que proposer une telle outrance indique bien que ceux qui la formulent ont « une case de vide ». L'expression est sans doute quelque peu forte. L'est-elle autant que la susdite proposition ?

Jean THERSANT.

DANS NOS RÉGIONS

Ces bons confédérés

Un de nos camarades que nous ne nommerons pas, car il a déjà assez souffert de la vindicte stalinienne, travaillant à la maison Esca, à Dugny, près du Bourget, se refusa le jour des élections à la pseudo-Sécurité Sociale de prendre part à cette honteuse comédie.

Les confédérés de la boîte le dénoncèrent au patron qui refusa de payer à notre camarade les deux heures et demie accordées à tous les bons électeurs. Que pensent de cela les « syndicalistes » qui prétendent être d'accord avec nous ? Qu'ils le veuillent ou non, ils restent solidaires de ces mouchards.

Des paroles aux actes

(Suite de la première page.)

Il faut donc alerter les travailleurs, leur faire saisir tout le danger qui est contenu dans les tentatives gouvernementales et la logique de celles-ci.

Au lendemain de la libération, le droit de grève devint constitutionnel, sous réserve de réglementation. C'est justement cette réserve qui est dangereuse, car la nature même du droit nouvellement inscrit, postule qu'il ne peut pas être réglementé.

Réglementer le droit de grève, c'est l'interdire. Tout doit donc être mis en œuvre pour faire échouer les intentions du Gouvernement.

Celui-ci n'hésite pas à se servir du danger qui menace le franc : il est question de « stabiliser » celui-ci.

Tout le monde comprend ce que veut dire cette nouvelle « stabilisation » : le franc étant à genoux, on va le mettre sur le derrière; la surface étant ici plus large, la stabilisation sera plus assise.

Mais les travailleurs ne doivent pas se laisser influencer par ces arguments : quelles que soient les conditions économiques dans lesquelles ils sont appelés à vivre, il leur suffit d'exiger. Ils n'ont pas à connaître de l'insuffisance de ceux qui détiennent le pouvoir; ils ne partagent pas leurs responsabilités et n'en éprouvent pas le besoin.

Quand il s'agira de prendre celles-ci, ils sauront démontrer ce qu'ils peuvent faire.

Le meilleur moyen de faire connaître ce qu'est le véritable syndicalisme, c'est de diffuser la brochure :

LA CHARTE DU SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE

En vente à la librairie confédérale : 5 fr.

RIVE-DE-GIER

La liberté à 32 fr. 25

Trente-deux francs vingt-cinq, c'est en effet ce qu'il en coûta à l'un de nos camarades de la C.N.T. de ne pas voter.

Témoin ce texte placardé au panneau de son usine et dont voici intégralement la teneur.

En raison des élections Sécurité Sociale, *le travail cessera demain soir jeudi, à 16 h. 30, au lieu de 17 heures.*

La demi-heure perdue sera payée normalement. Les cartes d'électeurs seront distribuées ce soir à la sortie.

Nota important. — *Il est rappelé qu'aux termes de la loi, l'employeur peut exiger de l'ouvrier la présentation de la carte de vote et ne payer le temps passé qu'à ceux qui auront réellement voté.*

Il y aurait beaucoup à redire des pressions pour les moins morales et psychologiques exercées sur le personnel, nullement nouvelles d'ailleurs : témoin le Premier Mai (journée payée).

Mais tenons-nous aux faits et constatons que les machines étant arrêtées, notre camarade n'ayant évidemment pas pour si peu abandonné son indépendance perdit une demi-heure de son salaire, celui-ci ne pouvant évidemment pas présenter sa carte en due forme.

Pour finir, remarquons que ce fait de payer le temps du vote a une étrange ressemblance avec les lois des pays de l'Est.

Souvenons-nous des jours fériés, chômés et payés en ces occasions et des fêtes qui les accompagnent.

Est-ce un acheminement vers la dictature à la manière marxiste ?

On se le demande.

LE SYNDICAT DES METAUX DE RIVE-DE-GIER.

LA VOIX DE LA F. T. R.

VACANCES

Le nombre de billets « Congés populaires » délivrés en ce début de juin est bien inférieur à celui de la période correspondante de l'an dernier.

Il est possible qu'un revirement se produise. Pourtant ce démarrage semble symptomatique ; ça ne tourne pas rond.

Les gens manquent d'enthousiasme. Ils sont hésitants et donnent l'impression d'être habités par un état d'esprit identique à celui de 1938-1939. Conséquence de la guerre froide, sans nul doute.

Ce qui n'arrange pas les choses, les météorologistes se mettent de la partie. Ils estiment que nous aurons un été « pourri ». Jusqu'à présent, il est difficile d'avancer qu'ils sont mauvais prophètes. Raison d'abstention de valeur relative évidemment.

Le gros point, de loin le plus important, c'est que le petit ou le moyen salarié n'a pas d'argent. Comme dit l'autre, il est « sans un » et restera chez lui parce qu'il est incapable de faire autrement.

L'ouvrier gagne des appointements sensiblement identiques à ceux de l'an passé. Par contre, les transports ont augmenté de 30 %. Quant aux mercantis avec lesquels le « congé payé » se trouve aux prises dès son arrivée dans la « nature », inutile de dire qu'ils n'ont abdiqué aucune de leurs prétentions antérieures. Ne disposant que de quatre mois pour « plumer » le Parisien, ils doivent nécessairement mettre les bouchées doubles.

Donc, faute de moyens suffisants, les gens s'abstiendront nombreux. Les uns, prévoyants, pensent qu'une tonne de charbon vaut maintenant presque l'équivalent d'un mois de salaire et que, cet hiver, il faudra malgré tout se chauffer ; les autres estimant impossible de prélever sur leurs appointements faméliques les fonds nécessaires pour passer quinze jours de vacances agréables. Tous ces raisonnements sont valables. Les salariés dans leur grande majorité sont donc dans l'impossibilité de jouir du bien-être que le capitalisme semble leur accorder avec libéralité.

Pour les cheminots, la question est quelque peu différente.

L'argument massue que l'on nous oppose est : « Vous pouvez prendre des vacances, vous ne payez pas de train. » C'est un fait, sans grande valeur pourtant.

Je connais bon nombre de cheminots qui n'utilisent pas leur carte de circulation trois fois par an. Il y en a même qui ne s'en servent pas du tout. Rien n'est plus vrai. L'échange des fascicules de permis des familles d'agents vient d'être effectué récemment. Ils sont distribués au compte-gouttes, pourtant certains ayants droit avaient encore en mains des fascicules de 1946. Ils n'avaient donc pas utilisé LEURS PERMIS GRATUITS de 1947, 1948, 1949.

Pourquoi ? Parce qu'ils sont atteints du même mal que tous les autres prolétaires.

Le traitement de début d'un cheminot, dernière augmentation comprise, s'élève à Paris, localité la plus avantagée, à 12.400 fr., net, ET TOUS CEUX DES AGENTS DE LA BASE SONT EN RAPPORT.

Une autre raison milite aussi contre le départ en vacances du personnel appartenant au service des gares.

Bien qu'un texte légal dise que pendant la période du 1er juin au 31 octobre chaque agent peut bénéficier, s'il le désire, d'un congé ininterrompu de douze jours ouvrables, les ayants droit éprouvent les plus grandes difficultés pour obtenir satisfaction. Ils ignorent souvent quelques jours avant leur départ, parfois même la veille, si celui-ci aura vraiment lieu. On est tenté de croire, étant donné l'hostilité ouverte marquée par les cheffaillons, responsables des tableaux de service, que ce sont eux qui financent de leurs deniers les vacances de leurs subordonnés.

Les précédents sont nombreux de cheminots ayant loué une bicoque, pour quinze jours, qui ont perdu tout ou partie de leur argent parce qu'ils se butaient à l'intransigeance imbécile de leurs supérieurs.

Dans les services centraux ou régionaux, tout change d'aspect, évidemment.

Les moyens financiers sont déjà bien plus importants. Les congés peuvent être pris en une seule fois. Pour se remettre des fatigues provoquées par leur travail harassant, ces messieurs disposent d'environ un mois, pris à la date exactement choisie par eux, longtemps à l'avance, ce qui n'est pas si mal.

Seuls les dirigeants de ces grands services faisant preuve de la plus complète abnégation, semblent s'intéresser aux vacances comme à leur première culotte. Pas question pour eux de profiter de douze jours de congé comme le lampiste jouisseur. La S.N. C.F. avant tout !...

Le service nécessite, à tout bout de champ, pendant la période estivale, des déplacements, indemnisés, cela va sans dire, à travers toute la France, voire à l'étranger.

Il est nécessaire que « NOS GRANDS RESPONSABLES » possèdent une fameuse dose de courage pour se plier à de telles obligations.

Heureusement, ils n'en manquent pas et pour cette raison nous les verrons sans doute encore, tout comme l'an dernier, dans les voitures officielles de la S.N.C.F., réservoirs pleins jusqu'à la gueule, canoé amarré sur le toit, partir, sans marquer la moindre lassitude, travailler à la coordination des grands moyens de transport que sont le rail, la route et l'eau.

Aux frais de notre bonne S.N.C.F., bien entendu.

LE LAMPISTE ENCHAINE.

COMMUNIQUES

TRÉSORIER CONFÉDÉRAL

René Doussot, 9, avenue de la Porte-de-Clignancourt, Paris (18e). - C.C.P. 5046-35.

COMITE DE REDACTION

Le Comité de Rédaction se réunira ce soir, vendredi 23, à 21 heures, siège de la coopé A.T.A., 20, rue Sainte-Marthe. Tous les compagnons s'intéressant au C.S. sont cordialement invités. J.T.

F.T.R.

Permanence tous les jeudis, 32, rue de la Tour-d'Auvergne.

Trésorière: Lavigne Roger, 1, rue des Venêts, Pontoise. C.C.P. 6701-99 Paris.

DEUXIEME REGION

SYNDICAT DES TRANSPORTS

Assemblée générale, le dimanche 2 Juillet, à 9 heures, salle de la Solidarité, 15, rue de Meaux (métro : Colonel-Fabien). Ordre du jour très important.

SYNDICAT INDUSTRIEL DES METAUX

Assemblée générale le samedi 24 juin, à 14 h. 30, Salle du Pavillon, 65, boulevard de la Villette.

La carte syndicale sera exigée à l'entrée.

NOTE DU TRESORIER DU S.U.B.

Pour tout envoi de fonds se servir du C.C.P. Cela évite des frais et des dérangements. Le C.C.P. est le suivant : Arondel Maurice, 100. rue Doudeauville, Paris (18e). C.C.P. : Paris 6261-16.

PERMANENCES DU S.U.B.

Tous les jours au siège, 39, rue de la Tour-d'Auvergne, de 14 heures à 19 h. 30, sauf le dimanche.

S.I.A.

Des billets de souscription à la tombola, organisée à l'occasion de la soirée artistique de la S.I.A. de Poitiers du 2 juillet 1950, sont en vente au siège de la C.N.T., 39, rue de la Tour-d'Auvergne, Paris, au prix de 10 francs l'un. Le premier prix est une bicyclette. Le tirage aura lieu le jour de la soirée.

Bois-Ameublement

19, rue Faidherbe, café « La Source », à 18 h. 30, tous les mercredis.

U.L. Suresnes-Puteaux

Tous les quatrièmes vendredis, salle de la Justice de Paix, à Suresnes, à 18 h.

Livre-Papier-Carton

Premier et troisième samedis, de 14 h. 30 à 18 heures.

P.T.T.

Deuxième et quatrième dimanche à 9 heures. Permanence lundi de 18 à 20 heures.

Textile-Habillement

Tous les samedis de 14 à 18 heures.

Cuirs et Peaux

Lundi à 18 h. 30, au siège.

H.C.R.C.

Lundi à partir de 15 heures.

U L. Argenteuil

Tous les deuxièmes dimanches de chaque mois, avec la présence d'un délégué du Bâtiment et des Métaux.

CAUSERIE SUR LA GRÈVE GESTIONNAIRE

Le camarade Jacquelin fera une causerie sur la grève gestionnaire lors de l'Assemblée des métaux dont on trouvera l'annonce à la rubrique : « Communiqués ».

U.L. Nanterre

Premier dimanche, café «Chez Paulo», rue Paul-Doumer (impasse de la Gare), de 10 à 12 heures.

Suresnes-Puteaux

Tous les 4e vendredi, salle de la Justice de Paix, à Suresnes, à 20 h. 30.

U.L. Colombes

La permanence de l'Union locale de Colombes a lieu les 1er et 3e dimanches de chaque mois, de 11 heures à midi, au Café de la Mairie, 20, rue Henri-Barbusse.

Goussainville

Les deuxième et dernier dimanche du mois, 10 à 12 h., Hôtel de France, Ferme des Noues.

Versailles

Permanence de l'U.L. les deuxième et quatrième dimanche du mois, café «Chez Hélène». 23, rue Montbauron, 10 à 12 h.

GROSLAY

Tous les dimanches, 10 à 12 heures, 55, rue de Montmorency, Groslay.

Saint-Germain-en-Laye, Poissy et environs.

Réunion générale tous les deuxièmes dimanches du mois à 10 heures : 51, rue A.-Bonnenfant, à Saint-Germain.

Chatou-Croissy et environs

Premier samedi du mois, salle Hôtel des Nations, à Croissy, à 20 h. 30.

■

UN PAUVRE CHRIST

Un camarade de la C.N.T. cherche qui pourrait lui procurer « Un pauvre Christ » de Mario Mariani. S'adresser à l'administration du C.S.

Liste des sommes reçues par les grévistes d'Aimargues

Voici la liste de la souscription reçue par Elisée Perrier en faveur des grévistes d'Aimargues.

C.N.T. Aimargues, 5.000 ; Groupe libertaire Aimargues, 500 ; C.N.T. Grand-Combe, 3.100 ; C.N.T., C.A. confédérale, 5.000 ; C.N.T. Nîmes, 1.730 ; C.N.T. Métaux Paris, 5.000; C.N.T. Bâtiment Paris, 2.000; C.N.T. Nîmes, 1.000 ; C.N.T. Métaux Bordeaux, 500 ; C.N.T. Employés Bordeaux, 1.000 ; C.N.T. Bâtiment Bordeaux, 2.000 ; C.N.T., 8e U.R., 1.500 ; C.N.T. U.L. Toulouse, 1.000 ; C.N.T. Bâtiment Toulouse, 2.000 ; Sidoine Jean, 1.000 ; F.A. Marseille 500 ; C.N.T. Grand-Combe, 3.280 ; C.N.T., C.A. confédérale, 3.000 ; Congrès F.A. Paris, 15.000 ; Cricri, 2.000 ; C.N.T. Métaux Toulouse, 1.000 ; C.N.T. Intercorporatif Toulouse, 1.500 ; C.N.T. Bâtiment Bordeaux, 1.000 ; C.N.T. Métaux Bordeaux, 500 ; C.N.T. Employés Bordeaux, 500 ; C.N.T., 8e U.R., 1.000 ; Pastor Bâtiment Bordeaux, 200 ; C.N.T. Saint-Denis, 3.030 ; C.N.T., C.A. confédérale, 5.000 ; Sidoine Jean, 1.000 ; C.N.T. Nîmes, 1.000.

Total : 71.840 francs.

REÇU APRES LA GREVE

C.N.T., C.A. confédérale, 5.000 ; C.N.T. Métaux Paris, 10.000 ; Docteur Brochard, 2.000 ; Gil René, Laroque-d'Olmes, 200 ; C.N.T. Bâtiment Bordeaux, 1.000 ; Liste copains de Bordeaux, 200.

Total	18.400	»
Total précédent	71.840	»
Total général .	90.240	»

Au nom de toute la population laborieuse d'Aimargues, merci à tous d'avoir répondu avec tant d'empressement et de générosité à notre appel.

COMMUNIQUÉS DIVERS

Voici les vacances

Avec les beaux jours, les pensées se tournent irrésistiblement vers les vacances, ces pauvres quinze jours arrachés au patronat, grâce à la combativité ouvrière.

Mais encore ne suffit-il pas de cesser de produire : il faut pouvoir « utiliser » ce congé et pour tous, les salaires anormalement bas posent avec acuité un problème de possibilités.

Sans conteste possible, c'est pour les jeunes ouvriers, employés, étudiants qu'il est le plus douloureux.

Que faire ? Cette question, nombreux sont nos jeunes camarades qui se la pose.

Après trois cent cinquante jours de travail dans une ville enfermée, la perspective d'y traîner quinze jours désœuvrés, de bals en bistrots et en cinémas pour tuer le temps n'a rien de réjouissant. Est-ce cela le droit au soleil, le droit à la vie ? Et au bout de ce chemin, la porte de l'usine où l'on rentrera le dos voûté, las d'inaction, prêt à toutes les platitudes.

Est-ce cela qu'ont voulu nos frères de 1936 ? Non.

Les congés payés, ce fut un grand espoir, un grand espoir de libération, de fraternité, un élan vers la vie et s'il fut freiné, stoppé, trahi, les politiciens en portent la responsabilité.

Mais aujourd'hui, nous n'avons point à nous appesantir sur le passé, bien au contraire. Tout en tirant les conclusions qui s'imposent, il faut repartir de l'avant, redonner aux jeunes le goût du plein air, les inciter à prendre la route et la prendre avec eux.

Nous reviendrons alors plus forts, plus décidés pour le travail de chaque jour, pour la lutte émancipatrice ; plus forts physiquement par ce bain de nature, par cette désintoxication et, moralement, par les contacts fraternels que nous aurons su nouer avec les jeunes du monde entier.

Partir seul n'est point la solution, l'homme et le jeune, peut-être plus encore, est un être social.

Partir à quelques copains en campant peut être une solution, mais outre un certain entraînement, une certaine habitude que cela implique, il se pose là encore une question de « gros sous » : Le matériel est cher ; sac à dos ou vélo, petit matériel et surtout la guitoune. Alors ?

Alors, il y a les Auberges de Jeunesse et leur inimitable esprit d'entre-aide et de fraternité.

Il y a toutes les possibilités qu'elles vous offrent : départ isolé, départ en petits groupes. Le soir à l'A.J. se rencontreront des jeunes gars et filles du monde entier. Il a encore les voyages organisés à l'étranger, véritable internationalisme actif.

Il y a... Il y a tant et tant de possibilités qu'un seul article ne saurait suffire et dans le prochain numéro de notre « Combat Syndicaliste », nous vous apporterons quelques autres renseignements, mais dès maintenant si la question vous intéresse et si vos vacances approchent, demandez tous renseignements utiles au Centre Laïque des Auberges de Jeunesse et du Plein Air, 13 bis, rue Jean-Dolent, Paris (14e), GOB. : 62-75. et... bonne route !

F.

BULLETIN D'ABONNEMENT

au « Combat Syndicaliste »

Je soussigné,

NOM .....

Prénoms .....

demeurant .....

.....

déclare souscrire un abonnement de (1) .....

au « Combat Syndicaliste ».

Le .....

SIGNATURE

Envoyez les sommes au C.C.P. PARIS 7497-93
*Y. RICHAUD, 20, Rue Sainte-Marthe, PARIS-X*e

(1) 12 numéros : 110 fr. - 24 numéros : 215 fr. - 48 numéros : 420 fr.

B.D.I.C

CULTURE - THEATRE - CINEMA - CULTURE - THEATRE - CINEMA - CULTURE - THEATRE - CINEMA - CULTURE

JEUNESSE DE NOTRE TEMPS

IL existe actuellement un malaise profond dans la jeunesse c'est évident, et nul ne le contestera. Ce malaise n'est pas nouveau mais il prend des proportions considérables et atteint l'ensemble de notre génération.

Peut-être est-il utile, avant de pousser plus loin notre étude, de préciser ce que nous entendons par « jeunesse ». Ce mot a pris de nos jours un sens beaucoup plus étendu qu'autrefois, mais pour nous il désigne l'ensemble des garçons et des filles en âge d'assumer des tâches sociales, de prendre devant la vie des responsabilités.

Les symptômes que nous constatons journellement chez les jeunes doivent nous permettre d'analyser les origines du mal dont ils souffrent.

La jeunesse actuelle se caractérise par un manque absolu de confiance aussi bien en elle-même qu'envers le monde impitoyable et absurde qui l'entoure. La jeunesse a besoin pour « vivre sa vie » de périodes d'enthousiasme dans lesquelles tout son potentiel de dynamisme est mis à contribution, de périodes lui permettant d'orienter ce dynamisme vers des activités constructives. Mais depuis la guerre elle n'a cessé d'être trompée, bafouée ; avec Reynaud : « Nous vaincrons parce que nous sommes les plus forts » ; Pétain : « Je fais don de ma personne à la France », sans oublier De Gaulle : « La France a perdu une bataille, mais elle n'a pas perdu la guerre », ni Thorez : « Travailler d'abord, revendiquer ensuite », la jeunesse, de slogans en slogans, a suivi le chemin qui conduit à l'abîme. Et aujourd'hui, déçue, désillusionnée, elle n'ose plus penser, et regarde l'avenir avec un effrayant scepticisme.

Pourtant la jeunesse de 1944 avait la promesse de l'avenir radieux, « des lendemains qui chantent » ! Faut-il rappeler l'immense courant d'enthousiasme qui la souleva au sortir de l'horrible nuit de l'occupation nazie ? Débarrassée de l'obsession du travail obligatoire et des camps de concentration, la jeunesse recommence à vivre.

Les combats du maquis, de la Résistance, à Paris ou en province, l'exaltation née de la libération, porta à son paroxysme le patriotisme d'un grand nombre de jeunes. Ce n'est d'ailleurs pas tellement l'amour de la France qui les entraîna dans la Résistance ou dans la guerre, mais le besoin jamais satisfait d'action, d'aventure, de dévouement. Un dégoût insurmontable de la vie quotidienne avec ce qu'elle représente de bêtise, d'absurdité et de lâcheté. Une tentative pour s'affranchir, se réaliser pleinement, quelquefois même dans la mort. En même temps, se développe une poussée de chauvinisme savamment entretenue par des organisations politiques ou para-militaires.

Cependant des jeunes n'avaient pas soif de gloire ni de sang allemand. Ceux-là pensaient avec juste raison qu'après les années de dictature pendant lesquelles le régime de Vichy avait installé sa bureaucratie et pourri une large couche de la société, un bon nettoyage s'imposait.

Nombreux sont les jeunes qui à cette époque rejoignent les organisations politiques de gauche et surtout le mouvement syndical. Beaucoup pensaient que la guerre et la Résistance avaient cimenté l'union des travailleurs français. Ils accordaient leur confiance à ceux qui leur promettaient de grandes transformations sociales. Aspirant à une vie meilleure, ils espéraient concrétiser les désirs des masses populaires et créer les conditions de la disparition de l'exploitation capitaliste.

Mais hélas, à ces espérances ont répondu la trahison des grands partis politiques traditionnels, et le défi de la bourgeoisie qui après avoir un instant tremblé pour ses privilèges se reprenait à croire au retour des beaux jours. Les conditions de vie de la jeunesse ouvrière ne se sont pas améliorées. La disproportion entre les salaires et les prix est de plus en plus grande. Pour un jeune, il est pratiquement impossible de vivre normalement indépendant de sa famille, de se créer un foyer.

Après avoir été trompée si souvent par les apprentis dictateurs, leaders prolétariens, caporaux de toute espèce, la jeunesse se refuse à se laisser embrigader. Elle fuit l'organisation, repousse l'action collective. Le parti ou même le syndicat ne lui semble pas un instrument digne d'intérêt. Elle se complaît dans un individualisme stérile improductif dans lequel se perdent toutes ses possibilités.

L'hypothèse de la guerre atomique pèse aussi lourdement sur les jeunes. Beaucoup se laissent influencer par la psychose qui se développe, et acceptent l'éventualité d'un nouveau conflit avec fatalisme.

Aussi les jeunes se jettent-ils sur les loisirs abrutissants que leur offre la bourgeoisie.

Jamais encore les bals n'ont fait de si bonnes recettes, jamais non plus les navets cinématographiques n'ont obtenu autant de succès. La seule activité dans laquelle la jeunesse se manifeste vraiment est le sport. Le nombre des licenciés sportifs a doublé depuis la libération, en même temps que baissait celui des adhérents de mouvements d'éducation populaire. Mais le sport s'il apporte au jeune travailleur un équilibre physique, le détourne des véritables problèmes, le conduit à oublier la lutte sociale, en fait un être passif devant les manifestations de l'exploitation capitaliste.

Non, vraiment, rien à notre époque n'est susceptible de réveiller l'enthousiasme de la jeunesse, de ranimer sa volonté quelque peu sclérosée. Aucun idéal ne lui apparaît digne de combattre. Ecrasée par un destin trop lourd à supporter, la jeunesse veut vivre et pourtant ne comprend pas que seules l'action collective et la lutte sociale lui permettront de conquérir ce droit. Et cependant les jeunes représentent l'avenir. Ce sont eux qui, s'ils le veulent vraiment, créeront un monde nouveau, à la hauteur de leurs aspirations. Une cité dans laquelle ils se réaliseront pleinement, deviendront des hommes libres.

Mais pour cela, il est indispensable que la jeunesse ouvrière prenne conscience de la nécessité dans laquelle elle se trouve de sortir des sentiers battus, des ornières tracées qu'une éducation orientée spécialement lui ont fait adopter. C'est à cette condition seulement que les jeunes deviendront les propres artisans de leur libération.

Toutes les belles idées : « Liberté, Fraternité, Egalité », toutes les grandes notions : Propriété, Justice, Droit, se vident de leur sens devant les réalités de la lutte de classe. La morale, cet ensemble de lois qui régit les rapports sociaux dans la société est maintenant, du fait de l'évolution de l'esprit et du développement insensé de la technique moderne, complètement périmée. C'est en partant de bases nouvelles que la jeunesse retrouvera le chemin de la vie.

Mais pouvons-nous croire en un tel redressement ? Ne devons-nous pas désespérer de la jeunesse ? Ce serait ignorer les immenses possibilités qui résident en elle, que de ne pas la croire capable d'un généreux sursaut. Malgré une apparence de tristesse et d'ennui, que cachent le visage du « gigolo » de Belleville, celui du « dévoyé » de Montreuil ou du « chômeur » de Pantin ? Un semblable dégoût d'une société dans laquelle tout n'est que meurtre ou rapine. Une même révolte contre un sort injuste qui les a rangés dans le troupeau des miséreux.

Le jeune qui travaille et le soir étudie ou milite, celui qui boit ou danse au café, sont animés de la même répulsion pour notre monde sans issue. C'est seulement la façon de l'exprimer qui les sépare. L'un entre dans la lutte et se dévoue enthousiaste pour la cause qu'il a choisie. L'autre s'amuse, s'étourdit pour oublier un instant la vie fade et monotone qui est la sienne.

Aujourd'hui, la jeunesse assiste à l'agonie d'un monde, il ne tient qu'à elle que cet écroulement se précipite, qu'il en sorte un monde meilleur forgé par sa volonté, que vienne enfin une vie plus belle, plus riche, dans laquelle l'homme s'épanouira librement.

Le mouvement syndical révolutionnaire ne peut rester indifférent devant cet angoissant problème. L'indifférence constituerait là un abominable crime envers la jeunesse, une singulière et odieuse complicité à l'égard du régime bourgeois. Le rôle primordial du syndicalisme est d'aider la jeunesse à comprendre la nécessité d'une éducation sociale rejetant les principes que la bourgeoisie lui inculque dès le plus jeune âge ; de lui donner dans la lutte le sens de l'action collective et la volonté de conquérir son destin.

Pierre-François VEZON.

Théâtre — "L'homme et sa liberté"

EN finale du Concours National du Théâtre Universitaire et Amateur, le Groupe Spartacus (1) nous a présenté, au Théâtre de l'Atelier, un jeu dramatique de Chris Marker, *L'Homme et sa Liberté*.

Le Groupe Spartacus qui œuvrait depuis deux ans sur des pièces inédites et pour la plupart constituées d'éléments divers, auxquels un mixage plus ou moins heureux donnait vie, a enfin trouvé son auteur.

Comment mieux définir celui-ci que de le citer lui-même :

« J'ai choisi la Liberté, comme dit l'autre, parce qu'en effet c'est autour d'elle que tournent nos plus grandes forces et nos plus amères expériences. J'y ai fait se répondre des voix bien étrangères autour d'un homme emprisonné qui est vraiment n'importe qui, mais qui, par la grâce de cette passion de la liberté qui lui est soudain révélée, accède à un monde où même les voix ennemies s'accordent. » Dans un décor stylisé, des rideaux gris, deux bancs et un panneau représentant une cellule, un prisonnier, perdu dans le temps et dans l'espace, va revivre par la voix d'un récitant son existence d'homme. Depuis son enfance, jusqu'à sa mort torturée, nous assistons au développement de son individu à travers ses actes officiels ou sentimentaux qui viennent le heurter. Un cirque lui rappelle sa jeunesse séquestrée, une inauguration solennelle, la bêtise humaine, une fille passant dans la campagne, ses premières amours... Puis l'amour véritable, puis la guerre, puis la peur, puis la mort. Et sur sa dépouille démembrée, un compagnon s'inclinera pendant qu'un chef de guerre lui adressera le discours aux morts. Le récitant, reprenant la place du prisonnier, partira, accompagné de la fille, restée fidèle au souvenir de l'emprisonné, vers un ciel pur, vers la Liberté... Malgré quelques faiblesses, mais quelle est l'action qui n'en possède pas, le Groupe Spartacus a réussi à faire vibrer la salle, à la faire rire aussi. Mêlant le drame et la comédie *L'Homme et sa Liberté* a remporté tous les suffrages des spectateurs. Ce jeu dramatique, parlé, chanté, mimé, devrait être représenté d'usines en ateliers, de foyers de jeunes en maisons syndicales, renouant ainsi la tradition du « Groupe Octobre ». Nous espérons toutefois que le Groupe Spartacus arrivera à trouver des textes qui lui permettront de continuer à crier sa soif de liberté, son amour de l'homme. Il serait dommage qu'un théâtre aussi pur, accessible et convaincant, commencé dans un tel élan finisse dans un délayage sentimentalo-surréaliste. Il faudrait que Chris Marker fasse des émules, qu'il donne lui-même d'autres textes, d'autres jeux ou alors nous verrons le groupe tomber petit à petit dans le sentier des autres troupes d'amateurs, sentier qui se raccourcit de plus en plus pour finir en impasse. Il n'existe malheureusement pas des quantités de situations dramatiques, il n'existe malheureusement pas des quantités de spectacles ouvriers. On l'a bien vu avec la Compagnie Grenier-Hussenot, moitié mime, moitié comédienne, qui s'est heurtée à la porte close de *La Fête chez le Gouverneur*. Les jeunes du Groupe Spartacus sont pourtant tellement bien accrochés à leur idéal : « Amour du beau et soif de la vérité », qu'en attendant de pouvoir les applaudir à nouveau sur une scène parisienne, nous sommes fermement convaincus qu'ils travailleront d'arrache-pied pour leur théâtre qui est aussi le nôtre : le Théâtre du Peuple.

Pierre DAVRON.

P.S. — Le Groupe Spartacus, classé troisième au Concours National du Théâtre Universitaire et amateur, a été désigné pour participer au concours des Jeunes Compagnies, avec une réserve faite par un des membres du jury, M. Cohen. Le Groupe, dans une satire violente et spirituelle dirigée contre Andrews Carnegie a dû changer le nom de ce dernier en Andrews Aciéries. Vive la liberté d'expression quand même !...

(1) *L'équipe Spartacus est le groupe d'expression dramatique du Centre Laïque des Auberges de Jeunesse et du Plein-Air.*

Les Livres — "La fin de l'espoir" DE Juan HERMANOS

MADRID, 1940.

Franco est au pouvoir. Hitler se prépare à envahir l'Angleterre. Sur toute l'Europe, le fascisme monte.

Et, pourtant, la certitude du triomphe de la Liberté et de la Démocratie demeure au cœur des Espagnols. A Madrid, dans l'Université, une résistance s'organise. Malgré l'oppression silencieuse : la presse muselée, les nouvelles systématiquement déformées, l'Eglise qui maintient le pays dans un obscurantisme propice au développement de la foi, s'organise contre un régime où tout se vend, tout s'achète, où la considération est fonction de l'importance du compte en banque.

Les distributions de tracts commencent. Les équipes se montent. Le réseau s'organise. Le recrutement s'intensifie. Lutte obscure, insensée, à l'époque où partout les forces de la réaction triomphent. Mais l'espoir reste. La volonté de vaincre demeure.

Chaque clandestin s'abreuve à la B.B.C. « Nous vous délivrerons. Nous sauverons l'Espagne du joug fasciste », dit chaque jour la radio anglaise. Roosevelt est l'homme du jour : c'est l'héritier spirituel de Wilson : « Un Wilson actif, décidé, énergique, aussi généreux et plus réaliste. »

A mesure que les Alliés approchent de la victoire (!), la répression s'organise : il faut sauver le dernier bastion du fascisme. L'espoir renaît avec les victoires successives du camp de la démocratie. Les esprits s'échauffent... Il faut agir, agir coûte que coûte... Se libérer de ses propres forces.

Madrid, 1945.

La guerre se termine. Le premier espoir s'évanouit. C'est une seconde non-intervention qui se prépare, plus horrible peut-être que la première. L'attente recommence. Encore un peu de patience. Le travail clandestin continue. Nouvelles adhésions. Le groupe d'action est complet, prêt à obéir au moindre signe. De nouveau, se résigner à l'attente.

Jamais peut-être la sombre duperie de la guerre pour la défense du Droit et de la Liberté, n'apparut si bien au grand jour. Après quelques délibérations, l'O.N.U. en fait abandonna l'Espagne. Qu'importe le droit, la justice, la liberté lorsqu'il y a des mines de mercure ou des oranges à conquérir ? Il n'y eut même pas rupture des relations diplomatiques. Non. Rien. Et pourtant, « sans la trahison des démocraties, la victoire était certaine. Mais voilà, elles nous ont trahis. »

Et l'espoir a quitté ces hommes au cœur pur. « Pas de relève. Pas de munitions. Pas d'appui. Plus de jeunesse. Plus d'amour. Plus d'illusions. Toutes les nations nous ont trahis et nous sommes plus que jamais et désespérément seuls, je me demande si tout cela valait la peine d'être tenté, si ceux qui sont morts n'ont pas été des dupes... Voilà ce qu'ils ont fait de nous, tous ces salauds réunis, démocrates et chemises bleues. Voilà ce qu'ils ont fait de nous aujourd'hui : DES LACHES ! »

Peut-être reprochera-t-on le pessimisme suintant à chaque page ? Mais avons-nous le droit de formuler des observations, nous qui acceptons de vivre lorsque nos frères meurent, nous qui nous sentons une mauvaise conscience ? Et après avoir été trahis au nom de la Liberté, avoir espéré que les actes seraient en accord avec les paroles et avoir vu cet espoir rouler au fond de l'abîme, est-il possible de trouver encore une raison de croire, ou ne se trouve-t-on pas devant un mur impossible à franchir. Pourrons-nous les venger ou devrons-nous, comme le dit Sartre dans la préface, voir et attendre, car « les derniers crieurs sont morts : il reste des mots imprimés. Il faut que vous les lisiez pour apprendre comment on crie la fin de l'espoir ; parce que ce sera bientôt notre tour. Après il n'y aura plus personne pour crier. Ni personne pour se boucher les oreilles ».

Louis VERDOUX.

Réactions contre la censure

IL ne se passe plus de jours où l'on n'apprenne que le délit d'outrage aux mœurs par la voie du livre est retenu contre de nouveaux écrivains et contre ceux qui s'emploient à mettre en circulaion leurs ouvrages. Dénoncera-t-on jamais assez l'hypocrisie d'un temps où les juges se donnent le ridicule de « réhabiliter » Baudelaire, alors que les lois scélérates qui le frappèrent entraînent aujourd'hui l'application de peines de plus en plus rigoureuses ? Il est trop évident que la multiplication des œuvres tenues pour licencieuses ne fait que traduire le vertige d'une société que les persistantes menaces de guerre et d'anéantissement cosmique privent de toute stabilité au moral comme au physique. En laissant subsister les causes, il est absolument vain de vouloir détruire les effets.

Les soussignés élèvent une véhémente protestation contre les poursuites intentées aux Editions Premières pour diffusion du chef-d'œuvre de Sade : « La Philosophie dans le boudoir », maintes fois réédité au XIXe et au XXe siècles. Ils estiment qu'une telle inculpation ne peut être que le fait d'une conscience ignare. Ils croient, en effet, devoir rappeler « à qui de droit » que l'œuvre de Sade a été au chevet de Lamartine, de Petrus Borel, de Stendhal, de Baudelaire, de Swinburne, de Barbey d'Aurevilly, de Lautréamont, de Nietzsche, de Dostoïevsky, d'Apollinaire, de Kafka, ce qui lui confère, pensent-ils, assez de titres à être tenue désormais pour *classique*. Une condamnation qui l'atteindrait demanderait à être relevée non seulement comme une atteinte à la liberté dans son expression suprême mais comme un intolérable défi à l'intelligence et justifierait de la part de tous ceux qui tiennent ces deux biens pour inaliénables, un état de rébellion *active* contre les pouvoirs.

André BRETON, Benjamin PERET, A. ASTRUC, M. SCHERER, Claude MAURIAC, C. BRYEN, Pierre LOEB, Jean PAULHAN, Raymond QUENEAU, PICHETTE, A. PATRI, J. PREVERT, J.-B. BRUNIUS, G. BATAILLE, Cte Anne de BIEVILLE, Marcel JEAN, P. WALDBERG, J.-L. BEDOUIN, H. PASTOUREAU, J. HEROLD, H. PARISOT, SEIGLE, M. NADEAU, Louis PAUWELS, Maurice HENRY.

L'art et la vie

NOUS savons qu'il est déjà laborieux de trouver une unité de pensée entre les hommes dès que l'on aborde des domaines tels que techniques, sciences, sociologie. Et pourtant, dans ces recherches, l'homme peut mesurer, peser, contrôler ses expériences.

Que dire alors du monde infini des arts ? C'est un immense inconnu où les facteurs se pénètrent, s'associent, ou s'opposent, en laissant l'homme, profane ou averti, absolument perplexe.

Pourtant chaque individu a des idées très arrêtées sur l'art, allant souvent même jusqu'au sectarisme. Et cela se conçoit, car, laissant de côté toute logique, tout raisonnement, l'art, tel l'amour ou les désirs de l'homme, s'adresse à ses sens.

Pour le créateur, comme pour le spectateur, une œuvre satisfait ou agace les yeux, les oreilles, les mains.

Voilà pourquoi, au départ, rien nous permet de tirer une règle générale en matière artistique. Mais nous reviendrons sur ce sujet, le cas échéant.

Si l'art est un problème insoluble pour l'homme, du moins nous permet-il de mieux le comprendre.

Telle société ou civilisation, présente ou passée, s'éclaire mieux pour nous à la vue de son architecture, de sa peinture. Tel un miroir, l'œuvre plastique nous reflètera les aspirations ou les peines d'un peuple. La révolution dans la peinture ou la sculpture française, à la fin du XIXe siècle, nous facilite la compréhension d'un monde en révolte. Nous saisissons mieux l'importance des faits politiques et économiques de cette époque, en regardant l'œuvre de Delacroix, de Rodin, de Cézanne, etc.

Les révolutions, les internationales, n'ont pas laissé l'artiste insensible. Voyez la différence avec les peintres du XVIIIe siècle : Watteau, Boucher, Fragonard, fidèles serviteurs de leurs époques.

Si l'art est influencé par des facteurs économiques (Renaissance), mystique (roman, gothique), il ne faut pas croire que l'artiste est prisonnier de son milieu, de sa société. Quelquefois, il rompt avec celle-ci, s'oppose et lutte contre. Trop fort est son désir de créer et de satisfaire son besoin d'évasion vers ce qu'il croit être beau, pour se soumettre. Même quand il se soumet, il laisse percer son désir de liberté, d'interprétation personnelle.

Il y aura beaucoup à dire, même des erreurs. « Mais la vérité est faite d'erreurs reconnues » (Bourdelle, sculpteur). Nous éviterons la généralité, et prendrons des cas bien distincts.

L. FERNAND.

LIBRAIRIE

LIVRES

Pierre Besnard. — L'Ethique du Syndicalisme, 75 fr. (120) ; La Paix, 100 fr. (145) ; Les Syndicats Ouvriers et la Révolution Sociale, 200 fr. (260) ; Le Monde Nouveau, 140 fr. (185).
Aurèle Patorri. — La Débâcle de l'Elite, 150 fr. (195).
Gaston Leval. — L'Indispensable Révolution, 100 fr. (145).
Gabriel Giraud. — Paul Robin, 150 fr. (195).
Jeanne Humbert. — Sébastien Faure, 180 fr. (225).
Fernand Planche. — Kropotkine, 210 fr. (255) ; Durolle, 150 fr. (195) ; Louise Michel, 150 fr. (195).
Louis Lecoin. — De Prison en Prison, 160 fr. (205).
Voline. — La Révolution inconnue, 350 fr. (440).
Louis Buchner. — Force et Matière, 270 fr. (330).
Victor Méric. — Coulisses et Tréteaux, 75 fr. (120).
Charles Malato. — Les Joyeusetés de l'Exil, 100 fr. (160).
Ernest Haechel. — Histoire de la Création, 400 fr. (490).
W.S. Wallino. — Le Mouvement Ouvrier et la Démocratie aux Etats-Unis, 200 fr. (290).
Nestor Blanc. — Joyeux, fait ton fourbi, 255 fr. (320).
Fernand Pelloutier. — Histoire des Bourses du Travail, 260 fr. (305).
Louis Tenars. — Le Sauveur, 100 fr. (145).
Maurice Hallé. — Par la Grande Route et les Chemins Creux, 150 fr. (195).
B. Malon. — Précis du Socialisme, 175 fr. (235).
Jules Valles. — L'Insurgé, 125 fr. (170) ; Le Bachelier, 125 fr. (170) ; L'Enfant, 125 fr. (170).
Bakounine. — La Révolution Sociale ou la Dictature Militaire, 180 fr. (225).
Sébastien Faure. — La Véritable Révolution Sociale, 60 fr. (90) ; L'Imposture religieuse, 230 fr. (275).
Jacques Renne. — Syndicalisme Français, 200 fr. (245).
Maurice Ceyrat. — La Trahison permanente du P.C., 100 fr. (145).
Alexandre Marc. — Avènement de la France ouvrière, 210 fr. (270).
Emile Hureau. — Les Jésuites, la Classe ouvrière et la Révolution, 70 fr. (115).

BROCHURES

Gaston Leval. — Le Communisme, 40 fr. (70) ; L'Anarchisme et l'Abondancisme, 10 fr.
G. Berneri. — La Société sans Etat, 20 fr.
L. Barbedette. — Pour la Justice économique, 10 fr.
Ernestan. — La Fin de la Guerre, 5 fr.
Sébastien Faure. — Sacco et Vanzetti, 5 fr. ; Les Douze Preuves de l'inexistence de Dieu, 10 fr. ; Les Crimes de Dieu, 20 fr. ; La Fausse Rédemption, 10 fr.
P. Comont. — L'Architecture, 20 fr.
A. Guillier. — La Révolution salvatrice, 15 fr.
P. Camus. — Le Syndicalisme et le Problème paysan, 20 fr.
G. Yvetot. — ABC du Syndicalisme, 15 fr.
E. Rothen. — La Politique et les Politiciens, 20 fr.
P. Monatte. — Où va la C.G.T., 10 fr.
Pierre Besnard. — Le Problème des Salaires, 6 fr.
Edouard Rotot. — Le Syndicalisme et l'Etat, 12 fr.
Lashortes. — Qu'est-ce que le Prolétariat, 10 fr.
Louise Michel. — Prise de Possession, 15 fr.
Aristide Lapeyre. — Le Problème espagnol, 15 fr.
Les Anarchistes et l'Activité Syndicale, 15 fr.
La Bulgarie, nouvelle Espagne, 25 fr.
Les Bulgares parlent au Monde, 50 fr.
Le Syndicalisme et la Guerre, 5 fr.

REVUES

Mains et Cerveau, 40 fr.
Etudes Anarchistes, 40 fr.
Défense de l'Homme, 40 fr.

EXPÉDITION

Pour les livres, les prix entre parenthèses sont les prix franco.
Pour les brochures joindre 10 francs à chaque.
Pour les recommandés joindre 40 francs par colis, en plus.
C.C. Postal de la Librairie : Paris C.C. 7.473-08, M. Marcheti Robert, 1, rue Dulaure, Paris (20e).

SERVICE DE LIBRAIRIE

Le service de librairie demande aux camarades qui font une commande de livres de bien vouloir envoyer le montant d'avance et de bien vouloir envoyer la correspondance au camarade Oudin, sauf en ce qui concerne le C.C.P. qui doit être adressé au camarade Marcheti.

Le libraire :
OUDIN.

CNT
Le Directeur-Gérant :
DOUILLET François
Imp. Spéc. du Combat Syndicaliste

B.D.I.C

LES CONVENTIONS COLLECTIVES EN POLOGNE

LES décrets et articles des journaux syndicaux permettent de se rendre compte de l'orientation donnée au syndicalisme et de certains problèmes du travail.

Ainsi, l'organe officiel des syndicats polonais, l'hebdomadaire *Zwiazkowiec* (« Le Syndiqué »), présentait le 16 avril dernier le projet de loi sur « la discipline socialiste du travail », déposé le 4 avril par le ministre de l'Industrie légère, Stawinski :« Accomplissant la volonté de la classe ouvrière, le gouvernement vient de soumettre à la Diète le projet d'une loi rendant possible l'application des moyens de répression et d'éducation à l'égard de ces individus nuisibles que le sens du devoir envers l'Etat populaire et les camarades d'atelier n'empêche pas d'enfreindre la discipline du travail. »

Le projet prévoit que, si en dépit des avertissements ou des pénalités stipulées par le règlement intérieur d'entreprise, le travailleur s'absente pendant quatre jours ou davantage au cours d'une année légale, il sera traduit devant un tribunal qui peut condamner le coupable à une amende équivalent à 10 ou 25 % de son salaire, et cela, pendant une période ne pouvant pas dépasser trois mois. Règlement qui paraît sévère, l'ouvrier polonais est, de sa nature, travailleur.

Mais l'organe de la C.G.T. approuve ce projet et écrit : « La loi soumise au gouvernement donne à la classe ouvrière l'arme contre ceux qui, en enfreignant la discipline socialiste du travail, entravent l'accomplissement des grandes tâches de la Pologne populaire... Inculquer aux masses laborieuses le sens d'une discipline consciente du travail constitue une importante tâche des syndicats et particulièrement des Comités d'entreprise.

Il énumère plusieurs ouvriers qui ont approuvé le projet de loi : ce sont des mineurs stakhanovistes, des métallurgistes stakhanovistes, des ouvriers du textile stakhanovistes ainsi que des militants et militantes du Parti Ouvrier Unifié (parti communiste).

Que pensent les autres ouvriers ? Quel rôle ont-ils dans le syndicat ?

⁂

Le Zwiazkowiec du 2 avril fournit lui-même une réponse sur ce point. Il indique que la Section d'Education de la C.G.T. polonaise s'est donné pour tâche de former dans l'année en cours environ **120.000 activistes syndicaux.** Le Zwiazkowiec déplore que « chez les métallurgistes de certains grands établissements (par exemple chez ceux de Strachowice), la formation massive ne soit pas encore commencée ». Remarquons que dans la Fédération des Cheminots, sur 256 cours projetés pour le premier semestre 1950, on n'en a encore organisé que 40. En ce qui concerne la formation des travailleurs des hauts-fourneaux, le journal reproche à ces syndicats leur tendance à former tous les membres du syndicat, et non uniquement des activistes et des hommes de confiance.

Le syndicalisme polonais ne se préoccupe-t-il donc que de former une minorité, et aucunement d'élever le niveau de l'ensemble des travailleurs ?

Nous retrouvons des précisions sur le rôle des activistes au sujet des conventions collectives.

La « Trybuna Ludu » du 2 avril consacre un grand article à la nouvelle Convention collective des ouvriers agricoles qui est entrée en vigueur le 1er avril et « présente une grande importance pour le développement ultérieur des propriétés rurales d'Etat ».

« La nouvelle convention permettra d'utiliser les réserves d'une façon plus efficace que cela n'avait lieu jusqu'à présent ; elle fera augmenter la rentabilité et diminuer les frais de revient des propriétés rurales d'Etat. »

Il s'agit ainsi de la prospérité des fermes étatisées. Par quel moyen ? Par une réforme des salaires.

Jusqu'alors, le salaire était indépendant du rendement, « ce qui lésait les ouvriers travaillant à grand rendement », dit ce journal; selon la nouvelle convention collective, « les salaires dépendent du travail exécuté par l'ouvrier agricole, de sa place dans la production et, ce qui est plus important, de son rendement ».

Désormais, hommes, femmes et enfants recevront : « à travail égal, salaire égal. » Les normes de production sont désormais au nombre de 400, alors qu'il y en avait seulement 111 l'année passée. Le résultat est que les différences de salaires vont augmenter entre les ouvriers agricoles. Et il est très significatif de constater que, dans tous les pays satellites de l'U.R.S.S., des Balkans à la Pologne, les anciennes formes de rémunération font place à des règles qui augmentent considérablement les différences de salaire et au travail à la tâche. Nous avons pu déjà connaître les résistances que ces méthodes ont suscitées en Bulgarie.

Mais l'article précise encore : « La nouvelle Convention collective est entrée en vigueur. De sa réalisation, de la juste appréciation de ses principes dépend le développement des propriétés rurales d'Etat.

« Par conséquent, des tâches énormes se posent devant les comités locaux du Parti ouvrier polonais unifié et devant les conseils ruraux. Il est du devoir des **Activistes du Parti et des Syndicats** de créer de nouveaux rapports à l'égard du travail, rapports basés sur la nouvelle organisation...

« Les comités du parti doivent combattre sans scrupules toutes les manifestations de favoritisme lors de l'établissement des normes et de la répartition des tâches entre les ouvriers. Les organisations du parti ont une grande tâche à accomplir dans les propriétés rurales d'Etat en propageant parmi les ouvriers agricoles le principe socialiste qui constitue l'essentiel de la nouvelle convention. »

Qu'est devenu le syndicalisme ? Il est livré à une minorité chargée d'y faire accepter les points de vue du parti communiste et d'amener les travailleurs, bon gré ou mal gré, à les exécuter. Le travailleur ne compte plus devant les intérêts de l'Etat-patron, et c'est cette conception qui est appelée dans ces pays « le socialisme ».

Renée LAMBERET.

LE COMBAT SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA Confédération Nationale du Travail

Section Française de l'Association Internationale des Travailleurs

RÉDACTION-ADMINISTRATION : 39, rue de la Tour-d'Auvergne - PARIS (9e)

Paraît tous les Vendredis

LA COPIE DOIT ARRIVER LE SAMEDI AU PLUS TARD

Abonnements : 1 an (48 numéros) 420 fr. Six mois : 215 frs - Trois mois : 110 frs

Changements d'Adresse : 20 francs

C. C. P. : Y. RICHAUD PARIS 7497-93

20, RUE SAINTE-MARTHE, PARIS-Xe

Les propositions Schuman

(*Suite de la 1re page*)

Essentiellement industrielle, exportant des objets manufacturés, produisant actuellement plus de 16 millions de tonnes d'acier et près de 10 millions de tonnes de fonte, un affaissement de la demande de produits sidérurgiques provoquerait, sur la demande du Comité supranational, une réduction de son contingent de production. Ce serait l'évanouissement de ses espoirs en une primauté de la livre sterling et son effort de redressement compromis.

La préoccupation des dirigeants anglais est donc de sauvegarder l'indépendance des hauts fourneaux, ceci afin de conserver, dans la désunion continentale, des positions privilégiées.

Washington approuve secrètement. La diplomatie américaine n'a pas renoncé à son projet de faire de la Ruhr l'arsenal des démocraties occidentales. Pour elle tout s'inscrit dans des préoccupations stratégiques, dans le pacte Atlantique ou dans le plan de défense générale. Développer la production d'acier continental c'est accroître la capacité offensive de l'Europe, selon les desseins et les calculs du Pentagone.

Quant aux autres, le Bénélux et l'Italie, leur accord ne semble pas total. La Belgique, très mécontente du système de paiement proposé pour le clearing européen, peut faire des objections à l'organisation du pool Schuman de nature à mener, le 20 juin, les négociations dans une impasse.

Des gens, sans doute bien conservateurs, ont taxé le projet « d'idée révolutionnaire » ou « historique ». Comme si l'histoire ou la révolution passaient par des combinaisons sordides d'intérêts capitalistes.

En vérité, c'est que les estimations faites par la Commission économique pour l'Europe font ressortir que la production d'acier sera, en 1953, excédentaire d'au moins 8 millions de tonnes, grâce aux perfectionnements apportés à la production sidérurgique.

Le pool n'aura pas seulement à harmoniser les productions, à établir les contingents nationaux, mais également à fixer les prix de vente. C'est-à-dire qu'il aura la faculté, par l'absence de concurrence, de régler les cours, de les élever ou de les abaisser, et de maintenir les profits, ou de les agrandir.

La surproduction envisagée plus haut est la raison capitale de la formation du cartel. Elle entraînerait inévitablement un ralentissement sensible dans les autres secteurs économiques. Et c'est pourquoi le projet est agrémenté d'une proposition de suite en valeur du continent africain.

Il est certain que l'Afrique constitue un riche et intéressant débouché. Des populations considérables n'ayant aucun confort, quel qu'il soit, peuvent connaître, quoique n'y tenant pas le plus souvent, les bienfaits de la « civilisation ». Mais où trouver les capitaux ? Les américains, dans leur fameux point 4, y songent. Mais puisque M. Buron, dans sa réponse à une intervention à la Chambre, rassurait son interpellateur inquiet de l'exportation des capitaux étrangers en Afrique en lui déclarant que leur importance était relative pour le présent, qu'il en serait de même pour l'avenir, par quel moyen le financement des aménagements sera-t-il assuré ? Par des capitaux fournis par les adhérents au pool ? Mais alors la France fournira sa contribution et, en ce cas, que deviendra le programme d'élévation de la productivité ? Une galéjade, une illusion comme savent en produire les politiciens pour mieux duper les ouvriers qui les écoutent.

Quant au pool de l'acier, une création capitaliste de plus pour mieux exploiter la classe ouvrière et la mieux rançonner.

N. B. La conférence des partis socialistes occidentaux, tenue à Londres les 16 et 17 de ce mois, a fait droit au point de vue travailliste. En effet, en déclarant que le pool doit être placé sous le contrôle gouvernemental, ceci suppose la constitution d'un organisme intergouvernemental qui laisse à chaque pays participant toute initiative en matière de charbon et d'acier. C'est la négation du supranationalisme.

Bravo ! M. Pascal-François-Mauriac

(*Suite de la première page.*)

Et M. Mauriac a encore raison lorsqu'il termine ainsi son article :

« ... *Les cars déversent devant les chefs-d'œuvre catalogués les pèlerins de l'Année Sainte. Je voudrais rallier ces troupeaux ahuris et exténués et les amener sur la colline de San Miniato ou sur celle de Bellosguardo au crépuscule, et je leur dirais : « Ce que vous avez pu pressentir d'ineffable dans les fresques intactes de l'Angelico à San Marco ou dans celle de Benozzo Gozzoli au palais Ricardi, contemplez-le ici à sa source. Tout y reflue de ce qui s'éteint ou se meurt dans les musées. C'est le paysage qui est devenu œuvre d'art, au point que l'encadrement d'une portière de wagon ou d'une fenêtre de chambre d'hôtel suffit à lui conférer le pouvoir de suggestion et d'enchantement du chef-d'œuvre humain.* »

A quoi bon en effet retracer sur une toile ce que la nature que l'on peut admirer, nous offre de si beau, et dont le pouvoir suggestif suffit à notre enchantement.

C'est donc bien une erreur de croire que l'on a compris une œuvre artistique lorsqu'on a retrouvé sur la toile, l'objet ou l'anecdote dont le peintre s'est servi seulement comme prétexte à l'organisation plastique de son tableau.

Ce n'est pas l'émotion qu'il provoque mais bien notre superficielle sensibilité qui nous fait admirer le paysage peint, car il serait désuet de penser que si l'individu qui ne peut se déplacer achète un paysage de Florence, il achète aussi le bouquet de fleurs ou la bouteille peinte pour satisfaire sa curiosité de l'inconnu, de l'insaisissable.

Pourquoi aurait-il besoin de les avoir représentés d'une façon ou d'une autre, puisqu'il n'est pas à même, ne connaissant pas l'original, de constater s'il y a ressemblance ou non.

L'artiste a-t-il voulu se mettre à la portée du spectateur en puisant dans les objets qui l'entourent, la forme qui touchera sa sensibilité ? Non ! sans cela, il n'y aurait qu'une seule et unique manière de peindre... la bonne, et ainsi, de se faire comprendre du grand public, de l'éduqué comme du profane.

Quant à une autre formule qui tenterait de nier, à la suite de ce raisonnement, la valeur picturale d'œuvres représentatives, figuratives ou abstraites, et de considérer qu'il s'agit d'une toute autre forme d'expression, alors, qu'on nous permette une dernière question : où commence et où fini donc la vraie peinture ?

Pour nous, l'art, qu'il soit pictural, musical ou autre, reste lié à la vie.

C'est pourquoi l'art doit faire appel, non à la sensibilité d'ordre formel et esthétique du spectateur, mais à ce qu'il a de plus profond en lui, c'est-à-dire son esprit.

Merci, Monsieur Pascal-François Mauriac, d'avoir su nous inspirer cet article.

CONGRÈS DE LA 19e U.R.

Sur la demande de l'Union Locale de Marseille, un Congrès Régional, aura lieu le DIMANCHE 25 JUIN, salle F. Pelloutier, vieille Bourse du Travail à Marseille, à 9 heures précises.

L'ordre du jour suivant a été arrêté, et si vous avez d'autres questions à y ajouter, veuillez nous le faire savoir de suite :

1. **Rapport moral et d'activité.**
2. **Rapport financier.**
3. **Réorganisation du Bureau actuel.**
4. **Nouvelles activités à déterminer.**
5. **Questions diverses.**

Un compte rendu du C.C.N. qui s'est tenu à Paris le 11 courant, sera fait par notre délégué, le camarade Gardebled, qui remplit provisoirement les charges du Secrétariat régional.

Où en sommes-nous ?

(*Suite de la 1re page*)

Voici comment se présente la situation financière du Crédit Lyonnais au 31 décembre 1949 :

Le montant total des recettes s'élève à 19.386 millions, soit une augmentation de 27 % par rapport à 1948. Durant cette même période, le montant total des salaires, y compris le 13e mois, les primes de bilan et de vacances est passé de 8.708 millions en 1948 à 9.841 en 1949, soit une augmentation de 13 %. Ce qui ne signifie pas que les salaires ont augmenté de 13 %. En fait, ceux-ci n'ont pas augmenté.

Ces 13 % représentent :

— La majoration des coefficients de base pour ancienneté (prévue par la convention collective) ;
— Une légère augmentation des effectifs « personnel » entraînant une augmentation de la masse des salaires ;
— L'augmentation des bénéfices bruts a entraîné une augmentation correspondante des « participations » versées au hauts cadres ;
— Les cadres participants ont reçu en juin dernier, une augmentation de 11 % sur leurs salaires de base.

Les bénéfices ont servi purement et simplement à augmenter les provisions. Pour 1949, elles s'élèvent à 2.465 millions contre 1.840 en 1948, soit une augmentation de 35 %. Au bilan général, le solde du compte « provisions » est passé de 843 millions en 1947 à 5.395 millions en 1949. **C'est-à-dire qu'en trois ans, la Direction du Crédit Lyonnais a soustrait de ses bénéfices pour les incorporer aux provisions de quoi payer actuellement huit mois de salaires à tous les employés, et en maintenant la hiérarchie actuelle.**

Ces énormes provisions servent tout simplement à couvrir, malgré les déguisements, un véritable auto-financement. La meilleure preuve réside dans le calcul du pourcentage d'utilisation du compe. Il donne pour 1948, 0,325 % et pour 1949, 0,285 %. A mesure que le montant des provisions augmente, le pourcentage d'utilisation diminue. Les bénéfices ou provisions servent donc en fait, à augmenter les ressources liquides de l'entreprise, c'est-à-dire, en définitive, à accroître encore l'année suivante les bénéfices.

Remarquons également que les cadres participants de cet établissement se sont partagés quelques centaines de millions, soit environ une moyenne de 400.000 francs par individus. Certains ont touché 4 millions et encore a-t-on été obligé de fixer un maximum sans cela ce chiffre aurait été dépassé.

Il ressort des chiffres exposés plus haut une possibilité d'augmentation des salaires d'environ 30 %, et cela sans compromettre d'équilibre financier de l'entreprise.

Cette constatation n'est pas propre au Crédit Lyonnais. Les autres établissements de crédit, s'ils ont une situation moins brillante, ont quand même réalisé de confortables résultats. Les banques d'affaires se portent bien. La Banque de Paris et des Pays-Bas par exemple s'est permis de distribuer une participation aux bénéfices confortable. Un employé titulaire a touché environ 40.000 francs, un chef de bureau 400.000 ou 500.000 fr., etc.

Malgré cette situation saine, M. Escarra, président du Conseil d'Administration du Crédit Lyonnais, de la Commission Nationale Paritaire et du Syndicat patronal, estime que nous pouvons attendre... le déluge... ou la rédemption ? Les employés sont bien vêtus, leurs enfants sont habillés presque luxueusement, alors, ils ne sont pas malheureux, une augmentation ne s'avère pas urgente. Tel est le raisonnement de nos patrons.

Il est regrettable que les dirigeants syndicaux des centrales officielles mettent tout leur espoir dans les discussions à une commission paritaire qui n'est qu'un « organisme d'informations patronales » comme l'écrit le secrétaire de la fédération C.F.T.C. des employés. Il termine sa dernière circulaire en écrivant : « Il n'est pas rare d'entendre un représentant patronal déclarer avant la fin des délibérations : « Ma position est déjà prise, je n'en changerai pas quel que soit l'avis de la Commission. » Dédié à tous ceux qui nient la lutte de classe et mettent leur espoir en des discussions avec les patrons plutôt qu'en une révolution prolétarienne.

Les sergents recruteurs

(*Suite de la page 1*)

C'est fini, à dater de ce jour, le chantier étant organisé dans les formes rituelles, l'équipe cégétiste se met immédiatement à exercer une pression énergique sur les non-syndiqués pour les obliger fort démocratiquement à prendre leur carte à la « maison mère ». Ceux-ci, le plus souvent par veulerie ou lâcheté, se laissent encarter sans mot dire. Ils paieront un timbre ou deux et ce sera tout. C'est égal, cela fait quelques centaines de francs de plus pour la caisse confédérale, il n'y a pas de petit bénéfice.

Ce procédé est-il employé dans l'industrie ? Dans les banques ? Chez les cheminots ? Non, là personne n'est inquiété pour sa carte syndicale, mais dans le bâtiment la démocratie stalinienne coule à plein tube. Toutefois, nos inquisiteurs ont déjà mis un peu d'eau dans leur vin grâce au courage et à la ténacité de nos camarades du S.U.B. qui, parfois, n'ont pas craint de se bagarrer à un contre dix.

Nous sommes syndicalistes et nous nous en flattons, mais nous protestons de toutes nos forces contre ce genre de recrutement qui rappelle irrésistiblement, celui des sergents chargés de fournir de la chair à pâté pour l'armée française avant la Révolution.

Ceux qui fondèrent la C.G.T. et dont pour nous, en dépit de tout ce qui s'est passé depuis, l'enseignement reste toujours valable, seraient les premiers à s'indigner de ces procédés d'ancien régime.

La machine à bosseler et la chaussette à trous entraient en danse quand une grève était déclenchée. Malheur au salopard qui aurait tenté de briser une grève, surtout dans le bâtiment.

Aujourd'hui, en temps de grève, il se trouve des « syndiqués » pour faire les jaunes et personne ne leur dit rien, leur mauvaise conscience est avalisée par une carte confédérale en bonne et due forme. Hélas !

Le travail aux pièces

(*Suite de la première page.*)

qui, lorsqu'elle atteindra sa plus grande acuité, se transformera en grève.

Il faut faire la part qui revient à chacun, c'est-à-dire que nous n'acceptons pas la douce formule pondue par je ne sais quel grand penseur de la question sociale, à savoir : Considérant tous les salariés comme des exploités ayant les mêmes intérêts.

Nous autres, nous ne pensons pas le syndicalisme, NOUS LE VIVONS. Par conséquent nous savons que dans une entreprise, il y a une barricade, il s'agit d'être soit d'un côté, pour être un exploité au rendement, ou soit de l'autre côté pour être un exploité moral, ayant certes subi une triste déchéance, mais non exploité physiquement.

Nous disons que peu nous importe que les technocrates et les gardes-chiourmes du chef d'équipe au directeur soient des exploités, nous laissons le soin aux grands penseurs du syndicalisme de déterminer, suivant le grade, la densité ou le degré de l'exploitation !

Mais pour nous, ces gens-là, du fait qu'ils ont franchi la barricade de l'avilissement moral, du fait qu'ils sont devenus bon gré mal gré, les « collabos » du patron, ces gens-là sont et resteront nos ennemis.

En conséquence, la lutte contre eux doit se « centrer » par tous les moyens, essayons d'entraver leurs rôles néfastes, exemple :

Refus de renseignements sur le travail, aucune collaboration, refus d'accepter le chronométrage, ou si c'est possible, il y a toujours moyen de trouver un dérivé, une pièce glisse facilement de dessus une machine, un jet d'eau de savon, c'est difficile à diriger, lorsqu'on ne fait pas bien attention, et si « l'importun » se trouve trop près, tant pis pour lui !

Refus de pointer les fiches de travail aux temps et détérioration des fiches de planning.

A côté de cela ne râter aucune occasion, soit dans l'atelier soit au lavabos ou dans la rue, d'engager la discussion sur le travail aux pièces, faire comprendre aux camarades qu'il faut freiner, que pour gagner un peu plus ils se portent énormément préjudice ainsi qu'à leurs camarades.

S'il se trouve des entraîneurs dans l'entreprise parmi les ouvriers, comme cela se produit dans certains chantiers, essayer de leur expliquer d'abandonner leur rôle de salopard, en leur faisant comprendre qu'il existe pour les têtus des arguments plus efficaces que les paroles.

Et enfin, montrer la nécessité du syndicat révolutionnaire pour lutter avec plus de force.

Rejoindre la C.N.T. pour préparer la grève générale, et où nous luttons pour instaurer un régime, où il n'y aura plus de travail au rendement.

Mais où chacun fera ce qu'il pourra dans l'intérêt de tous.

3428

LA GUERRE ?

B.D.I.C

LE COMBAT SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

24e année - Nlle série, N° 33 — 10 FRANCS — 30 JUIN 1950

LA nouvelle est venue, brutale : les forces armées de la Corée du Nord et du Sud s'affrontent. Les engins qui sèment la mort sont de nouveau déchaînés : de nouvelles populations fuient devant le fléau. A l'heure où nous écrivons les nouvelles les plus contradictoires se croisent : qui a attaqué ? qui doit se défendre ?

Ou plutôt : qui a fait attaquer ? Qui permettra de se défendre ou dira qu'il faut accepter le sort ?

Car en nos temps de champions des indépendances nationales, il est bien certain que tout ce qui n'est ni russe, ni nord-américain, ne dispose que de la liberté que l'un ou l'autre de ces deux là laisse disponible.

La guerre de Corée, comme celle d'Indochine, comme celle d'Indonésie ressortit de la mise en place du système général dans lequel s'inscrit la stratégie des maîtres du Kremlin ou de la Maison Blanche.

Si les temps sont venus pour ces gens là, le cataclysme va s'abattre sur nous ; la planète va connaître de nouveau la peur, la faim, la désolation, la mort.

Sinon, nous allons connaître un peu de répit : le temps que les maîtres du camp aujourd'hui distancé, aient le temps de digérer leur défaite et de préparer la revanche.

Tout cela parce que nous avons une classe ouvrière qui n'a pas, alors qu'elle avait en mains les fusils, fait sa révolution.

Tout cela parce que les révolutionnaires ouvriers n'ont pas su se faire entendre des masses dont ils sont partie.

Tout cela, parce qu'au lieu d'agir par soi-même, rien que par soi, de n'avoir confiance qu'en soi, rien qu'en soi, les révolutionnaires se laissent encore prendre comme des alouettes aux miroirs que manient les politiciens.

Quels que soient les événements que nous sommes appelés à vivre, les tourments que nous sommes appelés à connaître, si le répit dont nous avons besoin ne nous est pas accordé, il faut que chaque travailleur révolutionnaire s'imprègne de ce fait que de tout événement la révolution peut surgir et qu'il doit être prêt à la servir.

CNT

INUTILE DE CHERCHER...

C'EST LA MENTALITÉ QU'IL FAUT CHANGER

LES camarades animés — nous n'en doutons pas — des meilleures intentions, se battent continuellement les flancs pour inventer de nouvelles formes de lutte antipatronales plus efficaces que celles auxquelles nous sommes habitués. Ces dernières leur paraissent archaïques, périmées et inopérantes.

Nous devons cette manière de voir, pour une grosse part à l'influence marxiste et bolchevisante qui, depuis un certain nombre d'années « déteint » sur notre propre mouvement d'une façon insidieuse, c'est-à-dire presque à notre insu.

Et ce n'est pas seulement sous se rapport là que cette influence se fait sentir; c'est aussi sur notre façon de discuter ou de débattre les nombreux problèmes qui se posent sans cesse à nos assemblées syndicales. Mais pour clarifier notre exposé, sérions d'abord les questions et commençons par la première.

Depuis près d'un siècle que le mouvement syndical existe — on sait que celui-ci, en France, est bien antérieur à la fondation de la Confédération générale du travail — les militants ouvriers ont envisagé un certain nombre de moyens de lutte parallèlement au moyen habituel qui est la cessation du travail; il y a la grève perlée familière à nos camarades anglais, sous le nom de « go cany », la grève intermittente, le boycottage, c'est-à-dire le refus d'exécuter certains travaux, etc.; il existe même une forme de lutte spécifique contre le chômage, consistant à travailler quand même contre la volonté du patron.

Ce dernier moyen fut appliqué il y a près de quarante ans par les ouvriers agricoles d'une commune du Bas-Languedoc, mais les promoteurs de ce mouvement passablement original, y récoltèrent de quatre à six mois de prison ferme.

Selon les cas, la défense de notre droit à la vie peut revêtir une forme active ou passive, mais quel que soit le moyen employé, son efficacité reste subordonnée à l'état d'esprit des camarades en lutte, à leur courage, à leur intelligence, à leur ténacité, à leur solidarité, etc., etc.

TRENCOSERP.

(Suite en page 2.)

ILS VEULENT NOUS ENDORMIR

IL ne manque pas de gens pour endormir le monde ouvrier. Les politiciens, les patrons, les gouvernants s'entendent à merveille pour cette question. Il n'est plus à démontrer que certains ont toujours dupés leur monde. Les uns avec des avantages qu'ils n'ont rien fait pour faire surgir manœuvrent les individus dans des sens contradictoires, suivant les besoins de leurs intérêts, au nom de la révolution sociale. Tous en réalité vivent de la crédulité des foules simplistes et ignorantes.

Nous n'aurions pas de peine à confondre les dirigeants de toutes les centrales syndicales de collusion, soit avec les patrons, soit avec les gouvernants dans le but de duper leurs adhérents.

Toujours, il faut le reconnaître, la classe ouvrière a été dupée, nous pourrions même dire trahie, par ceux qui prétendent la guider dans sa lutte pour son affranchissement.

Tous ces guides — qu'ils disent, nous disons ces faux-frères — ont toujours commencé par préconiser des solutions extrêmes. Toujours, ils commencent par préconiser la lutte contre l'Etat, pour sa suppression. Puis, tout doucement, ils s'intègrent dans les rouages de cet Etat. Ils ont fait leur révolution, ils changent de langage tout en gardant un vocabulaire révolutionnaire et ouvriériste.

Ce qu'ils cherchaient, c'était une tribune pour y exposer leur bassesse ; la classe ouvrière et sa misère, ils s'en foutent. En toutes circonstances, le patronat a su exploiter ces vanités qui ne demandent qu'à produire leur nullité.

Nous avons eu le syndicalisme d'intérêt général, le syndicalisme politique de soutien à Pétain ; à la libération le syndicalisme politique de la Renaissance Française. Pour le moment nous avons le syndicalisme de paix sociale — C.F.T.C. et F.O. — et le syndicalisme politique de gouvernement démocratique — avec camps de concentration, exécution sans jugement, etc...

Tout cela permet à certains de faire leurs affaires en endormant la classe ouvrière pour son exploitation plus intense sans garantie pour elle-même.

Aujourd'hui, avec juste raison, les travailleurs se méfient de tous ces politiciens dont certains comme A. Lafont, ancien dirigeant autonome — qui trouvait notre C.N.T. trop petite, pour ses ambitions — aujourd'hui grand manitou à F.O., écrit, dans la presse américaine, « avec tous droits de reproduction réservés » pour ne pas être pris à partie.

Les patrons à leur tour ne paraissent plus avoir confiance dans ces baudruches qui se dégonflent. A voir les appels, aux travailleurs, de M. le Président du Comité National du Patronat Français (C.N.P.F.) pour « l'unité d'action des travailleurs avec le patronat » (?), il est à croire que ces messieurs veulent se passer de ceux qui les ont toujours servis — mal — à endormir les ouvriers.

Monsieur le Président, pour nous endor-

Ch. SALEMBIER.

(Suite en page 4.)

Résolution des travailleurs de l'établissement national d'Indret

Après avoir pris connaissance des taux de revalorisation de salaires alloués aux différentes catégories ouvrières, allant de 3 à 16 francs horaires, notre syndicat s'élève énergiquement contre l'insuffisance de cette revalorisation.

A maintes reprises, nos syndicats C.N.T. ont demandé à l'Administration de la Marine le retour au pouvoir d'achat de 1938.

Nous tenons à justifier cette revendication :

Les dernières statistiques à notre connaissance revêtent un coefficient de productivité générale égal à 138 % par rapport à 1948.

Les **indices officiels** du coût de la vie sont de l'ordre de 20 par rapport à cette même année 1938.

A cette époque, le manœuvre le moins payé de l'Etablissement d'Indret avait un salaire horaire de 6 fr. 25 prime en sus (ce tarif était à l'époque nettement insuffisant). Ce qui correspond, sans tenir compte de l'augmentation de la productivité à un salaire actuel de 6,25 × 20 = 125 francs auquel nous demandons d'y incorporer la prime moyenne égale à 10 fr. 85, soit un salaire horaire de 125 + 10,85 = 135,85.

Or ce même manœuvre en 1950 touche, y compris les primes de vie chère et la nouvelle augmentation, un salaire horaire de 59 fr. 35 auquel il faut ajouter une prime moyenne aléatoire de 10,85.

Les autres catégories ouvrières subissent également une moins-value sensiblement analogue.

Il apparaît donc logique que cinq années après la guerre et avec un pouvoir de production qui a dépassé

(Suite en page 4.)

A GRENOBLE

le Mercredi 5 Juillet, à 20 h. 30
Salle des Concerts, Hôtel de Ville

GRANDE REUNION

avec

FAUCHOIS et JUHEL

délégués de la C.N.T.

Le syndicalisme et les prolétaires en faux-col

L'ARTICLE de notre ami Fayolle, paru dans le *Combat Syndicaliste* de la semaine dernière, soulève quelques problèmes qui mériteraient chacun une étude approfondie et qui dépasserait peut-être le cadre de notre hebdomadaire. L'objet de celui-ci est de poser à nouveau celui d'une catégorie sociale : ceux que longtemps avant guerre on dénommait : les prolétaires en faux-cols. La question se pose à nouveau : *le syndicalisme révolutionnaire peut-il grouper en son sein ouvriers et employés de bureau?*

L'article premier des Statuts de la C.N.T. est la réponse :

« Le but de la C.N.T. est de grouper sur le terrain spécifiquement économique pour la défense de leurs intérêts matériels et moraux, *tous* les salariés... »

La réalité est plus complexe. En général, et d'un point de vue très objectif, ces deux catégories de salariés se considèrent étrangères, voire même hostiles : c'est ridicule, mais le fait existe. Les individus s'assemblent selon leurs affinités, mais bien souvent selon leur condition sociale. L'interpénétration des milieux différents existe, mais combien de forces malsaines s'opposent à cette compréhension, et quelles foules de formes elles adoptent à ce dessein ! L'embourgeoise-

FRANLUC.

(Suite en page 2.)

Petits sacrifices... ...Grands résultats !

Pour assurer la vie de notre « C.S. », il est nécessaire que chaque militant de notre C.N.T. fasse un effort particulier pour trouver de nouveaux dépôts.

La C.N.T. ne peut se développer et jouer son rôle que dans la mesure où son organe se fait entendre. C'est en répétant sans cesse les vérités qui s'imposent que la classe ouvrière reprendra confiance en soi. Mais pour les redire il faut un journal. C'est donc bien là la tâche essentielle.

Il faut que tous nos syndicats, toutes nos U.L., toutes nos U.R. se mettent vigoureusement au travail.

Il faut de plus collecter des fonds : qu'est-ce que renoncer à un paquet de cigarettes ou à un apéro. Avec un seul sacrifice de ces menus plaisirs on augmenterait considérablement l'avoir du « C.S. ».

Pensez-y !

L'Administratrice :
Yvette RICHAUD.

Zèle de la direction au Crédit Lyonnais

Lorsqu'il s'agit de revendications concernant les salaires, la direction oppose toujours le refus le plus catégorique, car, dit-elle, il est impossible de faire quoi que ce soit sans l'accord ou du ministère des Finances (on est nationalisé ou on ne l'est pas !) ou de l'Association Professionnelle des Banques (la réunion du grand conseil des loups s'avère indispensable dès que l'ordre et la justice... patronales paraissent menacés par ces excités que sont les syndicats).

Mais lorsqu'il s'agit de « faire suer le burnous », pas besoin d'autorisation ministérielle ou de décision de l'A.P.B. La liberté d'exploiter demeure pleine et entière.

Une vieille coutume veut que les banques chôment les après-midi, veilles de fêtes légales. Ce jour, les guichets ouverts au public sont fermés à 11 heures, pour permettre aux employés de rédiger les bordereaux, d'arrêter les caisses, de fermer les coffres, etc., et de partir ainsi à peu près à la même heure que les employés des services intérieurs. Toutefois, les guichetiers font assez souvent une demi-heure ou une heure supplémentaire, car certaines opérations sont très longues.

Le 15 mai, deux jours avant l'Ascension, le direction du Crédit Lyonnais décida que la fermeture des guichets aurait lieu le mercredi à 12 heures, soit une heure plus tard. Cette décision fut prise sans consultation du Comité d'Etablissement qui, d'après la loi est « **obligatoirement consulté** » sur toutes les questions concernant les conditions de travail.

Malgré les protestations tardives des syndicats, la direction appliqua sa décision. Certains employés quittèrent leur travail à 14 heures.

Le Crédit Lyonnais appliqua seul cet horaire.

Au lieu de dénoncer vigoureusement ce nouvel abus, les syndicats C.G.T., C.F.T.C., F.O. et S.N.C.B. se bornèrent à réclamer une indemnité compensatrice.

Certains « bonzes » déclarèrent même être d'accord avec ce nouvel horaire, et ne protestèrent que parce qu'il ne furent pas consultés.

Voilà comment les intérêts des employés sont défendus !

A quand l'action directe contre les ukases directoriales ?

Louis VERDOUX.

"Comprendre l'âme de l'ouvrier"

TEL est le titre d'un article écrit par Hyacinthe Dubreuil dans cette revue qui est maintenant pour nous de vieille connaissance : « Rapports-France-Etats-Unis. »

Il s'agit d'utiliser les « germes d'un renouvellement possible dans la mentalité du travailleur français. »

Autrement dit, l'heure semble venue pour les partisans de l'association capital-travail de profiter du désarroi actuel du prolétariat de ce pays, pour l'enchaîner d'une manière définitive à son propre esclavage.

Les chargés des intérêts américains en France espèrent pouvoir instaurer ici un régime identique à celui qui existe dans leur pays et transformer les désirs d'émancipation qui sont inscrits dans le cœur des descendants des Communards, en courses aux prébendes hiérarchiques.

Nous avons le sentiment que finalement tout cela ne servira de rien, mais il n'empêche qu'il y a tout de même un sérieux danger qu'il est de notre devoir de dénoncer.

En ces temps de propagande intense en faveur de la productivité, du salaire proportionnel, il n'est pas surprenant de voir un « expert » aussi « qualifié » que Hyacinthe Dubreuil apporter sa pierre.

Celle-ci consiste à nous expliquer ce qu'est, là-bas, le système Scanlon, puis à en faire une analogie avec l'expérience française de la Télémécanique, que les lecteurs du C.S. connaissent bien : ce qui nous permettra pour aujourd'hui de nous dispenser d'en parler et de nous consacrer seulement à l'examen du système plus haut cité.

Dans le système Scanlon, il est à remarquer que l'amélioration de la productivité ne sert pas à rémunérer seulement les éléments particuliers qui ont eu l'initiative de cette amélioration, mais étend cette rénumération à l'ensemble du personnel.

Vous voyez tout de suite que cela n'a rien d'une nouveauté et qu'une fois de plus le Dubreuil Hyacinthe enfonce une porte ouverte.

Mais ce qui est particulier, c'est que l'on part tout d'abord sur la base d'un calcul d'une norme par ouvrier. La nature de cette évaluation varie selon l'entreprise. Dans l'entreprise Lapointe — c'est de cette firme qu'on nous parle — Scanlon décida que la norme serait définie par le rapport existant entre les frais de main-d'œuvre et la valeur totale de la production de l'usine.

Il est immédiatement à noter que ce rapport est gardé secret. Cepen-

B.D.I.C

dant, afin que nous puissions « saisir » comment les ouvriers américains sont bernés, on veut nous expliquer ce qui suit :

« *En 1947, la moyenne des salaires payés par rapport à la valeur moyenne des fournitures a été dans l'industrie des machines-outils, de 40,7 %. Le syndicat ayant accepté une diminution de 3 points sur des chiffres trop élevés découlant des conditions de guerre, cette baisse appliquée à la moyenne de l'industrie de la machine-outil, donne 38 % et le plan se présente ainsi :*

« *L'ensemble des fournitures pour un mois donné se montant à 70.000 dollars et l'augmentation du stock de 30.000 dollars, la valeur totale de production sera de 100.000 dollars. La paye calculée à 38 %, sera de 38.000 dollars.*

« *Si le montant global des salaires fixes effectivement payés selon les normes des conventions collectives atteint 35.000 dollars, la différence, soit 3.000 dollars, sera distribuée aux ouvriers sous forme de bont.*

« *Les conséquences du système sont les suivantes :*

« 1° *Le personnel bénéficiera de la totalité des économies de main-d'œuvre réalisées ;*

« 2° *Le profit de l'entreprise résulte de l'accroissement des ventes sans contrepartie de frais généraux et de main-d'œuvre supplémentaires.* »

On voit donc immédiatement tout ce qui résulte de ce qui précède : ce n'est plus le capital lui-même qui prend les initiatives qui aboutiront à l'augmentation de la productivité, c'est le prolétaire.. par l'intermédiaire d'un comité de productivité.

Mais ce comité de productivité n'a aucun pouvoir réel, si ce n'est celui qui consiste à atteindre à l'augmentation de cette productivité. En aucun cas, il ne peut s'occuper des problèmes de structure.

Il est à noter que ce comité travaille en accord avec le syndicat, mais on voit tout de suite la grosseur de la ficelle, lorsqu'on nous dit qu'il faut « faire une distinction entre les activités syndicales habituelles et les activités nouvelles issues de l'application du système ».

Il n'est donc pas étonnant de voir que dès les débuts de l'expérience Scanion, chez Lapointe, le syndicat accepta dans le but de permettre l'établissement de la norme, une diminution de trois points sur des chiffres provenant du temps de guerre et considérés trop élevés pour cette raison.

Notons encore que parmi les résultats inscrits au palmarès de l'expérience, l'on nous cite qu'un ouvrier qui faisait vingt pièces en huit heures, en produit maintenant plus du double dans le même temps.

Enfin, dernière notation, les primes ne sont pas réparties EGALEMENT, mais selon le taux de base du salaire de chaque bénéficiaire en POURCENTAGE, ce qui est la marque la plus certaine de la duperie dont sont victimes ceux du bas de l'échelle.

***

Nous pensons que nos lecteurs seront maintenant en possession de suffisants renseignements pour nous suivre dans nos déductions.

La base qui sert à l'établissement de la norme établie reste secrète. Est-elle secrète par rapport aux autres entreprises ou l'est-elle dans l'entreprise ? On ne nous le dit pas, mais il tombe sous le sens que sa divulgation au sein de l'usine entrainerait sa connaissance par les concurrents. Il y a donc neuf chances sur dix que le secret concerne le personnel de l'usine et qu'il s'ensuit qu'en fait les travailleurs n'ont aucune vue réelle des conditions dans lesquelles ils travaillent.

Il reste toutefois que la part des salaires réels représente 38 % de la valeur totale de la production. Nous sommes loin ici d'un tel pourcentage — si ce n'est la Télémécanique — et nous pouvons déjà en tirer argument pour revendiquer plus ici.

Mais le système a comme conséquence de lier le travailleur au système concurrentiel du capitalisme et lui faire partager le sort de son entreprise.

Car il faut que vous sachiez que l'entreprise Lapointe était en déconfiture et que l'expérience Scanlon est venue juste à point pour la sauver de la faillite.

N'est-ce pas là, en résumé, la situation du capitalisme : incapable de surmonter par lui-même les contradictions qui le mènent à sa perte, il a besoin de l'aide du travail. Cette aide sera « rémunérée » de manière à ce que les marges de profit continuent d'être « pondues ».

La plus tragique des farces serait que le prolétariat accepte ce marché de dupes. Notre sens de classe nous fait dire que cela nous apparaît impossible et que les méthodes que l'on veut nous imposer seront ici brisées.

A nous de nous y employer, car ainsi seulement nous comprendrons véritablement l'âme de l'ouvrier.

Jean THERSANT.

LES JEUNES ET LES AUBERGES DE JEUNESSE

Dans notre dernier numéro, nous vous promettions de vous apporter quelques précisions sur le programme d'activités d'été du Centre Laïque des Auberges de Jeunesse.

Les activités collectives proposées cette année tant en France qu'à l'étranger sont très variées et chacun peut y trouver, suivant ses goûts, la possibilité d'utiliser ses vacances agréablement et intelligemment.

Les échanges, rencontres et circuits organisés sont tous axés sur un internationalisme actif, c'est-à-dire qu'ils grouperont des copains de divers pays.

Certains déjà sont complets et nous ne vous indiquons aujourd'hui que ceux encore susceptibles de vous accueillir mais nous ne saurions trop vous recommander de vous faire inscrire au plus tôt près du Centre Laïque des Auberges de Jeunesse, 13 *bis*, rue Jean-Dolent, Paris-XIV^e^ (Gobelins 62-75) qui vous donnera éventuellement tous renseignements complémentaires désirés.

Autriche. — Rencontres au camp d'Oëtz (Tyrol) - 23-7 au 6-8 et 20-8 au 3-9 - De Paris à Paris (voyage et séjour) : 10.000 francs (plus inscription).

Autriche. — Circuit - 13 jours dans les A.J. du Tyrol autrichien - Départ tous les samedis à partir du 15 juillet - De Paris à Paris (voyage et circuit) : 12.000 francs (plus inscription).

Hollande. — Circuit (d'après nos informations les inscriptions seraient closes).

Allemagne. — Rencontre - Activités nautiques, navigation à voile au Centre culturel international de Kniebis à Lindau (lac de Constance) - Séjour de 15 jours : 5.000 francs plus voyage aller et retour en collectif 4.400 francs.

Allemagne. — Circuit - Forêt Noire, lac de Constance - 15 jours - De Paris à Paris en groupe (voyage et circuit) : 10.700 francs (plus inscription).

France. — Circuit ALPES-SAVOIE (possibilité non confirmée).

France. — Circuit COTE MEDITERRANEENNE - 12 jours : 5.000 francs environ au départ de Marseille (des circuits auront lieu du 15-7 au 30-9).

France. — Circuit BRETAGNE - 14 jours - Nourriture 350 francs par jour (période du 15-7 au 30-9).

France. — Camp du LAC CHAMBON (Puy-de-Dôme) - 350 francs par jour - Ecrire directement à Robert Rouilly, Les Tavards, Thiers (Puy-de-Dôme), sans passer par le Centre.

Nota. — Pour ces voyages et séjours, la carte du C.L.A.J. est obligatoire évidemment, ainsi que le passeport pour tous les voyages à l'étranger.

CAMARADE !
Combien as-tu diffusé de "COMBAT SYNDICALISTE" la semaine dernière ?

Une initiative intéressante

Des camarades ajistes ont pris l'initiative d'établir des relations avec des camarades allemands. On voit tout de suite l'intérêt que cela représente pour la classe ouvrière de l'un et de l'autre côté du Rhin, c'est parce que malgré notre voisinage immédiat, nous nous connaissons trop peu, qu'il est loisible à nos exploiteurs de forger sur le compte des uns et des autres toutes sortes de légendes abominables afin d'entretenir la haine entre Français et Allemands. Mais les moyens de locomotion de plus en plus perfectionnés tendent à supprimer les distances et nous devons en profiter dans la mesure du possible pour mieux nous connaître et pour établir entre les deux pays des liens fraternitaires.

Dans ce louable but, nos camarades ont projeté de former une caravane qui ira camper en Forêt Noire, à Heilzabein (Palatinat), du 5 au 22 août.

Le prix de l'excursion, tous frais compris, passeport et carte A.J. inclus, pour être reçus par les ajistes allemands, s'élève à la somme de 11.000 francs.

Inscriptions dès ce jour jusqu'à fin juin.

Pour tous renseignements, s'adresser au camarade Fournié, 13, rue du Président-Roosevelt, à Clamart (Seine).

Un nouveau groupe de jeunes à Nice

L'humanité est a un carrefour de l'histoire :

Ou les producteurs, conscients de leur force et de leur maturité s'apprêtent à prendre leurs destinées en mains.

Ou, le front courbé, résignés, ils vont à la mort pour que vive et continue la société capitaliste, avec l'exploitation, le vol légalisé et l'oppression de l'individu qu'elle représente.

Les régimes ont beau changer de nom ; qu'ils s'intitulent empire, monarchie, république, démocratie, état totalitaire ou état prolétarien (ce qui est un non-sens), leur essence et leur forme sont toujours les mêmes :

D'un côté ceux qui travaillent et produisent tout le nécessaire à la vie de l'humanité, qui meurent de faim et de misère.

De l'autre, ceux qui ne font rien, possèdent tout et vivent dans l'opulence.

D'un côté, ceux qui fabriquent les armements, ne veulent pas de guerre, *mais iront à la boucherie.*

De l'autre, ceux qui font faire les armements, préparent et veulent la guerre, *mais se dispensent de la boucherie.*

Et à base de cet état de choses, pour permettre et maintenir ces injustices : l'*Autorité.*

Le système autoritaire a donné ses preuves. Il doit disparaître pour que les hommes soient heureux.

La Société peut-elle se construire sur d'autres bases ?

L'homme peut-il se passer de l'autorité ?

Une Société où l'homme n'exploitera plus son semblable, où l'égalité économique et sociale sera établie, où l'individu pourra s'épanouir dans le maximum de liberté, est-elle viable ?

La Société peut passer, à l'aide d'une révolution sociale, du centralisme autoritaire actuel au fédéralisme.

Croyez-vous qu'actuellement ce soit la direction de la S.N.C.F. et ses cadres qui fassent rouler les trains ?

Si ces messieurs, pour une raison quelconque, se trouvaient en indisponibilité, pensez-vous que les trains cesseraient de circuler ?

Non ! En réalité, ce sont les ouvriers — techniciens et manuels — qui font tout fonctionner.

La direction s'occupe, elle, de leurs salaires et de leur emploi du temps. C'est elle qui décide de leur appétit, de leurs désirs, de leurs grands... et petits besoins ; de la durée de leur journée, *des nécessités de leurs familles ;* c'est elle qui sévit, punit, récompense, etc., et nous connaissons tous la façon équitable, paternelle, bienveillante, qu'envers ses employés, emploie la direction de la S.N.C.F. !

Quand donc les ouvriers, intellectuels et manuels, qui savent si bien s'occuper de la marche du travail, seront-ils disposés à ce que personne d'autre *qu'eux mêmes* ne s'occupe de la manière *d'organiser ce travail?*

Les peuples, dans les années à venir, seront mis à l'épreuve. Faire la guerre ou la Révolution sociale.

Tels sont les problèmes qui ont conduit les jeunes à créer un groupe à Nice.

Parmi nous, point de place aux « apprentis chefs », aux « *inspirés du pouvoir* ».

La modestie, l'abnégation, la haine de tout vestige autoritaire et dirigiste doivent nous distinguer des militants politiciens et des bonzes syndicaux.

Place à la base !

■

JEUNESSES SYNDICALISTES
REVOLUTIONNAIRES DE MARSEILLE

Camarade jeune, si tu veux travailler à la construction de la société nouvelle, adhère aux J.S.R.

Réunion, tous les vendredis, à 18 h. 30, salle 5, vieille Bourse du travail.

Le Secrétaire des J.S.R. :
Jean LUC.

COMMUNIQUES

TRÉSORIER CONFÉDÉRAL

René Doussot, 9, avenue de la Porte-de-Clignancourt, Paris (18^e^) - C.C.P. 5046-35.

C.A. CONFEDERALE

Réunion de la C.A. Confédérale le lundi 30 juin, à 20 h. 30, au siège. Ordre du jour important.

Le Secrétaire : CAPELLE.

COMITE DE REDACTION

Ce soir, vendredi 23, à 21 heures, réunion du Comité de Rédaction, 20, rue Sainte-Marthe. Tous les camarades désireux de participer à l'élaboration du « C.S. » sont cordialement invités.

FEDERATION DES TRAVAILLLEURS DU RAIL

La C.A. FEDERALE est convoquée pour le dimanche 9 juillet, à 9 heures précises, au siège, 39, rue de la Tour-d'Auvergne, à Paris.

DEUXIEME REGION

SYNDICAT UNIFIE DES CHEMINOTS

Réunion du Syndicat, le jeudi 6 juillet, à 19 h. 30, au siège, 39, rue de la Tour-d'Auvergne. Ordre du jour : Congrès extraordinaire de la 2^e^ U.R.

METIERS D'ART ET DE CREATION

Assemblée générale, salle de la Coopé A.T.A., 20, rue Sainte-Marthe, à 18 h. 30, le jeudi 6 juillet. Ordre du jour : Congrès extraordinaire de la 2^e^ U.R.

SYNDICAT INDUSTRIEL DES METAUX

Les camarades sont avisés que par décision de l'Assemblée générale du 24 juin, le timbre mensuel est porté à 70 francs à partir du mois de juillet.

SYNDICAT DES EMPLOYES

Assemblée générale, le jeudi 6 juillet, à 18 h. 30, Salle des Commissions, 3^e^ étage, Bourse du travail, 3, rue du Château-d'Eau (métro : République). Ordre du jour des plus importants.

DEUXIEME UNION REGIONALE
CONGRES REGIONAL EXTRAORDINAIRE

Conformément à la décision prise par l'Assemblée des conseils syndicaux, un Congrès Régional Extraordinaire se tiendra à Paris, à la Chope du Combat (place du Combat), le dimanche 9 juillet, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures.

L'ordre du jour est le suivant :

1° Rapport moral ;
2° Rapport financier ;
3° Compte rendu de la Commission de Contrôle ;
4° Désignation de la nouvelle C.A. ;
5° Propagande ;
6° Organisation administrative de l'Union ;
7° Les conventions collectives ;
8° Questions diverses.

(Sur proposition des syndicats, cet ordre du jour est modifiable.)

Les camarades de la C.N.T. auront à cœur de prendre part aux assemblées générales de leurs syndicats, afin que l'ordre du jour soit largement discuté par tous.

LE BUREAU DE L'UNION.

SYNDICAT DES TRANSPORTS
ASSEMBLEE GENERALE
EXTRAORDINAIRE

Dimanche 2 juillet, à la Solidarité, 15, rue de Meaux, à 9 heures du matin, Assemblée générale extraordinaire du Syndicat. Ordre du jour : Compte rendu C.C.N., Congrès régional et national.

Vu l'importance de l'ordre du jour, la présence de tous est indispensable.

TROISIEME REGION
C.N.T. D'AUXERRE

Pour tout ce qui concerne la C.N.T. d'Auxerre, s'adresser à G. Robert, 11, rue Michelet, Auxerre (Yonne).

4^e^ U.R.

UNION INTER-LOCALE
DE SAINT-ELOY-LES-MINES
MONTLUÇON-COMMENTRY

Permanence chaque dimanche, de 10 h. à 12 h., salle de la C.N.T. à la Bourse du Travail.

Presse - Bibliothèque - Adhésions.

U. L. CLERMONT-FERRAND

L'U.L. tient une permanence chaque samedi de 20 h. 30 à 22 heures au 9 de la rue de l'Ange.

5^e^ U.R.

Pradier, 24, rue de l'Etoile, Nîmes (Gard).

LA GRAND COMBE

Permanence tous les jours, de 16 h. 30 à 18 h. 30, 10, rue Anatole-France. Pour adhésions, cotisations, renseignements, librairie, presse, s'adresser à cette permanence.

Changeons la mentalité

(Suite de la première page.)

Du jour où toutes ces qualités nous seront acquises, non sporadiquement comme aujourd'hui, mais d'une manière générale, la horde esclavagiste ne pèsera pas lourd.

Or, nous devons reconnaître que la mentalité ouvrière a fortement baissé depuis que les politiciens se sont jetés sur le syndicalisme, comme la misère sur un pauvre homme.

Aujourd'hui, on ne trouve plus dans la classe ouvrière que scepticisme et défiance. Avant 1914, il y avait scepticisme et défiance surtout vis-à-vis des partis politiques, mais confiance de plus en plus marquée envers le syndicalisme. Le bolchevisme victorieux commença par revaloriser la duperie du suffrage universel, mais il a fini par démonétiser radicalement celui-ci et l'action syndicale par surcroît.

Voilà le résultat de ses efforts depuis la première guerre mondiale; si l'on veut bien rendre à César, à Lénine et à Trotsky... ce qui leur appartient.

Tous les moyens sont bons pour une classe ouvrière consciente et décidée. Mais dans les chantiers, l'action des militants devient de plus en plus difficile à cause de l'indifférence de plus en plus grande des ouvriers.

La hiérarchie des salaires a produit dans nos rangs une division profonde. Il existe dans les chantiers une action syndicale toute de façade, mais il n'y a aucune solidarité. Chacun va trouver le chef ou le patron et fait valoir soit ses qualités professionnelles, soit d'autres beaucoup moins honorables et que vous devinez. Et c'est rare que l'on se montre de l'un à l'autre sa feuille de paie.

Le lapinisme, encouragé jusque dans les colonnes de « L'Humanité », paralyse définitivement bon nombre de ses victimes, car pas de travail, pas d'allocation pour les petits lapins.

C'est un courant formidable que nous avons à remonter. Malheureusement jusque chez nous, l'esprit politicien exerce ses ravages. Nous voyons parfois se former de petits clans ou de petites coteries et quand on s'affronte dans les congrès, la vanité personnelle rend souvent difficile la compréhension et la tolérance si nécessaires pour mener à bien notre tâche.

Heureusement que les cénétistes de la base ne sont pas des beni-oui-oui, se laissant facilement mener par le bout du nez par n'importe quel « as » du mouvement, si malin qu'il puisse être.

Le vrai militant, si modeste soit-il, c'est celui qui place l'intérêt de notre organisation au dessus de tout.

Il n'est pas de sauveur suprême. Ni Dieu, ni César, ni tribun...

6^e^ U.R.

UNION LOCALE DES
SYNDICATS DE TOULOUSE

L'Union Locale des Syndicats communique à tous ses adhérents et sympathisants qu'ils trouveront le « Combat Syndicaliste » en vente aux kiosques de la place Wilson et kiosques de la place du Capitole. Ainsi qu'aux permanences syndicales de la Maison des Syndicats au cours Dillon, Toulouse (H.G.). Vente à la criée du journal au marché Saint-Sernin.

Le secrétariat de l'Union Locale avise tous les camarades adhérents et sympathisants qu'ils peuvent venir se documenter à la Bibliothèque Confédérale de la Maison des Syndicats au cours Dillon.

Vous y trouverez tous les livres et journaux, avec la salle de lecture. Ouvert tous les jours de 19 heures à 23 heures, les samedis de 15 heures à 23 heures, dimanches de 10 heures à 23 heures.

S.U.B. Toulouse

Assemblées générales mensuelles premier dimanche du mois. Permanence tous les jours de 18 h. 30 à 20 heures ; samedi de 16 à 19 heures ; dimanche de 9 à 12 heures. Les adhérents, sympathisants, peuvent retirer le C. S., Maison des Syndicats, cours Dillon.

Cuirs et Peaux Toulouse

Tous les jeudis de 18 à 19 h. 30. Dimanches de 10 à 12 heures. Cours Dillon.

U.L. Albi

Salvetat, 21, rue de la Rivière, Albi.

8^e^ U.R.

Permanences à Bordeaux

Tous les soirs, de 16 à 19 h. 30, bureau 15, Vieille Bourse du Travail ; dimanche de 10 à 12 h. : Conseil juridique sur place.

Bibliothèque

Bibliothèque de prêts ouverte à tous, dimanche au siège. Il sera perçu 5 francs par livre et 2 francs par brochure, pour nouveaux achats.

Syndicat Unique des Métaux

Deuxième dimanche de chaque mois. Le C.S. sera à votre disposition sur place.

10^e^ U.R.

SAINT-NAZAIRE

Dimanche, de 10 h. 30 à 11 h. 30, à Marijo, boulevard des Océanides, Pornichet. Le C. S. est à la disposition des diffuseurs dès le 10 du mois.

11^e^ U.R.

Brest-Intercorporatif

Tous les samedis, de 9 h. à 11 h. 30, porte Fautras, face Lycée.

DIX-SEPTIEME REGION

CONGRES REGIONAL EXTRAORDINAIRE
DE LA DIX-SEPTIEME REGION
LE DIMANCHE 2 JUILLET 1950
à 9 h. 30 précises
au siège, 60, rue Saint-Jean, Lyon
ORDRE DU JOUR :

1° Rapport d'activité ;
2° Rapport financier ;
3° Compte rendu du C.C.N. du 11 juin ;
4° Préparation du Congrès de novembre ;
5° Questions diverses.

SYNDICAT UNIQUE DES METAUX
DE LYON ET REGION
PERMANENCE

Le samedi, de 17 heures à 19 heures, et le dimanche, de 9 heures à 12 heures.

SAINT-ETIENNE

Permanence, s'adresser au responsable : Meallier Pierre, 24, rue Rouget-de-l'Isle.

SOLIDARITÉ

POUR LES GRÈVES EN COURS

Sommes reçues à la C.N.T. du 14 mai au 25 juin 1950 : Permanence Paris, 350 ; U.L. Saint-Etienne, 1.000 ; Transports Paris, 300 ; Fossati Paris, 500 ; U.L. Rouen, 1.000 ; S.U.B. Paris, 1.150 ; U.L. Palaiseau, 500 ; Fossati Paris, 500 ; Métaux Paris, 10.000 ; S.U.B. Paris, 5.000 ; U.L. Saint-Etienne, 500 ; U.L. Alger, 1.000 ; Chrysostome Paris, 200 ; Bâtiment Mazamet, 750 ; Delainage Mazamet, 450 ; U.L. Lyon, 2.300 ; U.L. Perpignan, 1.425 ; S.U.B. Toulouse, 660 ; Inter Corporatif Toulouse, 250 ; S.U.B. Strasbourg, 1.000 ; Section Syndicale Ford Poissy, 950 ; U.L. Nanterre, 715 ; U.L. Saint-Etienne, 300 ; Bois Ameublement Paris, 1.000 ; Association Internationale des Travailleurs, 3.000 ; U.L. Rennes, 500.

Total : 35.300.

Pour la solidarité des grèves en cours, envoyez les fonds au trésorier confédéral : DOUSSOT René, 9, avenue de la Porte-de-Clignancourt, Paris-XVIII^e^ - C.C.P. 5046-35 Paris.

Les prolétaires en faux-col

(Suite de la première page.)

ment — factice il faut le reconnaître — de la gent bureaucratique (obligée de par ses fonctions à une mise correcte) est le grand responsable de cette mentalité étroite.

Bien souvent, employés et ouvriers se regardent en chiens de faïence, chacun estimant son labeur plus utile à la Société que celui de l'autre. Mais là n'est pas l'objet de cet article : ces considérations ne sont que l'aspect le moins grave de cette question primordiale. Ouvriers comme plumitifs savent — lorsqu'ils veulent raisonner un minimum — s'élever au-dessus de ces mesquineries et l'on voit tout de même des liens de sympathie sincère entre ces deux classes de travailleurs, quoi qu'en pensent nos détracteurs.

Lorsque F... jette l'exclusive sur les gros salariés, sur les techniciens qui, eux, forment une classe dans la classe des salariés et dont, à juste raison, il doute de leur sincérité pour l'établissement d'une société d'où le salariat serait aboli, il est fort à craindre que même les « crève-la-faim » en cravate se sentent visés, même si ce n'est pas la pensée de notre camarade et ce ne l'est pas, certainement.

C'est un sérieux dilemme qui se pose à nos esprits, surtout à Lyon, qui n'est pas une cité si ouvrière qu'on le prétend. La Révolution aura besoin de tous les hommes de bonne volonté, qu'ils soient en cote bleue ou en blouse. Dans la société de demain, chacun aura sa place. La question est délicate, la position de la C.N.T. ne doit pas effrayer les prolétaires en faux-cols ; elle doit surtout les inciter à réfléchir sur leur sort misérable et à militer pour l'établissement d'un monde plus juste Seulement, pour cela, il faut persuader « ceux qui ont les pieds dans le bureau », qu'ils sont exploités au même titre que « ceux qui ont les pieds dans l'atelier » et qu'ils n'ont aucune raison de se croire d'essence supérieure. Il faut surtout leur démontrer que leur devoir est de lutter aux côtés de leurs frères de misère, plutôt que de courber l'échine devant le technicien, dont la science ne justifie pas les écarts de salaires éhontés.

Ces idées générales méritent d'être illustrées par des exemples concrets : ce sera l'objet d'un prochain entretien à seule fin d'amener — dans les rapports de ces deux catégories d'exploités — une compréhension qui n'aurait jamais dû se relâcher.

BULLETIN D'ABONNEMENT

au « Combat Syndicaliste »

Je soussigné,
NOM .....
Prénoms .....
demeurant .....
.....
déclare souscrire un abonnement de (1) .....
au « Combat Syndicaliste ».

Le .....

SIGNATURE

Envoyez les sommes au C.C.P. PARIS 7497-93
*Y. RICHAUD, 20, Rue Sainte-Marthe, PARIS-X^e^*

(1) 12 numéros : 110 fr. - 24 numéros : 215 fr. - 48 numéros : 420 fr.

B.D.I.C

CULTURE - THEATRE - CINEMA - CULTURE - THEATRE - CINEMA - CULTURE - THEATRE - CINEMA - CULTURE

QUI EST COUPABLE ?

La mort pour les bourreaux d'enfants ! C'est par ce titre que les journaux ont attiré l'attention de l'opinion publique sur le plus monstrueux de tous les crimes.

Aux différentes enquêtes menées dans la presse, des centaines de lecteurs ont répondu. Tous révoltés et réclamant pour la plupart la mort pour les parents indignes qui martyrisent leurs enfants.

Bien peu parmi ces gens ont eu le courage de soulever le fond du problème, d'en discerner les véritables causes, de comprendre à qui incombe la plus grande part des responsabilités. La mort est une solution si facile que chacun la réclame. Avec des variantes, il est vrai. Mort rapide demandent les âmes sensibles ! Mort lente, la loi du talion, expéditions punitives pour suppléer à la carence de la justice, exigent les sadiques qui s'ignorent ! Quant à M. Francis Carco, il est partisan de la mort à grand spectacle : « Oui, je suis pour la peine de mort. Qu'on les fusille devant 600 gosses martyrs ! »

On ne soulignera jamais assez l'absurdité du monde dans lequel nous vivons ! Se refusant à chercher des remèdes à cet effrayant problème social, la société a recours à la peine capitale pour venger ceux qu'elle n'a pas su protéger !

Je ne veux pas ici justifier les bourreaux d'enfants. Ce serait une position absolument inqualifiable. Devant leurs crimes, la première réaction d'un individu équilibré, en qui le respect de l'humain n'est pas éteint est un geste de révolte, de violence. Il faudrait avoir dépouillé sa personnalité de tout sens moral, de tous sentiments affectifs, atteint un singulier degré d'insensibilité pour ne pas s'émouvoir à la lecture de ce tragique « Fait divers » : « Alain Lavenu n'est plus. Après une affreuse agonie de cinq jours, ce gosse de 3 ans et demi, petite loque de chair meurtrie, a expiré ».

L'image effrayante qui fouette le cerveau devant l'horreur de ces phrases est celle d'un douloureux visage d'enfant supplicié, hurlant de douleur sous les coups d'une brute déchaînée.

La mort semble alors le seul châtiment possible pour celui qui ne recule pas devant ce geste ignoble, indigne d'une conscience humaine : frapper sauvagement un enfant incapable de se défendre.

Cependant, après cette réaction normale, le raisonnement doit l'emporter sur les sentiments de révolte. Aussi odieux que puissent être les actes de violence commis sur un enfant, la haine ne doit pas aveugler. Nous devons juger certes, mais en tenant compte des différents facteurs psychologiques ou sociaux qui abaissent certains individus à une semblable déchéance.

Le bourreau d'enfants est-il un être normal, sain, en pleine possession de son équilibre mental ? Les statistiques prouvent que neuf fois sur dix, il est alcoolique. Ce n'est donc pas par hasard si durant ces dernières années en France, l'augmentation du nombre de parents indignes a suivi parallèlement la courbe montante de l'alcoolisme. Une constatation s'impose. Une lutte efficace contre l'alcoolisme aurait pour conséquence la diminution du nombre d'enfants martyrs. Mais chacun sait que le commerce des vins et spiritueux est de ceux dont l'Etat tire le plus de profits...

Egalement très souvent, le bourreau d'enfants est un individu tare. dégénéré, dès sa propre enfance par une lourde hérédité. Il a vécu dans un milieu malsain, impropre à assurer son développement moral. Quels sentiments humanitaires peut-on espérer de lui ? Dans la plupart des cas, c'est un illettré, ignorant les règles les plus élémentaires de l'hygiène sexuelle, sans songer aux conséquences déplorables de son acte, il procrée dans la misère.

Faut-il passer sous silence aussi que nombre d'anciens militaires, (coloniaux, légionnaires), sont devenus des brutes et martyrisent leurs gosses ?

Que peuvent apporter de tels pères aux enfants qu'ils n'ont pas voulu, sinon leur faire payer par des brutalités le crime d'être nés ? Et si l'enfant ne se plaint pas, si les voisins par lâcheté, ne dénoncent pas le scandale, personne ne peut rien contre les parents. Dans notre société, l'enfant est la propriété exclusive et absolue de la famille avant d'être plus tard celle de l'Etat.

Avant de monter la guillotine ou de charger les fusils des pelotons d'exécution, ne serait-il pas préférable de protéger l'enfance ? Combien de jeunes garçons sont devenus des voleurs sur l'ordre des parents et par la peur des coups ? Combien de filles ont été violées par leur père avant d'être prostituées sans que ce crime ne soit connu ? Il existe ainsi dans certains quartiers des grandes villes populeuses ou dans des campagnes arriérées un fond de bassesse, d'ignominie et de misère dans lequel vit toute une population n'ayant plus rien d'humain.

Mais au fait, les bourreaux d'enfants où sont-ils ? Les actes de violence individuels ne peuvent nous faire oublier Belle-Ile, Aniane, Eysses. Combien d'enfants sont morts sous le fouet, dans les cachots, de froid et de faim, sous les coups de l'Administration pénitentiaire, dépendant du Ministère de la Justice (!). Saura-t-on un jour toute la vérité sur ces centres dits de rééducation, sur les pensionnats privés ou religieux ?

Il y a quelques mois, une jeune pupille de l'Assistance Publique, Anne Cymbler, inculpée d'incendie volontaire au détriment de ses maîtres (les fermiers Gaulat, de Bard-les-Epoisses, en Côte-d'Or), fut condamnée à une peine de réclusion. L'avocat général avait pourtant reconnu au cours de son réquisitoire que le fermier avait maltraité régulièrement la fillette et même tenté de la violer !

Et c'est à des magistrats qui ont prononcé de tels jugements, qui se sont faits les pourvoyeurs des bagnes d'enfants que l'on veut confier le soin de juger d'autres bourreaux ? Quelle criminelle bouffonnerie !

Peut-on tolérer tout cela ? C'est avant le crime, accepter les enfants martyrs. C'est aussi partager la responsabilité des bourreaux. Lorsqu'un gosse meurt sous les coups, la société est autant coupable que l'ignoble meurtrier. Coupable de ne pas avoir protéger la vie, l'innocence de l'enfance. Coupable de laisser subsister et même d'encourager les pires vices de l'humanité.

Que faire alors ? Avant tout parer au plus pressé, écarter les dangers présents. La peine de mort n'a jamais été une solution efficace. Là encore elle ne résoudrait rien, resterait sans effet. D'ailleurs au nom de quel principe ferait-on supporter par quelques individus — fut-ce des monstres — le poids de notre culpabilité collective. Qui peut se sentir la conscience suffisamment tranquille pour juger un meurtrier après avoir accepté, plus ou moins passivement la guerre, les camps de concentration, les massacres d'Indochine, de Madagascar, les famines du Maroc, qui ont fait périr des milliers d'enfants innocents. L'ampleur du problème à résoudre est le fruit de notre silence, de notre lâcheté collective.

Les monstres doivent être soignés et neutralisés s'ils constituent un danger. Devenus nuisibles, le problème de leur liberté est dominé par la vie de l'enfant qui doit être protégée. Mais ce n'est là qu'un palliatif pour la période présente. Il faut surtout s'attacher à solutionner les grands maux sociaux : misère, alcoolisme, prostitution, guerre; prévoir et appliquer un plan général de sauvegarde de l'enfance. Mais tout laisse penser que cela sera long et ne s'effectuera pas sans de profonds bouleversements sociaux.

Pierre-François VEZON.

Théâtre "Pucelle" de Jacques AUDIBERTI

par Pierre DAVRON

Encore une pièce sur l'odyssée extravagante de la « Sainte de la Patrie », de la « Pucelle Guerrière », de Jeanne d'Arc, en un mot.

L'on s'imagine avec plaisir une assemblée d'auteurs, assis, bien tranquilles, dans une quelconque salle avec, entre les rangées de fauteuils, un angelot blond, portant une corbeille sur le ventre, et criant à tue-tête : « Qui n'a pas son petit drame ? Qui n'a pas sa « Jeanne ? » Vous êtes servi, vous, M. Péguy, et vous M. Shaw, alors laissez a place... il me reste quelques « Jeanne au bûcher », « Jeanne au couvent » et « Jeanne et la pureté ». Allons, ne vous pressez pas, il y en aura sûrement pour tout le monde... »

Audiberti rouvre, au Théâtre de la Huchette, dans « Pucelle », un nouveau procès de Jeanne, holà, Pitoëff ! mais un procès humain qui ne ressemble nullement à celui de Rouen.

Il s'agit en réalité de savoir si Jeanne a existé. Il s'agit de savoir si, Jeanne existante, sa profession de guerrière n'a pas été basée sur un coup de tête et qui plus est, sur une fausse manœuvre, une bévue. Il s'agit de savoir si la carrière militaire était bien destinée à la Lorraine.

Audiberti nous fait assister à un dédoublement du personnage central.

D'un côté, la Joannine cultivée, dure, un peu sorcière aussi. De l'autre, Jeannette, humble paysanne lorraine, mariée et ne s'occupant que de sa ferme. Cette nouvelle Sabine n'est pas sans nous rappeler par son côté surréel le conte de Marcel Aymé.

L'auteur prétend que l'éducation de Joannine, l'éducation familiale, la destinait à continuer son rôle de femme des champs. Or, par un coup du destin, ce rôle est complètement bouleversé et pendant qu'elle délivrera Orléans, son double paysan accomplira sa tâche quotidienne. Ces deux êtres sont intimement liés et pourtant leur vie est différente. Du côté de Joannine, c'est le trouble, le vide parcouru par le fracas des batailles certaines, sa mort même est un mystère. Audiberti nous remet en souvenir dans sa présentation « que le Conseil Municipal d'Orléans aurait voté, dix ans après la date admise pour la mort de la Vierge de fer, les sommes nécessaires à la réception solennelle de celle-ci, bien vivante donc ! et mariée, pardi ! » Du côté de Jeannette, c'est la vie tranquille de bonne fermière.

Mais place à l'action. Au lever du rideau, une troupe de comédiens ambulants mène grand bruit. Leur chef Gilbert, tout en se désolant de l'absence des compagnons jongleurs, essaye d'expliquer à la Duchesse l'anxiété qu'il a chaque soir lors de la présentation du « mystère de Jeanne ». Il ne croit pas à la mort de son héroïne qui revit sur son texte son existence tumultueuse. Gilbert et la Duchesse ont connu Joannine avant qu'elle ne devienne chef de guerre et Gilbert se laisse bercer par ses souvenirs.

Dans la ferme lorraine, le père de Joannine travaille à son œuvre : l'ensemençoir automatique, tout en vitupérant sa fille qui est toujours à traîner avec les soldats de rencontre, perd ses arcs dans les bois et profite de la moindre occasion pour déchirer à belles dents les revenus familiaux.

Joannine est justement partie à la ville du Duc dans la voiture du voisin, Mathieu Fricot.

Pendant son absence, un de ses amoureux, le neveu du curé, Gilbert, vient rendre visite au père, lui déclare son amour pour sa fille et se fait éconduire. Un écuyer survient et annonce l'arrivée du Duc. Le père pâlit, il n'a pas déclaré sa vigne. Et Joannine fait une entrée bruyante, entraînant dans son sillage tourbillonnant, le duc et la duchesse. Elle saute, tourne, virevolte, conseille à l'écuyer d'aller dénombrer les plants de la vigne paternelle, met tout le monde dehors et guérit, provisoirement, l'hémiplégie du duc. Ce dernier lui donne un sauf-conduit pour aller guerroyer en France.

Au deuxième tableau, Joannine se prépare à partir. Elle ne sait encore si son destin se joue en France parmi l'éclat des fanfares ou en Lorraine, à la ferme. C'est alors qu'elle s'aperçoit de la présence de son double, Jeannette. Et l'ubiquité commence. C'est Jeannette qui épousera Mathieu Fricot, élèvera ses enfants, ses poules et ses cochons pendant que Joannine partira délivrer le pays... Ils voient déjà leur rencontre un après-midi d'été et Joannine s'apprête à tuer sa deuxième vie... mais se réveille à temps. Si elle tue Jeannette, elle se tue elle-même. Gilbert essaye de la retenir ou au moins de la posséder. Elle résiste et c'est son frère Pierre qui recueillera son premier baiser.

Nous nous retrouvons dans les coulisses du théâtre ambulant où les Compagnons jongleurs sont arrivés, ce sont le Roi, l'Evêque et le Vicomte anglais. Au grand désespoir de Gilbert et de Pierre, la Jeanne du mystère demeure introuvable et c'est Jeannette venue au marché vendre ses cochons qui, malgré les prières de son mari, jouera la pièce.

Pendant que l'action se déroule sous les huées de la foule, Gilbert s'efforce à ressaisir son rêve, ceci sous les réparties ironiques de la Duchesse. Jeannette monte au bûcher et, sciemment, ou malencontreusement, Pierre y met le feu, magnifiant dans la mort de la paysanne, le mythe de Jeanne d'Arc. Pendant que Jeannette brûle, Joannine reprend forme et se matérialise sous les yeux des acteurs ahuris et tempêtant.

Mathieu Fricot, le mari de Jeannette, se console vite à l'annonce d'un trésor caché dans le mur de sa propre ferme. Le vicomte anglais part chasser les porteurs de turbans et adorateurs des dieux hindous. Le Roi s'envole vers un bicorne et un bonnet rouge et l'Evêque se satisfait de la vente des scapulaires de Jeanne et des pélerinages, non sans s'attirer le dégoût de l'héroïne. Seul Gilbert supplie Joannine de lui revenir telle qu'elle était avant sa consécration. Mais Joannine ne peut lui répondre. Elle est devenue légende, légende de Jeanne d'Arc, pucelle libératrice...

Abstenons-nous de toute considération philosophique ou théologique sur cette interprétation du mythe de Jeanne. Audiberti a-t-il tort ? A-t-il raison ? Nous ne le saurons jamais.

Disons toutefois que la mise en scène de Georges Vitaly est un exploit sur une scène aussi petite. Tout y est occupé, la profondeur, la longueur et la hauteur... Les acteurs jouent à la perfection et je ne voudrais en citer un seul de peur de léser ses compagnons.

Croyants de la légende, libres penseurs, ne manquez pas ce feu d'artifice d'humour et de poésie.

Les Livres "FONTAMARA" d'Iniazio SILONE

Fontamara est un village de « cafoni », des paysans pauvres, affamés, mal vêtus. Un village sans histoire qui ressemble à n'importe quel village de l'Italie méridionale. La vie s'y déroule monotone, sans attrait. Tout le jour, les hommes sont aux champs, cultivant une terre aride, pierreuse, dans un climat défavorable. Les femmes restent à la maison, s'occupant des gosses, des poules, des cochons, ou bien encore préparant les sacs pour le battage. Le soir, tard, lorsqu'il fait nuit, les hommes rentrent, mangent un frugal repas et vont dormir, car la journée commence avant le jour.

La misère règne à Fontamara depuis toujours. Elle se lègue de père en fils, se transmet de génération en génération et la vie ne change jamais. Les mois, les saisons, les années se succèdent, les Fontamarais conservent le chimérique espoir d'agrandir, à force de labeur, de privations, de sacrifices, un minuscule lopin de terre stérile. Mais les jeunes vieillissent, les vieux meurent sans jamais réussir à sortir de leur misérable condition. Les récoltes de l'année suffisent à peine à payer quelques dettes, à acheter de quoi ne pas mourir de faim durant l'hiver.

Fontamara est isolé des grandes voies de communication. Le bruit et les répercussions des bouleversements sociaux de l'Italie d'après-guerre ne l'atteignent pas. Mussolini peut bien être devenu le maître du pays, les Fontamarais l'ignorent et continuent à crier : « Vive la reine Marguerite ! »

Il ne s'était jamais rien passé à Fontamara. Qui aurait pu supposer que les catastrophes les plus invraisemblables s'abattraient sur les pauvres cafonis.

Un soir, le village est privé de lumière. Un autre jour, des terrassiers viennent détourner le seul ruisseau qui arrose leurs maigres champs. Les cafoni protestent, se défendent. L'état de siège est décrété, les miliciens pillent et violent.

Les cafoni ont conscience de leur incompréhension, mais ils sont dépassés par les événements. Et pourtant, sans éducation sociale, c'est dans l'action collective qu'ils trouvent les moyens de résister. L'auteur, Iniazio Silone, a vécu les premières années de sa vie près de Fontamara. Nul mieux que lui n'était qualifié pour nous décrire la misère et les souffrances des cafoni.

Fontamara est dominé par la personnalité de Bérardo. C'est lui qui conduit les premières révoltes des cafoni. Pourtant, subjugué par l'amour d'Elvira, il abandonne ses camarades, part à Rome essayer de gagner l'argent qui lui permettra d'acheter une terre et mériter Elvira. Mais la mort de la jeune fille le jettera dans la voie du sacrifice. Il sera assassiné dans une prison, avant que les chemises noires ne massacrent les cafoni de Fontamara.

Ce roman, empreint quelquefois d'une intense poésie, est une critique sociale du fascisme et de l'Eglise, saisissante de vérité. Le lecteur est ému par l'extraordinaire puissance d'évocation qui se dégage du drame de Fontamara.

Pierre FRANÇOIS.

Sur les communautés libres d'enfants

Le problème le plus angoissant qui se pose dans le monde et particulièrement en Europe, est celui de l'enfance. La guerre a bouleversé les conditions de vie de la jeunesse. Nombre d'enfants ont été abandonnés, laissés sans guide, sans soutien moral ou affectif durant de longs mois. Moralement, physiquement, spirituellement diminués, il leur sera difficile de « s'adapter » à la vie. Ils risquent de grossir les rangs des jeunes délinquants déjà trop nombreux, hélas !

Pourtant, devant la carence criminelle dont font preuve les Etats, peu pressés de résoudre ce problème, il faut bien trouver une solution. La lutte pour la défense de l'enfance meurtrie, née d'initiatives individuelles, tend à s'organiser. Déjà depuis plusieurs années, des « communautés » d'enfants ont été créées par des éducateurs enthousiastes. D'admirables résultats dont tireront grand profit la psychologie et la pédagogie ont été enregistrés. Malheureusement ces initiatives ne reçoivent pas toujours l'aide qui leur serait nécessaire. C'est ainsi que déjà plusieurs maisons d'enfants françaises ont dû fermer leur porte faute de crédits suffisants. Quelques scandales dus à des individus sans scrupules qui n'ont pas vu la mission sociale à accomplir mais une source de profits, tendent à discréditer les communautés d'enfants aux yeux de l'opinion publique.

Depuis juillet 1948 un lien est établi entre les animateurs des communautés d'enfants. C'est la Fédération Internationale des Communautés d'Enfants. La F.I.C.E., née d'une conférence internationale, affirme son but et son esprit dans une charte dite de Trogen, ville de Suisse dans laquelle se déroula la conférence. En voici de larges extraits :

« A) *Buts*

« La communauté d'enfant doit essentiellement répondre aux besoins de sujets dont la famille n'est pas en état de s'occuper convenablement.

« *a*) Besoins physiques : Toutes les dispositions doivent être prises pour leur assurer des conditions saines de vie, de logement, d'habillement, d'alimentation et de soins médicaux ;

« *b*) Besoins intellectuels et affectifs : Leur éducation doit être assurée dans la communauté ou à l'extérieur. Etant donné les besoins particuliers de ces enfants, cette éducation devra préserver les exigences de la vie spirituelle et correspondre aux principes de la psychologie, de l'évolution et de l'hygiène mentale des enfants.

« Des besoins affectifs et sociaux des enfants doivent être satisfaits par la reconstitution d'une atmosphère familiale, par des conditions leur permettant de s'exprimer par des activités créatrices, de se sentir en sûreté et de s'intégrer au milieu social.

« La compréhension internationale. La plupart des enfants qui vivent dans les communautés étant directement ou indirectement des victimes de la guerre, soumises aux craintes et aux haines nationales et raciales, le but du village d'enfants est de susciter en outre la compréhension et la coopération internationale. Cette compréhension sera favorisée par des échanges d'enfants portant sur des périodes étendues, de villages et de nationalités différents, ainsi que grâce à des camps de vacances d'été internationaux.

« B) *La vie dans une communauté d'enfants.*

« L'une des caractéristiques de la communauté d'enfants est le groupement en « famille », petite communauté dans la grande, jouissant d'une certaine autonomie, mais ne restant pas isolé de la société.

« La vie scolaire des enfants doit être conforme aux principes de l'éducation nouvelle. Adaptée aux besoins de l'enfant, concordant aux découvertes de la science, de la psychologie, et conduisant vers la créativité, la coopération, l'objectivité, la tolérance.

« Les enfants prennent dans la communauté des responsabilités coopératives correspondant à leurs besoins, à leur maturité. Il faut tendre vers une organisation démocratique de la vie collective, excluant la création de formes de gouvernement imitant celle des adultes.

« Des ateliers, des bibliothèques, des activités de plein-air, viennent compléter tout ce programme. »

En lisant ceci, ne croyez pas être devant un plan théorique nulle part appliqué. De nombreuses communautés existent en France. Nous reviendrons sur la F.I.C.E. et sa seule section nationale, la Fédération Nationale des Communautés d'Enfants créée en France en décembre 1945.

Mais dès aujourd'hui, nous vous donnons rendez-vous pour suivre dans notre prochain numéro notre enquête sur la maison d'enfants : la Bastide de Beau-Soucy.

P.F.V.

Le meilleur moyen de faire connaître ce qu'est le véritable syndicalisme, c'est de diffuser la brochure :

LA CHARTE DU SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE

En vente à la librairie confédérale : 5 fr.

LIBRAIRIE

LIVRES

Pierre Besnard. — L'Ethique du Syndicalisme, 75 fr. (120); La Paix, 100 fr. (145); Les Syndicats Ouvriers et la Révolution Sociale, 200 fr. (260); Le Monde Nouveau, 140 fr. (185).
Aurèle Patorri. — La Débâcle de l'Elite, 150 fr. (195).
Gaston Leval. — L'Indispensable Révolution, 100 fr. (145).
Gabriel Giraud. — Paul Robin, 150 fr. (195).
Jeanne Humbert. — Sébastien Faure, 180 fr. (225).
Fernand Planche. — Kropotkine, 210 fr. (255); Durolle, 150 fr. (195); Louise Michel, 150 fr. (195).
Louis Lecoin. — De Prison en Prison, 160 fr. (205).
Voline. — La Révolution inconnue, 350 fr. (440).
Louis Buchner. — Force et Matière, 270 fr. (330).
Victor Méric. — Coulisses et Tréteaux, 75 fr. (120).
Charles Malato. — Les Joyeusetés de l'Exil, 100 fr. (160).
Ernest Haechel. — Histoire de la Création, 400 fr. (490).
W.S. Wallino. — Le Mouvement Ouvrier et la Démocratie aux Etats-Unis, 200 fr. (290).
Nestor Blanc. — Joyeux, fait ton fourbi, 255 fr. (320).
Fernand Pelloutier. — Histoire des Bourses du Travail, 260 fr. (305).
Louis Tenars. — Le Sauveur, 100 fr. (145).
Maurice Hallé. — Par la Grande Route et les Chemins Creux, 150 fr. (195).
B. Malon. — Précis du Socialisme, 175 fr. (235).
Jules Valles. — L'Insurgé, 125 fr. (170); Le Bachelier, 125 fr. (170); L'Enfant, 125 fr. (170).
Bakounine. — La Révolution Sociale ou la Dictature Militaire, 180 fr. (225).
Sébastien Faure. — La Véritable Révolution Sociale, 60 fr. (90); L'Imposture religieuse, 230 fr. (275).
Jacques Renne. — Syndicalisme Français, 200 fr. (245).
Maurice Ceyrat. — La Trahison permanente du P.C., 100 fr. (145).
Alexandre Marc. — Avènement de la France ouvrière, 210 fr. (270).
Emile Hureau. — Les Jésuites, la Classe ouvrière et la Révolution, 70 fr. (115).

BROCHURES

Gaston Leval. — Le Communisme, 40 fr. (70); L'Anarchisme et l'Abondancisme, 10 fr.
G. Berneri. — La Société sans Etat, 20 fr.
L. Barbedette. — Pour la Justice économique, 10 fr.
Ernestan. — La Fin de la Guerre, 5 fr.
Sébastien Faure. — Sacco et Vanzetti, 5 fr.; Les Douze Preuves de l'inexistence de Dieu, 10 fr.; Les Crimes de Dieu, 20 fr.; La Fausse Rédemption, 10 fr.
P. Comont. — L'Architecture, 20 fr.
A. Guillier. — La Révolution salvatrice, 15 fr.
P. Camus. — Le Syndicalisme et le Problème paysan, 20 fr.
G. Yvetot. — ABC du Syndicalisme, 15 fr.
E. Rothen. — La Politique et les Politiciens, 20 fr.
P. Monatte. — Où va la C.G.T., 10 fr.
Pierre Besnard. — Le Problème des Salaires, 6 fr.
Edouard Rôtot. — Le Syndicalisme et l'Etat, 12 fr.
Lashortes. — Qu'est-ce que le Prolétariat, 10 fr.
Louise Michel. — Prise de Possession, 15 fr.
Aristide Lapeyre. — Le Problème espagnol, 15 fr.
Les Anarchistes et l'Activité Syndicale, 15 fr.
La Bulgarie, nouvelle Espagne, 25 fr.
Les Bulgares parlent au Monde, 50 fr.
Le Syndicalisme et la Guerre, 5 fr.

REVUES

Mains et Cerveau, 40 fr.
Etudes Anarchistes, 40 fr.
Défense de l'Homme, 40 fr.

EXPÉDITION

Pour les livres, les prix entre parenthèses sont les prix franco.
Pour les brochures joindre 10 francs à chaque.
Pour les recommandés joindre 40 francs par colis, en plus.
C.C. Postal de la Librairie : Paris C.C. 7.473-08, M. Marcheti Robert, 1, rue Dulaure, Paris (20e).

SERVICE DE LIBRAIRIE

Le service de librairie demande aux camarades qui font une commande de livres de bien vouloir envoyer le montant d'avance et de bien vouloir envoyer la correspondance au camarade Oudin, sauf en ce qui concerne le C.C.P. qui doit être adressé au camarade Marcheti.

Le libraire :
OUDIN.

CNT

Le Directeur-Gérant :
DOUILLET François

Imp. Spéc. du Combat Syndicaliste

B.D.I.C

LES OUVRIERS FINLANDAIS ONT TRIOMPHE DU GOUVERNEMENT

par JOHN ANDERSSON

Au mois d'avril 1941, une loi de pleins pouvoirs destinée à s'opposer aux grèves fut mise en vigueur en Finlande. C'était en pleine guerre, mais la loi fut prolongée après la guerre. Dans ces deux occasions, la grande majorité des représentants ouvriers accepta cette législation réactionnaire. « Ce fut une journée de honte pour les représentants ouvriers au Parlement finnoi », déclare l'organe de l'Union des Marins finnois, Merimies, en commentant l'événement, et le journal ajouta : « Ce sont des gens sans espoir, qui croient qu'il n'est pas possible d'empêcher des grèves au moyen de lois antigrévistes. Si les ouvriers sont convaincus qu'il est nécessaire d'imposer leurs revendications au moyen d'une grève, tout le pouvoir du Parlement et du Gouvernement sera impuissant, puisque les ouvriers organisés ont aussi un pouvoir, une force avec laquelle il faut compter.

Et à l'occasion des derniers mouvements de grève des ouvriers finnois, ce fut l'action directe de ces ouvriers organisés qui s'est imposée triomphalement au Gouvernement du pays, qui avait essayé d'utiliser contre les ouvriers la loi des pleins pouvoirs dont nous venons de parler.

Le mouvement de grève fut commencé par les machinistes des chemins de fer qui abandonnèrent leur travail pour imposer par la force leurs revendications qui tendaient à des améliorations de salaires et de meilleures conditions de travail. Parmi les demandes les plus importantes, nous pouvons citer celle d'une amélioration des retraites. La grève des machinistes fut efficace dès le début. Tous les transports de voyageurs et de marchandises furent paralysés, ainsi que les services postaux; un chaos total se produisit dans les communications publiques.

Dans cette situation extrêmement tendue, le Gouvernement publia une déclaration affirmant qu'il ne voulait point céder aux exigences des ouvriers. Il répondrait par des mesures rigoureuses. Et se basant sur la loi des pleins pouvoirs, en appliquant en outre les lois d'exception militaires, le gouvernement décida de mobiliser les machinistes des chemins de fer. On voulait les forcer à capituler. En effet, les machinistes mobilisés ne firent pas de résistance, mais se rendirent aux lieux indiqués par le Gouvernement où ils se mettaient sous les ordres militaires et furent revêtus d'uniformes. Naturellement, ils mangeaient aux frais de l'Etat pendant tout le cours de la grève.

Puis les machinistes mobilisés reçurent l'ordre de reprendre le travail ordinaire aux machines, mais tous refusèrent. Cependant, ils s'occupaient des machines, les entretenaient, mais ne les mettaient pas en marche. Les transports par chemins de fer restèrent paralysés comme avant l'ordre de mobilisation et les lois de guerre n'avaient pas fait changer la situation. Les mesures du Gouvernement avaient complètement échoué à cause de la résistance et de la solidarité des machinistes.

On s'adressa au chef supérieur de l'armée, le général Sihvo, pour lui demander son avis sur la résistance et l'insoumission des machinistes, mais il répondit que c'était au Gouvernement et au ministre de la Guerre de décider au sujet de la punition des grévistes. En effet, le ministre de la Guerre, Fiitu, déclara en certaine occasion que les machinistes en question seraient jugés par des tribunaux militaires et accusés d'insoumission. Mais les machinistes mobilisés restaient indifférents. En dépit des menaces du Gouvernement et des généraux, aucun train ne partait.

A ce moment, tous les cheminots finnois déclarèrent qu'ils iraient à la grève si le Gouvernement n'annulait pas l'ordre de mobilisation des machinistes. Le lendemain, la centrale syndicale finnoise publia une proclamation communiquant que toute l'organisation ferait la grève générale dans les cinq jours si une nouvelle convention sur les salaires ouvriers n'était pas conclue avant cette date. L'intention de l'organisation était de trouver une solution au problème des salaires pour tous les ouvriers finnois, y compris les conditions de retraite des machinistes. Un jour plus tard, le Gouvernement se trouvait devant la menace d'une grève des fonctionnaires et des instituteurs.

Dans cette situation, le Gouvernement commença à chanceler. Il comprit qu'il était allé trop loin et essaya de négocier avec les syndicats, et aussi avec les patrons, afin de mettre en contact les deux groupes. La grève des fonctionnaires fut évitée en dernière heure par des améliorations de salaires qui correspondaient plus ou moins à ce que les fonctionnaires avaient exigé; la décision la plus importante prise sous la pression des ouvriers fut de révoquer l'ordre de mobilisation des machinistes; mobilisation qui d'ailleurs n'avait pas produit l'effet désiré.

Le jour même où la grève devait commencer, une convention générale fut conclue et les salaires de tous les ouvriers finnois augmentés de 15 %. En outre, ils furent liés à l'index des prix. On promit de plus que les problèmes de la retraite des machinistes seraient bientôt traités au Parlement.

La lutte en Finlande est donc un triomphe pour les ouvriers. Elle est une preuve de la force qui est à la disposition de la classe ouvrière si les travailleurs sont solidaires et décidés à employer leur organisation dans l'intérêt de toute leur classe. La lutte a aussi prouvé que les travailleurs peuvent s'imposer à l'Etat et au Gouvernement. La solidarité des ouvriers était le facteur décidant dans la lutte. Voilà la leçon des événements finnois.

LE COMBAT SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA Confédération Nationale du Travail

Section Française de l'Association Internationale des Travailleurs

RÉDACTION-ADMINISTRATION : 39, rue de la Tour-d'Auvergne - PARIS (9e)

Paraît tous les Vendredis

LA COPIE DOIT ARRIVER LE SAMEDI AU PLUS TARD

Abonnements : 1 an (48 numéros) 420 fr. Six mois : 216 frs - Trois mois : 110 frs

Changements d'Adresse : 20 francs

C. C. P. : Y. RICHAUD PARIS 7497-93

20, RUE SAINTE-MARTHE, PARIS-Xe

Le syndicalisme américain vu par le Reader's Digest

L'on se fait une bien triste opinion de l'état d'esprit des ouvriers américains en lisant les articles sociaux qui paraissent dans cette revue. Celle-ci inonde le monde et étant éditée pour les gens bien-pensant, vous ne trouverez aucun article où Dieu n'est pas présent. Est-ce bien là l'opinion générale de cette grande démocratie ? Dieu seul le sait !

Néanmoins, quelques leaders écrivent dans cette revue et leur dialectique est quelque peu surprenante. Marty Mc Intire, organisateur de la Fédération Américaine du Travail, dit ceci : *Ecartez-vous des théoriciens des grandes villes si vous voulez comprendre les travailleurs. Bien des patrons ou des observateurs inquiets croient déceler de sinistres tendances politiques dans une simple et honnête demande pour une meilleure paye ou de meilleures conditions de travail. S'il vous semble que le travailleur moyen attaque le système capitaliste, souvenez-vous qu'il l'attaque uniquement pour mieux en profiter.* De Joe Scanton, leader métallurgiste : *Des syndicats prospères dans une industrie prospère.* Nombreuses sont les entreprises qui distribuent une part des bénéfices et l'un de ces directeurs avoue ingénuement : *L'état d'esprit importe plus que le nombre d'heures ou le montant du salaire.*

A la grande firme W.E.C., les ouvriers croient, de ce fait, gravir un échelon de l'échelle sociale. « Conscients » de leur importance dans l'affaire, ils sont petit à petit pour la compagnie au lieu d'être contre.

Les suggestions affluent pour l'amélioration du rendement et l'on va même jusqu'à éliminer les oisifs, les tire-au-flanc.

A la Standard Oil Company, il existe : 1° convocations régulières des conférences ouvrières et patronales ; 2° examen rapide des revendications ; 3° généreuses indemnités pour maladie, accident, décès, invalidité, etc.

Tirez de l'argent de vos idées, tel est le slogan en vigueur dans bon nombre d'entreprises et, toujours d'après *Reader's Digest*, les ouvriers s'y emploient au maximum.

Créer la confiance entre patrons et ouvriers, tel est le seul moyen qui permettra de faire régner la paix sociale dans le monde du travail, pensent les employeurs d'Outre-Atlantique (les nôtres aussi, d'ailleurs), bizarre comme les grands esprits se rencontrent !

Il existe aussi des pasteurs qui travaillent et font des sermons pendant les heures de repos ; il est vrai que, maintenant, nous avons en France des prêtres-ouvriers.

Pour ce qui est, à proprement parler, des syndicats, ils ont une toute autre structure que les nôtres et leurs leaders des pouvoirs beaucoup plus autoritaires, par exemple pour les cheminots, il est dit à l'article 9 : *Il* (le secrétaire général) *interprète toutes lois concernant le syndicat, tranche les différends qui lui sont soumis par le bureau ou par les membres.* Ses décisions sont sans appel, sauf si le Conseil d'administration ou la commission des recours les annule. Cette clause pourrait suffire à limiter les pouvoirs du secrétaire général, si un second article ne l'autorisait à refuser l'intervention d'une commission d'enquête.

Drôle de démocratie syndicale en vérité !

Mais comme il y a partout des empêcheurs de tourner en rond, un militant syndicaliste, Wellington Roë, s'insurge et ose s'écrier : *La classe ouvrière a gagné la bataille sur le patronat. Il lui faut maintenant tourner toutes ses forces contre la dictature des leaders syndicaux.*

Cependant le Congrès (Chambre des Députés de là-bas) est fermement opposé à l'arbitrage obligatoire, car il estime qu'un gouvernement fixant le taux des salaires n'est plus éloigné de fixer celui des bénéfices et, de la fixation des bénéfices, à la fixation des prix, il n'y a qu'un pas.

Le totalitarisme n'est pas autre chose que la triple fixation par voie d'autorité gouvernementale des salaires, des bénéfices et des prix.

C'est vraiment le pays de Cocagne et des contradicteurs. Et si nous en croyons l'institut Gallup, 87 % des ouvriers se classe dans la classe moyenne. Comprenne qui pourra !

YVERNEL.

Le salon des réalités nouvelles

par ROGER BOUCOIRAN

Si l'on s'entend une fois pour toutes, sur ce que doit être l'art, c'est-à-dire, selon nous, non une imitation de l'extérieur, mais un jaillissement des sources intérieures de l'être, vibrations mentales, recueillements, méditations, extases, extériorisant : gaîté, tristesse, humour, passion, amour, en un mot, les sentiments qui assurent à l'art sa liaison avec la vie : rien ne peut lui faire plus de tort que toutes les élucubrations critico-littéraires de ceux qui prétendent en être les défenseurs, alors qu'ils en sont souvent les fossoyeurs.

C'est ainsi qu'à propos du Ve Salon des Réalités nouvelles, qui constitue une manifestation annuelle d'ensemble des peintres abstraits une floraison d'élucubrateurs s'évertuent à nous entretenir des dangers que court cette peinture, dont on ne saurait plus contester la validité.

Considérant que ce Salon constitue plutôt pour la peinture abstraite une rude épreuve, l'un de « nos esthètes professionnels » pense : « ... qu'il convient de souhaiter que les spectateurs n'y mêlent pas, dans une même réprobation, les peintres authentiquement valables, que ce Salon nous fait connaître, et la procession de ceux qui s'imaginent être peintres, tout simplement parce qu'ils ont disposé eux aussi des couleurs sur une toile ».

Et « notre esthète » de se lamenter, car, selon lui, précédemment, rien ne pouvait faire plus de tort à l'impressionnisme et au cubisme, que l'existence de « sous-impressionnistes » et de « sous-Braque » ou « sous-Picasso ».

Que le temps de ces conceptions plastiques soit révolu ne nous surprend pas, puisque d'autres recherches se sont, depuis, substituées aux précédentes, mais qu'elles aient eu à souffrir de l'existence de peintres « secondaires » nous paraît pour le moins inexact.

Il serait plus honnête de dire que la vente des œuvres de peintres impressionnistes, dont les noms ont été mis en évidence, de même que la vente des œuvres cubistes de Braque et Picasso, ont souffert de l'existence d'œuvres « secondaires » !

C'est ce que nous pensons et osons dire tout haut, car nous ne sommes pas des critiques professionnels qui tirons profit des flatteries que nous adressons et nous n'en adressons à quiconque.

Quant à craindre que les « amateurs » en art abstrait ne causent du tort à celui-ci, nous croyons pouvoir affirmer que la peinture abstraite ne saurait être menacée par la présence de ces « sous-abstraits »; ce moyen d'expression n'étant pas aussi facile à utiliser que les précédents.

Il ne peut y avoir en elle de supercherie, car elle condamne et épuise à brève échéance les néos comme les suiveurs chez qui la personnalité fait défaut. Le peintre abstrait doit inventer son sujet et il ne pourra y parvenir que s'il possède un sens artistique assez riche pour traduire plastiquement ses sentiments, et atteindre la sensibilité du spectateur, sans le secours de l'objet ou de formules éprouvées.

De même que s'il se manifeste chez certains peintres une tendance idéaliste, doctrinale, voire systématique, celle-ci ne devra jamais leur faire oublier qu'un art, quel qu'il soit, ne devient capable d'exprimer ce qu'il est seul qualifié pour dire que, grâce aux moyens qui lui appartiennent en propre, et que ceux de la peinture sont : la *Couleur* et la *Forme*.

Ainsi entendu et compris, ce qui doit être l'art et ce qu'est la peinture abstraite, la présence de ceux qui travaillent médiocrement à côté des vrais artistes ne saurait nous faire craindre ni le moindre danger pour cet art, ni la difficulté qu'éprouve le spectateur en face des six cent cinquante œuvres exposées actuellement aux « Réalités nouvelles » pour démêler la bonne peinture de la mauvaise.

***

Pour nos camarades qui seraient intéressés par la visite de ce Salon, il se tient jusqu'au 16 juillet au Musée des Beaux-Arts de la ville de Paris, avenue du Président-Wilson, métro Alma ou Iéna.

ILS VEULENT NOUS ENDORMIR

(*Suite de la première page.*)

mir, nous fait comprendre que le chef d'entreprise — comme jadis le seigneur pour les serfs — est le père de famille de ses ouvriers. Père de famille qui se saoule la gueule pendant que ses enfants durement exploités pour maintenir le patrimoine crèvent de faim en traînant la guenille. Puis le refrain contre l'Etat dévorant. Comment ne pouvons-nous par marcher ?

Mais non, monsieur, pas vous. Comment pouvez-vous élever la voix contre l'Etat qui vous prête si généreusement son armée et sa police pour protéger et même défendre vos coffres-forts. Les impôts sont élevés, mais ce n'est pas vous qui les payez, mais les consommateurs puisque tous les impôts et retenues — salaire social, etc., — vous les comptez dans vos prix de vente.

Et puis cela n'empêche pas vos entreprises d'avoir des dividendes substantiels — nous l'avons démontré l'autre semaine — sans oublier les millions détournés sous le nom d'amortissements, réserves, revalorisation de stocks, augmentation gratuite de capital, etc.

Pourtant une place de choix paraît vouloir être faite au travail, puisque M. le Président a dit : « Le capitalisme n'est qu'un moyen... pour drainer l'épargne et la mettre au service des consommateurs avec l'aide du travail. » Comme c'est désintéressé. Pas question de profit. Mais pourquoi « le chef d'entreprise est enfin responsable vis-à-vis du capital des épargnants qui le fournissent ». Il devrait être responsable vis-à-vis de ses enfants les travailleurs. Comme les capitalistes, les travailleurs devraient pouvoir jouir des richesses naturelles et de tous les biens de consommation produits.

L'alliance « capital-travail » prendrait-elle corps ?

Nous n'avons pas d'illusions ! Est-ce un état d'esprit nouveau chez nos patrons ? On le croirait puisque M. le Président a dit « il y a là un problème humain ». Le monsieur voit cela de son bureau de président. Qu'il demande à nos camarades de chez Renault et Citroën si la chaîne de travail est un problème humain ?

Pour dissiper nos illusions, M. le Président aurait déclaré : « Quand nous améliorons la productivité de l'entreprise, il ne faut pas que cela soit au bénéfice de la seule entreprise, il faut que, par la baisse des prix, cela réponde à l'intérêt général, car nous sommes tous des consommateurs. »

Cela est bien dit pour nous endormir. La baisse des prix ? Des prix de fabrication, pour l'ouvrier qui produit, aboutissant à une baisse des salaires, donc baisse du niveau de vie du salarié, mais pas baisse des prix de vente et encore moins des bénéfices.

Pour endormir son monde, on se donne comme consommateur. Consommateur des casinos et des boîtes de nuit en offrant généreusement un minimum vital de 14.000 francs aux modernes esclaves que nous sommes.

M. le Président a ajouté : « Rien ne pourrait être fait de constructif et de profond si nous ne marchions pas la main dans la main », pour quoi faire « il faut en venir à l'idée européenne, car c'est la seule manière d'améliorer d'une façon profonde et durable le standard de vie des Européens, donc des Français, donc des classes laborieuses françaises. C'est seulement ainsi que nous pourrons améliorer, élargir les marchés, arriver à une meilleure spécialisation et standardisation des produits ».

Nous ne sommes pas de l'avis de ce monsieur, nous qui vivons dans l'angoisse à la pensée que 75 % de nos camarades des aciéries de la Moselle vont être réduits au chômage par suite de la mise en marche d'un nouveau train de laminoirs.

M. le Président du C.N.P.F. est encore en retard sur nous. Nous ne sommes pas Européens, mais des internationalistes, et demandons que tous les humains de la terre aient le droit de consommer. On a voulu nous faire le coup de la renaissance française, nous ne marchons pas plus pour la renaissance européenne.

La technique, le progrès, la spécialisation, la standardisation, nous voulons bien pour le bien-être de tous les travailleurs en diminuant leur peine et non en augmentant leur misère.

D'accord, aussi, pour augmenter le volume des biens de consommation au profit des travailleurs, mais pas pour entretenir des parasites, des oisifs avec des dividendes substantiels.

C'est pourquoi nous luttons contre les politiciens, le patron et l'Etat, forces parasitaires et d'asservissement.

Mais nous, nous luttons pour leur destruction et non pour être intégré dans leurs rouages.

SA SAINTETÉ RECOMMENCE

L'année sainte nous vaut de mesurer quelle est l'audace dont fait preuve le christianisme en matière sociale.

Après l'affirmation que l'accession à la gestion des entreprises est irréalisable, le Pape vient de se pencher de nouveau sur les problèmes économiques.

C'est pour nous dire que le système bancaire « n'est pas entaché de péché de par sa nature même, ni que la profession bancaire expose ceux qui l'exercent à révérer outre mesure des biens faux et éphémères ».

« Si l'argent a pu être décrit, à juste titre — continue le Pape — comme le sang du corps économique, nous pouvons dire également que les banques en sont le cœur qui doit régler la circulation au mieux des intérêts des particuliers, des familles et des groupes sociaux qui forment ensemble le corps économique de la nation. Cette responsabilité et la puissance qui en découle ne sont pas à l'abri de risques et d'abus. Pour cette raison, l'Eglise et les fidèles ont le devoir d'insuffler à l'institution des banques un esprit chrétien authentique. »

Donc, nos banquiers vont maintenant se mettre à l'œuvre dans l'esprit très chrétien que nous leur connaissons. D'autant plus que certains maintenant de monter au ciel — puisque la profession n'est pas frappée de péché — ils voudront faire montre de l'émulation la plus certaine.

Les biens faux et éphémères, tels que voitures, châteaux, maîtresses, ne seront pas plus révérés qu'avant... ni moins. Il suffira de n'en pas user outre mesure. Tout n'est qu'une question de degré. Et en nuances, Pie XII s'y connaît.

On sait que lui, qui est le plus grand banquier du monde, n'ignore pas de quoi il traite quand il aborde ces questions.

Il fut même une époque où ses moines et sa prêtraille étaient pratiquement maîtres et propriétaires de tout l'Occident. A ce moment-là, les banquiers d'alors qu'ils étaient, auraient bien eu besoin de s'inspirer des très chrétiens principes qu'évoquent le « grand prêtre » d'aujourd'hui.

Mais n'allons pas jusqu'au blasphème.

Il va falloir que le « camarade » Tessier, bonze n° 1 de la C.F.T.C., revoie sa doctrine, afin de l'adapter aux dernières instructions du représentant du Très-Haut.

Il est vrai que l'année sainte n'est pas encore terminée et qu'il préférera sans doute attendre qu'elle prenne fin..., il y a tellement de surprises de célées, dans la tête de l'héritier de saint Pierre !

Quoi qu'il en soit, ce nous est l'occasion de dénoncer cette farce lugubre qu'est le christianisme prétendu social.

Que les travailleurs embrigadés dans l'armée noire le comprennent !

LONGUEVE.

Résolution des travailleurs de l'établissement national d'Indret

(*Suite de la 1re page*)

de beaucoup les années les plus prospères, la classe ouvrière réclame ses justes droits.

Notre syndicat C.N.T. l'y aidera de toutes ses forces et renouvelle à l'Administration de la Marine ses revendications concernant le problème des salaires, à savoir :

1. La revalorisation du pouvoir d'achat basée sur l'indice général des salaires de 1938 avec compression de l'éventail des salaires.

2. La garantie du maintien du pouvoir d'achat de salaires par l'échelle mobile unilatérale.

3. La suppression des zones de salaires.

4. Le salaire moyen pour les vieux travailleurs avec retraite à 50 ans.

5. La suppression de l'impôt sur les salaires.

Nous insistons également, après les licenciements massifs dont notre Etablissement a souffert et pour éviter la mise en chômage de nouveaux ouvriers, que la semaine de 40 heures soit remise rapidement en application sans diminution de salaires.

En accord avec nos camarades du syndicat C.G.T. et en attendant complète satisfaction, nous réclamons que soit versé mensuellement à tous les ouvriers une prime d'attente de 3.000 francs.

Afin d'appuyer ces revendications, nos syndicats décident un mouvement de protestation le vendredi 16 juin, à 17 h. 12.

DE QUOI CRÈVE LA S.N.C.F.

Gare du Nord, dimanche 11 juin, vers 9 h. 30, guichet des billets « Bon Dimanche ».

D'un côté du guichet, un receveur ; de l'autre une longue file d'une quarantaine de voyageurs, l'air pas très satisfait d'être là.

Sur le côté, quelques mètres à l'écart, quatre membres honoraires (échelles 16, 14, 10 et 9) de la S.N.C.F. ENCOURAGEANT « MORALEMENT » l'agent exécutant.

C'est tout !

LE MARCHAND DE KILOMETRES VOYAGEURS.

GFP 34214 B.D.I.C Juillet - Décembre 50 ; C

LE COMBAT SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

24e année - Nlle série, N° 34 — 10 FRANCS — 7 JUILLET 1950

CARENCES EN FACE DE LA GUERRE

Dès la fin de la dernière guerre mondiale, nous avons tous eu le pressentiment de la « prochaine », celle qui mettrait aux prises le bloc oriental et le bloc occidental. Depuis Yalta, une partie s'est engagée; alternativement, chaque joueur avançait un pion. Il s'agissait d'acquérir des bases aériennes, navales ou aéronavales, pour la prochaine guerre considérée comme inévitable par cette engeance calamiteuse formée par les diplomates et les hommes d'Etat.

En effet, rien n'est plus inévitable que ce que l'on prépare de longue main. Avant la « dernière », il y avait le « couloir de Dantzig », destiné à faire couler beaucoup de sang humain.

Imaginez-vous le Reich séparé de la Prusse orientale par ce malencontreux couloir. Tout ce territoire appartenait à la Pologne et n'était devenu allemand que grâce à la vertu du lapinisme germanique; alors, de deux choses l'une, ou il fallait donner tout aux Allemands ou rendre à la Pologne ce qui lui avait été enlevé par une prolifération imbécile, cause de toute guerre.

Nous ignorons si les diplomates qui signèrent le traité de Versailles le firent exprès pour nous ménager une nouvelle boucherie, mais dans l'affirmative, nous ne pouvons que rendre hommage à leur astuce et à leur habileté.

Il en est de même pour cette malheureuse Corée. Partagée en deux « d'autorité », la partie septentrionale devient pro-soviétique, tandis que la partie méridionale devient pro-yankee. On a mis tout près l'un de l'autre — dans un but fort louable sans doute — le carburant et le comburant; il ne manquait plus qu'une toute petite étincelle pour que ça saute. Or, vous savez, il n'en faut pas beaucoup pour cela; les godillots militaires continuellement mis en contact avec le silex des routes stratégiques au beau « mitan » d'une vaste poudrière, vous voyez ça d'ici. Voilà comment on crée des situations inévitables.

Les responsabilités sont aussi lourdes d'un côté comme de l'autre. Staline et Truman ont bien travaillé tous les deux pour la cause de la guerre.

Tout cela ne nous surprend pas; il faudrait être complètement innocent pour s'en étonner. « La société capitaliste porte la guerre comme la nuée porte l'orage », disait Jaurès. Malheureusement, les millions d'imbéciles n'ont pas encore compris.

Une seule chose pouvait s'opposer efficacement à cette démence grossière : l'union internationale du prolétariat. Des efforts considérables ont été tentés dans ce sens. D'abord avec la fondation de l'Association Internationale des Travailleurs en 1864. Mais c'est alors qu'intervint le plus sinistre porte-guigne qui ait jamais existé sur la terre et dans le ciel : Marx; Karl Marx, puisqu'il faut l'appeler par son nom.

TRENCOSERP.

(*Suite en page 4.*)

FAITES RENTRER LES FONDS !

Nous rappelons à nos camarades, à nos abonnés et à nos dépositaires que conformément à la décision du Congrès, le C.C.N. a décidé de suspendre la parution du C.S. pendant l'été. Ceci afin d'éviter les frais toujours considérables de cette période.

La parution hebdomadaire s'arrêtera donc au n° 35, daté du 14 juillet.

Il est nécessaire que tous nos amis profitent du délai dont ils vont disposer pour se mettre en règle avec l'administration du journal; ceci, afin de permettre le départ de la période automnale. Il faut un hebdomadaire à la C.N.T. Sans hebdomadaire, pas d'organisation possible.

Et pas d'hebdomadaire sans gestion financière saine.

Il est nécessaire que tous comprennent qu'un journal comme le nôtre ne peut vivre que si tous, sans exception, font des efforts sans cesse répétés pour trouver de l'argent. Il faut faire lire le C.S. sur les lieux de travail et, quand il a été lu, expliquer comment il vit : c'est à ce moment que les travailleurs comprendront la nécessité d'un journal qu'ils considéreront alors comme étant leur journal; c'est à ce moment qu'ils sauront faire le sacrifice qu'on leur demandera.

C'est une question de volonté !

L'Administratrice :
Yvette RICHAUD.

SARABANDE SANS ESPOIR

En Extrême - Orient, dans ce pays que l'on dit du matin calme, des enfants, des femmes et des hommes meurent maintenant à toute heure, pris dans l'étau de fer et de feu qu'est pour eux le conflit qui dresse l'un contre l'autre les deux grands impérialismes qui s'opposent sur notre globe.

Que résultera-t-il du choc auquel nous sommes ici, jusqu'à présent, seulement spectateurs ? Va-t-il se généraliser ou sera-t-il limité pour l'instant à la malheureuse Corée ?

Quelle est la mesure du délai qui nous est accordé ?

Il y a tout lieu d'accorder crédit à cette menace formulée par l'état-major américain qui a dit qu'il coulera tout sous-marin qui ne fera pas surface... quand on sait que les Nord - Coréens n'ont pas de sous-marin.

Nous sommes donc sur un volcan. Pendant ce temps, ici, ces messieurs de la politique jouent leurs jetits jeux personnels, forts satisfaits de voir le capitalisme américain prendre enfin d'une manière active la responsabilité de la défense de leurs privilèges.

Et la sarabande va son plein. Et De Gaulle s'agite. C'est à qui tente de se placer pour démontrer qu'il est le plus qualifié pour mater, détourner ou canaliser la classe ouvrière.

Que font les révolutionnaires durant ce temps ?

Le moment n'est-il pas venu de penser que face à la carence des politiciens il faut donner au pays un organisme de gestion issu du syndicalisme lui-même ?

Les syndicalistes révolutionnaires vont-ils accepter d'être débordés par les événements ? Leur nombre n'est pourtant point négligeable.

La C.N.T. leur pose la question.

C S

Deux poids Deux mesures

Les champions de la reproduction nationale s'agitent fébrilement. Ils confient même à la radio le soin de véhiculer leurs pensées et leurs objurgations.

Périodiquement, à intervalles rapprochés et avec une régularité qui fait honneur à leur persévérance, ils agitent, devant nous, l'épouvantail de la dépopulation.

Comme faire se doit et après avoir signalé le caractère général et profond du phénomène, ils ne manquent pas d'insister et de s'alarmer sur ses conséquences catastrophiques, sur ses effets pernicieux.

Quand donc les partisans de la tempérance parentale bénéficieront-ils de ce régime de faveur? Cela les changerai des brimades, tracasseries, persécutions qui sont habituellement leur unique lot.

Aussi bien est-il plus immoral de conseiller au PROLETAIRE — au sens étymologique et littéral du terme — c'est-à-dire de « FAISEUR D'ENFANTS », DE PROPORTIONNER EQUITABLEMENT SA DESCENDANCE AUX RESSOURCES DONT IL DISPOSE?

Est-il moins moral d'avertir la jeune fille des dangers et des risques de la séduction et de ses suites... souvent désastreuses?

Les journaux sont pleins de ces tristesses-là, auxquelles ils accordent une boueuse publicité. Et les « ventres maudits » qu'écrasent l'hypocrisie lâche et le sordide égoïsme de la société n'en sont-ils pas l'éloquente et douloureuse démonstration?

Instruits et conscients du péril dû à l'ignorance sexuelle, ne serait-il pas raisonnable et logique que nous le puissions déceler et fournir même, à l'occasion les conseils et les moyens de préservation nécessaires, l'avis précis, l'indication salvatrice?

Est-il plus immoral d'entraver la perpétuation des tares, des scories, des épaves et des déchets sociaux, la propagation des maladies héréditaires en évitant la venue au monde d'êtres frappés de déficience congénitale — physiquement et moralement diminués — qui encombreront un monde déjà surpeuplé et seront, leur existence durant, une lourde charge, sinon une inquiétante menace, pour leurs semblables.

Enfin, est-il moins moral de dénoncer la surpopulation mondiale, non seulement comme un péril, mais encore, mais surtout, comme la cause initiale, naturelle, biologique et permanente des conflits armés?

« S'étendre ou exploser », disait Mussolini conduisant son peuple à l'abîme. Ne voient-ils pas, nos procréateurs à outrance, que, selon la vigoureuse et exacte formule de Manuel Devaldès : « Croître et multiplier... c'est la guerre »?

C'est aussi le chômage et la misère accrus. C'est le STANDING de vie abaissé. C'est le niveau intellectuel en régression. C'est la halte forcée des individus et des révoltes en marche.

Voilà ce qu'il devrait être permis de développer publiquement, franchement, clairement, sans réticence aucune, au grand jour de la libre discussion et sans la crainte constante de voir mettre « la pensée à l'amende et les doctrines en prison ».

Car la prison et l'amende guettent l'audacieux qui, moyens pratiques à l'appui, s'aviserait de combattre ce que la thèse admise et défendue dans les sphères gouvernementales et dirigeantes, peut présenter d'erroné et de malfaisant.

Une loi absurde et criminelle votée précipitamment le 30 juillet 1920 par la Chambre introuvable bleu horizon — d'une remarquable imbécillité, aux dires d'André Tardieu — frappe avec une implacable vigueur toute activité concrète dans ce sens.

Au mépris de la plus élémentaire équité, des propagandistes dont toute une vie de labeur et de devoir atteste la probe constance et la fidèle sincérité au service d'un idéal, sont réduits au silence. De la balance de la justice les fléaux — bizarre alliance du termes — ne sont pas égaux.

Oserai-je affirmer — forçant quelque peu le sens de l'expression — que l'EQUILIBRE EST ROMPU EN FAVEUR DE LA TARE ?

Raoul NEJAN.

A PAMIERS
LE 9 JUILLET 1950
PAUL LAPEYRE
traitera
« SYNDICALISME ET POLITIQUE »
(Lire l'heure et l'endroit dans la presse locale)

LE SCANDALE de la Commission Supérieure des Conventions Collectives

Il existe une commission supérieure des conventions collectives dont les sous-commissions de travail sont chargées de définir le budget-type du prolétaire moyen.

Beau travail en vérité et qui laisse songeur tout militant réaliste.

La délégation patronale a donné sa conception du budget-type. Selon certains bruits non encore confirmés, les chiffres avancés par les patrons se rapprocheraient de très près des chiffres gouvernementaux.

La délégation patronale a fait un beau travail sur lequel tous les militants se doivent de réfléchir.

Estimant que 2.400 calories sont suffisantes pour vivre (?), les patrons attribuent pour leur achat la coquette somme de 7.158 francs, soit 238 fr. 60 par jour ou 119 fr. 30 par repas, en admettant la suppression du petit déjeuner, considéré comme un luxe. Notons au passage que les notions de café, apéritifs, etc., sont totalement inconnues de la délégation patronale.

L'on peut se demander à juste titre ce que notre « prolétaire moyen » pourra consommer à raison de 119 fr. 30 par repas. Certaines cantines d'entreprise prennent 130 francs par repas, si le repas est pris dans un petit restaurant, 165 francs, service compris, sont le prix minimum. Notre « prolétaire moyen » devra donc, d'après le « raisonnement éclairé de la classe dirigeante », se contenter d'un demi-repas pour le dîner après s'être privé de petit déjeuner! Telle est la « conception patronale du minimum vital ».

Quant aux autres articles nécessaires à la vie en société, leur équivalent en francs est distribué avec la même parcimonie.

Ainsi l'on nous accorde généreusement 1.500 francs pour une paire de chaussures. Celle-ci devra servir trois ans. Le nombre de ressemelages s'élève à un par an. Dans n'importe quel magasin, une paire de chaussures à peu près correcte vaut de 3.200 à 3.500 francs, et elle est loin de durer trois ans. Quant au costume, il ne devra pas être pas payé plus de 3.900 francs et il devra durer cinq ans ! Nous aimerions connaître le tailleur fabricant de cet article, car nous ne connaissons pas d'article de ce genre valant moins de 14.000 et encore sa durée ne sera certainement pas égale à cinq ans.

Remarquons également que, dans le chapitre habillement, aucune somme n'est prévue pour l'achat d'un pardessus ou d'un imperméable, ces objets étant considérés comme superflus, car comme l'a dit M. Fontanille, délégué patronal, au cours d'une des séances d'une sous-commission : « Il importe de maintenir une part de misère dans le minimum vital, pour éviter aux ouvriers de sombrer dans la paresse. »

En hommes avisés et soucieux du bien-être de leur personnel, les patrons ont pensé aux vacances. Chaque travailleur aura donc droit à un déplacement de 100 kilomètres.

Jean MONTCLAIR.

(*Suite en page 4.*)

EN EXTREME-ORIENT

A l'aube du dimanche 25 juin, la guerre éclatait en Corée. Après cinq années d'un calme relatif, les canons tonnent à nouveau, répandant la ruine, semant la mort. Déjà, les populations civiles, en fuite devant les armées, sont mitraillées sur les routes. Déjà, le peuple coréen a payé un lourd tribut aux dieux modernes de la guerre : Staline et Truman.

La Corée, petit pays d'une superficie inférieure à celle de la Yougoslavie, d'une population de 28 millions d'habitants, est-elle l'étincelle destinée à enflammer les foyers bellicistes que les « deux grands » entretiennent dans le monde ?

Il est difficile, dans ce conflit, de déterminer les responsabilités exactes de l'agression. Les communistes, affirme l'O.N.U.; l'Amérique et la Corée du Sud, répondent les pays pro-soviétiques. Il semble cependant que pour des assaillants, les armées du Sud manquent de préparation...

La question importe peu, d'ailleurs, personne n'ignore que les gouvernements coréens du Nord ou du Sud ne sont que des fantoches dont les ficelles sont tirées par Moscou et Washington.

Cependant, après 24 heures d'expectative, devant l'ampleur de l'offensive nordique et surtout face aux conséquences désastreuses pour la politique américaine, d'un recul diplomatique, le président Truman donne au sinistre Mac Arthur l'ordre de soutenir par l'aviation et la marine les armées de Shyngman Rhee.

Dans le même temps, réuni d'urgence, le Conseil de Sécurité de l'O.N.U. ordonne la cessation des hostilités. Mais allez donc arrêter une armée victorieuse, qui, de plus, ne reçoit pas des populations un accueil défavorable !

Il est un fait que nul ne peut contester, c'est que le régime « démocratique » du Sud ne tient que grâce à l'instauration d'un système policier féroce dans sa répression des mouvements sociaux, fréquents ces dernières années.

Pierre-François VEZON.

(*Suite en page 2.*)

Monsieur Herriot prostitue les mots

Le Progrès de Lyon était très fier de publier le 21 juin dernier, un article de M. Herriot au sujet de la proposition de « pool » européen, de M. R. Schuman. Inspiré par un enthousiasme qu'il voulait raisonnable, le maire de Lyon disait — en un style académique et en termes choisis — le bien qu'il pensait de l'initiative du ministre des Affaires Etrangères ; visiblement le but recherché était de convaincre les hésitants ou les sceptiques. A cet effet, il employait certains mots-force qui, à la réflexion paraissent dégradés et déplacés. M. Herriot s'abuse, ou bien cherche à nous abuser, ce qui serait plus grave.

Dès l'abord de l'étude qu'il fait du projet, nous protestons lorsqu'il le qualifie de révolutionnaire. Nous ne l'acceptons pas, accolé aux combinaisons des politiciens ; nous savons trop ce que cela signifie pour beaucoup de ces messieurs qui hurlent que ça doit changer, en souhaitant que le régime que favorise leurs privilèges demeure en place. Les vrais révolutionnaires, M. Herriot, sont ceux qui ont le courage d'affirmer que la société capitaliste est dépassée, périmée, et qu'elle doit faire place à un monde véritablement socialiste. Nous doutons encore davantage du caractère révolutionnaire du projet Schuman, lorsque nous savons quelle presse le défend et le présente comme une réalité bienfaitrice et un pas vers la paix.

Si le problème de la paix universelle a échoué comme vous le reconnaissez, c'est une erreur de croire qu'il faille l'aborder « par de nouveaux biais ». C'est de face qu'il faut le considérer : il faut surtout renouer avec

FRANLUC.

(*Suite en page 3.*)

LA SÉCURITÉ DU MONDE EST PLUS QUE JAMAIS MENACÉE PAR CHACUN DES DEUX BLOCS ÉCONOMIQUES RIVAUX

Les événements de Corée mettent en lumière le commun désir d'asservissement des peuples du monde des DEUX IMPERIALISMES en présence :

Ils nous éclairent aussi sur le caractère hypocrite de « l'Appel de Stockholm », repris du reste par des gens liés au camp d'en face, parce que le succès de cet appel permet des deux côtés et, sous couvert d'un faux pacifisme, la poursuite de la course aux armements. En même temps, il suscite l'espoir chez les tenants de ces régimes d'échapper à l'extermination qu'ils réservent, comme toujours, à LEUR PIETAILLE.

TRAVAILLEUR, TU N'AS PAS A CHOISIR ENTRE LES DEUX CAMPS, MAIS A LES REPUDIER L'UN ET L'AUTRE.

Souviens-toi que ton sort ne dépend que de toi-même.

N'attends pas de tes représentants syndicaux qu'ils passent à l'action CAR C'EST A TOI D'AGIR ET DE DICTER TA PROPRE VOLONTE A TES DELEGUES.

Seule L'ACTION DIRECTE REVOLUTIONNAIRE immédiate des travailleurs peut encore nous préserver de la plus effroyable des guerres.

LA C.N.T. DE SAINT-NAZAIRE.

(Affiche éditée par nos syndicats de Saint-Nazaire.)

REJETONS TOUTE CONFUSION

Notre dernier C.C.N. a eu l'occasion d'engager une discussion sur la valeur qui doit être attribuée au slogan de la grève gestionnaire. A la suite de celle-ci, les représentants de nos régions furent unanimes dans leur conclusion : la C.N.T. le considère comme vain.

Notons immédiatement que cette conclusion n'a pas été formulée par une résolution : elle n'a donc pas valeur de décision absolue. Ce n'est pas chez nous qu'on imposera une position, dont un Congrès n'a pas discuté. Cependant, elle reste une indication très ferme de l'orientation de notre confédération, bien qu'il soit possible à nos organisations de base de tenter des expériences, puisqu'elles ne sont pas en présence d'un accord ayant valeur exécutoire.

On ne peut pourtant pas méconnaître le caractère d'unanimité de cette conclusion, non plus oublier que les délégués représentant nos régions sont vraiment des travailleurs appartenant à la base, puisque tous sans exception vivent de leur travail et non de la rémunération d'une fonction syndicale. Parler de dirigeants et de dirigés dans notre C.N.T. serait tout simplement ridicule.

Ajoutons qu'à la suite de la publication de cette conclusion par notre « Combat Syndicaliste », plusieurs discussions ont eu lieu dans beaucoup de nos syndicats et que TOUTES ont abouti à l'approbation de la position prise par le C.C.N. Nous sommes donc bien en présence d'un sentiment général et permanent de notre organisation qui, soucieuse de conserver au syndicalisme ouvrier révolutionnaire, son efficacité, ne veut pas engager celui-ci sur des voies qui apparaissent peu sûres parce que trop hâtivement élaborées.

A notre connaissance, la première grève de non-perception du prix exigé par le système capitaliste s'est produite à Shangaï en 1941. Les travailleurs des tramways de Shangaï qui attendaient depuis de nombreux jours que leurs revendications soient satisfaites, trouvèrent ce moyen de pression sur leurs exploiteurs. Cependant, cette grève ne fut pas victorieuse : après trois semaines de non-perception, les grévistes durent s'incliner. Cependant que les propriétaires de la compagnie avaient usé de tous les moyens employés partout pour faire face aux revendications : police, jaunes, arrestations, etc.

Les grévistes de Shangaï ne pensèrent pas donner à leur grève le qualificatif de gestionnaire : ils faisaient une grève d'un genre nouveau, tout simplement. Quand manquèrent les signes monétaires qui, dans ce régime capitaliste, permettent seuls au pro-

B.D.I.C

ducteur de retrouver chez le commerçant une mince partie de ce qui lui a été volé du travail qu'il a fourni, les grévistes durent s'incliner.

Toute la question est là : quel que soit la valeur que l'on veut donner aux mots, il s'agit beaucoup plus de savoir si ce qui nous est proposé est efficace ou non.

Il ne nous apparait pas, quant à nous, que l'efficacité soit, quoi qu'on nous dise, le lot de ce qui nous est préconisé.

Nous rappellerons qu'ici la locution fut employée pour la première fois par des éléments de l'ancienne fédération des techniciens. Ce rappel a son importance, car nous nous trouvons en présence de certains qui ont suivi et à qui il coûte de l'admettre. Ces techniciens n'ont pas insisté, mais ceux qui leur ont emboîté le pas s'efforcent — c'est leur droit — de pallier leur carence.

Au début, il s'avérait que la classe ouvrière avait alors à sa disposition un moyen de lutte absolument impeccable. Depuis, il est admis que l'enseignement, l'électricité, le gaz, l'automobile, le bâtiment, « pour ne citer que les plus importants », sont à placer en dehors de l'aire où peut s'exercer la bienfaisance de l'arme nouvelle. Nous donnons acte de leur courage à ceux qui veulent bien aujourd'hui abonder quelque peu dans notre sens; beaucoup d'autres ne l'auraient pas eu.

Il reste cependant qu'on nous dit que dans les services publics, les P.T.T., les hôpitaux, les transports, les mines, la situation n'est pas la même et que là quelque chose peut être fait.

Examinons succintement — nous aurons tout le temps d'y revenir en temps utile — ce qu'il en est.

Supposons que les services publics — au fond, que veut-on dire en disant services publics et en séparant ce terme des P.T.T., hôpitaux, etc. ? — continuent de fonctionner sans rien percevoir, que résulterait-il?

Pense-t-on que l'adversaire serait sans réagir ? D'autant plus qu'il sait qu'il ne s'agirait pas d'une grève insurrectionnelle et expropriatrice, puisqu'on nous le précise. Il emploierait tous les moyens et on ne peut nier l'efficacité de ceux-ci. Si l'on n'oublie pas que seule justement la grève généralisée TOTALEMENT reste susceptible de le faire plier, on ne voit pas pourquoi il n'est pas plus pertinent d'employer TOUT DE SUITE ce moyen-là plutôt qu'un autre, dont les résultats à attendre restent plus que problématiques.

De conversations que nous avons eu avec des camarades qui se disaient partisans de cette méthode, il nous reste en mémoire qu' « ils ne pensaient pas que, par exemple, la S.N.C.F. tiendrait le coup plus de quelques jours si les trains roulaient gratuitement. » Le bel et vain espoir !

Et pourquoi la S.N.C.F. ne tiendrait-elle pas le coup ? N'est-elle pas en état de déficit permanent ? Et les abondancistes n'ont-ils pas affirmé avec vraisemblance que si le métro était gratuit, il coûterait moins cher à la collectivité qu'étant payant ? Et qu'est-ce que le prix politique du pain et du lait? Et que signifient les primes à l'exportation, au chanvre, au sucre, etc. ?

Nous ne voyons pas pourquoi l'adversaire n'emploierait pas les moyens que la conjoncture imposerait pour battre la classe ouvrière. Est-ce qu'il y aurait certains milieux où on le croirait susceptible de s'attendrir ou de ne pas savoir faire certains sacrifices ? Qu'on nous permette de citer deux exemples, dont nous avons nous-même vécu l'un :

Nous sommes en 1937. La grève des transports bat son plein. Dans une maison du 19e arrondissement de Paris, où se trouve une vingtaine de chevaux, nos camarades de la C.G.T. S.R. proposent aux palefreniers de ne pas nourrir les chevaux, afin de faire céder le patron. Rappelons que la maison est alors occupée, que la police est totalement débordée et que le patron ne peut entrer dans « sa » firme.

Les palefreniers sont d'abord séduits par la proposition et, évidemment, par des moyens adéquats, la décision arrive à la connaissance du patron.

Mais celui-ci est un « dur » : il déclare qu' « il laissera crever ses chevaux, mais qu'il ne cèdera pas! » Et les palefreniers qui connaissent bien l'individu savent qu'il mettra sa menace à exécution. Les voilà dans la situation suivante : d'un côté, un exploiteur cynique qui profitera de leur sentimentalisme; de l'autre, eux et « leurs » bêtes qu'ils aiment et qu'ils n'osent pas faire souffrir.

Malgré tout ce que nous avons pu leur dire, ils préférèrent s'incliner devant la férocité de leur exploiteur plutôt que de laisser les animaux souffrir de la faim.

L'autre exemple, c'est celui de nos camarades japonais qui avaient imaginé de faire la grève de la faim sur le lieu du travail et que l'on laissa littéralement mourir de faim, sans plus.

On voit donc que ce ne sera pas pour des raisons d'humanité que le patronat ou l'Etat céderont dans le cas d'une grève qui pourrait mettre leur existence en jeu, ni, non plus, pour des raisons de coffre-fort; ce qui leur importe, c'est, tous comptes faits, quel sera le résultat en fin d'opération : si un certain sacrifice est nécessaire pour ne point perdre définitivement le droit d'accaparer la plus-value du producteur, ce sacrifice sera fait, car si grand que celui-ci puisse être, il ne sera jamais tel qu'il ne puisse être recouvré.

On nous dit aussi que ce genre de grève prépare à la gestion ouvrière. Ce serait pour nous agréer, à nous qui avons soumis à nos amis l'idée de la constitution d'un Conseil National de Gestion Syndicaliste, substituant et opposant son action à celle du gouvernement dans l'intention d'atteindre à la disparition de celui-ci. Mais nous ne pensons pas qu'une activité telle que celle qui nous est préconisée puisse vraiment conduire au but qu'on nous dit : accaparés par la lutte tant contre la puissance de l'Etat que contre les jaunes, nous ne voyons pas les conditions nécessaires à l'apprentissage comme alors réunies, bien au contraire. Il nous semble que la notion de contrôle syndical de la production est plus adaptée à cet apprentissage que l'on dit nécessaire. Nous n'insisterons pas ici sur les moyens d'appliquer le C.S.P. d'une manière syndicaliste et sans que les capitalistes ou l'Etat puissent s'y opposer, Pierre Besnard l'ayant ailleurs et depuis longtemps lumineusement démontré.

Enfin, le vieux volinien que nous sommes ne peut quitter cet aspect de la question sans dire quelques mots sur cette notion de l'apprentissage qui apparaît si nécessaire à quelques-uns.

Ceux-ci n'ont pas l'air de se douter qu'ils vont tout droit, soit au réformisme, soit à l'autoritarisme. Croire à l'apprentissage nécessaire AUJOURD'HUI de la gestion de DEMAIN, alors que les conditions économiques, sociales et politiques — et quelquefois techniques — seront totalement — excusez-nous le terme — « chamboulées », c'est dire que si cet apprentissage n'est pas effectué, que la révolution ne doit pas être tentée; c'est devoir évaluer à l'avance quand cet apprentissage aura atteint son point optimum qui seul permettra d'agir; c'est à cause de ce dernier point remettre la possibilité d'une révolution aux mains d'une intelligentsia d'un genre nouveau, exigeant une technicité nouvelle; c'est..., nous le disons tout net, remettre SINE DIE la révolution ou déposer son éventualité dans les mains d'un « stab ». Et combien ceux qui nous fréquentent savent à quel point nous sommes antistabiste !

Nous n'insisterons pas davantage pour aujourd'hui, si ce n'est pour dire que des discussions de ce genre sont utiles : elles permettent de déceler là où se trouve l'arme la plus redoutable dont disposent les ennemis de la révolution : la confusion.

Certes, nous savons que cette confusion est souvent le fait de gens bien intentionnés, sincères et même dévoués. C'est le cas qui nous occupe.

Nous n'avons pas affaire, nous en sommes certain, à des candidats coryphées au térébrant verbiage, mais à des hommes de bonne volonté. Et dont nous savons qu'ils se retrouveront dans l'action qui balaiera tous les chicaniers.

Jean THERSANT.

DANS LA BANQUE

UN DE PLUS !

Les dirigeants de la Confédération du Travail Indépendante viennent de gratifier les employés de banque d'un nouvel organisme. Il y aura désormais un « syndicat indépendant des employés et cadres de la banque ». Car comme chacun sait, employés et cadres on des intérêts communs. Ceux qui gagnent à peine de quoi vivre et ceux qui jouissent du superflu doivent s'unir pour améliorer leur ordinaire...

Dans le tract que ces messieurs, pardon, ces compagnons (1) viennent de distribuer à la B.N.C.I., l'on peut lire un certain nombre de positions... intéressantes. Qu'on en juge :

« Nous n'entrons pas en bagarreurs dans la lutte syndicale, mais en négociateurs conscients de la tâche immense qui nous attend. »

En d'autres termes, ces messieurs estiment que la lutte est périmée, qu'il est préférable de discuter avec les patrons car, poursuit notre rédacteur anonyme : « nous sommes certains que notre direction ne se refusera jamais à discuter du bien-être de son personnel ». *Rappelons simplement que depuis des mois, et même des années, les directions, malgré leurs scandaleux bénéfices, n'ont donné à leur personnel que 7 % d'augmentation, qu'ils se sont refusés à supprimer l'odieux abattement d'âge ou à relever les bas coefficients (les garçons de recette au coefficient 100 par exemple). Car jamais les syndicats ne se décidèrent à déclencher un mouvement sérieux et préfèrent discuter. Voilà comment le patronat de la profession bancaire interprète la « légitime compréhension mutuelle » dont nos nouveaux syndicalistes se font les défenseurs.*

« Nous sommes persuadés, continue notre syndicat indépendant, que ce qui est juste, comme revendication, nous sera accordé et que, si besoin est, notre Direction saura fléchir l'A.P.B., lorsque cette dernière devra trancher en dernier ressort. »

Autrement dit, d'après la C.T.I., le modeste minimum moyen vital de 17.000 francs réclamé par à peu près toutes les organisations syndicales (celui de la C.F.T.C. est légèrement inférieur à 17.000 ; celui de F.O. légèrement supérieur ! quant à celui de la C.G.T., il vient en dernier ressort s'aligner sur celui défini par le Bureau confédéral) n'est pas juste, il est certainement trop élevé, car l'A.P.B. si maternelle, si soucieuse du bonheur des employés, l'aurait depuis longtemps accordé ! Nous aimerions, quant à nous, par pur souci d'information, connaître celui du « syndicat indépendant » qui est resté bien muet sur ce sujet.

Et pour terminer ce magnifique poulet, disons que ces messieurs désirent avoir à tout prix des délégués élus. N'ayant aucune chance d'en obtenir lors des dernières élections de délégués du personnel ou du comité d'établissement, ils ont réussi à faire démissionner de leur syndicat deux délégués élus sur une autre liste et de les transformer ensuite en délégués « syndicat indépendant ». Non seulement ils l'ont fait, mais ils ont l'audace de s'en vanter en écrivant cyniquement : « Nous avons voulu attendre la fin des consultations dans notre établissement pour agir. Et pour cause. »

Mais les employés de banque finiront bien par comprendre que leur salut réside en un véritable syndical révolutionnaire et qu'ils doivent chasser les politiciens camouflés en syndicalistes.

Louis VERDOUX.

(1) Les soutiens du grand Charles s'appellent « compagnons ».

TEMPS RÉDUITS A LA S.N.E.C.M.A.

Au mois d'avril dernier, l'usine fermait ses portes; quelques milliers de travailleurs se trouvaient en chômage.

Le réembauchage se fit plusieurs semaines après, mais avec un certain tri et, à l'heure actuelle, la moitié des ouvriers n'ont pas encore été repris. Le silence des grandes centrales syndicales nous étonne quelque peu, car il y a beaucoup de travail.

La fermeture de la S.N.E.C.M.A. avait soi-disant pour but de lutter contre le gaspillage, pour des économies, etc.

Ces buts sont atteints, mais sur le dos des travailleurs, car là où il y avait trois manœuvres il n'en reste qu'un. Les temps ont été réduits, ce qui se traduit par 15 à 30 francs de l'heure en moins.

Ceci n'empêche pas la nouvelle direction d'accorder pour le mois de mai une prime à tous les mensuels, afin que ceux-ci veillent au bon rendement, et l'on comprend facilement ce que cela signifie.

Nous aurions cru que dans l' « Union des Métallos », distribuée dernièrement, l'on trouve un mot pour s'élever contre cet état de choses, mais non, seul le congrès fédéral était à l'honneur, ainsi que la lutte pour la paix (?) et contre la bombe atomique.

Les chômeurs, les victimes du lock-out, l'on ne s'en occupe pas, les bateleurs de la C.G.T., dont quelques anciens ministres, ont d'autres chats à fouetter, d'autres grelots à faire tinter, afin d'attirer sur eux l'attention, sans tenir compte de leurs victimes.

Quand donc comprendrez-vous, camarades, que tous ces bonzes sont des marchands de vent ?

Section S.N.E.C.M.A.-Kellerman.

En Extrême-Orient

(Suite de la première page.)

Le recul des Sudistes tournant très vite à la débâcle, les forces terrestres américaines stationnées au Japon interviennent directement. Les conséquences de cette décision apparaissent graves. Déjà, ce conflit semble dépasser les véritables adversaires, qui vont peut-être rapidement se trouver en présence. Quelle va être la réplique de Moscou ? La presse soviétique stigmatise l'agression de l'impérialisme américain, mais Staline observe le silence le plus complet.

Pourtant, dans la nuit du 29 juin, le gouvernement soviétique fait savoir que l'U.R.S.S. s'en tiendra au principe de non-intervention dans les affaires des autres pays. On peut donc supposer que la Russie n'interviendra pas militairement, dans l'immédiat au moins.

Ce tour d'horizon terminé, examinons maintenant les chances de paix et les éventuelles possibilités de guerre. Il apparaît nettement que l'époque de la guerre froide est révolue. La parole est maintenant à l'épreuve de force. Aujourd'hui, la Corée, demain l'Indochine, la Malaisie, les Indes Néerlandaises, plus tard le Japon. Toute la barrière asiatique se trouverait ainsi fermée à l'expansion américaine. On comprend aisément les raisons qui militent dans le camp américain en faveur de la guerre. Les applaudissements qui ont salué la déclaration du président Truman à la Chambre des Représentants, sont la preuve d'une préparation morale. Les Américains ont peur de se trouver écartés du continent asiatique, rejetés sur la côte du Pacifique. Ils redoutent la perte d'influence qui suivrait un tel échec. Ce serait la porte ouverte au déferlement du communisme.

Mais le problème, pour Moscou, se pose exactement de la même façon. Ne pas intervenir, abandonner le peuple coréen dans sa lutte serait apporter de l'eau au moulin des oppositions du glacis européen, dégager certains pays du contrôle de Moscou.

Nous aboutissons donc à une impasse. La seule chance de paix réside apparemment dans un recul de Staline. Recul problématique, mais possible devant l'attitude ferme des Etats-Unis et de l'O.N.U. Le conflit actuel se localiserait. Il servirait de champ d'expérience pour la véritable guerre qui, de toute manière, ne saurait tarder longtemps. Bientôt, nous serons fixés sur l'évolution de l'affaire de Corée.

LA VOIX DE LA F. T. R.

A propos d'une résolution

Dans le « Rail Syndicaliste » du 15 juin 1950, R. Degris, secrétaire fédéral, présente comme une panacée la résolution sur l'unité du syndicalisme libre votée par le dernier C.C.N. de F.O. Il souligne l'importance que revêt cette résolution qui pose, paraît-il, nettement, le problème tel que l'entendent les syndicalistes apolitiques.

Elle ne renferme cependant aucune particularité qui la différencie de toutes celles qu'ont pu publier antérieurement les réformistes et nous refusons de lui attribuer le mérite qu'il lui octroie sans restriction.

Degris profite de l'occasion pour passer en revue la position des différentes confédérations. Il les égratigne toutes, à part les autonomes, et met en cause notre C.N.T. dans des termes qu'il nous est impossible de ne pas relever.

Voici ce qu'il en dit :

« Quant à la C.N.T., il faut bien avouer qu'elle nous déçoit de plus en plus, malgré certaines sympathies que nous avons pour quelques-unes des idées qu'elle défend. Mais les « tares » qu'elle essaie de découvrir à F.O. ne les possède-t-elle pas à un degré tel que de nombreux éléments ont dû l'abandonner ? La scission qui a blessé mortellement sa fédération des cheminots n'illustrerait-elle pas cela ? Cette scission n'est-elle pas le prélude à d'autres ? L'exemple des camarades cheminots anarchistes venus dans notre fédération ou ils peuvent librement exprimer leurs opinions, et parfois les faire triompher, ne sert-il pas d'enseignement à ceux qui avaient cru découvrir en la C.N.T. une organisation révolutionnaire capable d'enfanter toute seule le monde nouveau qu'ils désirent ?

« Souhaitons que les dirigeants de la C.N.T. comprennent et nous entendent avant qu'il soit trop tard et ce, dans l'intérêt même des idées qu'ils professent et de l'idéal qu'ils poursuivent. »

Degris nous donne l'impression de se faire beaucoup d'illusions au sujet du regroupement syndical. De plus, il est de mauvaise foi ou mal renseigné et dans ce dernier cas il est nécessaire que nous éclairions un peu sa lanterne, qui semble complètement éteinte.

Il paraît que les camarades cheminots anarchistes peuvent à F.O. librement exprimer leurs opinions et, parfois, les faire triompher. Cela sous-entend qu'à la C.N.T. il n'en est pas de même. Or, nous mettons au défi Degris de nous dénoncer un cas précis ou un membre de l'organisation n'a pas pu exposer librement son point de vue. Quant à faire triompher celui-ci, c'est une autre histoire et, étant donné l'orientation réformiste des « confusionnistes » en question, il n'y a rien d'étonnant à ce que leurs vues aient cadré avec celles de F.O. et non avec les nôtres.

L'histoire de la scission qui a blessé mortellement la Fédération des Travailleurs du Rail relève de la plus pure plaisanterie ! Malgré sa blessure mortelle, notre fédération ne se porte pas trop mal, soyez-en sûr, et l'exclusion de quatre brebis galeuses, ce que vous appelez abusivement une scission, n'a pu contribuer qu'à assainir le climat et à ramener dans notre sein bon nombre de militants de valeur qui étaient partis, il y a longtemps déjà, dégoûtés qu'ils étaient par l'attitude de ceux que vous êtes venus crocheter dans notre poubelle.

Nous regrettons profondément de vous décevoir, mais il faut en prendre votre parti; il ne peut en être autrement.

La C.N.T. a été fondée en 1946 parce que toutes les confédérations existantes étaient devenues des organismes de collaboration. Faire triompher à nouveau la conception que l'on avait du syndicalisme à la vieille C.G.T., avant 1914, nous est apparu comme une absolue nécessité et nous continuons plus que jamais à œuvrer dans ce sens.

La formation de F.O. n'a rien changé à la situation de 1946, bien au contraire, car quand vous parlez de syndicalisme libre ou révolutionnaire que ce soit à F.O., C.G.T., C.F.T.C., C.T.I. ou Autonomes, vous faites bien rigoler ceux que vous essayez de convaincre.

Le dernier congrès de la C.N.T. a adopté une position très nette sur le regroupement syndical. « Aucune compromission avec d'autres organisations syndicales ou cartels. Pas de possibilité d'action avec les organisations politiciennes ou à tendance régressive. »

Encore une fois, désolés de vous décevoir !

Pour les conseils que vous daignez nous prodiguer, comme si nous avions déjà un pied dans la tombe, nous vous avouons ne savoir qu'en faire.

La C.N.T. tout entière est en bonne santé. Elle dispose maintenant d'un journal hebdomadaire qui n'a pas trop mauvaise mine et vit largement sans aucun appoint extérieur. Le « Rail Syndicaliste » peut-il en dire autant? Nous en doutons fort en voyant ses pages encombrées par les réclames de Cadum, Perrier et autre Saponite.

Etant donné ce qui précède, vous admettrez que nous n'avons rien à faire dans la galère où vous nous proposez d'embarquer sous la direction du chef pilote Jouhaux, qui ne peut nous mener qu'à l'opposé de notre destination.

Nous luttons contre le capitalisme et l'Etat; nous tendons vers leur disparition. Nous ne pouvons donc avoir partie liée avec leurs alliés.

R. FAUCHOIS,
Secrétaire de la F.T.R.

COMMUNIQUES

TRÉSORIER CONFÉDÉRAL

René Doussot, 9, avenue de la Porte-de-Clignancourt, Paris (18e). - C.C.P. 5046-35.

C.A. CONFEDERALE

Réunion de la C.A. Confédérale le lundi 10 Juillet, à 20 h. 30, au siège. Ordre du jour important.

Le Secrétaire : CAPELLE.

COMITE DE REDACTION

Ce soir, vendredi 7, à 21 heures, réunion du Comité de Rédaction, 20, rue Sainte-Marthe. Tous les camarades désireux de participer à l'élaboration du « C.S. » sont cordialement invités.

FEDERATION DES TRAVAILLLEURS DU RAIL

La C.A. FEDERALE est convoquée pour le dimanche 9 juillet, à 9 heures précises, au siège, 39, rue de la Tour-d'Auvergne, à Paris.

DEUXIEME REGION

SYNDICAT INDUSTRIEL DES METAUX

Les camarades sont avisés que par décision de l'Assemblée générale du 24 juin, le timbre mensuel est porté à 70 francs à partir du mois de juillet.

DEUXIEME UNION REGIONALE

CONGRES REGIONAL EXTRAORDINAIRE

Conformément à la décision prise par l'Assemblée des conseils syndicaux, un Congrès Régional Extraordinaire se tiendra à Paris, à la Chope du Combat (place du Combat), le dimanche 9 juillet, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures.

L'ordre du jour est le suivant :

1° Rapport moral ;
2° Rapport financier ;
3° Compte rendu de la Commission de Contrôle ;
4° Désignation de la nouvelle C.A. ;
5° Propagande ;
6° Organisation administrative de l'Union ;
7° Les conventions collectives ;
8° Questions diverses.

(Sur proposition des syndicats, cet ordre du jour est modifiable.)

Les camarades de la C.N.T. auront à cœur de prendre part aux assemblées générales de leurs syndicats, afin que l'ordre du jour soit largement discuté par tous.

LE BUREAU DE L'UNION.

12e U.R.

APPEL AUX POSTIERS

Les camarades des P.T.T. de la région de Rouen, sympathisants à la C.N.T., sont invités à se mettre en relation avec Autie Maurice, P.T.T., Coutances (Manche).

Rouen

Premier dimanche de chaque mois, 63, rue des Bons-Enfants.

13e U.R.

Permanence et correspondance : DUHAMEL Octave, 19, rue Fouquet-Lelang, Marcq-en-Barœul (Nord).

Métaux, Inter., Textile

Tous les samedis de 18 à 20 heures, 13, rue du Molinel, Lille.

Roubaix

Tous les jours, 63, rue d'Avelghem.

QUINZIEME REGION

STRASBOURG

Le « Combat Syndicaliste » est en vente dans tous les kiosques de la ville.

S.U.B.-Strasbourg

Tous les dimanches, de 10 à 12 heures, 14, rue de la Krutenau, « A l'Etoile Rouge ». Ainsi que pour les autres industries. Le C.S. est en vente kiosque mobile, place Kléber.

Hayange

Tous les dimanches, à 16 h. 30, Café de l'Industrie, 108, rue du Maréchal Joffre.

DIX-HUITIEME REGION

UNION LOCALE DE GRENOBLE

Le Bureau de l'U.L. de Grenoble ayant été modifié par l'Assemblée générale du 25 mai 1950, prie les camarades de s'adresser à Jacques Bauchery, secrétaire administratif, 41, rue de la Liberté, à Fontaine (Isère) et de noter que les permanences ont lieu, tous les dimanches de 10 heures à midi, et les mercredis de 20 heures à 22 heures, Bar de l'Oisans, 1, rue Très-Cloître (angle rue du Vieux-Temple), près place Notre-Dame.

DIX-NEUVIEME REGION

MARSEILLE

COURS DE FRANÇAIS ET GROUPE ARTISTIQUE

Tous les mardis soir, de 6 à 7 heures, cours de français pour camarades étrangers. Groupe artistique (déclamation, théâtre, solfège, chorale, mandoline), de 7 à 8 h. 30. Se faire inscrire à la C.N.T., ancienne Bourse du Travail, salle 5.

TOULON

Pour tous renseignements, adhésions, librairie, s'adresser à M. D. Diné Gabriel, 36, rue Augustin-Dammas, Toulon.

Permanence tous les jours à toutes heures.

Draguignan

Ecrire à Mabire, 18, rue Vieille-Boucherie.

Aix-en-Provence

Tous les jeudis, à 21 heures, Bar des Facultés, près grande poste.

Nice et région

Inter. : adh., cartes, journaux : A. Pallanca, rue Joseph-Layet, Villeneuve-Loubet (Alpes-Maritimes).

Le meilleur moyen de faire connaître ce qu'est le véritable syndicalisme, c'est de diffuser la brochure :

LA CHARTE DU SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE

En vente à la librairie confédérale : 5 fr.

LIBRAIRIE

LIVRES

Pierre Besnard. — L'Ethique du Syndicalisme, 75 fr. (120); La Paix, 100 fr. (145); Les Syndicats Ouvriers et la Révolution Sociale, 200 fr. (260); Le Monde Nouveau, 140 fr. (185).
Aurèle Patorri. — La Débâcle de l'Elite, 150 fr. (195).
Gaston Leval. — L'Indispensable Révolution, 100 fr. (145).
Gabriel Giraud. — Paul Robin, 150 fr. (195).
Jeanne Humbert. — Sébastien Faure, 180 fr. (225).
Fernand Planche. — Kropotkine, 210 fr. (255); Durolle, 150 fr. (195); Louise Michel, 150 fr. (195).
Louis Lecoin. — De Prison en Prison, 160 fr. (205).
Voline. — La Révolution inconnue, 350 fr. (440).
Louis Buchner. — Force et Matière, 270 fr. (330).
Victor Méric. — Coulisses et Tréteaux, 75 fr. (120).
Charles Malato. — Les Joyeusetés de l'Exil, 100 fr. (160).
Ernest Haëchel. — Histoire de la Création, 400 fr. (490).
W.S. Wallino. — Le Mouvement Ouvrier et la Démocratie aux Etats-Unis, 200 fr. (290).
Nestor Blanc. — Joyeux, fait ton fourbi, 255 fr. (320).
Fernand Pelloutier. — Histoire des Bourses du Travail, 260 fr. (305).
Louis Tenars. — Le Sauveur, 100 fr. (145).
Maurice Hallé. — Par la Grande Route et les Chemins Creux, 150 fr. (195).
B. Malon. — Précis du Socialisme, 175 fr. (235).
Jules Valles. — L'Insurgé, 125 fr. (170); Le Bachelier, 125 fr. (170); L'Enfant, 125 fr. (170).
Bakounine. — La Révolution Sociale ou la Dictature Militaire, 180 fr. (225).
Sébastien Faure. — La Véritable Révolution Sociale, 60 fr. (90); L'Imposture religieuse, 230 fr. (275).
Jacques Renne. — Syndicalisme Français, 200 fr. (245).
Maurice Ceyrat. — La Trahison permanente du P.C., 100 fr. (145).
Alexandre Marc. — Avènement de la France ouvrière, 210 fr. (270).
Emile Hureau. — Les Jésuites, la Classe ouvrière et la Révolution, 70 fr. (115).

BROCHURES

Gaston Leval. — Le Communisme, 40 fr. (70); L'Anarchisme et l'Abondancisme, 10 fr.
G. Berneri. — La Société sans Etat, 20 fr.
L. Barbedette. — Pour la Justice économique, 10 fr.
Ernestan. — La Fin de la Guerre, 5 fr.
Sébastien Faure. — Sacco et Vanzetti, 5 fr.; Les Douze Preuves de l'inexistence de Dieu, 10 fr.; Les Crimes de Dieu, 20 fr.; La Fausse Rédemption, 10 fr.
P. Comont. — L'Architecture, 20 fr.
A. Guillier. — La Révolution salvatrice, 15 fr.
P. Camus. — Le Syndicalisme et le Problème paysan, 20 fr.
G. Yvetot. — ABC du Syndicalisme, 15 fr.
E. Rothen. — La Politique et les Politiciens, 20 fr.
P. Monatte. — Où va la C.G.T., 10 fr.
Pierre Besnard. — Le Problème des Salaires, 6 fr.
Edouard Rotot. — Le Syndicalisme et l'Etat, 12 fr.
Lashorles. — Qu'est-ce que le Prolétariat, 10 fr.
Louise Michel. — Prise de Possession, 15 fr.
Aristide Lapeyre. — Le Problème espagnol, 15 fr.
Les Anarchistes et l'Activité Syndicale, 15 fr.
La Bulgarie, nouvelle Espagne, 25 fr.
Les Bulgares parlent au Monde, 50 fr.
Le Syndicalisme et la Guerre, 5 fr.

REVUES

Mains et Cerveau, 40 fr.
Etudes Anarchistes, 40 fr.
Défense de l'Homme, 40 fr.

EXPÉDITION

Pour les livres, les prix entre parenthèses sont les prix franco.
Pour les brochures joindre 10 francs à chaque.
Pour les recommandés joindre 40 francs par colis, en plus.
C.C. Postal de la Librairie : Paris C.C. 7.473-08, M. Marcheti Robert, 1, rue Dulaure, Paris (20e).

SERVICE DE LIBRAIRIE

Le service de librairie demande aux camarades qui font une commande de livres de bien vouloir envoyer le montant d'avance et de bien vouloir envoyer la correspondance au camarade Oudin, sauf en ce qui concerne le C.C.P. qui doit être adressé au camarade Marcheti.

Le libraire :
OUDIN.

Le Directeur-Gérant :
DOUILLET François

Imp. Spéc. du Combat Syndicaliste

B.D.I.C

BEAU-SOUCY VA DISPARAITRE !

Devons-nous rester muets ?

par JEAN BERNARD

POUR beaucoup de camarades, la Bastide de Beau-Soucy est un nom qui ne rappelle rien. A d'autres, au contraire, espérantistes, pacifistes, ajistes, éducateurs, il est synonyme de liberté, de joie, d'avenir.

La Bastide est une communauté d'enfants qui bientôt par la grâce du Conseil d'administration de la Caisse d'Allocations Familiales de la Région Parisienne fermera ses portes.

Raisons de crédits affirme sans rire la majorité C.G.T.-C.F.T.C. du conseil, problème de méthodes d'éducation pensons-nous.

Dans le but de fixer dans notre esprit le souvenir de cette fraternelle cité d'enfants, nous avons repris une dernière fois le chemin de Beau-Soucy. Afin aussi de faire connaître à ceux de nos camarades qui l'ignorent encore, la remarquable réalisation d'un groupe d'éducateurs décidés à ruer dans les brancards de l'enseignement traditionnel.

Ce qui frappe tout d'abord en arrivant à la Bastide c'est une sensation de calme et de liberté. Les chants d'oiseaux qui fusent des grands arbres et la volonté concertée des éducateurs qui, donnant à la maison le nom d'une libre commune du moyen âge voulurent que chaque membre, chaque groupe de la communauté apprennent à forger sa liberté, expliquent cette premième impression.

Placez-vous dans la peau d'un nouveau. Il arrive d'un taudis, d'une famille désunie, d'une pension quelconque. Il était « la queue de la classe », le cancre, la forte tête. Depuis son arrivée, il marche de surprise en surprise. Cette grande salle, aux simples tables de bois ciré faisant la ronde, c'est une classe. Dans les dépendances qui abritent des outils divers, sont les ateliers. Ici l'on chante, ici l'on danse, là on joue aux marionnettes derrière un castelet.

Incontestablement, les premiers émerveillements naissent devant les ateliers. Ce petit pavillon renferme l'imprimerie, les multiples signes de plomb, nichés dans de petits casiers composeront chaque mois le journal « Ohé ! Tous », qui dans plus de dix pays porte les nouvelles de la Bastide et le résultat des mille une curiosités des « compagnons » : enquêtes géographiques, historiques, études de la nature... On ne se contente pas de l'écrire, ligne par ligne, on l'agrémente de dessins aussi. Celui qui grave son premier lino ne voit pas apparaître, sans émotion, le dessin noir sur blanc de la première épreuve.

Plus loin, c'est l'atelier de modèles réduits où chacun, selon son habileté, peut entreprendre un amusant jouet de bois découpé, un voilier magnifique ou un planeur imposant sur lesquels la nuit se feront les voyages enchanteurs.

Voici la reliure où s'entretiennent les livres de la bibliothèque ; voici la menuiserie où se répare le mobilier trop vieux que l'on ne peut pas remplacer. Ici l'on tisse et tresse le raphia, l'on tord l'osier en élégantes corbeilles. Plus loin, on dispose de minuscules et multiples carrés de papier multicolore, sur une broche en bois, sur des plaques de verre pour composer un tableau en relief.

N'oublions pas la poterie qui ne manque pas d'amateurs, tant il est plaisant de transformer en petits personnages, en animaux familiers, en pots aux multiples formes, une boulette de terre glaise. Le plus émouvant est de les sortir ensuite du four, enrichis d'une belle teinte ocre, immuable dans leur rigidité nouvelle. Bientôt des fleurs dans ces vases viendront embellir la maison.

A côté, ce ne sont pas des modeleurs, mais de véritables sculpteurs qui dégagent d'un bloc de plâtre un bas-relief, une statuette. Tout près de la lingerie « officielle », l'atelier de couture fabrique aussi bien de véritables poupées d'art que des sacs de couchage commandés par la « coopérative » pour organiser les camps.

Quel émerveillement, quelle richesse, un monde nouveau s'offre à notre « cancre ». C'est presque toujours par les ateliers qu'on « accroche » le nouveau compagnon. Ils permettent d'offrir à chaque enfant la possibilité de « réussir » dans une technique. Le gosse qui arrive amoindri par un sentiment d'infériorité, paralysé parce qu'il se croit « bon à rien » est sauvé s'il crée quelque chose d'utile, de beau. Parce que son lino est reproduit sur chaque page du journal, parce que la broche de mosaïque qu'il vient de terminer est là, toute luisante de vernis il sent la confiance revenir en lui et demain en classe il osera davantage. Peu à peu il entrera dans le chemin des réussites.

En quoi les ateliers visent-ils une préparation professionnelle des compagnons ? En réalité il ne s'agit pas de cela. Que des compagnons s'orientent plus tard vers une profession qui correspond à un des ateliers, c'est possible. Mais le but réel est de donner à l'enfant la possibilité de s'affirmer à ses yeux et à ceux de son entourage.

Pour le compagnon l'atelier offre la joie toujours renouvelée de la réalisation manuelle. Tous les trois mois chacun s'inscrit librement dans l'atelier de son choix ce qui lui permet, soit de persévérer dans un travail, soit de connaître les différentes techniques.

De multiples habitudes d'ordre, de soin, de précision, de persévérance pour achever l'ouvrage commencé se développent. Les ateliers fonctionnent cinq fois par semaine, une heure et demi, entre le goûter et la douche quotidienne. Il n'y a pas de compétition, de « premier », mais partout la possibilité de donner sa mesure, de se faire justement apprécier, donc, de remonter soi-même dans sa propre estime.

Mais il n'est pas impossible que notre compagnon trouve ailleurs que dans un atelier la possibilité de s'affirmer.

Malgré tout ce que « la classe » peut représenter d'angoissant pour l'ex-cancre, là encore, il est agréablement surpris par le libre groupement autour d'une table, les rayons remplis de livres à portée de la main, les documents illustrés, les instruments de mesure, les aquariums, les vivariums...

Sans entrer dans le détail des méthodes nouvelles utilisées, disons que le caractère principal de la classe est l'activité joyeuse qui s'en dégage. Par les conversations, les problèmes essentiels se trouvent exposés. Ils parlent aussi sur les murs et les compagnons font fréquemment un tour dans les classes pour regarder les dessins toujours nouveaux, groupés en tableaux synthétiques.

La petite classe est surtout decrolyenne : lecture globale, centres d'intérêts pris dans la vie. Dans la grande classe les deux heures du matin sont utilisées à l'acquisition du français et du calcul : travail individuel par fiche, suivant un plan de travail accepté par l'enfant. L'après-midi, les travaux de sciences, d'histoire, de géographie sont plus collectifs et sont réalisés par petites équipes suivant un plan établi en commun :

Tout en suivant les programmes officiels (les compagnons se préparent au C.E.), il est possible de faire entrer largement la vie dans les travaux des compagnons. Ceci est d'autant plus important que leurs éducateurs doivent non seulement faire disparaître en eux les souvenirs paralysants d'une petite enfance plus ou moins catastrophique, mais les doter avec l'épanouissement de leur personnalité, d'un équilibre futur par la connaissance de la vie extérieure qu'ils retrouveront en quittant la Bastide. Ainsi pour étudier selon le programme officiel, le blé et le pain, les compagnons ont observé le labour, les semailles et suivi la croissance du blé. Ils ont également visité un moulin et un silo coopératif et saisi sur le vif deux formes différentes d'organisation économique.

Cette pénétration de la vie à la Bastide est primordiale : c'est à la suite de la visite du moulin et du silo que les compagnons ont monté leur coopérative.

Nous abordons ici le côté social de la Bastide qui, plus que les méthodes nouvelles et actives employées dans les classes, les ateliers, est un aspect essentiel du travail mené par les éducateurs (échevins). Compagnons et échevins se retrouvent au long de la journée dans des groupes très divers. L'équipe de vie : repas, sport, jeux, ménage, groupe des familles (fraternités), tenant compte de l'âge physique ; la classe regroupe les âges « mentaux », l'atelier réunit les compagnons d'une même affinité manuelle ; le club est aussi un groupement des affinités de loisirs. Ces groupements divers permettent à chacun d'avoir un visage en classe, à l'atelier, au club, au jardin... et aussi donnent à l'ensemble une grande cohésion. Chaque membre des différents groupes donnent plus particulièrement sa mesure ici plutôt qu'ailleurs, peu à peu il acquiert le sentiment de son utilité sociale. Cela conduit à l'apprentissage de la liberté, au sens de la responsabilité.

Naturellement chaque responsabilité est essentiellement pratique à la mesure des possibilités de chacun. La fraternité élit un juré plus particulièrement responsable de l'ordre général. Les jurés réunis en Conseil discutent à dates fixes.

Alors qu'au début ces réunions étaient fréquentes, actuellement elles n'ont lieu que lorsque la nécessité s'en fait sentir. Primitivement, il était plutôt question de détails d'ordre matériel qui se trouvait réglés au sein de la fraternité. Le conseil de jurés est maintenant capable d'un travail plus constructif: établissement du programme des vacances de Pâques, organisation d'une fête, aménagements sportifs. Cette auto-administration ne vise pas du tout à imiter les formes parlementaires d'une démocratie adulte. Elle n'est pas un jeu théorique. Elle ne consiste pas à élaborer des lois, à instaurer un tribunal pour juger les manquements à ces lois. Elle est essentiellement pratique : itinéraire du camp volant, liste du matériel nécessaire et rassemblement de ce matériel, calendrier de roulement pour que chacun des deux groupes puissent utiliser successivement les tentes; montage et aménagement des stands de la kermesse...

Naturellement, on sent rapidement dans l'atmosphère de la maison que le problème de la discipline, celui des sanctions, ne sont pas des préoccupations d'importance. Un seul rassemblement le matin, après les occupations ménagères et avant la classe, pour se dire un bonjour collectif, chanter ensemble. Puis, c'est la cloche qui annonce l'heure du repas, du sport ou de la douche et chacun se rend naturellement là où il faut.

Les sanctions sont surtout une réparation : laver l'encre répandue, raccommoder le maillot déchiré, ou l'exécution d'un engagement : avec la semaine doit se terminer le projet de travail individuel établi par le compagnon; chaque lundi matin, s'il a quelque peu flâné en classe.

Il faut même quelquefois réagir contre les tendances auto-punitives de certains enfants. C'est le cas d'un garçon qui refusait obstinément le repas du samedi soir afin de terminer son travail.

Pour les fautes plus graves qui peuvent se présenter dans n'importe quelle communauté d'enfants : tentative de fugue, petits vols, la punition n'est pas le remède, l'installation de serrures non plus, bien au contraire, mais c'est par la discussion et surtout la prise en charge du compagnon défaillant par l'ensemble de la fraternité qu'un bon résultat peut être obtenu.

Si nous avons omis de faire remarquer que toujours (sauf pour la toilette et le coucher) garçons et filles sont absolument mêlés, c'est que cela nous paraît si naturel que nous n'imaginons pas une Bastide « unisexuée ».

La coéducation des sexes combattue dans le monde extérieur est à la Bastide une chose normale, comme le tutoiement qui permet entre enfants et éducateurs des rapports si simples, si directs, excluant la méfiance instinctive de l'élève pour le « pion ».

Nous espérons avoir retracé pour vous l'essentiel des caractéristiques de la Bastide. Vous comprenez mieux maintenant pourquoi ce qui frappe en arrivant est une impression de bien-être fait de calme et de liberté.

Pourtant, la Bastide verra bientôt ses portes se fermer. L'action des éducateurs de Beaubourg n'est pas comprise par les uns; elle n'est pas admise par les autres : ceux qui ont peur de la marche des idées. La force actuelle des ennemis de la liberté, des amis du conformisme bourgeois et religieux va sans doute leur permettre cette victoire.

Ainsi se terminera une expérience si riche en enseignements humains.

Mais, malgré l'oppression de tous les totalitarismes, nous devons, par notre action, faire en sorte que Beau-Soucy renaisse de ses cendres, que l'émancipation de l'enfant devienne une réalité. Nous aurons ainsi fait un grand pas vers la liberté.

Théâtre — "LE MIRACLE DE L'HOMME PAUVRE"

par Pierre DAVRON

Le centre dramatique de l'Est, constitué des théâtres de Colmar, Metz, Mulhouse, et Strasbourg, nous a présenté au théâtre Montparnasse une création.

Nous rappellerons que c'est le Centre Dramatique de l'Est qui nous a signalé « L'Homme de Dieu », de Gabriel Marcel lequel a fait une brillante carrière à Paris et a été interprété pendant six mois à l'Œuvre et au théâtre de Rochefort.

« Le Miracle de l'Homme Pauvre », est un drame de l'auteur polonais, Marjan Hemar, dont l'adaptation française est due à un écrivain anglais, Cécil Robson.

Qui osera prétendre après cela que notre théâtre n'est pas international ?...

Le sujet de la pièce est à peu près ceci : existe-t-il encore des miracles ? Et si miracle il y a, doit-on le sanctionner ?

André Clavé, le metteur en scène, nous transporte dans une buanderie, où une femme dépérit lentement. Son mari, pauvre homme d'électricien, cherche vainement de l'argent pour pouvoir la soigner et, qui sait, la guérir.

En désespoir de cause, il se rend à l'église et prie, demandant un miracle, implorant la clémence divine. Et le miracle s'accomplit, la providence entre en jeu : sainte Thérèse lui donne son collier de perles fines. Riche comme il ne l'a jamais été, l'ouvrier sent la joie monter en lui. Il va vendre le collier et avec le produit de la vente il va pouvoir soulager sa malade.

Mais, car il y a un mais, il se trouve accusé d'avoir dérobé le collier de sainte Thérèse et tombe entre les mains de la police qui ne croit évidemment pas à sa version.

Sous l'effet du choc mystique du miracle, la femme de l'homme pauvre revient à la vie. La foule clame la bonté du Seigneur qui a permis qu'un tel miracle se réalise. Tout le monde est ému, sauf la justice qui, en tant que justice, doit poursuivre l'affaire.

Cette affaire a un retentissement formidable et le ministre s'y intéresse. Ce dernier requère le curé détenteur de l'église où le miracle s'est produit.

Ledit curé demande à parler seul à seul avec l'inculpé. Il lui dévoilera qu'il a été obligé de vendre les perles et que le collier est faux. A cette affirmation, le pauvre homme est effondré. Il n'y a pu avoir de miracle étant donné qu'une sainte n'offrirait jamais un collier de perles fausses à un quémandeur. Donc l'électricien a volé, il a volé inconsciemment, subconsciemment, à son insu, mais il a volé quand même.

Et la justice suit son cours. Pendant le procès, malgré les efforts de son avocat, l'homme pauvre, convaincu de son infamie, proclame sa culpabilité ; oui, c'est un menteur; oui, il a volé. Et le curé ne dit rien, surtout pas la vérité qui pourrait amoindrir la valeur du vol.

L'audience est suspendue et, par le silence sacrilège du curé, la femme de l'homme pauvre, sur qui l'auto-choc guérisseur n'agit plus, retombe malade. Le curé a tué le miracle, il a tué ses effets et le peuple sent se retirer de lui le flot de sainteté.

Le curé pourra tenter de s'expliquer, pourra s'appuyer sur la théologie, pourra philosopher, il a tué le miracle...

Que dire d'une telle pièce ? Devons-nous tenir rigueur au curé de sa culpabilité silencieuse ou, au contraire, le remercier de son acte, lequel a arrêté les effets néfastes de la montée de la religiosité ?

Et si nous le remercions, pourra-t-il nous expliquer pour quelle raison il a préféré tenir son action secrète si ce n'est pour cacher son propre vol ?

Il est bon qu'un sujet pareil soit présenté au public, lui montrant enfin des ministres de Dieu, non barbouillés de rose fondant, mais bien plutôt cherchant dans leur vanité d'hommes ensoutanés à se sortir d'un mauvais pas où un quelconque individu, de par sa foi naïve a pu le mettre.

Qui faut-il plaindre le plus, l'homme pauvre obnubilé, par l'idée du miracle, puis par celui de son péché fictif — car après tout la sainte lui a peut-être joué un sale tour — ou bien le peuple mené comme un enfant par un zélateur indigne, vivant modèle de Tartuffe ?

Nous ne pouvons que rendre hommage au talent de metteur en scène d'André Clavé, à la science de François Darbon, qui incarne le curé et que nous aimerions voir plus souvent sur les scènes parisiennes.

Les acteurs, Yves Bureau, Robert Porte, Vanderic, ont beaucoup de talent.

Par contre, André Clavé, bien que jouant vrai le rôle du ministre, et Pierre Maudinet, l'avocat, manquent d'autorité. Il est vraiment dommage, d'autre part, que Marise Paillet, la mère, au rôle pourtant émouvant, ait une diction si fâcheuse que, si au début nous tendons l'oreille, à la fin du spectacle, nous sommes complètement énervés.

Dans un jeu très sobre et discret, la troupe du Centre Dramatique de l'Est a pu nous montrer un des aspects du théâtre contemporain et bien des théâtres dits « d'essai » pourraient prendre modèle sur elle pour nous présenter des spectacles vraiment dignes d'intérêt. Je crois que nous pouvons formuler le souhait que, après l'accueil que lui ont réservé jusqu'à présent les populations alsaciennes et lorraines, le Centre Dramatique de l'Est rencontre un égal succès auprès des spectateurs parisiens.

Monsieur Herriot prostitue les mots

(*Suite de la page 1*)

la pensée des pionniers de ce problème ardu qui osèrent apporter des propositions concrètes dont la principale était le désarmement général et simultané. Nous dirions, comme vous, que M. Robert Schuman a eu le mérite d'abandonner des solutions abstraites, s'il avait repris ces idées à son compte et s'il avait tenu le langage suivant en quelques phrases — qui n'auraient pas nécessité quatorze minutes — temps souligné comme un exploit par la grande presse, à la Conférence des Six.

« *Messieurs*, aurait dit en substance M. R. Schuman, *l'heure est aux solutions hardies. Pour organiser la Fédération Européenne et supprimer l'antagonisme des deux nations, reprenons l'œuvre de nos précurseurs, Jaurès, Briand, pour ne citer que les meilleurs. Il est grand temps que cessent ces conflagrations périodiques et qui sont chaque fois plus meurtrières. Il faut reviser nos conceptions en matière de relations internationales. Pour cela, attaquons-nous à la cause et non aux effets. Supprimons les armements et nous supprimerons les guerres. Mettons-nous résolument au travail en ce sens, et ce ne sont plus des pactes de paix pour 10 ans, 15 ans, 20 ans, que nous proposerons aux peuples, mais une paix durable et qu'aucun germe de guerre ne viendra plus troubler.* »

Vous parlez d'un tollé, M. le Maire. Mais quel espoir profond naîtrait dans le cœur des hommes qui vivent avec une épée de Damoclès sur leur tête, quoique la suspension des hostilités ait eu lieu depuis plus de cinq ans.

Si M. R. Schuman ou un quelconque ministre des Affaires étrangères avait parlé avec cette vigueur, oui, nous dirions avec vous, M. Herriot, qu'il a osé, Mais, hélas ! il est à craindre que nous en ayons pour longtemps encore à déchanter.

Pour être franc, pour demeurer logique, disons-le net, le projet de « pool » n'est pas révolutionnaire et notre ministre n'a pas osé. Il faut risquer ! disiez-vous en conclusion. Avec une telle proposition, M. R. Schuman risque tout simplement de se couvrir de ridicule aux yeux des travailleurs.

BULLETIN D'ABONNEMENT

au « Combat Syndicaliste »

Je soussigné,

NOM .....

Prénoms .....

demeurant .....

.....

déclare souscrire un abonnement de (1) .....

au « Combat Syndicaliste ».

Le .....

SIGNATURE

Envoyez les sommes au C.C.P. PARIS 7497-93
*Y. RICHAUD, 20, Rue Sainte-Marthe, PARIS-X^e^*

(1) 12 numéros : 110 fr. - 24 numéros : 215 fr. - 48 numéros : 420 fr.

B.D.I.C

LA F.O.R.A. NE DÉPOSE PAS LES ARMES

LE COMBAT SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA Confédération Nationale du Travail

Section Française de l'Association Internationale des Travailleurs

RÉDACTION-ADMINISTRATION : 39, rue de la Tour-d'Auvergne - PARIS (9e)

Paraît tous les Vendredis

LA COPIE DOIT ARRIVER LE SAMEDI AU PLUS TARD

Abonnements : 1 an (48 numéros) 420 fr.
Six mois : 215 frs - Trois mois : 110 frs
Changements d'Adresse : 20 francs
C. C. P. : Y. RICHAUD PARIS 7497-93
20, RUE SAINTE-MARTHE, PARIS-Xe

ENTREPRISES D'ILLUSION

Toute une série de lois protège, théoriquement, l'ouvrier à l'usine. Que ce soit pour l'hygiène ou que ce soit pour la sécurité, les textes abondent. Des institutions plus récentes renforcent cet arsenal juridique en permettant aux ouvriers de veiller à leur application par le canal de leurs représentants élus. Ce sont, d'une part, les délégués du personnel et, d'autre part, les comités d'entreprise.

Les premiers ont pour mission de faire connaître aux directions des entreprises les revendications individuelles ou collectives non satisfaites, de veiller aussi à l'application du Code du Travail. Ils peuvent exiger accompagner l'Inspecteur du travail au cours de ses visites.

Les seconds ont des attributions qui les autorisent, entre autres, à préconiser et à proposer toutes mesures de nature à améliorer les conditions dans lesquelles s'exerce le travail.

Après cette énumération, si nous étions des humoristes, nous affirmerions, avec l'outrecuidance qui caractérise nos docteurs ès sciences sociales, que les travailleurs ne sont pas désarmés devant leurs employeurs et qu'ils possèdent les moyens pour se faire respecter sur le lieu du travail.

Mais la pratique, la vie quotidienne à l'usine se charge de démontrer l'inanité de si hypocrites, bien que louables, intentions.

Que peut faire le délégué du personnel dans ses velléités réformatrices si le patron est hostile aux propositions qu'il lui soumet, ou manifeste une évidente mauvaise volonté à leur exécution ? Le stigmatiser, le vilipender, et puis après ? Attendre qu'un mouvement de grève se produise pour faire valoir les suggestions de ses mandants ? Il y a tout lieu de penser que bien avant son obstination lui aura valu son licenciement.

Le recours à l'Inspecteur du travail? Le plus souvent ceux-ci sont impuissants ou.. incompréhensifs.

Les comités d'entreprise, eux, puisqu'ils sont installés au cœur de la gestion, devrait pouvoir réagir, imposer les aménagements réclamés. Mais comme ils se trouvent presque toujours devant une comptabilité qui leur révèle un exercice difficile, ils doivent se contenter de promesses qui ne sont jamais tenues.

Et c'est ainsi que l'on continue à assassiner lentement dans certaines usines. Malgré ces lois, malgré toutes les dispositions pour le respect de celles-ci.

C'est ainsi que, par exemple, dans une fabrique de caoutchouc de la région parisienne, les émanations de benzine, de soufre et des autres produits éthérés ou volatils ont provoqué, en un an, cinq cas de troubles mentaux graves, dont un de folie, et un cas mortel d'atrophie d'un organe essentiel.

Les ouvriers sont empoisonnés à petites doses par une atmosphère saturée de miasmes morbides, perdent chaque jour un peu plus de santé, mais cette usine prend de l'extension, achète de nouveaux terrains pour un agrandissement éventuel.

Des profits qui sentent bon le macchabée ! Et dans combien d'usines les ouvriers ont-ils le même sort ?

Il faut reconnaître que si nous nous sommes dressés en adversaires des comités d'entreprise, notre inspiration était bonne et qu'elle est sans cesse justifiée par les faits nombreux que nous pourrions citer.

Dans le cas qui nous occupe, leur incapacité d'influer sur la marche de l'entreprise est doublée d'une carence absolue pour résoudre des questions qui entrent dans le cadre de leurs prérogatives.

Incapacité là, carence ailleurs, alors à quoi servent-ils ? A tromper les ouvriers, à leur donner l'illusion d'une démocratisation économique qui n'a jamais existé.

Surtout à les détourner de l'action directe, c'est-à-dire à régler leurs différends sans intermédiaires.

E. ROTOT.

CAMARADE !

Combien as-tu diffusé de "COMBAT SYNDICALISTE" la semaine dernière ?

MALGRÉ LA DICTATURE D'EVA PERON

Le péronisme, forme totalitaire de l'Etat destiné à mâter la vague de mécontentement populaire incarné dans la F.O.R.A., resserre l'étau pour étouffer la voix du syndicalisme révolutionnaire.

« Malgré tout et sans aucune porte ouverte, il existe tout de même des fenêtres ouvertes. Le désir de sauter par dessus les murs, de franchir les fossés ne nous abandonne pas. » Ces mots évoquent l'action clandestine de la F.O.R.A.; ils expriment la volonté tenace de poursuivre la lutte avec toutes les conséquences et les avantages de l'action directe.

« Franchement, le cachot devient de jour en jour plus étroit, il est de plus en plus asphyxiant. Les gens s'avachissent, ils deviennent de vrais mendiants et en majorité des dégoûtants. » Seuls, en effet, se défendent les travailleurs conscients de la F.O.R.A.; les démocrates, les socialistes, les communistes collaborent avec le système péroniste par l'intermédiaire de l'Office du Travail (Ministère du Travail).

« Il est impossible à la F.O.R.A. de trouver une imprimerie. Les imprimeries sont toutes contrôlées par l'Etat. Où il n'y a pas de délégué officiel, un mouchard le remplace, et souvent le service policier fonctionne pour épier les travaux des imprimeurs. » Aussi, les propriétaires des imprimeries, par frayeur, ne publient rien de la F.O.R.A.

« Pour tout homme vivant en Argentine, à plus forte raison les organisations foristes, faire éditer leurs œuvres est un vrai calvaire, presque toujours inutile. Le papier est délivré au kilo. Les journaux, revues, livres, sont soumis à une censure préalable très rigoureuse.

« Si l'autorisation est donnée, on fait cette remarque : « **Vous savez que nous avons dans nos mains le barillet...** si cela ne nous plaît pas, vlan, par terre ! » Cet avertissement est fait à la presse capitaliste et soi-disant libre; tel est ce qui s'appelle un régime de liberté démocratique sous l'égide du socialisme constructeur. En Espagne ou au Portugal, rien ne diffère. Heureusement que les Grands déclarent que le « fascisme est bien mort et enterré » !

Evidemment, le peuple mange plus ou moins. Il a la liberté de mourir peu à peu, et de s'abîmer dans l'extase de son sport favori. Mais il a surtout la liberté, l'obligation d'applaudir Eva, maîtresse absolue du pays. C'est elle qui gouverne en réalité et au-dessus de tout le monde.

Ainsi nous le révèle l'information di-

par

RENÉE LAMBERET

recte : « Il y a quinze jours, le Syndicat maritime, composé par moitié d'éléments péronistes et radicaux, et conduit par un capitaine de la marine marchande, dressa un cahier de revendications professionnelles. Il avisa Péron. Celui-ci le convoque pour 18 heures, afin de signer l'accord. A l'heure signalée, au lieu de Péron, c'est la patronne Eva qui apparaît et qui, par l'intermédiaire de l'Office du Travail et de Prévision, rend un décret déclarant la grève illicite. Le conflit continue avec l'appui des syndicats professionnels libres. »

Tout un décor d'action syndicale est monté de toutes pièces pour démontrer la libéralité du régime. Les radicaux se proclament de l'opposition, mais ils ne savent jamais où ils vont, ils rassemblent différentes tendances qui vont du fascisme au vrai libéralisme. La vie sociale se débat dans ce pot-pourri. Si ce n'était la F.O.R.A., il n'existerait aucune opposition réelle au fascisme de Péron, il n'y aurait aucune protestation contre l'excentrique Eva, qui remplit à merveille la fonction de dictateur moral et économique de la classe ouvrière.

Si la chute de Franco en Espagne inspire la terreur aux potentats et à tous les ennemis de la liberté, la chute de Péron en Argentine produit les mêmes sentiments. La C.N.T. espagnole et la Fédération Régionale Ouvrière de l'Argentine, qui n'abandonnent pas la lutte ni les principes de la Première Internationale et mènent le combat sous l'égide de l'A.I.T., viendront à bout du fascisme qui tue ces deux peuples avec la complicité du socialisme et du libéralisme.

Le 12 juin, une horde fasciste prit d'assaut une réunion à Rios; les fascistes perquisitionnèrent aux domiciles des militants foristes; il y a des morts et des blessés parmi les assaillants.

Les locaux de la F.O.R.A. et du journal « La Protesta » ont été définitivement mis sous scellés et fermés par ordre du gouvernement. C'est ainsi que le péronisme conçoit la liberté et ne cesse de répéter aux correspondants des journaux étrangers « qu'il ne peut y avoir de liberté de la presse sans la liberté absolue ».

BROUTCHOUX chez les "Gueules Noires"

Chaque fois que l'on veut démontrer les tâches et les succès du *syndicalisme* à travers la France, on se rapporte à l'année 1900. Et l'on a raison, mais pourquoi le syndicalisme d'aujourd'hui est-il si différent ?

Les syndicats, ou plutôt les dirigeants actuels de ces organisations, répondent à côté de la question en disant qu'en 1900 il n'y avait qu'une seule C.G.T. Ce n'est pas tout à fait exact et pour le prouver, je me reporte à la lutte des mineurs vers cette époque.

En 1900, la C.G.T., encore en voie de formation, groupait si je ne me trompe, environ 200.000 membres, lorsqu'elle porta sa propagande dans les mines du Nord et du Pas-de-Calais. Elle s'attaqua vigoureusement aux vieux syndicats ayant à leur tête des *socialistes guesdistes*. Basly à Lens, Lamendin à Liévin qui ne défendaient pas les intérêts des ouvriers, mais leurs propres intérêts de politiciens. Presque tous les délégués mineurs appartenaient à ces vieux syndicats politicards et réformistes. La C.G.T. révolutionnaire réunit ses partisans et passa à l'action. Un camarade actif et dévoué, venu de Montceau-les-Mines et résidant à Lens, Broutchoux, forma un nouveau syndicat que l'on ne tarda pas à appeler le syndicat Broutchoutiste. Et, n'en déplaise à nos députés (ouvriers) d'aujourd'hui, le syndicat Broutchoux était, nous le répétons, adhérent à la fédération du sous-sol de la C.G.T. de 1900, dont il se réclament à l'heure actuelle.

Petit à petit, c'est-à-dire pendant six années, les Broutchoutistes luttèrent contre les Baslycots et fondèrent un journal appelé *l'Action Sociale*. Il fallait beaucoup de courage aux Broutchoutistes pour aller vendre leur journal jusque dans Liévin, fief incontesté du député Lamendin. Ils y allèrent pourtant. Ils furent reçus à coups de briques et le Broutchoutiste Sauvanet le paya de sa vie. Malgré cela, la jeune fédération du sous-sol prit racine dans le pays minier et l'on s'en aperçut bientôt aux élections des délégués mineurs ou quelques camarades du nouveau syndicat furent élus, notamment Simon Pierre, dit Ricq, de Sallaumines. Ces délégués mineurs gagnèrent rapidement la confiance de leurs camarades, ne s'occupant que du travail et de la sécurité des travailleurs, en dehors de toute politique.

Grâce à l'action directe exercée par le syndicat Broutchoutiste, la position de la C.G.T. se renforçait de jour en jour. Les politiciens après l'avoir combattu avec acharnement, essayèrent de le châtrer en en prenant la direction, mais toutes leurs manœuvres furent déjouées. Le délégué mineur Simon Ricq, du syndicat Broutchoutiste, dénonça, dans 72 rapports consécutifs, le feu qui couvait dans la fosse n° 5, de Sallaumines. Au cours d'une réunion de délégués mineurs, comme il rappelait encore le danger que lui et ses camarades couraient dans cette fosse, l'ingénieur chef de la Compagnie de Courrières lui répondit : « C'est du charbon qu'il me faut ! Coûte que coûte ! »

Simon Pierre déclina sa responsabilité et fut mis à pied à cause de son action courageuse. Et tout d'un coup, ce fut la terrible catastrophe qui fit 1.200 victimes. Les officiels vinrent alors en foule verser leurs larmes de crocodiles sur les cercueils des mineurs. Clemenceau, alors président du Conseil, flanqué du rénégat Basly se présenta pour décorer Simon Ricq de la Légion d'Honneur.

La jeune fédération du sous-sol déclara la grève et fut suivie par les mineurs, elle organisa une impitoyable chasse aux jaunes. Des mots d'ordre nouveaux furent lancés, 8 heures de travail, 8 heures de loisir, 8 heures de repos. Et ce fut encore l'occasion pour les politiciens de la région, de traiter ces camarades de démagogues, de fous, etc.

On sait ce qu'il est advenu de la C.G.T. après 1914 et naturellement la fédération du sous-sol a connu à peu près les mêmes vicissitudes. Pourtant, ce passé que je viens de décrire si brièvement revit encore dans ma mémoire.

Notre C.N.T. a repris le flambeau du syndicalisme révolutionnaire. Elle groupe de nouveaux Broutchoutistes et continue la lutte contre les mêmes ennemis.

MARCHAL père.

A PROPOS DU SALAIRE PROPORTIONNEL

Après la Télémécanique, quelques industriels de France et de Belgique ont instauré le salaire proportionnel (proportionnel au chiffre d'affaires), ceci consiste, une fois établie par le patron, la part du salaire ouvrier dans les prix de revient et assurant au personnel le salaire de base de sa catégorie, de compléter le salaire par un pourcentage égal au pourcentage d'augmentation du chiffre d'affaires.

Ainsi, si on établit que le salaire intervient dans le prix de revient pour 20 % selon les salaires officiels, on assure à chaque paye ces salaires de base et, si la production de l'entreprise a augmenté d'un certain pourcentage, on verse périodiquement (par mois ou trimestre) un supplément de salaire d'un pourcentage égal à cet accroissement.

Supposons 10 % d'affaires en plus, ce sera 10 % de complément de salaire, c'est-à-dire le cinquième du résultat réel si le salaire est estimé faire 20 % du prix de revient. Les frais généraux étant les mêmes, déduction faite des fournitures, le reste est super-bénéfice.

L'iniquité du capitalisme étant justement la plus-value soustraite au producteur qui ne peut racheter avec son salaire qu'une faible part de sa propre production, est aggravée.

Le résultat de l'application de cette formule a été magnifique. Magnifique ! pour le patron.

Sans augmentation de frais généraux, avec le même personnel, en réduisant pointage et contrôle, la production a augmenté sensiblement et l'absentéisme a diminué.

Nous sommes en présence d'une formule intelligente d'un capitalisme qui veut se survivre et, grâce à l'appât que constitue ce versement périodique qui a atteint jusqu'à 38 % à la Télémécanique, l'ouvrier arrête son horizon à l'entreprise, son intérêt le plus évident lui paraissant être la prospérité de « son » entreprise.

Mais..., car il y a un et peut-être plusieurs mais. Mais les avantages de cette nouvelle prime au rendement ne sont des avantages que parce que la formule n'est pas généralisée; après sa généralisation, il n'en restera de réel que l'augmentation des normes de travail.

Mais cette formule brise la solidarité professionnelle et sociale des ouvriers et d'entreprises différentes et institue autant de salaires réels qu'il y a de salariés et autant de salaires différents pour le même salarié qu'il y a de distribution de ce complément. C'est le capitalisme non pas subi, mais accepté et la défense ouvrière disloquée.

C'est la difficulté toujours plus grande de réviser les bases de salaire, puisqu'on paraît verser après ce qu'on refuse avant.

Si la mesure se généralise, c'est la constitution de stocks préparant la prochaine crise et une recrudescence du chômage, puisque un personnel non augmenté en nombre produit davantage dans le même temps, tandis que le pouvoir d'achat n'est augmenté que du cinquième (selon notre estimation avancée au début) de la valeur des produits offerts à la consommation.

Alors qu'il y a toujours des salaires anormalement bas et pour lesquels se justifierait une compensation inter-entreprises, alors que le prix des denrées augmente de façon égale pour tous, alors que les travailleurs commencent à comprendre où les ont menés l'ouverture de l'éventail hiérarchique et les primes au rendement, tout ce qui ne vise pas vers un rapprochement des salaires des différentes catégories ou professions sera, en définitive, au bénéfice du capitalisme et contraire à l'intérêt réel des travailleurs.

Le salaire proportionnel est peut-être un aspect séduisant de la fameuse prime à la productivité, mais pourquoi ne s'occupe-t-on pas aussi de la productivité (?) de tous les rouages sociaux inutiles ou nuisibles ?

Pourquoi évite-t-on si soigneusement de faire mal à la tête au personnel en l'invitant à comprendre ou à gérer l'entreprise ?

LEP-LOMBIER.

CARENCES FACE A LA GUERRE

(*Suite de la 1re page*)

On sait le rôle que joua cet intellectuel, « ami des prolétaires » contre les Polonais qui voulaient se libérer à la fois du joug russe et du joug allemand.

Marx était très hostile aux Slaves, aux Tchèques surtout. Il ne croyait pas à la capacité révolutionnaire de « ces peuples inférieurs ». A la rigueur, il eut admis l'idée d'une guerre menée conjointement par l'Allemagne et la Pologne contre les Russes. Alors, une fois établie une frontière contre l'ennemi commun, les Polonais recevant de vastes territoires à l'Est, se seraient montrés plus raisonnables à l'Ouest et ils auraient considéré qu'après tout, Riga et Mitau valaient bien Dantzig et Elbling.

Quant à la nationalité tchèque, il la jugeait moribonde et il estimait que la Bohême ne pouvait exister qu'en tant que partie de l'Allemagne. » (1).

On sait aussi qu'en 1870, M. Karl Marx estimait que les Français méritaient une bonne correction.

Depuis, il y a eu plusieurs « Internationales » qui ont fait faillite, par manque d'esprit véritablement internationaliste. Dans tous les pays, les socialistes de gouvernement ont manœuvré avec toute la science dont ils étaient capables pour entretenir un chauvinisme abject au sein de la classe ouvrière de leurs pays respectifs. Quant aux staliniens, eux, ils cultivent simultanément l'amour de la patrie d'origine et celui de la sainte Russie.

Dans la Fédération Syndicale prétendûment mondiale, chacun tire la couverture à soi. Actuellement, la C.G.T. est russe, la C.G.T.-F.O. est proaméricaine, la C.F.T.C. est pour ce qu'en décidera le pape de Rome.

Il existe pourtant une internationale véritable où l'on ne peut trouver la moindre trace de chauvinisme et qui a fait ses preuves en luttant désespérément contre la guerre et le fascisme; elle n'a qu'un défaut, notre A.I.T., c'est de ne pas grouper un nombre suffisant de travailleurs libérés des préjugés capitalistes et nationalistes.

Mais son mérite et sa fierté c'est d'être la seule et véritable internationale des travailleurs, la seule qui se dresse résolument contre la guerre, devant les organisations mastodontes qui groupent des millions de zéros et s'avèrent incapables de toute action efficace.

(1) Histoire de l'Anarchie, par A. Sergent et C. Harmel.

En Extrême-Orient

(*Suite de la première page.*)

Car, n'est-ce pas ? Chamonix, Nice ou Biarritz doivent rester la propriété de l'« élite ». Il ne faut pas que celle-ci soit choquée par la tenue débraillée des campeurs ou les vêtements élimés des métallos. Non. Il faut que ces villes restent l'apanage de la bonne société. Quant au pauvre type qui, toute l'année aura pataugé dans la graisse et l'essence, qui aura trimé cinq heures pour la plus grande gloire de M. Citroën ou de M. Lefaucheux, eh bien ! celui-là devra se contenter d'une excursion annuelle à Marly-le-Roi ou à Mantes...

Le chapitre logement est aussi très révélateur de l'esprit régnant dans les sphères dirigeantes. L'eau et le gaz ne sont pas utiles. Les fontaines Wallace sont suffisantes. Une cuisine n'est pas nécessaire. Une tablette en bois dans la chambre peut suffire. Le gaz sera remplacé par une lampe à alcool, comme il se doit. Voilà ce que les patrons veulent imposer. Est-ce un minimum vital ou la légalisation du régime concentrationnaire?

Pour terminer, une somme de 240 francs est allouée chaque mois pour les menues (en effet!) dépenses. 240 francs, soit deux places de cinéma dans une salle de quartier ou une dans une salle d'exclusivité. Ou encore de quoi acheter soixante-dix cigarettes. Avec cela, la moralité entendra ses ailes tutélaires sur la bienheureuse classe ouvrière, car l'austérité régnera en maîtresse chez nous. Et si nous sommes bien sages, nous aurons peut-être droit... au Paradis!

Ecœurés (enfin!), les délégués syndicaux officiels sont sortis en claquant la porte. Et la crise du gouvernement est arrivée juste à point pour clore toute discussion.

La classe ouvrière finira-t-elle par comprendre qu'elle est toujours dupe des palabres? Finira-t-elle par comprendre qu'elle porte son salut en elle-même? Il est temps de reprendre comme mot d'ordre la phrase célèbre de Pelloutier : « Les travailleurs n'auront d'autres réformes que celles qu'ils prendront eux-mêmes. »

3428

B.D.I.C

19 JUILLET 1936 - 19 JUILLET 1950

LE COMBAT SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

24e année - Nlle série, N° 35 — 10 FRANCS — 14 JUILLET 1950

LES JOURS DE NOTRE HONTE

Le 19 juillet 1936, de Barcelone à Madrid, de Bilbao à Malaga, dans toute l'Espagne menacée de la dictature militaire, l'insurrection populaire éclate. C'est la réplique magnifique du peuple au gouvernement bourgeois incapable de s'opposer au putch fasciste du général Franco.

Ce même 19 juillet, en France, la classe ouvrière fait la démonstration de sa force. Mais, maintenue par ses dirigeants, dans le cadre étroit de la légalité, son action ne vise que la satisfaction immédiate de vagues revendications.

D'un côté des Pyrénées, un peuple se soulève, les armes à la main, contre les forces d'oppression qui l'écrasent : le capitalisme et l'Eglise. Durant près de trois ans, tout en combattant un ennemi supérieur par la qualité et la quantité de son matériel militaire, il entreprend de profondes transformation sociales. Ceci parce que, immédiatement, le soulèvement prend le caractère d'une véritable révolution sociale.

L'expropriation massive des grands propriétaires fonciers, l'organisation coopérative des terres, la gestion des usines et des différents services publics, la lutte active contre le fascisme, sont la réponse du peuple espagnol à l'exploitation dont il est victime, à l'affreuse misère dans laquelle il est plongé. Prenant conscience de son rôle, il entre en lutte directe contre ceux qui le maintiennent dans l'esclavage.

Par contre, de l'autre côté des montagnes, la classe ouvrière française, après avoir obtenu des augmentations de salaire et plus de loisirs, évacue les usines. Le patronat recommence à respirer et organise sa réaction antiouvrière. Bientôt ce sera Daladier, Reynaud, les décrets-lois et la guerre.

Ainsi, pour ne pas avoir su dégager les importantes leçons de la révolution d'Espagne, la classe ouvrière française, incapable de donner au monde l'exemple d'une solidarité internationale ouvrière, va porter la responsabilité du fascisme en Espagne. La révolution sera écrasée dans le sang. Trahie par tous, elle succombera sous le poids du matériel allemand et italien.

C'est alors que commencent « les jours de notre honte ». Les 19 juillet se succèdent, apportant chacun leur moisson de renoncement.

19 juillet 1937. Les grandes démocraties, la France en tête, s'enlisent dans le marais de la non-intervention, laissant la République espagnole sans défense, devant Franco et ses partenaires de l'Axe; cependant que la Russie soviétique fait payer du prix des meilleurs militants révolutionnaires le peu de matériel accordé à l'Espagne.

C.N.T.

(Suite en page 4.)

EN EXTREME-ORIENT

Depuis bientôt trois semaines, la guerre fait rage « au pays du matin calme ». Dans ces régions déjà si souvent éprouvées par la folie destructrice des hommes, en proie aux divisions, aux luttes internes, le spectre de la mort se lève à nouveau. Combien d'innocents ont-ils payés de leur vie, le désir de domination de l'impérialisme soviétique, et les besoins de débouchés commerciaux des financiers de Wall-Street ?

Dans notre dernier numéro, nous terminions notre article sur la situation en Extrême-Orient par ces phrases : « La seule chance de paix réside apparemment dans un recul de Staline. Recul problématique, mais possible devant l'attitude ferme des Etats-Unis et de l'O.N.U. »

Rien dans les informations reçues dans la semaine qui vient de s'écouler ne laisse présager un tel recul. Au contraire, il apparaît nettement que l'opération est si avancée qu'il deviendra de plus en plus difficile à l'un où l'autre des deux adversaires (U.R.S.S.-U.S.A.) de se dérober.

L'agression de Corée s'est effectuée avec l'accord de Staline. En effet, comment supposer qu'un gouvernement pro-communiste se lancerait dans une telle aventure sans l'assentiment et le soutien du maître du Kremlin ? Force nous est donc de penser que si de semblables risques sont courus, c'est que toutes les conséquences ont été minutieusement étudiées.

Diplomatiquement les U.S.A. ont réussi à dresser le monde contre la Russie. Cela peut donner à réfléchir aux dirigeants russes.

Militairement, les opérations tournent au désavantage des troupes américaines. Il n'y a d'ailleurs là rien que de très normal. La Corée connaît à cette époque de l'année des pluies torrentielles. L'aviation ne peut pratiquement pas intervenir et soutenir les forces terrestres. Nous ne pensons pas que les résultats des premiers contacts soient contraires aux espérances de l'état-major de Mac Arthur. Il faut attendre pour savoir si les Américains se maintiendront en Corée, l'engagement dans le combat des forces massées dans le sud et qui disposent d'un important matériel et de divisions blindées.

L'issue des opérations militaires changera-t-elle l'évolution de la situation internationale ? Cela semble douteux. Les U.S.A. sont apparemment engagés dans la préparation de la

Pierre-François VEZON.

(Suite en page 4.)

A PAMIERS
LE 16 JUILLET 1950
PAUL LAPEYRE
traitera
« SYNDICALISME ET POLITIQUE »
(Lire l'heure et l'endroit dans la presse locale)

OUI ! A LA PAIX NON ! A LA GUERRE

Nous l'avons écrit ici-même, il y a quelque temps, tout le monde est pacifiste — comme tout le monde est plus ou moins socialiste ou communiste — mais quand il s'agit de définir la manière, cela devient tellement difficile qu'on préfère y renoncer.

Le conflit américano-soviétique schématisé depuis longtemps, s'est nettement dessiné dès la reddition de l'Allemagne nazie ; il vient de prendre un relief considérable avec la guerre de Corée.

Cette dernière, est-il besoin de le dire, n'est qu'un épisode transitoire allant de la guerre froide américano-soviétique, à la guerre tout court, c'est-à-dire à un conflit qui est appelé à prendre des proportions mondiales, puisque l'Amérique et la Russie constituent deux pôles en train de se départager les millions de crétins qui rampent sur notre globe détraqué, toujours à la remorque d'un « mec à la redresse » qui les fera marcher à coups de trique.

Quels sont ceux qui penchent vers l'Amérique ? Ce sont tous les profascistes blancs, attachés à l'injustice sociale, sous la forme capitaliste.

Quels sont ceux qui penchent vers la Russie ? Ce sont tous les profascistes rouges, attachés à l'injustice sociale sous la forme de l'étatisme.

Les uns et les autres ont été plus ou moins abusés par une habile propagande. Les pro-américains se figurent peut-être sincèrement — nous disons peut-être, parce qu'il y a tant de fripouilles à l'heure actuelle, qu'on ne peut se porter garant de personne, pas même de tous les camarades qui sont dans nos propres rangs — que l'Amérique est un pays démocratique.

TRENCOSERP.

(Suite en page 4.)

Contre les longues journées de travail

Devant la montée incessante du chômage, il est nécessaire que la lutte de nos organisations contre les longues journées de travail s'intensifie.

Le chômage est une arme terrible entre les mains des possédants et des tenants de l'Etat. Quelle que soit son intention de résistance, il est bien évident que le travailleur sans ressources qui voit s'accumuler ses dettes, disparaître son crédit chez le boutiquier du quartier — c'est aussi un exploiteur — et que hante cette obsession de l'impossibilité de trouver un patron qui consentira à lui acheter sa force de travail, se trouve chaque jour un peu plus diminué dans cette volonté. Aujourd'hui, il est encore décidé à exiger un prix donné de son travail, mais demain, devant l'impérieuse nécessité, il sera moins exigeant, puis encore moins, et enfin il acceptera cette ultime dégradation devant lui-même, de travailler à moins cher que ses compagnons.

Quelle que soit la structure économique d'un régime, qu'il se prétende démocratique ou non, tout revient à ce qui suit : si l'homme qui n'a rien d'autre pour vivre que le marchandage de sa force de travail, ne trouve pas à louer celle-ci, tout le reste n'est rien.

Toutes les lois de protection peuvent bien exister, toutes les conventions possibles peuvent bien avoir été signés et contresignées, quand, face à face, l'exploiteur qui peut attendre et l'exploité qui ne le peut discutent dans quelles conditions l'immonde marchandage va trouver sa solution, c'est toujours l'exploité qui est le vaincu.

Jean THERSANT.

(Suite en page 4.)

SUR LES COMITES D'ENTREPRISE

Depuis la libération, staliniens et réformistes ont fait grand bruit autour des Comités d'Entreprise. Ceux-ci ont considéré cette nouvelle institution comme une étape de l'avènement du prolétariat, comme une victoire ouvrière. Ces prétentions étaient-elles justifiées ? Répondre à cette question, tel sera le but de cet article. Nous nous attacherons à démonter le mécanisme des textes légaux régissant l'institution, à en faire ressortir les contradictions et à en tirer les conclusions qui s'imposent.

ORIGINE DES C.E.

Il faut rechercher l'origine des C.E. dans le programme du C.N.B. qui prévoyait non seulement une libération politique, mais aussi une libération économique. Il faut croire que ce programme n'était pas dangereux pour le capital, qu'il ne troublait en rien l'ordre établi, puisque des réactionnaires notoires, défenseurs de longue date du système d'exploitation capitaliste, la signèrent. Parmi eux se trouvait par exemple André Mutter, ex-directeur de *Paroles Françaises*, du P.R.L. et du

Jacques BRENNER.

(Suite en page 4.)

IL NOUS FAUT 1.500 NOUVEAUX ABONNÉS !

La tâche de l'administration du « Combat Syndicaliste » est extrêmement ingrate : les camarades ne réalisent pas le plus souvent ce que cela représente de travail.

Notre journal ne vit que du dévouement de militants qui l'entourent, aucune source occulte ne vient à son secours.

Actuellement, bien que vendu 10 francs, le prix de revient de chaque numéro s'établit à 11 francs ; il y a donc une perte sèche de 1 franc par exemplaire. Vous voyez donc que l'administration est autorisée de ce fait à relancer les retardataires à s'acquitter de leurs dettes.

Mais nous ne pouvons pas nous tenir à cela, il faut que le prix de l'exemplaire diminue et pour cela il faut augmenter la vente. Depuis la parution hebdomadaire, le nombre des abonnés a triplé, il n'est cependant pas encore suffisant : il nous semble que cela est assez facile à obtenir ; il suffirait que chaque secrétaire de syndicat fasse le nécessaire près de ses adhérents et que chaque adhérent de la C.N.T. collecte des abonnements là où il travaille.

Nous demandons à nos syndicats et à nos militants de faire un effort particulier pendant la période de la brisure d'été, afin de repartir d'un pied sûr en septembre.

Chacun a pu voir que les engagements pris par l'équipe actuelle ont été tenus, soyez certains qu'il en sera de même à la reprise. Mais il nous faut pouvoir compter sur l'aide de nos militants de partout. Cette aide ne peut être meilleure qu'en se manifestant sous l'aspect de la « chasse » aux abonnés.

Demandez donc à l'administration des carnets d'abonnements.

De plus, il n'est interdit à personne de faire circuler les listes de souscription éditées à cet effet. Il nous reste, certes, une encaisse sérieuse venant de la souscription initiale, mais pour asseoir définitivement le « C. S. », il faut que cette encaisse soit de nouveau reconstituée.

La C.N.T. a tiré un grand profit de la parution hebdomadaire du « C.S. », tant sur le plan matériel que sur le plan moral. La lutte contre le confusionnisme qui régnait avant a été particulièrement menée avec efficacité et a donné des résultats.

Tout cela doit être continué.

Nous avons fait ce que nous avons pu. Nous avons démontré que le « C.S. » pouvait être une réalité.

A vous maintenant !

L'Administratrice :
Yvette RICHAUD.

Le scandale de la fermeture de Beau-Soucy

En vous présentant la semaine dernière la communauté d'enfants de la Bastide de Beau-Soucy, nous exprimions nos craintes quant à la fermeture de la maison.

Ces appréhensions, hélas ! n'étaient pas sans fondements. La Bastide a vécu. Ainsi en a décidé dans des circonstances particulièrement révoltantes le nouveau Conseil d'Administration de la Caisse Centrale des Allocations Familiales de la R.P., dans sa première réunion.

La représentation des syndicats donne l'atmosphère et la mentalité de ce C.A. : C.G.T. : 10; C.F.T.C. : 9; Familiaux : 3; Mutualistes : 2; vous pouvez le constater, la pédagogie nouvelle ne risque rien entre les jésuites et les staliniens. La liberté non plus d'ailleurs et c'est pourquoi au mépris de l'œuvre entreprise par les éducateurs de Beau-Soucy, ces détenteurs des plus hautes aspirations de l'homme (!) (idéal chrétien et socialiste) ont voté la fermeture de cette maison dont la vitalité était pour eux une offense permanente. Comment pourraient-ils admettre l'éducation d'individus libres et conscients eux, dont le but est l'asservissement des esprits. D'un côté, dictature noire de l'obscurantisme catholique qui ne comprend l'éducation que dans l'ombre du confessionnal. De l'autre, dictature rouge du communisme stalinien condamnant tout effort ayant pour aboutissement la liberté humaine.

Dans quelles circonstances ce vote odieux a-t-il été acquis ? Le problème de Beau-Soucy n'était pas à l'ordre du jour de la réunion du C.A. De cette façon les animateurs de la communauté, Simone et Jacques Lacapère, n'étaient pas présents pour défendre leurs réalisations de la rage de destruction des stalino-cléricaux. Un

Jean BERNARD.

(Suite en page 2.)

Les vieux *et le problème démographique*

Le mot « Vieux » n'est pas synonyme de vieillard dans la société présente.

En régime capitaliste, il signifie déficient, inhabile, impropre à la cadence, donc à rejeter de la production dans son ensemble.

Nous disons dans son ensemble car il y a des cas d'espèce, mais qui sont rares; le sujet *vieux* à conserver dans la production, sera le technicien d'une formule, ou d'une capacité exemplaire.

Donc, pour les vieux, ainsi compris, il n'y a plus de place dans la production, et il n'y en aura de moins en moins avec le machinisme au service du patronat et non des hommes, et aussi et surtout le nombre de postulants aux emplois se fera de plus en plus grand, puisque les hommes se reproduisent de plus en plus (50.000 par jour).

Le malheur des hommes, c'est de ne pas comprendre que là où il y a pénurie d'objets de consommation, de vêture, de tout ce qui est nécessaire à la vie de l'homme, il y a fatalement misère.

Les « abondancistes » objecteront qu'il est faux qu'il y ait pénurie, que les magasins sont pleins, que les usines travaillent à plein rendement et que par conséquent il ne s'agit que de répartition.

La répartition des produits présentement accumulés dans les dépôts et magasins ne peut satisfaire tous les

B.D.I.C

hommes, et quand nous disons tous les hommes nous voulons dire tous ceux du *monde entier*, ou alors, nous ne serions que de barbares égoïstes.

D'ailleurs, s'il y a pénurie, c'est que le monde capitaliste (y compris le petit capitaliste qui sommeille dans la plupart des individus) a intérêt à instaurer le malthusianisme à sa façon sur les produits de toutes sortes pour en extraire le maximum de bénéfices.

Si les producteurs ouvriers avaient un peu de bon sens, ils devraient eux aussi étudier le problème qu'a posé Malthus devant l'humanité, et agir en conséquence, ce qui aurait pour résultat que le marché du travail serait plus équilibré et que les vieux seraient des vieillards et non des hommes de 45 ans, âge limite pour l'embauche à l'heure présente.

COUTELLE.

Beau-Soucy

(*Suite de la page 1*)

court rapport a été présenté dans les questions diverses en fin de séance, et immédiatement voté. La seule représentante F.O. s'est opposée au vote avant que des informations complètes ne soient recueillies, avant que les gens dont le travail était mis en cause ne se soient expliqués. Elle n'a pas été écoutée et, à l'unanimité, sauf la voix F.O., la fermeture immédiate a été décidée.

Le rapport en question est un tissu de mensonges et de calomnies, condensé d'un texte, œuvre de l'administrateur de la maison et de deux ou trois responsables du service « Etudes et Réalisations » (!). Il n'a même pas été possible à Lacapère, responsable pédagogique, de lire le rapport qui le condamnait, seuls des extraits lui furent communiqués. Ce n'est qu'une suite de plaisanteries d'un goût douteux qui prêteraient à rire, si des enfants n'étaient pas en jeu. En voici quelques-unes prouvant l'absurdité des raisons invoquées : 1° Les moniteurs prennent des bains de soleil pendant que les enfants, livrés à eux-mêmes, sont par couples dans le parc; 2° Aucun travail pédagogique; 3° Propagande sémite dans la maison, des chants sémites ont été appris aux enfants ; 4° Gaspillage par le nombre de visiteurs qui se font héberger.

Nous nous élevons contre un tel maquillage de la vérité. L'enquête que nous avons publiée n'est pas le fruit d'une imagination idéaliste, mais le reflet exact de la vie de Beau-Soucy. Dommage pour les âmes chagrines que cette vie soit si pleine de possibilités humaines.

Ce texte répugnant cache le véritable fond du problème. Au travers de Beau-Soucy c'est l'école nouvelle qui est visée. Mais le progrès est si fort que rien ne l'arrête, aussi pour détruire une idée qui prend de l'extension, ces gens utilisent des méthodes de dénigrement et de lâcheté indignes des idéaux dont ils se réclament.

Mais il y a encore en France des consciences libres. Nous demandons avec tous ceux qui défendent Beau-Soucy que toute la lumière soit faite sur cette affaire. Nous saurons faire la démonstration que les raisons du C.A. sont de mauvaises raisons destinées à discréditer aux yeux de l'opinion l'école nouvelle.

Nous avons là encore un combat à mener, nous ne devons pas nous y dérober.

DANS LES BANQUES

Résultats d'une trahison

Nous vous avons entretenu ici même voici quinze jours, de l'absence de combativité dont avait fait preuve les dirigeants syndicaux du Crédit Lyonnais devant l'épreuve de force de la direction donnant ordre aux agences de fermer les guichets à 12 heures, la veille de l'Ascension. De nombreux employés avaient été obligés de faire des heures supplémentaires et ceux habitant la banlieue, avaient de ce fait, perdu en partie le bénéfice de leur demi-journée de repos.

Cette apathie est d'autant plus coupable que depuis quelques mois, une certaine presse (du *Figaro* aux journaux dits « financiers ») mène une sourde campagne contre la semaine de cinq jours. L'une de ces feuilles, qui sous couvert d'informations économiques et financières, développe les slogans chers à Reynaud (Paul, ne pas confondre avec Henri), écrivait voici un mois : « Il y a quarante ans, les guichets des banques étaient ouverts jusqu'à 19 et même 20 heures, afin de donner satisfaction à la clientèle. Aujourd'hui, les guichets sont fermés du vendredi 16 heures au lundi 9 heures et quelquefois au mardi 9 heures. Serait-ce trop demander aux employés d'ouvrir les guichets jusqu'à 17 heures, *samedi y compris ?* »

Une deuxième attaque contre les avantages acquis vient d'avoir lieu : le conseil de l'A.P.B., sur proposition du Crédit Lyonnais (le président du Conseil d'Administration du Crédit Lyonnais est également président de l'A.P.B.), vient de décider d'ouvrir le 13 juillet jusqu'à 12 heures, les guichets des établissements bancaires.

Cette fois, c'est avec la complicité des dirigeants réformistes que la décision patronale sera appliquée. Le bureau du Comité d'établissement du Crédit Lyonnais, convoqué le 4 juillet à la direction des agences dans Paris a donné son accord à ce nouvel arbitraire. Les Comité d'Etablissement de la B.N.C.I., du C.N.E.P. et de la Société Générale ont eu une conduite analogue.

Grâce à la trahison de leurs dirigeants syndicaux, les employés de banque rentreront chez eux à quinze ou seize heures pour permettre aux banquiers d'augmenter leurs bénéfices.

Et qui nous assure qu'au mois d'octobre, lorsque nous reprendrons l' « horaire d'hiver » (étalement de la semaine de travail de 45 heures sur 5 jours 1/2) nos patrons, en vertu de ce précédent, n'appliqueront pas chaque samedi le même horaire établissant en fait une semaine de travail de 47 ou 48 heures ? Qui nous dit qu'ils ne se serviront pas de cet argument pour rétablir dans la profession la semaine de 48 heures que réclame M. Georges Villiers du Conseil National du patronat français ?

Les militants de base et le personnel commencent à être écœurés de cette attitude servile. Ils commencent à comprendre que les syndicats réformistes, C.G.T. en tête, les asservissent chaque jour un peu plus au patronat. Iront-ils jusqu'au bout des conclusions qu'ils ne manqueront pas de tirer de cet état de choses, et nous aideront-ils à créer dans la profession un véritable syndicat révolutionnnaire, à base prolétarienne ?

Louis VERDOUX.

DANS NOS RÉGIONS

LA 17e U.R. EN ACTION

Les premières chaleurs accablantes du début de l'été n'ont pas altéré l'ardeur des responsables de la 17e U.R. Une récente série de manifestations vient à nouveau prouver la vitalité de celle-ci.

C'est tout d'abord l'U.L. de Lyon qui, le 29 juin dernier, au siège social, à 20 h. 30, invitait les syndicats groupés en son sein, à venir entendre le compte rendu du C.C.N. du 11 juin dernier. Le Syndicat Unique des Métaux, le Syndicat Unique du Bâtiment, le Syndicat des Produits Chimiques, l'Intercorporatif étaient représentés par leurs responsables et de nombreux militants de la base. Le camarade Roch, en un exposé complet, retraça les travaux du C.C.N. et rappela les diverses résolutions qui y furent adoptées. A la suite de cet exposé, une discussion s'engagea et plusieurs motions d'ordre furent votées.

Le samedi 1er juillet, le S.U.B. de Givors organisait une réunion de propagande à laquelle assistaient plusieurs membres du Bureau régional.

Notre trésorier, Dattrino, expliqua en quelques mots notre conception de la solidarité. A son tour, Fayolle prit la parole et longuement rappela les raisons qui présidèrent à la création de la C.N.T. L'asservissement de la C.G.T. aux partis politiques imposait un regroupement des forces saines du syndicalisme. Quelques cocos — dont Givors est l'un des fiefs — préférèrent lancer des insultes au lieu de porter une contradiction objective à notre camarade.

Sans désemparer, la 17e U.R. poursuivait son effort et le dimanche se réunissait en Congrès extraordinaire régional. Les responsables de Saint-Etienne, de Givors et de Roanne y étaient présents, ainsi que tous ceux des syndicats de Lyon.

Après avoir entendu les rapports d'activité et financier, le compte rendu du C.C.N., le Congrès invita les syndicats à préparer un ordre du jour pour le Congrès National de novembre. Plusieurs résolutions furent adoptées, parmi lesquelles celle affirmant que tous les efforts doivent être faits pour maintenir la parution hebdomadaire de notre meilleur moyen de lutte : le « Combat Syndicaliste ».

Les congressistes se séparèrent tard dans l'après-midi, satisfaits des travaux effectués et se donnant rendez-vous pour octobre, afin d'arriver au Congrès National avec des positions rationnelles et nettement définies et représentant l'opinion de l'ensemble de nos militants.

Une dernière manifestation clôturera l'activité prévue pour le moment. L'Union locale de Saint-Etienne se réunira en assemblée générale le dimanche 9 juillet. Au cours de cette réunion, notre camarade délégué au dernier C.C.N. rendra compte de son mandat.

Le Bureau de la 17 U.R. n'entend pas s'arrêter en si bon chemin; après la traditionnelle trêve des vacances, il se propose de mettre sur pied plusieurs réalisations qui contribueront à renforcer la cohésion des Syndicats de la Région et à propager les mots d'ordre de la C.N.T.

LA 17e UNION REGIONALE.

Aux jeunes mineurs de Graissessac

Jeunes mineurs et jeunes filles qui respirez et vivez l'air malsain de la mine, vous qui ne pouvez pas vivre toujours au grand air, pourquoi n'allez-vous respirer l'air de la montagne en faisant du camping ?

Nombreux sont ceux qui, à Graissessac, ne connaissent pas le Mont-Agut. Qu'il partent avant le lever du soleil, sac au dos, comme je l'ai fait moi-même. Qu'ils atteignent cette cime balayée par le vent, le plus haut sommet de la région, d'où le spectacle est grandiose.

Ils seront sûrs de passer une agréable journée devant le magnifique paysage qu'ils auront de là-haut, surtout s'ils se munissent d'une paire de jumelles.

ROBERT.

Un beau geste d'un grand philosophe

Cela n'arrive pas souvent qu'un copain se dévoue pour rendre service à un autre copain submergé dans la détresse et c'est pour quoi « nous nous faisons un devoir », comme disent les feuilles départementales, de souligner l'acte magnanime d'un « des nôtres ».

Tous nos camarades, et notamment ceux du Sub de Paris, ont connu notre ami Gatay et savent que ce dernier se trouve actuellement dans une situation difficile.

Il paraît que les artistes peintres sont tous ou infiniment « mouisards » ou fabuleusement riches. Le grand philanthrope appartenant sans doute à la première catégorie indiquée, voulant rendre service au camarade Gatay, n'a rien trouvé de mieux que de retirer mille francs prêtés à la C.N.T. pour les lui donner. Cela s'appelle entre nous : déshabiller Jean pour habiller Pierre. Si nous agissons tous de la sorte, notre camarade Gatay gagnerait sans doute, mais la C.N.T. pourrait plier bagage. N'est-ce pas votre avis, camarade Geuffroy ? C'est peut-être un ordre de la free-massonnerie, mais la C.N.T. se fout autant des free-massons que des staliniens et autres crocodiles.

TRENCOSERP.

A LA S.N.E.C.M.A.

Depuis la reprise partielle de l'usine, on sent la volonté « patronale » de mâter et briser la classe ouvrière.

Ce ne sont que brimades et bassesses et si le débauchage s'aperçoit chez les ouvriers et petits cadres, la masse des « Messieurs » n'a pas diminué et ce n'est pas trop avancer de dire que la masse d'improductifs par ouvrier reste la même et que peut-être même elle a augmenté.

Tous les avantages acquis ont été retirés un à un : prime de panier de nuit, prime d'huile, d'insalubrité, etc. sans que le salaire ait été changé.

Faire des économies, Messieurs, très bien ! mais il ne faut pas les faire au détriment d'une certaine catégorie. Il y a encore quelques lois en vigueur et ce n'est pas trop exiger que de demander leur application tant au point de vue salaire qu'hygiène, car maintenant c'est obligatoire que tout le monde se change au vestiaire (le grand vestiaire sous le hall). En y entrant et en regardant la couleur des murs on croirait plutôt pénétrer dans une écurie d'autant plus qu'il y a partout de gros tas d'ordures.

La section de la S.N.E.C.M.A.

COMMUNIQUES

TRÉSORIER CONFÉDÉRAL

René Doussot, 9, avenue de la Porte-de-Clignancourt, Paris (18e). - C.C.P. 5046-35.

NOTE DE LA FEDERATION DU BATIMENT

Les syndicats de la Fédération du Bâtiment sont avisés que l'A.G. du 18 juin 1950 a confié le secrétariat de la Fédération au camarade Juhel. La correspondance fédérale doit donc lui être adressée dès ce jour. Rien n'est changé en ce qui concerne la trésorerie fédérale.

DEUXIEME REGION

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU BATIMENT

L'Assemblée générale du S.U.B. est convoquée à 9 h. 30 précises à la Chope du Combat, 2, rue de Meaux. (Métro : Colonel-Fabien).. Ordre du jour très important.

En raison des vacances, l'A.G. du mois d'août est repoussée en septembre.

NOTE DU TRESORIER DU S.U.B.

Pour tout envoi de fonds se servir du C.C.P. Cela évite des frais et des dérangements. Le C.C.P. est le suivant : Arondel Maurice, 100. rue Doudeauville, Paris (18e). C.C.P. : Paris 6261-16.

PERMANENCES DU S.U.B.

Tous les jours au siège, 39, rue de la Tour-d'Auvergne, de 14 heures à 19 h. 30, sauf le dimanche.

SYNDICAT DES EMPLOYES

Dans son Assemblée générale du 6 juillet 1950, ont été désignés : Secrétaire : Hélène Larme; Secrétaire adjoint : Eckerman; Trésorier : Echegaray Raymonde; Trésorier adjoint : Akoun; Membres : Bouyé, Laurent, Villa.

En raison des vacances, la première réunion du Bureau aura lieu le mardi 5 septembre 1950.

Bois-Ameublement

19, rue Faidherbe, café « La Source », à 18 h. 30, tous les mercredis.

U.L. Suresnes-Puteaux

Tous les quatrièmes vendredis, salle de la Justice de Paix, à Suresnes, à 18 h.

Livre-Papier-Carton

Premier et troisième samedis, de 14 h. 30 à 18 heures.

P.T.T.

Deuxième et quatrième dimanche à 9 heures. Permanence lundi de 18 à 20 heures.

Textile-Habillement

Tous les samedis de 14 à 18 heures.

Cuirs et Peaux

Lundi à 18 h. 30, au siège.

H.C.R.C.

Lundi à partir de 15 heures.

U L. Argenteuil

Tous les deuxièmes dimanches de chaque mois, avec la présence d'un délégué du Bâtiment et des Métaux.

U.L. Nanterre

Premier dimanche, café «Chez Paulo», rue Paul-Doumer (impasse de la Gare), de 10 à 12 heures.

Suresnes-Puteaux

Tous les 4e vendredi, salle de la Justice de Paix, à Suresnes, à 20 h. 30.

U.L. Colombes

La permanence de l'Union locale de Colombes a lieu les 1er et 3e dimanches de chaque mois, de 11 heures à midi, au Café de la Mairie, 20, rue Henri-Barbusse.

Goussainville

Les deuxième et dernier dimanche du mois, 10 à 12 h., Hôtel de France, Ferme des Noues.

Versailles

Permanence de l'U.L. les deuxième et quatrième dimanche du mois, café «Chez Hélène». 23, rue Montbauron, 10 à 12 h.

GROSLAY

Tous les dimanches, 10 à 12 heures, 55, rue de Montmorency, Groslay.

Saint-Germain-en-Laye, Poissy et environs.

Réunion générale tous les deuxièmes dimanches du mois à 10 heures : 51, rue A.-Bonnenfant, à Saint-Germain.

Chatou-Croissy et environs

Premier samedi du mois, salle Hôtel des Nations, à Croissy, à 20 h. 30.

TROISIEME REGION
C.N.T. D'AUXERRE

Pour tout ce qui concerne la C.N.T. d'Auxerre, s'adresser à G. Robert, 11, rue Michelet, Auxerre (Yonne).

4e U.R.

UNION INTER-LOCALE DE SAINT-ELOY-LES-MINES MONTLUÇON-COMMENTRY

Permanence chaque dimanche, de 10 h. à 12 h., salle de la C.N.T. à la Bourse du Travail.

Presse - Bibliothèque - Adhésions.

U. L. CLERMONT-FERRAND

L'U.L. tient une permanence chaque samedi de 20 h. 30 à 22 heures au 9 de la rue de l'Ange.

5e U.R.

Pradier, 24, rue de l'Etoile, Nîmes (Gard).

LA GRAND COMBE

Permanence tous les jours, de 16 h. 30 à 18 h. 30, 10, rue Anatole-France. Pour adhésions, cotisations, renseignements, librairie, presse, s'adresser à cette permanence.

17e U.R.

AVIS DU BUREAU DE LA 17e U.R

Au cours de ses travaux, le dimanche 2 juillet 1950, le Congrès extraordinaire de la XVIIe U.R. a procédé, par suite de la démission du secrétaire, au remaniement du Bureau régional.

La composition de celui-ci est la suivante : Secrétaire : Fayolle Marcel; Secrétaire adjoint : Roch Louis; Trésorier : Dattrino Henri; Trésorier adjoint : Commun Simon; Membres : Biguet Joseph, Chanut Jean, Chédécal, Forgues Auguste, Jasserand.

LA VOIX DE LA F. T. R.

Prime de productivité, attrape-niais

Les primes au rendement doivent être instituées au plus tôt, même dans les bureaux.
R. TOURNEMAINE,
Secr. féd. des Cheminots
(C.G.T.)
(15-10-47).

Contrairement à ce que beaucoup supposent, bien qu'il lui ait donné un caractère officiel, la prime de productivité n'est pas une invention de G. Bidault. Expérimentée aux U.S.A. avant la dernière guerre, elle est appliquée depuis déjà plus de deux ans par la S.N.C.F.

Dans ce service public, le montant de la prime augmente considérablement pendant la période estivale où le trafic voyageurs est intense. Elle s'élève parfois au prix d'un travail de forçat, à cent francs par jour.

Ce mode de rémunération donne toute satisfaction aux agents de maîtrise, étant donné que l'importance de la prime allouée à chaque ayant droit est inversement proportionnelle à la somme de travail qu'il fournit. Pour être plus clair, il s'agit, comme toujours, d'un gâteau que les membres honoraires (1) se partagent. Le personnel de la base ramasse les miettes, mais si grande est la voracité des précédents, qu'il n'en reste toujours que très peu. Eternel volé, selon la tradition, on conçoit facilement le manque d'enthousiasme du « lampiste » pour cette forme d'exploitation, puisqu'il n'y trouve qu'un avantage souvent illusoire.

Parmi le personnel d'exécution, on rencontre un certain nombre de « stakhanovistes » qui éprouvent continuellement le besoin de se singulariser. Dans le but de plaire pour « arriver », ils travaillent à des cadences infernales et contraignent, par le précédent créé, leurs camarades de chantier à en faire autant. Ceci se passe, on s'en doute, sous l'œil bienveillant de ceux qui ont pour mission essentielle de « faire suer le burnous ».

Un état d'énervement collectif en découle, amplifié souvent pour les employés en contact avec le public par l'attitude arbitraire d'une partie de celui-ci.

Afin de gagner du temps, le travail s'effectue en marge des mesures de sécurité. De nombreux accidents se produisent, graves pour la plupart, souvent mortels, car le rail pardonne rarement.

Les services de recette subissent eux aussi les méfaits provoqués par cette ambiance et il arrive journellement que caisse faite, le receveur constate avec amertume qu'il manque dans celle-ci une ou plusieurs coupures de mille francs qu'il sera contraint de verser sur ses maigres émoluments, car la S.N.C.F. empoche sans sourciller, contrairement à la plus élémentaire logique, tous les excédents de caisse sans vouloir entendre parler des déficits.

Il y a mieux encore : la vitesse d'exécution imposée, la fatigue, provoquent un nombre assez important d'erreurs, impossibles à éviter. La moindre peccadille est impitoyablement sanctionnée. Des blâmes inscrits, ou non, pour des motifs dignes de Courteline, sont l'aboutissement de ces malfaçons. En outre, des retenues de deux à quinze jours, et parfois plus, de la trop fameuse prime, sont effectuées comme sanction complémentaire. On obtient donc ce résultat absurde que les seuls éléments qui gagnent cette prime en sont partiellement frustrés. Il tombe sous le sens, les loups ne se mangeant pas entre eux, qu'il ne peut être question, par exemple, d'effectuer une retenue quelconque sur les appointements d'un ingénieur principal, chef d'arrondissement, parce qu'il a oublié un rendez-vous important. Où irions-nous ?

C'est cependant cet ingénieur, aux émoluments de ministre, fautif aussi à ses heures, qui entérine les décisions de son anonyme adjudant de semaine distributeur de sanctions; qui couvre ce type parfait de chien de quartier qui taxe inconsciemment les autres d'incompétence sans se rendre compte de sa personnelle insuffisance ; qui approuve, enfin, sans aucune arrière-pensée, tout le sale travail de ses subordonnés arrivistes sans même discerner que la retenue des sommes parfois supérieures à mille francs, sur des appointements faméliques, prive non seulement le supposé fautif, mais le plus souvent des petits êtres innocents qui manquent de leur strict nécessaire.

Etant donné son comportement, nous sommes amenés à croire que cet ingénieur depuis sa sortie de l'école, pardon, du lycée, a oublié qu'il existe dans le vocabulaire des mots tels que philantrophie, altruisme, solidarité et que l'application des principes qui s'y rattachent honorent un homme !

Ce ne sont certainement pas ses « chiens de chantiers » qui le lui rappelleront. Ils n'ont jamais su ce que c'est !

La responsabilité de l'état de chose existant ne peut être complétement imputée à un seul personnage, ni au personnel de maîtrise dans son ensemble. Il pourrait nous rétorquer qu'il n'a fait qu'appliquer le slogan, cité plus haut, qui fut si savamment orchestré par la C.G.T. Ce n'est évidemment pas une excuse valable.

Pourtant les agents de la base ne sont pas dupes. Ils ont fait la somme des erreurs de chacun et compris depuis longtemps que la politique mêlée au syndicalisme ne peut avoir que des aboutissements de cet ordre.

C'est pourquoi, convaincus de l'inanité du travail de la C.G.T. et des autres organisations réformistes qui, dans cet ordre d'idées, ont la même position, ils combattront pour l'abolition de toutes les primes, ceci étant compensé par l'attribution à chacun de conditions de vie décentes, c'est-à dire, en se basant sur les indices de 1939, un salaire minimum inaliénable de 25.000 francs par mois.

Le marchand de kilomètres-voyageurs.

(1) A la S.N.C.F., tous ceux qui vivent de la sueur des autres ; en moyenne, un sur trois.

LIBRAIRIE

LIVRES

Pierre Besnard. — L'Ethique du Syndicalisme, 75 fr. (120); La Paix, 100 fr. (145); Les Syndicats Ouvriers et la Révolution Sociale, 200 fr. (260); Le Monde de Nouveau, 140 fr. (185).
Aurèle Patorri. — La Débâcle de l'Elite, 150 fr. (195).
Gaston Leval. — L'Indispensable Révolution, 100 fr. (145).
Gabriel Giraud. — Paul Robin, 150 fr. (195).
Jeanne Humbert. — Sébastien Faure, 180 fr. (225).
Fernand Planche. — Kropotkine, 210 fr. (255); Durolle, 150 fr. (195); Louise Michel, 150 fr. (195).
Louis Lecoin. — De Prison en Prison, 160 fr. (205).
Voline. — La Révolution inconnue, 350 fr. (440).
Louis Buchner. — Force et Matière, 270 fr. (330).
Victor Méric. — Coulisses et Tréteaux, 75 fr. (120).
Charles Malato. — Les Joyeusetés de l'Exil, 100 fr. (160).
Ernest Haechel. — Histoire de la Création, 400 fr. (490).
W.S. Wallino. — Le Mouvement Ouvrier et la Démocratie aux Etats-Unis, 200 fr. (290).
Nestor Blanc. — Joyeux, fait ton fourbi, 255 fr. (320).
Fernand Pelloutier. — Histoire des Bourses du Travail, 260 fr. (305).
Louis Tenars. — Le Sauveur, 100 fr. (145).
Maurice Hallé. — Par la Grande Route et les Chemins Creux, 150 fr. (195).
B. Malon. — Précis du Socialisme, 175 fr. (235).
Jules Valles. —, L'Insurgé, 125 fr. (170); Le Bachelier, 125 fr. (170); L'Enfant, 125 fr. (170).
Bakounine. — La Révolution Sociale ou la Dictature Militaire, 180 fr. (225).
Sébastien Faure. — La Véritable Révolution Sociale, 60 fr. (90); L'Imposture religieuse, 230 fr. (275).
Jacques Renne. — Syndicalisme Français, 200 fr. (245).
Maurice Ceyrat. — La Trahison permanente du P.C., 100 fr. (145).
Alexandre Marc. — Avènement de la France ouvrière, 210 fr. (270).
Emile Hureau. — Les Jésuites, la Classe ouvrière et la Révolution, 70 fr. (115).

BROCHURES

Gaston Leval. — Le Communisme, 40 fr. (70); L'Anarchisme et l'Abondancisme, 10 fr.
G. Bernerl. — La Société sans Etat, 20 fr.
L. Barbedette. — Pour la Justice économique, 10 fr.
Ernestan. — La Fin de la Guerre, 5 fr.
Sébastien Faure. — Sacco et Vanzetti, 5 fr.; Les Douze Preuves de l'inexistence de Dieu, 10 fr.; Les Crimes de Dieu, 20 fr.; La Fausse Rédemption, 10 fr.
P. Comont. — L'Architecture, 20 fr.
A. Guillier. — La Révolution salvatrice, 15 fr.
P. Camus. — Le Syndicalisme et le Problème paysan, 20 fr.
G. Yvetot. — ABC du Syndicalisme, 15 fr.
E. Rothen. — La Politique et les Politiciens, 20 fr.
P. Monatte. — Où va la C.G.T., 10 fr.
Pierre Besnard. — Le Problème des Salaires, 6 fr.
Edouard Rotot. — Le Syndicalisme et l'Etat, 12 fr.
Lashortes. — Qu'est-ce que le Prolétariat, 10 fr.
Louise Michel. — Prise de Possession, 15 fr.
Aristide Lapeyre. — Le Problème espagnol, 15 fr.
Les Anarchistes et l'Activité Syndicale, 15 fr.
La Bulgarie, nouvelle Espagne, 25 fr.
Les Bulgares parlent au Monde, 50 fr.
Le Syndicalisme et la Guerre, 5 fr.

REVUES

Mains et Cerveau, 40 fr.
Etudes Anarchistes, 40 fr.
Défense de l'Homme, 40 fr.

EXPÉDITION

Pour les livres, les prix entre parenthèses sont les prix franco.
Pour les brochures joindre 10 francs à chaque.
Pour les recommandés joindre 40 francs par colis, en plus.
C.C. Postal de la Librairie : Paris C.C. 7.473-08, M. Marcheti Robert, 1, rue Dulaure, Paris (20e).

SERVICE DE LIBRAIRIE

Le service de librairie demande aux camarades qui font une commande de livres de bien vouloir envoyer le montant d'avance et de bien vouloir envoyer la correspondance au camarade Oudin, sauf en ce qui concerne le C.C.P. qui doit être adressé au camarade Marcheti.

Le libraire :
OUDIN.

CNT
Le Directeur-Gérant :
DOUILLET François
Imp. Spéc. du Combat Syndicaliste

B.D.I.C

CULTURE - THEATRE - CINEMA - CULTURE - THEATRE - CINEMA - CULTURE - THEATRE - CINEMA

LES JEUNES ET LA YOUGOSLAVIE

Malgré les menaces de la presse stalinienne, malgré les violences dirigées contre les jeunes, qui, cet été, veulent se rendre en Yougoslavie, la première « brigade » est partie le 30 juillet dans un enthousiasme délirant. Un important service d'ordre assurait aux « brigadistes » un cortège imposant. Heureusement aucun incident ne s'est produit, tout s'est passé, sinon dans le calme, du moins dans l'ordre.

L'échec des contre-manifestations des Sociétés savantes et de la salle Susset a dû réfreiner un peu l'ardeur des troupes de choc communistes.

Que reproche le P.C.F. au « Comité d'initiative pour l'envoi des brigades de jeunes en Yougoslavie » ? D'être un des services de renseignements américains ! De faire le « sale » jeu de Truman et du « fasciste » Tito. Pourtant il n'y a pas si longtemps encore, Tito avait sa place au Parnasse des Dieux libérateurs des classes ouvrières. La Yougoslavie était un des paradis socialistes. Comment cet homme et ce pays ont-ils connu une telle déchéance ?

Il faut en chercher les raisons dans l'exposé de la situation de la Yougoslavie fait au cours de la conférence des partis socialistes des pays du centre et de l'est européen, par Zivko Topalovitch, délégué yougoslave. Ce rapport est une condamnation totale de la politique imposée par Moscou à la Yougoslavie. Il repousse vigoureusement l'asservissement à l'impérialisme soviétique comme absolument contraire aux intérêts véritables des peuples yougoslaves.

La réplique ne devait pas tarder : le 28 juin 1948, le Kominform condamne Tito et les communistes yougoslaves. Et voici comment Tito est devenu un agent des « fauteurs de guerre » capitalistes !

Pour nous, le régime titiste est, jusqu'à preuve du contraire, une dictature politique et policière au même titre que celui de Staline.

par Pierre-François VEZON

Il est possible que la rupture d'avec Moscou ait provoqué dans le parti communiste yougoslave la volonté de se rapprocher de la doctrine marxiste-léniniste. Mais, abandonnant le stalinisme, il devait éliminer la bureaucratie du parti, remettre aux ouvriers la gestion de l'économie nationalisée, établir un roulement des fonctions politiques et de contrôle. En un mot, substituer la gestion ouvrière dans la liberté à la dictature du bureau politique. Ces réformes ont-elles été effectuées? Les échos qui nous parviennent sur « les camps de travail », dans lesquels vivent non seulement les oppositionnels staliniens, mais aussi socialistes révolutionnaires, anarchistes, syndicalistes, libertaires, etc., nous permettent d'en douter.

Pourtant, contrairement à l'U.R.S.S., la Yougoslavie ouvre largement ses frontières aux jeunes ouvriers de tous pays. Plusieurs milliers de Français partiront ainsi cet été pour le pays de Tito. Sous quels hospices s'effectuent ces départs ? Un comité s'est créé à cet effet au début de l'année.

Les trotskystes en sont les protagonistes et animent la campagne « pour la recherche de la vérité ». Le P.C.I. a, dans son dernier congrès, adopté la thèse de la révolution populaire yougoslave. L'organisation des brigades de jeunes peut donc être pour lui une excellente opération. Déjà des comités locaux sont constitués. Ils sont, au retour, appelés à devenir les annexes des cellules du parti. Nous reviendrons sur les buts politiques poursuivis par le « Comité National d'initiative pour l'envoi de brigades de travail en Yougoslavie ». Disons cependant, pour être objectif, que si les trotskystes en constituent le noyau central, des jeunes de toutes autres appartenances politiques se font les animateurs des brigades. Des jeunes staliniens, notamment, malgré les consignes, veulent se rendre compte par eux-mêmes si la Yougoslavie est un pays socialiste ou fasciste. D'autres jeunes aussi partent, venant des horizons les plus divers.

Je m'apprête à prendre le départ pour Zagreb. Un autre camarade, lui aussi de la rédaction du « Combat syndicaliste », m'a déjà précédé. A notre retour, nous vous présenterons notre voyage, nos impressions, nos conclusions.

DONATIEN-ALPHONSE-FRANÇOIS DE SADE

C'est le 2 décembre 1814, à l'hospice de Charenton, que mourait en sa soixante-quinzième année, Donatien-Alphonse-François, marquis de Sade, après avoir passé trente-cinq années de se vie en prison, à la Bastille, à Vincennes où il fut « enfermé comme une bête féroce sous 19 portes de fer », à Sainte-Pélagie, à Bicêtre et à Charenton où il s'éteignait après avoir été enfermé comme fou les douze dernières années de sa vie.

Quels crimes avaient bien pu commettre cet homme, dont le nom est désormais immortel, pour encourir un tel châtiment si rigoureux.

Se dresser par-dessus le Bien et le Mal, renverser les fausses idoles, démasquer l'hypocrisie, devancer les conceptions les plus hardies des naturalistes, des moralistes et des psychiâtres du siècle suivant et parvenir « avec délices à la plus fière anarchie intellectuelle », tels furent les « crimes » de Sade.

« Il est des morts qu'il faut qu'on tue ! » écrira Fernand Desnoyer en 1858. Depuis cent-trente-six ans, les moralistes honteux s'efforcent, au nom de conceptions surranées, de rejeter son nom et son œuvre vers l'oubli et la malédiction d'où Dürhem, Apollinaire et Maurice Heine l'ont arraché. Il n'y a rien de changé depuis 1856, époque où un éditeur, F.-M.-J. Bordeaux était condamné, après avoir publié « Justine ou les Malheurs de la Vertu », pour les motifs suivants : « Attaques envers le respect dû aux lois, apologie de faits qualifiés crimes, excitation des citoyens au mépris et à la haine contre plusieurs classes de la société, outrages à la morale publique et religieuse. » En 1950, un éditeur est poursuivi de la même façon pour avoir publié « La philosophie dans le boudoir », de Sade !

SADE, CREATEUR DU ROMAN NOIR

C'est Sade lui-même qui pour une de ses œuvres (nous ignorons laquelle), nous donne la définition suivante de sa conception du roman : « Il n'y a ni conte, ni roman dans toutes les littérature d'Europe où le genre sombre soit porté à un degré plus effrayant et plus pathétique. »

Cette définition peut s'appliquer à n'importe lequel de scs ouvrages : « Justine », « Les 120 journées de Sodome », ou « La Philosophie dans le boudoir ». Les peintures affreuses, savamment gazées entretiennent chez le lecteur une perpétuelle angoisse. Si le pathétique exacerbe notre sensibilité, c'est pour nous faire ressentir davantage encore, si cela est possible, toute l'horreur et la cruauté des pages qui vont suivre. Même les pages philosophiques sont horribles, car elles sonnent, elles aussi, le glas de l'espoir. Aucune œuvre de la littérature française ou étrangère ne peut être comparée à « Justine » ou aux « 120 journées de Sodome ». Seuls quelques ouvrages anglais, le « Moine » de Lewis, ou l'« Italien » de M.-G. Allard, publiés beaucoup plus tard, offrent des points de ressemblance avec les romans de Sade. Encore pourrait-on parler d'imitations, car leur caractère d'originalité est discuté. Dans Sade, la philosophie voisine avec le meurtre, le viol avec la vertu, les perversions avec l'innocence, le tout savamment dosé, comme seul Sade sait le faire.

Pourquoi ?

Sade nous le dit lui-même : « Offrir partout le vice triomphant et la vertu victime de ses sacrifices ; montrer une infortunée errant de malheurs en malheurs, jouet de la scélératesse, plastron de toutes les débauches ; en butte aux goûts les plus barbares et les plus monstrueux ; étourdie des sophismes les plus hardis et les plus spéciaux... hasarder, en un mot, les peintures les plus hardies, les situations les plus extraordinaires, les maximes les plus effrayantes, les coups de pinceau les plus énergiques. » Tout cela en réaction profonde contre le genre officiel « ascendant de la vertu sur le vice ; récompense du bien ; punition du mal » et tous les poncifs que nous connaissons fort bien.

Réaliser une synthèse de l'effroi ? Sade y a réussi pleinement.

SADE ATHEE

Les contemporains de Sade, à l'imitation de Voltaire, se contentent d' « anticléricalisme bourgeois », et se bornent à tourner en ridicule les pratiques religieuses, tout en maintenant une sorte de déisme sentimental, parfois abstrait.

Sade, lui, sera un négateur. Il s'en prendra à la personne de Dieu, à l' « idée » même de Dieu. Il ne dira pas « Dieu est mort », mais « Dieu n'a jamais existé ». Son œuvre philosophique tend à nous prouver l'existence d'une nature matérielle et autonome.

L'on peut prétendre que Sade est, sur le plan philosophique, le continuateur du curé Meslier et qu'il a recréé l'athéisme que ce dernier n'a pu professer que dans son testament. Sade se fera le champion d'un athéisme positif, d'un « athéisme de combat ».

Il dénoncera impitoyablement toutes les turpitudes, tous les crimes camouflés sous l'habit ecclésiastique. L'hypocrisie sera son principal adversaire. Sans doute est-ce là la cause principale de la haine que lui ont voué tous les Tartuffes du monde.

AU DELA DU BIEN ET DU MAL

Sade combattra énergiquement les principes du Bien et du Mal, fondements de l'esclavage moderne. Le Bien et le Mal n'existeront pas pour lui en tant que tels. Il cherchera à situer son œuvre au-dessus des principes établis. La valeur des principes de Bien et de Mal n'est que relative : elle varie suivant les individus et les pays. La démarcation entre ces deux royaumes opposés est le fait de la civilisation. Elle n'existe pas dans la nature où l'un est nécessaire à l'autre, et vice-versa.

A l'appui de sa thèse, Sade décrira d'un pinceau vigoureux les hommes tels qu'ils sont dès que la société ne leur impose plus de masque (cf. « Les 120 journées de Sodome »). Il professera que la seule jouissance vient du plaisir que l'on éprouve à donner la mort et que la mort est nécessaire à la vie, puisque cette dernière ne doit être qu'un perpétuel plaisir (sensoriel).

Quel que soit le jugement que l'on porte sur la morale sadiste, l'on « peut se demander par quel mystérieux mécanisme de sublimation, le refoulement de ses impulsions physiques lui procura-t-il cette prodigieuse puissance de travail que reflète l'œuvre persécutée, mutilée, saccagée et malgré tout grandiose, où quoiqu'on en ait dit, l'humanité n'est déshonorée que sous les aspects de l'hypocrisie dont elle se masque ».

SADE PRECURSEUR

Un esprit normal ne peut que s'émerveiller devant le génie de Sade, qui, devança d'un siècle les plus hardies conceptions des moralistes et des psychiâtres du siècle suivant.

« Peu de personnes se rendent un compte exact de la puissante influence que la vie sexuelle exerce sur les sentiments, les pensées et les actes de la vie intellectuelle et sociale. Quand on fait de la psycho-pathologie de la vie sexuelle l'objet d'une étude scientifique, on se trouve en présence d'un des côtés sombres de l'humanité et de la misère humaine ; et dans les ténèbres, l'image divine créée par l'imagination des poètes se change en un horrible masque. » Voilà ce qu'écrivait le médecin viennois von Krafft-Ebing, dans la préface de sa « Psycopathia Sexualis » (Etude de la psychologie morbide de la vie sexuelle). Pouvait-on rêver d'un plus beau témoignage en faveur de l'œuvre du « divin marquis » ? Ce témoignage ne suffit-il pas à écarter désormais les griefs de ceux qui le dénoncent comme un pornographe, un maniaque, un fou, un criminel, puisqu'il a osé — précurseur génial — peindre l'horrible vérité de la misère humaine.

Le génie de Sade, sa clairvoyance politique se prouvent encore lorsqu'il défend contre Robespierre la notion d'opposition des classes et d'athéisme positif, alors que celui-ci préconisait une sorte d'union nationale et le culte de l'Etre Suprême.

A tous ces titres, Sade n'a-t-il pas le droit — droit payé de sa liberté — de proclamer, bien haut, des vérités écrites pour la libération de l'homme ?

Louis VERDOUX.

Poésie Espagnole

FEDERICO GARCIA LORCA

Le fascisme devait s'attaquer bestialement aux poètes et aux artistes et le plus pur d'entre eux, Federico Garcia Lorca, fut assassiné par les hordes de Franco.

Le 20 septembre 1396, un communiqué annonçait que Garcia Lorca, une des gloires des lettres espagnoles, le créateur exquis de l'Andalousie, avait été fusillé, interrompant ainsi brusquement ses chants ardents et harmonieux.

C'est dans Grenade, qui avait si souvent inspiré son lyrisme merveilleux, que le chantre andalou, Garcid Lorca, devait trouver la mort qui stigmatisa le fascisme et l'Eglise espagnols.

■

ANTONIO MACHADO

LE CRIME EUT LIEU A GRENADE

On le vit, marchant entre les fusils
par une longue rue
qui donnait sur la campagne froide
de l'aube, encore sous les étoiles.

Ils tuèrent Federico.
Alors que pointait la lumière
et comme si le crime déjà éclaboussait
ceux qui l'ordonnèrent,
le peloton de bourreaux
n'osa pas le regarder au visage.
Tous fermèrent les yeux.

Federico tomba mort
du sang sur le front, du plomb dans les entrailles —
c'est à Grenade que le crime eut lieu.
Vous savez... pauvre Grenade... dans sa Grenade.

■

FEDERICO GARCIA LORCA

CANCION

La fillette au beau visage,
la voici cueillant l'olive,
Le vent, ce galant de tours,
l'a prise par la ceinture.

Passent quatre cavaliers
sur des poulains andalous,
vêtu du vert et de bleu
sous leurs longues capes sombres.

« Viens donc à Cordoue, la belle. »
La belle n'écoute pas.

Passent trois toréadors
à la taille bien cambrée ;
leurs vêtements sont orange
et leurs épées d'argent vieux.

« Viens à Séville, la belle. »
La belle n'écoute pas.

A l'heure où le jour se teinte
de violet et se fond
en tendre lueur diffuse,
passe un jeune homme qui porte
roses et myrtes de lune.

« Viens à Séville, là belle. »
La belle n'écoute pas.

La fillette au beau visage
cueille toujours ses olives,
avec les bras gris du vent
qui la serre par la taille.

(Traduit par M. POMÈS.)

■

CHANSON DU JOUR QUI S'EN VA

Comme il m'en coûte
de te laisser partir, ô jour !

Tu t'en vas plein de moi
et reviens sans me connaître.
Comme il m'en coûte
de laisser sur ton sein
les possibles réalités
de réalités impossibles !

Vers le soir un Persée
lime tes chaînes
et tu fuis sur les monts
en te blessant les pieds.
Ni ma chair, ni mes pleurs
ne peuvent te séduire
ni les fleuves auxquels
tu dors ta sieste d'or.

D'orient en occident,
je porte ton feu rond,
ton grand feu que soutient
mon âme ou sa tension aiguë.
D'orient et occident
ah ! combien il m'en coûte
de t'emporter avec tes oiseaux
et avec les bras de vent !

(Traduit par A. GUIBERT.)

BULLETIN D'ABONNEMENT

au « Combat Syndicaliste »

Je soussigné,

NOM .....

Prénoms .....

demeurant .....

.....

déclare souscrire un abonnement de (1) .....
au « Combat Syndicaliste ».

Le .....

SIGNATURE

Envoyez les sommes au C.C.P. PARIS 7497-93
Y. RICHAUD, 20, Rue Sainte-Marthe, PARIS-X^e

(1) 12 numéros : 110 fr. - 24 numéros : 215 fr. - 48 numéros : 420 fr.

Les Livres

Falsificateurs de l'histoire

L'« Union Française Universitaire », succursale intellectuelle du Parti Communiste, publie dans sa collection « Enseignement et Culture » une nouvelle série consacrée à l'instruction civique et destinée à la « documentation » des professeurs des lycées, collèges, écoles normales et centres d'apprentissage. La dernière parue porte comme titre : « Les Syndicats » et son auteur Georges Paillet, y traite de l'histoire du syndicalisme français, de la structure du mouvement syndical, et de l'action syndicale.

La place nous manque pour faire une analyse détaillée de cette brochure. Qu'il nous suffise de relever quelques points, qui nous montreront comment le parti communiste écrit ou fait écrire l'histoire.

L'on parle un peu, il le faut bien des « Bourses du Travail ». UNE LIGNE EST CONSACREE A FERNAND PELLOUTIER et cinq à un de ses rapports. Par contre l'on ne nous parle pas de la « Fédération des Bourses du Travail », qui est pourtant à l'origine du mouvement syndical organisé !

Parler du mouvement ouvrier, c'est d'abord parler de ses luttes, de ses victoires... et de ses échecs. Pour quelles raisons passe-t-on sous silence les premiers mouvements revendicatifs d'envergure du XIX^e siècle : les canuts lyonnais, les typographes nantais, les charpentiers parisiens? Pourquoi ne consacre-t-on pas quelques lignes à la Commune ? Nos « révolutionnaires » auraient-ils renié les hommes auxquels Marx lui-même rendit hommage ? Et Louise Michel ? Le Parti aurait-il abandonné celle qu'il n'y a pas si longtemps il considérait comme une des premières communistes staliniennes ?

Dans cet historique (?) l'on présente une vue « unitaire » du mouvement syndical. Aucune explication sur les divergences existant entre les partisans d'un syndicalisme réformiste et les partisans d'un syndicalisme révolutionnaire. L'on se demande même pourquoi les syndicats et les bourses du travail ne formaient pas une seule et même association, car les raisons qui ont retardé l'unification du mouvement ouvrier nous sont totalement cachées. L'on parle comme il se doit de la Charte d'Amiens, mais M. Paillet cache soigneusement les dispositions de cette charte, notamment celle prévoyant l'indépendance du mouvement syndical vis-à-vis des partis politiques. Nos staliniens seraient-ils pris de remords ou auraient-ils encore un reste de pudeur ?

Si l'on en croit M. Georges Paillet, le mouvement syndical a toujours marché seul. Il est venu par hasard et n'a jamais eu de théoriciens avant Marx et Staline. De la génération spontanée marxiste stalinienne, quoi ! Proudhon, Bakounine, Fourrier, Louis Blanc, Grifuelhes n'ont jamais existé. Seul Gaston Monmousseau est grand ! Nous lui devons tout. C'est, avec Frachon, le grand maître ! Quant aux autres, inutile d'en parler, car le faire serait faire profession d'objectivisme, et, comme chacun sait, les objectivistes sont des contre-révolutionnaires.

Si l'on nous parle abondamment de la trahison des sociaux-démocrates (Léon Jouhaux), un silence impressionnant plane sur tout ce qui n'est pas conforme aux directives staliniennes: ainsi la C.G.T.S.R. et la C.N.T. n'ont jamais existé que dans l'esprit de quelques utopistes bourgeois, car nous n'en avons trouvé nulle trace dans les trente-deux pages de la brochure. Soyons juste, seize lignes sont toutefois consacrées à la C.F.T.C. !

Par structure du mouvement syndical, il faut entendre structure de la C.G.T., car au long des neuf pages contenant l'exposé l'on ne nous parle que de la grande centrale ouvrière et que d'elle seule.

A la page 26, nous avons trouvé cette perle que nous nous devons de souligner, car elle vaut son pesant d'... d'unité ! « Les organisations syndicales autres que la C.G.T. (il y en a donc plusieurs qui ne sont pas dans la grande centrale ouvrière ?) ont une structure et un fonctionnement analogue. « ELLES SE RECLAMENT DES MEMES PRINCIPES. » Mais alors, puisqu'elles se réclament des mêmes principes, qu'elles ont un fonctionnement analogue, pourquoi sont-elles divisées ? Nous aimerions que M. Paillet nous entretint de cette question.

Est-il utile d'ajouter que la brochure se termine par un vibrant hommage aux syndicats des pays de démocratie populaire et d'U.R.S.S.

Et dire qu'ils ont publié un long mémoire sur « LES FALSIFICATEURS DE L'HISTOIRE » !

Jean MONTCLAIR.

50 %

Depuis 1948 les jeunes campeurs attendent toujours en vain le billet collectif à 50 % revendiqué par les 57 organisations de jeunesse et de plein air, unies au sein d'un « Comité national pour l'obtention du billet collectif à 50 % ».

Ce dernier depuis sa mise en place a manifesté plusieurs fois son existence de diverses manières : campagne de presse, rassemblement à la gare de l'Est en 1949 et aux Tuileries au mois de mai dernier.

A la suite du rassemblement de la gare de l'Est, un vœu fut émis sur proposition communiste par l'Assemblée Nationale ; depuis plus rien. Vœux et projets — grandes résolutions — tombèrent dans l'oubli pour laisser la place à l'actualité politique certainement plus importante pour le Gouvernement que la santé de la jeunesse.

Se rendant compte de cet état de chose, le « Comité national pour les 50 % » proposa aux organisations adhérentes de refaire une manifestation ayant pour but de montrer aux « Pouvoirs publics » que s'ils oubliaient, la jeunesse, elle, n'oubliait pas.

Trois organisations, en fait, répondirent à son appel (J.O.C. en petit nombre, U.J.R.F. et C.L.A.J.-P.A.).

On se rappelle comment cela finit. En fait de billets collectifs : coup de pellerines, coups de matraque et discours dithyrambiques distribués sans aucune parcimonie, furent les seuls résultats de ce rassemblement.

Or, dernièrement, et certainement pas par bonté d'âme, mais parce qu'enfin, *elle s'est émue vis-à-vis des campeurs*, la S.N.C.F. se décida à créer un billet dit de « bon dimanche ».

Celui-ci permet de partir le dimanche matin pour Fontainebleau et de revenir le soir avec 50 % de réduction sur les tarifs ordinaires.

Bien que ce soit déjà un grand pas, cela ne satisfait pas les campeurs. En effet, ils veulent un billet à 50 % *par groupe de 10 et pour n'importe quel jour de la semaine.* Ils ont prouvé jusqu'à présent qu'ils ne veulent pas se laisser faire et le prouveront encore à l'avenir jusqu'à ce que leur légitime revendication soit prise en considération.

On leur a donné des bonnes paroles à l'occasion de la commémoration de la mort de Léo Lagrange ; Vincent Tauriol lui-même y est allé de son petit discours, mais cela ne résout pas le problème. Bien au contraire.

En effet, « le Cher-Grand-Disparu », lui, n'aurait pas parlé, il aurait agi...

Roger MARNIER.

UNION PEDAGOGIC INTERNATIONAL INTERLINGUISTIC

Un appel es fat al professores internationalist per nostre organisation cultural international quel edite du revues : un por li mastres e un por li eleves.

Ti ultim es redactet per li eleves self de Francia, de Svedia, de Germania, de Italia, etc.

Numéros specimen es inviat gratuitemen a tis quel desira it.

Adressar se a Roux, instructor, Coulon (Deux-Sèvres).

B.D.I.C

ÊTRE OU NE PAS ÊTRE

Il est permis à chacun de constater journellement la faiblesse humaine, ou le complexe d'infériorité en soi, dirons-nous en terme nouveau. Pourquoi l'homme ne suit-il donc pas sa propre volonté? Lui faudra-t-il constamment un chef?

Pourquoi, de lui-même, ne connaît-il pas la voie qu'il doit suivre, le but qu'il s'est assigné, les moyens pour arriver à celui-ci?

Pourquoi, au moment précis, à l'instant même où il doit se montrer, agir en tant qu'homme, épie-t-il ce que fait son voisin? Si celui-ci débraye, il débraye, s'il reste à son travail, il y reste.

Croit-il que seulement son délégué peut faire tout à lui seul, qu'une simple délégation va lui apporter des améliorations substantielles.

C'est là qu'il se faut détromper, car l'action par représentation ne peut aboutir, il faut tout d'abord agir soi-même, se comporter en homme.

Avoir un comportement d'homme est la chose la plus difficile à réaliser, car cela suppose aucune bassesse, aucun renoncement à sa dignité personnelle. C'est un combat de tous les jours. C'est combattre l'envie d'arriver par tous les moyens. C'est se défendre de jalouser tel ou tel autre camarade favorisé par le hasard, le savoir.

C'est aimer en bloc les déshérités du destin et non pas les prendre pour des inférieurs. C'est même les défendre mieux que soi-même, car ils n'ont aucune arme contre leur employeur. Se comporter en homme, c'est divulguer sa pensée, diffuser son savoir, lutter pour améliorer sa condition de vie.

Evidemment, avec une telle opinion, l'on ne jouira jamais de l'instant émouvant de la remise de la médaille du fidèle serviteur, mais partout où l'on aura passé l'on laissera un bon souvenir et l'on aura servi à l'émancipation des travailleurs.

LE BRETON.

Les jours de notre honte

(*Suite de la page 1*)

19 juillet 1939. Le monde est sur le pied de guerre. L'ombre du fascisme s'étend sur toute l'Europe.

Le grand espoir de la Révolution d'Espagne s'est éteint dans les derniers soubresauts de la défense de Barcelone. Sur le pays de Fédérico Garcia Lorca s'abat la plus ignoble des dictatures. Celle des forces conjuguées du fascisme et de l'Eglise.

19 juillet 1940. La campagne de France est terminée. Le peuple français paie la rançon de sa trahison. A son tour, il connaît la brutalité fasciste, la mort, le camp de concentration, la faim et la misère.

Mais la guerre n'est pas finie. Au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, de la liberté, les Etats-Unis entrent dans la lutte contre le fascisme. L'espoir renaît.

19 juillet 1944. Les Alliés victorieux déferlent sur l'Europe. L'Italie s'est effondrée, le Grand Reich est mortellement atteint. Moins d'un an plus tard, Berlin tombe.

Les armées de la démocratie sont aux pieds des Pyrénées. Qu'attendent-elles pour traverser la frontière et apporter à l'Espagne résistante et révolutionnaire le poids de leurs armes?

Avec la fin de la guerre mondiale, l'Espagne voit se perpétuer son régime odieux. Non seulement les « démocraties » ne chassent pas Franco, mais elles pactisent avec lui. Un soutien économique est apporté à la dictature franquiste lui permettant de résoudre ses difficultés internes, résultant d'un régime d'orgie et de rapine.

Les années passent sans que les espoirs d'une libération de l'Espagne se réalisent. Le monde se cristallise en deux blocs. Il apparaît qu'une troisième guerre est proche. C'est alors que les Etats-Unis songent à l'Espagne, non pas pour la libérer du joug franquiste, mais pour l'intégrer dans le système de défense de l'Europe occidentale.

Des projets de grands travaux militaires sont prévus : aménagement des ports au point de vue outillage pour un trafic intense, construction de bases aériennes, modernisation du réseau ferroviaire et routier, construction d'usines de force électrique, etc. L'Espagne risque ainsi de devenir dans la prochaine guerre la plaque tournante entre l'Europe et l'Afrique.

Malgré l'oppression féroce de la phalange franquiste, la résistance espagnole combat toujours. Il ne se passe pas de mois sans que nous n'apprenions de nouveaux attentats contre le régime exécré, mais aussi, hélas ! de nouvelles condamnations à mort de militants révolutionnaires.

La Confédération Nationale du Travail est à l'avant-garde de cette lutte clandestine, mais un rideau de mensonges s'est baissé sur l'Espagne. Toutes les informations sont filtrées et l'action menée par la C.N.T. est minimisée ou simplement « oubliée » par la presse française. Aussi devons-nous, sans relâche, faire connaître la part prise par nos camarades syndicalistes révolutionnaires et libertaires dans la lutte contre Franco.

Comment se résoudra le problème espagnol ? Il n'est pour nous qu'une seule solution possible : c'est l'action révolutionnaire. La cause des travailleurs espagnols est la nôtre, c'est celle de tous les travailleurs. En luttant contre nos exploiteurs et le fascisme en France, nous diminuons les chances de durée du régime de Franco.

Mais la classe ouvrière saura-t-elle reprendre le chemin de la révolution et de la solidarité internationale? Pourrons-nous un jour racheter les jours de notre honte?

Brisure !

Avec ce numéro se termine la première série de l'hebdomadaire qui avait commencé avec le nº 25.

Le Comité de Rédaction espère que, pendant les trois mois qui viennent de s'écouler, il a réussi à intéresser les lecteurs du « Combat Syndicaliste ». Il s'y est efforcé, compte tenu des moyens techniques mis à sa disposition. Son courrier lui permet d'écrire ici qu'il peut prétendre avoir atteint en partie le but qu'il s'était fixé.

Il n'est peut-être pas déplacé de dire quelle est l'atmosphère de camaraderie et l'allant qui règnent autour de la table des collaborateurs du « C.S. ». Tous les militants parisiens qui se sont donné la peine de « venir y faire un tour pour voir » sont partis réconfortés et confiants dans l'avenir de notre organe.

Le C.R. a eu aussi la joie de déceler nombre de collaborateurs de province qui se sont révélés comme possesseurs d'une plume vive, alerte et précise. Bien que notre format soit insuffisant, nous nous sommes efforcés de leur faire leur place.

Chargé de veiller à l' « orthodoxie » de la copie, nous avons essayé de le faire avec le maximum compatible avec la liberté d'expression qui nous tient tant à cœur.

Il nous faut maintenant penser à la reprise de septembre. Que tous nos syndiqués profitent de cette « brisure » pour nous apporter leur suggestions.

Pour le « C.R. »,
Le secrétaire : J. T.

LE COMBAT SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA Confédération Nationale du Travail

Section Française de l'Association Internationale des Travailleurs

RÉDACTION-ADMINISTRATION : 39, rue de la Tour-d'Auvergne - PARIS (9e)

Paraît tous les Vendredis

LA COPIE DOIT ARRIVER LE SAMEDI AU PLUS TARD

Abonnements : 1 an (48 numéros) 420 fr.
Six mois : 215 frs - Trois mois : 110 frs
Changements d'Adresse : 20 francs
C. C. P. : Y. RICHAUD PARIS 7497-93
20, RUE SAINTE-MARTHE, PARIS-Xe

EN EXTRÊME-ORIENT

(*Suite de la 1re page*)

guerre. Les mesures exceptionnelles décidées le 7 juillet par le Président Truman, sur la recommandation du comité des chefs d'état-major : renforcement des trois armes, appel aux volontaires, rappel de réservistes, mesures budgétaires pour l'augmentation des effectifs (300.000 hommes), unification du commandement des forces des Nations-Unies sous l'autorité de Mac Arthur, sont bien les prémices d'une mobilisation prochaine.

Un important parti de la guerre se révèle aux Etats-Unis, le chroniqueur militaire du Washington Evening Star, ne reproche-t-il pas au gouvernement « d'avoir considéré l'affaire coréenne comme une campagne de week-end ». Dans les milieux économiques et financiers de Wall-Street et de la City, les événements de Corée apportent la solution à quelques problèmes angoissants, qui n'allaient pas manquer de se poser dans un avenir très proche : 1° manque de débouchés pour absorber l'augmentation de la production de caoutchouc, d'étain, de cuivre, les énormes stocks de blé et de coton accumulés ces dernières années ; 2° chômage grandissant qui va se résorber grâce à l'augmentation de la production de guerre. C'est, en somme, tout le problème de la recherche des débouchés, problème crucial du système capitaliste qui se trouve posé.

Remarquons que cela n'enlève en rien la responsabilité de l'impérialisme russe. La politique antiouvrière menée dans de nombreux pays par les partis communistes, a détourné les ouvriers des chemins de la révolution et de l'émancipation sociale. Trahison, en Espagne, trahison en France, en Italie, dictature en Allemagne orientale, en Pologne, en Roumanie, en Tchécoslovaquie, en Hongrie, voilà le fruit amer du stalinisme.

Cependant, il ne semble pas que la troisième guerre mondiale éclate à propos de la Corée. Le conflit actuel aurait plutôt pour but de « fixer » une partie des effectifs américains. Les nouveaux incidents de Berlin, les bruits selon lesquels 6 divisions blindées soviétiques seraient concentrées à la frontière roumano-yougoslave ne tendent-ils pas à prouver que le nœud stratégique d'un conflit U.R.S.S.-U.S.A. se situera encore en Europe ?

P.-F. V.

Sur les Comités d'entreprise

(*Suite de la première page.*)

R.P.F. Quelle efficacité pouvait avoir un programme patronné par de tels hommes ?

EXPOSE DES MOTIFS

L'étude du préambule de la loi (exposé des motifs nécessitant l'adoption et la promulgation d'un texte) donne un aperçu exact de l'état d'esprit gouvernemental.

C'est tout d'abord un appel à la collaboration de classe, une « association capital-travail » avant la lettre. En effet, le texte dit : « ... il est nécessaire d'associer les travailleurs à la direction de l'économie et à la gestion des entreprises... » Autrement dit, collaboration avec le patron.

Et pour prévenir toute velléité de révolte des futurs délégués, le texte précise que : « ... (*les C.E.*) *ne sont pas dans le domaine économique des organismes de décision... (car).. il a paru indispensable de laisser au chef d'entreprise qui a, devant la nation, la responsabilité de l'affaire qu'il dirige, une autorité correspondante à cette responsabilité...* » Parmi ceux qui, en 1945, votèrent ce texte, se trouvaient des syndicalistes (?) qui, en 1943, avaient rédigé une déclaration sur les principes du syndicalisme français (le clandestin) où il était dit : « *Le syndicalisme français doit être anticapitaliste* ». Quelle curieuse façon de lutter contre le capitalisme que de s'associer avec lui pour gérer l'économie d'un pays.

Ainsi le préambule invite les C.E. à proposer toutes mesures tendant à accroître la production. Or, en régime capitaliste, quelles sont les conséquences de l'accroissement de la production ? Augmentation des profits patronaux. Chômage. Lutte pour la conquête de nouveaux débouchés aboutissant à un conflit armé.

POUVOIRS LEGAUX DES C.E.

Les pouvoirs légaux des C.E. se divisent en deux catégories : sociaux; économiques.

Les pouvoirs sociaux ont deux objets : amélioration des conditions de travail; gestion et contrôle des œuvres sociales (ordonnance du 22 février 1945 *J.O.* du 23 février 1945).

Même en ce qui concerne la gestion des œuvres sociales, le C.E. n'a pas les pleins pouvoirs. Le décret du 2 novembre 1945 fixant les conditions d'application de l'ordonnance du 22 février 1945 distingue en effet :

a) *Les œuvres sociales ayant la personnalité civile et régies par la loi du 1er juillet 1901.*

Elles continuent de fonctionner suivant les modalités antérieures. 50 % des membres du Conseil d'Administration sont désignés par le C.E. Un seul représentant du C.E. siège au bureau. Bien souvent, les représentants ouvriers sont mis en minorité au Conseil, car les représentants cadres votent avec l'autre moitié du Conseil soumise à la direction. En minorité au bureau, le C.E. ne peut en fait exercer aucune action, sinon un contrôle.

b) *Les œuvres sociales n'ayant pas la personnalité civile :*

Celles-ci sont gérées directement par le C.E. qui doit recevoir de la direction les sommes nécessaires à leur fonctionnement. Ces œuvres sont en général peu nombreuses.

c) *Les sociétés de secours mutuels et les centres de formation professionnelle :*

Le C.E. a un droit de contrôle. Il peut émettre des suggestions concernant leur fonctionnement.

Voilà quels sont en fait, les véritables pouvoirs de gestion des C.E.

Quant au domaine économique, n'en parlons pas. Nous avons vu plus haut que les C.E. « ne sont pas dans le domaine économique des organismes de décision ». D'après les textes, ils peuvent se résumer ainsi :

Le C.E. a le droit d'examiner les comptes; il peut émettre des suggestions concernant la répartition et l'emploi des bénéfices de l'exercice (mais aucun texte n'oblige le patron à en tenir compte); il peut émettre des suggestions concernant l'accroissement de la production, et la marche générale de l'entreprise; il est obligatoirement informé de tout ce qui concerne la marche générale de l'entreprise, son organisation; il est obligatoirement informé des bénéfices.

Voilà en quoi consiste les pouvoirs économiques. Est-ce avec cela qu'il est possible de faire une révolution ?

MOYENS D'ACTION

Nous avons vu que le Comité d'Entreprise n'est pas un organisme revendicatif. Il ne peut donc émettre que des... vœux auquels les directeurs répondent en général par un non agrémenté d'images poétiques, ou encore laissent dormir au fond des tiroirs. Il peut évidemment mettre le personnel au courant de son activité, mais ce n'est pas une grande ressource, car la majorité des ouvriers ou des employés se désintéresse de la marche des C.E. Ceux-ci se contentent donc de gérer la cantine, d'organiser une colonie de vacances ou quelquefois une caravane de vacances avec le concours du C.L.A.I.P.A. Mais ce dernier cas est une exception.

***

Nous en avons terminé avec l'examen des pouvoirs et des possibilités des C.E. N'ayant aucun pouvoir réel, présidé par le directeur de l'entreprise, n'ayant pas de ressources suffisantes lui permettant de gérer les œuvres sociales comme il le conviendrait, ne pouvant aménager les centres de formation professionnelle d'une façon convenable, ne pouvant émettre que des suggestions, n'intéressant pas la majorité du prolétariat de ce pays, les C.E. ne sont pas une conquête de la classe ouvrière. De par leur structure, ils ne peuvent amener une gestion ouvrière de l'entreprise. Nouveau cheval de Troie, les Comités d'Entreprise doivent être rejetés par la classe ouvrière, comme entreprise de collaboration de classe et d'asservissement du prolétariat.

Contre les longues journées de travail

(*Suite de la première page.*)

C'est ce qui explique le succès relatif du réformisme qui donne l'illusion au travailleur que des textes légaux élaborés pour compenser l'infériorité initiale qu'il sait s'appesantir sur lui, peuvent jouer en sa faveur. C'est ce qui explique l'engouement pour les professions dites à statut, dans lesquelles, une fois pour toutes, l'exploité — car il reste exploité — se sent débarrassé de l'insécurité du lendemain.

C'est ce qui explique que le virus étatique s'insinue lentement, mais sûrement, dans l'esprit de ceux qui, pourtant, d'instinct, se tournaient contre la lourde machine dont ils pressentent inconsciemment qu'elle est un défi à la raison.

C'est pourquoi lorsqu'un travailleur de l'industrie privée a traîné toute sa vie de boîte en boîte, quand il est passé alternativement de périodes d'espoir à celles de désespoir, et que pour lui se pose la terrible responsabilité d'orienter ses enfants vers une profession, la hantise de voir ceux-ci refaire ce qui a été sa vie le conduit tout naturellement vers les solutions qui, dans son esprit, leur éviteront de revivre ses angoisses : l'entrée dans une administration. C'est ce qui explique que les nationalisations sont, en soi, parfaitement acceptées par une petite bourgeoisie décadente qui trouve là une possibilité d'éviter une totale prolétarisation, et au prolétariat désabusé lui-même qui perd, de ce fait, tout sens de classe, et partant, toute notion de la nécessité de la lutte et de son rôle historique.

La nation se dirige donc vers une pléthore de professions non spécifiquement productrices qui encombreront toujours plus l'économie et augmenteront sans cesse le coût spécifique de la production.

Cela suppose aussi un décalage de générations : il est un fait patent présentement que les métiers qui exigent une main-d'œuvre qualifiée volent celle-ci n'être généralement représentée que par des hommes à cheveux blancs, dont les capacités quantitatives deviennent moindres, alors que les générations nouvelles ne fournissent plus les forces actives nécessaires, les plus doués étant orientés vers les professions non productives.

Nous disions donc la nécessité d'intensifier la lutte contre les journées trop longues de travail. On voit par ce qui précède qu'il ne s'agit pas seulement en l'occurrence de défendre des intérêts égoïstes, mais tout simplement de faire œuvre strictement humaine et hautement morale et d'agir de telle sorte que l'action d'aujourd'hui évite les oppressions de demain.

Lutter contre les longues journées de travail, lutter pour la diminution du temps de présence sur les lieux de travail, ce n'est pas seulement un geste d'auto-défense, c'est bien mieux encore, c'est préparer un présent meilleur et, vraiment là, des lendemains qui chantent.

Cette revendication est la seule sur laquelle le capitalisme ou le régime étatiste ne peuvent avoir de prise. C'est la seule qui, en soi, ne comporte pas de démagogie, car elle est la seule qui ne peut tromper.

Les congrès de l'A.I.T. de 1925 et de 1928 avaient donc raison de réclamer la journée de six heures. Est-ce que nos camarades du Livre n'ont pas obtenu celle-ci depuis longtemps ? Et ne voyons-nous pas toujours qu'aussitôt qu'ils le peuvent le capitalisme et l'Etat dirigent toujours leurs coups contre la durée du temps de travail ? Cela indique bien là où le bât les blesse.

Tant que le syndicalisme n'aura pas pu constituer un organisme issu de lui-même, un Conseil National de Gestion, qui substituera son action à celle du gouvernement et éliminera celui-ci en supprimant les institutions étatiques et en prenant en mains la gestion du pays, la seule revendication vraiment positive, la seule action véritablement efficace sera la diminution du temps de travail.

Que tous s'imprègnent donc de cette nécessité et agissent pour le retour inconditionnel aux quarante heures et propagent le mot d'ordre des trente heures adopté par notre C.C.N. de janvier, de manière à intéresser tous les syndicalistes révolutionnaires, où qu'ils se trouvent, afin de battre le patronat et l'Etat sans possibilité de retour.

J. T.

OUI ! A LA PAIX
NON ! A LA GUERRE

(*Suite de la première page.*)

Il y a ici, matière à réflexion. Oui, l'Amérique est un pays démocratique exactement dans le même sens que les nations communément désignées sous le nom de « démocraties populaires ».

Il y a là-dedans un abus de mots flagrant et révoltant. Démocratie, qu'est-ce que cela veut dire ? Cela nous rappelle un conte, paru, il y a très longtemps, dans un journal radical, donc démocrate (2), où l'on en donnait cette définition : Cratie, vient de cratos, qui veut dire puissance, et démos... j'ai compris, dit un gosse, c'est la puissance des mots.

Qu'on ne vous reproche pas cette fantaisie en disant : ce n'est pas sérieux, en définitive c'est profondément vrai, la démocratie n'est autre chose que la puissance des mots.

Quand un objecteur de conscience tranquille et sûr de lui-même parce que certain d'avoir accompli un geste d'humaine fraternité est condamné pour ce geste, à un emprisonnement plus ou moins long, on lui inflige cette humiliation suprême ; celle de lui annoncer sa sentence : « Au nom du peuple français. »

Pendant l'occupation, de sinistre mémoire, les pauvres résistants coupables de croire au père Noël, à De Gaulle ou à Thorez, recevaient leurs douze balles : « Au nom du peuple français. »

Rappelez-vous, camarades, la grève des mineurs. On leur disait ; « Les mines étant nationalisées, vous faites la grève contre vous-mêmes ! »

C'est ça la démocratie. C'est l'asservissement du peuple au nom du peuple lui-même. Dans toute démocratie, qu'elle soit américaine ou populaire, le plus haillonneux, le plus crotté des exploités, a le droit de dire comme cet affreux tyran de Louis XIV : « L'Etat c'est moi. » Oui, l'Etat c'est toujours nous quand il s'agit de payer, mais pour participer aux bénéfices, l'Etat, c'est les autres.

On a presque honte d'être obligé de dire des choses aussi élémentaires, mais il y a tant de couillons qui ne comprennent pas. Et le plus affligeant, c'est qu'il se trouve des intellectuels notoires, parmi ces couillons :

Il s'est tenu dernièrement à Berlin, un Congrès « pour parler de la Liberté et de la Culture ainsi que des moyens à mettre en œuvre pour les protéger des contraintes matérielles et psychologiques des régimes totalitaires ».

Les lecteurs de notre journal connaissent plus ou moins Koestler, communiste repenti, auteur du « Zéro et l'Infini », de « Croisade sans croix », du « Yogi et le commissaire », etc. Cet homme possédant une expérience incontestable du totalitarisme russe, prétend qu'il n'y a pas d'alternative possible entre le oui et le non ; oui aux Américains et non aux Soviets.

C'est-à-dire oui à la peste et non au choléra. Il y a lieu de se demander si Koestler est dupe ou complice.

Dire qu'il suffirait, pour avoir la paix, de dire m..., aux uns et aux autres.

T.

(2) *Le Petit Méridional.*

Souscrivez pour « Le Combat Syndicaliste »

Sommes reçues à la date du 9 juillet 1950

Locale C.N.T. de Villefranche-de-Rouergue (liste no 1418) : 850 fr. — Locale C.N.T.E. de Bordeaux (liste 1036) : 600 fr. — Inter de l'Yonne : 127 fr. — Douklan Inter d'Alger : 1.000 fr. — Fédération locale C.N.T. M.L.E. de Colomb-Béchar (liste 1613) : 915 fr. — Locale C.N.T. de Lavelanet : 300 fr. — Locale C.N.T. d'Issy-les-Moulineaux (liste 1198) : 800 fr. — José (Paris) (liste 1217) : 1.050 fr. — Section du Bâtiment de Gèdre au Sarrat (liste 1461) : Gutierrez Auguste : 242 fr.; Sammartin Ramon : 200 fr.; Hernando Domingo, 250 fr.; Pring José, 250 fr.; Rosendo Serrarols : 100 fr. (total : 1.042 fr.). — Anonyme (Paris) : 500 fr. — Valentin Urbieta, Section du Bâtiment de Bagnères-de-Bigorre : 800 fr. — Locale C.N.T. de Decazeville : 1.050 fr. — Groupe des Amis de Sébastien Faure : 1.000 fr. — Transports, Paris : 350 fr. — Métaux, Paris : 630 fr. — Locale C.N.T. de Tarascon-sur-Rhône (liste 388) : 200 fr. — **Total de la présente liste : 11.214 francs.**

B.D.I.C

3428

LE COMBAT SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

24e année - Nlle série, N° 36 — 10 FRANCS — AOUT 1950

LE PATRONAT EST TOUJOURS LE MÊME

Nous sommes au siècle « atomique » nous ne le savons que trop, parce que nous l'entendons répéter à tout bout de champ, et surtout à cause d'une certaine menace suspendue au dessus de nos têtes depuis la destruction de Hiroshima et de Nagasaki.

La science moderne est sur le point, non seulement de produire, mais de diriger l'énergie nucléaire dans le sens qui lui plaira. Dans ces conditions, la production industrielle et la production agricole sont susceptibles de continuer à s'accroître dans des proportions fantastiques ; ceux qui comprennent ne trouveront rien d'exagéré dans cette affirmation.

L'Amérique, nous n'avons pas la prétention de le révéler à quiconque, est à la tête du progrès industriel et agricole ; dommage qu'en cette saison elle incline plutôt à construire des canons ou des tanks que des machines à laver ou des frigidaires.

Les Américains aiment renouveler leur mobilier le plus souvent possible; ils ignorent le reprisage du linge, surtout des chaussettes qui, chez eux, coûtent moins cher toutes neuves que raccomodées.

Mais la France, oh pardon ! Vous la connaissez un peu mieux que l'Amérique, n'est-ce pas ? On y conserve pieusement le mobilier vétuste du grand oncle ou du bisaïeul et l'on y pratique consciencieusement l'économie des bouts de chandelle. C'est une des plus vieilles et des plus solides traditions de notre pays. Harpagon est un personnage authentiquement français et il est inconcevable qu'il eut pu naître sur un autre sol que celui de France.

Reconnaissons que le Français a toujours aimé être bien vêtu et bien nourri, mais pour la plupart de nos concitoyens acheter un livre tous les mois, par exemple, c'est d'une prodigalité insensée.

Et que dire de notre outillage ? Dans beaucoup de boîtes du bâtiment et non des moindres, si vous avez des trous à percer, par exemple dans du béton aussi dur que vous voudrez, on vous donne des poinçons qui n'ont pas été rebattus depuis des mois. Résultat : un travail que vous pourriez effectuer en une heure, vous en prendra deux ou trois. C'est ce que l'on appelle dans le Midi le profit de dono Fréginalo. Avec des pingres pareils, allez donc réclamer un salaire qui vous permettra de satisfaire vos besoins les plus immédiats !

Les grandes centrales revendiquaient pour tous les travailleurs un salaire décent. Ils sont servis ; le salaire descend de plus en plus, tandis qu'en contre-partie le prix de la vie monte. Les répercussions de la guerre de Corée ne vont pas tarder à se faire sentir; les U.S.A. ont déjà envisagé de restreindre leurs exportations vers l'Europe. Le moment est vraiment bien choisi pour que « dame Conventions collectives », après un pénible

C.N.T.

(Suite en page 4.)

CLASSE CONTRE CLASSE

La Fédération des Travailleurs du Rail a dénoncé dans le dernier numéro du Combat Syndicaliste l'action répressive menée par la direction de la S.N.C.F. contre le personnel d'exécution.

Loin de diminuer, celle-ci s'amplifie chaque jour et tous les ingénieurs chefs d'arrondissements, serviteurs obéissants, effectuent sans défaillance, en véritables ennemis de classe qu'ils sont, leur sale travail d'asservissement.

De graves événements, de caractère national et international, se déroulent actuellement. En une période aussi délicate, il faut avoir le prolétariat bien en mains. Mater celui-ci est donc à l'ordre du jour.

La moindre peccadille est sanctionnée avec une sévérité sans précédent. Une sorte d'hystérie collective semble s'être emparée de nos dirigeants qui distribuent avec largesse : blâmes, retenues de primes, déplacements de services, de localités, tout cela sans aucune raison valable.

Lampistes, manœuvres, cantonniers, vous ne pouvez subir ces brimades plus longtemps sans réagir.

Cet état de choses doit cesser immédiatement !

Il faut barrer la route aux apprentis dictateurs !

Tous les agents de la base, sans distinction d'appartenance, ont le devoir d'intervenir énergiquement près de leurs organisations syndicales respectives, afin qu'elles fassent, une fois pour toutes, même par l'action directe si c'est nécessaire, respecter les droits des travailleurs.

Si les responsables syndicaux refusent de prendre position, il faut passer outre et mener avec nous le combat qui s'impose.

Il est indispensable tout d'abord de dire à ceux qui nous conduisent une fois de plus à la catastrophe, que nous combattrons de toutes nos forces n'importe quelle guerre déclenchée contre qui que ce soit.

Nous voulons la paix et rien d'autre !

Nous voulons que l'argent qui est gaspillé pour la fabrication des armements et l'entretien d'une armée qui ne se justifie nullement, soit utilisé pour nous attribuer des salaires décents.

Nous voulons l'application immédiate des quarante heures.

Nous voulons enfin l'élimination pure et simple de tous les pistonnés incapables qui sont à la tête de notre grand service public et le font sombrer par leur impéritie.

La Fédération des Travailleurs du Rail demande à tous les syndicalistes, qui ont conservé le sens des réalités, de lutter avec elle, par tous les moyens possibles, pour que s'établisse enfin une ère nouvelle où chacun pourra vivre décemment, du fruit de son labeur, dans la paix et la liberté.

Le Bureau Fédéral de la F.T.R.

A propos du préjugé favorable dont bénéficie l'U.R.S.S.

Juste au moment où nous écrivons cet article, la guerre de Corée n'a pas l'air de tourner à l'avantage des Américains, malgré la supériorité effroyable de leur aviation. On a l'impression en lisant les journaux d'un bord ou de l'autre, que les Américains, par des bombardements massifs et le plus souvent inutiles, tiennent avant tout à se venger des échecs qui leur ont été infligés par les troupes nordistes.

D'autre part, s'il est vrai, comme cela nous paraît très possible, que ce soit l'U.R.S.S. qui ait provoqué ce conflit, il ressort des informations les moins suspectes, que les trois quarts des Coréens du Sud sont de mèche avec leurs « ennemis » du Nord.

Ceci est parfaitement compréhensible quand on sait combien les démocraties occidentales aiment à régenter les peuples qu'elles ont l'intention de coloniser, par le truchement de fantoches incapables et mégalomanes dans le genre d'un Chang Kaï Chek, d'un Bao Daï ou d'un Shingman Rhee.

Le vrai problème pour les Coréens du Sud, comme pour ceux du Nord, surtout avec l'accroissement extrêmement rapide de leur population durant ces dernières années, c'était le problème agraire. C'est encore l'opinion à peu près unanime de tous les journaux du monde que la promulgation de la loi remettant les terres des grands féodaux aux mains des paysans coréens, valait aux nordistes un appoint équivalent à quatorze divisions. Cette constatation est apparue aux yeux de tous comme parfaitement logique. Ce n'est pas la mesure draconienne de Mac Arthur interdisant la culture des rizières pour lutter contre les francs-tireurs et autres irréguliers qui compensera ces quatorze divisions moralement acquises par les nordistes.

Staline et Truman, chacun appuyé par son entourage, cherchent depuis les accords de Yalta à se jouer des tours de coquin sans avoir l'air d'y toucher selon les meilleurs usages de la diplomatie et de la politique, mais le stalinisme a le vent en poupe parce que, à tort ou à raison, dans notre monde satanique, c'est la Russie qui, présentement, jouit du « préjugé favorable » que lui confèrent les peuples opprimés du monde entier. On peut sourire en pensant à cela, mais que cela ne plaise ou non, c'est ainsi.

Qu'on se rappelle l'immense prestige dont a joui la France auprès de ces mêmes peuples depuis la Révolution de 1789. Pendant la guerre de 1914, ainsi qu'au début de celle de 1939, des milliers d'étrangers se présentèrent pour combattre dans les rangs de l'armée française. En 1914, cette ressource fut largement exploi-

TRENCOSERP.

(Suite en page 4.)

Mettez-vous à jour

Avec ce numéro se termine, pour nombre de nos abonnés, la première période de leur abonnement trimestriel.

Nous leur demandons de faire diligence, car pour repartir en septembre il est nécessaire que soit reconstituée l'en-caisse que nous avions au début mai.

C'est à cette condition seulement que nous pourrons de nouveau reprendre le combat commencé en mai.

Nous voudrions dire aussi quelques mots à ceux qui peuvent prendre leurs vacances : qu'ils profitent de celles-ci pour faire connaître notre journal. Il n'est pas possible que là où ils vont, ils ne rencontrent pas quelqu'un susceptible d'être intéressé.

Enfin, nous insistons une fois de plus auprès de nos dépositaires pour qu'ils se mettent à jour.

Yvette RICHAUD.

MALTHUS RÉHABILITÉ !

par JEANNE HUMBERT

Lisant, par hasard, *France-Soir*, du jeudi 27 juillet, j'y ai cueilli, avec surprise, cette information parue dans la rubrique « Les Potins de la Commère » :

« NE MULTIPLIEZ PAS TROP », RECOMMANDE (MAINTENANT) L'EGLISE CATHOLIQUE

Le journal La Civilta Cattolica, *publié à Rome par la Compagnie de Jésus et qui est considéré comme l'un des nombreux organes officieux du Vatican, vient de publier un article absolument révolutionnaire dans les annales du monde chrétien.*

Cet article, signé du Révérend Père Angelo Brucculeri, constate tout simplement que les fils d'Adam sont, pour l'heure, en train de se multiplier d'une façon inquiétante et qu'il convient, pour les bons catholiques, de considérer la question avec attention.

« L'ordre biblique de « croître et de multiplier » ne doit pas faire oublier aux fidèles, souligne le R.P. Brucculeri, l'obligation d'observer une prudente discipline en ce qui concerne l'instinct de reproduction. »

Contre le danger d'un accroissement trop rapide du nombre des humains, le porte-parole (officieux) du Vatican exclut, comme « frauduleux », le contrôle artificiel des naissances et propose deux remèdes héroïques :

1° *La création de « colonies de vierges »;*

2° *L'abstinence dans le mariage.*

Le pape Pie XII lui-même, lors d'une récente entrevue avec des hommes de loi de plusieurs nations, a émis des idées se rapprochant assez de celles du R.P. Brucculeri.

Tiens ! Tiens ! Curieuse cette rencontre des modernes révérends Jésuites avec ce professeur anglais d'histoire et d'économie politique Thomas-Robert Malthus, qui écrivit des choses à peu près semblables en 1798, dans son *Essai sur le principe de population*. En effet, si Malthus ne préconisait pas la « création de colonies de vierges » pour appuyer sa loi de population, il prêchait bel et bien le *moral restreint*, soit la chasteté dans le mariage ! Et, c'est là, justement, que les néo-malthusiens diffèrent, sur ce point de doctrine, d'avec le savant anglais, en ce sens qu'ils n'accordent, eux, aucune valeur à la virginité, ni à la chasteté, qu'ils considèrent comme inutile sinon nuisible, en tout cas impraticable dans le mariage; et qu'ils admettent fort bien et recommandent même l'emploi des moyens propres à rendre l'amour infécond.

Le contrôle « artificiel » des naissances qui choque à tel point le porte-parole (officieux) du Vatican leur semble même insuffisant dans de nombreux cas où, seule, la stérilisation pure et simple devrait intervenir. Il est aisé de voir qu'à notre époque, où chaque jour nous apporte l'exemple d'enfants martyrisés par leurs pères ou mères, la reproduction humaine intensive rapporte. Plus on pond de lardons, plus on touche d'allocations ! Il n'est plus question là d'amour paternel, mais d'intérêt. Donc, R.P. Angelo Brucculeri, il manque à votre suggestion un paragraphe, et non des moindres, à soumettre à l'attention des « bons catholiques », à savoir : l'abrogation des encouragements scandaleux monnayés par les Etats et sués par les contribuables. Il est certain que ce troisième remède aurait du bon et forcerait à la... prudence les brutes prolifiques incontinentes et néfastes pour le bonheur des gens sains d'esprit et pour la paix des peuples.

Mais, telles qu'elles sont, les propositions du révérend Angelo (nom prédestiné), ne tomberaient-elles pas ici sous le coup de la loi féroce du 31 juillet 1920

C'EST VOUS LES VIEUX

Certains, qu'il nous est donné de rencontrer, ont coutume d'aller conter, ici et là, que les idées qui sont nôtres, que les méthodes que nous préconisons, ont vieilli et sont, maintenant, dépassées par les événements.

Il s'agit plus particulièrement de ceux qui se réclament du marxisme. Forts de ce qu'ils nomment pompeusement le socialisme scientifique, ils n'ont pour nous que condescendance, nous plaignant de la manière la plus certaine de notre inaptitude à comprendre les subtilités d'une pensée qu'ils estiment profonde.

Cependant, il reste que les idées que nous défendons sont celles qui sont nées après les leurs et qu'au moins selon l'ordre chronologique, c'est nous qui bénéficions de l'avantage de la jeunesse. Si certains doivent être taxés de sénilité, nous sommes, quant à nous, fixés sur qui cela peut retomber.

Le plus curieux de cette histoire c'est que si l'on va au fond des choses, l'on s'aperçoit que ces gens qui nous critiquent si fort ou qui s'en gaussent, avec quelque mépris, ne font jamais qu'assigner au socialisme un but qui n'est rien moins que le nôtre, question de vocabulaire mise à part.

Nous pouvons le dire bien haut, toutes les écoles socialistes affirment que le but du socialisme c'est la suppression des classes, c'est la disparition de l'Etat. Qu'on nous permette de citer Engels :

« Ainsi, l'Etat n'a pas existé de tout temps. Des sociétés s'en sont passées, qui n'avaient pas la moindre notion de l'Etat ni du pouvoir d'Etat. A un certain degré de son développement économique, impliquant nécessairement la scission de la société en classes, l'Etat devint, par suite de cette scission, une nécessité.

Jean THERSANT.

(Suite en page 2.)

LÈVE-TOI DONC, PROLÉTAIRE !

Nous nous excusons de remettre sous les yeux de nos camarades des extraits de la presse économique et financière. Nous pensons que ces extraits serviront nos responsables dans leur propagande et leur permettront de dire à leurs exploiteurs que leur situation n'est pas si mauvaise qu'ils le disent. Certains chiffres seront plus éloquents qu'une longue dissertation philosophique.

Pour les actions, les slogans ne sont pas trop mauvais. Nous avons pu lire dans *La Semaine économique*, le 9 juin 1950 : « Bonne tenue des métallurgiques »; le 16 juin 1950 : « ... métallurgiques en vedettes »; le 23 juin 1950 : « ... métallurgiques en hausse. »

Nous savons que tout cela fait partie des astuces de la finance pour attirer les pauvres gogos, que l'on appelle les épargnants, qui se privent pour jouer aux capitalistes et se faire croquer par les requins de la finance qui jouent et gagnent à la baisse comme à la hausse des actions.

Les chiffres que nous donnons sont plus élogieux. Nous demandons à nos camarades responsables de ces entreprises de les étudier et d'en tenir compte, pour demander à leur exploiteur d'améliorer leur niveau de vie.

Ces chiffres ont été publiés par *La Semaine Economique* des 9, 16, 30 juin 1950 :

Locomotives Batignolles-Châtillon : « ... le bénéfice de l'exercice 1949 se monte à 27.454.580 francs contre 6 millions 294.721 francs en 1948 (usine à Nantes). »

Française du Ferodo : Le bénéfice net de l'exercice 1949 s'établit à 50 millions 724.576 francs contre 42 millions 449.093 francs. Ces résultats s'entendent après affectation de 84 millions aux amortissements et de 142 millions aux provisions.

A l'Assemblée ordinaire qui doit se tenir dimanche, le Conseil des Etablissements Panhard-Levassor proposera, au titre de l'exercice clos le 30 septembre dernier, la répartition d'un dividende brut de 512 fr. 50 par action ancienne, *de 256 fr. 25 par action répartie gratuitement* (1) et de 210 fr. par action de numéraire émise en juillet 1949 (elles n'ont pas été longues à rapporter un dividende substantiel).

Le bénéfice net est de 48.882.736 fr. après 129.540.685 francs aux amortissements.

Ch. SALEMBIER.

(Suite en page 4.)

(1) C'est nous qui soulignons.

Feuilles au vent

Depuis de longues années, nous sommes abasourdis par des slogans débités à jet continu par les staliniens.

Les Caïn moscoutaires, sont des gens sans scrupule, des jésuites déguisés en prolétaires.

Connaisseurs émérites dans l'art de tromper leur prochain, ces gens n'hésitent jamais à se servir d'un événement même insignifiant, lequel avec un déconcertant cynisme, ils grossiront démesurément.

La « Marseillaise » du 6 juillet 1950, sous la signature de M. Marcel Andréani, secrétaire du Syndicat des Ports et Docks, publie, en caractères gras, l'article suivant : « La lutte contre la guerre. »

Entre autres niaiseries, Andréani écrit celle-ci : « A notre congrès national, tous les travailleurs des ports de France, ont été unanimes pour dire, que la lutte contre la guerre impérialiste était la préoccupation dominante de l'heure. Que nous devons mettre tout en œuvre pour faire reculer la guerre en intensifiant les signatures en faveur de l'Appel de Stockholm et en créant dans chaque chantier des Comités de défense de la paix, et instaurer dans notre pays un *gouvernement qui donnera à la classe ouvrière du travail, son indépendance et sa liberté.*

Cela est sans ambiguité, malheureusement, indigeste.

Pourquoi ? Parce qu'il faut préciser que les travailleurs des Ports et Docks, tout comme ceux de l'industrie, des champs et des mines, savent que

Luc BREGLIANO.

(Suite en page 2.)

B.D.I.C

C'est vous les vieux

(*Suite de la première page.*)

« Nous marchons maintenant à grands pas vers un développement de la production, tel que l'existence de ces classes a non seulement cessé d'être une nécessité, mais devient un obstacle à la production. Les classes disparaîtront aussi inéluctablement qu'elles sont apparues. Avec la disparition des classes, disparaîtra inéluctablement l'Etat. La société qui réorganisera la production sur la base de l'association libre et égale de tous les producteurs, reléguera la machine d'Etat à la place qui lui convient : au musée des antiquités, à côté du rouet ou de la hache de bronze. »

C'est clair, c'est net, c'est précis ; nulle équivoque n'est possible : tant que dure l'Etat, c'est qu'existent les classes et que le socialisme n'est point institué.

Et cependant, les marxistes continuent à nous accuser d'être des traîtres à la Révolution, parce que nous n'oublions jamais de porter les plus rudes coups contre l'institution de l'Etat.

Nous savons bien que selon eux, il faut distinguer entre l'Etat dit bourgeois et celui dit ouvrier, le premier ayant pour but de maintenir la division de la société en classes, le second devant, lui, travailler à la disparition de celles-ci. C'est-à-dire à sa propre disparition.

Et nous pouvons nous permettre de dire là, à notre tour, que s'il y a sénilité, c'est bien ici qu'elle s'avère : les marxistes n'ont pas été capables de discerner qu'il n'y a pas, à la vérité, de distinction à faire entre les classes dominantes et l'Etat.

Dire que l'Etat est l'instrument de domination d'une classe sur une autre, pouvait apparaître valable d'une manière dialectique, il y a un siècle, mais continuer d'enseigner cette apparence révèle une insuffisance intellectuelle annonciatrice du déclin de la théorique marxiste.

Dire que l'Etat est un instrument, et seulement cela, c'est n'avoir pas pénétré suffisamment la vie de ses rouages, le processus de leur formation, l'aboutissement de leur jeu.

Distinguer qu'il est un instrument, c'est s'autoriser à dire que celui-ci n'aura plus un jour à servir lorsqu'il sera devenu techniquement inutile. Tout cela est contenu dans la citation d'Engels ci-dessus. Et fort de cela Engels peut dire : « L'instrument joue contre nous aujourd'hui, parce que ce n'est pas nous qui le manions, mais qu'il nous soit donné de pouvoir nous en servir et nous l'utiliserons au mieux pour le devenir de l'humanité.

Vu sous cet angle le raisonnement paraît juste, mais il achoppe sur ceci que l'angle de vue est inexact.

La constitution de l'Etat dans la société est certainement un fait historique de classe, tellement de classe que l'on ne peut séparer l'un de l'autre : la société se divise en classes qui se superposent. Le fait Etat est la manifestation de cette superposition, de cette division. L'Etat n'est pas un instrument ; il n'est pas le marteau du forgeron, la truelle du maçon ou la charrue du laboureur, il est l'acteur lui-même.

Et cela n'apparaît jamais mieux que de nos jours, ce que la dialectique marxiste n'avait pas su prévoir.

Ne pas voir que sous la pression des événements, des lois économiques modernes, la société s'oriente vers un constant renforcement de l'Etat, c'est ne pas voir un aboutissement inéluctable d'une société mal construite, pleine de contradictions internes et qui ne peut surmonter celles-ci que par ce renforcement de l'Etat. Chacun des particularismes contradictoires ne voit la solution de ses propres problèmes qu'au travers de l'intervention de l'Etat et ne peut en fait le voir que de cette manière, une vision non-étatiste entraînant « ipso facto » la disparition dudit particularisme.

La seule conception qui puisse rester saine en « pensant » la disparition de l'Etat, c'est celle qui trouverait dans cette disparition un intérêt conforme à ses aspirations. Et ceci ne peut être le penser que de ceux qui sont au bas de l'échelle sociale, de ceux qui supportent le poids du parasitisme des autres.

C'est pour cela que la conception de l'antiétatisme est la seule qui soit en même temps et prolétarienne et révolutionnaire. Il en découle nécessairement que toute conception étatiste est strictement, d'une manière inconsciente ou non, contre-révolutionnaire.

L'exemple de la Russie et de ses satellites prouve que nous avons raison de refuser la notion instrumentale de l'Etat et de ne pas distinguer les classes dominantes de l'appareil d'Etat lui-même.

L'Etat est constitué par les classes dominantes et parasitaires ; les classes dominantes et parasitaires constituent l'Etat.

Nous pourrions nous appesantir longtemps sur les multiples aspects du problème, mais la place nous manque. Nous aurons d'ailleurs l'occasion d'y revenir.

Mais nous conclurons en reprenant l'idée de notre début qui était de nous élever contre cette ridicule prétention de ceux qui incapables d'argumenter, substituent à leur carence la sonorité de mots pleins de vacuité, si j'ose dire.

Nous aurons un jour l'occasion de démontrer qu'en ce qui concerne le passage de la période transitoire les syndicalistes ont beaucoup mieux à présenter que la ridicule, odieuse, paresseuse et VIEILLE notion de la dictature dite du prolétariat.

Feuilles au vent

(*Suite de la première page.*)

la guerre est un crime collectif, un terrain propice aux instincts refoulés des sadiques et des nécrophores et qu'ils sont évidemment solidaires pour lutter contre toutes les guerres, qu'elles soient impérialistes ou seulement nationalistes.

Cependant, les Caïn-Krétinof, clament à tout vent, le danger de la bombe atomique. Ils veulent aboutir à ce que la désintégration de l'atome soit mise hors la loi, qu'elle soit interdite ; après quoi, il sera toujours possible d'engager les peuples, dans de nouveaux conflits.

Ceci nous ramène à la « Patrie Humaine », journal pacifiste qui avant la « drôle de guerre » faisait miroiter, devant les foules ahuries, le spectacle de l'enfer dantesque qu'offrirait l'emploi des gaz.

Seulement voilà, la guerre eut lieu. Les principaux responsables des pays belligérants — y compris Staline, Hitler, Mussolini — s'entendirent à merveille et les gaz ne furent point employés. Mais, hélas ! des millions d'enfants, des femmes, des vieillards, d'hommes, furent ensevelis sous les décombres de la barbarie qui s'acharna impitoyablement sur l'Europe.

Malheureusement, les gaz, furent expérimentés au détriment des classes laborieuses. Désormais, il faut changer le champ des expériences et essayer de conclure celles-ci, au préjudice de la pègre qui pullule dans les palais dictatoriaux, royaux, princiers, présidentiels et papaux.

Quant à prétendre, comme le fait Andréani, qu'un gouvernement, puisse donner à la classe ouvrière, du travail, l'indépendance et la liberté, c'est ignorer totalement l'évolution des peuples, c'est affirmer que la terre est cubique.

En effet, la preuve est faite. Depuis qu'il existe des gouvernements, le peuple, lui, n'a jamais joui ni de la paix, ni de l'indépendance, encore bien moins de la liberté.

Dans les pays capitalistes, l'ouvrier est exploité, il est à la merci de son employeur, malgré ce, l'ouvrier peut quitter l'entreprise et essayer de trouver un autre emploi.

Il n'en est pas de même en U.R.S.S. Là, l'ouvrier est standardisé à outrance, le stakhanovisme sert de jauge, la psycho-technique est mise au service, non pas des travailleurs, mais de l'Etat, maître absolu.

Dans l'enfer de la dictature bolchevique, l'ouvrier, et ce au nom de l'Etat prolétarien, est enchaîné, rivé à l'usine à laquelle il est affecté. Impossible de s'en aller, dès qu'il franchit la porte, la misère, la déportation, la mort le guettent.

Notre Andréani - Caïn - Kretinof, n'ignore pas tout cela, il n'ignore pas que la C.G.T., serve du Parti communiste français (adieu l'internationalisme), à toujours trahi la classe ouvrière.

La preuve de ce qui précède, nous la trouvons dans les derniers mouvements de grève des dockers marseillais. Ceux-ci, après plusieurs semaines de grève déclenchée à la suite d'une spéculation politique, furent obligés de reprendre le travail dans des conditions désastreuses.

C'est ainsi que les deux huit furent supprimés, qu'on intensifia la mécanisation du port, que l'injustice mène la danse, que des éléments troubles, des jaunes, travaillent pendant soixante heures par semaine, alors que d'authentiques dockers sont acculés au chômage et doivent se contenter d'enregistrer l'arrivée et le départ des bateaux.

M. Andréani, veut-il nous dire qu'elle fut l'action de la C.G.T. à la suite du licenciement de certains dockers et des agents de maîtrise ? Qu'a-t-on fait pour empêcher une semblable entorse aux droits syndicaux ? Rien, rien, rien.

Ainsi, il est clair que la C.G.T. est une centrale syndicale au service d'un parti politique, que son rôle est néfaste aux intérêts du prolétariat.

La classe ouvrière doit déserter une centrale qui accumule les trahisons et les forfaitures.

Le prolétariat, éclairé par l'expérience des échecs répétés, se doit d'adhérer à la C.N.T. fédéraliste, antiétatiste, antipolitique.

Cette organisation, étant gérée par des ouvriers révolutionnaires, est au service intégral du prolétariat.

Aberration

Par le truchement des Assurances sociales qui aboutit à l'organisation pléthorique de la Sécurité sociale, les médiocrates qui prétendent gouverner depuis vingt ans, en négligeant le précepte essentiel qui est de prévoir, ont introduit dans le calcul des éléments du salaire vital, un facteur qui est à l'antipode de la simple justice.

Comment admettre la situation, dans un même atelier de deux compagnons, l'un célibataire (par force), l'autre père de cinq enfants (procréés trop souvent sans la moindre notion d'eugénisme). Pour un travail égal, le second se trouve avoir un salaire double de celui du premier ; notons que trop souvent ce salaire double est indépendant des normes de rendement.

Depuis que les femmes françaises, à l'inverse de leurs camarades d'Angleterre, consentent à vendre leurs enfants au berceau, de crainte qu'ils ne le fassent plus tard au Moloch, nous avons vu modifier l'état d'esprit de ces propriétaires pour qui les enfants étaient indésirables. Pourtant les taudis demeurent, qui permettent cette prolifération inconsciente qui alimente les sanatoria ou les maisons de redressement.

Certes des appels, non désintéressés, ont permis de voir en France un relèvement du taux de la natalité que les mères anglaises jugeaient inopportun en 1945. Mais outre le facteur belliqueux que cet accroissement développe, nous ne pouvons manquer de nous élever contre la disproportion observée sur le chapitre du budget se rapportant à la Sécurité sociale.

Pendant que les assurances maladies et les accidents du travail ont vu leur chiffre doubler entre 1947 et 1949, celui des prestations familiales est au coefficient trois.

Les enseignements des penseurs restent ignorés de nos gouvernants à la petite semaine, plus soucieux d'obéir à leurs maîtres occultes, que d'avoir une pensée personnelle.

Il nous faut leur rappeler que, dès 1939, Bergson constatait avec regret le danger du surpeuplement européen. Celui-ci qui entre pour une grande part dans le conflit de 1939-1945 faisait exprimer au grand philosophe « que dans les pays où la population abonde, des taxes plus ou moins lourdes pour chaque enfant en excédent au delà d'un certain chiffre étaient à préconiser » (1).

Des pays de l'Europe centrale, le surpeuplement risque de gagner notre pays où la prudence parentale n'est pas fort goûtée par les surpeupleurs, souvent impuissants ; il est temps de sonner l'alarme pour que la rationalisation du travail de l'homme soit complétée par la rationalisation de sa prolifération.

LALIME.

(1) *Les deux sources de la morale et de la religion* (p. 313).

UNE ÉTUDE DE NOTRE AMI GUILLIER

Notre camarade Guillier vient d'écrire une brochure :

LA REVOLUTION SALVATRICE

qui fera réfléchir tous ceux qui sont intéressés par la solution du problème social.

En vente à la librairie de la C.N.T.

DANS NOS RÉGIONS

La conférence Lapeyre à Pamiers

Devant un auditoire d'environ 300 personnes, Paul Lapeyre définit pendant plus d'une heure l'opposition qui existe entre le syndicalisme et les partis politiques. Tout au long de son exposé, l'orateur fait l'historique du syndicalisme de sa naissance jusqu'à nos jours.

Après avoir fait l'apogée de la centrale syndicale C.G.T. d'avant 1914, seule grande représentante des travailleurs ayant toujours suivi le droit chemin et apporté des bienfaits au monde ouvrier, grâce à sa structure uniquement syndicaliste et sa position d'indifférence certaine avec les partis politiques.

Mais survint la guerre. Que devait faire la C.G.T. devant ce fait ? Déclarer la grève générale ? Ce que d'ailleurs avait décidé Léon Jouhaux, alors secrétaire général de la C.G.T.

Mais le jour venu, on vit le secrétaire de cette centrale jouer le rôle de traître vis-à-vis des travailleurs, puisqu'il les invita à aller au combat lors d'un discours qu'il fit à l'occasion de l'assassinat de Jaurès.

L'orateur, poursuivant son exposé, en arrive à l'époque de 1935, où l'on vit Léon Jouhaux laisser pénétrer dans le sein de la C.G.T. les éléments de la C.G.T.U. qui, eux, étaient nettement communisants. C'est alors que la C.G.T. devint un instrument de propagande en faveur des menées staliniennes. Maintenant, chaque parti politique a son syndicat; à chaque nouvelle organisation politique, il y aura un nouveau syndicat.

En ce qui concerne la guerre coréenne, deux impérialismes s'affrontent pour se partager le monde, alors qu'il aurait été plus simple de laisser ce peuple s'organiser lui-même.

U.R.S.S. et U.S.A. maintiennent leur expansion impérialiste et capitaliste à seule fin d'empêcher l'évolution des peuples vers un but humanitaire. La situation est très grave, c'est incontestable. Deux forces sont en présence pour la seule ambition de quelques individus et pour mieux asservir les classes ouvrières au profit du capitalisme international.

Et l'orateur termine son exposé par un appel à l'union de tous les travailleurs dans un syndicat vraiment indépendant et non politisé, et les invite à rejoindre leurs camarades au sein de la C.N.T.

Malgré l'invitation faite aux responsables de tous les syndicats locaux, aucun n'est venu apporter la contradiction à notre camarade.

■

Réponse aux Confédérés

Notre Bureau syndical, réuni en assemblée générale, a tenu à bien étudier votre communiqué du 30 juin 1950 qui se réfère au prétendu plan revendicatif pour l'usine de Pamiers, et dans lequel vous sollicitez notre collaboration.

Par principe, nous entendons que l'étude d'un plan revendicatif soit la conséquence d'une assemblée ouvrière et non celle d'un bureau.

Nous ne pouvons pas accepter avec cordialité des offres de collaboration de la part de ceux qui se sont permis la liberté de nous injurier et calomnier en nous traitant de vendus aux patrons; manifestations qui ont été faites publiquement, sans le moindre scrupule, à la veille des élections.

Dans la possibilité d'une entente strictement syndicale, nous vous demandons de faire une rectification publique des paroles que vous avez prononcées envers la C.N.T.

Pamiers, le 22 juillet 1950.
Pour le Bureau syndical :
Louis COUSIN.

NOTRE MEETING DE ROUEN

Le dimanche 30 juillet 1950 s'est tenu un meeting à Rouen, dans lequel le camarade de la C.N.T. développa les buts de la Confédération Nationale du Travail.

Le camarade J. Sans Sicart, de la S.I.A., fit un exposé sur la situation espagnole, les buts de la C.N.T.E., qui sont les mêmes que les nôtres. Il parla des événements de Corée et dans un vibrant appel, il engagea les camarades présents à lutter plus que jamais pour la liberté et atteindre par la révolution sociale, la suppression du salariat et de l'Etat.

Il fut fait appel à la contradiction. Personne ne se présenta. Cependant les hurleurs C.G.T. l'avaient demandée au camarade responsable de la 12e U.R. pour expliquer leurs griefs sur la C.N.T.

On parle mieux sur un chantier de bouche à oreille pour dire des mensonges, mais on n'ose pas venir en public.

COMMUNIQUES

TRÉSORIER CONFÉDÉRAL

René Doussot, 9, avenue de la Porte-de-Clignancourt, Paris (18e). - C.C.P. 5046-35.

FEDERATION DES TRAVAILLLEURS DU RAIL

Permanence tous les jeudis, 39, rue de la Tour-d'Auvergne.
Trésoriere: Lavigne Roger, 1, rue des Venêts, Pontoise. C.C.P. 6701-99 Paris.

NOTE DE LA FEDERATION DU BATIMENT

Les syndicats de la Fédération du Bâtiment sont avisés que l'A.G. du 18 juin 1950 a confié le secrétariat de la Fédération au camarade Juhel. La correspondance fédérale doit donc lui être adressée dès ce jour. Rien n'est changé en ce qui concerne la trésorerie fédérale.

DEUXIEME REGION

NOUVEAU BUREAU

A l'issue du Congrès de la 2e U.R., un bureau provisoire a été formé.

Les camarades Fauchois et Maille assureront le secrétariat.

Le camarade Yvernel est le nouveau trésorier.

Prendre note que toute la correspondance concernant la 2e U.R. doit être directement adressée au Secrétariat de la 2e U.R., 39, rue de la Tour-d'Auvergne, Paris (9e).

Les trésoriers de syndicat doivent se mettre à jour sans retard en envoyant les fonds au C.C.P. 7243-69, Paris. Yvernel, 16, rue du Commerce, Paris (15e).

SYNDICAT DES EMPLOYES

Réunion du Bureau syndical, le mardi 5 septembre, à 18 h. 30, au siège : 39, rue de la Tour-d'Auvergne, Paris (9e).

Examen et étude de la propagande à faire fin automne.

SYNDICAT BOIS-AMEUBLEMENT

19, rue Faidherbe (Café la Source)

Les camarades sont avertis qu'il n'y aura pas de permanence pendant le mois d'août.

Elle reprendra le premier mercredi de septembre à l'heure et lieu habituels.

LE CONSEIL SYNDICAL.

6e U.R.

UNION LOCALE DES SYNDICATS DE TOULOUSE

Le secrétariat de l'Union Locale avise tous les camarades adhérents et sympathisants qu'ils peuvent venir se documenter à la Bibliothèque Confédérale de la Maison des Syndicats au cours Dillon.

Vous y trouverez tous les livres et journaux, avec la salle de lecture. Ouvert tous les jours de 19 heures à 23 heures, les samedis de 15 heures à 23 heures, dimanches de 10 heures à 23 heures.

Le meilleur moyen de faire connaître ce qu'est le véritable syndicalisme, c'est de diffuser la brochure :

LA CHARTE DU SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE

En vente à la librairie confédérale : 5 fr.

INTER-CORPORATIF-TOULOUSE

Les permanences fonctionnent tous les jours de 18 h. 45 à 19 h. 30 et le dimanche matin de 10 h. à 12 heures.

On s'abonne et on achète le « Combat Syndicaliste » à la permanence de même.

S.U.B. Toulouse

Assemblées générales mensuelles premier dimanche du mois. Permanence tous les jours de 18 h. 30 à 20 heures ; samedi de 16 à 19 heures ; dimanche de 9 à 12 heures. Les adhérents, sympathisants, peuvent retirer le C. S., Maison des Syndicats, cours Dillon.

Cuirs et Peaux Toulouse

Tous les jeudis de 18 à 19 h. 30. Dimanches de 10 à 12 heures. Cours Dillon.

U.L. Albi

Salvetat, 21, rue de la Rivière, Albi.

8e U.R.

Permanences à Bordeaux

Tous les soirs, de 16 à 19 h. 30, bureau 15, Vieille Bourse du Travail ; dimanche de 10 à 12 h. : Conseil juridique sur place.

Bibliothèque

Bibliothèque de prêts ouverte à tous, dimanche au siège. Il sera perçu 5 francs par livre et 2 francs par brochure, pour nouveaux achats.

Syndicat Unique des Métaux

Deuxième dimanche de chaque mois. Le C.S. sera à votre disposition sur place.

10e U.R.

SAINT-NAZAIRE

Dimanche, de 10 h. 30 à 11 h. 30, à Marijo, boulevard des Océanides, Pornichet. Le C. S. est à la disposition des diffuseurs dès le 10 du mois.

11e U.R.

Brest-Intercorporatif

Tous les samedis, de 9 h. à 11 h. 30, porte Fautras, face Lycée.

12e U.R.

APPEL AUX POSTIERS

Les camarades des P.T.T. de la région de Rouen, sympathisants à la C.N.T., sont invités à se mettre en relation avec Autie Maurice, P.T.T., Coutances (Manche).

Rouen

Premier dimanche de chaque mois, 63, rue des Bons-Enfants.

13e U.R.

Permanence et correspondance : DUHAMEL Octave, 19, rue Fouquet-Lelang, Marcq-en-Barœul (Nord).

Métaux, Inter., Textile

Tous les samedis de 18 à 20 heures, 13, rue du Molinel, Lille.

Roubaix

Tous les jours, 63, rue d'Avelghem.

QUINZIEME REGION

STRASBOURG

Le « Combat Syndicaliste » est en vente dans tous les kiosques de la ville.

S.U.B.-Strasbourg

Tous les dimanches, de 10 à 12 heures, 14, rue de la Krutenau, « A l'Etoile Rouge ». Ainsi que pour les autres industries.

Hayange

Tous les dimanches, à 16 h. 30, Café de l'Industrie, 108, rue du Maréchal Joffre.

BULLETIN D'ABONNEMENT

au « Combat Syndicaliste »

Je soussigné,
NOM .....
Prénoms .....
demeurant .....
.....
déclare souscrire un abonnement de (1) .....
au « Combat Syndicaliste ».

Le .....

SIGNATURE

Envoyez les sommes au C.C.P. PARIS 7497-93
Y. RICHAUD, 20, Rue Sainte-Marthe, PARIS-Xe

(1) 12 numéros : 110 fr. - 24 numéros : 215 fr. - 48 numéros : 420 fr.

B.D.I.C

Cinéma

CHARLIE CHAPLIN

Si, étant professeur vers l'an 2050, j'enseigne la préhistoire cinématographique, je crois qu'à l'égal des dramaturges tels que Molière ou Shakespeare, je placerais Charlie Chaplin.

Quel est le statisticien qui pourrait dire le nombre de stylos qu'a asséché Charlot, Charlie ou Carleto. Depuis que le personnage a été créé, tout a été écrit sur ce mime génial, sur cette figure universelle.

Appartenant à une troupe de minodrames, les directeurs de la Keystone l'engagent, en 1912, et le font travailler avec Mack Sennet. Hélas ! ses essais sont désastreux. Sans se décourager toutefois, il tourne une quarantaine de films où nous le voyons apparaître en gibus et moustaches à la gauloise. De film en film, petit à petit, il arrive à son personnage actuel.

Quittant la Compagnie Keystone, il tourne à l'Essenay quelques films, dont : « Charlot à la banque », où il rêve sur son balai ; « Charlot apprenti », « Charlot fait la noce », « Charlot s'évade », etc.

En 1916, c'est un acteur comique qui commence à être connu. Mais les Etats-Unis se mettent en guerre et il faut attendre 1919 pour qu'il ait sa vedette.

Entre 1920 et 1930, Charlie Chaplin s'affirme comme un très grand acteur et c'est « Le Kid » (1920) où Charlot plane dans les airs, « Les Oisifs » et « Jour de paye » (1921) où il échange sous la pluie sa canne contre un parapluie, rate son tramway et se cache dans une baignoire pleine d'eau..., « Le Pèlerin » (1922) où en satire blanche il est aussi beau que le Tartufe de Molière.

En 1923, Charlie Chaplin décide de travailler seul rompant ainsi avec l'épicerie cinématographique pour se livrer essentiellement à son art. Il produit alors « La Ruée vers l'or » (1924), « Le Cirque » (1927), « Les Lumières de la ville » (1930)...

Dans cette petite nomenclature modeste manquent « Charlot soldat » (1918) où on peut le voir lire par dessus l'épaule d'un de ses camarades une lettre adressée à ce dernier et qui rit, pleure, rêve, sourit, comme si la lettre était pour lui, où on le voit faire déboucher ses bouteilles par les balles ennemies ; « Les Temps modernes » (1935) où il se trouve passé au laminoir, écartelé sur une roue de machine ; « Une vie de chien » (1918) où traqué par la police il arrive à s'enfuir à la campagne ; « Charlot émigrant » où il est matraqué par les Cops juste sous l'œil de la statue de la liberté ; « Charlot au restaurant » et ses démêlés avec une pièce fausse. etc., etc.

Les films de Charlie Chaplin restent en notre souvenir comme un vers de Racine, une mesure de Mozart.

Et ses fins de films sont poignantes, souvenez-vous de la fin du « Pèlerin », où Charlot s'en va sur la frontière, un pied dans un pays, un pied dans l'autre, l'éternel paria. La fin des « Temps Modernes », où il part sur une route infinie délimitée par les poteaux télégraphiques.

Le rire est le propre de l'homme, dit Rabelais. Le rire qu'engendre les films de Chaplin sont des rires humains. Dans « La Ruée vers l'or », on rit de tout, de la neige, de la mort, du froid, de la faim. Mais lorsque Charlot aime, les rires s'éteignent. Le rêve passe, l'amour et son mystère interdisent l'hilarité. Poète des pauvres, certes, mais Charlot est aussi le poète de l'amour. Pensez au réveillon du même film où par la grâce de l'amour Chaplin fait exécuter un ballet fantastique à deux petits pains. N'est-ce pas beau ?

Des cinéastes n'ont voulu discerner dans le Charlot clochard qu'une démonstration du pauvre bougre qui ouvre son cœur à tout ce qui ne lui appartient pas. C'était trop simple.

Ce raté amusant, ce traqué qui nous fait pleurer de rire, ce cocasse sans arme contre l'adversité, c'est autre chose aussi. C'est l'homme, le pauvre homme, devant l'humanité inhumaine, l'homme innocent devant l'homme requin. Tout ce qui tient l'homme en esclavage lui est ennemi : les dictateurs, l'argent, la guerre, le machinisme.

C'était trop simple, c'était trop pratique de ne voir dans cet humble qu'un amuseur, un pitre, un pitre de génie soit, mais un pitre. Mais n'oubliez pas Grands de ce monde que la faiblesse est aussi une arme et que le rire a permis de châtier bien des hauts personnages. N'est-ce pas ? Molière !

Depuis l'avènement du parlant, les films de Charlie Chaplin se sont fait rares, pourquoi ?

Selon Bardèche, et Brasillach dans leur « Histoire du Cinéma », il s'agit tout simplement d'une « impuissance ».

par **Pierre DAVRON**

Le mot est monstrueux appliqué au génie de Charlot et l'on peut se demander si, au contraire, ce n'est pas le cinéma sonore qui au déclin du muet fut l'aveu d'une impuissance.

Winston Churchill, mais oui, a très bien compris le cas Charlot, voici ce qu'il écrit dans un article du « Sunday Chronicle » :

« L'essence du film n'est pas la parole. La source de sa grande et puissante action sur le public est dans le geste, ou, si vous préférez, dans la musique. Voilà où il faut chercher le secret du film. Or, l'immense majorité de tous ceux qui s'occupent à quelque titre que ce soit de l'art des images oublient ou ignorent cette vérité profonde. Charlot lui, a été et reste le seul peut-être qui l'ait comprise. Ceci une fois admis on se rend immédiatement compte de la résistance de Charlot contre le film sonore qui ne serait somme toute que la négation du septième art devenu une espèce d'ersatz du théâtre. »

Puisque le mot mime a été écrit, je voudrais vous citer un extrait d'une conférence faite par Jean-Louis Barrault, l'un des maîtres de l'école française de mime :

« La faculté d'adaptation de ce personnage (Charlot), est inouïe, cela tient à ce que le mime de Charlot est fondé sur une technique extraordinaire. Le mime de Charlot va de l'immobilité à la danse. Dans « Le Dictateur » Charlot regarde brûler sa maison. Nous le voyons de dos, il ne bouge absolument pas et il y a dans ce dos tous les éléments tragique d'une longue tirade. Chaplin atteint le comble du mime et de l'immobilité.

Mais il sait atteindre aussi la volupté corporelle qui fait que son jeu, parti d'un certain réalisme débouche sur la danse pure. Souvenez-vous de cette autre scène du « Dictateur », où Charlot reçoit sur la tête un coup de poêle à frire. Il exécute sur le bord du trottoir une danse que je défie n'importe quel danseur d'exécuter... Je voudrais vous faire cette remarque que toutes les attitudes de Charlot sont synthétisées dans son buste, que tous les mouvements rayonnent de ce centre vers toutes les parties de son corps à la fois. Si Charlot fait l'homme ivre, il ne joue pas à l'homme dont les jambes sont molles, il est saoûl de la tête aux pieds, comme un astre qui tourne.. Là, où tout autre eût gesticulé deux minutes, Charlot s'exprime en quinze secondes. Il est pour nos acteurs un exemple d'économie... »

Voici un jugement qui viendrait consolider l'opinion de Winston Churchill, mais écoutons plutôt ce que disait en 1932 le grand comique Harold Lloyd, ami de Charlie Chaplin :

« Charlot restera muet, même si tout le monde commençait à parler autour de lui. D'abord, c'est un taciturne, même dans la vie privée ; le personnage légendaire qu'il a créé sur l'écran résume, par son style et par ses effets, toute la valeur du film muet, j'ajoute qu'un artiste aussi exceptionnel que mon ami Charlie, incontestablement le plus saisissant génie de l'écran, doit rester fidèle à lui-même. »

Mais Harold Lloyd donne une autre explication du silence de Charlot : « Il estime que son accent cent pour cent anglais serait ridicule dans la bouche du pauvre bougre qu'il incarne. Il a raison. D'après certaines lois du goût, un anglais tellement pur ne peut être propre qu'à des héros « nobles » : jeunes premiers, savants ou grands financiers. »

L'on a aussi dit que si Charlot était photogénique, sa voix, par contre, n'était pas photogénique. Winston Churchill s'élève du reste contre cette affirmation.

Depuis, Charlot a parlé, mais dans « Le Dictateur » où il a abandonné son rôle classique de vagabond.

Ce dernier film, qui date de 1940, est plus un film à tendances politiques que ses autres créations.

Doit-on voir dans « Le Dictateur » une vengeance personnelle de Charlie Chaplin dont un portrait gigantesque surmontait l'entrée d'une exposition antijuive de Berlin en 1938. C'est possible. Quoiqu'il en soit, nous ne sommes pas près d'oublier la scène du « rasage », en musique et celle où le Dictateur jongle longuement avec une mappemonde avant que celle-ci ne lui éclate dans la figure.

Depuis 1940 Charlie Chaplin s'est tu et, fait malheureusement courant à notre époque, son génie n'a pas échappé aux plus violentes attaques : mais comme les imbéciles ne peuvent atteindre Charlot sur sa montagne, ils s'en prennent une nouvelle fois à la vie privée de Charlie Chaplin.

Le dernier film de Charlie Chaplin qui nous a été donné de voir est son cocasse « Monsieur Verdoux », qui date de 1946. Dans ce film, Charlot a complètement abandonné le personnage du gueux pour incarner un Landru cynique.

La fin est surtout admirable. Verdoux fustige le tribunal en ces termes :

« Le crime ne paye pas dites-vous. Allons donc ! S'il s'agit d'une dizaine de crimes, évidemment non, mais des milliers, mais des millions ! Tuer avec un couteau ou un revolver, pouah ! Mais avec des canons et des mitrailleuses, quel bienfait pour l'humanité ! Faire disparaître ses victimes dans une cuisinière, montre peu de respect pour les morts, mais les mettre vivantes dans un four crématoire, cela part d'un raisonnement hygiénique. »

Et pour la première fois, Charlot mourra.

Nous pouvons penser que Charlot nous donnera d'autres raisons d'espérer en le genre humain, avec des films où il redeviendra lui-même, ce lunaire frondeur qui arrive à se jouer de toutes les autocraties existantes.

Souhaitons que nous verrons bientôt réapparaître sur nos écrans la silhouette légendaire de l'homme au melon, à la badine et aux souliers éculés.

Le rassemblement des ajistes du C.L.A.J.P.A. à Poitiers

Le Rassemblement National du Centre Laïque des Auberges de la Jeunesse et du Plein Air vient de terminer ses travaux. Réunis pendant près d'une semaine au Centre Educatif de Romagne, près de Poitiers, les délégués, venus de toutes les régions françaises, avaient à étudier les problèmes qui se posent à leur mouvement.

L'ajisme n'est pas un phénomène particulier. Intimement lié à la vie sociale, il en subit toutes les fluctuations. C'est pourquoi étudier la vie du C.L.A.J.P.A. et ses activités, déterminer son orientation face à la « Fédération Nationale des Auberges de la Jeunesse » conduit à analyser le malaise profond de la jeunesse et ce qui en est la raison primordiale : les désillusions de la classe ouvrière, les menaces d'une nouvelle guerre.

Le président du C.L.A.J.P.A, n'a pas manqué de le faire dans son introduction au débat sur l'orientation. Il a su habilement retracer l'évolution de la conjoncture sociale qui, favorisant en 1945 le raidissement de l'ajisme sur des principes révolutionnaires (Mouvement Laïque des Auberges de Jeunesse) l'a conduit à préconiser la création du C.L.A.J.P.A. avec la participation des organisations syndicales dont la C.N.T., enfin à poser le problème « Fédération ».

La discussion animée, passionnée même par instants, reflétait les craintes, mais aussi la volonté des ajistes.

Le C.L.A.J.P.A. est partagé actuellement en deux grands courants.

Le premier préconise l'entrée à la « Fédération Nationale des Auberges de Jeunesse » que les militants du C.L.A.J.P.A. viennent de constituer, mandaté par un congrès extraordinaire tenu récemment à Puteaux.

Cette « Fédération » qui doit être dans l'avenir la seule organisation d'auberges subventionnée, doit, dans l'esprit de ses créateurs, être laïque de façon à rassembler les ajistes sans distinction d'opinion religieuse ou philosophique, démocratique, c'est-à-dire permettant une libre détermination des activités ou de l'orientation par les jeunes eux-mêmes et laisser aux ajistes la gestion de leurs auberges, le rôle de l'Etat étant limité au contrôle de l'utilisation des subventions. La Fédération poursuivra les buts éducatifs de l'ajsme; l'indépendance vis-à-vis des partis, des confessions ou de l'Etat sera le résultat de la volonté même des adhérents largement majoritaires à tous les échelons.

L'autre courant s'affirme résolument contre la Fédération. Les camarades représentant cette position, redoutent la main-mise de l'état sur l'ajisme et se déclarent pour un retour au M.L.A.J., forme d'organisation la plus avancée socialement que l'ajisme ait connue.

Ils sont partisans d'une indépendance totale, absolue, même au risque de ne plus recevoir la moindre subvention pour le fonctionnement et l'aménagement des auberges et surtout de voir les organisations stalino-cléricales s'entendre avec l'Etat sur une Fédération antilaïque, antidémocratique, qui s'assurerait ainsi le monopole des A.J. en France.

Le débat n'a pas été clos à Romagne et c'est dans un congrès seul que la question sera tranchée.

En dehors de ce problème, le plus important de tous, les ajistes ont passé en revue les activités principales de leur mouvement.

Signalons un échange de vue particulièrement intéressant sur la gestion directe des installations (Auberges et Relais) par les ajistes et surtout sur le mode d'organisation le plus apte à solidariser toutes les installations en procédant en quelque sorte à une socialisation.

Les activités internationales furent également étudiées et il est hors de doute que le rayonnement de l'ajisme s'étend au delà des frontières, permettant ainsi des confrontations profitables à tous.

Mentionnons enfin l'étude de l'activité Caravanes et Républiques d'adolescents qui marque bien le souci constant des militants du C.L.A.J.P.A. d'apporter des solutions originales et attrayantes au problème des loisirs sains de tous les jeunes.

Ce rassemblement a suscité le plus grand intérêt de la part de tous ses participants et nous ne doutons pas qu'il ne favorise la tenue de la prochaine assemblée générale du mouvement, dont les décisions seront d'une importance capitale pour l'évolution de l'ajisme.

Pierre-François VEZON.

Les Livres

Maurice Druon

"La chute des corps"

M. Maurice Druon a obtenu l'année dernière le prix Goncourt pour les « Grandes Familles » dont la « Chute des Corps » forme la suite. M. Maurice Druon nous a d'ailleurs fait savoir que son œuvre maîtresse serait publiée en trois volumes sous le titre général « La Fin des Hommes ». C'est donc une suite à la colère que nous a procuré ce livre qu'il nous promet.

Nous ne savons pas qui est Maurice Druon. Ce n'est que par ses deux derniers volumes que nous avons pu nous faire une opinion, imparfaite sans doute, sur l'auteur. Nous devons

par Louis **VERDOUX**

avouer que nous n'avons pas eu le courage de lire les œuvres précédentes de ce monsieur couronné. Il doit être un fils spirituel de la fraction appelée « bourgeoisie éclairée » dénonçant les tares de la bourgeoisie, non pour la condamner, mais pour essayer de la régénérer.

Si le sujet traité n'était pas très neuf, il pouvait néanmoins servir de base à une grande œuvre. Certains ont comparé Druon à Balzac. Soit ! Disons tout de suite que nous considérons la « Fin des Hommes » comme du sous-Balzac.

M. Druon a entrepris de nous peindre la société bourgeoise à la fin de la première guerre mondiale jusqu'aux années 34-35. Il s'est attaché plus particulièrement aux milieux de la finance internationale, du parlement, du théâtre et de la noblesse provinciale, en négligeant systématiquement tous les événements appartenant à l'histoire ouvrière.

Si l'on nous parle de la crise économique de 1929, c'est uniquement sous l'angle des faillites bancaires ou industrielles. Pas un mot sur les grèves, le chômage, ou sur la misère ouvrière. Cela a tellement peu d'importance pour un « bourgeois éclairé » qu'il n'est même pas nécessaire d'y faire la moindre allusion, même discrète.

L'œuvre gravite autour de la famille Schoulder, famille de banquiers. Le père, le baron Noël Schoulder est le héros principal des deux premiers volumes. Reconnaissons que plusieurs scènes sont empruntées au meilleur réalisme. Noël Schoulder, chef de la famille, organise un krach en Bourse afin de démontrer à son jeune fils François — qui manifeste une volonté d'indépendance incompatible avec l'autorité paternelle — qu'il ne doit rester que l'ombre de son père tant que celui-ci vivra. La simulation a parfaitement réussi. Affolé, François, croyant avoir perdu sa fortune, se suicide, laissant une jeune femme qu'il adore et deux enfants charmants.

Dans un autre chapitre, nous voyons Olivier Meignerais, soupirant chaste et discret de la comtesse de La Monnerie, alliée à la famille Schoulder, épouser pour étouffer un scandale, la nièce Isabelle, enceinte d'un jeune protégé du banquier Schoulder, Simon Lachaume. Après un réveil inattendu de virilité, Meignerais est épuisé en quelques semaines par sa jeune femme de trente-cinq ans plus jeune. Il trépasse sur elle, dans un dernier vomissement de sang. Cette scène très érotique, sera certainement goûtée par les amateurs.

La figure la plus attachante, je n'ai pas dit la plus sympathique, est sans aucun doute, celle de Simon Lachaume, jeune politicien ambitieux. Après avoir abandonné son premier protecteur, lorsque sa fortune parut chancelante, il devient l'homme du banquier Schoulder. Au parlement, il défend les intérêts du banquier. Pour le remercier Schoulder lui confie la direction politique de son journal. Quelques années après Lachaume causera la ruine du banquier et de ses premiers soutiens. Il fera tomber son premier ministère en dévoilant un scandale qu'il aura contribué à monter. Responsable de la mort de sa mère, il dira pour libérer sa conscience (?) « C'était elle ou moi ». Cette phrase deviendra sa devise, car il la répétera chaque fois qu'il aura à terrasser un de ses amis. Après avoir renversé le Ministère, et du même coup ruiné Schoulder, il aura son premier portefeuille. C'est la première marche d'un escalier qui le conduira... où le troisième volume nous l'apprendra.

■

M. Druon a passé à côté de l' « œuvre ». Ce qui aurait pu devenir un magnifique réquisitoire n'est qu'un pamphlet à l'eau de rose. Il aurait pu nous donner pour la période d'après-guerre une œuvre comparable à celle que Roger Martin du Gard avec son épopée des « Thibault » nous a donné pour la période d'avant la première guerre mondiale.

Pour réussir, il ne lui manquait que deux choses : un sens de classe et... du génie !

En définitive, un livre du quatrième rayon dont certains passages feront rougir les joues de quelques vieux messieurs !... à moins qu'il ne trouble les rêves de quelques adolescents imberbes.

A L'ATTENTION DE TOUS

A PROPOS DU RASSEMBLEMENT AJISTE DE POITIERS

La C.A. fait connaître à tous ceux que la question intéresse que lors du dernier rassemblement ajiste de Poitiers, personne n'était mandaté pour parler en son nom.

En conséquence, toute prise de position qui aurait été faite ne l'aurait été que d'une manière abusive.

LIBRAIRIE

LIVRES

Pierre Besnard. — L'Ethique du Syndicalisme, 75 fr. (120) ; La Paix, 100 fr. (145) ; Les Syndicats Ouvriers et la Révolution Sociale, 200 fr. (260) ; Le Monde Nouveau, 140 fr. (185).
Aurèle Patorni — La Débâcle de l'Elite, 150 fr. (195).
Gaston Leval. — L'Indispensable Révolution, 100 fr. (145).
Gabriel Giraud. — Paul Robin, 150 fr. (195).
Jeanne Humbert. — Sébastien Faure, 180 fr. (225).
Fernand Planche. — Kropotkine, 210 fr. (255) ; Durolle, 150 fr. (195) ; Louise Michel, 150 fr. (195).
Louis Lecoin. — De Prison en Prison, 160 fr. (205).
Voline. — La Révolution inconnue, 350 fr. (440).
Louis Buchner. — Force et Matière, 270 fr. (330).
Victor Méric. — Coulisses et Tréteaux, 75 fr. (120).
Charles Malato. — Les Joyeusetés de l'Exil, 100 fr. (160).
Ernest Haechel. — Histoire de la Création, 400 fr. (490).
W.S. Wallino. — Le Mouvement Ouvrier et la Démocratie aux Etats-Unis, 200 fr. (290).
Nestor Blanc. — Joyeux, fait ton fourbi, 255 fr. (320).
Fernand Pelloutier. — Histoire des Bourses du Travail, 260 fr. (305).
Louis Tenars. — Le Sauveur, 100 fr. (145).
Maurice Hallé. — Par la Grande Route et les Chemins Creux, 150 fr. (195).
B. Malon. — Précis du Socialisme, 175 fr. (235).
Jules Valles. — L'Insurgé, 125 fr. (170) ; Le Bachelier, 125 fr. (170) ; L'Enfant, 125 fr. (170).
Bakounine. — La Révolution Sociale ou la Dictature Militaire, 180 fr. (225).
Sébastien Faure. — La Véritable Révolution Sociale, 60 fr. (90) ; L'Imposture religieuse, 230 fr. (275).
Jacques Renne. — Syndicalisme Français, 200 fr. (245).
Maurice Ceyrat. — La Trahison permanente du P.C., 100 fr. (145).
Alexandre Marc. — Avènement de la France ouvrière, 210 fr. (270).
Emile Hureau. — Les Jésuites, la Classe ouvrière et la Révolution, 70 fr. (115).

BROCHURES

Gaston Leval. — Le Communisme, 40 fr. (50) ; L'Anarchisme et l'Abondancisme, 10 fr.
G. Berneri. — La Société sans Etat, 20 fr.
L. Barbedette. — Pour la Justice économique, 10 fr.
Ernestan. — La Fin de la Guerre, 5 fr.
Sébastien Faure. — Sacco et Vanzetti, 5 fr. ; Les Douze Preuves de l'inexistence de Dieu, 10 fr. ; Les Crimes de Dieu, 20 fr. ; La Fausse Rédemption, 10 fr.
P. Comont. — L'Architecture, 20 fr.
A. Guillier. — La Révolution salvatrice, 15 fr.
P. Camus. — Le Syndicalisme et le Problème paysan, 20 fr.
G. Yvetot. — ABC du Syndicalisme, 15 fr.
E. Rothen. — La Politique et les Politiciens, 20 fr.
P. Monatte. — Où va la C.G.T., 10 fr.
Pierre Besnard. — Le Problème des Salaires, 6 fr.
Edouard Rotot. — Le Syndicalisme et l'Etat, 12 fr.
Lashortes. — Qu'est-ce que le Prolétariat, 10 fr.
Louise Michel. — Prise de Possession, 15 fr.
Aristide Lapeyre. — Le Problème espagnol, 15 fr.
Les Anarchistes et l'Activité Syndicale, 15 fr.
La Bulgarie, nouvelle Espagne, 25 fr.
Les Bulgares parlent au Monde, 50 fr.
Le Syndicalisme et la Guerre, 5 fr.

REVUES

Mains et Cerveau, 40 fr.
Etudes Anarchistes, 40 fr.
Défense de l'Homme, 40 fr.

EXPÉDITION

Pour les livres, les prix entre parenthèses sont les prix franco.
Pour les brochures joindre 10 francs à chaque.
Pour les recommandés joindre 40 francs par colis, en plus.
C.C. Postal de la Librairie : Paris C.C. 7.473-08, M. Marcheti Robert, 1, rue Dulaure, Paris (20e).

SERVICE DE LIBRAIRIE

Le service de librairie demande aux camarades qui font une commande de livres de bien vouloir envoyer le montant d'avance et de bien vouloir envoyer la correspondance au camarade Oudin, sauf en ce qui concerne le C.C.P. qui doit être adressé au camarade Marcheti.

Le libraire :
OUDIN.

CNT
Le Directeur-Gérant :
DOUILLET François
Imp. Spéc. du Combat Syndicaliste

B.D.I.C

Le congrès de la S.A.C. section suédoise de l'A.I.T.

L'Organisation Centrale des Travailleurs Suédois (S.A.C.), section suédoise de l'A.I.T., vient de tenir le Congrès de son quarantième anniversaire, du 23 juin au 1er juillet.

Rappelons que la S.A.C., fondée en 1910, a régulièrement développé depuis ce temps son action en Suède, où elle représente le syndicalisme révolutionnaire ; elle a adhéré à l'A.I.T. dès sa fondation et en a été jusqu'à ce jour le plus ferme soutien.

Nous extrayons du « Bulletin de l'A.I.T. », les renseignements suivants. Le Congrès du Jubilé a revêtu une importance exceptionnelle, autant pour la S.A.C. que pour la propagande et l'affirmation du syndicalisme révolutionnaire dans le pays. Des représentants des organisations suédoises les plus puissantes (à l'exception, bien entendu, des partis politiques et syndicaliste réformiste), assistèrent à l'ouverture du Congrès et prononcèrent des discours de salutations ; citons parmi ces organismes la Fédération Coopérative (K.F.), l'Association de Culture ouvrière (A.F.B.), trois grandes organisations antialcooliques, trois organisations pacifiques, la Fédération des Ecrivains Suédois, la Fédération d'Education Sexuelle, les Espérantistes Ouvriers, qui groupent la plus grande partie de la population. La séance d'ouverture eut lieu en présence d'un grand public.

Cent-dix délégués participaient au Congrès, représentant 303 fédérations locales. Le Congrès discuta de questions d'ordre interne, de questions de principe, d'intérêt général et international. Il réaffirma son attachement aux principes de l'A.I.T. et adopta deux déclarations importantes, l'une de solidarité pour les sections de l'A.I.T., les victimes des dictatures avant tout, l'autre sur la question de la Paix.

La première est ainsi formulée :

Aux Sections de l'A.I.T. — Aux Victimes des Dictatures !

« La S.A.C., réunie à son 13e Congrès, envoie une salutation fraternelle à tous les camarades du monde entier. Nous pensons, en premier lieu, à nos camarades dans les camps de concentration bulgares qui vivent sous la dictature communiste et aux militants d'Espagne qui en dépit des persécutions sanglantes continuent leur lutte héroïque contre le régime du bourreau Franco. Nous envoyons aussi notre salutation aux amis et camarades en Amérique latine où la réaction fasciste d'une façon brutale et systématique essaie d'écraser toute liberté et tous les progrès sociaux, surtout les représentants des ouvriers organisés dans les sections de l'A.I.T.

« Le Congrès, qui réaffirme les principes de l'A.I.T., assure les camarades dans tous les pays de sa solidarité inébranlable et de sa volonté de continuer la lutte commune pour la libération de l'humanité de toute forme de domination d'Etat et d'exploitation capitaliste. »

Seconde résolution :

Rassemblement pour la Paix.

« La guerre qui sévit en Corée peut se transformer en 3e guerre mondiale. En tout cas, les luttes qui se développent en Extrême-Orient sont un symptôme sérieux qui démontre que l'humanité dans tous les pays vit dans un état précaire et que toute la terre est un volcan qui peut produire une éruption à chaque moment. La situation est terrible, non seulement pour la paix elle-même, mais aussi parce que toute activité pour la paix et l'idée même de la paix sont en danger

par

RENÉE LAMBERET

immédiat. Dans la sphère du totalitarisme, tout activité pour la paix est interdite aujourd'hui. Toute manifestation de pacifisme de la part des populations y est supprimé par la violence brutale ; c'est-à-dire que l'activité pour la paix est interdite chez un tiers de la population de la terre ; à eux seuls les régimes russe et chinois enchaînent 800 millions d'hommes à l'appareil de la guerre totalitaire.

« Partout où l'Etat est arrivé à la perfection totalitaire, l'impérialisme militariste acquiert sa forme la plus parfaite aussi. Le totalitarisme bolchevique ne se limite pas à l'action agressive, mais il assassine systématiquement aussi l'idée même de la paix. Les événements de la Corée en sont une nouvelle preuve. Le 7 juin l'agence Tass publia un câble de Pchenian pour communiquer que la Corée du Nord avait pris la résolution d'appliquer des « mesures pratiques » pour étendre le contrôle sur la Corée toute entière. Le 8 juin, un soi-disant « front unique », publia un apppel adressé au peuple coréen selon lequel un meeting ds partisans du Front unique des deux parties de la Corée devrait avoir lieu des partisans du Front unique des deux territoires du 15 au 17 juin, « un meeting duquel un certain nombre de personnes et aussi la Commission de Corée des Nations Unies seraient exclues ». Le 15 août, on célébrait « la journée de la Libération » à Séoul.

« Tout le plan de la campagne était ici déjà indiqué dans les paroles de l'agence russe : la guerre d'agression était décidée et tous ses détails bien élaborés. Puis nous avons vu comment la guerre a été commencée, et il nous reste seulement à constater que tout cela se fait au nom de la paix. Une bande militariste a obligé toute la population de la Corée du Nord à signer le soi-disant Appel de Stockholm, déclaration purement bolchevique ; les soldats sont appelés des partisans de la paix et la guerre d'agression à l'aide de chars motorisés, d'aviation et de troupes régulières s'appelle « l'unification pacifique de la patrie ».

« Cette situation créée par les méthodes des dictatures agressives a produit une crise dans tout le mouvement pour la paix dans les pays démocratiques. Les peuples se montrent de plus en plus partisans de mesures militaires défensives, dirigées contre le totalitarisme agressif, les amis de la paix se taisent, désorientés, et le travail pour la paix est en partie négligé. De la part des démocraties, c'est seulement la voix des gouvernements et des militaires qu'on entend à présent. Dans cette situation, les bolcheviques et leurs agents interviennent avec leur campagne de « paix » hypocrite, récoltant leurs fruits chez les pacifistes sincères. Les bolcheviques organisent des guerres d'agression et en même temps frappent à toutes les portes dans les pays démocratiques pour demander des signatures à leur « appel de paix ». La guerre sévit, la menace d'une guerre mondiale est un fait, et seuls les provocateurs de la guerre parlent de la paix et du travail pour la paix. Il faut en finir avec cette situation. Les peuples des pays libres doivent enfin faire entendre leur voix ! Il faut maintenant créer un mouvement de paix des peuples libres, un mouvement qui, en dehors des gouvernements et indépendant de ceux-ci, lève sa voix au nom de l'Occident. C'est le devoir de tous les vrais amis de la paix et de tous les peuples d'accuser franchement les agents de guerre masqués, représentants du totalitarisme.

« Ce mouvement de paix pourra s'adresser directement aux régimes totalitaires de l'Orient pour déclarer : les peuples de l'Occident veulent la paix et la garantissent au cas où l'Orient en finit avec l'agression. En outre, il faut intensifier le travail pour la paix en général : il faut attaquer la malédiction du nationalisme, du militarisme et de la guerre en général avec plus d'intensité qu'auparavant. L'idée de la paix est déshonorée si nous l'abandonnons à ceux qui appellent la dictature démocratie, l'oppression liberté et la guerre paix.

« Le 13e Congrès de la S.A.C. déclare :

« Que les syndicalistes dans la mesure de leurs possibilités appuieront le travail positif pour la cause de la paix.

« Qu'ils continueront leur activité pour démasquer ceux qui déshonorent l'idée de la paix.

« Qu'ils élargiront sur la base de la liberté, leur activité pour la paix et la fraternisation des peuples.

« Le Congrès manifeste sa sympathie pour toutes les initiatives qui tendent à fortifier et développer le mouvement de paix des peuples libres. Les syndicalistes réunis en Congrès affirment leur volonté ferme de collaborer avec tous les pacifistes sincères pour démasquer les provocateurs de guerre sous le masque pacifiste et pour donner expression à la volonté de paix des peuples démocratiques. Mais nous voulons une paix dans la liberté, et non celle de la soumission. »

LE COMBAT SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA Confédération Nationale du Travail

Section Française de l'Association Internationale des Travailleurs

RÉDACTION-ADMINISTRATION : 39, rue de la Tour-d'Auvergne - PARIS (9e)

Paraît tous les Vendredis

LA COPIE DOIT ARRIVER LE SAMEDI AU PLUS TARD

Abonnements : 1 an (48 numéros) 420 fr.
Six mois : 215 frs - Trois mois : 110 frs
Changements d'Adresse : 20 francs
C. C. P. : Y. RICHAUD PARIS 7497-93
20, RUE SAINTE-MARTHE, PARIS-Xe

PEUPLE, comprendras-tu enfin ?

Lors de la grève du barrage de Rivière près Gaillac, certains propos du délégué M... ne m'ont pas plu. Un coiffeur, venant de s'installer, s'était proposé pour couper gratuitement les cheveux à tous les grévistes qui le désireraient. Il est évident que c'était une manœuvre de propagande commerciale. Au contraire, M... tint devant l'assemblée des travailleurs réunis, les propos suivants : « Vous voyez, camarades, les commerçants sont avec vous. Il faut tenir le coup. »

Quelques jours après, je rencontrais M... par hasard, en revenant de la gare et je lui dis : « Tu crois que ce que tu as dit l'autre jour au sujet du coiffeur est vrai ? Ne vois-tu pas là une manœuvre commerciale de la part de ce dernier ?... »

« Bien sûr, répondit-il, mais tu ne voulais pas que je le dise devant les autres. »

Oui, je comprends, les autres sont des ignorants. Ce qui comptait c'était que la grève réussisse pour la gloire de la C.G.T., du P.C.F. et de ses vaillants hommes de paille qui travaillent sans relâche à l'intérieur de la grande centrale syndicale décadente. Qu'on mente ou qu'on agisse de façon plus ou moins louche, cela n'a pas d'importance. La fin justifie les moyens. Robespierre, je crois, l'a dit.

Et demain, c'est à ces types-là, peuple, que tu confieras ta dictature du prolétariat. Quel beau mot ! Ce que ça sonne bien !

Voyons : De même qu'ils te trompent aujourd'hui, de même ils te tromperont demain. Instruis-toi peuple et ne compte que sur toi : on n'est jamais mieux servi que par soi-même. Rappelles-toi cette phrase : « L'Emancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. »

Cette phrase ce sont les ouvriers qui l'ont proclamée en... 1864 au congrès de Saint-Martin's Hall à Londres. L'un d'eux s'appelait Varlin, martyr de la Commune de Paris, véritable expérience fédéraliste, n'en déplaise à ces messieurs les marxistes, à Karl Marx et à ce grand Lénine (voyez « L'Etat et la Révolution»). Cette phrase, ils l'ont insérée dans la Charte de l'A.I.T. où elle se trouve toujours, A.I.T. qui existe encore, bien que dès sa fondation on l'ait sabotée ou plutôt que les politiciens l'aient sabotée.

Le premier de ceux-ci s'appelle K. Marx, tu sais le grand K. Marx, arrière grand-père, je crois, oui, Lénine est le grand-père, Staline, le père, Maurice, en France, le fils (décidément elle est compliquée cette famille) ; oui, arrière-grand-père avec Engels, oh ! je l'oubliais ce brave Engels, arrière-grand-père, dis-je, du Peuple, avec un grand P.

Une différence toutefois entre ces arrières-grands-pères, ces grands-pères, ces pères et ces fils (à quand les petits-fils et les arrières-petits-fils ?) et ces travailleurs de la Première Internationale : ceux-ci n'avaient qu'une ambition, celle de voir le peuple enfin briser ses chaînes. Ils ont fait un essai lors de la Commune de Paris. Vous savez tous le résultat.

Leurs descendants et leurs continuateurs ont tenté un deuxième essai, vous savez en 1939, en Espagne, et ils ont vu le monde entier et même ces membres de la grande famille du Peuple fondre sur eux. N'est-ce pas général Lister ? Les collectivités de l'Aragon vous parlent. N'est-ce pas, M. Comorerra, honorable et grand communiste de Barcelone ? Les travailleurs que vous avez fait crever de faim, parce que vous laissiez pourrir les patates et le blé des collectivités de la C.N.T. dans vos caves, vous parlent. Vous auriez voulu qu'ils accusent la C.M.T. de ce crime. Non, vous ne les avez pas trompé. Ils ont lutté et luttent encore contre votre jésuitisme et votre mauvaise foi, sachez-le. Sachez aussi qu'ils ne sont pas seuls et que dans tous les pays il y en a des milliers et des milliers qui mènent la même lutte. En Russie, vous les avez écrasés à Cronstadt et en Ukraine. En Bulgarie, vous les mettez dans des camps de rééducation. Evidemment, ce sont des ennemis du Peuple, des petits-bourgeois, des vendus à la réaction (voir pour ce vocabulaire spécial « L'Etat et la Révolution de Lénine »). Vous savez comment ils s'appellent. Je ne les nomme pas.

Ceux-là, c'est-à-dire les membres de la grande famille du Peuple, veulent bien que ce peuple brise ses chaînes. Mais ils veulent qu'il les remplace par d'autres chaînes réunies toutes à un seul anneau que tient pour le moment un monsieur très renommé du nom de Joseph qui est à la tête d'une certaine dictature soi-disant du prolétariat et plutôt, en réalité, sur le prolétariat. Je crois qu'on le déifie (il faut bien que le Peuple Ignorant ait quelque chose à adorer) ainsi que certains de ses prédécesseurs et de ses meilleurs et plus dévoués auxiliaires : exemple Dimitrov mort d'une mort subite, on ne sait trop comment. L'histoire le dira bien un jour. Pour ma part, je constate que les procédés n'ont guère changé depuis la Rome antique et les tsars russes. Pierre III est mort dans des conditions analogues aussi mystérieuses.

Travailleurs, comprenez. On se paie votre gueule. Instruisez-vous. Eduquez-vous. L'argent que vous employez au bistro ou autre part, employez-le à acheter des livres et f... toutes ces fripouilles d'aspirants dictateurs du prolétariat à la m...

Guy LAUBEAUTE.

Le patronat est toujours le même

(*Suite de la 1re page*)

accouchement, vienne nous présenter son petit ourson.

C.G.T.-F.O. et C.F.T.C. fixaient notre budget-type mensuel à 16.768 francs ; la C.G.T., un peu plus généreuse, le poussait jusqu'à 18.456 francs. Admirez ces décimales et dites-nous si cela n'était pas calculé « au poil ».

Mais la Commission supérieure des conventions collectives connaît bien mieux nos besoins et ses calculs à elle sont encore plus précis.

Ses vaticinations exagérément scrupuleuses portent sur un nouveau cobaye de laboratoire appelé le manœuvre léger. Le manœuvre léger doit être taillé pour la course, il importe donc qu'il n'engraisse pas trop, afin de ne pas être gêné dans ses mouvements. La ration alimentaire quotidienne de ce phénomène devra être de 2.890 calories, pas une de plus, dans la Région parisienne. C'est-à-dire que peut-être, dans d'autres régions, cette ration pourra être encore un peu plus réduite, sans que le rendement du manœuvre léger en soit ainsi modifié, même légèrement. Sur la base de cette alimentation ratio - ratiocino - rationnelle, la Commission supérieure des Conventions collectives a évalué à 7.152 francs le total mensuel des dépenses de nourriture pour l'animal précité. Pour toutes ses autres dépenses, il n'y serait ajouté qu'un supplément de 7.996 francs ; les derniers six francs ont été octroyés, après une très âpre discussion, pour procurer au manœuvre léger quelques lamelles de chewing-gum. Globalement, cela donnerait un budget-type de 15.148 francs. Mais pour le Conseil National du Patronat français et pour la C.G.A., c'est encore beaucoup trop et leurs calculs encore plus « au poil » ramènent ce budget-type à 10.040 francs. Dix mille, zéro quarante !

« Les délégués patronaux ne voulaient accorder qu'un costume tous les quatre ans, dont ils estimaient d'abord le prix à 3.900 francs, puis à 5.000 fr. Ils n'admettaient pas l'achat d'un pardessus et d'un imperméable, mais seulement d'un « survêtement » de 6.000 francs tous les six ans. Selon eux, le manœuvre léger ne pouvait acheter que des chemises de travail, pas de chemises de sortie. Encore doit-il les laver lui-même en allant chercher l'eau à l'étage (alors que le représentant de la C.G.A. aurait voulu que ce soit à la pompe). »

« Refus de reconnaître la possibilité d'un voyage quelconque (qu'il soit de 200 ou de 400 kilomètres, comme cela a été admis définitivement) à l'occasion des congés payés. »

Ces deux derniers paragraphes entre guillemets sont tirés d'un article de M. Gaston Vaillant, dans *L'Observateur* du 27 juillet dernier.

Travailleurs français, au travers des conventions collectives, votre patronat vous a montré son âme. Elle est d'un égoïsme plus que sordide. Mais c'est à vous de conclure...

Lève-toi donc, prolétaire !

(*Suite de la page 1*)

(La direction Panhard-Levassor est dans le camp des patrons de combat qui refusent d'augmenter le niveau de vie de leurs ouvriers et font appel aux C.R.S. de l'Etat dévorant, aux frais des contribuables.)

Freins et signaux Westinghouse : Le chiffre d'affaires s'est vigoureusement développé en 1949...

Les comptes de l'exercice 1949 font apparaître un fort développement de l'activité sociale. Le total des ventes qui était de 480 millions en 1946, de 870 millions en 1947 et de 2.300 millions en 1948, a atteint 3.663.432.000 francs en 1949. *Or, cet accroissement de la production est d'autant plus à souligner qu'il a été obtenu pendant une période de stabilité des salaires et de la monnaie* (1) et les bénéfices ont doublé.

Après affectation de 149 millions aux amortissements et de 188 millions aux réserves, les bénéfices de l'exercice s'établissent à 135.555.296 francs contre 62.384.736 francs.

Louvroie-Montbard-Aulnoye : Le bénéfice net de 267 millions s'entend après 490 millions d'amortissements.

Denain-Anzin : La Société distribue 88 fois son dividende de 1914. A l'Assemblée générale, M. le Président aurait déclaré : « ...il (l'actionnaire qui, en 1914, avait une action qu'il avait payée 1.400 fr.) se trouverait après toutes les augmentations de capital et *les distributions d'actions gratuites* (1), à la tête de 83 actions qui lui reviendraient à 420 francs chacune et pour laquelle il touche un dividende de 71 francs net ».

La Semaine Economique du 7 juillet 1950 :

Poliet et Chausson : « Dans l'allocution qu'il a prononcée, le président déplore que l'industrie du ciment soit encore soumise au régime des prix taxés. Ceux-ci, rappelle-t-il, n'ont pas été l'objet d'ajustement depuis 1949, alors que nous avons eu cependant à supporter des hausses diverses... » et pourtant « ... les comptes de l'exercice 1949 se soldent par un bénéfice net de 163.511.722 francs après dotation de 262.199.982 francs aux amortissements.

« En outre, en 1949, la Société a consacré 322 millions à l'exécution de travaux de modernisation et à la mise en œuvre d'installations nouvelles » ... « ... et les stocks pour 1.249.000.000 de francs. »

Tout va bien dans les matériaux de construction comme dans la métallurgie.

Si les stocks avaient été vendus, s'il n'y avait pas eu d'amortissement, ni de travaux de modernisation et surtout si les prix n'avaient pas été taxés, à combien aurait été évalué le bénéfice ?

Nous arrêtons là nos citations par crainte du manque de place.

Nous aurions voulu parler de l'action néfaste parlementaire et gouvernementale sur la question prix et salaire. Nous faisons remarquer que, pour Westinghouse, on nous parle de la stabilité des salaires et de la monnaie. Pour les prix ?... toujours la hausse. Nous ferons remarquer que toujours les amortissements, les réserves, les provisions — qui sont des bénéfices dissimulés — sont de beaucoup plus importants que les bénéfices déclarés. Nous signalons des exemples d'actions distribuées gratuitement et le dividende substantiel qu'elles ont rapportées — sans avantages supplémentaires pour les salariés.

Nous voulions alerter nos camarades sur la grande misère de nos exploiteurs et de leurs bailleurs de fonds. Mais en écrivant ces lignes, un passage de la chanson *Ni Dieu, ni Maître* nous est revenu à la mémoire, résumant bien notre position d'action directe et de conscience de classe :

Lève-toi donc prolétaire,
Et reprends ce qu'on t'a volé.

CAMARADE !

Combien as-tu diffusé de "COMBAT SYNDICALISTE" la semaine dernière ?

A propos du préjugé pour l'U.R.S.S.

(*Suite de la page 1*)

tée, mais en 1939, les bureaux de recrutement semblaient s'être donnés le mot pour répondre à ces braves types venus s'offrir pour défendre à coups de flingots nos libertés plus ou moins illusoires par l'élégante formule de : « On vous écrira. » Ce qui n'empêche nullement, quelques mois plus tard, l'illustre Pétain de signaler dans sa fameuse proclamation, entre autres causes de cette mémorable déroute : « La trop faible natalité de la France. »

On voit par là combien les préjugés ont la vie dure, même quand les nations qui en bénéficient font tout ce qu'elles peuvent pour les tuer. Mais la roue tourne et aujourd'hui, c'est pour la Russie stalinienne que le « préjugé favorable » joue à plein. De toutes parts sur la terre, des millions d'individus sont prêts à se sacrifier pour elle à cause de cet immense espoir, qu'à tort ou à raison, elle porte à leurs yeux. Et si la Russie est parvenue à pénétrer certains secrets concernant notamment l'énergie nucléaire, c'est bien plus grâce à l'idéalisme de quelques savants qu'à l'attraction de son or.

Hélas ! de la coupe aux lèvres... il y a loin. En examinant les choses de plus près, nous voyons une Corée presque entièrement détruite du nord au sud et de l'est à l'ouest, pour le profit de qui ?

Tout à coup, la Russie annonce son désir de reparticiper au Conseil de Sécurité. Alors, détente, on respire. C'est tout juste ce qu'il fallait pour que l'opinion mondiale, un moment inquiète, retombe dans son endémique léthargie...

Tandis que les deux nations rivales arment plus fébrilement que jamais leurs satellites et que de lourds nuages s'accumulent aux alentours de Formose.

PRISONS DE FEMMES

par Frederica MONTSENY.

PRISONS DE FRANCE. — PRISONS D'ESPAGNE. — CAMPS DE LA MORT EN ALLEMAGNE.

Le martyre des femmes antifascistes dans les prisons de France sous Vichy ; dans les prisons de Franco, en Espagne, et aux camps de la mort, en Allemagne.

Traduction et préface de Vida Esgleas-Montseny.

Bientôt apparaîtra l'édition française de ce volume qui a obtenu un vif succès en espagnol. Témoignages émouvants de ce qui a été la contribution féminine dans la lutte contre le fascisme, recueillis par une femme qui fut elle-même prisonnière politique.

— 100 francs l'exemplaire, à la Librairie confédérale.

3428

B.D.I.C

LE COMBAT SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

24e année - Nlle série, N° 37 — 10 FRANCS — VENDREDI 8 SEPTEMBRE 1950

A LA RECHERCHE DES RESPONSABILITÉS

Le régime de la douche écossaise continue. Tantôt la poignée de matamores qui tiennent notre destinée entre leurs mains, nous fait redouter une nouvelle guerre mondiale comme imminente, tantôt, au contraire, elle cherche à nous apaiser en nous affirmant que tout danger est « définitivement » écarté.

Puis, vingt-quatre heures après, cela recommence, et nous vivons — si l'on peut appeler cela vivre — dans un état continuel d'inquiétude.

L'Orient et l'Occident ne cessent de se regarder en chiens de faïence, mais hélas ! cette image familière « ne colle pas » à notre propos, car un chien de faïence ne mordit jamais personne, tandis que l'Orient et l'Occident menacent toujours de s'entredévorer. Et cette menace n'est point vaine, puisqu'il y a quotidiennement des victimes dans ces petites escarmouches qui ne sont que préliminaires du grand massacre « sans précédent dans l'histoire » que la poignée de matamores dont nous parlons plus haut est en train de nous préparer.

Le plus terrible, c'est que de très braves gens, désirant très sincèrement la paix, mais se sentant trop faibles pour ne compter que sur eux-mêmes, tournent leur visage angoissé, les uns vers les matamores d'Orient et les autres vers les matamores d'Occident.

Naturellement, la prière de ces pauvres âmes désemparées s'envole surtout vers le chef suprême des matamores de l'un et de l'autre camp.

Incurable stupidité de l'homme qui fait appel aux plus remarquables incendiaires pour qu'ils condescendent à bien vouloir s'employer à éteindre le feu qu'ils se sont efforcés d'allumer un peu partout.

Les matamores et surtout les matamores en chef, ceux de l'Orient comme ceux de l'Occident, se prétendent à la fois nos maîtres temporels et nos maîtres spirituels. Et ils sont tous également infaillibles. Remarquez qu'il n'y a rien d'impossible là-dedans, car ils sortent tous de la même école.

Dernièrement, dans une lettre au **Times**, le célèbre Gugusse international Bernard Shaw, prétendait que ce qui sauva la Russie du désastre (?) de 1917, ce fut l'adoption par elle du communisme britannique rendu constitutionnel et pratique par lui-même (sic), par Sydney Webb et leurs camarades fabiens. Et Gugusse Shaw ajoute : « Lénine, lorsqu'il eût à gouverner et à administrer au lieu de théoriser, proclama sa nouvelle politique économique (1), la première étape du fabianisme russe. »

TRENCOSERP.

(*Suite en page 4.*)

(1) La trop fameuse N.E.P. (Nouvelle Economie Politique), « nouveau coup de barre à droite de Lénine ».

NON ! A PLEVEN

M. PLEVEN nous promet plusieurs années austères. Au fond, il a bien raison ce monsieur, chargé de pouvoir des possédants.

Pourquoi se gênerait-il ? Est-ce que la situation syndicale de ce pays n'est pas faite pour l'encourager ?

Puisque les syndicalistes révolutionnaires perdent leur temps à vouloir s'unir aux réformistes et aux chrétiens, pourquoi n'en profiterait-il pas ?

Il sait bien qu'il sera toujours compris de ceux qui veulent ignorer le rôle historique de la classe ouvrière. Mais il nous faut relever le gant.

Nous n'avons pas les responsabilités de la gestion du pays, nous refusons donc l'austérité qu'on veut nous imposer.

Si vous ne pouvez gérer le pays qu'en le réduisant à la misère, nous ne voyons pas pourquoi vous êtes là, monsieur Pleven. Partez !

Quand la classe ouvrière aura compris que quel que soit le mode de gouvernement, les années seront toujours austères pour elle et les siens, elle prononcera la déchéance de cette forme de gestion pour instituer la sienne.

Ce sera l'ère du syndicalisme et de la liberté de l'homme.

C. N. T.

Regroupement syndical ? Oui, mais dans la clarté

Pour attirer l'attention sur leur personne et faire croire à leurs bonnes intentions les confusionistes du syndicalisme — aidés par *Franc-Tireur*, qui n'a pas inséré la rectification du bureau confédéral de la C.N.T. — se font les champions du regroupement syndical. Regroupement syndical ? On se demande pourquoi ?

Le regroupement syndical ? Nous l'avons eu en 1936 ! Nous l'avons eu à la libération ! Qu'a-t-il apporté à la classe ouvrière ? Et cette lutte pour l'hégémonie des partis politiques — soi-disant ouvriers — sur le syndicalisme ? Elle a rouvé une solution puisque chaque parti politique contrôle une centrale syndicale.

Mais la classe ouvrière n'y a rien gagné. Elle ne veut pas comprendre que la misère dans laquelle elle se débat est causée par cela : subordination des centrales syndicales aux partis politiques qui la détournent de l'action directe dans sa lutte quotidienne.

Chacun, suivant son tempéra ment peut aller à la centrale de son choix. Les staliniens ont la C.G.T. Les politiciens, les conformistes, ceux qui restent dans la légalité et défendent l'action des gouvernants pour endormir la masse ont le choix entre la C.F.T.C. et la C.G.T.F.O., les partisans du syncalisme révolutionnaire et de l'action directe ont notre C.N.T. Tout le reste, c'est la confusion.

Nous savons : La C.N.T. n'est pas représentative. A quoi sert la représtativité des autres centrales ? Nous sommes une minorité. Mais il y a 5(ans la C.G.T. n'était qu'une minorité. Elle était syndicaliste révolutionnaire.

C'est cette action que nous voulons voir revivre, car l'action dans les commisions paritaires et gouvernementales n'a servi qu'à embourgeoiser ceux qui se disent « représentants ouvriers ».

Pour éclaicir encore plus la situation nous croyions devoir situer quelques époques et surtout quelques confusionnistes.

Tout en restant modestes nous rappelons que les fondateurs de la *C.N.T.* ont été les premiers à secouer le joug de la dictature stalinienne et l'apathé réformiste de la C.G.T. en 1945.

Certains syndicalistes révolutionnaires parlaient, à cette époque, de redressement de la C.G.T., jusqu'à l'éclatement de cette dernière en 1947. Avant l'éclatement de la C.G.T. nous avions eu des contacts avec certains de ces syndicalistes révolutionnaires, qui n'avaient pas voulu quitter la C.G.T. en même temps que nous.

Ce sont eux que l'on retrouve à la tête de la campagne pour le regroupement syndical. Ils ont bonne mine, eux, qui n'ont jamais su prendre une position nette, qui n'ont pas voulu faire le regroupement des syndicalistes révolutionnaires.

L'un, qui est secrétaire permanent de la C.G.T.-F.O., avait en 1947 trouvé

Charles SALEMBIER.

(*Suite en page 4.*)

APPEL A LA PRESSE

SAUVONS L'EDUCATION NOUVELLE EN DEFENDANT BEAU-SOUCY, DETRUIT

Le mercredi 5 juillet 1950, le Conseil d'administration de la Caisse Centrale d'Allocations Familiales de la région parisienne, siégeant 12, rue Viala, Paris (15e), a décidé en quelques minutes, en fin de séance, au milieu des « questions diverses » de ne pas rouvrir la maison d'enfants de la Bastide de Beau-Soucy.

Cette nouvelle a provoqué une véritable émotion dans les milieux enseignants, parmi les ajistes, les espérantistes, chez tous les partisans de l' « Ecole Nouvelle ». De Belgique, d'Angleterre, de Suisse, de toute la France des lettres d'indignation parviennent à Beau-Soucy.

Le premier de toute la presse, le « Combat Syndicaliste » a protesté vigoureusement pour cette nouvelle attaque dirigée contre « l'école moderne » par les staliniens et les cléricaux.

A notre connaissance — nous nous excusons si nous commettons une erreur — seul, avec nous l'hebdomadaire syndical « Force Ouvrière » s'est ému de ce scandale.

Mais que signifie le silence de la « grande presse » ? Pourquoi des journaux ou des revues qui, tels Combat, Franc-Tireur, Le Libertaire, La Révolution Prolétarienne, Défense de l'Homme, **etc., nous avaient pourtant, dans le passé, habitués à de courageuses prises de position, sont restés sans réaction ?**

Certes, la plastique de Miss Chewing-Gum 1950, les aventures en plusieurs épisodes des bijoux de la Bégum, la vocation de la très chrétienne Cécile Sorel ou la vie privée (?) du roi d'Egypte, sont des événements très marquants dont se délectent des millions de lecteurs. Mais la défense de l'enfance n'est-elle pas une cause digne d'intérêt ?

Nous savons que ce sont les petits, les humbles, qui doivent « accrocher le grelot ». Aussi n'avons-nous pas hésité — presque seuls — à nous élever contre l'injuste décision qui frappe non seulement des éducateurs honnêtes et sincères, mais aussi des enfants malheureux, qui se reprenaient à sourire dans leur grande famille.

Notre campagne a déjà porté ses fruits. Pourtant ce n'est pas encore suffisant. Nous faisons aujourd'hui appel à la « grande presse », aux journaux, aux revues, qui nous ont déjà donné la preuve de leur désir de défendre l'enfance et la pédagogie nouvelle. Tous ensemble notre influence sera plus grande, notre action plus fructueuse.

Nous ne recherchons aucun bénéfice dans cette campagne. Les éducateurs de Beau-Soucy n'appartiennent pas à notre organisation. Ils ne partagent pas toutes nos idées. Mais nous avons de commun, un même amour de l'enfance, une même conception de l'éducation.

L'éducation pour nous ne doit pas être un moyen d'inculquer une quelconque idéologie à l'enfant, mais lui donnant les moyens de juger et de comprendre, elle doit l'amener, devenu adulte, à se déterminer librement sans l'aide du bureau politique ou du directeur de conscience. C'est le seul moyen de préparer l'émancipation de l'esprit, condition de la libération de l'homme.

C'est pour cela que de toutes nos forces nous lutterons pour la réhabilitation morale de la Bastide de Beau-Soucy. Nous voulons qu'une nouvelle enquête soit menée, par des éducateurs honnêtes et impartiaux, par des journalistes, par des gens qui comprennent l'enfance. Nous voulons que les auteurs du rapport de calomnies, dirigé contre les éducateurs de Beau-Soucy soient désavoués, sanctionnés. Il faut éloigner de l'enfance ces individus malfaisants.

A cette tâche de salubrité publique qui se dérobera ?

LE COMBAT SYNDICALISTE.

LES JEUNES ET LE PROBLEME DEMOGRAPHIQUE

Coutelle — ami sûr et militant éprouvé de la vieille école et de la bonne tradition — signalait récemment, ici-même, l'imminent danger que le surpeuplement fait planer sur le destin des vieux.

Ce péril non chimérique n'est pas à sens unique. Ses ravages s'exercent également sur la portion jeune de la classe ouvrière.

Peu à peu, sous la poussée toujours plus grande des toujours plus nombreux nouveaux arrivants, la lutte pour la vie devient plus âpre, plus difficile, plus acharnée.

Dans quelques années, il n'est pas besoin d'être grand clerc pour prévoir la ruée monstrueuse et désordonnée des légitimes appétits à satisfaire.

Atroce mêlée où, comme à l'ordinaire, les plus faibles, les moins aptes ou les moins résignés, succomberont, et qui, en dernière analyse, se traduira par une exploitation plus intensive et plus draconienne de la « chair à travail » surabondante.

Les perspectives qui s'ouvrent devant les jeunes sont loin d'être réjouissantes : Un marché du travail encombré de bras qui se loueront, par terrible nécessité, au moins offrant et au premier détenteur de capital venu. Voilà ce qui s'offre à eux.

Le prophétique « talon de fer » de Jack London pèsera lourdement sur la nuque des modernes esclaves rivés à leur géhenne par le boulet du salariat.

Troupeau docile... Tandis que sur l'horizon proche se profilera le spectre de la guerre, seule issue possible, dans ce monde de fer, pour rétablir un équilibre biologique désastreusement compromis.

Et les pères — artisans inconscients de cette épouvantable situation — s'écrieront, cachant leurs yeux de leurs mains : « Nous n'avons pas voulu cela ! »

Raoul NEJAN.

NOUVEAU DÉPART !

Avec ce numéro, nous reprenons la parution hebdomadaire.

Celle-ci devra être assurée jusqu'au Congrès confédéral de novembre. Ce qui fait dix numéros. Cela n'est pas insurmontable, si chacun fait son devoir.

Le « C.S. » peut tenir s'il rencontre la bonne volonté de tous.

Le nombre des abonnés a augmenté. C'est dire que dans une certaine mesure, l'appel que nous avions lancé a été entendu.

Mais on peut dire que l'effort aurait dû être plus grand.

Nous entrons maintenant dans la période d'activité.

Nous espérons fermement que tous les compagnons de la C.N.T. feront l'effort qui s'impose.

Pour que la C.N.T. puisse vivre. Pour qu'elle réalise ses ambitions qui sont de regrouper le prolétariat sur le plan révolutionnaire, il faut que le « C.S. » soit hebdomadaire.

A vous de faire en sorte qu'il le reste.

Yvette RICHAUD.

RETOUR !

Après quelques semaines passées au vert, après un repos grandement mérité nous allons reprendre le collier avec tout ce que celui-ci concerne comme fatigue musculaire et intellectuelle.

Il faut bien avouer que notre tâche, en tant que militants de la C.N.T., est plutôt ardue.

Nul de nous contestera le volume de salive qu'il faut dépenser pour essayer, simplement essayer de nous faire comprendre. Si nous ne passions que pour des *rigolos*, des gars qui n'ont pas les pieds sur la planète, peut-être, alors, aurions-nous moins de difficultés mais voilà, nous passons pour des gens dangereux (vis-à-vis des politiciens s'entend) et, depuis que les grandes centrales ont repris quelques-uns de nos mots d'ordre de 1948, il leur est difficile de faire avaler à leurs adhérents que nous sommes des « diviseurs » des « payés par le patron », etc., etc.

C'est pourquoi je disais qu'en plus du labeur à effectuer, notre matière grise est constamment en ébullition. Nous nous trouvons à chaque instant en butte aux attaques des syndiqués non syndicalistes. Tous les moyens leur sont bons et sont leurs armes préférées : la calomnie, le dénigrement et l'injure.

Si beaucoup prennent des chemins détournés, font des méandres, parfois même arrivent à se mordre la queue pour parvenir à leurs buts, nous, nous restons dans un droit chemin. Même si, comme certains le prétendent, le syndicalisme est « dépassé » nous avons foi en lui et lutterons toujours contre le patronat et contre l'Etat.

La C.N.T. ne comptera peut-être jamais des millions d'adhérents mais la poignée que nous sommes parmi les travailleurs sait ce qu'elle veut et lutte âprement contre les exploiteurs et les mauvais bergers.

Bon retour compagnons, bonne continuation, il y a encore de nombreuses extinctions de voix en perspective !

YVERNEL.

C.N.T. QUAND MÊME !

Il ne nous étonne pas de reprendre notre chronique en étant dans l'obligation de dénoncer de nouveau ceux qui, inlassablement, s'efforcent à détruire notre organisation.

La proximité de l'époque des congrès leur fait penser que l'heure est venue de pousser la charge finale qui liquidera l'unique organisation économique révolutionnaire de ce pays, dont la seule existence empêche les politiciens qui « font » dans le syndicalisme, de pouvoir manœuvrer à leur aise.

Il leur a été donné de faire donner la grande presse.

C'est « Franc-Tireur » qui le leur a permis. De Racine à Lafond — quel curieux assemblage ! — on se donne la main pour atteindre à cette fin. Le prétexte reste toujours le même : reconstituer l'unité syndicale.

Il nous semble cependant, qu'ici même, nous avions examiné ce qu'il pouvait en être et nous avions conclu, sans qu'on ait pu nous répondre, que le syndicalisme était entré dans une période de son histoire qui supposait le pluralisme, le passé ayant été celle de l'unicisme.

Il est bien évident que tous ceux qui ne veulent être aveugles devant les leçons du passé et les nécessités du présent, ne peuvent qu'abonder dans ce sens et toutes les tentatives qui seront faites ne feront que confirmer ce que nous avançons, quand bien même y aurait-il un commencement de réalisation.

On espère réaliser ainsi le but du dernier C.C.N de la C.G.T.F.O., c'est-à-dire opérer cette soi-disant unité au sein de cette centrale.

Nous savons bien que quelques-uns se défendent de vouloir y rejoindre les représentants du réformisme tout dévoué à l'impérialisme occidental, mais il saute aux yeux de tous que ce n'est seulement qu'en apparence : le désir de mettre fin à des expériences qu'ils espéraient plus rentables (1) l'emportera. Il ne s'agit plus seulement que de sauver la face. Et comme en haut

(1) C'est bien le mot à employer.

LA SEMAINE PROCHAINE LISEZ ET FAITES LIRE **L'ENQUÊTE de PIERRE-FRANÇOIS VEZON sur la YOUGOSLAVIE**

B.D.I.C

lieu « foïste » on est prêt à faire les choses comme il faut, nous avons neuf chances sur dix d'assister à des collages que l'on nous dira faits dans l'intérêt de la classe ouvrière.

Pauvre classe ouvrière, qui risque une fois de plus de marcher !

Car tout cela n'est fait qu'en raison de l'antagonisme des deux blocs qui tendent à dominer le monde, et du résultat que cet antagonisme peut avoir sur les élections qui doivent avoir lieu l'année prochaine. Il y a donc tout lieu de penser que tous les efforts vont être faits pour bien préparer la prochaine campagne électorale et que nous allons assister à des ralliements qui en étonneront beaucoup.

Face à toute cette politicaillerie, il est nécessaire que nos militants se dressent avec la volonté de résister et de maintenir l'organisation révolutionnaire. Ils se souviendront, eux qui sont maintenant dans la période d'avant-congrès, des manœuvres nombreuses et successives, opérées aussi bien du dehors que du dedans, qui ont été faites, aussi bien avant qu'après la constitution de la C.N.T., pour empêcher d'abord, et créer ensuite, les conditions d'existence normales d'un syndicalisme lutte de classes, organisé sur une base sérieuse.

Des affirmations frappées de sectarisme et d'intransigeance à celles de ceux qui sont toujours prêts à toutes les concessions, on aperçoit là la conjonction d'efforts toujours orientés dans le même but : la disparition du syndicalisme révolutionnaire. Ce syndicalisme révolutionnaire qui est et reste la seule voie par où peut passer la révolte des opprimés, si l'on veut que cette révolte aboutisse à des résultats concrets et durables.

Alors que le gouvernement se prépare à nous infliger les « années d'austérité » que les tenants internationaux du régime estiment nécessaires pour leurs desseins d'unification du monde par le feu et le sang, il est bien certain que ce n'est pas la centrale dont l'« unification » est seulement déterminée par les besoins d'un camp qui peut ouvrir cette voie.

La centrale dite unifiée — si elle se réalise — jouera le rôle pour quoi elle est « pensée », c'est-à-dire qu'elle embrigadera les travailleurs de ce pays dans l'armée du camp auquel elle appartient d'ores et déjà.

Et comme la guerre coûte cher et que le montant n'en peut être réglé que par une intensification de la production et une recherche constante de l'« amélioration » des prix de revient — à la manière des exploiteurs — la future centrale unifiée sera la centrale des bas salaires et des longues journées.

Qui peut douter que s'ils le voulaient, vu le nombre des adhérents qu'ils contrôlent, les dirigeants des centrales dites représentatives ne pourraient exiger que les salaires de ce pays atteignent au moins en pouvoir d'achat ceux des pays voisins ? Mais ils ne le peuvent pas et ne peuvent le vouloir, puisqu'ils sont là justement pour s'opposer à la prise de conscience de ces possibilités par la classe ouvrière.

Supposons même que dans la plus favorable des circonstances, l'unification se fasse, il saute aux yeux que tous les politiciens agiront pour qu'elle ne se fasse pas dans un sens tendant à notre libération.

La seule solution reste la C.N.T. Qui, chez nous, peut sincèrement en douter ?

Que nos militants se mettent donc en état d'alerte; qu'ils veillent à ce que les manœuvres déclenchées et patronnées par les aspirants au pouvoir, soient détruites dans l'œuf.

Pour notre part, nous n'y manquerons pas. Et certains qui croient déjà la partie gagnée contre nous, apprendront à leurs dépens que nous avons bec et ongles.

Jean THERSANT.

A GAILLAC

Victor, nous te vengerons !

Comme chacun de nous, chaque jour, en silence, tu supportais l'injustice de cette société qui nous opprime. Pendant plus de soixante ans, sans te plaindre, sans gémir, tu as tenu le coup. Mais mercredi, tu n'en pouvais plus, tu étais découragé : ton propriétaire voulait te jeter à la porte malgré ta probité et ton exactitude à payer mensuellement ton loyer. Aussi, tu as mis fin à tes jours.

Tu es mort. Tu t'es tué, ou plutôt la société t'a tué. Le même sort nous attendrait à nous, tes anciens compagnons de malheur et d'esclavage, si notre idéal ne nous donnait pas cette force qui t'a manqué.

Oh ! Victor, que de crimes impunis ! Que de criminels impunis ! Oui, c'est l'ingratitude, l'avidité, l'égoïsme des classes possédantes, la tranquille et coupable impassibilité des classes moyennes qui t'ont tué, comme elles en ont tué des milliers, comme elles en tuent chaque jour des milliers de par le monde, comme elles en tueront encore malheureusement des milliers. Notons que pour ceux qui ne veulent pas se laisser tuer, on a construit des prisons pour conjurer ce qu'« ils » appellent leur « folie ».

Victor, tu n'es plus. Et une autre fois encore, les rideaux des maisons ont été tirés, lorsque ton corps est passé devant, comme ils l'ont été au passage des martyrs de notre Commune de Paris, ou de la Révolution russe, ou de la Révolution espagnole; comme ils le seront sur ceux qui tombent aujourd'hui en Corée, en Indochine ou par-ci par-là dans le monde, à l'occasion de grèves et de rencontres « regrettables » avec les représentants de l'ordre, de leur ordre plutôt; comme ils le seront peut-être demain sur nos propres corps.

Toutefois, attention : alors ils pourraient ne pas être tirés et nous autres on pourrait tirer autre chose. Oui, messieurs, on ne récolte que ce que l'on sème, même si on le sème inconsciemment. Que de nombreuses personnes le sachent et remédient à leurs fautes pour éviter que la liste de ces crimes légaux ne s'allonge de leurs noms. Il est peut-être encore temps. Mais qu'elles fassent vite !

Quant à nous, travailleurs syndicalistes révolutionnaires, continuons notre lutte, aidons-nous les uns les autres dans cette lutte. Détrompons, en évitant en même temps de les laisser tomber dans les griffes des politiciens, ceux qui croient aux bontés des bourgeois, ces bourgeois qui nous donnent le choix entre la prison et la mort. Nous n'acceptons ni l'une ni l'autre. Nous ne nous tairons pas. La vérité, nous la crierons partout et tant que nous aurons un souffle de vie. Nous crierons « assassins » à ceux qui osent pousser de hauts cris quand une grève des travailleurs de l'E.D.F. entraîne la mort d'un enfant en traitement urgent dans un hôpital (mort que nous déplorons autant qu'eux et certainement plus qu'eux, du moins avec un serrement de cœur plus grand), alors qu'à cause d'eux, des milliers d'enfants meurent chaque jour, car ils sont trop bien logés, trop bien nourris, trop bien soignés !

Nous saurons relever ce sourire ironique et méprisant qui apparaît sur leurs lèvres quand ils passent devant nous, sourire qui illumine toutes leurs faces, parce qu'ils croient qu'il y aura toujours assez d'imbéciles qui revêtiront un uniforme pour leur servir de rempart contre ceux qui dénoncent leurs bassesses, ceux qu'ils appellent des fous. Nous leur ferons voir si nous sommes des fous et ce que des fous sont capables de faire. Et alors, leur sourire pourrait se changer en un rictus d'épouvante. Ils l'auront bien voulu.

Qu'ils prennent garde ! car ils pourraient aller rejoindre dans l'autre monde les millions et les millions de camarades qui y ont été expédiés d'une façon ou d'autre autre... travail de forçat, guerre, révolution, prison, faim, suicide, par la faute du capitalisme.

Nous sommes patients. Mais la bonté et la patience humaines, comme tout ce qui est humain, ont des limites, surtout lorsqu'on a affaire à des salopards, à des criminels hypocrites, à des satyres porte-bedaines qui n'ont pas honte de plonger leurs doigts souillés de sang ou du fumier de leurs bassesses dans les bénitiers des églises ou de s'incliner devant les stèles de tous les pauvres bougres qu'ils ont envoyé à la boucherie pour défendre leurs portefeuilles au cri de « Vive la France », ou qui, encore, n'hésitent pas, comme Thiers, le zéro, oh pardon, le héros de la Commune de Paris, à faire dire des Te Deum pour célébrer leurs victoires sociales.

Maintenant, il y en a assez ! Plus nous allons, plus nous sommes nombreux à en avoir assez, surtout parmi les jeunes. Nous avons compris. Que nos « maîtres » le sachent et qu'ils ne pensent pas tenir pendant bien longtemps encore nos chaînes. Et surtout, qu'ils ne croient pas que, comme notre pauvre camarade Victor, nous nous pendrons. Avant de nous pendre, nous les pendrons, eux, haut et court : ainsi Victor, nous te vengerons, toi et toutes leurs victimes, tout en préparant en même temps des jours meilleurs pour les générations futures.

LES SYNDICALISTES REVOLUTIONNAIRES DE GAILLAC.

DANS NOS RÉGIONS

A STRASBOURG

Sur les assurances sociales

Dans plusieurs articles, notre « Combat Syndicaliste » s'est occupé de la « Sécurité Sociale ».

Dans un article intitulé « Sécurité » ou insécurité sociale, un de nos camarades écrivait : « Nous avons déjà écrit dans ce journal que la « S.S. » était un leurre, la fumisterie la mieux orchestrée de cette première moitié du siècle. Ses nouveaux maîtres ont parlé de conquête ouvrière et ont chanté victoire pour eux-mêmes. Encore quelques victoires semblables et le salarié embrigadé, étiqueté, immatriculé, n'aura plus qu'à abdiquer toute personnalité et à abandonner sa paye entière entre les mains de son patron », etc.

Notre sympathique ami Trencoserp, dans un article intitulé : « La Sécurité Sociale n'est qu'un leurre » (« C.S. » n° 22), termine par ces mots : « Sécurité Sociale, cela ? Non, insécurité à tous les étages. » Et dans le n° 30, il a écrit le fameux article : « L'escroquerie à la Sécurité Sociale », qu'il termine ainsi : « La Sécurité Sociale n'est pas un mensonge pour tous, et dire que nous allions l'oublier. Non, soyons justes et reconnaissons-le, une véritable Sécurité Sociale est acquise à ces gens dont la fonction est de s'occuper de la chose portant le même nom et qui engloutit une somme respectable de milliards aux dépens des poires. Oui, mais les gars de la C.N.T. ne marchent pas pour ratifier leurs sales combinaisons. » Un article, dans le n° 28, signé « C.N.T. », disait : « Il faut briser la caricature de la Sécurité Sociale qui nous ronge. »

Nous ne devons pas cesser de crier casse-cou, pendant qu'il en est encore temps. Depuis le 1er août, les médecins ont augmenté leur « minimum vital ». Cela va de 220 à 1.300 francs. Le malade passe à la caisse de la « S.S. », il touche les mêmes prestations qu'avant l'augmentation; pardon ! il touche moins, puisqu'il doit payer plus au docteur.

Ce système de la déclaration de l'incapacité de travail est défectueux. Le malade doit déclarer dans les 48 heures, par une carte postale que lui remet le médecin traitant, l'incapacité, de même à son patron. Or, il arrive trop souvent que des cartes, expédiées par la poste, n'arrivent pas; c'est, du moins, ce que prétendent les services de la « S.S. ». « Ces technobureaucrates ne font jamais de fautes.) Alors, le malade se voit refuser son allocation hebdomadaire. Après beaucoup de perte de temps, dans un des nombreux bureaux, on vous dira : « Vous pouvez bénéficier de l'article 11 en présentant votre réclamation à la **Commission gracieuse préalable.** »

On pourrait simplifier la chose. Chaque assuré reçoit gratuitement une carte d'immatriculation. Pour ne pas augmenter la paperasse, le médecin pourrait mentionner au recto : « Incapacité de travail depuis le ..... »; l'assuré aurait ainsi un double et une légitimation.

La « S.S. » prétend aussi assurer les derniers jours des vieux travailleurs. La loi française était : retraite à 60 ans. On a conservé la loi allemande qui a été introduite par Hitler pour les besoins de sa politique **d'espace vital.**

Pour toucher, à 65 ans, les 8.800 fr., minima reconnus suffisants par tous les députés bien nourris, il faut avoir cotisé pendant cent vingt trimestres. Or, les camarades de l'intérieur touchent ce « minimum vital », bien qu'ils n'aient commencé à cotiser qu'à partir de 1930. Ils y a en Alsace ou en Moselle, beaucoup de vieux qui ont travaillé dans leur jeunesse à l'intérieur, à Paris, Lyon ou ailleurs, et qui, de ce fait, n'ont pas les cent vingt trimestres. Ils touchent le « demi-minimum vital » de 4 à 5.000 francs par mois ! Insécurité sociale !

Le Syndicat Unifié du Bâtiment C.N.T. de Strasbourg.

DANS LES CUIRS ET PEAUX

Chez Combe à Saint-Denis

Ça se passe à Saint-Denis, dans une usine de cuirs et peaux, chez Combe.

Le délégué C.G.T., membre du comité d'entreprise, lisseur et cadreur à l'occasion, tenant plus à sa santé qu'à son prestige de défenseur de la classe ouvrière, va se plaindre au chef de fabrication dont il a, d'ailleurs, fait maintes fois une aigre critique : « J'ai manqué de prendre un cadre sur la tête par H..., qui l'a lancé de toutes ses forces; d'ailleurs, personne ne veut plus travailler avec cet énergumène. »

Il arrive très souvent qu'un cadre tombe ! Cependant, H... est relégué au coltinage, à un salaire de crève-la-faim, tandis que notre bon délégué, le vrai maladroit qui n'a pas su retenir le cadre à temps, et qui, d'ailleurs, se sauve bravement chaque fois qu'on en retourne un, garde son salaire bien supérieur de lisseur.

Mais ce qu'il n'a pas dit au chef, c'est que H... a plaqué la C.G.T. et éprouve une vive sympathie pour la C.N.T.

Et voilà, camarades, ce qu'il en coûte de déplaire aux représentants, même infimes, du défenseur du fils (ou du père) du peuple. Surtout quand ce représentant fait simultanément le jeu du patron et de l'ouvrier.

De qui se fout-on là-dedans, et dans quel but ? Cherchez, camarades de toutes les opinions, de tous les partis, de toutes les religions ! ! ! Vous ne serez pas longs à trouver : c'est de VOUS, qui continuez fidèlement à enrichir des mouvements de vendus et des institutions sinon patronales, du moins largement agréées par le patronat (les C.E. par exemple), et qui applaudissez toujours aussi aveuglément les promesses de ces belles institutions.

Ça ne servirait de rien de pleurer, rigolons plutôt un bon coup !

Elle est bien bonne !

Relève tes manches, coltin, ça roulera mieux ! ! !

Andy LETO.

COMMUNIQUES

TRÉSORIER CONFÉDÉRAL

René Doussot, 9, avenue de la Porte-de-Clignancourt, Paris (18e). - C.C.P. 5046-35.

C.A. CONFEDERALE

Réunion le lundi 11 septembre, à 20 h. 30, au siège. Ordre du jour important.

COMITE DE REDACTION

Réunion, ce soir, vendredi 8, au siège. Invitation cordiale à tous.

FEDERATION DU BATIMENT

Nous rappelons aux secrétaires des organisations de l'industrie du bâtiment qu'ils doivent se mettre en rapport avec le secrétariat fédéral. Adresser la correspondance au siège : 39, rue de la Tour-d'Auvergne, Paris (9e).

DEUXIEME REGION

SYNDICAT INDUSTRIEL DES METAUX

La réunion mensuelle aura lieu le 23 septembre, au Pavillon, 65, boulevard de la Villette, à Paris, à 14 h. 30 précises.

Ordre du jour important, présence indispensable.

SYNDICAT GENERAL DES TRANSPORTS

Assemblée générale le dimanche 17 septembre 1950, à 9 heures, 20, rue Sainte-Marthe, Paris. Métro : Colonel-Fabien et Belleville.

Ordre du jour : Congrès de la C.N.T. Présence indispensable.

SYNDICAT UNIFIE DU BATIMENT

ASSEMBLEE GENERALE

L'assemblée générale du S.U.B. se tiendra le dimanche 17 septembre 1950, à 9 heures précises, à la salle de la Chope du Combat, 2, rue de Meaux. Métro : Colonel-Fabien.

DIX-SEPTIEME REGION

Trésorerie, fournitures et règlemen de matériel : S. Commun, 95, avenue Berthelot, Lyon-7e.

Le Bureau de la 17e U.R. se réunit tous les jeudis à 20 h. 30, au siège social, 60, rue Saint-Jean.

Ces réunions sont élargies aux militants.

Lyon

60, rue Saint-Jean, mercredi et samedi, de 17 à 19 heures ; dimanche de 9 à 12 heures.

Villeurbanne

286, cours Emile-Zola, dimanche de 9 à 12 heures.

Saint-Fons

Café des Mûriers.

Vénissieux

Brasserie Chaffard.

Oullins

Café Charles, 75, avenue de la Gare. Pour ces 3 U.L., consulter la presse locale pour les jours de permanence.

S.U.B.

Premier dimanche du mois, conseil syndical au siège ; deuxième dimanche, assemblée générale à 10 heures.

Roanne

Tous les jeudis, de 18 h. 30 à 20 h., salle cour Palais de Justice, place du Palais.

SAINT-ETIENNE

Permanence, s'adresser au responsable : Meallier Pierre, 24, rue Rouget-de-l'Isle.

SYNDICAT UNIQUE DES METAUX DE LYON ET REGION

PERMANENCE

Le samedi, de 17 heures à 19 heures, et le dimanche, de 9 heures à 12 heures.

DIX-HUITIEME REGION

UNION LOCALE DE GRENOBLE

Le Bureau de l'U.L. de Grenoble ayant été modifié par l'Assemblée générale du 25 mai 1950, prie les camarades de s'adresser à Jacques Bauchery, secrétaire administratif, 41, rue de la Liberté, à Fontaine (Isère) et de noter que les permanences ont lieu, tous les dimanches de 10 heures à midi, et les mercredis de 20heures à 22 heures, Bar de l'Oisans, 1, rue Très-Cloître (angle rue du Vieux-Temple), près place Notre-Dame.

DIX-NEUVIEME REGION

NOTE DU SECRETARIAT

Toutes les U.L. et les groupes de la 19e U.R. sont priés de se mettre en rapport avec le secrétariat régional pour lui signaler tout ce qui concerne la vie de la C.N.T., dans leur secteur (progression du groupe, besoins pour la propagande, suggestions, etc.).

Le temps presse ; le Congrès de novembre doit voir une 19e U.R. en plein extension.

MARSEILLE

COURS DE FRANÇAIS ET GROUPE ARTISTIQUE

Tous les mardis soir, de 6 à 7 heures, cours de français pour camarades étrangers.

Groupe artistique (déclamation, théâtre, solfège, chorale, mandoline), de 7 à 8 h. 30. Se faire inscrire à la C.N.T., ancienne Bourse du Travail, salle 5.

TOULON

Pour tous renseignements, adhésions, librairie, s'adresser à M. D. Diné Gabriel, 36, rue Augustin-Dammas, Toulon.

Permanence tous les jours à toutes heures.

Draguignan

Écrire à Mabire, 18, rue Vieille-Boucherie.

Aix-en-Provence

Tous les jeudis, à 21 heures, Bar des Facultés, près grande poste.

Nice et région

Inter. : adh., cartes, journaux : A. Pallanca, rue Joseph-Layet, Villeneuve-Loubet (Alpes-Maritimes).

■

Un camarade veut vendre une « Encyclopédie anarchiste », reliée. Ecrire à la C.N.T., service de la librairie, 39, rue de la Tour-d'Auvergne, Paris-IXe.

LIBRAIRIE

LIVRES

Pierre Besnard. — L'Ethique du Syndicalisme, 75 fr. (120); La Paix, 100 fr. (145); Les Syndicats Ouvriers et la Révolution Sociale, 200 fr. (260); Le Monde de Nouveau, 140 fr. (185).
Aurèle Patorni. — La Débâcle de l'Elite, 150 fr. (195).
Gaston Leval. — L'Indispensable Révolution, 100 fr. (145).
Gabriel Giraud. — Paul Robin, 150 fr. (195).
Jeanne Humbert. — Sébastien Faure, 180 fr. (225).
Fernand Planche. — Kropotkine, 210 fr. (255); Durolle, 150 fr. (195); Louise Michel, 150 fr. (195).
Louis Lecoin. — De Prison en Prison, 160 fr. (205).
Voline. — La Révolution inconnue, 350 fr. (440).
Louis Buchner. — Force et Matière, 270 fr. (330).
Victor Méric. — Coulisses et Tréteaux, 75 fr. (120).
Charles Malato. — Les Joyeusetés de l'Exil, 100 fr. (160).
Ernest Haechel. — Histoire de la Création, 400 fr. (490).
W.S. Wallino. — Le Mouvement Ouvrier et la Démocratie aux Etats-Unis, 200 fr. (290).
Nestor Blanc. — Joyeux, fait ton fourbi, 255 fr. (320).
Fernand Pelloutier. — Histoire des Bourses du Travail, 260 fr. (305).
Louis Tenars. — Le Sauveur, 100 fr. (145).
Maurice Hallé. — Par la Grande Route et les Chemins Creux, 150 fr. (195).
B. Malon. — Précis du Socialisme, 175 fr. (235).
Jules Valles. — L'Insurgé, 125 fr. (170); Le Bachelier, 125 fr. (170); L'Enfant, 125 fr. (170).
Bakounine. — La Révolution Sociale ou la Dictature Militaire, 180 fr. (225).
Sébastien Faure. — La Véritable Révolution Sociale, 60 fr. (90); L'Imposture religieuse, 230 fr. (275).
Jacques Renne. — Syndicalisme Français, 200 fr. (245).
Maurice Ceyrat. — La Trahison permanente du P.C,, 100 fr. (145).
Alexandre Marc. — Avènement de la France ouvrière, 210 fr. (270).
Emile Hureau. — Les Jésuites, la Classe ouvrière et la Révolution, 70 fr. (115).

BROCHURES

Gaston Leval. — Le Communisme, 40 fr. (70); L'Anarchisme et l'Abondancisme, 10 fr.
G. Berneri. — La Société sans Etat, 20 fr.
L. Barbedette. — Pour la Justice économique, 10 fr.
Ernestan. — La Fin de la Guerre, 5 fr.
Sébastien Faure. — Sacco et Vanzetti, 5 fr.; Les Douze Preuves de l'inexistence de Dieu, 10 fr.; Les Crimes de Dieu, 20 fr.; La Fausse Rédemption, 10 fr.
P. Comont. — L'Architecture, 20 fr.
A. Guillier. — La Révolution salvatrice, 15 fr.
P. Camus. — Le Syndicalisme et le Problème paysan, 20 fr.
G. Yvetot. — ABC du Syndicalisme, 15 fr.
E. Rothen. — La Politique et les Politiciens, 20 fr.
P. Monatte. — Où va la C.G.T., 10 fr.
Pierre Besnard. — Le Problème des Salaires, 6 fr.
Edouard Rotot. — Le Syndicalisme et l'Etat, 12 fr.
Lashortes. — Qu'est-ce que le Prolétariat, 10 fr.
Louise Michel. — Prise de Possession, 15 fr.
Aristide Lapeyre. — Le Problème espagnol, 15 fr.
Les Anarchistes et l'Activité Syndicale, 15 fr.
La Bulgarie, nouvelle Espagne, 25 fr.
Les Bulgares parlent au Monde, 50 fr.
Le Syndicalisme et la Guerre, 5 fr.

REVUES

Mains et Cerveau, 40 fr.
Etudes Anarchistes, 40 fr.
Défense de l'Homme, 40 fr.

EXPÉDITION

Pour les livres, les prix entre parenthèses sont les prix franco.
Pour les brochures joindre 10 francs à chaque.
Pour les recommandés joindre 40 francs par colis, en plus.
C.C. Postal de la Librairie : Paris C.C. 7.473-08, M. Marcheti Robert, 1, rue Dulaure, Paris (20e).

SERVICE DE LIBRAIRIE

Le service de librairie demande aux camarades qui font une commande de livres de bien vouloir envoyer le montant d'avance et de bien vouloir envoyer la correspondance au camarade Oudin, sauf en ce qui concerne le C.C.P. qui doit être adressé au camarade Marcheti.

Le libraire :
OUDIN.

CNT

Le Directeur-Gérant :
DOUILLET François

Imp. Spéc. du Combat Syndicalist

A PROPOS DE L'UNITE

De tous les coins de l'horizon politicien nous arrive une vieille chanson; après avoir consciencieusement démoli, c'est l'unité avec un grand U que ces canailles politiciennes et quelques jobards qui arrivent sans doute au mouvement syndical, nous serinent de nouveau.

Venu de cet horizon, ces appels sont très suspects. Que veulent-ils ? Est-il nécessaire de faire savoir à ces messieurs que si les ouvriers sont divisés, ils en sont les uniques responsables; l'unité fut réalisée en 1935. L'année suivante vit un mouvement magnifique animé de la base; il fut d'ailleurs magnifiquement torpillé par les politiciens, les uns au pouvoir, les autres y aspirant par leurs domestiques syndicaux, nous firent bien sentir qu'il fallait savoir terminer une grève et laisser respirer ces pauvres capitalistes déjà à moitié asphyxiés; ne découvraient-ils pas que la chère patrie française avait besoin d'être défendue contre le grand méchant loup hitlérien; la suite est connue. Les nouvelles scissions intervenues dans le mouvement syndical découlent de ces événements. La surenchère patriotique, qu'elle soit russe ou française, en est à la base, et maintenant, n'est-ce pas la même gymnastique que l'on veut nous faire exécuter; l'unité que l'on désire ne veut-elle pas nous faire prendre position dans la guerre que l'on nous prépare.

Je pense que c'est là le but et l'unique l'on envisage dans ces sphères. Les jobards, comme à l'habitude, diront que ce n'est pas cela qu'ils voulaient. Quant à nous, notre position reste claire : ce n'est pas de gaîté de cœur que nous sommes, petite minorité, retirée des mouvements de masse. Nous entendons et savons représenter vraiment le mouvement syndicaliste. Pour nous, l'unité est de toujours et de tous les jours, sur les lieux de travail, dans la recherche de l'harmonie, dans la bonne entente entre tous les ouvriers, et ce n'est pas nous qui chasserions ou essaierons de faire renvoyer un ouvrier de son entreprise, parce qu'il se trouve en désaccord avec nos conceptions de l'unité.

Internationalement, il ne nous vient pas à l'esprit de faire des discriminations de race ni de nations; l'unité, nous l'étendons à l'ensemble planétaire dans la libre expression des idéaux sur le plan pacifique.

A. PINÇON.

B.D.I.C

OHE TOUS

JOURNAL DES COMPAGNONS DE BEAU-SOUCY

NOS ATELIERS

Chaque soir, de 17 heures à 18 h. 30, chaque compagnon travaille dans l'atelier de son choix. Voici quelques impressions :

Quand j'arrive à l'atelier de couture je prends vite ma pochette et je sors l'habit d'une marionnette que je dois faire, puis je couds. Paulette tricote. Jackie brode un point de croix. Ginette pique des patins à la machine. La marionnette que je fais est un gendarme; je donne un coup de fer aux poches.

HABAR.

A la poterie, nous faisons beaucoup d'objets, des santons, des maisons, des pots de violettes, des petites assiettes, et même des fruits; nous pétrissons la pâte avant de la travailler afin qu'elle ne soit pas trop dure; quand on veut modeler on se met sur une petite planchette; à la fin des ateliers on met la pâte dans une cuvette et on la recouvre de chiffons humides.

PAULETTE.

Je suis en train de relier un livre; j'ai enlevé le fil après; j'ai mis les pages en ordre, je les ai cousues avec du gros fil; j'ai pris un cousoir pour les coudre. Après j'ai réuni les petits cahiers, j'ai collé le dos et j'ai mis le livre dans une presse, j'ai laissé sécher. Ensuite j'ai pris le livre et j'ai mis la couverture. Je l'ai tapée sur les côtés avec un marteau en bois.

MICHEL.

Avec du rotin nous faisons des paniers. Ces paniers sont de différentes formes. Si nous voulons qu'un panier soit rose, bleu ou jaune nous n'avons qu'à teindre le rotin avec de la teinture pour bois. Nous avons du rotin rond et du plat; avant de faire quoi que ce soit avec, nous le laissons tremper quelque temps pour qu'il soit souple et qu'on puisse le plier suivant le cas.

CRIQUET.

Je vais vous expliquer rapidement ce que nous faisons à l'atelier de raphia.

Nous avons plusieurs couleurs de boule de raphia avec lesquelles nous faisons beaucoup de choses; nous faisons des tresses, des ceintures, des ronds de serviettes, des paniers, et du tissage. Et comme couleurs nous avons du rouge, du bleu, du violet, du vert, du jaune, du blanc, de l'orangé et du marron.

CANARD.

Au modèle réduit nous faisons des animaux et des avions; Maurice est en train de faire un planeur, il a fait les nervures de la carlingue. Loup-noir fait une vedette, il a un beau petit moteur électrique pour faire marcher l'hélice. Je suis en train de couvrir un planeur avec du plaquage d'un millimètre d'épaisseur.

Je suis très contente d'être au modèle réduit. Au commencement, je faisais des canards et des chiens. Lapin fait un avion, Maurice et Michel aussi; ce soir je trie les clous; quand Tortue les a apportés, Loup-noir m'a dit : « voilà du travail pour toi ». Je n'étais pas très contente.

LAPIN.

Nous fabriquons des aquariums de ciment et de verre.

Nous préparons le mortier avec le ciment, nous mettons du sable et de l'eau. Nous avons fait un moule en bois et dedans nous coulons du ciment, trois jours après nous le retirons et nous avons le fond et les côtés de l'aquarium. Ensuite nous mettons des carreaux des deux côtés pour mieux voir; nous fixons les vitres avec du mastic.

TORTUE.

Nous avons pris du ciment et des pierres pour garnir les aquariums et nous avons fait des rochers pour que les poissons se cachent.

PIERRE.

Quand nous arrivons à l'atelier de mosaïque nous faisons des dessins sur du carton. Nous coupons de tout petits morceaux de papiers de couleur bien coupés; puis nous prenons de la colle sur une plaque de verre, avec la tête de l'épingle nous en déposons sur les traits du dessin, et nous piquons les petits bouts de papier que nous plaçons sur le dessin. Celui qui sait bien faire la mosaïque décore des broches sur lesquelles nous mettons du vernis pour que les papiers ne s'en aillent pas. Nous faisons de la mosaïque sur verre, c'est-à-dire que sur plusieurs plaques nous dessinons des plans différents d'un même dessin comme pour un diorama, nous le repassons à l'encre pour que la colle ne se mélange pas avec l'encre; nous le tournons de l'autre côté, et nous collons les petits bouts de papier; puis nous encadrons les sous-verre, comme nous voulons.

FRANÇOISE.

Quand on entre dans l'imprimerie on voit des compagnons qui composent des articles, puis quand un compagnon l'a fini il le ficelle et le transporte sur la petite machine pour tirer une épreuve et pour la corriger. Ensuite le typo le dépose de nouveau sur une galée et l'article attend qu'on le mette sur la page. Ensuite, pour la mise en page, les articles et les linos sont réunis et la forme bien serrée passe sur la grande machine où elle est imprimée sur le journal. Ensuite quand on n'a plus besoin des articles on les distribue dans les casses, où les caractères resservent pour d'autres articles. Voici le rôle des articles.

DESIRE.

NOTRE LUTTE

Nous avons en son temps relaté le scandale de la Bastide de Beau-Soucy. Nos lecteurs n'ignorent pas par quel odieux procédé, la fermeture de cette maison si riante, si accueillante a été décidée.

La Bastide est morte. Les enfants, les éducateurs sont séparés, répartis en diverses colonies de vacances. Malgré l'absence des enfants, nous sommes retournés à Beau-Soucy. Nous avons voulu une dernière fois fixer dans notre esprit le cadre dans lequel de pauvres gosses, diminués par des épreuves trop dures pour leur jeune âge, reprenaient goût à la vie.

Nous avons parcouru le parc magnifique, aujourd'hui désert, les escaliers, les couloirs aux noms évocateurs, qui résonnaient des chants et des rires d'enfants joyeux, heureux de se sentir libres. Notre cœur se serrait en contemplant les classes abandonnées, les derniers dessins, les ultimes leçons. Dans les ateliers, d'ordinaire animés d'une activité créatrice, le silence est tombé.

Spectacle désolant, la maison donne l'impression d'une cité dont tous les habitants ont disparu brusquement. Une profonde émotion nous étreint. Un mouvement de révolte nous soulève. Est-il possible que la bêtise ait triomphé ?

Pourtant, malgré, sa disparition, la Bastide n'est pas morte. Elle vit toujours dans le cœur de ses amis, de ceux qui l'ont connu, aimé. La bave venimeuse de quelques administrateurs sans conscience, n'arrivera pas à ternir le souvenir de ce qui restera pour nous une belle expérience, riche de contenu humain.

Dans notre mépris, nous n'associons, évidemment pas, l'ensemble du Conseil d'administration de la rue Viala, qui a pris la triste décision que l'on connaît. Notre enquête et notre article sur la fermeture de Beau-Soucy ont ému des membres de ce Conseil. Ils ont compris avoir

par **Jean BERNARD**

été dupés, trompés, par un rapport fieleux, triste exploit d'un besogneux d'esprit retors. Ils se sont renseignés, ont voulu juger par eux-mêmes. Certains sont venus à la Bastide. Nous attendons de ceux-là une réaction. Nous ne pouvons croire qu'ils resteront complices jusqu'au bout.

Au travers de la Bastide, toute une conception de l'éducation est visée. Cette conception, les syndicalistes dignes de ce nom, se doivent de la défendre. Depuis des années déjà, une menace enveloppe l'éducation nouvelle. Les attaques se précisent, aujourd'hui, la Bastide est touchée. De quoi demain sera-t-il fait ?

Tous les hommes libres, toutes les consciences indépendantes, tous ceux pour qui la vie est une lutte perpétuelle, pour la liberté, contre l'écrasement des totalitarismes doivent s'unir. Etre révolutionnaire ce n'est pas uniquement se fixer dans le lointain, un but hypothétique, c'est aussi savoir combattre quotidiennement dans le chemin que l'on s'est choisi. Aujourd'hui, un cas précis se présente, comment lutter, comment s'organiser ?

D'abord en faisant connaître l'œuvre que nous avons à défendre. C'est pourquoi, dans ce présent numéro, nous ouvrons nos colonnes à « Ohé Tous », le journal des compagnons de Beau-Soucy. En lisant ces textes d'enfants, empreints d'une si émouvante simplicité, vous comprendrez mieux que par des discours, l'importance et le prix du combat auquel nous vous appelons.

Ensuite, peut-être sera-t-il possible de grouper tous les amis de la Bastide, en une vaste amicale, dont le but devrait être la diffusion des idées qui constituaient la règle de vie de cette communauté et pourquoi pas, de rechercher les conditions permettant la poursuite de cette expérience ?

Ce ne sont là que des suggestions. Nous nous adressons à tous nos camarades, à tous nos lecteurs. Ne craignez pas de nous écrire. Faites-nous part de vos réflexions. Chaque lettre, même la plus minime, sera pour nous un encouragement et la preuve que notre appel n'aura pas été vain.

Messieurs les Administrateurs

des Allocations Familiales

Quelques minutes vous ont suffi pour approuver le rapport de vos services demandant la fermeture de cette maison d'enfants. Avez-vous relu ce texte que l'on ne vous a même pas mis entre les mains avant le vote...

Depuis un an, aucune note de vos services n'avait attiré mon attention sur vos désirs... Le rapport se préparait, jour après jour, pour vous être servi d'abord, vous en avez eu la primeur.

Depuis quinze jours, j'essaie vainement d'en avoir communication écrite : on me l'a lu et cette lecture m'a effrayé, je comprends qu'on ne m'ait pas demandé d'en prendre connaissance avant. Peut-on accumuler tant d'affirmations fausses et calomnieuses en si peu de lignes !

On vous a affirmé que les enfants étaient livrés à eux-mêmes, qu'ils cassaient tout, qu'ils n'étaient pas soignés, qu'aucun effort scolaire n'était fait, qu'un nombre impressionnant d'adultes étrangers vivait là, que la maison elle-même n'était pas adéquate. Vous avez accepté ces conclusions et une seule d'entre vous a pensé qu'il faudrait peut-être aller voir de près cette maison qui depuis six ans accueillait tant d'enfants et de visiteurs et dont on vous disait tant de mal.

Vos services ont appliqué vos décisions, les enfants sont « sauvés » par leur départ en colonies de vacances, le personnel est licencié, et la maison rendue à son propriétaire, tout cela en 10 jours; la préparation était au point.

Et vous, MM. les Administrateurs, vous partirez en vacances avec le cœur léger de ceux qui ont bien accompli leur mission.

Jacques LACAPERE.

La Bastide est détruite, la Bastide est dispersée. Les compagnons sont répartis par âges et par sexes dans des colonies éloignées. C'est fait.

Nous passions pour un peu fous parce que nous vivions, les gosses et nous, dans une étroite fraternité; parce que, depuis six ans, nous oubliions en général de prendre nos vacances; parce que nous marchions souvent pieds nus comme des naturistes; parce que nos méthodes de travail manquaient de conformisme.

Nous ne fréquentions ni l'église, ni le temple, ni la synagogue, ni même la mosquée; nous envoyions pourtant scrupuleusement à la messe et au catéchisme ceux de nos enfants dont les parents voulaient qu'ils fussent chrétiens.

Chez nous, les maîtresses d'école ne se juchaient pas sur des estrades, et nos classes étaient de curieux ateliers très gais et très calmes tour à tour, où les enfants prenaient tranquillement l'habitude de travailler sans ennui.

Nous appliquions sincèrement des principes qui sont gravés au fronton des monuments publics mais qui choquent encore bien des gens : nos compagnons faisaient l'apprentissage de la liberté, nous vivions en égaux et nous tutoyions comme des frères.

Nous aimions les jeux, la gymnastique naturelle, les chansons, les danses et le bel ouvrage. Devant les réalisations de nos ateliers et de nos classes, les amis et les curieux s'exclamaient d'admiration. Nous ne demandions qu'à travailler en paix dans notre douce cité,

Jusqu'à l'an dernier, nous avions rencontré des difficultés diverses : d'abord les difficultés techniques, celles que rencontre tout artisan face aux problèmes de son métier. Et puis, naturellement, des difficultés financières.

Mais, voici un an tout juste, survinrent nos sauveurs; c'étaient des gens fort puissants, puisqu'ils pouvaient disposer de sommes importantes. Notre travail les étonna un peu : le chef du service qui nous prit en charge disait harmonieusement : « La pédagogie, moi, je m'en fous », et on délégua pour nous surveiller un petit monsieur aux compétences mal définies, chargé de fournir à notre sujet son rapport quotidien.

Dès la prise en charge de la Bastide par la C.C.A.F.R.P., son service proposa purement et simplement la fermeture.

Fin novembre, ce même service, qui n'avait pas obtenu la liquidation souhaitée, essaya de décapiter notre équipe en licenciant le surveillant général et la secrétaire-économe.

Parallèlement, on s'attaquait au groupe des compagnons : les enfants de familles non directement allocataires durent nous quitter en pleine année scolaire, même les candidats au C.E.P.

En juin, un nouveau conseil d'administration a été élu, et le même service a su présenter au moment opportun un rapport tissé de calomnies et obtenir cette liquidation qu'il voulait depuis un an.

Ce trait de plume termine-t-il notre histoire ?

ABEILLE.

CAMARADE !

Combien as-tu diffusé de "COMBAT SYNDICALISTE" la semaine dernière ?

Depuis le premier août, la Caisse Centrale d'allocations familiales de la région parisienne a repris en charge notre maison d'enfants. C'est avec un sentiment d'espérance que nous avons vu la Bastide passer sous le contrôle d'un organisme stable nanti de moyens puissants et dont le rôle social correspond à celui que nous nous étions fixé.

Les compagnons qui vivaient ici l'an dernier sont demeurés pour la plupart, sauf, naturellement, les plus grands qui ont rejoint les centres d'apprentissage conseillés par l'office d'orientation professionnelle. Malheureusement, ces anciens compagnons n'ont pas été remplacés et la diminution de notre effectif a entraîné la suppression de nos classes.

Mais nous espérons que ces difficultés sont provisoires et les amis de la Bastide pourront se réjouir avec nous en pensant que le travail d'ordre pédagogique et social entrepris par l'équipe depuis cinq ans a des chances de se poursuivre normalement dans des conditions matérielles améliorées.

1er novembre 1949.

NOEL AU ZOO

Il était une fois, dans la nuit du 25 décembre, un père Noël qui eut l'idée d'aller donner quelque chose aux animaux comme noël. Au lion, il donna un cerf en bois, au chat une souris en carton, au singe, une noix de coco en pierre, et au tigre, un beefsteack de pâte de papier.

Le lion, en se réveillant, fut surpris de voir un morceau de choix dans sa cage.

—Tiens, il ne bouge pas, il est retourné de l'autre côté, il ne doit pas me voir. Le lion sauta sur le cerf et se cassa 6 dents ; le chat se mordit un grand coup la langue ; le singe, pour voir si c'était une vraie noix de coco, la jeta sur une vitre de la maison voisine, le tigre trouva le beefsteack de drôle de goût, et tous vinrent tenir conseil chez le lion.

— Moi, dit le lion, je me suis cassé 6 dents.

— Moi, dit le chat, j'ai eu la langue à moitié coupée.

— Moi, dit le singe, il a fallu que je paye une vitre, ce n'est pas drôle.

— Moi, dit le tigre, le père Noël m'a joué un mauvais tour, il m'a donné un faux beefsteack

— Eh bien, dit le lion, allons le trouver.

Quand ils furent arrivés chez lui, le père Noël eut peur de toutes ces bêtes en colère.

— Oui, dit le lion, assez de plaisanteries ou on vous enlève une tranche.

— Heu, oui, n'approchez pas de trop ; retournez chez vous, je repasserai la nuit prochaine.

Le lendemain, le lion était en train de fumer une cigarette en chocolat ; le chat mangeait des berlingots, le singe des sucettes, et le tigre des sucres d'orge.

JACQUES.

A nos amis

C'est un vivant appel que nous venons lancer auprès de tous nos amis.

En effet, sur l'ordre de personnes étrangères à notre vie, tout ce que nous possédions a été détruit : « Notre Bastide est fermée ». Nous pensons que la chose est par trop injuste, qu'un acte aussi grave puisse être fait si facilement, sans le moindre pouvoir de contradiction, sur de simples accusations faites par des personnes malveillantes ou ignorantes des faits réels, des enfants ont été dépouillés de leur grand foyer.

Nous savons bien que parfois les apparences sont trompeuses, que sur quelques instants de toute une vie on ne peut juger; mais ne serait-il pas préférable de se renseigner plus amplement ?

Quelquefois, des visiteurs nous trouvaient revenant d'un grand jeu, sales ou mal habillés; d'autres, arrivant à 5 heures, voyaient quelques échevins assis dans l'herbe, et les compagnons au tennis, au volley, ou dans le hêtre. Est-ce sur ceci qu'on peut juger de toute une éducation ? — Non. C'est pourquoi nous venons prier nos amis de nous venir en aide : que tous ceux qui nous ont connus veuillent écrire ce qu'ils savent de nous; aux éducateurs, aux campeurs amis qui venaient et à qui nous faisions visiter nos ateliers, nos clubs, et même notre classe, ou qui participaient à nos veillées aux lecteurs d'Ohé. Tous, aux parents qui venaient en visite, assistaient à nos jeux sportifs, à nos fêtes et constataient la gaîté de leurs enfants, à tous les anciens enfin, nous demandons leur témoignage.

Rédigez vos lettres en toute sincérité, et adressez-les à :
« Ohé tous ! » Bures-sur-Yvette (S.-O.).

LES ANCIENS.

BULLETIN D'ABONNEMENT

au « Combat Syndicaliste »

Je soussigné,

NOM .....

Prénoms .....

demeurant .....

.....

déclare souscrire un abonnement de (1) .....
au « Combat Syndicaliste ».

Le .....

SIGNATURE

Envoyez les sommes au C.C.P. PARIS 7497-93
Y. RICHAUD, 20, Rue Sainte-Marthe, PARIS-Xe

(1) 12 numéros : 110 fr. - 24 numéros : 215 fr. - 48 numéros : 420 fr.

B.D.I.C

LE SALAIRE MINIMUM GARANTI

Décret du 23 août 1950 (J.O. 24-8-50). Circulaire d'application du 25-8-50 (J.O. du 26-8-50).

En application de la loi du 11 février 1950 sur les conventions collectives rendant la liberté des salaires, la Commission supérieure des conventions collectives a étudié le budget type devant servir de base au calcul du salaire minimum national interprofessionnel garanti.

Le décret du 23 août 1950 complété par la circulaire ministérielle du 25 août vient de le fixer pour l'année 1950. *Le décret est applicable à partir du 1er septembre.*

« Ce décret écrit le ministre du travail dans son rappott au président du Conseil des Ministres, n'a pas pour objet de fixer le niveau des salaires. Le minimum qu'il institue n'est pas, non plus, le point de départ de la hiérarchie. Ce serait une interprétation tout à fait erronée du salaire minimum national interprofessionnel garanti que de le confondre avec le point 100 sur lequel s'établit la hiérarchie des salaires. Celle-ci variable avec chaque profession doit correspondre aux conditions particulières de chaque activité professionnelle. Elle reste fixée par les arrêtés en vigueur aussi longtemps que des conventions collectives ne seront pas intervenues.

« Il est essentiel qu'aucun malentendu n'existe sur ce qui précède. La fixation du salaire minimum national interprofessionnel garanti, considéré comme minimum social dû à tout salarié qui apporte son travail à une entreprise, ne peut avoir comme conséquence l'augmentation automatique de tous les salaires dans toutes les catégories professionnelles, dans toutes les branches d'industries. Outre qu'on fausserait ainsi la pensée du législateur, on aboutirait alors à une augmentation telle des charges des entreprises qu'elle entraînerait un mouvement inflationniste et que le sort des travailleurs les moins favorisés, au lieu d'être amélioré, se trouverait aggravé. »

QUELS SONT LES BÉNÉFICIAIRES DE CE DÉCRET ?

Les dispositions de ce décret sont applicables sur l'ensemble du territoire métropolitain aux professions comprises dans le champ d'application du chapitre 4 *bis* du titre 11 du livre 1er du code du travail tel qu'il est défini par l'article 31 dudit chapitre et précisé par l'article 31 *o* et les décrets pris en application de ce dernier article.

Les professions visées sont :

— Professions industrielles et commerciales;

— Professions libérales; offices publics et ministériels;

— Concierges d'immeubles à usage ou non d'habitation ou à usage mixte

— Aux travailleurs à domicile dont le prix de façon est établi par arrêté préfectoral.

Ce décret n'est pas applicable au personnel des entreprises publiques et assimilées.

Des décrets fixeront ultérieurement les conditions d'application aux travailleurs des professions suivantes :

— Personnel des professions agricoles définies par le décret du 30 octobre 1935 relatif aux associations agricoles et au personnel exerçant des professions connexes à l'agriculture;

— Personnel naviguant de la Marine marchande;

— Autres professions dans lesquelles la rémunération du personnel est, de manière habituelle, constituée pour partie par la fourniture de la nourriture ou du logement. Ex. : femmes de ménage, personnel des cafés et restaurants, personnel des crèches, dispensaires et maisons de retraites.

MONTANT DU SALAIRE MINIMUM GARANTI

Notons au départ que les abattements de zone sont maintenus, car nous dit le texte « (le) Gouvernement... a entendu protéger les travailleurs en tous les points du territoire, compte tenu du niveau effectif du coût de la vie dans chaque lieu de travail. »

Toutefois, la dernière zone n'a plus que 18 % d'abattement au lieu de 20. La zone dont les salaires servent de base est la région parisienne.

Après la 40e heure, il faut majorer le salaire horaire de 25 p. 100, au delà de 48 heures, de 50 p. 100. En comprenant les heures supplémentaires, le montant maximum des heures de travail reste fixé à 60.

ZONES	SALAIRES HORAIRES	40 HEURES PAR SEMAINE (horaire légal)	HORAIRES DE FAIT	
			45 HEURES PAR SEMAINE	48 HEURES PAR SEMAINE
Paris, Seine et certaines communes de Seine-et-Oise et Marseille	78 »	13.494 »	15.600 »	16.906 »
	plus 800 francs (prime de transport) dans la 1re zone de la région parisienne			
Abattements :				
5 %	74 10	12.819 »	14.820 »	16.060 »
10 %	70 20	12.144 »	14.040 »	14.601 »
15 %	66 30	11.468 »	13.260 »	13.789 »
18 %	64 »	11.072 »	12.800 »	13.872 »

Les jeunes travailleurs non liés par un contrat d'apprentissage subissent les abattements légaux : 50 % de 14 à 15 ans; 40 % de 15 à 16 ans; 30 % de 16 à 17 ans; 20 % de 17 à 18 ans.

QUE COMPREND LE SALAIRE MINIMUM INTERPROFESSIONNEL GARANTI ?

Pour obtenir le salaire minimum garanti personnel, il faut ajouter à son salaire de base toutes les primes ou majorations ayant le caractère d'une majoration de salaire. Sont considérés comme suppléments de salaires les primes ou majorations soumises à retenue pour cotisation de la sécurité sociale.

N'entrent pas en ligne de compte pour le calcul du salaire minimum garanti :

— La prime de transport allouée aux travailleurs de la 1re zone de la région parisienne;

— Les majorations pour heures supplémentaires;

— Les primes accordées en raison de circonstances particulières comme :

Allocations familiales; primes de salaire unique; prime de panier; indemnité de déplacement; prime pour usure des vêtements; prime ménagère, etc...

ABATTEMENT D'AGE

Il semblait, à la lecture de la loi du 11 février 1950 que les textes régissant l'abattement d'âge étaient considérés comme révolus. En effet, la loi précisait que les conventions collectives devaient contenir obligatoirement des dispositions concernant l'application du principe « à travail égal, salaire égal » pour les femmes et les enfants.

Mais la circulaire ministérielle du 25 août rappelle que les abattements à appliquer aux salaires des jeunes travailleurs continueront à être fixés comme précédemment. Il est vrai que le même texte laisse espérer que des sentences arbitrales ou des conventions collectives pourront modifier cette législation. Mais quels sont les patrons qui consentiront à appliquer d'autres règles, alors que le gouvernement continue et demande d'appliquer une législation qu'il considère juridiquement comme périmée ?

Une fois de plus les jeunes travailleurs qui sont véritablement ceux qui ont les plus bas salaires, puisque leurs salaires sont amputés de retenues variant entre 50 et 20 pour 100 suivant leur âge, font les frais de l'opération. Il est d'ailleurs plaisant de remarquer qu'aucune des grandes centrales n'a protesté contre cet état de choses. Ce sera donc l'honneur de la C.N.T. d'élever une fois de plus la voix pour défendre les éternels parias.

Jacques BRENNERT.

LE COMBAT SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA Confédération Nationale du Travail

Section Française de l'Association Internationale des Travailleurs

RÉDACTION-ADMINISTRATION : 39, rue de la Tour-d'Auvergne - PARIS (9e)

Paraît tous les Vendredis

LA COPIE DOIT ARRIVER LE SAMEDI AU PLUS TARD

Abonnements : 1 an (48 numéros) 420 fr.
Six mois : 216 frs - Trois mois : 110 frs
Changements d'Adresse : 20 francs
C. C. P. : Y. RICHAUD PARIS 7497-93
20, RUE SAINTE-MARTHE, PARIS-Xe

LUTTONS CONTRE LA GUERRE

A la veille d'un nouveau conflit mondial, même en regardant les choses avec optimisme, il serait bon que les « stratèges ouvriers », c'est-à-dire les dirigeants des grandes centrales syndicales, se rendent comptent qu'il serait préférable de faire prendre conscience aux travailleurs de la conjoncture actuelle plutôt que de les obnubiler par une propagande putride.

Parmi lès différentes campagnes en faveur de la Paix, la plus importante est certainement celle que l'on désigne couramment sous le nom d' « Appel de Stockholm », fruit de l'intense volonté d'expension du Kominform, instrument de l'impérialisme soviétique. Celui-ci n'ignorant d'ailleurs pas que ses possibilités de progression ne sont concevables qu'en période de paix.

C'est pour cette raison que le Kremlin cherche à justifier, par tous les moyens, sa politique d'agression.

Il fallait un prétexte à l'U.R.S.S. pour réaliser sa campagne en faveur de la « paix ». Ce prétexte, elle l'a trouvée dans la bombe atomique.

Or, de l'autre côté de la barricade, c'est-à-dire du côté du bloc occidental, seule une guerre peut résoudre les problèmes économiques qui se dressent avec une acuité de plus en plus forte, au fur et à mesure que les marchés commerciaux des autres pays, importateurs de la production industrielle des Etats-Unis sont bouchés. Ceux-ci se trouvent à la tête d'un potentiel industriel énorme dont ils ne savent plus que faire (raison majeure de la création du plan Marshall).

Nous nous trouvons donc désormais face à ceci :

En premier lieu, l'Amérique qui a besoin de la guerre pour ses débouchés commerciaux et son expansion économique.

En second lieu, l'U.R.S.S. qui elle, a besoin de la paix pour son expansion idéologique et sa volonté de domination mondiale.

Or, les deux systèmes ne peuvent pas vivre simultanément et parallèlement, donc il est nécessaire que l'un détruise l'autre. Il est évident que deux blocs représentant chacun la moitié du globe s'ils ne sont pas unis, sont obligatoirement opposés (ceci n'étant pas réciproque, l'union n'ayant jamais prouvé l'accord).

Il faut donc à l'un la moitié du monde possédée par l'autre.

Quel est l'aboutissement de cette politique ? LA GUERRE.

Quant au peuple, il est confié à des directeurs de conscience spécialisés dans ce genre d'exercice.

Dans les périodes de paix, on prépare habilement les peuples à la prochaine dernière qui, inévitablement, ne peut tarder d'arriver, ceux-ci se laissant prendre à une démagogie patriotique.

Que vont faire les individus conscients de cet état de fait ? Ils vont prendre parti pour l'un ou l'autre bloc.

C'est justement, il me semble, la seule chose à ne pas faire. L'unique objection que l'on puisse faire à la guerre ce n'est pas de la faire pour l'une ou l'autre puissance, mais par tous les moyens, travailler à la révolution sociale.

Voici, il me semble, le but de l'action ouvrière vers lequel devrait tendre, sans aucune défaillance, les militants syndicalistes dignes de ce nom.

Roger MARNIER.

Regroupement syndical ? Oui, mais dans la clarté

(Suite de la première page.)

notre C.N.T. trop petite. Nous avons déjà dit : « Trop petite pour ses ambitions », car depuis, il a fait son chemin puisqu'il a été aux U.S.A. et qu'aujourd'hui il défend le plan Marshall « avec droit de reproduction réservé ». Il s'est classé lui-même dans le clan des ambitieux puisqu'il a fait la preuve qu'il n'était pas venu à notre C.N.T. parce qu'elle n'a pas de fonctionnaire syndical.

Un autre confusionniste — de la Fédération des Syndicats Autonomes — nous a démontré depuis trois ans ses qualités entrevues avec lui. La dernière était pour le cartel d'action syndicaliste des métaux. Il nous promettait, au nom des autonomes, 20.000 fr. pour faire des papillons. Les papillons ont été édités, payés entièrement par le Syndicat Industriel des Métaux de la Région Parisienne (S.I.M. de la C.N.T.). Nous attendons toujours que les autonomes donnent de l'argent et viennent chercher les papillons que seuls nous avons diffusés.

A notre première entrevue, le 24 décembre 1947, avec le pontife autonome nous avions signé la déclaration suisuivante :

« Après un examen approfondi de la situation syndicale dans les métaux et sur le plan confédéral, les délégués des deux organisations ont constaté qu'aucune divergence essentielle ne les sépare.

« Ils déclarent que la nouvelle organisation doit être garantie contre toute possibilité de politisation et contre cet autre péril, différent, mais aussi grand, que constitue le fonctionnarisme syndical.

« En conséquence, les délégués décident de consulter leurs organisations propres, en vue de constituer un comité de coordination pour préparer et réaliser l'unité organique. »

Par la suite, le S.I.M. demande aux autonomes de prendre position sur le programme de l'A.I.T. Nous attendons encore la réponse et de connaître le résultat de la discussion au sein du syndicat autonome des métaux. Le représentant principal de la délégation autonome — promoteur actuel du regroupement syndical — est aujourd'hui fonctionnaire syndical appointé aux autonomes. Il est partisan de la participation aux bénéfices (Téléméca-nique) et même du rachat des entreprises (Cuttat). Il parle à la radio pour ne rien dire. A l'éclatement de la C.G.T. fin 1947, il a participé à la constitution des syndicats F.O. de la région parisienne. N'ayant pas été pris au sérieux par les réformistes, il a reconstitué le syndicat des métaux autonomes. Ce qu'il lui faut c'est une tribune où il étale son importante personne.

Le troisième confusionniste du regroupement syndical est bien connu à la C.N.T. où il a, pendant un certain temps, cherché à faire prévaloir « son idéal syndical ». Nous nous en sommes débarrassés, avec bien du mal, et maintenant il a rejoint la C.G.T.-F.O. « avec l'intégrité de ses opinions, bien décidé à les défendre, à les faire admettre en tout ou partie ». Mais les opinions du bonhomme sont variables. Nos camarades en jugeront par sa lettre du 5 juillet 1946 adressée à M. le chef de gare principal de Paris-Austerlitz.

« J'ai l'honneur de solliciter de votre bienveillance ma mutation à la prévention des vols (surveillance générale des gares.)

« Cette demande vous surprendra peut-être, mais vous voudrez bien penser que je ne la fais pas à la légère et que quelques raisons m'y poussent.

« J'ai toujours eu un faible pour cette sorte de travail, assez décrié bien sûr, puisque j'ai postulé en 1940, un poste d'inspecteur à la Police judiciaire et que j'ai été reçu à ce concours. »

Nous ne donnons que le principal de sa lettre avec l'espoir que nos camarades jugeront le « libertaire né » qu'il se dit. Nous mettons de plus dans le débat un dossier où il demande au Ministre des Travaux Publics de le libérer de service, pour les grèves des cheminots de 1947, pour ne pas subir des sanctions.

Nos camarades de la Fédération des cheminots F.O. n'auront pas de peine à vérifier les faits puisque la réponse est signée du ministre Pineau lui-même qui, dans sa lettre, donne une leçon de moralité à celui qui ne peut accepter « la discipline servile qui tue la pensée » pour pouvoir nager plus facilement en eau trouble.

Parmi les confusionnistes du regroupement syndical, nous mettrons le groupe de la Révolution prolétarienne (R.P.). Nous étions à Saint-Etienne au Congrès constitutif de la C.G.T.U. Nous n'avons pas oublié la satisfaction de ces camarades après le vote qui consacrait la subordination de la C.G.T.U. au Parti communiste. Nous n'avons pas oublié que les directeurs de la R.P. sont les organisateurs du P.C. sur la base des cellules d'entreprises, que, s'ils n'avaient pas été exclus du P.C. (nous disons exclus, car nul ne peut démissionner du P.C.), s'ils en avaient gardé la direction, qu'ils ont eu pendant un temps, c'est eux et ceux de l'Unité syndicale, qui, aujourd'hui, auraient la main-mise sur la C.G.T. et que ce serait les staliniens qui nous proposeraient des comités démocratiques pour le redressement et le regroupement syndicaliste.

Le regroupement syndical n'est pas possible. Tout d'abord les promoteurs en excluent les staliniens. Les soutiens de nos gouvernants ne le voudront pas ou alors le syndicalisme révolutionnaire sera noyé dans une organisation conformiste et réformiste. Il faut donc le regroupement seul des syndicalistes révolutionnaires pour redonner de l'élan à la lutte des classes. Notre opinion est dictée par l'expérience du passé. Le regroupement syndical a fortifié l'esprit de résignation des masses en permettant à tous les politiciens d'apporter la confusion dans les organisations syndicales.

Le regroupement des syndicalistes révolutionnaires est possible puisque rien ne nous sépare. Il n'est même pas besoin d'un nouveau Congrès d'Amiens puisque tous nous sommes d'accord pour lutter sur le terrain de classe; contre l'esprit de secte ou de parti; contre le patronat et l'Etat; de défendre l'indépendance du syndicalisme à l'égard des partis et de tout gouvernement.

Mais à la C.N.T. nous sommes quelques-uns qui depuis trente ans, avons toujours défendu ces principes, alors que d'autres faisaient des « tournants ». Nous sommes en droit de demander à certains « théoriciens » qui en un temps ont admis la théorie de la direction unique et du rôle dirigeant du P.C. de nous garantir de ne pas revenir à ces erreurs et aussi, dans l'intérêt du mouvement ouvrier, de prendre des garanties contre certains politiciens et agents provocateurs.

Le regroupement syndical, il n'est pas que d'en parler pour démontrer qu'on en est partisan. Il faut aussi faire concorder ses actes avec ses paroles. Tout ce qui a été fait ces dernières années pour le regroupement syndical n'a servi que les politiciens. Va-t-on continuer ?

A la recherche des responsabilités

(Suite de la première page.)

S'il en fut vraiment ainsi, Marx n'aurait absolument rien à voir avec le pseudo-communisme russe dont les vrais géniteurs seraient les néo-fabiens britanniques, dont le plus illustre est Bernard Shaw.

Rappelons pour ceux de nos camarades qui auraient oublié ces choses antiques, que les fabiens étaient des prêtres au service du dieu Pan, vivant en communauté.

Vous le voyez, sans s'en douter, on passe d'une religion à l'autre, tant les prêtres et les papes de tout acabit se ressemblent; mais, au travers de toutes les religions, il y a une continuité de pensée et de méthode que l'éternel écoulement des siècles ne parvient pas à modifier.

Un admirateur anglais de Staline a écrit la vie de ce dictateur « prolétarien », et c'est ainsi qu'il nous apprend que Staline se destinait à la prêtrise. Mais, ayant lu Darwin en contrebande, il avisa un jour, pendant la récréation, un de ses condisciples et, saisissant un bouton de sa vareuse, il lui dit à l'oreille : « Camarade, on nous trompe, Dieu n'existe pas. »

Staline persévérant à lire « de mauvais livres » fut, quelque temps après, mis à la porte du séminaire.

Eh bien, qu'il croit en Dieu ou qu'il n'y croit pas, Staline a conservé l'esprit de la maison; il porte toujours en lui l'empreinte indélébile de cette éducation néfaste, de ce poison mortel, devrions-nous dire, dont les ravages dépassent notre imagination.

Malheureusement, il ne s'agit pas seulement de Staline; tous les « grands capitaines », les conducteurs d'hommes, les meneurs de foules, ceux d'Orient et ceux d'Occident, qui prétendent nous mener vers la Terre promise, ont tous la même mentalité, ils souffrent du même complexe d'infériorité, tous parlent d'un meilleur devenir, de liberté, de démocratie, de bien-être, d'égalité, etc., mais pour eux, la cité future c'est comme cette mythique Atlantide, que les nagivateurs anciens situaient partout et nulle part; tous se faisant forts de la redécouvrir.

Il est incontestable que la méthode autoritaire préconisée par tous les grands mystiques et les flibustiers de toutes les religions, est la meilleure pour permettre à un parti même impopulaire au début, de s'emparer du pouvoir. Mais cela ne changera jamais rien à la condition prolétarienne.

Au fond, et pour conclure, nous dirons que les responsables du danger qui, aujourd'hui, met en péril l'humanité entière, n'est ni spécifiquement russe, ni spécifiquement américain, il est universel, il procède directement de cette incurable manie humaine qui consiste à vouloir dominer, imposer, régenter le monde.

La seule voie du salut pour l'humanité, si elle veut vivre, c'est de désobéir aux dictateurs.

Souscrivez pour que vive "LE COMBAT"

Sommes reçues au 1er septembre 1950

Mirande et sa compagne (La Martinique) : 1.000. — Beaujard André, Paris : 180. — Fédération des Métaux : 1.000. — Permanence Paris, liste n° 531 (Lola 100, Tessier 20, U. L., St-Denis 50, Léger 500, Pichon 100) : 770. — Trancard, Garches : 580. — Meyer, Paris : 10. — Garcia, Albi : 180. — Charbonneau, Paris : 30. — Ramos, Paris : 85. — Liste Labeauté, Gaillac, n° 508 : 1.980. — Vidallier, Villefranche-de-Panat : 620. — Dugne, Thiers : 250. — A. Capelle, Paris : 55. — Jorge, à Oudjda : 840. — Menoux, Courseulles : 80. — Thérondy, Lagrange Puch d'Agenaix : 180. — Bide, Rennes : 120. — Guillore, Souche : 180. — Labeaute, Gaillac : 50. — Corderons, Oullins : 30. — Tortosa, Alger : 500. — Laffineur, Margut : 80. — Mancel, Lyon : 90. — Lauron, Paris : 80. — Récio, Graissessac : 85. — Calvarin, Lambezelles : 90. — Signoret, Marseille : 80. — Muzzoni, Dieppedalle : 85. — Bournez, Paris : 80. — Nanou : 200. — Total de la présente liste : 8.590.

B.D.I.C

3428

LE COMBAT SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

24e année - Nlle série, N° 38 — 10 FRANCS — VENDREDI 15 SEPTEMBRE 1950

Protosyndicalisme

Ce n'est pas sans un serrement de cœur que nous nous penchons sur l'état de désunion dans lequel se trouve la classe ouvrière.

De toutes nos forces nous souhaitons de voir les travailleurs marcher unis contre leurs exploiteurs. Mais nous ne voulons pas ignorer qu'il ne suffit pas d'émettre des souhaits pour qu'ils se réalisent.

L'union des travailleurs, pour qu'elle soit féconde, doit être basée sur des fondements sérieux, élaborés au cours de longues décades d'expériences. Est-ce le cas de ce qui nous est proposé présentement ? Non !

Les propositions qui se succèdent ont ceci de commun qu'elles se ressemblent toutes par leur côté négatif : rien de ce qui doit résulter des expériences du passé n'y est inscrit. Plus d'un demi-siècle de luttes est ainsi passé sans qu'il semble que cela ait laissé des traces ; on en est resté à l'époque du protosyndicalisme, alors que les travailleurs s'associaient dans des organismes particularistes sans pensée de classe ni vues historiques.

Cela se comprend pour tous ceux qui n'accordent au syndicalisme qu'un rôle secondaire de machine ; cela est impensable de ceux qui se réclament de la grande idée qu'il représente : l'instauration d'une société basée sur la justice.

La C.N.T. ne veut pas revenir à l'époque du protosyndicalisme. Elle est persuadée que les idées contenues dans la charte d'Amiens, précisées à Lyon en 1926 et à Paris en 1946, représentent les seules bases susceptibles de promouvoir un rassemblement sérieux et durable.

Les propositions qui consistent à rassembler d'abord et à chercher ensuite dans quel but on a rassemblé lui semblent sortir de la tête de gens habitués aux pratiques des restrictions mentales. La C.N.T., elle, parle clair.

C'est pour cela qu'elle ne peut entendre ceux qui voudraient lui faire admettre une quelconque obédience qui serait l'obédience du syndicalisme lui-même, une quelconque liaison organique, même camouflée, ou une quelconque admission de représentativité proportionnelle qui ne serait que la reconnaissance de fractions organisées, si chères aux disciples de Staline.

Si l'on veut vraiment le regroupement des travailleurs, il faut le démontrer et rejeter de son esprit tout ce qui nécessairement le fausse. On ne peut faire aucun rassemblement en dehors ou contre la C.N.T. Les tentatives qui ont eu lieu l'ont prouvé. C'est un facteur dont il faut tenir compte. Certains qui s'affirment réalistes seront-ils capables de le comprendre ?

CNT

LES CONSEQUENCES IMMEDIATES DU REARMEMENT

PAR suite d'une politique étrangère insensée, pratiquée par tous les gouvernements du monde, on voit chaque jour se dessiner plus nettement les deux blocs rivaux qui se préparent à se jeter l'un contre l'autre sans se soucier que cette prochaine guerre peut s'avérer aussi catastrophique pour l'un comme pour l'autre.

Mais qu'importent de vagues humanités... On s'était d'abord soigneusement appliqué à se faire peur. Ainsi un péril qui aurait pu n'être qu'imaginaire, devient une réalité. Dès lors, assez de bavardages, il faut se tenir prêt, c'est-à-dire, il faut recommencer le petit jeu des armements à outrance.

Nous commencions à peine à nous relever d'un des plus formidables conflits enregistrés par l'histoire jusqu'à ce jour. Ce sont uniquement les souffrances et les privations du prolétariat qui avaient permis à l'économie capitaliste de se remettre à peu près correctement en équilibre sur ses pieds, mais devant le nouveau péril il va falloir nous imposer de nouveaux sacrifices.

« Nous », c'est encore et toujours le prolétariat.

« Nou-ou-ous » exagérons, dites-vous, cher monsieur *Touvabien*. Voire ! Apprenez donc qu'à la dernière session du Fonds monétaire international, un certain M. Gutt (Gut pour lui peut-être, mais pas pour nous), président du Conseil d'administration dudit Fonds, a déclaré à ses collègues entre autres fort belles choses, ceci :

« Le réarmement a déjà et aura des conséquences dans le domaine économique. Le besoin d'une complète coopération internationale est plus grand que jamais. On s'occupe actuellement de l'organisation de cette coopération dans le domaine militaire; cette coordination militaire doit être complétée par une coordination financière. »

Evidemment, nous ne citons de cet important et solennel discours que l'essentiel, mais nous n'aurons garde de vous celer le plus beau morceau. Camarades lecteurs du C. S. retenez bien ce que M. Gutt (pour nous, nicht gut), préconise comme mesures à prendre dans l'immédiat :

1° *Blocage des salaires ;*
2° *Fiscalité accrue ;*
3° *Restriction des crédits et des investissements ;*
4° *Réduction des dépenses publiques et privées ;*
5° *Coopération commerciale.*

Nous allons maintenant nous efforcer de vous donner des explications. Lisez et méditez, cela en vaut l'os :

TRENCOSERP.

(Suite en page 4.)

NOTRE PRESSE

En même temps que le « Combat Syndicaliste » adoptait la formule hebdomadaire, son comité de rédaction décidait de porter tous ses efforts vers l'amélioration de son contenu. La C.N.T. se devait de posséder un véritable organe syndical digne de la représenter.

Le journal mensuel limitait énormément nos possibilités de diffusion. Le manque de place nous contraignait à ne traiter que les sujets exclusivement revendicatifs du syndicalisme. Seuls achetaient le « Combat » les militants et adhérents de notre organisation. Nous négligions des champs d'action extrêmement intéressants. Nous laissions très souvent passer des occasions favorables de faire connaître, sur des problèmes pourtant essentiels, la position des syndicalistes révolutionnaires. Résumons-nous, le COMBAT mensuel était un journal d'action militante à l'usage presque exclusif des adhérents de la C.N.T.

Avec le COMBAT hebdomadaire, de plus grandes possibilités nous étaient offertes. Nous ne pouvions plus ignorer certains secteurs très importants de l'activité humaine, secteurs quelquefois liés au véritable syndicalisme.

Le comité de rédaction a vu avec satisfaction de jeunes militants s'intéresser à notre presse, lui apporter le poids de son dynamisme. Notre équipe s'est trouvée renforcée, rajeunie par quelques camarades enthousiastes. Autant nos réunions étaient calmes, nos discussions tranquilles, autant, aujourd'hui, elles sont animées, nos controverses passionnées. Et pourtant, dans cette ambiance, le journal se fait.

Nous avons cherché de faire du COMBAT, tout en lui conservant son rôle d'organe revendicatif, de tribune de la C.N.T., un outil d'éducation. C'est ainsi que, tour à tour, nous avons attiré l'attention de nos camarades sur les problèmes de l'enfance, de la femme, de la jeunesse, de l'art, du cinéma, du théâtre, de la littérature, etc. Nous désirons aussi utiliser également le COMBAT pour mener des campagnes dans laquelle la C.N.T. se doit d'être représentée. (Fermeture de la Bastille de Beau-Sency.)

Avec cette orientation, c'est tout le problème de la presse syndicale qui se trouve posé : son rôle, son but. En diffusant le journal, nos camarades nous prouvent que leur intérêt ne diminue pas, bien au contraire. Cependant, nous avons l'impression de travailler dans le vide. Notre but est de faire du COMBAT un grand hebdomadaire syndical, mais il nous manque l'appui de nos lecteurs. Quelques camarades, lorsqu'ils viennent nous voir — trop rarement — nous disent ce qu'ils pensent de notre travail. Nous nous efforçons de tirer profit de leurs remarques, d'utiliser leurs suggestions. Nous avons en agissant ainsi, conscience de nous rapprocher des besoins de nos militants, de leurs aspirations aussi.

Notre journal deviendra véritablement l'organe de notre organisation lorsque chaque camarade prendra l'habitude de nous envoyer, de temps en temps, ses réflexions, ses critiques, ses encouragements.

Camarades, à vos plumes.

LA REDACTION.

LA STABILISATION DES CLASSES

Un dernier décret du « pouvoir établi » vient de fixer le salaire minimum de tous les déchets d'humanité qui sont employés aux plus sales, aux plus pénibles, aux plus dégoûtants travaux et sont payés avec un lance-pierres.

Dans le temps jadis, ou même naguère si vous voulez, il y avait dans la société, trois classes. Le nombre trois est sacré, il correspond à la très sainte Trinité, au mystère de l'existence : naissance, vie et mort, il correspond à la famille telle que Dieu l'a créée : le père, la mère, les enfants. Il est représenté par le triangle et par la divine trilogie : le Père, le Fils et le Saint-Esprit.

Donc, conformément à la volonté de Dieu et à celle de la nature — en admettant que cette dernière existe — la société comporte trois classes : la bourgeoisie, la classe moyenne et la classe ouvrière.

Il en existe bien une quatrième, évidemment clandestine et illégitime, c'est celle des truands et des coupe-jarrets, mais celle-là, il est de bon ton de l'ignorer et de faire comme si elle n'existait pas; c'est exactement comme une fille de bonne famille qui est censée ne pas avoir de sexe.

Le socialisme, le seul vrai, avalisé par tous les Pouvoirs publics, et par Dieu le père lui-même, le socialisme légitime et éminemment représentatif, divinement et miraculeusement incarné dans la précieuse personne de saint Karl-Marx, descendant authentique d'Abraham et de Jacob, tendait lui-même à la suppression des classes et tous les hérétiques plus ou moins béotiens, gentils, philistins, simoniaques, etc., se trouvaient par un hasard extraordinaire, inattendu et incompréhensible, parfaitement d'accord sur ce point.

Mais il appartient à la quatrième République française, de s'inscrire en faux contre ce principe socialiste, tendant à la suppression des classes.

Tout le monde connaît, du moins à Paris, cette belle affiche de l'un de nos plus fins, de nos plus spirituels dessinateurs — peu nous importent ses opinions politiques — il s'agit de Sennep. L'affiche dont nous parlons n'est malheureusement que publicitaire, mais son motif et sa légende s'élèvent en dépit de toutes les conventions, bien au-dessus de la vulgaire publicité. Elle représente nos quatre républiques sous les traits de quatre femmes d'âge différent, mais de la plus vieille à la plus jeune, elles se ressemblent à la perfection par leur commune et désarmante laideur.

Pour nous et en toute franchise, cela ne correspond pas du tout à la réalité, car la IVe République, la plus jeune, est de beaucoup la plus laide, comparativement à ses sœurs aînées.

Nous affirmons hardiment cela, car

PITALUGUE.

(Suite en page 2.)

Yougoslavie 1950

SOCIALISME OU BUREAUCRATIE ?

LORSQUE éclata la nouvelle de la condamnation par le Kominform de la politique et de l'orientation du Parti communiste yougoslave, la surprise fut très grande dans le monde entier. D'autant plus que la Yougoslavie était considérée comme l'avant-garde de toutes les démocraties populaires. Belgrade n'était-elle pas le siège choisit par le Bureau d'Information des Partis communistes (Kominform) et le Parti communiste yougoslave n'était-il pas au sein de cet organisme le champion du stalinisme ?

Au moment où nombre de gens, même parmi les militants ouvriers, doutaient de voir un jour des divergences profondes dresser contre l'U.R.S.S. un de ses satellites, la déclaration du Kominform est venue rappeler que la réalité économique domine la fiction politique, que les problèmes économiques ne peuvent se résoudre indéfiniment par l'élimination brutale des différentes tendances.

La rupture survenue si brusquement, posait de nombreuses questions. Quelle était la nature de cette « opposition » ? Ses raisons d'être ? Son origine ? Son contenu social ? Quelles étaient ses chances de vivre ? Quelles peuvent être les répercussions dans les autres pays du glacis soumis à l'exploitation soviétique ? Quelle doit être la position du mouvement ouvrier international face au régime yougoslave ?

Il ne faut pas espérer trouver une réponse à ces questions dans la déclaration du Kominform publiée par *l'Humanité* du 29 juin 1948. En effet, plein de contradictions, ce texte fleuve est le plus parfait modèle du charabia stalinien.

Pierre-François VEZON.

(Suite en page 4.)

AVEZ-VOUS COMPRIS ?

CAMARADES qui nous demandez pourquoi nous ne voulons pas que notre C.N.T. soit représentative; qui nous demandez pourquoi nous combattons les comités d'entreprises et les conventions collectives.

Depuis février, les salaires sont libres (?), nous pensions que les exploités pourraient discuter le prix de leur travail avec leurs exploiteurs. Malgré des bénéfices toujours plus forts, permettant de distribuer des dividendes « substantiels », les patrons, aidés par le gouvernement, refusent d'augmenter les salaires qu'ils trouvent pourtant eux-mêmes dérisoires pour nous permettre de vivre équitablement.

Une lueur d'espoir avait été donnée par les travaux de la Commission supérieure des conventions collectives, malgré ses nombreuses contradictions.

Après plusieurs mois de discussions, de compromissions, ladite Commission a fait connaître la conclusion de ses délibérations qui, bien qu'inférieures à la réalité, feraient augmenter les salaires de 40 %. Grand désarroi dans le clan patronal, mais comme en dernier ressort — malgré la liberté des salaires — la décision revient au gouvernement, nous ne nous faisions pas d'illusions, nos patrons non plus. On connaît la suite.

Avez-vous compris, camarades, que toutes ces institutions, toutes ces commissions, toutes ces délégations ne sont faites que pour nous endormir ? Reprenez l'histoire du mouvement ouvrier. A quel moment avons-nous obtenu un minimum de satisfaction à nos revendications ? Jamais par des manifestations platoniques, toujours par l'ACTION DIRECTE.

Avez-vous compris que si nous acceptions les conventions collectives, les comités d'entreprises, la représentativité, nous devrions nous aussi aller perdre notre temps dans les diverses commissions instituées sous l'égide gouvernementale pour tromper la masse ? Nous devrions aller discuter avec tous les ennemis de la classe ouvrière, chercher des compromis qui mécontentent tout le monde; nous rendre ridicules comme tous les représentants des grandes centrales pour en arriver à laisser la dernière décision au gouvernement.

C'est contre les principes du syndicalisme révolutionnaire et les décisions des congrès de notre C.N.T. Notre lutte contre l'Etat ne nous permet pas de renforcer le gouvernement quel qu'il soit et d'être les complices de nos exploiteurs.

Charles SALEMBIER.

REGARDEZ VOS BANDES

Oui, camarades abonnés, regardez vos bandes car le C.S. a besoin que vous renouvelliez le plus rapidement possible votre abonnement.

Vous savez qu'un journal comme le nôtre ne peut vivre et ne vit que par les sacrifices constants de ceux qu'il intéresse.

Le COMBAT SYNDICALISTE n'a pas de fonds occultes ; aucune ambassade, aucun ministre ne l'entretient. Il est libre. Et être libre, c'est difficile.

Nous pouvons affirmer hautement que le C.S. est le SEUL journal qui dit entièrement ce qu'il doit dire sans se soucier de ceux qu'il gêne, déterminé seulement par les intérêts de la classe ouvrière.

Cela ne lui procure pas que des amis. Mais à cause de cela, il faut que ses amis l'aident soit en souscrivant, soit en s'abonnant, soit en lui trouvant de nouveaux abonnés ou encore en organisant sa diffusion.

Nous pensons être entendus.

Yvette RICHAUD.

UN COUP DE JARNAC

S'il vous est donné de visiter l'admirable château de Saint-Germain, le guide vous indiquera l'endroit où le sieur Jarnac utilisa le coup qui fit passer son nom à la postérité. Mais vous retiendrez que c'est devant un homme armé, face à face, d'homme à homme que ce fut fait.

Depuis, suivant en l'espèce le sort commun, l'expression a perdu de sa force au point de n'exprimer le plus souvent qu'un acte que l'on préfère céler.

Il n'y a donc pas d'impropriété de terme à l'employer pour qualifier les agissements du chef du gouvernement, M. Pleven, qui parle beaucoup de la misère des ouvriers et fait peu de chose, pour ne pas dire rien, contre elle, bien au contraire.

Les articles que vous lisez dans les journaux, les discours que vous entendez à la radio n'ont tout simplement pour but que de cacher les « coups de Jarnac » du triste sire.

Pendant qu'il parle ou qu'il écrit, les bureaux qui sont sous ses ordres préparent des textes « confidentiels » adressés aux inspecteurs du Travail, dont le contenu démontrent la volonté formelle et déterminée de faire supporter par les travailleurs le poids du réarmement qui doit, paraît-il, sauver notre liberté.

Autrement dit, afin de nous conserver cette liberté, on commence par nous en supprimer le plus possible.

Car la raison de ces instructions confidentielles aux inspecteurs du Travail, c'est de lutter contre la journée de huit heures et la semaine de quarante heures.

Le « jarnacqueur » en question pousse le cynisme jusqu'à penser qu'il est inutile de supprimer le principe contenu dans la loi : on peut très bien conserver celui-ci et par des textes adéquats, qu'évidemment elle permet, faire le nécessaire pour que « légalement » les travailleurs soient mis dans l'obligation de subir les longues journées de travail.

Depuis que le syndicalisme vit ses propres expériences, une vérité a pris le sens d'un axiome absolu, c'est que les longues journées de travail sont le plus sûr moyen pour les patrons de réduire les salaires. Cela est si vrai que l'on peut mesurer le pouvoir d'achat d'une profession donnée sur le simple énoncé de la longueur du temps de présence sur le lieu du travail, qui y est pratiquée.

Il ne faut pas nous leurrer — car nous sommes là dans un cercle vicieux — parce qu'ils gagnent peu les travailleurs acceptent les heures supplémentaires et parce qu'ils acceptent

APRES NOUS LE DELUGE

Nos camarades fils, pères et grands-pères des peuples se prenant (modestie) pour le père éternel ont été les seuls de la presse à annoncer dans « Ce Soir » du 2 septembre 1950, sous un texte présentant la « Grrande Fête de l'Humanité » :

« Beau temps nuageux pour demain. Voici communiqué par la Météorologie nationale — aéroport du Bourget — les prévisions valables pour le dimanche 3 septembre :

Beau temps nuageux. Quelques brumes matinales. »

Comme propagande ce n'était pas mal. Malheureusement on a vu le résultat. La ligne directe Kremlin-Septième Ciel était en dérangement. Et obéissant aux injonctions de l'Encyclique les écluses du ciel se sont ouvertes.

C'est bien la première fois que nos petits camarades staliniens se sont laissés mouiller...

B.D.I.C

les heures supplémentaires ils gagnent peu.

Le sieur de Pleven-Jarnac y compte bien et très « discrètement » il fait savoir aux patrons qu'ils pourront s'adresser aux inspecteurs du Travail pour obtenir les dérogations dont ils ont besoin afin de remplir les engagements qu'ils ont contractés envers l'Etat.

Comprenez — vous n'avez pas besoin d'un grand effort d'interprétation — que lorsque les travailleurs appauvris et éreintés auront bien rempli leur tâche à pas cher, c'est-à-dire auront rempli les engagements de leurs seigneurs patrons, l'heure sera venue d'écouler sur ses lieux de destination la marchandise fabriquée, en l'occurrence les canons, tanks, avions, obus, etc., dont nous avons tant besoin pour sauver la liberté que nous n'avons déjà plus.

Et, comme de juste, l'opération sera on ne peut plus rentable puisque le prix de revient sera abaissé d'autant que le permettra la « compréhension » si ce n'est l' « adhésion » ouvrière.

Cette adhésion en suppose une autre plus caractéristique encore, c'est celle qui consiste à faire utiliser les produits fabriqués — il s'agit toujours des canons — par ceux qui les ont faits. Vous en connaissez bien les conditions, là, il n'est plus question de réglementation de la journée ou de la semaine. Tous les jours sont employés et le tarif est comme il se doit celui qui convient, il correspond vraiment à la « journée de travail ». On peut dire qu'on y meurt à la tâche. Que voilà un sacré coup de Jarnac !

Tout ceci pour ramener l'esprit de nos militants — et des autres — sur cette vérité essentielle que nous avons honte de devoir répéter sans cesse : il faut lutter partout et toujours contre les longues journées de travail, pour la diminution du temps de présence sur le lieu du travail.

C'est là la revendication-clé du syndicalisme, celle où le patronat et l'Etat ne peuvent rien reprendre sur le plan de la consommation. C'est celle qui est à la base de toutes les autres et abandonner le combat en sa faveur, c'est vouer toutes les autres à l'échec.

Que partout nos militants la répandent, qu'ils la proposent, qu'ils la fassent comprendre.

Et le coup de Jarnac du Pleven-qui-se-penche-sur-la-misère sera un coup d'épée dans l'eau.

Jean THERSANT.

UNE ÉTUDE DE NOTRE AMI GUILLIER

Notre camarade Guillier vient d'écrire une brochure :

LA REVOLUTION SALVATRICE

qui fera réfléchir tous ceux qui sont intéressés par la solution du problème social.

En vente à la librairie de la C.N.T.

Chez les employés

ASSEZ DE TRAHISONS !

C'est avec beaucoup de retard que le numéro de janvier du bulletin intérieur de la Fédération Française des syndicats chrétiens d'employés (C.F.T.C.) nous est parvenu. Reconnaissons d'ailleurs qu'il ne nous était pas destiné.

Si ses pages ne contenaient des constatations intéressantes, nous laisserions passer cette publication sans lui accorder plus d'intérêt qu'elle n'en mérite.

Si nous pouvions avoir quelque peine à admettre l'action antiouvrière des dirigeants de cette fédération, nous en avons maintenant la preuve formelle.

Le secrétaire général de ladite fédération, Jacques Tessier, fils de Gaston du même nom, actuel président de la C.F.T.C. (lorsqu'on vous dit que la C.F.T.C. est une grande famille !) étudie, avec un mois de recul, les répercussions de la grève générale déclenchée par Force Ouvrière en novembre dernier. Sous le titre : « *Un coup d'épée dans l'eau* », il écrit cette chose effarente, tout au moins pour tout syndicaliste honnête et sincere :

« ... Il est bon de rappeler que la seule forme de grève vraiment efficace — à condition de pouvoir la soutenir — est la grève de durée illimitée. *La grève de durée limitée, elle, ne peut avoir d'autre signification qu'un geste de mauvaise humeur,* une sorte de manifestation publique de mécontentement : on laisse passer, et, quelques jours après, on n'en parle plus. C'est le cas pour une grève générale comme pour une grève professionnelle... Nous ne pouvons envisager, en tant que syndicalistes chrétiens, le recours à la grève générale illimitée, puisque celle-ci aboutit nécessairement au coup d'Etat politique. »

On ne peut être plus clair... et plus cynique à la fois. Après avoir constaté l'inefficacité de la grève générale limitée (ce sur quoi nous sommes complètement d'accord), M. Jacques Tessier nous apprend qu'il ne peut envisager le recours à la grève générale illimitée, pour une question de doctrine, jamais précisée d'ailleurs.

Il est vrai que M. Jacques Tessier peut avoir quelques excuses. M. Jacques Tessier est secrétaire général d'une fédération des employés et ce monsieur... n'a jamais travaillé. Il a fait ses études, grâce à l'argent de son père, puis son service militaire, et il est ensuite entré directement dans la caste des bonzes syndicaux, grâce toujours aux « lauriers » conquis par son père.

Voilà en quelles mains sont les destinées de la majorité des employés, car la fédération C.F.T.C. est la plus puissante organisation d'employés parmi les fédérations affiliées à une confédération : la C.G.T. disparaît petit à petit, F.O. est devenu l'organisation fantôme n° 1; quant aux syndicats gaullistes, ils sont pratiquement inexistants ou ils se montent avec le rebus des autres organisations ou grâce à des manœuvres politiques (à la B.N.C.I. par exemple, pour être sûrs d'être élus, les candidats indépendants se sont fait élire sur une liste sans dévoiler leur appartenance; élus ils ont jeté le masque, ont démissionné du syndicat grâce auquel ils se sont faits élire et ont constitué après ce coup de maître leur syndicat indépendant).

Ceux qui n'ont jamais travaillé, jamais souffert, jamais connu la misère ouvrière, ont l'audace de parler au nom de la classe ouvrière, et de prétendre la représenter, alors qu'ils n'ont rien et n'auront jamais rien de commun avec elle !

Ainsi, une fois de plus, M. Jacques Tessier jette le masque. Il montre à nu son vrai visage et essaie de camoufler son rôle de fossile sous une jésuitique dialectique !

Et c'est ainsi que la trahison continue son chemin et affirme provisoirement ses positions. A une époque où le chômage se fait plus menaçant que jamais, les syndicats C.F.T.C. sont les premiers à autoriser les heures supplémentaires (aux termes de la loi, l'employeur est tenu d'avoir l'autorisation des organisations syndicales pour faire une demande d'heure supplémentaire à l'Inspection du Travail).

Dans d'autres établissements, comme les banques où 5 à 10 % des mécanographes sont tuberculeuses ou présentent les symptômes propres au développement des bacilles, les syndicats C.F.T.C. laissent, sans protester, les directions augmenter le rendement horaire des perforatrices. Qu'importe la santé et même la vie de ces jeunes filles si les intérêts du capital sont en jeu ! Voilà comment des dirigeants chrétiens (?) défendent la « dignité humaine » du travailleur !

Mais un jour viendra où les employés prenant conscience de leurs responsabilités jetteront à la face de ces Tartuffes d'un nouveau genre le dernier couplet du glorieux chant des canuts :

« Mais notre règne arrivera
Quand votre règne finira
Alors nous tisserons le linceul du vieux monde,
Car l'on entend déjà la révolte qui gronde ! »

Louis VERDOUX.

N'oublions pas l'expérience des ans

« L'opération « Cupola » a pleinement réussi.
Nous sommes bien protégés, mais il faudra beaucoup d'argent pour compléter notre système de défense. »
Maréchal de l'Air :
SIR JAMES ROBB.

Semblable raisonnement nous était tenu en 38-39, après la défunte euphorie du Front Populaire. « Sommes-nous défendus ? » faisait proclamer l'Etat-Major français qui donna par la suite la mesure de sa compétence.

Si grande est la faculté d'oubli de nos contemporains, qu'il est décevant de voir l'opinion accepter, sans la moindre réaction, les informations que les agences distribuent à la presse, quand elle ne peuvent les cacher.

Les aggravations des charges fiscales qui retombent finalement et exclusivement sur le dos du travailleur, vont connaître en 1951 une ascension nouvelle qui ne sera pas compensée par l'évaluation gouvernementale du salaire minimum, si laborieusement édifiée.

Les gaspillages de cette armée qui connut, en 1940, une déliquescence jamais relatée par l'Histoire, et que l'on pouvait croire définitivement abattue, vont connaître une recrudescence.

Sous prétexte de défense nationale (D.N. signifie surtout destruction nationale), nous allons connaître en France en 1951 un budget ordinaire pour l'armée qui s'élèvera à 1.250 milliards; à cette somme, il faut ajouter la tranche des 2.000 milliards demandée pour une période de trois ans par l'Etat-Major du Pacte Atlantique. En faisant les parts égales pour chaque annuité, c'est une défense de 2.000 milliards pour 1951 au seul titre du budget ordinaire.

Et cela pendant que de longues conversations ont eu lieu dans les hautes sphères pour fixer un salaire, dit minimum, qui ne tient aucun compte des conditions de vie de la majeure partie des salariés dont le standard de vie est à peine la moitié de celui de 1938.

Pourtant, l'angoissant problème du réarmement, provoqué par la peur mutuelle causée par la course sans fin des préparatifs militaires, devrait imposer à nos diplomates de sérieuses réflexions. Le danger que présente la rivalité des deux blocs antagonistes, fruit de la désastreuse conférence de Yalta en 1943, pourrait pourtant n'être que superficiel. Un solennel appel à la raison humaine permettrait de conjurer l'expansion slave, et surtout totalitaire, en supprimant les diverses causes de mécontentement que certains milieux paraissent entretenir sinon aggraver.

Que les efforts de nos diplomates, orientés par des querelles constantes, s'orientent enfin dans la voie d'apaisement nécessaire. Les excès d'armement se révélant néfastes et par surcroît n'offrant aucune sécurité, pourquoi ne pas s'orienter vers la mesure pacifique susceptible d'apporter un peu de calme à la tension nerveuse provoquée par la psychose guerrière ?

Si, par la suppression pure et simple de ces dépenses somptuaires que se font octroyer nos destructeurs patentés on arrivait à l'augmentation substantielle indispensable à une vie décente de la masse des travailleurs et que, conséquemment, on songe à une équitable répartition de la seule production utile pour pallier les à-coups provoqués par cette salutaire et définitive reconversion motivant une nouvelle réglementation de la durée du travail, on aboutirait rapidement à un retour aux rapports normaux qui doivent s'établir entre les producteurs sur le terrain national comme sur le plan international, car la contagion de l'exemple, soustrait aux funestes propagandes partisanes, aurait vite dépassé le stade de 1936.

La voie du désarmement, jointe à une déclaration stricte de neutralité, expressions d'une volonté populaire affirmée en toute indépendance, apporteraient la seule solution raisonnable au problème de la sécurité, si souvent étudié et jamais résolu.

Resterait à poursuivre l'apaisement définitif par la répartition des richesses mondiales au prorata de la population du globe. Sur ce plan, tant d'habitudes et d'idées préconçues seront bouleversées et il ne faut guère compter sur les milieux dirigeants pour prendre en considération ces données qui relèvent pourtant du simple bon sens.

Une action populaire dont la puissance croîtrait avec la désintoxication journalistique et radiophonique, peut faire entendre la voix de la pensée humaine trop longtemps étouffée. Cette action est peut-être capable de libérer la science officielle qui serait, par suite, mise au seul service de l'humanité.

Quand le budget de l'ouvrier ne lui permet pas de s'offrir le nécessaire, il est absurde de voir un gouvernement impécunieux entretenir l'illusion d'une défense profitable à quelques privilégiés; la charge des dépenses étant supportée par la masse des travailleurs.

Il faut mettre fin aux erreurs colossales des gouvernants à la petite semaine qui se reposent sur l'armée pour réparer le mal qu'ils organisent et entretiennent.

L'Union des travailleurs doit assurer la véritable émancipation qui leur permettra d'acquérir la libération matérielle et morale toujours promise et jamais atteinte parce que trop d'intérêts contraires l'empêchent de se manifester.

Peut-on compter encore sur ce salutaire réveil des masses sophistiquées par les funestes slogans qui les empoisonnent ?

Si oui ! en avant pour la véritable conquête des aspirations qui virent le jour il y aura bientôt cent ans, lors de la constitution de cette Internationale des Travailleurs qui est de plus en plus réalisable. Un peu de volonté suffit. A vous de répondre.

LA LIME.

CAMARADE !

Combien as-tu diffusé de "COMBAT SYNDICALISTE" la semaine dernière ?

COMMUNIQUES

TRESORIER CONFEDERAL

René Doussot, 9, avenue de la Porte-de-Clignancourt, Paris (18e). C.C.P. 5046-35.

COMITE DE REDACTION

Ce soir, vendredi 15 septembre, à 21 heures, au siège. Tous les compagnons sont fraternellement invités.

FEDERATION DU BATIMENT

Nous rappelons aux secrétaires des organisations de l'industrie du bâtiment qu'ils doivent se mettre en rapport avec le secrétariat fédéral. Adresser la correspondance au siège : 39, rue de la Tour-d'Auvergne, Paris (9e).

DEUXIEME REGION

SYNDICAT INDUSTRIEL DES METAUX

La réunion mensuelle aura lieu le 23 septembre, au Pavillon, 65, boulevard de la Villette, à Paris, à 14 h. 30 précises.

Ordre du jour important, présence indispensable.

SYNDICAT GENERAL DES TRANSPORTS

Assemblée générale le dimanche 17 septembre 1950, à 9 heures, 20, rue Sainte-Marthe, Paris. Métro : Colonel-Fabien et Belleville.

Ordre du jour : Congrès de la C.N.T. Présence indispensable.

SYNDICAT UNIFIE DU BATIMENT

ASSEMBLEE GENERALE

L'assemblée générale du S.U.B. se tiendra le dimanche 17 septembre 1950, à 9 heures précises, à la salle de la Chope du Combat, 2, rue de Meaux. Métro : Colonel-Fabien.

BOIS-AMEUBLEMENT

19, rue Faidherbe, café « La Source », à 18 h. 30, tous les mercredis.

LIVRE-PAPIER-CARTON

Premier et troisième samedis, de 14 h. 30 à 18 heures.

P.T.T.

Deuxième et quatrième dimanches, à 9 heures. Permanence lundi, de 18 à 20 heures.

TEXTILE-HABILLEMENT

Tous les samedis, de 14 à 18 heures.

CUIRS ET PEAUX

Lundi, à 18 h. 30, au siège.

H.C.R.C.

Lundi, à partir de 15 heures.

U.L. ARGENTEUIL

Tous les deuxièmes dimanches de chaque mois, avec la présence d'un délégué du Bâtiment et des Métaux.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE
POISSY ET ENVIRONS

Réunion générale tous les deuxièmes dimanches du mois, à 10 heures : 51, rue A.-Bonnenfant, à Saint-Germain.

CHATOU, CROISSY ET ENVIRONS

Premier samedi du mois, salle Hôtel des Nations, à Croissy, à 20 h. 30.

U.L. NANTERRE

Premier dimanche, café « Chez Paulo », rue Paul-Doumer (impasse de la Gare), de 10 à 12 heures.

SURESNES-PUTEAUX

Tous les quatrièmes vendredis, salle de la Justice de Paix, à Suresnes, à 20 h. 30.

U.L. COLOMBES

La permanence de l'Union locale de Colombes a lieu les 1er et 3e dimanches de chaque mois, de 11 heures à midi, au Café de la Mairie, 20, rue Henri-Barbusse.

GOUSSAINVILLE

Les deuxième et dernier dimanches du mois, 10 à 12 heures, Hôtel de France, Ferme des Noues.

VERSAILLES

Permanence de l'U.L. les deuxième et quatrième dimanches du mois, café « Chez Hélène », 23 rue Montbauron, 10 à 12 h.

GROSLAY

Tous les dimanches, 10 à 12 heures, 55, rue de Montmorency, Groslay.

QUATRIEME U.R.
COMMENTRY

Pour tout ce qui concerne l'union locale, adresser toute correspondance à L. Malfant, boulevard Ramboura, Commentry.

Tous les soirs, de 16 heures à 19 h. 30, Bureau 15. Vieille Bourse du Travail. Dimanche de 10 à 12 heures : Conseil juridique sur place.

Pour Saint-Eloy-les-Mines et Montluçon, prière de prendre contact à l'adresse ci-dessus indiquée.

U.L. DE CLERMONT-FERRAND

L'U.L. tient une permanence chaque samedi de 20 h. 30 à 22 heures au 9 de la rue de l'Ange.

CINQUIEME U.R.
NIMES

Pradier, 24, rue de l'Etoile, Nîmes (Gard).

SIXIEME U.R.
S.U.B. TOULOUSE

Assemblées générales mensuelles premier dimanche du mois. Permanence tous les jours de 18 h. 30 à 20 heures ; samedi de 16 à 19 heures ; dimanche de 9 à 12 heures. Les adhérents, sympathisants, peuvent retirer le C.S., Maison des Syndicats, cours Dillon.

CUIRS ET PEAUX TOULOUSE

Tous les jeudis de 18 à 19 h. 30. Dimanches de 10 à 12 heures. Cours Dillon.

U.L. ALBI

Salvetat, 21, rue de la Rivière, Albi.

■

Un camarade veut vendre une « Encyclopédie anarchiste », reliée. Ecrire à la C.N.T., service de la librairie, 39, rue de la Tour-d'Auvergne, Paris-IXe.

LA STABILISATION DES CLASSES

(Suite de la première page.)

les républiques précédentes n'ont jamais osé affirmer et soutenir le principe de la pérennité des classes, tandis que c'est chose faite avec ce laideron qui se prétend quatrième République.

Mais ce qu'il y a de plus surprenant, de plus effarant, pourrait-on dire, c'est que l'odieux principe de la pérennité des classes ait été solennellement reconnu par les organisations les plus « représentatives » de la classe ouvrière. Alors, vous êtes en droit de nous demander ce que sont ces organisations soi-disant les plus représentatives de la classe ouvrière.

Ce sont celles qui groupent le plus grand nombre d'adhérents, ce qui est strictement conforme à la loi démocratique qui est celle de la majorité.

Nous voilà donc pris, nous démocrates intégraux, à notre propre piège. Populo *se prononce pour la hiérarchie des salaires,* Populo *proclame en parfait accord avec ses plus rapaces exploiteurs qu'il ne faut pas mélanger les torchons prolétaires avec les serviettes capitalistes.* Populo *veut que chacun reçoive « ce qui lui revient ».*

Mais qu'est-ce qui revient à chacun lorsque l'on admet l'inégalité économique en la considérant comme tabou ?

Un récent décret vient de fixer le salaire minimum, qui n'a rien à faire, suivant l'esprit et la lettre du décret lui-même, avec le salaire de base avec lequel il tend à s'ajuster.

Mais le salaire de base c'est le salaire minimum dont est en droit de se gausser le plus pouilleux des clochards. De cette façon, la IVe République rejoint le moyen âge.

Au moyen âge, le roi déterminait et fixait les limites des droits de chaque corporation en suivant fidèlement le pointillé des hiérarchies séculaires.

Aujourd'hui, nous en sommes au même point. Un patron n'a pas le droit de payer ses ouvriers au delà d'un certain taux admis par le gouvernement.

A aucune époque de l'histoire, l'exploitation de l'homme par l'homme n'a été ni mieux définie, ni plus universellement admise que du temps et sous les auspices de la IVe République démocratique et sociale sous la tutelle de l'Etat.

Car l'Etat est le stabilisateur par excellence, les deux mots procédant de la même étymologie s'accordent à désigner une seule et même chose; le piétinement sur place. L'Etat, ennemi juré du progrès, est appelé à disparaître. Sinon l'humanité continuera à végéter et à patauger dans la souffrance et dans un désespoir perpétuel.

LIBRAIRIE

LIVRES

Pierre Besnard. — L'Ethique du Syndicalisme, 75 fr. (120); La Paix, 100 fr. (145); Les Syndicats Ouvriers et la Révolution Sociale, 200 fr. (260); Le Monde Nouveau, 140 fr. (185).
Aurèle Patorni. — La Débâcle de l'Elite, 150 fr. (195).
Gaston Leval. — L'Indispensable Révolution, 100 fr. (145).
Gabriel Giraud. — Paul Robin, 150 fr. (195).
Jeanne Humbert. — Sébastien Faure, 180 fr. (225).
Fernand Planche. — Kropotkine, 210 fr. (255); Durolle, 150 fr. (195); Louise Michel, 150 fr. (195).
Louis Lecoin. — De Prison en Prison, 160 fr. (205).
Voline. — La Révolution inconnue, 350 fr. (440).
Louis Buchner. — Force et Matière, 270 fr. (330).
Victor Méric. — Coulisses et Tréteaux, 75 fr. (120).
Charles Malato. — Les Joyeusetés de l'Exil, 100 fr. (160).
Ernest Haechel. — Histoire de la Création, 400 fr. (490).
W.S. Wallino. — Le Mouvement Ouvrier et la Démocratie aux Etats-Unis, 200 fr. (290).
Nestor Blanc. — Joyeux, fait ton fourbi, 255 fr. (320).
Fernand Pelloutier. — Histoire des Bourses du Travail, 260 fr. (305).
Louis Tenars. — Le Sauveur, 100 fr. (145).
Maurice Hallé. — Par la Grande Route et les Chemins Creux, 150 fr. (195).
B. Malon. — Précis du Socialisme, 175 fr. (235).
Jules Valles. — L'Insurgé, 125 fr. (170); Le Bachelier, 125 fr. (170); L'Enfant, 125 fr. (170).
Bakounine. — La Révolution Sociale ou la Dictature Militaire, 180 fr. (225).
Sébastien Faure. — La Véritable Révolution Sociale, 60 fr. (90); L'Imposture religieuse, 230 fr. (275).
Jacques Renne. — Syndicalisme Français, 200 fr. (245).
Maurice Ceyrat. — La Trahison permanente du P.C., 100 fr. (145).
Alexandre Marc. — Avènement de la France ouvrière, 210 fr. (270).
Emile Hureau. — Les Jésuites, la Classe ouvrière et la Révolution, 70 fr. (115).

BROCHURES

Gaston Leval. — Le Communisme, 40 fr. (70); L'Anarchisme et l'Abondancisme, 10 fr.
G. Berneri. — La Société sans Etat, 20 fr.
L. Barbedette. — Pour la Justice économique, 10 fr.
Ernestan. — La Fin de la Guerre, 5 fr.
Sébastien Faure. — Sacco et Vanzetti, 5 fr.; Les Douze Preuves de l'inexistence de Dieu, 10 fr.; Les Crimes de Dieu, 20 fr.; La Fausse Rédemption, 10 fr.
P. Comont. — L'Architecture, 20 fr.
A. Guillier. — La Révolution salvatrice, 15 fr.
P. Camus. — Le Syndicalisme et le Problème paysan, 20 fr.
G. Yvetot. — ABC du Syndicalisme, 15 fr.
E. Rothen. — La Politique et les Politiciens, 20 fr.
P. Monatte. — Où va la C.G.T., 10 fr.
Pierre Besnard. — Le Problème des Salaires, 6 fr.
Edouard Rotot. — Le Syndicalisme et l'Etat, 12 fr.
Lashortes. — Qu'est-ce que le Prolétariat, 10 fr.
Louise Michel. — Prise de Possession, 15 fr.
Aristide Lapeyre. — Le Problème espagnol, 15 fr.
Les Anarchistes et l'Activité Syndicale, 15 fr.
La Bulgarie, nouvelle Espagne, 25 fr.
Les Bulgares parlent au Monde, 50 fr.
Le Syndicalisme et la Guerre, 5 fr.

REVUES

Mains et Cerveau, 40 fr.
Etudes Anarchistes, 40 fr.
Défense de l'Homme, 40 fr.

EXPÉDITION

Pour les livres, les prix entre parenthèses sont les prix franco.
Pour les brochures joindre 10 francs à chaque.
Pour les recommandés joindre 40 francs par colis, en plus.
C.C. Postal de la Librairie : Paris C.C. 7.473-08, M. Marcheti Robert, 1, rue Dulaure, Paris (20e).

Le Directeur-Gérant :
DOUILLET François

Imp. Spéc. du Combat Syndicaliste

B.D.I.C

Nos Enquêtes

DES ENFANTS FONT L'APPRENTISSAGE DU SOCIALISME

LE MOUVEMENT DE L'ENFANCE OUVRIERE

LE Mouvement de l'Enfance Ouvrière est trop peu connu dans les milieux syndicaux. De nombreux camarades ignorent même jusqu'à son existence. D'autres, se souvenant de l'emprise exercée par la S.F.I.O., avant la guerre, sur cette organisation, hésitent à lui confier leurs enfants.

Les loisirs des jeunes enfants d'ouvriers posent des problèmes extrêmement délicats à résoudre. Le mérite du Mouvement de l'Enfance Ouvrière est d'avoir su appliquer le premier dans ce domaine des méthodes d'éducation nouvelles. Peu de mouvements se sont attelés à cette tâche avec la même volonté de sortir des traditions bourgeoises.

Les principes et les méthodes en vigueur au M.E.O. ne peuvent être reniés par le syndicalisme révolutionnaire, dont ils constituent la base même.

On retrouve là des idées fondamentales du véritable syndicalisme : auto-administration, auto-discipline, auto-critique, internationalisme, etc.

Pour toutes ces raisons, il nous a semblé nécessaire de présenter à nos lecteurs le Mouvement de l'Enfance Ouvrière, appelé aussi Mouvement Faucon Rouge.

CE QU'EST LE MOUVEMENT DE L'ENFANCE OUVRIERE

LE M.E.O. a trouvé son origine en Autriche, avant la guerre de 1914. Mais ce n'est qu'en 1932 qu'il prit naissance en France, lors d'une République Internationale d'Enfants.

Jusqu'en 1939 il se développe avec succès dans les grandes villes de France et plus particulièrement dans la région parisienne. Les groupes avaient une vie active, sortaient chaque week-end, se réunissaient très souvent. Chaque été, était organisée une République de Faucons Rouges en France et tous les deux ans une République Internationale.

L'activité du M.E.O. a évidemment cessé durant la guerre et l'occupation. Mais dès la Libération, des groupes se sont formés et ont essayé de redonner au mouvement une nouvelle vitalité.

Actuellement, il comprend des groupes dans de nombreuses villes de France : Paris, Bordeaux, Toulouse, Lille, Nîmes, etc.

par **Jean BERNARD**

Le but du Mouvement de l'Enfance Ouvrière ? « Affranchir l'enfant des préjugés bourgeois, lui donner un cadre qui lui soit propre et dans lequel il puisse faire une expérience qui ne soit pas celle que lui impose la société capitaliste.

« Cette expérience permettra à l'enfant de découvrir lui-même tout ce qui constitue la morale socialiste. Dans les groupes où la vie est essentiellement collective, l'enfant, à l'âge où se forme sa personnalité, découvrira que la pratique de la solidarité et la conscience de la responsabilité individuelle sont les véritables conditions de son bonheur et de sa « libération ».

L'éducation socialiste dont se réclame le M.E.O. ne saurait être une formation de l'individu en vue de l'adhésion à un parti politique quelconque, à l'aide de formules, de symboles, d'affirmations distribuées par des adultes à des jeunes passifs et soumis. Mais, éducation active, elle aide l'enfant à prendre conscience de lui-même, à se libérer des entraves de la société actuelle pour permettre le développement complet de sa personnalité.

Elle est réaliste, elle met l'enfant en face des réalités de la société et le prépare à prendre sa place dans une société socialiste en le faisant vivre dans des communautés d'enfants où se mettent en pratique l'amitié et la solidarité.

PRINCIPES PEDAGOGIQUES DU M.E.O.

AUTO-ADMINISTRATION

LES enfants participent à l'organisation et à l'administration de leurs collectivités. L'enfant doit sentir que chacun est solidaire de la réussite ou de la faillite du travail entrepris.

Une caractéristique du Mouvement de l'Enfance Ouvrière est la fonction de compagnon. Le compagnon est l'entraîneur de l'équipe. Il est élu par ses camarades pour faire régner au sein de l'équipe la discipline, l'entente, la bonne humeur sans que cette fonction lui confère une supériorité quelconque.

AUTO-DISCIPLINE

ELLE est nécessaire pour le bon fonctionnement de toute collectivité où ne sont pas appliquées les méthodes autoritaires. Les enfants doivent y arriver par un effort constant sur eux-mêmes. Les équipes étant organisées démocratiquement, l'effort d'auto-discipline des enfants consiste également à accepter les décisions de la majorité. Ils arrivent ainsi à limiter leur liberté dans le cadre de l'équipe, pour permettre à chacun de se manifester librement.

AUTO-CRITIQUE

C'EST en prenant l'habitude de critiquer eux-mêmes chacune de leurs activités, dans le but d'apporter des éléments pour une solution constructive aux problèmes matériels et moraux qui se posent à l'équipe, que les Faucons parviendront à perfectionner leur caractère, à enrichir leur personnalité pour le profit de la collectivité.

COEDUCATION

ENTRE les êtres, des rapports simples et normaux doivent s'établir dès le plus jeune âge. L'éducation dans la famille et à l'école crée actuellement chez les enfants une fausse pudeur, plus tard une curiosité et même un vice; c'est pour lutter contre cela que les Faucons sont habitués à la « mixité » totale.

Il est nécessaire de maintenir une égalité entre les deux sexes, chacun apportant à l'autre ses qualités propres.

SYMBOLISME

LE M.E.O. est hostile à tout symbolisme comme moyen d'éducation, pour les dangers qu'il représente. L'enfant ne voit pas la réalité masquée par le symbole, il ne s'attache plus qu'au symbole. Si les Faucons Rouges ont adopté une tenue (blouse bleue, foulard rouge, insigne), ce n'est pas par goût de l'uniforme, mais plutôt dans le but de créer une égalité totale entre les enfants.

Le M.E.O. est aussi hostile aux châtiments, grades et titres.

Il est nécessaire d'habituer l'enfant à se perfectionner pour son profit personnel et celui de la collectivité, et non dans le but d'obtenir une récompense ou par souci de respecter une promesse faite.

INTERNATIONALISME

LE résultat de cette éducation conduit forcément l'enfant à considérer tous les individus égaux, quelle que soit leur nationalité ou leur sexe .La solidarité Faucon Rouge ne se borne pas aux membres de l'organisation, elle s'étend à la classe ouvrière dans tous les pays.

Ici se termine la première partie de notre enquête. Rendez-vous au prochain numéro.

■

La Semaine Prochaine :

METHODES DE TRAVAIL ; LES TECHNIQUES ; — CONCLUSION —

UN PRECURSEUR

PAUL ROBIN

Le 1er septembre 1912, Paul Robin s'éteignait, succombant à la mort qu'il s'était volontairement donnée.

Avec ce vieillard de soixante-quinze ans disparaissait toute une existence d'incessant et courageux apostolat.

Dans le cadre nécessairement exigu d'un article, il ne saurait être question de faire revivre avec l'intensité et le relief désirables cette originale et attachante physionomie.

Le sujet a d'ailleurs été traité avec compétence et bonheur par son gendre, Gabriel Giroud (le G. Hardy des temps héroïques) dans un volume où la ferveur alterne avec la plus scrupuleuse documentation (1).

Ce n'est pas sans émotion que l'on étudie ce noble caractère et que l'on examine les raisons qui dirigèrent et emplirent sa vie. Il voua tout entière celle-ci au mieux-être et à l'affranchissement des humains.

Ancien membre de la première Internationale, savant au cœur généreux, pédagogue incomparable, il tenta d'appliquer ses méthodes d'éducation rénovée à l'orphelinat de Cempuis.

Vaincu par la haine et les venimeuses attaques des rétrogrades et des cléricaux, il fut obligé d'abandonner son œuvre.

Nullement découragé, il se penche alors sur le plus ardu et le plus angoissant des problèmes : celui de la population.

Pénétré déjà depuis longtemps de la valeur de la doctrine néo-malthusienne, il va, désormais, se consacrer à en divulguer les bienfaits.

Lourde tâche ! Ses anciens camarades, Elisée Reclus, Kropotkine — mais oui ! — lui marquent la plus vive désapprobation et ne lui ménagent ni critiques ni sarcasmes.

Les adversaires réactionnaires le couvrent d'injures et l'abreuvent de calomnies.

Robin tient courageusement tête à l'orage. Son esprit pénétrant avait su découvrir et extraire dans la doctrine honnie tout le dynamisme révolutionnaire qu'elle contenait en potentiel.

Il résumait son postulat philosophique et social en ces termes :

« Le problème du bonheur humain a trois parties à résoudre dans cet ordre et dans cet ordre seul : bonne naissance, bonne éducation et bonne organisation sociale.

Aidé d'une intrépide équipe à la tête de laquelle se trouvent Eugène Humbert, G. Hardy, Manuel Devaldès, Laurent Tailhade, Sébastien Faure, etc., il publie journaux, brochures, feuillets qui portent la bonne parole au sein des masses laborieuses, du prolétariat — le bien nommé.

La lutte est rude et nombreux les coups échangés. Mais il est admirablement secondé dans cette ingrate besogne par Eugène Humbert — homme énergique et clairvoyant.

Enfin, après des visissitudes diverses, fatigué, vieilli, un peu désabusé et ne voulant pas voir l'âge diminuer ses facultés, il se suicide, restant ainsi fidèle à l'idéal qu'il s'était tracé.

Robin est mort... Deux guerres ont passé... Une troisième nous menace... Mais les idées et les théories qu'il répandit et qui préconisent la prudence parentale n'ont rien perdu de leur vérité.

Le capitalisme ne s'y trompe point, qui frappe et réprime leur vulgarisation et leur mise en pratique avec une implacable rigueur.

Raoul NÉJAN.

(1) En vente à la librairie du *Combat syndicaliste.*

Syndicalistes, néo-malthusiens...

LISEZ...

EUGENE HUMBERT

Sa vie et son œuvre

et

GABRIEL GIROUD

(G. Hardy)

Disciple et continuateur de Paul ROBIN

par Jeanne HUMBERT

A notre service de librairie

Théâtre

"PEPITA"

AU THÉATRE DE LA HUCHETTE

par Pierre DAVRON

La Compagnie Georges Vitaly semble avoir pris comme devise la phrase célèbre : « Et pour des coups d'essais, je veux des coups de maitre. »

J'avoue, à ma grande honte, que j'étais un peu inquiet en allant au rendez-vous de la Huchette. Un vaudeville, pensez donc ! et dont un des co-auteurs est acteur, le comble !...

J'y suis allé, j'y ai ri, j'y retournerai avec plaisir.

Un vaudeville ne se raconte pas, je vais essayer tout de même de vous toucher deux mots de cette « Pépita » là.

Voilà, asseyez-vous, je commence : M. et Mme Beauvoisin sont épiciers. Leur neveu Jean, traîneur de bar et fort peu travailleur, a, un jour, une idée qu'il estime géniale. Il s'agit tout simplement de remettre les gens sur leur voie véritable, celle qui leur a été donnée par les astres. Pour cela rien de plus simple : vous additionnez vos jour, mois et année de naissance avec la distance kilométrique entre le pays qui vous a vu naître et celui où se déroule l'action. Ce chiffre obtenu ma-thé-ma-ti-que-ment, vous y ajoutez votre prénom, votre profession actuelle, le nombre de vos dents aurifiées, etc., etc... Vous sortez d'un classeur la fiche correspondante au chiffre terminal et vous lisez.

Nous apprenons ainsi que Antoine Beauvoisin était né pour être auteur dramatique et que sa compagne avait le plus grand avenir dans l'art lyrique.

Bon, vous y êtes, les complications commencent. Afin d'impressionner la clientèle future et espérée (la consultation est gratuite moyennant cinq cents francs) Jean a engagé un vieux camarade d'école, Joseph, comme valet. Il prend également avec titre de secrétaire une charmante jeune femme, Monique, qu'il a rencontrée par hasard entre deux verres. La clientèle n'a plus qu'à bien se tenir. Mais Antoine a décidé que Jean ferait une fin et veut le marier avec une Mexicaine qui répond au nom de Pépita et que personne ne connaît. Terreur de Jean qui sent sourdre en lui un tendre sentiment pour Monique.

Et le « drame » se noue. En faisant l'horoscope de Joseph l'on s'aperçoit qu'il n'est pas fait pour être valet mais qu'il a une âme de chef. Tout va changer ! Le bouillant Antoine filera doux, Jean deviendra timide et tous obéiront au doigt et à l'œil au grand maître ex-larbin. Jusqu'au jour où, après avoir joué les Mexicaines de contrebande afin de duper l'oncle, Joseph sera descendu de son piédestal par le représentant-poète-professeur Philéas qui fera remarquer à toute l'étrange maisonnée que treize plus huit plus cinq font vingt-six et non trente comme tous le croyaient. Alors si les calculs sont faux, les horoscopes le sont également ! Tout est à recommencer et Pépita ne vient toujours pas...

Du troisième acte je ne vous dirais rien, je préfère vous en laisser la surprise ou plutôt « les » surprises. Enfin tout s'arrangera le mieux du monde. Tout s'arrangera après une démonstration de tricotage inénarable, une exhibition de boxe, la lecture en chœur parlé d'un poème lettriste ou presque, le pastiche d'un roman noir, l'arrivée supra-aérienne de Pépita et la naissance surnaturelle d'un enfant naturel sans oublier le supplice moyenâgeux infligé au malheureux Philéas...

Je déteste les pseudos philosophes qui s'ingénient à trouver une thèse ou une morale dans toute œuvre qui n'en présente pas à première vue. Pouvons-nous dire qu'avec « Pépita » les auteurs ont voulu faire une critique burlesque de la crédulité et de l'imbécillité humaine devant les charlatans et autres confectionneurs de miracles à la petite semaine. Nous ne le pensons pas.

Nous croyons par contre que, contrairement aux affirmations de certains journalistes soucieux de rappeler leur « science-approfondie-du-burlesque », nous croyons que le vaudeville de M. Chevit et Fontenille est bien moins apparenté à **Branquignol** et à **Helzapoppin** qu'au **Trésor des Pieds-Nickelés**...

Il y a, à l'origine, évidemment, un décalage illogique entre l'action et la suite qu'un logicien (pardon de ce lapsus) aurait donné à **Pépita**. Mais est-ce que Feydeau lui-même n'a pas mêlé à plaisir des situations absurdes, n'a-t-il pas fait naître des rencontres imprévues au milieu de faits inextricables ?

Admettons que **Pépita** soit un vaudeville burlesque comme **La Quadrature du Cercle** est un vaudeville soviétique, mais grands Dieux ! qu'on ne vienne pas me dire que les auteurs ont eu une réaction fantaisiste et loufoque, la seule valable (?), envers les temps sombres que nous traversons.

Que **Pépita** soit un délassement actuellement, c'est certain, mais ce n'est sûrement pas, dans l'esprit des auteurs, une « échappatoire ».

Il faut prendre ce vaudeville pour ce qu'il est, c'est-à-dire une pièce comique, une comédie « détendue » suivant le mot de Georges Vitaly qui a assuré une mise en scène débordante de rythme et de gaîté.

Dansant avec brio sur une trame extra-fine, l'animant de leur jeu, de leurs tics aussi, les acteurs, de Maurice Chevit, Joseph incomparable, à Pierre Maudy, oncle se laissant emporter par une douce folie, les acteurs se dépensent sans compter devant une salle qui rit fréquemment. Une mention spéciale est à décerner à Lucien Hubert, ex-Duc de **Pucelle**, qui débite avec un flegme imperturbable et un bagout inaccoutumé un monologue à laisser pantois un camelot disciple d'Alphonse Allais.

Vous irez voir **Pépita**, vous y rirez et vous ne regretterez pas votre soirée, soyez-en sûrs.

P.-S. — Jean-Pierre Gronier, décorateur de la pièce et administrateur du Théâtre de la Huchette, théâtre que je vous ai présenté dans un dernier numéro, met, pendant la durée du spectacle actuel, à la disposition des lecteurs du **Combat Syndicaliste**, des billets à tarif réduit. Vous pourrez les retirer à la caisse du théâtre, 23, rue de la Huchette, sur présentation du présent article.

PRISONS DE FEMMES

par Frederica MONTSENY.

PRISONS DE FRANCE. — PRISONS D'ESPAGNE. — CAMPS DE LA MORT EN ALLEMAGNE.

Le martyre des femmes antifascistes dans les prisons de France sous Vichy; dans les prisons de Franco, en Espagne, et aux camps de la mort, en Allemagne.

Traduction et préface de Vida Esgleas-Montseny.

Bientôt apparaîtra l'édition française de ce volume qui a obtenu un vif succès en espagnol. Témoignages émouvants de ce qui a été la contribution féminine dans la lutte contre le fascisme, recueillis par une femme qui fut elle-même prisonnière politique.

— 100 francs l'exemplaire, à la Librairie confédérale.

Cinéma

"LA CRITIQUE SANS CHIMÈRE"

par Hubert DAMISCH

Il est devenu possible, depuis quelques années, de parler du jazz sans avoir à se justifier en racontant une merveilleuse histoire sur les origines de cette nouvelle musique. L'étude des derniers enregistrements de musiciens comme Miles Davis nous apprend que le jazz a su franchir les limites dans lesquelles des critiques bornés voulaient l'enfermer, et s'imposer en tant qu'art. Le jazz demande à être jugé non subjectivement, mais d'après des lois qui lui sont propres, et qui deviennent fort complexes.

Les chimères, internes ou externes, que le critique avait à combattre ont à présent disparues, ou sont muselées, la preuve en est fournie par le récent film de Michaël Curtiz LA FEMME AUX CHIMERES (Young man with a horn). Si du point de vue strictement musical et même artistique cette œuvre, très bien mise en scène, ne présente que peu d'intérêt, elle réalise cependant un progrès immense sur les productions antérieures. Le jazz n'y est plus présenté seulement comme une musique de cabaret, et l'on nous dispense du cours traditionnel sur ses origines et sa valeur expressive. C'est la très simple histoire d'un musicien qui, sans se poser trop de questions, confond vie et musique. Nous sommes très loin du roman de D. Baker (YOUNG MAN WITH A HORN) qui racontait la vie de Bix Beiderbecke, le plus grand musicien de l'école Chicago. Curtiz a nettoyé et nickelé le roman et l'a transposé. Nous n'avons plus affaire qu'à des musiciens modernes de deuxième plan (pardon Harry James !). Un instinct puissant pousse le héros, au travers des chaînes commerciales et sociales, vers les véritables sources et la forme de jazz qui doit être la sienne. Son seul souci (à part une femme fort gênante, mais si jolie...) est d'atteindre une certaine note qui représente pour lui l'absolu. Cette note, la sirène de l'ambulance, de la mort, la lui apportera un jour. Le jazz lui aussi découvre le silence...

Il y a évidemment là quelque chose d'un peu enfantin, et la femme qui essaie d'éveiller le trompettiste de son sommeil dogmatique ne peut guère se faire comprendre. Mais, en dépit d'une certaine méconnaissance du jazz (pardon Harry James !), ce film plaira aux musiciens qui sauront s'y reconnaître, et qui fermeront les yeux vers la fin lorsque « le grand artiste » gazouille sur fond de violons, et aux sociologues qui découvriront avec étonnement que le jazz est peut être la meilleure route vers l'émancipation des noirs. La race noire y est traitée sur un pied d'égalité et sa supériorité musicale est reconnue.

Si les musiciens ont encore à souffrir de l'incompréhension ou de la brutalité du public, ainsi que le montre l'une des meilleures scènes du film, c'est un sort que partagent blancs et noirs. Et nous verrons que les voies nouvelles où s'aventure le jazz permettront peut-être aux deux races de mieux se comprendre.

B.D.I.C

L'A. I. T. EN MARCHE

Après la Section Italienne, la Section Anglaise, la F. W. S., se constitue

Le dimanche 6 août un congrès très important pour le mouvement syndicaliste s'est tenu à Manchester en Angleterre, la décision y fut prise de constituer la *Fédération Ouvrière Syndicaliste* (F.W.S.), adhérente à l'A.I.T.

A l'ouverture du congrès, des cables de salutations furent lus de la part du Secrétariat de l'A.I.T. à Stockholm, du sous-secrétariat de l'A.I.T. en Europe Occidentale, de la S.A.C., de la C.N.T. espagnole en exil, de la C.N.T. bulgare en exil et de la C.N.T. française.

On y adopta des statuts et une déclaration de principes pour le nouveau mouvement, dont nous reproduisons le texte :

« La Fédération Ouvrière Syndicaliste veut mettre les fondements d'une société libre qui doit empêcher toute formation d'une classe privilégiée et l'exploitation de l'homme par l'homme. La F.W.S. recommande pour cette raison la possession commune et le contrôle ouvrier de la terre, des industries et de tous les moyens de transport et de distribution sur la base d'une libre coopération. Dans une telle société, le salariat, le système financier et l'argent seront supprimés et les marchandises seront produites et distribuées non pour le profit, mais selon les nécessités des hommes.

« LUTTE DE CLASSE. — La classe ouvrière et la classe dominante ont des intérêts opposés. La F.W.S. se base sur la lutte inévitable des ouvriers contre ceux qui possèdent et contrôlent les moyens de production et de distribution, et elle continuera cette lutte jusqu'à ce que la possession commune des moyens de production et le contrôle ouvrier soient réalisés.

« ACTION DIRECTE. — Dans la lutte contre la classe dominante, la victoire seule peut être gagnée par l'action directe des ouvriers. La F.W.S. refuse toutes les tendances politiques parce que celles-ci éloignent les ouvriers de la lutte de classe pour les conduire vers la collaboration des classes.

L'ETAT. — Dans toutes ses formes, l'Etat est un ennemi de la classe ouvrière, et il ne peut pas exister dans une société sans classes. La F.W.S. pense donc qu'il est impossible d'utiliser l'Etat pour l'émancipation de la classe ouvrière, et elle refuse de se procurer des mandats dans les parlements, et d'intervenir dans le gouvernement. L'organisation ne veut pas non plus constituer un nouvel Etat sur les ruines de l'ancien. Tous les partis qui disent représenter la classe ouvrière penvent seuls créer un nouvel Etat et une nouvelle classe dominante.

« ORGANISATION. — Pour réaliser leurs buts, les ouvriers doivent s'organiser. Ils doivent remplacer les centaines d'associations professionnelles et unions générales par des fédérations d'industrie du type syndicaliste. Comme étape dans la lutte pour ce but la F.W.S. intervient dans la formation de comités d'ouvriers, dans les fabriques, les mines, les bureaux, les ateliers et sur tous les autres lieux de travail, qui doivent se développer pour former des fédérations industrielles, adhérentes à une fédération ouvrière nationale.

« INTERNATIONALISME. — Au sein de l'Association Internationale des Travailleurs, la F.W.S. lutte pour la solidarité internationale de la classe ouvrière. »

Après la constitution de la nouvelle organisation de tendance syndicaliste, les délégués votèrent la déclaration suivante :

« La Fédération Ouvrière Syndicaliste, réunie en congrès constitutif à Manchester, envoie ses salutations à toutes les sections de l'Association Internationale des Travailleurs. Le congrès souligne sa décision de lutter pour l'écrasement du capitalisme et de l'Etat, et manifeste sa solidarité avec toutes les organisations qui luttent contre la brutalité totalitaire. »

L'organe de presse de la nouvelle fédération sera le journal *Direct Action*.

Le Comité National de la nouvelle organisation aura son siège à Londres ; les camarades suivant ont été nommés responsables :

Secrétaire général : Ken Hawkes.

Trésorier : Malcie Hawkes,

Autres membres : Joan Halloran, Peter Green et Franck Rowe.

L'atmosphère générale du congrès fut très stimulante. Il n'y avait aucune propension à construire des « châteaux en Espagne », et les camarades étaient bien convaincus qu'ils devaient passer par une longue période de luttes très dures pour arriver au but proposé. La discussion sur les différents points de l'ordre du jour fut vive. Mais tous les délégués manifestèrent leur volonté d'arriver à la compréhension mutuelle la plus complète possible, et dans cet esprit, tous sont intervenus dans les débats. L'adhésion à l'A.I.T. fut une des décisions les plus importantes du congrès.

Des expertises de ces messieurs à nos réalités

Voici quinze articles divers et nécessaires dont les prix de 1939 et 1950 sont en parallèle. Peut-être les « experts » les ignoraient-ils ?...

	1939 en francs	Juin 1950 en francs	
1 kg. de pain	2.80	39	13 fois plus cher
1 kg. de viande	14 à 32	150 à 600	14 — —
1 litre de bière	1	25 à 30	27 — —
1 litre de vin	4 à 5	62 à 80	18 — —
1 kg. de pommes de terre	0,40	17 à 28	55 — —
1 kg. de beurre	22 à 30	600 à 630	25 — —
1 kg. de pâtes	5	120	24 — —
1 boîte de sardines	4 à 8	80 à 115	17 — —
1 litre de lait	1,50	34	22 — —
1 œuf	0,50	12	24 — —
1 kg. de café	18 à 20	612 à 630	34 — —
1 journal	0,50	10	20 — —
1 timbre	0,50	15	30 — —
1 savonnette	0,60	35	55 — —
50 kg. de charbon	20 à 25	400 à 500	20 — —
Moyenne sur ces quinze articles : 26.		*Total...* 398	

De ce fait le salaire horaire devrait être multiplié par vingt-six pour que notre pouvoir d'achat soit équivalent à 1939. Toutes les commissions, sous-commissions, les entrevues syndicalo-ministérielles ne peuvent aboutir qu'au néant tant que les représentants ouvriers (hum !) feront silence sur ces chiffres. Depuis des mois des experts, des cerveaux puissants, se sont penchés sur ce qu'ils dénomment le minimum-vital.

Inutile de vous en redonner les tristes résultats. Pourtant, que penser de ces « experts » qui d'un côté pensent qu'il est nécessaire de payer un manœuvre 78 francs de l'heure, mais que l'on peut vivre avec 7.820 francs par mois et que les chômeurs touchent grassement 150 francs par jour et les vieux travailleurs à peine 4.000 francs par mois.

Que d'absurdités, d'incohérences dans tout ce fatras de « logique » administrative !

Ah ! camarades, si le ridicule tuait, les fossoyeurs seraient obligés de faire des heures supplémentaires pour enterrer ces puissants cerveaux.

Si le ridicule tuait, les cordonniers, les tailleurs, seraient tous inscrits à la caisse de chômage, vu les rapports d'experts en... usure « vestimentaire ». Hélas ! tout cela n'est guère risible et nous voyons encore les représentants des grandes centrales continuer leurs parlottes avec les ministres, demandant même au gouvernement de fixer ce minimum-vital.

Quels espoirs peut-on mettre en de tels hommes qui sont à la tête d'un syndicat ? C'est à se demander s'ils défendent leur place ou leur classe.

Glissons, glissons sur ce sujet par trop voyant et continuons notre tâche, la plus rude entre toutes, ouvrir les yeux, hurler la vérité, huer les mauvais bergers.

YVERNEL.

LE COMBAT SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA Confédération Nationale du Travail

Section Française de l'Association Internationale des Travailleurs

RÉDACTION-ADMINISTRATION : 39, rue de la Tour-d'Auvergne - PARIS (9e)

Paraît tous les Vendredis

LA COPIE DOIT ARRIVER LE SAMEDI AU PLUS TARD

Abonnements : 1 an (48 numéros) 420 fr. Six mois : 215 frs - Trois mois : 110 frs Changements d'Adresse : 20 francs

C. C. P. : Y. RICHAUD PARIS 7497-93 20, RUE SAINTE-MARTHE, PARIS-Xe

Une terrible leçon

Nous assistons, actuellement, à un drame des plus criminels en Corée. Les Coréens se battent entre eux, parce que deux puissances (les dirigeants) ont décidé de les séparer. Les habitants du Nord tuent ceux du Sud, tel est le bon vouloir des tyrans.

Heureusement, l'on clame à tous les échos que « les peuples disposent d'eux-mêmes ».

Cette tuerie est la démonstration la plus frappante que les peuples sont sous la domination de nations dont les dirigeants ont la prétention de conquérir et soumettre le monde. Peu leur importe l'avis du peuple, ils s'en moquent totalement. Ils veulent imposer leurs visées et ces visées sont toujours très meurtrières.

Et ce bon peuple, au lieu de se libérer, se laisse duper et enchaîner par les paroles de gens grassement rétribués pour accomplir leur triste besogne. Les slogans les plus outrageants pour l'humanité sont déversés et, hélas ! acceptés.

Les exploités se battent, se tuent, non pour leur libération, mais pour le bénéfice des tyrans.

Il serait plus simple, plus logique, plus humain de chasser les bourreaux, afin d'établir une société sans Etat. Mais ce simple effort, ils ne veulent pas le faire. Ils veulent des chefs les faisant s'entrégorger.

Corée, répétition de l'Espagne 1936, mais avec la différence que le peuple espagnol voulait sa libération, son affranchissement total. En Espagne, les divers belligérants tentèrent de mettre au point leurs armements et, en 1939, ils déclenchèrent la deuxième guerre.

En Europe, les peuples sont sciemment divisés par la politique. Une campagne de chauvinisme règne et bat son plein.

Partout, il existe deux clans : l'anti et le pro-communiste. Chacun des partisans fera sa besogne de destruction, de mouchardage et de délation.

En France, les Français seront ennemis irréductibles suivant les ordres de leur clan. En Allemagne, en Roumanie, en Bulgarie, etc., le déroulement se passera se la même façon.

Les meurtriers ont fait établir des fiches sur chaque individu et le jour X, à l'heure Y, les crimes s'accompliront.

Vous n'aurez pas besoin de prendre la route pour l'exode, le cimetière est plus près. Les pelotons d'exécution fonctionneront jour et nuit.

Perdre sa vie pour rien, lorsqu'un simple courage les délivrerait des criminels à tout jamais. Le refus de marcher, de servir de cobayes.

LAUR-HANLOUIT.

Le meilleur moyen de faire connaître ce qu'est le véritable syndicalisme, c'est de diffuser la brochure :

LA CHARTE DU SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE

En vente à la librairie confédérale : 5 fr.

Les conséquences immédiates du réarmement

(*Suite de la première page.*)

Le *blocage des salaires* est un système qui vous est assez familier. Il fut inauguré tout de suite après la « Libération » (qu'ils disent), par une assemblée composée en grande partie de résistants, qui ne surent pas résister aux attraits du capitalisme.

Fiscalité accrue, vous avez compris, lisez, augmentation des impôts.

Réduction du crédit et des investissements, en clair, cela peut se traduire par : davantage de canons et beaucoup moins de beurre.

Réduction des dépenses publiques et privées, cela signifie pour les premières, larges entorses à l'insécurité sociale, mise à pied d'une partie des fonctionnaires les plus utiles et les plus mal payés ; pour les secondes, distribution gratuite de ceintures, aux plus pauvres, naturellement.

Si nous ne disons pas la vérité, qu'on nous le prouve immédiatement en nous indiquant le nom et l'adresse d'un seul riche qui aurait seulement perdu une once de son poids à cause des restrictions de la dernière guerre.

Quant à la *Coopération commerciale*, il ne peut s'agir que de l'échange des matières premières : essence, nickel, cuivre, wolfram, manganèse, etc., indispensables aux fabrications de guerre et non des rutabagas ou des patates à cochons, qui, on le sait, poussent sous toutes les latitudes. Mais ce n'est là qu'une clause de style car cette coopération existe depuis longtemps sans tenir compte des belligérances éventuelles. Ce n'est que tout dernièrement que Russes et Américains se sont décidés à ne plus se fournir mutuellement ces déplorables marchandises, mais il est bien temps d'arrêter les frais. Chacun de son côté a fait sa petite provision.

Et puis nous pourrions citer des exemples empruntés à la première et à la deuxième guerre mondiale où un certain trafic avait lieu entre les belligérants, par l'intermédiaire d'un pays neutre.

Voilà, camarades, ce que nos gouvernants sont décidés à nous servir dans le plus bref délai car, n'en doutez pas, l'appel de M. Gutt n'est pas tombé dans des oreilles de sourds. Du reste, l'Amérique peut employer, quand elle le voudra, des arguments plus persuasifs.

Avec ça, les démocraties occidentales prétendent combattre le stalinisme à coups de lois et de décrets répressifs. Alors qu'elles savent fort bien que le moyen le plus efficace ce serait d'accorder un peu plus de bien-être et de liberté à la classe ouvrière.

Mais cela leur est interdit car les roues des chars de tous les Etats ne peuvent se graisser qu'avec du sang humain. La guerre leur est aussi nécessaire que l'air l'est à l'être vivant pour respirer.

Or, les guerres et les préparations à la guerre coûtent tellement cher que seuls les prolétaires sont à même d'en payer les frais. Dame ! Ils sont si nombreux et toujours prêts à faire des enfants !

Socialisme ou bureaucratie ?

par

Pierre-François VEZON

(*Suite de la 1re page.*)

Son but n'est pas d'expliquer, de faire comprendre, mais au contraire d'obscurcir afin de rendre à peu près incompréhensibles au lecteur peu averti, les raisons de la rupture.

N'y comprenant rien ce lecteur sera enclin à accepter sans discussion les conclusions staliniennes.

En réalité, la déclaration cache les véritables raisons de la rupture, et montre la profonde difficulté dans laquelle se trouvait le Kominform de justifier la condamnation du régime yougoslave.

Depuis, près de trois ans ont passé. Peu à peu les frontières de la Yougoslavie se sont ouvertes, de nombreux ouvrages yougoslaves ont été traduits en français. Les voyages en Yougoslavie sont possibles. Des journalistes bourgeois, des représentants des différentes tendances du mouvement ouvrier non-staliniens ont étudié le problème yougoslave. Il est curieux de noter les opinions diverses qui se dégagent actuellement.

Les uns (journalistes et politiciens bourgeois) ont vu, en visitant la Yougoslavie, un système communiste, totalitaire certes, mais cependant plus libéral de celui de l'U.R.S.S. Système avec lequel une coopération commerciale doit être possible.

Les autres assimilent le régime de Tito au stalinisme et attribuent la rupture à un conflit inter-bureaucratique, qui, contrairement à ce qui s'est passé en Hongrie (Rajk) ou en Pologne (Gomulka) a vu l'ensemble d'une bureaucratie se dresser contre l'U.R.S.S.

Ces positions se justifient, la première par le souci de ménager la susceptibilité de la Yougoslavie à une époque où ce pays peut devenir une base stratégique non négligeable. Il faut aussi se montrer prudent et ne pas s'opposer au titisme qui reste, pour les démocraties populaires voisines, un exemple qui leur est possible de suivre. Pour ces raisons, il est donc d'un grand intérêt pour la bourgeoisie capitaliste de ménager ce régime.

La seconde position se justifie par une analyse profonde et exacte du stalinisme, de ses incidences sur les démocraties populaires, une vue juste de ce que doit être le socialisme, un refus de s'associer à une dictature bureaucratique et surtout par une compréhension à l'échelle mondiale du phénomène bureaucratique.

Seul dans le mouvement ouvrier organisé, le P.C.I. (Parti Communiste Internationaliste) prend résolument position pour Tito, dévoilant ainsi la véritable nature de la IVe Internationale.

Cela ne s'est d'ailleurs pas passé sans difficultés dialectiques, sans retournements, sans contradictions doctrinales. La condamnation par le P.C.I. du stalinisme n'a jamais dépassé le cadre de l'opposition à une déviation.

Les bases mêmes de la Révolution d'Octobre ne sont jamais mises en cause. Pour le trotskisme, la bureaucratie n'est qu'une excroissance du mouvement ouvrier. L'opposition du P.C.I. n'a toujours été qu'une lutte d'opportunisme, sans fondements théoriques.

Il est probable que la prochaine guerre aurait vu le trotskisme prendre position pour l'U.R.S.S. Mais aujourd'hui, le trotskisme tente de s'introduire dans la bureaucratie, rejoignant là sa véritable nature.

Du côté stalinien la condamnation du titisme est totale. Sur le plan international la Yougoslavie, abandonnant le camp des démocraties et de la paix, se range aux côtés des impérialismes capitalistes. Intérieurement, la « clique traîtresse » Tito-Rankovitch a liquidé le régime démocratique de la Yougoslavie. Cette clique a usurpé le pouvoir dans le parti et dans l'état, a institué une dictature policière contre-révolutionnaire. Un régime de type fasciste s'est institué en Yougoslavie.

La base sociale de ce régime est le koulak dans les campagnes, les éléments capitalistes dans la ville. Le pouvoir se trouve en fait aux mains des éléments antipopulaires et réactionnaires ».

Mais arrêtons là l'exposé de cette phraséologie sans contenu, puisque aussi bien nous y reviendrons souvent.

L'étude du régime yougoslave a été rendue possible cette année sur une très vaste échelle par la création du « Comité National pour l'Envoi de Brigades de Jeunes en Yougoslavie » dont les attaches trotskistes sont bien connues. Ce comité organise des voyages de jeunes dans les chantiers de travail. Près de deux mille jeunes sont ainsi partis cette année. Les conditions sont les suivantes : quelques jours de travail pour quinze jours ou un mois de voyage. Prix de revient : 5.000 francs, coût du billet en collectif de Paris à la frontière yougoslave où les brigades sont prises en charge par la « Jeunesse Populaire Yougoslave ».

Il est deux méthodes à utiliser pour étudier la Yougoslavie. Soit en participant à une délégation (syndicats, mouvements de jeunesse, organisations politiques, invitations). Cela se traduit par : discours, visites organisées, conférences officielles, avec, pour aboutissement, une impression toute superficielle de la vie dans le pays, des conditions de travail, des rapports sociaux réels.

La seconde, de loin la meilleure, est celle des brigades. Malgré quelques petites difficultés il est possible de visiter librement, de discuter avec des ouvriers, des paysans, des intellectuels, de tirer ensuite des conclusions se rapprochant le plus près possible de la réalité.

D'autre part, un tel voyage offre tous les avantages de la collectivité (division du groupe pour différentes études ; confrontation des impressions, etc.). C'est cette méthode de loin plus avantageuse à la première que nous avons choisie.

Nous terminerons cette première étude en répondant à une question que des camarades nous ont déjà posée : « Mais pourquoi la Yougoslavie ? »

L'importance de la rupture entre la Yougoslavie et le Kominform, ou plutôt le Parti bolchevik de Russie, n'échappe à aucun militant ouvrier. Certains ont cru à un schisme dont les conséquences sur le plan révolutionnaire pouvaient devenir très grandes.

Des militants ont pensé retrouver la Russie de 1919, vierge encore de la déviation stalinienne. Des espérances sont nées, des espoirs se sont ranimés.

D'autres préconisent déjà la création d'une organisation ouvrière prenant pour base, celle du régime yougoslave.

Le problème yougoslave permet à l'antistalinisme ouvrier de prendre une forme nouvelle. Sur le plan international, la Yougoslavie plateforme entre le stalinisme et le capitalisme occupe une situation paradoxale. Quelle sera son évolution ?

C'est pour toutes ces raisons que nous avons été en Yougoslavie. Une importante campagne de soutien de ce pays va prochainement se déclencher. Il faut être armé pour lutter contre cette nouvelle illusion du socialisme.

(*A suivre.*)

B.D.I.C

3428

UNE ASTUCE SANS ESPOIR

Nous ne nous lasserons pas de dénoncer ici les innombrables et diverses manœuvres qui sont tentées, de face ou de biais, contre le temps de présence de l'ouvrier sur le lieu de son travail.

Tout est bon pour arriver à cette fin. Une fois de plus, nous attirons l'attention de nos camarades et de tous les militants sincères de la classe ouvrière, sur le fait que c'est là la chose essentielle pour nos exploiteurs.

Que leur importe la hauteur de l'expression monétaire au moyen de laquelle ils rétribuent leurs îlotes : ils peuvent toujours retrouver sur le plan de la consommation ce qu'ils n'ont pu prendre sur celui de la production.

Ce qu'ils ne peuvent reprendre, ce sont les heures de liberté, de loisir, c'est-à-dire de santé, de force.

Un travailleur que l'excès de travail réduit à l'asthénie mentale est un homme qui ne peut penser et s'insurger contre sa condition.

C'est mû par cette conviction qu'un groupe de députés s'est permis de déposer un projet de loi dont le moins qu'on puisse dire c'est qu'il est grotesque tant la ficelle est grosse.

Mais avant de vous le livrer, il nous faut vous dire que ces messieurs ont éprouvé le besoin d'allécher le futur plumé.

En effet, si nous les suivons dans leur commentaire, nous apprendrons que cela leur apparaît injuste de percevoir les cotisations des assurances sociales sur le salaire des heures supplémentaires.

Ils pensent, ces chers hommes, que l'ouvrier qui fait des heures supplémentaires est un honnête patriote qui accomplit ces dernières dans l'espoir qu'elles contribueront au relèvement de la France. Il est vrai qu'il n'y a pas si longtemps le premier déserteur de France en disait tout autant.

Donc, partant de cette bonne intention, ils proposent de supprimer le prélèvement habituel. L'ouvrier qui fait des heures supplémentaires pourra ainsi, ce bon Français « relever ses manches » d'un cœur léger.

Le mauvais esprit que nous sommes pense tout de suite à ces vieux qui ont précédé celui-là dans la carrière et qui n'ayant plus la force de concourir à la production vont se dire que peut-être avec le prélèvement on pourrait penser à eux qui n'ont qu'une misère de pension pour ne pas mourir.

Mais ceux qui nous connaissent savent que la sensiblerie n'est pas notre fort et que nous ne sommes pas de ceux qui usent habituellement d'une telle argumentation.

Ce qui nous occupe c'est, par les moyens en notre pouvoir, de briser dans l'œuf ces tentatives et pour cela il ne suffit pas de se lamenter, mais il faut au contraire alerter nos camarades de travail afin de créer un esprit offensif qui reste, et restera jusqu'à la bourrasque révolutionnaire, le seul et véritable moyen de défense demeurant efficace.

Mais arrivons à l'énoncé final de la proposition. Il consiste, une fois admis qu'il ne sera plus fait de prélèvement sur les heures supplémentaires

Jean THERSANT.

(*Suite en page 4.*)

LE COMBAT SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

24e année - Nlle série, N° 39 — 10 FRANCS — VENDREDI 22 SEPTEMBRE 1950

OU SONT LES LIMITES DU SYNDICALISME ?

Peu à peu nos camarades nous font connaître leur opinion sur la page culturelle du « COMBAT SYNDICALISTE ». Depuis trois mois nous avons fait un très gros effort pour doter la C.N.T. d'un organe qui ne soit pas uniquement un instrument de lutte revendicative, mais aussi un moyen d'éducation.

Des camarades nous encouragent dans cette voie que nous avons choisie. Ils comprennent pourquoi nous tenons dans notre journal à embrasser l'ensemble des activités sociales, culturelles ou humaines du monde ouvrier. Ils pensent avec nous que le syndicalisme ne doit pas se limiter dans un cadre trop étroit.

Cependant, nous sommes très étonnés par les idées de certains militants qui, pourtant, ont derrière eux toute une vie consacrée à l'activité syndicale. Ils nous reprochent de ne pas « faire » de syndicalisme. Pour eux, le cinéma, le théâtre, la littérature, les différents problèmes humains ou sociaux que nous avons étudiés n'ont rien à voir avec le syndicalisme. Quelques questions alors s'imposent.

Qu'est-ce que le syndicalisme ? Où commence-t-il ? Quelles sont ses limites ?

Très certainement les camarades qui nous critiquent répondront à ces questions : « Le syndicalisme est avant tout une question de beefsteack. Nous sommes bien d'accord, le syndicalisme, groupement de travailleurs en lutte pour leur émancipation, s'attaque au capitalisme dans le but d'améliorer les conditions de vie de l'ouvrier. Par le syndicat, le travailleur dépose ses revendications, c'est l'action collective naissant de l'organisation qui permet leur satisfaction.

Mais ne pensez-vous pas que cantonner le syndicalisme dans cette seule action revendicative, c'est lui donner un sens particulièrement restrictif ? N'a-t-il pas pour but également l'avènement d'une société plus juste et plus humaine dans laquelle l'homme libéré des forces d'oppres-

Pierre-François VEZON.

(*Suite en page 2.*)

A BEZONS

SECTION SYNDICALE C.N.T. DE LA CELLOPHANE

CAMARADES,

Nous vous demandons de prendre conscience de la double exploitation que vous imposent votre patron et tous les politiciens.

Vous êtes les vrais producteurs de toutes les richesses. En dehors de toute démagogie, il est de votre devoir d'œuvrer à l'avènement d'une nouvelle structure économique dans laquelle le gouvernement des hommes sera remplacé par l'administration des choses.

Ceci se fera dans la mesure où, conscients de votre force, vous serez capables de prendre en mains l'organisation de la production.

A cet effet, nous vous invitons à assister à la réunion publique et contradictoire que nous organisons le :

24 SEPTEMBRE 1950
à 9 heures du matin
Salle CAROLI
15, route de Carrières, à BEZONS

CREPUSCULE

Il ne suffit pas de prétendre vouloir rassembler, encore faut-il faire le nécessaire.

Il nous souvient de ceux qui, il y a encore quelques mois, devaient tout bousculer sur leur passage. Aujourd'hui, leurs dirigeants sont prêts à se joindre à la centrale marshallisée. Ce sera la fin d'une équivoque qui n'aura que trop duré.

Chaque fois qu'un mouvement dit autonome s'est constitué dans ce pays, il en fut de même. Il est à constater que là où sévirent les champions de l'autonomisme, constitué en vue de sa « sauvegarde », le syndicalisme se trouva blessé. Heureusement, qu'il y eut toujours des syndicalistes convaincus pour reprendre le manche.

Il y a incompatibilité entre les postulats et les nécessités du mouvement syndical véritable et les affirmations abondantes des autonomistes.

Le syndicalisme est un mouvement de classe. Il ne peut assimiler les éléments dont l'activité, frappée d'ésotérisme, va contre l'esprit de la classe qu'il représente.

Le syndicalisme est un mouvement de masse; il ne peut assimiler ceux qui pénètrent cette masse avec des intentions qui leur sont particulières et qui par cela même s'opposent aux masses qui sont la composante du mouvement.

Un apparent succès peut, pendant un certain temps, leur sourire. Le manque de principes de base permanents, la rupture avec les leçons du passé, l'incapacité à dépasser les problèmes du jour, le manque de vues d'avenir, l'absence d'une interprétation conséquente des faits, condamnent d'avance tout mouvement autonomiste à la disparition.

Les mouvements autonomes sont ceux de la désespérance, de la désorientation. Ils ne sont pas, ils ne peuvent pas être ceux de l'espoir. Ils sont nés d'une défaite, d'un dégoût, non d'une volonté.

Une page va bientôt être tournée. Aux syndicalistes révolutionnaires d'en tirer profit.

CNT

A-t-il jamais existé une "Politique" ouvrière ?

La première internationale, de glorieuse mémoire, voulait ignorer les partis politiques et ne voulait se baser que sur l'action directe du prolétariat.

Mais Karl Marx vint, et il dit que sans faire fi de l'action directe, le prolétariat ne devait pas se désintéresser de l'action politique qui, elle aussi, pouvait avoir des avantages non négligeables.

Grâce à la manière jésuitique qui les a toujours caractérisés, les marxistes finirent par imposer leur manière de voir.

Le résultat fut que l'action politique ne tarda pas à prévaloir sur l'action directe d'une façon tellement positive que cette dernière dut bientôt rentrer dans le néant.

Pourquoi ? Pour deux raisons faciles à expliquer :

1° L'action politique ne requiert aucun sacrifice. Le vote à bulletin secret n'exige ni courage, ni franchise, ni intelligence; il est à la portée de tout le monde;

2° L'action politique permet aux plus malins de s'élever grâce aux épaules des honnêtes complaisants. Voir la fable « le Renard et le Bouc », de La Fontaine.

L'action directe, au contraire, exige au moins ces deux qualités : le courage et l'intelligence.

L'idée marxiste a permis la constitution de plusieurs partis qui, se prétendant être l'émanation de la classe ouvrière, ont prétendu, et prétendent encore, suivre une Politique ouvrière.

Justement l'objet de cet article est de démontrer que jamais dans le Parlement français — nous pourrions dire dans tous les parlements du monde, mais il faut savoir se limiter — il n'y eut aucune politique ouvrière non seulement suivie, mais même franchement déterminée.

Tant que le parti socialiste se trouva dans l'opposition et ne participa point au gouvernement, il eut le loisir d'inscrire dans son programme tout ce qu'un esprit démagogique est capable d'inventer pour s'attirer la sympathie des malheureux. Mais dès qu'il fut appelé au pouvoir, sans rien abandonner de ses revendications fondamentales, il inscrivit à côté des prétentions plus modestes.

Son but avoué dès sa fondation, c'était la liquidation de la société capitaliste qui devait être remplacée par une société sans classes où tous les hommes produiraient selon leurs forces et consommeraient selon leurs besoins.

Un tel programme ne disait rien à l'électeur mais en inscrivant à côté de ce programme fondamental, des choses beaucoup plus accessibles à l'entendement des sous-primaires et des analphabètes prolétariens, comme par exemple des secours aux familles nombreuses et quelques aumônes habilement distribuées de-ci et de-là, la clientèle ne tarda pas à affluer.

Ainsi naquit le réformisme. Et ce réformisme reçut immédiatement l'appui de tous les réactionnaires tant soit peu intelligents.

Le réactionnaire tant soit peu intelligent se comporte comme le lézard; il n'hésite pas à sacrifier sa queue pour sauver tout le reste de son individu.

Le syndicalisme, même à son époque la meilleure, subit le contre-coup des manigances socialo-réformistes. Et son but véritable, la grève générale révolutionnaire, fut progressivement (si on peut dire) reléguée dans le grenier des vieilles lunes.

Parallèlement, le Parti socialiste ne pouvait se résoudre à répudier complètement les clauses les plus importantes de son programme primitif, mais celles-ci ne figuraient plus que comme clauses de style dans les déclarations ministérielles. Or, elles seules représentaient une politique réellement ouvrière.

TRENCOSERP.

(*Suite en page 2.*)

Syndicalisme et démographie

« Quand deux patrons courent après un ouvrier, bonne affaire pour l'ouvrier. Quand deux ouvriers courent après un patron, bonne affaire pour le patron. »

R. COBDEN.

QU'EST-CE que le syndicalisme ?

Empruntons, pour le caractériser, l'excellente définition que nous en offre Sébastien Faure lorsqu'il déclare avec pertinence : « Le syndicalisme c'est le mouvement de la classe ouvrière en marche vers son affranchissement par la suppression du salariat » (1).

La phrase est claire. Elle ne laisse subsister aucune équivoque. Elle ne tolère aucune ambiguïté. Elle ne permet aucun malentendu.

Mais concurremment à cette mission initiale et lointaine — raison d'être dans laquelle il puise dynamisme et combativité — le syndicalisme poursuit la réalisation, à brève échéance, d'objectifs plus immédiats.

Les principaux à considérer sont, à n'en pas douter : la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par l'obtention d'améliorations concrètes telles que la diminution des heures de travail parallèlement à l'augmentation des salaires.

Et c'est ici que le facteur démographique entre en scène. C'est ici qu'il s'impose comme un lourd handicap, comme un pesant et dangereux obstacle, exerçant son action restrictive et freineuse sur l'œuvre revendicative quotidienne.

Jamais des résultats probants ne pourront être atteints — et dépassés; jamais des avantages substantiels ne pourront être acquis — et accrus si la tempérance parentale ne s'installe au foyer des producteurs des villes et des campagnes.

Un niveau de vie stable et permanent, décent et durable ne peut s'instituer que si la restriction, la limitation, le contrôle des naissances par les intéressés interviennent.

Cette affirmation est valable sous toutes les latitudes. Elle peut — et doit — prouver son efficience à l'échelle mondiale.

Ferdinand Lassalle, le savant bien connu qui, avec une cruelle et implacable lucidité constatait en 1862-1863 *dans sa* Lettre Ouverte : « *Le*

Raoul NEJAN.

(*Suite en page 2.*)

(1) Sébastien Faure : Propos Subversifs : X (Les forces de Révolution).

A CHACUN SON ABONNÉ

Nous voudrions dire à nos camarades dépositaires combien il nous coûte de devoir chaque semaine répéter qu'il leur faut être ponctuels dans leurs règlements. Si nous le faisons c'est parce que la vie du journal tient à cela.

Tant que nous n'aurons pas atteint le nombre d'abonnés que nous nous sommes fixé, nous nous retournerons vers eux. Ils doivent le comprendre.

Cela ne peut qu'inciter tous les camarades à asseoir les finances du journal plus certainement en continuant la chasse aux abonnés.

Où que vous soyez vous pouvez faire au moins un abonné.

Depuis la reparution il semble qu'un certain effort est fait dans ce sens. Cela doit continuer en s'amplifiant.

Il faut aux travailleurs un journal libre, qui lutte sur un plan concret. Ce journal c'est le COMBAT, nul ne le conteste plus.

A l'œuvre donc !

Yvette RICHAUD.

A PROPOS DU REGROUPEMENT SYNDICAL

La récente page syndicale du journal *Franc-Tireur*, consacrée au regroupement syndical a valu une mise au point nette et précise de la part de la C.A. de la C.N.T. Cette rectification n'a pas paru; nous n'en sommes nullement étonné car la conspiration du silence est une arme comme une autre.

Un article sévère, mais juste, paru dans *Le Combat Syndicaliste* a donné assez de preuves convaincantes pour qu'il ne soit plus question d'y revenir, du moins je le suppose.

Je crois qu'il serait bon d'avoir quelques opinions en ce qui concerne un regroupement en vue d'une unité d'action immédiate *à la base*, dans les ateliers, chantiers et bureaux.

Je ne donnerais ici que mon point de vue personnel et serais satisfait si celui-ci nous valait quelques articles dénonçant ou confirmant cette opinion.

Le meilleur travail syndical que l'on puisse faire est sur le lieu même où nous sommes employés. Là, seulement, nous pouvons faire une distinction entre un travailleur conséquent, c'est-à-dire ayant une mentalité ouvrière, et un autre acceptant son sort sans broncher. Qu'importe les opinions politiques ou autres du copain, si l'on sent pertinemment qu'il a conscience de la lutte à mener et qu'il n'est pas gangrené par

YVERNEL.

(*Suite en page 4.*)

B.D.I.C

POURQUOI UNE AUTRE CENTRALE ?

C'est, pour ce qui nous occupe actuellement, sur le plan prolétarien, toujours la lutte séculaire, la confrontation du centralisme et du fédéralisme que poursuit l'humanité dans le chemin douloureux de son affranchissement. C'est le heurt de l'autorité et de la liberté, dualisme si magistralement exposé dans *le Principe fédératif*, qui fut la pensée maîtresse de Proudhon, vers qui le syndicalisme révolutionnaire devra toujours se tourner.

Le syndicalisme sera fédéraliste ou il sera moins que rien, mais prenons garde : il y a fédéralisme et fédéralisme, comme il y a fagot et fagot. C'est un terme — le fédéralisme — ignoré il y a à peine quelques années par la grande masse de gens, et qui a fait fortune depuis, capté par une séquelle de politiciens qui, au nom du fédéralisme, parlent d'unification européenne ou mondiale. Mais attention ! Comme bien d'autres choses, ils sont en train — du conservateur Churchill au marxiste Marceau Pivert — de vider le mot de toute substance et, dans quelque temps, nombreux seront ceux qui se réclameront du fédéralisme, comme le commerçant tripoteur, le directeur - fonctionnaire - militarisé, le brigadier-policier de Jules Moch se réclament aujourd'hui du socialisme sauce S.F.I.O.

Notre fédéralisme syndicaliste — l'intégral — s'abreuve toujours à la source de la pensée proudhonienne; il s'inspire toujours de Pelloutier, l'inoubliable créateur des bourses du travail.

Pourquoi une autre centrale qui, certes, regroupera une partie des éléments syndicaux épars actuellement, mais qui n'unifiera pas et n'absorbera pas, parce qu'elle ne fera pas disparaître ni F.O. ni la C.G.T., dont les positions seront d'autant plus défendues qu'est tenace le désir immodéré de ceux qui tiennent à conserver des situations acquises. Pour ceux-là, la révolution est faite.

Pourquoi une autre centrale ? Pour relustrer peut-être quelques syndicalistes, actuellement à l'écart, et qui attendent la création de postes adéquats à leur valeur ?

Est-ce que la C.N.T., qui a, elle, l'avantage d'exister, n'était-elle pas en mesure d'accueillir les syndicalistes révolutionnaires qui se réclament des principes traditionnels du syndicalisme français, indépendant vis-à-vis des organisations extérieures et antiétatique par essence ? Son affiliation à l'A.I.T. n'est-elle pas un garant de poids pouvant satisfaire les syndicalistes les plus purs ?

La réticence manifestée à l'égard de la C.N.T. — à travers toute la phraséologie tendancielle des uns et des autres — doit être attribuée au désir inavoué de ceux qui espèrent dans une nouvelle centrale de nouveaux organismes à constituer et de nouveaux postes à combler. Car n'oublions pas que, quelle que soit la sincérité des convictions, il faut toujours tenir compte des faiblesses humaines; qu'infime est le nombre de ceux qui atteignent le désintéressement total.

En dépit des obstacles, cherchons malgré tout à redonner au syndicalisme son vrai visage par l'unité à la base.

Tout en regrettant que les syndicalistes révolutionnaires n'aient pas rejoint la C.N.T., menons le bon combat en commun et, comme dirait Proudhon : la pyramide carrément posée sur sa base.

A. DE FALCO.

Syndicalisme et démographie

(*Suite de la 1re page.*)

salaire réel ne peut jamais s'élever beaucoup au-dessus, ni descendre beaucoup plus bas.

« *En effet, la situation plus facile, meilleure, faite au travail, susciterait aussitôt* une augmentation de population, accroîtrait l'offre des bras *et ramènerait le salaire à son ancien taux ou à un taux inférieur.*

« *Le salaire ne peut pas non plus s'abaisser pendant longtemps au-dessous de ce qui est nécessaire à l'existence; en ce cas ne manqueraient pas de sévir l'émigration, le célibat; bref la* misère *amènerait la diminution du nombre des ouvriers, l'offre des bras s'en trouverait restreinte et le salaire remonterait à son niveau antérieur.* »

Telle est la sinistre « loi d'airain ».

Ainsi qu'on le peut constater elle n'est dans son énoncé qu'une variante et une transposition à un cas particulier de la loi de Malthus.

Complétant et corrigeant Lassalle nous pensons que le travailleur moderne ne peut pas attendre de la misère l'extinction de ses concurrents sur le marché du travail, et partant la hausse des salaires.

C'est à lui, et à lui seul, s'il est prévoyant et conscient qu'il appartient d'assurer leur raréfaction et le maintien d'une sage proportion entre les bras disponibles et les tâches à accomplir.

Cette vérité cardinale semble pourtant échapper à la majorité des leaders syndicalistes qui se muent trop souvent en fonctionnaires syndicaux.

Elle ne présente, pourtant, ni l'attrait ni la saveur de la nouveauté ou de l'originalité.

J.-S. Mill, un des hommes les plus savants, dit-on, du XIXe *siècle, affirmait déjà en* 1848, *avec une tranquille clairvoyance : « Il n'y a pas d'autre sauvegarde pour les salariés que la restriction du progrès de la population »* (2).

Il y aurait encore à examiner bien des aspects et non des moindres de ce problème capital.

Niera-t-on l'état d'infériorité manifeste du travailleur sur qui s'appesantit l'écrasant fardeau des charges familiales, lorsqu'il entre en lutte pour la défense de ses droits, l'accroissement de son bien-être ou la conquête de sa liberté.

Face à un rival puissant (le capitalisme) disposant de moyens énormes, il ne peut présenter que des possibilités d'action et une capacité de résistance limitées qu'atténuent, qu'amenuisent encore d'accablants soucis d'ordre familial. Et l'issue du combat n'est, en ces conjectures, pas douteuse... Des exemples récents en font foi.

Rapidement examiné le problème de la population n'en révèle pas moins l'ampleur de ses répercussions, l'importance primordiale de ses incidences dans le domaine économique.

Que reste-t-il donc à faire pour ceux qui sont convaincus de sa prévalence ? Essayer d'en persuader les autres et les inciter à se pencher sur la question.

Tout militant, tout membre d'une commission exécutive, tout syndicaliste, à tout degré de la hiérarchie syndicale, se doit lorsque les circonstances sont favorables d'aborder le problème, de confronter les sujets qui s'y rattachent avec nos thèses et d'indiquer, en l'occurrence, nos solution.

Le mouvement démographique mondialement envisagé et les perspectives que nous préparent son évolution doivent être au premier plan de nos préoccupations.

Vigoureux et clair, notre son de cloche doit partout résonner. Il faudra bien qu'on nous entende. Il faudra bien qu'on nous écoute.

Notre activité ne doit pas être l'apanage de quelques initiés avertis. Elle doit atteindre et émouvoir les couches profondes.

Par l'organisation syndicaliste Pelloutier a donné au producteur la « science de son malheur ». Il nous reste à lui fournir, par notre doctrine, un des grands secrets de sa disparition.

De la masse inconsciente et résignée formons des individus fiers et majeurs, conscients et volontaires.

Ce sont eux qui seront les véritables artisans de l'avenir.

(2) J.-S. Mill : Principes d'Economie Politique (Tome I, livre II, page 407).

"Politique" ouvrière ?

(*Suite de la première page.*)

Dans la pratique, le parti socialiste suivait une politique bourgeoise.

La politique bourgeoise est extrêmement riche et d'une merveilleuse ingéniosité. Les socialistes choisissaient dans ce plantureux capharnaüm ce qui était susceptible de mieux capter la convoitise des naïfs électeurs. C'est ainsi qu'on perdit de longues et précieuses années à se passionner et à se disputer pour des vétilles : Protectionnisme ou libre échange ? Armée nationale ou armée de métier ? Inflation ou déflation ? Loi électorale et représentation proportionnelle ? Sans compter les amusettes anticléricales qui furent pendant si longtemps un excellent dérivatif pour le capitalisme.

Bref, ce que l'on a appelé jusqu'ici Politique ouvrière, n'a jamais été qu'un plat conformisme vis-à-vis de la politique bourgeoise. Oui, nous savons, on peut nous opposer la « législation ouvrière ». Nous avons eu assez souvent l'occasion d'en parler, elle ne peut se traduire que par ces mots : **démagogie, mensonges, illusions, duperie.**

Le parti dit communiste suit la même voie, mais en tenant compte au-dessus de tout des directives de Staline.

En dépit de leur habileté qui est, nous le reconnaissons, très grande, les politiciens marxistes n'ont jamais été capables de suivre une politique vraiment ouvrière, aussi bien intérieure qu'extérieure et cela suffit amplement à démontrer le néant de « l'action » sur le terrain mouvant, gluant, nauséabond, de la politique.

PROCRÉONS

François, homme dont le courage consiste à bien boire, faire des enfants, car le travail l'ennuie.

Sa femme, Marie, est une brave fille, élevant sa nichée de huit enfants; elle trouve le moyen d'aller comme lavandière, à la rivière pour laver les grosses pièces et draps des paysans du coin, qui, soi-disant, lui donnent ce gros ouvrage par philanthropie, pour l'aider à élever sa marmaille.

François, ayant bu comme à l'accoutumée, trouve Marie seule à la maison. Il lui dit : « Bon Dieu, il faut que tu y passes. » Brutalement, la jette sur le lit, et v'lan, une troussée. Il sort pour se donner de nouvelles forces, entre dans le bistrot; il y rencontre le maire et le dialogue s'engage :

— Si tous les copains faisait comme toi, la France serait prospère; toi, tu es un père de famille. Combien as-tu de gosses ? Cinq à six ?

— Mais non, mon vieux, j'en ai huit et j'en attends un neuvième.

Alors, François prend un verre pour arroser cette future naissance.

Le maire s'en va. François reste à s'attabler.

Le soir, rentrant fortement ivre, il raconte sa rencontre, entre des hoquets. Marie lui répond : « Ton maire et toi, si vous étiez obligés d'accoucher et d'élever les mioches, vous y regarderiez à deux fois. Les gosses n'ont pas à manger, mais tu te saoûles avec l'argent des allocations. »

François, amoureux, sans pudeur, devant ses enfants, veut retrousser les jupes. Marie se fâche.

Voilà les beautés des familles nombreuses.

M. ALTUSSE.

COMMUNIQUES

TRESORIER CONFEDERAL

René Doussot, 9, avenue de la Porte-de-Clignancourt, Paris (18e). C.C.P. 5046-35.

FEDERATION DU BATIMENT

Nous rappelons aux secrétaires des organisations de l'industrie du bâtiment qu'ils doivent se mettre en rapport avec le secrétariat fédéral. Adresser la correspondance au siège : 39, rue de la Tour-d'Auvergne, Paris (9e).

FEDERATION DES TRAVAILLEURS DU RAIL
COMMISSION ADMINISTRATIVE FEDERALE

La prochaine C.A. se réunira le dimanche 24 septembre 1950, au siège.

Le Bureau de la F.T.R.

DEUXIEME REGION

SYNDICAT INDUSTRIEL DES METAUX

La réunion mensuelle aura lieu le 23 septembre, au Pavillon, 65, boulevard de la Villette, à Paris, à 14 h. 30 précises.

Ordre du jour important, présence indispensable.

HUITIEME U.R.

PERMANENCES A BORDEAUX

Tous les soirs, de 16 à 19 h. 30, Bureau 15, Vieille Bourse du Travail ; dimanche de 10 à 12 h. : Conseil juridique sur place ou à Laveau H., 42, rue Lalande.

BIBLIOTHEQUE

Bibliothèque de prêts ouverte à tous, dimanche au siège. Il sera perçu 5 francs par livre et 2 francs par brochure, pour nouveaux achats.

SYNDICAT UNIQUE DES METAUX

Deuxième dimanche de chaque mois. Le C.S. à votre disposition sur place.

DIXIEME U.R.

U.L. SAINT-NAZAIRE

Dimanche, de 10 h. 30 à 11 h. 30, à Marijo, boulevard des Océanides, Pornichet. Le C.S. est à la disposition des diffuseurs chaque semaine.

ONZIEME U.R.

BREST-INTERCORPORATIF

Tous les samedis, de 9 h. à 11 h. 30, porte Fautras, face Lycée.

DOUZIEME U.R.

APPEL AUX POSTIERS

Les camarades des P.T.T. de la région de Rouen, sympathisants à la C.N.T., sont invités à se mettre en relation avec Autie Maurice, P.T.T., Coutances (Manche).

ROUEN

Premier dimanche et chaque mois, 63, rue des Bons-Enfants.

TREIZIEME U.R.

Permanence et correspondance : Duhamel Octave, 19, rue Fouquet-Lelang, Marcq-en-Barœul (Nord).

METAUX, INTER., TEXTILE

Tous les samedis de 18 à 20 heures, 13, rue du Molinel, Lille.

ROUBAIX

Tous les jours, 63, rue d'Avelghem.

QUINZIEME REGION

STRASBOURG

SYNDICAT UNIFIE DU BATIMENT

Tous les dimanches, de 10 à 12 heures, 14, rue de la Krutenau, « A l'Etoile Rouge ». Ainsi que pour les autres industries. Le « Combat Syndicaliste » est en vente dans tous les kiosques de la ville.

HAYANGE

Tous les dimanches, à 16 h. 30, Café de l'Industrie, 108, rue du Maréchal-Joffre.

DIX-SEPTIEME U.R.

Le Bureau de la 17e U.R. se réunit tous les jeudis à 20 h. 30, au siège social, 60, rue Saint-Jean. Ces réunions sont élargies aux militants.

LYON

60, rue Saint-Jean, mercredi et samedi, de 17 à 19 heures ; dimanche de 9 à 12 heures.

VILLEURBANNE

286, cours Emile-Zola, dimanche de 9 à 12 heures.

SAINT-FONS

Café des Mûriers.

VENISSIEUX

Brasserie Chaffard.

OULLINS

Café Charles, 75, avenue de la Gare. Pour ces 3 U.L., consulter la presse locale pour les jours de permanence.

S.U.B.

Premier dimanche du mois, conseil syndical au siège ; deuxième dimanche, assemblée générale à 10 heures.

ROANNE

Tous les jeudis, de 18 h. 30 à 20 heures, salle cour Palais de Justice, place du Palais.

SAINT-ETIENNE

24, rue Rouget-de-l'Isle. Responsable : Meiller.

DIX-HUITIEME REGION

UNION LOCALE DE GRENOBLE

Le Bureau de l'U.L. de Grenoble ayant été modifié par l'Assemblée générale du 25 mai 1950, prie les camarades de s'adresser à Jacques Bauchery, secrétaire administratif, 41, rue de la Liberté, à Fontaine (Isère) et de noter que les permanences ont lieu, tous les dimanches de 10 heures à midi, et les mercredis de 20 heures à 22 heures, Bar de l'Oisans, 1, rue Très-Cloître (angle rue du Vieux-Temple), près place Notre-Dame.

DIX-NEUVIEME REGION

MARSEILLE

COURS DE FRANÇAIS ET GROUPE ARTISTIQUE

Tous les mardis soir, de 6 à 7 heures, cours de français pour camarades étrangers. Groupe artistique (déclamation, théâtre, solfège, chorale, mandoline), de 7 à 8 h. 30. Se faire inscrire à la C.N.T., ancienne Bourse du Travail, salle 5.

JEUNESSES SYNDICALISTES REVOLUTIONNAIRES DE MARSEILLE

Le groupe de jeunes est formé. Il se réunit tous les dimanches à 10 heures du matin, à la salle 5, Vieille Bourse du Travail, 13, rue de l'Académie, Marseille.

TOULON

Pour tous renseignements, adhésions, librairie, s'adresser à M. D. Diné Gabriel, 36, rue Augustin-Dammas, Toulon. Permanence tous les jours à toutes heures.

AIX-EN-PROVENCE

Tous les jeudis, à 21 heures, Bar des Facultés, près grande poste.

NICE ET REGION

Inter. : adh., cartes, journaux : A. Pallanca, rue Joseph-Layet, Villeneuve-Loubet (Alpes-Maritimes).

LIBRAIRIE

LIVRES

Pierre Besnard. — L'Ethique du Syndicalisme, 75 fr. (120); La Paix, 100 fr. (145); Les Syndicats Ouvriers et la Révolution Sociale, 200 fr. (260); Le Monde Nouveau, 140 fr. (185).
Aurèle Patorni. — La Débâcle de l'Elite, 150 fr. (195).
Gaston Leval. — L'Indispensable Révolution, 100 fr. (145).
Gabriel Giraud. — Paul Robin, 150 fr. (195).
Jeanne Humbert. — Sébastien Faure, 180 fr. (225).
Fernand Planche. — Kropotkine, 210 fr. (255); Durolle, 150 fr. (195); Louise Michel, 150 fr. (195).
Louis Lecoin. — De Prison en Prison, 160 fr. (205).
Voline. — La Révolution inconnue, 350 fr. (440).
Louis Buchner. — Force et Matière, 270 fr. (330).
Victor Méric. — Coulisses et Tréteaux, 75 fr. (120).
Charles Malato. — Les Joyeusetés de l'Exil, 100 fr. (160).
Ernest Haechel. — Histoire de la Création, 400 fr. (490).
W.S. Wallino. — Le Mouvement Ouvrier et la Démocratie aux Etats-Unis, 200 fr. (290).
Nestor Blanc. — Joyeux, fait ton fourbi, 255 fr. (320).
Fernand Pelloutier. — Histoire des Bourses du Travail, 260 fr. (305).
Louis Tenars. — Le Sauveur, 100 fr. (145).
Maurice Hallé. — Par la Grande Route et les Chemins Creux, 150 fr. (195).
B. Malon. — Précis du Socialisme, 175 fr. (235).
Jules Valles. — L'Insurgé, 125 fr. (170); Le Bachelier, 125 fr. (170); L'Enfant, 125 fr. (170).
Bakounine. — La Révolution Sociale ou la Dictature Militaire, 180 fr. (225).
Sébastien Faure. — La Véritable Révolution Sociale, 60 fr. (90); L'Imposture religieuse, 230 fr. (275).
Jacques Renne. — Syndicalisme Français, 200 fr. (245).
Maurice Ceyrat. — La Trahison permanente du P.C., 100 fr. (145).
Alexandre Marc. — Avènement de la France ouvrière, 210 fr. (270).
Emile Hureau. — Les Jésuites, la Classe ouvrière et la Révolution, 70 fr. (115).

BROCHURES

Gaston Leval. — Le Communisme, 40 fr. (70); L'Anarchisme et l'Abondancisme, 10 fr.
G. Berneri. — La Société sans Etat, 20 fr.
L. Barbedette. — Pour la Justice économique, 10 fr.
Ernestan. — La Fin de la Guerre, 5 fr.
Sébastien Faure. — Sacco et Vanzetti, 5 fr.; Les Douze Preuves de l'inexistence de Dieu, 10 fr.; Les Crimes de Dieu, 20 fr.; La Fausse Rédemption, 10 fr.
P. Comont. — L'Architecture, 20 fr.
A. Guillier. — La Révolution salvatrice, 15 fr.
P. Camus. — Le Syndicalisme et le Problème paysan, 20 fr.
G. Yvetot. — ABC du Syndicalisme, 15 fr.
E. Rothen. — La Politique et les Politiciens, 20 fr.
P. Monatte. — Où va la C.G.T., 10 fr.
Pierre Besnard. — Le Problème des Salaires, 6 fr.
Edouard Rotot. — Le Syndicalisme et l'Etat, 12 fr.
Lashortes. — Qu'est-ce que le Prolétariat, 10 fr.
Louise Michel. — Prise de Possession, 15 fr.
Aristide Lapeyre. — Le Problème espagnol, 15 fr.
Les Anarchistes et l'Activité Syndicale, 15 fr.
La Bulgarie, nouvelle Espagne, 25 fr.
Les Bulgares parlent au Monde, 50 fr.
Le Syndicalisme et la Guerre, 5 fr.

REVUES

Mains et Cerveau, 40 fr.
Etudes Anarchistes, 40 fr.
Défense de l'Homme, 40 fr.

EXPÉDITION

Pour les livres, les prix entre parenthèses sont les prix franco.
Pour les brochures joindre 10 francs à chaque.
Pour les recommandés joindre 40 francs par colis, en plus.
C.C. Postal de la Librairie : Paris C.C. 7.473-08, M. Marcheti Robert, 1, rue Dulaure, Paris (20e).

CNT *Le Directeur-Gérant :* DOUILLET François

Imp. Spéc. du Combat Syndicaliste

Où sont les limites du syndicalisme

(*Suite de la première page.*)

sion vivra et s'épanouira en pleine liberté ? Le syndicalisme ne cherche-t-il pas à réaliser la Révolution sociale ? Cela nous semble dépasser les questions de beefsteack et exiger du syndicalisme une mission certes moins terre-à-terre mais plus grandiose.

Cette révolution que nous appelons de tous nos espoirs, que nous voudrions voir plus proche ne viendra pas sans préparation. C'est la classe ouvrière qui la forgera. Mais seulement lorsque son degré d'évolution sera tel qu'elle sera capable de rejeter tous les concepts de la société bourgeoise, de créer les éléments de sa propre morale, de trouver le chemin d'une expression artistique véritable. L'éducation, l'évolution qui sont nécessaires pour atteindre un tel résultat, c'est le rôle du syndicalisme de les favoriser.

Combien de camarades, de militants même se disent révolutionnaires mais révèlent dans leur vie quotidienne une mentalité de parfait bourgeois. Par la façon dont ils élèvent leurs enfants, par le jugement qu'ils portent sur les gens qui les entourent, les événements sociaux, les activités culturelles ils ne se montrent pas tellement différents de ceux qu'ils qualifient avec mépris d'affreux bourgeois.

La grande force du capitalisme est de faire accepter à la classe ouvrière une morale qui pourtant l'enserre, empêche la satisfaction de ses aspirations. Dans la mesure où la classe ouvrière acceptera longtemps encore les règles de vie imposées par la morale bourgeoise la révolution sera lointaine.

Le rôle du syndicalisme révolutionnaire est de lutter contre l'exploitation sous toutes ses formes, matérielle ou morale. De lutter pour l'amélioration des conditions de vie de l'ouvrier mais aussi pour des loisirs soins et éducatifs permettant à chaque travailleur de se cultiver. C'est pourquoi dans notre COMBAT SYNDICALISTE nous avons consacré tant de place à La Bastide de Beau-Soucy. C'est pour ces raisons aussi que nous soutiendrons dans la mesure de nos forces nos camarades ajistes du CLAJ-PA, les jeunes éducateurs du Mouvement de l'Enfance Ouvrière, des tentatives semblables à celles des comédiens de la Huchette.

La Révolution que nous voulons nous le savons, n'est pas proche. Les syndicalistes révolutionnaires ne sont pas nombreux. Leur force est limitée. Malgré une situation sociale défavorable, malgré toutes les menaces qui pèsent sur nous : guerre, dictature, répression, nous ne devons pas lâcher pied.

Partout où la liberté est menacée, partout où il faut lutter contre la morale bourgeoise, nous devons être présents. Si dans l'anéantissement collectif qui nous guette un seul cri est poussé ce doit être le nôtre ! La lutte sociale se manifeste dans tous les domaines. Dans la revendication de tous les jours, mais aussi dans les activités d'expression : le cinéma, le théâtre, la littérature, l'art, etc... Aider nos camarades à acquérir une éducation sociale et culturelle la plus complète possible, c'est aider le syndicalisme révolutionnaire, c'est favoriser la venue de cette société socialiste que nous espérons tant. C'est dans cet esprit que nous avons eu l'idée de notre page culturelle.

Nous avons un besoin urgent de militants jeunes, dynamiques, possédant une claire conscience de leurs tâches.

Qui sait si des événements qui se préparent, de profonds bouleversements ne vont pas surgir ? Le syndicalisme révolutionnaire là encore devra jouer son rôle avec toutes ses forces.

A cette seule condition il se développera, fera connaître ses positions, ses idées, influencera les ouvriers. Tel est notre but, notre espoir, maintenir malgré vents et marées, au milieu de difficultés sans nombre, toute la valeur du syndicalisme révolutionnaire.

CAMARADE !

Combien as-tu diffusé de "COMBAT SYNDICALISTE" la semaine dernière ?

B.D.I.C

Théâtre

NOUS IRONS TOUS A LA HUCHETTE

AU COMBAT SYNDICALISTE nous avons nos « dadas ». Ainsi nous vous parlerons à nouveau aujourd'hui du petit et sympathique théâtre de la Huchette, situé sur la rive gauche de la Seine, dans la rue du même nom.

Depuis bientôt trois ans la Huchette réalise des miracles. Miracles ? Ce mot n'est pas trop fort. N'est-ce pas en effet exceptionnel, à une époque où le succès se monnaye, d'assurer en si peu de temps la renommée d'une jeune troupe théâtrale ? Et pourtant c'est le tour de force réalisé par Georges Vitaly.

par Jean BERNARD

Avril 1948. Les habitants de la paisible rue de la Huchette assistent avec surprise à la transformation en... théâtre, d'une boutique abandonnée. Entre deux coups de pinceau, les comédiens répètent. En quelques semaines tout est prêt. La compagnie Georges Vitaly qui vient de remporter le concours des Jeunes Compagnies donne ses premières représentations.

Dès le début c'est le succès. La salle est comble tous les soirs, la renommée commence. Cette renommée ne devait pas s'arrêter aux limites de Paris. Bientôt la province, la Belgique, l'Afrique du Nord acclament la Huchette.

Mais ne croyez pas que le succès soit venu tout seul. Les raisons de cette réussite résident dans le travail inlassable, dans la probité intellectuelle des animateurs de la compagnie.

« A la Huchette, rien de médiocre » semble être la devise choisie. En effet, malgré l'exiguité de la scène, les difficultés d'éclairage, d'installation des décors, la décoration est toujours remarquable. Quant au spectacle, l'unanimité de la critique lui adresse les plus vifs éloges.

La ligne suivie par Vitaly et ses camarades n'est pourtant pas celle de la facilité. Ils se sont donné pour tâche de réhabiliter ou de découvrir des auteurs et des pièces méconnus. Ainsi, la « Quadrature du Cercle » dont la carrière est loin d'être terminée, avait déjà été jouée sans succès chez Dullin en 1930. Signalons également la découverte vingt ans après sa mort d'Odien-Jean Périer, auteur des « Indifférents ».

La Huchette n'est pas la salle d'un genre théâtral. L'ensemble des spectacles montés depuis sa création présente une étonnante diversité. Du drame à la farce, de l'opéra-bouffe à la comédie, Georges Vitaly veut démontrer qu'un véritable comédien est capable d'aborder toutes les gammes de l'art théâtral.

Dans cette petite salle, les mille unes ficelles du métier de comédien ne sont pas utilisables. Le public est trop près. On ne peut le tromper.

En revanche, quelle magnifique communion s'établit entre les comédiens et les spectateurs. On se croit revenu à la source même du théâtre, à une époque où le public n'était pas passif mais participait lui aussi à l'action.

La compagnie Georges Vitaly n'est pas un assemblage de comédiens, mais une équipe menée par le succès, le travail, les difficultés surmontées en commun.

La vie des comédiens n'est pas toujours très drôle. Actuellement ils répètent deux pièces simultanément, et jouent tous les soirs. Entre temps, chaque membre de l'équipe est un peu électricien, peintre ou menuisier. A la Huchette personne ne se prend pour une « vedette ». Chaque acteur reste lui-même, simple, sympathique. On peut les voir quelquefois devant la porte du théâtre, à l'entr'acte prendre le frais, ou bien attablés au bar d'en face. Il est vrai que la rue est si étroite !

Les projets d'avenir de la compagnie sont nombreux.

Seront « montés » cette saison : « Médé », une adaptation d'inspiration classique de Robinson Jesser, « Madame Edmée », farce de Bréal, « Monsieur Bobile », de Georges Schéadé.

Maurice Chevit, Monique Delaroche, Georges Vitaly, Max Palenc et Lisette Lemaire dans « La Quadrature du Cercle ».

Georges Vitaly dans le rôle du prêtre Emilien, de « La Quadratude du Cercle ».

En cette occasion, Dora Maar, ex-madame Picasso, reviendra à ses premières amours, la décoration.

Au début d'octobre, une partie de la troupe quittera Paris pour une tournée de plusieurs semaines qui la conduira tour à tour en Belgique, en Hollande, en Suisse, puis en Algérie.

L'intérêt manifesté par l'étranger pour la Huchette est extraordinaire.

Il faut dire que les spectacles présentés ne sont pas des sous-produits parisiens, ni l'exploitation d'un succès. Si la « Quadrature du Cercle » sera la pièce phare de la prochaine tournée, cela n'empêchera pas Georges Vitaly de prendre des risques avec des pièces inédites pour sa compagnie : le « Médecin malgré lui », de Molière, les « Frères Bouquinquants », de Courteline. Ce fait devait être souligné et explique les raisons du grand succès de la Huchette à l'étranger.

Le but poursuivi par Georges Vitaly et ses camarades est de faire connaître le véritable théâtre. Pas celui commercialisé de Jean de Létraz ou de Paul Vanderberghe, mais le théâtre d'inspiration populaire.

Ils ne refuseront jamais à jouer une scène supplémentaire, devant un public de jeunes ou d'ouvriers, œuvrant ainsi au rapprochement du travailleur manuel et du travailleur intellectuel. C'est peut-être ce qui nous les rend si sympathiques.

Le meilleur moyen de faire connaître ce qu'est le véritable syndicalisme, c'est de diffuser la brochure :

LA CHARTE DU SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE

En vente à la librairie confédérale : 5 fr.

Cinéma

"RENDEZ-VOUS AVEC LA CHANCE"

... Ou l'Ecole des marris (avec deux « r »)...

Le film de Reinert est une œuvre taillée au scalpel comme certaines peintures sont faites au couteau.

Le lit à deux places, roman de Gilbert Duné, dont est sorti le scénario de *Rendez-vous avec la chance* ne pouvait déjà laisser indifférent :

1° Les lecteurs tout court ;
2° Les aides-comptables besogneux et malchanceux ;
3° Les époux mal mariés ;
4° Les dactylos abonnées aux revues de « véritables confidences, véritablement vraies » (mais est-ce que les dactylos lisent les romans de Dupé ?) ;
5° Les patrons barbons sur le retour ;
6° Les turfistes enragés.

E. Reinert a mis en scène un célibataire, aide-comptable dans une fabrique de papiers peints dirigée par un patron viveur, M. Gauffre. Ce célibataire, Monsieur Bobin, sur les injonctions de sa concierge, troquera son lit-cage contre un lit à deux places. Nous assistons pour arriver à ce stade à une véritable lutte où la future madame Bobin joue parfaitement les araignées tissant petit à petit sa toile vénéneuse autour du malheureux candidat au mariage.

Une fois ce dernier célébré, le pauvre M. Bobin s'aperçoit passivement que l'ange du foyer rêvé n'était qu'un démon femelle de la pire espèce.

Mais un beau jour la providence place sur son chemin une délicieuse petite dactylo qui n'a pas été mise à la porte par le tyrannique M. Gauffre, car elle possède de jolies jambes. Une idylle se noue et un ami turfiste ayant gagné aux courses, une fois n'est pas coutume, leur proposant de l'argent, ils décident de s'enfuir sur la Côte d'Azur. Malheureusement le destin n'accorde pas le rendez-vous avec la chance et le train pris par les deux tourtereaux les laissera dans la proche banlieue, l'ami a perdu son argent à la roulette et M. Bobin rejoindra piteusement son bureau mal aéré et son lit à deux places, symbole de toute bourgeoisie bien établie et consciente de ses responsabilités.

Ce film, triste de conséquence, devient une charmante comédie par la grâce des dialogues de Jacques Natanson, dialogues pleins de comique basé sur un décalage visuel. Nous ne pouvons que louer Henri Guisol qui fait, avec le personnage de M. Bobin, une création spirituelle meilleure, s'il est possible, que celle de *Madame et le mort*, et que n'eut pas désavouée Charlie Chaplin. Suzanne Flon, dans le rôle de l'épouse acariâtre et Danièle Delorme dans celui de la petite dactylo vivant, provisoirement, une belle aventure, sont à leurs places.

Le metteur en scène, E. Reinert, n'a pas cru devoir aérer son film contrairement aux règles déjà établies par *Le monde est comme ça*, de Vittorio de Sica. Il est probable que le réalisateur devant le personnage de Monsieur Bobin, tout en intérieur, qui ne vit que pour et par son bureau sinistre, son restaurant pour petites gens et son foyer, dans le sens brûlant d'enfer, a reculé devant la trop lourde tâche de nous présenter un homme qui aurait eu l'aspect d'un lunaire naïf et dépaysé dans les grandes artères de notre capitale.

Rendez-vous avec la chance n'est pas un chef d'œuvre, c'est simplement un bon film et ce n'est déjà pas si mal.

Pierre DAVRON.

Nos Enquêtes

DES ENFANTS FONT L'APPRENTISSAGE DU SOCIALISME (2)

LE MOUVEMENT DE L'ENFANCE OUVRIERE

Dans notre dernier numéro, nous vous avons présenté le Mouvement de l'Enfance Ouvrière. Nous terminons notre étude espérant avoir intéressé nos lecteurs sur un problème qui demande des solutions très délicates à établir.

Que ceux que ces problèmes inquiètent nous écrivent pour nous donner leur avis.

METHODES DE TRAVAIL

Le Mouvement de l'Enfance Ouvrière se compose :

1° De Groupes d'Amis de l'Enfance ouvrière ;

2° De Communautés d'éducateurs appelées Aides ;

3° De Communautés d'enfants.

LES ENFANTS

Les enfants sont séparés suivant l'âge en :

(Faucon de Nid (6 à 10 ans), Jeunes Faucons (10 à 12), Faucons Rouges (12 à 14), Jeunes Pionniers 12 à 16) ; Pionniers Rouges (16 à 18).

Ces communautés sont administrées par les enfants eux-mêmes qui élisent leurs responsables : compagnon, secrétaire, trésorier, etc.

Le résultat de cette auto- gestion est de donner confiance à l'enfant en ses propres moyens. Elle éveille chez lui le sens de la responsabilité et aussi celui de la solidarité qui unit les membres d'une même communauté.

Les enfants se retrouvent en sorties de plein air chaque dimanche et quelquefois aussi en semaine en réunion. Leurs activités sont très multiples : étude de la nature, sous une forme agréable, jeux collectifs développant les qualités physiques, activités plus particulières : artistique (jeux dramatiques), crochets, décoration, marionnettes, chants, chorales, danses folkloriques, etc.

Ces activités, la pratique des notions morales inscriteut au fronton de tous nos monuments publics, mais appliquées nulle part, exigent des enfants un sens de la discipline collective et personnelle nécessaire à la bonne marche de la collectivité.

Les fonctions de responsables ne sont pas des titres. Elles ne comportent aucune distinction matérielle (décoration). L'enfant élu par ses camarades peut être immédiatement révocable du jour où il n'assume pas sa responsabilité au mieux des intérêts de tous. Il faut d'ailleurs souligner que les enfants ont un sens de la justice extrêmement développé et lorsqu'ils révoquent un responsable c'est que vraiment celui-ci s'est montré au-dessous de sa tâche.

Chaque année, les républiques permettent de juger le résultat d'une saison d'activité. Toutes les notions appliquées dans le petit groupe le sont sur une plus grande échelle nationale où internationale.

LES AIDES

L'aide n'est ni un chef, ni un surveillant, ni un moniteur. C'est un ami, un camarade. Il est aux côtés de l'enfant pour lui faciliter le développement de sa personnalité, pour lui apporter un appui dans les diverses circonstances de sa vie, au sein du groupe et dans la société.

L'aide doit faire abstraction de toutes ses prérogatives d'adulte pour se considérer sur un pied d'égalité totale avec l'enfant. C'est l'individu en qui l'enfant a entièrement confiance, vers lequel il se tourne pour obtenir les solutions des nombreux problèmes qui se posent à lui, en qui il voit un exemple vivant.

Rôle extrêmement difficile à tenir. Il ne faut pas orienter l'enfant mais lui permettre de comprendre. L'aide doit créer, chez celui qui est encore enfant, les possibilités du libre choix.

Un aide, sous peine de voir son effort pédagogique anéanti, ne doit jamais décevoir la confiance que l'enfant place en lui.

L'aide doit acquérir la connaissance de l'enfance au point de vue psychologique, la connaissance générale et doctrinale de la pédagogie active.

Cette étude lui est facilitée par les cercles d'aides qui réunissent régulièrement les aides d'une même région où d'une même localité. Ils échangent le résultat de leurs différentes expériences, étudient ensemble des problèmes qui, régulièrement, se posent à eux.

Des stages spécialisés (techniques diverses ou études sociales) permettent aux aides de perfectionner leurs connaissances techniques et d'élever leur niveau intellectuel et social.

La pratique de l'éducation active dans les groupes d'enfants est aussi pour l'aide un excellent moyen de formation. Il apprend par la pratique à connaître les enfants, à les comprendre. Il y gagne une très grande habitude de la psychologie enfantine, une sûreté de caractère, une confiance en lui qui viennent le renforcer dans sa vie quotidienne.

LES AMIS DE L'ENFANCE OUVRIERE

Les groupes d'amis sont composés des parents et de tous ceux qui s'intéressent à l'enfance. Ils constituent le soutien matériel et moral des collectivités d'enfants.

Les échanges qui s'établissent entre parents et éducateurs facilitent le travail des uns et des autres.

L'aide connaît ainsi le comportement de l'enfant dans sa vie familiale et peut essayer de corriger ses défauts ou utiliser ses aptitudes.

Par ces échanges, les parents apprennent le comportement de leur enfant en dehors du climat souvent particulier de la famille, climat qui ne permet pas toujours à l'enfant de se développer normalement.

Cela peut les conduire à rechercher des conditions plus en rapport avec le caractère et la psychologie de l'enfant.

LES TECHNIQUES

Les techniques ne sont pas une fin en soi, c'est un moyen d'expression par lequel l'enfant affirme et enrichit sa jeune personnalité. C'est également par la pratique de ces techniques, c'est par les jeux, les chants, les jeux dramatiques, les travaux de bricolage en commun, les enquêtes, le camping, etc., que les enfants acquièrent le sens de leurs responsabilités et le sentiment d'appartenir à une collectivité.

CENTRES D'INTERET

Les programmes d'activité sont établis en vue de la réalisation d'un travail précis : *fêtes de solidarité, représentation de marionnettes, enquêtes sur les métiers, commémoration de faits historiques prolétariens*, etc.

Chaque membre de la collectivité doit apporter sa contribution à la réalisation du programme de travail. C'est ensuite que se fait l'autocritique où chaque Faucon exprime librement son opinion sur le travail réalisé et ses suggestions pour les activités futures.

CONCLUSION

Les caractéristiques du Mouvement de l'Enfance Ouvrière sont, en résumé, les suivantes :

Education en dehors de toute politique, tendant à permettre à l'enfant de vivre dans des collectivités socialistes.

Acquisition des techniques comme moyen d'expression ; absence des symboles, de distinctions honorifiques, de grades, de promesses ; opposition à toute méthode autoritaire : l'Aide n'est pas un chef ; coéducation ; internationalisme ; indépendance vis-à-vis des partis politiques où des organisations syndicales.

Les attaches du M.E.O. et du Parti socialiste S.F.I.O. ne sont plus ce qu'elles étaient avant la guerre. Si depuis cinq ans de M.E.O. vit toujours ce n'est pas grâce au P.S., mais aux efforts de jeunes militants qui ont compris que le socialisme ne se construisait pas avec des individus inconscients.

Ces militants se sont attachés à cette action sociale dont on ne dira jamais assez l'importance pour l'éducation des jeunes enfants.

Qu'y a-t-il dans les principes et les méthodes de travail du Mouvement de l'Enfance Ouvrière qui puisse choquer des syndicalistes révolutionnaires ?

A notre avis rien, nos camarades ne doivent pas hésiter plus longtemps à confier leurs enfants au M.E.O., à se faire les animateurs de ses groupes d'amis et des parents.

Ils contribueront ainsi à en faire des êtres avertis des problèmes de la vie, aptes, devenus adultes, à prendre leur place dans le combat social, non dans les rangs des moutons, mais dans ceux des individus conscients, capables de juger, de penser, de se déterminer librement.

Jean BERNARD.

(Fin)

BULLETIN D'ABONNEMENT

au « Combat Syndicaliste »

Je soussigné,

NOM .....

Prénoms .....

demeurant .....

.....

déclare souscrire un abonnement de (1) .....

au « Combat Syndicaliste ».

Le .....

SIGNATURE

Envoyez les sommes au C.C.P. PARIS 7497-93
Y. RICHAUD, 20, Rue Sainte-Marthe, PARIS-X^e

(1) 12 numéros : 110 fr. - 24 numéros : 215 fr. - 48 numéros : 420 fr.

B.D.I.C

Les honoraires officiels pour les médecins

valables pour la Sécurité Sociale

CIRCULAIRE N° 166 S. S. 1950 DU 16 SEPTEMBRE 1950 RELATIVE AUX TARIFS D'HONORAIRES DES PRATICIENS EN MATIERE DE SOINS AUX ASSURES SOCIAUX.

Le ministre du travail et de la Sécurité Sociale à MM. les directeurs régionaux de la Sécurité Sociale.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que la commission nationale des tarifs, prévue à l'article 10 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 a, au cours de sa réunion du 14 septembre 1950, pris un certain nombre de décisions intéressant lès tarifs d'horaires des praticiens, en matière de soins aux assurés sociaux.

En premier lieu, ladite commission a décidé de relever les tarifs horaires des médecins qu'elle avait précédemment fixés, par voie d'autorité, lorsqu'il n'existe aucune convention entre les caisses régionales et les syndicats médicaux.

Les nouveaux tarifs fixés figurent au tableau I A, ci-annexé.

D'autre part, ladite commission a également approuvé les tarifs inclus dans un certain nombre de conventions intervenues entre caisses régionales et syndicats médicaux.

Ces tarifs figurent au tableau I B, ci-annexé.

Par ailleurs, la commission nationale a approuvé les tarifs prévus dans la convention intervenue avec le syndicat des chirurgiens dentistes du Jura.

Ces tarifs figurent au tableau II ci-annexé.

Enfin, la commission a également approuvé les tarifs inclus dans un certain nombre de conventions ou d'avenants conclus par les caisses régionales avec les syndicats de sages-femmes.

Ces tarifs figurent au tableau III, ci-annexé.

Je vous serai obligé de vouloir bien porter ces décisions à la connaissance des caisses de Sécurité Sociale de votre circonscription, en leur demandant de vouloir bien leur donner la plus large diffusion possible.

Pierre LAROQUE.

TABLEAU I

Tarifs médicaux

A. — **Tarifs fixés d'office par la commission nationale des tarifs pour les départements n'ayant pas passé convention**

	C.	V.	V.D.	V.N.	P.C.	K.	I.K	Accouchement simple	Accouchement gémellaire	Date d'effet
	francs	francs	francs	francs	francs	francs	francs	francs	francs	
Seine, Marseille Lyon et banlieue	260	340	600	825	180	135	» 19 plaine.	6.750	7.800	21 sept. 1950
Ensemble des départements (1)	190	225	445	565	135	135	23 montagne. 26 haute mont.	4.500	5.250	—

(1) Le tarif prévu pour l'ensemble des départements est applicable aux arrondissements, cantons et communes qui bénéficiaient, jusqu'à présent, du tarif d'autorité intermédiaire. Toutefois, dans le cas où ce dernier tarif est supérieur au tarif d'autorité nouvellement fixé, il demeure en vigueur.

Dans le cas où certaines communes estimeraient devoir bénéficier à nouveau d'un tarif intermédiaire, une demande devrait être adressée, soit par la caisse régionale, soit par le syndicat de praticiens intéressé, soit par les deux à la fois, au secrétariat de la commission nationale des tarifs, accompagnée de toutes justifications utiles.

B. — **Tarifs conventionnels médicaux approuvés par la commission nationale**

	C.	V.	V.D.	V.N.	P.C.	K	I.K.	Accouchement simple	Accouchement gémellaire	Date d'effet
	francs	francs	francs	francs	francs	francs	francs	francs	francs	
Bas-Rhin	220	300	450	650	165	165	26 plaine 30 montagne	5.500	7.000	21 sept. 1950
Strasbourg	»	320	»	»	»	»	26 plaine	»	»	—
Haut-Rhin	220	300	450	650	165	165	30 montagne	5.500	7.000	—
Colmar, Mulhouse	»	320	»	»	»	»	»	»	»	—

TABLEAU II

Tarifs prévus dans la convention des chirurgiens dentistes du Jura et approuvés par la commission nationale des tarifs

C.	V.	V.D.	V.N.	D.	I.K.	Date d'effet
francs	francs	francs	francs	francs	francs	
160	210	370	525	150	23	21 sept. 1950.

TABLEAU III

Tarifs conventionnels de sages-femmes approuvés par la commission nationale des tarifs

Départements	C.	V.	V.D.	V.N.	S.F.	I.K.	Accouchement simple	Accouchement gemellaire	Date d'effet
	francs	francs	francs	francs	francs	francs	francs	francs	
Morbihan	170	210	370	525	100	25	5.400	6.300	21 sept. 1950
Vendée	170	210	370	525	100	25	5.400	6.300	—
Seine-Inférieure	170	210	370	525	100	25	5.400	6.300	—
Saône-et-Loire	170	210	370	525	90	25	5.400	6.300	—
Pyrénées-Or.	170	210	370	525	100	25 plaine 30 mont. (1)	5.400	6.300	—
Aveyron	150	190	300	400	90	25	5.400	6.300	—
Gard	170	210	370	525	100	25	5.400	6.300	—

(1) Pyrénées-Orientales. — Sont considérés comme « région de montagne » les cantons ci-après : Mont-Louis, Oletti, Saillagouse, Arles-sur-Tech, Prats-de-Mollo, Saint-Paul-de-Fenouillet, Sournia.

LE COMBAT SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA Confédération Nationale du Travail

Section Française de l'Association Internationale des Travailleurs

RÉDACTION-ADMINISTRATION : 39, rue de la Tour-d'Auvergne - PARIS (9e)

Paraît tous les Vendredis

LA COPIE DOIT ARRIVER LE SAMEDI AU PLUS TARD

Abonnements : 1 an (48 numéros) 420 fr.
Six mois : 215 frs - Trois mois : 110 frs
Changements d'Adresse : 20 francs

C. C. P. : Y. RICHAUD PARIS 7497-93

20, RUE SAINTE-MARTHE, PARIS-Xe

A propos du regroupement syndical

(*Suite de la 1re page*)

ses propres conceptions. Si, par une telle association, pour un but nettement déterminé, nous pouvons effectuer un bon travail, je ne vois pas pourquoi nous hésiterions.

Il est certain que si un tel groupement, une telle cohésion prenait corps dans un chantier, une usine, un bureau, notre comportement influrait sur nos compagnons de travail, nous pourrions exposer plus clairement nos aspirations, nos revendications, notre lutte.

De plus, un noyau d'ouvriers agissant pour une revendication propre à l'endroit où ils sont employés ne peut donner naissance à une emprise politique car ces travailleurs formant le noyau de militants venant d'horizons divers, il ne peut se dégager une main-mise politique quelconque, sans quoi ce regroupement avorte.

Il ne peut se faire que pour un but à atteindre dans l'immédiat ou pour défendre quelques avantages mis en péril, car je ne crois pas que cette association puisse tenir en période d'accalmie.

Je ne parle pas ainsi en vue de faire du racolage, non, je suis partisan de la qualité; je préfère une poignée de militants à une multitude de cotisants, mais une telle union, à un moment donné, propice pour une lutte revendicative précise me paraît souhaitable.

Il est bon, je le sais, de nous retrouver entre nous, de tenir un langage qui charme notre esprit et nous regaillardit, mais c'est insuffisant.

En continuant de n'agir que verbalement, en refusant tout essai de coalition, nous resterons toujours et encore entre nous. Il y aura certes des déboires mais aussi des succès, alors, essayons. Qu'en pensez-vous, compagnons ?

■

NOTE DE LA REDACTION. —

Contrairement à l'opinion émise par l'ami Yvernel nous ne pensons pas qu'un homme animé par l'esprit de parti puisse agir utilement sur le terrain du travail.

Enfin, il est bien certain que la C.N.T. s'efforce de rassembler tous les travailleurs partisans de la fin des régimes qui esclavagent l'homme, en particulier les régimes capitaliste et étatique.

UNE ASTUCE SANS ESPOIR

(*Suite de la page 1*)

à en faire un tout de même en faveur de qui... vous ne vous en douteriez pas... de ceux qui ne travaillent plus, qui chôment.

Voyez comme c'est clair : 1° on supprime le prélèvement; 2° on le rétablit. C'est de la logique parlementaire.

Pour la forme, le nouveau ne sera pas aussi élevé que l'ancien, ou alors il n'y aurait plus d'astuce.

Ce que ne disent pas ces messieurs, nous allons le dire à leur place. Nous craignons fort qu'ils ne nous en soient pas reconnaissants.

C'est qu'ils ne sont pas fous. Ils savent ce qu'ils font : il s'agit tout simplement de faire payer le chômage par ceux qui travaillent encore.

Et ce résultat, magnifique pour eux, serait atteint : d'un côté une masse de chômeurs qui pèserait constamment sur le marché du travail, de l'autre des travailleurs qui s'abrutiraient à la tâche afin de regagner par le temps ce qu'ils perdraient en valeur chaque heure. Nous ne croyons pas que l'idée de nourrir leurs frères sans travail les déterminerait beaucoup.

Nous disions, il y a un instant que le nouveau prélèvement prévu ne serait pas aussi élevé que l'ancien; mais il est bien évident que ce prélèvement UNE FOIS LE PRINCIPE ACQUIS serait sujet à révision et que les besoins s'en faisant sentir on aurait vite fait de lui faire rattraper son ancien taux, si ce n'est le dépasser.

Nous avons donc raison de répéter — nous n'éprouvons pas le besoin d'excuser des répétitions que nous estimons nécessaires — sans cesse que tout tient dans cette revendication de la journée de travail : tout ce qui tend à la rendre courte est bon, tout le reste est mauvais.

Nous voudrions espérer que les grrrandes Centrales se détourneront quelque peu des radiations qui viennent soit du dollar, soit du rouble, pour se préoccuper de ce qui devrait tout de même être leur souci.

Enoncer cela c'est peut-être encore dire une... naïveté.

Qu'en pensez-vous, amis qui avez entrepris le redressement de l' « appareil » ?

CEUX QUI PARTENT

Nous avons appris la mort de notre camarade Froget.

Ce fut un bon militant de la C.N.T., toujours dévoué et fidèle.

Que les siens reçoivent ici l'assurance que nous partageons entièrement leur douleur.

(2)

PREMIÈRES IMPRESSIONS

Le voyageur qui entre en pays étranger est toujours saisi par un sentiment de vive curiosité. Les visages prennent pour lui un caractère nouveau. Les choses qui l'entourent et qu'en d'autres lieux il trouverait banales ont une apparence différente. En traversant, après de multiples démêlés avec la police italienne, la frontière yougoslave cette curiosité est plus grande encore.

On a l'impression de pénétrer dans un autre monde dissemblable de celui que nous venons de quitter.

D'un côté il y a ce que nous connaissons et qui du point de vue social n'a pas de secrets pour nous, de l'autre un monde mystérieux.

Qu'allons-nous y trouver ? Un système totalitaire et policier ou au contraire démocratique et socialiste ?

En fixant au travers des vitres de **l'Orient-Express** les larges plaines de Slovénie où, dans les gares, les indigènes rassemblés avec curiosité pour voir les « Françusky », le voyageur voudrait d'un seul coup d'œil juger, comprendre ce pays, deviner ce qui se passe dans ce village au pied de la colline, ce que pense ce paysan sec et décharné qui vient de prendre place dans le compartiment.

Le train peu à peu se remplit de gens du pays : militaires aux uniformes défraîchis, hommes et femmes du peuple habillés simplement, pauvrement même quelquefois, étudiants discutant entre eux avec animation. Que peuvent-ils se dire tous ces voyageurs dans un langage incompréhensif pour nous ? Parlent-ils du régime, du gouvernement ou bien de leur travail, de leurs occupations journalières ?

Le paysage déroule son cortège de villages blottis au creux des vallées, encastrés au flanc des montagnes, de rivières, de forêts. Le train souffle, s'arrête dans les gares juste le temps de renouveler sa cargaison de paysans aux visages tannés; de paysannes revêtant sur la tête de jolis foulards bariolés; d'ouvriers se rendant au chantier et qui s'interpellent en criant. Toute cette foule si diverse s'entasse dans les couloirs, dans les compartiments. Nous essayons de discerner l'origine des gens que nous côtoyons. Serbes ? Croates ? Slovènes ?

Cette diversité de « types » correspondant à des nationalités différentes est une des caractéristiques les plus importantes de la Yougoslavie. L'Etat yougoslave est une Fédération de Républiques : Serbie, Croatie, Slovénie, Bosnie-Herzégovine, Macédoine, Monténégro. Ces petits Etats avaient entre eux des antagonismes profonds, de race, de religion, des rivalités très grandes dues à des situations économiques différentes. Résoudre ces oppositions est un problème qui se pose avec acuité aux dirigeants de la nouvelle Yougoslavie. Comment l'ont-elles été ? C'est un problème très important à étudier, nous y reviendrons.

Autre remarque de grand intérêt, mais celle-ci exclusivement sur le plan touristique : la Yougoslavie offre une extraordinaire variété de paysages, passant des neiges éternelles de Slovénie aux rivages méditerranéens de Dalmatie, des tristes et interminables plaines de Serbie aux montagnes désertiques d'Herzégovine. Toute une nature révélant d'incomparables richesses folkloriques, artistiques, archéologiques s'ouvre à l'observateur qui ne veut pas ignorer les beautés naturelles malgré les problèmes humains.

Mais arrêtons cette digression et poursuivons notre voyage. Un militaire nous montre le long de la ligne de chemin de fer les blockhaus dans lesquels veillaient les sentinelles allemandes chargées de la sécurité des transports. Toute la Yougoslavie est couverte de ces espèces de petits fortins percés de meurtrières.

Le premier arrêt important est Ljoubljana, capitale de la Slovénie. C'est dimanche, la ville est un peu animée pourtant. Les rues sont larges, bien droites. Dans les vitrines de nombreux portraits du Maréchal Tito s'offrent à la contemplation des passants. Il y en a de toutes les dimensions, en civil, en uniforme, quelquefois entourés de fleurs. Une inscription très souvent l'accompagne : « Zivio Tito ! » (Vive Tito !).

En général il n'y a rien dans les vitrines. Quelques-unes sont bien achalandées, décorées avec goût. Les prix indiqués sont ceux du marché d'état. Au-dessus des devantures, deux mots reviennent souvent : « Gradski magasin ». Renseignements pris il s'agit de magasin municipaux qui ont remplacé les commerces privés.

Puis le train nous emporte à nouveau vers Zagreb où nous arrivons par une chaleur accablante. Nous traversons la ville pour nous rendre au camp de Pionniersky-Grad (ville des Pionniers). Nous passons devant les chantiers de la nouvelle cité universitaire sur lequel notre brigade va travailler.

Devant le camp flottent les drapeaux des nations représentées dans les brigades : France, Belgique, Italie, Suède, Angleterre, etc.

Il ne manque même pas l'emblème soviétique ! Nous sommes accueillis par des représentants de la « jeunesse populaire yougoslave ». Ils nous font un petit discours dans lequel ils exaltent l'effort des jeunes étrangers qui, fraternellement unis à la jeunesse yougoslave vont contribuer par leur travail à « l'édification du socialisme ». Puis chaque brigadiste s'organise, choisit son lit dans un baraquement, va se laver et manger.

Des Français, dans le camp depuis plusieurs jours déjà, nous entourent. Nous posons nos premières questions. Les réponses nous surprennent par leur diversité. Nous commençons à prendre conscience des contradictions qui apparaissent les premiers jours aux étrangers.

Celle-ci entre autre : nous sommes dit-on dans un pays appliquant la théorie de la dictature du prolétariat. Pourtant il règne apparemment une liberté très grande. Ce n'est que peu à peu que l'on s'aperçoit que s'il est possible à un étranger « pris en charge » de voyager sans difficultés, il n'en est pas de même d'un Yougoslave qui doit présenter très souvent ses papiers d'identité, expliquer où il va et pourquoi il voyage. Ceci n'est qu'un exemple choisi entre tant d'autres.

Au début il semble exister de profondes contradictions qui laissent l'observateur un peu perplexe sur la nature exacte du régime. Mais rapidement le doute se dissipe.

A ce propos, avant d'entrer plus profondément dans notre enquête, il est une chose à préciser. Il peut sembler très prétentieux d'oser prendre position sur un régime après seulement trois semaines ou un mois de séjour. Il est vrai qu'il faut être prudent dans ses appréciations, réservé dans son jugement.

Cependant, il faut tenir compte du fait que nombre de livres yougoslaves ont été traduits en français. Une enquête sur la Yougoslavie ne peut permettre de se déterminer face au régime titiste que dans la mesure où elle s'accompagne d'une étude théorique. L'une et l'autre se complétant, il devient alors possible de dégager la nature véritable du régime.

Pierre-François VEZON.

(*A suivre.*)

Yougoslavie 1950

SOCIALISME OU BUREAUCRATIE ?

B.D.I.C 3428

LE COMBAT SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

24e année - Nlle série, N° 40 — 10 FRANCS — VENDREDI 29 SEPTEMBRE 1950

LA MYSTIQUE EUROPEENNE DE SCHUMAN

Unifier l'Europe, voilà, n'est-ce pas, un beau rêve; il n'est pas nouveau, évidemment. Ce fut l'idée de la plupart des conquérants anciens et modernes qui voulaient forger cette unité, mais « sous leur sceptre », absolument comme les staliniens qui veulent l'unité syndicale sous le sceptre du grand Staline. Adolphe Hitler se voyait déjà le maître d'une Europe indivisible et indivisée, dont il aurait été l'empereur. Pour éviter à l'avenir les querelles intestines, il « liquidait physiquement » tous les gêneurs.

Certains diplomates, hommes politiques, etc., ne cachent pas leur nostalgie à l'endroit de l'antique *Paix romaine*. S'il en est ainsi, vivent alors les grands conquérants !

Mais les grands conquérants, tout comme vous et moi, n'ont pas encore trouvé le moyen de confectionner une omelette sans casser d'œufs. Et les omelettes guerrières se faisant de plus en plus colossales, exigent un nombre d'œufs de plus en plus élevé. A ce compte-là, la paix nous coûterait très cher.

Si Adolphe Hitler n'avait jamais nourri d'autre ambition que celle d'unifier l'Europe, tout en garantissant à tous et à chacun un minimum de liberté, son idée aurait pu séduire pas mal de pacifistes. Mais pardon ! les républiques de Sennep, dont nous parlions l'autre jour, nous paraissaient idéalement belles sous l'occupation nazie, tellement tout est relatif en ce monde. C'est ce qui faisait dire à nos pères que la République était belle sous l'Empire.

La fameuse Assemblée de Strasbourg, ainsi qu'il fallait s'y attendre, n'a pas donné grand chose.

Mais M. Schuman n'en est pas découragé pour autant. Dans une interview accordée à M. Francis Dumont, rédacteur à *Combat*, et publiée par ce journal, il expose ses idées sur l'unification de l'Europe. Nous ne pouvons en donner ici que l'essentiel.

« Un pacte fédéral est actuellement impossible, puisque l'Angleterre et les pays scandinaves se refusent à l'admettre... Ils n'acceptent pas l'aliénation d'une parcelle de la souveraineté nationale au bénéfice d'une autorité supra-nationale, fut-elle soumise à un contrôle démocratique. »

Mais un simple Conseil d'Europe impliquerait, pour être efficace, une limitation des souverainetés nationales. A plus forte raison, un pacte fédéral imposera cette limitation. Et voilà le hic que nous avons déjà signalé quand nous avons parlé du plan Schuman de collaboration économique.

Nous ne repoussons pas *a priori* toutes ces tentatives qui n'ont rien que de louable en soi. Mais il y a loin de la coupe aux lèvres dans une société aussi mal fichue que la nôtre.

Pour nous faire accepter son nouveau projet, M. Schuman songe à créer une « mystique ». Cette dernière « ne saurait être que la défense et l'illustration d'Athènes et de Rome. Il suffit de prendre à la lettre l'article 3 des statuts du Conseil de l'Europe :

« Tout membre reconnaît le principe de la prééminence du droit. Tout membre reconnaît le principe en vertu duquel toute personne placée sous sa juridiction doit jouir des droits de l'homme et des libertés fondamentales. » Et chose qui ne peut causer un véritable plaisir aux cénétistes endurcis que nous sommes, M. Schuman pense à propager sa mystique par des initiatives culturelles non gouvernementales.

M. Schuman rêve avant tout d'une

TRENCOSERP.

(*Suite en page 4.*)

LE DROIT A LA VIE

Nous ne savons pas si les travaux de la Commission Supérieure des Conventions Collectives sont l'objet d'une publicité officielle. Malgré toutes nos recherches, nous n'avons rien trouvé à ce sujet. Comme vous tous, nous sommes obligés de nous reporter à ce qui a été écrit dans la presse.

Tout ce que nous avons lu nous a démontré une fois de plus la trahison des dirigeants des centrales syndicales représentatives; que notre place n'est pas dans les commissions gouvernementales, paritaires ou autres ; la nécessité d'une organisation syndicaliste révolutionnaire donc de notre C.N.T.

Nous ne pouvons admettre que des fonctionnaires syndicaux payés 30 à 35.000 francs par mois réclament pour leurs mandants et les ouvriers en général le minimum en dessous duquel « les besoins individuels et sociaux de la personne humaine, considérés comme élémentaires et incompressibles, ne peuvent plus être satisfaits ».

Des représentants de quatre organisations (trois ouvrières et une patronale) ont pendant des mois discuté du pouvoir d'achat des travailleurs. En prenant les mêmes denrées, ils ont établi quatre minima vitaux différents. Comme bien entendu, les patrons ont trouvé le plus bas. Peut-être ont-ils fait leurs calculs avec leurs prix de fabrication en oubliant qu'entre eux et les consommateurs, il y avait toute une armée d'intermédiaires rapaces au profit.

Si notre C.N.T. était représentative, qu'auraient fait nos délégués à la Commission Supérieure des Conventions Collectives ? Ils auraient exposé notre désaccord avec tous, ils auraient réclamé le droit de vivre pour tous les humains. Comme les autres délégations, la délégation C.N.T. aurait voté seule ses propositions sans commettre l'imprudence de mêler ses votes [illegible] des délégués gouvernementaux [illegible] tronaux contre les propositions [illegible] autres délégations ouvrières [illegible] nous permettons de signaler [illegible] unique — nous pensons [illegible] des représentants de la *C.G.T.* qui ont voté avec les délégués gouvernementaux et patronaux contre les propositions *C.G.T.F.O.* et *C.F.T.C.* Par pudeur, ils auraient pu s'abstenir. Il est vrai que les délégués *C.G.T.F.O.* et *C.F.T.C.* ont agi de la même façon. Rien n'aurait été changé que la *C.N.T.* soit présente aux discussions et, en dernier ressort, le gouvernement aurait fixé le minimum vital du manœuvre-balais. Nos délégués auraient perdu leur temps.

La honte des représentants des centrales syndicales ouvrières représentatives, c'est de défendre le minimum vital et sa sœur jumelle, la hiérarchie des salaires. Nous voulons bien reconnaître que nous sommes toujours en régime capitaliste. Mais on nous permettra de faire remarquer que de 17.500 francs (minimum le plus élevé proposé par la C.G.T.) à 150.000 fr., peut-être plus, il y a un peu trop... d'échelons dans l'échelle des salaires.

Ch. SALEMBIER.

(*Suite en page 4.*)

Monsieur Villiers

Le représentant du patronat français vient de faire une déclaration à la presse dans laquelle il s'efforce de démontrer le sort peu enviable de ses ressortissants.

A l'entendre, il est certain que les travailleurs sont dans une situation bien meilleure que celle de ceux qui exploitent leur force de travail.

Autrement dit, on se demande pourquoi ils tiennent tant à rester propriétaires des moyens de production. Nous lui proposons ceci : si vraiment il est si difficile que ça d'être patron, eh bien ! qu'ils remettent leurs usines à leurs ouvriers. Nous acceptons d'avance la « conjoncture », si défavorable soit-elle.

Il est bien évident que nous ne ferons pas allusion aux 178 millions de bénéfices de la firme Michelin ni aux milliards de M. Boussac. Nous comprenons bien qu'avec une marge aussi insignifiante, il faut encore demander à la classe ouvrière de se serrer la ceinture.

Mais, Monsieur Villiers, les travailleurs savent bien que vous n'êtes qu'un domestique : on vous paye pour faire votre sordide besogne et vous acceptez d'être payé pour faire cela.

Nous sommes un certain nombre qui multiplions nos efforts pour mettre fin à la nuisance des hommes comme vous. Vous n'êtes pas sans sentir la menace de la révolte de ceux qui subissent vos maîtres et l'inquiétude de votre sort vous habite.

Vos esclaves ne seront pas toujours dociles : un jour ils balayeront tout ce qui les opprime.

La C.N.T. s'efforce sans cesse que vous soyez de ceux qui vivront ce jour-là.

Vous ne le désirez pas certainement. Tant pis pour vous !

CNT

LA VOIX DE LA F. T. R.

A NOS DETRACTEURS

Dans un article intitulé « Vacances », paru dans le *Combat Syndicaliste* du 23 juin 1950, l'auteur, quelque peu ironiste, concluait en ces termes :

Seuls les dirigeants de ces grands services centraux, faisant preuve de la plus complète abnégation, semblent s'intéresser aux vacances comme à leur première culotte. Pas question pour eux de profiter de douze jours de congé comme le lampiste jouisseur. La S.N.C.F. avant tout !...

Le service nécessite, à tout bout de champ, pendant la période estivale, des déplacements, indemnisés, cela va sans dire, à travers toute la France, voire à l'étranger.

Il est nécessaire que « NOS GRANDS RESPONSABLES » possèdent une fameuse dose de courage pour se plier à de telles obligations.

Heureusement, ils n'en manquent pas et pour cette raison nous les verrons sans doute encore, tout comme l'an dernier, dans les voitures officielles de la S.N.C.F., réservoirs pleins jusqu'à la gueule, canoé amarré sur le toit, partir, sans marquer la moindre lassitude, travailler à la coordination des grands moyens de transport que sont le rail, la route et l'eau.

Aux frais de notre bonne S.N.C.F., bien entendu.

Certains champions de la reptation, fervents admirateurs de la hiérarchie, n'ont pas manqué de critiquer notre camarade, estimant outranciers et basés sur rien de concret les arguments employés.

Le hasard nous a mis sous les yeux un entrefilet paru le 8 septembre dans les « Echos » d'un torchon réactionnaire du Sud-Est, *Nice Matin*. Nous le soumettons intégralement à ceux dont la plus importante occupation est de toujours nous dénigrer sans aucune raison valable.

LES CHEMINS DE FER EUROPEENS

Dans les salons de l'hôtel Scribe, à Nice, s'est tenue, avant-hier, et hier, une conférence internationale sur la répartition des recettes entre les réseaux européens.

De nombreux délégués étaient présents : MM. Scherer, ingénieur en chef de la S.N.C.F.; Egli, des chemins de fer de la Suisse; Malchiodi (Italie); Lataire (Belge); Braun (Allemagne).

Le général Nivelet, chef de l'armée d'occupation en Allemagne, assistait à cette réunion. Un dîner a réuni les congressistes au « Petit Brouant » et une excursion les emmena à Monte-Carlo.

Il faut l'avouer, que ce soit au « Petit Brouant » ou à Monte-Carlo, nos dirigeants se révèlent possesseurs d'une conscience professionnelle à toute épreuve. « Le lampiste enchaîné » avait donc bien raison de dire que ces messieurs ne reculent devant aucun sacrifice pour accomplir sans défaillance la tâche qui leur incombe.

Si l'article de *Nice Matin* ne dénonçait qu'un cas sans précédent, son importance serait relative, mais ce n'est malheureusement qu'un exemple parmi tant d'autres que beaucoup de cheminots connaissent. Pourquoi alors nier l'évidence, sinon pour défendre, dans un but intéressé, contre toute logique, les jouisseurs placés à notre tête à la suite de considérations n'ayant aucun rapport avec la valeur professionnelle?

Ceci établi, que vient faire dans cette galère le traîneur de sabre dont il est question plus haut ? S'agit-il d'un instructeur chargé d'inculquer aux cheminots l'art « d'éponger » le déficit ? Nous l'ignorons, mais estimons que cet intrus n'a pas à mettre son nez entre nos rails.

Courant le risque de passer pour des rabacheurs, nous répétons et répéterons inlassablement que la S.N.C.F. est la chose des cheminots, des vrais, qu'elle doit être gérée par eux et que tous les parasites qui y pullulent doivent en être éliminés.

Quant aux mercenaires, on les attend impatiemment en Indochine et en Corée, où ils pourront exercer sans contrainte leur talent de pourfendeurs et, si possible, ne plus en revenir pour notre plus grand bien à tous.

R. FAUCHOIS.

Ne soyez pas négligents

Nous faisons un appel pressant à nos abonnés en retard pour qu'ils se mettent en règle avec l'administration du journal.

Il n'est pas besoin d'attendre qu'une lettre vous soit envoyée. Cela coûte cher et demande beaucoup de temps.

A chaque fois, le camarade touché s'excuse d'avoir obligé l'administratrice à ce travail et à cette dépense. Il lui aurait suffi de consulter sa bande et de faire le nécessaire immédiatement pour éviter d'avoir à s'excuser.

La négligence est incontestablement l'ennemi mortel d'un journal libre. Il faut absolument que tous les camarades surmontent cette déficience.

Nous comptons sur eux.

Yvette RICHAUD.

Où l'on nous ressert le même plat, mais... avec plus de piment

Vous ne pouvez pas ne pas vous souvenir de la petite polémique qui nous opposa à la REVOLUTION PROLETARIENNE lorsque Duperray proposa dans cette revue la constitution d'un parti républicain du Syndicalisme.

Nous fûmes tellement choqués par le caractère insolite de cette proposition, qu'avec le style qui nous est propre et dont nous confessons ici qu'il pourrait être moins virulent, nous crûmes devoir stigmatiser ainsi qu'il paraissait convenir ce qui reste dans notre esprit, une « hénaurmité ».

Depuis, entré en rapports directs avec Duperray lui-même, il ne nous apparaît pas, celui-ci ayant certainement dépassé sa pensée dans la formulation même de celle-ci, qu'un rapprochement n'est pas possible entre la thèse qu'il veut soutenir et celle que depuis tant d'années nous soutenons envers et contre tous, étant bien entendu qu'en aucun cas il ne peut s'agir pour nous d'accepter quoi que ce soit qui, de loin ou de près, s'apparente à un parti politique.

Au contraire, si le postulat initial qui impulse Duperray nous apparaît juste en soi : doter le syndicalisme ouvrier d'un moyen de lutte sur le terrain même où agissent ses adversaires et ceux qui veulent le coloniser et le vassaliser, il n'est pas nécessaire pour cela de copier servilement leur mode d'organisation ou leurs méthodes d'interprétation. Nous pensons que là encore, le syndicalisme doit prouver son originalité et son génie propres, dans la plénitude de son déterminisme de classe.

Tout ce qui ne sera que plagiat ne lui servira de rien tant sur le plan pratique que théorique. Il faut maîtriser le problème en le dominant et non se laisser dominer par lui.

Une faiblesse qui nous apparaît grave est celle qui consiste à continuer de penser que ceux qui sont par nature antisyndicalistes — nous parlons de ceux qui veulent impulser l'action sociale par la politique — puissent avoir leur place dans une telle affaire, alors que tout s'y oppose.

En effet, si l'on pense, entre autres, que le syndicalisme a besoin d'être défendu contre le noyautage, la colonisation, la vassalisation, il est impensable d'admettre qu'il puisse accepter ceux qui, justement, sont là et agissent dans le but de le noyauter, de le coloniser, de le vassaliser.

Autrement dit, on admettrait le loup dans la bergerie, et il nous est tout de même permis de dire que si Duperray et ses amis ne peuvent se débarrasser de cette conception, nous sommes certains qu'ils n'aboutiront à rien, ce que nous ne souhaitons pas.

Ceci dit, et nous pensons que cela démontre que ce n'est pas le besoin de polémiquer qui nous pousse, mais celui que nous avions bien avant eux de permettre au syndicalisme de sortir de sa situation actuelle, il ne nous est pas possible de laisser passer sans la relever l'aberration que nous lisons dans la « R.P. » n° 343, de septembre 1950, sous la signature de Regany :

Encore une fois, nous ferons une ci-

La farce continue...

Dans un précédent article, nous vous avions entretenu de la façon particulière dont le Conseil national du patronat français entendait calculer le minimum vital.

En toute bonne foi, nous avions cru que cette sinistre plaisanterie n'aurait pas de suite. Hélas ! le ridicule ne tue plus. Le C.N.P.F. a récidivé.

Fin juillet, se réunissait une sous-commission chargée d'étudier la partie « non alimentaire » du salaire minimum national interprofessionnel garanti.

Dans la luxueuse salle de réunion, aux lambris dorés, avec tables de marqueterie et lustres de cristal, les tables recouvertes d'un lourd tapis vert étaient garnies d'une foule d'objets hétéroclites. Les encriers et les buvards étaient remplacés par une exposition d'articles vestimentaires de la plus mauvaise qualité. Etait-ce une loterie de bienfaisance, organisée par les dames patronnesses amies de Mme la femme du ministre du Travail, au profit des pauvres du ministère ? Ou bien une exposition de la nouvelle production française ? Non.

Tous ces objets gris, noirs, « cachouvineux », avaient été apportés par les membres de la délégation patronale pour administrer la preuve à la délégation ouvrière qu'il est possible de vivre à Paris avec 12.000 francs par mois !

Pour réaliser ce tour de force, il suffit d'acheter les articles suivants, présentés par le chef de la délégation patronale, transformé pour une heure en chef de rayon du B.H.V. :

Pull-over à manches longues (durée 2 ans)	Fr.	325 »
Chaussettes coton (durée 1 an)		115 »
Chaussettes laine et coton (durée 1 an)		173 »
Béret basque (durée 1 an)..		175 »
Cravate (durée 1 an)		100 »
Chaussures de travail (durée 2 ans sans réparations)..		1.785 »
Serviette de toilette (durée 1 an)		50 »
Couverture de laine (durée 15 ans)		1.750 »
Pantalon (durée 4 ans)		2.150 »
Costume (durée 4 ans)		5.200 »
Pardessus (durée 5 ans) ..		6.200 »

Les délégués firent remarquer aux patrons l'insuffisance des vêtements d'hiver. Un de ces messieurs eut alors cette réplique que nous conseillons à tous les militants ouvriers de méditer, car elle est la marque du véritable esprit qui anime le C.N.P.F. : « Si l'ouvrier a froid, il n'a qu'à pieuter (sic) avec une poule, ça le réchauffera ! » Voilà comment le patronat français comprend la dignité humaine, dont il se prétend par ailleurs le plus ardent défenseur.

Jacques BRENNERT.

(*Suite en page 4.*)

Des pions sur l'échiquier...

IL suffit de mettre le nez, tous les matins au réveil, dans les gazettes de la grande presse pour avoir sa dose de bourdon pour la journée et même, pour les insomniaques dans mon genre, pour une grande partie de la nuit !

On ne nous masque plus grand-chose des réjouissances futures qui nous sont promises et l'on ne prend plus guère de précautions pour nous dire à quelle sauce nous serons mangés. Je ne vous apprends rien.

Je vous entretiendrai, aujourd'hui, de certaines préoccupations des meneurs de troupeaux, au sujet des surplus humains dont ils ne savent plus quoi faire, après les avoir criminellement provoqués par leurs encouragements à la saillie.

Les *en trop* dont il s'agit donnent bien des soucis à ces messieurs de gouvernement; mais soyez tranquilles, on va leur régler leur compte et, tels des pions sur l'échiquier, les déplacer ici ou là, selon les possibilités d'absorption des pays les moins encombrés.

En mai de cette année, s'est tenue à Londres une conférence où s'étaient réunis les ministres des affaires étrangères de plusieurs puissances, dont la France. Les entretiens de ces messieurs ont, à un moment donné, porté sur le problème épineux de la surpopulation de l'Europe.

Jeanne HUMBERT.

(*Suite en page 4.*)

B.D.I.C

tation assez longue afin de n'être pas accusés de nouveau de présenter l'affaire sous son aspect le plus favorable à nos conceptions.

« Ce « Parti Républicain du Syndicalisme » (ou cette Ligue des Partisans Syndicalistes) que J. Duperray préconise, nous y avons souvent pensé.

« Fatigués d'exiger — souvent sans être écoutés de nos dirigeants syndicaux — que la politique ne se mêle pas à nos discussions professionnelles, peut-être sommes-nous plus nombreux qu'on ne croit à souhaiter que se constitue ce « Parti des Syndicalistes » qui, loyalement, se proposerait d'utiliser l'arme électorale pour la défense et la promotion du syndicalisme ? L'action syndicale se réduit trop souvent de nos jours à « faire pression » sur les « élus »; pourquoi ne pas exiger plutôt notre représentation directe au Parlement en tant que **syndiqués ?** S'il reste un pays d'Europe où l'espoir est encore permis aux travailleurs, n'est-ce pas l'Angleterre **travailliste ?** »

Et voilà ! Ne croyez-vous pas que nous passons de l'HENAURMITE à l'aberration.

Il était certain qu'une proposition aussi entachée de confusionnisme que l'était à l'origine celle de Duperray, ne pouvait aboutir qu'à cette lamentable chose : la transposition de l'« action » syndicale sur le plan des intrigues parlementaires.

Regany n'avoue-t-il pas que son syndicalisme est celui qui consiste à faire pression sur l'élu ? Autrement dit on nous propose d'élire des travailleurs au Parlement afin qu'en qualité de syndiqués nous puissions faire pression sur eux.

Si c'est là qu'on veut nous amener, l'ami Duperray nous permettra de lui dire qu'il est inutile de continuer la conversation et nous ne pouvons que le renvoyer à la magistrale étude de Georges Sorel, sur la décomposition du marxisme — que nous avons pensé devoir remettre sous les yeux des lecteurs du « C. S. » — et en particulier aux passages qui concernent le TRADE UNIONISME anglais.

Mais nous voulons croire que les affirmations de Regany déforment la proposition de Duperray et que celui-ci fera la mise au point qui s'impose.

Il reste qu'avec le gigantisme qu'il a atteint, le syndicalisme subit une crise certaine qui, en ce qui nous concerne, est plus grave sur le plan théorique que pratique.

Partisan convaincu de la spontanéité offensive des masses, nous pensons que dans des circonstances données la classe ouvrière trouve toujours le moyen de briser ce qui l'opprime et souvent par des méthodes et des moyens dont le pragmatisme déroute les « docteurs » en socialisme.

Il n'en reste pas moins que jusqu'ici tous les mouvements qui firent éclater les tyrannies furent en fin de compte canalisés par les forces autoritaires de l'oppression.

C'est sans doute que l'analyse des causes n'a pas été poussée au fond et que pour cela manquaient et les méthodes et les organes nécessaires.

C'est à quoi nous avons, en ce qui nous concerne, consacré nos efforts. Nous avons rencontré là plus de calomnies que de compréhension.

Il nous est donné de constater aujourd'hui que parmi les générations qui montent l'inquiétude qui est la nôtre marque son emprise.

Nous considérons donc qu'il est de notre devoir d'être présent dans la discussion afin de travailler à éliminer tout ce qui peut la conduire vers des déviations.

Le syndicalisme est et reste un mouvement de classe, la classe de ceux qui sont brimés, exploités, asservis.

Sa tâche historique est de mettre fin à cette exploitation et à cet asservissement.

Le syndicalisme qui perd de vue ce postulat se renie lui-même.

Tous ceux qui osent se réclamer du syndicalisme et qui tentent de le faire dévier de cette voie sont des imposteurs qu'il est de notre devoir de dénoncer.

Il nous fallait dénoncer le déviationnisme de Regany, auquel la « R. P. » a donné asile.

C'est fait maintenant.

Jean THERSANT.

CHEZ LAVALETTE

13.500 francs de minimum *vital* garanti, tel est le résultat des élucubrations de spécialistes distingués. Il est inutile d'épiloguer sur ce chiffre, qui est une véritable provocation. Quoique les grotesques personnages qui président aux destinées de la C.G.T.-F.O. déplorent que le gouvernement dont ils sont les amis les plus fidèles n'ait pas retenu le chiffre qu'ils avaient proposé, ils nous révèlent que tout de même c'est une étape franchie. C'en est une bien bonne.

La C.F.T.C., toujours soucieuse d'entretenir de bons rapports avec tout le monde — patrons y compris — ne sait plus à quel saint se vouer : hier avec la C.G.T., aujourd'hui avec F.O., demain elle nous dira à qui elle croit.

Quant à la C.G.T., au moins elle décroche la timbale.

Par une publicité tapageuse, elle fait appel à l'unité d'action pour les 17.500 francs pour ce pauvre manœuvre qui ne s'attendait pas à un si beau cadeau, avec ça, s'il n'est pas content, vraiment il est difficile.

Il est certain que si tous ces aboyeurs appointés aux différentes boutiques syndicales étaient contraints de vivre avec le minimum qu'ils imposent à leurs cotisants, ils feraient une triste mine.

Exploité qui nous lis, tu vas peut-être faire chorus avec les malveillants pour nous dire que nous critiquons toujours sans rien apporter de positif.

C'est aux *travailleurs* sensés qui ont le sentiment de la justice que nous nous adressons. Peuvent-ils admettre qu'à chaque augmentation hiérarchisée des salaires, telle qu'elle est réclamée par les grandes centrales syndicales, les éternels sacrifiés soient toujours ceux qui sont en bas de l'échelle, *en l'occurrence les manœuvres*, et les seuls bénéficiaires ceux qui ont l'avantage de toucher les plus gros traitements. Ainsi, depuis la pseudo-libération, l'éventail s'est déployé d'une façon scandaleuse au point qu'elle a permis la constitution de multiples couches de salariés dont les plus avantagés forment de véritables castes qui ne peuvent qu'être au service du patronat.

Considérant que les besoins des individus doivent être satisfaits quelles que soient les places qu'ils occupent dans la société, que *l'ingénieur ne peut se passer du manœuvre*, comme celui-ci doit compter sur l'ingénieur, *que les prix des marchandises sont les mêmes pour tous les consommateurs*, nous pensons qu'une augmentation à hiérarchisation dégressive permettrait de relever d'une façon plus importante les salaires les plus bas, en réalité de ceux qui en ont le plus besoin.

Ainsi, en établissant le *salaire de base à* 30.000 *francs par mois ou* 180 *francs* de l'heure, d'où augmentation d'environ 100 % au départ (ce qui donnerait un pouvoir d'achat presque décent), on aboutira à réduire à 0 la part des salaires de 60.000 francs, concidérant que les privilégiés qui touchent ce traitement mensuel peuvent voir venir.

Ce serait, à notre avis, le seul moyen de refermer l'éventail des salaires et ainsi d'apporter plus de justice dans le système de rémunération actuel, en attendant le régime nouveau qui nous permettra de supprimer totalement le numéraire...

Travailleurs, quel que soit le coefficient dont tu bénéficies dans l'échelle hiérarchique, *si tu reconnais la nécessité de cette revendication, si tu es solidaire de tous les exploités, défends-la avec vigueur au côté de la C.N.T.;* mais si, au contraire, tu es pour l'extension de la hiérarchie et par là même pour la division des exploités : *reste où tu es, tu y es bien.*

La Section C.N.T. Lavalette.

DURÉE DU TRAVAIL DANS LES TRANSPORTS AÉRIENS

Le ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme et le minstre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Vu le décret n° 49-469 du 4 avril 1949 déterminant la modalités d'application des dispositions de la loi du 21 juin 1936 sur la durée du travail dans les entreprises de transports et de travail aériens, et, notamment, le paragraphe 3 de son article 3, ainsi conçu :

« A la demande d'une organisation patronale ou ouvrière de la profession, de la localité ou de la région, des arrêtés interministériels pourront, après consultation des organisations intéressées et en se référant, là où il en existe, aux accords intervenus entre elles, autoriser, par dérogation aux régimes susvisés, un régime équivalent répartissant la durée hebdomadaire du travail effectif sur une autre période de temps, à la condition que la durée du travail effectif ne dépasse pas dix heures par jour » ;

Vu l'avis des organisations syndicales patronales et ouvrières de la profession,

Arrêtent :

Article premier. — Les entreprises visées à l'article premier du décret n° 49-469 du 4 avril 1949 pourront, pour l'application de la loi du 21 juin 1936 dans leurs établissements ou parties d'établissements, choisir, indépendamment des répartitions visées au paragraphe premier de l'article 3 du décret susvisé, un des modes ci-après :

a) Répartition du travail effectif sur cinq jours avec repos de deux jours consécutifs par semaine, le deuxième jour étant accolé au repos hebdomadaire du dimanche ;

b) Répartition du travail effectif sur cinq jours dans une période de sept jours, avec repos de deux jours consécutifs.

Art. 2. — § premier. — La durée moyenne du travail est calculée sur deux semaines ou sur deux périodes consécutives de sept jours.

§ 2°. — Dans le cas où il serait impossible d'organiser le travail dans les conditions fixées au paragraphe 1° ci-dessus, la durée moyenne du travail pourra être calculée sur trois semaines ou trois périodes consécutives de sept jours, par décision du chef du service de la main-d'œuvre des transports, prise après avis du chef d'entreprise, du comité d'établissement ou, à défaut, des délégués du personnel.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au « Journal officiel » de la République française.

COMMUNIQUES

TRESORIER CONFEDERAL

René Doussot, 9, avenue de la Porte-de-Clignancourt, Paris (18e). C.C.P. 5046-35.

DEUXIEME REGION

BOIS-AMEUBLEMENT

19, rue Faidherbe, café « La Source », à 18 h. 30, tous les mercredis.

LIVRE-PAPIER-CARTON

Premier et troisième samedis, de 14 h. 30 à 18 heures.

P.T.T.

Deuxième et quatrième dimanches, à 9 heures. Permanence lundi, de 18 à 20 heures.

TEXTILE-HABILLEMENT

Tous les samedis, de 14 à 18 heures.

CUIRS ET PEAUX

Lundi, à 18 h. 30, au siège.

H.C.R.C.

Lundi, à partir de 15 heures.

UNION LOCALE DE PALAISEAU

Réunion chaque deuxième dimanche du mois, de 10 à 12 heures, Café du Casino, 147, rue de Paris. Une bibliothèque est ouverte aux adhérents et sympathisants.

UNION LOCALE DE CHARENTON SAINT-MAURICE MAISONS-ALFORT ALFORTVILLE

En vue de la formation d'une union locale de Charenton, Saint-Maurice, Maisons-Alfort, Alfortville et les environs il est fait un pressant appel à tous les camarades adhérant à la C.N.T. ainsi qu'à tous ceux dégoûtés de la politique.

Qu'ils se mettent en rapport avec le camarade R. Léger, 6 bis, rue de Verdun, à Maisons-Alfort (Seine).

U.L. ARGENTEUIL

Tous les deuxièmes dimanches de chaque mois, avec la présence d'un délégué du Bâtiment et des Métaux.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE POISSY ET ENVIRONS

Réunion générale tous les deuxièmes dimanches du mois, à 10 heures : 51, rue A.-Bonnenfant, à Saint-Germain.

CHATOU, CROISSY ET ENVIRONS

Premier samedi du mois, salle Hôtel des Nations, à Croissy, à 20 h. 30.

U.L. NANTERRE

Premier dimanche, café « Chez Paulo », rue Paul-Doumer (impasse de la Gare), de 10 à 12 heures.

SURESNES-PUTEAUX

Tous les quatrièmes vendredis, salle de la Justice de Paix, à Suresnes, à 20 h. 30.

U.L. COLOMBES

La permanence de l'Union locale de Colombes a lieu les 1er et 3e dimanches de chaque mois, de 11 heures à midi, au Café de la Mairie, 20, rue Henri-Barbusse.

GOUSSAINVILLE

Les deuxième et dernier dimanches du mois, 10 à 12 heures, Hôtel de France, Ferme des Noues.

VERSAILLES

Permanence de l'U.L. les deuxième et quatrième dimanches du mois, café « Chez Hélène », 23 rue Montbauron, 10 à 12 h.

GROSLAY

Tous les dimanches, 10 à 12 heures, 55, rue de Montmorency, Groslay.

QUATRIEME U.R.

COMMENTRY

Pour tout ce qui concerne l'union locale, adresser toute correspondance à L. Malfant, boulevard Ramboura, Commentry.

Tous les soirs, de 16 heures à 19 h. 30, Bureau 15. Vieille Bourse du Travail. Dimanche de 10 à 12 heures : Conseil juridique sur place.

Pour Saint-Eloy-les-Mines et Montluçon, prière de prendre contact à l'adresse ci-dessus indiquée.

U.L. DE CLERMONT-FERRAND

L'U.L. tient une permanence chaque samedi de 20 h. 30 à 22 heures au 9 de la rue de l'Ange.

CINQUIEME U.R.

NIMES

Pradier, 24, rue de l'Etoile, Nîmes (Gard).

SIXIEME U.R.

S.U.B. TOULOUSE

Assemblées générales mensuelles premier dimanche du mois. Permanence tous les jours de 18 h. 30 à 20 heures ; samedi de 16 à 19 heures ; dimanche de 9 à 12 heures. Les adhérents, sympathisants, peuvent retirer le C.S., Maison des Syndicats, cours Dillon.

CUIRS ET PEAUX TOULOUSE

Tous les jeudis de 18 à 19 h. 30. Dimanchés de 10 à 12 heures. Cours Dillon.

U.L. ALBI

Salvetat, 21, rue de la Rivière, Albi.

LIBRAIRIE

LIVRES

Pierre Besnard. — L'Ethique du Syndicalisme, 75 fr. (120) ; La Paix, 100 fr. (145) ; Les Syndicats Ouvriers et la Révolution Sociale, 200 fr. (260) ; Le Monde Nouveau, 140 fr. (185).
Aurèle Patorni. — La Débâcle de l'Elite, 150 fr. (195).
Gaston Leval. — L'Indispensable Révolution, 100 fr. (145).
Gabriel Giraud. — Paul Robin, 150 fr. (195).
Jeanne Humbert. — Sébastien Faure, 180 fr. (225).
Fernand Planche. — Kropotkine, 210 fr. (255) ; Durolle, 150 fr. (195) ; Louise Michel, 150 fr. (195).
Louis Lecoin. — De Prison en Prison, 160 fr. (205).
Voline. — La Révolution inconnue, 350 fr. (440).
Louis Buchner. — Force et Matière, 270 fr. (330).
Victor Méric. — Coulisses et Tréteaux, 75 fr. (120).
Charles Malato. — Les Joyeusetés de l'Exil, 100 fr. (160).
Ernest Haechel. — Histoire de la Création, 400 fr. (490).
W.S. Wallino. — Le Mouvement Ouvrier et la Démocratie aux Etats-Unis, 200 fr. (290).
Nestor Blanc. — Joyeux, fait ton fourbi, 255 fr. (320).
Fernand Pelloutier. — Histoire des Bourses du Travail, 260 fr. (305).
Louis Tenars. — Le Sauveur, 100 fr. (145).
Maurice Hallé. — Par la Grande Route et les Chemins Creux, 150 fr. (195).
B. Malon. — Précis du Socialisme, 175 fr. (235).
Jules Valles. — L'Insurgé, 125 fr. (170) ; Le Bachelier, 125 fr. (170) ; L'Enfant, 125 fr. (170).
Bakounine. — La Révolution Sociale ou la Dictature Militaire, 180 fr. (225).
Sébastien Faure. — La Véritable Révolution Sociale, 60 fr. (90) ; L'Imposture religieuse, 230 fr. (275).
Jacques Renne. — Syndicalisme Français, 200 fr. (245).
Maurice Ceyrat. — La Trahison permanente du P.C., 100 fr. (145).
Alexandre Marc. — Avènement de la France ouvrière, 210 fr. (270).
Emile Hureau. — Les Jésuites, la Classe ouvrière et la Révolution, 70 fr. (115).

BROCHURES

Gaston Leval. — Le Communisme, 40 fr. (70) ; L'Anarchisme et l'Abondancisme, 10 fr.
G. Berneri. — La Société sans Etat, 20 fr.
L. Barbedette. — Pour la Justice économique, 10 fr.
Ernestan. — La Fin de la Guerre, 5 fr.
Sébastien Faure. — Sacco et Vanzetti, 5 fr. ; Les Douze Preuves de l'inexistence de Dieu, 15 fr. ; Les Crimes de Dieu, 20 fr. ; La Fausse Rédemption, 15 fr.
P. Comont. — L'Architecture, 20 fr.
A. Guillier. — La Révolution salvatrice, 15 fr.
P. Camus. — Le Syndicalisme et le Problème paysan, 20 fr.
G. Yvetot. — ABC du Syndicalisme, 15 fr.
E. Rothen. — La Politique et les Politiciens, 20 fr.
P. Monatte. — Où va la C.G.T., 10 fr.
Pierre Besnard. — Le Problème des Salaires, 6 fr.
Edouard Rotot. — Le Syndicalisme et l'Etat, 12 fr.
Lashortes. — Qu'est-ce que le Prolétariat, 10 fr.
Louise Michel. — Prise de Possession, 15 fr.
Aristide Lapeyre. — Le Problème espagnol, 15 fr.
Les Anarchistes et l'Activité Syndicale, 15 fr.
La Bulgarie, nouvelle Espagne, 25 fr.
Les Bulgares parlent au Monde, 50 fr.
Le Syndicalisme et la Guerre, 5 fr.

REVUES

Mains et Cerveau, 40 fr.
Etudes Anarchistes, 40 fr.
Défense de l'Homme, 40 fr.

EXPÉDITION

Pour les livres, les prix entre parenthèses sont les prix franco.
Pour les brochures joindre 10 francs à chaque.
Pour les recommandés joindre 40 francs par colis, en plus.
C.C. Postal de la Librairie : Paris C.C. 7.473-08, M. Marcheti Robert, 1, rue Dulaure, Paris (20e).

CNT

Le Directeur-Gérant : DOUILLET François

Imp. Spéc. du Combat Syndicaliste

Syndicalistes, néo-malthusiens...

LISEZ...

EUGENE HUMBERT

Sa vie et son œuvre

et

GABRIEL GIROUD

(G. Hardy)

Disciple et continuateur de Paul ROBIN

par Jeanne HUMBERT

A notre service de librairie

VIEUX TEXTES TOUJOURS VRAIS

La décomposition du Marxisme

de Georges SOREL

Pendant longtemps, les écrivains socialistes ont cru que Marx avait créé un corps de doctrines au moyen desquelles on pouvait atteindre ce triple résultat : démontrer que les attaques dirigées contre le capitalisme par les classes ouvrières sont les conséquences irréfutables d'une analyse scientifique de la production; fonder sur la philosophie l'attente d'une révolution très prochaine, qui remplacerait le capitalisme par le communisme; trouver, dans une investigation nouvelle de l'histoire, des règles propres à diriger, d'une manière sûre, la politique des partis révolutionnaires. En Allemagne, on regardait le système marxiste comme étant au-dessus de toute critique; la faiblesse des arguments que les professeurs des Universités allemandes avaient opposés au marxisme, justifiait, dans une certaine mesure, l'orgueil de ses partisans.

Dans un livre publié en 1886, et qui a fait « autorité dans la science », d'après Ch. Andler (1), un professeur célèbre de Vienne reprochait à Marx et à Engels de ne pas avoir décrit le monde qu'ils aspiraient à voir se réaliser : « Je considère, disait-il, l'exposé d'un état social parfait, non seulement comme « tout à fait scientifique » mais même comme indispensable, si le mouvement socialiste doit atteindre ses buts, même en partie seulement » (2). Il est évident qu'en Autriche, on entend encore le mot « scientifique » dans un sens archaïque qu'on ne lui connaît plus en France ; il n'existe aucun moyen de produire un pareil tableau d'avenir sans tomber dans les fantaisies ou même dans l'absurde.

« Aucune critique, si exacte soit-elle, des institutions existantes, écrivait-il encore, n'est « justifiée », aussi longtemps qu'on n'a pas montré suffisamment la possibilité d'un état meilleur... Les nations ne se décideront jamais à une expérience sociale profonde, si on n'a pas construit d'abord une théorie de droit public socialiste, d'après des données conformes à l'expérience (3). » L'auteur prendrait-il les socialistes pour des étudiants auxquels il aurait à faire passer un examen ? Sans attendre sa permission, les classes ouvrières sont entrées en lutte contre les institutions existantes; elles ne font pas une critique, mais un siège; les classes possédantes font fabriquer par leurs publicistes des théories de droit public destinées à excuser leurs capitulations; ce sont ces publicistes de la défaillance bourgeoise qui transforment une guerre très réelle en une discussion idéologique — dont les interprètes sérieux du mouvement prolétarien ne se soucient guère.

Les marxistes ont poussé la méchanceté jusqu'à ne pas tenir compte des principes qui ont été regardés comme essentiels à tout socialisme par Anton Menger : celui-ci ne peut pas arriver à savoir « si c'est le droit au produit intégral du travail ou le droit à l'existence qui doit former la base de l'organisation juridique future (4) dans leur doctrine ». En 1886, on ne connaissait pas encore la lettre de Marx sur le programme de Gotha; si notre auteur avait pu soupçonner que, suivant Marx, les salaires devraient être réglés, après la révolution sociale, suivant des principes empruntés au régime capitaliste, il aurait rayé Marx de la liste des écrivains socialistes. On ne saurait, en effet, être socialiste, si on formule des opinions qui ne cadrent pas avec les classifications établies par un professeur aussi notable qu'Anton Menger.

Par suite de leur goût pour les recherches bibliographiques, les professeurs allemands s'occupaient beaucoup de rechercher les sources auxquelles pouvaient avoir puisé Marx et Engels. Celui-ci ayant affirmé que son ami avait renouvelé le socialisme en y introduisant la théorie de la plus-value et la conception matérialiste de l'histoire (5), Anton Menger s'efforce d'établir qu'Engels était mal renseigné sur les anciens écrivains socialistes (6), que William Thompson est le véritable inventeur de la plus-value (7) et qu'il faut être « un ignorant ou un charlatan » pour attribuer à Marx une doctrine empruntée à des prédécesseurs qui l'ont parfois dépassé « en profondeur et en pénétration » (8). Tout le monde sait combien les discussions relatives aux priorités scientifiques engendrent de polémiques violentes et combien elles sont peu capables d'éclairer les principes.

La stérilité de la critique allemande a été constatée par un écrivain plein de tact et de finesse, Benedetto Croce, qui félicite Werner Sombart d'avoir, en 1894, rompu avec les usages de ses collègues universitaires et cherché vraiment à pénétrer la pensée intime de Marx (9).

Il faut reconnaître que le système de Marx présente des difficultés considérables pour la critique, parce que l'auteur n'en a point donné un exposé didactique. Benedetto Croce dit que le « Capital » est un « mélange bizarre de théories générales, de polémiques et de satires amères, d'illustrations et de digressions historiques » (10). Il faut chercher à découvrir la pensée de l'auteur ; et ce travail n'est pas sans offrir de multiples causes d'erreur. On a souvent accordé trop de portée à de brèves réflexions qui surgissent au milieu de récits, qui « prises rigoureusement, sont inexactes, et qui nous semblent (elles le sont en effet) chargées et pleines de vérités » (11). Il faut un véritable travail d'interprétation lorsque les formules de Marx sont données, comme cela arrive parfois, sous une forme satirique. Enfin, nous trouvons, çà et là, de grandes images dont le sens paraît avoir longtemps échappé aux marxistes et qui prennent, aujourd'hui seulement, toute leur valeur, depuis que le syndicalisme révolutionnaire nous montre d'une manière si claire ce qu'est la lutte de classe.

(*A suivre.*)

(1) Anton Menger, *Le droit au produit intégral du travail*, trad. franç., p. I.

(2) Anton Menger, *op. cit.*, p. 150.

(3) Anton Menger, *op. cit.*, p. 157.

(4) Anton Menger, *op. cit.*, p. 144 et pp. 147-148.

(5) Anton Menger, *op. cit.*, pp. 113 et 138. A. Menger ne cherche pas les sources de la conception matérialiste de l'histoire, qui lui semble fausse (p. 170), mais qu'il connaît fort mal.

(6) Anton Menger, *op. cit.*, p. 74 et p. 133.

(7) Anton Menger, *op. cit.*, p. 78, p. 114, pp. 137-138.

(8) Anton Menger, *op. cit.*, p. 3.

(9) Benedetto Groce, *Matérialisme historique et économie marxiste*, trad. franç., p. 99.

(10) Benedetto Groce, *op. cit.*, cf. pp. 129-132.

(11) Benedetto Groce, *op. cit.*, p. 130.

B.D.I.C

LA VIE OU LA MORT

Il y a quelques semaines les actualités cinématographiques nous présentaient en dernière image un enfant coréen tout seul, tout nu, assis sur une route. A quelques centaines de mètres de lui la guerre règne. La mort s'abat avec fracas sur de malheureuses populations innocentes. La désolation s'installe. L'exode se déroule avec son cortège de misère, de famine, de peur.

Les services de propagande se sont immédiatement inspirés de cette image. La presse l'a publiée avec commentaires. Les partisans de chacun des deux blocs qui se disputent l'hégémonie mondiale ont trouvé là une raison de justifier leurs actes.

Les pro-soviétiques en ont profité pour dénoncer avec véhémence la barbarie de l'impérialisme américain; pour accuser Mac Arthur de semer la mort, d'être le bourreau des populations civiles, de préparer l'écrasement de notre civilisation.

Les pro-américains, eux, ont vu dans ce gosse coréen l'image des millions d'enfants, de femmes, d'hommes à sauver de la barbarie « communiste », russe, chinoise, nord-coréenne, etc.

En voyant cet enfant abandonné au milieu d'une nature hostile nous avons pensé, nous, à un symbole. Celui de la vie. De la vie que nous devons préserver de la soif de destruction qui anime les humains. De la vie qui risque partout de disparaître si les cataclysmes dirigés par les hommes et qui nous sont promis se déclenchent.

Mais que faire ? Comment agir pour que la menace d'une nouvelle et épouvantable guerre ne devienne une réalité ? Nous n'avons qu'à choisir, c'est très simple, entre les différents moyens qui nous sont proposés. Chaque bloc a sa solution, la seule, la meilleure, la plus efficace.

Ou bien nous préparons la paix... en préparant la guerre ! Ou bien nous votons pour la paix et signons l'Appel de Stockholm !

Et bien non ! Nous nous devons de dénoncer ces solutions qui n'en sont pas et qui visent en fait à sauvegarder des intérêts qui n'ont que de très lointains rapports avec ceux des peuples, qu'en l'occurrence, il s'agit de sauvegarder !

Peut-on lutter contre la guerre en s'armant à outrance, en augmentant sans cesse les crédits militaires, ceci au détriment du standard de vie des populations, en préparant une mobilisation économique et industrielle en vue d'une guerre, en portant le service militaire à 18 mois et sans doute bientôt à 2 ans, en reconstituant sous une forme camouflée l'armée allemande, en faisant la chasse « aux communistes » et ce qui ne peut tarder, par la même occasion, aux révolutionnaires ? Nous ne pouvons le croire. Le camp américain s'est engagé, et les événements de Corée ont sans doute accéléré l'opération sur le chemin qui, inévitablement, conduit à la guerre. A la nouvelle Grande Guerre de Libération...

Mais si vous n'acceptez pas ce moyen d'action alors votez pour la paix, signez l'Appel de Stockholm, rejoignez la bannière des Combattants (sic) de la Paix et de la Liberté. Après avoir accompli ce geste vous n'aurez plus qu'à rentrer chez vous et attendre le miracle. C'est la bombe atomique qui viendra... car ce ne sont pas des signatures qui arrêteront la guerre.

Nous devons également nous élever contre ce système dont les conséquences psychologiques sont excessivement graves. Il habitue les peuples à la solution du moindre effort et les éloigne de leur véritable lutte : celle de la classe ouvrière contre le capitalisme. Le but n'est pas d'empêcher la guerre mais de la retarder... afin que dans quelques années le bloc stalinien la déclenche dans des conditions plus favorables pour lui.

Quelle solution reste-t-il alors ? Tout simplement celle qui n'aurait jamais dû être abandonnée : la lutte sociale révolutionnaire, le combat pour l'expropriation du capitalisme par l'action directe, la prise en charge de l'économie et sa gestion par les seuls producteurs.

Mais la classe ouvrière sera-t-elle capable de conquérir les conditions de sa libération ? Si elle l'est, une nouvelle ère s'installera sur la terre. Si non, c'est le totalitarisme que nous connaîtrons avec la victoire de l'un ou de l'autre des blocs en présence.

A moins que la vie n'ait déserté notre planète, ce qui après tout ne semble pas impossible devant l'immense développement de la science moderne et le perfectionnement incroyable des armes de guerre.

Pierre-François VEZON.

"REPUBLIQUES DE FAUCONS ROUGES ROUGES REPUBLIQUES D'ENFANTS..."

Nous complétons notre enquête sur le Mouvement de l'Enfance Ouvrière par une visite à la « République » de Sainte-Marie-aux-Mines, dans le Haut-Rhin. Nous avons jusqu'à présent suivi les enfants durant leurs activités habituelles. Il nous a semblé intéressant de les voir évoluer dans une collectivité beaucoup plus large, mettant à contribution l'ensemble des principes et des méthodes du M.E.O.

Par un beau matin d'août, j'arrive à Sainte-Marie-aux-Mines, petite ville nichée au creux des montagnes qui l'entourent agréablement. La route resserrée entre une côte boisée et une petite rivière me conduit au terrain de sports municipal.

Voici qu'entre les arbres j'aperçois un drapeau rouge qui flotte, puis je distingue des tentes et enfin je découvre nettement le camp. Comme je m'approche, des chants joyeux s'élèvent des grosses tentes et je découvre les Faucons Rouges assis autour de tables garnies de pommes de terre et chantant à tue-tête en les épluchant. Vraiment, ce travail ne les rend pas maussades et les chants se déroulent tandis que les bassines s'emplissent.

Mais les chants ont cessé et voici les Faucons qui s'affairent autour de leurs tentes, secouant paillasses et couvertures. Finalement, tout est soigneusement plié, aligné sous les tentes.

Chaque tente possède de part et d'autre de la porte de curieux jardinets. De formes diverses, ils sont bordés tantôt de pierres, tantôt de mousse.

A l'aide de sable de diverses teintes, de cailloux peints, de plantes grasses qu'on trouve dans les fossés, de pommes de terre et d'autres éléments empruntés à la nature, les Faucons ont fait des dessins, des inscriptions indiquant le lieu d'origine et le nom des différentes équipes.

C'est ainsi que j'apprends que la « République », qui s'appelle « La Vallée », comprend plusieurs villages. Chaque village est formé par l'ensemble des tentes qui abritent les équipes d'âges semblables : les Faucons de nid, les jeunes Faucons, les Faucons rouges et les jeunes pionniers. L'équipe est l'unité de la République. Un « aide » est responsable de chaque équipe.

Mais voilà qu'il est 10 heures et que les groupes d'affinité doivent se réunir. Au chant lancé par quelques-uns, tout le monde se rassemble, puis voici que des groupes se dirigent vers différents points du camp. « Nous allons dans notre atelier, me dit mon petit guide de dix ans », et je suis un groupe qui va vers la rivière. Là, à l'ombre d'une grande boîte on sort du raphia et de la ficelle. Chacun se met à l'ouvrage : ceux-ci font des tresses destinées à la fabrication d'un sac à main; voici une élégante corbeille presque terminée, et là ces ficelles qu'on entrecroise et noue de curieuse façon deviennent une fort belle ceinture.

On m'indique que je trouverai ceux qui découpent le contreplaqué sous telle grande tente, et je les découvre dessinant, sciant, ponçant de multiples animaux. Je demande quelle sera la destination de cette importante ménagerie : « Tous les objets que nous fabriquons dans nos ateliers sont pour la kermesse. Ils seront les lots des stands de jeux que nous installerons. »

Plus loin, je visite les dessinateurs, presque tous sont occupés à peindre de fort jolis dioramas : à l'image de petites maquettes de théâtre, ils présentent des scènes de camp ou de pays lointains.

Puis j'arrive chez les « marionnettistes ». Des têtes grisâtres, au nez ou au menton imposant, sont à l'extrémité de bâtons plantés dans une caisse de terre. Des étoffes multicolores sont étalées, les uns les coupent, les autres cousent, d'autres préparent de petites mains de carton.

Une heure et demie de travail est ainsi bien vite passée. Que la détente est bonne après cette semi-immobilité ! Un jeu de ballon s'engage, la balançoire, la corde lisse connaissent l'affluence, le jeu de saute-mouton a des adeptes.

Mais c'est bientôt l'heure du repas. Ensuite, les Faucons nettoient la table, lavent la vaisselle. Puis c'est la sieste générale. Le camp est calme, j'en profite pour questionner les responsables du camp. Ils évoquent pour moi le sens du travail entrepris par le Mouvement de l'Enfance Ouvrière, les difficultés qu'ils rencontrent pour établir ainsi une République d'Enfants, et aussi la joie qu'ils ont de voir vivre cette République, suivant de près le développement et l'épanouissement de leurs Faucons.

Le camp, bientôt, retentit à nouveau de mille cris. Les enfants partent pour un grand jeu. Et tout l'après-midi, avec eux, je parcours la campagne voisine à la recherche d'un petit moulin fabriqué par une équipe. Ensuite, nous rentrons pour le repas du soir.

La journée s'avance, cependant il y a encore des choses sérieuses à faire. Chaque équipe répartit entre ses membres les différents travaux et aussi les différentes responsabilités. Ainsi, un Faucon est élu « compagnon », il représente l'équipe au Conseil des villages. Et ce soir, justement, il y a Conseil des compagnons. Cette réunion se fait en présence de l'aide responsable de la République. Chaque compagnon discute des activités générales, critique ce qui lui semble mauvais, apporte des suggestions. Aujourd'hui, les compagnons apportent au Conseil les propositions concernant la kermesse, qui doit se dérouler le dernier dimanche. Chacun a une liste de stands, certains un plan prévoyant les emplacements. Tous discutent. C'est un spectacle émouvant que de voir les enfants gérer leurs propres activités, faire ainsi l'apprentissage du socialisme. Quelle leçon de sérieux ils donnent à beaucoup d'adultes...

Tandis que le conseil se déroule, des groupes se sont formés dans le crépuscule. Dès le chant lancé, ils se rapprochent et chantent doucement.

Qu'ils soient de Mulhouse, de Strasbourg, d'Issenheim, de Dijon, de Paris, de Tunis ou d'ailleurs encore, on les sent d'une même grande famille, unis pour les joies, unis pour les peines, que ce soit celles des jeux de tout à l'heure, que ce soit celles qui les attendent dans la vie qui s'ouvre devant eux et qu'ils veulent meilleure. Ensemble, ils apprennent à voir de leurs propres yeux, ensemble ils voudront lutter pour l'édification d'un monde nouveau.

Tandis que les feux s'éteignent je repars. Pour moi, cette journée passée dans cette atmosphère de vivante amitié sera à la fois riche de souvenirs et d'enseignements.

Jean Bernard.

Cinéma

Rencontre avec ROBERT BERRI

DANS une salle enfumée de la place du Tertre, debout à côté d'un piano, un homme dit une histoire :

« J'avais un copain rue Lepic, ni meilleur, ni pire qu'un autre. Il a fait la guerre, il en est revenu. Mais devant la vie civile, il s'est trouvé sans arme. Il n'a eu qu'un mérite, c'est qu'il a su finir courageusement... »

Dans le faisceau du projecteur blême, le diseur poursuit :

« ...Mais un jour on a sonné la guerre.
Alors on m' donna un fusil.
On m' dit, la pitié n'en faut guère,
Tue, viole les filles aussi !
J'ai tué tant d' garçons
Qui s'raient bien dans leur maison.
Maman, j' te d'mande pardon !
Après on a rangé les casques
Dans les armoires des héros,
Les hommes ont remis leur masque,
Les chiens ont refait les beaux.
Mais moi, j'étais plus dans l' ton,
J' pouvais plus vivre comme ils le [font.
J'en ai trop vu prom'ner leurs tripes
Et leurs gros rires de parvenus,
Trop d' bijoux et trop d' belles nippes,
Pour trop d' gars qu'étaient pas [r'venus.
Y en a un qu'a voulu m' faire la l'çon
Dans l' ventre j'y ai mis du plomb !
Maman, j' te d'mande pardon !
Demain, on effac'ra l'ardoise,
Elle se respecte la Société !
Elle vous jauge et elle vous toise
Paie ! si tu n'es pas du bon côté !...
Tu t' souviendras d'un p'tit garçon
Que t'avais rêvé sage et bon,
Maman, j' te d'mande pardon !... »

Parmi les applaudissements, laissant la place à une chanteuse, Robert Berri, car c'est bien lui, va s'asseoir à une table où je peux enfin lui parler. Le mauvais garçon du cinéma français m'accueille avec le sourire.

— Alors, Robert Berri, et le cinéma ?...

— *Je reviens d'Autriche où j'ai terminé* Un sourire dans la tempête, *avec Bubu, Raymond Bussières dans le civil, et, pour l'instant, comme vous l'avez vu, je fais un peu de cabaret où je dis des chansons et des poèmes de ma composition. Je tiens un peu le milieu, ou plutôt j'essaye, entre Montéhus et Bruant.*

— Parlez-nous un peu de vos débuts à la scène et à l'écran...

— *Après un an de Conservatoire, je suis entré comme boy au Casino de Paris où je jouais les revues. Je me rappelle un sketch au moment où la vogue était aux quintuplées. Nous étions cinq hommes en costumes marin et culottes courtes. Pendant toute la durée qu'a tenu le spectacle, la salle n'a jamais ri une fois, par contre nous avions du mal à tenir notre sérieux devant les pitreries de Fernand Rauzéna qui, déambulant du côté cour au côté jardin, imitait Gouraud.*

Puis ce fut la guerre et la captivité, je m'évadais et passais en zone sud où j'allais chercher asile chez Maurice Chevalier qui me reçut à bras ouverts.

Je revins au Casino de Paris, mon vieil amour, en 1945 jusqu'au jour où René Clair me fit tourner dans Le Silence est d'or. *Il m'examina sur toutes les coutures, me fit marcher, parler. Je crois que l'on allait m'attribuer un rôle important lorsque René Clair me remit entre les mains d'un maquilleur qui m'affubla d'une barbiche. Même mes amis ne me reconnurent pas à la projection !*

Ensuite je tournais Carré de valets, *avec Bernard Lajarrige ;* L'homme aux mains d'argile, *avec Marcel Cerdan ;* Les cinq tulipes rouges, *avec René Dary, où, incarnant l'équipe de France du Tour cycliste, nous fûmes acclamés à l'arrivée d'une étape par les spectateurs du vélodrome qui nous prirent pour les véritables « Géants de la Route ». Puis ce fut* Blanc comme neige, *avec Bourvil, et* La voyageuse inattenduc, *avec Dany Robin.*

— Ne croyez-vous pas que votre spécialisation dans les rôles de mauvais garçon soit un désavantage pour vous ?

— *Je ne le pense pas. Evidemment, comme tout acteur, je voudrais incarner un peu tous les personnages. Mais lorsque le spectateur vous voit sur l'écran et dit à son voisin : « Tiens, tu te rappelles, c'est celui qui faisait le ganster dans... », c'est que l'on commence à être connu. Je ne crois pas à la révélation fulgurante d'une vedette. Combien sont retombées dans l'oubli après une ascension vertigineuse... Notre métier est un métier comme les autres, il comporte un apprentissage qui est souvent très dur. On ne fait pas un pâtissier du jour au lendemain, il en est de même pour un acteur...*

— Et pour terminer, pouvez-vous me faire connaître vos projets ?

— *Je compte tout d'abord continuer mon numéro de cabaret et essayer de nouvelles créations. Je dois créer également à la rentrée une opérette* La Goualeuse, *avec Lys Gauty, opérette dont l'action se déroulera évidemment à bord d'une péniche...*

Des amis appellent Robert Berri qui retourne applaudir ses camarades, comme lui d'honnêtes et de consciencieux travailleurs du spectacle.

Pierre Davron.

LA CULTURE POPULAIRE EN DANGER

L'éducation populaire en France est gravement menacée par la décision prise par le Conseil des ministre de fermer le 1er octobre quatre des plus importants centres éducatifs français.

Ainsi s'accélère la liquidation de l'éducation populaire. Après le fermeture en 1947 des centres de Lantenay, Lyon, Nancy ; en 1948, de Clerlande, Marseille, Strasbourg, ce sont aujourd'hui Terrenoire, Annecy, Romagne et Saint-Cloud qui sont touchés par cette mesure.

Les Centres éducatifs dont la grande utilité n'est pas contestable sont utilisés par tous les mouvements de jeunes et d'éducation populaire. Ils voient ainsi diminuer leur possibilité de réalisation de stages, journées d'étude, etc., etc.

Le texte que nous vous présentons nous a été fourni par le centre d'Annecy.

UNE note officieuse du 8 septembre annonce que le Conseil des ministres a décidé d'inclure dans le prochain train de compression le Centre éducatif régional de l'Académie de Grenoble, dit :

« CENTRE DES MARQUISATS »

actuellement annexe du C.R.E.P.S. de Voiron (Isère).

Cette suppression, envisagée pour le 1er octobre prochain, marquerait un pas de plus vers la **liquidation de l'Education** populaire en France. Surtout, elle anéantirait une institution **éminemment utile** et ruinerait une **expérience éducative irremplaçable**, dont le succès, après cinq années de perfectionnement progressif, a attiré l'attention des spécialistes de l'éducation des adultes, non seulement en France, mais dans le monde.

UNE INSTITUTION UTILE

Avec une équipe permanente de 11 personnes seulement, le centre aura reçu en 1950 63 stages, 2,160 stagiaires venus de la France et de l'étranger, représentant un peu plus de 16.000 journées de stagiaires.

Environ 600 moniteurs et directeurs de **colonies de vacances** y sont formés, pour l'Académie de Grenoble, par l'équipe régionale des C.E.M.E.A.

De grands **mouvements de jeunesse** y ont instruit leurs animateurs : Amicales laïques, Scoutisme, J.O.C., J.A.C., J.E.C., J.I.C.

Des **syndicats** y ont tenu leurs journées d'études et leurs stages de formation : C.F.T.C. et C.G.T.

Des **mouvements de culture populaire** : Peuple et Culture C.E.M.E.A., U.F.O.L.E.A., U.F.O.V.A.L., et des **mouvements d'action sociale** : M.R.P. et Associations familiales, ont utilisé ses locaux et l'équipe d'éducateurs qui l'animent.

Des moniteurs y sont formés chaque année pour **l'élevage** et **l'arboriculture**, des techniciens pour le **théâtre amateur**, la **reliure**, les **bibliothèques publiques**, les **arts manuels populaires**, la conduite des **caravanes touristiques**.

Les **Normaliens de 4e année** y suivent leur programme d'éducation populaire.

CE QUE REPRESENTAIT LA FERMETURE DES « MARQUISATS » :

Une **Université d'été** y reçoit chaque année des groupes étrangers pour les initier à la vie et à la culture françaises.

La fermeture du centre aurait bien d'autres conséquences que de contraindre certains organismes à renoncer à leurs stages ou à les faire ailleurs. **L'expérience des « Marquisats » n'est pas déplaçable.** La culture populaire en Haute-Savoie, appuyée essentiellement sur le centre, serait gravement atteinte de : **Ciné-Bibliobus de Haute-Savoie**, doté de livres par la Direction des Bibliothèques de France, perdrait ses moyens d'action (la camionnette du centre) ; l'**Ecole des Arts d'Annecy** perdrait son principal animateur (l'instructeur du centre) ; la **Fédération des Œuvres laïques** de Haute-Savoie, où le directeur du centre et l'inspecteur spécialisé occupent des postes de commande, se trouverait sérieusement appauvrie, etc.

L'équipe qui anime le centre a conscience d'assumer une tradition et de remplir une mission. Or, nous risquons d'être pris dans un ensemble de compressions sans que ceux qui l'ont signé sachent ce que nous représentons.

C'est pourquoi nous faisons appel à tous ceux qui peuvent éclairer nos responsables sur la **portée réelle de ce geste**, à tous ceux qui savent l'étendue de la perte que serait la fermeture des « Marquisats » après cinq années de travail fécond, et précisément à l'issue de l'année la plus riche en résultats.

BULLETIN D'ABONNEMENT

au « Combat Syndicaliste »

Je soussigné,

NOM .....

Prénoms .....

demeurant .....

.....

déclare souscrire un abonnement de (1) .....
au « Combat Syndicaliste ».

Le .....

SIGNATURE

Envoyez les sommes au C.C.P. PARIS 7497-93
Y. RICHAUD, 20, Rue Sainte-Marthe, PARIS-Xe

(1) 12 numéros : 110 fr. - 24 numéros : 215 fr. - 48 numéros : 420 fr.

B.D.I.C

BOLCHEVISME ET REACTION EN ITALIE

Après quelques mois d'accalmie en Italie, la presse bolchevique vient de donner un avertissement dans l'organe de la Confédération Générale du Travail, par son secrétaire général Di Vittorio : les masses confédérales ne pourront plus tolérer les hausses de prix et font appel à la constitution de commissions mixtes entre représentants des ouvriers, des patrons et du gouvernement, afin de valoriser les salaires selon le coût de la vie. Mais on ne menace pas d'action et de grève générale au cas où la masse n'aurait pas satisfaction. Cette presse tient un langage calme et fait appel à la collaboration de toutes les centrales pour la défense du droit à la vie avec les slogans habituels de l'unité des travailleurs contre le gouvernement fasciste de De Selba et De Gaspéri au service du capitalisme italien et américain.

On peut penser que ce changement de tactique provient du manque de confiance des dirigeants bolcheviques de la C.G.T. à l'égard de ses membres qui ne les suivraient pas aveuglément comme avant dans ses grèves à spéculation politique.

Le gouvernement et la direction de la sidérurgie, des banques et des administrations générales, au contraire, au lieu de penser à l'augmentation des salaires, supputent le licenciement d'un pourcentage assez élevé de leur personnel pour faire travailler les autres 10 et 12 heures par jour et les réduire à un esclavage semblable à celui d'avant la guerre de 1914-1918. Il ne suffit pas de deux millions et demi de chômeurs, il faut encore en ajouter un demi-million ou 800.000, on battra de cette façon le record mondial du chômage.

Mais si nous consultons certains ouvriers, ils répondent que cela ne vaut pas la peine de faire des grèves de dix minutes ou d'une demi-heure, qu'il faut faire une grève générale illimitée jusqu'à ce que le patronat et le gouvernement aient donné satisfaction : ni train, ni trams, ni gaz, ni électricité, démontrer que ce sont les travailleurs qui font vivre la société et que sans leur concours le capitalisme et l'Etat sont morts.

Seulement, les dirigeants des trois centrales italiennes ne sont pas de simples travailleurs, mais des députés, des sénateurs, d'ex-ministres et d'ailleurs le programme de l'action directe ne leur plait pas, parce qu'il faudrait que les travailleurs commencent par les combattre eux-mêmes, qui sont les premiers responsables de la situation économique du pays, du chômage et des bas salaires.

Pendant quatre ans, ces messieurs ont plaidé pour la collaboration, la reconstruction de la nation et empêchaient la grève expropriatrice au moment où le capitalisme était mal organisé, on criait à la défense de la patrie et non au droit à la vie ; on a effacé les huit heures dans plusieurs branches d'industrie, dans l'industrie agricole et surtout en Italie méridionale : les ouvriers touchent des salaires de famine, travaillent de la levée du jour à la nuit, comme des bêtes, sans le droit de lever la tête ; souvent les travailleurs se révoltent et sont condamnés par leurs dirigeants qui fuient toute responsabilité. Dans les arrestations, on voit que ce sont des travailleurs souvent condamnés à des années de prison pour révolte contre les gendarmes et, après avoir été frappés à sang, ils sont condamnés sévèrement ; ce sont généralement des pères de famille de 5 et 6 enfants.

Dans les prisons d'Italie, se trouvent des milliers d'ouvriers condamnés dans ces conditions ; les dirigeants syndicaux ne font rien pour eux et, au contraire, condamnent leurs actes en les accusant d'indiscipline ; mais quand il s'agit d'une grève contre le Pacte Atlantique ou le Plan Marshall, ce sont alors de bons révolutionnaires.

La masse ne se laisse plus guider si facilement à présent ; les Bourses du Travail sont désertées parce qu'elles sont devenues les centres de propagande pour la guerre de Corée et le Kominform, pour que l'Armée Rouge vienne libérer l'Europe : telles sont les principales préoccupations des dirigeants bolchevistes ; la misère des travailleurs ne les intéresse pas, ils pensent à la collaboration des classes qui portera les travailleurs à la misère noire et au chômage total. Eux, pensent se faire indemniser par des millions et faire triompher le parti qui, un jour, s'il était au gouvernement, agirait comme le fascisme et avec les mêmes lois.

Les travailleurs doivent penser à s'émanciper et à lutter contre tous les partis et gouvernements qui sont la défense du capitalisme ; ils doivent se libérer de tous les préjugés et de toutes les exploitations ; ils doivent adhérer aux principes du syndicalisme révolutionnaire qui amèneront l'émancipation totale des travailleurs par eux-mêmes. Ce sera la lutte par l'action directe pour la destruction du capitalisme et de l'Etat, alors ce sera la libération totale.

P. CELSON.

LA FARCE CONTINUE...

(Suite de la 1re page.)

Et pour prouver que les vêtements exposés étaient élégants et de bonne coupe, les délégués du C.N.P.F. se transformèrent en mannequins. Ces messieurs endossèrent le pauvre veston (5.200, durée 4 ans), le pardessus (6.200, durée 5 ans) et défilèrent en file indienne devant la délégation ouvrière. Ah ! Ils avaient une fière figure, ces messieurs, avec leurs boutons de manchettes en or et leur veston semblant sortir de chez le fripier de bas étage, ou encore celui-là avec son pardessus sentant l'Armée du Salut et la naphtaline avec son épingle de cravate en diamant et en platine !

Ils avaient bien un peu l'air de clochards endimanchés ou de « fêtards enclochardés », mais comme ils ajoutèrent avec leur cynisme habituel : « Nous ne sommes pas fiers, nous... » Et puis c'est peut-être amusant de jouer au pauvre une fois dans sa vie, ça doit procurer des sensations inoubliables... Peut-être.

Mais si les travailleurs ont des vêtements usés, s'ils crèvent de faim, ils sont des hommes et ils n'accepteront pas que leur misère soit tournée en dérision... et surtout pas par les responsables de cette misère...

Il y a des jeux dangereux, messieurs du patronat !

Vous êtes doués pour la comédie et vous avez sans aucun doute une âme de guignol, mais nous n'accepterons pas toujours que la farce soit jouée par les mêmes acteurs et que les lampistes soient toujours pris du même côté du la barrière.

Il y a des jeux dangereux.

Un jour viendra où la colère emplira le monde laborieux... et la farce s'arrêtera... la colère des imbéciles s'évanouira, mais la colère des pauvres gens emplira le monde... et les cris feront crouler les palais...

Il y a des jeux dangereux, messieurs du patronat.

MAIS LE JOUR OU VOTRE ATTITUDE DECLENCHERA LE DRAME, CONTINUEREZ-VOUS A JOUER AU GUIGNOL ?

Des pions sur l'échiquier...

(Suite de la première page.)

Dans un communiqué destiné à la presse, ils ont déclaré notamment ceci concernant le seul problème de l'émigration :

Les ministres des Affaires étrangères ont reconnu que l'excès de population dont souffrent plusieurs pays d'Europe occidentale est l'un des éléments les plus importants des difficultés et du déséquilibre du monde.

Ils croient également qu'une exploration systématique des possibilités de rendre les populations plus mobiles pourrait contribuer d'une manière appréciable à la solution de ce problème.

Ils pensent que, vu l'importance et la portée du problème, il serait désirable de procéder à une revue générale des diverses activités dans ce domaine, afin de déterminer si d'autres mesures peuvent être envisagées. Dans ce but, ils sont convenus de désigner des experts qui confèreront après la conclusion des présentes réunions et qui prendront contact avec les experts des autres gouvernements intéressés, particulièrement de l'Italie et de l'Allemagne, qui ont un intérêt capital dans la solution du problème.

Et voilà. Quand on n'est plus de la chair à mitraille, on peut toujours être de la chair à fourgons qu'on balade là ou ailleurs, qu'on parque dans des baraquements, dans des camps s'il le faut, entourés de barbelés. Que devient la personnalité humaine là-dedans ? Le mot *individu* est-il finalement rayé du vocabulaire international ? On dispose de l'homme comme on dispose de n'importe quel animal ou d'un objet quelconque, sans plus de différence.

Est-ce pour en arriver là que tant d'hommes ont lutté et sont morts pour la défense des droits de l'homme ?

La scélératesse et l'ingratitude des gouvernants envers leurs serfs se montrent ici dans toute leur ampleur. Mais, aussi, que penser de l'incompréhensible obéissance de ces derniers, de leur passivité, de leur lâcheté, pour tout dire ? Croient-ils vraiment qu'en se multipliant avec cette démesure, ils allaient améliorer leur sort ? Et que l'insoucieuse nature, qui fait lever de splendides moissons qu'elle détruit en moins d'une heure, est capable de nourrir un nombre illimité de bouches ?

Tant qu'ils abandonneront aux machiavéliques manœuvriers de leur destinée misérable le soin de régler leur conduite, ils n'auront que le sort mérité par leur désespérante veulerie.

L'ECOMBAT SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA Confédération Nationale du Travail

Section Française de l'Association Internationale des Travailleurs

RÉDACTION-ADMINISTRATION : 39, rue de la Tour-d'Auvergne - PARIS (9e)

Paraît tous les Vendredis

LA COPIE DOIT ARRIVER LE SAMEDI AU PLUS TARD

Abonnements : 1 an (48 numéros) 420 fr.
Six mois : 216 frs - Trois mois : 110 frs
Changements d'Adresse : 20 francs
C. C. P. : Y. RICHAUD PARIS 7497-93
20, RUE SAINTE-MARTHE, PARIS-Xe

Le droit à la vie

(Suite de la première page.)

Nous ne comprenons pas, nous, que cent soixante ans après la Révolution Française — dont tous se réclament, y compris les gouvernants et les patrons — qui proclama l'égalité de tous, que les organisations ouvrières ne réclament pas le droit à la vie pour tous.

Nous ne demandons pas un chauffeur, un valet de pied. Nos compagnes ne demandent pas cuisinière, femme de chambre, bonne ou nurse. Nous ne demandons pas à exploiter nos semblables. Est-ce trop de demander au siècle où nous vivons de disposer de tous les progrès ; de pouvoir jouir des richesses naturelles ; de pouvoir consommer de tous les biens de consommation, de tous les produits.

Nous ne demandons pas le nivellement par en bas, dans la médiocrité.

Nous reconnaissons une amélioration dans le choix des articles servant au calcul du pouvoir d'achat. On a tenu compte des frais de vacances ; que l'individu allait au cinéma; qu'il fumait. On a bien voulu oublier que nos arrières-grands-pères avaient des bleus et des sabots comme costumes du dimanche et on a admis un costume tailleur et des chaussures qui, en les laissant dans l'armoire — si on en a une — pourront durer plusieurs années.

Nous ne comprenons pas que des représentants d'organisations syndicales progressistes qui prétendent défendre les Arts aient limité les loisirs à quelques séances de cinéma. Le manœuvre-balais n'aurait-il pas le droit d'aller au théâtre et pourquoi le limiter. Et les matières grasses ? Nos représentants des grandes centrales représentatives seraient-ils les continuateurs du régime hitlérien qui nous obligeait à passer nos 100 grammes mensuels de graisse autour de la marmite pour les faire durer plus longtemps. Il est vrai qu'il ne faut pas que le manœuvre-balais engraisse ; il ne pourrait plus rien faire. Et s'il avait mal au foie ?

Tous les articles pris en considération pour le calcul du pouvoir d'achat ont été pris arbitrairement. Tous les individus ont les mêmes besoins. C'est pourquoi nous demandons le droit pour tous de pouvoir jouir de toutes les richesses naturelles et de tous les biens de consommation-produits.

Si nous avions siégé à la Commission Supérieure des Conventions Collectives, ne serions-nous pas responsables des décisions prises — qui maintiennent la misère des travailleurs — tout en ayant clamé notre désaccord — puisque les décisions sont celles de la Commission.

Nous ne pouvons être dupes. La C.N.T. n'a rien à faire de la représentativité qui endort les masses en lui faisant croire que l'on va s'occuper d'elles et qui donne aux représentants ouvriers un esprit de conservation sociale.

Notre place est auprès de nos camarades de travail pour leur faire comprendre qu'ils sont bernés; que l'amélioration de leurs conditions de vie est fonction de leur lutte quotidienne, qu'ils doivent réclamer plus de bien-être ; le droit à la vie pour tous.

La mystique de Schuman

(Suite de la première page.)

Europe dynamique. Qu'est-ce à dire ? Agressive probablement. Car comme nous l'avons déjà dit à propos du premier projet présenté par M. Schuman, l'union se fait toujours contre quelqu'un. Et ce que l'on ne peut éviter sous le régime capitaliste, c'est :

1° La lutte contre d'autres groupements analogues ;

2° Les tentatives d'hégémonie venant de l'un ou de plusieurs membres de ce groupement.

Les capitalistes de tous les pays sont tous très jaloux de leurs privilèges. C'est pourquoi dans les colonies, la bourgeoisie indigène prêche l'indépendance pour avoir le loisir d'exploiter à elle seule la classe ouvrière de ce même pays qu'elle prétend vouloir indépendant.

Peu après, ce qu'il est convenu en France d'appeler la Libération, notre regretté camarade P. Besnard fit une conférence rue de la Douane, sur la paix mondiale basée sur le fédéralisme.

Mais le fédéralisme suppose la parité de droits entre tous les membres participants. M. Schuman ne l'a pas oublié puisqu'il cite l'article 3 des statuts du Conseil où il est question de la prééminence du droit. Il n'oublie qu'une chose, c'est la prééminence du « pèze ». C'est grâce à cette prééminence que l'O.N.U., c'est... les Etats-Unis.

Une Europe vivant sous la dépendance économique des Etats-Unis ne saurait être libre. Et l'ombre d'un super-état se profilant sur le monde ne nous dit rien qui vaille.

Caton voulait détruire Carthage et Jean-Harold Paquis Londres. Pour nous, la paix ne règnera sur la terre que quand les hommes auront détruit l'Etat et le capitalisme.

(3)

Yougoslavie 1950

SOCIALISME OU BUREAUCRATIE ?

L'ORGANISATION DES BRIGADES

Il est intéressant d'analyser la psychologie des jeunes partis en Yougoslavie cette année. Dans notre brigade peu de jeunes se connaissaient au départ. C'est donc durant le long voyage que les premiers contacts se sont effectués. Des discussions ont eu lieu, des positions se sont affirmées, des désaccords sont nés. Déjà, des petits groupes d'affinité se sont constitués.

Peu de jeunes se déclarent résolument pour le régime yougoslave. La plupart restent dans une prudente expectative. D'autres manifestement ne s'intéressent pas au problème social posé par le pays qu'ils vont visiter. Ceux-là seront ceux qui critiqueront le plus facilement et qui au retour se prononceront contre la Yougoslavie parce que les repas n'étaient pas servis à heures fixes, ou pour toute autre raison aussi futile, en rapport du problème qui nous intéresse.

Le lendemain de notre arrivée l'ensemble de notre brigade est réuni en assemblée générale. Après le discours de bienvenue prononcé par une déléguée de la Jeunesse Populaire Yougoslave, un représentant du Comité national nous expose ce que sera notre travail sur le chantier de la nouvelle cité universitaire de Zagreb, qu elles seront nos conditions de vie dans le camp, nos possibilités de visites d'usines, de promenades et d'enquêtes individuelles.

Il apparaît dès le début que nous serons à peu près libre d'aller où nous l'entendrons, de discuter avec la population, d'obtenir des renseignements officiels aux sièges du parti, des syndicats ou même dans les différents ministères de la République de Croatie.

La brigade composée d'éléments nombreux et très disparates est partagée en « dizaines », ce qui doit faciliter la division du travail et les différentes distributions qui nous sont faites : effets de travail, bons de repas, etc.

A la tête de la brigade est élu un « commandant ». Son rôle est de servir d'intermédiaire entre la brigade et les autorités officielles en l'occurrence les représentants de la J.P.Y. Après lui sont élus également deux « commandants » adjoints chargés de le seconder, un responsable « travail » et différents responsables de commissions : documentation, culturel, presse, radio, sport, etc. L'ensemble de ces responsables et les « chefs » des dizaines constituent le conseil de la brigade qui se réunit presque chaque jour.

Ainsi toute une ossature est créée qui, si elle avait fonctionné au maximum aurait permis dans la brigade une véritable vie collective, et n'aurait pas manqué de présenter certaines possibilités éducatives. D'autant plus que des facilités nous étaient offertes. Chaque semaine était publié le journal des brigades. Un studio relié au camp permettait de monter des émissions radiophoniques. La commission documentation rassemblait un grand nombre d'ouvrages : brochures, livres, revues, sur la Yougoslavie. Cela permettait d'étudier et de mieux connaître le point de vue yougoslave sur des problèmes théoriques importants : le socialisme, l'internationalisme, etc.

Des conférences étaient régulièrement organisées. Des Yougoslaves traitaient pour nous : l'économie yougoslave, les raisons de la rupture entre le Kominform et la Yougoslavie, l'organisation de l'Etat, la collectivisation, etc.

LA VIE DANS LE CAMP

La vie au camp est extrêmement fatiguante. Aucun répit n'est possible. Dès quatre heures du matin des chants retentissent. Les Yougoslaves sont levés les premiers. Puis rassemblés devant leurs baraques, ils partent au travail en chantant, précédé d'un drapeau. Ensuite vers six heures c'est au tour des Français de se rendre au chantier.

Il n'y a dans la matinée au camp que les équipes de service et les « tire-au-flan » de plus en plus nombreux. Vers midi les brigades commencent à rentrer pour le repas. La nourriture est peu abondante et pas trop bonne. Beaucoup de piments, de paprika, de la viande bouillie et un légume. Il n'y a pas de vin, la bière est chère, le pain est noir. Pourtant au dire de nombreux jeunes Yougoslaves, ils mangent mieux au camp que chez eux, dans leur famille !

Aux heures de repas les hauts-parleurs déversent dans les réfectoires un flot de musique pas toujours très harmonieux. Aucune conversation sérieuse n'est possible, c'est une ambiance absolument infernale. Est-ce là une erreur des Yougoslaves bien intentionnés ou bien une méthode volontairement utilisée pour empêcher les jeunes de discuter et même de penser ? D'autres systèmes totalitaires ont déjà employé ce moyen dans ce but, pourtant je ne saurais rien affirmer. Cependant des camarades sont, à plusieurs reprises, vainement intervenus auprès des responsables de la radio.

A chaque repas, également par radio, un bulletin d'information était diffusé par la Jeunesse Populaire Yougoslave. Le leit-motiv de cette émission était le suivant : un Yougoslave répond à une question posée par un camarade français. Ainsi chaque jour nous était lu le texte de la loi sur les conseils d'usine ou l'opinion de tel ou tel écrivain, favorable à la Yougoslavie.

Il est difficile d'accepter sans sourciller cette méthode qui consiste à empêcher, par le bruit, les individus de penser, puis à leur imposer une dose journalière de propagande. Nous avons connu cela ailleurs en d'autres temps. Même une habile dialectique ne nous fera pas accepter aujourd'hui ce que nous condamnions hier.

Si pour les Français l'existence dans le camp était malgré tout acceptable c'est que nous y étions juste le strict minimum. Mais il nous faut exposer les conditions dans lesquelles vivent les jeunes Yougoslaves dans les brigades.

A cinq heures du matin ils sont au chantier et travaillent jusqu'à quatorze heures presque sans interruption, à une cadence quelquefois extraordinaire. De retour au camp ils mangent, vont se reposer, puis se distraient, jouent au foot-ball, etc. Le soir, après le repas ils dansent sur le podium en ciment jusqu'à 21 heures. A ce moment ils sont rassemblés, subissent un discours du chef du camp, les Oudarnick (travailleurs de choc), sortent du rang et reçoivent les félicitations. Ensuite tous chantent et vont se reposer. Il est minuit. Quatre heures plus tard, à nouveau ils sont prêts à partir au chantier.

Nous avons demandé quelquefois à des Yougoslaves s'ils trouvaient cette vie normale. Ils nous répondaient qu'ils donnent à leur pays un mois de travail et que les camps de brigades ne sont pas pour eux des lieux de repos.

Cela n'empêche pas que, surmenée, sous-alimentée, cette jeunesse est guettée par de graves maladies. Ce n'est pas nous qui inventons. Le maréchal Tito, lui-même, reconnaissait récemment les dangereux progrès de la tuberculose parmi les étudiants particulièrement.

Il faut noter que les brigades de travail sont composées uniquement d'étudiants. Ce n'est pas une obligation d'y participer, mais c'est préférable. En effet, nous pouvons affirmer, d'après des renseignements recueillis au ministère de l'Enseignement, que l'étudiant qui refuse de travailler dans une brigade peut être empêché de poursuivre ses études !

Il peut sembler normal d'obliger les étudiants à effectuer des travaux manuels, même durs. Aussi bien ce que nous critiquons ce n'est pas ce principe, mais les conditions dans lesquelles il est appliqué et également le travail qui est confié aux étudiants, travail qui demande quelquefois une véritable qualification professionnelle.

Ce manque de qualification conduit parfois à de véritables catastrophes. Nous en reparlerons.

Pierre-François VEZON.

(A suivre.)

6FFP3428

B.D.I.C

UNE BASSESSE

Les syndicats staliniste, réformiste et tutti quanti de la métallurgie de la région parisienne viennent de recevoir une claque dont on peut dire qu'il leur sera difficile de se relever.

Se moquant de leurs arguments, la délégation patronale les a laissés sur place, quittant le lieu où se déroulaient les discussions avec des qualificatifs à eux adressés dont nous ne pouvons pas ne pas relever le caractère péjoratif.

Voilà où nous en sommes après ces années de pseudo-syndicalisme de cordons de sonnettes qui consiste à ne pas baser la formulation des revendications sur un mouvement appuyé par l'action directe.

Tous ces gens peuvent bien prétendre représenter la classe ouvrière, les patrons s'en moquent puisqu'ils les savent incapables de faire quelque chose de sérieux et de suivi.

On aurait pu penser qu'à la suite d'une pareille insulte, ces syndicats auraient réagi et auraient répondu par la seule réponse digne possible : la grève générale illimitée jusqu'à la mise à genoux des insulteurs. Il n'en a rien été. Ces soi-disant représentants de la classe ouvrière n'ont trouvé pour répondre qu'encore plus de bassesse, implorant un retour des exploiteurs.

Et pourtant l'on sait ce que représentent pour les salaires en général de ce pays les résultats des discussions qui ont lieu pour la métallurgie. Ce sont celles-ci qui généralement servent de base pour les autres discussions. Tant valent celles-ci, tant valent les autres.

Il y avait donc un intérêt tout particulier à ce que là, et cette fois-ci avec mille bonnes raisons, le défi soit relevé et la grève générale déclenchée.

Mais c'est bien là ce à quoi nos « responsables » pensent le moins. Ah ! S'il s'agissait d'agir en vue d'asseoir tel ou tel député dans un fauteuil ministériel, on n'hésiterait pas. Mais il ne s'agit que du pouvoir d'achat des travailleurs. Cela est moins important et on peut là, sur ordre évidemment, recevoir des crachats sur la figure sans réagir.

Tout cela démontre un peu plus chaque jour qu'il n'y a d'espoir ici que dans la reconstitution d'un syndicalisme puisant aux sources de la douleur prolétarienne ses motifs d'action. Seule la C.N.T. le tente, seule elle est capable de le tenter.

Depuis quelque temps, certains ont enfin l'air de le comprendre. Que ce mouvement s'accentue et nous pourrons entrevoir le jour où le prolétariat saura laver les injures qu'il subit.

CNT

LE COMBAT SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

24e année - Nlle série, N° 41 — 10 FRANCS — VENDREDI 6 OCTOBRE 1950

VERS LA MOBILISATION INDUSTRIELLE

La presse vient de publier l'information suivante, que nous reproduisons sans rien y changer :

« Selon une information non encore confirmée officiellement, les trois grandes fabriques françaises d'automobiles, Renault, Citroën et Peugeot, seraient chargées par le gouvernement, dans le cadre du programme de réarmement, de l'exécution d'une importante commande. On ferait appel à ces trois établissements pour la fabrication d'automobiles militaires et d'un nouveau modèle de tank étudié en France. Ces trois firmes se verraient obligées de modifier leur production...

« *Par ailleurs, en se transformant pour la fabrication d'armements, les trois fabriques trouveraient de nouvelles possibilités d'augmenter leur chiffre d'affaires et de diminuer leurs prix de revient.* »

Cette dernière phrase nous livre la clé du mystère. Voilà avouées cyniquement les raisons réelles et non publiées que l'on couvre avec de belles formules : indépendance de la patrie, grandeur de la France, combat pour la vérité, honneur séculaire...

Soldats français qui mourrez en Indochine ou que l'on enverra demain en Corée, à moins que ce soit sur un nouveau front de l'Est pour une nouvelle croisade, voilà pourquoi vous vous ferez tuer : pour permettre à Renault, à Citroën, à Peugeot de construire des automobiles militaires et un nouveau type de tank afin de pouvoir augmenter leur chiffre d'affaires en diminuant leurs prix de revient. Le résultat de cette opération : *augmentation des bénéfices.* Car il est inutile de jouer sur les mots : l'augmentation du chiffre d'affaires entraîne *ipso facto* l'augmentation des bénéfices. Cette augmentation est d'autant plus forte que les frais généraux sont moins élevés, c'est-à-dire que le prix de revient est plus bas.

Militants ouvriers qui vous laissez berner, qui croyez encore à la vertu de certaines valeurs, *comprendrez-vous avant qu'il ne soit trop tard ?*

Jean-Yves KERNEUR.

OU L'ON RECONNAIT QU'IL Y A DANS LES PARTIS POLITIQUES DES NUANCES INTÉRESSANTES

Ce titre, amis lecteurs, vous paraîtra un peu long, mais il nous était difficile de l'exprimer en moins de mots.

Nous avions pris une très mauvaise habitude, c'était celle de mettre tous les politiciens de droite et de gauche dans le même sac. Nous nous trompions, parce que sans doute nous n'y avions pas regardé d'assez près. Les couleurs encore, ça se voit, mais les nuances c'est plus difficile à distinguer.

Mais pour une fois, nous avons de la chance. Le journal « Combat », que nous n'oserons jamais appeler confrère pour ne pas le froisser, est en train de publier une série d'articles, sous la rubrique : « Combat pour l'Europe. »

Dans le dernier numéro de notre « Combat », à nous, nous avons déjà parlé de cette enquête menée par M. Francis Dumont et nous avons dit ce que nous pensions de son interview, vis-à-vis de notre Schu-Schuman national.

Grâce à M. Francis Dumont, il nous est permis de donner à nos lecteurs des opinions diverses et ils nous pardonneront, vu notre myopie congénitale, de ne pas avoir suffisamment distingué ces fameuses nuances dont les électeurs sont si friands et pour lesquelles ils se battent entre eux parfois, eux qui se ressemblent comme des frères, quand les foires électorales battent leur plein.

Aimez-vous M. Ramadier ? C'est un homme à poigne qui n'a pas peur des mineurs en grève, quand ils réclament leurs droits. Qu'ils soient manœuvrés par les Staliniens, ces malheureux grévistes, c'est possible, mais leurs salaires leur permettent-ils de vivre ? Certes oui, car il est bien des ouvriers qui gagnent moins. C'est l'éternelle histoire, il faut regarder en-dessous de soi ; en suivant cette filière, vous arrivez à ceux qui sont morts et comme ceux qui sont morts ne peuvent rien dire, ils ne protestent pas et, s'ils ne protestent pas, c'est qu'ils sont contents de leur sort. Alors, vous qui avez encore la chance de vivre, de quoi vous plaignez-vous ?

Pour M. Ramadier, l'Europe c'est la Paix, l'Europe c'est l'humanisme.

Nous avons essayé de comprendre. L'Europe c'est la paix, donc l'Europe est unie, alors pourquoi se trifouiller les méninges à cause de «l'Urope», comme disait notre adjudant.

L'Europe c'est l'humanisme?... Hein ? L'humanisme a-t-il une doctrine nettement définie ? Il y a mille façons d'être humaniste surtout quand ce vocable se confond avec celui d'humanitaire. Mais, la plupart de ceux qui ont envoyé des millions de jeunes gens se faire tuer à la guerre, étaient des humanistes. M. Ramadier est un humaniste humanitaire, socialiste et tout et tout. Quand il envoie ses gardes mobiles et ses S.S. (pardon, ses C.R.S.) contre les mineurs, c'est qu'il est en proie à une crise d'humanisme délirant, qui doit le faire excessivement souffrir. Ici, à la C.N.T. nous ne

TRENCOSERP.

(*Suite en page 4.*)

DANS L'ENSEIGNEMENT

Contre la commission d'études des problèmes scolaires

Au moment de l'affaire des décrets Poinso-Chapuis, nous avons eu l'occasion de préciser, sous la signature de la Fédération de l'Enseignement C.N.T., notre position au sujet de la laïcité (1). Il semble bien, que la question n'ait rien perdu de son actualité puisque le présent gouvernement socialisto-radicalo-M.R.P. vient de nous gratifier d'une « commission d'études des problèmes scolaires ». Etant donné la manière dont l'affaire se présente, on ne peut souhaiter qu'une chose, c'est qu'il ne s'agira là que d'une nouvelle usine à salive (comme tant d'autres), totalement inefficace du fait que le problème réel, d'ordre philosophique ne paraît pas devoir être posé. Sinon les risques les plus grands sont encourus par ceux qui veulent la libération des droits de penser — nous ne disons pas la « libre-pensée » — souvent aussi loin de la liberté de penser que le cléricalisme. C'est dans cet espoir que nous nous bornerons aux quelques remarques suivantes :

1° Les circonstances accompagnant la création de cette commission nous montrent bien qu'il ne s'agit que d'une affaire de politique électorale. Et nous dédions ceci aux camarades, spécialement aux instituteurs qui militent à la S.F.I.O. ou au parti « radical ». Il est visible en effet que ces derniers partis, le dernier surtout, sont disposés à abandonner le seul article de leur doctrine, la laïcité, encore à peu près intact dans leurs programmes, pourvu qu'en échange le M.R.P. leur concède un système électoral dont ils espèrent merveille. Politique d'abord, comme disait Maurras. Qu'en pensez-vous, militants « politiques » ?

2° La composition de la commission en question montre une parfaite méconnaissance de la réalité scolaire. Nous sommes les premiers à reconnaître la compétence de M. Gilson en ce qui concerne la philosophie thomiste (aristotélo-chrétienne) du moyen-âge, l'éloquence littéraire d'un Guéhenno, la valeur en droit canon d'un Mgr Blanchet, voire l'habileté présidentielle du parlementaire à la belle chevelure que fut M. Paul Boncour. Mais tout cela c'est se ficher du monde, et la présence d'un rabbin ou d'un pasteur protestant ne nous ferait pas davantage prendre l'affaire au sérieux. L'absence de ceux qui connaissent vraiment la chose en question — ne parlons pas des laïusseurs de la laïcité — nous montre assez qu'il s'agit de noyer le poisson en le posant sur le plan politique qui n'est pas le sien.

Nous récusons d'avance les pseudo-résultats qui seront, s'il y en a une, la conclusion des travaux de cette commission. Les vraies compétences, ce sont Mgr Cazaux de Luçon, propagandiste de la grève de l'impôt en faveur des écoles chrétiennes, tel évêque convaincu de diffamation vis-à-vis de tel professeur de philosophie (même s'il ne fut pas condamné) ; les instituteurs de la Vendée, du Maine-et-Loire, de la Loire-Inférieure (où le curé refuse la communion aux enfants de l'école publique), l'instituteur de Gonnord par exemple où le signataire de ces lignes, enfant, reçut des pierres pour être le fils de l'instituteur public;

G. COUTANT,

(*Suite en page 2.*)

(1) « Combat Syndicalite » : mars et avril 1949.

DANS LA BANQUE

VEILLEE D'ARMES

A la rentrée des vacances deux problèmes se posent avec acuité aux employés de la profession bancaire :

— Les salaires ;
— L'horaire de travail ;

Examinons ces deux questions.

LES SALAIRES.

Aux termes du décret du 24 août 1950 (portant fixation du salaire minimum national interprofessionnel garanti) aucun salaire ne doit être inférieur dans la banque (où l'horaire de travail est de 45 heures) aux chiffres suivants :

Zone zéro	15.639 »
— 5	14.957,05
— 10	14.075,10
— 15	13.293,15
— 18	12.832 »

Il faut maintenant déterminer, dans le cadre de l'article 51 de la convention collective de la banque, le minimum professionnel, c'est-à-dire l'équivalent du coefficient 100. Puis partant de là, les organisations syndicales comptent établir ensuite la hiérarchie.

Quelle est la position adoptée par les différentes fédérations ?

Celle-ci fut adoptée lors d'une réunion commune, demandée d'ailleurs par la C.F.T.C., le 1er septembre.

Les fédération C.G.T., C.G.T.-F.O. et C.F.T.C. étaient présentes. Seul, le Syndicat National des Cadres de la Banque (C.G.C.) avait refusé de répondre à l'invitation.

Une résolution commune fut adoptée à l'issue de la réunion dont nous extrayons les points suivants :

a) La convention collective de la banque demande à être revue en divers articles ; mais la question des salaires, vu son urgence, doit avoir un ordre prioritaire ;
b) Aux termes de la loi du 24 août 1950, le minimum professionnel garanti doit être fixé dans le cadre de la profession ;
c) Les connaissances demandées à un employé de banque peuvent permettre de demander, pour **l'agent sans qualifications**, un minimum de 18.000 francs ;
d) Ce chiffre de 18.000 francs est valable sur le plan national, par conséquent sans tenir compte des abattements de zone, et pour une durée hebdomadaire du travail de 40 heures ;

Louis VERDOUX.

(*Suite en page 2.*)

Sur le salaire mensuel garanti

Circulaire du 23 septembre 1950 relative à l'application aux travailleurs rémunérés mensuellement du Décret au 23 août 1950 portant fixation du salaire minimum national interprofessionnel garanti.

DETERMINATION DU SALAIRE GARANTI MENSUEL

« Sur la base de la durée légale du travail telle qu'elle résulte de la loi du 21 juin 1936 sur la semaine de 40 heures, aucun employé payé au mois ne devra percevoir moins de 173 fois le salaire minimum horaire tel qu'il est défini par le décret du 23 août 1950, quel que soit le mode de rémunération adopté, guelte, temps, les deux conjugués ou toutes autres formes.

« Aux termes de l'arrêté du 31 mai 1946, en cas de chômage pour fête légale, les salariés rémunérés au mois ne peuvent subir à ce titre d'autre réduction que celles correspondant à la rémunération des heures supplémentaires qui auraient dû normalement être effectuées le jour chômé.

« Au cas où, les heures ainsi perçues sont récupérées, les heures de récupération seront payées au taux des heures normales du travail, en sus du salaire mensuel. »

MONTANT DU SALAIRE MENSUEL GARANTI

La circulaire d'application établi le montant du salaire mensuel garanti en fonction d'une durée hebdomadaire de travail en 45 heures, compte tenu de la majoration pour heures supplémentaires (la durée légale du travail restant de 40 heures. Loi du 21 juin 1936).

Il s'établit comme suit :

	Par mois
Première zone de la région parisienne	15.630
Prime de transport	800
	16.430
Zone avec abattement de 5 %	14.850
— 10 %	14.070
— 15 %	13.290
— 18 %	12.830

Bien entendu, **les majorations pour heures supplémentaires devront s'ajouter au salaire effectivement payé et n'entreront pas en compte pour la détermination du minimum garanti.**

COMPOSITION DU SALAIRE MENSUEL GARANTI

Aux termes de la circulaire sont exclues du salaire minimum garanti :

a) Les majorations dont l'objet n'est pas de compléter le salaire, mais d'associer les travailleurs aux résultats de l'entreprise;
b) Les participations aux bénéfices;
c) Les libéralités à caractère aléatoire et imprévisible.

Jacques BRENNERT.

(*Suite page 2.*)

REGLEZ VOS DETTES

C'est bientôt notre Congrès national. A cette occasion, l'administration voudrait pouvoir présenter une situation rigoureusement exacte de la caisse du journal.

C'est pourquoi elle se retourne vers les dépositaires qui, dans une proportion trop grande, ne sont pas à jour de leurs règlements.

Ce manque de ponctualité met la vie du journal en danger. Que chacun se dise qu'on ne peut faire durer cette situation sans cesse. De deux choses l'une : ou bien la caisse du journal sera saine et le journal vivra, ou bien les dettes au journal resteront dans la caisse des dépositaires et le journal cessera de paraître, car nous ne pratiquerons pas la politique qui consiste à faire des dettes chez l'imprimeur.

Yvette RICHAUD.

DEUXIEME REGION

Prochainement réunion d'information sur

CE QUE J'AI VU EN YOUGOSLAVIE

par Pierre-François VEZON

La date et la salle seront indiquées dans un prochain numéro.

SUR UN PROPOS DE THOREZ

Maurice Thorez, vient de dire, en insistant, que la guerre n'est pas inévitable.

Il est bien évident que s'il s'agissait d'une autre personnalité que celle-là, nous souscririons, avec joie, à cette affirmation.

Malheureusement, le fait qu'elle a été prononcée par le secrétaire général du parti prétendu communiste, nous rend méfiant et nous met dans l'obligation d'essayer d'en comprendre les raisons.

Nous croyons pouvoir avancer qu'une des plus importantes de celles-ci est le fait qu'à la suite des événements de Corée, une désaffectation importante s'est produite parmi le personnel dudit parti.

Déjà le schisme titiste avait porté des coups sensibles à la colonne stalinienne, exerçant en France, mais la guerre de Corée n'a fait que les accentuer.

C'est dans la mesure où les événements sont devenus contraires que cette désaffection s'est fait jour.

Ne cite-t-on pas ce département du Nord où, lors d'une importante réunion de responsables, ceux-ci ne se trouvaient présents qu'au nombre de quatorze ? Si l'on veut bien admettre que ce cas n'est pas isolé, on comprend pourquoi le secrétaire général du parti stalinien a cru devoir retenir ses ouailles en les rassurant sur l'avenir, c'est-à-dire en leur prêchant que le temps n'est pas encore venu où la Stalinie fera envahir ce pays par un de ses satellites qui lui sont voisins.

Le fait est que beaucoup de ceux qui s'étaient ralliés au P.C. l'avaient fait parce qu'ils entrevoyaient l'arrivée, ici, de l'armée rouge ; arrivée dont ils pensaient tirer des avantages matériels pour leur petite personne.

Les événements de Grèce, de Berlin

Jean THERSANT.

(*Suite en page 2.*)

B.D.I.C

A la Cellophane de Bezons

A la suite de la trahison d'un délégué C.G.T. de cette entreprise, quelques camarades décidèrent de constituer une section syndicale C.N.T. et, sous l'impulsion de notre camarade Finot, organisèrent une réunion publique, pour expliquer aux ouvriers de la Cellophane à Bezons, les raisons qui les amenèrent à rejoindre notre C.N.T. ; et leur indiquer nos conceptions du syndicalisme révolutionnaire en opposition avec les soi-disant grandes Centrales.

C'est à notre camarade Pierre, de la 2e U.R., que revint la tâche de développer notre conception du syndicalisme révolutionnaire, c'est-à-dire la prise en mains, par les syndicats des moyens de production et de répartition.

Il nous rappela l'action menée par la C.G.T., qui à l'époque ne groupait qu'une minorité de salariés, mais une minorité décidée à se battre par tous les moyens, pour faire aboutir ses légitimes revendications, imposait au gouvernement de Clemenceau, en 1919, l'application de la loi de huit heures ; et en 1936, par l'action spontanée des masses arrachait de haute lutte, toutes les lois sociales existantes, mais qui malheureusement depuis l'occupation et la soi-disant libération, de par la trahison de ceux qui avaient charge de les défendre et se réclamaient les représentants de la classe ouvrière, et surtout par la veulerie de celle-ci, n'existent plus qu'à l'état de souvenirs.

La section locale d'Argenteuil, avait cru devoir envoyer un de ses responsales pour tenter d'expliquer la position de la C.G.T. au lendemain de cette libération, qui n'aboutit qu'au renforcement de l'exploitation du monde ouvrier (voir le passage au Ministère du Travail du camarade député-secrétaire Croizat et ses réalisations), pour la plus grande satisfaction du patronat et de l'Etat.

Il essaya de nous pénétrer de l'esprit fraternel et démocratique qui règne au sein de cette organisation (n'est-ce pas camarade cénétistes du S.U.B.?) et de nous prouver l'indépendance de celle-ci envers un quelconque parti politique ou état étranger, sans toutefois rejeter la dualité nécessaire selon lui, de l'économique et du politique.

Différents camarades intervinrent, à leur tour, pour demander ou donner certaines explications, et l'un d'entre eux, tout en ne se déclarant pas adversaire de la C.N.T., se rapprocherait plutôt de la constitution d'un syndicat autonome, mais après une mise au point de notre camarade Pierre, il comprit l'inefficacité de cette position, et nous pensons, une fois débarrassé de ce confusionnisme qui l'habite, trouver en lui les possibilités d'action pour mener la rude bataille pour la libération de l'individu.

Un de nos camarades des métaux présent dans la salle, rappela au représentant de la C.G.T., certaines positions et déclarations prises par des responsables de l'U.L. et départementale des métaux C.G.T., prouvant leurs attaches avec une certaine politique et tendant à amener en France un régime de travail, cher à certains pays totalitaires.

N'ayant plus d'interpellateur et l'heure s'avançant, notre camarade Pierre, réfuta, avec facilité, l'argumentation du représentant de la C.G.T. et tira les conclusions qui s'imposaient.

Il termina en faisant appel au regroupement des forces saines du prolétariat, au sein de notre C.N.T., filiale de l'A.I.T., organisation syndicale vraiment internationaliste, indépendante vis-à-vis de tous les gouvernements capitalistes ou étatiques.

Après un appel en faveur de notre *Combat Syndicaliste*, la séance fut levée.

Les camarades satisfaits de cette réunion de copains, s'engagèrent à mener la lutte contre les détracteurs de notre organisation, et faire toute la propagande nécessaire pour grouper tous les ouvriers de la Cellophane-Bezons au sein de notre C.N.T., afin de mener en commun toute l'action pour l'obtention de leurs revendications, ayant pour premier objectif leur classification en tant qu'ouvriers du Livre.

Sur un propos de Thorez

(*Suite de la page 1*)

et de Corée leur montrent que dans la tragique partie de poker, que jouent les deux mastodontes, celui sur la fortune duquel ils avaient joué, n'hésite pas, si cela lui semble servir ses intérêts, à sacrifier les pièces qu'il possède sur l'échiquier, si cela lui semble nécessaire.

Et comme malgré tout, ils sentent bien qu'ils sont de ces pièces, ils ont été amenés à réfléchir. Tant que les Trumanistes semblaient reculer, tant qu'il apparaissait que l'arrivée de l'armée rouge ne serait qu'une parade militaire, ils se sentaient des âmes de héros. Aujourd'hui que l'adversaire n'hésite pas à se battre lui-même — ou, plutôt, par l'intermédiaire de son propre prolétariat — ils sentent que lorsque Staline se décidera à déclencher son rouleau-compresseur, la promenade militaire, jusqu'alors considérée comme telle, risque de se transformer en une catastrophe pour leur individu.

De plus, les jeunes couches qui montent et qui peu à peu s'instruisent de ces choses, ne sont pas sans apprendre que la tactique stalinienne de sacrifices demandés aux autres n'est pas nouvelle et que sa constance date de la révolte chinoise que l'on permit à Tchang Kaï Chek de noyer dans le sang.

Quelle que soit la souplesse que démontrent les Staliniens dans les tactiques successives qu'ils emploient pour conserver le contrôle des travailleurs, il est hors de doute que la perspective de servir de cobayes qu'ont ceux d'entre eux qui se sont laissés berner, ne les incite pas à en accepter tous les méandres. Le danger qui résulte de cela, c'est que les travailleurs sincères qui commencent à se désintéresser de l'action sociale, parce que dégoûtés de celle-ci par les impasses successives dans lesquelles elle a été conduite par les partisans de la « révolution dirigée », ne trouvent pas la voie nouvelle qui leur permettrait de reprendre espoir, de reconstituer leur moral et, partant, leur énergie.

Un autre danger est celui qui ferait que se libérant de l'influence des mercenaires d'un impérialisme, ils tombent sous la coupe de ceux du camp d'en face.

On sait quel est, à l'heure actuelle, le gros effort financier qui est fait par l'A.F.L. américaine, pour constituer, dans ce pays, une centrale syndicale dévouée aux intérêts américains, sous le couvert du rassemblement des syndicalistes dits libres.

Nous savons qu'un mécontentement se fait jour chez ceux qui paient, parce que ceux qui reçoivent ne leur ont pas apporté les résultats qu'ils escomptaient. C'est que le prolétariat de ce pays a tout de même un certain bon sens et qu'il a l'intuition de ce qui pourrait en résulter.

Il est donc à prévoir que de ce côté-là aussi, quelques petites surprises peuvent se produire que nous ne manquerons pas de commenter au moment opportun : s'il se trouvait que la distribution de la manne soit arrêtée, bien de ceux qui tournent leurs yeux vers l'appareil construit à coups de dizaines de millions, mais toujours chancelant, seraient bien surpris.

De toutes ces combinaisons la C.N.T. est exclue, mais exclue d'elle-même. Son heure viendra. Elle est peut-être plus proche que certains le voudraient.

PROBLÈMES SCOLAIRES

(*Suite de la première page.*)

3° Il n'y a pas en effet conflit idéologique entre des familles spirituelles, mais guerre ouverte entre, d'une part, ceux qui veulent permettre à chacun de se former une pensée morale et religieuse librement et ceux qui prétendent lui imposer de l'extérieur, par la tradition, l'éducation ou tout autre moyen empiétant sur la vraie liberté de penser des opinions ou des croyances politiques, philosophiques ou religieuses. Les catholiques et Mgr Blanchet honnissent sans doute les cours de marxisme qu'on impose aux enfants ou aux soldats de l'autre côté du rideau de fer. Mais se rendent-ils compte que ce qu'ils réclament, au nom de la liberté de conscience, c'est le droit d'imposer leurs vues à des esprits incapables de se défendre, ceux des enfants dont le sens critique et la puissance de discussion sont encore trop faibles pour résister au principe d'autorité ?

Quelle différence avec le totalitarisme communiste ? L'Eglise catholique n'est que le représentant actuellement le plus dangereux en France de la volonté de puissance dans l'ordre spirituel. Mais dans d'autre pays ç'a été ou c'est l'Etat, stalinien, titiste, « libéralo-capitaliste »

4° Q'on ne nous oppose pas que nous avons une vue naturaliste ou animaliste de l'enfance. Le rôle de l'école nous paraît n'être pas seulement un rôle d'instruction, où, par parenthèse, au cours des cinquante dernières années l'école publique et laïque s'est montrée techniquement supérieure aux écoles privées, dites libres et en réalité confessionnelles. L'école a un rôle éducatif. Il lui appartient de montrer à l'enfant qu'il existe d'autres problèmes que ceux que la technique et la science peuvent résoudre : ceux que posent le choix d'une conduite, c'est-à-dire les problèmes moraux avec le choix des postulats objectivement indémontrables qu'ils exigent. A l'école il appartient de montrer que ces problèmes existent et que c'est de la solution qu'il choisit que le sujet, c'est-à-dire l'homme libre tire toute sa dignité et toute sa valeur. C'est pourquoi à la C.N.T. nous réclamons une seule école, laïque, c'est-à-dire sans dogmes philosophiques ou confessionnels, autonome, c'est-à-dire libre, non seulement vis-à-vis des églises catholiques, protestantes, juives, musulmanes ou marxistes, mais aussi vis-à-vis de cette autre puissance impérialiste qu'est l'Etat, avec son dogme fichtéen de la raison d'Etat, radicale, socialiste, stalinienne ou trotskiste.

C'est pour ces raisons fondamentales que nous refusons par avance toute valeur aux travaux de cette commission, et les membres des organisations laïques qui ont refusé d'y participer pour des raisons opportunistes ont seulement montré, nous semble-t-il, le confusionnisme intellectuel qui les caractérise : ce n'est pas une question liée en soi à des réductions de crédit et si nous sommes aussi activement qu'eux opposés à toute réduction de crédit dans l'enseignement c'est par voie de conséquence.

Eux mettent la charrue avant les bœufs. C'est pour que l'école soit ce qu'elle doit être qu'il faut non diminuer mais augmenter ses crédits. Ce n'est pas parce qu'on diminue ses crédits que ses vrais défenseurs refuseront de clamer ce que doit être vraiment l'Ecole

COMMUNIQUES

TRESORIER CONFEDERAL

René Doussot, 9, avenue de la Porte-de-Clignancourt, Paris (18e). C.C.P. 5046-35.

HUITIEME U.R.

PERMANENCES A BORDEAUX

Tous les soirs, de 16 à 19 h. 30, Bureau 15, Vieille Bourse du Travail ; dimanche de 10 à 12 h. : Conseil juridique sur place ou à Laveau H., 42, rue Lalande.

BIBLIOTHEQUE

Bibliothèque de prêts ouverte à tous, dimanche au siège. Il sera perçu 5 francs par livre et 2 francs par brochure, pour nouveaux achats.

SYNDICAT UNIQUE DES METAUX

Deuxième dimanche de chaque mois. Le C.S. à votre disposition sur place.

DIXIEME U.R.

U.L. SAINT-NAZAIRE

Dimanche, de 10 h. 30 à 11 h. 30, à Marijo, boulevard des Océanides, Pornichet. Le C.S. est à la disposition des diffuseurs chaque semaine.

ONZIEME U.R.

BREST-INTERCORPORATIF

Tous les samedis, de 9 h. à 11 h. 30, porte Fautras, face Lycée.

DOUZIEME U.R.

APPEL AUX POSTIERS

Les camarades des P.T.T. de la région de Rouen, sympathisants à la C.N.T., sont invités à se mettre en relation avec Autie Maurice, P.T.T., Coutances (Manche).

ROUEN

Premier dimanche et chaque mois, 63, rue des Bons-Enfants.

TREIZIEME U.R.

Permanence et correspondance : Duhamel Octave, 19, rue Fouquet-Lelang, Marcq-en-Barœul (Nord).

METAUX, INTER., TEXTILE

Tous les samedis de 18 à 20 heures, 13, rue du Molinel, Lille.

ROUBAIX

Tous les jours, 63, rue d'Avelghem.

QUINZIEME REGION

STRASBOURG

SYNDICAT UNIFIE DU BATIMENT

Tous les dimanches, de 10 à 12 heures, 14, rue de la Krutenau, « A l'Etoile Rouge ». Ainsi que pour les autres industries. Le « Combat Syndicaliste » est en vente dans tous les kiosques de la ville.

HAYANGE

Tous les dimanches, à 16 h. 30, Café de l'Industrie, 108, rue du Maréchal-Joffre.

DIX-HUITIEME REGION

UNION LOCALE DE GRENOBLE

Le Bureau de l'U.L. de Grenoble ayant été modifié par l'Assemblée générale du 25 mai 1950, prie les camarades de s'adresser à Jacques Bauchery, secrétaire administratif, 41, rue de la Liberté, à Fontaine (Isère) et de noter que les permanences ont lieu, tous les dimanches de 10 heures à midi, et les mercredis de 20 heures à 22 heures, Bar de l'Oisans, 1, rue Très-Cloître (angle rue du Vieux-Temple), près place Notre-Dame.

DIX-NEUVIEME REGION

JEUNESSES SYNDICALISTES REVOLUTIONNAIRES DE MARSEILLE

Le groupe de jeunes est formé. Il se réunit tous les dimanches à 10 heures du matin, à la salle 5, Vieille Bourse du Travail, 13, rue de l'Académie, Marseille.

Les U. locales de Toulon, Istres, Aix-en-Provence et le groupe de Bollène sont particulièrement invités à maintenir des contacts suivis avec le Secrétariat régional.

P. BATAILLE.

Sur le salaire mensuel garanti

(*Suite de la 1re page.*)

Sont à comprendre dans le calcul du salaire mensuel garanti :

a) Les primes constituant en fait des augmentations de salaire déguisées, n'étant pas justifiées par la situation réelle comme :
b) Prime de situation géographique à l'industrie laitière;
c) Prime d'altitude, etc.

Elles sont toutefois à exclure du calcul lorsque ces primes représentent en fait à une augmentation de dépenses pour le salaire.

LE 13e MOIS

D'autre part, les effets particuliers accomplis par le personnel trouvent parfois leur sanction dans la gratification accordée par certains employeurs, soit à la fin de l'année, soit à toute autre époque, sous la forme d'une prime de fin d'année, de 13e mois, etc.

Deux cas se présentent :

1. Lorsqu'elles sont calculées suivant des modalités diverses (relations avec les bénéfices de l'entreprise, situation de l'intéressé, qualités professionnelles, etc.) elles possèdent le caractère d'une gratification aléatoire. Elles ne doivent donc pas entrer en ligne de compte pour le calcul du salaire minimum garanti.

2. Lorsqu'elles sont attribuées en vertu d'une obligation réglementaire ou contractuelle (conventions collectives) ou des usages professionnels, le bénéfice de ces allocations se trouve automatiquement garanti au personnel, il convient de considérer qu'elles présentent le caractère d'un complément de salaire.

VEILLÉE D'ARMES

(*Suite de la première page.*)

e) Lorsque cette base professionnelle aura été fixée, il sera possible d'entamer la discussion des autres points : hiérarchie et classification, en tenant compte des facteurs propres à la profession bancaire. Ce qui signifie en d'autres termes que si le coefficient 100 équivaut à 18.000 francs, le coefficient 200 n'équivaudra pas automatiquement à 36.000 francs. Le coefficient 100 doit être l'équivalent du minimum professionel garanti. Après avoir posé ce « plan », la hiérarchie s'établira.

Après avoir rédigé cette déclaration commune, les organisations syndicales furent reçues par le président de l'Association Professionnelle des Banques (organisation patronale), M. Escarra. Aucune réponse ne fut donnée aux revendications déposées, car le président de l'A.P.B. estima que son organisation ne pouvait prendre aucune décision tant que la circulaire d'application du décret du 24 août 1950, relative aux mensuels, ne serait pas parue. Il y a en effet la question du treizième mois. Doit-on comprendre ce dernier dans le salaire réel ou le considérer comme une gratification et ainsi l'exclure du calcul du minimum garanti annuel ? C'est actuellement le point principal de litige entre les organisations syndicales et patronales. Si l'on comprend le treizième mois mois dans le salaire minimum professionnel, il faut une fois ce dernier déterminer, multiplier ce chiffre par 12 et le diviser par 13 : l'on obtient ainsi le minimum réel mensuel. La différence entre les deux modes de calcul est, sur les bases définies par les organisations syndicales, d'environ 1.500 francs.

HORAIRE DE TRAVAIL.

Si l'horaire légal de travail est de 40 heures, il est fixé dans la banque à 45 heures. Ces 45 heures sont réparties sur 5 jours (fermeture des guichets le samedi ou le lundi, suivant les places) entre le 1er avril et le 30 septembre et sur 5 jours 1/2 (fermeture des guichets le samedi après-midi ou le lundi matin) entre le 1er octobre et le 31 mars. C'est ce qu'on appelle respectivement dans la profession, l'horaire d'été et l'horaire d'hiver.

En 1948, un mouvement s'engagea pour obtenir les cinq jours durant toute l'année. Le mouvement dura trois mois. Mais il échoua à la suite de l'abandon successif des organisations syndicales et aussi, il faut le dire, du manque d'enthousiasme du personnel. Le statu quo fut maintenu illégalement d'ailleurs, car l'article 9 du décret du 31 mars 1950 donne la possibilité d'augmenter en étendue l'horaire de travail, mais après avis des organisations syndicales et la promulgation d'un décret signé par le Ministre du Travail.

Ce décret ne fut promulgué qu'en septembre 1948 pour une durée d'un an.

Cette année, les organisations syndicales consultées ont fait savoir qu'elle désirait le retour à la loi sur les 40 heures prescrivant l'étalement de la durée du travail sur 5 jours (loi du 21 juin 1936).

Inutile de préciser qu'aucune action n'est menée dans le personnel pour faire connaître la situation.

Quant à nous, nous estimons qu'avant toute autre chose, il faut engager l'action pour obtenir :

a) La semaine de 40 heures en 5 jours sans diminution de salaire;
b) Le remboursement des sommes illégalement retenues à la suite des mouvements de grève d'octobre à décembre 1948 ;
b) L'établissement d'un véritable minimum vital (que l'on peut situer aux environs de 30.000 fr).

C'est seulement par la réalisation de ces objectifs qu'il sera possible de satisfaire les besoins réels des travailleurs de la banque.

VIEUX TEXTES TOUJOURS VRAIS

La décomposition du Marxisme

de Georges SOREL

(2)

L'attitude des disciples de Marx a beaucoup contribué à rendre stérile toute critique ; c'est qu'en effet, la critique s'exerce normalement sur le développement que l'école donne à la doctrine d'un maître, plutôt que sur cette doctrine elle-même ; or, il se trouve que les marxistes, au lieu de développer l'œuvre magistrale, se sont livrés à de si nombreuses fantaisies que les gens sérieux ne les ont pas, généralement, considérés comme des interprètes autorisés de Marx. Celui-ci est donc demeuré isolé.

Personne n'a songé à croire, par exemple, que le matérialisme historique puisse consister dans les paradoxes, les drôleries ou les naïvetés que Paul Lafargue a écrites sur les origines du droit, de la morale ou des religions (12). Marx n'aurait jamais songé que « le panthéisme et la transmigration des âmes de la Kabbale sont des expressions métaphysiques de la valeur des marchandises et de leur échange » (13). Etonné du peu de bruit que font ses découvertes, Paul Lafargue a déclaré que, par suite de l'ignorance et des préjugés des historiens bourgeois, les socialistes ont le « monopole » du matérialisme historique (14). Kautsky a publié, dans la revue officielle de la social-démocratie allemande presque toutes les facéties que Paul Lafargue a présentées comme des applications du marxisme, et il leur a ainsi accordé une véritable approbation, qui n'a pas peu contribué à faire regarder l'école marxiste comme ridicule.

Constatant que les hommes compétents séparaient si complètement Marx et ses disciples, ceux-ci en vinrent à supposer que leur maître devait occuper dans l'histoire de la pensée humaine un rang tout à fait extraordinaire ; on le regarda, par exemple, comme le seul homme qui eût mérité d'occuper la place abandonnée par Hegel (15), à titre de souverain arbitre de la philosophie. Ainsi Ch. Bonnier écrivait, en 1895 : « Un reproche que l'on fait fréquemment aux socialistes, c'est que ni Marx, ni le « Capital » n'aient encore trouvé de successeur ; ceci prouve seulement l'incapacité de notre époque à comprendre aussi bien l'histoire de la philosophie que la philosophie de l'histoire. De même que Hegel n'a trouvé de successeur que vers le milieu de ce siècle, de même n'apparaîtront les successeurs de Marx et d'Engels que lorsque la période du capitalisme sera terminée » (16). En attendant, il fallait prendre son parti de la stérilité de l'école marxiste. Plus curieuse encore est cette phrase de Paul Lafargue : « Il est hardi, même pour la mettre hors de contestation, de toucher à l'œuvre [de Marx et d'Engels] de ces deux géants de la pensée, dont les socialistes des deux mondes n'auront peut-être, jusqu'à la transformation de la société capitaliste, qu'à « vulgariser » les théories économiques et historiques » (17).

Ces sentiments d'humilité religieuse que Paul Lafargue exprimait si naïvement, paraissent avoir existé chez un très grand nombre de marxistes et les avoir empêchés de suivre les excellents conseils que leur proposait Benedetto Groce, en 1897 : « Débarrasser la pensée de Marx de la forme littéraire qu'il lui a donnée ; étudier à nouveau et complètement les questions qu'il s'est posées ; leur donner des formules nouvelles et plus précises, de nouveaux développements et de nouvelles illustrations historiques » (18). Il aurait fallu, pour remplir ce programme, une grande indépendance d'esprit ; les marxistes aimaient mieux faire des résumés qui semblaient à Benedetto Groce plus obscurs que le texte du maître. On peut remarquer, dans une très grande partie de la littérature marxiste, un effort constant pour reproduire des phrases du « Capital », en sorte qu'on croirait quelquefois que ces auteurs sont plus familiers avec les procédés de composition des liturgistes qu'avec les méthodes scientifiques modernes.

L'école marxiste se trouvait ainsi caractérisée par des fantaisies visiblement étrangères au système de Marx, et par un immobilisme tenant de la servilité. La doctrine pouvait donc paraître toujours intacte au milieu de l'écoulement universel, parce que la vie se retirait d'elle de plus en plus ; on aurait pu comparer, il y a dix ans, le marxisme à un très vieil arbre dont l'écorce durcie enveloppe un cœur vermoulu. C'est alors que Ch. Andler annonça que le moment était venu d'écrire l'histoire de la décomposition du marxisme ; mais Bernstein venait de faire de hardies tentatives pour rendre la vie à l'arbre, dont la fin n'était pas aussi prochaine que pensait le professeur français.

Marx avait écrit le « Capital » au moyen d'observations faites sur l'Angleterre ; mais durant les trente années qui avaient suivi cette publication, bien de grands changements s'étaient produits dans l'industrie, dans la politique et dans la vie anglaise ; le meilleur moyen à employer pour rajeunir le marxisme semblait être de reprendre les enquêtes au point où le maître les avait laissées, et de compléter le « Capital » en raison du développement des classes ouvrières d'Angleterre. Dans la préface de son livre, Marx avait dit aux Allemands qu'ils devaient aller chercher dans la patrie du capitalisme les tendances fondamentales qui caractérisent le régime moderne ; il avait écrit cette phrase à la fois vague et paradoxale, que l'on a si souvent reproduite, comme une loi historique d'une portée merveilleuse : « Le pays le plus développé industriellement montre à ceux qui le suivent sur l'échelle industrielle, l'image de leur propre avenir. »

(*A suivre.*)

(12) Le chef-d'œuvre du genre est, je crois, l'article sur le *mythe de l'immaculée conception*, inséré dans le *Devenir social* de mai 1896. L'auteur ne parle pas d'ailleurs de l'immaculée conception de la Vierge, exempte du péché originel, mais de la naissance virginale du Christ. Il nous apprend aux dernières lignes que dans un concile, « à la majorité d'une voix, l'Eglise chrétienne, fondée sur l'*antique mythe féminin de l'immaculée conception*, décida que la femme avait une âme tout comme l'homme ». Il possède évidemment un recueil spécial des conciles.

(13) *Devenir social*, août 1895, p. 477. Benedetto Groce a relevé beaucoup de bévues commises par Paul Lafargue dans l'article sur Campanella auquel est empruntée cette belle découverte ; on peut y ajouter celle-ci : l'auteur prend pour un masculin singulier le mot *Sephiroth* qui est un féminin pluriel.

(14) P. Lafargue, *La méthode historique de Karl Marx*, p. 4. Lire dans une note de la page 14 d'amusantes réflexions sur « les *grues* métaphysiques et éthiques, la Justice, la Liberté, la Patrie, qui *font le trottoir* dans les discours académiques et parlementaires, les programmes électoraux et les réclames mercantiliques ».

(15) Sur les analogies encore mal déterminées de Marx et de Hegel, cf. Benedetto Groce, *op. cit.*, pp. 133-136.

(16) *Devenir social*, juillet 1895, p. 370.

(17) *Devenir social*, avril 1897, p. 200.

(18) Benedetto Groce, *op. cit.*, p. 114.

B.D.I.C

DEUX POÈTES

RAYMOND QUENEAU

C'EST BIEN CONNU

Si tu t'imagines
si tu t'imagines
fillette fillette
si tu t'imagines
xa va xa va xa
va durer toujours
la saison des za
la saison des za
saison des amours
ce que tu te goures
fillette fillette
ce que tu te goures.

Si tu crois petite
si tu crois ah ah
que ton teint de rose
ta taille de guêpe
tes mignons biceps
tes ongles d'émail
ta cuisse de nymphe
et ton pied léger
si tu crois petite
xa va xa va xa
va durer toujours
ce que tu te goures
fillette fillette
ce que tu te goures

TANT DE SUEUR HUMAINE

Tant de sueur humaine
tant de sang gâté
tant de mains usées
tant de chaînes
tant de dents brisées
tant de haines
tant d'yeux éberlués
tant de faridondaines
tant de faridondés
tant de turlutaines
tant de curés
tant de guerres et tant de paix
tant de diplomates et tant de [capitaines
tant de rois et tant de reines
tant d'as et tant de valets
tant de pleurs tant de regrets
tant de malheurs et tant [de peines
tant de vies à perdre haleine
tant de roues et tant de gibets
tant de supplices délectés
tant de roues tant de gibets
tant de vies à perdre haleine
tant de malheurs et tant [de peines
tant de pleurs tant de regrets
tant d'as et tant de valets
tant de rois et tant de reines
tant de diplomates et tant de [capitaines
tant de guerres et tant de paix
tant de curés
tant de turlutaines
tant de faridondés
tant de faridondaines
tant d'yeux éberlués
tant de haines
tant de dents brisées
tant de chaînes
tant de mains usées
tant de sang gâté
tant de sueur humaine.

DANS L'ESPACE

On dirait que kékchose se passe
En fait il ne se passe rien
Un autobus écrase un chien
Des badauds se délassent
Il va pleuvoir
Tiens, tiens.

ROBERT BRASILLACH

D'autres sont venus par ici,
Dont les noms sur les murs moisis
Se défont déjà, et s'écaillent.
Ils ont souffert et espéré,
Et parfois l'espoir était vrai,
Parfois il dupait ces murailles.
Venus d'ici, venus d'ailleurs,
Nous n'avions pas le même cœur,
Nous a-t-on dit : Faut-il le croire ?
Mais qu'importe ce que nous fûmes !
Nos visages noyés de brume
Se ressemblent dans la nuit noire.

Ayant écouté les conseils de notre camarade critique Pierre Davron, nous ne craignons pas de vous présenter ces quelques vers d'un poète maintenant maudit.

Nous voulons ignorer le polémiste qu'il fut pour ne regarder que le poète qui, en quelques vers émouvants, évoque les pensées de l'homme qui se prépare à la mort. **Jean BERNARD.**

C'est à vous, frères inconnus,
Que je pense le soir venu,
O mes fraternels adversaires !
Hier est proche d'aujourd'hui.
Malgré nous, nous sommes unis
Par l'espoir et par la misère.
Je pense à vous, vous qui rêviez,
Je pense à vous qui souffriez.
Dont aujourd'hui j'ai pris la place.
Si demain la vie est permise,
Les noms qui sur ces murs se brisent
Nous seront-ils nos mots de passe ?

SITUONS LA CRITIQUE

par PIERRE DAVRON

« La critique est aisée, mais l'Art est difficile », évrivit Boileau. Nous prétendons, quant à nous, que l'Art, avec un A majuscule, suppose une source de génie et, de ce fait, est inné et jaillissant à la façon des flots déversés par les fontaines publiques qui ont immortalisé le nom de M. Wallace. L'Art : « Vous savez écrire, donc vous pouvez dessiner », n'étant qu'une forme de l'application donnée dans un genre donné. Par contre, la Critique étant, en principe, une étude raisonnée et par conséquent réfléchie, nous admettons fort bien et nous prônons même cette transformation : « L'Art est facile et la critique honnête bien souvent malaisée !... »

Ceci posé, il convient, avant de faire l'autopsie de la critique, de choisir une espèce donnée : en effet, la critique existe et sévit dans toutes les branches de l'activité humaine et cela se conçoit, toute action étant de par son essence même d'action sujette à critique. Nous parlerons donc plus spécialement de la critique touchant les arts humains et, en particulier, d'une qui nous est chère, la critique théâtrale et cinématographique.

Chacun de vous, en sortant d'une salle de spectacle, a fait de la critique comme M. Jourdain faisait de la prose, sans le savoir. Mais au moment où la presse écrite, car il existe une presse parlée (cf. : la R.D.F.), est reine, la critique imprimée a pris beaucoup plus de place dans l'esprit des futurs spectateurs que la publicité.

Avant de pratiquer, à l'instar du docteur Paul, bien connu pour ses bouffonneries macabres dans le prétoire, l'ouverture de la critique, nous allons la disséquer en plusieurs parties :

1° But de la critique;
2° Action « réelle » de la critique;
3° Neutralité politique de la critique;
4° Avenir de la critique.

Contrairement à une œuvre picturale, une œuvre dramatique ou cinématographique peut plaire ou déplaire par une foule de côtés : action, jeu des acteurs, mise en scène, décors, photographie, etc. Il conviendra donc à la critique de décanter ses sentiments devant une œuvre vue afin d'accomplir sciemment sa tâche et de parvenir à son but.

BUT DE LA CRITIQUE

La critique a pour but, et je crois que nul ne le contestera, d'orienter les spectateurs vers de nouveaux horizons de beauté intellectuelle. Il est bien entendu que ceci est le but idéal, nous ne parlerons pas des buts publicitaires de certains désavoués par les critiques honnêtes, et il en existe. Pour arriver à ce but, il convient de donner aux spectateurs en puissance des mesures de comparaisons ainsi que des données précises sur ce qu'ils vont voir et entendre. Le but de la critique est également d'étouffer dans l'œuf, que l'on nous excuse cette image, toutes les expressions spectaculaires de culture du navet. Navet pris dans le sens de spectacle déplorable au point de vue artistique et surtout susceptible, en ressassant les poncifs (rois épousant les bergères, bons gros riches philanthropes, gloire militaire, los aux vaillants défenseurs de l'ordre établi, etc.) de n'apporter aucune trace de vérité journalière dans l'esprit des malheureux spectateurs rivés à leur fauteuil par l'angoisse d'avoir dépensé le prix d'un bifteck sans aucune contrepartie culturelle. Outre ces buts d'éducation et de mise en garde, la critique doit souvent lutter pour faire prévaloir de nouveaux genres d'expression qui paraissent révolutionnaires aux spectateurs que nous qualifierons d'abonnés à la hanche lourde et à la cuisse légère de telle pin-up en vogue. D'autre part, la critique est nécessaire aux artistes : « ...Si je fais quelque jour un boulot minable, qu'ils (les critiques) m'engueulent (Raymond Bussières). » La critique arrive-t-elle toujours à ses fins ? Nous croyons qu'il est téméraire de l'affirmer...

ACTION « RÉELLE » DE LA CRITIQUE

Il est évident que, avant de voir l'action réelle de la critique, il faut poser le problème de l'infaillibilité. Les critiques peuvent se tromper, ou plus exactement ne pas réagir devant une œuvre donnée comme la majorité des spectateurs. Nous citerons comme exemple ce film qui a recueilli tous les suffrages, et personnellement nous croyons qu'ils avaient raison, des critiques patentés, et qui a obtenu un « succès de mésestime » dans les salles de quartier (nous ne parlons pas, volontairement, des salles d'exclusivité, rendez-vous des snobs et des esthètes soucieux d'applaudir, avant le commun des mortels, le dernier film de l'acteur X...ou du metteur en scène Y...). Ce film, *Une si jolie petite plage*, a obtenu, disions-nous, un succès de mésestime qui s'est traduit par des toussotements et même par des exclamations. La critique s'était-elle trompée ? Il serait plus exact de dire qu'elle s'était, suivant une expression courante, coupée d'une certaine masse de spectateurs abrutis, bien malgré eux, de « gangstérinades » et de bruits de mitraillettes. Le critique agissant en critique d'art est parfois, comme nous venons de le démontrer, en désaccord avec le public désirant se distraire à la projection d'un film, voulant échapper à la réalité quotidienne à la vue d'une pièce. Si nous sommes de cœur avec ce public, nous pensons toutefois que la voie véritable du spectacle est l'éducation en même temps que le plaisir.

L'action réelle de la critique ne se manifeste donc que par intermittence. Mais il apparaît impropre de parler de « la critique », car il existe, et nous le condamnons, plusieurs critiques...

NEUTRALITÉ POLITIQUE DE LA CRITIQUE

S'il est évident qu'une œuvre d'art traitant de la beauté d'un régime politique désigné ne sera goûtée que par une partie des spectateurs, il est non moins évident qu'une œuvre d'art est une œuvre d'art. Cette lapalissade signifie en langage clair que nous nous élevons contre cette séparation de l'œuvre en art et politique.

Un mauvais film sans tendance sera toujours un mauvais film. Un film ayant une mauvaise tendance, suivant un spectateur donné, peut être un bon film et même un chef-d'œuvre.

La critique cinématographique actuelle, vous avez pu vous en rendre compte par vous-même, est, *a priori*, pour une œuvre américaine et contre une œuvre soviétique. Le contraire étant également valable. Cet esprit de gratte-ciel ou de chapelle orthodoxe, appelez cela comme vous le voudrez et suivant le cas, dénature complètement le but de la critique, recherche et propagation du beau. Un film extrêmement mauvais (nous parlons de sa valeur artistique) a été prôné par la presse dite « réactionnaire ». Il s'agit du film américain *Iwo Jima*, qui a bénéficié d'une sortie à grand éclat sur nos écrans au début de la guerre de Corée. Un film extrêmement ridicule, nous parlons toujours de la valeur propre de l'œuvre, a été porté aux nues par la presse dite « de gauche ». Il s'agit du film soviétique *Le Serment*, mettant en scène Staline.

Ces outrances politiques font que la critique arrive à juger une œuvre d'art, cette qualification n'étant pas dithyrambique, non sur sa valeur intrinsèque, mais sur son étiquette.

Il est indéniable que ces mesures incitent à faire douter le public de l'honnêteté d'une critique faisant l'article comme un camelot des boulevards.

Nous pensons que le contenu social d'une œuvre est à mettre en évidence, mais nous nous refusons à jeter l'anathème à une pièce ou à un film sous le vain prétexte qu'il vient de l'Est ou de l'Ouest. C'est au prix de cette neutralité que l'avenir de la critique pourra être assuré.

AVENIR DE LA CRITIQUE

Si la critique arrive à exprimer avant la lettre le sentiment du public futur, si elle arrive en ne délaissant pas, surtout pas, le côté social d'une œuvre, à se départir de ses préjugés politiques d'étiquettes, si elle est honnête envers ses lecteurs en les mettant en garde contre les mauvais spectacles, si elle donne ou perfectionne une vue nouvelle à l'intention des futurs spectateurs, la critique pourra jouer pleinement son rôle d'informatrice et d'éducatrice.

Ce rôle, elle ne pourra le remplir, dans la conjoncture actuelle, que si vous l'y aidez. Aussi, amis lecteurs, nous vous demandons instamment de ne pas vous faire une opinion sur une critique exprimée, de ne pas être abonnés à un critique. Faites une synthèse vous-mêmes des différents articles que vous aurez l'occasion de lire. Et surtout, à n'importe quel spectacle, manifestez vos sentiments. On siffle à un match de boxe, pourquoi ne siffleraît-on pas à la vue d'une mauvaise pièce ou d'un film raté ? Et en désertant les salles vous présentant de mauvais spectacles, vous forcerez, nous l'espérons, les directeurs à afficher autre chose que la trogne hilare du comique troupier ou la croupe onduleuse de la vamp à la mode.

CAMARADE !

Combien as-tu diffusé de "COMBAT SYNDICALISTE" la semaine dernière ?

Les Livres — LA RAGE de VIVRE

Il est difficile de parler d'un livre quand de nombreux articles l'ont déjà célébré. Difficile d'en faire un éloge lorsque les critiques les plus durs ont proclamé leur admiration.

Nous avons reçu ce livre depuis plusieurs semaines et il a sommeillé sur les rayons de notre bibliothèque. Et pourtant, un soir, nous avons pris ce livre... et l'aube nous a surpris sur le mon « fin ».

Nous avons été surpris par un frémissement insoupçonné, car ce livre est sans doute le plus vrai, le meilleur qu'il nous a été donné de lire depuis plusieurs mois.

La Rage de vivre est un document humain authentique, un livre stimulant, un puissant mélange de joie, de vie, d'amour. C'est le livre d'un « grand bonhomme ». Comme nous dit Henry Miller dans sa préface : « Tout écrivain américain de race blanche pourra puiser dans votre livre un magnifique enseignement : il apprendra le seul langage valable : *celui des rapports humains*... Cet ouvrage devrait être lu dans toutes les langues du globe et surtout par ces pauvres malades de blancs qui semblent s'être ralliés sous l'étendard du Meurtre, de la Mort, de la Pourriture... Esprit délicat et puissant, chaleureux, gai, stimulant, enivrant. C'est l'« Esprit de la Musique » dont parle Nietzsche dans *La Naissance d'une tragédie...* »

Car ce livre est celui d'un musicien. D'un Blanc qui a compris, qui a vécu, qui a aimé, qui s'est passionné, qui s'est enivré avec la musique — les blues — de son frère Noir.

Ce roman est une auto-biographie, celle de l'un des auteurs : Milton « Mezz » Mezzrov, qui découvre la musique dans une maison de redressement où il a été interné pour un vol d'automobile qu'il n'a d'ailleurs pas commis. Il découvre les « blues ». Et il découvre aussi les Noirs, ces hommes, ces frères qui ont « cette intuition et ce sentiment de franche camaraderie, qui viennent vous regaillardir juste au bon moment, comme le ferait un tonique ». Là aussi il découvre l'absurdité du racisme. Il devient le « frangin des moricauds ». Non seulement il aime les noirs, mais il en devient un. Il se sent plus près d'eux que des blancs, car il a été traité comme eux. Il va revenir musicien, musicien noir, pour révéler les blues au monde comme seuls les noirs savent le faire. Apprendre leur musique — sa musique, car il est de leur race — et la jouer toute sa vie.

Mais c'est dans les hôtels borgnes ou les bordels de luxe, entre les filles et les « barbeaux de pissotière aux c... plates » qu'il comprendra pleinement toute la force, toute l'intensité, toute la profondeur des blues qu'il n'avait encore fait qu'entrevoir. Il aime aussi la chanteuse noire « qui n'a pas besoin d'empaqueter son sexe et de le lancer à la figure des clients comme une grosse dondon à la parade de foire... La musique l'émeut vraiment et elle la communique à tout l'auditoire... (elle) se préoccupe simplement de donner à sa chanson tout son sens et le plus de sentiment possible ».

La musique l'empoigne, le sublime. Il chante, il vit, il hurle avec son saxo les blues des chanteuses noires avec qui il vit :

M' suis réveillée c' matin quand les cocs appelaient le jour.
J'ai tâté l'oreiller à ma droite, mon homme était parti.
Sur l'oreiller l'avait laissé un mot
Disant : « Je regrette, Jane, mais j'en ai marre,
Pas l' temps d' marier, pas l' temps d' me fixer.
J' suis une jeune femme et j'ai jamais couru.
Les uns m' traitent de clocharde, les aut' de trainée.
J' suis une jeune femme et j'ai jamais couru.
Personne ne sait mon nom, personne ne sait ce que je fais,
Mais j' vaux n'importe laquelle des femmes de votre ville.
J' suis pas une sang-mêlée, mais j'ai la peau un peu brune.
J' vais pas marier, j' vais pas m' fixer...
J' vais boire un coup d' gnole et les faire tous marcher.
Vois cette longue route solitaire, Seigneur, faut bien qu'elle ait une fin
Et j' suis une vraie femme et j' veux avoir des tas d'hommes.

Blanc, se faisant passer pour Noir, Mezzrov refusa de retourner chez sa race d'origine. Il épousera une Noire. Après avoir « fabriqué » de la bière pour Al Capone, il habitera Harlem.

Impossible de décrire avec des mots l'intensité, la sincérité atroce, la profondeur de l'amour qui se dégage de cet ouvrage. Il n'y a pas deux *Rage de vivre* dans la littérature. Ce livre exprime l'inexprimable.

Remercions Madeleine Gautier et Marcel Duhamel, qui ont traduit le texte anglais et ont su donner à la version française la saveur, la fraîcheur, la verdeur de l'argot américain, le tout avec une précision remarquable.

Amis, si vous m'en croyez, achetez ce livre et lisez-le d'une traite. Vous ne serez pas déçus.

Louis VERDOUX.

Théâtre — "LA BELLE INDESIRABLE"

PERSONNAGES

La Belle Indésirable : Josselyne Gaël;
Le Directeur : M. Béteille.
L'Auteur (hélas !) : Roger Ferdinand;
tous trois
de la Comédie bien Française.

ACTE I
(*La scène se passe en* 1944)

Les armées allemandes regagnent leurs foyers. Elles abandonnent leurs plus zélés serviteurs. La Justice implacable, alertée par la Concierge bavarde, frappe Mlle Josseline Gaël, artiste dramatique, et la retire de l'affiche pour « liaisons dangereuses ».

ACTE II
(*La scène est transportée au théâtre Edouard VII, à Paris, en* 1950)

M. Béteille, honorable directeur d'un grand théâtre parisien, monte un nouveau spectacle. Il fait appel en cette circonstance au génie créateur de l'ineffable Roger Ferdinand, auteur trop connu que le succès ne lasse pas. *Cabriole* est le titre de la nouvelle œuvre de Roger Ferdinand. Toujours plastronnant, Jules Berry y fait une rentrée remarquée. Pour donner la réplique au vieux diable, M. Béteille, directeur et authentique résistant, engage Mlle Josseline Gaël, dans le civil et ce depuis de nombreuses années, Mame Jules Berry. Excepté durant ce que nous n'oserons appeler l'interrègne du beau Roger Duchesne, artiste en tout genre (breveté Gestapo).

ACTE III
(*Même année, même endroit*)

Le drame se corse. Le Comité d'action de la Résistance intervient. Il excommunie Mlle Josseline Gaël. Il déclare en outre au pauvre M. Béteille « que seule sa personnalité d'authentique résistant et celle *de l'auteur* ont jusqu'à présent évité toute manifestation. Ah mais !

ACTE IV
(*Même lieu, même décor*)

Apeuré, l'honorable Monsieur le Résistant Authentique n'hésite pas. Il renvoie Mlle Gaël aux cent mille diables (un Jules Berry vaut bien cela) et cherche une remplaçante.

ACTE V

La comédie a assez duré. Soyons sérieux, messieurs du Comité d'Action de la Résistance. Mlle Gaël ne nous intéresse pas outre mesure. Sa présence n'est pas indispensable au théâtre. Mais celle de M. Roger Ferdinand est bien superflue. Au nom de la Résistance, vous excluez Mlle Gaël (ex-Jules Duchesne-Roger Berry), de sa profession, mais pourquoi par la même occasion ne nous débarrassez-vous pas de M. Roger Ferdinand qui, si notre mémoire est bonne, a joué durant l'occupation un jeu assez trouble, lui aussi ?

Serait-ce parce qu'il est bien pensant et bien bourgeois ?

Le souffleur.

BULLETIN D'ABONNEMENT

au « Combat Syndicaliste »

Je soussigné,
NOM .....
Prénoms .....
demeurant .....
.....
déclare souscrire un abonnement de (1) .....
au « Combat Syndicaliste ».
Le .....
SIGNATURE

Envoyez les sommes au C.C.P. PARIS 7497-93
Y. RICHAUD, 20, Rue Sainte-Marthe, PARIS-X^e

(1) 12 numéros : 110 fr. - 24 numéros : 215 fr. - 48 numéros : 420 fr.

B.D.I.C

Duplicité cégétiste chez les cheminots

Mercredi 27 septembre, la fédération des cheminots (C.G.T.) a réuni ses cadres syndicaux et syndiqués actifs à la Mutualité. Près de 2.500 personnes étaient présentes, ce qui prouve bien que « la vieille bique » n'est pas encore morte et que si ses dirigeants, enfin conscients des réalités, voulaient se décider à faire exclusivement du syndicalisme l'avenir du prolétariat n'apparaitrait pas aussi sombre.

Le bonze Tournemaine accapara à lui seul toute la réunion. Il déclara ouverte la campagne de propagande d'octobre, fit le point de la situation actuelle et avoua que depuis deux ans aucun résultat valable n'a été obtenu du point de vue revendicatif. Il lui eut été difficile, certes, de soutenir le contraire.

Il ajouta qu'il était pour la hiérarchie et voulait effectuer un nivellement non sur la base, mais par le faîte.

La partie la plus importante de son exposé fut axée sur le projet de réorganisation de la S.N.C.F., soumis le matin même à l'examen du conseil d'administration de ce service public par le Ministre Pinay. A remarquer que certains points relatifs à la retraite et l'assimilation aux Assurances Sociales ne cadrent pas avec les termes du tract édité à ce sujet par la C.G.T. depuis lors.

La péroraison ne pouvait manquer, on s'en doute, de se rapporter à la paix et aux différents appels lancés par le parti communiste afin de consolider celle-ci.

Une longue salve d'applaudissements salua les termes ronflants de la motion finale.

Chacun retourna ensuite chez lui, content, semble-t-il.

Nous faisons cette restriction parce que nous nous demandons si beaucoup des présents ne furent pas fortement déçus. Le libellé de l'invitation lancée aux militants laissait entrevoir quelque chose de nouveau. Or, rien ne s'est produit. Bien mieux, la C.G.T. semble décidée à persévérer plus que jamais dans la voie des erreurs.

Un examen superficiel du supplément à la « Tribune » qui servira de base aux discussions en cours révèlera aux cégétistes que ce document de caractère démagogique est en contradiction avec la plus élémentaire logique et l'exposé de Raymond 1er.

Comment peut-on, en effet, être à la fois pour la hiérarchie des traitements et pour leur nivellement ? En outre, par quelle gymnastique Tournemaine parviendra-t-il à effectuer ce nivellement par le faîte en accordant aux agents de l'échelle 2 une augmentation moyenne de 14.000 francs par mois, alors que celle allouée à ceux de l'échelle 19 dépasse 30.000 francs ?

Si certains chiffres fournis par la TRIBUNE sont exacts, le financement d'un tel projet de rémunération serait de l'ordre de 18 milliards environ par mois, se décomposant comme suit : Traitements bruts : 15 milliards, primes diverses : 1 milliard et demi, gratifications : 1 milliard et demi.

Or, les informations parues dans la presse dernièrement ont révélé que les recettes de la S.N.C.F. s'étaient élevées pour un des derniers trimestres à moins de 50 milliards. La totalité de celles-ci serait donc nettement insuffisante rien que pour rétribuer le personnel.

Constatation qui dénote, en outre, la piètre conception du syndicalisme des dirigeants de la C.G.T. Pour une fois, avoue Tournemaine, les agents à service discontinu n'ont pas été oubliés dans le partage. Il alloue alors royalement, dans son projet, 13.000 francs par mois à un sémaphoriste de 2e classe et 80.000 francs à un chef de gare principal H.C. Nivellement par le faîte, sans doute ?

En résumé, comme d'habitude, le bonze fédéral nous a ressassé des énormités se gardant bien toutefois de proposer un plan de combat capable de contrecarrer les projets du valet du capitalisme et de ses complices du conseil d'administration de la S.N.C.F.

Protestations, pétitions, manifestations localisées pendant et après le travail, tout ce qui, en un mot, a donné des résultats négatifs antérieurement, limitent l'objectif de ceux qui ne veulent pas créer trop d'agitation par crainte d'être dépassés par un mouvement d'envergure.

Pas un, parmi eux, qui aura le courage de brandir bien haut le drapeau de la révolte et prendre la tête d'un mouvement qui débarrasserait, une fois pour toutes, le monde ouvrier de ses oppresseurs. Cette abstention indique clairement que si à la base de nombreux militants sincères existent toujours, le sommet est complètement pourri.

R. FAUCHOIS.

LE COMBAT SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA Confédération Nationale du Travail

Section Française de l'Association Internationale des Travailleurs

RÉDACTION-ADMINISTRATION : 39, rue de la Tour-d'Auvergne - PARIS (9e)

Paraît tous les Vendredis

LA COPIE DOIT ARRIVER LE SAMEDI AU PLUS TARD

Abonnements : 1 an (48 numéros) 420 fr.
Six mois : 215 frs - Trois mois : 110 frs
Changements d'Adresse : 20 francs
C. C. P. : Y. RICHAUD PARIS 7497-93
20, RUE SAINTE-MARTHE, PARIS-Xe

Chez les Travailleurs de l'Etat de Brest

Pour faire connaître aux ouvriers de l'Etat sa position vis-à-vis de la loi du 2 août 1949, concernant les pensions et ses revendications face à ce texte inique, au point que les Raymond Poincaré, Georges Leygues, Chéront font figure d'extrémistes, face aux politiciens qui, sans distinction de parti, l'ont votée en juillet 1949, le Syndicat des Travailleurs de l'Etat de Brest, appartenant à la C.N.T., avait organisé une réunion le samedi 16 septembre.

Le porte-parole, devant une assemblée qui remplissait le local C.N.T., expliqua ce qu'était la loi du 2 août 1949 et ses absurdités.

Avec le texte des lois de 1928, de 1948 et de 1949, il se fit comprendre et approuver unanimement par les camarades présents, quant à ses attaques et aux revendications.

Mais un désaccord surgit quant aux moyens de faire aboutir les dites revendications, car deux représentants de la Section Retraités de la C.G.T. étant présents et ayant eu toute liberté de s'exprimer, proposèrent que, lors des campagnes électorales, l'on invitât les candidats à s'expliquer sur cette question. Ils parlèrent en toute camaraderie et en cela la réunion fut intéressante.

A cette proposition, le porte-parole de la C.N.T. répondit qu'il n'y avait rien à attendre de la bonne volonté des parlementaires, que c'est seulement par l'action directe que les travailleurs arriveront à améliorer leurs conditions d'existence, que ce soit les retraites, les congés payés, les salaires et autres questions.

L'assemblée s'est mise d'accord unaniment — même les représentants de la C.G.T. — pour revendiquer :

1° Pension d'ancienneté acquise à 25 ans de service et 50 ans d'âge;

2° Temps de service égal à celui des annuités;

3° Salaire gagné dans l'année servant de base pour le calcul de la pension;

4° Minimum de la pension à 25 ans de service, trois cinquièmes du salaire gagné et pouvant atteindre le salaire entier;

5° Bonifications des zones bombardées. Avoir les mêmes avantages que ceux de la loi de 1928;

6° Pour les ouvriers ayant versé au temps de leur apprentissage. Temps de service comptant dès l'âge de 16 ans.

Ces revendications ont été envoyées au préfet maritime et un communiqué a paru dans la presse locale faisant connaître au grand public les décisions de la réunion C.N.T. du 16 septembre.

Ce communiqué a eu l'approbation de beaucoup de travailleurs qui devraient justement adhérer à la C.N.T. qui est vraiment la seule Centrale syndicale à défendre la cause des travailleurs de toutes professions.

En ce qui concerne les travailleurs de l'Etat, Brest invite ceux de Toulon, d'Indret, de Lorient, de tous les ports et établissements, adhérents à la C.N.T. ou sympathisants de se grouper en Fédération pour coordonner les revendications particulières à notre corporation et appuyer les revendications et l'action de la C.N.T.

LE LANN.

Où l'on reconnaît qu'il y a dans les partis politiques des nuances intéressantes

(*Suite de la première page.*)

sommes pas Staliniens, mais tous les travailleurs sont nos frères et nous haïssons cordialement ceux qui donnent l'ordre de les assassiner.

Donc, jusqu'à présent, quoique Ramadier se dise socialiste, nous n'avons rien vu se détacher nettement pour exprimer au milieu de la clique politicienne, un point de vue nettement ouvrier.

Mais, voici un « clair-obscur » d'une netteté assez rare. C'est l'opposition de M. Paul Reynaud, ennemi déclaré de la classe ouvrière (finie la semaine des deux dimanches!) face à M. André Philip, socialiste « invertébré ». Paul Reynaud a déclaré qu'à l'exception d'André Philip et de Gérard Jacquet, les socialistes réunis à Strasbourg ont empêché l'Europe offensive de se réaliser. Car tout ce qui est nouveau effarouche les socialistes dont l'esprit est parfaitement conservateur, aussi bien dans le domaine politique que dans le domaine économique puisqu'ils s'en tiennent à des traditions et à des principes impossibles.

Et M. Paul Reynaud, toujours aussi sûr de lui-même qu'en 1939 quand il nous disait nous « vaincrons parce que nous sommes les plus forts », nous affirme ceci :

« Le seul moyen d'associer les Allemands à la défense de l'Europe, tout en limitant leur goût de la guerre pour la guerre, c'est de les intégrer à un système européen. »

M. Reynaud estime que c'est une aberration que de vouloir contraindre les gens, que l'effort militaire nécessaire à la défense de l'Europe, puisse s'accompagner d'un mieux vivre. Il ne s'agit pas de contester l'importance du mieux être. Il s'agit d'admettre que la production moindre entraîne un phénomène normal ; les richesses à partager sont moindre.

« C'est tromper le pays que de lui dire qu'il est possible d'armer plus et de conserver le niveau de vie. Dès lors, il ne faut pas SUBORDONNER le mieux vivre à la défense européenne. »

Mais, voici venir M. André Philip. Il dit qu'il faut créer le gouvernement de l'Europe. Nous examinerons un jour de plus près, ce que pourrait être un pareil gouvernment. Il dit aussi « qu'il faut affirmer, avec force, que l'adhésion de tous les pays européens à une autorité supra-nationale de défense, ne peut avoir d'efficacité réelle si l'effort d'armement ne s'accompagne pas d'une amélioration du niveau de vie des peuples de l'Europe ».

Tout ceci revient à dire que les canons valent mieux que du beurre, mais tandis que pour le fasciste Paul Reynaud, il faut se passer de beurre pour avoir des canons, le pseudo-socialiste Philip, prétend qu'on peut avoir les deux, en travaillant davantage.

Mais qui travaillera davantage ? Est-ce Paul Reynaud et André Philip ? Non, ce sera toujours vous, mes pauvres camarades, et plus vous travaillerez et moins vous gagnerez en vertu de ce principe, qui veut qu'une marchandise trop abondante subit automatiquement une dépréciation directement proportionnelle à cette abondance.

Plus vous travaillerez, moins vous serez payés et nous attendons ici l'argumentation de celui qui prétend le contraire.

Bref, pour nous, comme nous l'avons toujours affirmé, tous les politicards se valent et s'équivalent. Oui, il existe des nuances politiques, mais ce ne sont en définitive que différentes combinaisons pour « engeigner » les pauvres qui travaillent.

TRENCOSERP.

LIBRAIRIE

LIVRES

Pierre Besnard. — L'Ethique du Syndicalisme, 75 fr. (120); La Paix, 100 fr. (145); Les Syndicats Ouvriers et la Révolution Sociale, 200 fr. (260); Le Monde Nouveau, 140 fr. (185).
Aurèle Patorni. — La Débâcle de l'Elite, 150 fr. (195).
Gaston Leval. — L'Indispensable Révolution, 100 fr. (145).
Gabriel Giraud. — Paul Robin, 150 fr. (195).
Jeanne Humbert. — Sébastien Faure, 180 fr. (225).
Fernand Planche. — Kropotkine, 210 fr. (255); Durolle, 150 fr. (195); Louise Michel, 150 fr. (195).
Louis Lecoin. — De Prison en Prison, 160 fr. (205).
Voline. — La Révolution inconnue, 350 fr. (440).
Louis Buchner. — Force et Matière, 270 fr. (330).
Victor Méric. — Coulisses et Tréteaux, 75 fr. (120).
Charles Malato. — Les Joyeusetés de l'Exil, 100 fr, (160).
Ernest Haechel. — Histoire de la Création, 400 fr. (490).
W.S. Wallino. — Le Mouvement Ouvrier et la Démocratie aux Etats-Unis, 200 fr. (290).

BROCHURES

Gaston Leval. — Le Communisme, 40 fr. (70); L'Anarchisme et l'Abondancisme, 10 fr.
G. Berneri. — La Société sans Etat, 20 fr.
L. Barbedette. — Pour la Justice économique, 10 fr.
Ernestan. — La Fin de la Guerre, 5 fr.
Sébastien Faure. — Sacco et Vanzetti, 5 fr.; Les Douze Preuves de l'inexistence de Dieu, 15 fr.; Les Crimes de Dieu, 20 fr.; La Fausse Rédemption, 15 fr.
P. Comont. — L'Architecture, 20 fr.
A. Guillier. — La Révolution salvatrice, 15 fr.
P. Camus. — Le Syndicalisme et le Problème paysan, 20 fr.
G. Yvetot. — ABC du Syndicalisme, 15 fr.
E. Rothen. — La Politique et les Politiciens, 20 fr.
P. Monatte. — Où va la C.G.T., 10 fr.
Pierre Besnard. — Le Problème des Salaires, 6 fr.
Edouard Rotot. — Le Syndicalisme et l'Etat, 12 fr.
Lashortes. — Qu'est-ce que le Prolétariat, 10 fr.
Louise Michel. — Prise de Possession, 15 fr.
Aristide Lapeyre. — Le Problème espagnol, 15 fr.
Les Anarchistes et l'Activité Syndicale, 15 fr.
La Bulgarie, nouvelle Espagne, 25 fr.
Les Bulgares parlent au Monde, 50 fr.
Le Syndicalisme et la Guerre, 5 fr.

REVUES

Mains et Cerveau, 40 fr.
Etudes Anarchistes, 40 fr.
Défense de l'Homme, 40 fr.

EXPÉDITION

Pour les livres, les prix entre parenthèses sont les prix franco.
Pour les brochures joindre 10 francs à chaque.
Pour les recommandés joindre 40 francs par colis, en plus.
C.C. Postal de la Librairie : Paris C.C. 7.473-08, M. Marcheti Robert, 1, rue Dulaure, Paris (20e).

Le Directeur-Gérant :
DOUILLET François

Imp. Spéc. du Combat Syndicaliste

(4)

SUR LE CHANTIER DE DUBRAVA

Yougoslavie 1950

SOCIALISME OU BUREAUCRATIE ?

A quelques kilomètres de Zagreb, s'édifie la nouvelle cité universitaire. Imaginez une immense fourmilière : voilà le chantier. De tous côtés, des hommes et des femmes s'affairent, creusent des fondations, charrient de la terre, des pierres dans de petites et curieuses brouettes sans pied.

Ici, une brigade de Trieste pose les rails qui permettront d'accélérer le transport des matériaux sur l'immense chantier qui s'étale sur plusieurs kilomètres.

Là, des Français transportent, à bras, des troncs d'arbres. Ils les mènent à une scierie où ils seront immédiatement débités en planches.

Plus loin, une autre brigade française creuse, avec entrain, une fosse de canalisation. Le soleil n'est pas encore très haut. Mais bientôt, il frappera avec violence sur les dos nus, les bras, les cuisses et l'ardeur des jeunes travailleurs faiblira.

Trois mille personnes sont employées sur le chantier de Dubrava. Ce sont, pour la plupart, des garçons et des filles des brigades de travail. Quelques professionnels, ouvriers qualifiés, terrassiers, maçons conduisent les travaux. La distribution des outils se fait le matin à l'arrivée sur le chantier. Chaque brigade passe à tour de rôle devant le dépôt. Des pioches, des pelles, des brouettes sont remis aux jeunes « brigadistes » qui, discutant, riant ou chantant, se dirigent vers le lieu de travail assigné.

Les constructions sont très avancées. Les bâtiments s'élèvent à une vitesse prodigieuse. Cela en dépit d'un matériel des plus rudimentaire. A Dubrava, pas de grues, peu de camions, pas de concasseuses, de machines utilisées sur un chantier moderne. Le ciment nécessaire à l'armature des bâtiments est monté seau à seau ou dans des brouettes sans roues, portées par deux hommes. Les briques sont montées de mains en mains par de longues chaînes humaines. Et malgré ce manque d'outillage, la construction est extrêmement rapide.

C'est là qu'intervient le nombre incalculable de manœuvres, utilisés sur les chantiers et le travail extraordinaire fourni par les jeunes des brigades yougoslaves. Des équipes d' « oudarnicks » synonyme de stakhanoviste, aidées de quelques spécialistes, disputent de véritables compétitions. Le soir, après le travail, est affiché le cubage des matériaux posés à l'heure ; les records sont annoncés et les équipes qui ont dépassé la norme de travail prévue, félicitées. Tout cela en chantant et aux cris mille fois répétés de « vive Tito ».

Evidemment, un tel système a de gros inconvénients. Le plus grave réside dans la qualité de la construction. Des Yougoslaves non suspects d'opposition au régime nous citaient des exemples de défectuosité résultant du mode de travail accéléré, adopté par le régime. A Zagreb, des maisons vieilles de deux ans, commencent à se lézarder. Le jour de l'inauguration de l'autostrade Zagreb-Belgrade, à quelques kilomètres de Zagreb, la route était déjà coupée par suite d'un effondrement de terrain, qu'un renforcement en ciment aurait évité.

Cette défectuosité est la raison pour laquelle les nouveaux bâtiments ne se construisent pas au-dessus d'un ou deux étages. Dans les grandes villes pourtant, à Belgrade notamment, de véritables grattes-ciel se dressent au dessus des constructions anciennes.

La Yougoslavie est un immense chantier. Ce pays souffre d'une crise du logement, vraiment dramatique. Le problème de l'habitation est devenu un des plus urgent à résoudre. Dans les grandes villes, il n'est pas rare que plusieurs familles vivent dans le même logement.

Cette crise est due à l'augmentation de la population des villes. Citons Claude Bourdet : « La population est passée de 280.000 à 480.000 habitants à Belgrade, de 200.000 à 300.000 à Zagreb, de 60.000 à 110.000 à Ljubliana, de 60.000 à 100.000 à Skoplie entre 1939 et 1949. » C'est là une conséquence de l'industrialisation à laquelle est soumis le pays. Les campagnes sont littéralement pompées. Les paysans de plus en plus se tournent vers la ville, vers l'usine qui leur offre des conditions de vie supérieures à celles des campagnes.

Mais revenons à la Cité Universitaire. Les prévisions de travaux s'étalent sur 10 ans. Mais déjà dix-huit bâtiments seront prêts au mois d'octobre. Ils sont composés d'un rez-de-chaussée de sept chambres et une pièce commune. Les premières années, trois étudiants seront logés par chambres. La Cité terminée pourra héberger vingt mille étudiants.

Les différents bâtiments seront séparés par des jardins. La construction d'un hôtel est envisagée pour loger les parents d'étudiants désireux de séjourner quelques jours. La Cité sera reliée à Zagreb par une ligne de tramways. Enfin, l'ensemble comprendra des terrains de sports, piscines, cinéma, théâtre, une maison de la culture.

Mais il est bien évident que ceci est du domaine de l'avenir.

Le recrutement des ouvriers s'effectue par le Ministre de la Science et de la Culture. Ces ouvriers ne peuvent changer volontairement de chantiers. L'autorisation du Ministère du Travail est nécessaire. Il semble que le livret de travail qui existait il y a quelques mois encore, soit aujourd'hui remplacé par un certificat de qualification exigé à chaque embauche.

Les ouvriers de Dubrava sont en général recrutés dans les villages voisins. Ils travaillent au chantier le matin et aux champs l'après-midi. C'est ce qu'on appelle des journaliers. Ce sont des paysans indépendants qui ne peuvent subsister avec l'exploitation de leur petite propriété, ou bien des paysans de « zadrouga » (collectivités agricoles) qui viennent chercher là un supplément de salaire.

Le travail dure huit heures. Les heures supplémentaires ne sont pas une règle. Il peut s'en effectuer cependant sur demande du Ministère du Travail. Les ouvriers du bâtiment sont répartis en plusieurs catégories. A chacune de ces catégories correspond un salaire horaire, une norme de travail différents :

1re catégorie : 14 dinars (sans profession).
2e catégorie : 15 dinars (non qualifiés).
3e catégorie : 17 dinars (demi-qualifiés).
4e catégorie 19 dinars (qualifiés : maçons, menuisiers, terrassiers, etc.).

Pour toucher intégralement ces salaires il faut avoir travaillé suivant les normes. Autrement, au-dessous ou au-dessus des normes, un pourcentage intervient qui diminue ou augmente le salaire.

Un ouvrier qui n'effectue pas les normes imposées et quelque en soient les raisons, descend de catégorie. S'il est trop vieux ou malade il touche, à condition d'être syndiqué, une compensation, qu'il m'a été impossible d'évaluer. Cette indemnité ne peut être perçue que dans la mesure où l'ouvrier n'exerce que cette profession. Par exemple un paysan qui travaille en supplément dans le bâtiment n'y a pas droit. Or, c'est la situation de la majorité des ouvriers des chantiers yougoslaves ! Par contre, le spécialiste qui n'exerce que sa profession a droit, lui, à ces compensations, si son âge ou sa santé ne lui permettent pas de tenir la cadence de sa catégorie.

Je ne peux affirmer que ce système soit appliqué à l'ensemble des républiques de Yougoslavie. Mais c'est celui en vigueur au chantier de Dubrava. C'est ainsi qu'il m'a été exposé par le chef du bureau d'étude.

Pierre-François VEZON.

(*A suivre.*)

B.D.I.C 3428

LE COMBAT SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

24e année - Nlle série, N° 42 — 10 FRANCS — VENDREDI 13 OCTOBRE 1950

DEUXIEME REGION

TROIS SEMAINES CHEZ TITO

Conférence par

Pierre-François VEZON

Salle de la Chope du Combat
2, place du Colonel-Fabien, Paris
Métro : Colonel-Fabien
Le vendredi 20 octobre
à 20 heures 30

Cette réunion d'information est ouverte aux adhérents de la C.N.T.

LA CHARRUE DEVANT LES BŒUFS

ON nous excusera de revenir une troisième fois sur l'enquête menée par le journal « Combat » pour l'unification de l'Europe. Car toutes les mouches du coche de la policaille et même des militants du syndicalisme « réaliste » sont venus y apporter leur grain de sel.

Tous ces grands docteurs qui nous méprisent parce que tandis qu'ils ont « évolué », nous en sommes restés au stade du syndicalisme « primitif », semblent oublier trois choses principales que le syndicalisme primitif connaissait déjà et que nous n'aurons garde d'oublier :

1° Le capitalisme basé sur la concurrence et la compétition tend à l'élimination d'un certain nombre d'individus, d'abord dans une même nation, dans la direction des affaires de cette nation qui, dès lors, n'appartient plus qu'à quelques oligarques. La forme de gouvernement de chaque pays correspond généralement aux vues de ces oligarques, dont l'autorité presque absolue est à peine tempérée par les besoins animaux des classes négligeables (c'est-à-dire des classes qui ne songent pas encore à défendre tous leurs droits d'une manière sérieuse et efficace).

Mais l'autorité des oligarques est puissamment renforcée par l'ignorance et les préjugés soigneusement cultivés et entretenus au sein des classes négligeables par d'habiles charlatans qui reçoivent en retour de leurs maîtres — les oligarques — une savoureuse et abondante pâtée;

2° Le même processus d'élimination que nous avons observé dans chaque nation se continue par une lutte entre

TRENCOSERP.

(Suite en page 4.)

ANNIVERSAIRES

L'O.N.U. va bientôt fêter le cinquième anniversaire de l'entrée en vigueur de la « Charte des Nations Unies ».

Il est curieux de constater que cet anniversaire coïncidera sans doute avec la gloire nouvelle qui rejaillira sur « ses drapeaux ».

A cette occasion nous serons dotés d'un discours de Truman, le porte-parole de la « grande » démocratie américaine.

Nul doute qu'il nous sera donné ce jour-là d'apprendre beaucoup de choses en ce qui concerne à quelle sauce les peuples seront assaisonnés.

Par ailleurs, un autre anniversaire vient aussi de se produire : celui de la Fédération Syndicale Mondiale. Cela a permis de donner lieu à d'autres discours.

On a l'avantage de connaître ces derniers. Il ne nous ont rien appris, sinon que de confirmer l'obédience de leur organisation aux concurrents de Truman.

De toute manière il ne pouvait rien en résulter de positif pour les travailleurs. Comme il ne résultera rien de celui de Truman dont les peuples pourraient espérer en faveur de leur avenir.

Il ne faut pas croire qu'il y a un antagonisme absolu entre les régimes qui s'affrontent. L'un et l'autre sont basés sur l'exploitation de l'homme par l'homme, l'un par le moyen de l'appropriation des moyens de production ; l'autre, par l'usufruit bureaucratique de ceux-ci.

Ce qui les divise actuellement, c'est seulement l'aire de leur pouvoir et la manière de le maintenir ou de l'étendre. S'ils avaient les uns et les autres la certitude de ne rien perdre dans une entente, celle-ci serait vite faite... sur le dos des producteurs.

Les moyens techniques de faire l'unité du monde sont maintenant réunis dans les mains de quelques-uns. La tentation est forte de passer de la possibilité à la tentative.

Face à tout cela, il est bien certain que la F.S.M. ne peut rien malgré ses millions d'adhérents parce qu'elle nie les valeurs essentielles du syndicalisme.

POUR L'"UNITÉ" EN VOITURE !

Nous voyons d'ici la tête de nos amis : voilà Thersant maintenant convaincu des bienfaits de la panacée, dont, de tous les horizons, on se réclame.

C'est qu'il s'agit de quelque chose de sérieux, enfin ! Nous croyons même n'avoir pas été une fois de plus un mauvais prophète.

N'avons-nous pas dit à certain moment que toute cette histoire d'unité aboutirait à mettre en exergue les trotskistes au grand dam de tous ceux qui admettaient ceux-ci à leurs côtés ? Ce que nous avions prévu est arrivé. Nous n'y avons d'ailleurs aucun mérite : tout militant sérieux qui se serait penché quelque peu sur le conglomérat qui devait alors tout balayer devant lui, n'aurait pu conclure autrement.

Ainsi, après avoir éliminé tous leurs concurrents, les trotskistes ont réussi à créer un journal dont ils ont la direction.

Comme il leur fallait des personnes interposées pour leur servir de paravent, ils ont trouvé un Yves Dellac qui veut bien leur servir de président-pot-de-fleur et, comme des candélabres ne sont pas de trop, ils n'ont pas hésité à s'entourer d'exclus de la C.N.T. Il est vrai qu'ils prétendent ne pas craindre la corrosion.

Ainsi donc, entre deux articles sur les soi-disants syndicats yougoslaves et les aspirations de la bourgeoisie algérienne, à rester seule à exploiter son prolétariat, nous aurons le plaisir de lire la prose de tous ceux qui sont hantés par la nostalgie des oppositions fractionnelles et des savants dosages proportionnalistes.

Pour l'instant, il n'est encore question que de reconstituer la centrale « unique », qui sera cela en face de l'autre, unique aussi, et de la non moins unique centrale chrétienne où, comme chacun sait, l'indépendance des décisions d'assemblée est absolument respectée.

On ne dit pas encore qu'il s'agit que d'une étape, mais comme nous avons quelques notions du credo marxisto-léniniste-titiste, nous savons que cette étape atteinte, on franchira le fossé

Jean THERSANT.

(Suite en page 4.)

CHEMINOTS

IL FAUT NOUS BATTRE !

Impossible de tergiverser plus longtemps.

D'ici un mois, le plan, enfanté par le ministre des Travaux publics et ses valets du Conseil d'administration de la S.N.C.F., tendant à faire disparaître presque complètement notre outil de travail, sera adopté par les politiciens à gages.

Certains parmi nous ont enfin compris qu'ils ne seraient sauvés que par eux-mêmes et sur leurs chantiers respectifs ont mis sur pied des comités d'action, afin d'empêcher la réalisation du projet Pinay.

Les responsables locaux des centrales réformistes, trop avantageusement connus, sont pour la plupart absents de ces comités, mais ils ont eu soin d'y glisser des éléments de remplacement qui ne feront qu'exécuter leurs ordres.

Nous risquons donc d'entreprendre une action pour des slogans plus que jamais périmés, sous la direction d'hommes qui n'ont que des buts politiques et nous conduiront immanquablement dans une impasse.

Les militants de notre Fédération des Travailleurs du Rail (C.N.T.) ont le devoir, comme toujours, d'être à la pointe du combat. Ils doivent participer à ces comités d'action, y diffuser nos revendications et organiser le triomphe de notre cause qui est celle des cheminots de la base.

Il leur faut lutter contre le démembrement de notre grand service pu-

LE BUREAU de la F.T.R.

(Suite en page 4.)

Vers la véritable action syndicale à la Cellophane de Bezons

IL y a un an, des camarades travaillant à l'imprimerie de la Cellophane, à Bezons, s'étaient syndiqués au Syndicat du Livre C.G.T. en espérant toucher les salaires afférents à cette corporation.

Après trois mois de tractations, il y eut une réunion entre les délégués du Livre et les patrons, au siège du Consortium, avenue Percier, qui n'auboutit à rien.

Voyant que les délégués du Livre et patrons jouaient à la balle avec nous, écœurés, nous avons abandonné notre lutte, restant seuls, sans armes.

Or, il y a trois mois, il y eut des élections pour le renouvellement des délégués syndicaux. Deux camarades, Finot et Faudet, ont été sollicités pour être présentés comme candidats sur la liste C.G.T., bien que n'en faisant pas partie. Ces camarades, après avoir accepté, ont été élus.

Quelques réunions, avec leurs camarades de la C.G.T. et le patron de combat Frère, les ont édifiés sur la façon dont les cégétistes de la Cellophane comprenaient leurs fonctions syndicales.

Seul, à l'issue de ces réunions, le directeur Frère avait droit à la parole, sans réponse aucune des délégués ouvriers. Après une telle trahison, les camarades Finot et Faudet se sont désolidarisés de la C.G.T. en s'orientant vers la C.N.T. sans vouloir démissionner de leur mandat de délégué. Aussitôt, la section syndicale C.G.T. de la Cellophane, ne voulant pas demander des comptes à leurs archevêques syndicaux, ont, serviles comme à l'accoutumée, essayer de traîner dans la boue nos camarades Finot et Faudet, faisant le jeu du patronat.

Sur des tracts grossièrement rédigés, la section C.G.T. demandait au collège électoral de chasser « les deux traîtres » de leur mandat de délégué. Mais, à la suite du vote qui eut lieu le 5 octobre 1950, la C.G.T., pour la première fois à la Cellophane, a subi une cinglante défaite. Les camarades Finot et Faudet sont restés en fonction par 116 voix contre 64.

Les camarades, par cela même, ont confirmé l'orientation vers la C.N.T. de leurs délégués et démontré qu'ils savaient voir ceux qui les défendent sans mot d'ordre des centrales syndicales politisées.

Nous savons que la lutte sera dure, mais malgré la direction réactionnaire, nous vaincrons.

La Cellophane de Bezons est un consortium groupant aussi la Fibranne, où l'exploitation des Algériens est écœurante, et l'Ozalid. Le tout forme le Consortium de Textiles Artificiels qui a trente-deux succursales en France et qui est rattaché à Dupont de Nemours et Cie. Le directeur de la Cellophane de Bezons s'appelle Frère (clérical réactionnaire), adjoint de Villiers, patron de combat dans le vrai sens du mot.

SECTION C.N.T.
DE LA CELLOPHANE.

Les écuries d'Augias

Le mouvement syndical souffre d'être profondément divisé, nul ne le contestera. L'œuvre des réformistes et des staliniens a contribué pour beaucoup à détruire les valeurs essentielles du syndicalisme. Les ouvriers ont de moins en moins confiance en l'action directe, ils se détournent de l'organisation.

Et pourtant, c'est dans cette époque où la division est extrême que chacun trouve les raisons de l'unité. Mais quel mot trompeur que celui-ci. Tous ceux qui demandent l'unité le font avec de bons arguments, mais pour chacun, il possède un sens différent, exprime une idée bien souvent opposée.

A notre tour d'examiner les conditions de l'unité. Posons donc quelques questions préliminaires. Dans la situation que connaît actuellement le monde ouvrier, l'unité est-elle possible et avec qui ? Quelle peut-être notre position face à l'unité totalitaire des staliniens, à l'unité sentimentale de quelques vieux militants qui ne peuvent arriver à comprendre que les conditions de vie et la psychologie de la classe ouvrière ont profondément évolué depuis 1907 et bouleversé les données du syndicalisme ? Que penser aussi de l'unité sans grand contenu des autonomes ?

Devons-nous retourner à la C.G.T. politisée, pour subir à nouveau l'emprise du bureau confédéral kominformisé, même si une certaine démocratie était réalisée au sein de l'organisation, même si la minorité que constitueraient les syndicalistes non staliniens devait être représentée dans les organismes de direction des différents échelons de la structure ? Sans hésitation aucune, nous répondons non à cette question. L'expérience est faite. Le libre jeu de la démocratie, la lutte loyale des tendances à l'intérieur de l'organisation syndicale n'est pas possible. Nous n'avons que faire d'un strapontin, ni même d'un fauteuil.

De son côté, le mouvement autonome tente actuellement un regroupement syndical qui présiderait à l'unité... au sein de la C.G.T. Force Ouvrière. Cette idée fait son chemin. Elle s'infiltre insidieusement parmi les militants. Quelques-uns par calcul, un poste dans une grande organisation est toujours envié, d'autres par découragement, envisagent très sérieusement la possibilité de se retrouver dans la centrale réformiste. Ce qui les retardent dans leur détermination, c'est la profonde aversion manifestée par nombre de travailleurs pour l'organisation de l'avenue du Maine.

Il est inutile de dire que les dirigeants de Force Ouvrière font des promesses ou les yeux doux à ceux qui entreraient dans leur maison, entraînant derrière eux leur syndicat. La chaîne est longue qui va de la Fédération autonome des Fonctionnaires (Lavergne) à certains transfuges démonétisés.

Pour nous, syndicalistes révolutionnaires, le problème ne se pose pas sur le même terrain. Partisans de la pluralité des organisations syndicales, seule condition d'échapper, dans l'état actuel du syndicalisme, au totalitarisme politique, nous ne sommes pas pour l'unité à tous crins. Nous ne pouvons envisager un retour à la C.G.T., que nous avons été les premiers à quitter, alors que les dirigeants actuels de Force Ouvrière, s'accrochant désespérément au tissu de leur fauteuil, pratiquaient la collaboration de classe, si néfaste au mouvement ouvrier, et pliaient l'échine devant les volontés staliniennes.

La seule possibilité d'unification que nous entrevoyons est l'unité des syndicalistes révolutionnaires. La C.N.T. est prête, pour cela, à accueillir les différentes tendances révolutionnaires, à ouvrir le débat au sein de l'organisation entre les différentes conceptions, à assurer, par sa structure et sa gestion démocratique, la libre expression de chacun au sein de notre centrale révolutionnaire.

Dans notre recherche des conditions de l'unité, nous avons rejeté la C.G.T., de même nous écartons la C.G.T. Force Ouvrière. Non pas qu'il soit impossible de trouver entre les militants de base et nous des points d'accord. Nous sa-

La réponse de Duperray à Jean Thersant

Non ! je ne suis ni un parlementariste ni à la recherche d'un nouveau parti politique !

N.D.L.R. — C'est avec plaisir que nous insérons l'article de Duperray. Nous pensons que nos lecteurs comprendront l'utilité de la discussion qui s'établit. Les mises au point que Duperray doit formuler maintenant sont de celles qui nous satisfont dans une certaine mesure. Nous pensons que les articles de Thersant n'ont donc pas été inutiles. Notre camarade se réserve d'ailleurs d'intervenir de nouveau lorsqu'il en verra l'utilité.

■

JE n'éprouve aucune difficulté à allier le respect que j'ai de la liberté intégrale d'opinion et de mon camarade REGANY lui-même au désaveu total de la citation reproduite dans votre numéro 40 par Jean THERSANT.

Si mon camarade REGANY a lu ce qu'il écrit dans un de mes articles, ou il y a lu même une approximative approbation de sa position sur le redressement syndical, c'est qu'il a mal lu mes articles. Or si je reconnais avoir employé dans le premier « POUR UN PARTI REPUBLICAIN DU SYNDICALISME » des expressions trop paradoxales pour ne pas être équivoques et par là maladroites, je pense que ma mise au point dans la Révolution Prolétarienne » « POUR UNE LIGUE DES PARTISANS SYNDICALISTES » est suffisamment claire pour qu'on ne puisse plus me prendre pour un « parlementariste » ou un « politicien ».

Antiparlementariste et adversaire du syndicalisme purement professionnel dont Regany fait la contre-partie inattendue de sa foi en l'électoralisme constitutionnel, je suis aussi opposé à la transposition de la lutte revendicative sur le plan politique qu'à la limitation arbitraire à la lutte revendicative du domaine de l'activité, de la culture, d'investigations du syndicalisme.

⁂

EN ce qui concerne « LA LIGUE, SELON MOI POSSIBLE ET SOUHAITABLE, DES PARTISANS SYNDICALISTES », elle ne sera évidemment jamais intégralement ce que chacun de ses éventuels participants aura souhaité qu'elle soit. Il serait fondamentalement erroné d'espérer que quelqu'un d'entre nous (et je pense à toutes les tendances, chapelles ou groupes tant du syndicalisme LIBRE que du syndicalisme REVOLUTIONNAIRE) puisse mettre au monde la ligue idéale toute armée et toute casquée.

Je formule donc une proposition concrète :

Ouvrons dans tout le pays une enquête auprès de tous les syndicalistes LIBRES ou REVOLUTIONNAIRES, quelle que soit leur actuelle affiliation, quel que soit leur actuel programme syndical. Ne lançons d'exclusives que contre ceux qui fondamentalement s'opposent à l'indépendance, au fédéralisme, et à la démocratie syndicale. Ne lançons aucune exclusive sur des divergences de conceptions tactiques ou de programme. Préfigurons l'intégrale liberté de penser, l'intégrale liberté d'expression et de confrontation, l'intégrale liberté de choisir, l'intégrale démocratie dans cette première enquête même.

Faisons la porter, lancée de Paris, sur les points suivants :

L'organisation d'une « ligue de partisans syndicalistes » est-elle souhaitable ?

Est-elle possible ?

Comment concevez-vous PRATIQUEMENT cette organisation ?

⁂

POUR éviter le temps perdu et l'extension infinie des discussions académiques, que les mouvements qui se chargent de cette enquête établissent un questionnaire suffisamment détaillé mais assez solidement charpenté.

⁂

FIXONS un délai d'un trimestre ! Etablissons une synthèse des opinions favorables ! Provoquons des adhésions à cette synthèse d'opinions diffusées sous forme de premier manifeste ! Organisons une conférence nationale des représentants de ces adhésions : Conférence constitutive d'une ligue où la cohabitation et l'équivalence de publicité autour des principales opinions dégagées seront les lois fondamentales et dont l'information libre, la propagande commune et l'éclectisme encyclopédique non censuré (1) seront les armes essentielles pour la libération du syndicalisme et sa promotion.

⁂

J'AI formulé la même proposition pratique à mes camarades de la « Révolution Prolétarienne ». je la formule au « Combat ». Ou plutôt je la formule tant à la « Révolution Prolétarienne » qu'au « Combat » en estimant tout à fait valable que ce sont les deux organisations qui se sont le plus violemment heurtées à propos de cette suggestion soient maintenant celles qui, après les mises au point nécessaires, consentent justement à une petite expérience de tolérance et de démocratie syndicales : celle de l'enquête préliminaire commune.

C'est dans le même état d'esprit, préférant mille fois les heurts dont il sort la moindre tentative, même si elle est une expérience qui échoue, aux meilleures mondanités dont il ne sort rien, que je me sens parfaitement à l'aise pour formuler à nouveau mon opinion en acceptant de tout cœur, l'hospitalité du « Combat Syndicaliste », dans ce but, malgré la virulence de son style à mon égard et la stigmatisation violente de ce qu'il a estimé être une « hénaurmité » de ma part.

Je dédie aussi cet article à mon camarade cuisinier de la R.P. qui semblait estimer que certaines vigueurs d'accrochages dans les malentendus ferment à jamais les portes aux rapprochements constructifs.

Si cette discorde et cette polémique aboutissaient un jour à nous faire perdre une de nos « désillusions » elle vaudrait bien tant de belles ententes qui n'aboutissent qu'à des illusions perdues.

Jean DUPERRAY.

(1) Même pas au nom de la pureté syndicale.

LA SEMAINE PROCHAINE :

QUI EST MATHOT ?

B.D.I.C

vons que sur le plan strictement revendicatif, il y a souvent entre un militant F.O. ou C.N.T. des positions semblables. Nous n'ignorons pas non plus que de nombreuses Unions départementales sont très proches de notre conception du syndicalisme.

Mais ce qui nous sépare, c'est la croyance que l'action d'une minorité pourra un jour donner à Force Ouvrière l'orientation révolutionnaire et la démocratie sans ficelles que nous désirons donner à une centrale syndicale ouvrière.

Ce qui nous arrête aussi au seuil de la maison dans laquelle nous ne refusons pas de discuter, c'est la présence d'individus aux fonctions syndicales non définies, de moralité et d'honnêteté douteuses, bien qu'ils soient dirigeants d'organisations ouvrières.

Il n'est pas toujours possible aux militants de débarrasser le mouvement syndical de ces « bergers » qui, dans le « fromage » depuis de nombreuses années, connaissent tous les rouages, toutes les ficelles de l'organisation, tous les points faibles du militant dit « de base », et sont toujours sortis indemnes des situations les plus scabreuses, les plus désespérées. A Force Ouvrière, il y a trop de paravents qui cachent le véritable visage de l'organisation.

Pourtant, tout ne va pas pour le mieux à l'intérieur de la C.G.T. Force Ouvrière. Le congrès national qui se déroulera cette année à Paris, du 25 au 28 octobre, donnera sans doute à des militants l'occasion de s'informer auprès du bureau confédéral, des activités de quelques individus, qui, avec son approbation, jouent trop souvent un jeu défavorable aux intérêts des travailleurs syndiqués à Force Ouvrière.

Mais ne nous leurrons pas; nous pensons que cette fois encore, la corde ne cassera pas. Ces individus douteux sortiront sans grand dommage du congrès et continueront leur travail de sape du mouvement syndical. Pourtant, peu à peu, s'établit un véritable rapport de faits précis et d'informations. Un jour, les militants honnêtes et sincères seront en possession de suffisamment d'éléments pour agir. En attendant, le mouvement syndical souffre de la présence de ces individus. Les militants perdent confiance, abandonnent la lutte.

Discuter avec les militants de la C.G.T. Force Ouvrière ? Nous acceptons, mais avant, il faut que ceux qui se qualifient faussement de représentants de la base soient éliminés, afin que le débat s'établisse sur son véritable terrain : entre travailleurs, seuls maitres de leurs organisations respectives. Des conceptions quelquefois différentes nous séparent, mais nous ne sommes pas assez sectaires — contrairement à ce que l'on dit de nous, trop souvent — pour écarter la discussion, mais que les paravents qui nous séparent soit détruits.

Ce que nous appelons paravents sont les étiquettes qui cachent les agissements d'un certain nombre de responsables syndicaux qui n'ont de la fonction que le titre. De cette position confortable, ils tirent des ficelles au bout desquelles s'accrochent des pantins.

Il y a ainsi un trop grand nombre de paravents à la C.G.T. Force Ouvrière. Un des plus connus est le B.E.D.E.S. (Bulletin d'Etudes et de Documentations Economiques et Syndicales). Qu'est-ce que ce B.E.D.E.S. au titre alléchant ? En apparence, son nom l'indique, un simple bulletin d'études syndicales; en réalité, une entreprise réactionnaire, dirigée contre le mouvement ouvrier et aussi de multiples choses plus ou moins avouées.

Organe bimensuel, le B.E.D.E.S. est distribué sans parcimonie dans les milieux Force Ouvrière. Son directeur-gérant est un nommé Paul Mathot, dont nous aurons, au long de cette enquête, à reparler assez souvent. M. Mathot (mais qui nous disait dernièrement que sous ce pseudonyme se cachait un certain Zunz, plusieurs fois condamné pour abus de confiance, escroqueries et diffamation ?), M. Mathot, disons-nous, se pose en réformateur du syndicalisme. Il suffit de lire son bulletin pour s'en rendre compte. Toutes les notions du syndicalisme y sont mises en cause.

Il nie la lutte de classe et prononce la négation du syndicalisme révolutionnaire.

Pierre-François VEZON.

TOUJOURS SUR LE RASSEMBLEMENT SYNDICAL

Nous nous excusons de reparler de cette question. Elle est d'actualité. Ce n'est pas une plate-forme d'action de la C.N.T. Nous ne sommes pas pour le regroupement syndical qui, réalisé plusieurs fois, n'a rien donné à la classe ouvrière.

A la C.N.T., nous préconisons l'unité à la base qui a été réalisée aux grèves qui eurent lieu au printemps. Malgré cela, nous avons toujours accepté de discuter avec ceux qui agitent la question. C'est pourquoi nous pouvons dire que ce sont des politiciens qui nous font perdre notre temps en discussions inutiles.

Certains camarades nous reprochent d'avoir été un peu fort. Nous ne le pensons pas. Nous avons toujours regretté que, dans le passé, les diverses directions de la C.N.T. n'aient pas pris position sur certaines questions. Nous considérons que la C.N.T. a sa raison d'être; qu'elle est un organisme de combat et que nous devons la défendre contre tous : gouvernants, patrons, politiciens, confusionnistes et même contre la conspiration du silence.

Certes, nous nous confessons, dans notre jeunesse nous n'avions pas la même conception. Nous avions la mystique de l'unité syndicale. Trouvant la C.G.T.U. irrespirable, nous étions retourné chez les réformistes — ce qui nous permet d'avoir des références syndicales auprès de certains dirigeants F.O. — en n'approuvant pas la constitution de syndicats révolutionnaires, ni de la C.G.T.S.R., comme accentuant la division ouvrière, malgré notre participation effective au congrès de reconstruction de l'A.I.T., après la guerre 14-18, comme représentant des Jeunesses syndicalistes.

Mais, à l'expérience, nous avons reconnu que l'unité ou le regroupement syndical ne servent à rien. Notre mystique de l'unité syndicale n'avait servi qu'à nous intégrer dans un troupeau de cotisants sans réflexes, ni réaction. Pourtant, nous avions été bien accueillis chez les réformistes. Mais « Petite Gueule » (1), qui, à l'époque, présidait aux destinées des syndicats réformistes dans la Seine, et n'avait pas encore été conseiller de Pétain, ne fut pas long à nous dire qu'il y avait des convenances dans la maison et qu'il fallait les respecter.

Rien n'est changé. Nos camarades syndicalistes révolutionnaires de F.O. disent peut-être ce qu'ils veulent (?), ils n'empêchent pas les bonzes de tremper dans les scandales et de soutenir patrons et gouvernements.

Nous avons démasqué des agents provocateurs. Ce n'était pas difficile. Nous en avons connu quelques-uns déjà. Ils sont tous les mêmes. Syndiqués de fraîche date, ils sont déjà syndicalistes chevronnés. Ils discutent de tout en connaisseurs. Ils cultivent leur « moi ».

Ils rendent service à tout le monde pour se faire des coteries avec de bons camarades sincères qui leur serviront d'avocats pour défendre les saloperies qu'ils font au mouvement ouvrier. Ils ont de la gueule — ils font partie de la race des crapauds — et quand ils sont démasqués, ils gueulent encore plus fort pour donner le change; ils insultent tout le monde et menacent des foudres de la justice. Ce faisant, ils démontrent bien ce qu'ils sont.

On nous a dit aussi que notre position ne permet plus le rapprochement avec certains camarades (?). Devons-nous renier nos principes. Notre devoir est de démasquer le bluff des uns et des autres et la confusion qu'ils entretiennent dans le mouvement ouvrier.

Nous attendons que nos responsables d'entreprises nous signalent des sections de syndicalistes révolutionnaires autonomes dans leurs boîtes. Les syndicats autonomes créent la plus grande confusion qui soit dans le mouvement ouvrier. Les responsables autonomes avec lesquels nous avions discuté et signé un protocole d'accord, sont partisans de la participation aux bénéfices et même du rachat des entreprises et de la hiérarchie des salaires.

Drôles de syndicalistes révolutionnaires. La plupart des syndicats qui se disent autonomes — que l'on nous signalent, et desquels nous avons les programmes — sont des syndicats indépendants sous l'obédience des patrons et même R.P.F.

Nous avons accroché un groupe de véritables syndicalistes révolutionnaires. Voire ! De personnalités qui se croient professeurs ès-sciences syndicales, mais qui cherchent leur voie et trompent ceux qui les écoutent.

Nous devons avouer que nous ne comprenons pas leur position quand ils disent « de rappeler sans relâche que le syndicalisme ne peut s'édifier avec puissance que sur les triples fondations de l'indépendance, de la lutte de classes et de l'internationalisme ». Nous comprenons encore moins quand nous les entendons dire : « La place des travailleurs n'est ni derrière l'impérialisme américain, ni derrière l'impérialisme russe. »

Nous qui ne nous sommes jamais laisser influencer par un politicien international — aurait-il été l'organisateur de l'Armée Rouge — nous avons le devoir de dénoncer la position équivoque de ceux qui, n'ayant pas réussi à entraîner les travailleurs révolutionnaires derrière l'impérialisme russe, cherchent à les entraîner derrière l'impérialisme américain.

On nous dira : c'est une personnalité « marquante » qui en a parlé. Ballon d'essai, qui n'engage que son auteur.

Mais quand l'on connaît l'esprit d'équipe qui, toujours, a animé les camarades de la R.P., nous en doutons. Et qu'a été faire cette autre personnalité marquante de l'équipe de la R.P. dans une délégation aux U.S.A., aux frais du Plan Marshall ? — dont « tous les membres occupent, en effet, des postes-clés » et « tous les membres de l'équipe se trouvèrent d'accord pour dire qu'ils étaient persuadés que ce voyage aurait d'heureuses conséquences dans le domaine de l'éducation ouvrière en France ».

L'unité ou le regroupement syndical sont pour certains une question de prestige personnel, et n'en déplaise à certains esprits chagrins, nous avons le devoir de demander à tous d'être francs.

Mais ce regroupement syndical n'est-il pas, au départ, sans effet ? Les staliniens en sont exclus, ainsi que les catholiques qui ne marcheront pas. Les réformistes nous demanderont de faire confiance aux politiciens. Ils reprendront la direction de la nouvelle organisation, nous en serons réduits aux groupements fractionnels. L'unité ou le regroupement syndical n'aura servi à rien. La lutte des places se fera de plus belle. La pluralité des organisations syndicales peut être efficace. C'est pourquoi nous disons regroupement des syndicalistes révolutionnaires.

Les ouvriers ont perdu confiance dans les politiciens réformistes et russes. Les syndicalistes révolutionnaires ont leur sympathie. Mais nous sommes divisés. Nous avons la certitude que le regroupement des syndicalistes révolutionnaires ferait revivre l'esprit syndicaliste, l'esprit de révolte dans la masse. Mais sans les politiciens, dans la clarté.

Ch. SALEMBIER.

(1) « *Petite Gueule* », *sobriquet bien connu de Guiraud.*

COMMUNIQUES

TRESORIER CONFEDERAL

René Doussot, 9, avenue de la Porte-de-Clignancourt, Paris (18e). C.C.P. 5046-35.

DEUXIEME REGION

CONSEILS SYNDICAUX

Réunion des Conseils syndicaux le mercredi 25 octobre à 20 h. 30 à la Chope du Combat, place du Colonel-Fabien, angle de la rue de Meaux, métro Colonel-Fabien. Ordre du jour très important. Présence indispensable.

SYNDICAT UNIFIE DU BATIMENT DE LA R.P.

Assemblée Générale le dimanche 15 octobre 1950 à 9 h. 30 précise, à la Chope du Combat, 2, rue de Meaux, Paris-XIXe (Métro Colonel-Fabien). Ordre du jour très important.

SYNDICAT DES EMPLOYES

Assemblée générale (fleuristes et autre catégorie), le vendredi 20 octobre 1950, à 18 h. 30, salle des Commissions, 3e étage, Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau (métro République). L'importance de l'ordre du jour demande la présence de tous les syndiqués. Décisions urgentes à prendre.

SYNDICAT GENERAL DES TRANSPORTS

L'Assemblée générale du Syndicat se tiendra le dimanche matin 15 octobre, à 9 h., 20, rue Sainte-Marthe, Paris-10e (Métro Belleville ou Colonel-Fabien). Ordre du jour important. Présence indispensable.

MÉTIERS D'ART

L'Assemblée générale du Syndicat aura lieu le vendredi 13 octobre, à 18 h. 30, au siège, 39, rue de la Tour d'Auvergne, Paris-9e. ORDRE DU JOUR TRES IMPORTANT. Présence indispensable de tous les joailliers, bijoutiers, décorateurs, musiciens, etc.

DIX-SEPTIEME U.R.

Le Bureau de la 17e U.R. se réunit tous les jeudis à 20 h. 30, au siège social, 60, rue Saint-Jean. Ces réunions sont élargies aux militants.

LYON

60, rue Saint-Jean, mercredi et samedi, de 17 à 19 heures ; dimanche de 9 à 12 heures.

VILLEURBANNE

286, cours Emile-Zola, dimanche de 9 à 12 heures.

SAINT-FONS

Café des Mûriers.

VENISSIEUX

Brasserie Chaffard.

OULLINS

Café Charles, 75, avenue de la Gare. Pour ces 3 U.L., consulter la presse locale pour les jours de permanence.

S.U.B.

Premier dimanche du mois, conseil syndical au siège ; deuxième dimanche, assemblée générale à 10 heures.

ROANNE

Tous les jeudis, de 18 h. 30 à 20 heures, salle cour Palais de Justice, place du Palais.

SAINT-ETIENNE

24, rue Rouget-de-l'Isle. Responsable : Mellier.

DIX-HUITIEME REGION

UNION LOCALE DE GRENOBLE

Le Bureau de l'U.L. de Grenoble ayant été modifié par l'Assemblée générale du 25 mai 1950, prie les camarades de s'adresser à Jacques Bauchery, secrétaire administratif, 41, rue de la Liberté, à Fontaine (Isère) et de noter que les permanences ont lieu, tous les dimanches de 10 heures à midi, et les mercredis de 20 heures à 22 heures, Bar de l'Oisans, 1, rue Très-Cloître (angle rue du Vieux-Temple), près place Notre-Dame.

DIX-NEUVIEME REGION

Les U. locales de Toulon, Istres, Aix-en-Provence et le groupe de Bollène sont particulièrement invités à maintenir des contacts suivis avec le Secrétariat régional.

P. BATAILLE.

TOULON

Pour tous renseignements, adhésions, librairie, s'adresser à M. D. Diné Gabriel, 36, rue Augustin-Dammas, Toulon. Permanence tous les jours à toutes heures.

MARSEILLE

COURS DE FRANÇAIS ET GROUPE ARTISTIQUE

Tous les mardis soir, de 6 à 7 heures, cours de français pour camarades étrangers. Groupe artistique (déclamation, théâtre, solfège, chorale, mandoline), de 7 à 8 h. 30. Se faire inscrire à la C.N.T., ancienne Bourse du Travail, salle 5.

AIX-EN-PROVENCE

Tous les jeudis, à 21 heures, Bar des Facultés, près grande poste.

NICE ET REGION

Inter. : adh., cartes, journaux : A. Pallanca, rue Joseph-Layet, Villeneuve-Loubet (Alpes-Maritimes).

COMMUNIQUÉS DIVERS

La revue LA REVOLUTION PROLETARIENNE organise pour le dimanche 15 octobre, à 14 h. 30, salle du Musée Social, 5, rue Las-Cases, Paris (métro Solférino), une conférence de Jean Maitron, qui parlera de son livre : « Histoire du Mouvement anarchiste en France, 1880-1914 » et notamment de : La Propagande par le fait, 1880-1894; Les Anarchistes et les Syndicats. Cette conférence sera suivie d'un débat. Entrée libre.

LIBRAIRIE

LIVRES

Pierre Besnard. — L'Ethique du Syndicalisme, 75 fr. (120); La Paix, 100 fr. (145); Les Syndicats Ouvriers et la Révolution Sociale, 200 fr. (260); Le Monde Nouveau, 140 fr. (185).
Aurèle Patorni. — La Débâcle de l'Elite, 150 fr. (195).
Gaston Leval. — L'Indispensable Révolution, 100 fr. (145).
Gabriel Giraud. — Paul Robin, 150 fr. (195).
Jeanne Humbert. — Sébastien Faure, 180 fr. (225).
Fernand Planche. — Kropotkine, 210 fr. (255); Durolle, 150 fr. (195); Louise Michel, 150 fr. (195).
Louis Lecoin. — De Prison en Prison, 160 fr. (205).
Voline. — La Révolution inconnue, 350 fr. (440).
Louis Buchner. — Force et Matière, 270 fr. (330).
Victor Méric. — Coulisses et Tréteaux, 75 fr. (120).
Charles Malato. — Les Joyeusetés de l'Exil, 100 fr. (160).
Ernest Haechel. — Histoire de la Création, 400 fr. (490).
W.S. Wallino. — Le Mouvement Ouvrier et la Démocratie aux Etats-Unis, 200 fr. (290).

BROCHURES

Gaston Leval. — Le Communisme, 40 fr. (70); L'Anarchisme et l'Abondancisme, 10 fr.
G. Berneri. — La Société sans Etat, 20 fr.
L. Barbedette. — Pour la Justice économique, 10 fr.
Ernestan. — La Fin de la Guerre, 5 fr.
Sébastien Faure. — Sacco et Vanzetti, 5 fr.; Les Douze Preuves de l'inexistence de Dieu, 15 fr.; Les Crimes de Dieu, 20 fr.; La Fausse Rédemption, 15 fr.
P. Comont. — L'Architecture, 20 fr.
A. Guillier. — La Révolution salvatrice, 15 fr.
P. Camus. — Le Syndicalisme et le Problème paysan, 20 fr.
G. Yvetot. — ABC du Syndicalisme, 15 fr.
E. Rothen. — La Politique et les Politiciens, 20 fr.
P. Monatte. — Où va la C.G.T., 10 fr.
Pierre Besnard. — Le Problème des Salaires, 6 fr.
Edouard Rotot. — Le Syndicalisme et l'Etat, 12 fr.
Lashortes. — Qu'est-ce que le Prolétariat, 10 fr.
Louise Michel. — Prise de Possession, 15 fr.
Aristide Lapeyre. — Le Problème espagnol, 15 fr.
Les Anarchistes et l'Activité Syndicale, 15 fr.
La Bulgarie, nouvelle Espagne, 25 fr.
Les Bulgares parlent au Monde, 50 fr.
Le Syndicalisme et la Guerre, 5 fr.

REVUES

Mains et Cerveau, 40 fr.
Etudes Anarchistes, 40 fr.
Défense de l'Homme, 40 fr.

EXPÉDITION

Pour les livres, les prix entre parenthèses sont les prix franco.
Pour les brochures joindre 10 francs à chaque.
Pour les recommandés joindre 40 francs par colis, en plus.
C.C. Postal de la Librairie : Paris C.C. 7.473-08, M. Marcheti Robert, 1, rue Dulaure, Paris (20e).

Le Directeur-Gérant : DOUILLET François

Imp Spéc du Combat Syndicaliste

VIEUX TEXTES TOUJOURS VRAIS

La décomposition du Marxisme

de Georges SOREL

(3)

Le phénomène qui frappe le plus l'observateur de l'Angleterre contemporaine est évidemment le trade-unionisme. Bernstein, en regardant cette forme d'organisation syndicale comme étant appelée à s'imposer à tous les pays qui marchent sur la voie du capitalisme, Bernstein croyait être fidèle aux principes les plus incontestés de Marx ; mais les représentants officiels de l'école n'admettaient pas qu'on pût être assez hardi pour reconnaître, grâce à des principes qu'ils déclaraient sacrés, des faits contraires à la thèse de la lutte de classe. Le trade-unionisme a pour objet de régler à l'amiable les conflits qui se produisent entre patrons et travailleurs; s'il doit se généraliser, il devient impossible de dire que le mécanisme de la production capitaliste aggrave les conflits industriels au point de les transformer en lutte de classe. Les anciens amis de Bernstein, ne pouvant s'expliquer comment celui-ci avait pu se mettre à observer pour compléter l'œuvre de son maître, au lieu de faire comme eux des résumés de résumés, pensèrent qu'un tel scandale devait tenir à des causes très impures ; ils accusèrent Bernstein d'avoir été acheté par les capitalistes et ils le traitèrent aussi mal que le Moyen Age avait traité les excommuniés. Je ne veux pas insister sur ce vilain chapitre de l'histoire de la social-démocratie.

Bernstein, persuadé qu'il était demeuré fidèle à l'esprit de Marx, chercha à expliquer comment le développement de la doctrine du maître avait pu le conduire à des résultats si contraires aux thèses enseignées dans l'école ; il fut ainsi amené à se demander si le système primitif de Marx ne renfermerait pas des principes contradictoires, parmi lesquels il s'en trouverait qui correspondraient à ses nouvelles conceptions. Il proposa, en 1899, une théorie sur laquelle l'attention ne me semble pas avoir été assez portée.

Il y aurait eu, suivant lui, dans le socialisme moderne, deux courants principaux : « L'un, « constructif », continue les idées de réforme exposées par des penseurs socialistes ; l'autre emprunte ses inspirations aux mouvements populaires révolutionnaires et ne vise, de fait, qu'à « détruire ». Suivant les possibilités du moment, l'un apparaît comme « utopique, sectaire (19), pacifiquement évolutionniste », l'autre comme « conspirateur, démagogique, terroriste ». Plus nous approchons des temps présents, plus catégorique est le mot d'ordre : ici, émancipation par « l'organisation économique » et là, émancipation par « l'expropriation politique »... La théorie marxiste chercha à combiner les fonds essentiels des deux courants... Mais cette combinaison ne signifiait pas la suppression de l'antagonisme ; elle était plutôt un compromis tel qu'Engels le proposait aux socialistes anglais dans son écrit, « La situation des classes ouvrières » : subordination de l'élément spécifiquement socialiste à l'élément politico-radical et socialo-révolutionnaire. Et quelle qu'ait été l'évolution effectuée au cours des années par la théorie marxiste, elle n'a jamais su se défaire de ce compromis, ni de son dualisme » (20).

Cette manière de concevoir les choses indignait fort Kautsky, qui répondait, peu après, que Marx avait réconcilié le socialisme utopique et le mouvement révolutionnaire en une unité plus haute (!) ; qu'il n'y avait, en conséquence, ni dualisme, ni compromis ; que la prétendue découverte de Bernstein avait seulement pour but d'enlever au marxisme son esprit révolutionnaire qui constitue sa vie. Le seul dualisme que l'on pût reconnaître dans l'activité de Marx et d'Engels consisterait en ce qu'ils furent à la fois hommes de science et hommes de lutte ; l'homme de science pèse le pour et le contre avant de prendre une résolution, tandis que l'homme de lutte est obligé d'agir sans avoir eu toujours le temps de réfléchir longuement. « Ce n'est pas apprécier de tels hommes avec l'impartialité de l'histoire que de déduire de la dualité de leurs fonctions, des contradictions dans leurs théories ou même des fautes d'ordre intellectuels » (21).

Kautsky était persuadé que Marx avait si bien utilisé les recherches et les hypothèses faites avant lui, qu'il était parvenu à la vérité scientifique; reconnaître que le marxisme eût soudé artificiellement deux systèmes contradictoires, c'était avouer qu'il y avait quelque chose d'insuffisant dans la doctrine ; pour rien au monde, Kautsky n'aurait consenti à prononcer un pareil blasphème. La social-démocratie aurait donc commis, suivant lui, une grave imprudence si elle s'était engagée dans les voies nouvelles qui menaient on ne savait où, au lieu d'appliquer toute son intelligence à défendre les principes certains qu'elle avait reçus.

Les idées de Bernstein furent accueillies avec beaucoup de faveur par les gens qui désiraient voir le marxisme échapper à cet immobilisme dans lequel Kautsky prétendait le retenir ; en signalant l'incohérence du système, Bernstein montrait la nécessité de chercher de nouveaux équilibres toujours instables et provisoires, entre les tendances fondamentales du socialisme moderne ; ainsi la vie était introduite dans une doctrine jusqu'alors condamnée à la stérilité ; mais c'était une décomposition du marxisme (22).

En France, l'étude des organisations syndicales a conduit à se demander s'il n'y aurait pas lieu de considérer une décomposition du marxisme autre que celle que Bernstein a examinée. Ce que le marxisme a emprunté aux anciennes tendances socialistes constitue ce qui frappe le plus ; mais il se pourrait que Marx eût ajouté quelque chose, qui constituerait ce que j'appellerai le « marxisme de Marx » ; cette partie est demeurée cachée longtemps parce qu'il n'y avait pas encore d'organisations ouvrières importantes qui lui correspondissent, et Bernstein ne l'a pas reconnue parce qu'il ne connaît bien que l'Angleterre et l'Allemagne. Je me propose de montrer ici comment je conçois cette nouvelle manière de comprendre la décomposition du marxisme.

(19) *Sectaire*, dans la langue de Marx, veut dire *doctrinaire ;* cf. *Les prétendues scissions de l'Internationale*, p. 24.

(20) Ed. Bernstein, *Socialisme théorique et social-démocratie pratique*, trad. franç., pp. 53-54.

(21) Kautsky, *Le marxisme et son critique Bernstein*, trad. franç., pp. 68-70.

(22) Bernstein proclamait, au grand scandale de ses anciens camarades, que le but final n'est rien et que le mouvement est tout (*op. cit.*, p. 278). Il entrait ainsi dans l'esprit de la philosophie contemporaine, qui ne s'occupe ni du point de départ, ni du point d'arrivée des choses changeantes, mais des forces qui, à chaque instant, font incliner le mouvement dans le sens que l'on constate.

(*A suivre.*)

B.D.I.C

Les Livres

UN SCANDALE DE LA VERITE : GEORGES BERNANOS

C'EST en juillet 1948 — il y a déjà plus de deux ans — que s'éteignait Georges Bernanos, l'« intolérable Bernanos ». Après avoir été maudit par tous les « bien-pensants » du siècle, ceux-ci, la famille Mauriac, le trust Teitgen, vinrent verser sur sa tombe des larmes hypocrites... Qu'importe ! L'on s'étonnera peut-être, dans ce journal d'hommes libres, dans ce journal de syndicalistes révolutionnaires, de trouver une sorte d'éloge d'un grand écrivain, d'un grand pamphlétaire, qui était sur le plan des idées si loin de nous.

Mais, par delà ces divergences idéologiques, nous avions — et nous avons toujours — des points communs avec lui. La soif de justice, l'amour de l'homme, le combat pour la Vérité, la haine du mensonge, tous ces thèmes de lutte de Bernanos sont aussi les nôtres.

Par delà la mort, Bernanos restera pour nous l'homme des « Grands Cimetières sous la lune ». « J'ai juré de vous émouvoir, de pitié ou de colère », disait-il souvent. Et il nous a émus. Seul parmi les siens, sorte d'anarchiste égaré à la fois dans le monde moderne et le catholicisme des bien-pensants, il prend la plume et nous donne le plus violent réquisitoire — le plus vrai aussi — contre la tyrannie franquiste. Dans un style qui n'appartient qu'à lui, curieux mélange de soufre, d'huile bouillante et d'amour du prochain, il marque, de sa plume vengeresse, les évêques hypocrites, les généraux avides, les politiciens véreux qui, par lâcheté, par cupidité, par bassesse, ont livré le malheureux peuple d'Espagne à l'un des bouchers les plus sanguinaires que l'histoire ait jamais connu. Ces pages vibrantes de violences sacrées seront — le jour du procès — les documents les plus accablants de l'Europe bourgeoise.

« J'en ai assez de tous ces mensonges ! — écrivait Bernanos. — On maudit l'idole totalitaire à Berlin; on la tolère à Rome; on l'exalte à Burgos. Est-ce qu'on nous prend pour des imbéciles ?... (Ces) tartuffes ...aujourd'hui vous attirent dans les embrasures de fenêtre pour vous confier à l'oreille avec un sourire ignoble : « Nous sa« vons que Moussu Franco tue beau« coup de monde, mais il ne fallait « pas le dire. » Ces gens-là ne me mettent pas en colère. J'éprouve à leur égard, au contraire, une sorte de tendresse, l'espèce de sympathie — décourageé, il est vrai — que le premier homme venu, un soir d'hiver, lorsque la pluie noircit les trottoirs, ressent pour les putains. »

Décidé à faire la chasse à tous les abus, décidé à tout sacrifier au triomphe de la vérité, il ne se laissera pas prendre à une nouvelle imposture : celle de la démocratie chrétienne. C'est avec vigueur qu'il la dénoncera. Dans « Scandale de la vérité », Bernanos écrit : « Ceux qui auront lu les pages de la « Grande Peur » sur la Commune savent qu'en parlant ainsi je reste fidèle à moi-même (1). Je connais le parti clérical. Je sais à quel point il manque de cœur et d'honneur... Le parti clérical n'a jamais été que le sournois intermédiaire du mauvais riche, l'agent plus ou moins conscient, mais indispensable, de toutes les simonies... J'ai honte d'eux, j'ai honte de moi, j'ai honte de mon impuissance... devant le péril qui menace le monde... Voilà les charniers qui s'ouvrent, et il est impossible de tirer de nous un oui ou un non. »

Bernanos ne se souciera plus des gens de sa génération. Peu lui importe qu'ils le comprennent ou non. Peu lui importe qu'ils le vomissent ou l'honorent. Il n'a confiance qu'en la jeunesse, la jeunesse encore neuve, encore enthousiaste, qui seule peut sauver le monde. C'est ce qu'il écrira dans un de ses derniers articles : « Peu m'importe d'être ou non d'accord avec ma génération si je suis par avance d'accord avec celle qui monte... Ce sont les traîtres, les imbéciles qui nous ont mis dedans, et lorsqu'on aura dépensé un million de morts pour réparer leurs bêtises, ils en exigeront un million d'autres pour être confirmés ou réintégrés dans leur prestige au nom de la patrie, de la morale ou de la religion. Les traîtres et les imbéciles ! Mais les imbéciles d'abord ! Tous les imbéciles, tous les ratés, tous ces laissés pour compte d'Etat-major, d'Académie ou d'Eglise, ceux des dictatures comme des démocraties... Le monde de demain organisé par le syndicat des ratés du monde d'hier, quel rêve ! Il n'y a pas un capitaliste des deux hémisphères qui ne soit prêt à financer ce rêve-là. »

Voilà, en quelques phrases choisies au hasard, maladroitement peut-être, une courte vision de l'homme que fut Bernanos. Sorte de Don Quichotte, mais Don Quichotte combattant autre chose que des moulins à vent, Bernanos est mort à une époque où le monde avait besoin d'hommes de sa trempe, de son caractère, de sa loyauté. Bernanos nous laisse un message. Combien l'ont compris ? Et en comprendrons-nous toute la valeur humaine avant qu'il ne soit trop tard ?

Louis VERDOUX.

(1) Ces pages sont un vibrant éloge de la Commune. (N.D.L.R.)

Cinéma

LA RUE

Voilà la triste histoire-re,
Voilà la triste histoire-re... (air connu)

Non, je ne résisterais pas au plaisir sadique de vous raconter la triste histoire de Berthe aux grands yeux.
Margot, sors ton mouchoir, tu vas [pleurer...

Berthe, une tendre et pure jeune fille, est lâchement séduite par un dégoûtant personnage qui l'abandonne aussitôt.

L'oncle de Berthe, vieux barbon au nez bourgeonnant, la presse de trop près. Elle part pour Stockholm, ville de perdition, où elle trouve bientôt un emploi de vendeuse. Or, comme chacun sait, les vendeuses de chapeaux font des heures supplémentaires auprès des marins du port.

Au cours d'une de ces visites, pourchassée par la police, Berthe rencontre un beau jeune homme, mécanicien sur grue (quelle association !) qui l'accueille avec bonté.

Elle le fuit pourtant et est présentée à un homme, proxénète de son état, qui la séduit à son tour et qui, prétextant un besoin d'argent, lui demande cent couronnes. La malheureuse enfant doit subir les derniers, hélas, pas exactement, outrages de son patron pour avoir cet argent.

Puis tout ce joli monde va faire la bombe et le méchant souteneur vole une voiture. Le voilà en prison et Berthe se marie avec le jeune homme à la grue. (Fin de la première partie.) Ils sont heureux, lorsque, brusquement, le vilain bonhomme s'évade de prison.

Berthe abandonne son mari et, pour les beaux yeux de son Jules (je ne garantis pas le prénom), reprends son ancien métier. La pauvre est terrorisée et, un jour, elle est arrêtée pour avoir donné une sale maladie à un jeune homme de bonne famille. Lorsqu'elle ressort du commissariat, son mari la suit.

Berthe annonce la nouvelle de sa maladie à son bourreau qui se fâche tout rouge et frappe la pauvrette, mais le mari survient. Ils se battent comme des lions, et le sale individu prends une « tatouille » mémorable.

Il essaiera de fuir, mais la police l'arrêtera dans le train. Berthe supplie son mari de la laisser reprendre la vie commune. Celui-ci lui donne son congé d'un geste à la Judex.

La malheureuse enfant, en fuyant, se fait écraser par une voiture. Et l'image finale nous montre le mari désespéré veillant le corps de la martyre...

Non, mais, ce n'est pas beau, cela ?

Cette navrante histoire défendue, si l'on peut dire, par des acteurs de seconde classe (la femme est du reste présentée sur les affiches comme la nouvelle Ingrid Bergman) n'a d'égal à son sens mélodramatique que la bêtise qui s'en dégage.

Le commentateur nous annonce au début de la projection que : « Cette histoire est véridique... » Et bien, mon vieux ! on nous prends pour des imbéciles en plus !

Le générique informe l'infortuné spectateur que la supervision artistique (sic) française a été assurée par M. Rognoni, de la Comédie Française. Ce M. Rognoni a dû être influencé par les westerns, car le doublage nous rappelle implacablement les : « Hello ! John comment vas-tu ce matin ? » et autres « Ah, brute, tiens, voilà pour toi, pan, pan !... »

J'ajouterais que le film porte sur ses affiches la mention « interdit aux moins de seize ans », comme un vieux militaire arbore une glorieuse (?) décoration.

Il est inadmissible qu'une telle formule, qui doit être une mise en garde pour les parents, devienne une publicité nouvelle qui est sûre d'attirer vers la salle les amateurs d'émotions sexuelles à bon marché. Messieurs les Censeurs, trouvez autre chose !...

Je n'ai retrouvé, pendant toute la projection de « La Rue » que quelques moments de bon cinéma scandinave. Ceci ne s'applique qu'à la photo et à plusieurs bons mouvements de caméra.

Toutefois, si l'on me disait qu'après chaque projection l'on était obligé de laver l'écran, cela ne me surprendrait pas outre mesure.

Pierre DAVRON.

P.-S. — En première partie, passe un très bon documentaire sur l'art et la vie de Manolete, le grand torero espagnol. Vous pouvez l'aller voir, si vous partez pendant l'entr'acte.

ENQUÊTE SUR L'AJISME

Dans quelques années, l'Académie Française sera obligée d'ajouter les mots ajisme et ajiste à son dictionnaire. En effet, qui aujourd'hui ignore comment se nomment ces jeunes gens qui parcourent les routes été comme hiver et dorment le soir dans les Auberges de Jeunesse, après avoir, autour d'un feu, chanté de vieilles chansons du folklore.

L'ajisme est un milieu particulier, fait de non-conformisme et de révolte plus ou moins consciente. Résultant d'un mouvement spontané, il ne revêt pas cet aspect, figé sur des principes périmés, du scoutisme.

L'ajisme, peu à peu, conquiert droit de cité. Il tend à s'officialiser, les pouvoirs publics doivent compter avec lui. Cela leur donnent d'ailleurs bien des ennuis, si cela représente bien des dangers pour l'ajisme.

La France offre cette particularité d'être, dans tous les domaines, très divisée. L'ajisme n'échappe pas à cette règle. Il existe quatre organisations d'auberges de jeunesse qui se disputent les faveurs des jeunes. Nous ne comptons pas les quelques petits groupuscules sans importance.

On peut cependant, pour avoir une idée de ce que représentent ces diverses organisations, schématiser et partager l'ajisme en deux grands courants. L'un gestionnaire, laïque et démocratique, est l'héritier du Centre Laïque des Auberges de Jeunesse d'avant la guerre. Il concrétise la volonté des usagers d'auberges de jeunesse, de diriger eux-mêmes leur propre association et de mettre en pratique les grands principes du syndicalisme : internationalisme ouvrier, gestion directe, laïcité. Pour réaliser ce but, il aspire à éveiller la conscience des jeunes, aux grands problèmes du monde moderne.

Dans les groupes, le jeune usager trouve des activités à la mesure de ses aspirations. Ces activités lui permettent de s'affirmer à ses propres yeux. De prendre conscience de ses possibilités. Peu à peu, au travers des expériences accomplies, s'établit la synthèse entre le jeune antitout et l'individu conscient.

L'autre courant technocratique et bureaucratique est entièrement contrôlé par les staliniens et les cléricaux qui s'entendent parfaitement pour ne pas laisser aux jeunes la direction de leur association. Ils sont inexpérimentés pour cela, seuls des « techniciens » en sont capables.

Ces deux conceptions de l'ajisme sont représentées par le C.L.A.J.P.A. (courant gestionniste) et l'U.F.A.J., la L.F.A.J., le C.L.A.J., réunis sous l'étiquette F.F.A.J. (courant bureaucratique).

Nous commençons aujourd'hui une enquête sur les auberges de jeunesse. Nous étudierons tour à tour les conceptions des différentes organisations. Le plus objectivement possible, nous poserons les problèmes qui se posent aux ajistes et plus particulièrement celui de l'Etat. L'ajisme est trop près du syndicalisme pour que celui-ci s'en désintéresse.

JEAN-BERNARD.

P.-S. — Les camarades qui désireront nous écrire pour nous donner leurs opinions sur l'ajisme, doivent le faire dans le plus bref délai.

MOUVEMENT UNI DES AUBERGES DE JEUNESSE

Créé à la libération, le M.U.A.J. tente de rassembler les différents courants idéologiques de l'ajisme. Les staliniens et les cléricaux tente de s'emparer des différentes responsabilités. Ils échouent et quittent l'organisation.

MOUVEMENT LAIQUE DES AUBERGES DE JEUNESSE

Transformation du M.U.A.J. S'affirmie laïque, démocratique, permet aux jeunes de mettre en pratique la gestion directe. Se déclare en marche vers le socialisme. S'oppose à toute tentative de mainmise politique ou confessionnelle sur les A.J. Mis en sommeil en 1948.

CENTRE LAIQUE DES AUBERGES DE JEUNESSE

Le M.L.A.J. se sentant isolé dans l'éventail des organisations, décide, pour résister aux assauts qui lui sont portés, de faire appel aux organisations d'instituteurs: S.N.I., L.F.E., F.E.N., et syndicales : C.N.T., C.G.T., C.G.T.-F.O. Ainsi est créé en 1948 le C.L.A.J.-P.A. qui tente de rassembler dans une même organisation les usagers et les techniciens, les seconds sous le contrôle des premiers et élus par eux.

UNION FRANÇAISE DES AUBERGES DE JEUNESSE

Organisme technique qui installe, aménage et gère les A.J. sans aucun contrôle des usagers. S'est révélée incapable de doter la France d'un véritable réseau d'auberges. Dirigée par les staliniens, a participé à toutes les oppositions dirigées contre le C.L.A.J.-P.A.

LIGUE FRANÇAISE DES AUBERGES DE JEUNESSE

Première organisation ajiste en France. Créée en 1929 par Marc Sangnier. Dissoute en 1943, reformée en 1946. D'apparence neutre, la L.F.A.J. est d'inspiration chrétienne de gauche.

ORGANISATION CENTRALE DES CAMPS ET AUBERGES DE JEUNESSE

L'O.C.C.A.J. est l'organisation ajiste de l'Association Catholique de la Jeunesse Française Réactionnaire.

CENTRE LAIQUE DES AUBERGES DE JEUNESSE

Le communisme dans les auberges. Créé par M. Anvers, ancien membre du Comité directeur du C.L.A.J. d'avant guerre. A repris ce titre, mais sans succès (10 groupes dans la région parisienne, le C.L.A.J.-P.A. : 180).

FONDATION FRANÇAISE DES AUBERGES DE JEUNESSE

La F.F.A.J. regroupe contre les trois organisations précitées la plupart des mouvements de jeunesse français. But : créer, gérer les A.J. par l'intermédiaire d'un Comité directeur composé des représentants des mouvements de jeunesse.

Le C.L.A.J.-P.A. ne fait par partie de la F.F.A.J. qui s'appelle d'ailleurs maintenant Fédération Française des A.J.

FEDERATION NATIONALE DES AUBERGES DE JEUNESSE

Créée au mois de mars 1950 par des usagers d'A.J. Tente de résoudre le problème de la division de l'ajisme en constituant le cadre de l'unité.

La F.N.A.J. a été acceptée par les quatre organisations d'auberges. Seul le C.L.A.J.-P.A. n'est pas revenu sur l'accord établi. Son dernier congrès s'est déclaré a une très faible majorité favorable à la F.N.A.J.

La F.N.A.J. rassemble usagers et techniciens tout en laissant aux premiers la gestion et la direction de l'Association.

LES TRAVAILLEURS SONT A LEUR PLACE DANS LES CINÉ-CLUBS

par Jérôme ARNAN

DEPUIS l'émerveillement des premières images animées, le cinéma, contemporain du machinisme, a connu un essor prodigieux. Il était déjà devenu une bonne affaire commerciale avant qu'il acquiert un langage, qu'il devienne un moyen d'expression autonome comme la peinture, la littérature ou le théâtre.

Les gardiens de l'autorité et du dogme eurent tôt fait de découvrir le formidable, l'unique moyen de fascination et d'abrutissement qui s'offrait à eux. L'installation d'un réseau mondial de salles obscures, des kilomètres de pellicule, un contrôle impitoyable solidement appuyé sur les préjugés en cours, permettaient de fournir aux masses une drogue nouvelle et efficace.

L'art chemine parmi cette monstruosité, écrasé, souvent défiguré, toujours émouvant. La liberté ressurgit toujours et il est au cinéma des témoignages libérateurs inoubliables. Mais le public, — et les travailleurs constituent évidemment la partie la plus importante de ce public, — accepte sa ration généralement hebdomadaire d'ineptie, passe à côté de ce qui pourrait l'exalter, ou le méprise. Paris, sans parler des agglomérations du département de la Seine, compte environ trois cent trente salles de cinéma dont les directeurs équilibrent le budget.

Devant ce déferlement de médiocrité, de fausse gloire, de faux honneur, de faux amour, devant ces méthodes forcenées des sociétés autoritaires qui amoindrissent les exploités par de pénibles conditions de travail, et les « sonnent » psychologiquement en dehors de celles-ci, des spectateurs se sont organisés. Ainsi naquirent les cinés-clubs, associations dont le but fut de lutter contre les emprises de plus en plus néfastes d'un moyen d'expression entre les mains de nos ennemis.

Peu nombreux avant la guerre de 1939-1945, les cinés-clubs se multiplièrent rapidement après : l'immense espoir emmagasiné pendant l'occupation nazie se traduisant par une manifestation d'activités culturelles diverses orientées vers le changement que beaucoup estimaient proche, des formes de société que nous connaissions.

Les cinés-clubs, aujourd'hui groupés dans une Fédération, représentant un effort sérieux de formation. Ils projettent à leurs adhérents des films qui ont toujours un intérêt certain, ce qui n'est pas le cas des salles normales. Un thème donné conduit l'ordre des projections : l'œuvre d'un metteur en scène, le scénario, le montage, le réalisme dans différents pays, le cinéma et la peinture, le cinéma et la musique, etc.

Le public découvre non plus une entreprise systématique d'égarement, mais un procédé d'expression qui peut devenir, au contraire, un puissant moyen d'éducation et d'émancipation. Malgré les censures, les vetos financiers, les pionniers du langage cinématographique (Griffith, Mack Sennett, Feuillade, Sudovkine) ont forgé un art magnifique portant le signe d'un effort collectif; les lutteurs (Jean Vigo, Clair, Renoir, etc.) ont fait que la dignité humaine n'a pas disparu des studios; des courants issus directement de l'âme d'un peuple, tels l'expressionnisme allemand ou le nouveau réalisme italien, sont apparus. Tout ce que la production courante assagit ou masque absolument, le ciné-club peut le mettre en relief devant des spectateurs d'abord étonnés, puis de plus en plus conscients de la manière soigneusement étudiée et préméditée dont ils sont bernés et maintenus dans une utilisation néfaste de leurs loisirs, tant qu'ils ne commencent pas à s'en occuper eux-mêmes.

Les films sont souvent présentés par des membres du ciné-club, ou par des historiens du cinéma (Mitry descend souvent dans les cinés-clubs de la région parisienne), ou par des techniciens, heureux de renseigner un public qui leur permettra de faire du meilleur travail dans leur corporation, parce que plus difficile sur le choix des sujets et sur la façon de les traiter. Après la projection, une discussion s'engage sur le film. C'est peut-être la partie la plus fructueuse des activités d'un ciné-club, car si le public élargit les possibilités de jugement qu'il a d'un film en connaissant mieux l'histoire et les moyens de s'exprimer d'un art en plein bouillonnement, le public, à son tour, peut trouver des raisons nouvelles de défendre ou de rejeter une œuvre, de faire connaître ce qu'il voudrait voir plus fréquemment sur les écrans, d'aborder, à propos d'un film, des questions d'ordre social dont nombre de spectateurs moyens ne se sont jamais souciés. Par exemple, l'ouvrier est souvent représenté au cinéma d'une manière ridicule ou odieuse, et les spectateurs, travailleurs pour la plupart, acceptent passivement cette déformation volontaire de leur mode d'existence ou ne s'en rendent même pas compte.

Les staliniens et les cléricaux ont déjà compris tout l'intérêt qu'ils pouvaient tirer de la fréquentation des cinés-clubs et certains de ceux-ci sont devenus des noyaux de leur propagande. Ne laissons pas se ternir un moyen éminemment éducatif. Sachons être présents; les programmes de ciné-club remplacent avantageusement les spectacles ordinaires. Apprenons à connaître les œuvres révolutionnaires du cinéma et animons les discussions du public en leur ôtant le côté parfois étriqué ou spécifiquement esthétique, en liant l'art cinématographique à notre vie même, à nos soucis et à nos luttes, tout en gardant la prudence qui s'impose devant un auditoire qui ignore presque toujours tout de nos conceptions.

Voilà, camarades, si vous disposez d'un peu de temps et si vous êtes amateurs de vrai cinéma, comment vous pouvez concilier vos loisirs et votre action de militant.

BULLETIN D'ABONNEMENT

au « Combat Syndicaliste »

Je soussigné,
NOM .....
Prénoms .....
demeurant .....
.....
déclare souscrire un abonnement de (1) .....
au « Combat Syndicaliste ».
Le .....
SIGNATURE

Envoyez les sommes au C.C.P. PARIS 7497-93
Y. RICHAUD, 20, Rue Sainte-Marthe, PARIS-X^e

(1) 12 numéros : 110 fr. - 24 numéros : 215 fr. - 48 numéros : 420 fr.

B.D.I.C

CEUX QUI SONT A PLAINDRE

IL ne s'agit pas — comme vous pourriez le supposer — des travailleurs de ce pays dont le pouvoir d'achat s'amenuise sans cesse, mais de nos pauvres patrons. C'est du moins ce que tente d'expliquer, dans son éditorial du 1er octobre dernier, le « Journal du Bâtiment et des Travaux publics », de Lyon.

Sous forme de parallèle entre les salaires et les bénéfices, le périodique cité appuie et reprend à son compte les récentes déclarations de M. Villiers, le représentant du patronat français. Celui-ci se plaindrait, en effet, de la campagne tendancieuse (à son avis) menée par une certaine presse affirmant que, face à l'ouvrier français (le plus mal payé d'Europe, l'Espagne mise à part), le patronat français réaliserait des bénéfices de plus en plus astronomiques et scandaleux.

Il essaie de nous convaincre d'abord, avec chiffres et statistiques « officiels » que l'ouvrier français n'est pas le moins rémunéré de notre continent.

Une vérité première est à rappeler à notre confrère : les conditions d'existence actuelles faites aux travailleurs sont inférieures à celles qui leur étaient imposées avant guerre. Il n'est pour s'en convaincre que de consulter le tableau comparatif — paru dans notre « C. S. » — des prix des produits alimentaires et des produits d'entretien de première nécessité avant 1939 et en 1950.

Si la mauvaise foi ne l'aveugle pas — ce dont nous serions tentés de l'accuser — il pourrait se convaincre combien il est ridicule et mesquin de se faire le défenseur des « pauvres patrons ».

Cependant l'éditorial en question ne reproche pas franchement aux ouvriers d'avoir des raisons de ne pas être satisfaits de leur sort présent. Il emploie l'astuce courante et grossière, servie en toute occasion : l'Etat, cet Etat sangsue est la cause de tous nos maux. Et là encore, il met en avant force chiffres pour étayer son argument. Nous voulons bien ; mais qu'il nous permette encore une vérité incontestable : dans ce cas encore, la seule victime ou la principale, c'est encore, c'est toujours le consommateur, donc le travailleur.

Il est évident qu'envisageant le problème crucial des salaires et des bénéfices, ou pour mieux dire le rapport entre exploités et exploiteurs, sous cet angle essentiellement humain, nous paraissons auprès de ces « puits de science » (se prenant tels parce qu'ils jonglent avec les chiffres et les statistiques « dites » officielles) pour des minus et des primaires. Nous nous moquons de ces appréciations : nous restons persuadés que toute autre façon de le considérer n'est que littérature et camouflage de la vérité.

On pourra également nous accuser de vouloir plaire, de chercher à flatter les masses ou de nous contenter de solutions de facilité. Nous ne nous en étonnerons pas. Un fait est certain : nous sommes, à la C.N.T., conscients de la complexité des problèmes sociaux; mais, en qualité de partisans de solutions neuves et hardies, il est normal que notre point de vue soit opposé à celui des plumitifs asservis au régime actuel.

Comme nous l'écrivions déjà dans notre hebdomadaire, si M. Villiers et ses acolytes sont fatigués d'assurer leurs responsabilités pour l'organisation de la machine économique, nous acceptons de prendre les nôtres. Il serait bon que ces messieurs aient le courage de reconnaître que c'est leur campagne de presse qui est tendancieuse, parce qu'elle cherche coûte que coûte à prouver que le régime capitaliste est bon, alors qu'il est le seul responsable de toutes ces iniquités, de toutes ces inégalités, de toutes ces contradictions.

Mais à la réflexion, le « Journal du Bâtiment » a raison : ces messieurs du patronat sont vraiment à plaindre.

Ils sont à plaindre d'avoir si peu de bon sens humain.

Ils sont à plaindre d'être profondément égoïstes. Ils sont surtout à plaindre de s'efforcer à justifier et à défendre, sous le couvert d'un paternalisme jésuitique, un régime décadent et voué à la disparition.

FRANLUC.

LE COMBAT SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA Confédération Nationale du Travail

Section Française de l'Association Internationale des Travailleurs

RÉDACTION-ADMINISTRATION : 39, rue de la Tour-d'Auvergne - PARIS (9e)

Paraît tous les Vendredis

LA COPIE DOIT ARRIVER LE SAMEDI AU PLUS TARD

Abonnements : 1 an (48 numéros) 420 fr.
Six mois : 215 frs - Trois mois : 110 frs
Changements d'Adresse : 20 francs

C. C. P. : Y. RICHAUD PARIS 7497-93
20, RUE SAINTE-MARTHE, PARIS-Xe

RAIL... RIS !

La célérité ne semble pas être l'apanage du chef de gare principal hors classe de Paris-Nord. (Il n'y a pas à dire, un titre pareil ça a de la gueule).

En effet, le 9 juin 1950, la Fédération des Travailleurs du Rail (C.N.T.) a demandé à cet honorable « cheminot » l'installation de panneaux particuliers pour chaque organisation syndicale dans des lieux accessibles à tout le personnel conformément aux dispositions de l'article 10 du protocole du 3 juin 1948.

Même demande a été effectuée au fonctionnaire de même rang à la Chapelle-Triage le 20 mai 1950. Trois semaines après, exactement le 13 juin, satisfaction nous était donnée par ce dirigeant qui, sans nul doute, personnifie l'exception confirmant la règle.

A Paris-Nord, après plus de quatre mois, nous attendons toujours.

A différentes reprises des experts, armés de mètres pliant ou à ruban, sont venus examiner les lieux, tirer des plans, disserter sur la solution à adopter.

Nous attendons patiemment sachant bien qu'il ne faut être excessif en quoi que ce soit. Les crédits à engager pour satisfaire notre demande sont sans doute d'une importance qui échappe aux profanes que nous sommes. Peut-être même est-il difficile de songer à les prélever sur la dernière allocation gouvernementale d'un peu plus de 40 milliards accordée à la S.N.C.F. par crainte de crever le plafond.

Persévérants, nous ne perdons pas pourtant l'espoir d'arriver à nos fins. Il est possible en effet qu'une des prochaines libéralités du plan Marshall joue en notre faveur. Nous avons bien eu les wagons d'épingles et de crayons à bille. Alors, pourquoi désespérer ? Surtout qu'en dernier ressort il restera toujours à notre disposition une solution. Nous vendre ! Nous obtiendrions dans ce cas tous les cadres possibles, même en bois des îles.

La S.N.C.F. ne possède pas un flirelin en caisse pour accorder des salaires décents aux agents des basses échelles.

Elle dispose à peine des crédits nécessaires afin d'effectuer les travaux de première nécessité indispensables pour assurer la bonne marche du service.

A la gare du Nord, parmi ceux-ci a été incorporé le rehaussement, d'environ 75 centimètres, des portiques comportant les panneaux de signalisation des trains au départ.

A première vue cette modification semble inutile, les panneaux n'étant pas mieux lisibles qu'antérieurement. Il faut admettre pourtant que si elle n'avait été effectuée la construction de l'estrade, maintenant indispensable pour procéder au changement des panneaux, n'eût pas été justifiée.

La réalisation de ce travail présente, il est vrai, plusieurs avantages importants. Tout d'abord l'octroi gratuit d'un torticolis aux voyageurs qui ont le malheur de fixer trop longtemps le portique pour y puiser un renseignement. De plus, l'estrade est, paraît-il, à double fin. Outre son emploi normal elle servira de tribune. C'est juché sur ce piédestal que dorénavant le haut dignitaire de la S.N.C.F. viendra les 1er et 11 novembre exalter devant la foule recueillie l'esprit de sacrifice et le patriotisme des morts des deux dernières guerres... et de celle qui chauffe.

La grande lessive est commencée. Bon nombre de « vieilles barbes » hiérarchisées ont été avisées de leur mise à la retraite à compter des 1er janvier et avril 1951. Ces messieurs font contre mauvaise fortune bon cœur. Les places n'étaient pas mauvaises. Le travail à fournir assez agréable puisqu'il consistait surtout à brimer l'agent exécutant.

Après avoir tellement rampé, accepté tant de servitude, fait abstraction de toute personnalité leur vie durant, partir ! Comme un vulgaire lampiste, pire qu'un lampiste même, avec le mépris de tous. Quelle déchéance !

Ils seront malheureusement remplacés par aussi méprisables, par aussi mauvais qu'eux. Les postulants ont les dents longues. Chacun essaie, dès maintenant de se placer, de se glisser à la corde, afin d'avoir toutes les chances pour lui.

Il y a du sport en perspective.

Le Tordu.

La charrue devant les bœufs

(*Suite de la première page.*)

les nations elles-mêmes. Cette lutte nous offre des aspects fort divers au cours de son développement, mais tout comme celle des individus entre eux, elle tend à ne laisser subsister que les plus fort. Mais elle implique la subordination des plus faibles. Aujourd'hui, il n'y a que deux « grands », ce sont Truman et Staline; les autres ne sont que des « satellites ».

Cet euphémisme diplomatique ne peut se traduire en langage populaire que par le mot « valet ». Pourtant, on peut nous objecter qu'il est très facile de faire comprendre même à un manœuvre léger du bâtiment ce que c'est qu'un satellite. Il n'y a qu'à lui dire : c'est comme la lune et, ma foi, c'est bien cela en effet;

3o Une seule force « pourrait » s'opposer aux oligarques de tous les pays, ce serait celle de l'organisation des classes négligeables sur le plan national et sur le plan international et ce serait d'autant plus facile qu'en certaines périodes de plus en plus rapprochées, les oligarques de beaucoup de pays sont incapables de satisfaire aux besoins animaux des classes négligeables.

Malheureusement, cette organisation qui avait commencé de s'ébaucher à la fin du siècle dernier, a fait faillite et il est très difficile aujourd'hui de la remettre debout. C'est pourtant à cette tâche presque surhumaine que s'est vouée notre C.N.T.

Et c'est par là qu'il faut commencer si l'on veut aboutir vraiment à des résultats tangibles. Le corps social anémié par une foule innombrable de parasites ne peut être sauvé que par l'élimination totale de ces parasites qui, se faisant de plus en plus nombreux et dévorants, menacent de l'anéantir.

Hélas! on a persuadé le corps social que tous ces poux, punaises, morpions, cafards, etc., étaient absolument nécessaires à sa bonne santé. Et il le croit!

Nous ne croyons pas plus à l'unification, c'est-à-dire à la pacification de l'Europe qu'à l'efficacité de l'O.N.U. D'ailleurs, attention ! nous avons déjà exposé le distinguo que l'on doit faire entre la pacification et l'unification par la force.

***

Dans le même journal, nous relevons un habile plaidoyer en faveur de l'O.N.U. par M. Jean Lacouture.

Mille regrets, monsieur Lacouture, mais votre bilan superbe en apparence est un bilan négatif. L'O.N.U. est comparable à la boîte de Pandore (cette image, si éculée soit-elle, est toujours vraie), il en sort à la fois et le bien et le mal. Tout ce que vous citez à son actif correspond uniquement aux efforts accomplis pour contre-balancer un passif qui est exactement de même origine et le dépasse à un tel point qu'il ne se joindront jamais.

Allons, bonnes gens ! Pourquoi criez-vous ? Nous vous faisons de cruelles blessures, mais ensuite nous nous mettons en quatre pour les panser et les guérir. Ceci n'est pas une boutade, monsieur Lacouture, c'est l'expression de la vérité.

L'O.N.U. fait la guerre, la guerre fait des réfugiés et des régions dévastées, mais l'O.N.U. est là pour réparer ces régions et secourir les réfugiés. Excusez-la si elle n'a pas encore trouvé le moyen de ressusciter les morts.

Il faut refaire le monde sur de nouvelles bases pour assurer à tous les individus la satisfaction de tous leurs besoins en échange d'un certain effort physique ou intellectuel.

Comme le disait Pauwels, également collaborateur à « Combat », « nous donnerions volontiers nos forces et notre esprit à une action favorable à un équilibre social, économique et politique du monde... Pour l'heure on nous pardonnera que de nous appliquer à dénoncer les mystifications ».

Pour l'"Unité" en voiture !

(*Suite de la première page.*)

qui fera rentrer tout le monde dans la maison du compère Frachon. Et nous serons revenus quelques années en arrière au temps du bon gouvernement de ceux que, sans vergogne, on nomme nos « élus ».

Bien évidemment, il y aura toujours une C.N.T. absolument fermée à toutes ces sortes de tripatouillages. On commence d'ailleurs à en prendre son parti et on emploie de moins en moins le vocabulaire qui voulait indiquer que des membres de la « base de la C.N.T. » sont présents dans leurs « comités d'unification ». Les gars de la base de la C.N.T. perdront donc là une occasion de sourire. Nous avons souvenance de la visite d'un monsieur connu qui vint au siège s'excuser de nous prendre nos adhérents. Il n'y pouvait rien.

Que voulez-vous ! Il ne pouvait tout de même pas les refuser. C'est curieux ce que la C.N.T. possède d'ex-adhérents qui vont ailleurs. Les tenants de l'ailleurs en question feraient bien de vérifier l'ex-appartenance de ceux qu'ils prétendent admettre chez eux. Nous profitons de l'occasion qui nous est offerte pour dire à l'ami qui tenait tant à s'excuser de cette avalanche d'adhérents nouveaux, que nous comprenons fort bien son besoin d'effectifs et que nous ne voyons aucun inconvénient à ce qu'il continue, bien malgré lui, à se créer les légions qui permettent tout de même d'avoir sa petite importance. On a ce qu'on peut.

C'est comme l'ami Duperray — qui ne nous en voudra pas de le mettre une fois de plus au premier plan — qui pense faire servir sa ligue des partisans syndicalistes à regrouper en une seule centrale tout ce qui n'est pas la C.G.T. (« L'Unité », no 5, p. 8, 1re col.)

Si Duperray pense que nous allons le suivre sur ce terrain, il se trompe. Nous n'admettrons jamais de travailler à la destruction de la seule centrale syndicale qui n'a jamais trompé les travailleurs.

Nous n'admettrons jamais d'apporter nos efforts aux trotskistes qui sont en puissance, des dictateurs aussi dangereux que les staliniens.

Et d'où vient l'argent qui permet aux trotskistes de publier « L'unité » ? Ce journal est bien fait et ce résultat ne peut être atteint qu'avec des moyens financiers qui le permettent.

Nous terminons sur ce point d'interrogation.

Cheminots, il faut nous battre !

(*Suite de la première page.*)

blic et les dirigeants incapables qui l'ont conduit au bord du précipice.

Il leur faut lutter contre le capitalisme privilégié, contre l'Etat et ses forces répressives, contre les bonzes des centrales réformistes, exécuteurs des directives des partis politiques, contre les « faisans » du syndicalisme de toute appartenance.

Il leur faut lutter pour faire triompher nos principales revendications qui sont :

25.000 francs par mois à la base;
Les quarante heures;
L'échelle mobile;
La suppression des zones de salaires;
La retraite à cinquante ans ou vingt-cinq ans de service;
Un mois de congé;
Le respect absolu du droit de grève;
La suppression de toutes les primes et du travail à la tâche.

Il leur faut lutter enfin, non contre la bombe atomique, les dix-huit mois, la guerre de Corée ou d'Indochine, mais contre toutes les guerres et pour la suppression totale des armées.

Il faut vaincre ou disparaître !

Si nous en sommes là, c'est parce que les méthodes de lutte employées étaient inefficaces. Tournemaine, lui-même, n'a-t-il pas avoué à la Mutualité, le 27 septembre, qu'aucun résultat valable n'avait été obtenu depuis deux ans par les organisations syndicales.

Les événements nous donnent une fois de plus raison.

Seule l'action directe est susceptible d'assurer le triomphe de notre cause.

Classe contre classe ! Comme au bon vieux temps de la C.G.T. révolutionnaire d'avant 1914. La formule est toujours valable, contrairement à ce qu'affirment certains promoteurs de méthode aussi fantaisiste qu'inapplicable.

Et puisqu'il faut envisager la grève générale illimitée pour faire entendre raison aux « requins du rail », préparons la, menons la à bien pour obtenir enfin le droit à une vie décente dans la paix et la liberté.

Que chacun prenne ses responsabilités!

Cette fois-ci, l'abstention ne paiera pas!

Yougoslavie 1950

SOCIALISME OU BUREAUCRATIE ?

(5)

Voici terminée la première partie de notre enquête en Yougoslavie. Les premières impressions, les contradictions qui nous apparaissaient surtout au début de notre séjour, en ont été les traits dominants. Nous entrons aujourd'hui dans une étude plus sociale, plus profonde, dans laquelle l'interprétation prend le pas sur la chose vue.

UN PEU D'HISTOIRE

Avant la dictature royale qui débuta en 1929, la Yougoslavie connut un régime bourgeois libéral. Une certaine liberté : de réunion, de presse, etc., régnait. Les partis et les syndicats avaient une existence légale. La classe ouvrière n'était pas très importante, mais elle était très active et fortement éduquée. Le syndicalisme n'était pas indépendant, mais assujetti aux différents partis politiques.

Depuis 1918, la Yougoslavie était passée plusieurs fois successivement par des régimes de liberté ou de clandestinité. Le parti communiste et l'Union des Syndicats Indépendants s'adaptant plus facilement que les organisations démocratiques aux conditions les plus diverses, devinrent la cheville ouvrière du mouvement yougoslave prolétarien.

Le courant socialiste connaissait également une certaine vitalité. Il avait ses journaux, ses librairies, sa maison du peuple dans toutes les grandes villes.

En Yougoslavie ce sont, contrairement à la vieille tradition syndicaliste française, les partis qui ont constitué les syndicats. La vie syndicale et politique est marquée de 1918 à 1941 par de nombreuses grèves, (notamment la grève générale des cheminots en 1920). Ce sont les syndicats communistes qui se montrent les plus actifs et s'est vers eux que va la confiance de la grande majorité des ouvriers.

En avril 1941, les armées allemandes déferlent à travers la Yougoslavie. Le roi Pierre qui vient de prendre le pouvoir se réfugie en Egypte. Au début de l'occupation, plusieurs mouvements de résistance se sont formés spontanément. La Yougoslavie est divisée en sept parties. Chacune est rattachée à un Etat (Albanie, Bulgarie, Hongrie, Autriche, Italie, Allemagne, Croatie). Durant les quatre années de guerre, les différents mouvements, qui avaient adopté des formes d'organisation et d'action en rapport à leur situation particulière, se sont rassemblés autour des deux plus grands centres de résistance, commandés un par le général Mikaïlovich, l'autre par Tito.

Très longtemps l'armée de Mikaïlovich fut plus importante que celle de Tito. Ce fut en 1943, après la reddition des armées italiennes, que la force de Tito s'est considérablement accrue.

La résistance fut rendue difficile du fait de la division religieuse de la Yougoslavie où l'on compte 51 % d'orthodoxes, 40 % de catholiques, 9 % de musulmans, juifs, vieux catholiques, etc...

Hitler et Mussolini ressuscitèrent le vieux nationalisme croate en créant l'Etat Croate indépendant, dirigé par les Oustachis. Ce sont des unités fascistes équipées et entraînées en Italie par leur chef Ante Pavelich.

La Croatie comprend 2 millions de Serbes orthodoxes et 4 millions de Croates catholiques. Les Oustachis obligent les Serbes à adopter le catholicisme ou à regagner « la petite Serbie » autour de Belgrade. Dès le mois de juin 1941, la guerre religieuse et nationale se déclare dans la partie occidentale de la Yougoslavie.

En quelques mois, 200.000 hommes ont changé de religion; 500.000 personnes se sont réfugiées en petite Serbie; 1.200.000 ont été massacrées (7 à 800.000 Serbes; 300.000 Croates catholiques et 60 à 80.000 Musulmans). C'est la guerre de religion dans toute son ampleur, cruelle, sauvage, n'épargnant personne, ni femmes, ni enfants, ni vieillards. Les Outstachis croates attaquent les Serbes qui, tout en se défendant, profitent du désordre ainsi créé pour anéantir ou chasser quelques milliers de Musulmans installés entre la Serbie et le Monténégro depuis l'occupation turque.

En masse, pour échapper aux différents massacres, les jeunes, hommes et femmes, se réfugièrent dans les montagnes et constituèrent plus tard les groupes de résistance, ralliant ensuite en petites unités, armées, éduquées, les formations de Mikaïlovich ou de Tito. Plus perméables à l'idéologie communiste qu'aux théories nationalistes, ce sont eux qui ont fait la force de Tito et le portèrent au pouvoir.

Cette dualité de plus en plus aiguë entre Tito et Mikaïlovich n'était pas sans inquiéter le commandement militaire allié. Les combats entre les deux groupes de résistance n'étaient pas rares. Les alliés essayèrent vainement de placer les deux armées sous un commandement unique. En septembre 1943, l'Italie déposa les armes. Les alliés s'entendirent : aucune armée n'entrera en Yougoslavie; elle se libèrera par ses propres forces. Sur l'insistance de la Russie, seul Tito fut reconnu par les alliés, son armée obtint leur appui. Cela devait déclencher une nouvelle guerre civile. Mikaïlovich accepta l'aide de groupes armés constitués sous l'occupation avec l'autorisation des Allemands en Slovénie, Croatie, Serbie et au Monténégro. Il espérait pouvoir vaincre Tito et l'empêcher de s'emparer du pouvoir. Mais les Russes entrant en Serbie à la demande de Tito, l'empêchèrent de réaliser ses projets. Il est même bien improbable que son armée ait réussi à vaincre celle de Tito.

Mikaïlovich refusa d'être évacué en Italie, fut condamné à mort pour collaboration avec l'ennemi. La libération de la Yougoslavie se termina par l'élimination des groupes de résistance refusant de reconnaître Tito. Ainsi s'acheva cette partie si trouble, et si douloureuse, de l'histoire yougoslave.

Pierre-François VEZON.

(*A suivre.*)

B.D.I.C

3428

LE COMBAT SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

24e année - Nlle série, N° 43 — 10 FRANCS — VENDREDI 20 OCTOBRE 1950

PRELUDE AU DELUGE

Comme bien vous pensez, il ne s'agit pas de musique. Il s'agit des signes avant-coureurs d'une apocalypse de derrière les fagots. On sent que quelque chose de pas ordinaire se prépare. Les mystiques interrogent Nostradamus ou le prophète Malachie; les inquiets, dont nous sommes, interrogent les journaux. Quant au commun des mortels, il continue à danser le tango et le roulis-roulis... pardon, des sambas et des rumbas, car il faut être de son temps.

Pourtant nous devons reconnaître que la danse n'est pas la préoccupation majeure et exclusive du commun des mortels. Il s'intéresse aussi aux gagnants du Sweepsteake (à vos souhaits !), aux vedettes de la boxe et du cinéma, aux courses de vélos et de motos, à tous les sports, même à celui de la marche, que les initiés traduisent doctoralement par footing, ce qui ne les empêche pas de prendre le métro pour épargner à leurs jambes « sportives » un parcours de cent-cinquante mètres.

Il s'intéresse à tout, le commun des mortels, sauf à son propre sort, dont il a l'air de se moquer éperdument.

Nous sommes pourtant menacés d'une catastrophe capable d'engloutir toute notre civilisation, c'est-à-dire de supprimer radicalement *l'acquis* de plusieurs centaines de siècles d'effort humain.

Et dans cet acquis, ce qui nous intéresse le plus ce n'est ni la philosophie de Bergson, ni l'œuvre de Paul Valéry, ni l'existentialisme de M. Sartre. Ce qui nous intéresse le plus c'est le développement de toutes les techniques productives, dans tous les métiers, dans toutes les industries et aussi et surtout dans celles de l'agriculture. Parce que c'est cela seul qui pourrait nous permettre à tous et à chacun de satisfaire nos besoins, de manière qu'il n'y ait plus de bâtards dans notre société. De ces malheureux bâtards que la C.N.T. seule défend.

Ce qui a permis de développer à ce point les techniques productives, ce n'est ni la suffisance des « cadres », ni la morgue imbécile des chefs, ni le zèle intempestif des tâcherons de tout acabit.

Le développement et le perfectionnement des innombrables techniques de la production est dû à l'effort le plus souvent anonyme de quelques hommes dont chaque siècle a fourni une poignée et dont le plus souvent la récompense fut de mourir dans la misère.

Du bénéfice de cet héritage qui nous appartient à tous, sont exclus les manœuvres plus ou moins légers (du porte-monnaie), les balayeurs et les lampistes.

La hiérarchie des salaires nous

TRENCOSERP.

(*Suite page* 2.)

La Propagande efficace

C'est bien celle qui se fait de « bouche à oreille », selon l'expression d'un des vieux militants du S.U.B. lyonnais. Lorsque la conversation est amenée avec tact, par des arguments persuasifs, on amène son interlocuteur à réfléchir *par lui-même*, à méditer les problèmes cruciaux qui s'offrent quotidiennement à nos esprits. C'est bien celle qui porte le mieux, à condition de discuter avec des gens objectifs, impartiaux et ayant en horreur les idées toutes faites.

C'est cette propagande qu'affectionne particulièrement un de nos camarades de la région lyonnaise, militant effacé peut-être, mais courageux. Cette arme, qu'il ne néglige nullement et dont il se sert au milieu des « siens », parmi ceux de sa condition et qu'il côtoie chaque jour, cette arme, donc, vient de lui fournir une occasion aussi imprévue qu'inespérée de faire entendre la doctrine de la C.N.T. à plusieurs centaines d'auditeurs qu'il n'avait pas conviés, mais qui, spontanément, ont prêté l'oreille.

Voici les faits dans leur réalité brutale : chez Berliet, avant la reprise du travail, vers une heure de l'après-midi, notre camarade discute devant la porte de l'usine. Il est en compagnie d'un inséparable copain. Un camarade avec qui il a eu l'occasion de discuter, et connu pour ses attaches avec le parti communiste, s'approche : il lui parle de la réunion des Combattants de la Paix organisée par eux à la Bourse du Travail, le dimanche 15 octobre. Il soumet à son appréciation quelques points d'une résolution qui y sera présentée. La discussion est amicale et courtoise.

Des camarades proches entendent les propos échangés, se mêlent à la conversation. Au bout d'un instant, notre camarade est aux prises avec plusieurs interlocuteurs, dont certains, n'ignorant pas son attache à la C.N.T. (ce dont il ne se cache pas, d'ailleurs), lui posent des questions d'un air de défi. Il ne se démonte pas, répondant de son mieux, mais il est vite débordé et la mauvaise foi gronde. Il paraît menacé, mais ceux qui voudraient bien lui « faire voir de quel bois on se chauffe », ne se sentant pas tout à fait « chez eux », n'osent pas le malmener.

Il entend une question ahurissante de la part d'un militant communiste :

— Vous voulez supprimer l'argent, alors avec quoi vous paierez les ouvriers ?

Devant l'indigence d'une telle question, il rit, écœuré.

Mettant à profit leur supériorité numérique, certains contradicteurs n'hésitent pas à l'injurier. Notre camarade ne doit qu'à son courage calme, à sa maîtrise de soi, et aussi grâce à la « bienveillance »

Le Bureau
de la XVIIe Union Régionale.

(*Suite en page 4.*)

SOUTENEZ VOTRE "COMBAT"

L'administration du « Combat » rappelle à tous les camarades qui changent d'adresse, et ils sont nombreux, qu'ils doivent ajouter une somme de 20 francs pour frais de réfection de leur plaque d'adresse.

Il n'y a pas de petites économies et nous devons ne rien laisser passer.

Le « C.S. » ne vit que de ses propres ressources ; aucune ambassade ni aucun ministère ne lui vient en aide.

L'attitude qu'il prend ne peut lui valoir des sympathies que chez ceux qui n'ont que leur bras pour vivre.

La dénonciation de tous ceux qui trompent le prolétariat doit continuer. Seul le « C.S. » peut le faire parce que seul il est libre.

Yvette RICHAUD.

IMPOSABLES A MERCI

Avec la rentrée parlementaire le gouvernement va pouvoir mettre en œuvre ses projets qui peuvent se rapporter à cette simple simple phrase : « Comment faire suer le burnous ? »

Les navettes aériennes entre Paris et le Nouveau Monde seront plus chères qu'on ne pense. Elles se traduiront par des factures de sueur et de sang.

A ceux qui travaillent on demandera toujours plus d'efforts, toujours plus de présence. Puis, de ceux dont l'âge le permet on exigera l'impôt du sang.

Quel chemin parcouru depuis la « Libération » !

Où sont les espoirs dans lesquels avaient crus les travailleurs ? Morte la bête fasciste, sous le signe de la nation enfin réconciliée, toutes les classes travaillant d'un commun accord à l'amélioration du standing de chacun.

Seuls, les syndicalistes révolutionnaires refusaient de participer à l'allégresse générale. Seuls, ils dénonçaient le mensonge de l'union des classes. Seuls, ils lançaient aux travailleurs l'avertissement qu'ils se laisseraient trop facilement abuser.

Mais, il est très difficile d'écouter ceux qui ne veulent pas tromper, ceux qui se refusent à utiliser les vils moyens des espérances volontairement fallacieuses.

Ceux qui avaient promis les lendemains qui chantent n'ont apporté que des douleurs. Des douleurs qu'ils n'hésitent pas à exploiter avec le même cynisme qu'ils ont exploité la confiance qui leur était échue.

Combien de temps durera le mirage dont ils bénéficient et en vertu duquel à l'abri de leur impéritie, le gouvernement peut se permettre de prévoir rétablir l'impôt sur les salaires et réviser les « secours » de la soi-disant Sécurité Sociale, déjà si pingre ?

C'est la tâche des syndicalistes révolutionnaires de faire en sorte, malgré tout, d'être entendus. C'est pour cela qu'existe la C.N.T.

QUI EST MATHOT ?

Aux militants honnêtes égarés à Force Ouvrière

Dans notre dernier article, nous portions sur Paul Mathot un jugement assez grave. Nous pensions que son bulletin n'est que l'expression d'une clique réactionnaire et que l'équipe qui collabore avec lui effectue un travail de sape du mouvement syndical.

S'il est facile d'affirmer certaines vérités, encore faut-il en prouver les fondements. Mais nous nous sommes donné pour tâche d'attirer l'attention des militants honnêtes de « Force Ouvrière » sur les agissements de quelques personnages qui gravitent plus ou moins autour du Bureau confédéral. Aussi irons-nous jusqu'au bout, la dérobade n'étant pas de nos habitudes.

La preuve de ce que nous avançons nous est fournie par Paul Mathot lui-même dans un article du B.E.D.E.S. (n° 51 du 28 juillet 1950), intitulé : « Idées mortes ». M. Mathot écrit :

« *Il faut repenser le syndicalisme, inviter ceux qui y consacrent leur intelligence et leurs forces à s'arracher un moment aux sollicitations de l'action quotidienne et à prendre le temps d'un examen de conscience doctrinal. Ils vont répétant des formules qu'ils ont toujours dites, que d'autres ont dites avant eux, et ils ne s'aperçoivent plus que ces formules sont vides, qu'elles ne correspondent plus à rien de réel, et que le désaccord entre elles et la réalité est tel qu'elles ne sont pas seulement vaines, mais finissent par être dangereuses.* »

Ne cherchez pas ce que sont ces formules. Paul Mathot a le courage ou l'audace pour un soi-disant militant ouvrier, de nous l'expliquer plus loin. Il s'en prend en des termes non équivoques quant à ses conceptions du syndicalisme ; à un militant F.O. qui réunissait ainsi l'esprit et la mission d'une organisation syndicale :

« *Nous savons qu'il n'y a pas plus de collaboration possible entre le capital et le travail qu'il n'y en a entre l'eau et le feu. Ce que nous voulons, les militants de la base que nous sommes restés, c'est lutter, lutter sans cesse, arracher bribes par bribes au capital la puissance qu'il détient. C'est parce que nous voulons la conquête du pouvoir par la classe ouvrière que nous devons nous donner pour tâche l'éducation des masses et la formation des jeunes cadres. L'ennemi de la classe ouvrière est et reste le patronat.* »

Nous ne pouvons, ici, faire entièrement nôtre cette définition du syndicalisme. L'action syndicale ne doit pas viser à la conquête du pouvoir, *mais à sa totale destruction*. Cependant cette déclaration contient une notion très claire de la lutte de classe et du rôle actif de la classe ouvrière. Dans les grandes lignes nous trouvons sympathiques les idées émises par ce militant.

Mais elles ne sont pas du goût de Paul Mathot, qui n'hésite pas à répondre dans le B.E.D.E.S. :

« *Force nous est bien de dire que ce texte que nous aurions volontiers signé il y a quinze ans, ne nous semble contenir une seule idée vraie, une seule notion juste. Tout y est à quelque degré marqué d'erreur. Et l'expérience jointe au raisonnement prouve abondamment la vanité de ces formules que nous avons apprises quand nous étions trop jeunes pour en vérifier la valeur, et auxquelles nous demeurons attachés, je ne sais si c'est par fidélité ou par paresse.* »

Nous nous excusons de ces citations un peu longues. Elles nous sont cependant nécessaires pour décrire le personnage sans fard, tel qu'il se présente lui-même. On pourrait nous faire le reproche d'avoir séparé ces extraits de leurs contextes, mais l'ensemble du bulletin étant du même cru, nous ne craignons pas cette objection.

Voici donc le véritable visage de Paul Mathot, directeur-gérant du B.E.D.E.S.

Mais qui sont les personnages qui travaillent avec lui ? Est-il exact que Mathot et Léon Chevalme, secrétaire de la Fédération des Métaux Force-Ouvrière, sont intimement liés ?

Une information nous le laisserait facilement supposer. Le B.E.D.E.S., dont la permanence est établie 20, rue Guersant, est une société déclarée selon la loi de 1901 (*Journal officiel*, page 5.195, 1947), et son Bureau a la composition suivante :

Président : Léon Chevalme (tiens, tiens !); vice-président : Pierre Mussat; trésorier : Georges Chevalme (fils du président); secrétaire général : Zanz, dit Paul Mathot.

Ainsi, M. Léon Chevalme ne serait pas étranger à la politique du B.E.D.E.S., ce qui est pour le moins étonnant de la part du secrétaire général d'une importante fédération d'industrie et sans doute prochain candidat au Bureau confédéral.

Cela expliquerait, en partie d'ailleurs, les dissensions qui existent dans la Fédération Force Ouvrière des Métaux.

Peut-être doit-on attribuer à ce fait (ou à d'autres qui nous seraient inconnus) l'attitude du Syndicat F.O. de la Régie Renault, qui refuse, d'avoir pour intermédiaire entre la Confédération et lui, la personnalité de Léon Chevalme ? Ce syndicat, depuis sa constitution, n'accepte pas de reconnaître le secrétaire de sa propre fédération !

Mais si cette association Mathot-Chevalme est pour le moins curieuse, elle ne serait pas nouvelle. Léon Chevalme serait également coadministrateur, en compagnie de Pierre Mussat, Paul Zuns dit Mathot et André Grosmaire, de la société S.A.R.L. « La Publicité Technique », fondée le 18 décembre 1946.

Si nous n'avons pu obtenir des précisions sur l'activité de cette société, dont le siège se trouverait 109, rue du Bac, à Paris, avouons que la présence à la direction d'une société de ce genre n'est guère compatible avec les fonctions de responsable syndical.

En remontant plus en arrière dans les années qui ont précédé et suivi la libération, nous retrouvons également le tandem Mathot-Chevalme, lesquels auraient été compromis dans le scandale du « Secours National » de Versailles en 1944.

M. Paul Mathot était à cette époque directeur d'une S.A.R.L., « Exploitation Forestière et Carburants Forestiers » et d'une société de transports, la société Payet, 1, rue Mondétour, à Paris. Ces deux sociétés, qui travaillaient presque uniquement pour le compte des occupants, auraient été créées avec une partie des fonds de la C.G.T., qui devaient être remis au gouvernement de l'époque.

M. Zanz aurait fait transporter de la Côte-d'Or à Versailles, en wagons plombés, au nom du Secours National, du bois et du charbon de bois qui, entreposé au dépôt de la société « Exploitation Forestière et Carburant Forestier », aurait été ensuite vendu au marché noir. Mais un beau jour le pot aux roses aurait été découvert et M. Mathot inculpé. L'enquête aurait été stoppée à la « Libération », grâce aux grosses influences dans les milieux de la résistance de Léon Chevalme qui, sous le régime de Pétain, occupa tour à tour les fonctions de chef des achats

DEUXIEME REGION

Trois semaines chez Tito

Conférence par

Pierre-François VEZON

Salle de la Chope du Combat
2, place du Colonel-Fabien, Paris
Métro : Colonel-Fabien
Le vendredi 20 octobre
à 20 heures 30

Cette réunion d'information est ouverte aux adhérents de la C.N.T.

Qu'attendre du Congrès F.O. ?

Bientôt va se tenir le Congrès de Force Ouvrière. Que va-t-il en résulter ?

A notre humble avis, rien qui puisse nous réjouir. Et cependant combien de militants ouvriers de ce pays se tourneront vers ces assises avec l'espoir qu'il en sortira quelque chose ? Ils seront déçus : Il ne peut rien sortir de ce Congrès parce que même les mieux intentionnés de ceux de la base ne sont pas en mesure d'agir.

Penser redresser F.O. c'est se faire illusion.

F.O. a été constituée dans un but bien défini, celui de canaliser le mécontentement ouvrier vers des méthodes d'action larvées.

Il était nécessaire au patronat d'avoir une centrale qui soit dévouée à la politique des bas salaires. Ce n'est pas pour rien qu'à ses débuts au lieu de se battre pour des augmentations de salaire, F.O. préconisait l'impensable baisse des prix.

Lorsqu'il s'est avéré que la politique mondiale prenait un nouveau tournant, qu'après avoir laissé croire qu'ils pouvaient s'entendre, les deux grands impérialismes se sont opposés au grand jour, il était à prévoir que les staliniens qui jusqu'alors avaient fort bien rempli le rôle qu'attendaient d'eux les patrons — souvenez-vous du « Relevons nos manches ! » — feraient le tournant nécessité par les nouveaux intérêts de Staline et laisserait un peu plus de liberté aux travailleurs.

Alors, la nécessité d'une organisation réformiste s'imposait et sa constitution n'était plus qu'une affaire tactique. Préparée de longue date — avec la complicité de camarades que personnellement nous connaissons bien et dont nous voulons croire qu'ils n'ont été qu'abusés — à l'aide du journal « Force Ouvrière » — devenu depuis son organe officiel — financé par « une personnalité importante », il était d'ores et déjà certain que la prétention au syndicalisme « libre » n'était qu'une enseigne fallacieuse.

Des tractations qui aboutirent à la remise des dizaines de millions provenant des cotisations de la charte de travail aux subventions reçues par le truchement de l'A.F.L. américaine — et dont il n'est pas du tout certain que ce soient les travailleurs U.S. qui les aient souscrites — on sait que depuis sa naissance F.O. est un gouffre pour certaines puissances financières.

Si F.O. ne recevait pas les « piqûres de cocadylate », il est bien certain qu'elle ne pourrait pas vivre, non plus que son journal. F.O. est une organisation strictement artificielle, d'où la classe qui œuvre est absente mais où, cependant, existe une inflation bureaucratique sans rapport avec ses besoins.

Nous n'insisterons pas sur cet aspect de F.O. d'autant plus que mon camarade Vezon, après avoir mené une minutieuse enquête appuyée sur les témoignages qu'il a pu recueillir au sein même de F.O., se charge aujourd'hui de dénoncer un des aspects — non le seul — les plus sordides des manœuvres qui aboutissent à la mise en tutelle de la classe ouvrière au moyen de F.O.

Laissons donc là ceux qui se vendent et ceux qui achètent. Car il n'y a pas que de la pourriture à F.O., il y a aussi de nombreux camarades parfaitement honnêtes qui croient sincèrement qu'il est de leur devoir d'être là et qui en outre, et non moins honnêtement, nous invitent à les rejoindre afin d'y mener le bon combat.

Nous savons qu'il est des camarades, comme par exemple dans la Gi-

Jean THERSANT.

(*Suite en page 4.*)

Quatrième Congrès Confédéral

Le quatrième congrès confédéral aura lieu les 11, 12 et 13 novembre 1950, à Bordeaux, à la vieille Bourse du Travail.

L'ordre du jour actuel du Congrès est entre les mains des secrétaires de Syndicat.

Les noms des délégués doivent être adressés au Bureau Confédéral dans le plus bref délai afin de bénéficier de la diminution de 20 % accordée par la S.N.C.F. (1) et de permettre à l'Union Locale de Bordeaux d'organiser leur réception dans les meilleures conditions.

Au cas où des syndicats voudraient inscrire une question nouvelle à l'ordre du jour, nous attirons leur attention sur le fait qu'en raison de la proximité du Congrès, ils ne disposent plus que de quelques jours.

(1) Nous informons les délégués que ceux d'entre eux qui voudront se faire accompagner de leur compagne pourront bénéficier pour elle de ces 20 %, mais à condition de nous le spécifier.

B.D.I.C

et de chef des services sociaux du « Secours National », d'où il démissionna en octobre 1947, pour devenir secrétaire général de la Fédération Force-Ouvrière de la Métallurgie.

Après avoir exposé les différentes activités de Paul Mathot et Léon Chevalme, nous devons maintenant les rapprocher avec des faits beaucoup plus proches et, pour cela, poser à nouveau quelques questions, dans l'espoir que d'autres les reposeront en temps et en lieu voulus.

Est-il exact que Paul Mathot, par l'intermédiaire de sa société de publicité, subventionnerait une vingtaine de journaux de fédérations Force Ouvrière ?

Est-il également exact qu'il ait tenté de s'emparer de la presse confédérale ?

Si ces faits étaient confirmés, cela éclairerait d'un jour nouveau l'association Mathot-Chevalme et peut-être nous expliquerait le jeu qu'ils mènent dans le mouvement ouvrier. Il est extrêmement grave que la presse d'une organisation syndicale importante soit entre les mains d'individus douteux.

Elle peut devenir entre leurs mains une arme efficace. Ainsi, il nous souvient d'un incident qui opposa, voici plusieurs mois, la Fédération du textile F.O. du Nord, et Paul Mathot. Le journal de cette fédération, que Mathot était chargé de faire imprimer, est sorti trois semaines après la date normale de parution, alors que les militants syndicaux du Nord qui venaient de déclencher une grève des textiles, l'attendaient impatiemment et avaient insisté auprès de Mathot pour qu'il respecte ses engagements.

Nous ne savons comment ont réagi à l'époque les militants F.O. de ce département. Quant à nous, nous n'hésitons pas à qualifier de sabotage l'attitude de Mathot qui, durant une grève, prive les ouvriers d'une de leurs armes de combat.

Les ouvriers de l'entreprise de Tours dans laquelle sont publiés tous les journaux dont Mathot assure le tirage, pourraient aussi expliquer la nature du différend qui les opposa à Mathot, alors qu'ils venaient d'adhérer à F.O.,

Ils furent, au moment d'imprimer des journaux F.O. pour le compte de Mathot, menacés de diminution de salaire ! Inutile de dire que cette histoire souleva un certain tollé. Mais elle fut étouffée par Bothereau, du Bureau confédéral.

La dernière affaire trouble de Mathot est celle de l'almanach F.O. 1950. Mathot eut l'idée de lancer un grand concours doté de nombreux prix, certains d'une grande valeur. La loterie fut tirée, les numéros gagnants publiés.

Les heureux bénéficiaires commencent à s'impatienter, car depuis juillet les lots ne sont pas encore livrés.

Des plaintes sont déposées, et Mathot est introuvable. Pour éviter le scandale, c'est Force Ouvrière qui paye. Voilà une affaire qui va lui coûter quelques millions.

Tout ceci n'est pas propre. De tels agissements ne sont pas dignes de militants ouvriers. Paul Mathot mène un train de vie qui n'est justifié apparemment par rien.

Lui et Léon Chevalme doivent nous expliquer quels sont les ressources du B.E.D.E.S. Il nous semble impossible que sa vente réussisse à couvrir, les frais d'imprimerie, de routage, etc., le salaire de la dactylo permanente de la rue Guersant.

Qui est derrière le B.E.D.E.S. ? Qui le subventionne ? Des bruits de plus en plus nombreux disent que Paul Mathot serait le conseiller de Georges Villiers, président du Conseil national du patronat français, pour les questions touchant le syndicalisme. Peut-il nous expliquer également quelle est la nature des relations qu'il entretiendrait avec des personnalités touchant de près le général de Gaulle ?

Paul Mathot, qui fut conseiller juridique de la C.G.T. en 1938, accepté par Benoît Frachon, responsable des services juridiques, soutenu depuis par Léon Jouhaux, a-t-il été, ainsi que certains l'affirment, membre du Parti Populaire Français (P.P.F.) ? Jusqu'où va sa collaboration avec Chevalme ?

Autant de questions que doivent poser à leur prochain congrès national les militants F.O. de la base, ceux pour qui le syndicalisme n'est pas un « fromage », ceux qui font l'action syndicale.

Après, lorsque le nettoyage sera fait, nous discuterons ensemble. Peut-être alors trouverons-nous un terrain d'accord sur des bases essentielles. Mais faites vite, bientôt il sera trop tard.

Pierre-François VEZON.

Prélude au déluge

(*Suite de la première page.*)

prouve que l'effort de ces hommes compte pour zéro.

Grâce à la hiérarchie des salaires, la classe des exploités est divisée en trois tronçons : les trop payés, les bien payés et les mal payés.

Ceux qui appartiennent aux deux premières catégories, à part de trop rares exceptions, trouvent que tout va bien.

La perspective de la guerre qui vient n'effraye que quelques pauvres êtres pusillanimes dont le nombre décroît chaque jour. Le monde irrémédiablement divisé en Staliniens et Trumaniens ou, si vous préférez, en Ruscos et Amerlos, et chaque partie étant sûre de gagner, attend la grande épreuve comme une délivrance. Délivrance de quoi ? Hélas ! les fous ont des raisons que la raison ignore.

Mais le comble, c'est le petit jeu des agences d'information. C'est le régime de la douche écossaise, tantôt le chaud et tantôt le froid. Un jour, les journaux publient une note comminatoire de Chou En Lai, ministre des Affaires étrangères de Chine, d'où il appert que si les troupes de l'O.N.U. (c'est-à-dire les Américains) franchissent le 38e parallèle en direction du nord, on verra... ce que l'on verra.

Le lendemain, toutes les sources d'information s'efforcent de nous rassurer en nous affirmant qu'il ne faut pas plus faire état de la note de Chou En Lai, que des propos d'une femme soûle.

Or, voici que, dix jours après le discours de Chou En Lai, la radio de Pékin publie un message extrêmement violent allant beaucoup plus loin que Chou En Lai lui-même.

Mais peu de temps après le « génial Staline » envoie un télégramme au généralissime nord-coréen Kim Ir Sen : « Le caractère vague et protocolaire de ce télégramme est généralement souligné par des observateurs qui en tirent la conclusion que l'U.R.S.S. proclame par là qu'elle s'en tient à son principe de non-intervention et vont même jusqu'à affirmer que ce texte innocent pourrait être un correctif au violent message publié par Radio-Pékin. » (Cueilli dans *Combat* du 13 octobre 1950.)

C'est ainsi qu'on anesthésie les peuples, avant de les envoyer à l'abattoir. Dansons la samba et la rumba !

CHEZ LES EMPLOYÉS

De plus en plus de régression

Il n'y a pas que le seul patronat de la métallurgie qui adopte une attitude intransigeante et combattive digne de ses plus glorieuses traditions. Les employés de commerce viennent d'en faire l'expérience.

Une réunion se tenait le 10 octobre dernier au ministère du Travail. Elle réunissait d'une part les organisations syndicales et d'autre part les représentants des employeurs. Le but de la réunion était l'élaboration de la convention collective.

Dès le début de la réunion, la délégation patronale refusa toute discussion sous le fallacieux prétexte qu'un arrêté préfectoral pris, la « pression » des organisations syndicales avait fait échec aux directions des grands magasins parisiens pour l'ouverture de ceux-ci les après-midi des 23 et 30 octobre.

Or, les employés du commerce ont dû mener une longue lutte pour obtenir que les deux jours de repos consécutifs restent accordés durant la plus grande partie de l'année. Les organisations syndicales, sous la pression de l'ensemble du personnel, ont dû agir auprès des pouvoirs publics pour faire appliquer l'accord intervenu entre les syndicats et les patrons.

Nous ne voyons d'ailleurs pas en quoi le problème des salaires est lié au problème des prix. Il est vrai que ceci n'est qu'un prétexte. Car en deux ans le patronat du commerce a su empêcher, par des procédés identiques, toute discussion *lors des 49 réunions précédentes.*

Pour conclure, les fédérations ouvrières intéressées ont écrit une lettre au ministre du Travail pour protester contre l'attitude du patronat et demander la convocation d'une nouvelle commission paritaire, la cinquante et unième !

***

Dans la banque, la situation n'est guère plus brillante.

Aux termes de la circulaire d'application du décret du 23 août 1950, en date du 23-9-1950, fixant les modalités de calcul du salaire minimum garanti, la gratification appelée « treizième mois » doit être incluse dans le salaire. C'est du moins ce qu'il paraît ressortir de la lecture du texte. Dans la mesure où cette gratification est bien un salaire. Ce qui n'est pas le cas de la banque, quoi que puisse en penser le syndicat patronal.

Un memorandum vient d'être publié par une fédération d'employés pour présenter une contre-argumentation. Nous pouvons le résumer ainsi : les textes des employeurs ainsi diffusés paraissent conformes aux dispositions légales en vigueur, sauf sur un point, celui des gratifications de fin d'année.

L'article 3 du décret du 23 août 1950 précise que « le salaire à prendre en considération est celui qui correspond... compte tenu des avantages en nature et des majorations diverses ayant un caractère de fait d'un *complément de salaire* ». De son côté, la circulaire d'application précitée fait état, dans le même sens, des versements qui présentent « le caractère d'un complément de salaire ».

C'est pourquoi les raisons suivantes ne nous permettent pas d'accepter la thèse incluant les gratifications de fin d'année dans le calcul du minimum garanti : l'article 22 *b* (loi du 5 février 1932) du livre V, titre II, du Code du travail stipule qu'« il est interdit à tout employeur de sanctionner par des amendes les manquements aux prescriptions d'un règlement intérieur... ».

L'employeur ne peut de ce fait « amputer » le salaire de son personnel pour « manquement » sous peine de contrevenir aux textes légaux toujours en vigueur.

Or, dans la Banque, aux termes de l'article 28, § *a*, de la Convention collective nationale, les gratifications de fin d'année (treizième mois) peuvent subir un abattement de 10 % pour sanctions. Ce treizième mois ne peut donc être considéré comme un salaire, au sens du Code du travail, puisqu'il est passible d'abattement.

De plus, l'article 10 de la loi du 23 décembre 1946 prescrit que les conventions ne pourront contenir aucune clause relative aux salaires et aux indemnités accessoires de salaire.

Or, la convention collective de la Banque du 12 février 1947 (*J.O.* du 13 février 1947) précise que les dispositions relatives à la rémunération du travail ne figurent pas dans les conventions en application de l'article 10 de la loi du 23 décembre 1946.

Par contre, l'article 52 de ladite convention fixe d'une façon précise le montant des gratifications de fin d'année ainsi que les modalités d'attribution.

De plus, l'article 3 de l'arrêté du 13 juin 1945 (*J.O.* du 17 juin 1945) relatif au salaire des employés de banque, de bourse et d'assurances, comporte les précisions suivantes au sujet des éléments constitutifs du salaire minimum : « Dans ce minimum sont comprises... à l'exception des allocations destinées à... et de l'allocation dite treizième mois. »

Considérer le treizième mois comme élément du salaire minimum garanti est donc en contradiction formelle avec les dispositions du Code du travail, de la loi du 23 décembre 1946 et de l'arrêté du 13 juin 1945, ainsi que la Convention collective nationale de la Banque du 12 février 1947.

Les banquiers, si soucieux de l'application des textes lorsque ceux-ci sont à leur avantage, renieront-ils une fois de plus leur signature ? Ou le personnel menacé de voir disparaître une fraction de son maigre salaire saura-t-il leur imposer sa volonté ?

Louis VERDOUX.

COMMUNIQUES

TRESORIER CONFEDERAL

René Doussot, 9, avenue de la Porte-de-Clignancourt, Paris (18e). C.C.P. 5046-35.

FEDERATION DU BATIMENT

Nous rappelons aux secrétaires des organisations de l'industrie du bâtiment qu'ils doivent se mettre en rapport avec le secrétariat fédéral. Adresser la correspondance au siège : 39, rue de la Tour-d'Auvergne,

DEUXIEME REGION

CONSEILS SYNDICAUX

Réunion des Conseils syndicaux le mercredi 25 octobre à 20 h. 30 à la Chope du Combat, place du Colonel-Fabien, angle de la rue de Meaux, métro Colonel-Fabien. Ordre du jour très important. Présence indispensable.

SYNDICAT DES EMPLOYES

Assemblée générale (fleuristes et autre catégorie), le vendredi 20 octobre 1950, à 18 h. 30, salle des Commissions, 3e étage, Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau (métro République). L'importance de l'ordre du jour demande la présence de tous les syndiqués. Décisions urgentes à prendre.

BOIS-AMEUBLEMENT

19, rue Faidherbe, café « La Source », à 18 h. 30, tous les mercredis.

LIVRE-PAPIER-CARTON

Premier et troisième samedis, de 14 h. 30 à 18 heures.

P.T.T.

Deuxième et quatrième dimanches, à 9 heures. Permanence lundi, de 18 à 20 heures.

TEXTILE-HABILLEMENT

Tous les samedis, de 14 à 18 heures.

CUIRS ET PEAUX

Lundi, à 18 h. 30, au siège.

H.C.R.C.

Lundi, à partir de 15 heures.

UNION LOCALE DE SAINT-DENIS

Permanence tous les seconds et quatrièmes dimanches du mois, 10 ou 12, impasse Boise, de 10 à 12 heures. Cotisations et renseignements.

Le Responsable : CHARTIER.

UNION LOCALE DE PALAISEAU

Réunion chaque deuxième dimanche du mois, de 10 à 12 heures, Café du Casino, 147, rue de Paris. Une bibliothèque est ouverte aux adhérents et sympathisants.

UNION LOCALE DE CHARENTON SAINT-MAURICE MAISONS-ALFORT ALFORTVILLE

En vue de la formation d'une union locale de Charenton, Saint-Maurice, Maisons-Alfort, Alfortville et les environs il est fait un pressant appel à tous les camarades adhérant à la C.N.T. ainsi qu'à tous ceux dégoûtés de la politique.

Qu'ils se mettent en rapport avec le camarade R. Léger, 6 bis, rue de Verdun, à Maisons-Alfort (Seine).

GROSLAY

Tous les dimanches, 10 à 12 heures, 55, rue de Montmorency, Groslay.

U.L. ARGENTEUIL

Tous les deuxièmes dimanches de chaque mois, avec la présence d'un délégué du Bâtiment et des Métaux.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE POISSY ET ENVIRONS

Réunion générale tous les deuxièmes dimanches du mois, à 10 heures : 51, rue A.-Bonnenfant, à Saint-Germain.

U.L. NANTERRE

Premier dimanche, café « Chez Paulo », rue Paul-Doumer (impasse de la Gare), de 10 à 12 heures.

DIXIEME REGION

U.L. DE SAINT-NAZAIRE

Une assemblée générale extraordinaire se tiendra le 22 octobre 1950, à 9 heures, à Saint-Nazaire, au café « Au Bon Vin de Gorges », rue de la Paix. — Cette assemblée sera présidée par le camarade Thersant, représentant la C.A. confédérale. — L'ordre du jour portera sur : 1° la situation de notre U.L. : comportement des responsables et des membres; 2° démission du secrétaire; 3° renouvellement du bureau; 4° Congrès; 5° questions diverses.

Le secrétaire : E. GINEAU.

COMMUNIQUÉS DIVERS

Le groupe C.A.J. organise une causerie qui aura lieu le samedi 27 octobre, aux Sociétés Savantes (métro : Odéon). Le thème en est : Marxisme et Anarchie, exposé par le camarade Fontaine Discussion libre. Invitation à tous.

■

LI ASSOCIATION PROLETARI INTERLINGUISTIC informa li interlinguistes ovreral que illi deve inviar rapidmen a INTERLINGUE - CONVENIDA - A.P.I., 20, rue Sainte-Marthe, Paris-Xe, lor intentiones concernent lor participation.

LIBRAIRIE

LIVRES

Pierre Besnard. — L'Ethique du Syndicalisme, 75 fr. (120); La Paix, 100 fr. (145); Les Syndicats Ouvriers et la Révolution Sociale, 200 fr. (260); Le Monde Nouveau, 140 fr. (185).
Aurèle Patorni. — La Débâcle de l'Elite, 150 fr. (195).
Gaston Leval. — L'Indispensable Révolution, 100 fr. (145).
Gabriel Giraud. — Paul Robin, 150 fr. (195).
Jeanne Humbert. — Sébastien Faure, 180 fr. (225).
Fernand Planche. — Kropotkine, 210 fr. (255); Durolle, 150 fr. (195); Louise Michel, 150 fr. (195).
Louis Lecoin. — De Prison en Prison, 160 fr. (205).
Voline. — La Révolution inconnue, 350 fr. (440).
Louis Buchner. — Force et Matière, 270 fr. (330).
Victor Méric. — Coulisses et Tréteaux, 75 fr. (120).
Charles Malato. — Les Joyeusetés de l'Exil, 100 fr. (160).
Ernest Haechel. — Histoire de la Création, 400 fr. (490).
W.S. Wallino. — Le Mouvement Ouvrier et la Démocratie aux Etats-Unis, 200 fr. (290).

BROCHURES

Gaston Leval. — Le Communisme, 40 fr. (70); L'Anarchisme et l'Abondancisme, 10 fr.
Professeur Paul Laeng. — Une langue auxiliaire ? Pourquoi ? Comment ? L'INTERLINGUE, 20 F.
G. Berneri. — La Société sans Etat, 20 fr.
Ernestan. — La Fin de la Guerre, 5 fr.
Sébastien Faure. — Sacco et Vanzetti, 5 fr.; Les Douze Preuves de l'inexistence de Dieu, 15 fr.; Les Crimes de Dieu, 20 fr.; La Fausse Rédemption, 15 fr.
P. Comont. — L'Architecture, 20 fr.
A. Guillier. — La Révolution salvatrice, 15 fr.
P. Camus. — Le Syndicalisme et le Problème paysan, 20 fr.
G. Yvetot. — ABC du Syndicalisme, 15 fr.
E. Rothen. — La Politique et les Politiciens, 20 fr.
P. Monatte. — Où va la C.G.T., 10 fr.
Pierre Besnard. — Le Problème des Salaires, 6 fr.
Edouard Rotot. — Le Syndicalisme et l'Etat, 12 fr.
Lashortes. — Qu'est-ce que le Prolétariat, 10 fr.
Louise Michel. — Prise de Possession, 15 fr.
Aristide Lapeyre. — Le Problème espagnol, 15 fr.
Les Anarchistes et l'Activité Syndicale, 15 fr.
La Bulgarie, nouvelle Espagne, 25 fr.
Les Bulgares parlent au Monde, 50 fr.
Le Syndicalisme et la Guerre, 5 fr.

REVUES

Mains et Cerveau, 40 fr.
Etudes Anarchistes, 40 fr.
Défense de l'Homme, 40 fr.

EXPÉDITION

Pour les livres, les prix entre parenthèses sont les prix franco.
Pour les brochures joindre 10 francs à chaque.
Pour les recommandés joindre 40 francs par colis, en plus.
C.C. Postal de la Librairie : Paris C.C. 7.473-08, M. Marcheti Robert, 1, rue Dulaure, Paris (20e).

CNT

Le Directeur-Gérant :
DOUILLET François

Imp. Spéc. du Combat Syndicaliste

(4)

VIEUX TEXTES TOUJOURS VRAIS

La décomposition du Marxisme

de Georges SOREL

CHAPITRE PREMIER

Formation des utopies. — Passages aux réformes sociales avant 1848. — Ascension des ouvriers à la petite bourgeoisie par l'association de production et par le trade-unionisme. — La paix sociale dans Vidal et dans Considérant.

Les écrivains auxquels on donne le nom d'utopistes font constamment appel aux sentiments de justice quand ils prônent des reconstructions de la société. Dans toute organisation réelle il y a des situations pour lesquelles le droit établi blesse l'opinion ; il ne peut en être autrement; si perfectionné que soit un système juridique, il ne saurait s'appliquer parfaitement à tous les cas — pas plus que la science ne saurait être parfaitement adéquate à la nature. On ne pourrait créer une apparente identification universelle qu'en introduisant de la souplesse dans un système dont le caractère est d'être rigide : de l'arbitraire dans le droit et de l'empirisme dans la science. Lorsque l'opinion est fortement saisie de cas anormaux, elle exige qu'il soit procédé à un changement des règles juridiques, en vue de faire disparaître la discordance qui la choque ; c'est ainsi que les réformes sont exécutées en vue d'accroître le respect pour le droit et de consolider le système existant.

Par exemple, bien que toutes nos législations matrimoniales soient fondées sur la doctrine ecclésiastique du mariage, qui proclame l'indissolubilité de l'union sexuelle, il a bien fallu admettre que certains cas exigeaient la séparation des époux ; de nos jours les gens de lettres ont si fort insisté sur certains inconvénients de cette séparation que l'on a adopté en France une loi sur le divorce, qui a semblé à beaucoup de personnes nécessaires pour renforcer le respect dû au mariage.

Comme ce sont surtout les gens de lettres qui agissent ainsi sur l'opinion et lui signalent les méfaits qui résultent de l'application de certaines règles, on peut dire qu'il y a toujours à côté de la justice des juristes une justice romanesque, pleine d'arbitraire et de paradoxe, dans laquelle peuvent puiser tous les hommes qui ont du goût pour imaginer des changements sociaux. Les utopistes ne se rendent pas compte que la contradiction est la condition du mouvement historique du droit ; ils y voient la preuve d'une erreur commise sur les principes qui gouvernent l'ensemble de la société; ils cherchent à créer un monde tout à fait logique ; mais leurs adversaires n'ont pas de peine à montrer que leurs projets engendreraient des conséquences qui choqueraient bien plus fréquemment nos sentiments que ne les choquent les usages actuels. La moindre réflexion suffirait pour montrer qu'il ne peut en être autrement, parce qu'une société serait composée d'aliénés, si ses idées n'étaient pas en général conformes à ses usages.

Les raisonnements des réformateurs sociaux paraissent d'autant plus sérieux qu'ils portent davantage sur des détails, parce qu'ils perdent ainsi le caractère paradoxal des utopies ; les analogies au moyen desquelles ils imaginent le tableau du monde sont d'autant plus faciles à admettre que ce tableau diffère moins de celui que l'on voit sous ses yeux ; les projets semblent d'autant plus pratiques qu'ils paraissent conciliables avec un plus grand nombre d'intérêts existants. Il doit donc arriver un jour où les écoles sociales, poussées par le désir d'obtenir toujours un plus large succès, limitent leurs ambitions à propager l'idée des réformes ; c'est alors qu'elles parviennent à saisir le plus fortement l'opinion publique.

Les grands utopistes du XIXe siècle eurent tous pour successeurs des hommes qui abandonnèrent les ambitions primitives des fondateurs pour des réformes, c'est-à-dire pour adopter une attitude conservatrice. Je signale à ce sujet une page curieuse de cette lettre de Proudhon à Considérant qui s'appelle **Avertissement aux propriétaires** ; cette lettre est du 1er janvier 1842 ; à ce moment le fouriérisme avait fait son évolution, comme l'expose fort bien Proudhon : « Fourier déclare, et il l'a confirmé par son exemple, qu'il est nécessaire, au début des études et des expériences sociétaires, de se placer tout à fait en dehors des idées civilisées et de rompre brusquement avec toutes les notions anté-harmoniennes ; c'est ce qu'il appelle procéder par grand écart, d'un terme emprunté aux voltigeurs de corde... Quoi ! cet immense travail de l'humanité serait non avenu, l'histoire n'aurait aucun sens, et tout ce mouvement n'aurait été qu'une longue déception ! Vous-même ne le pensez pas, monsieur le rédacteur ; sinon, je vous demanderais ce que signifie cet écrit sur la **Politique générale**, qui a produit une si vive impression, et dans lequel vous vous montrez profond socialiste, parce que vous restez dans les données de la société actuelle » (1).

Peu de temps avant la révolution de 1848, un des hommes qui devaient le plus marquer à l'assemblée du Luxembourg, F. Vidal, terminait son livre célèbre sur la **Répartition** des richesses, par des réflexions qui montrent bien à quelles conséquences avaient abouti tant d'utopies développées depuis plus de trente ans : « La véritable question aujourd'hui se réduit à chercher comment il serait **possible de neutraliser** en partie les funestes effets de nos institutions économiques ; à examiner le parti que l'on pourrait tirer en 1846, avec nos lois, nos mœurs et nos préjugés, des principes d'association et d'organisation appliqués, comme **palliatifs**, au soulagement de la misère, à l'amélioration du sort de ces milliers de nos semblables qui ne peuvent attendre patiemment l'avenir et se nourrir d'illusions, qui demandent à gagner leur vie en travaillant et qui pourraient largement produire au delà de leurs besoins si l'on savait utiliser leurs bras, si l'on voulait leur fournir, à titre de prêt, les premières avances et les instruments nécessaires. Nous voilà certes bien loin du pays des utopistes. Ainsi posé, le problème se trouve singulièrement circonscrit ; et des hauteurs de l'idéal, nous retombons brusquement sur la terre, sous l'empire de la réalité et de la nécessité. C'est un tout autre monde ; mais enfin c'est celui où nous sommes condamnés à vivre : il faut nous résigner ! » (2).

Nous venons de voir se produire une évolution, qui semble nécessaire, de l'utopie à la pratique ; cette évolution peut être encore regardée comme se produisant de l'imagination à l'intelligence, du romanesque au droit, de l'absolu au relatif, de la simplicité à la complexité (3).

(*A suivre.*)

(1) PROUDHON, *Œuvres* (tome II, pp. 55-56). En fait, Fourier procédait comme tous les utopistes et puisait ses idées paradoxales dans le monde contemporain.

(2) F. VIDAL, *Répartition des richesses*, pp. 471-472.

(3) Cf. G. SOREL, *Insegnamenti della economia contemporanea*, p. 97.

B.D.I.C

VINGT ANS D'AJISME

FAIRE en un article l'historique du problème des auberges de jeunesse en France est une gageure. Aussi nous limiterons-nous modestement à donner les grandes lignes de l'évolution de l'ajisme depuis la libération en invoquant que très brièvement la période d'avant-guerre, celle de la guerre et de l'occupation.

Il suffira de se souvenir que les auberges de jeunesse sont nées en Allemagne avant la guerre de 1914, à la suite d'une réaction spontanée des jeunes contre la vie mécanisée des grandes cités modernes.

C'est en 1929 que les auberges font leur apparition en France, créées par Marc Sangnier (du Sillon, puis député M.R.P. et mort récemment). A partir de 1933 deux organisations ont coexisté : la Ligue Française des Auberges de Jeunesse, la première née, marquée d'un esprit assez petit bourgeois et spiritualiste et le Centre Laïque des Auberges de Jeunesse créé par la C.G.T., la Fédération Générale de l'Enseignement, le Syndicat National des Instituteurs et rassemblant au départ une forte majorité d'étudiants et d'instituteurs mais qui, après les grèves de 1936, vit affluer un grand nombre de jeunes travailleurs.

Nous ne cachons pas en l'occurrence que le C.L.A.J. nous intéresse au premier chef par sa composition sociale.

Sans entrer dans les détails, disons que très rapidement les usagers du C.L.A.J. se groupèrent, puis s'opposèrent à la direction paternaliste de l'association. Ils exigèrent une représentation toujours plus large au Conseil d'administration et, à la veille de la guerre, le conflit allait grandissant.

Pendant la guerre et l'occupation, les associations connurent des vissicitudes diverses et des ajistes de la zone Nord payèrent de la déportation leur esprit de liberté.

Insistons davantage sur l'évolution en zone sud qui a sans aucun doute des incidences certaines sur l'évolution de l'ajisme depuis la libération.

Les anciennes associations C.L.A.J. et L.F.A.J. étant dissoutes, des ajistes créèrent les Auberges Françaises de la Jeunesse (A.F.J.) agréées par le ministère de la Jeunesse. C'est un organisme technique qui a pour but la construction, l'aménagement et la gestion des A.J., lesquelles sont ouvertes à tous les adhérents des mouvements de jeunesse reconnus par Vichy.

Mais parmi ces mouvements il n'y avait aucune association spécialisée et les ajistes couraient le risque d'être en quelque sorte exclus des auberges. Il fut alors créé les Camarades de la Route (C.D.R.), pour regrouper les ajistes, association évidemment agréée par Vichy mais qui avait une structure assez démocratique et eut des réalisations remarquables, ainsi que de nombreuses activités.

Les dirigeants des A.F.J. et des C.D.R. étaient pratiquement les mêmes mais il faut constater qu'il y a séparation du mouvement ajiste usager et de l'organisme technique, ceci étant provisoire jusqu'à la prochaine libération.

Mais en 1944 l'unité des mouvements C.L.A.J., L.F.A.J., C.D.R. et différents groupes nécessités par la répression se réalisent dans le Mouvement Uni des Auberges de Jeunesse. Il n'est pas question de mettre fin immédiatement à ce que les ajistes ont appelé la dualité (mouvement d'usagers-organisme technique) bien que la fusion totale fût souhaitée par nombre de militants ajistes. Tant et si bien que l'U.F.A.J. (l'Union Française des Auberges de Jeunesse) succéda aux A.F.J.

Pendant près de deux ans, malgré quelques tiraillements, l'U.F.A.J. et le M.L.A.J. (Mouvement Laïque des Auberges de Jeunesse qui succéda au M.U.A.J. après la création de l'O.C.C.A.J. catholique et la reconstitution de la L.F.A.J.), collaborèrent tant bien que mal. Mais les politiques des deux organisations allant divergeant, ce fut la rupture.

L'U.F.A.J. refusait une démocratisation de sa structure demandée par le M.L.A.J. Celui-ci construisait de nombreux relais qui le rendaient indépendant de l'U.F.A.J. La gestion des relais était assurée dans le M.L.A.J. directement par les ajistes, celle des auberges par la direction de l'U.F.A.J. dont le comité directeur rassemblait des représentants des différents mouvements de jeunesse politiques ou confessionnels.

Ajoutons que pendant que les dirigeants de l'U.F.A.J. affermissaient leur pouvoir au sein de l'organisation, le M.L.A.J. était attaqué violemment par l'U.J.R.F., ex-Jeunesse Communiste, à laquelle il avait refusé de se rallier.

La confusion allait augmentant avec le nombre des associations.

L'U.F.A.J. privée des usagers du M.L.A.J. essaya de créer la Fondation Française des A.J., organisme paternaliste, interconfessionnel, naturellement non démocratique, et dans lequel la participation même à la gestion des jeunes était insignifiante alors que les ajistes veulent être les responsables de leurs installations : la Ligue Française de l'Enseignement et le Syndicat National des Instituteurs, un instant abusés, s'en retirèrent et la Fondation qui prétendait réaliser une singulière unité ne fut qu'une nouvelle appellation de l'U.F.A.J.

Le M.L.A.J. tendait également à résoudre le problème des A.J. en créant avec l'aide du S.N.I., de la C.G.T.-F.O. et de la C.N.T. sur le plan national, de la C.G.T et de la Ligue Française de l'Enseignement dans un certain nombre de départements, le Centre Laïque des Auberges de Jeunesse et du Plein Air.

Le C.L.A.J.-P.A. (encore de nouveaux sigles !) est une fédération d'associations départementales déclarées, ayant chacune un Conseil d'administration dans lequel le nombre de représentants des grandes organisations désignées ci-dessus ne peut dépasser le nombre des représentants élus.

Des pourparlers eurent lieu entre l'U.F.A.J. Fondation et le M.L.A.J.-C.L.A.J.-P.A. sous l'instigation de la Ligue de l'Enseignement mais n'aboutirent pas.

C'est alors que le secrétariat d'Etat à la Jeunesse prit l'initiative de constituer une commission d'étude du problème des auberges dans laquelle siégèrent les quatre organisations suivantes : M.L.A.J. (C.L.A.J.-P.A.), U.F.A.J. (Fondation), O.C.C.A.J. (A.C.J.F.), L.F.A.J. (Marc Sangnier).

Arrêtons là cette étude sur l'historique de l'ajisme. Nous risquer plus loin serait entrer dans le débat qui oppose les militants ajistes du C.L.A.J.-P.A. Le résultat des travaux de la commission fut la constitution d'une Fédération Nationale des A.J. que certains disent indépendante, démocratique, laïque et éducative, que d'autres qualifient d'étatique. Parallèlement à cette Fédération Nationale, l'U.F.A.J. Fondation, sans changer de principe, modifie à nouveau sa raison sociale. Elle s'appellera désormais Fédération Française des A.J.

C'est la guerre des sigles qui continue !

Nous ne pouvons terminer sans tirer une conclusion. Il existe une singulière continuité dans la ligne des deux courants de l'ajisme : gestionnaire et technocratique.

Au travers des différentes luttes et transformations du C.L.A.J. d'avant guerre, des C.D.R., des M.U.A.J., du M.L.A.J. et du C.L.A.J.-P.A., on sent la tenace volonté des usagers d'auberges de jeunesse de conquérir puis de conserver la gestion de leurs installations, la direction de leur organisation. C'est cette gestion directe, cette auto-direction qui constitue la valeur exceptionnelle du mouvement ajiste. Les jeunes ajistes durant leurs différentes expériences apportent la preuve que tout un secteur de l'économie (celui des loisirs) peut échapper aux formes d'organisation de la société capitaliste. En d'autres termes, que les jeunes sont capables d'administrer eux-mêmes leurs activités. Ce principe, si nous le transposons sur le plan social, nous apporte la preuve que de même qu'une auberge ou un mouvement sont gérés par ceux qui les utilisent, une usine ou un quartier peuvent être administrés par leurs ouvriers ou leurs habitants.

Combien nous paraît symptomatique, à nous syndicalistes révolutionnaires, la continuité qui existe également dans le courant technocratique des auberges de jeunesse.

Jean BERNARD.

INTERNATIONALISME

DANS de nombreux secteurs de l'activité humaine, l'idée de coopération internationale remplace progressivement les conceptions bornées d'un internationalisme périmé. Depuis longtemps déjà, des hommes luttent contre les préjugés et contre tout ce qui entrave la collaboration et les échanges internationaux.

Les ajistes, ces grands coureurs de route, ont de tout temps clamé aux quatre coins de l'Europe et du monde leur chant d'espoir et d'amitié. Et il est permis de dire qu'ils ont contribué dans leur domaine à faire évoluer un état d'esprit de nos jours beaucoup plus ouvert aux idées d'internationalisme.

Retraçons en quelques lignes la progression et l'importance des activités internationales de l'ajisme. L'internationalisme ajiste est avant tout sentimental. Aussi, le rôle des militants futil de transposer ce sentiment sur le plan social, de faire naître une véritable solidarité entre jeunes Français et étrangers.

Avant guerre déjà, des groupes du C.L.A.J. s'étaient manifestés par une intense activité en faveur des réfugiés espagnols chassés de leur pays par la barbarie franquiste. Durant l'occupation, nombre d'étrangers ont trouvé parmi les ajistes des amitiés sûres et un réconfort moral et matériel.

Après la libération, dans un climat où dominaient le nationalisme et le chauvinisme, le M.L.A.J. fut le premier à reparler d'internationalisme. Dès que les possibilités de voyage à l'étranger furent redevenues normales, les ajistes reprirent les routes, apportant un très grand intérêt à connaître les peuples voisins, à comprendre leur mentalité, à nouer avec eux des liens fraternels.

Mais ce n'était pas suffisant. Ces rencontres ne dépassaient pas un cadre extrêmement limité et trop individuel. En 1948, le C.L.A.J.-P.A., poursuivant dans le domaine international le travail entrepris par le M.L.A.J., crée en Allemagne, en pleine Forêt Noire, un centre éducatif. Kniebis devint bientôt le lieu de rencontre de jeunes de presque tous les pays d'Europe. Jeunes de Belgique, d'Italie, de Suisse, de Hollande, du Luxembourg, d'Angleterre, du Danemark, de France, etc., renouèrent contact au cours de rassemblements, avec la jeunesse allemande stages d'animation, de ski, rencontres syndicales, etc.

Tous les jeunes qui ont participé aux activités de Kniebis en ont gardé un souvenir émouvant, celui de jeunes séparés par des frontières, des langues différentes, qui apprennent à se connaître, prennent conscience que leurs préoccupations sont semblables, que leurs joies peuvent être communes.

Une autre activité du C.L.A.J.-P.A. : la caravane internationale, connut un très gros succès. Par cette forme de tourisme culturel et populaire, des jeunes étrangers sont venus connaître nos régions françaises, des jeunes français ont visité des pays quelquefois très lointains (Scandinavie, Afrique du Nord, Europe orientale).

Afin de faire pénétrer chez les ajistes étrangers ces conceptions de l'éducation, le C.L.A.J.-P.A. se fit l'animateur du bureau international des usagers, créé à la suite d'un rassemblement international réuni à Versailles en juillet 1949. Ce bureau rassemble des représentants des mouvements ajistes wallons, tunisiens, luxembourgeois, des groupes internationaux de Londres, Copenhague, des usagers allemands.

Ainsi, malgré les difficultés qu'il rencontre dans sa tâche, l'ajisme contribue dans la mesure de ses moyens à favoriser la coopération internationale des jeunes que les immenses progrès de la science moderne, le développement des possibilités de tourisme, les possibilités d'échanges culturels rendraient possible si les conceptions étroites des gouvernements nationaux ne la défavorisaient.

A une plus profonde compréhension internationale, l'ajisme apporte sa contribution.

Une Fédération Internationale des Auberges de Jeunesse existe également. Son siège est à Londres. Mais son caractère bureaucratique et paternaliste rend aux véritables ajistes français son accès impossible. Seule est représentée l'organisation française qui correspond aux principes de la Fédération Internationale, c'est-à-dire l'U.F.A.J. Peut-être que le problème de l'ajisme français trouvant une solution, il sera rendu possible aux ajistes du C.L.A.J.-P.A. de fréquenter sans difficulté les A.J. étrangères dans lesquelles ils sont reçus quelquefois très difficilement ?

Une belle réalisation Ajiste

FEDERATION INTERNATIONALE

LA Fédération Internationale des Auberges de la Jeunesse groupe les organisations d'A. J. d'une vingtaine de pays différents. Son but est de coordonner l'action des associations nationales. Son caractère est purement technique, et elle n'a d'ailleurs aucune prétention éducative. Comment pourrait-il en être autrement, puisque la plupart des organisations adhérentes n'ont pas le moindre caractère démocratique. Procurer un toit aux jeunes touristes, et leur fournir des repas à bon marché, voilà à quoi se résume les buts des responsables des auberges dans la grande majorité des cas.

La Fédération est dirigée par un bureau composé d'honorables messieurs élus chaque année lors d'une conférence au cours de laquelle on se congratule, on fait ripaille, et on se décore. Cette conférence est précédée d'un rallye international qui rassemble quelque deux mille jeunes de différents pays et mouvements.

Cela permet de se livrer à des manifestations « de masse », de faire de beaux discours et de croire que l'on est suivi de nombreux jeunes.

Depuis plusieurs années, le bureau et l'assemblée générale refusent obstinément de reconnaître le caractère très particulier de l'ajisme français.

C'est ainsi que, parmi les organisations françaises, seule l'U.F.A.J. FONDATION est reconnue par la Fédération Internationale des Auberges de Jeunesse et, bien des fois, les ajistes des autres mouvements se font régulièrement mettre à la fois des A. J. de Belgique, de Hollande ou d'ailleurs sous prétexte que leur carte n'est pas valable internationalement.

C'est là évidemment un fait que les technocrates de l'U.F.A.J. - FONDATION exploitent et qui les avantagent énormément.

Jusqu'à présent, la Fédération Internationale avait catégoriquement refusé l'admission de l'Allemagne de l'Ouest. Cette année, cette même Allemagne (de l'Ouest !) a été admise.

Curieuse évolution, dont le parallélisme avec l'évolution d'une certaine conjoncture internationale est troublante. Mais n'allons pas imaginer que ces messieurs de Londres et des différentes capitales européennes soient influençables de la sorte. Ils sont dégagés dans leur travail de toute préoccupation politique. Du moins, ce sont eux qui l'affirment.

CARAVANES OUVRIERES

DÉSIREUX de mettre à la disposition de toute la jeunesse ses propres moyens de loisirs, le M.L.A.J., puis le C.L.A.J.-P.A. organisent avec un succès croissant, depuis 1944, des caravanes ouvrières.

Elles groupent douze à quinze jeunes, non ajistes, filles et garçons de seize à vingt et un ans, et trois ou quatre

A. J. de Ludweiler (Sarre)

responsables membres du M.L.A.J., ayant suivi des stages caravanes.

Elles sont hébergées dans les relais et A.J. aménagés par les ajistes dans les plus belles régions; elles se font également en camp fixe ou itinérant.

Le principal intérêt qu'elles présentent aux yeux des caravaniers est sans doute la possibilité de partir, de quitter la ville et les fumées dans des conditions financières particulièrement économiques.

Les ajistes organisent eux-mêmes la caravane à l'usine, au bureau, prévoient le budget, proposent le voyage aux jeunes qu'ils connaissent, demandent des subventions aux comités d'entreprises, aux syndicats, aux municipalités.

Ils obtiennent, à force d'obstination, quelquefois même d'importantes sommes, diminuant considérablement la participation des jeunes.

Les ajistes se chargent de toute l'organisation matérielle, prévoient les grandes lignes des activités pendant la durée de la caravane.

Avant le départ, une sortie pré-caravane, dans une auberge de la région, permet de nouer des relations cordiales et de régler les derniers préparatifs.

Pendant la durée du séjour, les activités principales sont celles de plein air, avant tout, la randonnée qui permet seule le contact réel avec la nature, indispensable à l'équilibre moral et physique, l'escalade, la natation, la spéléologie et le ski, suivant la région et la saison.

La découverte d'une région sur le plan touristique est aussi plus grande et plus réelle.

Les visites de monuments, d'entreprises coopératives, les contacts fréquents avec les habitants permettent une connaissance également sur le plan social.

Mais les découvertes à l'intérieur même de la caravane n'en sont pas moins importantes. Tout d'abord, la vie collective est une surprise intéressante pour des jeunes qui se méfient généralement de la vie en groupe. L'atmosphère de camaraderie et de liberté rend possible des discussions, des échanges fructueux entre jeunes de milieux souvent très différents.

La caravane est sans aucun doute un moyen de brassage d'éléments divers et par cela même une large ouverture pour l'esprit, une école de tolérance et de solidarité.

Les responsables se déchargent de la direction de la caravane sur l'ensemble des caravaniers et ce le plus rapidement possible, pour que toute différence disparaisse dans le groupe. Les jeunes gèrent donc collectivement la caravane comme les ajistes gèrent les relais, leur Mouvement.

Ils se prouvent ainsi à eux-mêmes qu'ils sont capables d'organiser leurs loisirs et ils abandonnent l'attitude de passivité qui résulte de l'éducation reçue et l'expression « loisirs actifs » prend son entière valeur.

La vie collective de garçons et filles n'est pas d'un intérêt moins grand. Elle permet le développement de cette estime indispensable à une compréhension réciproque, à une collaboration effective sur tous les plans.

Ainsi, dans tous les domaines, les caravanes ouvrières portent leurs fruits, elles sont sans doute un des meilleurs moyens de loisirs pour les jeunes, à la fois saines, attrayantes et éducatives; elles ont attiré l'attention de l'Education nationale, qui les recommande et les subventionne.

Leur succès a d'ailleurs suscité des imitations plus ou moins mauvaises suivant les cas. Ni le caractère économique de la caravane ni surtout le caractère éducatif n'en ont été respectés.

C'est ainsi que, suivant les organismes, les trois ou quatre responsables bénévoles et compétents ont été remplacés par un guide ou un accompagnateur plus ou moins informé de ses responsabilités ou de sa tâche.

A. J. de Villennes-sur-Seine

Les caravanes C.L.A.J.-P.A. se sont effectuées nombreuses en France, certes, mais un nombre important a été réalisé en Belgique, en Italie, en Afrique du Nord, en Tchécoslovaquie.

Cette année, certaines se feront aussi en Hollande et en Ecosse. Elles deviennent alors une excellente préparation pour une meilleure compréhension des peuples.

Nombreuses ont été réalisées pendant l'hiver et ont concouru à l'effort du C.L.A.J.-P.A. de faire du ski un sport populaire.

Les ajistes du C.L.A.J.-P.A. au contact des réalités par leurs efforts créateurs, ont donné à la jeunesse le meilleur moyen de loisirs : *la caravane ouvrière.*

B.D.I.C

QUI NOUS SOMMES

Comme tout propagandiste plein de son sujet, je crains que cet exposé choque dès l'abord, par son aspect rébarbatif d'unilatéralité.

Mais je fais confiance à l'esprit critique du lecteur pour amender et rectifier ce qui pourrait lui paraître trop absolu.

J'irai vite, car un développement complet de la question exigerait plusieurs études copieuses et denses.

La voix que je fais résonner aussi clairement et aussi vigoureusement que faire se peut, est celle des syndicalistes révolutionnaires néo-malthusiens qui se réclament, pour une part, de Paul Robin, Gabriel Giroud, Manuel Devaldès, Jean Marestan, Sébastien Faure, Eugène et Jeanne Humbert. Certains composèrent, avant 1914, *l'équipe de* Régénération *et de* Génération consciente, *puis firent plus tard partie du groupe de la* Grande Réforme — *périodique tué par la guerre avec la fin tragique de son directeur : Eugène Humbert, assassiné lors du bombardement de l'hôpital d'Amiens, par l'aviation alliée.*

Ceux-ci ne prétendent pas que les solutions qu'ils préconisent résoudront, à elles seules, tout le problème social. Ils sont plus modestes.

Mais ils affirment que, sans leur aide, leur appui, leur concours, le problème social ne saurait être provisoirement — car dans une perpétuelle évolution, tout ne peut être que provisoire — résolu d'une manière stable, opérante, positive.

En un mot, ils font de leurs postulats la condition préalable, initiale, sine qua non *de l'instauration d'un milieu social qui, au dire de Sébastien Faure, « assurera à chaque individu toute la somme de bonheur adéquate à toute époque au développement progressif de l'humanité ».*

Leurs conceptions quelles sont-elles?

Elles se basent inébranlablement sur la loi dite de Malthus — du nom de l'économiste qui, le premier, l'a découverte et l'énonça.

Cette loi fait état de la tendance naturelle qu'ont les espèces vivantes — l'humaine y comprise — à croître plus rapidement que les ressources de toutes sortes *dont elles disposent.*

C'est-à-dire, en d'autres termes, qu'il est né plus d'êtres vivants — et cela depuis les temps les plus reculés que les moyens d'existence — je ne dis pas les subsistances — à eux impartis, ne le permettaient.

Les néo-malthusiens voient dans ce phénomène une des causes — et non des moindres, sinon la seule — du mal social.

Loin de leur pensée de méconnaître que la mauvaise organisation sociale, l'injuste et déplorable répartition des richesses, n'aient influé sur ce mal et contribué à l'aggraver.

Moins que quiconque, ils sont disposés à absoudre le système social inique qui nous opprime, de ses fautes, de ses erreurs et de ses crimes. Mais ils ne le tiennent pas pour seul responsable et ils ont la conviction intime et ferme que TOUT système social qui lui succédera — qu'il découle du principe d'Autorité ou du principe de Liberté — *sera, s'il ne prend en considération et s'il ne tient compte de l'exactitude dans ses grandes lignes de la loi de population dite de Malthus, exposé, amené à commettre les mêmes erreurs, les mêmes fautes, les mêmes crimes.*

C'est là une des données du problème dont l'importance a échappé à des penseurs généreux, mais qui — tels Kropotkine, James Guillaume et Elisée Reclus — furent, dans ce domaine, des esprits inexacts.

Ils n'étaient d'ailleurs que les ancêtres — pillés sans vergogne — de nos modernes abondancistes dont les séduisantes et précaires théories générales semblent exercer sur certains d'entre nous une étrange fascination, alors qu'elles ne doivent être adoptées qu'avec les plus expresses réserves qu'implique et qu'impose le principe de population.

Les néo-malthusiens déclarent également que le seul pacifisme valable et efficient est le pacifisme scientifique — pardon de ce mot qui peut paraître un peu présomptueux — c'est-à-dire celui basé, d'abord, sur le contrôle et la limitation mondiale des naissances.

Fort de l'expérience et de l'enseignement du passé — et encore une fois sans rejeter les responsabilités qu'encourt en pareille conjoncture le système d'appropriation capitaliste — ils font leur l'irréfragable exiome de Manuel Devaldès : Croître et multiplier... c'est la guerre.

Au surplus — et c'est par là que je veux terminer — si l'exactitude du principe de Malthus est controuvée par d'aucuns — et rien n'est moins certain — il n'en reste pas moins vrai que la lutte incessante, implacable au couteau que nous menons contre le régime social actuel, comporte, pour nous tous, une part de risques.

Personne ne saurait décemment contester que ces risques sont multipliés et accrus par les charges de tous ordres qui pèsent sur nous.

La moindre de ces charges n'est à coup sûr pas celle que représentent le souci de l'entretien et de l'élevage d'une famille nombreuse et les responsabilités qui s'y rattachent.

Aussi, la misère, la souffrance, l'oppression, constatées autour de nous, suffisent, après réflexion, à nous faire remarquer et comprendre que, dans un milieu basé sur l'exploitation et l'autorité, moins un être humain a de charges, plus il est indépendant de ceux qui l'exploitent et l'oppriment.

Raoul NÉJAN.

N.-B. — Dans *Syndicalisme et Démographie* (n° 39 du *Combat Syndicaliste*), ma mauvaise écriture m'a fait dire :

Ferdinand Lassalle, le savant bien connu qui.., etc., *il fallait dire :* c'est Ferdinand Lassalle le savait bien qui..., etc.

R. N.

CHANSON SATIRIQUE

Le Brigadier-Chef ROUBIDOUX

Ier COUPLET

Au poste de notre ville,
Brigadier-chef Roubidoux,
Bien assis fumait tranquille
Sa pipe par petits coups.
Il avait lu son journal,
Gravement d'un air banal.
A l'ombre de sa fumée,
Il pensait à... rien du tout :
C'était peu comme pensée,
Mais pour lui c'était beaucoup !

REFRAIN UNIQUE

Agent, faites votre rapport
Et dressez contravention ! (bis)

IIe COUPLET

La porte s'ouvrit grinçante,
Un agent sitôt paraît,
Un marchand, la voix geignante,
Derrière lui se traînait.
« Un refus de circuler »,
Dit l'agent au brigadier.
Tirant un mouchoir énorme,
Brigadier-chef Roubidoux,
En mouchant son nez difforme,
Trancha d'un ton aigre-doux :

IIIe COUPLET

Il reprit son léger somme,
Quand soudain un survenant
L'éveillait d'un ton rogomme
Lui montrant un chien errant :
« Le drôle a volé tantôt,
« Au boucher un gros gigot ».
Et fort digne en tout principe,
Brigadier-chef Roubidoux,
En bourrant sa vieille pipe,
Déclara plein de courroux :

IVe COUPLET

Un nouveau sbire s'approche,
Enchaînant un malfaiteur
Et tire, en vain, de sa poche
Le couteau accusateur :
« Ce gueux a tué sa mère,
Ses enfants et sa portière ! »
Alourdi de somnolence,
Brigadier-chef Roubidoux,
En bâillant avec décence,
Commanda, d'un ton fort doux :

Ve COUPLET

Puis, plongé dans un beau rêve,
Brigadier-chef Roubidoux,
Ne voulait point qu'il s'achève
Et ronflait de tout son saoul.
« Garde-à-vous ! le commissaire ! »
Cria le planton, sévère.
Secouant sa léthargie,
Brigadier-chef Roubidoux,
Bredouilla, sans énergie,
Ce refrain connu de tous :

VIe COUPLET

On connaît dans notre ville,
Brigadier-chef Roubidoux;
Il est mort... toujours tranquille,
Sa pipe sur ses genoux.
Un destin plein de malice
L'a frappé dans son service.
Il dormait... quand il est mort,
Sa fin est digne d'envie !
Il mourut, sans un effort
Et n'en fit point de sa vie !...
(Au refrain).

Marcel MONTAGUT.

La propagande efficace

(Suite de la première page.)

d'un ponte de la C.G.T. de ne pas être molesté. L'heure de la reprise sonne et met fin à cette tumultueuse conversation.

Cependant, la nouvelle de cet incident se répand comme une traînée de poudre. « Le petit gars de la C.N.T. » (comme on le nomme) a réussi ce que beaucoup voudraient : se faire entendre de plusieurs centaines d'ouvriers sans les avoir invités à cela.

Et maintenant, après ce fait banal en lui-même, il ne nous reste plus qu'à tirer quelques conclusions essentielles :

1° D'abord, il convient de souligner la mauvaise foi des communistes et assimilés : l'injure n'est pas un argument, ce procédé caractérise bien la mentalité des « démocrates » staliniens. Nous répugnons à faire de l'anticommunisme systématique, mais nous devons constater chez eux des principes et des comportements qui s'apparentent terriblement à ceux des fascistes et autoritaristes qu'ils prétendent combattre *en se posant comme les champions de la liberté.* Devant de telles manifestations, nous sommes certains que ceux qui sont, de bonne foi, égarés dans leurs rangs comprendront qu'on les joue et qu'on les abuse. Nous invitons nos syndicalistes et nos communistes en peau de lapin à méditer ces paroles d'un sage : *On peut tromper tout le monde quelque temps; on peut tromper quelques-uns tout le temps,* ON NE TROMPE PAS TOUT LE MONDE TOUT LE TEMPS.

Et aussi cette parole d'Abraham Lincoln : « *Celui qui n'envisage pas une question du point de vue de l'adversaire est un criminel* »;

2° Beaucoup se plaisent à nous traiter de syndicat squelettique ou fantôme. Cet incident met en relief avec plus d'acuité que nous ne saurions l'écrire le danger que représente notre C.N.T. pour les « bonzes » du grand parti dit ouvrier et de son satellite la C.G.T. Pour les travailleurs qui n'ont pas le goût du knout, ni celui des beaux phraseurs, notre centrale reste la seule où la conception saine du syndicalisme est défendue, respectant ainsi les principes de l'ancienne C.G.T. qui, elle, ne comptait dans ses rangs que des véritables syndicalistes et non des politiciens;

3° L'attitude hypocrite et perfide des « associationnistes » du R.P.F., qui jouent les pseudo-syndicalistes. Notre camarade fut l'objet de quelques-uns d'entre eux d'une « bienveillance » marquée, à la suite de ce rassemblement bruyant. Il sut mettre au point, avec beaucoup d'à-propos et sans équivoque, ce que nous pensons de ces prétendus « défenseurs » (*sic*) des travailleurs.

Nous aurions seulement atteint notre but si nous avions réussi à convaincre quelques-uns des contradicteurs et des camarades présents du danger que courent les libertés démocratiques si, par indifférence et par veulerie, nous continuons à tolérer de pareilles pratiques.

Nous serions satisfaits aussi si l'attitude courageuse de notre camarade avait fait sentir à beaucoup combien il est temps de réapprécier le syndicalisme et de le débarrasser des politiciens et des fonctionnaires syndicaux qui l'encombrent et l'étouffent.

L'ECOMBAT SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA Confédération Nationale du Travail

Section Française de l'Association Internationale des Travailleurs

RÉDACTION-ADMINISTRATION : 39, rue de la Tour-d'Auvergne - PARIS (9e)

Paraît tous les Vendredis

LA COPIE DOIT ARRIVER LE SAMEDI AU PLUS TARD

Abonnements : 1 an (48 numéros) 420 fr.
Six mois : 215 frs - Trois mois : 110 frs
Changements d'Adresse : 20 francs
C. C. P. : Y. RICHAUD PARIS 7497-93
20, RUE SAINTE-MARTHE, PARIS-Xe

LA VOIX DE LA F. T. R.

Nos Auxiliaires

Le problème que pose présentement le programme de réorganisation de la S.N.C.F. n'est pas rassurant quant au sort réservé au personnel, qu'il appartienne au cadre permanent ou qu'il entre dans la catégorie des auxiliaires.

Pour les agents du cadre permanent, la situation pourra être supportable si une action syndicale cohérente permet d'enrayer les atteintes aux droits acquis et d'empêcher toute nouvelle violation du contrat de travail.

Mais, il n'en est pas de même pour le personnel auxiliaire dont la pénible situation est due à la carence des dirigeants des grandes centrales qui n'ont pas su prendre en temps utile la défense de cette catégorie défavorisée.

Plus préoccupés de leurs convictions politiques, qui passent toujours avant leurs conceptions syndicalistes, les responsables des Fédérations de Cheminots se sont désintéressés de la mesure envahissante prise par les Réseaux d'abord, par la S.N.C.F. ensuite, pour augmenter inconsidérément le nombre des auxiliaires qui forment à présent une classe de parias parmi les esclaves de l'exploitation ferroviaire.

Il était pourtant constant, avant 1914, de limiter les besoins de main-d'œuvre temporaire nécessitée par des travaux saisonniers (révision méthodique de la voie, période betteravière).

Les salaires consentis à cette occasion, encore inférieurs à ceux déjà si bas des agents commissionnés, rendaient le recrutement difficile, car les temporaires préféraient les travaux que présentaient l'agriculture pendant la bonne saison ou certaines industries connexes (sucreries, distilleries).

La période qui suivit la première guerre mondiale, ne connut pas davantage une recrudescence du nombre des travailleurs temporaires : Le travail occasionné par les besoins de la reconstruction, n'avait même pas empêché de verser dans le cadre permanent, après le stage habituel, la plupart de ces travailleurs.

L'application de la loi de huit heures facilitait d'ailleurs cette mesure; il faut noter toutefois qu'une notable partie de jeunes cheminots quittèrent alors la corporation pour des rémunérations plus substantielles dans l'industrie.

Ce n'est qu'à la faveur de l'euphorie du Front Populaire que le nombre des auxiliaires cheminots prit une importance inconnue jusque là; ce n'est pas seulement dans les chantiers, dans des postes de manœuvres qu'on les rencontre, mais aussi dans les bureaux pour des besognes ne nécessitant pas de connaissances spéciales; c'est alors que l'on enregistre l'accroissement notable qui s'est poursuivie depuis 1939. La constitution de la S.N.C.F. en août 1937, n'a fait que favoriser cette pléthore d'auxiliaires dont on veut se débarrasser à présent.

C'est aussi dans cette période d'avant guerre que se manifeste la carence des militants syndicalistes (ou se disant tels); obnubilés par les revendications consécutives aux congés payés, aux quarante heures, aux Conventions Collectives (si hâtivement élaborées et, par suite, si décevantes), ils se préoccupaient davantage du galon qu'ils convoitaient que du geste de solidarité qu'il fallait faire vis-à-vis de la catégorie si défavorisée des auxiliaires.

Sans prendre garde aux mesures rétrogrades poursuivies par la S.N.C.F., qui, à la faveur de la léthargie des organisations ouvrières, cherchait à revenir à la situation qui précéda la grande peur de juin 1936, les responsables syndicaux songeaient plus à leurs querelles intestines qu'à la défense des intérêts dont ils avaient accepté la charge.

La guerre allait d'ailleurs permettre au patronat de donner la mesure de réaction dont il est capable. A la Libération (toute relative), nous voyons les mêmes responsables cramponnés à leurs fauteuils, poursuivre à titre personnel un reclassement profitable qui leur faisait oublier que cette mesure ne jouerait pas en faveur des auxiliaires.

Le mal qu'a pu causer la profonde division ouvrière est fait; le virus politique a donné la mesure de la désagrégation dont il est coutumier.

Nous avons pour mission de sauver le syndicalisme dans une période où les difficultés s'amoncellent. Attelons-nous à la besogne et sans basse démagogie démontrons la possibilité de sauvegarder la situation de cette partie du personnel si longtemps déshéritée.

Pourquoi ne pas mettre dans l'obligation de partir les agents qui, ayant droit à leur retraite, se retranchent derrière le décret de Vichy qui limite à soixante ans l'âge de cette retraite. Cette mesure si profitable aux agents des échelles supérieures qui sont si souvent animés de cet esprit réactionnaire que nous déplorons, ne rapporte qu'un peu plus d'usure chez ceux qui doivent continuer un effort soutenu et abrège d'autant leur repos si mérité.

A-t-on songé, en haut lieu, sur les difficultés présentes, pour trouver un emploi ? Le spectre du chômage ne paraît pas inquiétant à ceux qui se trouvent occuper des sinécures inespérées, et en tablant sur l'apathie du mouvement ouvrier, n'hésitent pas à poursuivre une action antiouvrière dépassant celles que nous avons connues.

Pouvons-nous espérer un réveil de cette classe ouvrière, si longtemps trompée ? Un peu de courage et une volonté hardie peut lui apporter le salut. Qu'attendons-nous ?

LALIME.

Qu'attendre du Congrès F.O. ?

(Suite de la première page.)

ronde ou le Maine-et-Loire qui font des efforts certains dans ce sens. Nous leur avons déjà dit et nous le réitérons aujourd'hui qu'ils n'ont aucun espoir d'atteindre à quoi que ce soit. Et nous regrettons notre manque d'éloquence qui nous met dans l'impossibilité de les en convaincre.

Nous croyons cependant que, s'ils voulaient faire un sérieux examen de conscience, il ne pourait faire autrement que conclure à l'impasse dans laquelle ils se sont engagés.

Mais ce qui est plus grave, c'est que des militants connus n'hésitent pas à préconiser le rassemblement au sein de F.O. sans se douter qu'ils renient ainsi leur passé.

Et que penser de ceux qui, ayant pris cette position se sont, en raison de cette situation initiale, laisser glisser jusqu'à prendre parti publiquement en faveur d'un camp impérialiste contre l'autre.

Qui de vous n'a lu dans une revue mensuelle que nous avons souvent citée, ce mot d'ordre qu'il fallait rejoindre F.O. afin de redresser le syndicalisme et qui n'a pas été surpris d'y trouver sous une signature très, très connue, l'affirmation qu'il ne reste plus, pour s'opposer au stalinisme, qu'à rejoindre le camp américain ?

De quelque côté que l'on se retourne on ne voit pas comment F.O. peut être prise au sérieux.

Travailler à la destruction de F.O., c'est travailler à la renaissance du syndicalisme. Travailler au renforcement de F.O., c'est travailler à la trahison du prolétariat.

SOCIALISME OU BUREAUCRATIE ?

Yougoslavie 1950

(6)

LA PRISE DU POUVOIR

La défaite et la mort de Mikaïlovich marqua le triomphe total et l'arrivée au pouvoir de Tito. Nous avons vu dans notre dernier article comment durant la résistance se forma l'armée du futur dictateur. C'est cette armée encadrée idéologiquement par des membres du Parti communiste yougoslave, et militairement par des spécialistes russes qui devait plus tard imposer la dictature du P.C.Y.

A la libération fut constitué, sous la présidence du « Maréchal » Tito un gouvernement d'union qui rassemblait les différents partis politiques existants. Sa tâche était de préparer les élections de 1945.

A la même époque le P.C.Y. obtenait la création de « Tribunaux populaires » qui éliminèrent des milliers d'ennemis du peuple dont, souvent, le seul crime fut de ne pas être communiste.

Les leaders des différentes tendances démocratiques, accusés de trahison, de collaboration avec l'ennemi, de sympathie pour l'impérialisme anglo-américain, furent éliminés par d'incessantes arrestations, par de mystérieuses disparitions.

Ainsi d'importants groupes politiques, des militants syndicaux dont les conceptions apparaissaient douteuses ou la croyance communiste un peu trop superficielle, étaient réduits au silence.

Dans Zagreb, les partisans de Tito ont arrêtés 70.000 personnes dont un grand nombre avaient activement participé à la lutte contre l'hitlérisme. Les communistes eux-mêmes évaluent à 500.000 le nombre de Yougoslaves dont ils se sont débarrassés. C'est par ce régime de terreur que Tito réussit à imposer sa dictature.

Pour le seconder dans ses buts il avait Alexander Rankovich qui, avec l'aide de spécialistes russes de l'espionnage et de la liquidation, avait créé et organisé la police secrète politique O.Z.N.A. (Département pour la défense du peuple). Elle avait pouvoir d'arrêter sans mandat, d'exécuter sans jugement ou de livrer sans instruction aux tribunaux du peuple tout individu soupçonné de ne pas être entièrement en accord avec le régime imposé.

L'O.Z.N.A. a un service pour le contrôle des civils, un autre pour le contrôle des Yougoslaves en pays étranger, un autre également pour le contrôle des étrangers en Yougoslavie et finalement un service spécial pour le contrôle du gouvernement lui-même et du parti et de tous les organismes officiels.

Pour contrôler un pays de 18 millions d'habitants, l'O.Z.N.A. emploierait 100.000 espions.

Elle commande également les services du K.O.J., garde d'élite, 150.000 hommes en uniforme, les mieux nourries, les mieux armées, les mieux habillées des forces du pays.

Ajoutez à cela plusieurs dizaines de milliers de miliciens, chargés de la police sur les routes, des contrôles d'identité dans les chemins de fer, les bateaux, etc.

Le gouvernement du Maréchal Tito était, au départ, basé sur la coopération de tous les partis politiques cherchant en commun à résoudre par une voie démocratique le problème de l'existence dans une même nation de plusieurs peuples.

Mais dès le début le Parti Communiste yougoslave qui représentait une des forces les plus importantes tant par le nombre de ses adhérents que par la main mise qu'il exerce sur les syndicats entièrement sous son influence, ne chercha pas la collaboration. Il s'empara de tous les postes de direction, s'infiltra dans les rouages administratifs où les circonstances ne lui avaient pas encore permis de pénétrer et surtout organisa et contrôla la police.

Rapidement s'instaura un système de terreur et de mort. Les libertés disparurent : suppression du droit de presse, de parole, arrestations arbitraires, massacres, brimades, tel fut le début de la dictature policière du Parti communiste.

En même temps que la terreur imposait le silence aux éléments non communistes, le Parti créait le mythe de Tito.

Des centaines de portraits du Maréchal décoraient les vitrines, les établissements publics, les grandes places. Partout des portraits et des inscriptions gigantesques s'étalaient.

Tout régime autoritaire nécessite un symbole vivant qui s'expose aux yeux du peuple. Tout dictateur doit savoir rester stoïque des heures durant devant les acclamations populaires.

C'est surtout parmi les enfants que l'on crée avec le plus de facilité le culte du dieu vivant. Par des récits héroïques qui, peu à peu, se transforment en légendes, par des jeux guerriers (parades, décorations, etc.) on entretien l'admiration de l'enfant pour le « chef » glorieux et souriant. Ainsi les enfants défilent en criant : « Tito et nous ! » « Nous sommes à Tito ! » « Tito ! Tito ! Tito ! »

Ce culte est absolument révoltant pour qui a encore le respect de l'âme enfantine. C'est pourtant une des première tâche des dictateurs : apparaître aux yeux de la jeunesse pour un dieu, vivante incarnation du régime, de la patrie, du parti, etc.

Durant des années, Tito s'inspirera des méthodes d'enseignement, de propagande du stalinisme. Durant des années, derrière Tito et son régime, se dresse l'ombre du Parti communiste russe.

Pas un discours important qui ne soit dicté par Moscou, pas une décision internationale sans l'accord de Staline. Les démocraties populaires doivent suivre aveuglément les ordres du communisme russe.

Pierre-François VEZON.

(A suivre.)

B.D.I.C 31428

LE COMBAT SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

24e année - Nlle série, N° 44 — 10 FRANCS — VENDREDI 27 OCTOBRE 1950

Les Écuries d'Augias seront-elles nettoyées ?

Il nous est difficile de penser que la publication de notre enquête sur les agissements extra-syndicaux de quelques responsables de la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière, restera sans écho.

En effet, nous imaginons sans peine, la surprise puis l'indignation manifestées par les militants honnêtes de F.O. à la lecture des deux articles, que nous venons de consacrer au B.E.D.E.S. et aux activités des gens qui gravitent autour de lui.

A l'aide des éléments d'information que nous avons apportés, il est devenu possible, par recoupements, par rapprochements, de trouver une explication à quelques affaires douteuses qui jettent le discrédit sur la centrale Force Ouvrière.

Mais il est des gens qui n'ont plus le sourire tranquille des personnages sûrs de continuer à profiter de la candeur des uns, de la complicité des autres, ou du silence de ceux qui se vendent. Ce sont les indésirables dont l'éviction apparaît maintenant comme une nécessité évidente, urgente même, aux yeux des véritables militants. Il n'est plus possible de faire le silence, sur certaines activités. L'abcès s'étale au grand jour, il ne faut pas hésiter à le crever rapidement. Maintenant d'autres centrales syndicales peuvent s'en emparer, en faire un cheval de bataille et l'utiliser pour les besoins de leur propagande à des fins politiques.

D'autres également doivent être très inquiets. Ce sont les militants qui supportaient les agissements que nous avons relatés. Aussi ces « protecteurs » sont-ils sans doute en train de chercher un moyen de sortir de l'impasse dans laquelle leurs penchants, pour ne pas dire plus, les a entraînés.

Nous ne nous faisons pas d'illusion. Nous n'avons rien appris de nouveau aux gens de l'avenue du Maine. Les histoires du B.E.D.E.S. and C° ne sont des secrets pour personne. Seuls les ignorent quelques responsables peu curieux. Si jusqu'à présent les militants propres n'ont rien dit, nous voulons croire que ce n'est pas par lâcheté. Mais que, dépassés par l'ampleur qu'ils supposaient à cette affaire, ils n'ont pas osés agiter la sonnette. Pourtant un premier avertissement était donné pour qui voulait bien le comprendre par nos camarades de la *Révolution Prolétarienne* dans leur numéro de juin.

Pierre-François VEZON.

(*Suite en page 4.*)

DEFENDONS LES QUARANTE HEURES EXIGEONS LES TRENTE HEURES

Nous l'avions prévu, nous l'avions crié, ce qui préoccupe le plus le patronat et les gouvernants de ce pays c'est la durée du temps de travail.

Nous avions alerté tous nos syndicats, tous nos membres. Nous avions signalé, au fur et à mesure qu'elles se précisaient, les menaces dirigées contre la principale conquête de la classe ouvrière : la semaine de quarante heures.

Nous avions demandé à toutes les centrales qu'elles fassent bien attention à cela, mais au lieu d'y porter intérêt, celles-ci préféraient se complaire dans de sordides combinaisons.

Aujourd'hui, la menace est là, précise : on a l'intention de porter la semaine légale de quarante à quarante-quatre heures.

Voilà à quoi devaient aboutir trente années de syndicalisme politisé, étatisé, réformiste.

Aujourd'hui, les dirigeants de la C.G.T., de F.O. et de la C.F.T.C. semblent réaliser qu'ils ont atteint le comble. Auront-ils le courage de prendre les décisions qui s'imposent ?

La C.N.T. pense que le meilleur moyen de se défendre en une telle circonstance est de prendre l'offensive. Elle estime qu'il faut que le patronat et son Etat sachent que si la semaine de quarante heures doit être touchée, tout le prolétariat se lèvera pour la défendre.

Pour cela, l'entente est possible et afin qu'elle puisse devenir efficace, il faudra du même coup résorber le chômage en exigeant la semaine de trente heures.

Mais cela ne s'obtiendra pas par des tractations menées par des parlementaires, mais par l'action directe menée jusqu'à ses ultimes conséquences.

La C.N.T. propose la grève générale illimitée.

Nous verrons bien qui sert ou qui trahit la classe ouvrière.

CNT

Une conquête ouvrière à nouveau menacée

Une nouvelle offensive contre la semaine de quarante heures se dessine; si la classe ouvrière conserve son indifférence devant cette attaque, elle risque de sonner définitivement le glas de ce qui reste des conquêtes de 1936. Le cri d'alarme que nous poussons cette fois, n'est malheureusement pas le premier. A plusieurs reprises, dans ces colonnes, nous avons adjuré le Prolétariat ne pas laisser empiéter, soit par l'Etat, soit par le Patronat, soit bien souvent par les deux conjugués, sur les réalisations enlevées de haute lutte. Il n'est pas inutile de se répéter, car de l'autre côté on ne désarme pas.

Les informations parues dans la presse de cette semaine nous apprenaient qu'un premier « train de mesures fiscales » allait être soumis à la sagacité de nos « grands cerveaux » ministériels, et c'est ce projet qui venait corroborer nos craintes. La dépêche examinait succinctement les diverses propositions des « techniciens » (*sic*) de la rue de Rivoli; mais une seule attirait particulièrement notre attention, celle qui s'inspire d'un rapport de Jean Monnet, l'auteur du « fameux » plan : ce dernier prétend que l'accroissement de la production augmenterait le revenu national, et, par voie de conséquence, procurerait des recettes supplémentaires à l'Etat. Seulement pour augmenter la production — c'est là que ça devient sérieux — un seul moyen possible : l'augmentation de la durée hebdomadaire du travail. C'est simple, il fallait cependant y penser. Pour nos « techniciens », la solution « idéale » réside dans ce fait, puisque, ajoute la presse, à l'égard de cette suggestion du Monnet du Plan, le Gouvernement va être amené à examiner « très vite, le problème capital de la durée hebdomadaire du travail ».

Ces messieurs se doutent que cela n'ira pas tout seul, ils pensent que l'affaire sera malaisée. L'information ajoute que « certains syndicats sont hostiles, *a priori*, à toute modification de la législation en vigueur dans ce domaine ». Il fallait donc tourner la difficulté; en attendant le climat nécessaire pour abolir sans détour les quarante heures, on fait les doux yeux à la classe ouvrière, on se propose donc de « rechercher un terrain d'entente sur la base de calcul des heures supplémentaires, de manière à intéresser à la fois patrons et travailleurs ».

Toutes ces subtilités, ces nuances de langage n'ont abouti, en fait, depuis la Libération (au lendemain de laquelle un changement était possible, des réalisations audacieuses également), qu'à enfermer la classe ouvrière dans des textes législatifs où sont même noyés ceux qui les ont « pondus ». Les gouvernements successifs sont parvenus à leur fin : lasser la masse laborieuse. Actuellement celle-ci se méfie de tout et de tous, se laisse aller à un avachissement coupable et, ce qui est le plus grave, perd conscience de sa force. Nos efforts tendent uniquement à lui faire sentir ce danger, lequel risque de l'asservir totalement à ses exploiteurs.

Que les ouvriers, les employés, tous ceux qui peinent et luttent pour le bifteck ou le pain quotidien, ne s'y trompent pas : *le patronat reste hostile à la semaine de quarante heures* et *cherche par tous les moyens à s'en débarrasser*. Toutes les propositions faites par lui, sous le couvert d'intérêt des tra-

FRANLUC.

(*Suite page 2.*)

Monsieur Villiers peut choisir ses larbins

Le Sulpice Dewez de la Confédération du Travail dite indépendante vient d'adresser une lettre à M. Villiers, le domestique du patronat français. Autrement dit, un domestique s'adresse à un autre domestique.

Le Sulpice Dewez (ex-député communiste) voudrait que le seigneur-larbin Villiers sache mieux l'entendre.

Le Sulpice Dewez voudrait bien que le Villiers comprenne les efforts qu'il fait depuis trois ans pour lui amener la classe ouvrière. Le Sulpice Dewez estime que tout de même le Villiers pourrait se rendre compte des difficultés qu'il rencontre dans ce « boulot » qui n'est tout de même pas celui du premier venu.

Il est bien évident que le Sulpice Dewez n'a pas la classe du Jacques Doriot, bien que, comme celui-ci, il soit passé par la bonne école de traîtres et de renégats qu'est le parti dit communiste.

Sulpice Dewez ne peut pas comprendre n'être pas compris par un Monsieur envers lequel il est pourtant si bien disposé.

Il a beau affirmer au Villiers qu'il est à la recherche « d'un esprit de compréhension mutuelle, des méthodes de collaboration et d'intéressement du personnel au développement de la production qui serait plus profitable à tous et à chacun [surtout aux patrons (1)], que l'opposition systématique des classes », ce Villiers fait la sourde oreille et ne croit pas que le Sulpice puisse tenir ses promesses.

Car il ne se paie pas de mots, le Villiers: il lui faut du concret et il a constaté qu'il est bien mieux servi jusqu'à présent par son Mathot et la F.O. de celui-ci que par les « cétéistes », pleins de bonne volonté dans les sordides besognes de larbinisme aux maîtres du régime, mais les mains vides de prolétaires.

Sulpice Dewez tient pour acquis que le progrès social ne tient qu'à l'accroissement de la productivité. Il faut donc que ses adhérents en mettent un coup, qu'ils relèvent leurs manches.

Non, Sulpice Dewez, votre heure n'est pas encore venue, et il est bien douteux qu'elle vienne jamais. Vous n'aurez pas même l'espoir d'atteindre, si peu soit-il, à ce qu'avait pu espérer votre illustre prédécesseur en trahison, lorsque à un moment donné il sentit la possibilité de s'installer sur le trône de Pétain.

Le Villiers a des Mathot et des Sulpice Dewez de rechange. Vous ne l'ignorez d'ailleurs pas.

Aussi, avons-nous dès maintenant la certitude que vous serez, vous et certains autres, utilisé dans l'élaboration de ce que l'on présentera au prolétariat comme la reconstitution de sa véritable organisation, mais que nous, nous connaissons déjà comme le support qui servira, d'abord à orienter les prochaines élections, ensuite, comme moyen certain de canaliser ses légitimes révoltes.

Mais la C.N.T. sera toujours là pour clouer au pilori vous et vos semblables.

Jean THERSANT.

(1) C'est nous qui, là, parlons.

IL FAUT QUE "COMBAT" VIVE!

L'administration ne peut se dispenser de demander aux dépositaires de se mettre en règle avec elle dans les jours qui suivent, afin de pouvoir présenter une situation exacte pour notre Congrès.

Il est nécessaire d'avoir une bonne trésorerie si l'on veut avoir un bon journal. Les frais augmentent sans cesse. Cela exige un effort plus grand de tous.

Ce n'est pas en abandonnant son sort qu'on peut l'améliorer. Tout n'est que lutte. Lutter c'est vivre.

Pour que le **Combat** vive, luttons !

Yvette RICHAUD.

Ne craignons pas la "casse" LES TRAVAILLEURS PAIERONT

Les frais de la dernière bagarre mondiale sont loin, bien loin d'être liquidés. Et cela ne serait rien si la plupart des immeubles détruits n'attendaient encore le bon plaisir et les « disponibilités budgétaires » du gouvernement, pour être réédifiés.

Nous devons pourtant nous garder d'être trop absolus, car la vérité nous contraint à reconnaître bien malgré nous que toutes les églises, les casernes et les prisons détruites, semi-détruites ou légèrement endommagées, ont été restaurées dans leur intégralité et fonctionnent normalement à la grande satisfaction de tous les profiteurs du régime.

Actuellement la France, comme pas mal d'autres pays, se trouve en difficulté pour financer sa participation au Pacte Atlantique, conformément aux ordres du capitalisme américain. De plus elle doit supporter l'énorme charge de la guerre en Indochine, où s'engloutissent tous les ans des centaines de milliards qui ne seront jamais récupérés. Pour la poursuite de cette guerre désastreuse à tous points de vue, certains journaux font aigrement remarquer que les Américains sont d'accord pour fournir le matériel, à condition que la chair à canon soit assurée par la France.

Mais le gouvernement français est bien d'accord sur ce point, car si l'O.N.U. (c'est-à-dire l'Amérique) devait fournir des soldats (qui ne seraient pas forcément des Américains), l'Indochine cesserait d'être une colonie française, ce qui serait une catastrophe pour les trafiquants (français) de caoutchouc, de riz et de tous autres produits d'Indochine.

Pour continuer son œuvre éminemment pacifique, la France a besoin d'argent, de beaucoup d'argent, et comme le travail seul paie, *il est assez naturel qu'un ministre des Finances ait songé à extorquer aux travailleurs les quelques centaines de milliards qui lui font défaut pour équilibrer son budget.*

Du moins ce ministre-là a le mérite de la franchise, car il ne manque pas d'autres moyens plus ou moins détournés, pour faire payer les travailleurs... mais ne nous leurrons pas, on saura bien les employer aussi.

Donc, puisque seul le travail est solvable, le problème de toute débâcle financière devient simple comme bonjour ; il suffit d'accroître la production, c'est-à-dire travailler plus et gagner moins. Car nous avons toujours soutenu ce point de vue, nous, de la C.N.T., que chaque fois que le travailleur consent à travailler plus, automatiquement il gagne moins, car travailler plus, c'est dévaloriser son effort de production.

Nous avons été seuls à réclamer la semaine de trente heures. Si nous avions été écoutés il n'y aurait pas eu cette offensive gouvernementalo-capitaliste contre les quarante heures.

Nous avons lu avec un vif intérêt dans Combat *du 21 octobre, les réponses des « principaux leaders syndicalistes » C.G.T., C.F.T.C., C.G.T.-F.O., C.G.C. et Petites et Moyennes Entreprises. Dans ces réponses, il y a des concordances extrêmement significatives. D'abord sur la manœuvre trop grossièrement*

L'IDÉE MOTRICE

Dans le numéro précédent du « Combat », Raoul Néjean a fort bien défini la position des néo-malthusiens face au problème humain en général. En rappelant le travail des aînés, il a situé exactement les liens qui unissent l'importante question de population aux autres questions économiques, politiques et sociales modernes.

Sans doute, ceux qui tâchent à instaurer un meilleur état social pour les classes laborieuses ne se sont-ils pas jusqu'alors suffisamment intéressés au principe de population et à ses répercussions considérables sur toute existence humaine. Nous savons très bien, certes, que tout ce qui a trait aux besoins immédiats de l'homme pourrait être fraternellement réparti ; mais, nous savons aussi que cette équitable répartition sans cesse attendue se fait de jour en jour plus aléatoire, justement à cause de la montée démographique foudroyante. La mauvaise gestion sociale alliée à la surprocréation ne peut être qu'une cause de misère aggravée et de déchéance. L'homme, en se reproduisant inconsidérément, organise les catastrophes et travaille à son autodestruction.

En dépit des slogans mensongers, exploités par les charlatans du même bord au cours des années, il n'est pas vrai que la terre peut nourrir TOUS SES ENFANTS. La terre n'est pas extensible et, contrairement aux affirmations aussi gratuites qu'erronées des abondancistes, son rendement est borné alors que l'accroissement humain est illimité. Depuis longtemps les néo-malthusiens ont prévu et prédit les bouleversements sanglants auxquels nous avons assisté et dans lesquels beaucoup ont péri. Ils savaient qu'on ne peut, sans graves risques, braver les lois de l'équilibre. C'est pourquoi, se basant sur des données exactes, ils s'étaient fait un devoir d'établir en clair une formule pratiquement réalisable à brève échéance. Synthèse lucide, en trois parties :

1° Bonne naissance ;
2° Bonne éducation ;
3° Bonne organisation sociale.

Les suppôts du capitalisme furieux attaquèrent leur limpide programme, salirent leurs personnes, alertèrent la force et réduisirent leurs moyens de diffusion. Les autres, ceux qui du côté opposé de la barricade devaient bénéficier de leurs enseignements désintéressés, soit par aveuglement, par ignorance ou par fausse interprétation des théories néo-malthusiennes, ne les suivirent pas. On ne peut que le regretter. Nous n'en serions sans doute pas où nous en sommes aujourd'hui.

Bonne naissance.

C'est-à-dire, création de l'être humain dans les meilleures conditions de santé, de force et de beauté, grâce à la science eugénique.

Bonne éducation.

C'est-à-dire, culture intégrale du corps, du cœur et de l'esprit. Pas de cerveaux sans mains, pas de mains sans cerveaux, pas de science sans conscience. Développement harmonique de l'intelligence, de l'habileté et du muscle, non en vue de vaines performances qui ne répondent à rien, et sans tout le fatras d'utilité contestable dont s'encombre le programme officiel de l'enseignement actuel.

Bonne organisation sociale.

Dans ce modeste périodique qui s'honore d'examiner de près et de défendre les conditions de vie de l'ouvrier, du véritable producteur, on a déjà le sens de ce que peut être une bonne organisation sociale, et je sais bien que je m'adresse à des lecteurs compréhensifs. Mais, quelle société pourrions-nous instaurer qui aurait pour principes la liberté, la justice et la fraternité, mais qui serait composée d'êtres inférieurs, mal conçus, tarés, lâches ou égoïstes ? L'individu forme le milieu, à son tour le milieu influe sur les individus, les impulse, les contraint, les façonne pour des buts louables ou criminels. Cette action, néfaste ou bienfaisante selon les cas, des collectivités sur la personnalité humaine, explique bien des défaillances, bien des lâchetés ou de lamentables abus. C'est pourquoi il nous faut agir tout à la fois sur les individus et sur le milieu : éduquer les premiers, les douer de toute leur personnalité et de leur self contrôle ; transformer le second dans le sens vraiment social, pour le plus grand bonheur de tous et avec le maximum de liberté. On ne peut donc instituer une bonne organisation sociale qu'avec des gens sainement conçus et libertairement éduqués.

Ce qu'il faudrait c'est, avec une production portée à l'extrême grâce au développement de la science et de la technique, une action constante limitative de la population par quoi soit assurée, à toute époque, à chaque membre de la communauté, la possession du type de confort regardé comme indispensable. Cette révolution démographique effective amènerait la disparition des classes, du profitariat et du prolétariat.

Nous ne donnons pas la réglementation des naissances comme une panacée devant suffire à guérir, à elle seule, tous les maux dont souffre notre humanité. Mais il faut bien convenir que sans elle, tous les remèdes proposés sont condamnés d'avance à l'insuccès.

Une population volontairement limitée, née dans de bonnes conditions, élevée dans les réalités, à l'aise, non excédée de travail, saura alors trouver de nobles motifs pour vivre et se reproduire sagement, rationnellement, eugéniquement ; car le désurpeuplement urgent à l'heure présente, n'est pas contradictoire avec un peuplement futur adéquat, à tout moment, pour une étendue donnée, pour toute la terre, aux disponibilités en subsistances, au travail utile, aux agréments de l'existence.

En résumé, pour que les hommes soient heureux il faudrait tout d'abord que la paix leur soit assurée, que la société soit assise sur des bases solides, justes et fraternelles ; que l'instruction soit donnée gratuitement à tous et à tous les degrés. Plus de budgets de la guerre, rien que des budgets de la paix ! Pas plus de privilèges pour les biens matériels que pour ceux de l'esprit. A chacun selon ses capacités, du travail pour tous, le pain quotidien garanti à tous, non par Dieu qui n'y a jamais pourvu, mais par les hommes, nos frères. Voilà les premières conquêtes à faire. Tel est le souhait des néo-malthusiens.

Jeanne HUMBERT

B.D.I.C

évidente d'enlever aux travailleurs le bénéfice des majorations des heures supplémentaires. « Avec la semaine légale de 44 heures, un ouvrier travaillant actuellement 44 heures, perdrait en fait une heure de salaire, toutes les heures supplémentaires de 40 à 48 heures sont en effet majorées de 25 %, au delà de 48 heures elle est de 50 %. » (LE LÉAP, de la C.G.T.)

« Nous sommes en droit de nous demander si nous ne sommes pas menacés d'une offensive patronale tendant à faire disparaître une partie de cette majoration de salaires opérée à partir de la quarantième heure... » (BOULADOUE, de la C.F.T.C.)

« Lorsque le patronat pose la question sous prétexte d'accroissement de la productivité, il ne s'agit donc pas de résoudre ce problème, mais bien d'obtenir le même travail avec une rémunération moindre, puisque si la semaine était fixée à 44 heures au lieu de 40, les travailleurs perdraient le bénéfice de la majoration supplémentaire prévue à partir des 40 heures... » (LAFOND, de la C.G.T.-F.O.)

Dans ces réponses auxquelles nous prions nos lecteurs de se reporter, on constate la même concordance pour reconnaître que l'élévation du niveau de la production et l'amélioration de la productivité n'ont jamais profité à l'ouvrier.

Tout ceci est très bien, mais nous constatons, avec regret, que ni le porte-parole de la C.G.T., ni celui de la C.F.T.C., ni celui de F.O. n'ont pas songé au plus important pour ce qui concerne les intérêts de la classe ouvrière qu'ils prétendent défendre. Il ressort de leurs déclarations qu'ils accepteraient un accroissement de l'effort des ouvriers, sous certaines conditions. Et c'est cela qui nous révolte. Huit heures de travail, plus une heure pour manger plus ou moins, deux heures et quelque fois davantage pour aller, venir aux lieux du travail et revenir, cela fait onze heures.

Or, depuis que les huit heures sont entrées en application, l'effort demandé est bien plus intense. En fait, l'ouvrier, recru de fatigue, n'a ni la force ni le temps de lire un simple journal.

Il n'a pas le loisir de s'éduquer et pour oublier sa misère il n'a que le pinard, le tabac et sa contribution au « repeuplement » de la France. C'est ce qui explique l'état d'abrutissement dans lequel nous nous débattons.

Il y a des moyens pour en sortir, mais le premier c'est celui de la diminution de la journée de travail, ce qui serait en même temps le seul remède au chômage. Pouvons-nous espérer d'être compris un jour ?

TRENCOSERP.

A la SNECMA KELLERMANN

Ah ! mes amis, quel triste résultat ! Le 20 septembre dernier, à la sortie des ateliers, à deux pas de la SNECMA, au cinéma de la rue d'Arcueil très exactement, la grande centrale (sic) C.G.T. avait convoqué les ouvriers. Sur 2.500, devinez combien étaient présents ? Dix, pas plus (et ce n'est pas une erreur du linotype) !

Si l'on se rappelle le temps où la C.G.T. emmenait dans un enthousiasme débordant la masse des ouvriers de l'entreprise, l'on ne peut que constater l'avachissement des anciens acharnés dégoûtés par les menées politiques des bonzes syndicaux cégétistes.

A cette massive réunion, nous avons appris de la bouche de deux orateurs que dans plusieurs ateliers le régime des heures supplémentaires est appliqué et que l'on fait même cinquante-quatre heures par semaine à l'atelier de chaudronnerie. La solution à envisager pour faire cesser ce scandale est de demander aux véritables syndicalistes de ne faire que quarante heures et d'essayer de faire comprendre aux autres ouvriers que les heures supplémentaires représentent fatalement un accroissement du chômage.

Les élections au Comité d'Entreprise qui ont eu lieu le 26 septembre ont apporté peu de changement. La C.G.T.-F.O. ne peut obtenir la confiance des salariés avec son caractère petit-bourgeois défenseur de la hiérarchie; la C.F.T.C. se maintient dans la défense des pères lapinistes, bénéficiaires des allocations familiales. C'est donc la C.G.T. qui, comme d'habitude, a remporté la majorité des sièges. La grande surprise du jour a été les 25% d'abstentions, le flot des mécontents grandi, les organisations syndicales « représentatives » ne leur inspirent plus confiance et on les comprend puisque les anciens délégués, élus depuis 1945, ont profité de leur mandat pour découvrir des petites sinécures bien tranquilles.

Dans une maison comme la SNECMA, les élections devraient se faire par atelier, ce qui permettrait de connaître les futurs élus mieux que ceux qui ont été présentés et qui sont, pour la plupart, d'illustres inconnus.

Beaucoup d'ouvriers sont intéressés par l'union, mais la véritable union ne pourra se faire qu'en revenant à trois catégories : manœuvre, ouvrier spécialisé, compagnon, et en revendiquant un salaire horaire respectivement de 170, 180 et 200 francs.

D'autre part, bien que l'hygiène soit une vieille revendication syndicaliste ouvrière, la nouvelle Direction fait enlever de nombreux lavabos dans les ateliers et même dans les vespasiennes, sans que les délégués aient fait même une réclamation. Qu'attendent-ils ?

Terminons par une proposition : sans que les salaires aient été augmentés, les tarifs de la cantine sont passés de 85 francs à 120 et 150 francs. Pourquoi ne pas appliquer une hiérarchie à l'envers comme cela se fait dans certaines maisons et faire payer les gros salaires ? Mais bien sûr; nos bons représentants des centrales C.G.T., C.F.T.C. et F.O. préfèrent continuer à pleurer sur le sort des « pauvres petits du bas de l'échelle ». Ils pleureront un jour, s'ils n'y prennent garde, pour quelque chose, soyons-en persuadés.

La Section
C.N.T. - KELLERMANN.

DANS LA BANQUE

ET LA FÊTE CONTINUE...

Après de multiples retards, la commission mixte chargée de l'établissement de la nouvelle classification et des salaires de la banque s'est enfin réunie.

Les patrons ont, une fois de plus, refusé toute discussion d'ensemble sur le problème des salaires, et ont limité la discussion aux questions annexes.

Pourquoi ce refus de discuter le problème des salaires ?

Il faut, paraît-il, que les représentants des ministères de tutelle (ministère des Finances et ministère de l'Economie Nationale) soient présents aux réunions de la commission, afin d'en valider les discussions. Comme il se doit, ces messieurs, convoqués, n'ont pas répondu. Et M. Tarlier, du Comptoir National d'Escompte, a déclaré tout ignorer de la position de ces deux ministères en matière de salaire. Pourtant, M. Tarlier était reçu mercredi 18 octobre au ministère des Finances. Aurait-il demandé, par hasard, à ce que le représentant de ce ministère ne se dérange pas, afin de retarder la discussion ? C'est très possible, lorsqu'on connaît la volonté de ces messieurs de retarder au maximum le règlement de l'échéance.

La délégation patronale a, d'autre part, fait remarquer que le ministère des Finances envisage d'abaisser à nouveau le taux des conditions de banque entraînant ainsi une baisse de recettes, donc de ressources. Or, à qui profitera cette mesure ? Aux titulaires des comptes importants ayant un fort mouvement. Or, ces titulaires sont les entreprises-type De Wendel, Châtillon-Commentry, Chantiers de la Loire, Penarroya, etc., c'est-à-dire les trusts français. C'est à eux que profitera cette « diminution des prix ». Les requins de la finance et les loups de l'acier, quel beau ménage !

La discussion du treizième mois (1) donna lieu à un incident. Après que le président de l'A.P.B. eut déclaré : « Nous jouons sur les mois. Quel que soit le chiffre que nous appliquerons, nous le diviserons par treize », Georges Chaneron, de Force Ouvrière, eut un sursaut de colère : « *Tous les patrons, s'écria-t-il, sont des impuissants et des incapables !* ». Est-ce la tenue du Comité national de F.O., l'approche du congrès qui donna tant de force à Chaneron, d'habitude si calme ?

Les abattements de zone furent jugés injustes... par les patrons qui se déclaraient d'accord pour « établir un salaire en tenant compte du pouvoir d'achat monétaire dans la localité ». Et comme quelqu'un leur faisait observer qu'ils affirmaient le principe de l'échelle mobile, ils se récrièrent violemment, disant n'avoir jamais voulu dire cela.

Quant au système de points, il sera maintenu. Mais la classification actuelle variera, car « *il est nécessaire d'étoffer davantage la hiérarchie* ».

Sur ces bonnes paroles, la réunion se termina. La prochaine fut fixée au jeudi 26 octobre.

Les patrons avaient atteint leur but. Des salaires, pas un mot. Donc semaine de gagnée, donc réunion pour rien.

(1) *Voir le « Combat syndicaliste » du 20 octobre 1950.*

COMMUNIQUES

TRESORIER CONFEDERAL

René Doussot, 9, avenue de la Porte-de-Clignancourt, Paris (18e). C.C.P. 5046-35.

DEUXIEME REGION

SYNDICAT INDUSTRIEL DES METAUX

Assemblée générale, samedi 28 octobre, à 14 h. 30, à la Chope du Combat, 2, place du Colonel-Fabien (Métro : Colonel-Fabien). Ordre du jour important.

CHATOU, CROISSY ET ENVIRONS

Premier samedi du mois, salle Hôtel des Nations, à Croissy, à 20 h. 30.

SURESNES-PUTEAUX

Tous les quatrièmes vendredis, salle de la Justice de Paix, à Suresnes, à 20 h. 30.

U.L. COLOMBES

La permanence de l'Union locale de Colombes a lieu les 1er et 3e dimanches de chaque mois, de 11 heures à midi, au Café de la Mairie, 20, rue Henri-Barbusse.

GOUSSAINVILLE

Les deuxième et dernier dimanches du mois, 10 à 12 heures, Hôtel de France, Ferme des Noues.

VERSAILLES

Permanence de l'U.L. les deuxième et quatrième dimanches du mois, café « Chez Hélène », 23 rue Montbauron, 10 à 12 h.

QUATRIEME U.R.

COMMENTRY

Pour tout ce qui concerne l'union locale, adresser toute correspondance à L. Malfant, boulevard Ramboura, Commentry.

Tous les soirs, de 16 heures à 19 h. 30, Bureau 15. Vieille Bourse du Travail. Dimanche de 10 à 12 heures : Conseil juridique sur place.

Pour Saint-Eloy-les-Mines et Montluçon, prière de prendre contact à l'adresse ci-dessus indiquée.

U.L. DE CLERMONT-FERRAND

L'U.L. tient une permanence chaque samedi de 20 h. 30 à 22 heures au 9 de la rue de l'Ange.

CINQUIEME U.R.

NIMES

Pradier, 24, rue de l'Etoile, Nîmes (Gard).

SIXIEME U.R.

S.U.B. TOULOUSE

Assemblées générales mensuelles premier dimanche du mois. Permanence tous les jours de 18 h. 30 à 20 heures ; samedi de 16 à 19 heures ; dimanche de 9 à 12 heures. Les adhérents, sympathisants, peuvent retirer le C.S., Maison des Syndicats, cours Dillon.

CUIRS ET PEAUX TOULOUSE

Tous les jeudis de 18 à 19 h. 30. Dimanches de 10 à 12 heures. Cours Dillon.

U.L. ALBI

Salvetat, 21, rue de la Rivière, Albi.

HUITIEME U.R.

PERMANENCES A BORDEAUX

Tous les soirs, de 16 à 19 h. 30, Bureau 15, Vieille Bourse du Travail ; dimanche de 10 à 12 h. : Conseil juridique sur place ou à Laveau H., 42, rue Lalande.

BIBLIOTHEQUE

Bibliothèque de prêts ouverte à tous, dimanche au siège. Il sera perçu 5 francs par livre et 2 francs par brochure, pour nouveaux achats.

SYNDICAT UNIQUE DES METAUX

Deuxième dimanche de chaque mois. Le C.S. à votre disposition sur place.

DIXIEME U.R.

U.L. SAINT-NAZAIRE

Dimanche, de 10 h. 30 à 11 h. 30, à Marijo, boulevard des Océanides, Pornichet. Le C.S. est à la disposition des diffuseurs chaque semaine.

ONZIEME U.R.

BREST-INTERCORPORATIF

Tous les samedis, de 9 h. à 11 h. 30, porte Fautras, face Lycée.

DOUZIEME U.R.

APPEL AUX POSTIERS

Les camarades des P.T.T. de la région de Rouen, sympathisants à la C.N.T., sont invités à se mettre en relation avec Autie Maurice, P.T.T., Coutances (Manche).

ROUEN

Premier dimanche et chaque mois, 63, rue des Bons-Enfants.

TREIZIEME U.R.

Permanence et correspondance : Duhamel Octave, 19, rue Fouquet-Lelang, Marcq-en-Barœul (Nord).

METAUX, INTER., TEXTILE

Tous les samedis de 18 à 20 heures, 13, rue du Molinel, Lille.

ROUBAIX

Tous les jours, 63, rue d'Avelghem.

Une conquête ouvrière à nouveau menacée

(*Suite de la première page.*)

vailleurs ou d'intérêt national, le prouvent abondamment.

Il convient de remarquer encore — d'une part l'apathie et l'indifférence de la grande majorité œuvrant ainsi contre ses propres intérêts;

— d'autre part la complexité tacite ou calculée des fonctionnaires syndicaux des « grandes centrales », qui prétendent défendre efficacement la classe ouvrière en parlementant avec le gouvernement.

Plus que jamais le recours à l'action directe se fait sentir et devient la condition *sine qua non* de nouvelles conquêtes sociales. Plus que jamais il est nécessaire de brandir l'arme la plus efficace, la seule réalisatrice : la grève générale.

Nous ne nous lasserons jamais dans ce journal de stigmatiser l'erreur où qu'elle se trouve, même si quelquefois nous sommes dans l'obligation de dire à nos camarades d'atelier ou de bureau, quelques vérités dures à entendre, nous sommes trop conscients de l'intérêt de la classe laborieuse pour tergiverser ou hésiter.

Pour nous les heures supplémentaires ne peuvent être l'occasion d'un terrain d'entente, elles ne sont pas susceptibles d'intéresser les travailleurs.

Elles ne constituent qu'un moyen d'accabler l'ouvrier, de le fatiguer à l'extrême et lui enlever toute velléité de combat contre le système oppresseur. Le Patronat pourrait reprendre à son compte l'accusation que portait un écrivain contemporain sur le communisme : « Il flatte l'homme par ses bas instincts ». N'écoutant que son égoïsme et son légitime désir d'avoir un plus gros salaire, le travailleur se laisse prendre à l'appât des heures supplémentaires sans se rendre compte que, malgré cela, son pouvoir d'achat s'amenuise de plus en plus. La course aux heures supplémentaires fait perdre toute décence, et l'on voit même des hommes d'entretien « se débrouiller » à en faire.

Le chômage menace et s'étend, il n'est pour s'en convaincre que de voir les offices de placement encombrés, les Nord-Africains le matin aux portes de nos usines lyonnaises en quête d'ouvrage. La pratique des heures supplémentaires ne pourra qu'empirer cet état de faits. Au lieu de parler d'augmentation de la durée hebdomadaire du travail, nos « techniciens » (*resic*) feraient mieux d'en envisager la réduction, afin de permettre à chacun d'avoir le légitime droit au travail. Un régime qui ne peut plus l'assurer est condamné, il doit céder la place.

Pour conclure, nous dirons simplement que nous n'étions pas naïfs au point de croire que le dernier train prévu de mesures fiscales allait porter au mal économique un remède qui satisfasse réellement le monde laborieux, ce sera encore une fois un cautère sur une jambe de bois. Il était seulement indispensable de mettre en relief à nouveau le manque d'imagination des prétendus représentants du « peuple souverain »; il ne fallait pas laisser passer une nouvelle occasion d'affirmer notre conviction que l'Etat volant au secours du Capitalisme ne faisait que renforcer l'asservissement des exploités; il importait d'adjurer ceux-ci de l'urgence à hâter leur propre libération.

LIBRAIRIE

LIVRES

Pierre Besnard. — L'Ethique du Syndicalisme, 75 fr. (120); La Paix, 100 fr. (145); Les Syndicats Ouvriers et la Révolution Sociale, 200 fr. (260); Le Monde Nouveau, 140 fr. (185).
Aurèle Patorni. — La Débâcle de l'Elite, 150 fr. (195).
Gaston Leval. — L'Indispensable Révolution, 100 fr. (145).
Gabriel Giraud. — Paul Robin, 150 fr. (195).
Jeanne Humbert. — Sébastien Faure, 180 fr. (225).
Fernand Planche. — Kropotkine, 210 fr. (255); Durolle, 150 fr. (195); Louise Michel, 150 fr. (195).
Louis Lecoin. — De Prison en Prison, 160 fr. (205).
Voline. — La Révolution inconnue, 350 fr. (440).
Louis Buchner. — Force et Matière, 270 fr. (330).
Victor Méric. — Coulisses et Tréteaux, 75 fr. (120).
Charles Malato. — Les Joyeusetés de l'Exil, 100 fr. (160).
Ernest Haechel. — Histoire de la Création, 400 fr. (490).
W.S. Wallino. — Le Mouvement Ouvrier et la Démocratie aux Etats-Unis, 200 fr. (290).

BROCHURES

Gaston Leval. — Le Communisme, 40 fr. (70); L'Anarchisme et l'Abondancisme, 10 fr.
Professeur Paul Laeng. — Une langue auxiliaire ? Pourquoi ? Comment ? L'INTERLINGUE, 20 F.
G. Berneri. — La Société sans Etat, 20 fr.
Ernestan. — La Fin de la Guerre, 5 fr.
Sébastien Faure. — Sacco et Vanzetti, 5 fr.; Les Douze Preuves de l'inexistence de Dieu, 15 fr.; Les Crimes de Dieu, 20 fr.; La Fausse Rédemption, 15 fr.
P. Comont. — L'Architecture, 20 fr.
A. Guillier. — La Révolution salvatrice, 15 fr.
P. Camus. — Le Syndicalisme et le Problème paysan, 20 fr.
G. Yvetot. — ABC du Syndicalisme, 15 fr.
E. Rothen. — La Politique et les Politiciens, 20 fr.
P. Monatte. — Où va la C.G.T., 10 fr.
Pierre Besnard. — Le Problème des Salaires, 6 fr.
Edouard Rotot. — Le Syndicalisme et l'Etat, 12 fr.
Lashortes. — Qu'est-ce que le Prolétariat, 10 fr.
Louise Michel. — Prise de Possession, 15 fr.
Aristide Lapeyre. — Le Problème espagnol, 15 fr.
Les Anarchistes et l'Activité Syndicale, 15 fr.
La Bulgarie, nouvelle Espagne, 25 fr.
Les Bulgares parlent au Monde, 50 fr.
Le Syndicalisme et la Guerre, 5 fr.

REVUES

Mains et Cerveau, 40 fr.
Etudes Anarchistes, 40 fr.
Défense de l'Homme, 40 fr.

EXPÉDITION

Pour les livres, les prix entre parenthèses sont les prix franco.
Pour les brochures joindre 10 francs à chaque.
Pour les recommandés joindre 40 francs par colis, en plus.
C.C. Postal de la Librairie : Paris C.C. 7.473-08, M. Marcheti Robert, 1, rue Dulaure, Paris (20e).

Le Directeur-Gérant :
DOUILLET François

Imp. Spéc. du Combat Syndicaliste

(5)

CHAPITRE PREMIER

Les réformateurs sociaux espéraient amener tous les partis à accepter leurs projets ; F. Vidal prétendait que les économistes les plus intelligents étaient ébranlés, qu'on parlait dans les chaires officielles d'association et d'organisation, que les doctrines négatives de l'école dite libérale étaient abandonnées. « Les socialistes ne veulent point transformer d'un seul coup la société, bouleverser le monde ; leur prétention serait de le convertir » (4).

b) F. Vidal aboutissait à chercher les moyens de fournir aux travailleurs les instruments et les avances indispensables ; il s'agissait donc de mieux organiser le travail ; et tel avaient été déjà le but qu'avaient poursuivi tous les utopistes depuis Fourier et Saint-Simon — mais sur une échelle prodigieusement plus grande.

Le premier croyait avoir trouvé un moyen de rendre les ouvriers plus attentifs à leur besogne ; le second voulait placer à la tête de toutes les grandes entreprises des spécialistes particulièrement capables. Plus tard on espéra que les associations ouvrières (que l'on nomme aujourd'hui coopératives de production) donneraient la solution pratique du problème économique. Pendant longtemps, on a vanté la participation aux bénéfices comme un moyen de créer une économie d'ordre supérieur, qui assurerait à la grande industrie les avantages que la petite avait retirés de l'intérêt pris par d'anciens ouvriers devenus patrons à la réussite de leurs affaires ; il semblait à beaucoup de personnes que la participation aux bénéfices réussirait là où l'association ouvrière semblait incapable de prospérer.

Aujourd'hui les fabricants de réformes sociales seraient assez disposés à admettre que le contrat collectif renferme une vertu mystérieuse analogue à celle que L. Blanc attribuait à l'association et dont Proudhon se moquait tant. Les ouvriers, par le seul fait qu'ils traiteraient en se servant de l'intermédiaire d'un syndicat, acquerraient une plus haute place dans le monde économique, deviendraient moins prolétaires et auraient droit à une meilleure rémunération. On a parfois comparé le syndicat à un banquier, qui élève d'autant plus ses prétentions que l'industrie est armée d'un outillage plus puissant et qu'elle peut ainsi obtenir des extra-profits plus gros ; le contrat collectif serait donc une sorte de commandite portant sur la main-d'œuvre, tandis que la commandite du Code de commerce porte sur de l'argent.

Si vraiment le trade-unionisme produisait les résultats que lui attribuent ses défenseurs, il aurait une double conséquence : développer le sentiment de responsabilité chez l'ouvrier et donner à celui-ci une place juridique plus voisine de celle qui appartient au propriétaire dans la tradition. Ainsi il y aurait progrès économique et progrès juridique : il ne serait donc plus exact de dire, comme le faisaient Marx et Engels dans le **Manifeste du parti communiste** : « le serf, malgré son servage, s'était élevé au rang de membre de la Commune ; le petit bourgeois était devenu bourgeois malgré le joug de l'absolutisme féodal. L'ouvrier moderne, au contraire, au lieu de s'élever par le progrès de l'industrie, descend de plus en plus au-dessous de la condition de sa propre classe » (5).

c) C'est l'ascension vers la bourgeoisie qui a surtout frappé Paul de Rousiers dans ses voyages en Angleterre et en Amérique ; je crois que c'est cette observation qui est à la base de tous les jugements favorables qu'il porte sur le trade-unionisme ; il lui semble que le gouvernement anglais a suivi une sage politique en nommant juges de paix des secrétaires de syndicats et en travaillant ainsi à faciliter la constitution d'une aristocratie ouvrière qui entre de plain-pied dans les cadres de la société ancienne (6).

Dans l'ouvrage cité plus haut, F. Vidal exprimait très nettement les intentions conciliantes de ses contemporains : « Les socialistes ne poussent pas à la guerre sociale; ils voudraient au contraire, la prévenir ; ils demandent des réformes pour conjurer les révolutions. Loin de provoquer à la haine entre les diverses classes de citoyens, ils prêchent la concorde et l'association » (7). — « Lisez les journaux populaires : tous prêchent la paix, l'ordre, l'union, la tolérance, la véritable charité ; tous s'efforcent de moraliser le peuple, de développer en lui le cœur et l'intelligence, les plus nobles facultés, les plus généreux sentiments ; tous proclament avec générosité le respect dû aux intérêts existants ; tous maudissent la paresse et glorifient le travail. Les journaux rédigés par les ouvriers ont transformé les prolétaires, ils ont plus fait que tous les professeurs de morale ! Ces ouvriers autrefois indisciplinables et impatients de toute autorité, comprennent aujourd'hui la nécessité de l'ordre, de la hiérarchie, de la discipline » (8).

Ainsi les socialistes de ce temps se donnaient comme les professeurs de paix sociale. On trouve le même accent dans le **Manifeste de la Démocratie** publié par Considérant (9). L'auteur entendait donner à ses lecteurs contemporains le moyen de faire disparaître les causes des conflits économiques ; il voulait que le droit se substituât graduellement à la force et l'industrie à la guerre ; il espérait voir se réaliser le régime **démocratique et chrétien** qui n'avait été encore reconnu que sous une forme abstraite, dans la proclamation de la liberté et de l'égalité ; il s'agissait de faire disparaître une oligarchie qui écrasait non seulement le prolétariat, mais encore la bourgeoisie et dominait déjà le gouvernement (10). « Heureusement les rangs de la bourgeoisie sont nombreux et les intelligences s'y éveillent ; le sentiment des misères matérielles et morales des classes ouvrières et de la nécessité d'y porter remède s'y fait jour ; la charité sociale les pénètre et les échauffe ; et les classes bourgeoises commencent d'ailleurs à voir qu'elles ne **sont pas moins intéressées que les prolétaires** à l'introduction des garanties dans l'ordre industriel et à la résistance aux envahissements de l'aristocratie financière » (11).

VIEUX TEXTES TOUJOURS VRAIS

La décomposition du Marxisme

de Georges SOREL

(4) F. VIDAL, *op. cit.*, pp. 464-465.
(5) *Manifeste communiste*, trad. ANDLER, pp. 39-40.
(6) DE ROUSIERS, *le trade-unionisme en Angleterre* p. 309.
(7) F. VIDAL, *op. cit.*, p. 465.
(8) F. VIDAL, *op. cit.*, p. 467. — L'auteur demande au gouvernement de protéger les classes pauvres, « de diriger le grand mouvement socialiste qui se prépare » : il devrait réclamer pour les classes laborieuses « des garanties contre la toute-puissance des entrepreneurs d'industrie, contre les abus de la concurrence. Mais, hélas ! le pouvoir lui-même est la discrétion des manufacturiers et des marchands... Il n'y a plus de pouvoir. Les ministres s'agitent et quelques marchands les mènent ! » C'est tout à fait ce qu'on nommerait aujourd'hui un programme de royauté sociale.
(9) Ce document a été reproduit dans la revue l'*Ere nouvelle*, février 1894.
(10) *Ere nouvelle*, pp. 177-178.
(11) *Ere nouvelle*, p. 172.

B.D.I.C

Théâtre

LES GUEUX AU PARADIS

Dans le monde se trouve l'Europe, en Europe la Belgique et en Belgique la Flandre. En Flandre il y a une ville, dans cette ville une charcuterie et dans cette charcuterie un patron, Boule. Ce Boule, qui porte avec aisance son surnom, grand buveur de schnic (je ne garantis pas l'orthographe), gros mangeur de saucisses, est aussi un fieffé blasphémateur devant l'Eternel.

Le meilleur camarade du charcutier est Rietje. Ce dernier s'il est un aussi grand buveur d'alcool que Boule est également un trousseur de cottes et coureur de filles, comme jamais ville de Flandre n'en a vue !

Ces deux compères, le jour de la Saint Nicolas, renouant la vieille tradition paysanne, se déguisent, Boule en Saint Nicomède, Rietje en Saint Nicolas barbu.

Porté par la chanson enfantine :

Saint Nicomède est noir,
Saint Nicolas est blanc...

ils vont distribuer des jouets aux bambins du voisinage tout en tétant la bouteille et en mordant la saucisse. Ils vont, ou plutôt ils iraient si une malencontreuse automobile ne les étendait raides.

Finies les franches buveries et ripailles escomptées ? Non, car, morts sans les sacrements de l'Eglise, les âmes des deux gais lurons errent entre ciel et terre à la recherche d'un havre.

C'est tout d'abord l'enfer qui les accueille à bras ouverts, pensez donc, des saints chez Satan. L'enfer en forme de piste de cirque, de cercle enchanté. Le grand Empire dont le barman noir regrette ses blancs cotonniers. L'antre démoniaque où à la façon des bonimenteurs l'on vous avertit que le « feu est à l'intérieur... » Bien qu'on leur prépare la « chambre verte », nos deux héros préfèrent s'enfuir.

Les âmes errent toujours. Elles montent, montent, montent et arrivent à l'entrée du Paradis, d'un étrange Paradis qui nous est offert sous la forme de la dunette d'un navire aux blanches voiles.

Grâce à leur déguisement, Boule et Rietje trompent la surveillance de saint Pierre, vieillard myope et ronchon, et entrent dans le séjour des élus. Ils n'y demeureront pas longtemps, car les véritables saints Nicodème et Nicolas arrivent sur ces entrefaits. Le stratagème des Flamands est mis à jour et ils vont comparaître devant l'Etre suprême. Défendus par Marie, en personne, ils sont graciés. Ils redescendront sur la terre pour y gagner leur part de ciel. Triste condamnation pour deux joyeux drilles.

Se réveillant dans la chambre mortuaire, Rietje et Boule sèment la panique parmi leurs familiers. En effet, le fils de Rietje embrassait la fille de Boule, le charpentier reculait devant la grandeur du cercueil nécessaire au défunt charcutier et le sacristain, chevalier à la longue et triste figure, veuf depuis plusieurs années, commençait à poser sa candidature à la main de Mme Vve Boule, tandis que le barbier se réjouissait d'avoir, d'un seul coup, deux clients qui ne protesteraient pas s'il lui arrivait de les couper par mégarde en les rasant.

Comment cela se termine-t-il ?

Allez voir Les Gueux au Paradis *que reprend actuellement la Compagnie Grenier-Hussenot au théâtre de la Porte Saint-Martin et vous y assisterez à une fin très morale de la comédie-farce de Gaston-Marie Martens, dont l'adaptation française d'André Obey a conservé toute la verdeur paysanne.*

Cette comédie est toute empreinte de naïveté, de fausse naïveté villageoise. Le caractère nationaliste n'y perd pas ses droits ; en effet l'intendant du Diable est le duc d'Albe, le bourreau des Flandres, et Marie possède l'accent flamand !

Cette bonhomme plaisanterie évolue dans de sobres et rutilants décors dus au pinceau de Jean Le Moal, et elle est portée sur les harmonies de Claude Arrieu.

Si la mise en scène de Maurice Jacquemont n'a pas changé depuis la création elle a toujours de quoi surprendre, surtout au premier acte, les spectateurs non avertis.

Le spectacle, présenté et animé d'une façon vocale par les Quatre Barbus, qui ont acquis une technique de scène moins figée que lorsqu'ils s'appelaient Compagnons de Route, qui détaillent, avec bonheur, des couplets d'André Obey, Maurice Fombeure et Claude Roy, est admirablement bien défendu par une troupe homogène et possédant un sens étonnant du plateau.

Pour ne citer que ceux-là, Jean-Pierre Grenier, dans le rôle de Rietje, et Olivier Hussenot, dans celui de Boule, sont presque plus Flamands que nature et jouent avec une drôlerie jamais vulgaire.

Si vous croyez au ciel, si vous n'y croyez pas, il est pourtant certain que comme le dit une chanson des Gueux au Paradis :

Chacun de nous sur cette terre
Fait son enfer, son paradis...

Alors pourquoi ne pas goûter un peu des deux en allant applaudir Grenier-Hussenot et leur Compagnie, leur bonne Compagnie ?

Pierre DAVRON.

Art et Psychiatrie...

A l'occasion du Congrès International de Psychiatrie, les docteurs de tous les pays présentent à l'hôpital Sainte-Anne les œuvres picturales et sculpturales de leurs patients.

Après avoir parcouru les salles où, par pays, sont suspendues les œuvres d'art des déments, l'on peut penser que ce qui différencie le plus les hommes dits sains d'esprit de ceux affligés d'une maladie mentale, c'est simplement que ces derniers sont en minorité.

Sur les cimaises voisinent des toiles curieuses, attirantes ou stupéfiantes. Il en est de très belles tel « Sunflowers » d'un schizophrénique de Californie dont une des œuvres a été achetée par un critique d'art réputé.

Une curieuse toile représentant, devant une grille, un chat rayé noir et blanc assis sur un parquet également rayé, rappelle avec bonheur les formes allongées chères au Gréco et aux sculpteurs et graveurs égyptiens. A côté, des toiles abstraites, œuvre d'un paranoïaque, d'une palette très riche n'ont rien à envier aux peintures de nos artistes actuels.

Nous découvrons avec étonnement des recherches d'expression tels ces quatre dessins en couleurs de la section anglaise, œuvres signées par un autre schizophrénique, extraits de la collection fameuse du docteur Maclay. Le premier dessin représente un chat marron sur un fond bleu uni. Le second, crayonné quinze jours après, voit apparaître derrière le chat un fond d'arabesques multicolores. Dans le troisième dessin, le chat commence à être colorié d'une façon très vive et le quatrième n'est qu'arabesques aux couleurs éclatantes dans lesquelles se retrouve la tête stylisée du chat. La même évolution, mais cette fois avec des lignes courbes, se remarque dans une succession de dessins représentant un lion.

Un tableau noir duquel se détache un crâne jaune entouré de doigts verdâtres attire irrésistiblement les regards. Le malade a lui-même expliqué son œuvre de cette façon : « Le cerveau d'arachide dans le crâne est l'imperfection de l'homme. Comme il n'utilise pas ses yeux pour voir, les orbites sont saillantes. Tous ces autres yeux sont ces maudits gendarmes », et le commentaire ajoute : « ... des tendances paranoïaques sont évidentes dans le doigt accusateur... »

Une forme bizarre, brune et noire sur un panneau blanc, a été peinte par un paranoïaque qui a dit avoir voulu représenter un animal qui le poursuivait : « ... en ôtant l'animal de son esprit et en le peignant sur la toile, son esprit fut soulagé d'anxiété. »

A la section suédoise, un juge « surmoïque auto-accusé » a reproduit sur sa toile ses cauchemars et l'on y peut voir ses anciennes victimes défiler dans le prétoire pendant que le père du malade excite un animal affreux et accusateur.

Un aliéné de nationalité suisse de la maison de santé de Waldau a reproduit au fusain une salle d'opération dans laquelle se déroule une autopsie et il y a ajouté cette légende : « La perspective des malades de la Waldau. Le bonheur des fous qui les soignent. Leur pain, le plus brave médecin. »

La section française présente des curiosités originales : une lettre longue de 120 mètres faite de morceaux de papiers collés les uns aux autres et dans laquelle le malade se plaint des mauvais traitements dont il est victime ; un journal manuscrit illustré dont le directeur-rédacteur était Jean Binetti, interné à Villejuif ; des cailloux polis représentant des visages, des animaux, des symboles ; une tête de Christ d'une beauté frappante et des peintures, beaucoup de peintures.

Un malade brésilien présente des sculptures d'une facture moderne étonnante et un de ses compatriotes des dessins à la plume d'une technique incomparable.

Les deux mille pièces réunies par le docteur Schwarz-Abrys ne sont pas toutes d'une réelle beauté, mais toutes possèdent un caractère d'originalité et de modernisme surprenant.

Sans oublier que de nombreux artistes, dont le plus célèbre, Van Gogh, n'ont pas été épargnés par les maladies mentales, l'on demeure étonné lorsque, passant de la peinture à la littérature, le docteur Roger Charpentier, de Lyon, affirme : « ...Si, en dehors de l'Art spectaculaire, on veut des rapprochements dans l'ordre de celui de l'écriture, je peux dire que j'ai retrouvé dans ce que l'un de ces malades appelait sa réthorique, et qui remonte à vingt ans, une histoire de Céleste Pourpris (textuel) et la description de l'enterrement du chat Minus, digne du roman récent durement satirique des mœurs hollywoodiennes.... » Cela laisse supposer que les artistes sains d'esprit sont en retard sur les déments et l'on pourrait construire une belle et intéressante théorie sur ce départ.

Et, dans les conjonctures actuelles, on arriverait aisément à prouver que, dans tous les domaines, ce ne sont pas les plus fous qui sont enfermés...

Pierre DAVRON.

Des ajistes vous parlent

Les gars, j'ai une bonne nouvelle à vous apprendre. Souvent, « Monsieur l'Etat » nous dédaigne et même va jusqu'à nous battre, car, à ce qu'il paraît, nous avons le comprenoir fermé. Tout le monde se rappelle des 50 %, n'est-ce pas ? Pourtant, ce brave monsieur est parfois bon, vous savez et c'est là ma bonne nouvelle : un crédit de 25.000.000 de francs (oui, six zéros tout rond comme ça) vient d'être accordé aux Auberges de la Jeunesse, et s'il vous plaît, à l'unanimité des votants. Nous devons nous en glorifier, car la même unanimité n'est pas réalisée quand il s'agit des crédits militaires. Toutefois, nous devons le reconnaître, c'est avec la même unanimité que ces « messieurs » votent leur « salaire », qui est évidemment supérieur au minimum vital.

Vraiment, ce bon Monsieur l'Etat ne se fout pas de nous, cette fois, et nous devons le remercier bien bas. Oh ! Attention, ne nous baissons pas trop et ayons constamment l'œil sur notre bon mécène, car il est tellement traître ! Dans notre Midi, on dit : « Si vous avez de l'argent, ne le prêtez jamais à l'Etat. » C'est vrai. Aussi, vous pouvez penser que lorsque ce mauvais débiteur prête à son tour, c'est pour quelque chose.

A ce sujet, je vous demanderai seulement de méditer les paroles de notre cher secrétaire d'Etat, disant qu'il n'a jamais été dans ses intentions d'*étatiser en pareil domaine* (« *Le Monde* », 20-7-50) et qui désire une « organisation démocratique et un *contrôle* financier de l'Etat respectant l'*indépendance* de chaque mouvement » (*id.*). Camarades, autant que moi, vous connaissez le régime capitaliste pour souffrir de ses tares, de ses injustices, de ses iniquités, de ses atteintes à la liberté, de sa pourriture, de son « chacun pour soi et Dieu (s'il existe) pour tous » ingrat et qui ne connaît que l'argent, de sa machine étatique par l'intermédiaire de laquelle il veut savoir tout ce qui se passe et *avoir la main sur tout*. Vous savez que dans ce régime, celui qui a de l'argent s'en sort, est le maître à bord. Aussi, je ne sais pas trop si ce « contrôle financier de l'Etat » est très compatible avec notre « indépendance » qu'il est décidé à respecter, soi-disant.

Qu'il nous donne de l'argent, d'accord. C'est juste, d'ailleurs, que l'Etat français s'occupe un peu de cette jeunesse qu'il lui faut bien gonflée, bien fraîche et bien grasse pour la prochaine boucherie générale. Mais qu'il ne mette pas son nez, qui sent l'autorité à cent lieues à la ronde, dans nos affaires. Son argent, qui n'est que la millième partie de ce qu'il devrait nous donner, vu ce qu'il vole à nos parents et ses dépenses exagérées dans d'autres chapitres (la guerre, par exemple), son argent, dis-je, on l'emploiera sans ses bons conseils. A-t-on besoin de lui pour organiser notre vie, nos circuits, nos sorties, nos auberges ? Non. Eh bien, alors !

La question est cruciale et devra être l'objet d'un examen sérieux de la part de chaque groupe avant le congrès prochain qui sera certainement d'une importance capitale pour l'avenir de notre mouvement.

Vous êtes avertis. Le débat est ouvert et que chacun prenne à cœur cette liberté et cette indépendance, qui sont les deux plus belles choses de notre mouvement.

Et surtout, profitons de l'expérience de la vieille C.G.T. française qui, elle aussi, au temps de l'Encyclique de 1912, revendiquait ou plutôt défendait sa liberté et son indépendance. Vous savez ce qu'en ont fait l'Etat et les « politiciens ». Vous savez pourquoi il en a été ainsi. Profitons de la leçon, luttons pour notre liberté et notre indépendance et même refusons toute aide pécuniaire ou autre si, par l'intermédiaire de cette aide, on veut nous mettre une chaîne au cou.

Quant à vous, Monsieur l'Etat, merci quand même, et sans rancune, n'est-ce pas ?

Guy LABEAUTE.

Les Livres

RENÉ FALLET, témoin d'une jeunesse

Il va avoir, le 4 décembre prochain, vingt-trois ans. A dix-huit ans, il correspondait déjà avec Blaise Cendrars surpris de découvrir, chez un si jeune sujet, tant de talent. A dix-neuf ans, il publie son premier roman, et tout de suite, c'est le succès. Un succès qui ne laisse personne indifférent. Les uns crient au scandale, les autres au génie.

Laissons René Fallet se présenter lui-même.

— Je suis le type qui possède l'amour. D'un seul mot, je le donne, d'un seul geste, je l'arrache. La fille éternelle du métro, je lui dis : « Aime-moi » et la voici accrochée à ma veste, pantelante, lavante, et tout et tout.

Fallet nous introduit dans un monde que nous connaissons mal. La jeunesse d'une petite commune de la banlieue parisienne : Villeneuve-Saint-Georges, cette jeunesse qui rentre chez elle dans des bicoques mal chauffées « où mijotent les tristes soupes sur un gaz famélique. Ils rentrent tous, vannés, parqués, effondrés, mal payés, gelés, affamés, vidés, crasseux, lourds, ensommeillés, emmoustachés, embretellés, empinandés, débraillés, minables, silencieux, ennuyés, croque-morts bleus d'un éclairage de défense passive et de temps durs. » C'est la jeunesse du début de 1944, génération libre, à qui « les barreaux, les cadenas, les liens, qu'ils soient officiels ou officieux, d'ordre matrimonial ou de travail, l'ennuient, l'écœurent, lui font peur ».

Tout cela, c'est *Banlieue Sud-Est*, livre où on « pronostique, on rigole, on aime, on fume, on pète, on rêve ».

Le livre nous fera vivre l'insurrection d'une façon un peu différente des histoires officielles. Les individus, à nu, ne combattent pas pour libérer quelque chose ou quelqu'un, mais pour assouvir, brutalement, bestialement, leur passion ou leur rancune.

Le deuxième livre de Fallet : *La Fleur et la Souris*, nous fera vivre les amours de cette même jeunesse. Mais laissons Fallet présenter lui-même son livre :

— L'amour naît en hiver pour mourir au printemps. Le même tremblement a souligné les causes d'une nouvelle éducation sentimentale éclose du désordre du temps. *La Fleur et la Souris*, roman d'amour, roman immobile, porte en lui des baisers à la neige, des aveux de verglas.. Ses plaintes ensoleillées montrent le seul hiver, qui est celui du cœur.

« Partant du principe du roman des collections populaires, je me suis fixé comme but leur source : le couple au long des grilles de jardin, la nuit noire, de péchés à l'affût, les parents qui attendent le : « Que fais-tu dimanche ? »

« J'y ai trouvé un torrent. Ecoutez-le battre mes murs, battre nos murs. Ce roman d'amour, vous l'avez vécu.

« Roman « multibiographique », petites *Fleur et Souris*, je vous embrasse bien fort. Il y aura toujours des coucous. La mitrailleuse n'est pas pour eux. »

Roman jeune, roman vrai, c'est le roman de Fallet qui nous a le mieux plu. Les gaucheries, les inexpériences que nous avions pu relever dans *Banlieue Sud-Est* ont disparu.. Nous sentons que l'auteur est maître de sa plume. Qu'il possède pleinement son art.

Pourquoi le dernier roman (le troisième) *Pigalle* nous a-t-il déçu ? Pourquoi ne retrouvons-nous pas la fraîcheur, l'amour qui sortait de chaque mot de *Banlieue Sud-Est* ou de *La Fleur et la Souris* ?

Pourquoi l'amour a-t-il disparu ?

« C'était une petite fille blonde, avec des yeux de porcelaine, qui conservaient l'enfance comme un oiseau entre les mains. Son rire de guitare, ses lèvres de porto et sa douceur de nuit de juin.. Ses yeux de porcelaine, ses joues de sucre et son rire de vigne. C'était une petite fille blonde, avec des gestes de poupées, des étonnements de gamine, joies sans raison, battements de tempes, battements de cœur. Ange, petite, en provenance d'ailleurs, fragile, à manier doucement, belle... Etoile inouïe, née d'un cœur et d'une corde... Plaintif obus du matin, étoile personnelle... échappée, sciant les ronces des roses, des contes de Perrault, des légendes du Nord, des histoires de l'Est...

Tout cela a disparu. Tout cela n'est plus, c'est le passé. Ce dernier livre pourtant a reçu un prix.. Est-ce parce qu'il était le moins bon, le plus commercial ? Il est acceptable, c'est vrai. Mais Fallet nous avait habitué à mieux. Si ç'avait été son premier livre nous aurions pu dire, c'est bon, c'est presque très bon. Mais c'est le troisième. Fallet avait trouvé un genre nouveau. Il avait essayé de fixer — et il avait réussi — un moment de la jeunesse. Sans faire de roman à thèses, il avait réussi à nous faire entrer de plain-pied dans la conscience des jeunes. C'est tout cela qui nous avait plu. Car Fallet avait vraiment vécu ce qu'il contait. Mais il a sacrifié au goût du jour. Histoires de marché noir, trafic de stupéfiants, pédérastes, « maquereau sentimental qui finit en beauté », rien n'y manque. Tout l'attirail de Carco est déballé sur la grande place. Il est au grand complet. Il n'y manque peut-être qu'un « Jésus-la-Caille » au grand cœur.

La première partie du livre cependant nous rappelle le Fallet des grands jours. Tous ceux qui sont passés par l'armée, celle des années 1944-1946 se reconnaîtront dans les portraits de Thierry ou de Rocky. L'argot du milieu militaire, l'ennui des interminables heures de garde, le découragement, l'écœurement, et brusquement, comme une révélation, la conscience du temps perdu, la volonté de vivre sans donner la mort, la volonté d'être heureux et d'aimer.

L'on sent à travers ces lignes, les déboires de l'engagé de seize ans qu'a été Fallet ! Le dégoût qu'il a ressenti. L'évasion qu'il a cherchée.

Plus tard, il nous entraînera vers le centre de Paris à Pigalle. Il nous présente les « filles... être méfiants et à cheval sur l'intérêt... (qui)... pour parer à leur complexe d'infériorité... jouent les vaches. En fait ce sont, de pauvres mômes, les plus cafardeuses de la terre, parce qu'éternellement, affreusement seules ».

Il nous fera découvrir qu' « après tout les femmes sérieuses ne sont que des « paillassons » de série et que leur âme recèle moins de pureté que celle, simple et nue, de ces filles payées, mais courageuses ».

Et le grand mérite de Fallet, c'est de nous faire vivre intensément, sans mots inutiles, sans grandes théories, simplement, comme le monsieur Dupont ou le monsieur Durand que nous sommes tous. La vie qu'il nous conte, c'est la vie de tous les jours, celle de nos voisins ou celle de nos enfants. Peut-être quelquefois nous laisse-t-il sur une pénible impression, mais notre vie, n'a-t-elle pas aussi de continuels pénibles moments ?

Fallet, c'est un écrivain ouvrier ? Son langage est celui du peuple.. Pas celui des bistrots ou des bordels. Celui qui travaille, sue et crève. Son œuvre ne peut se comparer, car il ne se soucie pas encore de porter un témoignage. Mais il est plus que cela. Une sorte de miroir permanent de nos amours ou de notre mauvaise conscience.

Louis VERDOUX.

BULLETIN D'ABONNEMENT

au « Combat Syndicaliste »

Je soussigné,

NOM .....

Prénoms .....

demeurant .....

.....

déclare souscrire un abonnement de (1) .....
au « Combat Syndicaliste ».

Le .....

SIGNATURE

Envoyez les sommes au C.C.P. PARIS 7497-93
*Y. RICHAUD, 20, Rue Sainte-Marthe, PARIS-X^e^*

(1) 12 numéros : 110 fr. - 24 numéros : 215 fr. - 48 numéros : 420 fr.

B.D.I.C

LE PLAN MONNET

Le plan fut défini en 1946 pour rénover l'économie française et éviter qu'elle sombre dans la décadence où menaçait de l'entraîner la lenteur d'adaptation aux méthodes industrielles nouvelles, d'un patronat rétrograde.

Mise en route dès janvier 1947 et, par suite, antérieure au Plan Marshall qui est venu ajouter aux divisions de l'Europe occidentale, cette initiative de Jean Monnet s'est trouvée favorisée par l'aide américaine qui a permis des réalisations plus rapides qu'il n'avait été prévu ; dans certains domaines, les normes de production dépassèrent celles de 1929.

Si les profits qui en ont résulté ont été satisfaisants pour le patronat de combat, groupé dans son unique organisation (C.N.P.F.), le mécontentement qui règne parmi les esclaves modernes du machinisme n'a fait que croître. La prospérité des premiers se traduit par uue sévère austérité pour ceux qui ont apporté leurs efforts à l'œuvre générale.

Nous allons examiner successivement les tâches poursuivies par ce plan.

A. Reconstruction

Nous ne pouvons partager les avis optimistes des gouvernants qui s'hypnotisent devant des graphiques et statistiques qui par leurs mensonges, heurtent le bon sens.

Pour nos camarades du bâtiment la question prend un tout autre aspect. En face des grands chantiers d'équipement national (barrages, installations portuaires), les chantiers de reconstruction proprement dite, laissent partout apparaître les plaies béantes que ne permet pas de panser un pléthorique budget d'armements qui nourrit d'illusions une soi-disant élite dansant sur un volcan. Dans cette branche essentielle de l'activité nationale un chômage intense sévit qui n'est pas pour rassurer les travailleurs à l'approche des mauvais jours.

Pendant que beaucoup de leurs camarades battent le pavé à la recherche d'un problématique emploi leur permettant de ne pas mourir de faim, des inconscients continuent de se plier aux stipulations d'un récent décret qui, par de substantielles majorations pour heures supplémentaires, sape la base même des quarante heures.

Cela ne nous rapproche pas du *plein emploi* que permettrait l'aboutissement de la revendication du Syndicat du Bâtiment limitant à six heures la journée de travail.

B. Retour au niveau de vie d'avant-guerre

On nous rebat les oreilles avec l'augmentation de la productivité si désirée par le patronat, mais le silence le plus complet est observé sur la disproportion entre les salaires effectivement payés et les prix qui sont facturés aux clients.

La lente élaboration du minimum vital, ébauchée par le gouvernement, demeure en discussion devant les syndicats patronaux qui regimbent dès qu'on les frappe à la caisse. Des délais, probablement prolongés à dessein, permettront de provoquer, entre temps, des augmentations des prix de vente qui réduiront à néant les améliorations envisagées.

Ce n'est pas par la comparaison entre les rendements de l'industrie américaine et ceux de l'industrie française que l'on peut solutionner une telle question. L'esprit de routine et la mauvaise volonté de la majeure partie du patronat français sont incompatibles avec l'accroissement des rendements.

Seule, la grande sidérurgie, puissamment aidée d'autre part par le Plan Marshall, réalise des installations modernes provenant des Etats-Unis, qui en augmentant la production, apporteront à nos camarades métallos un chômage sans précédent. De plus, ces aménagements concourent au développement des industries d'armement et cette constatation n'est pas réjouissante.

C. Redressement de la courbe démographique

Il eut été surprenant qu'une telle question fut omise dans un plan général d'une telle envergure. Aussi nos gouvernants domestiqués se sont-ils empressés, dans leur insigne cécité, de suivre les avis émis par les fous du nombre qui sévissent à la tête des nombreuses ligues natalitaires ; ces derniers ne manquant pas d'observer, par contre, par impuissance ou prudence parentale, une stérilité ou une limitation qui serait salutaire si certaines dispositions légales n'en empêchaient la vulgarisation.

Par le canal d'excessives largesses budgétaires, on appelle au banquet de la vie des convives que l'on placera devant des plats vides, l'égoïsme patronal s'opposant aux revalorisations effectives des salaires ; voilà, où nous conduit la pléthore de berceaux qui fut longtemps réclamée au micro, par un militaire de haute taille, se gardant bien, à l'instar des dirigeants des mouvements familiaux, de prêcher d'exemple. Il s'est, en outre, bien gardé de préciser que sa caste avait besoin de matériel humain pour les prochaines hécatombes.

D. Exporter en vue du retour à l'indépendance économique

C'est une parodie de la formule yankee de 1947 — exporter ou mourir — mais elle est difficilement applicable à la France.

L'accroissement de la productivité aux Etats-Unis conduit à une surproduction qui n'est pas sans danger, malgré les rapports optimistes qui nous parviennent du Nouveau Monde. Toute crainte d'une crise analogue ou plus grave que celle de 1929 ne paraît pas écartée. Seule l'exportation des armements qui a ouvert des débouchés à l'industrie lourde et maintient une activité industrielle soutenue a pu empêcher une chute brutale des cours artificiellement maintenus. Mais l'abondance des produits agricoles constitue une charge très lourde pour le budget des U.S.A.

Bien loin d'apporter des facilités à l'exportation des produits français, les livraisons d'armements ne sont pas accueillies favorablement par la sidérurgie et nos patriotes de la plaque blindée souffrent de la concurrence déloyale qui les prive des si larges profits que procurent ces fournitures particulières.

A l'heure où se ferment tous les marchés extérieurs, il est illusoire de songer à une renaissance de l'indépendance économique qui n'a jamais véritablement existé que pour les grands trafiquants internationaux et les forbans de la finance.

E. Assurer la sécurité basée sur la modernisation de l'industrie lourde

Cette dernière question a des rapports étroits avec celles reprises en *b* et en *d* ci-dessus.

Néanmoins, elle se lie étroitement à la lente élaboration du Plan (encore un) Schuman, qui ne fait que ressusciter le cartel de l'acier conclu en 1926 entre l'Allemagne, la Belgique, le Luxembourg, la Sarre et la France en vue de réduire la production des fontes et aciers.

Cette mesure, qui a contre elle l'opposition des sidérurgistes anglais qui voient en elle une indépendance capable de ruiner leur hégémonie, n'avait pas à l'époque reçu davantage l'adhésion anglaise.

L'accueil complaisant que le Plan Schuman rencontre aux Etats-Unis ne doit pas nous faire oublier que l'initiative vient vraisemblablement de l'action occulte du défunt Comité des Forges. La modernisation à l'américaine de Usinor, Arbel, etc., paraît d'ailleurs favorable à l'essor de la combinaison franco-allemande qui apaisera les tensions du guêpier sarrois et resserrera les liens étroits qui existent depuis cinquante ans entre les magnats de l'acier du bassin sarrois-lorrain.

Conclusions

Si la poursuite du Plan Monnet satisfait les aspirations des organisations patronales, aucun des points de ce Plan ne comble les désirs prolétariens, malgré la séduction qu'il a pu exercer sur certaines centrales syndicales.

Le retour au standard de vie des années de prospérité reste dans les brumes de l'avenir. D'ailleurs, n'oublions pas que le standard de vie n'existe pas pour un tiers de la population américaine où, en outre, un sixième de la population lutte contre la faim devant des greniers pleins. De plus, le minimum vital que l'on vient de fixer, avec tant de peine, est inférieur à l'allocation de chômage octroyée à l'ouvrier américain.

Il nous appartient donc de lutter sur le plan social pour améliorer la situation créée par les événements que nous avons subis depuis dix ans d'abord, et ensuite de ne pas perdre de vue que le but de cette lutte syndicale est la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme qui paraît trop oubliée présentement.

LALIME.

LE COMBAT SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA Confédération Nationale du Travail

Section Française de l'Association Internationale des Travailleurs

RÉDACTION-ADMINISTRATION : 39, rue de la Tour-d'Auvergne - PARIS (9e)

Paraît tous les Vendredis

LA COPIE DOIT ARRIVER LE SAMEDI AU PLUS TARD

Abonnements : 1 an (48 numéros) 420 fr.
Six mois : 216 frs - Trois mois : 110 frs
Changements d'Adresse : 20 francs
C. C. P. : Y. RICHAUD PARIS 7497-93
20, RUE SAINTE-MARTHE, PARIS-Xe

PROPOS D'AVANT CONGRÈS

Sur la Fédération des A. J.

Le prochain congrès de la C.N.T. va discuter du problème des auberges de jeunesse. Nous devons remercier nos camarades du *Combat syndicaliste* d'avoir ouvert une enquête sur les différents mouvements ajistes existant en France, sur leurs conceptions et surtout sur leurs positions face à cette importante question que représente la Fédération Nationale des Auberges de Jeunesse. Ainsi, en toute connaissance de cause, nos camarades pourront juger et se déterminer.

Venons-en maintenant au fait. Que veulent les ajistes ? Des auberges, la gestion de ces auberges et la liberté d'y pratiquer les activités qui leur semblent nécessaires à favoriser l'éducation des jeunes travailleurs qui les fréquentent.

Mais, pour aménager et gérer des auberges, il faut des crédits. Cela est normal. Il est parfaitement inconcevable à l'époque que nous vivons de croire que des jeunes ouvriers sont en mesure de faire vivre par leurs propres moyens une organisation, de créer, d'entretenir et de gérer des installations, ce qui nécessite un mouvement de fonds considérable. Le contraire supposerait un apport financier des adhérents très nettement au-dessus des possibilités des jeunes ouvriers, étudiants ou apprentis. Cela supposerait également une dose de conscience qui n'existe pas chez le jeune qui entre dans un mouvement d'auberges. A ce jeune, on ne peut demander un effort pour une organisation dont il n'a pas encore compris la portée éducative et sociale.

Une question se pose alors. Qui peut accorder des crédits à un mouvement d'auberges ? Un mécénat privé ou industriel ? Cela n'aurait pour but, si cela existait, que de créer une association de loisirs de caractère paternaliste rattaché à une industrie ou à une entreprise. Cela ne pourrait donc servir à alimenter les besoins d'une organisation nationale qui désire apporter à la jeunesse travailleuse une forme de loisirs non frelatés, plus en rapport avec ses aspirations et se situant dans une ligne éducative qui conduit à une prise de conscience des prohlèmes sociaux, à l'éveil de la sensibilité de l'individu, au développement de toutes ses facultés.

Force est donc de se tourner vers l'Etat. Ici se pose le véritable prohlème : quel doit être le contrôle de l'Etat sur l'organisation ? Quelles peuvent être les bases d'accord acceptables par tous, susceptibles de satisfaire un mouvement pour qui l'indépendance vis-à-vis de l'Etat, de toute organisation ou courant philosophique est une ligne de conduite intangible et soucieux d'autre part de pratiquer ses activités en dehors de tout contrôle extérieur.

Dans les années qui ont suivi la Libération, l'ajisme est passé par différentes formes d'organisation. Le Mouvement Laïque des Auberges de Jeunesse d'abord, qui réalisait le maximum tant sur le plan de la gestion directe des auberges et relais par les usagers que sur celui de l'indépendance vis-à-vis de l'Etat. Déclaré d'après la loi de 1901, ce mouvement subissait le contrôle de l'Etat exclusivement sur l'utilisation des subventions qui lui étaient accordées (crédits d'auberges, caravanes ouvrières, fonctionnement, etc.).

Puis le M.L.A.J., isolé, trop faible pour résister à la pression de forces politiques ou confessionnelles plus puissantes, fit appel à des organisations extérieures : Ligue Française de l'Enseignement, Syndicat National des Instituteurs, Fédération de l'Education Nationale, Confédération Nationale du Travail, C.G.T.-Force Ouvrière. Ainsi se constitua le C.L.A.J.-P.A., dans lequel les usagers, tout en restant majoritaires dans toutes les assemblées locales, départementales ou nationales, abandonnaient une partie de la gestion du mouvement aux organisations précitées.

Cet abandon est d'ailleurs très théorique, ces organisations laissant en fait l'entière gestion aux usagers. Cependant, notamment dans les congrès nationaux, elles ont apporté le poids de leurs votes à l'une ou l'autre des positions en présence. Mais ce que le C.L.A.J.-P.A. a recherché, c'est surtout un appui extérieur, et nous sommes obligés de reconnaître que, sans l'aide des organisations syndicales, laïques et d'éducateurs, nous serions aujourd'hui en face d'une Fédération étatisée.

Le C.L.A.J.-P.A., malgré tous ses efforts, n'est pas reconnu par le Ministère. Mais, déclaré sous la loi de 1901, au même titre que le M.L.A.J., le droit de regard de l'Etat ne pourrait, en cas de reconnaissance, outrepasser un contrôle financier. En l'attente de cette reconnaissance, c'est le M.L.A.J. qui, jusqu'à présent, recevait les subventions.

J'écris bien : « recevait ». En effet, depuis cette année, en application du décret ministériel du 19 juin 1949, seule est habilitée à recevoir les subventions la Fédération Nationale des Auberges de Jeunesse, créée par la majorité des usagers le 26 mars 1950.

Cette Fédération a vu le jour après dix-huit mois de discussions entre les représentants des quatre associations d'auberges de jeunesse dans le but de réaliser l'unité de l'ajisme français et de doter la jeunesse d'un véritable réseau d'auberges. Les quatre associations d'auberges étaient arrivées à un accord sur un projet de statuts d'une fédération éducative, laïque et démocratique, laissant aux usagers l'entière liberté de gérer leur association.

Déclarée également selon la loi de 1901 (au même titre, j'insiste sur ce point, que le M.L.A.J. et le C.L.A.J.-P.A.), *cette organisation est donc entièrement* INDÉPENDANTE *de l'Etat*. Les jeunes usagers ont la possibilité de créer et d'animer les activités qui leur semblent susceptibles de favoriser l'éducation et la prise de conscience des jeunes travailleurs.

Ces thèses : indépendance vis-à-vis de l'Etat, démocratie à l'intérieur de l'association, élection et révocabilité des responsables à tous les échelons, non-rééligibilité, gestion confiée aux jeunes usagers, non-reconnaissance de mouvements politiques ou confessionnels en tant que tels, laïcité de l'organisation, ne pouvaient satisfaire les clérico-staliniens qui s'empressèrent de revenir sur leur accord. Le prétexte invoqué est que les concessions accordées au C.L.A.J.-P.A. sont trop importantes. Après leur départ, ils constituèrent une Fédération Française des Auberges de Jeunesse, de principes technocratiques et de structure bureaucratique. Cette Fédération rassemble une multitude d'associations dont certaines, réactionnaires et bourgeoises, n'ont absolument rien de commun avec l'ajisme.

Ils ont donné là la preuve de leur opposition à tout ce qui représente effectivement une ligne, sinon révolutionnaire, du moins de nature à amener les jeunes travailleurs à penser une forme d'organisation socialiste, à appliquer des principes et des méthodes qui, transposées sur le plan social, peuvent constituer un modèle relativement important de société future.

Le rôle des syndicalistes révolutionnaires est d'être présents dans cette Fédération. Se couper des jeunes travailleurs qui déjà sont disposés à adhérer à la Fédération Nationale ou de ceux qui, demain, fréquenteront les A.J., serait une véritable trahison. Refuser d'entrer dans cette Fédération permettrait de donner aux cléricaux et aux staliniens des chances extraordinaires d'être seuls reconnus par l'Etat et d'imposer sur les auberges de jeunesse leurs conceptions, de préparer pour les années qui viennent l'étatisation de ce milieu extrêmement riche en possibilités.

La tâche d'un révolutionnaire n'est pas de construire une tour d'ivoire pour son propre usage, mais aussi d'accepter le combat pour imposer et faire connaître à la jeunesse des formes d'organisation nouvelle. Elle est également de l'amener à prendre conscience de l'exploitation morale et matérielle dont elle est victime, de la préparer à la lutte sociale.

Se refuser à entrer dans la Fédération Nationale qui offre aux ajistes toutes ces possihilités dans la mesure où tous seront décidés à œuvrer en commun, c'est faire preuve d'un incompréhensible complexe d'infériorité.

Si le problème est ainsi posé, si je crois devoir parler de trahison et de devoirs des syndicalistes révolutionnaires, c'est que de violentes oppositions se font jour contre cette fédération. Bien que la fédération soit seule souveraine de ses actes, des camarades craignent que l'Etat outrepasse ses droits de contrôle sur l'association et empêche toute activité éducative qui se donnerait pour but une éducation non conformiste, utilisant à des fins sociales la révolte spontanée des jeunes adolescents.

Il est regrettable d'avoir ici à reparler de la notion de l'Etat, mais des camarades jugent d'une façon tellement théorique que pour eux l'Etat est un bloc de granit sans fissure. S'il en était ainsi aucune action révolutionnaire ou même simplement éducative ne serait possible. Or, l'expérience nous prouve que dans le cadre de cet Etat que nous condamnons (est-il hesoin de le préciser ?), des instituteurs arrivent, lorsqu'ils sont vraiment animés de principes révolutionnaires, à donner une éducation entièrement opposée à l'enseignement officiel.

L'expérience a prouvé également que malgré l'emprise de l'Etat Français de sinistre mémoire, totalitaire et policier, des militants, réunis dans l'organisation ajiste de l'époque (Les Camarades de la Route), ont pu amener dans des circonstances particulièrement difficiles les jeunes ajistes à un tel degré d'éducation que la Libération survenant, l'éclosion du M.L.A.J., mouvement révolutionnaire, fut rendue possible.

Si l'Etat, pris en bloc, représente effectivement par son appareil : armée, police, etc., par son oppression morale ou matérielle, l'expression de la classe dominante de la société, il n'en reste pas moins vrai que, pris dans le détail — si j'ose m'exprimer ainsi — des services ministériels, il révèle un nombre incalculable de contradictions internes, d'opposition des bureaux, luttes sourdes, invisibles, mais que connaissent pourtant hien ceux qui, pour leurs activités professionnelles (fonctionnaires), représentants d'organisations diverses (culturelles, de jeunesse ou même politiques ou syndicales) sont amenés à côtoyer un peu les ministères.

Des révolutionnaires véritablement conscients des forces auxquelles ils s'opposent, peuvent-ils ignorer tout cela ? Peuvent-ils, le sachant, se refuser à jouer leur jeu dans le cadre des contradictions de l'Etat ?

Abordons également le problème de l'unité de l'ajisme. La Fédération, disent ses adversaires, devait réaliser l'unité de l'ajisme. Seul actuellement, le C.L.A.J.-P.A. est dans cette fédération nationale. L'unité ne se réalisant pas, il doit s'en retirer.

J'apporterais simplement cette réponse : avons-nous un instant cru possible l'unification de l'ajisme dans la période actuelle, alors que se pose avec acuité le problème de l'école libre et de l'école laïque ?

Personnellement, j'ai toujours pensé que ce que nous pourrions réaliser dans un avenir pas tellement lointain c'est l'unité des ajistes laïques.

Ce qu'avant tout nous avons essayé, c'est de créer une organisation qui permette par sa structure démocratique le côtoiement de tous les courants philosophiques de l'ajisme.

Nous avons rassemblé les conditions d'une unification non pas hypothétique, mais prévisible pour un proche avenir, mais unification de la base, des ajistes et non des responsables nationaux, c'est-à-dire sans concessions entre eux.

Le dernier problème que je poserai est celui-ci : les syndicalistes révolutionnaires, militant au C.L.A.J.-P.A., doivent-ils accepter le risque du « tout ou rien » ? C'est-à-dire accepter la lutte avec l'Etat pour l'émancipation de l'esprit des jeunes, condition de leur prise de conscience face aux problèmes sociaux dans le cadre de la Fédération Nationale des Auberges de Jeunesse. Ce cadre est d'ailleurs extrêmement large puisque la Fédération en définitive décide elle-même de son propre sort au cours de ses assemblées locales, départementales et nationales.

Ou bien, se refusant à la lutte, rester dans une association aux moyens extrêmement limités, réaliser l'Eden socialiste et révolutionnaire qui, rapidement d'ailleurs, se sclérosera et disparaîtra ?

Les syndicalistes révolutionnaires veulent-ils, en 1950, renouveler l'expérience des Phalanstères ?

Eugène QUET.

LES ECURIES D'AUGIAS SERONT-ELLES NETTOYÉES?

(*Suite de la première page.*)

Dans un article intitulé « Au grand jour », ils posaient au B.E.D.E.S., publiquement, quelques questions : « Qui êtes-vous ? D'où venez-vous ? Comment vivez-vous ? Et, au juste, que voulez-vous ? » Ils concluaient en demandant au B.E.D.E.S. de baisser le masque et d'apparaître enfin au grand jour.

Nous avons depuis attendu vainement une réponse !

C'est aux éléments sains de F.O., à ces camarades pour qui le syndicalisme n'est pas un moyen de s'élever dans la hiérarchie sociale et de renier ses origines ouvrières, que nous nous adressons à nouveau.

Allez-vous laisser subsister dans votre propre organisation des individus qui font ce qu'il est convenu d'appeler « le jeu du patronat » ? Qui sont également les fourriers du militarisme le plus réactionnaire (B.E.D.E.S., nº 51) et les plus actifs propagandistes du réarmement de l'Europe occidentale (Allemagne et Espagne de Franco y compris). Qui n'hésitent pas non plus à se lier avec les pires ennemis de la classe ouvrière pour arriver à leurs fins.

Accepterez-vous longtemps encore que votre travail quotidien, votre combat de tous les jours, soient détruits, réduits à néant par ces individus sans scrupules ? Le syndicalisme, n'en déplaise à Mathot, est bien toujours un instrument de lutte contre toutes exploitations, l'arme dont doit se servir la classe ouvrière pour conquérir son émancipation et construire une société d'hommes libres !

Les délégués au Congrès National de Force Ouvrière ne peuvent pas refuser d'accomplir cette œuvre de salubrité syndicale, que maintenant chaque militant attend. De cette action la C.G.T.-F.O. peut-être sortira renforcée. Mais que nous importe à nous, militants de la C.N.T. Ce que nous désirons c'est que le mouvement ouvrier soit débarrassé à jamais de ceux qui prétendent le diriger, mais en réalité adroitement le sacrifient à leurs intérêts personnels.

Si les camarades à qui nous faisons appel aujourd'hui se dérobaient, ils confirmeraient ainsi notre certitude qu'il n'y a pas de possibilité de redressement de la centrale F.O. Les ponts entre militants F.O. et C.N.T. seraient à jamais coupés.

Les éléments que nous venons de publier ne sont-ils pas écrasants ? Ne constituent-ils pas une charge suffisante pour permettre d'épurer le mouvement ouvrier de ses mauvais guides ? Faudra-t-il une nouvelle fois que nous ouvrions nos dossiers ? Nous nous sommes donné pour tâche d'informer les militants Force Ouvrière, d'attirer leur attention sur certains personnages. Aussi, si cela est nécessaire, nous ne nous arrêterons pas en chemin. Nous poursuivrons jusqu'au moment où tous les militants auront les yeux ouverts. Nous voulons bien continuer, mais cela peut durer longtemps... et faire le jeu de la C.G.T. qui en tirerait tous les avantages.

Si vous refusiez de passer à l'action, camarades de F.O., nous douterions de vous, avec lesquels pourtant quelques fois nous avons été unis dans la lutte quotidienne. Votre silence, n'en doutez pas, sera interprété comme un aveu d'impuissance et peut-être aussi celui d'une complicité inqualifiable dont un jour vous auriez à rendre compte.

Nous savons que votre tâche n'est pas facile. Le rôle du militant syndical à quelque organisation qu'il appartienne, est bien souvent ingrat. Les résultats ne viennent pas toujours récompenser les efforts. D'autre part, les conditions économiques ne favorisent pas les organisations ouvrières. Si votre centrale est assez « argentée », bien souvent dans vos départements vous contemplez une caisse vide. Et pourtant les nécessités de la propagande, de la vie de l'organisation sont là, exigentes.

Nous comprenons que des militants se soient laissé tenter par les propositions de Mathot relatives à la presse syndicale. Ce que nous ne comprenons pas, c'est qu'ils n'aient pas pris des renseignements sur le personnage. Un militant ne doit pas avoir une mentalité de policier et soupçonner tous ceux qui l'entourent. Il doit cependant être sûr des camarades qui lui apportent des propositions en général trop belles... pour être honnêtes ! S'il en avait été ainsi, un scandale serait évité. Il faut maintenant le réparer, et pour cela, agir.

Nous ne voulons plus ici parler d'organisation, mais ramener le problème sur la hase de l'individu. Nous connaissons des militants F.O. Des anciens qui ont connu la vieille C.G.T. révolutionnaire. Des jeunes aussi qui se sont formés dans les conditions particulièrement difficiles de l'occupation, puis dans les premières luttes d'après la Libération.

Bien souvent, lorsque nous discutons ensemble, nous sommes d'accord sur une certaine conception du syndicalisme. Il existe parfois des divergences tactiques entre un militant réformiste et un militant révolutionnaire, mais ils peuvent être tous deux sincères et honnêtes.

Le syndicalisme a gardé pour nous toute sa valeur. Nous pensons certes qu'il a évolué en même temps que les conditions économiques et techniques se transformaient. Mais dans les grandes lignes il n'a pas à être repensé. Et s'il devait l'être, ce ne pourrait être que par ceux qui le font et non par ceux qui en vivent.

L'ennemi est toujours le capitalisme sous quelque forme qu'il se présente : privé ou étatique. Le drame c'est que cet ennemi a trouvé dans les rangs même de la classe ouvrière des alliés, hélas de plus en plus nombreux.

C'est aux militants conscients de cet état de chose qu'il appartient de réagir, d'éliminer les éléments troubles de l'organisation. Il faut non pas réformer le syndicalisme, mais au contraire revenir à des notions plus saines de l'action et de l'organisation syndicale. Nous aurons prochainement l'occasion de préciser nos idées sur ce problème, mais dès aujourd'hui nous pouvons affirmer que seule, l'élimination de la bureaucratie syndicale et des fonctionnaires syndicaux permettra d'éviter le retour des abcès trop difficiles ensuite à résorber.

Nous osons espérer que nos camarades de F.O. comprendrons le sens des paroles que nous prononçons et qu'ils n'hésiteront plus à faire chez eux l'élimination qui s'impose.

Pierre-François VEZON.

L'abondance des matières nous oblige à reporter à la semaine prochaine, l'étude de Vezon sur la Yougoslavie.

CAMARADE !

Combien as-tu diffusé de "COMBAT SYNDICALISTE" la semaine dernière ?

Quatrième Congrès Confédéral

Le quatrième congrès confédéral aura lieu les 11, 12 et 13 novembre 1950, à Bordeaux, à la vieille Bourse du Travail.

L'ordre du jour actuel du Congrès est entre les mains des secrétaires de Syndicat.

Les noms des délégués doivent être adressés au Bureau Confédéral dans le plus bref délai afin de bénéficier de la diminution de 20 % accordée par la S.N.C.F. (1) et de permettre à l'Union Locale de Bordeaux d'organiser leur réception dans les meilleures conditions.

Au cas où des syndicats voudraient inscrire une question nouvelle à l'ordre du jour, nous attirons leur attention sur le fait qu'en raison de la proximité du Congrès, ils ne disposent plus que de quelques jours.

(1) Nous informons les délégués que ceux d'entre eux qui voudront se faire accompagner de leur compagne pourront bénéficier pour elle de ces 20 %, mais à condition de nous le spécifier.

B.D.I.C

3428

PRODUCTIVITÉ ACCRUE

MISERE OUVRIERE PLUS GRANDE

L'insconcience de nos gouvernants est telle que bien que nous soyons avertis, elle nous laisse pantois.

Alors que son parti était réuni en Congrès, le chef du Gouvernement, sans doute sous la pression de l'approche de la période électorale, a cru bon de faire le bilan actuel de ce qu'il appelle « la France ».

C'est ainsi qu'il indiqua qu'en 1950 la production d'électricité est montée à 32 milliards de kWh.; celle du charbon, à 53 millions de tonnes, alors qu'en 1938 ces productions étaient respectivement 20.800.000 et de 47 millions. Si vous le suivez sur d'autres terrains, il vous sera indiqué que, de 1948 à 1950, la production d'automobiles particulières est passée de 182.000 à 245.500 et qu'enfin l'aviation commerciale française est arrivée au premier rang sur le plan européen (à égalité avec l'Angleterre, s'entend); que trois millions d'étrangers ont visité notre pays cette année et que c'est la première fois que ce chiffre est atteint. Enfin, que nos exportations ont dépassé nos importations et qu'en conséquence la zone franc est créditrice de 185 millions de dollars à l'égard des autres pays européens.

Que voilà un bilan positif, entièrement dû à l'effort des travailleurs de ce pays, qui l'ont fait de leur sueur et de leur peine.

Ce bilan, M. Pleven n'hésite pas à se l'attribuer. Pourquoi ne le ferait-il pas puisqu'on le laisse faire?

Mais que vient-on nous parler d'augmentation de la productivité? Est-ce qu'elle n'est pas inscrite dans le bilan que nous citons d'après les paroles mêmes du Président du Conseil?

Ne nous a-t-on pas seriné les oreilles avec le slogan que l'augmentation de la productivité devait conduire à une amélioration du sort de tous ?

Quelle est la part des travailleurs de cette augmentation? Le pouvoir d'achat actuel atteint-il celui de 1938 ?

N'avons-nous pas raison de dire que les travailleurs se sont laissé duper ?

Ils se sont laissé duper parce qu'ils n'ont pas cherché par des méthodes qui ne relèvent que d'eux-mêmes, les moyens de s'opposer à leur exploitation.

Pour cela, il leur fallait des syndicats vraiment révolutionnaires, fortement imprégnés de la notion de classe, niant l'intérêt général.

Tant qu'ils ne s'engageront pas dans cette voie, les Pleven et autres dresseront des bilans qui seront leur œuvre, mais que les autres se partageront.

CNT

LE COMBAT SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

24e année - Nlle série, N° 45 — 10 FRANCS — VENDREDI 3 NOVEMBRE 1950

En Corée, les spadassins de Syngman Rhee assassinent à l'ombre du drapeau de l'O.N.U.

Il y a quelques mois, après l'entrée de la Corée du Nord sur le territoire de la République de Syngman Rhee, la grande presse dite d'information, se joignant à la presse d'opinion (1), en une homélie touchante, applaudit la résolution d'intervention de l'O.N.U. Il fallait, disaient ces journaux, sauver les Coréens du Sud de la barbarie communiste. Il était nécessaire d'entreprendre une nouvelle croisade contre le bolchevisme. Une nouvelle guerre sainte se déclarait.

Les mois ont passé. La Corée du Nord, peu soutenue par la Chine, abandonnée par l'U.R.S.S., est vaincue. Ses troupes sont défaites. Syngman Rhee a été remis sur son fauteuil présidentiel par le général Mac Arthur lui-même. Une des causes principales de la guerre est replacée telle une mèche allumée sur un baril de poudre. Son autorité, limitée par les décisions de l'O.N.U. à la seule Corée du Sud, s'étend en fait sur l'ensemble de la Corée.

Ainsi la guerre de Corée reprend son véritable visage. Celui d'un choc de deux impérialismes. Le domestique a réintégré les communs. Les U.S.A. viennent de marquer un point. L'U.R.S.S. a vu son prestige ébranlé.

Quant à la croisade pour la liberté, les droits de la personne humaine et tout le bla-bla-bla habituel, il n'en est plus question. Le tout a été remisé dans le magasin des accessoires. En compagnie, sans doute, des milliers de victimes des fous sanguinaires.

La tyrannie, le régime esclavagiste de Syngman Rhee exercent leur répression, renforcent leur gestapo et rétablissent un nouvel « enfer concentrationnaire ». Voici ce qu'écrit à ce sujet le journal réactionnaire anglais « The Times ». dans son numéro du 25 octobre :

« La seule différence entre les autorités de la Corée du Sud et celles de la Corée du Nord, c'est que les hommes et les femmes accusés d'être communistes ou d'avoir collaboré avec le gouvernement populaire sont tués et emprisonnés à l'ombre du drapeau des Nations Unies.

« Le poste de police de Beoopyung, un village situé à quelques kilomètres de Séoul, et où flottent les drapeaux des Nations Unies et de la Corée du Sud, fournit un exemple assez affreux.

Jean LE KER

(*Suite en page 4.*)

(1) A l'exception de la presse communiste ou communisante.

APRES L'ECHEC DES MINORITAIRES AU CONGRES DE F. O.

Il est encore trop tôt pour tirer des enseignements complets du Congrès de F.O.

Il nous est cependant permis de commenter les chiffres qu'a réunis le Bureau confédéral et qui approuvent sa politique.

Le fait que les neuf dixièmes des mandats se sont prononcés en faveur du bilan qui leur était soumis prouve que, contrairement à ce que beaucoup pensaient, le réformisme correspond à une réalité pour bon nombre de gens qui se sont installés dans le régime, qui sont incapables d'en franchir les limites et qui préfèrent leur médiocrité quotidienne à ce qu'ils considèrent comme des aventures.

Si F.O. n'avait existé, il aurait fallu l'inventer. Son syndicalisme d'interventions verticales est préféré par beaucoup à l'action directe, celle-ci comportant des risques, alors que celui-là est d'une apaisante bien qu'apparente sécurité.

Qu'y peut-il avoir de mieux pour plusieurs centaines de milliers d'individus qu'un syndicalisme qui garantit l'avancement automatique et freine un peu l'autorité des chefs jusqu'à ce que vienne la retraite tant attendue, objet et but de toutes les conversations ?

Parler de révolution à ces gens, c'est leur parler hébreux.

Les syndicalistes révolutionnaires qui ignoreraient ces simples choses seraient bien coupables eu égard à leurs propres idées.

Et cependant nombre de ces syndicalistes révolutionnaires se sont « engrenés » dans cette affaire et ils tentent d'y faire du bruit.

Car on a l'intelligence de leur en laisser faire. Léon Jouhaux sait bien, lui, le vieux routier, que c'est le meilleur moyen de canaliser le mécontentement. Et le résultat est là qui parle : les « bruiteux » ont obtenu une voix sur dix.

Fort de ce résultat, le Bureau confédéral a immédiatement exploité son avantage et posé ses conditions : plus question de la large unité dont, avant, les « minoritaires » étaient certains.

Sûrs, maintenant, de pouvoir se tourner vers l'ambassade américaine avec ce bilan positif, avec une « telle » majorité, les membres du Bureau confédéral ont fait voir qu'il n'est pas question d'ouvrir les portes aux autres et certains qui se voyaient déjà secrétaires confédéraux devront, à la suite de cette déconvenue, trouver de nouveaux fonds pour couvrir les murs de Paris d'affiches triple colombier. Il est vrai qu'on fera peut-être le saut, malgré tout, puisque tôt ou tard et quelle que soit la manière, il faudra y venir.

Mais que dire de ceux que nous connaissons et qui sont vraiment des syndicalistes révolutionnaires ?

Est-ce que la leçon qu'ils viennent de recevoir leur sera profitable ? Ils ne pourront pas invoquer le fait qu'ils ont été brimés, que leurs paroles ont été déformées, puisqu'ils proclament eux-mêmes aux quatre coins du pays qu'ils ont pleine et entière liberté de parole.

Nous voudrions leur dire que leur désappointement nous est, à nous, aussi sensible. Car le coup qu'ils ont reçu n'est pas seulement un coup reçu par la minorité syndicaliste révolutionnaire organisée au sein de F.O., c'est une blessure pour tous les syndicalistes révolutionnaires, c'est une blessure pour tous les travailleurs qui tâchent à une révolution de justice.

Et cela nous amène le plus simplement du monde à leur dire que, dans une quinzaine, se tiendra le Congrès des Syndicalistes révolutionnaires et que ceux-ci chercheront là les moyens de redonner aux postulats qui leur sont communs le prestige qu'ils n'auraient jamais dû perdre sur les masses de ce pays.

Ils regretteront qu'au lieu de leur apporter l'appui de leurs efforts, ils aient cru bon de faire servir ceux-ci aux fins recherchées par les hommes qui ont perdu foi en la classe ouvrière et se sont installés dans un régime qui est celui de sa douleur.

Jean THERSANT.

DES ABONNÉS !

La tenue de notre Congrès doit nous fournir l'occasion d'entamer une campagne d'abonnements nouveaux.

Pour vivre, un journal comme le nôtre ne peut avoir comme assise que celle qui vient de ses abonnés.

Le nombre de ceux-ci est en progression, mais nous estimons que celle-ci est trop lente.

De nombreuses lettres d'encouragement nous parviennent qui nous indiquent que notre effort est apprécié. Nous avons cependant conscience qu'il est bien insuffisant.

Pour permettre au « Combat Syndicaliste » de grandir, de ne pas laisser de la copie sur le marbre, de suivre mieux l'actualité, il faut lui donner plus de moyens.

La chasse aux abonnés est le meilleur. Pensez-y !

Yvette RICHAUD.

L'APPAT

Affriandés par l'immédiat versement, s'ils obtiennent un résultat fructueux, d'un rondelet pécule, les jeunes époux — esprits insouciants, têtes folles — n'hésitent pas.

Ils se mettent aussitôt à l'ouvrage et besognent avec une ardeur inlassée et une profonde conviction.

De si louables (!) efforts manquent rarement d'être couronnés de succès. Une si touchante et persévérante opiniâtreté reçoit sa récompence. Quelques trimestres plus tard leurs espérances deviennent certitude.

Et — fille ou gars — la souche d'une nouvelle lignée fait son entrée dans le monde.

Croyant que l'opération s'est révélée rémunératrice on la renouvelle quelque temps plus tard, et à intervalle aussi rapproché que possible du premier événement.

Puis on récidive, car cela continue à apparaître comme d'un bon rapport. Travail facile, agréable et lucratif en somme.

Tel le paysan ensemence annuellement sa terre on s'avère mâle et femelle féconds aux facultés reproductrices intarissables.

Les soucis d'ordre immédiat sont bannis et l'avenir — pense-t-on — sevré d'inquiétudes — puisque l'enfant est payé presque comptant, — alors que la période de gestation commence à peine.

Raisonnement simpliste digne d'esprits à courte vue.

Combien d'entre ceux-là ont-ils mesuré la somme d'abnégation, de soucis, de sacrifices que représente l'enfant qu'on élève, au sens le plus large et le meilleur du terme. C'est-à-dire celui que l'on tente de faire *plus haut* — ne serait-ce que sur le plan moral — qu'on n'est soi-même.

Ce total de dévouement assidu et de soins délicats sera-t-il jamais compensé par la dédaigneuse et dérisoire aumône que laisse hautement tomber l'hypocrite et fausse sollicitude officielle ou privée des organismes laïques ou religieux ?

Celui et celle qui projettent de se continuer dans un être vivant, pétri de leurs substance, ne devraient pas obéir à de pareilles incitations et devraient, au contraire, rester insensibles à la méprisable provocation d'une aussi honteuse charité.

Leur acte conscient — fruit de mûres réflexions — ne saurait être dicté par de subalternes motifs de lucre et de convoitise.

Avant d'*infliger* la vie — selon le mot de Chateaubriand — on doit s'inquiéter de ce qu'elle sera.

Si nous caressons l'espérance d'avoir des enfants, pensons, avant l'acte essentiel, à eux et non à nous.

Peut-être, alors, certains seront-ils moins prompts et moins désinvoltes pour imposer à d'autres le détestable cadeau de l'existence, avec tout ce qu'elle peut leur réserver.

Raoul NEJAN.

DANS LES BANQUES

PROPOSITIONS

La seconde réunion de la commission mixte s'est tenue le 26 octobre.

Cette fois, les représentants des ministères de tutelle (Finances et Affaires Economiques) avaient daigné véhiculer leurs précieuses personnes sur le terrain des conversations.

Le débat fut houleux. Une atmosphère de tempête régnait dans la salle. M. Escarra, président du syndicat patronal, n'ayant sans doute pu se sustanter le matin, mangeait son crayon avec appétit. Mme l'Inspectrice du Travail en était toute remuée.

M. Escarra commença par rejeter la proposition, pourtant modeste, des organisations syndicales, à savoir 18.000 *francs pour 40 heures de travail pour le débutant dans la profession.* Non, vraiment, ce n'était pas sérieux. La trésorerie des établissements de crédit ne pouvait en aucun cas supporter une telle charge.

Et dans une crise de lyrisme, M. Escarra fit faire aux délégués un pélerinage aux sources... de la belle époque. « *Avant 1900, les jeunes employés payaient pour débuter dans la profession.* » « Les jeunes débutants étant aidés par leurs parents », il n'est pas nécessaire de les augmenter. C'était aussi l'époque ou Cognac (du prix lapiniste et de la Samaritaine) faisait payer ses employés pour leur enseigner le métier de vendeur. Ces jeunes devant, faute d'argent pour une chambre, coucher sous les comptoirs de son magasin. Ah ! c'était vraiment la belle époque, et combien le président du syndicat patronal la regrette. Pouvoir exploiter à son aise, quel rêve !

Enfin, les propositions patronales furent faites. Coefficient 150 (coefficient du professionnel), 17.350 *francs* payable 13 fois (le treizième mois étant maintenu) pour 45 *heures* de travail.

Ce qui représente, la prime de vacances actuelle de 8.560 francs étant divisée par 13 et incorporée au salaire actuel, une augmentation de 5 % *sur ce total.*

5 %, alors que les bénéfices réels de l'ensemble des banques représentent environ 40 % de la masse des salaires (60 % au Crédit Lyonnais).

Unanimement, les organisations syndicales ont rejeté ces propositions. Et une nouvelle réunion est prévue pour le 9 novembre.

Les employés de banque doivent comprendre et doivent exiger de leurs dirigeants une action directe. Les 40 heures, conquête de la classe ouvrière, doivent être respectées. Un *salaire vital* doit être exigé. Seule, l'action permettra la victoire.

Raymond THIERRY.

P.-S. — Deux coquilles se sont glissées dans l'article de la semaine dernière. Au lieu de Chaneron, il fallait lire Charreron (secrétaire de la fédération F.O.) et, au lieu de Tarlier, il fallait lire Farnier (directeur du C.N.E.P.).

A bas la hiérarchie des salaires !

Parmi les problèmes soulevés par la fixation du minimum national interprofessionnel garanti, se trouve celui de la hiérarchie.

En effet, le relèvement, pourtant modeste, du « plancher » doit permettre aux cadres de crever le « plafond » actuel.

L'argumentation développée est la suivante :

« ...Ainsi les avantages dont vont bénéficier les salaires les plus défavorisés semblent imputés pour une large part sur les avantages antérieuremcnt attribués aux plus favorisés. Il n'y a pas amélioration de la condition salariale dans son ensemble, mais de certains salariés au détriment des autres.

« ...Mais je ne pense pas que l'on puisse encore trouver de sérieuses justifications de l'écrasement de la hiérarchie des salaires... Le problème est celui de savoir si un pays a intérêt ou non à rémunérer ses cadres, si l'avenir et la force d'une nation ne sont pas liés à la situation qu'elle fait à ses élites. L'on peut amèrement méditer sur le fait que les deux plus grandes nations sont celles où précisément l'éventail des salaires est le plus ouvert, sur le fait aussi qu'en France l'éventail s'est progressivement refermé au fur et à mesure que diminuait le prestige de la nation et que périclitait la puissance du pays...

« Quel que soit l'intérêt que l'on porte à la sécurité sociale, on ne peut que constater le fait qu'elle atténue la hiérarchie des salaires en raison de ce que les parts médicales et surtout familiales restent constantes quelles que soient les rémunérations...

« *Et le fait courant qu'un manœuvre père de famille peut gagner plus qu'un ingénieur célibataire pourrait faire croire qu'en principe « à chacun selon son travail » s'est substitué le dogme « à chacun selon ses besoins ».*

« Ainsi, dans l'instant où un nouvel effort est demandé au peuple de France, assiste-t-on à l'écrasement de la hiérarchie des salaires, écrasement qui risquerait, s'il s'accentuait, ou même se maintenait, de briser ce dynamisme sans lequel il ne peut y avoir pour un pays qu'amères désillusions. »

Ainsi s'exprimait le 17 septembre dernier, dans *les Dernières Nouvelles d'Alsace*, M. Raymond Guyon, député et président de la Commission des finances de l'Assemblée nationale, qui n'est pas, comme un esprit non averti pourrait le supposer, député P.R.L. ou R.P.F., mais député S.F.I.O. (Cet article est d'ailleurs reproduit dans *le Populaire-Dimanche* du 1er octobre 1950.)

L'on peut en effet, comme nous y invite M. Jean-Raymond Guyon, amèrement méditer sur le fait que les deux plus grandes nations sont celles où précisément l'éventail des salaires est le plus ouvert. Ces deux nations, l'U.R.S.S. et les U.S.A., sont en effet les premières puissances industrielles du monde, mais la première a élevé le travail forcé, en langage diplomatique le « travail correctif », à la hauteur d'une institution d'Etat immuable, et en a fait une des pierres angulaires du système; la seconde, elle, est aussi la nation où le nombre de chômeurs est le plus élevé, où l'exploitation de l'homme est la plus scientifiquement organisée, où la misère d'un nouveau sous-prolétariat a atteint son apogée. Sont-ce là les conséquences de l'ouverture de l'éventail des salaires et du renforcement de la hiérarchie ?

Jacques VERMONT.

(*Suite en page 4.*)

Quatrième Congrès Confédéral

Le quatrième Congrès National des Syndicats de la C.N.T. se tiendra à Bordeaux, Vieille Bourse du Travail, 42, rue Lalande, les 11, 12 et 13 novembre 1950.

L'ordre du jour est actuellement celui-ci :

1° Rapport moral;

2° Rapport financier;

3° Rapport de la rédaction du « Combat Syndicaliste »;

4° Rapport de l'administration du « Combat Syndicaliste »;

5° Rapport sur les Auberges de Jeunesse (rapporteur : Syndicat des Services hospitaliers de Paris);

6° Rapport sur les Comités d'entreprises (rapporteur : Syndicat des Métaux de Lyon);

7° Nomination de la C.A. Confédérale;

8° Réunion du C.C.N. (nomination du B.C.);

9° Questions diverses.

B.D.I.C

ADIEU A GARRY DAVIS

Garry Davis vient de solliciter de l'attorney général la nationalité américaine.
(Les journaux.)

Il était une fois un homme qui voulait la paix. Il voulait la paix, car il avait fait la guerre. Il avait combattu dans l'aviation et il avait lâché des bombes sur des femmes, des enfants, des vieillards qui ne lui avaient rien fait. Il ne les connaissait pas et pourtant il les avait tués.

Il voulait donc voir régner la paix à tout jamais sur la terre.

Pour cela, il commença à haranguer les foules de son pays natal, à leur dire les horreurs de la guerre et les crimes dont lui s'était rendu, volontairement ou non, coupable. C'est peut-être un peu dans le style Armée du Salut, mais il était sincère. C'était son cœur qui, avec ses lèvres, parlait. Il soulevait l'enthousiasme des foules.

Puis, il quitta son pays natal, vint en Europe et débarqua en France.

Là, il parla beaucoup.

Partout où il passait il rassemblait des milliers de personnes, de femmes, d'adultes. Partout où il passait il suscitait l'espoir. Le petit-homme-au-blouson-de-cuir conquit rapidement Paris. Un jour, symboliquement, il déchira sa carte d'identité pour bien montrer qu'il refusait pour l'avenir sa nationalité et que, dorénavant, il ne voulait qu'être « citoyen du monde ».

Puis il partit vers l'Allemagne. Mais les règlements, plus forts que les hommes, l'empêchèrent de passer. Alors, le petit - homme - au - blouson - de - cuir planta sa tente et attendit... Puis il bâtit une cabane en planches et continua à attendre...

Et, un beau pour, il fit marche arrière et débarqua dans son pays natal. Peu de temps après, il se maria. Adieu, grand rêve ! Adieu, la paix mondiale !

Le petit - homme - au - blouson - de-cuir, après avoir ainsi convolé en justes noces, ne vient-il pas de redemander à l'attorney général sa nationalité ! Et en laissant entendre qu'il était prêt, s'il le fallait, à aller se battre en Corée, pour la défense du droit, de la civilisation, de la justice, de la fraternité... (air connu : illustration : l'Espagne).

Et le beau rêve est terminé.

Nous ne t'en voulons pas, petit-homme-au-blouson-de-cuir, mais tu nous as déçus. Nous attendions mieux de toi. Oh ! Bien sûr, pas une nouvelle doctrine économique. Non, simplement un peu plus de logique avec toi-même. Il est vrai que nous comptions sans l'attrait des pantoufles au coin du feu, lorsque le vent souffle et que les arbres gémissent.

Mais, petit - homme - au -blouson - de - cuir, de ta fin (nous ne voulons pas écrire « lâcheté »), nous retiendrons une chose. La paix se gagne. Elle exige un certain nombre de conditions. Elle ne se bâtit pas sur une utopie, car il s'agit de la paix sur terre et non sur la lune. La bataille de la paix a besoin de courage, de volonté et de beaucoup, beaucoup de persévérance, petit - homme-au-blouson-de-cuir. La paix ne peut se faire qu'avec ceux qui ont intérêt à la paix. On ne peut rassembler ceux qui désirent la paix et ceux qui préparent la guerre. La paix est inséparable de la Révolution, petit-homme-au-blouson-de-cuir, de la Révolution qui reconnaîtra, enfin, les véritables droits du prolétariat.

Jean-Yves KERNEUR.

En Hongrie

E. VARGA économiste soviétique, attaque

Une théorie classique veut que le salaire soit le prix de vente du travail de l'homme. L'homme étant forcé de travailler (tout au moins le prolétaire), son salaire devrait lui permettre de satisfaire tous ses besoins. C'est d'ailleurs ce à quoi nous travaillons.

Il faut croire que la théorie de la satisfaction des besoins par le moyen des fruits du travail est une dangereuse théorie réactionnaire. C'est du moins l'impression que nous avons retiré de la lecture d'un article d'E. Varga du 18 juin 1950 publié par le « Szabad Nep » et dont le numéro 49 des « Etudes Economiques » publiées par le Comité Central du Parti Communiste Français, vient de publier la traduction.

On se souvient que, voici quelques mois, E. Varga, économiste soviétique bien connu, fut nommé conseiller économique du gouvernement hongrois. A l'époque, les journaux qui annoncèrent cette nomination demeurèrent assez muets sur le rôle qu'aurait à jouer E. Varga.

L'article qui nous occupe aujourd'hui apporte toutes les précisions nécessaires.

Sous le titre « Fièvres de consommation et fraudes sur les salaires » E. Varga écrit :

« ... La disparition du chômage, la sécurité de l'existence, ont créé une sorte de fièvre de consommation qui s'est emparé de tout le monde. Des gens qui, autrefois, regardaient à chaque sou, qui, craignant la vieillesse et le chômage, mettaient de côté tout ce qu'ils pouvaient, dépensent maintenant gaillardement tous leurs revenus. Personne ne fait d'économies. Tout le monde est à la poursuite de meubles nouveaux, d'un meilleur logement, d'une meilleure nourriture !

« Pendant le plan quinquennal, le rythme de progression du niveau de vie des travailleurs a été beaucoup plus rapide que celui de la production...

« MAIS LES CHANGEMENTS SURVENUS EN FAVEUR DES TRAVAILLEURS DANS LA REPARTITION DU REVENU NATIONAL NE PEUVENT PAS, A EUX SEULS, ASSURER UNE ELEVATION CONTINUELLE ET CONSTANTE DU NIVEAU DE VIE. La progression constante de la production est également indispensable, car il n'y a pas de société qui, à la longue, puisse consommer plus que ses membres ne produisent...

« Et je voudrais donner encore un avertissement aux travailleurs atteints de la « fièvre de consommation », parmi lesquels nous trouvons malheureusement, pas mal de membres du Parti. Aussi grandioses qu'ils soient, les résultats de la construction socialiste en Hongrie sont loin d'être DEFINITIVEMENT assurés : L'ennemi est sur les frontières. Il se cache partout dans le pays, dans les églises, dans les entreprises. UNE PARTIE DU REVENU NATIONAL DOIT ETRE DEPENSEE AU DETRIMENT DE LA CONSOMMATION COURANTE, A DEFENDRE LE PAYS CONTRE L'ENNEMI.

« LA FIEVRE DE CONSOMMATION EST UNE DES CAUSES PRINCIPALES DE LA PRATIQUE BIEN REGRETTABLE DES FRAUDES DE SALAIRES ET DU RELACHEMENT DES NORMES.

« Nous devons et nous pouvons faire comprendre aux travailleurs de bonne foi, mais non débarrassés de la mentalité capitaliste que la seule et unique voie qui mène à une meilleure existence, EST UNE MEILLEURE PRODUCTION HONNETEMENT ACCEPTEE. L'accroissement futur de leur consommation n'est possible que si MAINTENANT, ils consentent à consommer moins.

« Mais si les explications ne suffisent pas, si elles n'arrivent pas à neutraliser l'influence de l'ennemi, il faudra recourir à des mesures plus sévères. L'INTERET SUPERIEUR DE L'ENSEMBLE DES TRAVAILLEURS EXIGE LA PUNITION SEVERE DE TOUS LES FRAUDEURS QUI AUGMENTENT ILLEGALEMENT LEURS REVENUS AU DETRIMENT DE LA COMMUNAUTE.

« Actuellement encore, les caisses d'épargne de l'Union Soviétique paient un intérêt de 5% pour tout dépôt dont le propriétaire s'engage à ne pas le retirer avant un an. Le gouvernement soviétique apprécie donc très haut le dévouement de ses citoyens qui sont prêts à ajourner d'un an leur consommation. »

Un tel texte se passerait de commentaires, car il se suffit à lui-même. Cependant nous nous devons de souligner les points suivants :

L'ACCROISSEMENT FUTUR DE LA CONSOMMATION N'EST POSSIBLE QUE PAR UNE DIMINUTION PRESENTE DE LA CONSOMMATION. Cette affirmation est identique à celle lancée depuis trente ans par la propagande soviétique : « Nous ne sommes pas en régime socialiste, nous le construisons. » C'est au nom de ce principe que l'on a justifié toutes les erreurs politiques, toutes les souffrances imposées au peuple russe. Le même argument est d'ailleurs employé en Yougoslavie.

IL FAUT DEFENDRE LE SOCIALISME CONTRE L'ENNEMI. Cet ennemi, il se trouve, d'après E. Varga, à l'extérieur et à l'intérieur. Cette affirmation justifie l'augmentation de dépenses de guerre, la liquidation de toutes les formes d'opposition : rien ni personne n'ont été épargnés, royalistes, socialistes, anarchistes, catholiques, tout ce qui s'opposait au régime de « démocratie populaire » a été liquidé. Cette nécessité d'accroître la force défensive (?) de la Hongrie justifie de plus les augmentations d'impôts et le rationnement rétabli pour certains articles. C'est d'ailleurs le même argument que les capitalistes occidentaux invoquent pour justifier ou le régime de terreur ou leur régime de misère, ou les deux à la fois.

LE NIVEAU DE VIE DES TRAVAILLEURS S'EST ELEVE PLUS RAPIDEMENT QUE LA PRODUCTION. Nous aimerions que E. Varga, qui est économiste, nous fournisse des preuves de la thèse qu'il présente. Nous aimerions connaître par exemple la hiérarchie réelle des salaires, le salaire réel moyen d'un ouvrier, les normes de production, les courbes de la production industrielle et agricole, etc., etc. Car jusqu'à présent, il a été impossible d'obtenir ces renseignements. Nous sommes forcés de nous contenter des affirmations toutes gratuites, jusqu'à PREUVE du contraire, de M. E. Varga.

IL FAUT ELEVER LA PRODUCTION. C'est évidemment normal pour élever les ressources de l'Etat. Mais sur un plan prolétarien, l'augmentation de la production doit avoir pour conséquences : La diminution de l'horaire de travail ; l'augmentation du niveau de vie des travailleurs.

En aucun cas, l'homme ne doit devenir esclave de la production. En régime capitaliste les militants ouvriers combattent les « normes infernales » parce qu'elles usent le travailleur et en font une machine incapable de penser, d'agir, de vivre. Doit-on admettre les mêmes normes, le même abêtissement dans une autre forme de régime, même construisant le socialisme ? Nous ne le pensons pas. La production doit être au service des travailleurs. Pour nous, la réciproque est fausse.

La FIEVRE DE CONSOMMATION. La Hongrie a connu pendant une longue période un état alimentaire voisin de la famine. S'il y a un relèvement réel du niveau de vie des travailleurs, il est normal que ceux-ci désirent acquérir rapidement un mieux-être. Que l'on imagine un instant un prisonnier ayant passé de nombreuses années de sa vie dans des camps. Revenu à la vie « normale », trouverait-on immoral son désir de se vêtir correctement et de manger à sa faim ? Et d'ailleurs, l'on demande des « sacrifices à la classe ouvrière (air connu), mais les dirigeants, eux, font-ils les mêmes sacrifices ?

LA NECESSITE DE L'EPARGNE. Car en définitive, c'est ce que demande E. Varga aux travailleurs hongrois. Il faut que ces derniers se privent afin d'investir une fraction de leur salaire dans les entreprises de l'Etat « Souscrivez ! Souscrivez ! Vous contribuerez au relèvement de la nation. » Cela ne vous rappelle-t-il rien ? Et n'est-ce pas Marx qui écrivait quelque part que le capitalisme n'avait de meilleur soutien, de plus sûr appui que la petite épargne et la petite propriété ? Est-ce que par hasard, le système économique hongrois ne serait qu'une nouvelle forme d'expression du capitalisme classique ?

Nous aimerions, quant à nous, avoir les réponses aux questions posées. Espérons que les prochaines « Etudes Economiques » nous donneront satisfaction.

Jean MONTCLAIR.

Le meilleur moyen de faire connaître ce qu'est le véritable syndicalisme, c'est de diffuser la brochure :

LA CHARTE DU SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE

En vente à la librairie confédérale : 5 fr.

COMMUNIQUES

TRESORIER CONFEDERAL

René Doussot, 9, avenue de la Porte-de-Clignancourt, Paris (18e). C.C.P. 5046-35.

QUINZIEME REGION

STRASBOURG

SYNDICAT UNIFIE DU BATIMENT

Tous les dimanches, de 10 à 12 heures, 14, rue de la Krutenau, « A l'Etoile Rouge ». Ainsi que pour les autres industries. Le « Combat Syndicaliste » est en vente dans tous les kiosques de la ville.

HAYANGE

Tous les dimanches, à 16 h. 30, Café de l'Industrie, 108, rue du Maréchal-Joffre.

DIX-SEPTIEME U.R.

Le Bureau de la 17e U.R. se réunit tous les jeudis à 20 h. 30, au siège social, 60, rue Saint-Jean. Ces réunions sont élargies aux militants.

LYON

60, rue Saint-Jean, mercredi et samedi, de 17 à 19 heures ; dimanche de 9 à 12 heures.

VILLEURBANNE

286, cours Emile-Zola, dimanche de 9 à 12 heures.

SAINT-FONS

Café des Mûriers.

VENISSIEUX

Brasserie Chaffard.

OULLINS

Café Charles, 75, avenue de la Gare. Pour ces 3 U.L., consulter la presse locale pour les jours de permanence.

S.U.B.

Premier dimanche du mois, conseil syndical au siège ; deuxième dimanche, assemblée générale à 10 heures.

ROANNE

Tous les jeudis, de 18 h. 30 à 20 heures, salle cour Palais de Justice, place du Palais.

SAINT-ETIENNE

24, rue Rouget-de-l'Isle. Responsable : Meiller.

DIX-HUITIEME REGION

UNION LOCALE DE GRENOBLE

Les dimanches de 10 heures à midi, et les mercredis de 20 heures à 22 heures, Bar de l'Oisans, 1, rue Très-Cloître (angle rue du Vieux-Temple), près place Notre-Dame.

DIX-NEUVIEME REGION

Les U. locales de Toulon, Istres, Aix-en-Provence et le groupe de Bollène sont particulièrement invités à maintenir des contacts suivis avec le Secrétariat régional.

P. BATAILLE.

TOULON

Pour tous renseignements, adhésions, librairie, s'adresser à M. D. Diné Gabriel, 36, rue Augustin-Dammas, Toulon. Permanence tous les jours à toutes heures.

MARSEILLE

COURS DE FRANÇAIS ET GROUPE ARTISTIQUE

Tous les mardis soir, de 6 à 7 heures, cours de français pour camarades étrangers. Groupe artistique (déclamation, théâtre, solfège, chorale, mandoline), de 7 à 8 h. 30. Se faire inscrire à la C.N.T., ancienne Bourse du Travail, salle 5.

NICE ET REGION

Inter. : adh., cartes, journaux : A. Pallanca, rue Joseph-Layet, Villeneuve-Loubet (Alpes-Maritimes).

LIBRAIRIE

LIVRES

Pierre Besnard. — L'Ethique du Syndicalisme, 75 fr. (120) ; La Paix, 100 fr. (145) ; Les Syndicats Ouvriers et la Révolution Sociale, 200 fr. (260) ; Le Monde Nouveau, 140 fr. (185).
Aurèle Patorni — La Débâcle de l'Elite, 150 fr. (195).
Gaston Leval. — L'Indispensable Révolution, 100 fr. (145).
Gabriel Giraud. — Paul Robin, 150 fr. (195).
Jeanne Humbert. — Sébastien Faure, 180 fr. (225).
Fernand Planche. — Kropotkine, 210 fr. (255) ; Durolle, 150 fr. (195) ; Louise Michel, 150 fr. (195).
Louis Lecoin. — De Prison en Prison, 160 fr. (205).
Voline. — La Révolution inconnue, 350 fr. (440).
Louis Buchner. — Force et Matière, 270 fr. (330).
Victor Méric. — Coulisses et Tréteaux, 75 fr. (120).
Charles Malato. — Les Joyeusetés de l'Exil, 100 fr. (160).
Ernest Haechel. — Histoire de la Création, 400 fr. (490).
W.S. Wallino. — Le Mouvement Ouvrier et la Démocratie aux Etats-Unis, 200 fr. (290).

BROCHURES

Gaston Leval. — Le Communisme, 40 fr. (70) ; L'Anarchisme et l'Abondancisme, 10 fr.
Professeur Paul Laeng. — Une langue auxiliaire ? Pourquoi ? Comment ? L'INTERLINGUE, 20 F.
G. Berneri. — La Société sans Etat, 20 fr.
Ernestan. — La Fin de la Guerre. 5 fr.
Sébastien Faure. — Sacco et Vanzetti, 5 fr. ; Les Douze Preuves de l'inexistence de Dieu, 15 fr. ; Les Crimes de Dieu, 20 fr. ; La Fausse Rédemption, 15 fr.
P. Comont. — L'Architecture, 20 fr.
A. Guillier. — La Révolution salvatrice, 15 fr.
P. Camus. — Le Syndicalisme et le Problème paysan, 20 fr.
G. Yvetot. — ABC du Syndicalisme, 15 fr.
E. Rothen. — La Politique et les Politiciens, 20 fr.
P. Monatte. — Où va la C.G.T., 10 fr.
Pierre Besnard. — Le Problème des Salaires, 6 fr.
Edouard Rotot. — Le Syndicalisme et l'Etat, 12 fr.
Lashorties. — Qu'est-ce que le Prolétariat, 10 fr.
Louise Michel. — Prise de Possession, 15 fr.
Aristide Lapeyre. — Le Problème espagnol, 15 fr.
Les Anarchistes et l'Activité Syndicale, 15 fr.
La Bulgarie, nouvelle Espagne, 25 fr.
Les Bulgares parlent au Monde, 50 fr.
Le Syndicalisme et la Guerre, 5 fr.

REVUES

Mains et Cerveau, 40 fr.
Etudes Anarchistes, 40 fr.
Défense de l'Homme, 40 fr.

EXPÉDITION

Pour les livres, les prix entre parenthèses sont les prix franco.
Pour les brochures joindre 10 francs à chaque.
Pour les recommandés joindre 40 francs par colis, en plus.
C.C. Postal de la Librairie : Paris C.C. 7.473-08, M. Marcheti Robert, 1, rue Dulaure, Paris (20e).

Le Directeur-Gérant : DOUILLET François

Imp. Spéc. du Combat Syndicaliste

VIEUX TEXTES TOUJOURS VRAIS

La décomposition du Marxisme

de Georges SOREL

(5)

CHAPITRE PREMIER

Les auteurs modernes qui s'occupent de réforme sociale n'ont pas ajouté grand-chose à ce qu'avaient dit les anciens socialistes ; ils ont seulement remplacé l'apologie de l'association par l'apologie du trade-unionisme ; peut-être même sont-ils moins scientifiques que n'étaient leur prédécesseurs, parce que les utopistes espéraient tous que leurs recettes produiraient un grand essor de la production, tandis que les réformateurs contemporains sont beaucoup moins préoccupés du problème économique ; on pourrait dire que par là les utopistes se rapprochaient du marxisme, mais ils en diffèrent en ce qu'ils croyaient devoir donner des plans pour diriger l'industrie, tandis que le marxisme croit que celle-ci se dirige très bien elle-même.

II

Luttes des pauvres contre les riches. — Les blanquistes. — Intervention des parties. — L'Etat populaire et ses « machines. » — Souvenirs de la Révolution : identification établie entre le régime féodal et le capitalisme. — Ascension du prolétariat à la bourgeoisie par l'autorité.

a) Venons maintenant au deuxième élément qui est entré dans le socialisme moderne, à l'élément révolutionnaire. L'idée de révolution fut pendant très longtemps identifée à celle d'une lutte des pauvres contre les riches ; cette lutte est aussi ancienne que le monde civilisé et elle a déchiré les cités helléniques ; il ne semble pas qu'elle se soit beaucoup modifiée au cours des temps ; elle constitue une forme rudimentaire de la lutte de classe, avec laquelle on la confond souvent (1).

Ici, la justice n'est plus à invoquer, mais il y a toute une littérature qui est consacrée à faire ressortir la beauté de la victoire des pauvres ; et dans cette littérature se mêlent souvent des considérations empruntées à la justice romanesque des utopistes. Ce qui est vraiment essentiel ici, c'est de donner aux pauvres une confiance absolue dans leurs forces ; il faut, pour atteindre ce résultat, vaincre les traditions de soumission qui leur ont été inculquées depuis l'enfance ; on y arrive par deux moyens : d'abord en ruinant le prestige des classes dominantes, et ensuite en exaltant les qualités des pauvres. Les pamphlets et journaux révolutionnaires ne manquent pas de signaler tous les incidents qui peuvent présenter les riches sous un aspect odieux, ridicule et honteux ; — suivant Robespierre et ses amis, les pauvres étant demeurés plus près de la nature, la vertu leur est plus facile qu'aux riches ; cette métaphysique singulière se retrouve encore souvent dans les livres contemporains de prétendus marxistes (2).

Avant 1848, on était fort effrayé par l'idée d'une révolte des pauvres ; Considérant disait, par exemple, dans le « Manifeste de la Démocratie » : « Que deviendrait la civilisation, que deviendraient les gouvernements et que deviendraient les hautes classes, si la féodalité industrielle s'étendant sur toute l'Europe, le grand cri de guerre sociale : Vivre en travaillant et mourir en combattant, y soulevait un jour toutes les innombrables légions de l'esclavage moderne ? Eh bien ! il est certain que, si la sagesse des gouvernements, si la bourgeoisie intelligente et libérale, et la science enfin n'avisent, il est certain que le mouvement qui emporte les sociétés européennes, va droit aux révolutions sociales et que nous marchons à une jacquerie européenne » (3). Plus loin, il signalait le danger du communisme « moyen violent, spoliateur, révolutionnaire et, de plus, « illusoire », qui séduisait les esprits par son extrême « simplicité » : « Ces formules sont très simples et très intelligibles aux « masses faméliques » et dépouillées, auxquelles elles ne peuvent paraître d'ailleurs que parfaitement justes, tant que la société leur déniera le droit au travail, plus sacré encore que le droit de propriété — qui en dérive » (4).

b) Les hommes qui se sont donnés au cours du XIXe siècle comme étant les adeptes les plus authentiques de la tradition révolutionnaire, les véritables représentants des pauvres et les partisans les plus décidés du combat dans les rues, ceux que Bernstein désigne sous le nom de « blanquistes », n'étaient pas moins résolus que Considérant à empêcher tout retour vers la barbarie : un mouvement de « jacques » n'était pas du tout leur idéal. Bernstein a très bien vu que l'on s'est trop souvent arrêté, dans les jugements portés sur eux à quelques aspects très secondaires de leur tactique. On ne saurait définir les blanquistes comme étant essentiellement des hommes de complot ; la manière d'arriver au pouvoir leur était indifférente ; posséder le pouvoir était à leurs yeux résoudre toutes les difficultés (5) ; — la force créatrice que possède un parti politique révolutionnaire qui a acquis le pouvoir, est énorme et beaucoup ont cru qu'elle était infinie ; un tel parti, une fois arrivé au gouvernement, est beaucoup plus fort que ne le serait un parti conservateur, parce qu'il n'a rien à ménager ; — les conditions économiques étaient regardées comme étant des phénomènes surbordonnés.

Grâce à l'intervention d'un parti prenant la tête de la révolution, le mouvement historique acquiert une allure toute nouvelle et fort imprévue ; nous n'avons plus affaire à une classe de pauvres agissant sous l'influence d'instincts, mais à des hommes instruits qui raisonnent sur les intérêts d'un parti, comme le font les chefs de maisons de spéculation sur la prospérité de leurs affaires.

Les partis politiques sont des coalitions formées pour conquérir les avantages que peut donner la possession de l'Etat, soit que leurs promoteurs soient poussés par des haines, soit qu'ils recherchent des profits matériels, soit qu'ils aient seulement l'ambition d'imposer leur volonté. Si habiles que puissent être les organisateurs d'un parti, ils ne sauraient jamais grouper qu'un très faible état-major, qui est chargé d'agir sur des masses mécontentes, pleines d'espoirs lointains et disposées à faire des sacrifices immédiats ; le parti leur fera de larges concessions en cas de succès ; il paiera les services rendus en transformations économiques, juridiques, religieuses, dont la répercussion pourra dépasser infiniment les prévisions. Très souvent, les chefs de partis qui troublent le plus profondément la société, appartiennent à l'aristocratie que la révolution va atteindre d'une manière très directe ; c'est que ces hommes, n'ayant pas trouvé dans leur classe les moyens de s'emparer du pouvoir, ont dû recruter une armée fidèle dans les classes dont les intérêts sont en opposition avec ceux de leur famille. L'histoire montre qu'on se ferait une idée très fausse des révolutions si on les supposait faites pour les motifs que le philosophe est si souvent porté à attribuer à leurs promoteurs.

(1) Je signale, par exemple, que le social-démocrate hollandais Rienzi (Van Kol) fait constamment cette confusion dans *Socialisme et Liberté.*

(2) RIENZI, *op. cit.*, pp. 242-243.

(3) *Ere nouvelle*, p. 166.

(4) *Ere nouvelle*, p. 170. Considérant fait ici allusion à son fameux article sur la « théorie du droit de propriété » paru dans la *Phalange* en mai 1839.

(5) BERNSTEIN, *op cit.*, p 50.

(A suivre.)

B.D.I.C

Cinéma

"LES LUMIÈRES de la VILLE"

CURIEUSE destinée que celle des films !

Lors de sa première carrière, 1931-1932, *Les Lumières de la Ville* ne remporta qu'un succès d'estime : « En dépit des scènes admirables, le film n'a qu'un succès relatif auprès d'un public déjà passionné par le bruit (*Pierre Artis : Histoire du Cinéma Américain*). »

En effet, depuis quatre ans les salles retentissaient des cris, voix, bruits qui deviennent l'apanage du film.

Près de vingt ans après sa création, *City Lights* attire encore et pourtant la foule des spectateurs. Les Parisiens font la queue pendant des heures pour voir ou revoir les mimiques du pitre génial.

Quoi de plus probant de l'actualité éternelle de Charlie Chaplin ?

Les Lumières de la Ville est le premier film sonore, entendons-nous, accompagné d'une partition musicale, de Charlie Chaplin. Absolument réfractaire au bruit, ce n'est que dix ans plus tard qu'il se décidera à parler dans *Le Dictateur*.

Car Charlot a horreur du bruit. « Le silence, cette grâce universelle, combien de nous savent-ils en jouir ? » a-t-il dit un jour.

Et voilà le chef-d'œuvre, nous qui sommes abrutis, étourdis, soûlés, ébaubis par le fracas des mitraillettes newyorkaises, les chœurs moscovites et les dialogues qui « défendent l'esprit de Paris », nous ne nous apercevons pas, mais sérieusement pas du tout, du manque de paroles des *Lumières de la Ville*. Bien mieux, nous rions lorsqu'un monsieur et une dame pontifient sur l'écran en un langage inarticulé. Charlot a su nous réhabituer au silence, à ce silence dont il reste le plus pur poète.

Dans *City Lights*, Charlie Chaplin nous raconte l'histoire simple et émouvante, mais oui, d'un vagabond qui aime une jeune fleuriste aveugle, arrive à découvrir l'argent pour lui faire recouvrer la vue, va en prison et est tout étonné de voir la belle fleuriste guérie de sa cécité le reconnaître.

Ce film, tourné par n'importe quel réalisateur, et je mesure mes paroles, aurait été un mélo pleurnichard et sentimental à souhait. Charlie Chaplin en fait par la seule grâce de sa plastique et de son goût, une histoire fleur bleue qui passe l'écran avec facilité et ne tombe jamais dans le mauvais goût.

Les Lumières de la Ville est aussi un film comique. Un film comique à la Charlot, un film émaillé de gags. Je ne citerais que ceux du sauvetage dramatico-hilarant du sybarite amnésique, des serpentins pâtes alimentaires, du ramassage des mégots effectué en voiture de luxe.

Le déferlement ininterrompu de gags que constitue le match de boxe ne se raconte pas, il dépasse la verve humaine. D'autres gags sont plus en profondeur tel celui-ci : afin de gagner de l'argent, Charlot s'est engagé comme balayeur de rues. Il est chargé, sauf votre respect, de ramasser du crottin. Il s'acquitte au mieux de sa tâche lorsque survient, au bout de la rue, un peloton de chevaux. Mine de rien, Charlot tourne sa voiture et s'éloigne du lieu. Malheureusement il est croisé en chemin par un éléphant. C'est tout, mais il faut voir la pauvre figure du ramasseur de crottes.

Côté social, un petit événement comique enfonce d'une façon définitive l'hymne national américain. Non, je ne vous le raconterai pas, mais allez le voir et vous serez d'accord avec moi.

Pendant une scène d'ivresse, je me remémorais cette phrase de Jean-Louis Barrault : « ...Si Charlot fait l'homme ivre, il ne joue pas à l'homme dont les jambes sont molles, il est soûl de la tête aux pieds, comme un astre qui tourne... » Jamais jugement n'a été plus juste et, pardon Victor Boucher, jamais homme n'a été plus ivre.

Il peut apparaître, à certains, ridicule de s'extasier sur un film vieux de vingt ans et pourtant combien de films peuvent être mis en compétition avec *City Lights* ?

Car, comme l'a écrit André Boll dans *Le Cinéma et son histoire :* « Le type inventé par Charlot est d'une originalité hallucinante : tout en étant la somme de personnages très différents, observés avec soin, ce type conserve une étonnante unité. Infailliblement victime du destin il le domine cependant chaque fois, quelles que soient les situations dans lesquelles il se débat et ceci avec une expression de vie inégalable... »

Charlie Chaplin, grand acteur comique, scénariste de talent, mime de génie, metteur en scène hors de pair, vous distraiera dans *Les Lumières de la Ville* et vous fera rire comme vous n'avez jamais ri depuis son dernier film.

Pierre DAVRON.

Les Livres

IL FAUT QUE JE TUE MONSIEUR RUMANN !

LA collection « Le chemin de la vie » (éditions Corréa), dirigée par Maurice Nadeau vient d'ajouter une pièce maîtresse à une collection déjà fort dense. Après LES JOURS DE NOTRE MORT, GENESE DE LA PENSEE MODERNE, LA RAGE DE VIVRE, voici IL FAUT QUE JE TUE MONSIEUR RUMANN de Jean-Charles Pichon.

Jean-Charles Pichon est un auteur qui, avec ce livre nous prouve qu'il a atteint sa maturité et qu'il possède pleinement ses moyens d'expression.

C'est un roman triste, noir, désespéré, le roman d'un raté. Est-ce justement parce que ce livre est le livre d'un désespéré qu'il atteint presque la perfection ? Ou est-ce un signe des temps qu'en dehors du désespoir, il n'y a pour le romancier, pour l'écrivain, pour le messager, aucune issue ? Le désespoir, la recherche ou même la prise de conscience de l'absurdité de la vie ou de l'existence du monde sont-elles devenues les seules raisons de vivre (?) de nos contemporains ? Nous chercherions en vain, dans notre littérature moderne le commencement de l'espoir. En dehors de la « bonne presse » et de la bibliothèque rose, le roman noir, reflet d'un monde désaxé, fleurit dans tous les jardins, sous tous les horizons.

De Sartre à Mauriac, en passant par Malraux, Lawrence, Camus, Green, Hermanos, Cayrol, J.-C. Pichon, nous faisons le tour complet de la notion du désespoir. Tout nous conduit vers la « fin de l'espoir ».

Emmanuel, le héros de Jean-Charles Pichon, est correcteur dans une grande imprimerie, celle de M. Rumann, type parfait de la grande entreprise moderne, conçue uniquement pour l'accroissement du profit, n'ayant aucun souci des possibilités humaines, des besoins de l'homme, augmentant sans cesse les normes de production pour le plus grand mal du « matériel humain » et le plus grand bien du capital. Bref, un bagne moderne pour esclaves d'un nouvel âge.

Emmanuel vit donc misérablement, n'ayant aucun désir, ne manifestant un peu d'intérêt que pour la satisfaction de ses besoins matériels : boire, manger, fumer, et, accessoirement, faire l'amour. Un matin cependant, il se réveille avec une idée, avec un désir : faire quelque chose de grand, faire parler de lui. IL TUERA M. RUMANN. Ce n'est pas une obsession. Non. Il n'avait jamais songé à cela. Mais l'idée est là qui le pousse, le tenaille, va le tenir continuellement en éveil jusqu'à la réalisation de l'Acte. Une nouvelle forme de l'acte gratuit. Un besoin physiologique peut-être.

Car Emmanuel n'est pas un révolté. L'exploitation capitaliste, la misère ouvrière, n'ont jamais empêché Emmanuel de dormir. Il connaît l'injustice, puisqu'il la subit, mais il la supporte. Il ne la combat pas, il préfère en ignorer les effets. Solution de facilité ? Peur ? Indolence et amour des pantoufles ? Jean-Charles Pichon ne répond pas à ces questions et nous ne pouvons que le regretter.

La fin de l'existence d'Emmanuel — celle-ci sera brève — sera conditionnée par l'acte. Il séduit la nièce de son patron. Pour se rapprocher de sa victime quitte sa femme, que d'ailleurs il n'aime pas, mais a-t-il quelquefois aimé ? et mène une existence de déséquilibré. Un jour, il est présenté à M. Rumann qui, sous des aspects brillants et une magnifique réussite matérielle, cache un spécimen courant de « pauvre type ». Il ne nous est d'ailleurs pas plus sympathique pour cela. M. Rumann trouve en Emmanuel un double, son double, ou plutôt une sorte d'autre lui-même qui n'a pas réussi. Rumann trouve en Emmanuel le raté qu'au fond il est. Emmanuel devient son secrétaire. Il est chargé d'écrire le roman autobiographique de son patron que ce dernier est incapable de rédiger lui-même. Mais les deux hommes sont trop semblables, Emmanuel ne peut écrire cette autobiographie sans constamment mêler sa vie personnelle à celle de celui qui le paie pour écrire. Le roman devient une suite de clichés superposés d'aspects différents, mais de nature identique. Emmanuel congédié par son patron, marchera vers son destin : « IL FAUT QUE JE TUE M. RUMANN. »

Il le tuera en effet. Pourquoi ? Pour se tuer lui-même. Nous en trouvons l'explication dans cette phrase d'Edgar Poë placée en exergue de l'ouvrage : « EN MOI TU EXISTAIS — ET VOIS DANS MA MORT, VOIS PAR CETTE IMAGE QUI EST LA TIENNE, COMMENT TU T'ES RADICALEMENT ASSASSINE TOI-MEME. »

Les critiques et les lecteurs ne manqueront pas de rapprocher ce livre de ceux de Jean-Paul Sartre. Nous sommes devant un « mur » et nous connaissons « la nausée ». Mais nous ne trouvons pas « les chemins de la liberté ». L'homme ne peut se déterminer qu'en fonction de ses propres valeurs, il ne peut que se « choisir lui-même ».

Cependant, il y a une différence entre les héros, celui de Sartre et celui de Pichon. Le premier, s'il refuse l'espoir, si délibérément il choisit le désespoir, tire de son choix une sorte d'orgueil le grandissant et le rendant sympathique à nos yeux. Nous voyons l'homme tentant de se dépasser lui-même, de se hausser sans cesse, de devenir dans le désespoir une sorte de surhomme nietzschéen. En s'élevant, il surplombe son désarroi, et inconsciemment peut-être, essaie de se survivre. L'homme sartre est un solitaire, un exilé volontaire. L'homme pichon est un calme, un être à qui la métaphysique est inconnue. Pour lui, le choix n'a pas de raison d'être. Il est inutile. L'univers d'Emmanuel est égocentriste. Malgré des périodes favorables, des événements fastes, il ne se pose même pas le problème du choix. Nous avons l'impression que la vie est pour lui une formalité qu'il subit sans essayer d'en changer tant soit peu le cours. Une sorte de fataliste résigné, calme, serein, impassible. Il ne se sent d'ailleurs responsable de rien, ni de lui, ni des autres. Tous ces problèmes le dépassent.

Il a su se montrer bon romancier à la langue souple et déliée, à la plume vigoureuse, au trait marquant. Saura-t-il nous transmettre le message que nous attendons, en découvrant l'amour qu'il semble ignorer ?

Louis VERDOUX.

ENQUÊTE SUR L'AJISME

Nous avons adressé à toutes les organisations ajistes une circulaire leur posant les questions qui nous semblent essentielles pour comprendre le problème actuel des A.J. en France. Nous publions aujourd'hui la seule réponse qui nous soit parvenue : celle d'Albert Jenger, Président de la F.N.A.J.

I. — VOTRE BUT EN CONSTITUANT LA FEDERATION NATIONALE DES AUBERGES DE JEUNESSE ?

La Fédération Nationale des Auberges de Jeunesse a été créée dans le but de réaliser l'unité ajiste en France. Précisons que cette unité ne signifie pas pour nous une fusion organique des différents mouvements qui s'occupent d'Auberges de Jeunesse mais la constitution d'une association groupant usagers et techniciens, chargés à la fois de réalisations techniques (construction et aménagement d'A.J.) et d'activités éducatives (gestion directe, organisation de caravanes, etc.), cette association *étant seule subventionnée* par le Ministère de la Jeunesse.

II. — VOTRE CONCEPTION DE L'AJISME ?

L'ajisme est une réaction spontanée des jeunes contre une société qui tend à « déshumaniser » l'individu. Cette réaction se produit sur deux plans différents :

1° Réaction physique : les jeunes étouffent dans les villes et la cadence de plus en plus accélérée de la vie mécanisée crée pour eux un impérieux besoin : ils veulent se décontracter, retrouver dans le plein-air et dans des activités sportives variées (marche, camping, nautisme, ski, montagne, spéléologie, etc.), un rythme plus humain, plus naturel ;

2° Réaction morale : les contraintes de notre société sont sans cesse plus grandes et c'est dans la jeunesse que se manifestent les plus vives réactions, en particulier sous la forme d'un anticonformisme parfois outrancier. Ceci est assez naturel. Romain Rolland n'a-t-il pas dit qu'« il est un âge de la vie où il faut oser faire table rase de toutes les admirations et de tous les respects appris, et tout nier — mensonges et vérités — tout ce que l'on n'a pas reconnu vrai par soi-même ».

Nous avons le désir de canaliser ce sentiment de révolte dans un but instructif. Pour nous l'ajisme doit être l'étape intermédiaire entre le révolté et le citoyen. Précisons que nous prenons ce dernier terme dans son sens étymologique, c'est-à-dire : « celui qui s'occupe des affaires de la cité ».

III. — QUE PENSEZ-VOUS DE LA FEDERATION FRANÇAISE DES A.J. ?

La Fédération Française des Auberges de Jeunesse a été créée par les responsables des autres organisations d'Auberges lorsqu'ils se sont retirés de la Commission Nationale des A.J. après avoir discuté avec nous pendant plus d'un an. C'est là une manœuvre de division que nous nous devons de dénoncer énergiquement. Des concessions réciproques avaient été faites par les représentants de chaque organisation. Alors que l'issue de ces laborieux efforts était en vue, nos adversaires refusèrent de traduire dans les faits les concessions qu'ils avaient consenties — sans doute du bout des lèvres. Pourquoi ? Officiellement parce que l'influence des ajistes du C.L.A.J.-P.A. l'emporterait dans la nouvelle organisation. Pratiquement parce qu'il avait été décidé que la Fédération serait démocratique et reposerait essentiellement sur les usagers. Les autres organisations d'A.J. ne disposant que d'un très petit nombre d'usagers actifs et conscients des problèmes de gestion, vous comprendrez leur opposition irréductible à toute structure démocratique.

On aurait toutefois pu croire que ces organisations allaient constituer une association tenant compte dans une certaine mesure des précédents pourparlers et des concessions antérieures. Il n'en a rien été. La Fédération Française des Auberges de Jeunesse est un organisme dont le caractère technocrate et clérical n'échappe à personne. Nous refusons de la reconnaître en ce qui nous concerne non seulement en raison des conditions qui ont présidé à sa création mais à cause de son caractère antidémocratique et antilaïque. En effet, c'est une organisation centralisée (alors que la F.N.A.J. est une fédération d'associations départementales) et s'appuyant essentiellement sur des mouvements de jeunesse politiques et confessionnels.

IV. — ROLE DE L'ETAT DANS LES A.J. ?

Vous me posez là une question que vous imaginez embarrassante. Pourtant elle ne l'est pas, et notre position vis-à-vis des Pouvoirs publics est claire. Nous pensons qu'il est normal que l'Etat s'intéresse *financièrement* de plus en plus au développement des Auberges de Jeunesse qui doivent devenir un véritable service public géré par les usagers. Il est naturel qu'un contrôle soit exercé sur l'emploi des fonds alloués. *Mais nous pensons que le rôle des représentants de l'Etat doit se limiter à ce domaine.* Les usagers directement intéressés doivent être — avec l'aide de techniciens et de personnalités chargés de leur apporter le témoignage de leur expérience — les éléments actifs de leur mouvement. A eux, et à eux seuls, de décider en fin de compte. D'ailleurs, cette position est non seulement dans l'esprit de la Fédération Nationale mais également dans sa lettre, les représentants des Pouvoirs publics n'ont dans l'organisation qu'un simple rôle consultatif et la proportion des usagers est toujours au moins égale aux *deux tiers* des membres des différents organismes de direction.

Permettez-moi d'insister sur le ridicule de ceux qui prétendent que la F.N.A.J. est une organisation gouvernementale. Le contrôle que nous acceptons du ministère, toutes les associations qui reçoivent des subventions, le subissent.

Vouloir ignorer un contrôle, une loi, n'a jamais servi à atténuer la rigueur de cette loi. S'il en est qui préconisent ce que l'on appelle couramment la politique de l'autruche, nous préférons quant à nous celle de la clarté et de la franchise.

V. — QUEL EST L'AVENIR DE LA F.N.A.J. ?

La Fédération Nationale fait seulement ses premiers pas. Ce que sera son avenir, je l'ignore mais je souhaite que cette unité pour laquelle nous luttons depuis des années se fasse finalement. La F.N.A.J. réunit les conditions nécessaires à l'union de tous les ajistes : c'est une organisation indépendante, démocratique, laïque et éducative. Faire l'unité des sommets nous paraît impossible. Il y a en face de nous trop d'individus et de technocrates qui vivent de la jeunesse et qui n'auraient chez nous aucun débouché. Si les Pouvoirs publics nous apportent l'aide que nous attendons d'eux, tous les jeunes qui veulent fréquenter les Auberges seront bientôt rassemblés dans la Fédération Nationale.

A condition que les militants ajistes comprennent la chance qui leur est offerte et fassent bloc dans la Fédération Nationale des Auberges de Jeunesse.

ENFANCE ET POLITIQUE

LORS de la publication, il y a quelques semaines, de notre enquête sur le Mouvement de l'Enfance Ouvrière, nous avons évité d'évoquer le différend grave qui existe entre le M.E.O. et le Parti Socialiste S.F.I.O., ceci afin de ne pas placer certains responsables du M.E.O. avec lesquels nous sympatisons particulièrement, en position difficile au sein de leur organisation.

Pourtant, nous ne pouvons plus faire le silence. Nos camarades même ne le comprendraient pas. Nous devons, pour bien saisir la situation présente, faire un rapide retour en arrière.

Le Mouvement des Faucons Rouges a trouvé sa source dans les milieux socialistes autrichiens. En France, c'est sous l'impulsion du Parti et des Jeunesses Socialistes que se constituèrent les premiers groupes. Jusqu'à la guerre, le P.S. conserva un contrôle total sur les Faucons Rouges qui étaient considérés comme les enfants du Parti.

Si, actuellement encore, cette position des Faucons Rouges vis-à-vis du P.S. ne s'est pas modifiée à l'étranger, le mouvement connut en France une évolution profonde depuis la Libération.

Ce sont d'anciens Faucons, des militants des J.S. et de divers groupes ou fractions politiques qui relancèrent à la fin de la guerre le Mouvement de l'Enfance Ouvrière. Entre le M.E.O. renaissant et le P.S. se fit une cassure, qui s'accentua lors de la scission des Jeunesses Socialistes trotskisantes.

Les divergences étaient profondes entre ceux qui pensaient que les enfants du M.E.O. devaient être éduqués dans l'ombre du Parti et ceux qui se réclamaient d'une conception de l'éducation non partisane.

Les militants du P.S. préférèrent alors diriger leurs enfants vers les patronages laïques et même quelquefois religieux ! Le P.S. se détourna complètement du M.E.O.

Lorsque celui-ci fut privé de local pour loger son centre national, c'est le C.L.A.J.-P.A. qui lui céda un bureau, rue Jean-Dolent !

Pourtant des militants des Jeunesses restés fidèles au Parti rêvaient de voir un jour revenir le M.E.O. dans la « grande famille » socialiste. Régulièrement les assemblées nationales tout en constatant le désaccord qui régnait très souvent entre le M.E.O. et le P.S., se refusaient de couper définitivement les ponts. Les positions devaient rapidement s'envenimer, au point de nuire aux activités mêmes de l'organisation.

Cette situation est particulièrement pénible, surtout dans la région parisienne ou deux camps se sont formés et débordent maintenant du cadre des principes d'éducation. Deux camps qui sont farouchement pour ou contre le P.S.

Depuis quelques mois, en prévision de l'Assemblée générale de novembre, les militants socialistes ont repris le contact. Leur but est de s'emparer du mouvement et le ramener dans le « droit chemin » : celui de la social-démocratie.

La Fédération de la Seine du P.S., en collaboration avec un groupe du M.E.O. dirigé par des jeunes socialistes organisait une réunion d'information le dimanche 22 octobre, salle du Musée Social. Bien que n'étant pas invité par les organisateurs, nous nous y sommes rendu.

Après un très intéressant exposé de notre ami Jacques Lacapère, ex-directeur de la Bastide de Beau-Soucy et par ailleurs Président du M.E.O., la parole fut donnée à un responsable important du bureau fédéral qui fixa les devoirs du M.E.O. vis-à-vis du Parti et parallèlement les tâches du P.S. envers le M.E.O. La soirée se termina sans grand résultat par une projection de films dont le moins que l'on puisse dire de certains, c'est qu'ils étaient mal choisis.

Après cette réunion, nous voulons exposer à notre tour nos conceptions de l'éducation de l'enfance au sein du M.E.O.

La première des conditions que nous posons est une indépendance totale, absolue, vis-à-vis de quelque organisation que ce soit. Nous ne pouvons concevoir une éducation qui aurait pour but la formation de l'enfant dans le cadre du Parti, ce symbole d'une idée, qui trop souvent ne représente plus rien.

L'éducation, pour nous, doit être la recherche des conditions du libre choix. Comment, par quelles méthodes ? Cela fera l'objet de nos prochains articles.

Jean BERNARD.

Les Jeunes Faucons préparent leur randonnée

B.D.I.C

LE COMMUNISME EN CHINE

LA transformation de l'Asie orientale s'effectue, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, à un rythme accéléré. Sans trêve ni repos, l'Extrême-Orient se libère des mains du colonialisme ou de l'impérialisme occidental et de ses alliés asiatiques.

En Chine, le Kuomintang, exécutif de l'impérialisme américain, a été liquidé par les communistes chinois. La fantastique marche en avant des soviets chinois, de Moukden à Canton, en une seule année, la débâcle absolue des troupes de Tchang Kaï Chek, ont stupéfié beaucoup de monde. Néanmoins, la défaite des nationalistes est tout à fait compréhensible pour qui connaît tant soit peu l'évolution de la réalité chinoise.

Depuis 1911, la Chine a connu plusieurs révolutions et plusieurs guerres civiles. Toutes ces luttes ont eu pour cause le problème social et le problème alimentaire.

Sun Yat Sen, père de la Révolution chinoise, a indiqué les solutions de ces deux problèmes. Il avait réussi à grouper les masses laborieuses autour de ces trois mots d'ordre : libération, démocratie, socialisme. Seuls, les communistes chinois ont su suivre cette voie. C'est la cause principale du triomphe de Mao Tsé Toung.

Le problème social demande en Chine une solution rapide. Les communistes sont les seuls à en présenter une. Ce n'est peut-être pas la meilleure, mais c'en est une! Et c'est pour cela que les paysans, les ouvriers, les intellectuels, toutes les forces progressives suivent Mao.

Contre la victoire de Mao Tsé Toung qui est aussi celle du peuple chinois, Tchang Kai Chek ne peut mobiliser qu'un groupe de grands capitalistes et des armes américaines. Malgré l'aide massive des U.S.A., en rien comparable à celle de l'U.R.S.S. aux communistes chinois, le Kuomintang a tout à fait succombé sous les coups de l'armée populaire. Pourtant, à son heure, le Kuomintang avait réussi à soulever avec lui l'ensemble de la Chine. Aujourd'hui le vent a tourné. Le peuple a abandonné Tchang Kaï Chek et est venu se rassembler sous la bannière de Mao.

Et en Europe même, toute l'opinion de gauche est convaincue qu'aider à la défense de Formose, c'est soutenir les forces réactionnaires du passé contre les forces neuves de l'avenir. L'attitude des gouvernements occidentaux a une plus grave conséquence; elle approfondit le fossé qui sépare la Chine de l'Occident et des conditions socialistes occidentales (pas dans le sens de Truman et Cie). Il n'existe qu'une seule méthode pour combattre le communisme : lui opposer quelque chose de meilleur. Et cela, ce n'est pas à Formose que cette découverte se fera.

L'Occident a une obsession : l'anticommunisme. La Chine aux mains des communistes, c'est pour lui un nouveau satellite du Kremlin. Pourtant les Soviets chinois ont toujours été indépendants. Le communisme de Mao Tsé Toung n'a jamais signifié une soumission aux dogmes du Komintern ou du Kominform; Mao Tsé Toung est marxiste parce qu'il considère le marxisme comme la meilleure méthode pour mener à bien la révolution chinoise. Ce qui intéresse Mao en premier chef, ce n'est pas la révolution mondiale, mais la révolution chinoise. Les communistes chinois ont été une variété de « titistes » avant la lettre. Le parti communiste chinois n'est pas comme les partis communistes occidentaux une résultante de la révolution russe, c'est une résultante de la révolution chinoise.

Il est exact que le Kremlin cherche à domestiquer le parti communiste chinois. Lu Li San, qui possède une grande influence dans le mouvement syndical chinois, est une créature de Staline. Mao Tsé Toung le désapprouva à plusieurs reprises. En 1936, ce dernier publia une brochure : « Problèmes stratégiques de la guerre révolutionnaire en Chine », où il dénonçait le « Li Li Sannisme » avec vigueur. En effet, Li Li San s'était montré partisan en 1927, après la chute du gouvernement d'Hankéou, de l'insurrection prolétarienne à l'instar des révolutionnaires d'Octobre. Il la déclencha d'ailleurs : ce fut un échec. Mao, au contraire, organisa d'abord dans les provinces du midi, puis dans le nord-est, des « rayons » appuyés solidement sur les paysans. Alors seulement, après avoir organisé solidement ses arrières, il déclencha l'offensive qui lui donna la victoire.

Pour le communiste chinois, le père de la Révolution n'est pas Lénine, mais Sun Yat Sen, le fondateur, non communiste, de la République chinoise. Les premières bases doctrinales du communisme chinois ne sont pas contenues dans Marx, mais dans les textes de Ming Tsé et dans le « Livre des Transformations » de Kung Fa Tsz. Là encore le communisme chinois diffère du communisme occidental.

Sur un plan pratique, le communisme chinois applique le principe du partage de la terre par les paysans eux-mêmes et repousse toute idée de collectivisation.

De plus, la Chine n'a aucun intérêt à s'abriter derrière un « rideau de fer ». La Chine a besoin de l'Occident. A lui de saisir cette chance.

Mais si l'Occident veut aider la Chine, ce ne doit pas être avec l'arrière-pensée d'en faire une « hyper-colonie », comme l'a dit Sun Yat Sen. Ni non plus en envoyant des avions des bombes et de l'argent aux forces réactionnaires de Formose. C'est faire le jeu de Li Li San et de Moscou.

Si nous voulons arriver à une entente, elle ne peut se faire que sous le signe de la liberté et de l'égalité.

Alors la Chine verra que l'Occident n'est pas seulement la patrie du colonialisme ou d'une révolution monopolisée, mais aussi et surtout la terre de la Commune de Paris, celle de la Révolution espagnole, la patrie des Proudhon, des Bakounine, des Pelloutier et des Sorel. La Chine comprendra qu'à côté du bolchevisme, est né l'idéal d'un socialisme vrai.

R. de JONGHE.

LE COMBAT SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA Confédération Nationale du Travail

Section Française de l'Association Internationale des Travailleurs

RÉDACTION-ADMINISTRATION : 39, rue de la Tour-d'Auvergne - PARIS (9e)

Paraît tous les Vendredis.

LA COPIE DOIT ARRIVER LE SAMEDI AU PLUS TARD

Abonnements : 1 an (48 numéros) 420 fr.
Six mois : 215 frs - Trois mois : 110 frs
Changements d'Adresse : 20 francs
C. C. P. : Y. RICHAUD PARIS 7497-93
20, RUE SAINTE-MARTHE, PARIS-Xe

RAIL... RIS...

LA PAILLE ET LA POUTRE

L'adjudant de semaine du 1er Arrondissement de l'Exploitation de la région Nord, doit avoir actuellement le foie qui le taquine sérieusement. Par répercussion ce digne fonctionnaire n'est pas à prendre avec des pincettes.

Petite cause, grands effets.

Les blâmes avec inscription au dossier et retenues de jours de primes de productivité, pleuvent dru sur le dos des lampistes.

M. Buron, ingénieur magnanime, chef de notre mercenaire, pratique toujours avec autant de ferveur l'amour des humbles et, en bon philanthrope qu'il est, entérine ces sanctions d'une plume rageuse.

La critique est aisée.

C'est pourquoi nous donnerions gros pour voir par exemple, en une période où leur appareil digestif les laisse en paix, une équipe vedette, composée de Buron, Sénémaud et consorts attelée aux machines à billets et tenir tête à la meute déchaînée des « civilisés » qui déferle de l'autre côté des guichets.

Le nombre imposant d'âneries commises et les monumentaux écarts de caisse qu'ils feraient apparaître en fin de service leur démontrerait — si l'on peut s'exprimer ainsi — que l'art est difficile... et les inciterait, sans doute, à plus de mansuétude envers les exécutants qu'ils ignorent.

Car ces messieurs, qui bombent le torse en toute circonstance, ne sont pas tellement forts.

Ils en commettent, eux aussi, des actions répréhensibles. Témoin ce qui suit :

Nous avons toujours combattu les primes et encore plus les retenues sur celles-ci. Il y a environ dix-huit mois, M. Sénémaud voulut bien s'abaisser à écouter un de nos représentants lui présenter son point de vue à ce sujet.

L'entretien dura environ une heure et pendant ce court laps de temps notre camarade eut l'occasion de relever deux fautes à l'actif de ce distingué ingénieur, ce qui n'est pas si mal.

L'un de ses secrétaires vint, en effet, lui faire remarquer qu'il avait totalement oublié dans la journée un rendez-vous important qui ne souffrait aucun retard.

Il éprouva ensuite le besoin de téléphoner à « Chérie », à Saint-Germain, pour lui annoncer qu'il était retenu et prendrait 7 heures 20 au lieu de 7 heures ; communication, de 22 francs à l'époque, aux frais de la S.N.C.F., bien entendu.

Combien de jours de primes « d'inactivité » a-t-on retenu à M. Sénémaud pour ces manquements autrement graves que l'oubli d'une distance sur un billet ?

LE TORDU.

Note de la Rédaction

En raison du fait que la copie nous arrive de plus en plus abondante, nous prions nos collaborateurs de bien vouloir s'efforcer de traiter leurs sujets de la manière la plus succincte possible. Cela nous permettra de passer de nombreux articles restés sur le marbre depuis plusieurs semaines. — J. T.

ECHOS DE LA XVIIe U. R.

UN APPEL A L'UNION ?

Un fait nouveau dans la région lyonnaise, remarqué par de nombreux militants : les tracts de la C.G.T. font appel à présent aussi aux adhérents de la C.N.T. Jusqu'alors, ne préoccupaient les inspirateurs de ces tracts que les mécontents de F.O., ceux de la C.F.T.C. et les inorganisés Ils ignoraient — sur le papier au moins — notre centrale.

Subitement, ils la découvrent et poliment — toujours sur le papier — invitent ceux qui en font partie à réfléchir sur les solutions qu'ils proposent. C'est ainsi que sur un tract distribué chez Curty, chez Richard et chez Weitz, nous étions conviés avec ceux de F.O. et de la C.F.T.C. (plus question de mécontents) à une demi-journée d'études, le samedi 21 octobre, afin de poser les bases possibles d'un regroupement syndical.

Quelques-uns de nos camarades dont l'intention était de démontrer que nous ne sommes pas aussi sectaires que l'affirment certains, mais seulement des syndicalistes dont la conviction est que les faits économiques militent en faveur du programme de la C.N.T., acceptèrent l'invitation à titre personnel. Ils ne se faisaient guère illusion quant à l'atmosphère « démocratique » qui présiderait à cette manifestation, sachant depuis fort longtemps que les fonctionnaires syndicaux n'affectionnent pas particulièrement la libre discussion.

Le résultat fut ce qu'ils avaient prévu. Première mystification : ce n'était pas une demi-journée d'études, mais une réunion des délégués cégétistes réunis là... pour se faire semoncer de belle façon. Si l'espoir qu'avaient nos camarades en une confrontation objective de thèses dans des débats impartiaux fut déçu, ils eurent la satisfaction que chez les « champions » de la défense ouvrière, tout n'allait pas seul. Nous nous en doutions un peu. Ils constatèrent également que F.O. et C.F.T.C. n'avaient pas daigné déléguer de représentants à cette manifestation. C'est compréhensible, dans ces centrales dites du syndicalisme libre, on n'admet qu'une seule liberté : celle de l'infaillibilité de leurs recettes. Pour eux, le syndicalisme est une église dont le prophète est Jouhaux ou Tessier suivant le cas.

A un moment, nos camarades eurent l'impression que l'occasion leur serait fournie d'exposer le point de vue de notre C.N.T. Ce fut lorsque les promoteurs de la demi-journée d'études (sic) proposèrent (nous serions tentés d'écrire « imposèrent ») aux présents de voter une motion de sympathie au camarade (sic) Croizat, malade. Ils adoptèrent une attitude neutre, logique d'ailleurs; ils pensaient avoir attiré l'attention et, en conséquence, s'attendaient à être invités d'expliquer leur geste. Il n'en fut rien.

La conclusion naturelle qui découle de ces faits est que la C.G.T. propose « son » unité et non celle des forces saines de la classe laborieuse. Pour nous, notre choix est fait. Une seule cristallisation de ces forces est possible et souhaitable : celle qui s'opérera autour de problèmes concrets et sur des données économiques et humaines précises; celle qui s'inspirera des principes des fondateurs de la C.G.T. (vieillots, peut-être pour certains, mais toujours terriblement d'actualité) dont les principaux restent : suppression du capitalisme et du salariat, lutte contre le militarisme et l'étatisme.

FRANLUC.

En Corée
à l'ombre de l'O.N.U.

(*Suite de la première page.*)

Il y a six cellules dans ce poste, chacune d'une largeur de 1 m. 50 et d'une longueur de 5 mètres. Deux cent soixante-dix hommes et femmes et sept bébés y étaient incarcérés. Ils étaient accroupis sur le sol, incapables de bouger ou de s'étendre. La plupart d'entre eux s'y trouvaient depuis vingt jours. L'interrogatoire consistait à battre les prisonniers à coups de crosse de fusils ou de tiges de bambous et à leur introduire des échardes sous les ongles. Dans la matinée, une crosse de fusil fut brisée sur le dos d'un prisonnier, et deux femmes, dont l'une avait un bébé au sein, furent de la même manière interrogées. La mère avoua être inscrite au parti communiste un mois auparavant; les deux hommes nièrent, mais s'évanouirent sous les coups. Un policier qui parlait assez bien anglais déclara que les interrogatoires recommenceraient lorsqu'ils reprendraient connaissance. **Il n'y avait aucun témoin, les deux hommes avaient été arrêtés sur dénonciation...** Un membre d'une commission d'enquête des Nations Unies a déclaré que les représailles sont aussi nombreuses que les rapports d'atrocités communistes.

« La plupart des membres non coréens des forces des Nations Unies sont au courant de cet état de choses, mais, ou bien ils se sentent impuissants à intervenir, ou bien ils jugent qu'attirer l'attention sur ces représailles fournirait un excellent matériel à la propagande communiste. D'autres estiment... qu'en tant qu'étrangers, ils ne doivent pas intervenir dans les affaires intérieures des Nations Unies. »

Comme l'on songe à cette phrase que Bernanos met dans la bouche d'un prélat italien au sujet des massacres franquiste : « Nous savons que Moussu Franco tue beaucoup de monde, **mais il ne faut pas le dire !** » en voyant l'attitude des chevaliers de la justice de notre époque.

Et puisque M. David Rousset a mis sur pied une commission internationale d'enquête sur les camps de concentration, nous livrons le texte du « Times » à sa méditation, en l'invitant à aller faire un voyage au nord du 38e parallèle, sans d'ailleurs négliger le sud. A son retour, nous nous permettons de lui signaler, qu'au delà des Pyrénées, des hommes meurent chaque jour pour avoir dit « non » à un autre assassin !

A bas la hiérarchie des salaires !

(*Suite de la 1re page*)

La France est, paraît-il, un pays où l'éventail des salaires s'est progressivement refermé. Mais il atteint actuellement un rapport de 1 à 27. Et je ne parle pas des professions financières où le même individu, cumulant plusieurs postes d'administrateur de sociétés, et touchant déjà un confortable salaire de l'établissement qui l'emploie, arrive à toucher un salaire trente fois supérieur à celui du débutant dans la profession bancaire. La proportion est évidemment moins forte dans la métallurgie ou les produits chimiques. Cependant, les rapports 1 à 15 ne sont pas rares. Dans d'autres pays, l'éventail des salaires tend à disparaître, et personne ne s'en est plaint : en Suède, il est de 1 à 3,7; en Yougoslavie, de 1 à 7 (d'après les chiffres officiels).

La force d'une nation est liée à la situation qu'elle fait à ses élites. Nous connaissons, dans une banque, un cadre, actuellement sous-directeur d'une importante agence. Après vingt-cinq ans de service, ce cadre possède deux villas et deux voitures, une troisième est d'ailleurs mise à sa disposition par la banque. Ses dernières gratifications annuelles ont dépassé quatre fois le salaire moyen d'un employé. Nous ne savons si ce sous-directeur fait partie des « élites », mais reconnaissons que sa situation est bonne.

Les avantages dont bénéficient les salariés sont imputés sur les avantages attribués aux plus favorisés. Soit ! Mais écoutez cette histoire. Une prime de vacances de 8.560 francs a été attribuée au personnel d'une corporation; la prime de vacances représentait un cinquième du salaire avec minimum de 8.560 francs, c'est-à-dire que tous ceux dont le salaire mensuel dépassait 25.680 francs ont touché une prime beaucoup plus forte. Savez-vous quel est l'argument invoqué par le représentant des cadres pour défendre la hiérarchisation de cette prime, à laquelle s'opposaient les délégués des syndicats employés ? « Si vous (les délégués employés), vous pouvez voyager en troisième, nous (les cadres) nous devons voyager en seconde ou en première : il faut donc hiérarchiser la prime, puisque le prix du kilomètre fer n'est pas le même pour les deux catégories de personnel ! » Est-il besoin de commenter cette défense de la hiérarchie ?

Si l'écrasement de la hiérarchie s'accentuait, il risquerait de briser, à l'instant où un nouvel effort est demandé au peuple de France, ce dynamisme sans lequel il ne peut y avoir pour un pays qu'amères désillusions. Est-ce que par hasard le dynamisme des « élites », leur dévouement à leur patrie, seraient fonction de leur rémunération mensuelle ? Leur patriotisme serait donc une affaire de billets bleus ? Et pourtant, le nouveau casse-pipe auquel on essaie de nous préparer, à qui servira-t-il ? N'est-ce pas les élites qui, une fois de plus, verraient leurs privilèges renforcés ? C'est pourquoi nous vous disons, monsieur Jean-Raymond Guyon, député de la Gironde : « A bas la hiérarchie ! », car elle ne peut que renforcer le régime économique et social que nous combattons.

Et pour conclure M. Jean-Raymond Guyon manifeste sa crainte, sa « grande peur » pourrions-nous dire : ne va-t-on pas appliquer le principe « à chacun selon ses besoins » ? Mais ce serait la fin de tout ! Et nous qui, naïvement, pouvions croire que le but du socialisme était justement l'instauration de ce principe ! Non, vraiment, nous étions trop bêtes de penser qu'un député socialiste pouvait avoir un but socialiste !

Mais rassurez-vous, monsieur Jean-Raymond Guyon, le principe « à chacun selon ses besoins » est loin d'être appliqué. Chaque jour qui passe semble nous en éloigner. Quoi que vous puissiez dire ou écrire, jamais la hiérarchie ne s'est si bien portée. Et, à ma connaissance, je n'ai pas entendu parler de cadres morts de faim ou se suicidant faute de ressources. Alors que des prolétaires, monsieur Jean-Raymond Guyon, en sont arrivés à cette triste extrémité ! Mais de cela, vous n'avez cure, car vous n'avez rien de commun avec le socialisme dont vous vous réclamez, si ce n'est le « socialisme des flics ». Les cadres n'ont pas besoin d'être défendus. Leurs maîtres (et les vôtres) ont besoin de serviteurs fidèles, de briseurs de grève. Ils ont besoin de valets, d'armée et de police pour maintenir leur puissance. Dans la distribution des pitances, ils ne les oublieront pas, eux, les chiens de garde. Dormez en paix, votre pain et celui de vos amis est assuré... tant que durera le règne de vos maîtres.

Mais c'est parce que nous voulons pour chaque travailleur un salaire en fonction de ses besoins que nous confondons l'arbre et les tuteurs, le mur croulant et les piliers de soutien, les maîtres et les valets. Nous luttons contre la hiérarchie, car nous luttons contre le capitalisme : ce n'est pas nous qui avons lié d'une façon indissoluble les deux choses. Combattre la hiérarchie, c'est démanteler la forteresse patronale. Et c'est pourquoi nous inscrivons, en conclusion, notre mot d'ordre : *A bas la hiérarchie !*

PROPOS D'AVANT CONGRÈS

Encore la Fédération des A. J.

Sans vouloir transformer notre *Combat Syndicaliste* en tribune ajiste, nous croyons devoir préciser notre position devant le problème de l'étatisation des Auberges : la C.N.T. fait partie du C.L.A.J.-P.A., et il est indispensable que des militants peu informés, parce qu'absorbés par d'autres tâches se prononcent avec au moins un minimum de connaissances sur ce sujet.

Les articles parus dans les numéros 42 et 43 font penser que l'ajisme est partagé en deux grands courants : l'un représenté par l'U.F.A.J. technocratique, l'autre gestionnaire, le C.L.A.J.-P.A., émanation du M.L.A.J.

Or, dans le C.L.A.J.-P.A., la plupart des responsables nationaux, les représentants des organisations participantes (sauf la C.N.T.) jusqu'à ces derniers temps) et une partie des usagers, sont favorables à une Fédération Nationale des Auberges de Jeunesse dont l'initiative revient au secrétaire d'Etat à la Jeunesse, M. Morice; une partie légèrement plus importante d'usagers (si l'on en juge seulement par les congrès) est pour le maintien du C.L.A.J.-P.A. ou pour le retour à la formule spécifiquement ajiste que représentait le M.L.A.J.

⁂

Quelques mois après la fondation du C.L.A.J.-P.A. (novembre 48) des pourparlers commençaient avec le Ministère de la Jeunesse et les Associations d'Auberges existantes (M.L.A.J., U.F.A.J., O.C.C.A.J. L.F.A.J.) pour mettre en place une Fédération afin d'attribuer les subventions à cet organisme unique et d'organiser le réseau d'auberges.

Après bien des réunions, les statuts furent transformés sans changer pour autant le fond du problème, mais les organisations d'obédience stalinienne et cléricale en profitèrent pour rompre les pourparlers, formant de leur côté une Fédération Française des Auberges de la Jeunesse. Le C.L.A.J.-P.A. resta seul, et au Congrès extraordinaire de mars 1950, une faible majorité décida d'entrer à la F.N.A.J.

A l'origine des discussions, la base du mouvement ne fut pas mise au courant comme elle l'avait été dès le projet d'une première fondation bureaucratique des Auberges, en 1947. Ainsi, une riposte immédiate et une position franche qui auraient fait avorter les projets ministériels, étaient impossibles. Parallèlement, la non-reconnaissance du C.L.A.J.-P.A. par le ministère ne fut pas l'objet d'une mise en alerte des groupes. A son début, le renforcement de l'ajisme par les organisations extérieures était torpillé. Avant de nous faire accepter la situation présente, il est bon de savoir comment elle a été amorcée.

En outre, pour faire pression sur les discussions, le ministère a différé de plusieurs mois la subvention dévolue au M.L.A.J. au titre de 1949. Est-il absurde de penser qu'une telle méthode puisse se renouveler ?

⁂

Voyons maintenant aujourd'hui ce qu'il reste des causes de cette Fédération.

L'unité ? Même les partisans de la Fédération n'en parlent plus, ou tentent en se déjugeant de nous expliquer qu'ils n'y ont jamais cru; et nous sommes, là-dessus, d'accord avec eux.

La seule position réaliste est donc de raisonner l'ajisme à partir d'une pluralité des mouvements comportant un comité de coordination au sommet pour l'implantation du réseau et la réciprocité des cartes à la base pour que nous puissions faire connaître ailleurs que dans notre organisation nos principes et nos méthodes. Si la Fédération était acceptée au prochain congrès ajiste, la carte F.N.A.J. serait exigée pour la fréquentation des A.J. et relais du C.L.A.J.-P.A. (!), l'U.F.A.J. conservant ses installations; comment alors contacter les jeunes appartenant à l'U.F.A.J.

L'abondance des matières nous oblige à reporter à la semaine prochaine, l'étude de Vezon sur la Yougoslavie.

L'argent ? Comme les services ministériels ne peuvent ignorer les différents courants ajistes, le décret du 19-6-49 attribuant les subventions à un seul organisme, n'a pas été appliqué *et l'U.F.A.J.* a déjà *touché 5 millions d'acompte pour* 1950. D'ailleurs, le gouvernement songe plus aux casernes qu'aux auberges et les crédits (25 millions, *C.S.* n° 44) sont appelés à s'amenuiser. D'autre part, la F.N.A.J. n'aura pas plus d'efficacité que le C.L.A.J.-P.A. pour défendre nos installations : le Centre éducatif de Romagne dans l'A.J. duquel eut lieu le Rassemblement national, vient de fermer ses portes et il n'en reste plus qu'un souvenir dans le guide ajiste 1950. Pourtant cette A.J. était F.N.A.J. !

La F.N.A.J. ne résoud donc aucun des problèmes posés à l'ajisme actuellement. La situation reste la même qu'avant l'ouverture des pourparlers. Les partisans de la F.N.A.J. disent qu'il y a peu de différence entre les statuts de cette association et ceux du C.L.A.J.-P.A. Pourquoi ne pas alors travailler ensemble à le défendre. En réalité, cette Fédération n'existe que par la volonté d'un ministre; elle comporte des Conseil d'administration à l'échelon national et à l'échelon départemental, mais elle n'a pas d'adhérents, pas d'activités seulement sept ou huit installations dont une est déjà fermée. Elle ne fonctionnera que si les ajistes n'ont pas le courage de défendre leur mouvement.

Est-ce que les camarades du C.L.A.J.-P.A. accepteront cette étape vers l'étatisation ?

Est-ce que les militants de la C.N.T. prendront position entre les propositions de l'Etat et la volonté des usagers ?

ROUSSELET.

N.D.L.R. — Nous avons inséré cet article parce qu'il nous est apparu que les adhérents de la C.N.T. devaient avoir les deux thèses sous les yeux. Nous tenons cependant à regretter le ton employé par la tendance représentée par Rousselet. Nous pensons que les mêmes choses pouvaient être dites aussi bien, sans tenter d'installer dans l'esprit des lecteurs que les partisans de l'autre tendance — eux aussi membres de la C.N.T. — ont réussi à obtenir une majorité chez les ajistes à la suite de manœuvres.

Si ce ton devait continuer, nous nous verrions dans l'obligation de retirer du journal une question cependant placée actuellement au premier rang de nos inquiétudes.

Enfin, il n'est pas inutile de dire que jusqu'ici aucune assemblée régulière de l'organisation n'a pris position sur cette question et que toute affirmation contraire est sans valeur. La C.A. actuelle a sagement pris la position d'attendre une décision du Congrès. — J.T.

B.D.I.C 3428

LE COMBAT SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

24e année - Nlle série, No 46 — 10 FRANCS — VENDREDI 10 NOVEMBRE 1950

Un nouvel évangéliste: GEORGES VILLIERS

Président du Conseil National du Patronat Français

Notre collection de textes sacrés vient de s'enrichir d'un nouvel opuscule. Après les Evangiles de Luc, de Mathieu, de Jean, de Marc, puis celui de Raymond Asso (dont notre vénéré critique littéraire vous entretiendra quelque jour), l'apôtre Georges Villiers vient de nous gratifier d'un nouveau texte édité par le « Bulletin du C.N.P.F. ».

Notons que son texte commence plutôt par les « Lamentations de Jérémie » : « Depuis des années certains polémistes mènent une campagne systématique contre le patronat français. Ils l'accusent d'être le grand responsable de la misère ouvrière en ne laissant aux travailleurs que des salaires de famine et en gardant pour lui des bénéfices scandaleux. »

Après ce plaidoyer, l'apôtre Georges Villiers se défend d'injustes accusations. Il livre son premier combat pour la justice. Du haut d'une nouvelle synagogue, il nous dit : « Il est faux que les bénéfices patronaux aient atteint 4.400 milliards. D'où provient ce chiffre ahurissant ? D'une confusion grossière. On a considéré comme bénéfices « patronaux » tous les revenus français autres que ceux des salariés : on a ainsi mêlés aux bénéfices industriels et commerciaux les bénéfices agricoles, les revenus fonciers et immobiliers, les revenus des professions libérales, des artisans, des charges et offices, etc. ».

Car évidemment, il faut séparer le bon grain de l'ivraie. Le bon grain, c'est comme il se doit, les gros industriels, les grands banquiers, les directeurs des grands magasins, etc.

L'ivraie, c'est le petit industriel, le propriétaire terrien, l'exploitant agricole, le propriétaire foncier, etc. Il ne faut pas confondre... Peu importe si les jeunes loups font comme les vieux. S'ils exploitent consciencieusement le troupeau. Non, eux, ce n'est qu'un menu fretin. Arrière, pharisiens !

Le patronat français est pauvre. Il ne peut faire la multiplication des millions, pardon des pains. Ainsi tenez : M. Boussac, des écuries, des maisons de couture et des grands magasins n'aurait pu que prêter 500 millions, une paille... ou une poutre ?

Après le combat, la retraite sur la montagne et la prière au père... qui êtes à Wall-Street : « Nous avons reçu parfois des espérances par des déclarations où d'aucun croient voir un manque d'humanité alors qu'il s'agit d'un rappel de la dure loi des réalités de l'économie... (car)... il arrive que des hommes de bonne foi se méprennent sur les positions prises par le patronat français... (et nous devons toujours)... tenir compte des possibilités économiques et... maintenir l'équilibre entre les générosités que le cœur doit inspirer et les limitations qui inspire la raison. »

C'est comme on vous le dit.

Jacques BRENNERT.

(Suite en page 4.)

PEUPLE, N'AURAIS-TU PLUS DE BON SENS ?

Jadis, le peuple français passait pour le plus spirituel de la terre ; il s'avère de jour en jour que le bon sens légendaire dont on nous parle est noyé dans le confusionnisme actuel. Dans le domaine syndical il n'est pas difficile de constater la même absence de logique populaire. Les exemples ne manquent pas pour illustrer notre pensée et beaucoup — au cours de conversations particulières — en font la pénible expérience. Au hasard, prenons-en quelques-uns.

Tout d'abord il n'est pas inutile de revenir sur un problème de jour en jour capital : le rôle néfaste pour la classe ouvrière de la pratique des heures supplémentaires ; le jugement est tellement faussé au sujet de cette question qu'il importe de se répéter. Au lendemain de la Libération, les syndicalistes révolutionnaires soulignèrent le danger d'attenter à la loi de 40 heures ; dans l'allégresse unanime personne n'y prit garde. Et les principaux intéressés acceptèrent d'un cœur léger, les « Retroussons nos manches » et le « revendiquer ensuite », croyant sincèrement à la bonne foi des « bonzes » syndicaux. Ces derniers essaient bien à présent de renverser la vapeur, de protester contre les atteintes à la loi sur la durée hebdomadaire du travail ; hélas ! le mal est fait et nous avons toutes raisons d'être pessimistes.

Cependant, avec un peu de bon sens, il aurait fallu réfléchir dès 1945 qu'il était possible et absolument indispensable de maintenir les 40 heures. Il aurait fallu avoir un peu de mémoire, le souvenir de la polémique qui opposa — sous l'occupation — un économiste français à un économiste allemand. Ce dernier prétendait que les hostilités terminées, l'importance des travaux serait telle qu'il faudrait augmenter considérablement la durée du travail ; à quoi notre économiste répondait qu'au contraire, en raison du développement de la technique moderne, il était fort possible, que dès la paix rétablie on soit appelé à réduire la semaine de 40 heures. L'idée était audacieuse, mais les faits — avec le recul du temps — nous démontrent qu'elle était raisonnée et que demain, si nous ne voulons pas à nouveau tomber dans le chaos, elle sera à réaliser sans tarder.

Le chômage menace. On peut tourner la question de n'importe quelle façon. Logiquement on aboutit à cette solution : réduction de la durée du travail. Nos aînés se sont battus en 1936 pour la semaine de 40 heures. Dans l'intérêt du prolétariat, nous devons lutter pour la semaine de 30 heures.

Par enchaînement — les chômeurs risquant de devenir les soldats de la guerre de demain — nous constatons une absence totale de bon sens sur un autre problème important : la Paix. Chaque centrale, chaque groupement a sa conception particulière, alors qu'il ne saurait y avoir plusieurs façons de la concevoir et pour la consolider d'une façon durable il ne peut y avoir qu'une solution ralliant la majorité de ceux qui vraiment la souhaitent. Il nous revient à l'esprit une image qui figurait en tête de nombreux tracts

FRANLUC.

(Suite en page 4.)

NOTRE CONGRÈS

Voici une heure grave pour nos syndicats. Réunis en Congrès national alors que partout règne la confusion, il leur va falloir tirer les leçons de l'année écoulée depuis le congrès extraordinaire.

Les occasions de se réjouir ne sont pas nombreuses ; celles qui sont à déplorer se présentent à foison.

La situation internationale est tendue au paroxysme, la guerre n'est plus seulement menaçante, deux des plus grands peuples par le nombre sont aux prises, armes en mains, et cela fait présager que la planète sera bientôt en feu.

Cette situation répercute sur tous les autres problèmes, que ce soit à l'échelle mondiale, ou des seuls points de vue nationaux.

A aucun moment cette conjoncture ne peut être perdue de vue. Tout ce qui peut être dit, tout ce qui peut se faire ne peut plus s'inscrire que dans son orbite.

Réduire le problème à une situation qui serait particulière à notre pays, serait fuir ses propres responsabilités militantes.

C'est pourquoi nous pensons qu'à Bordeaux nos militants sauront s'inspirer de l'intérêt supérieur qu'exige l'avenir du prolétariat mondial et que cette pensée dominera l'esprit de nos militants.

L'heure n'est pas à l'abandon. Elle est au contraire plus que jamais à l'affirmation du rôle historique du prolétariat par l'intermédiaire de ses organisations de classe.

Il faut que là où cela se peut — et cela se peut ici, en France — que les travailleurs révolutionnaires intensifient par tous les moyens en leur pouvoir la diffusion des idées révolutionnaires et fédéralistes du syndicalisme indépendant.

Il faut trouver les moyens de toucher le prolétariat de ce pays, de lui faire comprendre que toutes les organisations syndicales ne sont pas ou vendues ou obédientes, qu'il existe encore des formations où l'honnêteté est la qualité qui prime sur les politiques.

Nous sommes placé pour dire qu'à l'heure actuelle, bien de ceux qui, jusqu'ici avaient été amenés à se détourner de nous pour des raisons que nous n'avons pas à exprimer, qui sont allés ailleurs vivre certaines expériences, se reprennent à penser que peut-être ils n'auraient pas dû nous ignorer, qu'ils auraient dû vouloir nous mieux connaître et nous mieux comprendre.

Bien des aspects qui leur apparaissaient négatifs il y a quelque temps encore ont maintenant pris un autre visage, les amères déceptions qu'ils ont subies les en ont convaincus.

Il faut donc que l'effort de clarification poursuivi depuis quelques mois soit continué, que ces hommes qui sont encore dans l'incertitude acquièrent la conviction que leur place d'honnêtes militants est avec nous, chez nous, au milieu de militants honnêtes, capables de faire l'effort nécessaire de compréhension mutuelle qui s'impose.

Nul, a priorisme, ne doit éloigner de la C.N.T. un travailleur honnête qui veut la fin de l'exploitation étatique et capitaliste et l'instauration d'une société basée sur la justice, justice qui est le postulat supérieur du syndicalisme, postulat qu'il porte en lui naturellement puisqu'il est, de son nom même, l'expression de cette justice.

Nous avons confiance, nous savons que nos camarades ont fortement pensé ces problèmes, nous savons qu'ils savent que toute la misère de la classe ouvrière de ce pays vient du fait que celle-ci n'a pas encore d'organisation d'action directe suffisamment charpentée et que tout l'effort à faire consiste en cela, l'étoffer.

Nous savons qu'ils n'ignorent pas le rôle éminent que joue le syndicalisme de ce pays sur le plan intellectuel mondial et que c'est, imprégnés de cette conscience, qu'ils viendront à Bordeaux pour y bien travailler au devenir du prolétariat du monde entier.

C'est notre simple souhait.

Jean THERSANT.

SOUSCRIVEZ POUR LE C. S.

Pour que vive notre **C.S.**, il faut que partout circulent nos listes de souscriptions. C'est un effort nécessaire afin que s'affirme le syndicalisme révolutionnaire.

SOMMES REÇUES AU 1er NOVEMBRE 1950

DENEGRY (La Ciotat), 1.000; MEYER Paul, 5; LESIMPLE Marcel (Châtillon), 80; CHARTIER (Saint - Denis), 100; MANCEL (Lyon), 90; DURAND (Compiègne), 200; DELOFFRE (Fouquières-lès-Lens), 95; LAVIGNE (Rail de La Chapelle), 100; THOMAS (Tassin, La Demi-Lune), 35; PRIVEY (Persan), 10; CAPELLE Alexandre (Paris), 35; BLANCHE (Versailles), 10; ROUGIER (Saint-Ouen), 80; FOSSATI (Paris), 500; FOURNIER (Clamart), 50; MIRANDE et sa compagne (La Martinique), 1.000; DORLIN (Gentilly), 180; LEGER (Puteaux), 80; MEILLER (Saint-Etienne), 100; U.L. de Poitiers, 500; CORNIL (Paris), 85; BONUCCI (Pont-Ste-Maxence), 80; U.L. de Saint-Etienne, 1.000; S.U.B. de Lyon, 300; EYDIEUX (Lyon), liste n° 163 : 550; MARTINEZ (Alès), 100; Rail de Villeneuve-Saint-Georges, 30; Fédération locale de Mainville, liste n° 1323 : 390; Transports Paris, liste 515 : 440; PRIVEY (Rail Persan-Beaumont), 200; Fédération locale M. L.E. de Combs-la-Ville, liste n° 1242 : 620; Transports Paris, liste n° 517 : 320; Groupe Anarchiste des 3e et 10e Paris : 500; Fédération locale M.L.E. de Grenoble, liste n° 859 : 252; U.L. de Saint-Nazaire, liste n° 518 : 140; Yvette (Paris), liste n° 519 : 70; Métaux de Paris, liste n° 573 : 350; Permanence Paris, liste n° 514 : 505.

Total de la présente liste : 10.392 francs.

Sans plus attendre, camarades, détenteurs de listes de souscriptions en faveur du « Combat syndicaliste », faites parvenir listes et montant à René DOUSSOT, 9, avenue de la Porte-Clignancourt, Paris, 18e, C.C.P. n° 5046-35 Paris.

SUR L'ACCORD DANS LA METALLURGIE DE LA REGION PARISIENNE

Le 31 octobre 1950, les syndicats de la Métallurgie C.F.T.C., F.O. et C.G.C. signaient avec le Groupe des Industries Métallurgiques, Mécaniques et connexes de la région parisienne deux accords de salaires, l'un visant le personnel payé à l'heure, l'autre le personnel « mensuel ».

Applicables à partir du 1er octobre 1950, ces accords fixent le nouveau salaire minimum horaire à 81 francs et à 14.324 fr. pour les mensuels. Les primes de transport, d'ancienneté, de panier, etc., ne sont pas comprises dans ces minima.

La légère augmentation consentie par le patronat n'a été accordée qu'au prix de la rupture de l'unité ouvrière. En effet, les syndicats ouvriers C.F.T.C., F.O., C.G.T., Autonomes s'étaient mis d'accord sur un salaire horaire minimum. Et l'on pouvait légitimement espérer que devant un bloc uni, le patronat reculerait. Malheureusement, certains dirigeants de F.O. et de la C.F.T.C., soucieux d'abord de servir leur intérêt propre avant celui des travailleurs firent le maximum de concessions, pour arracher un résultat, si maigre fut-il, afin de le présenter comme leur victoire. C'est aux dirigeants C.F.T.C. qu'échut le triste honneur de présenter la position de repli.

Comme un écho, la délégation patronale affirma ne vouloir discuter que dans le cadre des propositions défaitistes de la C.F.T.C.

Ceci est d'autant plus pénible que la Fédération C.F.T.C. de la Métallurgie avait, depuis plusieurs années, fait un effort méritoire pour se dégager de l'emprise réformiste des dirigeants confédéraux à la remorque du M.R.P., c'est-à-dire du gouvernement. Les Tessier et Bouladoux auraient-ils promis un strapontin à ces dirigeants, où ces derniers se sont-ils laissés convaincre qu'hors de la politique traditionnelle, il n'est point de salut ?

En tout état de cause, les nouveaux minima sont ainsi fixés :

SALAIRES OUVRIERS

Dans l'ordre suivant : Catégories; Coefficients; Anciens minima; Nouveaux minima. Manœuvre : 100; 59,50; 81. — Manœuvre de force : 108; 59,50; 84. — O. S. 1 : 121; 63; 87,12. — O. S. 2 : 127; 65,25; 91,44. — P. 1 : 140; 70,20; 100,80. — P. 2 : 155; 75,90; 111,60. — P 3 : 170; 81,60; 122,40.

Cette augmentation est calculée sur les salaires réels au 23 août 1950.

Quel que soit le salaire pratiqué au 23 août 1950, l'augmentation ne peut être inférieure au minimum indiqué suivant le tableau ci-dessous.

Jean MONTCLAIR.

(Suite en page 3.)

EST-CE POUR CETTE FOIS-CI ?

La situation internationale vient de s'aggraver tout à coup avec l'intervention des troupes chinoises en Corée du Nord. Est-ce la guerre ? Qui pourrait répondre avec assurance par la négative ?

Les jours qui vont suivre seront cruciaux. Les deux impérialismes ont maintenant dépassé le stade de la mise en place de leurs dispositifs.

Il ne suffira que d'un incident pour que la guerre « officieuse » devienne officielle et et que les masses, embrigadées une fois de plus pour des intérêts qui ne sont pas les leurs, se heurtent et s'exterminent.

Avec les progrès actuels de l'art de tuer ce qu'on nomme l'ennemi, on peut prévoir une hécatombe insensée, un retour aux premiers âges.

Nous pensons qu'il n'y a rien à attendre de ceux qui détiennent actuellement notre sort entre leurs mains.

Seule la volonté de la classe ouvrière pourrait s'opposer au cataclysme qui menace s'il nous était donné de le voir enfin s'intéresser à son propre sort en supprimant les classes.

S'il nous est donné de vivre un délai, employons celui-ci de toutes nos forces à clamer partout et toujours cette vérité permanente : ou la prise de gestion de la société par la classe ouvrière décidant la révolution sociale, ou la guerre, seule solution à leurs contradictions que connaissent les capitalismes privé ou d'Etat.

CNT

DEUXIEME REGION

CONFÉRENCE

par Renée LAMBERET
de la
Fédération de l'Enseignement
sur

LE SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE EN SUEDE

L'HISTOIRE DE LA S.A.C.
(Section suédoise de l'A.I.T.)

le vendredi 24 novembre 1950 à 20 h. 30

Salle de la Chope du Combat 2, rue de Meaux, Paris (19e) (Métro : Colonel-Fabien)

Invitation cordiale à tous

Une infamie de notre "démocratique" gouvernement

Nous ne nous faisions pas d'illusions sur la durée de la décision des Nations Unies concernant l'Espagne franquiste. Nous savions bien qu'un jour viendrait où, jetant le masque hypocrite dont elles se recouvraient, elles tendraient les mains aux assassins du vaillant peuple d'Espagne.

C'est fait aujourd'hui. Les échanges de diplomates vont reprendre. Ne nous lamentons pas, cela ne servirait à rien. Dans la lutte séculaire qui dresse les vaincus contre leurs oppresseurs, les pleurs ou les plaintes sont inutiles et elles n'apporteraient rien à nos camarades espagnols, lesquels, à leur habitude, répondront à l'adversité par leur courage indomptable et leur ferme volonté de triompher de tous les obstacles.

Mais il est de notre devoir à nous de dénoncer notre gouvernement qui n'a trouvé dans cette affaire que cette solution : s'abstenir.

S'abstenir ? Alors qu'il aurait dû, s'il s'était inspiré de sa propre constitutionnalité, frapper du poing sur la table.

Mais on sait bien qu'au fond, il désirait que cette décision fut prise. Il n'y pouvait participer parce que l'affaire était trop grosse. Alors, il s'est abstenu le gouvernement Ponce Pilate qui prétend à la représentation légale du peuple français. Abstenu devant le crime qu'il savait devoir être accompli.

Alors Franco pourra maintenant assassiner sans l'opprobre de la répulsion universelle des nations dont la France s'est fait complice.

Mais il restera celui des peuples.

LONGUEVE.

A NOS LECTEURS

En raison du fait que les rédacteurs et metteurs en pages du C.S. seront au Congrès de Bordeaux et ne pourront revenir suffisamment à temps, le prochain numéro du C.S. paraîtra seulement le 24 novembre.

Nos lecteurs comprendront ce cas de force majeure.

B.D.I.C

RAIL... RIS...

L'ART D'UTILISER LES COMPÉTENCES

La réorganisation de la S.N.C.F. est à l'ordre du jour. Nos dirigeants pour démontrer qu'ils sont indispensables s'affairent, papillonnent, s'empressent à tort et à travers, comme la mouche du coche.

Leur courte vue les empêche de discerner qu'ils empoisonnent l'existence des autres. La nature les a ainsi faits; méchants, hautains, implacables pour ceux qui sont sous leurs ordres, plats comme des limandes devant leurs propres supérieurs.

Le chef du personnel de la gare de Paris-Nord est à classer parmi ces phénomènes.

Il utilise les agents au gré de sa fantaisie, comme un piètre joueur les pièces d'un échiquier. Ceci, sans raison valable, pour le plaisir sadique de brimer.

Habitez-vous Paris ? Il vous envoie dans une gare de banlieue pour y effectuer un service « extrême » qui vous empêche de rentrer chez vous. Etes-vous commis secrétariat ? Vous serez déplacé dans un service où vous ne connaissez rien et remplacé par un profane.

Le spécialiste des billets aura, par contre, s'il l'a repéré, une occasion unique d'être affecté à la salubrité. Mais si vous ignorez l'a b c du métier, si vous êtes infirme et ne pouvez, qu'au prix de gros efforts, travailler debout, vous serez contraint, par la volonté de ce Tartuffe, de piétiner huit heures par jour derrière une machine à billets.

On peut dire, sans crainte d'erreur, que l'auteur de ce beau micmac est un expert, d'un genre un peu particulier, dans l'art d'utiliser les effectifs.

Aussi, son imagination aidant, nous ne désespérons pas, si on lui laisse les coudées franches, de le voir affecter le respectable M. Buron à la vente des tickets de quai.

Qu'a à gagner la S.N.C.F. de cette impéritie ? Rien, la désorganisation de ses services ne pouvant que lui être préjudiciable. Le mécontentement des agents d'exécution grandit et leur conscience professionnelle s'amenuise chaque jour devant le spectacle lamentable qui leur est offert par de tels éléments du personnel d'encadrement.

Est chef qui veut puisque plus on rampe, plus on monte haut. Mais pour ce qui est de gérer une affaire c'est une autre histoire. Nuance, comme dirait l'autre.

Vous n'avez pas le gabarit monsieur Braquard, comme tous vos semblables d'ailleurs.

LE TORDU.

Le syndicalisme aparlementaire à l'œuvre à Nice

RÉPONSE AUX POLITICIENS

Plusieurs faits viennent d'illustrer la lutte d'influence entre politiciens et antipolitiques, qui a eu lieu sur divers théâtres d'opérations, si l'on peut dire, situés dans le département des Alpes-Maritimes. Ne voulant pas abuser de l'hospitalité des colonnes du C.S., je serais très bref : A tout *Saigneur* tout honneur. D'abord en Conseil général. Ces messieurs, présidés par le socialiste Botton, ont attribué diverses subventions aux organisations syndicales, au prorata des voix recueillies aux élections à la Sécurité Sociale. Voyez plutôt ce que cette répartition renferme de cynique et d'odieux. Aux avant-dernières élections sur le plan national, les résultats ont été : Inscrits : 7.749.858; votants : 5.790.148. C.G.T. : 3.280.183 voix (59,27 %) 1384 sièges. C.F.T.C. : 1.458.475 voix (26,3 % (613 sièges), etc...

Les élections de cette année ont donné : 5.503.431 suffrages exprimés. C.G.T. : 2.392.067 voix (44,14 %), 968 sièges. C.F.T.C. : 1.172.612 voix (21,3 %), 536 sièges, etc..., et comme moi vous constaterez que plus de deux millions d'électeurs n'ont pas voté, que comme les autres ils paient les impôts, que bien souvent ils sont organisés dans des centrales non représentatives comme la C.N.T. et comme tels ont droit au chapitre.

De la part de la C.N.T. locale, merci aux édiles — qu'on dit — de ce département. Malgré cela, nous nous portons très bien, ce n'est pas le cas des autres organisations, vous le verrez, mais enchaînons.

Le 30 septembre courant, le secrétaire de l'U.L. de Nice a introduit une demande de salle auprès du maire de Nice en vue de l'attribution d'une salle à son Syndicat groupant une centaine de salariés, possédant sa bibliothèque, enfin, déclaré depuis le 9 mai 1947.

Le Conseil municipal de Nice s'est réuni le 28 octobre et à l'heure présente aucune réponse, favorable ou non, ne nous est parvenue. Et comme l'a affirmé Copernic au Pape en parlant de la terre : « E pure se move ». La C.N.T. aussi, et pourtant elle se meut. Elle se meut tellement sur les lieux de travail qu'en diverses entreprises, les Cégétistes ne savent plus où donner de la tête.

C'est d'abord chez Giordan (Fonderie) où un délégué C.G.T. n'ayant pas été élu secrétaire du Syndicat des Métaux de l'U.L. de Nice, est parti en claquant la porte.

C'est aux Etablissements Pérona où un autre trésorier du Comité de grève — grève qui a échoué du fait que les grèves partielles sont vouées à l'échec par avance — est parti avec la caisse et une dette au patron. La confiance avait été bien placée par les Cégétistes.

Aussi devant cet état de défaitisme, avons-nous décidé de présenter aux élections chez Pettanaro, autre établissement métallurgiste, notre camarade Athos, de la C.N.T.

Allons, travailleurs, en conclusion, souvenez-vous de Guesde qui, avant de devenir lui-même politicien, écrivait :

« Le syndicalisme parlementaire est la condition *sine qua non* de la libération des travailleurs. »

Ce syndicalisme seul est pratiqué à la C.N.T.

Travailleurs qui avez le triste privilège de votre histoire, souvenez-vous que celle qui a toujours été promotrice, minoritaire, qui seule a engendré le progrès social, œuvre d'hommes obscurs, oppositionnels, votre place est chez nous. La libération totale des salariés est votre tâche. Venez, nous vous attendons.

Le Secrétaire de l'U.L. de Nice
A. PALLANCA.

Sur l'accord dans la métallurgie de la R. P.

(Suite de la 1re page.)

Il ne faut pas comprendre dans le salaire réel les primes ayant le caractère d'un remboursement de frais ou celle d'insalubrité ou de danger dans le travail.

La prime de panier est portée à 80 fr.

Augmentation horaire de :

Moins de 63 fr. : 13 fr. ou 81 garantis — Moins de 69 fr. : 12 fr. — Moins de 70 fr. : 11 fr. — De 71 à 74 fr. : 10 fr. — De 75 à 80 fr. : 9 fr. — De 81 à 85 fr. : 8 fr. 50. — De 86 à 90 fr. : 8 fr. — De 91 à 95 fr. : 7 fr. — De 96 à 99 fr. : 7 fr. 50. — 100 fr. et plus : 6 fr.

SALAIRES MENSUELS

Dans l'ordre suivant :

Catégories; Coefficients; Anciens minima; Indemnité de 10 et 7 Fr.; Total anciens minima; Nouveaux minima :

Garçon de bureau : 115; 7.578; 2.941; 10.519; 14.324. — Employé de bureau, 2e échelon : 126; 8.336; 2.941; 11.277; 15.756. — Dactylo 2e échelon : 134; 8.330; 2.941; 11.771; 16.691. — Sténo-dactylo 2e échelon : 147; 9.687; 2.941; 12.628; 18.310. — Aide-comptable : 150; 9.887; 2.941; 12.826; 18.684. — Pointeau 2e échelon : 160; 10.544; 2.941; 13.485; 19.929. — Employé Service technique : 168; 11.071; 2.941; 14.012; 20.926. — Comptable : 185; 12.191; 2.941; 15.132; 23.043. — Caissier : 200; 13.180; 2.941; 16.121; 24.912. — Chef d'équipe : 209; 13.773; 2.941; 16.714; 26.033. — Dessinateur : 221; 14.653; 2.941; 17.504; 27.527. — Chef équipe catégorie sup. : 240; 15.816; 2.941; 18.757; 29.894. — Contremaître 3e échelon : 290; 19.111; 2.941; 22.052; 36.122.

Le valeur du point hiérarchique est portée de 65,90 à 124,56.

Les indemnités horaires de 10 et 7 fr. de l'heure sont incluses dans les nouveaux minima.

La prime d'ancienneté se calcule sur la base de 124 fr. 56 le point hiérarchique.

La prime de transport s'ajoute aux minima indiqués plus haut.

Ces minima s'entendent pour une durée mensuelle de 173 *heures, soit* 40 *heures par semaine.*

Le texte de l'accord que nous ne pouvons publier intégralement faute de place, appelle néanmoins les remarques suivantes :

Les abattements de zone et les abattements d'âge sont maintenus (art. 4). *Quoique cet accord ne vise que la région parisienne, il doit servir, dans l'esprit du syndicat national, de base à l'ensemble du territoire. C'est pour cela que les abattements de zone sont reconduits sans modifications (cas des usines parisiennes ayant des succursales en province). Quant aux abattements d'âge, leur suppression n'a même pas été demandée par les organisations ouvrières signataires. Rappelons que les salaires des jeunes de moins de* 18 *ans peuvent subir des* abattements de 20 à 50 %.

« *En tout état de cause, aucune mesure de* grève ou de lock-out *ne pourrait être décidée avant l'expiration d'un délai franc de quatre jours ouvrables* (1) (art. 10).

C'est le délai jugé nécessaire par le C.N.P.F. pour mettre en place le dispositif de défense contre la classe ouvrière. Demain, les dirigeants F.O. ou C.F.T.C. iront sans doute solliciter des patrons l'autorisation de faire grève.

« *Il est précisé que le* présent accord ne pourra être dénoncé *ou revisé que* moyennant un préavis minimum de deux mois (1). *Ce préavis devra être donné, sous peine de nullité, par lettre recommandée, avec accusé de réception.* » (Art. 15.)

C'est, en définitive, deux mois de gagnés pour le patronat. Aucune revendication nouvelle ne peut être défendue avant l'expiration de l'ancien accord.

Voilà la « victoire » du réformisme ! Même Franc-Tireur, *d'habitude si prompt à étaler en première page les conquêtes de F.O. se montre réticent. S. Harmel, dans son article, laisse percer son mécontentement, écho de la colère des travailleurs, dupés, une fois de plus, par leurs dirigeants.*

Le salaire horaire de 105 fr. pour le manœuvre était vraiment un minimum. Les budgets officiels des entreprises peuvent supporter sans aucun dommage cette augmentation qui ne provoquera aucun trouble dans leur trésorerie.

Les ouvriers métallurgistes doivent réaliser l'unité d'action, mais à la base, par dessus leurs fédérations, qui, une fois de plus, viennent d'administrer la preuve qu'elles sont incapables de les défendre. Seule, cette unité d'action à la base leur donnera la victoire et le véritable « minimum vital » auquel chaque travailleur a droit.

Jean MONTCLAIR.

(1) C'est nous qui soulignons.

CAMARADE !

Combien as-tu diffusé de "COMBAT SYNDICALISTE" la semaine dernière ?

FÊTE DU "LIBERTAIRE"

Nos camarades du « Libertaire » nous prient d'annoncer qu'ils organisent une fête à la Mutualité, le 17 novembre, à 20 h. 30, avec un programme de choix dont des vedettes de la scène et de l'écran.

Cette fête est organisée au profit de leur journal.

COMMUNIQUES

TRESORIER CONFEDERAL

René Doussot, 9, avenue de la Porte-de-Clignancourt, Paris (18e). C.C.P. 5046-35.

FEDERATION DU BATIMENT

Nous rappelons aux secrétaires des organisations de l'industrie du bâtiment qu'ils doivent se mettre en rapport avec le secrétariat fédéral. Adresser la correspondance au siège : 39, rue de la Tour-d'Auvergne,

DEUXIEME REGION

BOIS-AMEUBLEMENT

19, rue Faidherbe, café « La Source », à 18 h. 30, tous les mercredis.

LIVRE-PAPIER-CARTON

Premier et troisième samedis, de 14 h. 30 à 18 heures.

P.T.T.

Deuxième et quatrième dimanches, à 9 heures. Permanence lundi, de 18 à 20 heures.

TEXTILE-HABILLEMENT

Tous les samedis, de 14 à 18 heures.

CUIRS ET PEAUX

Lundi, à 18 h. 30, au siège.

H.C.R.C.

Lundi, à partir de 15 heures.

UNION LOCALE DE SAINT-DENIS

Permanence tous les seconds et quatrièmes dimanches du mois, 10 ou 12, impasse Boise, de 10 à 12 heures. Cotisations et renseignements.

Le Responsable : CHARTIER.

UNION LOCALE DE PALAISEAU

Réunion chaque deuxième dimanche du mois, de 10 à 12 heures, Café du Casino, 147, rue de Paris. Une bibliothèque est ouverte aux adhérents et sympathisants.

UNION LOCALE DE CHARENTON SAINT-MAURICE MAISONS-ALFORT ALFORTVILLE

En vue de la formation d'une union locale de Charenton, Saint-Maurice, Maisons-Alfort, Alfortville et les environs il est fait un pressant appel à tous les camarades adhérant à la C.N.T. ainsi qu'à tous ceux dégoûtés de la politique.

Qu'ils se mettent en rapport avec le camarade R. Léger, 6 bis, rue de Verdun, à Maisons-Alfort (Seine).

GROSLAY

Tous les dimanches, 10 à 12 heures, 55, rue de Montmorency, Groslay.

U.L. ARGENTEUIL

Tous les deuxièmes dimanches de chaque mois, avec la présence d'un délégué du Bâtiment et des Métaux.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE POISSY ET ENVIRONS

Réunion générale tous les deuxièmes dimanches du mois, à 10 heures : 51, rue A.-Bonnenfant, à Saint-Germain.

U.L. NANTERRE

Premier dimanche, café « Chez Paulo », rue Paul-Doumer (impasse de la Gare), de 10 à 12 heures.

U.L. DE MONTGERON, BRUNOY YERRES ET CROSNES

Tous les camarades sympathisants et syndicalistes révolutionnaires des localités suivantes sont avisés qu'une Union locale C.N.T. est constituée à Montgeron, Brunoy, Yerres et Crosnes.

Il est nécessaire à l'heure présente que tous les syndicalistes révolutionnaires se regroupent derrière les forces vives du syndicalisme devant la trahison de toutes les centrales syndicales. S'adresser au siège de la C.N.T., 39, rue de la Tour-d'Auvergne, Paris (9e), qui transmettra, ou aux vendeurs du « Combat Syndicaliste », le dimanche matin, au marché de Montgeron.

CHATOU, CROISSY ET ENVIRONS

Premier samedi du mois, salle Hôtel des Nations, à Croissy, à 20 h. 30.

SURESNES-PUTEAUX

Tous les quatrièmes vendredis, salle de la Justice de Paix, à Suresnes, à 20 h. 30.

U.L. COLOMBES

La permanence de l'Union locale de Colombes a lieu les 1er et 3e dimanches de chaque mois, de 11 heures à midi, au Café de la Mairie, 20, rue Henri-Barbusse.

GOUSSAINVILLE

Les deuxième et dernier dimanches du mois, 10 à 12 heures, Hôtel de France, Ferme des Noues.

VERSAILLES

Permanence de l'U.L. les deuxième et quatrième dimanches du mois, café « Chez Hélène », 23 rue Montbauron, 10 à 12 h.

LIBRAIRIE

LIVRES

Pierre Besnard. — L'Ethique du Syndicalisme, 75 fr. (120); La Paix, 100 fr. (145); Les Syndicats Ouvriers et la Révolution Sociale, 200 fr. (260); Le Monde de Nouveau, 140 fr. (185).
Aurèle Patorni. — La Débâcle de l'Elite, 150 fr. (195).
Gaston Leval. — L'Indispensable Révolution, 100 fr. (145).
Gabriel Giraud. — Paul Robin, 150 fr. (195).
Jeanne Humbert. — Sébastien Faure, 180 fr. (225).
Fernand Planche. — Kropotkine, 210 fr. (255); Durolle, 150 fr. (195); Louise Michel, 150 fr. (195).
Louis Lecoin. — De Prison en Prison, 160 fr. (205).
Voline. — La Révolution inconnue, 350 fr. (440).
Louis Buchner, — Force et Matière, 270 fr. (330).
Victor Méric. — Coulisses et Tréteaux, 75 fr. (120).
Charles Malato. — Les Joyeusetés de l'Exil, 100 fr. (160).
Ernest Haechel. — Histoire de la Création, 400 fr. (490).
W.S. Wallino. — Le Mouvement Ouvrier et la Démocratie aux Etats-Unis, 200 fr. (290).

BROCHURES

Gaston Leval. — Le Communisme, 40 fr. (70); L'Anarchisme et l'Abondancisme, 10 fr.
Professeur Paul Laeng. — Une langue auxiliaire ? Pourquoi ? Comment ? L'INTERLINGUE, 20 F.
G. Berneri. — La Société sans Etat, 20 fr.
Ernestan. — La Fin de la Guerre, 5 fr.
Sébastien Faure. — Sacco et Vanzetti, 5 fr.; Les Douze Preuves de l'inexistence de Dieu, 15 fr.; Les Crimes de Dieu, 20 fr.; La Fausse Rédemption, 15 fr.
P. Comont. — L'Architecture, 20 fr.
A. Guillier. — La Révolution salvatrice, 15 fr.
P. Camus. — Le Syndicalisme et le Problème paysan, 20 fr.
G. Yvetot. — ABC du Syndicalisme, 15 fr.
E. Rothen. — La Politique et les Politiciens, 20 fr.
P. Monatte. — Où va la C.G.T., 10 fr.
Pierre Besnard. — Le Problème des Salaires, 6 fr.
Edouard Rotot. — Le Syndicalisme et l'Etat, 12 fr.
Lashortes. — Qu'est-ce que le Prolétariat, 10 fr.
Louise Michel. — Prise de Possession, 15 fr.
Aristide Lapeyre. — Le Problème espagnol, 15 fr.
Les Anarchistes et l'Activité Syndicale, 15 fr.
La Bulgarie, nouvelle Espagne, 25 fr.
Les Bulgares parlent au Monde, 50 fr.
Le Syndicalisme et la Guerre, 5 fr.

REVUES

Mains et Cerveau, 40 fr.
Etudes Anarchistes, 40 fr.
Défense de l'Homme, 40 fr.

EXPÉDITION

Pour les livres, les prix entre parenthèses sont les prix franco.
Pour les brochures joindre 10 francs à chaque.
Pour les recommandés joindre 40 francs par colis, en plus.
C.C. Postal de la Librairie : Paris C.C. 7.473-08, M. Marcheti Robert, 1, rue Dulaure, Paris (20e).

Le Directeur-Gérant :
DOUILLET François

Imp. Spéc. du Combat Syndicaliste

VIEUX TEXTES TOUJOURS VRAIS

La décomposition du Marxisme

de Georges SOREL

(6)

CHAPITRE II

(*suite*)

Lorsque les événements sont passés depuis longtemps, les passions qui avaient conduit les premiers sujets du drame, semblent négligeables en comparaison des grands changements qui sont survenus dans la société et que l'on cherche à mettre en rapport avec les tendances obscures des masses (6) ; généralement, les contemporains avaient vu les choses dans un ordre opposé et s'étaient plutôt intéressés aux compétitions qui avaient existé entre les états-majors des partis. Il faut toutefois observer que, de nos jours, une si grande portée ayant été accordée aux idéologies, tout parti est obligé de faire parade de doctrines ; les politiciens les plus audacieux ne sauraient conserver leur prestige s'ils ne s'arrangeaient pour établir une certaine harmonie entre leurs actes et des principes qu'ils sont censés représenter.

L'introduction de partis politiques dans un mouvement révolutionnaire nous éloigne beaucoup de la « simplicité » primitive. Les révoltés avaient été, tout d'abord, enivrés par l'idée que leur volonté ne devrait rencontrer aucun obstacle, puisqu'ils étaient le nombre ; il leur semblait évident qu'ils n'auraient qu'à désigner des délégués pour formuler une nouvelle légalité conforme à leurs besoins ; mais voilà qu'ils acceptent la direction d'hommes qui ont d'autres intérêts que les leurs ; ces hommes veulent bien leur rendre service, mais à la condition que les masses leur livreront l'Etat, objet de leur convoitise. Ainsi l'instinct de révolte des pauvres peut servir de base à la formation d'un « Etat populaire », composé de bourgeois qui désirent continuer la vie bourgeoise, qui maintiennent les idéologies bourgeoises, mais qui se donnent comme mandataires du prolétariat.

L'Etat populaire est amené à étendre de plus en plus ses tentacules, parce que les masses deviennent de plus en plus difficiles à duper, quand le premier instant de la lutte est passé et qu'il faut cependant soutenir leur ardeur dans un temps calme ; cela exige des « machines électorales » (7) compliquées et, par suite, un très grand nombre de faveurs à accorder. En accroissant constamment le nombre de ses employés, il travaille à constituer une classe d'Intellectuels ayant des intérêts séparés de ceux du prolétariat des producteurs ; il renforce ainsi la défense de la forme bourgeoise contre la révolution prolétarienne. L'expérience montre que cette bourgeoisie de commis a beau avoir une faible culture, elle n'en est pas moins très attachée aux idées bourgeoises ; mais nous voyons même, par beaucoup d'exemples, que si quelque propagandiste de la révolution pénètre dans le monde gouvernemental, il devient un excellent bourgeois avec la plus grande facilité.

On pourrait donc dire que, par une sorte de paradoxe, les hommes politiques, qui se regardent comme les vrais détenteurs de l'idée révolutionnaire, sont des conservateurs. Mais, après tout, est-ce que la Convention avait été autre chose ? N'a-t-on pas souvent dit qu'elle avait continué les traditions de Louis XIV et préparé la voie à Napoléon ?

c) Les souvenirs de la Révolution dominèrent pendant fort longtemps la propagande des socialistes. On prétendait identifier, par exemple, les profits capitalistes aux droits seigneuriaux et aux dîmes, que la bourgeoisie supprima autrefois sans indemnité ; on ne manquait pas de faire ressortir que beaucoup de fortunes bourgeoises provenaient de la vente de biens nationaux, qui avait été effectuée dans des conditions singulièrement favorables aux acheteurs. On cherchait à faire entendre que l'Etat populaire pourrait s'inspirer de ces exemples mémorables pour liquider le capitalisme à peu de frais.

Les politiciens révolutionnaires ne se plaçaient point au même point de vue que les utopistes, quand ils raisonnaient sur la propriété. Ceux-ci étaient surtout préoccupés de l'organisation du travail, tandis que les politiciens ne voyaient que des revenus à partager ; leur conception était celle des Intellectuels, qui ont tant de peine à considérer la propriété comme un moyen de production et qui la regardent plutôt comme un titre de possession. La loi devrait (comme elle faisait si souvent dans les cités antiques) rationner les riches en leur imposant des charges énormes qui fourniraient les ressources propres à rendre plus agréable la vie des pauvres. Les problèmes économiques se trouvent ainsi mis à l'arrière-plan, tandis que les « ordres donnés par les maîtres de l'Etat » passent au premier.

Qu'avaient voulu les législateurs antiques ? Maintenir dans la cité un nombre suffisant de citoyens aptes à porter les armes et à défendre les traditions nationales ; nous dirions aujourd'hui que leur idéal était bourgeois. Et les hommes de la Révolution française, qu'avaient-ils voulu ? Accroître dans une très grande proportion le nombre des propriétaires aisés ; ils avaient créé une bourgeoisie dont la puissance n'est pas encore épuisée. L'Etat populaire, en s'inspirant davantage des nécessités économiques contemporaines, ne pourrait-il aboutir à des conséquences tout à fait analogues ? La transmission des revenus peut se faire, en effet, d'une manière indirecte, mais sûre, au moyen d'une législation sociale qui tienne compte des conditions de la grande industrie : créer des moyens d'arbitrage permettant au trade-unionisme d'exercer une action constante sur les salaires ; remplacer le petit commerce des denrées par les services publics d'alimentation, l'exploitation des logements ouvriers par des locations municipales, l'usure des petits prêteurs par des institutions de prévoyance ; trouver des ressources fiscales dans de gros impôts perçus sur les classes riches, de manière à ce que les bonnes aubaines qui se produisent dans l'industrie reviennent aux œuvres démocratiques. Grâce à ces procédés, l'ouvrier peut devenir un petit bourgeois (8), et nous arrivons ainsi à retrouver les mêmes conclusions que précédemment : agrégation du prolétariat à la bourgeoisie.

(*A suivre.*)

(6) Pour Fustel de Coulanges, les foules sont les véritables agents historiques et les intérêts mènent le monde. (P. GUIRAUD, *Fustel de Coulanges*, p. 202 et pp. 207-208).

(7) Ostrogoski a donné beaucoup de détails intéressants sur le fonctionnement des *machines américaines*, dans son livre sur *la Démocratie et l'organisation des partis politiques*. Lire surtout le chapitre VI du livre V ; il donne la définition suivante d'une *machine* : « *Agrégation* d'hommes s'échelonnant hiérarchiquement, liés l'un à l'autre par un dévouement personnel, mais à base mercenaire, et préoccupés uniquement de satisfaire leurs appétits, en exploitant la fortune des partis politiques. » (Tome II, p. 347.) — Il nous apprend qu'à New-York, Tweed, qui avait été le *boss* de Tammany-Hall, après avoir été convaincu de vols monstrueux, conserva l'estime des pauvres de New-York, qui virent en lui une victime des riches (Tome II, p. 401) : toujours la lutte antique des pauvres et des riches.

(8) C'est là que cherche à réaliser la législation de la Nouvelle-Zélande ; cela a été bien reconnu par tous les observateurs consciencieux.

B.D.I.C

Les Livres

"PARCOURS" de Georges NAVEL

Georges Navel, le « manuel ».

De lui, déjà, nous connaissions « Travaux », histoire triste, mais histoire vraie d'un « prolo » aux dix métiers, découvrant dans la variété des travaux la profondeur de la misère ouvrière. Un seul but semblait guider Navel : comprendre le travailleur, approfondir la mentalité ouvrière et essayer de changer son destin.

« Parcours » ne nous déçoit pas. Il est une suite normale au premier ouvrage de Navel, suite logique dans le cheminement de l'esprit, mais non dans le temps. La sincérité, qualité première de l'auteur, y existe toujours à l'état pur. Phrases claires, prose alerte, un bouquet d'air pur semble pénétrer en nous dès les premières lignes. Cet intérêt ne se dément pas un seul instant. C'est avec regret que nous voyons apparaître le mot « fin ».

« Parcours » d'un homme, cheminement d'une âme...

Navel revient en arrière, dans le temps. Après les souffrances du travailleur « rivé à la chaîne », voici l'enfance de ce même homme. Si celui-ci se raconte, il n'est pas pour autant romancier, au sens commun du terme. Ses souvenirs tombent dans notre cœur. Tout à tour devant nous, apparaît, comme sur un nouvel écran magique, un petit garçon aux yeux rieurs mais empreints d'une sorte de tristesse endémique. Prescience de son sort futur ?

Puis c'est l'école avec ses bancs noirs, ses encriers de porcelaine ébréchés, ses cartes murales déchirées, sa poussière éternelle. Et les vacances, sorte de feu d'artifice, longues promenades, cueillettes des pêches, et peut-être, premières amours...

Brusquement, l'enfant se retrouve adolescent. Il a quitté la blouse noire pour le « bleu ». Il est devenu apprenti. Son cahier est devenu étau, sa plume, lime.

Et l'homme grandit. Le service militaire obligatoire... Liberté... Tous les hommes sont libres... Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes... Non... Il rejette cet esclavage moderne. Non, il ne tuera pas. Il refusera d'apprendre l'art de la guerre, car il veut rester libre, il refusera d'être un rouage dans la vaste machine de liquidation physique au service du capitalisme international. Il sera donc « insoumis » au sens militaire du terme, sept ans durant.

Mais cet insoumis participera à la guerre civile d'Espagne, car il aura trouvé dans les anarchistes catalans, des frères, des frères qui, comme lui, souffrent, qui comme lui ont besoin d'être défendus. Et il unira sa misère à la leur, sa force et sa vitalité à celles des opprimés de par delà les Pyrénées...

La guerre de 1939 le surprendra en Provence au milieu d'anarchistes espagnols. Mobilisé, il n'aura qu'une hâte, dévêtir au plus tôt l'habit militaire. Il n'aura pas longtemps à attendre. La fin du livre nous le montre, en 1943, nouvel insoumis, fermier dans le Midi. Une fois de plus, il n'aura pu s'assimiler le monde. C'est dans ces « contacts humains » dont parlait Miller que Georges Navel cherchera et trouvera sa mesure de la vie.

Navel a connu la faim, les larmes, la souffrance, la prison, l'exil, la lutte désespérée pour une cause paraissant, elle aussi, désespérée. Et pourtant, la grandiloquence, le « style pompier » sont exclus. Navel a le sens de l'épopée, de l'épopée prolétarienne authentique. Pas de littérature, simplement la vie, avec ses richesses secrètes ou révélées.

Les littérateurs professionnels reprocheront peut-être la monotonie du déroulement de l'action, qu'un critique bien connu a comparé à un film de Delannoy ? Navel ne cherche pas à accrocher le lecteur, c'est le lecteur qui s'accroche lui-même, volontairement. Navel nous laisse d'ailleurs entièrement libres d'entrer dans sa ronde et avant, en toute franchise, il nous montre clairement les conséquences de notre détermination.

Quelquefois, Navel laisse percer une sorte de découragement, de pessimisme : « On porte une exigence de fête dans un monde qui n'est que du bagne. Le fouet qui me frappe là est pourtant accroché. Ça sent la trique et le néant. On peut être malade de la civilisation dans laquelle on vit, malade de l'homme dans les liens qu'on a avec tout l'humain. » Découragement bien compréhensible lorsque l'on songe que ces lignes se rapportent à 1943, époque de la « plus grande faillite humaine ».

Ecrivain du peuple, peuple lui-même, Navel n'a pas sombré dans le « populisme » où cette « littérature populaire » dont je ne sais plus qui a écrit à peu près qu'elle permettait à la bourgeoisie de s'encanailler un peu, à bon compte, afin de se procurer des sensations nouvelles parce qu'au fond, c'était bon. Aucune trace de ce sentimentalisme facile dont font preuve tant d'auteurs dits « ouvriers » en pleurant sur les enfants pauvres qui n'ont pas de chaussures, les lugubres sifflements des sirènes d'usines comparables à celles des camps nazis, des grèves longues et âpres, de la maigre pitance quotidienne et incertaine comme le soleil en février, les luttes ouvrières, les femmes maigres et décharnées.

Georges Navel se présente comme l'écrivain réel, comme l'ouvrier qui lutte en toute conscience pour ses camarades et pour lui. Qui lutte parce qu'en dépit d'un monde absurde, il croit à un avenir meilleur. Sans se laisser prendre à l'imposture des « lendemains qui chantent », il sait que la lutte paie toujours, à plus ou moins longue échéance et que la résignation, même momentanée, ne peut aboutir à rien.

Pour Navel, la vie n'a de raisons d'être qu'en fonction de la lutte quotidienne et acharnée qu'il faut mener.

Livre d'un homme libre se heurtant à la société, aux flics, à l'armée, aux lois, au nationalisme, aux absurdités, mais aussi acte de foi en la victoire ouvrière, en cette victoire ouvrière authentique seule capable de changer la face du monde.

Louis VERDOUX.

Théâtre

J.-P. GRENIER, O. HUSSENOT ET LEUR COMPAGNIE

Pour obtenir une entrevue soit avec J.-P. Grenier, soit avec Olivier Hussenot, il faut avoir presque une science de peau-rouge alliée à celle d'un Sherlock Holmès.

J.-P. Grenier et O. Hussenot dans « La Parade »

En effet, les dirigeants de la Compagnie qui remporte actuellement un succès mérité avec *Les Gueux au Paradis* sont très occupés. Ils partagent leur temps entre le théâtre, le cinéma et le cabaret. Trois expériences de spectacles bien différents.

A force de patience j'ai enfin réussi à les intercepter, les deux ensembles, pendant l'espace de temps très court qui sépare leur sortie de la scène de la « Porte Saint-Martin » et leur entrée sur celle de « Chez Gilles ».

Pendant qu'il se débarrassait de son costume rembourré qui lui donne, sur le plateau, l'aspect d'un bon vivant des Flandres, Olivier Hussenot m'a retracé un bref historique de la Compagnie. Je vous le livre à l'état brut :

En 1945, à l'occasion de la création des *Gueux au Paradis*, les acteurs qui se connaissaient pour avoir joué ensemble dans la zone sud sous l'occupation formèrent une Compagnie qui créa successivement avec des chances diverses *Orion le Tueur*, *La Parade*, *Liliom*, *L'escalier*, d'Yves Farge; *Les Gaîtés de l'Escadron*, de Courteline; *La fête chez le Gouverneur*, sans compter différents séjours dans divers cabarets. Au total, cinq années bien remplies, en ajoutant la figuration cinématographique.

Ayant quitté son habit qui fait de lui un Rietje dépenaillé, Jean-Pierre Grenier, l'artisan catholique de *Justice est faite*, m'explique avec force gestes de quelle façon ils comptent monter leur prochain spectacle *La Jeunesse des Mousquetaires*, de Dumas et Maquet. « *Vous comprenez*, me dit-il, *l'histoire des trois Mousquetaires est un western avec des galopades et des duels nombreux. Il faut « jouer le jeu » et, si l'on insiste sur le côté humoristique, ce doit être fait sans ridiculiser le thème qui est toujours resté jeune.* »

Rappelant *Les Gaîtés de l'Escadron*, Hussenot et Grenier sourient au souvenir de la déclaration d'un jeune Américain lors d'une conférence. Le jeune homme a déclaré avoir reconnu dans l'adjudant Flick et dans le soldat tôlard Laplotte des personnages typiques de l'armée américaine. Comme quoi les militaires sont ridicules sous tous les cieux...

A ma demande, Jean-Pierre Grenier m'expose sa conception de la Compagnie Théâtrale : « *Une compagnie idéale devrait comprendre à côté des acteurs, un décorateur, un musicien et un auteur. Il est d'autre part évident que le nombre de personnages augmentant ou diminuant selon les œuvres présentées le nombre des acteurs est variable. Chez nous, du reste, beaucoup d'entre eux font plusieurs apparitions dans des rôles différents dans chacune de nos créations...* »

Jean-Pierre Grenier et Olivier Hussenot ne croient pas avoir inventé une expression dramatique spéciale qui les confine dans un genre donné. Ils me disaient : « *Les comédiens de Molière, formés à l'école de la Comédie italienne, interprétaient aussi bien* La Comtesse d'Escarbagnas *que* Le Misanthrope. *L'expérience est toujours valable...* »

L'heure s'approche où ils devront paraître dans la petite salle de l'avenue de l'Opéra et ils me quittent en me confiant un projet qui leur tient à cœur : interpréter pour le cinéma la fameuse *Cagnotte* de Labiche, réalisée par Pierre Prévert et ceci avec la Compagnie au grand complet.

Souhaitons que nous aurons bientôt l'occasion de voir ce film sur nos écrans et aussi beaucoup d'autres créations dans nos théâtres, sur ces planches qu'ils brûlent de si belle façon.

Pierre DAVRON.

PANORAMA DE LA PRESSE ENFANTINE

Devant la prolifération des revues dites d'art, des publications frisant la pornographie, les Pouvoirs publics se sont émus. Après de multiples démarches d'associations familiales, d'organisations d'éducateurs ou de parents d'élèves, des enquêtes, des contre-enquêtes furent ordonnées. Une Commission de surveillance et de contrôle

de la presse fut instituée. Enfin, le ministre de l'Intérieur promulgua l'arrêté suivant :

Article premier. — Il est interdit sous les peines prévues au premier alinéa de l'article 7 de la loi du 16 juillet 1949, de proposer, de donner ou de vendre à des mineurs de moins de dix-huit ans, les publications ci-après :

Art, Formes, Frissons de Paris, Frivolités de Paris, Frou-Frou de l'Histoire, Mon Flirt-Actualités, Naturist-Digest, Oh ! Pan, Paris-Cocktail, Paris-Hollywood, Paris-Pin-Hup, Paris-Sex-Appeal, Paris-Tabou, Pigalle, Pourquoi ? Pour Rire, Savoir Aimer, Sensation, Tam-Tam, Vivre d'Abord.

Article 2. — Il est interdit sous les mêmes sanctions, d'exposer ces publications sur la voie publique, à l'extérieur ou à l'intérieur des magasins, des kiosques et de faire pour elles une publicité dans les mêmes conditions.

Article 3. — Le préfet de police à Paris, et les préfets dans les départements, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 28 *août* 1950
Henri QUEUILLE.

Que voilà un bel arrêté capable de conserver la santé morale de l'enfance ! A quand le tour des affiches de cinéma, sur lesquelles s'étalent les seins généreux ou les cuisses appétissantes des pin-up en renom ?

Pourtant ces mesures, si elles sont nécessaires, n'empêchent pas l'enfant et plus particulièrement l'adolescent, d'éprouver pour ces publications défendues, une curiosité plus grande encore depuis leur interdiction.

A ces problèmes, il n'y a évidemment pas de solution sans une transformation radicale de nos mœurs. L'adolescent éprouverait moins de curiosité pour les femmes nues des revues pas toujours plastiques si le nudisme était chose courante dans notre pays.

Mais nous n'en sommes malheureusement pas-là. Les statues de nos jardins publics ou de nos musées ne sont pas voilées pour échapper aux regards des enfants, mais très souvent leur sexe est mutilé ou caché par une pudique feuille de vigne... en plâtre !

Aussi, est-il malgré tout nécessaire d'exercer un certain contrôle sur les lectures des enfants. Retirer de la circulation les publications de détraqués, de maniaques est bien, encore faut-il les remplacer par une véritable presse enfantine, saine et éducative, sans cesser cependant de rester attrayante.

Trop de parents achètent un illustré à leurs gosses, pour avoir la tranquillité, sans chercher à savoir si son contenu est favorable ou, au contraire, néfaste à leur développement intellectuel et moral.

Par ce manque de conscience, ils laissent les marchands de papier exercer leur besogne funeste auprès de la jeunesse.

Saura-t-on jamais les ravages causés par les lectures enfantines ? Un *Tarzan*, un *Jim la Jungle*, un *Bill la Terreur*, apparemment inoffensifs, sont en réalité de véritables dangers publics.

Pour toutes ces raisons, il nous a semblé utile de passer en revue les différents journaux d'enfants, d'étudier leur contenu et d'en faire la critique.

La presse enfantine peut se diviser en plusieurs courants : Journaux bien pensants qui exaltent les valeurs (?) de notre société : la famille, le travail, l'armée, la patrie; journaux plus ou moins politisés; journaux présentant une réelle recherche artistique, un souci éducatif; journaux de caractère néfaste.

Dans la première catégorie, nous classerons *Ames Vaillantes*, *Cœurs Vaillants*, *Fillette*, *Lisette*, *Pierrot*, *La Semaine de Suzette*. Il n'existe pas que des points communs entre ces différentes publications.

Mais en général, elles se manifestent par une présentation soignée, des récits intéressants, bien gentils. Elles varient de l'esprit chrétien à une apparente neutralité, dans le respect des choses établies. Si elles sont à éviter, elles ne peuvent cependant causer beaucoup de mal chez le jeune lecteur, tout au moins en ce qui concerne certaines d'entre elles.

Une place particulièrement doit être faite à la presse enfantine communiste : *Vaillant*, *Bâtisseurs d'Avenir*. D'une présentation et d'une technique parfaite, de nombreux textes sont inspirés par les nécessités de la propagande stalinienne. Le second est la revue de l'organisation des Vaillants et Vaillantes. C'est dire qu'il se situe encore plus étroitement dans la ligne des méthodes d'éducation communistes.

Nous condamnerons sans hésiter et pour d'autres raisons : *Aventure*, *Atomic*, *Casse-Cou*, *Le Casseur*, *Coq-Hardy*, *Donald*, *L'Epatant*, *Humo*, *Robin des Bois*, *Tarzan*. Sans aucun intérêt, ces publications présentent d'invraisemblables histoires de gangsters, des aventures brutales : coups de feu, enlèvements, vengeances, etc.. Aucune recherche artistique ne vient relever des textes très souvent vulgaires, rédigés dans un français très approximatif.

Que reste-t-il alors de cette presse enfantine qui soit susceptible d'être mis sans danger entre les mains des jeunes enfants ? Heureusement quelques journaux essaient de réagir contre la médiocrité générale. Ce sont : *Francs-Jeux*, *Jeudi-Matin*, *Spirou*, *Tintin*. *Héroïc*. Ils présentent une recherche de textes éducatifs, des chroniques intéressantes : sport, bricolage, jeux, etc., etc. Ils se manifestent également par une présentation soignée, des dessins agréables.

Le meilleur d'entre eux nous semble être *Francs-Jeux*. Patronné par la Ligue de l'Enseignement, il se caractérise par un intérêt pédagogique évident.

Ainsi, vous pouvez le constater après cette rapide revue de la presse enfantine, ce ne sont pas les publications qui manquent, mais plutôt la qualité de leur contenu. Certaines doivent résolument être écartées des mains de l'enfant.

Ne vous désintéressez plus des lectures de vos enfants, mais sachez les guider. Pour quelques instants de tranquillité, ne favorisez pas chez eux le goût du mauvais texte, la préférence au langage dessiné, plus subjectif mais plus nocif.

Jean BERNARD.

Cinéma

Les femmes sont folles

...Mais pas les producteurs !

Qu'on en juge, voilà ce qu'ils avaient entre les mains :

PERSONNAGES :

1° *Un château historique;*
2° *Un propriétaire, roi des aspirateurs et mécène;*
3° *Une fille du propriétaire, roi des... (voir plus haut), amoureuse d'un romancier qu'elle n'a jamais vu et ancien propriétaire du château;*
4° *Une plume de Jean-Jacques Rousseau avec laquelle ce dernier signa (sic) son contrat social;*
5° *Un gendre du propriétaire, roi... (etc.) marié à la fille amoureuse du romancier;*
6° *Un cabotin sans travail, ami du gendre du...*
7° *Un appareil photographique précédant le fils du propriétaire qui, que...*
8° *Un guide pas comme tous les guides;*
9° *Une seconde fille, blonde celle-là;*
10° *Visiteurs, généraux, bouquins, fausses moustaches, mondains, autocars et cigares explosifs, etc.*

INTRIGUE :

Un nouveau riche, roi des aspirateurs, vit avec ses deux filles, son fils et son gendre dans un château historique. Par souci publicitaire, il laisse les touristes visiter les salles de sa demeure sous la conduite d'un guide qui vend à tour de bras aux pèlerins artistes la plume de J.-J. Rousseau.

Tout serait pour le mieux si la fille de l'enrichi, mariée à un bonhomme insignifiant, n'était amoureuse d'un écrivain à succès. Le gendre est au désespoir lorsqu'un de ses camarades, artiste dramatique de peu de talent, lui tombe dans les bras. L'ami jouera le rôle du romancier. Et pour faire passer à la fille le goût des amours adultérins il devra se montrer odieux, mufle, etc.. Malheureusement, le résultat n'est pas celui escompté, la fille devient de plus en plus amoureuse. Mais comme le « public » est friand d'*happy end*, le gendre retrouvera sa femme aimante, le guide continuera à vendre la plume inamovible et le cabot épousera la seconde fille des aspirateurs.

Oui, voilà ce que les producteurs avaient entre les mains.

Avec une telle matière il était loisible de faire une comédie de mœurs, une superbe critique des nouveaux riches, des cocus magnifiques, de la bourgeoisie actuelle, des préjugés mondains, de la bêtise innée des « pèlerins », de l'engouement ridicule pour un auteur en vogue, de la filouterie d'une certaine corporation, des généraux en retraite, etc.

Au lieu de cela, messieurs les producteurs ont fait une comédie plaisante, certes, mais paisible.

Pas question du tout de toucher aux bases de l'échelle sociale et de critiquer la bourgeoisie; que non, messieurs les producteurs en font partie...

Raymond Rouleau, qui incarne le cabot, se donne bien du mal. Yves Deniaud, dans la peau du riche propriétaire inventeur de l'aspirateur, à je ne sais combien de vitesses, se tient très bien. Dans le rôle du guide pince-sans-rire qui annonce froidement : « ...A côté du portrait de l'inventeur de l'aspirateur vous pouvez voir celui de la Rochefoucauld... » Pierre Destailles se révèle comme un excellent comédien.

Pourtant, il plane un doute sur ce film et, jouant à la balançoire, l'on se demande tour à tour qui a tort ou raison. Est-ce la bourgeoisie ou son démolisseur ?

Et c'est l'âme pleine de fumées, nouvel Hamlet, que nous quittons une salle sans regrets, une salle où a été projeté un film qui aurait pu être « quelque chose » et qui n'est qu'une gaudriole.

P. VANORD.

BULLETIN D'ABONNEMENT

au « Combat Syndicaliste »

Je soussigné,
NOM .....
Prénoms .....
demeurant .....
.....
déclare souscrire un abonnement de (1) .....
au « Combat Syndicaliste ».

Le .....

SIGNATURE

Envoyez les sommes au C.C.P. PARIS 7497-93
Y. RICHAUD, 20, Rue Sainte-Marthe, PARIS-X^e

(1) 12 numéros : 110 fr. - 24 numéros : 215 fr. - 48 numéros : 420 fr.

B.D.I.C

DANS LA CLARTÉ

Le mouvement syndical a toujours eu à subir l'action néfaste des agents provocateurs et des politiciens. Ces individus sont une cause de la méfiance de beaucoup de travailleurs envers le mouvement syndical. Tellement ils se sont servi des travailleurs pour les trahir que ceux-ci en sont devenus amorphes.

La situation serait plus claire si toute question de prestige et de personnalité était abandonnée par ceux qui veulent vraiment l'émancipation, le bien-être des individus. Si tous ceux qui sont encore perdus dans les grandes centrales avec l'espoir de les redresser se rendaient compte qu'ils perdent leur temps, que le seul regroupement réalisable est celui des syndicalistes révolutionnaires. Nous savons, beaucoup se disent syndicalistes révolutionnaires. Mais leur action démontre qu'ils se laissent influencer par les événements, ou sont des aventuriers, qu'ils cherchent des honneurs ou à flatter une clientèle mais non le bien-être des exploités, qu'ils se fichent de la transformation sociale que tout syndicaliste révolutionnaire doit désirer.

Certes, l'unité de la classe ouvrière serait une force. Trop de questions font que cette unité n'est pas réalisable. C'est pourquoi nous trouvons normal qu'il y ait quatre centrales syndicales pour représenter les quatre principaux courants du mouvement ouvrier; la C.F.T.C. pour ceux qui attendent le bien-être dans l'au-delà; la C.G.T.-F.O. pour ceux qui acceptent la collaboration patronale et gouvernementale; la C.G.T. pour les partisans du régime totalitaire et les camps de concentration et notre C.N.T. pour ceux qui veulent lutter contre tout ce qui asservit l'individu et demandent un syndicalisme sans compromission.

Notre C.N.T. a ses statuts, sa Charte et les principes de l'A.I.T. pour guider notre action. Devons-nous nous en servir pour... ou les propager et agir dans leur esprit.

« Le Congrès — décembre 1946 — en même temps qu'il se refuse à donner au capitalisme le moyen de se rééquilibrer... » « ...En conséquence, il affirme que les efforts du prolétariat doivent tendre, non seulement à renverser le régime actuel, mais encore à rendre impossible la prise de pouvoir et son exercice par tous les partis politiques qui s'en disputent déjà âprement la possession. » « ...Reprenant les termes de cette partie de la résolution d'Amiens, qui déclarent que le Syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupement de production et de répartition, base de la réorganisation sociale. » « ...Rejetant le principe du partage des privilèges chers aux défenseurs de l'intérêt général et de la superposition des classes qui est aussi celui de nos adversaires — le syndicalisme doit poursuivre sa mission qui est : de détruire les privilèges, d'établir l'égalité sociale. »

Ces citations, de la Charte de notre C.N.T., sont claires et tracent bien l'action que nous devons mener :

Lutte contre l'exploitation des individus — quelle qu'en soit la forme.

Tous ceux qui sont contre l'exploitation des individus ont leur place à la C.N.T. où ils pourront dépenser toute leur énergie. Nous n'avons rien à faire des ambitieux qui affirment des principes et en appliquent d'autres. Nous n'avons rien à faire de ceux qui trouvent notre C.N.T. trop petite parce qu'elle n'a pas de fonctionnaires syndicaux. A la C.N.T. les responsables ne vivent pas de l'organisation, ils se font exploités pour gagner leur vie et donnent leur temps de loisirs à l'action syndicale. Si la C.N.T. est petite et pauvre, elle est riche du dévouement de tous ses militants.

Les statuts et la Charte de notre C.N.T. nous faisaient un devoir de mettre nos camarades en garde contre certains politiciens, confusionnistes qui ont cherché à détruire notre organisation de l'intérieur. Au début de l'année, voyant leurs manœuvres, nous avons été amené à leur faire comprendre, avec bien du mal, que leur place n'était pas à la C.N.T. Depuis, nous avons pu apprécier leur évolution. Ils sont partout et collaborent avec les pires politiciens : les trotskistes.

Une floraison d'affiches triple-colombier vient d'éclore sur les murs de Paris — et peut-être ailleurs — Posées par une maison spécialisée dans L'AFFICHAGE SUR PANNEAUX RESERVES, la dépense est certainement de plusieurs millions. D'où vient l'argent ? Plan Marshall ? Gouvernement ? Patronat ?

Ces syndicalistes « révolutionnaires » sont sur la pente glissante du réformisme et de la collaboration. Depuis qu'ils nous ont quitté l'atmosphère est plus respirable et une meilleure camaraderie règne au sein de la C.A. confédérale, dont ils étaient membres.

Nous espérons que le Congrès de Bordeaux qui doit se tenir dans quelques jours donnera mandat à la nouvelle C.A. ainsi qu'au bureau confédéral de maintenir notre C.N.T. dans la lutte pour l'émancipation des travailleurs, contre tous les politiciens, les agents provocateurs, les confusionnistes, les exploiteurs, en affirmant que tout regroupement syndical doit se faire sur la Charte de la C.N.T. dont la clarté des affirmations ne permet aucune confusion.

Charles SALEMBIER.

LE COMBAT SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA Confédération Nationale du Travail

Section Française de l'Association Internationale des Travailleurs

RÉDACTION-ADMINISTRATION : 39, rue de la Tour-d'Auvergne - PARIS (9e)

Paraît tous les Vendredis

LA COPIE DOIT ARRIVER LE SAMEDI AU PLUS TARD

Abonnements : 1 an (48 numéros) 420 fr.
Six mois : 215 frs - Trois mois : 110 frs
Changements d'Adresse : 20 francs

C. C. P. : Y. RICHAUD PARIS 7497-93
20, RUE SAINTE-MARTHE, PARIS-Xe

Peuple n'aurais-tu plus de bon sens ?

(*Suite de la première page.*)

édités par des groupements de défense de la Paix, syndicalistes ou autres; elle représentait un fusil cassé par deux mains que l'on devinait. Cela disait clairement la portée de la pensée émise et laissait comprendre qu'une seule solution s'imposait : la suppression des armements. Aujourd'hui on propose de signer l'Appel de Stockholm ou de réduire les armements atomiques; ou ce qui est un comble pour défendre la Paix, on propose de le faire les armes à la main contre le stalinisme. C'est du délire, surtout de la part de prétendus défenseurs de la classe ouvrière.

Un autre problème — et qui intéresse actuellement les syndicalistes particulièrement — est celui de l'unité syndicale; une fois de plus à cette occasion le bon sens légendaire fait défaut. Certes, la C.N.T. ne l'a jamais combattu dans son principe, mais elle réaffirme qu'elle n'est réalisable qu'à la base et sur des bases révolutionnaires. Et puis en examinant de près les propositions de ceux qui en clament l'utilité, nous ne pouvons qu'être sceptiques. D'un côté, on vous l'offre sur un chiffre de salaire minimum, alors que le syndicalisme doit tendre à la suppression du salariat. Un peu de bon sens camarades ! De l'autre, on l'affirme réalisable sous condition d'éliminer les cégétistes. C'est écœurant. Au bas de l'échelle, il n'y a ni cégétiste, ni F.O., ni ceci, ni cela, il y a seulement des exploités du régime capitaliste et seule leur union sur la nécessité de se débarrasser de ce lamentable régime les en affranchira.

Ce n'est pas en unissant leurs confusions que les « pontes » syndicaux réaliseront un programme clair. Ce n'est pas en groupant leurs erreurs qu'ils créeront une « vérité syndicale », ce n'est pas en alliant leurs faiblesses qu'ils créeront une force syndicale. Ce n'est pas en agglomérant des divisions qu'ils obtiendront une unité syndicale.

Des exemples nombreux et variés pourraient encore illustrer le manque de bon sens de trop nombreux travailleurs sur beaucoup de questions, que nos aînés envisagèrent pourtant sans ambiguïté et sans équivoque. Ce pourrait être un des multiples aspects de la tâche de militant syndicaliste que d'aider les camarades égarés dans les autres centrales à placer les discussions et les manifestations diverses sous le signe express du bon sens.

GEORGES VILLIERS

(*Suite de la 1re page*)

Le cœur a ses raisons que la raison ne connaît pas, mais surtout la raison a des raisons que le cœur doit ignorer. Le patronat est bon, mais les dures lois de l'économie commandent. Le profit sur terre demeure notre but. Et nous devons gérer nos affaires en bons pères de famille. Il nous faut accroître sans cesse nos bénéfices, et diminuer nos frais généraux. D'ailleurs, en France « il existe fort peu de salaires anormalement bas ».

Puis après la prière, le sermon sur la montagne (on aime les situations élevées au C.N.P.F.) : « La guerre et l'occupation nous ont tous appauvris. Au lieu de nous battre comme des chevaux autour d'un râtelier vide, mieux vaut joindre nos efforts pour travailler et produire davantage; seul moyen de relever la condition de tous, ce qui doit être ce qui est notre but constant. » « Tout patron doit s'efforcer d'améliorer le sort de ses travailleurs, mais il doit faire en sorte que cette amélioration soit effective et durable, et ne soit pas un leurre, comme ce fut souvent le cas ces dernières années, lors des augmentations autoritaires de salaires. »

Ainsi nous voilà prévenu. Augmentation de la durée du travail sans augmentation de salaires. Seule une productivité accrue peut nous apporter un changement, une amélioration. Nous, c'est-à-dire le patronat et les ouvriers et employés. Car le patronat est pauvre. D'après l'apôtre Villiers, 167 sociétés, choisies parmi les plus importantes n'ont fait que 30 millions de bénéfices réels, soit 4 % du chiffre d'affaires, mais qu'il y a eu (quand même) 13 % du chiffre d'affaires consacrés aux provisions légales, amortissement matériel et dotation pour approvisionnement technique. Ce qui donne quand même 17 % de bénéfices réels sur le chiffre d'affaires.

Nous aimerions connaître le pourcentage des salaires par rapport au chiffre d'affaires pour ces 167 sociétés, car il n'en est pas fait mention. Serait-il aussi élevé que le précédent ?

Et pour finir, l'apôtre Villiers affirme qu'il n'est pas seul. Qu'il n'est pas le porte-parole (je suis la Voix qui crie dans le désert) des présidents de Fédérations qui l'ont élu à la présidence et que les décisions prises à **l'unanimité du Comité directeur engage tout le patronat français.**

Soyez tranquilles, hérault Georges Villiers, le jour du Jugement, nous nous en souviendrons !

Quatrième Congrès Confédéral

Le quatrième Congrès National des Syndicats de la C.N.T. se tiendra à Bordeaux, Vieille Bourse du Travail, 42, rue Lalande, les 11, 12 et 13 novembre 1950.

L'ordre du jour est actuellement celui-ci :

1° Rapport moral;
2° Rapport financier;
3° Rapport de la rédaction du « Combat Syndicaliste »;
4° Rapport de l'administration du « Combat Syndicaliste »;
5° Rapport sur les Auberges de Jeunesse (rapporteur : Syndicat des Services hospitaliers de Paris);
6° Rapport sur les Comités d'entreprises (rapporteur : Syndicat des Métaux de Lyon);
7° Nomination de la C.A. Confédérale;
8° Réunion du C.C.N. (nomination du B.C.);
9° Questions diverses.

A mes frères de lutte

Aujourd'hui deux blocs s'affrontent. D'un côté, le capitalisme monopoliste et criminel ; de l'autre, l'U.R.S.S. ou la dictature policière.

Les travailleurs doivent-ils être sacrifiés à l'un ou à l'autre ? Nous disons, à aucun. Mais pour ce faire, il faut que le prolétariat prenne conscience de son véritable rôle social, il doit juger les institutions, les organisations, sur le degré de solidarité, de fraternité, de justice qu'elles réalisent.

Hélas ! tandis que les travailleurs désillusionnés, découragés, n'ont plus confiance au syndicalisme et fuient les syndicats, le capitalisme assomme le prolétariat.

Hier, les hordes étatistes au service du capital, massacraient les grévistes. A Firminy, la Grand-Combe, Alès, les pavés sont maculés par le sang des mineurs en grève. A Marseille, à la suite de la dernière grève des ports et docks, des grévistes sont condamnés à la prison ferme.

Les deux-huit sont supprimés, on retire la carte à des dockers professionnels. Des agents de maîtrise (contremaîtres, pointeurs, chefs d'équipe) sont licenciés et cependant le droit de grève est reconnu par la Constitution.

Aujourd'hui, quarante-cinq employés de la Caisse de Compensation sont menacés de chômage ; il en est de même de huit cents dockers. Dans la métallurgie on ferme des ateliers, on réduit le personnel.

La même chose se reproduit dans les produits chimiques et en dépit du bon sens, on oblige ceux qui travaillent à faire des heures supplémentaires et à travailler le dimanche.

Pourquoi cela ? Parce que le prolétariat désabusé se désintéresse de la défense de ses intérêts vitaux, parce que, en dépit de l'expérience du passé, il n'a pas compris que l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes et non pas l'œuvre d'une poignée de politiciens toujours prêts à trahir.

En dernière analyse, nous devons juger le capitalisme, la C.G.T., l'Etat, la C.F.T.C. et autres centrales réformistes. Le capitalisme est une institution criminelle. Basée avant tout sur le profit à outrance, sur l'exploitation de l'homme par l'homme, elle est condamnée par l'histoire et par les honnêtes gens.

Quant à la C.G.T., à la suite de la « libération », elle nous a démontré que, étant d'obédience stalinienne, elle subordonne les intérêts du prolétariat aux manœuvres politiques du « Parti Communiste ». Est-il nécessaire de définir le rôle de la C.G.T.-F.O. et autres centrales ? Agir ainsi, c'est perdre son temps, après quoi nous disons : il nous faut un organisme sain, libre de toute influence politique et animé par des véritables syndicalistes révolutionnaires.

Cet organisme existe-t-il ? Oui, il existe et c'est la C.N.T., seul syndicat capable de redonner à la classe ouvrière sa force d'antan.

En effet, la C.N.T. veut créer une société où l'exploitation de l'homme par l'homme sera supprimée ; elle veut instituer une économie qui confie à l'homme des responsabilités et lui laisse le droit d'initiative tout en lui permettant d'accomplir sa vocation et d'utiliser celle-ci dans l'intérêt général.

A la C.N.T., l'ouvrier est maître de son destin. C'est lui qui discute la tactique qu'il faut employer pour obtenir une augmentation de salaire, une amélioration des conditions d'hygiène et de sécurité à l'intérieur des chantiers et des usines, des mines ; c'est lui qui décide de l'utilité d'une grève. C'est la base qui dirige tout mouvement insurrectionnel.

En un mot, à la C.N.T. l'ouvrier est le forgeron qui forge les armes de son émancipation. C'est lui qui doit œuvrer pour la création d'une société ayant comme assises la fraternité, la solidarité, la justice.

Travailleurs, mes frères, voilà la voie à suivre. Voulez-vous défendre vos foyers, vos femmes, vos enfants, vos parents ?

Adhérez à la C.N.T. au sein de laquelle vous serez les maîtres de votre destin. Vous serez l'artisan d'une société où la liberté, la justice, l'égalité économique ne seront plus un vain mot.

Luc BRÉGLIANO.

Yougoslavie 1950

SOCIALISME OU BUREAUCRATIE ?

(6)

LE REGIME ET L'EDUCATION

Dans un récent article nous écrivions que l'éducation de l'enfance dans le cadre étroit des doctrines établies, est une nécessité de tous les systèmes totalitaires. En effet, il faut aux dictatures des jeunes adeptes enthousiastes capables de faire le sacrifice de leur vie pour l'idôle au pouvoir.

Le régime yougoslave n'échappe pas à cette règle. Dès le plus jeune âge l'enfant est embrigadé dans les organismes d'Etat, étroitement contrôlé par les services spécialement institués pour cet usage, par le P.C.Y. La liberté personnelle n'existe plus. Il se doit tout entier au Parti, à la Patrie, à Tito. Il devient un rouage inconscient de l'effroyable machine à abrutir l'individu que constitue la société totalitaire.

Il nous a été donné d'étudier plus particulièrement les problèmes de l'enfance et de la jeunesse. Nous avons visité des maisons d'enfants ou de pionniers. Presque toutes se manifestent par une décoration qui s'inspire seulement des thèmes militaires ou des slogans politiques que l'enfant ne peut comprendre et qui, pourtant, s'enfoncent dans son cerveau par leur répétition.

Il nous est difficile d'admettre une telle direction de la pensée depuis le plus jeune âge. Cela va à l'encontre de tous les principes d'éducation véritablement socialistes. L'enfant doit acquérir certaines données sociales : sens de la responsabilité, compréhension de l'utilité de la communauté; l'idée de la solidarité doit être comprise; mais lui doit rester en dehors des slogans politiques beaucoup trop souvent affirmations (non démontrées) qu'explications réelles.

Presque toutes les maisons que nous avons visitées ont de commun, l'utilisation de méthodes d'enseignement basées sur la compétition scolaire. Les enfants sont divisés en équipes de travail. Chaque équipe désigne un chef.

Elu par ses camarades, ce chef n'en est pas moins celui qui dirige la petite collectivité rejoignant là les plus certains principes du scoutisme. Avec la notion du chef, les enfants apprennent à connaître les grands héros de la résistance et de la libération nationale par des récits relatant les grands faits qui illustrèrent la dernière guerre.

Ainsi se crée le mythe du Libérateur de la Nation, Tito : « Notre petite violette blanche » pour reprendre les paroles d'une chanson enfantine.

Par ailleurs, il est symptomatique de constater l'inspiration militariste des enfants en matière d'expression : chants, danses, dessins, modelage, etc. Les manifestations artistiques des enfants sont souvent concrétisées par des tanks, des soldats, des bombardiers.

Il est certes concevable que les enfants, et plus particulièrement ceux des villes, ont été profondément marqués par les années de guerre.

Cependant, nous devons constater que rien n'a été tenté pour donner à l'enfant une éducation plus pacifiste, pour le dégager des influences inévitables en période de guerre. Bien au contraire, les récits militaires, le culte de l'armée, du chef, de la patrie s'associent étroitement pour maintenir l'enfant dans cet état d'esprit.

Dans ces maisons d'enfants, tout est mis en œuvre pour faire de l'enfant un instrument de l'Etat. Les jeux utilisent comme objet des légendes de la résistance, du travail de la classe ouvrière pour l'édification du socialisme. Nous n'ignorons pas que même en France les enfants adorent très souvent personnifier Napoléon ou tout autre grand chef militaire, mais c'est un spectacle particulièrement odieux de voir ces jeux relativement innocents intégrés dans un véritable système d'éducation.

L'enfant ne doit pas comprendre. Il doit admettre sans discuter les vérités qui lui sont révélées par le Parti où les chefs du pays, lesquels ont pour seul souci la construction du socialisme. C'est ainsi que les méthodes d'éducation actives sont officiellement repensées représentant, paraît-il, des tendances éducatives individualistes.

Ainsi, peu à peu disparaît l'individu qui pense, qui réfléchit, qui discute. Il fait place à la collectivité dirigée, enthousiaste, disciplinée, exaltée.

Pourtant, nous avons rencontré des éducateurs qui se refusent à endoctriner l'enfant à un âge où ses facultés de compréhension ne sont pas suffisantes, ses possibilités de jugement normalement constituées. Le problème de l'éducation dans les maisons d'enfants reste donc très souvent subordonné à l'intelligence et aussi au courage, à l'honnêteté de l'éducateur.

Les contrôles des organismes officiels sont très nombreux : Délégation de P.C., des associations familiales, féminines, des syndicats, des ministères, sont chose courante. Il ne se passe pas de semaine sans qu'une maison soit visitée. Si le directeur ne veut pas avoir d'ennuis « administratifs », il doit faire la part du régime : placer bien en vue des inscriptions glorifiant le parti et Tito, le socialisme, des portraits du dictateur et des autres dirigeants du P.C.Y., etc. Ainsi il a des chances de continuer ses activités sans être autrement inquiété.

Mais si l'éducateur estime que l'on ne doit mettre au vu de l'enfant que des inscriptions qui sont à la portée de sa compréhension; s'il pense par ailleurs que tout ce qui rappelle l'armée et la guerre doit être évité, alors il accrochera dans un coin, bien loin des enfants un portrait de Tito en civil et l'inscription suivante : « Le grain de la science est plus fort que l'acier des fusils » remplacera la phrase : « Vive Tito et le Parti Communiste Yougoslave ! »

Mais tout ceci, nous le répétons, est fonction de l'intelligence et du courage de l'éducateur. Un professeur de Zagreb nous disait : « Il y a trois sortes d'éducateurs : celui qui a peur et qui fait au régime une part que personne ne réclame; celui qui croit, membre responsable du parti, partisan du régime. (Celui-là fera une part normale à la mesure de ses convictions.) Enfin, il y a celui qui garde au plus profond de lui-même un amour immodéré de l'enfant, futur homme, avec un grand H. Il lui est impossible de tout sacrifier au système régnant. Il se plie, mais conserve malgré tout dans leur plus grande intégrité ses conceptions d'éducation libre. Cela dure, ce que cela dure... »

Pierre-François VEZON.

(A suivre.)

B.D.I.C

3428

UNE C.N.T. INDÉPENDANTE ET FORTE !

Le Congrès confédéral de la C.N.T. fera date dans le mouvement ouvrier car il a marqué la volonté nettement affirmée de la nécessité primordiale de la défense des intérêts des travailleurs partout où ceux-ci doivent être défendus.

Ceux qui jugent objectivement les choses ne pourront plus prétendre que la C.N.T. est une organisation plus préoccupée de philosophie que d'action pratique.

Il s'est avéré que les délégués au Congrès avaient au contraire le haut souci d'être toujours à la mesure des possibilités d'assimilation dans la conjoncture traversée.

Le fait que le Congrès s'est nettement déterminé en face des problèmes posés par les délégués du personnel, les comités d'entreprise, les conventions collectives; les prud'hommes, la sécurité sociale, les allocations familiales, l'attitude face aux pouvoirs publics, la durée du temps de travail, le rajustement des salaires, etc., prouve que notre organisation prend conscience du fait qu'elle reste seule à défendre les travailleurs par des moyens aptes à donner des résultats.

Cela prouve aussi qu'on doit, dans certains milieux, en finir avec cette légende que la C.N.T. ne se détermine pas elle-même, et qu'elle n'est que le reflet d'impressions extérieures à la classe ouvrière.

Cela indique, alors que partout on parle de regroupement syndical, qu'il s'avère que celui-ci — s'il se fait et s'il se fait sérieusement — ne pourra être que sur le réalisme qu'a montré le quatrième Congrès. On ne pourra l'ignorer toujours.

La C.N.T. pense toujours que la place de TOUS les syndicalistes révolutionnaires est en son sein.

LE COMBAT SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

24e année - Nlle série, N° 47 — 10 FRANCS — VENDREDI 24 NOVEMBRE 1950

LA C.N.T. AU DESSUS DE TOUT

LE Congrès de la C.N.T. s'est déroulé normalement. Comme il fallait s'y attendre, il y a eu parfois des « prises de bec » assez violentes, mais les tournants dangereux et les plus perfides écueils ont été franchis ou évités avec la plus grande maîtrise et la plus parfaite aisance parce que tous nos camarades étaient préoccupés par une même pensée : LA C.N.T. EST NECESSAIRE, LA C.N.T. DOIT VIVRE !

Ceux qui attendaient de ce Congrès une cassure irrémédiable au sein de notre organisation peuvent déchanter; ils ont perdu la partie. Certes, il y a eu dès la formation de la C.N.T. une équivoque et cette équivoque subsiste, le Congrès l'a éludée sans la résoudre, mais il a fait preuve de sagesse en s'efforçant de maintenir l'unité en dépit de cette équivoque.

Le problème qui se pose devant nous est extrêmement délicat. Faut-il ne veiller qu'à l'intangibilité des principes au risque de ne nous retrouver que trois pelés et un tondu, ou bien faut-il fouler aux pieds ces fameux principes pour attirer à nous un plus grand nombre possible d'adhérents ?

Si nous ne pensons qu'à recruter des adhérents en oubliant les principes, notre C.N.T. deviendra sans doute une organisation « représentative », mais elle perdra du même coup et sans espoir de retour son caractère révolutionnaire.

Il existe un fait indéniable ; c'est que beaucoup de nos camarades convaincus de l'impuissance du réformisme, se moquent éperdument de certains « avantages » que le syndicalisme peut retirer passagèrement de ses luttes quotidiennes contre le patronat ou contre l'Etat. Ce qui intéresse le véritable révolutionnaire, c'est que le syndicat dont il fait partie, à la vie duquel il consacre son temps, son argent et le meilleur de lui-même représente à ses yeux l'outil magnifique, l'outil merveilleux, qui le libérera de toutes les exploitations et de toutes les oppressions.

Vous nagez, mes amis, en plein romantisme, objecteront narquoisement nos camarades « réalistes » de la C.G.T. (Nous écrivons sans crainte : « nos camarades », parce que nous en avons de vrais et de sincères même parmi les staliniens.)

Eh bien, non, la seule réalité pour nous c'est le travail. Toutes les richesses qui contribuent au bonheur de l'humanité lui sont fournies par le travail. Le travailleur contribue à la production de ces richesses non seulement par l'activité de ses muscles, mais aussi par l'activité de son intel-

TRENCOSERP.

(*Suite en page 3.*)

FRANCO à L'O.N.U.? NON

Ainsi non content de ne pas appliquer le blocus qu'elle avait décidé, l'O.N.U. vient d'ouvrir la voie à l'entrée de l'Espagne franquiste dans le sein de la « communauté atlantique ».

Grâce à l'abstention du gouvernement français et du gouvernement « socialiste » anglais, les relations diplomatiques normales vont reprendre avec le bourreau du peuple espagnol.

Soucieux d'être à l'avant-garde, les « socialistes » anglais étudient déjà un projet d'envoi d'un ambassadeur à Madrid. Pendant ce temps, leurs collègues français ont remisé la lutte contre le franquisme au magasin des accessoires.

Pourtant, la S.F.I.O. n'a pas craint de rompre la solidarité ministérielle lorsqu'il s'agissait de son intérêt électoral. Pourquoi n'a-t-elle pas posé comme condition sine qua non *de sa participation au gouvernement, un vote contre Franco ? Sans doute, la survie du peuple espagnol a moins de prix que quelques sièges à l'Assemblée Nationale, et nous savons que depuis longtemps la S.F.I.O. a promulgué le dogme de l'abstention. Les déclarations de principe sont faciles à faire, lorsque les déclarants manifestent* in petto *la ferme intention de n'en tenir aucun compte. Périsse donc le peuple espagnol pour que triomphe la S.F.I.O. !*

Combien Hernanos avait raison d'écrire dans sa tragique Fin de l'Espoir :

« Pas de relève. Pas de munitions. Pas d'appui. Plus de jeunesse. Plus d'amour. Toutes les nations nous ont trahis et nous sommes plus que jamais et désespérément seuls. Je me demande si tout cela valait la peine d'être tenté, si tous ceux qui sont morts n'ont pas été des dupes... Voilà ce qu'ils ont fait de nous, tous ces salauds réunis, démocrates et chemises bleues... »

Et dans notre mémoire retentissent encore les sombres paroles de Sartre dans sa préface :

« Les derniers crieurs sont morts : il reste des mots imprimés. Il faut que vous les lisiez pour apprendre comment on crie la fin de l'espoir, parce que ce sera bientôt notre tour. Après il n'y aura plus personne pour crier. Ni personne pour se boucher les oreilles. »

Aujourd'hui nous comprenons combien ce pessimisme était justifié, combien était illusoire la croisade pour la défense de la liberté...

Ainsi guidé par la seule hystérie anticommuniste, les gouvernants des pays dits « libres » viennent d'admettre en leur communauté un des derniers représentants du fascisme classique. Oubliés les massacres de Guernica, de Badajoz, de Tolède, d'Almeria ! Oubliés les morts de Barcelone ! Oubliés les martyrs de la Révolution ! Oubliés les prisonniers politiques, les camps de concentration, les fusillades à l'aube ! Oubliées les tortures, les mutilations !

Il faut d'abord une armée occidentale. Toutes les recrues sont bonnes. Et les vétérans de la « División Azul » en formeront les cadres.

Qu'importe si les femmes et les enfants continuent à mourir de faim ! Qu'importe si les prisonniers continuent à gémir sous les coups ! Qu'importe si chaque jour l'on pille, l'on tue, l'on viole, l'on assassine ! Le capitalisme américain a besoin d'une tête de pont en cas d'invasion communiste, du cuivre du Rio Tinto et du mercure d'Espagne. Ceci efface cela.

Demain sans doute, fera-t-on une place de choix au Caudillo. *Celui-ci sera peut-être membre du conseil de sécurité. Et il ira serrer la main du grand démocrate Truman...*

Devant ce fait contre lequel nous avons lutté de toutes nos forces, nous nous sentons coupables. Coupables d'impuissance. Coupables de n'avoir pu empêcher cette monstruosité.

Hommes libres, voici venir le règne des assassins. Devrons-nous continuer à vivre les jours de notre honte ?

Jean MONTCLAIR.

Un vieux militant nous quitte

Notre camarade Lombard, ancien secrétaire du Syndicat Unique des Métaux de Lyon, et ancien secrétaire de l'Union Régionale, vient de s'éteindre après une longue maladie à l'âge de 63 ans.

A la suite d'un premier séjour prolongé dans un hôpital lyonnais, notre camarade avait pu espérer un lent, mais complet rétablissement. Malheureusement, son état de santé empirait de nouveau, et un second séjour s'imposa. La nouvelle brutale de sa fin vient de nous parvenir ces jours derniers.

Avec Lombard, c'est un syndicaliste de la première heure qui disparaît. Militant de longue date, il se dépensa toujours sans compter pour la cause de l'émancipation de la classe ouvrière par elle-même ; aussi, dès la fondation de la C.N.T. il en rallia les rangs, restant ainsi fidèle à l'idéal du syndicalisme révolutionnaire et du socialisme libre pour lesquels il combattit inlassablement.

Il laisse parmi nous le souvenir d'un camarade dévoué qui s'est usé à la peine et celui, très attachant, d'un lutteur infatigable.

Que les membres de sa famille trouvent ici l'assurance des sentiments sincèrement attristés de tous les camarades de la XVIIe Région, de la C.N.T. tout entière et du « C.S. ».

Pour le regroupement syndical des révolutionnaires

Dans le numéro 37 du Bulletin d'information de l'U.C.E.S., il est fait une analyse très substantielle du Congrès de F.O.

S'opposant aux affirmations de Bothereau, le bulletin déclare : « Dans un congrès de F.O., on peut dire comme on veut ce qu'on a sur le cœur, ou, comme cela s'est vu, vitupérer les secrétaires confédéraux, mais la démocratie s'arrête là. Léon Jouhaux n'est certes pas encensé comme « petit père des peuples », mais il agit à peu près comme s'il l'était. Et les mécontents n'ont que la ressource de préparer de nouvelles interventions pour le prochain congrès confédéral (deux ans plus tard), ou de s'enfermer dans leur syndicat et d'y faire ce que bon leur semble (cette attitude est d'ailleurs généralement sanctionnée par la privation des moyens matériels dont on dispose au niveau confédéral), ou encore d'aller planter leur tente ailleurs... « En réalité, il n'y a pas une démocratie à F.O., mais plusieurs démocraties qui n'ont guère de rapports entre elles. La démocratie qui règne dans les congrès sous forme d'un libéral « laisser faire, laisser causer », n'a aucune correspondance au niveau de la commission exécutive et du bureau confédéral où s'exprime la seule démocratie « des camarades-d'accord-entre-eux ». Nous appellerons cela une oligarchie, une camarilla, ou tout ce que l'on voudra du même genre... ». Plus loin : « Une de ces données est en tout cas qu'il n'y a aucune illusion à se faire sur le caractère démocratique de F.O. et que les moyens dont dispose la direction confédérale pour se conserver une « majorité » sont de telle nature qu'il n'y a aucune possibilité d'ouverte à ceux que l'on qualifie de « minoritaires » pour cesser de l'être autrement qu'en se ralliant à l'équipe qui monopolise la direction. »

Comme on peut le voir au travers de ce qui précède la minorité la mieux organisée au sein de F.O. ne peut que formuler d'amères considérations sur le présent et l'avenir de ses possibilités au sein de F.O.

Nous savons qu'en compensation de cela, nos camarades de l'U.C.E.S. pensent qu'il faut, face à la volonté affirmée par le Bureau confédéral de F.O., travailler à la reconstitution de l'unité organique et tout le reste de ce bulletin n° 37 le laisse entendre.

Il est bien évident que nous voudrions pouvoir les suivre sur ce terrain et nous le ferions de grand cœur si nous n'écoutions que nos sentiments en faisant abstraction de notre raison.

Il nous est pénible de confesser qu'après des expériences multiples toujours déçues nous en sommes arrivé à cette conception que pour pouvoir jouer son rôle historique, le prolétariat doit avoir à sa disposition une organisation conçue dans ce but. Et que cela exclut toute possibilité de cohabitation entre ceux qui en sont encore au stade du syndicalisme primitif, le protosyndicalisme, et ceux qui pensent que depuis quelques lustres le syndicalisme a tiré quelques leçons de ses propres expériences.

Il est bien certain que si nos camarades de l'U.C.E.S. avaient la claire vision de ce que nous pensons être

Jean THERSANT.

(*Suite en page 4.*)

Après l'accord de la métallurgie

L'accord conclu dans la métallurgie a suscité dans la presse d'abondants commentaires.

Il ne nous semble pas inutile de donner à nos camarades quelques aperçus de ces réactions.

« Force Ouvrière » estime avoir remporté une victoire sur le patronat :

« On ne manque pas de minimiser les accords passés, mieux, en entend les défigurer. On entend par là même faire le procès des responsables syndicaux signataires des accords. Ceux-ci, soucieux uniquement d'efficacité et de rapidité n'ont pas à en rougir, la preuve est qu'ils n'ont pas en vue que les intérêts professionnels. Les détracteurs peuvent-ils en dire d'autant ? »

Nous, on veut bien. Mais les intérêts de la classe ouvrière, qu'en fait-on ?

De son côté, le « Creuset », organe de la C.G.C., écrit :

« Victoire en ce qui nous concerne ? Certes non. Alors, victoire de nos interlocuteurs ? Certainement non.

« A qui la faute ? A ceux qui s'obstinent à nier la structure de la C.G.C.,, Conduits à nous battre dans une enceinte où nous aurions souhaité pouvoir demeurer comme observateurs, nous sommes satisfaits d'avoir gagné à la défense de la hiérarchie des représentants ouvrierss, et tout particulièrement ceux de Force Ouvrière. La C.G.C. a augmenté son prestige et renforcé certaines amitiés. Elle se doit de reconnaître la loyauté et la franchise des délégués ouvriers, véritablement représentatifs de leurs camarades... »

Cela nous le savions depuis longtemps. Mais nous remercions le « Creuset » d'étaler ainsi au grand jour une nouvelle trahison de Force Ouvrière. Il est vrai qu'au point où en est F.O...

Dans la « Vie Ouvrière », c'est Eugène Hénaff qui expose le point de vue de la C.G.T. :

« Or, que font patronat et gouvernement devant cette volonté unanime à l'entreprise ? Ils manœuvrent pour des buts politiques qui sont, comme l'a déclaré Pleven, de faire payer à la classe ouvrière les frais de préparation à la guerre.

« Ils tentent d'éliminer la C.G.T. de la Commission des conventions collectives, parce qu'ils veulent éliminer l'augmentation générale des salaires de la discussion des conventions collectives. »

Jacques BRENNERT.

(*Suite en page 2.*)

NOTRE QUATRIEME CONGRES

C'est sous la présidence d'un camarade de la 8e Union régionale, assisté d'un camarade de la 2e U.R. et d'un camarade de la 9e U.R., que s'ouvrent les travaux du IVe Congrès de la C.N.T.

Le secrétaire général de l'A.I.T. est présent.

Le président souhaite la bienvenue aux délégués et donne connaissance de lettres de vœux de la S.A.C. suédoise; de la C.N.T. d'Espagne et du groupe des émigrés bulgares, puis donne la parole au secrétaire de l'A.I.T.

Puis une discussion s'établit sur l'admission dans la salle de camarades immigrés, mais non affiliés régulièrement à l'organisation.

A la suite de quoi la présence de ces camarades est admise pour des raisons de propagande.

Puis l'on passe à la nomination de la commission de vérification des mandats, de la commission de contrôle et à la discussion sur l'ordre du jour.

L'après-midi, sous la présidence de Marseille, le procès-verbal de la séance du matin est adopté avec quelques modifications. On entend le rapport de la commission de vérification des mandats, puis la parole est donnée au secrétaire administratif de la Confédération, qui fait la lecture du rapport moral et le commente.

Immédiatement après, une discussion passionnée s'installe au travers de laquelle il apparaît qu'un certain nombre de syndicats reprochent à la C.A. sortante de n'avoir pas pratiqué une politique ressortissant à une certaine idéologie. Ce courant est particulièrement représenté par Marseille et les employés, l'enseignement et le bâtiment de Paris, etc.

En face de ce courant s'affirme celui qui veut que la C.N.T. soit d'abord une organisation syndicale se déterminant elle-même et se préoccupant avant tout des intérêts de la classe ouvrière, immédiats et futurs. Cette position est défendue énergiquement par Toulouse, Lyon, Poitiers, les employés et le bâtiment de Bordeaux, les transports, les métiers d'art de Paris, etc.

Finalement, le rapport moral présenté par la C.A. sortante est adopté. Seules quatre voix se sont prononcées contre. Il y a eu quatre abstentions.

Le président donne lecture d'une motion des Employés de Paris demandant l'inscription à l'ordre du jour de la question de l'orientation. Des délégations protestent, car selon les statuts cette motion aurait dû être envoyée aux syndicats à fin de discussion au moins deux mois à l'avance. Il est tout de même décidé de l'inscrire à l'ordre du jour et de la discuter après l'examen des rapports concernant la gestion passée.

On passe ensuite à la discussion du rapport aux relations internationales. Cela donne l'occasion à la représentation de la C.N.T. d'Espagne d'indiquer quelle est, à son avis, la manière de solutionner le problème de la dissidence de la section espagnole. Il apparaît nettement que là le Congrès est unanime et que la partie de la C.N.T. d'Espagne restée fidèle aux principes de l'A.I.T. recevra l'appui complet de la C.N.T. française.

Enfin, le rapport sur les relations internationales est adopté à l'unanimité moins une abstention et une réserve.

Le lendemain, sous la présidence des Employés de Bordeaux, on aborde le rapport de l'administration du *C. S.*

Après l'administratrice, qui explique les difficultés auxquelles elle s'est heurtée, un grand nombre de délégués interviennent. Il ressort que ceux-ci désirent voir le *C. S.* continuer d'être hebdomadaire. Une certaine partie propose l'augmentation du prix du jour-

(*Suite en page 4.*)

SOUSCRIVEZ POUR LE C. S. !

Les congressistes de Bordeaux ont décidé de lancer une grande souscription afin d'assurer définitivement la vie hebdomadaire de notre Combat.

Faites circuler partout nos listes de souscription

Adressez les fonds à Y. RICHAUD, 20, Rue Sainte-Marthe PARIS-Xe

C. C. P. PARIS 7497-93

B.D.I.C

Encore la hiérarchie des salaires

Nous ne nous élèverons jamais assez contre la hiérarchie. Chacun sait et sent quel mal elle fait en différenciant outrageusement les salaires, ceci surtout depuis 1940. Alors qu'avant cette époque le compagnon ne gagnait qu'un tiers de plus que le manœuvre, nous arrivons à présent à voir celui-ci gagner la moitié du compagnon.

Cette anomalie devrait cesser, mais si tous les travailleurs comprennent que le pain coûte le même prix pour tous, bon nombre pense qu'un métier, qu'une spécialisation se paie et qu'il est normal que celui qui a fait trois années d'apprentissage ou que l'ingénieur qui a fait cinq années d'études soient rétribués au double ou au quadruple du manœuvre, lequel, bien souvent, aurait pu, s'il en avait eu les possibilités matérielles, devenir compagnon ou ingénieur.

Nous estimons que la tâche des militants syndicaux devrait être orientée sur la compression de l'éventail des salaires, non en rognant par le haut, mais en augmentant par le bas.

Pourtant, les grandes centrales défendent la hiérarchie, la préconise, lui trouve un bienfait.

Dans *La Tribune des fonctionnaires C.G.T.* de septembre 1950, un rédacteur s'en référant à la formule « à travail égal, salaire égal », lui trouve un corollaire « à savoir égal, salaire égal ».

Il distingue l'effort physique de l'effort intellectuel, tient compte des notions de spécialisation, de risque, de savoir acquis, d'étendues des connaissances, enfin, des responsabilités. De ces notions il conçoit aisément que l'ouvrier spécialisé soit mieux payé que le manœuvre, le mineur de fond que le puisatier, le professeur que l'instituteur.

S'opposer, continue-t-il, à la hiérarchisation des salaires aboutit à la dévaluation morale et intellectuelle des cadres et, par répercussion à celle de la situation de l'ensemble des personnels.

On en arrive à lui en substituer une autre et ainsi à la politisation et à la colonisation d'un pays. Comme finale, c'est « croquignolet » et assez imprévu. Nous sommes loin, bien loin du point de vue d'un homme nommé Proud'hon qui, il y a quelques quatre-vingts années, alors que le machinisme, l'industrialisation étaient presque inconnus écrivait : « La vigueur, le génie, la diligence et tous les avantages personnels qui en résultent, sont le fait de la nature, et jusqu'à un certain point de l'individu, la société en fait l'estime qu'ils méritent, mais le loyer qu'elle leur accorde est proportionné, non à ce qu'ils peuvent mais à ce qu'ils produisent. Or, le produit de chacun est limité par le droit de tous. »

D'autre part, dans un tract de la métallurgie en partant du coefficient 100 qui donnerait 105 fr. de l'heure au manœuvre, on arrive à 210 fr. pour l'ouvrier qualifié.

Bien entendu, cette hiérarchie des salaires s'appliquerait pour toutes les catégories des mensuels, techniciens, agents de maîtrise et cadres.

Nous estimons qu'un mensuel à trente-cinq ou quarante mille francs peut, sans grand dommage se contenter d'une augmentation moindre que le manœuvre à dix-sept ou dix-huit mille francs. Mais là, joue un moyen de propagande des grandes centrales afin d'attirer les cadres en leur sein. Pourtant il nous semble que, quoiqu'en pensent les travailleurs intellectuels ou hautement qualifiés, c'est à la société qu'ils doivent leur situation et non elle qui leur est redevable.

Pendant les années qu'ils étudiaient, qu'ils faisaient leur apprentissage, les manœuvres eux, travaillaient déjà et c'est grâce à la somme de leur travail qu'ils pouvaient se qualifier, s'instruire.

Nous sommes à une époque, dans un régime où tous les moyens sont bons pour arriver, que ce soit par son intelligence, sa force, sa perfidie, chacun aspire à s'élever d'un échelon sur l'échelle sociale, comme l'on dit communément.

Aussi pour cette raison nous devons revenir sans cesse contre la hiérarchie qui ne peut qu'approfondir le fossé entre le manuel et l'intellectuel, asseoir plus fermement l'autorité patronale grâce à cette division.

YVERNEL.

DANS NOS RÉGIONS

HIERARQUES ET TRAHISON

Aux Etablissements D. Michel, de Nice, dont la direction est à Lyon, M. Mathieu, 85, rue L.-Guérin, on travaille comme partout au rendement. Pourtant, malgré cela, il se trouve que ceux qui travaillent le plus, la branche menuiserie, touchent le moins, une prime variant entre 800 et 1.500 francs par mois, alors que d'autres qui ne peinent pas davantage, grattent du papier d'un bout à l'autre de l'année, restent les mains dans les poches, cigarette au bec, pantalon de flanelle, perçoivent, eux, une prime allant aux alentours de 10.000 francs par mois.

Et la C.G.T. arguant de l'unité réalisée par son bureau avec les fascistes du syndicat gaulliste C.T.I. trouve cela normal.

Dans un tract édité par elle dans l'après-midi d'une journée où elle avait estimé manquer de temps pour l'établissement d'un vote demandé par les menuisiers, elle ose parler d'intérêt commun, mais elle oublie de dire qu'en réalité c'est le manœuvre, le ferreur, le tôlier, le menuisier qui donne, ou plutôt à qui l'on prend ce qu'il gagne à la sueur de son front, pour le donner à d'autres. Le cynisme le dispute à l'odieux, mais cela ne nous étonne plus, nous, cénétistes.

Il nous faut dire que lors d'une réunion nous avons dû répondre à une argumentation réactionnaire du directeur technique, car l'usine groupant cinq cents ouvriers, a cinq directeurs, vingt contremaîtres ou chefs d'équipes, auxquels il faut ajouter les chefs de groupes travaillant comme des ouvriers, les contrôleurs E.D.M. qui sont sous contrôle des contrôleurs S.N.C.F. (dix environ), le tout entouré d'une centaine de bureaucrates.

Le camarade de la C.G.T. pense, lui, qu'il ne faut pas donner d'importance à l'argumentation réactionnaire, sans quoi les ouvriers étant assez rémunérés en viendraient à ne plus rien réclamer. Outre qu'il ne viendra jamais à l'idée d'un syndicaliste d'attacher d'importance à une déclaration réactionnaire, on ne peut soutenir la thèse défaitiste du délégué C.G.T. Quant au délégué C.T.I., après s'être prononcé pour la prime générale collective, dans une péroraison digne d'un gaulliste, il ne put que demander au menuisier, de produire, de travailler pour augmenter leur maigre prime, mais se gardant de dire que par là-même, ils augmenteraient d'autant celle des autres.

Les menuisiers, comme les autres, n'ont pas été dupes, et à l'Assemblée générale du 10 au soir où tout cela fut discuté une cinquantaine au *maximum* d'ouvriers sur l'effectif sus-énoncé ont participé à la discussion.

Ils ont compris, après cinq ans d'exploitation, alors que les Cénétistes en avait prévu l'effet, le néfaste résultat qu'apportent les primes : travail accru, chômage partiel (mises à pied). Super-bénéfices au patron et, contrairement à l'argumentation cégétiste, qu'il n'y a pas de défaitisme à redouter de leur part, c'est-à-dire qu'ils combattent toujours pour l'organisation de bas en haut et le contrôle direct des travailleurs de l'industrie, du commerce, de l'agriculture pour prendre possession des organes de production, fixer eux-mêmes la distribution et la consommation, le syndicat se chargeant de la répartition du travail, le tout en supprimant toute inégalité sociale et économique.

Seuls, les syndicalistes dignes de la doctrine des Poulletier, Pouget, Griffhueles et autres Varlin, veulent ce résultat. La C.N.T. en fait partie. Faites-lui confiance. Vive le syndicalisme antipolitique, fédéraliste, révolutionnaire, sans patrie, ni frontière. L'unité se fera, mais non sur le dos des travailleurs.

Le Groupe C.N.T. des Ets Michel.
de Nice

Après l'accord de la métallurgie

(Suite de la page 1)

« Comment interpréter autrement la défection des dirigeants F.O. et C.F.T.C. et l'accord signé entre eux et les patrons sans consulter les travailleurs ?... »

« Ces augmentations auraient été de beaucoup supérieures s'il n'y avait eu en haut rupture de cette unité dont les dirigeants C.F.T.C., F.O. et C.G.C. portent la responsabilité. Et ces augmentations auraient été, en outre, garanties par l'échelle mobile et la suppression des zones. »

« Mais puisque les patrons, la radio, la presse parlent d'une augmentation de 12 francs de l'heure, alors, dans l'union la plus complète, les travailleurs sont décidés à aller les chercher à la direction, ces 12 francs !

« Et ainsi, ils iront de l'avant, comme tous les autres salariés de toutes les industries pour imposer leurs conventions collectives. »

Si nous comprenons bien, la C.G.T., quoique non signataire du texte et le désapprouvant par ailleurs, entend faire de cet accord la base de discussion pour la rédaction de l'article de la convention collective concernant les salaires. C'est du moins ce qu'il semble ressortir de l'article d'Eugène Hénaff...

Dans « Travail et Liberté », Georges Andrey donne la position de la C.T.I.-R.P.F. :

« Le Syndicat des Métaux C.T.I. n'a pas participé aux pourparlers. Et sauf de très sérieuses garanties que nous n'espérons pas d'un patronat rétrograde, il n'y a pas de vraisemblance qu'il devienne signataire de l'accord.

« Conclu sur le plan régional, l'accord contractuel de la métallurgie parisienne confirme tout ce que nous n'avons cessé de répéter sur les conventions établies à une large échelle : l'alignement par le bas sur les entreprises les moins rentables.

« De par les dispositions légales, l'accord n'a qu'un caractère provisoire d'attente. Il doit être suivi par l'élaboration d'une convention collective.

« Les syndicats indépendants veilleront à ce que cette dernière soit plus conforme aux intérêts ouvriers...

« Que F.O. et la C.F.T.C. aient marché dans la combine (l'élimination de la C.T.I.) cela ne réhaussera pas leur prestige déclinant. Et en dernière analyse, les ouvriers seront les véritables juges. »

Et nous l'espérons bien. La classe ouvrière saura rejeter dans les limbes l'organisation « syndicale » fantôme d'un factieux au prestige déclinant d'une façon inversement proportionnelle... à sa taille !

Quant à « Syndicalisme » (C.F.T.C.), il s'estime satisfait. André Rives trouve satisfaisant les accords conclus. Il écrit :

« Ce sont des réalisations et non des discours qu'attendent les travailleurs. Ceux de la métallurgie parisienne jugeront plus objectivement en recevant leurs feuilles de paye.

« Une première étape est franchie...

« Nos camarades de toutes les professions ne doivent pas oublier que le patronat n'est pas légalement obligé de discuter et de signer des accords de salaires... »

Est-ce pour excuser l'attitude patronale que Rives écrit ces lignes ? Nous aimerions être éclairé.

Il nous faut maintenant consacrer un peu de place à un journal patronal, « L'Economie » (un titre et un programme !) organe du grand capital.

Sous le titre « Syndicalisme « légal » et syndicalisme réel » (cf. la formule de Maurras : pays légal et pays réel) ce... journal écrit :

« Il est évidemment faux qu'on puisse tous les quatre mois, remettre la question des salaires sur le tapis. En fait, les accords qui sont actuellement signés représentent, à très peu près, sinon souvent au plus juste, ce qui peut être fait, *dans la conjoncture actuelle. Imaginer que dans trois ou six semaines tout pourra être remis en question en vue d'augmentations nouvelles ou substantielles, est hors du sens commun. »*

Voilà donc, exprimé d'une façon très précise, la définition patronale de l' « accord provisoire ». Nous ne pouvons que redire une fois de plus ce que nous proclamons depuis longtemps : il faut revendiquer et obtenir l'échelle mobile des salaires. C'est le seul moyen que possède dans la conjoncture économique actuelle, la classe ouvrière, pour obtenir une amélioration réelle de sa condition.

Pour conclure, nous citerons quelques passages de l'étude de Jacques Armel dans « L'Observateur ».

Sous le titre « Succès patronal dans la métallurgie », Armel écrit :

« Avantages minimes... Précédents dangereux.

« Mais victoire d'autant plus grave pour les salariés que les conditions de discussion dans la métallurgie leur étaient peut-être plus favorables que dans une autre branche de la production et que la métallurgie constitue un secteur pilote pour un grand nombre d'entreprises.

« Au surplus, ce n'est pas un gain net ; son acceptation a amené les signataires à consentir au préavis de grève... disposition de grande importance si l'on considère qu'il s'agit là d'un fort ancien objectif patronal dans tous les pays. »

Dans le Bâtiment de Bordeaux

Le vendredi 27 octobre, sept compagnons de ce chantier furent débauchés. Motif ? Il n'y en a pas !

Le travail effectué est placé sous le signe de la reconstruction ; donc, avec les deniers publics et ayant comme objectifs : reconstruire et résorber le chômage.

Si le premier point est atteint, il n'en sera pas de même du second. En effet, les ouvriers restant sont mis en demeure — et on peut dire dans l'enthousiasme presque général — d'accomplir le travail à la tâche.

Triste mentalité de la part de ces compagnons, pour la plupart adhérents à la C.G.T., fidèles lecteurs du journal *Les Nouvelles* et ne sachant juger que par Sa Sainteté Staline !

Ces malheureux, pour légitimer leur « lâcheté », invoquent la dureté des temps et n'hésitent pas à se faire les pourvoyeurs du chômage.

Il est certain que si nous avions encore des illusions, nous attendrions en toute quiétude le geste qui convient de la part de l'Office du chômage et des responsables du Syndicat du bâtiment C.G.T.

Là encore, nous sommes sûrs du contraire, et c'est à vous, camarades ouvriers, que nous demandons de reprendre les méthodes de lutte qui mirent les *gars du bâtiment* à la pointe du *combat des luttes sociales.*

Le S.U.B. de la Gironde
C.N.T.

COMMUNIQUES

TRESORIER CONFEDERAL

René Doussot, 9, avenue de la Porte-de-Clignancourt, Paris (18e). C.C.P. 5046-35.

FEDERATION DU BATIMENT

Nous rappelons aux secrétaires des organisations de l'industrie du bâtiment qu'ils doivent se mettre en rapport avec le secrétariat fédéral. Adresser la correspondance au siège : 39, rue de la Tour-d'Auvergne,

SIXIEME U.R.

S.U.B. TOULOUSE

Assemblées générales mensuelles premier dimanche du mois. Permanence tous les jours de 18 h. 30 à 20 heures ; samedi de 16 à 19 heures ; dimanche de 9 à 12 heures. Les adhérents, sympathisants, peuvent retirer le C.S., Maison des Syndicats, cours Dillon.

CUIRS ET PEAUX TOULOUSE

Tous les jeudis de 18 à 19 h. 30. Dimanches de 10 à 12 heures. Cours Dillon.

U.L. ALBI

Salvetat, 21, rue de la Rivière, Albi.

HUITIEME U.R.

PERMANENCES A BORDEAUX

Tous les soirs, de 16 à 19 h. 30, Bureau 15, Vieille Bourse du Travail ; dimanche de 10 à 12 h. : Conseil juridique sur place ou à Laveau H., 42, rue Lalande.

BIBLIOTHEQUE

Bibliothèque de prêts ouverte à tous, dimanche au siège. Il sera perçu 5 francs par livre et 2 francs par brochure, pour nouveaux achats.

SYNDICAT UNIQUE DES METAUX

Deuxième dimanche de chaque mois. Le C.S. à votre disposition sur place.

DIXIEME U.R.

U.L. SAINT-NAZAIRE

Dimanche, de 10 h. 30 à 11 h. 30, à Marijo, boulevard des Océanides, Pornichet. Le C.S. est à la disposition des diffuseurs chaque semaine.

ONZIEME U.R.

BREST-INTERCORPORATIF

Tous les samedis, de 9 h. à 11 h. 30, porte Fautras, face Lycée.

DOUZIEME U.R.

APPEL AUX POSTIERS

Les camarades des P.T.T. de la région de Rouen, sympathisants à la C.N.T., sont invités à se mettre en relation avec Autie Maurice, P.T.T., Coutances (Manche).

ROUEN

Premier dimanche et chaque mois, 63, rue des Bons-Enfants.

TREIZIEME U.R.

Permanence et correspondance : Duhamel Octave, 19, rue Fouquet-Lelang, Marcq-en-Barœul (Nord).

METAUX, INTER., TEXTILE

Tous les samedis de 18 à 20 heures, 13, rue du Molinel, Lille.

ROUBAIX

Tous les jours, 63, rue d'Avelghem.

QUINZIEME REGION

STRASBOURG

Tous les dimanches, de 10 à 12 heures, 14, rue de la Krutenau, « A l'Etoile Rouge ». Ainsi que pour les autres industries. Le « Combat Syndicaliste » est en vente dans tous les kiosques de la ville.

HAYANGE

Tous les dimanches, à 16 h. 30, Café de l'Industrie, 108, rue du Maréchal-Joffre.

DIX-SEPTIEME U.R.

COMMUNIQUE SPECIAL

Les camarades de l'U.L. de Lyon demandent AU « PERE » CHANUT, qui a quitté Lyon cet été, de vouloir bien leur donner de ses nouvelles ! Merci !

Le Bureau de la 17e U.R. se réunit tous les jeudis à 20 h. 30, au siège social, 60, rue Saint-Jean. Ces réunions sont élargies aux militants.

LYON

60, rue Saint-Jean, mercredi et samedi, de 17 à 19 heures ; dimanche de 9 à 12 heures.

VILLEURBANNE

286, cours Emile-Zola, dimanche de 9 à 12 heures.

SAINT-FONS

Café des Mûriers.

VENISSIEUX

Brasserie Chaffard.

OULLINS

Café Charles, 75, avenue de la Gare. Pour ces 3 U.L., consulter la presse locale pour les jours de permanence.

S.U.B.

Premier dimanche du mois, conseil syndical au siège ; deuxième dimanche, assemblée générale à 10 heures.

ROANNE

Tous les jeudis, de 18 h. 30 à 20 heures, salle cour Palais de justice, place du Palais.

SAINT-ETIENNE

24, rue Rouget-de-l'Isle. Responsable : Meilier.

DIX-HUITIEME REGION

UNION LOCALE DE GRENOBLE

Les dimanches de 10 heures à midi, et les mercredis de 20 heures à 22 heures, Bar de l'Oisans, 1, rue Très-Cloître (angle rue du Vieux-Temple), près place Notre-Dame.

VIEUX TEXTES TOUJOURS VRAIS

La décomposition du Marxisme

de Georges SOREL

(7)

CHAPITRE III

(suite)

Dualisme dans le « Manifeste communisme » ; mesures révolutionnaires et théories voisines de celles des utopistes. — Craintes qu'éprouvait Bernstein au sujet de la capacité politique de la social-démocratie. — Abandon du marxisme par les politiciens.

Le dualisme que Bernstein a signalé, apparaît, d'une manière indiscutable, dans les mesures provisoires que le « Manifeste communiste » proposait d'adopter en cas de révolution victorieuse. En 1872, Marx et Engels, rééditant leur œuvre, disaient ne pas attacher une importance particulière à ces conseils pratiques ; mais il est singulier que, dans les préfaces écrites en 1872, 1883, 1890, on ne trouve aucune indication capable d'orienter les lecteurs. Je suppose qu'ils sentaient, eux-mêmes, la dualité du système et qu'ils n'osaient pas faire d'incursions un peu prolongées sur le terrain de la pratique politique, parce qu'ils avaient peur de désorganiser l'édifice.

Dans le commentaire qu'il a donné du « Manifeste communiste », en 1901, Andler ne me semble pas avoir très bien reconnu les sources ; il aurait été bien inspiré, s'il avait pris pour point de départ les thèses de Bernstein. Il distingue les propositions en juridiques, économiques et pédagogiques. J'ai peine à accoler le nom de juridiques à des mesures qui ressemblent aux ordres que donne un conquérant au lendemain de la victoire, pour détruire les vaincus : expropriation de la propriété foncière et affectation de la rente foncière aux dépenses de l'Etat ; impôt fortement progressif ; abolition de l'héritage ; confiscation des biens de tous les immigrés et rebelles. Ces prétendues mesures juridiques auraient d'ailleurs pour objet de ruiner tous les intérêts dont le droit privé a la garde, et de supprimer tout droit privé ou bout d'une génération. Il ne faut pas oublier que le droit considère les choses, tout comme la science, comme si elles devaient être éternelles ; je ne crois donc pas que l'on puisse donner, sans commettre un grave contresens, le nom de juridiques à des règles dont l'application est si fort limitée dans la durée.

Les autres propositions sont manifestement empruntées à la littérature des utopistes : centralisation du crédit ; exploitation des transports par l'Etat ; multiplication des manufactures nationales et amélioration des terres d'après un plan d'ensemble ; travail obligatoire pour tous et organisation d'armées industrielles, surtout pour l'agriculture ; rapprochement de l'agriculture et de l'industrie ; éducation publique et gratuite de tous les enfants et réunion de l'éducation et de la production matérielle. — Je ne vois pas trop pourquoi Andler met à part ce dernier projet, qu'il appelle pédagogique, et qui appartient, de la manière la plus évidente, à l'organisation du travail.

L'ensemble du « Manifeste communiste » offre les plus grandes analogies avec la littérature des utopistes, à tel point qu'on a pu accuser Marx d'avoir démarqué le « Manifeste de la Démocratie » rédigé par Considérant. Non seulement les phénomèmes sont présentés souvent de la même manière, mais encore on y trouve des raisonnements qu'on est fort tenté d'identifier avec ceux des utopistes ; par exemple, à la fin du premier chapitre on lit : « Il devient ainsi manifeste que la bourgeoisie est incapable de demeurer désormais la classe dirigeante de la société et d'imposer à la société, comme une loi impérative, les conditions de son existence de classe. Elle est devenue incapable de régner, car elle ne sait plus assurer à ses esclaves la subsistance qui leur permette de supporter l'esclavage (1). »

On n'a pas encore, à ma connaissance, déterminé exactement quels sont les postulats employés par Marx et Engels dans le « Manifeste communiste » ; leur langage imagé a pu être intreprété tantôt comme étant celui des utopistes condamnant la bourgeoisie au nom de la justice éternelle, tantôt comme contenant des encouragements à la révolte des pauvres.

Le « Manifeste » ne renferme pas cependant de formule ayant un aspect blanquiste aussi marqué que celle qu'on trouve à la fin de la « Misère de la philosophie » : « L'antagonisme entre le prolétariat et la bourgeoisie est une lutte de classe à classe, lutte qui, portée à sa plus haute expression, est une « révolution totale ». D'ailleurs, faut-il s'étonner qu'une société fondée sur l'opposition des classes aboutisse à une contradiction brutale, à un « choc de corps à corps » comme dernier dénouement ?... A la veille de chaque remaniement général de la société, le dernier mot de la science sociale sera toujours : Le combat ou la mort ; la lutte sanguinaire ou le néant. C'est ainsi que la question est invinciblement posée (2). » Marx et Engels étaient à l'origine si favorables aux idées blanquistes qu'en 1850 ils regardaient les blanquistes comme étant le vrai parti prolétarien, alors que, suivant Bernstein, « le parti prolétarien français, c'était, en 1848, les ouvriers groupés autour du Luxembourg » (3).

Bernstein, en considérant la situation du parti socialiste en Allemagne, a été effrayé de voir combien la capacité de ce parti était inférieure au rôle qu'il pourrait être appelé à jouer en cas de révolution violente ; il ne pensait pas, en effet, que l'on pût voir encore le pouvoir passer à une bourgeoisie radicale, comme en 1848 ; ce serait l'extrême-gauche du parlement, c'est-à-dire le groupe socialiste, qui devrait assumer toutes les responsabilités (4) ; cette pespective lui suggérait des réflexions fort pessimistes : « La souveraineté du peuple, même légalement proclamée, ne fait point [du peuple] un facteur déterminant réel. Elle peut mettre le gouvernement sous la dépendance de ceux-ci vis-à-vis desquels il devrait être fort : les fonctionnaires, les politiciens professionnels, les « propriétaires de journaux... » La dictature du prolétariat, cela veut dire — partout où la classe ouvrière ne dispose pas déjà de très fortes organisations économiques et où elle n'a pas acquis encore, par son apprentissage dans les assemblées autonomes, un degré très élevé d'indépendance morale, — la dictature d'orateurs de clubs et de littérateurs » (5).

Pour préparer le socialisme à accomplir la mission qui devrait lui incomber en cas de révolution, il fallait donc reprendre l'étude des problèmes que les marxistes avaient longtemps négligés. — « La question sociale qui s'était présentée aux utopistes dans toute sa grandeur, comme question politique, juridique, économique et morale, [avait été] concentrée et condensée dans la question ouvrière » (6).

(1) *Manifeste communiste*, p. 40.
(2) Ces deux phrases sont de George Sand.
(3) BERNSTEIN, *op. cit.*, p. 51.
(4) BERNSTEIN, *op. cit.*, p. 60.
(5) BERNSTEIN, *op. cit.*, pp. 297-298.
(6) MERLINO, *Formes et essence du socialisme*, p. 244.

(A suivre.)

Cinéma

Passeport pour Pimlico

Hola, barman, un scotch !...

Voilà un film bizarre, un film anglais bourré à craquer d'humour écossais. Un mélange bien sympathique ma foi. J'aime assez l'esprit de G.-B. Shaw et de Jérome K. Jérome. Je suis servi avec « Passeport to Pimlico » !

Cette histoire baroque d'un manuscrit découvert à la suite de l'explosion d'une bombe bien après la fin des hostilités (avouées) promet déjà un bon départ.

Lorsque ce manuscrit dévoile que le quartier de Londres appelé Pimlico est en réalité terre bourguignonne, cela prends déjà tournure.

Mais lorsque les habitants de Pimlico revendiquent la nationalité bourguignonne, cela devient franchement drôle.

Le quartier de Pimlico étant pays étranger, tous les trafiquants du marché noir viennent y faire la nique au gouvernement de Sa Très Gracieuse Majesté.

En signe de représailles, le dit gouvernement ferme la frontière et les Bourguignons londoniens sont assiégés.

En vain ils téléphonent au ministère de l'Intérieur. Etant étrangers, ils ne sont pas du ressort du ministre qui les envoie aux Affaires étrangères. Oui, mais ils sont Londoniens, c'est donc l'Intérieur qui doit être saisi, ou peut-être l'O.N.U. !

Pendant toutes ces démarches, les assiégés font stopper les métros qui traversent leur territoire et exigent des passeports. Les enfants bourguignons sont évacués, mais les adultes ne veulent pas abandonner leurs maisons et surtout le trésor découvert en même temps que le parchemin.

La tension s'aggrave. Les Bourguignons manquent d'eau, un audacieux coup de main leur en donnera. Ils manquent de vivres, un pont aérien d'un nouveau genre s'établit. La population s'émeut du sort des assiégés. Tout s'arrangera finalement au mieux et Londres retrouvera après des journées de chaleur tropicale sa vraie physionomie de capitale brumeuse et pluvieuse, oh ! combien.

Sur cette plaisanterie ironique, le metteur en scène, Henri Cornélius, a réalisé le tour de force de ne pas nous laisser une minute de repos. Les situations cocasses, l'humour britannique, quelques petits traits sentimentaux bien cachés parmi les rires font de « Passeport pour Pimlico » un film très agréable.

Les personnages, que ce soit Master Pembleton, chef du cabinet bourguignon et épicier de son état, rêvant d'établir une piscine sur l'emplacement des maisons détruites par la guerre, ou l'étranger qui veut à toute force, en traversant Pimlico, qu'on lui apposc un cachet sur son passeport, sont campés avec maîtrise par des acteurs connaissant leur métier.

Le caractère du Londonien brusquement délivré de la hantise des cartes d'alimentation, le caractère du ministre qui se lave les mains avec du savon qu'il a dérobé dans une quelconque ambassade, le savon du rationnement étant par trop mauvais, sont décrits avec une impression de véracité comique constante.

Après « Quartett » et « Noblesse oblige », tous deux représentatifs de la production cinématographique anglaise actuelle, « Passeport pour Pimlico », agréablement interprété par, entre autres, M. Rutheford et S. Holloway, semble une fenêtre ouverte vers la vie joyeuse et surtout vers une nouvelle école britannique faite entièrement de sensibilité et de comique en demi-teintes.

Espérons que les réalisateurs français suivront l'exemple donné et nous ferons, dans un avenir proche, applaudir des comédies qui ne soient ni du théâtre filmé, ni de laborieuses études sur l'art et la manière de déclencher ce rire, propre de l'homme comme a écrit Rabelais, et qui, si l'on en croit le bon sens populaire, vaut un bifteck.

Pierre Davron.

P.S. — Un documentaire accompagnant « Passeport pour Pimlico » nous montre les bons hommes blancs, fusil à l'épaule, allant civiliser les pauvres sauvages de l'Amazonie. C'est beau, l'esprit de dévouement. Hélas, tout de suite après, on nous explique qu'il existe des puits de pétrole sur les bords de l'Amazone. Tout est facile à comprendre, alors !...

LES AJISTES ONT TENU LEUR CONGRÈS

Les ajistes du Centre Laïque des Auberges de Jeunesse et du Plein Air ont tenu leur congrès annuel les 10, 11 et 12 novembre, dans une vaste salle de la mairie de Puteaux.

Ce congrès revêtait, cette année, une importance particulière du fait de la récente création de la Fédération Nationale des Auberges de Jeunesse. Les deux cent cinquante délégués des départements devaient, au cours de leurs travaux, prendre sur cette fédération des décisions capitales, qui influeront profondément sur l'avenir de l'ajisme français.

Les débats, parfois houleux, toujours passionnés, bien dans la tradition des précédents congrès ajistes, ont vu triompher les thèses des partisans de la Fédération Nationale.

C'est, contrairement au dernier congrès extraordinaire du C.L.A.J.-P.A. sans aucune contestation que fut adoptée par une très large majorité, la motion d'orientation présentée par la majorité du Conseil d'administration sortant (84 voix contre 56 au M.L.A.J. et 145 voix contre 100 au C.L.A.J.-P.A.).

Voici donc le C.L.A.J.-P.A. lancé dans la constitution de la Fédération Nationale des Auberges de Jeunesse. Des conditions très strictes sont posées aux nouveaux dirigeants du mouvement, qui doivent assurer l'indépendance de la Fédération vis-à-vis de l'Etat et laisser aux usagers le contrôle total de leur organisation. Les ajistes, de quelque courant d'idée qu'ils se réclament, devront veiller au respect de la motion d'orientation de Puteaux.

La C.N.T. fait, pour cela, confiance aux ajistes. Ils ont suffisamment, par le passé, fourni la preuve que l'ajisme n'est pas un milieu qui se laisse coloniser sans résistance.

Néanmoins, la C.N.T. suivra avec attention l'évolution de l'ajisme et s'opposera de toutes ses forces aux menaces qui pourraient contrarier son développement ou nuire à ses activités. Notre récent congrès de Bordeaux s'est prononcé en ce sens.

Jean Bernard.

N.-B. — La semaine prochaine, conclusion de notre enquête sur l'ajisme.

Les Livres

Le Dieu des Ténèbres

TÉMOIGNAGE COLLECTIF

Six hommes se sont réunis pour nous parler du communisme ou plus exactement du stalinisme. Six hommes qui ont visité l'U.R.S.S. ou qui, dans leur pays, ont été d'infatigables militants, ou encore des sympathisants enthousiastes.

C'est avec quelque dégoût que nous avons abordé ce livre. Dégoût, car les renégats courent le monde, et pour une moitié du monde, ces six hommes sont des renégats. De plus, le bruit fait autour des manifestations publiques de ceux d'entre eux qui ont participé au fameux congrès de Berlin, accentuait encore notre méfiance légitime envers tout ce qui est variation.

Six hommes témoignent. Trois militants, trois sympathisants : Arthur Kœstler, Ignazio Silone, Richard Wright, André Gide, Louis Fischer et Stephen Spender.

Le thème développé est fort simple : pourquoi je suis entré au P.C., pourquoi je l'ai quitté ; pourquoi j'ai soutenu l'U.R.S.S., pourquoi je suis devenu adversaire de l'U.R.S.S. et de son idéologie.

Notre dégoût est motivé par le fait que quelques-uns de ces écrivains ont, pour des motifs plus ou moins avouables, quitté le Parti, et sont devenus aux yeux de l'opinion, des anticommunistes forcenés. Mais à la réflexion, le militant peut-il, même exclu, échapper au Parti, peut-il se déterminer librement en dehors des dogmes du Parti ? Crossman ne le pense pas : « Aussi, leur retrait (aux sympathisants), si pénible qu'il ait été, ne bouleversa-t-il pas durablement leur nature. Par contre Silone, Kœstler et Richard Wright n'échapperont jamais au communisme. Ils ne cesseront pas de vivre à l'intérieur de sa dialectique, et leur lutte contre l'Union Soviétique ne fera jamais que refléter le conflit intime qui les ronge. Le véritable excommuniste ne peut pas retrouver l'intégrité de sa personne. Pour Kœstler, par exemple, ce débat intérieur constitue le ressort de son activité créatrice. »

Comme il y a deux sortes d'hommes, il y a deux sortes de témoignages : ceux humains, troublants, émouvants, tragiques même, et ceux superficiels, intellectuels, peu convaincants.

Dans cette deuxième catégorie, il nous faut placer André Gide, Louis Fischer et Stephen Spender.

Le flirt d'André Gide avec l'U.R.S.S. est assez connu pour qu'il ne soit pas nécessaire d'en parler ici de nouveau. L'on peut se demander toutefois pourquoi l'éditeur a jugé utile d'ajouter à un recueil déjà fort dense des pages très connues. « Retour d'U.R.S.S. » et « Retouches à mon retour d'U.R.S.S. » ont été diffusés d'une façon assez large pour atteindre toutes les couches de la société pour qu'il soit utile en 1950 de publier les écrits de l'homme qui a voulu et qui a touché à tout. Et d'autre part, fait beaucoup plus grave, elles ne nous apportent rien que nous ne connaissions déjà pour l'avoir lu chez plusieurs écrivains. Les fantaisies d'intellectuels, pas plus que leurs élucubrations ne nous intéressent.

C'est également comme fantaisies d'intellectuels que se présentent les sympathies de Fischer et l'engagement rapide de Spender. Et pour Spender, qui adhéra au P.C. mais l'abandonna trois mois plus tard, c'est une sorte d'attraction intellectuelle qui l'incita à se mettre à la remorque de Moscou.

Quant aux militants, leur cas est plus grave.

Deux surtout, Silone et Wright, atteignent les plus hauts sommets du tragique.

Tous deux, ils sont venus au Parti Communiste « parce qu'ils avaient perdu confiance en la démocratie et qu'ils étaient prêts à sacrifier les « libertés bourgeoises » pour abattre le fascisme ». Tous deux ont connu la misère, ont souffert dans leurs corps et dans leurs âmes. L'un a consumé sa jeunesse en Sicile, l'autre dans les taudis de Chicago. L'un est blanc, l'autre est noir, mais leur misère a été et demeure commune. Tous les deux, ils ont connu l'injustice, la faim. Et c'est cette soif de justice qui les entraînera au Parti Communiste où ils deviendront d'actifs militants.

Depuis la rupture est venue. Mais nous sentons en eux la nostalgie de la vérité perdue, la nostalgie d'une foi que rien ne peut remplacer. Wright, plus encore que Silone donne l'image d'un individu désemparé ne sachant jamais où poser ses pieds, où reposer sa tête, où dormir en paix. Car la paix lui est désormais interdite. Ils font penser à ces personnages de Dante, condamnés par la justice divine à errer sans but et sans repos, l'éternité durant...

Et Silone fait plus que de nous émouvoir lorsqu'il nous raconte la fameuse séance du Komintern où le P.C. (B) de l'U.R.S.S. voulait faire condamner Trotsky sans apporter les preuves de sa trahison. C'est là sans aucun doute, un des documents les plus extraordinaires que nous offre l'ouvrage. Et en lisant ce texte, nous avons pensé au personnage de Rodion de « S'il est minuit dans le siècle ». Pas plus que Rodion, Silone n'a pas compris et cependant il cherche. Mais pourra-t-il jamais comprendre ?

Kœstler, lui, représente aujourd'hui le type même de l'aventurier. Un sous-Malraux, en quelque sorte. Son texte qui se voudrait ouvrier n'est qu'un texte d'intellectuel. D'un intellectuel décadent diraient les communistes. De même, les raisons qu'il nous donne de son départ sont pour nous des raisons d'intellectuels. Par moment nous croyons lire André Gide.

Autant nous avions pris plaisir à la lecture du « Zéro et l'Infini », de « La lie de la Terre », autant aujourd'hui ce nouveau texte nous laisse indifférent. Car les influences américaines, nous voulons dire de l'idéologie américaine se font par trop sentir. Kœstler n'a plus rien d'un révolutionnaire. Il a trouvé dans l'exploitation de son témoignage une mine d'or. Quoi d'étonnant à ce que, bon cuisinier, il nous réserve le même plat à des sauces différentes. Le malheur est qu'avec le temps les meilleures viandes se gâtent et perdent leurs vitamines. Nous n'y pouvons rien et monsieur Kœstler non plus.

Au demeurant, le « Dieu des Ténèbres » est un livre à ranger dans notre bibliothèque à côté de Victor Serge. Tous ceux engagés dans l'action doivent le lire, car il est important pour l'histoire du développement du communisme et pour la révolution prolétarienne.

C. Pourvous.

La C.N.T. au dessus de tout

(Suite de la 1re page.)

ligence. Mais l'intelligence du travailleur n'a le droit de s'exercer que dans ce seul domaine de la production. Il lui est interdit d'aller au delà, c'est-à-dire de prendre part à la gestion de l'économie. Or, pour que le travailleur intervienne efficacement dans cette gestion, comme c'est à la fois son devoir et son droit, il n'a qu'un seul recours et un seul moyen : le syndicat professionnel dans le cadre le plus réduit et la fédération d'industrie nationale et même internationale dans le cadre le plus étendu. Voilà, camarades, la seule réalité.

On nous dit que même après la révolution il doit subsister une certaine hiérarchie qui tiendra compte des « mérites » de chacun. Or, les mérites attribués au « savoir » et à « l'intelligence » se traduisent toujours par l'inégalité économique où chaque individu n'a le droit de se nourrir, de se vêtir ou de se loger que dans la mesure de ses « mérites » et cela dans un monde où il est possible de satisfaire à tous les besoins. Alors nous posons à tous les partisans du « mérite » une question toute simplette.

— Tu es un grand homme toi, la nature et aussi la chance, car cela compte la chance dans la vie, t'ont permis de t'élever au plus haut. En récompense de tes « mérites », tu as le droit de satisfaire tous tes besoins. Mais la nature capricieuse, souvent baroque et incompréhensible, en plus de tous les dons qu'elle t'a prodigués avec une excessive générosité, t'a fait encore le don d'un frère idiot. Il est idiot mais c'est ton frère par la chair et par le sang. Il n'a aucun mérite. Donc il doit crever.

Egalité économique, voilà le principe directeur qui inspire la C.N.T. Esprit d'équité, esprit de justice fraternelle immédiatement réalisable dès que nous aurons fait la révolution.

Il y a de douloureuses frictions dans notre centrale où pourtant nous sommes tous imbus de la même idée : « Du travail pour tous, du pain pour tous, des vêtements pour tous, un logement pour tous. »

Mais pour le moment présent les choses sont extrêmement compliquées. Nous tenons à nos principes et nous ne les lâcherons pas. Seulement en nous montrant trop rigides dans l'application de ces principes nous risquons de nous aliéner bien des amitiés, bien des concours et bien des avantages.

Situation tragique, mais toute à l'honneur de la C.N.T. Malgré tout, faisons confiance à l'intelligence et à la capacité de nos adhérents. Les manœuvres politiques nous répugnent. Nous nous refusons d'apprendre à nager au milieu des immondices dans les égouts politicards.

Entre la fidélité aux principes si nécessaire à la libération du prolétariat international et une certaine souplesse qui nous empêchera de tomber dans un sectarisme catastrophique, notre chère C.N.T. saura trouver son chemin, surtout si nous restons fidèles à l'esprit de son dernier Congrès : Nous dire loyalement face à face ce que nous avons à nous dire, mais dans un esprit de collaboration fraternelle, et avec l'idée bien arrêtée de ne jamais nous séparer.

Dans la jungle humaine

Tant qu'y aura...

Chœur de la voyoucratie capitaliste internationale

I

Nous, on est les pas paumés, pas fauchés,
On a du « fric » en pagaille;
Ça nous est donné par des tas d' « michés »
Qu'on... méprise et que l'on fouaille.
Tous ces esclav's à plat ventre à nos g'noux
Qui trim'nt sans cesse et nous gagnent des sous,
Tout ça, c'est à nous !

Refrain

Tant qu'y' aura d'la viand' veule
Sous la calott' des cieux,
On s'en foutra plein la gueule
On s'ra toujours heureux;
Nous, les gars d'la fortune
Nous en voulons encore,
On n'est pas comm'... la Lune
Dans la course au trésor.
Tant qu'y' aura d'la viand' veule
On sera les plus forts.

II

Allez ! les ballots, fait's notre boulot
Pendant que nous, on s'les roule;
C'est ça qu'est roulant, d'rouler en autos
Loin de la crasse des foules ;
Les vieux taudis, les punaises, les poux,
Le ventre vid' les parfums d'égout,
Tout ça, c'est pour vous !

Au Refrain :

III

Nous autr's, on n'est pas de votre troupeau
Acceptant lâch'ment la guerre,
On sait bien planquer notre or et notr' peau
Sans patries et sans frontières;
Les boyaux crevés, les yeux hors des trous,
Les bomb's atomiqu's, les gaz itou,
Tout ça, c'est pour vous !

Au Refrain :

CLOVYS,
de « la Muse Rouge ».

(1) Peut se chanter sur l'air : *Tant qu'il y aura des étoiles.*

PALAIS DE LA MUTUALITE
— 24, rue Saint-Victor —
VENDREDI 15 DECEMBRE

GALA AU BÉNÉFICE DE CHARLES D'AVRAY

Sortant d'une grave maladie, obligé de suivre les prescriptions du docteur qui lui impose une convalescence de deux mois et demi, des camarades ont organisé ce gala afin de permettre à notre vieux camarade Charles d'Avray de recouvrer la santé et de revenir au plus vite parmi nous. Retenir cette date : 15 décembre prochain, au Palais de la Mutualité, 24, rue Saint-Victor, Paris-Ve. Des billets seront en vente au « C.S. ».

BULLETIN D'ABONNEMENT

au « Combat Syndicaliste »

Je soussigné,

NOM .....

Prénoms .....

demeurant .....

.....

déclare souscrire un abonnement de (1) .....

au « Combat Syndicaliste ».

Le .....

SIGNATURE

Envoyez les sommes au C.C.P. PARIS 7497-93
Y. RICHAUD, 20, Rue Sainte-Marthe, PARIS-Xe

(1) 12 numéros : 110 fr. - 24 numéros : 215 fr. - 48 numéros : 420 fr.

LIBRAIRIE

LIVRES

Pierre Besnard. — L'Ethique du Syndicalisme, 75 fr. (120); La Paix, 100 fr. (145); Les Syndicats Ouvriers et la Révolution Sociale, 200 fr. (260); Le Monde de Nouveau, 140 fr. (185).
Aurèle Patorni. — La Débâcle de l'Elite, 150 fr. (195).
Gaston Leval. — L'Indispensable Révolution, 100 fr. (145).
Gabriel Giraud. — Paul Robin, 150 fr. (195).
Jeanne Humbert. — Sébastien Faure, 180 fr. (225).
Fernand Planche. — Kropotkine, 210 fr. (255); Durolle, 150 fr. (195); Louise Michel, 150 fr. (195).
Louis Lecoin. — De Prison en Prison, 160 fr. (205).
Voline. — La Révolution inconnue, 350 fr. (440).
Louis Buchner. — Force et Matière, 270 fr. (330).
Victor Méric. — Coulisses et Tréteaux, 75 fr. (120).
Charles Malato. — Les Joyeusetés de l'Exil, 100 fr. (160).
Ernest Haechel. — Histoire de la Création, 400 fr. (490).
W.S. Wallino. — Le Mouvement Ouvrier et la Démocratie aux Etats-Unis, 200 fr. (290).

BROCHURES

Gaston Leval. — Le Communisme, 40 fr. (70); L'Anarchisme et l'Abondancisme, 10 fr.
Professeur Paul Laeng. — Une langue auxiliaire ? Pourquoi ? Comment ? L'Interlingue, 20 F.
G. Berneri. — La Société sans Etat, 20 fr.
Ernestan. — La Fin de la Guerre, 5 fr.
Sébastien Faure. — Sacco et Vanzetti, 5 fr.; Les Douze Preuves de l'inexistence de Dieu, 15 fr.; Les Crimes de Dieu, 20 fr.; La Fausse Rédemption, 15 fr.
P. Comont. — L'Architecture, 20 fr.
A. Guillier. — La Révolution salvatrice, 15 fr.
P. Camus. — Le Syndicalisme et le Problème paysan, 20 fr.
G. Yvetot. — ABC du Syndicalisme, 15 fr.
E. Rothen. — La Politique et les Politiciens, 20 fr.
P. Monatte. — Où va la C.G.T., 10 fr.
Pierre Besnard. — Le Problème des Salaires, 6 fr.
Edouard Rotot. — Le Syndicalisme et l'Etat, 12 fr.
Lashortes. — Qu'est-ce que le Prolétariat, 10 fr.
Louise Michel. — Prise de Possession, 15 fr.
Aristide Lapeyre. — Le Problème espagnol, 15 fr.
Les Anarchistes et l'Activité Syndicale, 15 fr.
La Bulgarie, nouvelle Espagne, 25 fr.
Les Bulgares parlent au Monde, 50 fr.
Le Syndicalisme et la Guerre, 5 fr.

REVUES

Mains et Cerveau, 40 fr.
Etudes Anarchistes, 40 fr.
Défense de l'Homme, 40 fr.

EXPÉDITION

Pour les livres, les prix entre parenthèses sont les prix franco.
Pour les brochures joindre 10 francs à chaque.
Pour les recommandés joindre 40 francs par colis, en plus.
C.C. Postal de la Librairie : Paris C.C. 7.473-08, M. Marcheti Robert, 1, rue Dulaure, Paris (20e).

CNT

Le Directeur-Gérant :
DOUILLET François

Imp. 11, Rue de Tanger

B.D.I.C

LE MONDE EST TROP PEUPLÉ

En lisant les journaux on s'instruit... si l'on peut dire.

M. Georges Ravon, dans *Le Figaro* du 6 novembre dernier découvre, avec quelque retard, l'auteur américain William Vogt et son livre magistral : *La faim du monde*, dont *La Grande Réforme* a parlé dans son numéro 31 d'avril 1949.

M. Georges Ravon n'est pas malthusien ; aussi juge-t-il légitimes, bien qu'imprudentes à cause de la publicité qui en découle, les protestations émises par le Comité national de l'Enfance, réclamant la saisie de la traduction française de *La faim du Monde*.

Il est toujours facile, en prenant quelques pages au hasard dans un ouvrage, de dénaturer la pensée d'un auteur. William Vogt qui déplore à juste titre le surpeuplement de notre planète en délire, et envisage dans une longue et substantielle étude les meilleurs moyens d'y faire échec, finit son livre par ces lignes qui ont eu l'heur de stimuler la marmiteuse ironie du rédacteur attitré du *Figaro* :

> En versant à profusion les centaines de millions de dollars des contribuables américains, nous devrions nous assurer qu'une partie substantielle est dévolue à l'achat de matériel anticonceptionnel et à l'éducation des peuples en cette matière. Tout aussi importante que les quatre libertés dont nous avons fait des fétiches, la cinquième est l'abandon de l'idéal des familles nombreuses.

M. Georges Ravon en tire cette conclusion absente d'originalité sinon de mauvaise foi :

Bref, M. William Vogt préfère à l'accroissement de la production, l'extermination du consommateur.

Grand merci, monsieur Vogt !

Mais le Comité national de l'Enfance a tort, je crois, de s'alarmer et de réclamer la saisie des œuvres de ce croquemitaine, qu'il juge de nature à démoraliser la jeunesse.

Ce faisant, il fait de la publicité à ce terrible M. Vogt.

Lequel n'est, au demeurant, qu'un benêt qui pleure sur la régression de la petite vérole.

Alors que la bombe à hydrogène, de quelque horizon qu'elle arrive, est un « facteur limitatif » qui devrait suffire à le rassurer.

Que M. Georges Ravon le sache : William Vogt n'est pas, comme il l'insinue, le seul en Amérique comme ailleurs à soutenir la thèse malthusienne. D'autres personnages très éminents partagent son point de vue logique.

Le fameux écrivain et dramaturge anglais G.-B. Shaw, qui vient de mourir, a, depuis longtemps, émis cette opinion que « la stérilisation officielle dans le mariage était la découverte la plus révolutionnaire du XIXe siècle ». Au prince Bibesco, qui l'invitait à son mariage, il posait cette question :

— Combien comptez-vous avoir d'enfants ?

— Nous n'avons pas fait de projets à ce sujet.

— Il ne faut pas en avoir trop, le monde est par trop peuplé. Nous sommes redevables à l'Angleterre de plusieurs grands hommes — mais l'un des plus grands est sûrement Malthus. Il y a trop d'êtres vivants dans ce monde et il y en aura encore trop dans cent ans, avec la durée de la vie qui se prolonge.

Il y a des gens qui pensent à tout, M. Ravon, et qui voient plus loin que le bout de leur nez et plus haut que les commandements de l'Eglise. En tout cas, il nous semble plus humain de prévoir un univers moins encombré plutôt que d'admettre de voir ses habitants décimés par le « facteur

par
Jeanne HUMBERT

limitatif » des bombes à hydrogène que vous envisagez avec le plus grand sang-froid. Et si le Comité national de l'Enfance s'alarme des sages avertissements de l'économiste américain, je pense qu'il devrait autrement s'alarmer du « facteur limitatif » qui vous paraît si naturel !

⁂

Samedi-Soir du 4 au 10 novembre nous apprend qu'aux Etats-Unis la stérilisation des inaptes (malades mentaux, déséquilibrés ou hérédo-syphilitiques), est aujourd'hui largement appliquée. C'est ainsi que cette année plus de 1.500 inaptes ont été stérilisés en Amérique. En Californie, on compte 381 stérilisations ; en Virginie, 295 ; en Georgie, 241 ; en Iowa, 165. L'informateur ajoute : « La stérilisation qui peut être définitive ou seulement temporaire (par ligature des conduits reproducteurs), n'affecte en rien le libido, c'est-à-dire, le comportement sexuel de l'individu, pas plus qu'il n'entrave la vie sexuelle du sujet. Une étude ayant porté sur une cinquantaine de volontaires pour la stérilisation temporaire a même montré, chez neuf sujets, une véritable stimulation sexuellle. »

Nous n'en sommes pas là en France où, pourtant, nous avons aussi nos cinglés partiels ou totaux et toute la ribambelle de malades dont la reproduction n'est pas souhaitable. A combien de drames journaliers n'assistons-nous pas ? Les journaux — toujours eux — signalaient ce cas récent d'une femme, mère de six enfants (pas moins), habitant la Sarthe, qui, après avoir subi un traitement dans un hôpital psychiatrique, avait été rendue à la vie normale. Dans une crise, elle a jeté son dernier né, âgé de trois mois, dans un puits. Dommage que le traitement n'ait pas prévu la stérilisation de la malheureuse. Et ce fou qui, dans la galerie des Marchands à la gare Saint-Lazare, a fait feu sur les passants, blessant grièvement, une femme à l'abdomen ; et ce mécanicien que chacun savait dérangé du cerveau qui assomma sa femme à coups de barre de fer, etc.

Les préoccupations des ministres chargés de veiller sur la santé sociale ne s'étendent pas jusqu'à garder les gens sains d'esprit et de corps contre les attaques possibles et les contaminations de ceux qui sont atteints dans leur chair ou dans leur cerveau ; et encore moins vont-elles, ces préoccupations, jusqu'à envisager l'élimination, par la stérilisation de leurs géniteurs dangereux, de tous les rejetons promis, à leur tour, au cabanon ou à la prison.

Dans son reportage sur le procès du tueur de Brunswick, qui assassina une soixantaine de femmes pour sa plus grande délectation selon sa confession publique, Pierre Seize regrette que la stérilisation n'ait pu être appliquée à ce monstre, ainsi que l'avait prescrit un arrêté pris contre lui pendant la guerre. Une chose me surprend cependant sous la plume de Pierre Seize, que je considère comme un homme intelligent et un écrivain de talent : il parle de la stérilisation comme une opération « cruelle ». Or, la vasectomie n'est ni cruelle, ni même douloureuse. D'après Norbert Bartozek qui fut, comme on s'en souvient, le grand stérilisateur de Bordeaux, les patients pouvaient rentrer chez eux par leurs propres moyens après avoir subi la vasectomie. Je m'étonne d'autant plus de cette réflexion de Pierre Scize qu'il est assez au fait des questions sexuelles, ayant appartenu à la Ligue Mondiale pour la Réforme Sexuelle sur une base scientifique ; il fut nommé membre du comité de cette Ligue au Congrès de Brno en 1932, en compagnie du Dr Sicard de Plauzoles, de Mme Berthe Albrecht et de Victor Basch. Il étudia de près la question de population et fit dans *Marianne* des 19 et 22 décembre 1934 un reportage sensationnel sur *Splendeur et misère des Prix Cognacq*. Il est inutile, à mon avis, d'agiter des épouvantails quand il n'y a pas lieu.

LETTRE DE BELGIQUE

Au moment où j'écris, les employés de trois entreprises de la région liégeoise sont en préavis de grève pour une augmentation de salaires.

D'autre part, on signale que d'autres régions s'agitent, telles : Charleroi, le Centre, le Borinage, Bruxelles et dans la région flamande : Tesstuderlo et Gand.

Ces mouvements qui se déclenchent sont évidemment canalisés au travers des organisations de la F.G.T.B. (réformiste) qui s'apprête une fois de plus à conduire les travailleurs à la défaite.

Cependant, depuis la « solution » de la question royale, un visible mécontentement se manifeste au sein des syndicats et nombreux sont les éléments qui ont compris qu'on les avait dupés en cette affaire (comme dans toutes les autres d'ailleurs).

Il est certaines régions, comme celles de Liége et de Charleroi par exemple, où l'on parle même de dissidence et l'on voit déjà les staliniens s'empresser d'exploiter le mécontentement au profit de leur boutique.

Ce fut, il y a peu de temps, le cas à Charleroi, lors d'une manifestation contre les 18 mois, organisée par les bonzes réformistes, où l'on vit des perturbateurs, munis de l' « Appel de Stockholm », tenter d'amener dans leur sphère les jeunes gars qui sifflaient les polichinelles réformistes jugés trop mous.

UN CORRESPONDANT BELGE.

LE COMBAT SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA Confédération Nationale du Travail

Section Française de l'Association Internationale des Travailleurs

RÉDACTION-ADMINISTRATION : 39, rue de la Tour-d'Auvergne - PARIS (9e)

Paraît tous les Vendredis

LA COPIE DOIT ARRIVER LE SAMEDI AU PLUS TARD

Abonnements : 1 an (48 numéros) 420 fr.
Six mois : 215 frs - Trois mois : 110 frs
Changements d'Adresse : 20 francs
C. C. P. : Y. RICHAUD PARIS 7497-93
20, RUE SAINTE-MARTHE, PARIS-Xe

LA VOIX DE LA F. T. R.

INFORMATIONS ET TRACTS

La Confédération Générale des Cadres exagère. Dans le bulletin d'information n° 40 du 31 octobre 1950, afin de couper l'aile à des canards qui circulent, nous pensons plutôt que c'est pour justifier le slogan « les Cadres avec nous » si cher à notre grande Centrale.

Les deux autres Centrales du Comité d'entente avaient déjà pondu le leur aux derniers versements. Il y était question des résultats acquis. D'indemnités liées aux économies ; des millions qui allaient être distribués et qui se sont réduits à un versement trimestriel hiérarchisé, qui ne s'élevait pas à plus de 800 francs à la basse échelle.

Ce que ne nous disaient pas les bulletins C.F.T.C.-F.O. c'est que le jour où vous avez touché ces sommes-là, vous avez entériné les décisions gouvernementales.

Il faut avoir le mépris que professent envers la masse des éléments producteurs de la S.N.C.F., nos *hiérarques*, pour avoir le cynisme de justifier l'action du Comité d'entente ; en affichant dans un cadre dit syndical, la lettre du 11 octobre 1950 adressée par M. le Président du Conseil d'administration de la S.N.C.F. au Ministre des Travaux publics et des Transports.

Nous ne citons que le premier paragraphe :

« Par lettre du 16 juin 1950, faisant suite à ma lettre du 30 mai relative à la rémunération du personnel, M. Chastelain, ministre des Travaux publics de l'époque, à bien voulu me faire connaître que la position prise par le Gouvernement sur la question des salaires, sous quelque forme que ce soit ne pourrait être faite qu'en contre-partie d'économies correspondantes *sur les crédits de personnel.* »

Le second paragraphe indiquait qu'une économie de 2 milliards était considérée comme acquise sur la base du dégagement de 15.000 cheminots. 10.000 agents du Cadre permanent et 5.000 auxiliaires, et que la S.N.C.F. était autorisée à distribuer 1 milliard à partir du 1er juillet sur l'indemnité de résidence.

Au troisième paragraphe, on fait savoir à M. le Ministre que pour la productivité on est un peu là, et que ce ne sera pas 15.000 mais 20.000 cheminots qui seront dégagés.

Après un long exposé, le paragraphe finit par conclure que 5.000 agents à 185.000 francs par an ça fait 925 millions d'économies. Pas plus difficile, M. le Ministre n'a pas à se casser la tête : tout est prévu pour 1951 *au moins* 3.000 de prévus au 1er janvier.

« *A dégager* », terme ferroviaire qui prouve que dans les hautes sphères on connaît bien le vocabulaire du cheminot à 15.000 francs.

Et nos « syndicalistes » des Cadres ajoutent :

Le Ministre des Transports a précisé au Comité d'entente à l'audience du 28 octobre que les Finances n'avaient pas encore *dégagé* (là, ça ne dégage plus) *les crédits* nécessaires à la réforme d'indemnité de résidence.

Il a été toutefois entendu, et ce sur demande du Comité d'entente C.F.T.C.-F.O.-Cadres, que le reliquat des deux millions serait payé courant novembre. Ce reliquat de 500 millions sera l'équivalent de celui payé fin septembre.

Tous les trois mois une petite injection monétaire fait prendre patience. Et nos camarades passent sans réaction devant le tableau où sont affichées pareilles informations.

La lecture des tracts est aussi édifiante. Un de ceux-ci nous apprend qu'à la réunion du 27 octobre, le Directeur général a suspendu la séance et nos chers délégués en sont fort marris. Où veulent-ils en venir ? se demandent sur leurs tracts les représentants des 430.000 cheminots délégués du personnel au 4e degré, régulièrement élus.

Voilà l'aveu d'impuissance de la représentativité.

Finie l'époque d'euphorie ; on ne parlait encore pas d'obédiences au temps du « retroussez vos manches », quand les bonzes cégétistes entourés de nos dirigeants, pérorraient au micro pour nous faire avaler les 54 heures.

On n'a plus besoin de vous dans les antichambres, d'autres ont pris vos places. Et toutes ces équipes font appel à l'unité. Unité d'action, d'accord, pas pour une boutique...

Comme en 1946, l'action directe. Unité d'action au sein du Comité de grève, où les cheminots se détermineront eux-mêmes en dehors des centrales, des partis ou des philosophies. Ils imposeront le plein emploi des ouvriers du chemin de fer par la diminution des heures de travail, s'il le faut, en-dessous des 40 heures.

La création d'un service public au service du public ; un salaire mensuel sans primes ni indemnité qui leur permette d'assumer leurs besoins et ceux de leur famille.

L'écrasement de la hiérarchie des salaires ; cela signifie pour nous, relever énergiquement le pouvoir d'achat de ceux d'en bas ; et non pas la rigolade du coefficient 120-380.

Ils ne doivent pas permettre que pour une aumône on supprime le droit à la vie de milliers de nos camarades de travail.

J. BRIVES.

Notre quatrième Congrès

(*Suite de la 1re page*)

nal, mais cette proposition est repoussée, bien qu'il soit laissé à la prochaine C.A. la possibilité de cette augmentation si certaines situations se font jour.

Finalement, le rapport de l'administration du *C. S.* est adopté à l'unanimité.

On aborde ensuite la question de l'orientation sur une motion des Employés de Paris.

C'est au cours de cette discussion que s'affronteront le plus âprement les courants qui existent au sein de la Confédération. Il ressort cependant que tous sont d'accord sur la déclaration de principes de l'A.I.T., en particulier sur le point 10.

La séance se terminera sans épuiser la question.

L'après-midi, celle-ci est reprise sous la présidence des Métaux de Bordeaux et se continue tout aussi vigoureuse.

Enfin, une commission est nommée, qui s'efforcera de trouver un *modus vivendi* pour la période qui s'étendra jusqu'au prochain Congrès.

La commission est constituée de cinq membres : un de Bordeaux, un de Lyon, un de Toulouse, un des Employés de Paris et un des Métiers d'art de Paris.

Le Congrès aborde ensuite le rapport de la trésorerie confédérale. Après de multiples interventions, le rapport de la trésorerie confédérale est adopté à l'unanimité.

Le Congrès passe ensuite aux nouvelles propositions concernant la répartition future du timbre confédéral. Après discussion, il est adopté la répartition suivante : Confédération : 14 fr. ; fédérations d'industrie : 5 fr. ; presse (à titre de soutien) : 10 fr.

Trois syndicats ont voté contre, Douze se sont abstenus.

Le Congrès décide de tenir une séance de nuit.

Celle-ci est présidée par le S.U.B. de Paris. L'examen des difficultés de trésorerie continue et la discussion vient sur la fréquence des C.C.N. Finalement il est conclu à l'unanimité que les C.C.N. seront convoqués tous les six mois et, si nécessaire, dans les cas d'urgence.

Ensuite, on aborde la question des Auberges de jeunesse, bien que le rapporteur ne soit pas présent, retenu qu'il est par le Congrès de Puteaux.

La séance se termine avant la fin de la discussion.

Le lendemain, 13 novembre, sous la présidence des Métaux de Paris, la discussion reprend sur les Auberges. On entend le rapporteur, libéré de son congrès de jeunes.

La discussion est arrêtée pour entendre le compte rendu de la commission sur l'orientation ; elle sera reprise après la tenue du C.C.N.

Le rapporteur de la commission d'orientation donne lecture de la résolution élaborée la veille.

Après quelques déclarations de délégués, cette résolution est adoptée à l'unanimité moins une abstention. Elle sera insérée dans *La Liaison*.

L'ordre du jour appelle ensuite la discussion du rapport de la rédaction du *C. S.* Le rapporteur expose les difficultés qu'il a rencontrées et les déficiences qu'il n'ignore pas lui-même.

Des critiques assez vives lui sont opposées et la séance est levée vu l'heure.

Auparavant, le secrétaire de l'A.I.T. avait pris congé du Congrès, devant se rendre à d'autres assises.

A la reprise, Lyon préside, et la discussion reprend, surtout en ce qui concerne la possibilité pour la rédaction de s'entourer de camarades n'appartenant pas à la C.N.T.

Deux motions sont en présence, une présentée par Marseille, l'autre par Toulouse. La première interdit la collaboration d'éléments appartenant à une autre confédération ; la seconde admet celle qui reste sur le plan technique. La motion de Marseille l'emporte par une seule voix de majorité.

Le président met ensuite aux voix le rapport de la rédaction, qui est adopté à l'unanimité, dont deux réserves, moins quatre contre et six abstentions.

Le Congrès passe ensuite à l'élection de la nouvelle commission administrative. Tous les membres présentés sont élus à l'unanimité. (La liste des membres de la C.A. sera donnée dans le C.R. adressé aux syndicats.)

A la suite de ce vote, le C.C.N. se réunit.

Pendant le C.C.N., le Congrès aborde le point de l'ordre du jour traitant des questions diverses.

Le S.U.B. de Toulouse demande que la C.N.T. participe aux émissions de la radio. Diverses délégations font des propositions concernant le format de la carte confédérale, etc.

Il est décidé que le prochain Congrès aura lieu à Lyon.

Les membres du C.C.N. rentrent en séance et donnent connaissance de la composition du nouveau bureau confédéral, du comité de rédaction du *C. S.* et de l'administration de celui-ci ; composition qu'ils soumettent à la ratification du Congrès. Ce qui est fait à l'unanimité.

La discussion reprend alors sur les A.J. La motion suivante est présentée par le syndicat des Services de santé de la Seine et adoptée à l'unanimité moins trois abstentions :

RESOLUTION SUR LE PROBLEME DES A.J.

Le IVe Congrès national de la C.N.T., considérant que le C.L.A.J.-P.A. est la seule organisation d'auberges de jeunesse en France s'apparentant au syndicalisme révolutionnaire, et que, par application des principes de laïcité, de démocratie, de gestion directe des installations par les usagers, le C.L.A.J.-P.A. prépare les jeunes travailleurs à la lutte sociale en leur donnant le sens de leurs responsabilités et de la valeur de l'action collective, décide de continuer à lui apporter son appui dans les conseils d'administration départementaux et nationaux.

Le IVe Congrès national de la C.N.T. réaffirme sa volonté de s'opposer à toute mesure qui tendrait à préparer une étatisation des Auberges de jeunesse. Il demande à tous les adhérents de la C.N.T. militant au C.L.A.J.-P.A. de poursuivre leurs efforts pour la défense des principes de l'ajisme dans le sens de l'orientation déterminée par les usagers d'auberges de jeunesse dans leur dernier congrès national tenu à Puteaux les 10, 11 et 12 novembre 1950.

(NOTA. — Le rapporteur a donné connaissance de la motion d'orientation des A.J. au cours d'une de ses interventions.)

Enfin, pour clôturer ses travaux, le Congrès adopte à l'unanimité une adresse à la presse dans laquelle la C.N.T. affirme sa volonté de lutter pour le respect des quarante heures, pour le rajustement des salaires au niveau du pouvoir d'achat de 1938, pour l'échelle mobile, contre la hiérarchie des salaires, contre l'intrusion de l'Etat dans les affaires ouvrières et pour la paix.

Pour le regroupement syndical des révolutionnaires

(*Suite de la première page.*)

vrai, ils n'en seraient pas réduits à l'espoir d'un hypothétique regroupement de fractions poursuivant d'ailleurs des buts strictement divergents.

Nous voudrions qu'ils se pénètrent que la seule union possible et souhaitable est celle qui doit grouper tous les syndicalistes révolutionnaires partisans de la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme par des moyens qui ressortissent à la classe ouvrière elle-même en dehors de toute influence qui lui est étrangère.

Et nous pensons que s'ils ne voulaient pas ignorer systématiquement les possibilités qui leur sont offertes par la C.N.T. à ce sujet, ils se détourneraient d'une voie qui n'est, de leur propre aveu, qu'une impasse.

Peut-être nous sera-t-il donné qu'ils voudront étudier les débats qui se sont déroulés aux assises du quatrième congrès de la C.N.T. Et de le faire objectivement. Car nous sommes certain qu'alors, ils ne pourront que reconnaître l'effort considérable et positif qui a été fait par les congressistes pour faire la part des abstractions et du concret.

Là, pas de manœuvres de bonzes : des empoignades passionnées et, à la fin, un accord — certains disent un compromis — qui permet à tous les révolutionnaires partisans de la plus grande liberté de se retrouver côte-à-côte pour la lutte contre le régime et l'amélioration immédiate des conditions actuelles de la classe ouvrière.

Là, un syndicalisme réel qui, en raison du principe que la fonction crée l'organe, n'a besoin de personne pour élaborer sa propre interprétation des faits ainsi que l'enseignement qui en découle.

Là, un syndicalisme vertébré, musclé, nourrissant son cerveau de son sang, se colletant lui-même à la réalité, un syndicalisme indépendant fédéraliste et libre, le seul, qui, dans ce pays, le soit.

Le congrès de la C.N.T. a été un congrès réaliste, un congrès qui regarde la réalité en face, un congrès qui a fait la preuve que la place de tous les révolutionnaires est à la C. N.T. et qu'il y a une pensée syndicaliste.

Ceux qui voudront continuer de l'ignorer feront la preuve qu'ils ne vivent pas encore suffisamment les souffrances des travailleurs, que leur moi idéologique, passe avant celles-ci.

CE SOIR
vendredi 24 novembre 1950
à 20 h. 30
Salle de la Chope du Combat
2, rue de Meaux, Paris (19e)
(Métro : Colonel-Fabien)

CONFÉRENCE

par Renée LAMBERET
de la
Fédération de l'Enseignement
sur

LE SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE EN SUEDE

L'HISTOIRE DE LA S.A.C.
(Section suédoise de l'A.I.T.)

Invitation cordiale à tous

L'abondance des matières nous oblige à reporter à la semaine prochaine, l'étude de Vezon sur la Yougoslavie.

B.D.I.C

3428

LE COMBAT SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

24e année - Nlle série, No 48 — 10 FRANCS — VENDREDI 1er DECEMBRE 1950

LA PAIX SE GAGNE

A l'heure où nous écrivons ces lignes le conflit coréen entre dans une phase nouvelle.

Nous n'avons pas été de ceux qui ont avancé des « certitudes ». Nous pensions trop à ce que la guerre tient à peu de chose.

Tant que la puissante force armée américaine n'avait devant elle que les seules forces nord-coréennes il n'était pas difficile de prévoir l'issue du combat. Mais il existait un tragique point d'interrogation : l'attitude des nouveaux maîtres de la Chine.

Et nous apprenons maintenant que quatre armées chinoises font front à l'armée américaine et forcent celle-ci à reculer.

Le risque devant lequel nous sommes maintenant immédiatement placé, c'est celui qui résulte de la notion de prestige.

La Chine ne veut pas perdre la face; les Etats-Unis ne conçoivent pas une défaite sur le plan militaire.

Enfin, la presse annonce des mouvements de troupes russes en Sibérie sud-orientale. Si la nouvelle est confirmée, le risque d'une conflagration mondiale augmente.

Partout on sent que la crainte s'installe et que ce qui domine les peuples c'est cette grande peur.

Les souffrances de la seconde guerre mondiale ne sont pas oubliées; les souvenir en sont encore là, tangibles.

Mais il faut constater que cette crainte n'engendre pas l'idée de lutte contre le fléau. Il apparaît que, bien qu'ils y répugnent, les peuples acceptent la fatalité de celui-ci.

Et cependant, nous sommes de ceux qui pensent que s'ils le voulaient — s'ils savaient le vouloir — les peuples pourraient dresser un barrage efficace au crime.

Mais il faudrait qu'ils retrouvent les voies de l'action directe se déroulant sur le plan économique. On ne dispose pas d'un peuple qui passe à l'offensive et toute la question est de rendre au prolétariat son sens offensif.

C'est en luttant d'abord, sur son propre sol, contre ses propres exploiteurs, que la classe ouvrière peut trouver le chemin de la Paix.

CNT

Existe-t-il des "valeurs spirituelles" ?

Vous avez entendu sûrement parler des valeurs spirituelles. Et même il est parfois question dans les journaux, de « familles spirituelles », mais pour nous cette dernière expression n'a aucun sens. Car nous connaissons bien des associations et bien des ligues, sans oublier celle des pères lapins, lapinistes et lapinisants, mais toutes ont en vue des intérêts matériels plus ou moins sordides, quelles que soient les couleurs du pavillon qui couvre la marchandise.

Nous ne voulons nous occuper aujourd'hui que des seules valeurs spirituelles, si, toutefois, elles existent vraiment.

Essayons d'abord de définir ces mots : Qu'est-ce qu'une valeur spirituelle ?

C'est, croyons-nous, l'efficience d'un certain mode de penser. Il y a dans la pensée humaine des « idées forces ». C'est, à ce qui nous semble, Alfred Fouillée qui, le premier, s'est servi de cette locution. Et c'est une des plus heureuses de notre vocabulaire philosophique.

Il existe en effet des idées qui contiennent en elles-mêmes une puissance formidable. Si nous voulons prendre un exemple, nous nous reporterons, de la façon la plus naturelle pour un syndicaliste révolutionnaire, à la notion de grève générale.

La grève générale révolutionnaire. Voilà une idée force qui aurait pu à un moment donné changer la face du monde. Mais elle est passée de mode grâce aux manœuvres des politiciens qui ont tout fait pour la discréditer.

Cette idée de la grève générale révolutionnaire constituait ce qu'il est convenu d'appeler un mythe, d'après Georges Sorel.

Or, un mythe c'est une fable, mais il y a beaucoup de mythes dans l'histoire de l'humanité qui cachent un grand fait. La grève générale révolutionnaire peut devenir un grand fait historique et c'est à quoi nous nous employons, nous, humbles militants de la C.N.T.

La grève générale révolutionnaire a pour but de supprimer l'exploitation de l'homme par l'homme (formule usée jusqu'à la corde mais qui n'en conserve pas moins sa valeur primitive) et de libérer l'individu de la tutelle du patronat et de l'Etat.

Voyons maintenant les autres va-

TRENCOSERP.

(*Suite en page 2.*)

SEUL LE SYNDICALISME PEUT UNIR

Le quatrième congrès de la C.N.T. aura, une fois de plus, fait la preuve de ce qui est un des aspects les plus intéressants du syndicalisme fédéraliste, quand il est libre.

Bien que ceux qui y participaient se soient quelquefois opposés les uns les autres avec passion, nous étions de ceux qui pensaient que s'il était permis de trouver une plateforme syndicaliste, l'entente était certaine. Et c'est ce qui s'est produit.

On a raison de dire que seul le syndicalisme peut unir.

Car cela est dans sa nature propre.

Il est bien certain qu'en quelque endroit que ce soit, si des travailleurs prennent langue pour se pencher sur les intérêts qui sont les leurs, ils tomberont nécessairement d'accord si, toutefois, une condition se trouve remplie : celle du rejet de tous les a-priorismes étrangers à leur situation de travailleurs.

C'est là une vérité telle que trente années de propagande et de lutte sournoise contre cette évidence, n'ont pas encore suffi aux extrasyndicalistes pour l'extirper de la mentalité ouvrière de ce pays. Et c'est bien ainsi.

Car cela nous autorise à espérer que tôt ou tard pourra se faire le regroupement que nous espérons tous, celui des travailleurs qui veulent la fin du régime que nous subissons.

Car c'est bien là le but essentiel de la C.N.T., sa raison d'être : unir les travailleurs qui veulent vivre libre et dignement.

Et il est bien évident que cela ne peut se faire que sur la base de la pratique constante de l'action directe, s'opposant partout et toujours aux intentions du patronat et de l'Etat et à tous ceux qui veulent eux-mêmes être, un jour, l'Etat.

Nous pensons que les décisions du Congrès permettront à nos syndicats de faire la preuve devant les travailleurs de leur profession, qu'ils sont prêts à les défendre là où cela s'avère nécessaire, en affrontant non pas verbalement, mais concrètement, les difficultés que cela suppose.

Il est bien certain qu'il y aura quelque chose de changé dans ce pays quand les pouvoirs publics trouveront devant eux des gens qui refusent la notion d'intérêt général, qui leur opposeront leur sens de classe, leur esprit de révolte et leur conscience de révolutionnaires conséquents.

Si cette action peut être conduite méthodiquement, sérieusement, avec abnégation, il est certain qu'elle portera ses fruits et que les travailleurs se reprendront à espérer.

Car, quoi qu'on dise, les travailleurs ne demandent qu'à espérer. S'ils ont perdu l'espoir, c'est parce qu'ils se sont sentis trahis. Si les organisations auxquelles ils avaient adhéré en masse, avaient, si peu que ce soit, rempli une partie des obligations que leur imposait leur propre Charte, il

Jean THERSANT.

(*Suite en page 2.*)

Assurez la parution hebdomadaire du C. S. en souscrivant

Nous demandons à tous les cénétistes fervents de faire le maximum pour que la souscription nationale décidée par le Congrès de Bordeaux pour que le COMBAT SYNDICALISTE continue le bon combat, soit un succès.

Nous leur rappelons que des listes de souscription sont à leur disposition au siège. Quant à nos camarades de province, ils peuvent les réclamer à l'Administration.

Que partout circulent nos listes ! Le COMBAT est un journal libre qui dit ce qu'il pense. Pour assurer sa parution, souscrivez !

Adressez les sommes à Yvette Richaud, 20, rue Sainte-Marthe, Paris (10e). Compte Chèque Postal : Paris 7497-93.

Après l'accord provisoire chez les employés

Après de multiples discussions, un accord provisoire de salaires est intervenu dans la banque.

Voici le texte de l'accord signé le 9 novembre 1950 :

ACCORD PROVISOIRE

Le total du salaire effectif de chaque agent au 31 octobre 1950 et du 1/13e de la prime de vacances est majoré de 6 %. La date d'application de cette majoration prend effet du 1er septembre 1950.

La discussion de la convention collective reprendra dès que la délégation patronale sera en possession de l'ensemble des demandes de modification à la convention collective, y compris celle des cadres, car il est rappelé que les banques continuent à faire une masse de toutes les dispositions qui comportent une augmentation directe ou indirecte des dépenses du personnel.

L'accord définitif prendra effet du 1er septembre 1950 à condition qu'il intervienne avant le 31 décembre 1950.

Voici, en vertu de cet accord, quels sont les nouveaux salaires employés dans la profession, dans l'ordre :

Coefficient ; salaires au 31 octobre 1950 ; 1/13e à la prime de vacances ; augmentation de 6 % ; salaires après l'accord ; augmentation. 123 : 13.674 + 658 + 860 = 15.192 ; 1.518. — 138 : 14.898 + 658 + 933 = 16.489 ; 1.591. — 150 : 15.876 + 658 + 992 = 17.526 ; 1.650. — 170 : 17.507 + 658 + 1.090 = 19.255; 1.748. — 190 : 19.138 + 658 + 1.188 = 20.984 ; 1.846.

N.B. — Ces chiffres sont valables pour Paris. Pour la province, il convient de leur appliquer les abattements de zone.

La prime de transport n'est pas incluse dans ces chiffres.

Les salaires indiqués subissent un abattement de 10 % pour les cotisations à la caisse de retraites et à la Sécurité sociale.

Le personnel employé dans la profession se répartit ainsi : 4 % du personnel est à un coefficient inférieur à 138 ; 12 % est à 138 ; 27 % est à 150 ; 30 % est à 170 ; 10 % est à 190.

73 % du personnel a donc moins de 20.000 francs par mois et 43 % moins de 17.000. C'est ce que les patrons appellent un « salaire décent ».

Quant à l'accord, celui-ci n'a pas reçu, à ce jour, la signature de la C.G.T. Mais Marceau, secrétaire de la Fédération C.G.T. a demandé « à ce que l'accord provisoire soit appliqué ».

Comme dans la métallurgie, le patronat vient de remporter une victoire. Alors qu'au début de la réunion, toutes les organisations s'étaient mises d'accord pour demander 20 % avec minimum de 4.000, F.O. et C.F.T.C. ont jugé utile de transiger à 6 %.

C'est sans doute ce que la grande presse gouvernementale qualifie d' « avantages substantiels » !

Raymond THIERRY.

Un ouvrier a le bras broyé à la Cellophane

En 1945, la Société La Cellophane s'empressait d'appliquer le système de la prime au rendement.

Taylor et Bedeau auraient de quoi être satisfaits ; en effet cette exploitation de l'homme par l'homme, a été améliorée sous la haute direction du jésuite de combat, Frère.

Cet individu qui possède à la place du cœur un sac d'écus, ne veut voir que les graphiques de production ; l'architecture humaine ne l'intéresse nullement.

Il est vrai qu'il fait son *mea culpa* à confesse tous les dimanches.

La direction larmoyante pleurant sur ses difficultés, et ses marges bénéficiaires restreintes, a de nouveau augmenté les cadences de travail.

Et nous voyons dans ces usines de mort lente, où stagnent dans une atmosphère putride, les acides et solvants les plus toxiques, de fréquents accidents.

Dernièrement, l'ouvrier Guitry s'est fait broyé un bras.

Le salaire de base est insignifiant, aussi l'ouvrier, pour subvenir à ses besoins, doit fournir un maximum de rendement. Hélas ! cela crée la division ouvrière à la joie sadique des valets de Dupont de Nemours.

Ces négriers du T.A. devraient faire un stage au bagne de la Fibranne, particulièrement (Sulfuration et Marissement), ils seraient vite édifiés. Mais la Section C.N.T. toujours à la pointe du combat syndicaliste, aidée des camarades des autres sections syndicales, saura faire entendre raison à ce patronat borné.

Aussi, tout sera mis en œuvre pour la suppression totale de primes au rendement, la diminution des heures de travail à la Fibranne (5 heures de travail effectif payé 8 heures), l'obtention de salaires décents, et pour l'ensemble du personnel 40 heures de travail payées 48 heures.

Chacun y trouvera son compte : la direction et la Sécurité Sociale, par la régression des maladies et des accidents.

En avant compagnons, nous vaincrons !

La Section C.N.T.
de la Cellophane de Bezon.

LA VOIX DE LA F.T.R.

ANNIVERSAIRE

L'histoire est un éternel recommencement : en 1938 un vent de révolte soufflait chez les cheminots. Le décret du 18 janvier 1937 relatif à l'application de la loi du 21 juin 1936 instituant la semaine de 40 heures dans les chemins de fer, était abrogé et remplacé par le décret-loi du 12 novembre 1938.

En moins de deux ans l'Etat et son soutien le capital reprenaient à la classe ouvrière ce qu'elle avait arraché en 1936.

La Convention collective qui semblait quelque chose à laquelle on ne pouvait rien changer sans l'accord des signataires, était sciemment violée, ou rayée d'un coup de plume.

On abolissait le règlement sur les facilités de circulation. On réalisait la compression massive du personnel, on arrêtait tout embauchage, on préconisait la mise à la disposition de certaines usines de milliers d'ouvriers qualifiés indispensables au chemin de fer. La coordination du rail et de la route était à l'ordre du jour.

Dans le Sud-Est, l'ordre régional no 15, du 18 août 1938, portait une atteinte aux principes élémentaires de la sécurité dans la circulation et la conduite des trains, par la diminution notable des effectifs du personnel trains et machines.

Et la réaction ouvrière direz-vous ? Elle fut surtout « télégraphique » : le Congrès confédéral tenait ses assises à Nantes, le Bureau fut noyé sous un amas de télégrammes appelant à l'action immédiate.

La C.G.T. déclara qu'une grève de 24 heures aurait lieu le mercredi 30 novembre, et que quels que soient les événements le travail reprendrait le 1er décembre. La grève devait se faire sans occupation d'usines, de chantiers ou de bureaux ; il ne serait organisée aucune manifestation, ni tenu de réunion. Quelle déception pour les ouvriers qui croyaient faire partie d'une centrale qui prenait son inspiration dans la Charte d'Amiens.

Le C.A. de la Fédération des Cheminots se ralliait à cette décision le 24, donnant ainsi six jours de préavis qui permirent au gouvernement de mettre en place tous les moyens de coercition, y compris la mobilisation, permettant de faire échec aux travailleurs. Les ouvriers écœurés abandonnèrent le syndicat.

Douze ans après l'histoire se renouvelle, les cheminots se retrouvent dans la même situation rétrograde face aux pouvoirs publics. Le leurre de la Convention est soutenu par les Centrales réformistes malgré l'expérience de 1938.

L'Unité syndicale des bureaucrates n'existe plus parce que les politiciens n'ont pû renouveler la farce que fut le Front populaire et le fameux serment du 14 juillet.

Aujourd'hui comme hier, la lutte économique et politique que se livrent les oligarchies est sans pitié; c'est une lutte à mort dont les peuples sont l'instrument; elles savent créer la psychose par leur presse et leurs hommes d'Etat.

Les peuples — et j'attache à ce mot peuple toute sa signification prolétarienne — vont-ils une fois de plus se jeter les uns contre les autres.

Après l'échec de l'entrevue du Comité C.F.T.C.-F.O.-Cadres, auprès du Ministre des Finances au sujet des salaires et le projet d'économies de 50 milliards sur l'équipement du pays; après le projet d'un fonds spécial d'armement où seront versés une tranche de 165 milliards provenant des impôts, les syndicalistes égarés dans les centrales réformistes auront-ils enfin compris que le parlementarisme et l'Etat ne peuvent œuvrer à la libération de la classe ouvrière ?

Seule l'Action révolutionnaire libérera le prolétariat.

J. BRIVES.

B.D.I.C

Existe-t-il des "valeurs spirituelles" ?

(*Suite de la page 1*)

leurs spirituelles. Il n'y en a que deux : la religion et le marxisme, les autres se réfèrent plus ou moins à la première ou à la seconde.

La religion essaie tant bien que mal de remonter le courant « matérialiste » de la société actuelle, par le truchement de sa morale.

La morale religieuse ne peut rien contre les mœurs. Elle tolère tout : l'exploitation, le marché noir, le colonialisme esclavagiste (qu'on nous excuse ce pléonasme) et même la guerre sous toutes ses formes.

Il n'y a qu'une chose sur laquelle elle ne transige pas, c'est sur la question des rapports sexuels.

Vous pouvez commettre les crimes les plus atroces, si vous accomplissez l'acte d'amour dans les formes prescrites, l'absolution vous est acquise d'avance. Relisez les « Provinciales » de Pascal. Elles sont plus que jamais d'actualité. Et nous sommes forcés de conclure que l'Eglise catholique a contribué largement à la corruption de l'humanité.

Comme valeurs spirituelles il y a encore le protestantisme qui, bien souvent a fomenté d'heureuses initiatives pour revaloriser l'individualité humaine mais n'a pas su, jusqu'à ce jour, se dégager complètement de l'emprise capitaliste.

Et il nous reste enfin : le marxisme. Le marxisme, chacun sait cela, n'attache d'importance qu'au seul fait économique. La morale selon lui, n'est que le résultat d'une certaine façon de vivre à une époque donnée. Dans ces conditions, peut-on compter le marxisme comme une valeur spirituelle ?

Non, le marxisme bénéficie d'une certaine idolâtrie des masses qui n'est qu'une transposition d'un même état d'esprit qui, du plan religieux, s'instaure sur le plan social. Le marxisme profite de cette transposition et cependant il la méprise.

En définitive, le marxisme réaliste table bien plus sur la jalousie des individus (à chacun selon ses œuvres) que sur la fraternité.

Nous nions, quant à nous, toutes ces prétendues valeurs spirituelles. Tous, depuis les catholiques jusqu'aux marxistes, luttent pour le bifteck. Mais pour eux seuls.

Les syndicalistes, au contraire, luttent pour le bifteck pour tous et c'est ce matérialisme : la satisfaction des besoins matériels de tous et de chacun, qui réjouit le plus haut idéalisme et fait qu'en ce moment ils sont les seules valeurs spirituelles que ce monde bassement égoïste connaît.

La presse syndicaliste

Depuis plusieurs mois nous avons tenté de faire du COMBAT SYNDICALISTE une arme nécessaire à l'action quotidienne de nos camarades. Nous n'avons su éviter certaines erreurs mais cependant nous avons démontré que notre journal pouvait très souvent se placer à l'avant-garde de la lutte sociale. Notre Congrès de Bordeaux, en approuvant le rapport de la rédaction, nous a invité à poursuivre notre effort.

Pourtant dans les discussions quelques camarades ont jeté une note discordante. Ils reprochaient particulièrement la place occupée par nos rubriques culturelles : cinéma, livres, théâtres, etc.

C'est la raison pour laquelle nous croyons nécessaire l'article présent qui doit préciser dans quel sens nous croyons devoir ne pas cesser notre page culturelle.

Le syndicalisme, selon notre conception, a pour but la construction d'une société basée sur la coopération de tous les travailleurs, la disparition de l'exploitation de l'homme par l'homme. Pour arriver à une telle transformation de profonds bouleversements sont nécessaires. Bouleversements pas seulement sociaux, politiques, mais également moraux. La majorité des individus qui composent notre société est trop imprégnée du mode de pensée et des préjugés bourgeois, pour que nous espérions réaliser avec eux une société socialiste.

La classe ouvrière même, qui pourtant souffre des méfaits de la société capitaliste, rencontre des difficultés à se débarrasser des notions périmées imposées par une caste régnante.

C'est à la destruction de la morale bourgeoise que nous devons nous attacher. Nous devons pour cela utiliser tous les moyens à notre disposition.

N'est-ce pas par la presse, la radio, le cinéma, le théâtre, la littérature que la bourgeoisie enfonce ses notions réactionnaires dans le crâne des ouvriers ?

Il suffit pour s'en convaincre de connaître des chiffres de vente des grands journaux, hebdomadaires et revues. N'est-il pas significatif que 700.000 personnes lisent régulièrement un journal tel que « France-Dimanche » ?

Que des ouvriers s'extasient sur la littérature Mauriac et consort ? Que Jean de Létraz ou Bourvil soient des noms qui courent sur toutes les lèvres ?

Tant que nous en seront là, aucun progrès social n'est à espérer.

Nous devons pourtant, malgré les difficultés, réagir.

C'est un des rôles de notre presse. Nous devons faire connaître à nos camarades ce qui est sain, leur donner le goût des bonnes lectures, du vrai cinéma, du beau théâtre. C'est un travail aussi nécessaire à la révolution que l'action quotidienne, mais sûrement plus efficace que les discours où les grandes déclarations de principes.

Notre rôle est de faire connaître les différentes expériences et réalisations sociales, les communautés, les coopératives, les problèmes de gestion des entreprises. Nous n'allons pas devenir des directeurs de pensées.

Il serait stupide d'appliquer telle ou telle théorie, de défendre une idée de préférence à une autre, sous le prétexte que le « COMBAT » le conseille.

Ceci est, dans le monde ouvrier, l'apanage de la presse stalinienne. Nous désirons mieux : éveiller la curiosité de nos camarades, leur donner le goût de la réflexion, de l'étude.

Grande serait notre satisfaction si nous arrivions, dans certains cas, à ce résultat.

Cela nous donne la force de persévérer.

Jean BERNARD.

CAMARADE !

Combien as-tu diffusé de "COMBAT SYNDICALISTE" la semaine dernière ?

COMMUNIQUES

TRESORIER CONFEDERAL

René Doussot, 9, avenue de la Porte-de-Clignancourt, Paris (18e). C.C.P. 5046-35.

FEDERATION DU BATIMENT

Tout ce qui concerne la Fédération du Bâtiment doit être envoyé à l'adresse suivante, fonds et correspondance : ARONDEL Maurice, 100, rue Doudeauville, Paris (18e). Chèque Postal : 6261-16 Paris.

QUATRIEME U.R.

COMMENTRY

Pour tout ce qui concerne l'union locale, adresser toute correspondance à L. Malfant, boulevard Ramboura, Commentry.

Tous les soirs, de 16 heures à 19 h. 30, Bureau 15. Vieille Bourse du Travail. Dimanche de 10 à 12 heures : Conseil juridique sur place.

Pour Saint-Eloy-les-Mines et Montluçon, prière de prendre contact à l'adresse ci-dessus indiquée.

U.L. DE CLERMONT-FERRAND

L'U.L. tient une permanence chaque samedi de 20 h. 30 à 22 heures au 9 de la rue de l'Ange.

CINQUIEME U.R.

NIMES

Pradier, 24, rue de l'Etoile, Nîmes (Gard).

DIX-NEUVIEME REGION

Les U. locales de Toulon, Istres, Aix-en-Provence et le groupe de Bollène sont particulièrement invités à maintenir des contacts suivis avec le Secrétariat régional.

TOULON

Pour tous renseignements, adhésions, librairie, s'adresser à M. D. Diné Gabriel, 36, rue Augustin-Dammas, Toulon. Permanence tous les jours à toutes heures.

MARSEILLE

COURS DE FRANÇAIS ET GROUPE ARTISTIQUE

Tous les mardis soir, de 6 à 7 heures, cours de français pour camarades étrangers. Groupe artistique (déclamation, théâtre, solfège, chorale, mandoline), de 7 à 8 h. 30. Se faire inscrire à la C.N.T., ancienne Bourse du Travail, salle 5.

NICE ET REGION

Inter. : adh., cartes, journaux : A. Pallanca, rue Joseph-Layet, Villeneuve-Loubet (Alpes-Maritimes).

DEUXIEME REGION

SYNDICAT INDUSTRIEL DES METAUX

Assemblée générale, le samedi 16 décembre, à 14 h. 30, Salle de la Chope du Combat, place du Colonel-Fabien. Présence indispensable.

SYNDICAT DES EMPLOYES

Assemblée générale (Fleuristes et autres catégories), le vendredi 8 décembre 1950, à 18 h. 30, à la Bourse du Travail, Salle des Commissions du 3e étage.

Ordre du jour : 1° Compte rendu sur le Congrès de Bordeaux ; 2° Propagande syndicale ; 3° Questions diverses. Présence de tous indispensable.

BOIS-AMEUBLEMENT

19, rue Faidherbe, café « La Source », à 18 h. 30, tous les mercredis.

LIVRE-PAPIER-CARTON

Premier et troisième samedis, de 14 h. 30 à 18 heures.

P.T.T.

Deuxième et quatrième dimanches, à 9 heures. Permanence lundi, de 18 à 20 heures.

TEXTILE-HABILLEMENT

Tous les samedis, de 14 à 18 heures.

CUIRS ET PEAUX

Lundi, à 18 h. 30, au siège.

H.C.R.C.

Lundi, à partir de 15 heures.

UNION LOCALE DE SAINT-DENIS

Permanence tous les seconds et quatrièmes dimanches du mois, 10 ou 12, impasse Boise, de 10 à 12 heures. Cotisations et renseignements.

Le Responsable : CHARTIER.

UNION LOCALE DE PALAISEAU

Réunion chaque deuxième dimanche du mois, de 10 à 12 heures, Café du Casino, 147, rue de Paris. Une bibliothèque est ouverte aux adhérents et sympathisants.

■

RÈGLEMENTS DU C. S. REÇUS AU 27 NOVEMBRE

Alarcon, à Chasse-sur-Rhône, 500; Bosque, à Labastide-du-Temple, 150; Dine, à Toulon, 2.200; Falgon, à La Mulatière, 1.650; Escoda, à Nœux-les-Mines, 160; Gil, à Perpignan, 7.100; Colin, à Saint-Marc, 2.400; Bernabé, à Tignes, 600; Pardo, à Carmaux, 1.300; Moizo, à Rennes, 600; Allain, à Couëron, 990; Raynaud, à Istres, 580; René Giraud, au Havre, 300.

Conformément à la décision du Congrès de Bordeaux, nos dépositaires seront maintenant avisés de la réception de leurs règlements de la manière ci-dessus, cela afin d'éviter des frais de correspondance inutiles. Y. R.

LIBRAIRIE

LIVRES

P. Besnard. — L'Ethique du Syndicalisme, 75, 105; Le Monde nouveau, 140, 170; La Paix, 100, 130.
J. Blanc. — Confusion des peines, T. I, 255, 285; Joyeux fait ton fourbi, T. II, 255, 285.
L. Buchner. — Force et Matière, 240, 285.
Ceyrat. — La trahison permanente du P. C., 150, 195.
J. Duboin. — Economie distributive, 100, 145.
S. Faure. — Mon Communisme, 260, 290; L'Imposture religieuse, 230, 275; La véritable révolution sociale, 60, 90.
G. Giroud. — Paul Robin, 150, 180.
E. Haeckel. — Histoire de la création, 400, 470.
M. Hallé. — Par les chemins creux et la grand'route, 150, 180.
J. Humbert. — Sébastien Faure, 180, 210; Eugène Humbert, 350, 395.
Hureau. — Les jésuites, la classe ouvrière et la Révolution, 80, 110.
V. Méric. — Coulisses et tréteaux, 75, 120.
J. Jacques. — Vie et mort des Corporations, 125, 155.
G. Leval. — L'indispensable Révolution, 100, 145.
Lissagaray. — Histoire de la Commune de 1870, 400, 470.
Malato. — Les joyeusetés de l'exil, 100, 145.
Malon. — Précis du syndicalisme, 175, 220.
N. Makhno. — La Révolution russe, 150, 195.
A. Marc. — Avènement de la classe ouvrière, 210, 270.
Docteur Marchal. — La liberté de la conception, 280, 310; Le calendrier de la femme, 100, 110.
J. Marestan. — L'éducation sexuelle, 250, 280.
I. Mett. — La commune de Cronstadt, 100, 115.
Dsse Pelletier. — L'émancipation sexuelle de la femme, 50, 65.
F. Pelloutier. — Histoire des bourses du travail, 260, 290.
F. Planche. — Durolle, 150, 180; Kropotkine, 210, 240; La vie ardente de Louise Michel, 150, 195.
P.-J. Proudhon (œuvres). — La Révolution sociale, 500, 570.
E. Reclus. — L'évolution, la révolution et l'idéal anarchiste, 120, 150.
J. Rennes. — Syndicalisme français, 200, 245.
A. Sergent et *C. Harmel.* — Histoire de l'Anarchie, 690, 760.
L. Ténard. — Le curé Bourgogne, 100, 130; Le Sauveur, 100, 130.
J. Vallès. — Le bachelier, 125, 155; L'Enfant, 125, 155; L'Insurgé, 125, 155.
Voline. — La Révolution inconnue, 450, 520.
G. Vinatrel. — L'U.R.S.S. concentrationnaire, 150, 180.
Walling. — Le mouvement ouvrier et la démocratie aux E.U., 300, 370.
S. Wisner. — L'Algérie dans l'impasse, 150, 180.

REVUES

Mains et Cerveau, 40, 60.
La Révolution prolétarienne, 40, 60.
Défense de l'Homme, 40, 60.
Etudes anarchistes, 40, 60.

EXPÉDITION

Pour les brochures joindre 10 francs à chaque.
Pour les recommandés joindre 40 francs par colis, en plus.
C.C. Postal de la Librairie : Paris C.C. 7.473-08, M. Marcheti Robert, 1, rue Dulaure, Paris (20e).

Le Directeur-Gérant : DOUILLET François

Imp. 11, Rue de Tanger

SEUL LE SYNDICALISME PEUT UNIR

(*Suite de la 1re page*)

est bien certain que, se sentant sûrs d'eux, parce que sûrs de leurs organisations de classe, les travailleurs ne se seraient pas retranchés de la lutte, et qu'ils auraient pratiqué celle-ci avec toujours plus de fermeté.

C'est pourquoi il est nécessaire, d'une part, qu'existe une organisation comme la C.N.T. qui ne perde pas de vue que la collaboration des classes n'est qu'une duperie et que, d'autre part, cette organisation — la C.N.T. — soit une organisation qui soit près des travailleurs, avec eux, partout où il y a pour eux un intérêt à défendre.

La tâche de redonner confiance à la classe ouvrière est lourde, mais elle n'est pas insurmontable. Il suffit de vouloir l'entreprendre. Le scepticisme n'a jamais mené à rien. Il faut évaluer objectivement le chemin à parcourir et... se mettre à l'ouvrage.

Si nous savons donner cet exemple, nous vaincrons.

BULLETIN D'ABONNEMENT

au « Combat Syndicaliste »

Je soussigné,
NOM .....
Prénoms .....
demeurant .....
.....
déclare souscrire un abonnement de (1) .....
au « Combat Syndicaliste ».

Le .....

SIGNATURE

Envoyez les sommes au C.C.P. PARIS 7497-93
Y. RICHAUD, 20, Rue Sainte-Marthe, PARIS-Xe

(1) 12 numéros : 110 fr. - 24 numéros : 215 fr. - 48 numéros : 420 fr.

VIEUX TEXTES TOUJOURS VRAIS

La décomposition du Marxisme

de Georges SOREL

(8)

CHAPITRE III

(*suite*)

Le moment était venu de corriger et compléter l'œuvre des utopistes, en profitant des expériences faites depuis un demi-siècle. On était ainsi conduit à une « décomposition du marxisme », puisque désormais des préjugés blanquistes ne viendraient plus se mêler aux études faites sur l'administration et sur la politique pratique.

Pendant que Bernstein s'efforçait ainsi de concentrer l'attention des socialistes allemands sur les parties de la doctrine que ceux-ci avaient négligées, le travail naturel de l'évolution des partis amenait les chefs du socialisme à abandonner les points de vue marxistes, tout en se défendant de ne vouloir rien changer. Le 5 décembre 1899, Bebel prononçait à Berlin un discours dans lequel se faisait jour le plus pur socialisme d'Etat ; il osait même revenir aux coopératives subventionnées par l'Etat que Marx avaient condamnées dans sa lettre de 1875 sur le programme de Gotha (7). Toutefois on n'en continuait pas moins à considérer Bernstein comme un hérétique, afin de paraître toujours fidèle aux vieilles espérances révolutionnaires, demeurées chères à beaucoup d'ouvriers (surtout à Berlin) et afin de ne pas donner des armes aux anarchistes si haïs de la social-démocratie.

Les politiciens socialistes allemands estimaient qu'ils n'avaient d'ailleurs nul besoin de se préoccuper de faire des recherches auxquelles les conviait Bernstein, parce qu'un député est tout comme un marquis de l'Ancien Régime, un homme qui sait tout sans avoir besoin d'apprendre.

Mais le marxisme est-il bien uniquement ce que supposait Bernstein ? Voilà ce qu'il faudrait savoir. N'y a-t-il pas en lui autre chose que les formules que l'on cite et dont la valeur semble être de plus en plus discutable ? Ne serait-ce point une conception philosophique propre à éclairer les luttes sociales plutôt qu'un recueil de préceptes politiques ? C'est ce que nous allons examiner, d'une manière sommaire, en opposant aux utopistes et aux blanquistes quelques-uns des éléments fondamentaux du marxisme.

CHAPITRE IV

Différences entre Marx et les utopistes. — Pas de critique juridique de la propriété privée. — Sophisme de Thompson et de Pecqueur. — Organisation de la production réalisée par le capitalisme. — Régularisation des salaires par l'équilibre économique. — Travail futur fondé sur les usages légués par le capitalisme.

a) Suivant beaucoup d'écrivains contemporains, Marx aurait laissé une grande lacune dans son œuvre, en ne fondant pas une théorie de la propriété : le professeur Anton Menger dit, par exemple : « Il manque chez lui le complément nécessaire de la théorie de la plus-value, c'est-à-dire une « critique juridique de la propriété privée » des moyens de production et des choses utiles, et par suite un examen approfondi du droit au produit intégral du travail » (1). Beaucoup de jeunes universitaires, qui regardent Marx comme un chien crevé, sont partis de ce jugement solennel prononcé par le professeur autrichien pour faire des critiques juridiques de la propriété ; toute cette littérature pseudo-scientifique est formée d'un amoncellement de sophismes obscurs, dénués de tout intérêt, indignes de mériter l'honneur d'une réfutation.

Je crois qu'il faut grandement féliciter Marx de ne pas être entré dans la voie qu'on lui reproche de ne pas avoir suivie ; et je regarde son attitude sur cette question comme ayant une importance capitale. Aucune correction ne saurait être apportée à son système à ce point de vue ; tout auteur qui fera une critique juridique de la propriété privée se placera en dehors du marxisme ; c'est là une constation très décisive à faire dès le début de nos recherches.

Comment pourrait-on, d'ailleurs, s'y prendre pour faire le travail auquel nous convie Menger ? Il faudrait pour cela s'appuyer sur les principes du droit moderne ; mais ceux-ci ne sont-ils pas fondés sur l'existence de la propriété privée bourgeoise ? Pour peu qu'on adopte dans une certaine mesure les principes du matérialisme historique, un tel travail apparaît comme ne pouvant être qu'un tissu de sophismes. L'absurdité de l'entreprise n'apparaît point à Menger parce qu'il ne se rend pas un compte exact des relations qui existent entre toute superstructure idéologique et l'économie ; mais pour un marxiste, la dissociation que supposaient les utopistes, et que supposent encore quelques philosophes sans philosophie, est un non-sens.

Il est bien vrai qu'aucun système idéologique n'est jamais parfaitement cohérent. Il demeure toujours dans le droit des règles anciennes qui ne peuvent s'expliquer correctement qu'au moyen de l'histoire et qui, prises isolément, pourraient recevoir des interprétations fantaisistes. D'autre part, il y a des lois exceptionnelles qui ont été introduites sous l'influence des caprices d'un homme puissant et qui forment des îlots que le juriste cherche à délimiter avec rigueur. Enfin, les circonstances politiques exercent, de temps à autre, leur influence sur la jurisprudence et viennent troubler le travail des doctrinaires. Les esprits subtils peuvent se servir de ces éléments sporadiques pour illustrer une théorie des « rapports naturels » qui devraient exister entre les hommes ; et, partant de cette théorie pour juger le droit existant, ils peuvent en critiquer ou déclarer caduques les parties qui ne concordent pas avec leur théorie.

Cette méthode est bien propre à séduire les esprits qui sont plus préoccupés de logique que d'histoire et d'économie ; en effet, à leurs yeux il n'existe point de différence essentielle entre les divers éléments juridiques. Comme il n'existe aucun moyen de les faire entrer tous, d'une manière parfaitement satisfaisante, dans aucun système, chacun de nous a le droit de fabriquer une construction qui sera aussi légitime qu'une autre, pourvu qu'elle puisse être illustrée par des exemples. L'absence de toute considération sur l'infrastructure économique se fait alors sentir de la manière la plus fâcheuse, parce qu'il n'y a aucun moyen de choisir d'une manière philosophique ; la méthode marxiste ne permet point de telles fantaisies.

Le plus souvent, les sophistes qui ont détruit la propriété par raison démonstrative, ont procédé d'une manière encore plus arbitraire. Ils sont partis de formules vagues qu'ils empruntent au langage courant et dans lesquelles on trouve quelques analogies avec des termes juridiques ; c'est ainsi que la théorie ricardienne de la valeur engendra presque aussitôt des sophismes relatifs à la propriété. Le professeur Anton Menger, qui trouve le socialiste anglais William Thompson si supérieur à Marx, s'exprime ainsi : « Comme un grand nombre d'économistes anglais et notamment Ricardo, Thompson part de cette idée que le « travail est la seule cause » de la valeur de l'échange. De ce fait économique, il tire la conséquence que c'est à celui qui a créé la valeur par son travail que doit revenir tout entier le produit intégral de son travail » (2). Mais, comment a-t-on pu opérer ce passage de l'économie au droit, c'est ce que A. Menger omet de nous expliquer ; cela doit lui paraître trop simple pour qu'il s'y arrête et cela est cependant bien difficile à justifier.

(*A suivre.*)

(7) La social-démocratie allemande est officiellement marxiste, mais elle avait toujours conservé beaucoup d'idées lassalliennes ; c'est ainsi que le programme de Gotha avait été adopté en 1875 malgré les critiques de Marx ; sa lettre n'a même été connue qu'en 1891. L'esprit lassallien devint prépondérant dès que les socialistes eurent remporté des succès électoraux ; les succès électoraux conduisent fatalement au socialisme d'Etat.

(1) A. MENGER, *op. cit.*, p. 138.
(2) A MENGER, *op. cit.*, p. 76.

B.D.I.C

Cinéma

MITCHOURINE

ou les servitudes de la poésie

LOIN des académies, dans un village de Russie, Mitchourine tente des croisements hardis d'espèces végétales. Il veut reculer les limites nordiques de la culture de la vigne, faire pousser du blé où il n'y a jamais eu de moisson, acclimater des pionniers en Sibérie. Il a déjà acquis une certaine notoriété, mais il n'en continue pas moins ses recherches avec sa femme Sacha et un vieux jardinier.

Il connaît des échecs, se heurte aux intrigues d'un pope qui se pique de biologie, encourt l'hostilité des pouvoirs publics, subit les râilleries des botanistes officiels. Mais sans se décourager, Mitchourine, créant des espèces nouvelles, accélérant le processus d'évolution naturelle, prépare plus de fertilité et plus d'abondance.

La révolution survient, Mitchourine élargit ses expériences. Ses méthodes sont propagées, ses recherches poursuivies dans des instituts. Des régions incultes s'ouvrent à des végétations nouvelles. Une ville s'appellera désormais Mitchourinsk afin que le nom du savant ne soit pas oublié.

Le sujet même du film est intéressant, et pour exprimer les travaux et les luttes de Mitchourine, le metteur en scène Dovjenko a su trouver des paysages et des mouvements magnifiques. Un grand poème se déroule selon un rythme majestueux : l'ombre des nuages courant sur la plaine, les passages d'oiseaux migrateurs, la chute dorée des feuilles, la floraison des arbres fruitiers composent un hymne à la terre et à sa beauté rarement égalée à l'écran.

Dovjenko, contemplateur et plasticien, nous promenant émerveillés dans le domaine de plus en plus vaste de Mitchourine — la nature embellie et adaptée aux besoins de l'homme — aurait certainement produit un chef-d'œuvre si le Cinéma, de tous les arts, n'était pas le plus asservi parce que le plus apte à la diffusion.

Et le poème se brise et la grandiloquence apparaît. L'interprète de Mitchourine joue parfois au delà de son registre normal d'attitudes; des séquences entières sont académiques, officielles, chargées de tout ce qu'un régime peut imposer, étranger qu'il est à l'art et à la dignité. La célébration d'un Nouvel An russe — celui de 1900 — sue la commande. Aucun ouvrier n'est présent, mais les éléments de « l'aile marchante » du prolétariat s'ébrouent à qui mieux mieux et débitent des platitudes. La couleur, très belle par ailleurs, est médiocre pour l'éclairage artificiel et achève d'enlever tout caractère à cette scène inutile.

Les cassures se succèdent entre la grandeur et le conformisme. Après la lente et émouvante giration en plein ciel d'un arbre à l'automne, métaphore intense du tournant de la vie de Mitchourine à la mort de sa femme, éclata une révolution... prolétarienne sur mesure. Défilés à cheval, étendards déployés : tout se passe bien, et tout ce monde un peu farouche quand même s'intéresse immédiatement aux pépinières de Mitchourine. Tant mieux pour lui, bien que ce soit peu convaincant.

Et Mitchourine parle de plus en plus. Il explique trop, discute avec le méchant professeur Kartachov qui s'en tient aux lois de Mendel sur l'hérédité (je ne veux pas ici discuter, étant trop ignorant des mérites et des torts de Mendel) se découvre pieusement à la mort de Lénine, reçoit Kalinine qui regarde avec emphase vers l'avenir, mais ferait mieux de prendre garde aux branches cinglantes, car il pousse de beaux arbres dans le jardin de Mitchourine.

Le maître du jour ne veut pas être oublié : Avant l'inauguration de sa ville, Mitchourine, entouré d'élèves, reçoit un télégramme de Staline. Subjugué, il s'incline devant le morceau de papier comme devant une hostie, et déclare, lui qui a fait des recherches grandioses et voit des sols devenir fertiles grâce à lui, que ce télégramme est sa plus belle récompense.

Insatiable, le maître du Kremlin fait encore dire à Mitchourine : « J'ai pu œuvrer en même temps que vous (Lénine et Staline) et je reçois une part de votre immortalité. »

Le prolétaire soviétique a le droit de sourire, de défiler, d'applaudir : il ne s'en prive pas dans le film où le sentiment de révolte est inexistant, impensable même. Dovjenko s'en tient au lyrisme; son incantation à la nature est inoubliable, mais insuffisante.

Enfin, la musique, toujours importante dans les films soviétiques semble souvent déphasée dans ce film hétérogène. Chostakovitch a écrit une partition qui ne s'intègre pas aux progressions poétiques de Dovjenko, et le paroxysme musical ne correspond pas au paroxysme plastique.

Les censures, les intrusions lourdes des gouvernements, les inutilités hachant le poème, les répressions et les camps de concentration sur la terre derrière les nuages, les arbres et les fleurs, voilà pour nous les problèmes que soulève « Mitchourine ». Nous n'avons pas à attendre les bonnes grâces de la nature, les lui arracher, voilà notre tâche, dit Mitchourine au cours du film.

N'attendons pas les bonnes grâces des dictateurs, mais arrachons-leur les peuples, et l'Homme aussi se transformera.

Jérôme ARNAN.

P.-S. — Il est important de savoir que la censure française a interdit le film en distribution commerciale, préférant sans doute laisser projeter sans restriction des bandes au titre aussi évocateur que « La Fille des Prairies » (sic) et « L'Homme au chewing-gum ».

Le meilleur moyen de faire connaître ce qu'est le véritable syndicalisme, c'est de diffuser la brochure :

LA CHARTE DU SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE

En vente à la librairie confédérale : 5 fr.

Après l'assemblée générale du Mouvement de l'Enfance Ouvrière

LE Cercle National d'Aides du M.E.O., qui s'est réuni samedi 11 au Siège du Mouvement, 13 bis, rue Jean-Dolent, avait inscrit à son ordre du jour deux sujets d'une importance particulière et dont la signification n'échappera pas à nos camarade : **LES TECHNIQUES DANS L'EDUCATION**, d'une part, **LE SYMBOLISME DANS LE MOUVEMENT** (Lois, tenue, drapeaux, etc.) d'autre part.

Les C.N.A. jouent un rôle considérable dans la vie du mouvement Faucon; si les républiques d'enfants sont la concrétisation matérielle du travail effectué par les Faucons et les aides, les C.N.A. permettent de dégager l'acquis théorique des expériences passées afin d'en tirer, non pas un système rigide, mais une formulation verbale qui sera la base du travail des années suivantes, base toujours susceptible d'être discutée, revue, améliorée par l'expérience. Ainsi le complexe République-C.N.A. a-t-il permis au M.E.O. d'établir les bases d'une pédagogie originale et progressive mais toujours en liaison intime avec la réalité matérielle. Depuis la fin des hostilités, le M.E.O. a soumis au crible de la conjoncture d'après-guerre les principes qui avaient présidé au développement du mouvement d'avant-guerre, et c'est ainsi qu'ont été précisés de nouveau ces dernières années les points suivants : Principes d'une Pédagogie socialiste; l'Aide; la République d'Enfants; la Coéducation; l'Autoadministration, etc.

Nous savions d'autre part que le M.E.O. a participé en 1949 et 1950 à trois républiques internationales : Michelstadt (Allemagne), Doebriach (Autriche) et Remouchamps (Belgique). Au cours de ces rencontres le M.E.O. a pu éprouver ses techniques et ses conceptions au contact des mouvements Faucons étrangers plus puissants mais aussi plus près des mouvements géants d'enfants de Russie, d'Allemagne ou d'Italie, tout au moins si nous en jugeons d'après l'aspect extérieur au vu des documents que nous avons pu consulter à la Centrale M.E.O. (drapeaux gigantesques, défilés de masse, uniformes stricts, voire même tambours et trompettes !) Qu'était-il ressorti de ces confrontations ? Le M.E.O. allait-il revenir sur ses positions pédagogiques antérieures ? A la suite de la situation qu'avait évoquée dans nos derniers numéros Jean Bernard, nous attendions avec une certaine inquiétude le résultat des débats du 11 novembre.

Nous avons été agréablement impressionnés par l'atmosphère calme et studieuse de ce Cercle National d'Aides. Une quarantaine d'Aides, jeunes en majorité, après un chant et une rapide présentation des nouveaux camarades, entame immédiatement la discussion qui avait été préparée par les Cercles Locaux avant le C.N.A. Si nous ne remarquons qu'une douzaine de camarades portant la chemise bleue, pas une seule cigarette ne se manifestera pendant cette longue journée de discussions. Les Faucons Rouges semblent beaucoup s'attacher à ce dernier principe : durant toutes les activités, avec ou sans les gosses, les éducateurs ne fument pas.

L'impression généralé qui se dégage de cette première discussion c'est celle d'une extrême densité : chacune des techniques considérées soulève une masse de problèmes psychologiques, éthiques, pédagogiques, sociaux mais tous abordés d'une façon essentiellement pratique sans que pourtant les généralisations fructueuses fassent défaut.

Le noyau de la région parisienne semble avoir poussé la question très à fond, mais les remarques de certains jeunes Aides de province permettent au problème de rebondir en démasquant une face qui n'avait pas encore été abordée. Bref, la matinée est bien trop courte et de multiples voies de recherche sont ouvertes qu'il appartiendra aux Aides de fouiller sur le double plan du travail pratique avec les enfants et de la formulation théorique au cours de la saison prochaine.

Que pouvons-nous retenir de cette matinée ? : « Une éducation se définit par sa fin. Les techniques sont des moyens pour arriver à une fin donnée. Notre éducation est socialiste parce qu'elle tend à faire des enfants qui nous sont confiés les hommes libres capables d'instaurer et de gérer la société de demain. Mais l'éducation dans certains régimes totalitaires tendait aussi à dresser les enfants pour leur utilisation optima aux besoins de la société. A ce dressage nous opposons notre éducation. Par nos techniques nous donnons à l'enfant toutes les possibilités de manifester sa personnalité, son originalité profonde, et par là même d'en prendre conscience. Deviens celui que tu es ! chaque gosse doit pouvoir manifester ses virtualités et choisir librement sa voie. La gamme de nos techniques doit lui donner la connaissance et le choix. Cette position pédagogique est claire et nette : l'éducation M.E.O. ne peut être partisane.

La discussion de l'après-midi qui, de prime abord, s'avérait plus épineuse, réussit cependant à dégager bon nombre de positions qui rallièrent l'unanimité des assistants. Le symbolisme est un ensemble assez vaste qui touche un grand nombre de points de détail. C'est principalement par sa position antisymboliste que le M.E.O. a pris la place originale qu'il occupe. Le M.E.O. ne connaît pas les grades, les promesses, les badges, les récompenses, les honneurs, les sanctions, la marche au pas, le salut, etc. des scouts. Avant la guerre les cartes portaient imprimées un certain nombre de lois : « Nous sommes des enfants de travailleurs, nous en sommes fiers. Nous voulons devenir des militants des organisations ouvrières. Nous luttons contre l'abus de l'alcool et du tabac, etc. » Les Faucons Rouges portent une chemise bleue, un foulard rouge et un insigne : c'est la tenue. Sur l'opportunité de réimprimer ces lois, sur la nécessité de porter une tenue, les Aides discutèrent assez longtemps. On se met d'accord pour ne pas réimprimer les lois (les principes ne doivent pas dégénérer en symboles), pour continuer à porter la chemise bleue (qui permet à l'équipe d'avoir un aspect homogène, fait disparaître les inégalités sociales vestimentaires, et est très pratique au camp parce que solide et peu salissante) et la discussion libérée de ce poids, se tourne vers les dangers du symbolisme. Danger psychologique (prendre l'effet pour la cause), danger politique (utilisation des symboles révolutionnaires par les partis fascistes), danger pédagogique (murer l'enfant dans l'inconscient, et le pousser au mysticisme). Des idées très intéressantes sont alors échangées sur les moyens d'aider les enfants, au cours de leur développement, (du symbolisme des contes du Jeune Faucon à la prise de contact avec la réalité du Pionnier Rouge) à « décortiquer » les symboles pour en tirer la réalité profonde.

Ce C.N.A. a confirmé la continuité pédagogique du M.E.O. qui a affirmé à nouveau la validité de ses principes de base; il a de plus démontré qu'aucun désaccord pédagogique n'existait entre ses Aides et qu'en face des enfants l'unanimité des éducateurs est complète.

Nous nous étonnons d'autant plus que l'Assemblée Générale du lendemain, à la suite d'interventions et de pressions de la S.F.I.O., ait déchu de leurs mandats les responsables centraux et ait élu un nouveau Bureau Central disséminé entre Mulhouse et Toulouse (et par suite inefficace) devant l'impossibilité de trouver dans la région parisienne un seul camarade qui accepte de se prêter à cette « combine ».

Après avoir constaté la tenue du dernier C.N.A., nous sommes absolument certains que la province, abusée par cette manœuvre, se ressaisira et comprendra que le M.E.O., avec toute son originalité pédagogique a autre chose à faire qu'à suivre les instructions pédagogiquement ridicules d'un parti dégénérescent.

Le M.E.O. est majeur, il n'a besoin de la tutelle de personne. Il ne demande que la sympathie compréhensive de ceux qui pensent qu'un mouvement ouvrier indépendant d'enfants est nécessaire. Nous espérons que de nombreux camarades de tous les horizons du mouvement ouvrier y enverront leurs enfants, ou viendront y travailler comme Aides pour que le M.E.O. devienne réellement le MOUVEMENT DE L'ENFANCE OUVRIERE, dont nous avons besoin, si nous ne voulons pas, d'ici quelques années avoir à rougir de nos gosses dressés par des organismes politisés.

ARNO.

GALA AU BÉNÉFICE DE CHARLES D'AVRAY

Sortant d'une grave maladie, obligé de suivre les prescriptions du docteur qui lui impose une convalescence de deux mois et demi, des camarades ont organisé ce gala afin de permettre à notre vieux camarade Charles d'Avray de recouvrer la santé et de revenir au plus vite parmi nous. Retenir cette date : 15 décembre prochain, au Palais de la Mutualité, 24, rue Saint-Victor, Paris-Ve. Des billets seront en vente au « C.S. ».

Les Livres

Onze ans dans les bagnes soviétiques

par Elinor LIPPER

DEPUIS 1917, la Russie soviétique s'est coupée volontairement du monde. De ses frontières closes n'ont pu sortir que quelques personnages officiels, trop attachés au régime pour essayer ou même simplement penser à le trahir, ou encore quelques évadés, échappés comme par miracle à ce qu'ils considèrent, pour en avoir subit le terrible traitement, comme l'enfer terrestre.

Ces hommes sont de toute nature, de toutes origines : détenus de droit commun, anciens militants socialistes révolutionnaires, anarchistes, syndicalistes, communistes, ouvriers, paysans, ingénieurs,, étudiants, employés, européens, asiatiques, en un mot, tous ceux qui, de près ou de loin, sont suspects d' « activités contre-révolutionnaires » c'est-à-dire d'opposition au régime établi. Autrefois, les rois de France de droit divin, avaient la Bastille, les tsars de toutes les Russies, la Sibérie. Aujourd'hui, le « génial petit père des peuples » a Kolyna.

Ces hommes, lorsqu'ils parvenaient à s'échapper de ces bagnes n'avaient qu'un souci : ou se faire oublier, ou publier la vérité, leur témoignage, leur vérité, sur ce qu'ils avaient vu, entendu, souffert, ce pour quoi ils avaient failli mourir.

C'est ainsi que nous avons connu Stalintern, J'ai choisi la liberté, Je me mets hors la loi, Sans Patrie ni Frontières, Déportée en Sibérie, *etc. Je ne parle pas des innombrables ouvrages parus avant guerre et pratiquement introuvables aujourd'hui.*

Ces ouvrages peuvent, à notre sens, se ranger en deux catégories : la première réservée aux témoignages authentiques, se souciant peu de favoriser un parti ou un autre et se donnant seulement pour but de dire ce que l'auteur avait vu; la seconde, réservée aux ouvrages de propagande et étant avant tout anti. Les faits cités sont en général exacts, mais ils sont interprétés de façon à servir la thèse ou le parti défendu par l'auteur.

Devons-nous conter ici notre hésitation devant ce nouveau livre sur les bagnes soviétiques ? Devons-nous écrire les doutes qui ont assailli notre esprit avant de le classer dans l'une ou l'autre des catégories citées plus haut ? Et pourtant il était nécessaire de penser, puis d'écrire la somme de nos impressions sur ce livre.

Qui est Madame Elinor Lipper ?

C'était une jeune étudiante conquise très jeune au parti communiste allemand. Ce dernier était devenu pour elle sa seule raison de vivre, sa seule raison d'espérer. Un jour, elle dut fuir la terreur nazie. Et en 1937 *elle passa clandestinement la frontière pour se réfugier dans la patrie de ses rêves, la patrie socialiste.*

Trois mois après son arrivée, elle est arrêtée. Aucun motif, aucune explication ne lui sont donnés. Quatorze mois après, elle apprend qu'elle est accusée d'activités contre-révolutionnaires, et en vertu du code pénal soviétique, elle est condamnée à 5 *ans de « privation de liberté dans un camp de travail correctif », selon la formule consacrée. En langage occidental, cela signifie* 5 *ans de travaux forcés,* 5 *ans de bagne.*

Mais la rééducation n'ayant sans doute aucune prise sur elle, elle restera détenue onze ans.

Onze ans de bagne pour avoir appartenu au parti communiste allemand, coupable à cette époque de « déviationnisme. Car n'oublions pas qu'à cette époque, la plupart des communistes allemands réfugiés en U.R.S.S. furent épurés, Neumann en tête, pour « déviationnisme nationaliste bourgeois ». Leur crime était d'avoir voulu faire un front commun avec les sociaux démocrates contre Hitler !

Après une démarche évidemment inutile près de Vychinsky, à cette époque procureur général de l'U.R.S.S., c'est le long exode à travers la glaciale Sibérie. De camp en camp, de bagne à bagne, de prison en prison, c'est Kolyna, territoire situé à l'extrémité N.E. de la Sibérie. Kolyna, c'est un hiver de huit mois avec une température de —65°. Kolyna, c'est le froid, le travail en plein air, les normes qu'il faut exécuter : extraire 20 gr. d'or pur par personne et par jour; et toujours le froid. Voilà pourquoi des centaines de milliers d'hommes sont morts ou continueront à mourir dans le froid : pour emplir les caisses de la Banque d'Etat.

Est-il possible d'imaginer de telles horreurs ? Est-il possible de feindre un tel déchirement de l'âme ? Est-il possible de se dénuder si complètement en omettant toutefois certains détails propres à démolir la thèse soutenue ?

Ce livre répond à beaucoup de nos questions. Mais pourquoi ne pouvons-nous pas suivre les explications de l'auteur ? Il nous semble que l'apologie discrète et nuancée faite d'un autre « ordre » nuit au témoignage que nous désirerions impartial. Nous ne pouvons suivre l'auteur lorsqu'il nous explique le mécanisme de l'Etat soviétique, qu'il oppose en fait à la démocratie atlantique. Pourquoi vouloir, à toute force nous obliger à choisir entre deux formes du même mal ? Cela nous rappelle malheureusement un certain Kravchenko.

Le livre nous trouble, nous émeut, mais ne peut nous donner ce que nous attendons. Le grand livre sur la Russie soviétique reste à écrire.

Claude DESALLE.

Calendrier S.I.A. 1951

Demandez à votre Section Locale de S.I.A. le **Calendrier de S.I.A. pour 1951**, qui sera mis en vente très prochainement.

Magnifique quadrichromie de Call. Douze dessins à la plume.

Six travaux relatant le mal que la guerre a fait à l'humanité : « Les guerres de l'Antiquité » ; « Les guerres de Grèce et Rome » ; « Les guerres du moyen âge » ; « Les guerres napoléonniennes » ; « La première guerre mondiale » ; « La deuxième guerre mondiale ».

Six biographies de grands pacifistes : Berthe de Suttner, Jean Jaurès, Karl Liebknecht, Rosa Luxembourg, Gustave Landauer, Romain Rolland.

L'Almanach qui doit être dans tout foyer antifasciste.

Une édition en français et une édition en espagnol. Edité par la S.I.A. des Etats-Unis et la S.I.A. française.

Dix pour cent de réduction sur toute commande supérieure à 10 exemplaires.

80 francs l'exemplaire. Les demandes doivent être adressées à : Comité National de S.I.A., 50, allée Jean-Jaurès, Toulouse, ou : Délégation de S.I.A. américaine en France, 29, rue Couteliers, Toulouse.

B.D.I.C

Quelques données industrielles sur la Chine

A.I.T. — La guerre de Corée et la tension accrue en Asie font porter les regards sur la Chine. On cherche à percevoir l'attitude que celle-ci adoptera.

Incontestablement, les facteurs économiques joueront un rôle sur l'avenir social de ce pays. Les facteurs économiques détermineront les gestes et la politique du gouvernement de Pékin. Ainsi nous le pensons.

Il ne faut pas confondre l'idée de l'immensité de la Chine avec la notion de richesse naturelle. Dès lors, ceux qui sont victimes inconscients de la propagande communiste autant qu'ils le sont de la propagande américaine, l'appoint économique qu'apporterait ou représenterait la Chine nouvelle pour le bloc soviétique apparaît non seulement comme un renforcement de l'empire stalinien, mais comme la garantie du triomphe final du communisme.

Devant cet état de chose ou d'esprit qui domine parmi la classe ouvrière de l'Occident, il est intéressant de chercher dans quelle mesure la Chine peut prétendre jouer, dans les prochaines années, pour ne pas dire tout de suite, le rôle d'une grande puissance économique et politique. Il s'avère certain qu'un Etat moderne ne peut se passer d'une armature industrielle dont le charbon, l'acier, le pétrole et l'énergie électrique constituent les piliers industriels en comptant aussi sur un développement de l'agriculture par l'application de traités modernes de la terre et de ses produits. Pour bien faire, avant d'aborder ce succinct examen, il convient d'établir la distinction — désormais traditionnelle — entre les secteurs de production public et privé.

LE SECTEUR NATIONALISÉ

En U.R.S.S. et dans les démocraties populaires d'Europe, le « secteur de production socialiste », qui fait l'objet de soins particuliers, constitue, pour un gouvernement communiste, la base de son action. L'industrie nationalisée est l'assise même du régime.

Mao Tse Tung, s'inspirant de l'exemple soviétique, procéda dès sa prise de pouvoir à la nationalisation et à l'étatisation des industries de base. Mais la valeur économique — et donc politique — du secteur de production communisée est extrêmement faible. Les industries et les transports nationalisés n'emploient, en effet, qu'un nombre restreint de travailleurs.

Voici quelques chiffres que nous tirons de la revue tchèque *Hospodar*, du 16 février 1950 : Houillères, 540.000 mineurs ; industries textiles, 400.000 ouvriers ; chemins de fer, 300.000 ouvriers et employés ; ports, 300.000 dockers ; mines de métaux et de sels, 250.000 ouvriers ; bâtiment nationalisé, 100.000 ouvriers et artisans ; Postes, télégraphes et téléphones, 100.000 employés.

Un total de 2.000.000 d'ouvriers et d'employés sur une population de près de 490 millions d'habitants, soit un ouvrier pour près de 250 habitants.

Ces chiffres — qui ne doivent pas s'écarter beaucoup de la réalité — donnent une idée des conséquences et des fluctuations que le plan de la politique peut suivre pour l'endoctrinement de cette masse et pour la stabilité intérieure de la politique centraliste dans un pays de coutumes fédéralistes.

LE SECTEUR PRIVÉ

L'économie de la Chine d'avant guerre était caractérisée par l'importance des capitaux étrangers investis dans les entreprises industrielles et commerciales, soit les trois quarts du capital fixe investi dans l'industrie et les deux tiers dans les entreprises du commerce. Les seuls intérêts de l'Angleterre se montent encore, à l'heure actuelle, à plus de trois milliards de livres sterling (Bulletin d'Informations Economiques du Conseiller commercial de France à Hong-Kong, 19 juillet 1950).

La politique suivie par Mao Tse Tung à l'égard de l'industrialisation privée est passée par deux phases successives :

1° Taxes et charges fiscales ont accablé les industriels privés qui ont dû faire face, de plus, à une pénurie aigue de matières premières. Il en est résulté un marasme général des affaires, marasme qui a entraîné la baisse de la production. D'après le conseiller commercial français à Hong-Kong, près de 4.000 usines ont été fermées pendant cette période dans la seule agglomération de Shangaï ;

2° Alarmées par cet état de choses les autorités communistes se sont orientées vers une nouvelle politique dans le domaine économique. Si le secteur privé ne doit pas espérer retrouver son importance et sa prépondérance d'autrefois, en revanche « ce qui reste du régime capitaliste doit recevoir des assurances quant au rôle non négligeable qu'il aura à jouer dans l'économie nationale, sous la direction de la puissance politique ». (Mao Tse Tung, devant le Congrès du Parti communiste.)

L'aide du gouvernement à l'industrie privée s'est traduite par l'octroi de prêts, consentis par la banque de Chine ; par des commandes importantes pour lesquelles le gouvernement a fait allouer aux industries privées des matières premières indispensables ; par l'allègement des charges fiscales et par la possibilité, dans certains cas, pour les industries de diminuer, de leur propre initiative, les salaires de leurs ouvriers ; par la reconnaissance du droit à un bénéfice « *raisonnable* ».

Dans ces déclarations nous trouvons un glissement vers la stabilisation du *statu quo* devant l'impossibilité de mettre en marche tout l'appareil communiste recevant ses directives du Kremlin. Donc des aveux de difficultés qui surgissent contre le régime importé par le vainqueur.

LE CHARBON

Sur le plan du potentiel économique de la Chine qu'il convient d'examiner, l'attention portera sur les quatre produits de base qui constituent la force ou la faiblesse d'un pays : charbon, fer, pétrole et énergie électrique.

Inégalement réparties, les réserves de charbon sont néanmoins considérables pour autant que l'on puisse les évaluer, aucune prospection sérieuse n'ayant été réalisée à ce jour. Le rapport de la Commission de l'O.N.U. pour le Sud-Est asiatique (1950) signale qu'un délai de quinze ans serait nécessaire pour dresser des cartes géologiques de la Chine à l'échelle (courante en France) de 1 :200.000e. Selon la même source, les réserves seraient de l'ordre de 250 milliards de tonnes, dont seulement 4,6 milliards en Mandchourie. Ainsi, par l'importance de ses réserves de charbon, la Chine se placerait au quatrième rang, après les Etats-Unis, l'U.R.S.S. et le Canada.

Si les réserves chinoises de charbon sont importantes, la production est plus faible que jamais. La voici en millions de tonnes, et dans l'ordre : *Année ; Chine y compris la Mandchourie ; Mandchourie seule :* 1938 : 36,9 ; 14. — 1947 : 19,5 ; 5. — 1949 : 15,5 ; 8.

En d'autres termes, la production charbonnière chinoise ne représente, à l'heure actuelle, que 42 % de son niveau d'avant guerre, lui-même extrêmement bas si on le compare à la production des pays occidentaux, soit 27,6 millions de tonnes pour la seule Belgique en 1949, et 218,5 millions de tonnes pour la Grande-Bretagne à la même époque.

LE FER ET L'ACIER

Si, en regard des immenses réserves charbonnières, la production des houillères chinoises apparaît faible, et, en tout cas, insuffisante pour couvrir même les besoins déjà connus avant la guerre des industries essentielles, la situation est pire en ce qui concerne la métallurgie. Dans cette industrie on constate à la fois un manque de réserves et une production insuffisante.

Alors que la seule Belgique produit plus de 6 millions de tonnes d'acier par an, voici quelle est la capacité exprimée en tonnes : *Chine, non compris la Mandchourie,* fonte, 0,6 ; acier, 0,5 ; *Mandchourie* (créations japonaises), fonte, 5 ; acier, 1.

Mais la production réelle n'atteint qu'une faible fraction de ces chiffres. Le rapport de la Commission de l'O.N.U. pour le Sud-Est asiatique auquel nous faisons allusion plus haut, indique par exemple, que l'extraction du minerai de fer n'a été que de 0,2 million de tonnes en 1949, contre 3,4 millions avant la guerre.

L'industrialisation d'un pays étant inconcevable sans une industrie métallurgique importante, la Chine difficilement peut s'équiper par ses propres moyens. Et l'on ne voit aucun indice d'empressement de l'U.R.S.S. à se porter dans la voie d'une entreprise semblable.

Plus que jamais, et précisément à cause des projets mis sur pied par les slogans du gouvernement communiste, la Chine reste dépendante des fournitures que l'étranger consentira à lui fournir.

L'ECOMBAT SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA Confédération Nationale du Travail

Section Française de l'Association Internationale des Travailleurs

RÉDACTION-ADMINISTRATION : 39, rue de la Tour-d'Auvergne - PARIS (9e)

Paraît tous les Vendredis

LA COPIE DOIT ARRIVER LE SAMEDI AU PLUS TARD

Abonnements : 1 an (48 numéros) 420 fr. Six mois : 215 frs - Trois mois : 110 frs Changements d'Adresse : 20 francs

C. C. P. : Y. RICHAUD PARIS 7497-93

20, RUE SAINTE-MARTHE, PARIS-Xe

LE PETROLE

On retrouve les mêmes problèmes dans le domaine de l'approvisionnement en pétrole et en produits pétroliers. Ici encore éclate la pauvreté des réserves chinoises connues qui, le Sing-Kiang mis à part ne représentent que quelques 120 millions de tonnes alors que les Etats-Unis produisent annuellement une quantité presque triple.

Seul, le Sing-Kiang pourrait, dans une certaine mesure, constituer un appoint, mais en vertu d'un récent traité, l'exploitation de ses puits est confiée à une société mixte russo-chinoise.

Une partie des approvisionnements actuels provient de l'île Sakaline, attribuée à l'U.R.S.S., qui produit environ 1,2 million de tonnes par an, mais il n'est possible de distraire au profit de la Chine que quelques centaines de milliers de tonnes par an. On notera, en passant, que pour ce qui est de la Chine, on parle de centaines de milliers de tonnes, alors que dans les Etats modernes, y compris l'U. R. S. S., la consommation se compte par des millions de tonnes. En effet, le rapport entre Chine et pays occidentaux s'établit approximativement à 1 pour 1.000.

L'ENERGIE ELECTRIQUE

L'Economic Survey Of Asia révèle qu'en 1949, 0,5 % seulement de l'immense potentiel électrique étaient exploités. Ce chiffre s'applique à l'ensemble de la Chine, y compris la Mandchourie où cette proportion est cependant bien plus élevée, (près de 8 % des réserves sont utilisées).

On voit ainsi qu'il y a un abîme entre les possibilités, pratiquement illimitées dans ce domaine, et la réalité d'aujourd'hui qui est encore plus sombre qu'elle ne l'était avant la guerre. En effet, une des plus importantes centrales, à Shinchishan, dans le Nord, a explosé en 1949, privant ainsi de courant électrique plusieurs dizaines d'usines.

L'aménagement des centrales hydroélectriques offre par ailleurs d'innombrables difficultés : manque de main-d'œuvre spécialisée, pénurie d'équipement indispensable et fort coûteux, qui ne peuvent venir que de l'extérieur, etc. Un obstacle supplémentaire provient du fait que le potentiel industriel est concentré dans les provinces septentrionales alors que le potentiel hydroélectrique se situe essentiellement dans la Chine méridionale, dans les vallées des grands cours d'eau. Le transport de l'énergie électrique, à supposer même que celle-ci soit produite, poserait des problèmes à l'heure actuelle pratiquement insolubles pour la Chine.

Ces quelques données qui sont la base des sources d'énergie et les premières matières qui conditionnent le développement économique de la Chine, nous amène à constater que :

1° Les abondantes réserves d'énergie hydroélectrique et de charbon font pendant à l'insuffisance des réserves pétrolifères et métalliques ;

2° Si la production charbonnière est faible, celle de l'acier, du pétrole et de l'énergie électrique est absolument dérisoire pour un si vaste pays et une population aussi dense ;

3° Alors que les capitalistes chinois, qui en bonne théorie marxiste devraient disparaître, malgré les vexations des premiers jours de la dictature de Mao Tse Tung, ils se voient à nouveau favorisés par des dispositions de l'ordre nouveau. Une situation de ce genre est voisine du paradoxe.

Certainement on ne peut tabler sur ce que peut faire le communisme en Chine pour embrigader ce peuple misérable entre tous. Cependant il faut penser que l'U.R.S.S. jouera une de ses dernières cartes impérialistes dans ce vaste pays. Ce qui n'empêche pas une hypothèse :

L'industrialisation de la Chine est inconcevable sans un appui de l'extérieur. Est-ce que l'U.R.S.S. est en condition d'apporter à la Chine ces équipements massifs ? Si nous observons ce que l'U.R.S.S. a fait sur ce plan dans les démocraties populaires soumises par la terreur, nous sommes en droit de supposer qu'elle ne fera que l'appauvrir en essayant de réduire le peuple à l'obéissance par la famine.

Mais aussi on peut envisager que la Chine fasse volte-face et se tourne vers l'Occident pour lui demander l'aide économique et financière.

Les événements qui se déroulent en Corée et en Indochine peuvent influencer les dirigeants chinois, même sur les plus orthodoxes et alors l'idée d'industrialiser la Chine peut créer une situation entièrement nouvelle. Pour le moment rien ne laisse croire que Mao Tse Tung envisage de sacrifier l'idéologie communiste à la réalité. Mais les événements et le temps peuvent, avec la résistance passive du peuple chinois, faire changer tout le décor communiste de la Chine et des pays voisins.

Yougoslavie 1950

SOCIALISME OU BUREAUCRATIE ?

N.D.L.R. — *Les deux derniers numéros de « La Brigade », organe officiel de l'Association des Jeunes des Brigades en Yougoslavie, publient des articles dirigés contre les adversaires de la dictature titiste. C'est ainsi que fut « analysée », en particulier, l'étude de notre camarade Pierre-François Vezon. Devant la violence et l'absurdité de certains arguments (?) utilisés par les signataires de ces articles, nous jugeons nécessaire de permettre à Vezon de répondre. Pour cette raison nous interrompons notre enquête sur la Yougoslavie. Il va s'en dire que nous en continuerons la publication dès la semaine prochaine.*

■

La Brigade, le « grand » journal des jeunes progressistes (*sic*) vient de nous faire l'honneur de citer notre enquête sur la Yougoslavie. Ceci pour nous dire par les plumes de Gérard de Sède et Paul Bonnet, que nous n'avons rien compris au régime yougoslave. Si nous en croyons l'un d'eux, nous ne pouvions d'ailleurs rien comprendre, car « nous avons étudié la Yougoslavie au travers des lunettes déformantes d'une idéologie incapable de se plier aux leçons impératives de la réalité » (*Paul Bonnet*).

Pour ne pas être accusé de déformation de textes, nous publions ci-dessous l'article de Gérard de Sède et un extrait de celui de Bonnet.

A tout seigneur, tout honneur ! Commençons par Gérard de Sède que nous avions pris jusqu'ici pour un homme intelligent. Hélas ! l'expérience prouve que nous nous sommes trompé. Que nos lecteurs en jugent.

Il faut pourtant rendre cette justice aux feuilles anarchistes : Le Libertaire *et* Combat Syndicaliste, *qu'elles méritent la première place* ex æquo *dans ce tournoi de calomnies.*

Leurs « envoyés spéciaux » dans les brigades, Lanen et Vezon, et leur plumitif sédentaire René Michel mentent, eux aussi, cyniquement. Ce qu'ils appellent eux-mêmes modestement « une analyse profonde et exacte » *les conduit à considérer comme identiques le IIIe Reich, l'U.R.S.S. de Staline, les Etats-Unis et la Yougoslavie socialiste. Ces messieurs demeurent ainsi fidèles à leur méthode traditionnelle qui consiste à reprendre contre l'U.R.S.S. les calomnies réactionnaires, et contre les révolutionnaires les calomnies kominformistes. Ils demeurent également fidèles à la muflerie et à la paresse dont ils ont fait preuve en Yougoslavie en appelant les travailleurs yougoslaves* « les indigènes » (Combat Syndicaliste, 22 septembre).

Après la lecture de ce texte une question s'impose :

Gérard de Sède emploie-t-il, lui, le mot *indigène* dans un sens péjoratif ? Ou bien n'en connaît-il pas la signification ? En ce cas, nous ne pouvons que le renvoyer au Petit Larousse Illustré, édition 1907. A la page 502, il lira : *Indigène,* originaire d'un pays. Etabli dans un pays depuis un temps immémorial.

Par ailleurs, Gérard de Sède nous reproche d'être resté fidèle à la muflerie et à la paresse dont nous avons fait preuve en Yougoslavie. Quel piètre argument !

Evidemment nous ne sommes pas revenu décoré et muni du brevet d'oudarnick. Il n'en est pas moins vrai que nous avons respecté les engagements pris au départ. Mais nous n'avons pas accepté les pitreries que voulaient nous imposer les prosélytes du système yougoslave (appels et contre-appels le matin, avant le travail, défilés drapeau en tête, en rang et marchant bien au pas pour entrer au chantier, etc., etc.). Nous avons également soulevé un joli tollé en nous opposant le dernier jour à l'apologie immodérée du régime yougoslave et de ses beautés que voulaient nous faire accepter certains camarades.

On peut aussi nous reprocher de n'avoir pas suivi dans leur bassesse quelques jeunes Français, qui, à tout propos, s'inclinaient devant les « grands conducteurs du peuple yougoslave ». Tout cela, évidemment, ne plaît pas à Gérard de Sède.

Un peu de sérieux, monsieur de Sède. Vous étiez de ceux qui nous ont dit : « Allez en Yougoslavie et à votre retour dites la vérité. » Eh bien, nous la disons... mais ce n'est pas la vôtre, alors vous insultez.

Et pour en finir avec vous, sachez bien que nous ne refusons pas de discuter, mais sur des arguments, pas sur des injures.

Nous regrettons beaucoup le chagrin de Paul Bonnet. Cependant nous aurions aimé qu'il réponde aux affirmations que nous portons sur le régime yougoslave. Il est très facile de nous comparer aux rédacteurs de *L'Humanité* et de *L'Avant-Garde,* malheureusement ce n'est pas un argument. Agir ainsi c'est nous déconsidérer auprès des lecteurs de *La Brigade.* Paul Bonnet n'a peut-être pas pensé à cela. Pourtant il est très chatouilleux sur ces problèmes. Ne s'élève-t-il pas contre la qualification de trotskyste que nous aurions donné au Comité National des Brigades ?

Quand P.F. Vezon (Eugène Quet) déclare, dans le Combat Syndicaliste *du 15 septembre* 1950, *que « le Comité National pour l'Envoi de Brigades de jeunes en Yougoslavie a des attaches trotskystes bien connues », est-il certain de ne pas commettre une petite vilenie en négligeant de signaler que la moitié au moins de ce Comité n'appartenait pas au P.C.I. ou à des organisations apparentées ?*

Si Paul Bonnet veut faire savoir qu'il n'est pas trotskyste, dont acte et n'en parlons plus. Cependant nous devons faire remarquer que si la moitié des membres du comité ne sont pas trotskystes, l'autre moitié se réclamait de ce courant de pensée. Les attaches existaient donc bien. Ce n'est pas nous qui le disons, c'est Paul Bonnet.

Nous rappelons par ailleurs à Paul Bonnet l'article du *Combat Syndicaliste* du 14 juillet intitulé : « Les jeunes et la Yougoslavie. » Nous écrivions à propos du comité : « Disons cependant pour être objectif que si les trotskystes en constituent le noyau central, des jeunes de toutes autres appartenances politiques se font les animateurs des brigades. »

Nous ne pensons donc pas avoir commis « une petite vilenie », quoi qu'en pense Paul Bonnet.

Concluons maintenant. Nous regrettons que Paul Bonnet et Gérard de Sède n'aient pas posé les problèmes de fond. Un débat intéressant aurait pu s'établir ; nous ne l'aurions pas refusé. Mais cette confrontation d'idée ne s'effectuera pas, pour notre part, sur le plan de l'Association des Brigades qui vient de se constituer.

Nous ne comprenons pas la nécessité de créer un nouveau mouvement de jeunesse qui éclatera le jour où par la force des choses il devra déterminer son orientation sur les problèmes de la jeunesse française. Nous nous expliquerons plus longuement à ce sujet très prochainement.

Pierre-François VEZON.

P.-S. — Il va s'en dire que cet article, bien qu'écrit à la première personne du pluriel, n'engage que la responsabilité de son auteur et du *C. S.*

B.D.I.C

3428

INDIFFERENCE SCEPTICISME OU CRAINTE DU NOUVEAU ?

Devant la disproportion entre l'effort prodigieux fourni par les penseurs révolutionnaires depuis plus d'un siècle, tant par la plume que par l'action directe et le petit nombre d'individus qui persistent encore à croire en l'utilité de la lutte pour l'affranchissement de l'homme dans une société rénovée, on reste confondu. Comment se peut-il que la majorité des intéressés soit, à ce point, insensibles à l'idée d'une réalisation possible d'une humanité équitable ?

Analyser les causes multiples et variées de cette indifférence, de cette méfiance parfois hostile et de cette ignorance même de la pensée socialiste de la part de ceux qui devraient en être les ardents propagandistes, déborderait le cadre de cet article. L'objet de celui-ci sera plus modeste : examiner, dans un langage à la portée des moins « initiés » le mal-fondé de certaines raisons alléguées pour expliquer cet état d'esprit ; montrer que la voie du syndicalisme choisie par les militants de la C.N.T. reste une possibilité essentielle de regrouper ceux qui estiment toujours urgente la tâche révolutionnaire.

La constatation la plus courante est celle d'un certain fatalisme raisonné, autant que cette expression puisse ne pas paraître absurde. C'est le plus souvent chez l'ouvrier de la plume qu'elle se remarque ; il n'est pas rare de trouver dans cette classe du prolétariat un certain vernis intellectuel, une discussion agréable, mais selon l'expression de Montaigne « *ils ont la tête bien pleine* » et non « *la tête bien faite* » ; ils sont « *intellectualisés* », mais non raisonneurs. Pour la plupart, ceux qui composent cette catégorie d'exploités du régime croient qu'une transformation radicale de la société n'est qu'utopie, et ils pensent — de bonne foi, bien souvent hélas ! — qu'on ne pourra atteindre à un stade équitable que par étapes. Pour appuyer leur raisonnement, ils citent les nombreuses améliorations obtenues dans le domaine du confort matériel pour l'ensemble des individus. Ils affirment que le régime capitaliste est à l'origine de ce progrès. Ils omettent d'ajouter simplement que ces avantages ont été acquis par la force des événements ou, dans de nombreux cas, par l'action directe de la classe ouvrière et non par la seule « générosité » des tenants du régime.

Pour réfuter la thèse de ceux qui croient à l'accès par paliers, un exemple d'importance suffit à prouver que seul, un mouvement d'ensemble nous libérera. Malgré la tentative de « socialisation » des coopératives et des communautés de travail, il s'avère de jour en jour que le capitalisme est incapable de sortir le monde du tra-

FRANLUC.

(*Suite en page 4.*)

LE COMBAT SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

24e année - Nlle série, N° 49 — 10 FRANCS — VENDREDI 8 DECEMBRE 1950

DEUXIEME REGION

CONFERENCE SUR POPULATION ET SUBSISTANCES

VA-T-ON VERS LA FAMINE ?

par

LALIME

le vendredi 22 décembre 1950 à 20 h. 30

salle de la Chope du Combat 2, rue de Meaux (Métro : Colonel-Fabien)

INVITATION CORDIALE A TOUS

Défendre l'Europe ou se défendre soi-même ?

Nous n'avons jamais caché notre pessimisme. En étudiant aussi objectivement que possible la situation internationale, il nous est apparu que l'on voulait nous entraîner vers une nouvelle guerre.

Notre responsabilité est grande pour nous, militants syndicalistes, qui écrivons dans ces pauvres feuilles de chou dont le rayonnement est excessivement restreint. Nous n'avons pas le droit de nous tromper, car nous tromper cela équivaut à tromper nos camarades. Notre devoir c'est à travers toutes les embûches, de rechercher la vérité et de la dire.

Or, la vérité nous oblige à reconnaître que d'un côté comme de l'autre, nous sommes poussés vers la guerre. La sauvagerie est souveraine. Nous nous contentons de prendre la température de nos camarades sur les lieux mêmes du travail. Dernièrement un cyclone a fait des ravages en Amérique. Et nous avons entendu, à cette occasion, des paroles monstrueuses : « C'est bien fait pour les « amerlos », ça leur fait les pieds. »

Or, parmi ces « amerlos » victimes d'une tempête qui ne choisit pas, mais frappe aveuglément, il y avait peut-être dans le tas un « bon type », un brave individu qui ne méritait pas ce sort. Qu'importe, c'était un « amerlo » et pour nous la consigne, c'est que les « amerlos » doivent crever.

Voilà où nous en sommes. La haine commande partout. L'amour n'est que faiblesse. Celui qui aime est un crétin.

Pour nous, dans notre cœur, nous plaignons sincèrement tous les Coréens, qu'ils soient du nord ou du sud, et les pauvres G.I. et jusqu'aux malheureux volontaires qui ont cru faire œuvre pie en partant pour cette nouvelle croisade. Notre vœu le plus cher c'est qu'il n'y ait jamais plus de guerre.

Nous avons discuté pendant un temps infini avec des camarades staliniens. Ils se sont moqués de notre sentimentalisme. D'après eux il faut être dur, il faut être impitoyable, sans cela on n'arrivera jamais à rien.

Mais nous avons discuté avec d'autres qui nous ont dit que si les orientaux devaient un jour être nos maîtres, c'en serait fini avec nos plus élémentaires libertés.

L'Occident et l'Orient se dressent l'un contre l'autre ; pour le compte de qui ?

Nous sommes, nous, d'humbles travailleurs ne demandant qu'à vivre. Mais sommes empoisonnés par une atmosphère de mensonges, que nous sommes obligés de respirer malgré nous. D'un côté comme de l'autre, au lieu de nous faciliter la recherche et la découverte de la vérité, on s'ingénie à brouiller les cartes et nous faire prendre des vessies pour des lanternes.

Mais la vérité finit toujours par s'imposer même aux regards les plus myopes. Nous sommes pris entre deux impérialismes aussi néfastes l'un que l'autre. La victoire de l'un ou de l'autre ne nous assurera ni le pain, ni la paix, ni la liberté malgré le fameux slogan d'avant la dernière guerre.

Regardons froidement les choses en face.. Les staliniens ont gagné la partie. La défense de l'Europe vient trop tard. D'ailleurs l'Europe est divisée et son union est un problème aussi insoluble que celui de la quadrature du cercle.

Les staliniens possèdent presque toute l'Asie et une bonne moitié de l'Europe. Et ils portent en eux — à tort ou à raison — l'espoir de tous les opprimés de la terre.

Devant eux nous ne sommes qu'une faible minorité.

Devant eux, il y a le capitaine dont les porte-parole répètent chaque jour : « Le meilleur moyen de combattre le stalinisme, c'est de donner un peu plus de bien-être et un peu plus de liberté à la classe ouvrière. »

Ils disent cela, mais leur égoïsme congénital les empêche de lâcher une once de leurs bénéfices à la classe ouvrière. Un capitaliste qui se respecte tirera beaucoup plus de vanité en perdant plusieurs millions en une seule nuit devant une table de jeu à Monaco ou ailleurs, qu'à octroyer quelques francs de plus de l'heure aux esclaves qui l'engraissent. Et c'est cela qui fait la force du stalinisme.

Quant à nous qui avons toujours combattu l'étatisme et le capitalisme comme deux forces également nuisibles, nous avons toujours rencontré sur notre route l'opposition conjuguée des capitalistes et des politiciens profiteurs anticipés du nouvel « ordre social ».

Pourquoi nous faire des illusions ? Vous avez gagné, Messieurs les staliniens. Vous avez, à force de mensonges, conquis les masses. Notre vœu le plus cher c'est que celles-ci n'aient pas trop à se mordre les doigts de votre inévitable victoire.

TRENCOSERP.

La classe ouvrière devant la guerre

Nous vivons à nouveau des heures tragiques. L'affaire de Corée qui semblait évoluer vers un règlement sinon heureux du moins pacifique rebondit.

Déjà nous nous reprenions après la vive alerte de juin dernier, à espérer. Hélas ! le nouveau conflit qui vient d'éclater est venu nous rappeler cruellement les réalités du monde d'aujourd'hui. Deux conceptions différentes de l'organisation du système économique de la société se partagent notre planète. Nous savons très bien qu'une longue coopération entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S. est une idée utopique. Mais l'impossibilité dans laquelle nous sommes d'apporter aux crises internationales une solution révolutionnaire nous portent à rechercher l'espoir d'une chimère.

Revenons au développement de la situation militaire en Corée. Au troisième jour de l'offensive qui devait, au dire du général Mac Arthur « ramener les GI's dans leurs foyers pour Noël », les troupes nord-coréennes, fortement soutenues par des forces chinoises évaluées à 200.000 hommes, ont contre-attaqué les armées des « Nations Unies ». En quelques heures, le flanc droit de l'armée Mac Arthur était enfoncé, plusieurs divisions menacées d'encerclement.

Devant l'ampleur du désastre qui se dessine, M. Warren Austin, délégué des U.S.A. à l'O.N.U., accuse la Chine communiste d'agression. Dans les jours qui suivaient, le Président Truman définissait les grandes lignes de la politique américaine : pas de négociations basées sur les revers actuels; renforcement des forces armées américaines; mobilisation générale si nécessaire; emploi de la bombe atomique à l'étude; accentuation de la mobilisation industrielle; augmentation des ressources budgétaires.

Ce n'est pas sans un frisson d'anxiété que nous avons appris ces décisions. Certes, la politique apparemment apaisante de la Grande-Bretagne, est peut-être un facteur capable de cal-

Pierre-François VEZON.

(*Suite en page 4.*)

Action directe

POUR FAIRE RECULER LA GUERRE

La semaine qui vient de s'écouler n'a pas éloigné les dangers immédiats de guerre. Bien au contraire.

Il s'est avéré que Mao Tse Toung était décidé à s'opposer avec toutes les forces dont il dispose à celles de l'impérialisme américain. Le rapport des forces étant actuellement en sa faveur, il le met à profit.

L'émotion s'est emparée du monde. Tous sentent que nous vivons des heures difficiles. Les quelques hommes qui ont entre leurs mains le sort du monde sauront-ils dominer les événements ?

Mais il faut remarquer que pendant ce temps le patronat ne perd pas de temps. Alors que les travailleurs se laissent distancer par les événements, les patrons, eux, s'efforcent de les employer à bon escient.

Après avoir obtenu la reconnaissance du préavis de quatre jours pour le déclenchement des grèves, ils s'efforcent maintenant de faire rejeter des futures conventions le principe des deux jours de repos consécutifs. Et pour cela, ils exigent que ce soit un décret qui, préalablement, en décide.

Il s'avère de plus en plus qu'il est nécessaire qu'une action énergique se fasse. Mais les grandes centrales n'en veulent pas, absorbées qu'elles sont par leurs positions en faveur de l'un ou l'autre des camps maintenant en hostilités ouvertes.

Et cependant ce serait là le seul moyen de faire reculer la guerre. La C.N.T. propose une fois de plus le déclenchement d'une grève illimitée pour des objectifs précis : revalorisation non hiérarchisée des salaires sur la base de 1938 ; échelle mobile ; contrôle syndical de la production ; plein emploi de tous par la stricte application des quarante heures ; syndicalisation des grands secteurs économiques.

CNT

DANS LES CUIRS ET PEAUX

Après la région de Limoges, une certaine agitation, dans les Cuirs et Peaux, semble avoir gagné la région parisienne.

C'est ainsi que 450 ouvriers et cadres de la Tannerie Floquet, à Saint-Denis, sont actuellement en grève.

Grève essentiellement revendicative déclenchée à la suite d'une réponse négative de la Direction à la demande d'une augmentation des salaires supérieure aux 8 francs horaires donnés habilement par de nombreux patrons, afin de couper court à toute revendication.

Il faut préciser que, chez Floquet, l'on décomptait, de ces huit francs, l'augmentation déjà donnée aux catégories les moins favorisées, à la suite des largesses gouvernementales instituant le minimum horaire à 78 francs. Si bien que, pour ceux qui gagnaient le moins, la libéralité patronale se réduisait à 3 francs horaires (1).

La Direction ayant déclaré, faisant allusion à la discipline et à la solidarité patronale, qu'elle avait les bras liés et ne pouvait répondre favorablement aux revendications ouvrières, bien que les sachant justifiées, la grève commença le 20 novembre, totale, y compris les cadres.

Ceux qui s'étonneraient de la participation de ceux-ci au mouvement penseront peut-être que le programme revendicatif de la C.G.T. n'y est pas pour rien quand ils sauront que la hiérarchie n'y était pas oubliée !

C'est ainsi que chez Combe, autre tannerie de Saint-Denis, où les salaires sont légèrement supérieurs et où les 8 francs ont été donnés à tous, ce programme cégétiste fait passer les manœuvres spécialisés au coefficient 115 au lieu de 116, les ouvriers spécialisés à 132 au lieu de 134, alors que les ouvriers qualifiés montent de 152 à 155 et que les ouvriers hautement qualifiés atteignent 170.

Peut-être cette division accrue des salaires est-elle un peu cause de la non-combativité montrée par la plupart des travailleurs de chez Combe, si l'on excepte une poignée de camarades cégétistes ?

Peut-être les ouvriers les moins payés ont-ils conscience d'être « roulés » avec ces nouveaux coefficients lorsqu'échoue un référendum concernant ces revendications (un peu plus de 200 bulletins récupérés, positifs naturellement, sur environ 750 distribués) ?

Peut-être est-ce pour la même raison qu'ils n'assistent qu'à 20 (sur 750 environ) à une réunion pour y envisager les mesures à prendre afin d'aider les camarades de chez Floquet en grève ?

L'on accuse aussi la C.G.T. de certaines erreurs commises depuis la libération, surtout en ce qui concerne le travail au rendement. Ce qui n'empêche pas que l'on continue allègrement à en faire malgré que l'un des responsables de la section C.G.T. ait reconnu, lors d'une réunion restreinte, qu'il considérait ce mode de travail comme une diminution de salaire camouflée.

La section n'a d'ailleurs pris aucune position sur la question.

(*Suite en page 4.*)

A DROITE... ALIGNEMENT !

Dans notre dernier article, nous disions que la C.G.T., par la voix de son secrétaire fédéral Marceau, tout en n'ayant pas signé l'accord provisoire de salaires, avait demandé pourtant l'application de celui-ci. Cette acceptation de fait vient de se transformer en acceptation de droit.

Le 24 novembre, Marceau envoyait au ministre du Travail la lettre suivante :

Monsieur le ministre,

Le 9 novembre, un accord provisoire de salaires est intervenu en commission mixte de la Banque, présidée par Mlle Lesimple, inspectrice du travail.

En raison de l'écart très important existant entre les revendications des organisations syndicales et les dispositions de cet accord, la délégation de notre Fédération a déclaré qu'elle ne pouvait donner sa signature avant d'avoir consulté le personnel intéressé.

Cette consultation a été effectuée dans tout le pays par nos syndicats ; il s'en dégage que le personnel est, en général, très mécontent du contenu de cet accord qu'il considère très insuffisant par rapport à l'augmentation du coût de la vie, d'une part, et des bénéfices réalisés par les banques, d'autre part.

L'attitude adoptée en la circonstance par notre délégation a été approuvée par une très large fraction du personnel qui, dans de tels cas, désire être consulté, puisque ses intérêts sont en jeu.

Toutefois, étant donné qu'il s'agit d'un accord provisoire, signé par toutes les organisations de la profession et que l'Association professionnelle des banques a promis d'appliquer, la majorité du personnel consulté et de nos adhérents a autorisé notre fédération à signer ce texte.

En conséquence, nous avons l'honneur de vous infomer que nous apposons notre signature à l'accord provisoire de salaires du 9 novembre.

Veuillez agréer...

Signé : G. MARCEAU.

Il nous faut rendre hommage à la virtuosité de la fédération C.G.T. qui après quinze jours de réflexion approuve un accord dénoncé dès sa signature comme une manœuvre de division du patronat.

Raymond THIERRY.

(Suite en page 4.)

1° Ce fait donne une idée des bas salaires payés dans la tannerie, lorsqu'on sait que « le manœuvre au coefficient 100 n'existe pratiquement pas dans la tannerie ». (C.G.T. *dixit.*)

Assurez la parution hebdomadaire du C. S. en souscrivant

Nous demandons à tous les cénétistes fervents de faire le maximum pour que la souscription nationale décidée par le Congrès de Bordeaux pour que le COMBAT SYNDICALISTE continue le bon combat, soit un succès.

Nous leur rappelons que des listes de souscription sont à leur disposition au siège. Quant à nos camarades de province, ils peuvent les réclamer à l'Administration.

Que partout circulent nos listes ! Le COMBAT est un journal libre qui dit ce qu'il pense. Pour assurer sa parution, souscrivez !

Adressez les sommes à Yvette Richaud, 20, rue Sainte-Marthe, Paris (10e). Compte Chèque Postal : Paris 7497-93.

B.D.I.C

LE CONTROLE SYNDICAL DE LA PRODUCTION

par Pierre BESNARD

Il nous faut une revendication à la fois sociale et révolutionnaire.

De toute évidence, cette revendication ne peut être que le *Contrôle Syndical de la production*. C'est, en effet, par la pratique de ce contrôle que les syndicats se prépareront à leur tâche de direction, d'organisation et de gestion de la production, dès le déclenchement de la révolution.

Considérant, à juste titre, que cette préparation ne peut s'effectuer en collaborant avec le capitalisme dans les organismes de direction de ce dernier, les syndicats doivent trouver eux-mêmes les moyens de se préparer, néanmoins, à la tâche qui leur incombera et pousser cette préparation aussi loin que possible.

Ce n'est pas à l'heure de l'action qu'il faudra penser à organiser toute la vie industrielle et agraire d'un pays. C'est pendant la période pré-révolutionnaire qu'il faudra préparer cette tâche, tracer la besogne dans ses lignes générales. Il ne faudra laisser à l'improvisation que le strict minimum : *l'imprévisible*.

Les syndicats ouvriers révolutionnaires doivent donc s'efforcer d'appliquer *le plus tôt possible* le contrôle syndical de la production dans les entreprises capitalistes. L'exercice du contrôle constitue le moyen d'action le plus complet, — parce que permanent — du prolétariat.

Puisqu'il est appelé à s'exercer sans compromission, ni liaison avec le patronat, *son application ne dépend donc que de la capacité des syndicats à le réaliser*.

Il peut même, avec un peu d'habilité, fonctionner parfaitement sans que le patronat s'en aperçoive ou, tout du moins, en connaisse l'étendue.

En fait, il va du simple regard dans l'administration et la fabrication des entreprises patronales, jusqu'à la conquête de celles-ci.

En l'introduisant dans les entreprises adverses, les syndicats font pénétrer leur puissance dans l'édifice capitaliste, à la façon d'un coin d'acier dans un tronc d'arbre.

La brèche pratiquée au début dans la forteresse patronale va en s'élargissant, au fur et à mesure que le contrôle devient plus précis, plus sévère ; que, sous les coups répétés, le coin pénètre plus profondément ; que les commissions de vérification et de propagande du syndicat se montrent plus aptes à leur besogne; que le syndicat connaît mieux pour atteindre plus sûrement son but, la structure et le fonctionnement des firmes qu'il a mission de contrôler.

Le contrôle syndical doit, d'abord, avoir pour but des objectifs limités : *le contrôle de l'embauchage et du débauchage ; celui des commandes et des conditions de travail (durée et salaires)*.

Ensuite, il devra s'étendre à des fabrications faciles à suivre, pour arriver à atteindre, de proche en proche, son véritable but : *le contrôle complet de l'entreprise : matières et fonds*.

C'est alors que, connaissant, par les investigations de leurs rouages de contrôle, le nombre et la provenance des commandes ; sachant d'où viennent, et à quel prix, les matières premières ; pouvant déterminer exactement la valeur des transformations subies successivement par la matière avant de devenir un produit fini ; étant à même de savoir les prix de revient et de vente, de connaître les bénéfices bruts et nets, les syndicats pourront lutter efficacement pour l'augmentation constante du salaire, la limitation du travail et la stabilisation du coût de la vie.

Ils seront *effectivement armés* pour poser en toute connaissance de cause, *à coup sûr, avec preuves à l'appui*, des revendications qui ne pourront pas être contestées par le patronat.

Ce sera le meilleur moyen de *démontrer aux ouvriers* la valeur pratique et immédiate du contrôle syndical de la production.

Il est aussi absolument certain que la *pratique constante* de ce contrôle stimulera, par les renseignements sans cesse plus précis que les contrôleurs découvriront, le zèle des ouvriers et les engagera à persévérer. Ils sauront enfin ce que le patronat fait de *leur production, ce qu'elle lui a rapporté, où elle va*.

C'est énorme cela ! Personne ne peut nier que ces renseignements, joints aux résultats matériels dont nul ne pourra contester ni la valeur, ni l'origine, développeront très rapidement chez les ouvriers le désir de savoir toujours davantage. Ce désir ne trouvera sa satisfaction que par un contrôle toujours plus actif, plus pénétrant, plus sévère, de l'appareil patronal.

Il est tout à fait certain qu'au bout de quelque temps d'exercice, les ouvriers seront en mesure de contrôler réellement, dans toutes ses parties, dans tous ses rouagee, *la marche d'une entreprise*, même si celle-ci est importante.

Ils seront d'autant plus compétents et aptes à assurer le contrôle syndical de la production que les techniciens, employés, comptables, les aideront mieux dans leur tâche.

Il est, en effet, hors de doute que le contrôle d'abord et, plus tard, l'organisation de la production seront d'autant plus faciles que la synthèse de classe sera mieux réalisée ; que les techniciens, plus particulièrement, joindront leurs efforts à ceux des ouvriers, renseigneront et guideront ceux-ci dans leur tâche, en faisant preuve d'esprit de classe.

Par eux, les syndicats pourront obtenir des renseignements plus précis. Avec leur participation à la vie syndicale active, au contrôle effectif, les ouvriers pourront éviter des erreurs graves.

S'ils le veulent, s'ils comprennent leur devoir, les techniciens pourront être des guides précieux pour les manuels, des éducateurs qui *formeront* les contrôleurs ouvriers du syndicat et leur permettront de se *reconnaître* avec plus de rapidité et de sûreté dans les rouages compliqués des grandes entreprises modernes.

C'est le véritable rôle du technicien dans la période de préparation révolutionnaire. On doit s'efforcer d'obtenir son concours pour cette tâche. Cependant, s'il s'y refuse, on n'en devra pas moins, par les moyens actuels des syndicats, former les cadres du contrôle et l'appliquer partout où l'on pourra. Les difficultés seront plus grandes, les résultats moindres et plus longs à venir, mais avec du courage et de la persévérance, les ouvriers arriveront quand même à *contrôler les entreprises patronales*. C'est une question de volonté, de courage et d'intelligence. Il suffit donc de vouloir pour pouvoir.

Il convient, maintenant, d'entrer un peu dans le détail de l'organisation pratique du contrôle.

Il faut :

1° Déterminer la nature des organes du contrôle syndical ;

2° Etablir leur constitution ;

3° Fixer leurs attributions ;

4° Préciser la coordination des divers organes de contrôle entre eux ;

5° Examiner leurs liens avec l'organisation syndicale.

I. - Organes de contrôle syndical

Pour être efficace, tant au point de vue éducatif que pour les buts finaux à atteindre, le contrôle syndical de la production doit être institué *dans chaque cellule de la fabrication*. Par conséquent, chaque atelier doit être contrôlé. Ceci oblige à créer un organe de contrôle dans chaque service de l'atelier : service technique et service administratif.

Et tout de suite, une question très importante se poste : *Ce contrôle doit-il être institué par atelier ou par fabrication ?*

Il semble plus rationnel, tant au point de vue de la facilité du contrôle que de l'efficacité de l'éducation pratique des ouvriers, d'établir le concours par fabrication.

Prenons, comme exemple, l'atelier mécanique d'une usine de construction de matériel électrique comprenant : forge, fonderie, atelier mécanique, bobinage, ajustage, montage, peinture.

La question pratique qui se pose est de savoir si, dans chaque atelier, le contrôle s'effectuera globalement pour l'ensemble des fabrications confiées à cet atelier (travail des machines, pointage, comptabilité, prix de revient), chaque contrôleur d'atelier se mettant en liaison avec le contrôleur de l'atelier voisin, pour suivre la marche des diverses fabrications, ou bien si, au contraire, *dans l'usine*, le contrôle s'effectuera par fabrication.

Par exemple, pour la fabrication des moteurs électriques, devra-t-on, dans l'atelier mécanique, organiser le contrôle en vue de suivre séparément le travail des pièces de chaque type de moteur confié à cet atelier, puis garder la liaison avec l'atelier d'où sortent ces pièces et l'établir avec l'atelier où elles vont, après leur sortie de l'atelier mécanique, ou bien devra-t-on faire suivre globalement par le contrôleur de l'atelier mécanique, *l'ensemble* des fabrications de cet atelier : moteurs de types divers, etc.

La constitution des organes de contrôle sera différente suivant que l'on adoptera l'un ou l'autre de ces points de vue.

En effet, dans le cas de contrôle général s'appliquant à toutes les fabrications de l'atelier, l'ouvrier qui sera chargé de ce contrôle devra suivre toutes les opérations dans l'atelier : techniques et administratives.

Dans les ateliers importants, il lui sera extrêmement difficile, n'étant pas au courant des directives données par le directeur de l'usine, de démêler l'organisation du travail. De plus, son temps sera tout entier absorbé par ce contrôle. Il doublera à la fois le contremaître et le pointeur. Cette situation entraînera la nécessité d'obtenir du patronat l'acceptation de distraire un ouvrier de son travail à *titre permanent*.

Il n'est pas besoin d'insister sur le caractère d'une revendication qui se poserait ainsi. Cette constatation suffit à me faire écarter le contrôle par atelier, puisqu'il ne peut réellement *s'exercer qu'avec le concours du patronat et d'accord avec lui*.

Au contraire, si le contrôle est fait *par fabrication*, il peut être institué, par atelier, *plusieurs* contrôleurs qui, *tout en effectuant leur travail*, pourront suivre la marche des opérations d'un atelier à l'autre, en liaison avec les contrôleurs *de la même fabrication* dans les ateliers voisins.

Il suffira que les contrôleurs aient connaissance de la distribution du travail dans l'atelier, c'est-à-dire qu'ils soient aidés par les employés chargés de la comptabilité de l'atelier.

Et c'est ici qu'apparaît toute la valeur économique du contrôle par fabrication. Ce contrôle permettra facilement de connaître *le prix de revient de la fabrication, clef de la forteresse patronale*.

Possesseurs du prix de revient, les travailleurs auront en mains les données du problème des prix. Ils sauront exactement de quelle façon leur travail *est exploité;* ils connaîtront également dans quelle mesure leurs salaires peuvent être augmentés. Enfin, ils pourront asseoir leur instruction économique et acquérir ce qui leur fait souvent défaut : *la notion de « possibilité »*.

(A suivre.)

COMMUNIQUES

TRESORIER CONFEDERAL

René Doussot, 9, avenue de la Porte-de-Clignancourt, Paris (18e). C.C.P. 5046-35.

FEDERATION DES TRAVAILLEURS DU RAIL

Permanence tous les samedis, de 14 h. 30 à 18 h. 30, au siège, 39, rue de la Tour-d'Auvergne.

***

En raison de la maladie du camarade Lavigne Roger, s'adresser pour la trésorerie à Raux André, trésorier adjoint, 262, avenue de la République, à Epinay-sur-Seine (Seine). C.C.P. no 233-92 Paris.

FEDERATION DU BATIMENT

Tout ce qui concerne la Fédération du Bâtiment doit être envoyé à l'adresse suivante, fonds et correspondance : ARONDEL Maurice, 100, rue Doudeauville, Paris (18e). Chèque Postal : 6261-16 Paris.

DEUXIEME REGION

SYNDICAT INDUSTRIEL DES METAUX

Assemblée générale, le samedi 16 décembre, à 14 h. 30, Salle de la Chope du Combat, place du Colonel-Fabien. Présence indispensable.

SYNDICAT DES EMPLOYES

Assemblée générale (Fleuristes et autres catégories), le vendredi 8 décembre 1950, à 18 h. 30, à la Bourse du Travail, Salle des Commissions du 3e étage.

Ordre du jour : 1° Compte rendu sur le Congrès de Bordeaux ; 2° Propagande syndicale ; 3° Questions diverses. Présence de tous indispensable.

UNION LOCALE DE CHARENTON SAINT-MAURICE MAISONS-ALFORT ALFORTVILLE

En vue de la formation d'une union locale de Charenton, Saint-Maurice, Maisons-Alfort, Alfortville et les environs il est fait un pressant appel à tous les camarades adhérant à la C.N.T. ainsi qu'à tous ceux dégoûtés de la politique.

Qu'ils se mettent en rapport avec le camarade R. Léger, 6 bis, rue de Verdun, à Maisons-Alfort (Seine).

GROSLAY

Tous les dimanches, 10 à 12 heures, 55, rue de Montmorency, Groslay.

U.L. ARGENTEUIL

Tous les deuxièmes dimanches de chaque mois, avec la présence d'un délégué du Bâtiment et des Métaux.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE POISSY ET ENVIRONS

Réunion générale tous les deuxièmes dimanches du mois, à 10 heures : 51, rue A.-Bonnenfant, à Saint-Germain.

U.L. NANTERRE

Premier dimanche, café « Chez Paulo », rue Paul-Doumer (impasse de la Gare), de 10 à 12 heures.

U.L. DE MONTGERON, BRUNOY YERRES ET CROSNES

Tous les camarades sympathisants et syndicalistes révolutionnaires des localités suivantes sont avisés qu'une Union locale C.N.T. est constituée à Montgeron, Brunoy, Yerres et Crosnes.

Il est nécessaire à l'heure présente que tous les syndicalistes révolutionnaires se regroupent derrière les forces vives du syndicalisme devant la trahison de toutes les centrales syndicales. S'adresser au siège de la C.N.T., 39, rue de la Tour-d'Auvergne, Paris (9e), qui transmettra, ou aux vendeurs du « Combat Syndicaliste », le dimanche matin, au marché de Montgeron.

CHATOU, CROISSY ET ENVIRONS

Premier samedi du mois, salle Hôtel des Nations, à Croissy, à 20 h. 30.

SURESNES-PUTEAUX

Tous les quatrièmes vendredis, salle de la Justice de Paix, à Suresnes, à 20 h. 30.

U.L. COLOMBES

La permanence de l'Union locale de Colombes a lieu les 1er et 3e dimanches de chaque mois, de 11 heures à midi, au Café de la Mairie, 20, rue Henri-Barbusse.

GOUSSAINVILLE

Les deuxième et dernier dimanches du mois, 10 à 12 heures, Hôtel de France, Ferme des Noues.

VERSAILLES

Permanence de l'U.L. les deuxième et quatrième dimanches du mois, café « Chez Hélène », 23 rue Montbauron, 10 à 12 h.

SIXIEME U.R.

S.U.B. TOULOUSE

Assemblées générales mensuelles premier dimanche du mois. Permanence tous les jours de 18 h. 30 à 20 heures ; samedi de 16 à 19 heures ; dimanche de 9 à 12 heures. Les adhérents, sympathisants, peuvent retirer le C.S., Maison des Syndicats, cours Dillon.

CUIRS ET PEAUX TOULOUSE

Tous les jeudis de 18 à 19 h. 30. Dimanches de 10 à 12 heures. Cours Dillon.

U.L. ALBI

Salvetat, 21, rue de la Rivière, Albi.

HUITIEME U.R.

PERMANENCES A BORDEAUX

Tous les soirs, de 16 à 19 h. 30, Bureau 15, Vieille Bourse du Travail ; dimanche de 10 à 12 h. : Conseil juridique sur place ou à Laveau H., 42, rue Lalande.

BIBLIOTHEQUE

Bibliothèque de prêts ouverte à tous, dimanche au siège. Il sera perçu 5 francs par livre et 2 francs par brochure, pour nouveaux achats.

SYNDICAT UNIQUE DES METAUX

Deuxième dimanche de chaque mois. Le C.S. à votre disposition sur place.

BULLETIN D'ABONNEMENT

au « Combat Syndicaliste »

Je soussigné,

NOM .....

Prénoms .....

demeurant .....

.....

déclare souscrire un abonnement de (1) .....

au « Combat Syndicaliste ».

Le .....

SIGNATURE

Envoyez les sommes au C.C.P. PARIS 7497-93
Y. RICHAUD, 20, Rue Sainte-Marthe, PARIS-X°

(1) 12 numéros : 110 fr. - 24 numéros : 215 fr. - 48 numéros : 420 fr.

VIEUX TEXTES TOUJOURS VRAIS

La décomposition du Marxisme

de Georges SOREL

(9)

CHAPITRE IV

(*suite*)

Je crois que l'on peut reconstituer ainsi le raisonnement de Thompson : on suppose une société égalitaire, dans laquelle l'outillage est entre les mains de gens ayant pour unique fonction de le surveiller, et qui reçoivent pour cela une rémunération de gardiennage (3) ; si on admet que la seule « cause » de la richesse créée est le travail de l'ouvrier, personne, en dehors de celui-ci, n'a de revendication à faire valoir sur cette richesse. Mais il faudrait démontrer que ce raisonnement est valable juridiquement pour notre société et ne pas jouer sur les sens du mot « cause » dans le langage courant et dans le droit.

Pecqueur présente ses conceptions sous une forme beaucoup plus développée, et grâce à la franchise parfois un peu naïve de cet auteur, il est plus facile de suivre la marche des idées : « Toute richesse matérielle est due au travail combiné avec la matière ou plutôt à la force intelligente de l'homme agissant sur la matière... « La matière nous est donnée collectivement et également par Dieu » ; mais le travail c'est l'homme. Celui qui ne veut point travailler, a dit saint Paul, n'a pas le droit de manger. Dans cette sentence se trouve en germe toute l'économie sociale et politique de l'avenir » (4). On peut, en effet, soupçonner facilement que de ces prémisses devront sortir des conséquences communistes ou très voisines du communisme égalitaire ; mais l'auteur ne regarderait pas ces principes comme évidents, s'il n'avait été déjà décidé à condamner le régime capitaliste.

A Rossi, qui avait dit qu'il ne faut pas appeler oisif celui qui administre sagement sa fortune, en épargne une partie et contribue à la production par ses capitaux, Pecqueur répond : « produire, c'est travailler : dire que nos capitaux travaillent à notre place, c'est dire une absurdité... Pour produire réellement, il faudrait payer de votre personne, et vous ne le faites pas. Le capital est une « matière » qui ne peut rien sans le travail de l'homme (5) ; car toute richesse vient de labeur. Donc, le capital ne saurait travailler à la place de l'homme, de son possesseur ou propriétaire. Lors même que la « matière capital » pourrait travailler comme un être moral et doué d'une activité spontanée, tel qu'est l'homme, elle ne pourrait encore représenter l'homme auprès de la société ; car, en fait de travail l'homme même ne peut représenter l'homme. La présence personnelle est de rigueur » (6).

La production est un devoir qui s'impose à chacun, et chaque producteur est un fonctionnaire ; tous sont également nécessaires à la société et doivent être également rétribués, s'ils mettent une égale bonne volonté au travail (7). Quant à essayer de démontrer la légitimité d'un pareil système, cela est impossible. Marx a vraiment bien fait de ne pas s'engager dans ce labyrinthe de sophismes.

b) Les utopistes étaient persuadés que le capitalisme n'était plus en état de diriger une production devenue trop grande pour des particuliers. Une pareille conception nous paraît aujourd'hui fort étrange, parce que nous avons vu l'industrie réaliser, depuis un demi-siècle, trop de prodiges, et que son état antérieur à 1848 nous semble tout à fait rudimentaire ; nous avons donc quelque peine à ne pas regarder les utopistes comme ayant été bien naïfs. Mais il faut tenir compte, pour apprécier sainement le changement survenu dans les idées, du changement que le capitalisme a subi lui-même.

Je rappelle ici qu'une des thèses les plus essentielles de Marx est celle du passage du capitalisme commercial et usuraire au capitalisme industriel ; celui-ci constitue la forme pleinement développée de la société bourgeoise. A l'époque des utopistes, le capitalisme industriel était encore subordonné ; au début de ses articles de 1850 sur « La lutte de classe en France », Marx fait observer que, sous le règne de Louis-Philippe, le gouvernement était entre les mains de ce qu'on appelait l'aristocratie financière (banquiers, rois de la Bourse et des railways, concessionnaires des mines de charbon et de fer, propriétaires de forêts, et partie de grands propriétaires fonciers), tandis que la bourgeoisie industrielle était dans l'opposition ; il montre notamment le rôle de Grandin et de Faucher, qui combattaient vivement Guizot et représentaient les intérêts industriels. En Angleterre existait à peu près la même situation : dans une note du chapitre xx du IIIe volume du « Capital », Marx dit que les commerçants étaient alliés aux aristocraties foncière et financière contre le capital industriel (par exemple, Liverpool contre Manchester et Birmingham) et que « le capital commercial et l'aristocratie financière anglais n'ont reconnu la suprématie du capital industriel que depuis la suppression des droits d'entrée sur les céréales » (8).

Autrefois, les entreprises capitalistes étaient dirigées par des hommes dépourvus de connaissances scientifiques, parce qu'elles étaient conduites à la manière des affaires commerciales ou usuraires. On était effrayé en constatant la disproportion qui existait entre la capacité des directeurs d'usines et la science du temps. Aujourd'hui, la science a fait des progrès immenses, mais elle n'est demeurée étrangère, dans aucune de ses parties, aux ingénieurs qui dirigent les ateliers. Le problème qui avait le plus préoccupé les utopistes, se trouve résolu par le capitalisme contemporain ; s'il y a encore des exceptions, c'est que partout le régime industriel n'a pas complètement triomphé, et que la finance exerce encore sa mauvaise influence sur un certain nombre d'affaires.

Le problème de l'organisation de l'atelier ne semblait pas moins difficile que celui de sa direction. Le Moyen Age avait légué des habitudes de grande brutalité chez les compagnons ; il était donc naturel que la discipline des manufactures fût très dure ; les contremaîtres avaient, d'ailleurs, à soutenir une guerre de tous les jours contre la mauvaise volonté d'ouvriers qui ne pouvaient s'accoutumer facilement à conduire des métiers compliqués, exigeant beaucoup d'attention et mûs, d'un mouvement rapide. Il y eut une lutte terrible, surtout en Angleterre (9) : certains industriels regardaient les anciens ouvriers, habitués aux outillages traditionnels, comme étant incapables de se plier aux exigences nouvelles. Cette éducation a fini par se faire sans recourir aux moyens plus ou moins cocasses inventés par les utopistes ; on n'a pas tenu compte des théories fouriéristes sur la « papillonne » pour arriver à mettre une douzaine de machines à tisser le calicot sous la direction d'un seul travailleur.

(3) Ils peuvent recevoir tout au plus un salaire égal à celui de l'ouvrier le mieux payé dans l'utopie de Thompson. (A. MENGER, *op. cit.*, p. 177.)

(4) PECQUEUR, *Théorie nouvelle d'économie sociale et politique*, p. 497. Ce livre est de 1842.

(5) La distinction du *travail mort* ou capital et du *travail vivant* a pénétré dans la littérature marxiste par le *Manifeste communiste* qui a tant emprunté de choses à la littérature vulgaire contemporaine.

(6) PECQUEUR, *op. cit.*, p. 512. — Suivant Drumont le travail est une peine que chacun doit subir d'une manière personnelle (*Libre Parole*, 25 septembre 1909).

(7) PECQUEUR, *op. cit.*, pp. 583-586.

(8) *Capital*, trad. franç., tome III, première partie, p. 360.

(9) Marx ne me semble pas avoir donné une idée parfaitement exacte de cet état de choses dans le *Capital* (tome I, chap. xv, *La Fabrique*) ; Ure, auquel il emprunte ses principales données, rapporte que les premières filatures mécaniques échouèrent, parce que Wyalt était d'une nature trop douce ; Arkwright réussit, trente ans plus tard, parce qu'il avait « l'énergie et l'ambition d'un Napoléon ». (*Capital*, tome I, p. 183, col. 2, et URE, *Philosophie des manufactures*, trad. franç. tome I. pp. 21-31.) Ce dernier livre a été traduit en 1836. Sur la brutalité des anciens ouvriers anglais travaillant la laine, cf. URE, *loc. cit.*, p. 13 et pp. 267-271. A l'époque où Marx écrivait, il y avait eu de très grands changements.

(*A suivre.*)

B.D.I.C

LE PROCÈS

Le spectaculaire procès intenté à l'hebdomadaire communiste « Lettres Françaises », par David Rousset, l'auteur de ces terribles peintures des camps de la mort que constituent : « L'Univers Concentrationnaire », « Les Jours de notre mort » et « Le Pitre ne rit plus », est commencé. Il va, durant plusieurs jours, polariser l'attention de l'opinion publique.

La presse n'a pas manqué de donner à cet événement un relief extraordinaire. Nombreux seront ceux qui se bousculeront afin de ne rien perdre des joutes oratoires qui vont opposer les défenseurs des « Lettres Françaises », Mes Nordmann et Vienney, à Mes Rosenthal et Théo Bernard, avocats de David Rousset.

Tout le monde connaît le fond du problème. C'est le système de répression concentrationnaire appliqué en Russie qui va passer au crible de la critique. Nous avons, dans ces colonnes, très souvent, et avec vigueur dénoncé les violences du régime stalinien qui ont situé la Russie « socialiste » au premier rang des nations totalitaires. Aussi nous sentons-nous plus libre pour désavouer l'utilisation faite de ce procès.

Malheureusement, et nous ne pouvons que le regretter profondément, cette condamnation des camps de concentration soviétiques n'est qu'un moyen d'alimenter la préparation psychologique de la guerre qui se prépare.

David Rousset est-il trop innocent pour l'ignorer ou bien se fait-il volontairement l'instrument d'une propagande ?

Pour nous, le procès qui vient de s'ouvrir marque une étape de plus vers le commencement de la guerre. Il s'inscrit, sur d'autres plans, mais au même titre que les dix-huit mois, le réarmement de l'Allemagne, le Pacte Atlantique, la reconnaissance de Franco par l'O.N.U. et autres mesures aussi prometteuses dans les perspectives de la politique occidentale.

On ne peut se faire d'illusion. L'U.R.S.S. n'acceptera jamais un contrôle de ses camps de travail « correctifs », mais à son tour elle dénoncera les tares et les abus de ses adversaires. Ce jeu nous fait penser à l'histoire de la paille et de la poutre...

Ce procès n'apportera rien de nouveau. Depuis le talentueux Victor Serge, combien ont décrit les beautés du paradis soviétique, l'horreur de l'enfer sibérien ? Et pourtant nous ne pourrons parfois résister à une profonde émotion. Comment pourrions-nous rester insensibles à l'évocation, par des rescapés des camps de concentration, d'années de souffrances, de désespoir, de dégradations morales et physiques qui ne sont pas seulement l'apanage d'un système mais surtout la honte d'une civilisation.

David Rousset, nous n'entrons pas dans votre jeu. Nous ne sommes pas obnubilés au point de faire le silence, sous la dictature policière du « socialiste » Naegelen en Algérie, sur les camps qui en France « patrie de la Liberté » existent toujours, sur l'oppression des peuples coloniaux, sur le martyre de l'Espagne révolutionnaire, sur le racisme aux Etats-Unis. Ouvrez les yeux David Rousset. Sur tous les continents, dans tous les pays et toujours au nom de grands principes, vous verrez fleurir « le camp de concentration » dans toute son horreur.

David Rousset vous auriez toute notre estime si vous aviez jugé bon, à la veille de l'anéantissement collectif qui nous guette, de jeter le cri d'une conscience qui ne peut accepter d'être complice de « l'univers concentrationnaire », sous quelque latitude qu'il se situe. Au lieu de cela, vous vous êtes rangé sous une bannière. Mais ce n'est pas non plus celle de la Liberté.

Les Livres

Le voyage inutile

Un misanthrope est un homme qui déteste le genre humain; mais il faudrait savoir, avant de le condamner, si le genre humain a aimé l'homme. Et, si la réponse est négative, que reste-t-il à l'homme ? Rien...

Léon Mortaigne, auteur du *Voyage inutile*, comme le misanthrope, n'a pas été aimé des humains, n'a pas été compris; au contraire, on a tout fait pour ne pas, sciemment, le comprendre.

Le Voyage inutile nous conte l'histoire d'un homme qui, un beau jour de 1943, le 15 juillet, pour être précis, décide d'abandonner sa femme et ses enfants pour regagner Londres et combattre contre l'envahisseur :« *Londres !... Voilà le mot qui m'avait soutenu pendant trois ans...* » Ce jeune Belge, parti de Dunkerque où il travaillait comme gratte-papier après avoir connu le travail en Allemagne où il perdit l'usage d'une de ses oreilles sous les « bienveillantes » tapes de ces messieurs de la Gestapo, ce jeune Belge quitte famille et foyer et, attiré par le mirage londonien, franchira, aux prix de mille dangers, la frontière helvétique.

Il débarque à Genève où il tombe dans les mains d'un espion français, d'un espion qui fait son métier avec la peau des autres. Pour son compte et pour subsister aussi — l'héroïsme ne nourrit pas son homme — notre évadé franchira plusieurs fois la frontière pour lui ramener des renseignements sur les déplacements des forces de l'Axe jusqu'au jour où, comprenant le rôle ingrat qu'on lui fait jouer, il abandonnera tout pour essayer de gagner l'Espagne, porte de l'Angleterre.

Après un court séjour dans un maquis français, il partira seul, sans argent vers les Pyrénées. Il s'y reprendra à trois fois pour franchir la frontière, dans une montagne hostile qu'il ne connaît pas. Arrivé dans la péninsule il est mis en cellule par les gardes espagnols à Pampelune. Ayant attrapé la gale, on le met au cachot jusqu'à sa guérison. Combien de temps y restera-t-il ? Il ne le sait pas lui-même, il n'a plus la notion du temps qui s'écoule, il est comme une épave. Se faisant passer pour un canadien français il reçoit plusieurs fois la visite de différents consuls dont les discours se traduisent par « *Manana* » dont il dit que : « *Koestler a rendu l'expression par : quelque jour peut-être, espérons pour le mieux. Allah est grand, il ne faut pas désespérer.* »

Il est enfin rendu à la vie normale, mais cela ne dure pas et, un jour, il est emmené avec d'autres exilés vers une destination inconnue. Il échoue à Saint-Sébastien. Il obtient bientôt son visa pour le Portugal, mais les Espagnols s'en mêlent. C'est le système de la douche écossaise et il est emmené au trop fameux camp de Miranda : « *Miranda... Avant que le train n'entrât en gare, nous eûmes une vue cavalière du camp qui se dressait en bordure de la voie. Comme fond de décor, une chaîne de montagnes rangeait ses crêtes neigeuses en demi-cercle; plus près, une bande de pins et non loin de l'entrée du camp, un énorme tas de chaux recouvrait les cadavres de 2.800 officiers de l'armée rouge, fusillés en guise de représailles, à la suite de l'attentat contre Primo de Rivera...* » « *...J'eus une soudaine révélation de ce que signifient les mots de l'Evangile « sépulcres blanchis...* » Dans ce camp il y attrape une malencontreuse sinusite et, enfin, il part pour le Portugal.

Arrivant à Lisbonne, dans ce qu'il appelle l'*Ecole disciplinaire*, le Home belge de Costa de Caparica, il subit les interrogatoires hargneux d'un commissaire qui trouve qu'il « *a une tête de feldwebel boche* ». Il débarque quand même à Londres, le but espéré depuis de si longs mois, mais c'est pour être interné à Battersea School où il doit se prêter à de nouvelles interrogations des agents de l'Intelligence Service. Ses réponses sont-elles bonnes ? L'on peut en douter car il prend place petit à petit parmi les rangs des suspects et il est déporté à l'île de Man dans un camp où fourmillent toutes les nationalités : « *... A part la maison où j'avais trouvé refuge, et la maison contiguë, dont la couleur politique pouvait être considérée comme neutre, tout le camp était envahi par le clan allemand. On voyait à travers les vitres les photos de Hitler, Goering, Goebbels et* tutti quanti *resplendir sous les oriflammes de croix gammées. Français, Belges, Norvégiens, Tchèques, levaient la patte et crachaient : « Heil Hitler... ».*

Il écrit à divers amis pour connaître la cause de son incarcération ; peine perdue ! Il travaille à la carrière de plomb où il mange « *deux tranches de pain moite, agrémentées de tête de veau. (C'était pour ces sandwiches qu'on allait travailler)...* » Il travaille aussi à la poissonnerie, à la briqueterie « *... L'usine était vieille d'un demi-siècle ; de même était le matériel. Les wagonnets, aux roues plates, nous offraient toute la résistance de leurs essieux grinçants. Des rails disjoints en forme de gouttières, giclait l'eau boueuse sur nos corps tendus. Là, au fond de ce puits, ahanant derrière un wagonnet, nous étions vraiment des bagnards.* »

En novembre 1945, il est affecté comme homme de peine au Lycée français de Penrith. Au bout de deux mois de batailles il parvient à se faire nommer professeur de néerlandais au grand dam des autres salariés et il est rapatrié en avril 1946 : « *... Je trouvais asile pour la nuit, chez des amis. Le lendemain, ils me prêtèrent l'argent pour mon billet de chemin de fer...* »

Voilà la glorieuse épopée, voilà ce qu'ont fait de Léon Mortaigne — car *Le voyage inutile* n'est pas un roman, c'est un documentaire que l'auteur a vécu — les patriotes d'Eaton Square !

Mais ce n'est pas fini : le 13 mai 1946, sa femme reçoit (charmante ironie), une lettre de condoléances signée du Lieutenant Général Pire, commandant l'Armée Secrète ; Mortaigne, le 6 novembre 1947, reçoit une lettre du Ministère de la Défense Nationale lui demandant de rembourser la somme de 7.318 francs belges, montant de ses frais de voyage par avion, du Portugal vers l'Angleterre et, peu de jours plus tard, une autre lettre lui réclamant le remboursement des avances reçues, de ses frais d'hôtel et de déplacement au Portugal, il y en a pour la somme de 1.523 escudos...

Je ne veux pas m'étendre sur un tel sujet. Il se suffit à lui-même. Je pense toutefois que le voyage inutile de L. Mortaigne est un utile enseignement sur le véritable visage des démocraties en guerre contre un fascisme et qui, pour le combattre, emploient les mêmes armes que lui.

Voilà, je vous ai à peu près tout dit sur *Le voyage inutile*, si ce n'est que cet ouvrage a été interdit en Belgique ; si ce n'est que le malheureux héros de cette lamentable histoire cherche encore, ou plutôt ne cherche même plus, à savoir pourquoi il a été emprisonné; si ce n'est que *Le voyage inutile* est l'éloquant plaidoyer d'un homme qui demande s'il est juste : « *... que des individus continuent à jouir des prérogatives de leur rang, des honneurs publics et de ses largesses, après avoir humilié, bafoué et fait pleurer d'autres hommes partis, à travers mille dangers, à la poursuite d'un bel idéal et qui sont revenus le cœur sec et les mains vides ?* »

Pierre DAVRON.

Cinéma

L'EVASION, LA PROPAGANDE ET LA LUTTE

Des lecteurs trouveront peut-être que nous portons, dans cette page culturelle, un intérêt excessif au cinéma. C'est parce que le cinéma constitue, à tort ou à raison, l'élément essentiel des loisirs pour de nombreux travailleurs.

Ceux-ci, de tout temps, ont cherché le dérivatif à une besogne souvent ingrate et leurs maîtres ont toujours voulu canaliser à leur profit les instants de délassement du peuple : l'abrutissement soigneusement entretenu étant la meilleure manière d'assimiler à un état naturel et éternel, une situation sociale arbitrairement créée. Les jeux du cirque, les « Mystères » du moyen âge, les bistrots et les maisons closes procèdent de cette volonté déterminée.

L'essor industriel qui concentrait de fortes populations maintenues dans un dénuement extrême a longtemps manqué de la faculté d'éblouissement et d'oubli à son échelle. Le procédé mécanique consistant à projeter la vie dans une salle de spectacles, les possibilités de reproduire le même sujet sur une bande de celluloïd et de le divulguer ainsi dans le monde entier ont permis un envoûtement collectif jamais égalé. Le cinéma est le moyen d'expression de l'époque machiniste; il porte, comme elle, toutes les dégradations de l'homme ou toutes ses espérances. A ce titre il mérite une attention particulière.

Au service des forces d'exploitation, le cinéma est devenu une drogue nouvelle. Des millions d'êtres oublient un instant dans les salles obscures que leur existence se limite aux soucis immédiats de la subsistance. Le mirage s'opère : voici des voyages extravagants, des femmes belles et jamais fatiguées, des boîtes de nuit où les riches semblent s'amuser, des appartements luxueux, et invention suprême : la Vedette, nouvelle divinité. Les spectateurs « font des bulles », entrent dans le jeu de toutes les ressources de la caméra, mais oublient qu'ils sont esclaves et regagnent leurs taudis en attendant de les quitter pour les casernes et les charniers.

Car les Seigneurs et les Tartuffes ont vite réalisé les perspectives d'anesthésie dont ils disposaient. Il s'agit de gangrener savamment la ration hebdomadaire d'évasion. Il faut cuisiner de bonnes petites histoires où le patron épouse sa secrétaire; où le beau militaire se couvre de gloire avant d'avoir beaucoup d'enfants, nouvelles portées de futurs héros; où le curé enseigne la soumission; où la brute — dont le héros militaire est une spécialité — devient sympathique; où l'ouvrier se trouve ridiculement déformé.

Les censures gouvernementales, les églises, la plupart des producteurs sont d'accord. Le doute, l'inutilité, les sentiments amoindris doivent masquer aux travailleurs les vrais problèmes qui se posent à eux. Nous ne citerons que pour mémoire le militariste « Veilles d'armes » avec la barbe très patriotique de Victor Francen, des bandes insidieusement colonialistes telles que « Les trois Lanciers du Bengale » et « Gunga Din », l'œuvre paternaliste et réactionnaire de John Ford « Qu'elle était verte ma vallée » dont la perfection de forme ne nous fait pas oublier que les grévistes y sont traités de fainéants, que la résolution des difficultés ouvrières s'effectue par la lecture de la bible en famille, que le machinisme est désigné comme faisant disparaître un éden toujours ignoré d'ailleurs des parias, et que rien au cours du film ne vient démentir ces assertions.

La propagande officielle n'a garde d'oublier un secteur aussi important où elle peut influencer l'opinion. La plupart des films soviétiques n'oublient pas d'entretenir le mythe du Chef capable, vénéré, à mi-chemin du dieu antique. Les plus grands metteurs en scène russes ont sacrifié à cela : Eisenstein dans « Ivan le Terrible » et « Alexandre Newski », Dovjenko dans « Mitchourine », pour ne parler que des plus marquants.

Du côté yankee la préparation accrue à une nouvelle guerre se traduit également sur les écrans. « Iwo Jima » projeté à sa sortie dans les deux plus grands cinémas de Paris et tourné à la gloire des « Marines » qui depuis, ont pris l'importance que chacun sait dans les opérations de Corée, hausse la brute à hauteur d'institution, la brute au service de l'ordre. Il a été créé à Washington par le Département d'Etat un « Bureau National de la stratégie psychologique » (Bulletin quotidien des services américains d'information à Paris, 21-8-50). Un organe corporatif « La Cinématographie française » nous apprend qu'un documentaire sur les événements de Corée a été demandé par des sénateurs américains « destiné à être présenté dans les plus petits villages du monde entier ».

Sans parler des Actualités dont le caractère tendancieux est si patent que bon nombre de spectateurs commencent à réagir vigoureusement à leur projection, le public peut ainsi apprécier combien le cinéma va continuer à être utilisé pour marquer psychologiquement les foules, essayer de transformer les civils en piaffants spadassins contre le nouvel ennemi héréditaire désigné.

Eh bien ! les travailleurs doivent s'arracher à ces illusions dangereuses, à cette déification du Chef éclairé, à cette préparation du meurtre collectif. En même temps que les Grands de la planète veulent faire croire à chacun qu'il est un instant Tarzan, à chacune qu'elle peut devenir une nouvelle Marlène, ils font absorber la dose bien calculée de poison conformiste qui permet les grands renoncements et les grandes souffrances.

Mais l'art cinématographique n'est pas une vaine expression.

Des films existent, en dépit des difficultés, où le sentiment d'évasion qu'il procure aux spectateurs n'est pas avili (je pense à « la Belle et la Bête »); d'autres plus valables où le travailleur peut retrouver l'image même de sa vie, de ses rêves et de ses possibilités. Ils causent un choc dans la médiocrité de la production courante et portent en eux des ferments de lutte et d'espoir permettant d'éveiller des consciences assoupies.

Evidemment, les enthousiasmes nés d'un film ne feront pas la révolution sociale. Mais ces films rompent courageusement avec les traditions commerciales des studios et montrent l'homme en contradiction avec le cadre social qui lui est imposé. Les mutins du « Cuirassé Potemkine », le prolo du « Jour se lève », ceux qui ne reverront jamais la gare de l'Est et qui partent d'elle vers la guerre dans « Paris 1900 », les enfants de « Sciuscia », « les Amants de Vérone » aux prises avec les produits abjects et décadents de la bourgeoisie et du fascisme italien, tous les héros, toutes les images qui portent témoignage de la révolte contre la sempiternelle histoire de fous que nous vivons, sont les multiples aspects de l'effort émancipateur d'un art que nous devons défendre, sous peine de voir ses manifestations libres disparaître comme aux temps de la dictature officielle à Paris et à Vichy.

Jérôme ARNAN.

LA PEINTURE ET L'ENFANCE

L'Ecole Nouvelle Française nous convie à visiter son exposition de dessins d'enfants qu'abrite, rue d'Ulm, le musée pédagogique. Ce petit salon enfantin par les buts qui lui sont assignés : démontrer la supériorité des méthodes nouvelles sur l'enseignement classique, rouvre une nouvelle fois la querelle qui oppose les tenants de l'une et l'autre de ces deux méthodes.

Les commentaires qui accompagnent les dessins exposent les défauts principaux de l'école traditionnelle. Mais qui veut trop prouver, ne prouve rien. Ce commentaire par trop lyrique dénote une volonté de triomphe qui frise la partialité. Citons quelques passages caractéristiques : « Copier d'après modèle, c'est du dessin classique. La copie servile rend l'enfant prisonnier du modèle. Elle risque d'orienter l'enfant vers le pompier et le mauvais goût.

« Le dessin d'après nature ne fait appel qu'à une attention de contrôle qui paralyse la personnalité.

« L'enfant dessine n'importe quoi et se dépense en pure perte dans des modèles mal choisis. »

Partisans convaincus des méthodes nouvelles, nous ne pouvons cependant nous associer à ces critiques qui étonnent d'ailleurs sous la plume d'Elise Freynet. Evidemment, la copie d'après nature ne laisse pas libre cours à l'imagination de l'enfant, elle l'astreint à un « choix » des lignes, des formes, des couleurs, à une discipline qui n'a rien de naturel. Pourtant, peut-on nier qu'elle réclame une connaissance de dessin, une recherche d'harmonie et d'équilibre qui développent le savoir de l'enfant. Quand au choix du modèle, il importe peu. Qu'il soit guidé par l'imagination de l'enfant ou imposé par un maître, il peut se révéler tout aussi désastreux.

Par ailleurs, la copie rend-elle l'enfant tellement prisonnier de son sujet ? A première vue, oui. Pourtant cette affirmation est contredite par la suivante : « L'enfant doué peut quelquefois arriver à dominer son modèle, à le marquer de sa personnalité. » Une notion nouvelle se dégage de cette phrase : celle du don.

Incontestablement, il est des enfants pour qui le dessin sera une forme d'expression naturelle. D'autres, au contraire, resteront « muets » devant une feuille de papier. Appliquez aux premiers les méthodes classiques les résultats peuvent être bons, mais les méthodes naturelles ne transformeront pas les seconds. A ceux-là, il faudra faire découvrir une forme d'expression différente, correspondant à leur tempérament, à leur personnalité propre, à leurs dons ou aptitudes particuliers.

Il nous semble aussi que l'affirmation « l'invention de l'enfant est sans limite » est par trop osée. Il y a des enfants à qui l'imagination fait défaut, qui n'ont rien à dire, rien à exprimer. C'est peut-être regrettable ; ce n'est pas une raison pour fermer les yeux et créer le « mythe de l'enfant parfait ». Il faut bien accepter les différences d'intelligence ou d'aptitude qui font que l'on ne peut placer tous les enfants sur un pied d'égalité.

Pour en terminer avec cette critique, posons une question : dans quelle mesure les grands paysagistes français, Cézanne, Courbet, Millet, étaient-ils de « serviles copistes » ? La copie d'œuvre d'art a tout de même été, ne l'oublions pas, l'école des grands maîtres de la Renaissance. Aussi, le grief fait à l'école traditionnelle de conduire à une « servile copie » nous semble outrancier. Un peu d'impartialité et de modestie auraient dû inspirer les animateurs de cette exposition.

Ceci dit, nous ne pouvons que les remercier du plaisir qu'ils nous procurent. Si nous avons eu à critiquer le côté polémique des commentaires, nous ne pouvons taire tout le bien que nous pensons des méthodes naturelles. Elles donnent à l'enfant la liberté de créer « son » monde particulier, animé par son imagination, par sa fantaisie, il affirme ainsi d'une façon originale sa personnalité.

Cette exposition est un vrai régal pour les yeux. On ne sait ce qu'il faut admirer le plus de la richesse des couleurs, de naïveté de certains dessins, de l'expression extraordinaire qui se dégagent de quelques portraits. Une science de la couleur alliée ou un fini de la composition donnent à quelques-unes de ces œuvres enfantines une belle facture et dénotent chez les petits artistes des dons extraordinaires.

Allez admirer cette exposition, vous ne le regretterez pas, mais de grâce, dans chaque dessin ne cherchez pas un « message témoignant d'une prise de conscience de la palette ». Ces préoccupations abstraites ou intellectuelles échappent à l'enfant. Il n'a pas chargé ses dessins « d'intention ».

Mais beaucoup plus probablement il a joué.

C'est son jeu que vous aimerez.

Jean BERNARD.

B.D.I.C

La classe ouvrière devant la guerre

mer l'ardeur belliqueuse des Américains. Mais il n'en reste pas moins que la situation est fort grave.

La troisième guerre mondiale est-elle commencée en Extrême-Orient ? Est-il temps encore d'arrêter le désastre ? L'Europe arrivera-t-elle à rester en dehors du conflit ?

Il semble bien que rien ne pourra arrêter le cours des événements. Les faiblesses de la classe ouvrière, la faillite du pacifisme qui tendait un moment à suppléer à l'action ouvrière, rendant illusoire le moindre espoir de voir évoluer favorablement la situation.

C'est devenu un lieu commun de constater la faillite du pacifisme. Nous devons cependant en rechercher les causes.

Le pacifisme n'est pas autre chose qu'une réaction instinctive contre la violence, un refus de donner la mort, une affirmation de la valeur de l'humain.

Mais se refusant à envisager l'application aux problèmes de notre époque, des solutions qui s'imposent, il porte en lui sa propre condamnation.

Le pacifisme n'a jamais réussi à dépasser le stade élémentaire des premiers balbutiements. Il a été incapable de choisir entre la non violence et la révolution, l'objection de conscience individuelle et l'action collective.

Cette difficulté à se définir ne lui a pas permis également de déterminer des moyens d'action précis, susceptibles d'obtenir l'adhésion d'une grande majorité de la classe ouvrière.

Par ailleurs, le pacifisme n'a jamais réussi à trouver son unité organique. Il existe trop d'organisations qui rassemblent des catégories d'individus aux intérêts trop différents.

La bourgeoisie a tenté d'utiliser les courants pacifiques existants.

Le capitalisme a besoin à certaines époques de la paix pour retrouver son équilibre, renouveler son potentiel militaire, maintenir le fragile édifice diplomatique qui, la guerre éclatant, ferait à certaines époques troublées et instables, sombrer le régime.

Capté par la bourgeoisie, le pacifisme est également utilisé par les fractions politiques. Les communistes staliniens particulièrement ont, depuis Amsterdam-Pleyel au dernier congrès mondial des Partisans de la Paix, animé et créé de vastes mouvements pacifistes.

Le pacifisme après tout n'est peut-être qu'une réaction individuelle, un réflexe de défense. Freud disait : « Le premier et le plus important commandement qui ait jailli de la conscience à peine éveillée était : Tu ne tueras point...

C'est précisément la manière dont est formulée la proposition : « Tu ne tueras point » qui est de nature à nous donner la certitude que nous descendons d'une série infiniment longue de générations de meurtriers qui, comme nous-mêmes, peut-être, avaient la passion du meurtre dans le sang.

C'est donc peut-être tout simplement la peur qui conditionne le pacifisme, peur individuelle inconsciente d'un châtiment inconnu. Ce sentiment individuel trouve son expression collective à certaines époques, en prévision d'événements ou de catastrophes extraordinaires.

Ainsi le mythe de Garry Davis peut-il être séparé de la réalité : bombe atomique ? De tous temps les hommes, pour conjurer les cataclysmes, se sont tournés vers un messie. N'est-ce pas un sentiment de panique irraisonnée qui a poussé vers le jeune Américain des milliers d'hommes et de femmes. Ils avaient trouvé en lui l'antidote de la bombe.

C'est là que réside le caractère primitif du pacifisme.

Le pacifisme a tenté de se substituer à l'action ouvrière défaillante. Mais il n'a pas su trouvé le chemin de la révolution. Prétendre instaurer la paix sans rien changer à l'ordre social existant est une gageure. Le pacifisme empêchera-t-il la guerre ? Non, tant qu'il ne se posera pas les grands problèmes contemporains, tant qu'il ne proposera pas une solution et des moyens d'action. Mais la politisation et la division de la classe ouvrière permettra-t-elle le développement d'une telle expérience ? Le pacifisme n'est-il pas l'enfant débile d'un syndicalisme dégénérent ?

L'ECOMBAT SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA Confédération Nationale du Travail

Section Française de l'Association Internationale des Travailleurs

RÉDACTION-ADMINISTRATION : 39, rue de la Tour-d'Auvergne - PARIS (9e)

Paraît tous les Vendredis

LA COPIE DOIT ARRIVER LE SAMEDI AU PLUS TARD

Abonnements : 1 an (48 numéros) 420 fr.
Six mois : 215 frs - Trois mois : 110 frs
Changements d'Adresse : 20 francs
C. C. P. : Y. RICHAUD PARIS 7497-93
20, RUE SAINTE-MARTHE, PARIS-Xe

LA VOIX DE LA F. T. R.

ADJUDANT FLIC... PAS MORT

Les dirigeants de la S.N.C.F. ont bien des mentalités de « traîneurs de sabres ». Il ne leur manque, pour être tout à fait dans la note que képis et « sardines ».

Témoin le fait suivant :

Chaque fin de mois pour les agents « recette billets » les écarts de caisse, en plus ou en moins, sont soigneusement récapitulés. Tous les excédents, accaparés par la S.N.C.F., sont jetés dans le gouffre à milliards. Les déficits, récupérés sur le porte-monnaie des agents, prennent le même chemin. De cette façon, nos exploiteurs gagnent à tous les coups. Pourtant, cela ne leur suffit pas. Il faut fournir, quand le solde est créditeur au débiteur de plus de 200 francs, des explications écrites dont la demande est rédigée comme suit : « Veuillez me fournir vos explications sur cette différence et le résultat des recherches faites pour la régularisation de cette somme. »

L'initié sait que poser une telle question est une ânerie monumentale; pour le profane nous dirons que pour pouvoir fournir des explications sur une erreur de numéraire il faut s'en rendre compte, et si cela est, on ne la commet pas. De plus, il est impossible d'effectuer des recherches, comme prescrit, puisque la comptabilité est arrêtée chaque jour et qu'aucun fait nouveau ne peut se produire.

A une ânerie il est difficile de répondre autrement que par une autre ânerie. Pour éviter cela et aussi parce qu'il avait l'espoir que sa façon de faire ouvrirait les yeux de ses supérieurs un de nos camarades eut l'idée, bien malencontreuse, on le verra plus loin, de coucher sur le papier, en guise d'explications, un énorme point d'interrogation.

La réponse ne se fit pas attendre. Elle était ainsi conçue : « Blâme avec inscription au dossier. A fait preuve de désinvolture et d'incorrection dans ses réponses aux demandes d'explications écrites qui lui ont été remises au sujet de ses différences de caisse des mois d'août et septembre.

« Le chef d'arrondissement. Signé :

BURON. »

Un long commentaire était inutile.

Vraiment nous n'aurions jamais cru qu'un simple signe de ponctuation pouvait à la fois signifier tant de choses aussi désagréables pour les épidermes délicats de nos « intouchables » dirigeants. Il est certain que notre humble condition ne nous permet pas de tout comprendre; pourtant, bien que simples lampistes, comme nous possédons tout de même quelque peu le sens du ridicule, nous ne nous sentirions pas tellement fiers si, à la place de M. l'Ingénieur, nous avions apposé notre signature à la fin de ce motif bien digne d'un « chien de quartier ».

Le marchand de kilomètres-voyageurs.

A droite... alignement !

(*Suite de la page 1*)

L'Humanité nous apprenait, ces jours derniers, que « la C.G.T. devait être à la tête de la lutte pour la conclusion des accords de salaires », fruit du front uni des travailleurs, etc.

La C.G.T. s'est accordé ce temps de réflexion avant d'apposer sa signature pour consulter le personnel. « Cette consultation a été effectuée dans tout le pays par nos syndicats », nous dit Marceau. Quelle belle leçon de démocratie, n'est-ce pas !

Nous nous inscrivons en faux contre l'affirmation de Marceau. Non, le personnel des banques n'a pas été consulté. Non, il n'a pas autorisé la fédération à signer ce texte.

Vous mentez, monsieur Marceau, bonze syndical appointé. Avez-vous consulté les 8.000 employés du Crédit Lyonnais de Paris par exemple ? Ces 8.000 employés représentent le 1/13 de l'ensemble du personnel, et vous ne l'avez pas consulté. Pas plus que le personnel de province.

Vous mentez, monsieur Marceau. Vous avez signé ce texte uniquement parce que vous en avez reçu l'ordre, non du personnel des banques, mais des bureaucrates du parti stalinien. Car n'est-ce pas ? on est pour l'unité d'action à tout prix, et il est dangereux d'isoler la C.G.T. en lui faisant refuser de signer un accord.

Qu'importe les intérêts du personnel quand ceux de la politique sont en jeu. Qu'importe la misère des employés dont vous vous servez pour faire la politique de vos maîtres. Elle vous importe fort peu. Votre situation personnelle est stable. Vous ne risquez pas le licenciement comme ces 300 employés de la « conservation » de la B.N.C.I.

Vous criez : « A droite... Alignement ! » au nom de l'unité. A cette unité, vous sacrifiez l'intérêt même du personnel. Mais vous en êtes-vous préoccupé quelquefois ? Avez-vous songé aux découragements, aux hésitations, à l'incertitude dont vous êtes le principal responsable ?

Non, monsieur Marceau, nous ne pouvons pas vous suivre dans votre inconséquence ou votre démagogie. *Après avoir reclassé le point à 180 fr., ce qui représentait une augmentation de 70 %, vous vous contentez de 6 %...*

Les employés en ont assez. Vous ne les intéressez plus. Les employés ont le droit d'exiger une politique conséquente en matière de salaires. La surenchère a toujours renforcé le patronat.

Si l'unité d'action est nécessaire pour le succès, elle doit se faire entre prolétaires conscients et non entre fonctionnaires.

Si nous soutiendrons toujours la première, nous combattrons la seconde. Les résultats sont là pour nous donner raison.

Dans les cuirs et peaux

(*Suite de la 1re page*)

Comment croire, dans ces conditions, à de bons résultats pour la solidarité ?

Trop nombreux sont ceux qui s'estiment en paix avec leur conscience lorsqu'ils ont royalement lâché vingt balles (2). !

Nous espérons que la victoire des grévistes ne sera pas compromise par l'inconscience de ceux qui n'aspirent qu'à gagner le plus possible sans vouloir considérer tout ce qu'ils perdent ainsi !

Une autre raison de cette perte de conscience de classe est, sans conteste, le mal fait par les ukases des dirigeants syndicaux d'après la libération. Les travailleurs croient encore trop à la représentativité, quelles que soient les déceptions qu'ils lui doivent ; ils ont trop confiance en leurs délégués qui, si dévoués soient-ils, peuvent, seuls, fort peu, évidemment.

Aussi invitons-nous nos camarades syndicalistes révolutionnaires à se placer, dans leurs entreprises, à la pointe du combat social en préconisant l'action directe, seule susceptible de donner des résultats valables, et en demandant aux travailleurs de lutter pour les 40 heures, pour l'échelle mobile, pour la suppression du travail aux pièces ou au rendement, pour la limitation d'une hiérarchie excessive, par l'augmentation des plus bas salaires.

Ce sont là les mesures capables de relever le niveau de vie des travailleurs.

2° Il est regrettable que la solidarité soit si peu agissante entre deux entreprises si proches, alors qu'elle devrait s'étendre à l'échelle internationale au moment où patrons français et allemands reconstituent les cartels industriels dans la tannerie !

Contre la guerre

Des groupes d'action pour l'économie distributive

organisent un

GRAND MEETING

à la Salle Wagram

le Vendredi 15 Décembre, à 20 h. 30

GALA AU BÉNÉFICE DE CHARLES D'AVRAY

Sortant d'une grave maladie, obligé de suivre les prescriptions du docteur qui lui impose une convalescence de deux mois et demi, des camarades ont organisé ce gala afin de permettre à notre vieux camarade Charles d'Avray de recouvrer la santé et de revenir au plus vite parmi nous. Retenir cette date : 15 décembre prochain, au Palais de la Mutualité, 24, rue Saint-Victor, Paris-Ve. Des billets seront en vente au « C.S. ».

CNT

Le Directeur-Gérant :
DOUILLET François

Imp. 11, Rue de Tanger

Indifférence, scepticisme ou crainte du nouveau?

(*Suite de la première page.*)

vail du marasme dans lequel il s'enlise davantage.

D'autres tenteront de vous convaincre que l'homme n'étant pas parfait, l'établissement d'un régime socialiste n'est guère possible, ni même souhaitable. Il amoindrirait l'épanouissement de l'homme au lieu de le favoriser, prétextant que le socialisme vise à uniformiser. Qu'ils ouvrent les yeux, le régime actuel s'est chargé d'amoindrir l'homme dans son essence même. On ne compte malheureusement que des gens ne cherchant qu'à se caser et qui se fichent éperdument de l'épanouissement de leur personnalité. L'esprit des jeunes a été « gangrené » par cet était d'esprit « arriviste » de nos maîtres. Seuls ceux qui se « placent » ont une valeur pour beaucoup. Ainsi s'étiole lentement l'esprit de classe chez les salariés, alors qu'il s'affirme insolemment chez les oppresseurs.

Une raison primordiale a contribué au recul du germe révolutionnaire chez la masse : l'expérience des sociaux-démocrates au pouvoir. En 1936 un grand espoir était né avec l'arrivée des amis de Blum aux postes de commande. Un peu de réflexion — il y eut à l'époque des militants courageux qui mirent en garde la classe ouvrière — aurait donné conscience à l'homme de la rue de l'erreur qu'il commettait en remettant son sort à des politiciens. Depuis l'expérience a prouvé que les politiciens de « gauche » ne valaient pas plus que ceux de « droite ». Dans le régime actuel, il ne peut en être autrement.

Ce qu'il ne faut pas perdre de vue, c'est que les adversaires déclarés de l'émancipation des travailleurs — il en existe plus qu'on ne le pense — se servent de ces arguments dans leur propagande inlassable, jésuitique et patenôtre, propagande privée le plus souvent, celle pour laquelle il est nécessaire d'être le mieux armé.

Ainsi le sentiment que la société socialiste peut devenir une réalité s'amenuise ; ainsi naît le découragement chez des camarades qui n'ont encore qu'une conception politicienne du monde de demain. Inlassablement, notre C.N.T. répétera que l'unique remède est la gestion des moyens de production par les producteurs eux-mêmes.

Plus près de nous encore, une autre cause de l'indifférence des masses est due à l'attitude coupable des « grandes » Centrales syndicales, qui, sciemment ou par dérobade, ne mettent pas l'accent sur la nécessité impérieuse et parfaitement possible d'en finir avec le régime inique qui nous est fait. Il n'est pas nécessaire de nous étendre sur le rôle néfaste des dirigeants de ces centrales. Nous avons assez souvent l'occasion de stigmatiser — comme il convient — dans ces colonnes l'attitude « curieuse » de ces prétendus défenseurs des intérêts du peuple. Seuls les naïfs et les niais peuvent croire encore en leurs bonnes intentions.

Ainsi que le faisait remarquer — avec pertinence — notre ami Trencocerp, « c'est la mentalité qu'il faut changer ». C'est là une des formes les plus utiles de la tâche du militant cénétiste : faire effort pour détruire cette tendance, trop paresseuse, à croire que le monde des travailleurs ne peut rien pour sortir de la mélasse *où seul*, il se débat. Car il est inadmissible d'affirmer (même parmi les exploités, ce qui est un comble) que le Patronat est aussi victime que le travailleur. Alors qu'il n'est point besoin d'être savant pour savoir que le capitalisme lui permet à toute occasion d'augmenter le coût de la vie et par là même resserrer le cercle vicieux dans lequel nous nous débattons. En réalité le capitalisme privé voit d'un mauvais œil les progrès de son concurrent : le capitalisme d'Etat.

Ces considérations nous amènent à reparler de l'unité syndicale que tentent à réaliser beaucoup de petits groupes disparates. En dispersant leurs efforts pas mal de ces camarades sincèrement épris du regroupement syndical reviennent aux errements et aux erreurs d'avant 1936. S'ils veulent secouer réellement l'apathie des travailleurs, l'époque n'est pas aux constitutions de chapelles ou de coupures de cheveux en quatre. Un point sur lequel devraient être d'accord tous les véritables syndicalistes — *ceux de la base, ceux qui produisent* — c'est celui de mettre un terme au régime de l'exploitation de l'homme par l'homme. Cette idée maîtresse ne peut que rallier les exploités, il suffit de leur démontrer que cela est réalisable immédiatement.

Il appartient aux syndicalistes révolutionnaires d'être les promoteurs d'un renouveau de la pensée socialiste par le canal essentiel du syndicalisme. Ils doivent faire effort pour détruire certaines légendes représentant le partisan d'une transformation totale — non comme un bâtisseur qu'il est en réalité — mais comme un démolisseur. La tâche qui lui incombe tout particulièrement pour recréer un climat de compréhension est de partir en guerre contre le bourrage de crâne trop en faveur même parmi les gens qui peinent.

De cette façon, les indifférents sentiront qu'ils sont les principales victimes de leur sentiment ; les sceptiques réaliseront que leur scepticisme n'est plus valable et les hésitants comprendront que leur crainte du nouveau ne repose sur aucune base sérieuse.

Yougoslavie 1950

SOCIALISME OU BUREAUCRATIE ?

LE REGIME ET L'EDUCATION
II
L'UNION DES PIONNIERS

Nous aborderons aujourd'hui l'étude des activités des groupes de pionniers et de la vie assez particulière de ces communautés d'enfants.

Mais nous ne donnerons pas nous-même une définition de l'Union des Pionniers. Nous pourrions encore être taxés de parti pris. Laissons donc les textes officiels parler pour nous.

L'Union des Pionniers est une institution d'Etat contrôlée directement par le Parti communiste et la Jeunesse Populaire Yougoslave. Son rôle consiste à éduquer les enfants, à les rendre aptes à devenir des citoyens, des patriotes, des socialistes.

L'Union se réclame du scoutisme, dont elle adopte certaines méthodes. C'est une école de virilité, d'endurance, d'apprentissage de la vie collective.

Les groupes de pionniers rassemblent les jeunes enfants de 9 à 14 ans. Environ 80 % des jeunes Yougoslaves participent à leurs activités. Ces groupes sont mixtes. Il est à remarquer que cette mixité répond à une application de la coéducation que nous ne saurions réprouver.

La base des activités des pionniers est le plein air. Rassemblés durant les vacances d'été et un mois au milieu de l'année scolaire, ils pratiquent les sports et le camping. Ces jeux développent chez l'enfant des qualités physiques incontestables.

Parallèlement, le travail manuel dans les ateliers vient compléter cette formation. Chaque atelier possède son exposition. Les objets, les jouets fabriqués par les enfants témoignent de leurs qualités d'ingéniosité et d'intelligence.

Les maisons de pionniers sont très nombreuses en Yougoslavie. Chaque village, district ou ville veut posséder la sienne. Quelques camps, véritables villes de pionniers, existent également.

Après ce rapide aperçu, nous en aurons terminé avec le bilan positif de l'organisation des pionniers. Nous devons maintenant dénoncer tout ce qui nous apparaît dangereux pour le développement naturel du jeune enfant, et plus particulièrement le caractère militariste de cette institution. Dans les maisons des pionniers, la discipline est très stricte. Le pionnier doit savoir obéir.

Nos camarades ont visité une maison de pionniers dans les environs de Belgrade. A leur arrivée, ils furent reçus par une délégation d'enfants, drapeaux, tambours, clairons en tête. Jugez de la surprise de nos camarades lorsqu'ils virent sortir du rang un petit officier qui leur adressa quelques paroles de bienvenue (en yougoslave, évidemment). Les enfants les dirigèrent ensuite dans la maison, s'attardant avec eux dans les ateliers et insistant pour leur faire admirer l'exposition d'armes de modèle réduit.

Fusils, mitraillettes, revolvers, grenades à main, répliques exactes d'armes véritables sont utilisés chaque jour dans les « grands jeux » de plein air.

Nos camarades n'étaient pas les seuls, au retour, à critiquer cette éducation « socialiste » qui tend à préparer l'enfant à la vie militaire. Tous évoquaient le souvenir des « balillas » italiens et des organisations hitlériennes d'enfants.

Si ce militarisme n'était pas suffisant pour condamner l'Union des Pionniers, nous pourrions également apporter d'autres critiques sur les méthodes d'éducation : récompenses et stakhanovisme, compétition, etc.

Pour en terminer avec les pionniers, quelques mots encore sur le fonctionnement de l'organisation :

L'Union des Pionniers est une fédération de conseils de villages, de districts, de villes. Les dirigeants sont obligatoirement membres de la Jeunesse populaire yougoslave.

Les règles de l'organisation, les méthodes pédagogiques sont établies par un Conseil pédagogique qui double sur le plan de l'éducation la direction politique et administrative de l'Union.

LA JEUNESSE POPULAIRE YOUGOSLAVE

La Jeunesse populaire yougoslave est, avec le Parti communiste et la Confédération des syndicats de Yougoslavie, l'organisation la plus représentative de Yougoslavie. Elle groupe la presque totalité des jeunes ouvriers, étudiants, paysans. Les avantages que confère l'appartenance à la J.P.Y. et surtout les inconvénients qui résultent d'un refus d'y adhérer expliquent les raisons pour lesquellles peu de jeunes se tiennent en marge de cette organisation.

Pour mieux connaître la J.P.Y., ouvrons la petite brochure traduite en français qui donne un aperçu historique du rôle et des activités de la Jeunesse communiste yougoslave depuis 1919. « Se développant sous l'aide et la conduite du Parti communiste, la J.P.Y. a traversé une voie dure et glorieuse dans laquelle elle a toujours été un auxiliaire fidèle du Parti dans la lutte de libération de la classe ouvrière et du peuple yougoslave. »

Pierre-François VEZON.

(*A suivre.*)

B.D.I.C
3428

LE COMBAT SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

24e année - Nlle série, N° 50 | 10 FRANCS | VENDREDI 15 DECEMBRE 1950

D'ABORD, DEFENDRE NOTRE VIE

Quand la troisième guerre mondiale éclatera, nous n'exulterons certes pas à la C.N.T. Et nous n'aurons pas la moindre velléité de pavoiser ou d'illuminer sous prétexte que les événements nous auront donné raison. Au contraire, nous préférerions nous tromper; on sait qu'il n'est pas toujours drôle d'avoir raison seul contre tous.

Malheureusement, ce n'est qu'à ce moment, quand de nouveau la guerre éclatera, que tous nos adversaires des autres centrales syndicales se rendront pleinement compte du peu de valeur de leurs revendications actuelles. C'est alors qu'ils pourront peser et mesurer la vanité de leurs préoccupations, la mesquinerie de leurs prétentions, l'étroitesse de leurs vues actuelles.

Nous vivons, si l'on peut dire, dans un état perpétuel d'alerte. C'était déjà comme cela avant la guerre de 1939. La guerre nous menace derechef et cette menace s'accentue non seulement d'année en année, mais de mois en mois.

Les personnes qui, dans un monde aussi saugrenu que le nôtre, prétendent avoir seules qualité pour prévenir un formidable conflit armé, manœuvrent de telle façon qu'elles semblent vouloir le provoquer à tout prix.

Et les vaines agitations des hommes qui s'intéressent à tout, sauf à l'essentiel, nous font toujours penser irrésistiblement à cette danse des moucherons de Bernardin de Saint-Pierre à laquelle nous avons déjà fait allusion, sur le même propos.

Les vides provoqués par les guerres précédentes sont vite comblés, les allocations familiales y sont, naturellement, pour quelque chose.

La guerre menace plus fort que jamais et un gouvernement prévoyant augmente encore, malgré une situation financière catastrophique, le taux de ces allocations d'encouragement au lapinisme. Ce qui excite les moucherons à danser plus frénétiquement que jamais. N'est-ce pas symptomatique cela, messieurs les optimistes sur commande ? Pensez-vous, ça s'arrangera, ça se tassera. Hop ! on en sortira ! Ploum ploum, tra la la.

Les syndicats divisés à l'infini par toutes les couleurs et nuances de l'arc-en-ciel politiquard se laissent absorber par des questions d'ordre secondaire, des questions qui pourraient être sans doute de premier plan à la condition expresse que le péril ci-dessus enduré soit définitivement écarté. On prétend que nous sommes aveuglés par un idéal périmé et que dans notre absolutisme idiot la réalité nous échappe. Toutes les centrales syndicales, en dehors de la nôtre, visent surtout à être représentatives auprès du patronat et de l'Etat, peut-être sans se rendre compte de l'appui qu'elles prêtent à ces derniers dans la préparation de leur ultime mauvais coup.

Pourtant tout le monde sent ce mauvais vent annonciateur de la tempête, d'une tempête terrible qui risque d'engloutir les trois quarts des hommes, ainsi que leur tout petit vernis de civilisation. Tout le monde le sent et fait comme s'il ne sentait rien. Est-ce par inconscience ? Par crânerie inopportune, pour faire voir qu'il n'a peur de rien ? Ou tout simplement parce qu'il se trouve paralysé au sein d'une profonde léthargie ?

TRENCOSERP.

(Suite en page 4.)

DEUXIEME REGION

CONFERENCE
SUR
POPULATION
ET
SUBSISTANCES
VA-T-ON VERS LA FAMINE ?
par
LALIME

le vendredi 22 décembre 1950
à 20 h. 30
salle de la Chope du Combat
2, rue de Meaux
(Métro : Colonel-Fabien)

INVITATION CORDIALE A TOUS

ALERTE !

A l'heure où nous écrivons il apparaît que le C.S. ne pourra pas paraître la semaine prochaine. Malgré les appels réitérés que nous avons fait, l'administration se trouve dans cette situation de devoir prendre une aussi grave décision.

Certes, nous savons que dans beaucoup d'endroits le maximum a été fait afin d'assurer à notre journal une vie normale, mais il s'est trouvé trop d'autres endroits où l'on s'est désintéressé de la question.

Un journal comme le C.S. qui ne touche de subvention occulte, nulle part, ne peut vivre que par le sacrifice constant et répété de tous ceux qui l'aiment.

Sans doute que beaucoup avaient cru, devant la régularité de sa parution, jusqu'à maintenant assurée sans défaillance, que les difficultés que nous signalions sans cesse, se trouvaient surmontées d'elles-mêmes ; la vérité était bien différente et il est à penser que bien de nos camarades le réaliseront trop tard.

Nous restons persuadés que le C.S. peut vivre, mais il ne le peut que si certains des dépositaires, des collecteurs, des secrétaires d'organisations, au lieu de faire montre de la négligence qui nous accule à cette situation, prennent la résolution de faire leurs règlements avec ponctualité.

Ce manque de ponctualité répercute sur la vie de la Confédération elle-même et le trésorier confédéral se trouve dans une situation identique à celle de l'administration du C.S. C'est donc et la vie du C. S. et celle de la C.N.T. qui sont en jeu. Il faut absolument que cela cesse. Nous adjurons donc tous nos militants de croire au sérieux de la situation et de faire en sorte que cette passe mauvaise que nous savons provisoire puisse être surmontée. Sinon...

Sommes reçues pour la souscription
au 7 Décembre 1950

Congrès de Bordeaux, liste n° 509, Total : 1.500 (Andréol, 100 ; X..., 50 ; Luis, 50; Calve, 50 ; Ferarols, 50; Ralt, 100 ; Leboni, 50; Beche, 100 ; Bernard, 50; Pradeyral, 100 ; Andersson, et Souchy, 100 ; Thersant, 100 ; Marchetti, 100; Pou, 100; Nan, 50; Roux, 150; Nan, 100.) — Liste n° 534. Total : 4.670. (Richaud, 100 ; L. Lapeyre, 100 ; Brives, 100 ; Landry, 200 ; Fayolle, 100 ; Chedecal, 100 ; Deluret, 100 ; Vicente, 200 ; Seigouffin, 100 ; Lamberet, 100 ; Laurent, 100 ; Laurent, 50 ; Ch. S..., 100 ; Le Breton, 100 ; Snappe, 100 ; Capelle, 100 ; Doussot, 100 ; Masson, 100 ; Portier, 100 ; Dupeyron, 50 ; Paul, 200 ; Noyer, 50 ; Barrué, 100 ; Goirand, 100 ; Munoz, 100 ; ill., 70 ; Syndicat Grand-Combes, 1.000 ; 19e Région, 500 ; Fauchois, 100 ; Brives, 100 ; Raux, 50 ; Durand, 50 ; Borroz, 50 ; Pastos, 100.) — Liste n° 520. Total : 750. (Raux, 50 Brives, 50 ; Landry, 50 ; Paul, 100 ; Fayolle, 50 ; Chedecal, 50 ; Vicente, 50 ; Aristide, 50 ; Laurent, 50 ; Deluret 50 ; Roux, 50 ; Portier, 100 ; Lamberet, 50.) Goiran, à Paris, 100 ; Brives, à Paris, 100 ; Autié (Maurice), à Choisy-le-Roi, 300 ; Bournez, à Paris, 100 ; Rabouille, à Paris, 10 ; Marcantéi, à Vincennes, 100 ; Mancel, à Lyon, 90 ; Barrué, à Bordeaux, 35 ; Dugne, à Thiers, 300 ; Lasfargues, à Montauban, 200 ; de Falco, à Elisabethville, 15 ; Paris-Nord, 300. (Dubois (Victor), 100 ; Fauchois (R.), 100; Vergnolle (T.), 100). — Portier, à Paris, 100 ; Bailly, à Villeparisis, 100. Lyon, liste n° 164. Total : 500. — (Commun, 100 ; Forgues, 100 ; Jasserand, 50 ; Roch, 50 ; Frogon, 50 ; Dumairir, 90 ; Dattrine, 60). — Buggia, à Reims, 85.

Adressez les sommes à Yvette Richaud, 20, rue Sainte-Marthe, Paris (10e). Compte Chèque Postal : Paris 7497-93.

LA PAIX
Ceux qui la veulent
Ceux qui l'attendent

Face aux réalités tragiques de la guerre dans l'Est asiatique et dans les circonstances du moment, il est assez malaisé d'exprimer une opinion sur la paix sans risquer de s'entendre faire le reproche d'être le défenseur d'une conception particulière de celle-ci, c'est-à-dire au goût de l'un ou l'autre des camps en présence. Comme s'il existait plusieurs façons de penser la Paix ! Sur les moyens de l'établir d'une manière durable et effective, le confusionnisme est total; les uns la veulent une et américanisée; les autres la désirent soviétisée. Quant aux remèdes proposés par les hommes d'Etat, c'est innommable. Que l'on veuille bien se référer aux récentes déclarations du « grand » Truman et que l'on songe, avec effroi, au potentiel de guerre du « petit père génial des peuples ». Que deviennent dans cette histoire les intéressés, ceux qui font les frais continuels de la Paix boiteuse que nous offrent ces prétendus directeurs de peuples. Quels sont leurs réflexions, leur opinion ? Alors là, c'est tout simplement désolant. Quelles peuvent être les conclusions de nos conversations avec le compagnon de travail, avec l'homme de la rue, avec la perpétuelle victime de tous les casse-pipes de tous les temps ?

La seule préoccupation des syndicalistes dignes encore de ce nom est la cessation de l'exploitation de l'homme par l'homme. S'ingénier à détruire le soi-disant virus belliqueux de l'individu, l'amener à prendre conscience de sa capacité d'action pour balayer tous les fauteurs de guerre est encore un des rôles essentiels du syndicalisme. Ce souci permet le rapprochement avec l'historiette du fabuliste — dont on aura deviné l'allusion dans le titre de ce propos.

A cette époque heureuse, la recherche de la fortune — d'après la fable — était le but primordial de beaucoup. Et La Fontaine constatait que pas mal, courant après Dame Fortune, étaient moins chanceux que ceux qui l'attendaient dans leur lit. Loin de vouloir ironiser, ce serait déplacé pour un problème aussi vital que la Paix, on serait autorisé à puiser dans cette histoire une attitude similaire chez les individus à quelques siècles de distance.

En effet, actuellement chez le commun des mortels, on peut discerner deux catégories en présence. D'abord, ceux qui ne veulent pas « se casser la tête », qui espèrent que la situation s'arrangera, ils ne savent pas trop comment, mais ils espèrent tout de même. Ce sont les fatalistes, ceux qui espèrent voir la Paix tomber du ciel. Les faits et les gestes des gouvernants les rassurent. A son arrivée à Londres, l'Ambassadeur de Grande-Bretagne déclare que la guerre n'est pas inévitable. « Voyez, disent-ils, nous vous le disions, ce n'est pas possible que nous ayons la guerre. » Truman menace d'employer la bombe atomique. Ils ne sont pas impressionnés. « Voyez, ajoutent-ils, les Russes vont avoir peur, nous n'aurons pas la guerre. » Et ils vont affirmant toujours qu'il faut avoir confiance en tous ces présidents et ministres. Pauvres petits rigolos, affreux naïfs qui accordent quelque crédit aux prétendus « grands hommes d'Etat », qu'ils aient nom Truman, Atlee, Pleven, Staline, Mac Arthur ou Pie XII. Hélas ! ces crédules sont la majorité.

La propagande conjuguée des capitalistes américanophiles et des staliniens a gangrené la matière grise de l'homme jusque dans ses fibres les plus intimes. Cette espèce dont nous venons de parler croit encore en la bonne mentalité de nos maîtres. Quelle abberration !

Parmi eux se trouvent aussi les fatalistes sombres. Ils prétendent que tout est perdu. Devant les faits avancés des hostilités, il pensent — avec raison peut-être — qu'aucune des puissances belligérantes ne voudra « perdre la face ».

Face à cette cohorte désordonnée de résignés, de craintifs, d'avachis de toutes nuances, se trouve heureusement une minorité résolue et pensante; ce

FRANLUC.

(Suite en page 4.)

DANS LES CUIRS ET PEAUX

Sous ce titre paraissait, dans le C.S. de la semaine passée, un article parlant de la grève de chez Floquet, à St-Denis, où l'auteur, signalant la présence des Cadres dans la grève, ne cachait pas son scepticisme en les intentions réelles de ceux-ci. Les événements semblent lui avoir donné raison !

Car ces cadres, ayant obtenu 7 % d'augmentation supplémentaires, ont repris le travail, suivis de quelques ouvriers, puis de tous, sans aucun avantage pour ceux-ci. Il est vrai que les pourparlers continuent !

Nous ne savons quels enseignements les ouvriers tireront de cette grève ?

D'autre part, la V.O. nous apprend que lors de la grève de la chaussure à Limoges, les cadres F.O., sans se joindre au mouvement, votaient 10.000 fr. aux prévistes et refusaient de faire le travail de ceux-ci.

C'est là une position bien dans les habitudes jésuitiques des « syndicalistes marshallisés » qui ne craignent pas de continuer à travailler tout en prétendant aider les travailleurs en lutte !

Et cela nous rappelle justement le voyage aux E.U. de membres de F.O. et C.F.T.C des Cuirs et Peaux à l'issue duquel ils déclaraient que les travailleurs ne possédaient pas de meilleur matériel qu'en France (!), ni n'étaient plus habiles, mais que leur économie de gestes leur permettait une plus grande production ! Cela promet pour la lutte contre l'exploitation de l'homme par l'homme !

Ce qui n'empêche pas Irwing Brown, porte-parole des syndicats américains, de déclarer que l'Amérique est révolutionnaire ! (Franc-Tireur du 8-12-50).

Pour en revenir à la position des cadres, les deux faits cités plus haut la situe bien : un pied dans chaque bateau afin de pouvoir faire un pas dans le bon sens, au bon moment.

Et ces opportunistes, utilisant la classe ouvrière quand ils le peuvent, mais n'hésitant pas à la trahir quand ils y ont intérêt, sont toujours défendus par les syndicats ouvriers réclamant, on ne sait pourquoi, la défense de la hiérarchie.

Pour nous, à la C.N.T., nous n'avions pas besoin de ces expériences malheureuses pour connaître les cadres.

Nous sommes et resterons opposés à la hiérarchie, forme par trop oubliée de l'exploitation des travailleurs.

MONTGERON

MEETING

organisé
PAR LE COMITÉ D'ACTION
CONTRE LA GUERRE
le vendredi 15 décembre
à 21 heures
Salle de l'Hôtel du Parc

Orateurs :
MORGANE
GOUSSIN LAURENT

Appel aux jeunes cheminots

Avec le mois de novembre, nous venons d'encaisser (un grand mot pour si peu d'argent), la prime trimestrielle « hiérarchisée ». Résultat d'économies réalisées par le licenciement des « auxiliaires ».

Ne nous leurrons pas sur ce que nous réserve l'avenir. On augmentera (soi-disant) les « restants », avec le salaire repris aux « partants ». Le compte est juste, d'un sens; et faux de l'autre, car l'augmentation des prix est plus « rapide » que celle des salaires. Le niveau de vie sera au même point, si ce n'est pire, et les licenciés, seront eux au chômage.

Nous assistons donc à une braderie de grands magasins, où les principaux « manitous » se partagent la « galette » et cela sur notre dos.

Que font les « syndicats » contre cela ? Pour ne pas changer, rien, ou presque. Le fameux comité d'entente, C.F.T.C.-F.O.-C.G.C. s'entretient de temps à autres avec le « ministre » intéressé, pour nous donner le résultat énoncé ci-dessus.

Pour la C.G.T. c'est autre chose, le « fameux » ministre ne daigne même plus lui accorder audience. Voudrait-il par là lui donner une leçon de « syndicalisme » ? Alors, elle entre en « action » et fait circuler partout des « pétitions ». Pour cela « c'est du tonnerre », tout le monde agit, pensez, une signature, et on commence à avoir l'habitude. Ceux qui ont un « tantinet » la frousse, peuvent signer « illisible ».

Jeunes camarades, moi qui vous écris cela, ayant personnellement une peur immense, j'ai refusé de signer, et je vous en donne la raison. Même, que ses « listes » reçoivent la « totalité » des signatures des cheminots. Je vous laisse à penser l'éclat de rire, « toujours » du « ministre », à l'arrivée de ces « papelards ».

Je ne pense pas que ce rire ait la même « tonalité » quand la grève est déclenchée. Seulement parler de « grève » c'est parler de « tir aux pigeons », l'un tombe, les autres s'envolent. Bon nombre de tous ces « signataires » n'ont même pas eu le courage de faire celle de 24 heures. Ayant pour motif « d'abstention », qu'ils en avaient assez fait (de grèves). Aujourd'hui, on se rend compte de l'erreur, le « généreux » ministre vient de récompenser leur « acte » en « garantissant » pour cinq années de plus leur salaire.

Voilà donc le résultat de la trahison permanente des syndicats « politisés ». Contre tout cela, et pour mettre fin à la menace qui pèse de plus en plus sur nous, je vous convie, jeunes camarades cheminots, à rejoindre les rangs de la Fédération des Travailleurs du Rail, C.N.T., seule organisation syndicale indépendante de tous les partis politiques. Luttant avec les principes syndicalistes révolutionnaires de l'Association Internationale des Travailleurs.

RAUX.

P.-S. — Pour tous renseignements complémentaires et adhésions, écrire : F.T.R., 39, rue de la Tour-d'Auvergne, Paris (9e). Permanence tous les samedis, de 15 à 19 heures.

Dans les métaux de Pamiers

Aux Usines de Pamiers (Ariège), aucune réaction des Syndicats C.G.T.K, F.O. et autonome. Les usines ne tournent qu'à moitié, il n'y a pas de commandes paraît-il, et pourtant cette société achète des machines modernes et ceci, en grand nombre, et ces machines restent sans emploi.

La C.G.T.K il y a quelques mois a fait, par affiches, tracts et brochures une propagande comme quoi elle était intervenue auprès de la direction, pour qu'il ne se fabrique pas de matériel de guerre, étant donné qu'il y a une presse de 20.000 tonnes pour faire toutes sortes de pièces, mais principalement des pales d'hélice pour l'aviation.

Ceci, avec réponse positive ?

Je me suis renseigné, à ce sujet, auprès des personnes intéressées et la réponse m'a été faite qu'il n'y a eu aucune intervention auprès de la direction de la part de la C.G.T.K. et que la direction quand elle le voudrait fabriquerait des pales d'hélices.

En effet, deux jours plus tard, la presse de 20.000 tonnes marchait pour fabriquer celles-ci en grande quantité.

Il est clair que la façon d'agir des responsables de ce syndicat n'a pas changé, bien sûr : d'abord les ordres du parti, pour le reste on verra plus tard.

De ce fait, je fais appel à tous les travailleurs de Pamiers et de la région, afin qu'ils ne suivent plus les principes staliniens et se joignent à notre C.N.T., la seule centrale qui veut émanciper tous les travailleurs et qui n'a aucune idée partisane ni politique, mais veut l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes pour la gestion des entreprises et contre l'Etat-Patron, contre le capitalisme.

COUSIN.

Contre la guerre

Des groupes d'action pour l'économie distributive

organisent un

GRAND MEETING

à la Salle Wagram

le Vendredi 15 Décembre, à 20 h. 30

(Métro : Ternes ou Etoile)

Orateurs :

Pierre GAFFRE MAILLOT
MAITRE HAAS

B.D.I.C

LE CONTROLE SYNDICAL DE LA PRODUCTION

par **Pierre BESNARD**

2° Constitution des organes de contrôle

Dans ces conditions, les organes de contrôle seront constitués par un certain nombre de contrôleurs, choisis dans chaque atelier et affectés à une fabrication donnée ou, plus exactement, *à l'exécution d'une « commande »*.

Les contrôleurs des divers ateliers *affectés à la même fabrication* se réuniront pour confronter leurs renseignements.

En conséquence, on peut envisager dans chaque entreprise, la création d'un organisme de contrôle de la façon suivante :

a) Un Comité général de contrôle composé de quatre à seize membres suivant l'importance de l'entreprise, *désigné par le syndicat* et élu par l'assemblée des ouvriers, employés et techniciens de l'entreprise ;

b) Un certain nombre de contrôleurs désignés par l'atelier pour chaque fabrication ou pour des contrôles spéciaux ;

c) Des commissions de détermination des prix de revient, constituées par commande et par la réunion des contrôleurs de fabrication de cette commande ;

d) Des commissions de « contrôles spéciaux » constituées par des contrôleurs ayant charge de s'occuper de l'embauchage, du débauchage, de l'hygiène, des conflits. Elles seront les premières à fonctionner ;

e) Des délégués d'atelier nommés par les ouvriers, employés et techniciens des ateliers. Ces délégués auront charge d'effectuer la liaison, de l'assurer d'une façon constante, entre les travailleurs de l'atelier et le Comité général de contrôle, dans l'intervalle des Assemblées générales des Travailleurs de l'entreprise.

3° Attribution des organes de contrôle

a) *Assemblée générale des travailleurs de l'Entreprise.* — Cette Assemblée aura pour attribution de désigner les travailleurs parmi lesquels le syndicat choisira les membres du Comité Général de contrôle.

Elle contrôlera ces membres et pourra les révoquer dans des conditions qui seront à déterminer.

b) *Assemblée des travailleurs par atelier.* — Elle aura pour mission de nommer le ou les délégués d'atelier chargés d'effectuer la liaison entre les travailleurs de l'atelier et le Comité général.

c) *Comité général.* — Il aura tous pouvoirs pour organiser le contrôle dans les meilleures conditions. Il nommera les contrôleurs nécessaires, fixera leurs attributions, leur donnera toutes les instructions. Il assumera la liaison entre les différents organes du contrôle.

Ces attributions devront être bien précisées afin d'éviter tout heurt ou chevauchement.

La Commission technique locale pourra établir un projet détaillé d'attributions pour chaque industrie.

Le Comité général assurera la liaison avec le syndicat d'industrie pour toutes les questions syndicales et d'organisation générale.

d) *Contrôleurs.* — Les contrôleurs n'auront qu'une besogne technique fixée par le comité général. Ils recueilleront les renseignements relatifs à l'organisation du travail, aux fabrication, à la comptabilité (prix de revient), matières, main-d'œuvre, frais généraux.

Une étude détaillée de ces fonctions pour les divers services des usines et entreprises sera faite par la Commission d'études, à l'effet d'aboutir à *un règlement général applicable aux usines et entreprises* pour faciliter le contrôle et le rendre homogène.

e) *Commissions de contrôleurs (prix de revient).* — Le nombre des commissions et leurs attributions seront fixés par le Comité général. Une instruction générale, *ayant forme et valeur de guide*, devra être établie, après étude sérieuse, par la Commission afin de bien montrer quel doit être le rôle de coordination de ces commissions, dans un but technique, administratif et économique.

Ces Commissions doivent jouer vis-à-vis du Comité général, le rôle des divers services actuels des entreprises par rapport à la direction générale.

Dans chaque cas particulier, ces Commissions devront être constituées en vue d'assurer, le cas échéant, la direction des services de l'entreprise ; c'est dans ce but qu'elles doivent connaître exactement, par les contrôleurs qui les composent, la situation technique et économique de chaque fabrication.

Leur tâche principale sera de déterminer *le prix de revient de fabrication*, sinon dans le détail, tout au moins dans ses éléments principaux : *quantité de travail, quantité de matières.*

f) *Commissions spéciales.* — Seul, le Comité général peut, dans chaque cas, déterminer le nombre et les attributions des commissions composées de contrôleurs nommés par lui. En principe, ces Commissions auront pour attributions : *l'embauchage, le débauchage, les conflits.*

Il y aura lieu d'examiner s'il ne serait pas préférable de désigner les membres de ces commissions parmi les délégués d'atelier. Le choix définitif étant fait par le Comité général.

g) *Délégués d'ateliers.* — Le délégué d'atelier aura pour mission d'assurer la liaison entre les travailleurs de l'atelier et le Comité général, pour toutes les questions concernant l'atelier.

L'Assemblée des délégués sera, en outre, chargée de contrôler le Comité général.

Le délégué d'atelier a donc un rôle limité strictement à la liaison avec les travailleurs et au contrôle de l'activité du Comité général et des commissions de contrôleurs.

4° Coordination des organes de contrôle

Les divers organes de contrôle, dont les attributions ont été énumérées ci-dessus, doivent se pénétrer qu'ils constituent la *Direction en puissance de l'entreprise* (2).

Ils devront, dans leurs rapports, s'inspirer des méthodes de coordination et de liaison des divers services de l'usine.

Les comités généraux auront donc besoin d'étudier ces méthodes en détail. A cet effet, des conférences seront faites dans les centres industriels par des techniciens qualifiés.

5° Liaison avec les organisations syndicales et contact avec le patronat

Il a été spécifié que le Comité général serait, dans l'entreprise, le *délégué permanent du syndicat d'industrie.* Cette fonction pourra d'autant mieux s'établir que les membres du Comité général de contrôle seront choisis par l'Assemblée syndicale.

(2) Jusqu'à la constitution du Conseil d'usine qui sera le véritable représentant du Syndicat dans l'usine et coordonnera l'action des divers rouages de contrôle qui fonctionneront alors sous sa direction.

La liaison des organes s'établira automatiquement, par suite de la nécessité de collecter les renseignements puisés par les divers contrôleurs.

En outre, les réunions plénières entre les Commissions et le Comité général permettront de dégager l'ensemble de l'organisation et du fonctionnement de l'entreprise.

Le syndicat fixera donc la politique générale que devra suivre le Comité.

Le Comité sera donc l'agent d'exécution des décisions du Syndicat.

En ce qui concerne le contact avec le patronat, il sera assuré, le cas échéant, pour les questions spéciales à l'entreprise, par le Comité général et, pour toutes les questions générales, par les organismes syndicaux, *discutant toujours de puissance à puissance.*

La constitution des comités d'ateliers et des conseils d'usine, leur rôle de sous-organes du syndicat faciliteront considérablement la mise sur pied et le fonctionnement du contrôle syndical de la production.

Il n'est même pas exagéré de dire que le contrôle sera précaire tant que ces sous-organes n'existeront pas.

⁂

Sur le papier cette organisation paraît assez complexe. En réalité elle est fort simple.

Par exemple, dans une entreprise comptant 500 ouvriers, le Comité général pourrait comprendre cinq membres.

Dès sa nomination, il s'enquerrait, par l'intermédiaire des employés et techniciens, syndiqués, des commandes en cours d'exécution et à exécuter.

Dans chaque atelier, il désignerait un employé et un ouvrier, chargés de suivre dans cet atelier l'exécution de chaque commande c'est-à-dire qu'il noterait le nombre total d'heures de travail affectées à la commande, le nombre de pièces venant d'un autre atelier et les matières premières utilisées, ainsi que le nombre et la nature des pièces allant à l'atelier suivant. A chaque fin de journée, ces renseignements peuvent être pris *sur le livre des pointeurs dans l'atelier même.*

Les contrôleurs de chaque fabrication des divers ateliers se réuniraient périodiquement — une fois par semaine au moins, *le samedi* de préférence — pour centraliser les renseignements émanant des ateliers. Ils obtiendraient ainsi facilement le prix de revient. Ce travail n'exigerait que peu de temps. Il peut être effectué par des ouvriers intelligents à qui des indications précises seraient données par le Comité de contrôle.

L'institution du *contrôle syndical de la production* permettra de fournir rapidement des *véritables cadres ouvriers* connaissant le fonctionnement technique et administratif de l'entreprise.

Le gros effort à faire est d'éduquer les Comités généraux. Ce sera l'œuvre des militants ouvriers et techniciens du syndicat.

On remarquera qu'il n'est pas question dans cette organisation du contrôle de réclamer une part quelconque de gestion aux patrons.

En se bornant à la constitution d'organismes de contrôle, dont la mission *consistera à réaliser tout ce qui pourra l'être en dehors de tout accord avec le patronat*, on pourra exercer pratiquement et effectivement le contrôle de la production, indépendamment du patronat.

La résistance que ce dernier opposera à l'investigation prolétarienne sera un stimulant précieux. La lutte qui s'engagera, de part et d'autre, permettra de donner à la propagande, sur cette partie du programme confédéral, toute son ampleur.

Si le contrôle fonctionne assez longtemps avant la révolution, si la pratique a pu en être généralisée, étendue à un grand nombre d'entreprises et *surtout aux plus importantes d'entre elles*, l'organisation de la production sera relativement facile. Elle pourra être réalisée sans trop d'à-coups par les ouvriers révolutionnaires.

Cette démonstration suffira à faire comprendre la nécessité, pour les syndicats, d'appliquer sans retard, au fur et à mesure des possibilités, le contrôle syndical de la production, arme essentielle de la lutte des classes.

De la façon dont le prolétariat saura l'utiliser, la pratiquer, dépend, dans une très large mesure, la solution heureuse des problèmes importants qui devront être résolus par le prolétariat pendant la période transitoire de la révolution, clef du système social de l'avenir.

A Nogent-sur-Marne

A VOS POCHES FISC !

Il paraît que M. Petsche est un grand ministre des Finances, nous le voulons bien, mais il faut dire que nos amis catholiques connaissent également la musique.

Comme nous avons de bonnes lectures, voici ce que nous avons recueilli dans le journal paroissial de Nogent-sur-Marne :

« Denier du culte.

« Le denier du culte est une dette de justice de la part de tous ceux qui gagnent leur vie. Un jeune homme ou une jeune fille qui travaille, même s'il est encore dans le foyer de ses parents, doit comprendre son devoir de payer, lui aussi, sa part.

Comment fixerez-vous le chiffre de votre denier de chaque année ? Le principe posé par l'autorité diocésaine est que chacun doit au minimum, pour chaque année, une journée de son travail et de son revenu. Le petit employé qui gagne 15.000 francs par mois se verrait fixé à 500 francs par an ; s'il trouve trop lourd de le verser en une seule fois il peut très bien verser par exemple 100 ou 150 francs tous les trois mois. Mais pour les familles ayant quelques ressources il est certain que le minimum nécessaire à la vie de la paroisse est, suivant la situation de chacun, entre 1.000 et 5.000 francs par an (1).

Ces chiffres vous semblent sortir tout à fait des vieilles habitudes françaises ! Réfléchissez : ceux qui ont pour vous sacrifié une carrière et consacré leur vie tout entière à leur service, peuvent-ils compter que vous ne les laisserez pas dans le besoin ?

Question de justice, mais aussi, disons-le-bien, question de charité. Vous donnerez selon votre cœur.

Les cinéastes qui ont réalisé « Dieu a besoin des hommes », avaient bien raison.

V. DARPON.

(1) Ce n'est pas nous qui soulignons.

COMMUNIQUES

TRESORIER CONFEDERAL

René Doussot, 9, avenue de la Porte-de-Clignancourt, Paris (18e). C.C.P. 5046-35.

COMMUNIQUE DE LA TRESORERIE CONFEDERALE

Les trésoriers d'Union Régionale sont avisés que les cartes et les timbres confédéraux 1951 sont, dès maintenant, à leur disposition.

FEDERATION DES TRAVAILLEURS DU RAIL

Permanence tous les samedis, de 14 h. 30 à 18 h. 30, au siège, 39, rue de la Tour-d'Auvergne.

⁂

En raison de la maladie du camarade Lavigne Roger, s'adresser pour la trésorerie à Raux André, trésorier adjoint, 262, avenue de la République, à Epinay-sur-Seine (Seine). C.C.P. no 233-92 Paris.

FEDERATION DU BATIMENT

Tout ce qui concerne la Fédération du Bâtiment doit être envoyé à l'adresse suivante, fonds et correspondance : ARONDEL Maurice, 100, rue Doudeauville, Paris (18e). Chèque Postal : 6261-16 Paris.

DEUXIEME REGION

SYNDICAT INDUSTRIEL DES METAUX

Assemblée générale le samedi 16 décembre 1950, à 14 h. 30, à la Chope du Combat, au coin de la rue de Meaux. (Métro : Colonel-Fabien).

SYNDICAT UNIFIE DU BATIMENT

Assemblée Générale le dimanche 17 décembre 1950, à 9 h. 30 précises, à la Chope du Combat, 2, rue de Meaux, Paris-XIXe (Métro : Colonel-Fabien). Ordre du jour très important.

SYNDICAT GENERAL DES TRANSPORTS

Assemblée générale le dimanche 17 décembre 1950, à 9 heures, 20, rue Sainte-Marthe, Paris (10e). (Métro : Belleville ou Colonel-Fabien). Présence de tous indispensable.

UNION LOCALE DE MONTGERON-YERRES-CROSNES VILLENEUVE-SAINT-GEORGES

Assemblée générale le dimanche 17 décembre, à 9 h. 30 du matin, Salle du Chalendray, 25, rue du Chalendray, à Montgeron.

DIXIEME U.R.

U.L. SAINT-NAZAIRE

Dimanche, de 10 h. 30 à 11 h. 30, à Marijo, boulevard des Océanides, Pornichet. Le C.S. est à la disposition des diffuseurs chaque semaine.

ONZIEME U.R.

BREST-INTERCORPORATIF

Tous les samedis, de 9 h. à 11 h. 30, porte Fautras, face Lycée.

DOUZIEME U.R.

APPEL AUX POSTIERS

Les camarades des P.T.T. de la région de Rouen, sympathisants à la C.N.T., sont invités à se mettre en relation avec Autie Maurice, P.T.T., Coutances (Manche).

ROUEN

Premier dimanche et chaque mois, 63, rue des Bons-Enfants.

TREIZIEME U.R.

Permanence et correspondance : Duhamel Octave, 19, rue Fouquet-Lelang, Marcq-en-Barœul (Nord).

METAUX, INTER., TEXTILE

Tous les samedis de 18 à 20 heures, 13, rue du Molinel, Lille.

ROUBAIX

Tous les jours, 63, rue d'Avelghem.

RÉGLEMENTS DU COMBAT SYNDICALISTE

SOMMES REÇUES AU 7 DÉCEEBRE 1950

Seigne, à Saint-Etienne, 500 ; Mancel, à Lyon, 200 ; Malines, à Nantes, 500 ; Burcklé, à Strasbourg, 500 ; Schuler, à Strasbourg, 238 ; Pallanca, à Villeneuve-Loubet, 250 ; Barrué, à Bordeaux, 250 ; Perrard, à Châtenay-Malabry, 110 ; Dugne, à Thiers, 815 ; Escoda, à Nœux-les-Mines, 300 ; Lasfargues, à Montauban, 620 ; Bidé, à Saint-Nazaire, 215 ; Ganin, à Paris, 110 ; Doukhan, à Alger, 420 ; de Falco, à Elisabethville, 125 ; Leheurteux, à Paris, 140 ; Marcheti, à Paris, 420 ; Geissenhoffer, à Saint-Pierre-de-Rumilly, 110 ; Gourdon, à Paris, 180 ; Migny, à Goussainville, 215 ; Martin (Charles), à Paris, 215 ; Planat, à Paris, 420 ; Tessier, à Paris, 215 ; Allain (André), à Charenton, 110 ; Courtois, à Paris, 110 ; Decoudu, à Suresnes, 110 ; Bailly, Villeparis, 110 ; Gourdon, à Paris, 150 ; Charbonneau, à Paris, 110; Privey, à Persan, 120; Dury, à Paris, 250; Peincedé, à Nancy, 420; Desheulles, à Rouen, 750 ; Dattrino, à Lyon, 3.750 ; Besnier, à Versailles, 300 ; Perrissaguet, à Limoges, 200 ; Buggia, à Reims, 300 ; Parès, à Perpignan, 110 ; Meiller, à Saint-Etienne, 100 ; Walraede, à Lambersart, 830 ; Dekorté, à Paris, 110 ; Grau, à Marsillargues, 420 ; Bonneau, à Saint-Maurice, 420.

VIEUX TEXTES TOUJOURS VRAIS

La décomposition du Marxisme

de Georges SOREL

(10)

CHAPITRE IV

(*suite*)

Ainsi, le capitalisme a résolu les problèmes pour lesquels les utopistes cherchaient des solutions parfaitement vaines ; il a créé les conditions qui permettront le passage à une forme sociale nouvelle ; il n'y a pas à demander à des réformateurs d'inventer de nouveaux appareils scientifiques, ni d'apprendre aux hommes comment il faut s'en servir pour obtenir le plus grand produit ; le capitalisme industriel résout tous les jours, par tâtonnements et progressivement ce problème. Marx, en découvrant cette génération des conditions de la société nouvelle, a rendu tout l'utopisme inutile et même quelque peu ridicule.

Désormais, le socialisme ne devra plus s'occuper des moyens qui pourraient servir à faire évoluer la société dans un sens progressif ; Marx s'élève avec force contre la prétention qu'émettaient les lassalliens de demander l'institution de coopératives subventionnées par l'Etat, en vue de préparer la voie à la solution de la question sociale ; dans la « Lettre sur le programme de Gotha », il regardait une telle attitude comme constituant une déviation du socialisme ; celui-ci devait s'enfermer dans la lutte de classe. Le socialisme n'a à s'occuper que de l'organisation révolutionnaire des « bras », tandis que l'utopisme voulait donner des conseils à la « tête » de l'industrie.

c) Les utopistes étaient prodigieusement préoccupés de répartir la richesse d'une manière raisonnable. De leur temps, non seulement l'aristocratie foncière et les gens d'usure semblaient prendre une part démesurée, mais encore le régime de la petite industrie conservait des situations privilégiées, difficiles à défendre pour certaines catégories de salariés. « A Lyon, disait Proudhon en 1846, il est une classe d'hommes qui, à la faveur du monopole dont la municipalité les fait jouir, reçoivent un salaire supérieur à celui des professeurs de facultés et chefs de bureaux des ministères : ce sont les crocheteurs... Il n'est pas rare qu'un homme gagne 12, 15 et jusqu'à 20 francs par jour... C'est l'affaire de quelques heures... Les crocheteurs de Lyon sont aujourd'hui ce qu'ils furent toujours, ivrognes, crapuleux, brutaux, insolents, égoïstes et lâches » (10).

Le capitalisme fait disparaître la plupart de ces anomalies ; il tend à produire une certaine égalisation du travail entre les diverses parties de l'usine ; mais comme il a besoin d'un nombre considérable d'hommes particulièrement actifs, attentifs ou expérimentés, il s'ingénie à donner des suppléments de salaire aux hommes qui lui rendent ainsi plus de services ; ce n'est point par des considérations de justice qu'il se règle dans ce calcul, mais par la seule recherche empirique d'un « équilibre réglé par des prix ». Le capitalisme arrive donc à résoudre un problème qui semblait insoluble, tant qu'il a été étudié par les utopistes ; il résout la question de l'égalité des travailleurs, tout en tenant compte des inégalités naturelles dans le travail (11).

On sait que Marx a posé cette règle que « toutes les classes qui, successivement, se sont emparées du pouvoir, cherchaient à sauvegarder leur situation de fortune acquise en imposant à toute la société les conditions qui leur assuraient leur revenu propre » (12) ; et il emploie aussi plusieurs fois le même principe, pour savoir ce que deviendra le monde à la suite d'une révolution prolétarienne. C'est ainsi qu'il proclame la disparition de la famille bourgeoise, parce que les prolétaires ne se trouvent pas dans les conditions qui leur permettent de pratiquer l'union sexuelle suivant ce type. « Les prolétaires n'ont pas de patrie » ; la notion de patrie doit donc disparaître. Dans la lettre de 1875 sur le programme de Gotha, il dit que l'on appliquera pour les salaires « le principe qui règle actuellement l'échange des marchandises dans la mesure où s'échangent des valeurs identiques » ; c'est, dit-il, « un droit bourgeois » qui donne des inégalités quant à son contenu, tout en étant égalitaire.

J. Guesde était bien dans la tradition marxiste lorsqu'il disait à la Chambre, le 24 juin 1896, que le problème du travail ne pouvait offrir de sérieuses difficultés dans une société collectiviste ; en effet, on arriverait, par tâtonnement, à fixer les durées de travail assez courtes pour les métiers les moins recherchés, de manière à y attirer le nombre exact d'hommes dont on aurait besoin. « Le jeu de l'offre et de la demande suffira à déterminer, sans arbitraire et sans violence, cette répartition qui vous semblait tout à l'heure un problème insoluble » (13). D'autres ont pensé qu'au lieu d'offrir aux travailleurs l'appât d'un plus grand loisir, il serait plus pratique de continuer à leur offrir l'appât d'un salaire surélevé (14) ; cette solution paraît comporter une attraction plus puissante ; mais l'essentiel est de montrer ici seulement que c'est par un mécanisme emprunté à l'ère capitaliste que le socialisme compte régler la répartition.

En définitive, le marxisme est beaucoup plus près de l'économie politique qu'on nomme manchestérienne que de l'utopisme. C'est là un point capital à relever ; j'ai montré d'autres analogies très profondes dans les « Insegnamenti sociali della economia contemporanea » ; maintes fois d'ailleurs les apôtres du « devoir social » on signalé le grand danger que le « manchestérianisme » présente pour l'ordre : il divise la société en deux classes entre lesquelles il ne s'établit aucun lien, et qui, par suite, finissent par se regarder comme ennemies. Les utopistes, comme les apôtres actuels du « devoir social », ne voulaient pas admettre la lutte de classe ; on ne saurait donc, sans s'exposer à commettre de très grandes erreurs, mêler au marxisme les conceptions des anciens socialistes.

Nous allons maintenant examiner ce que Bernstein nomme le blanquisme, et nous trouverons pas de moindre divergences entre le blanquisme et le marxisme.

(*A suivre.*)

(10) Proudhon, *Contradictions économiques*, tome I, pp. 131-132. Il leur reprochait leur indifférence pour l'émeute des ouvriers de soie. « Pourvu qu'on maintienne leur privilège, ils ne se mêleront jamais de politique. »

(11) Dans la *Lettre sur le programme de Gotha*, se lisent de remarquables observations sur cette égalité de droit et l'inégalité des conditions.

(12) *Manifeste communiste*, p. 38. La Révolution a fondé tout son droit sur les conditions d'existence des propriétaires agriculteurs qui exploitaient des terres concédées jadis féodalement ; les descendants des anciens concédants ont été regardés comme étant sans titre, et le *domaine utile* du roturier est devenu la pleine propriété du Code Napoléon. P. Viollet estime qu'on peut soutenir que toutes les terres françaises sont devenues des censives, puisque nous payons tous à l'Etat des droits de mutation qui représentent les anciens droits de relief, de lods et ventes. (*Précis de l'histoire du droit français*, 1re édition, p. 607.) Le droit général des Français est devenu celui de la roture.

(13) J. Guesde, *Quatre ans de lutte de classe à la Chambre*, tome I, p. 96. Gabriel Deville avait écrit, en 1883 : « Ce ne sera pas par plaisir qu'on travaillera... ; on aura pour guide unique l'intérêt, l'intérêt qui est le point de départ de tous les actes de l'homme et qui régit tous les rapports de l'individu avec le milieu ambiant... Il n'existera pour personne ni obligation directe émanant d'une législation spéciale [de participer à des travaux dangereux ou répugnants], ni obligation indirecte résultant de l'impossibilité de trouver à vivre en faisant autre chose. » (Gabriel Deville, *Capital*, 1re édition, p. 35.)

(14) Gabriel Deville accepte ces deux solutions.

B.D.I.C

Les Livres

Alain SERGENT

ALEXANDRE JACOB

Alain Sergent, co-auteur de la prestigieuse « Histoire de l'Anarchie », vient de s'attacher à un auteur suspect de l'anarchie : celui que les chroniqueurs du temps ont appelé la propagande par le fait.

Délaissant volontairement l'angle social et économique de l'anarchie, Alain Sergent a entrepris de faire vivre devant nos yeux un des derniers disciples de Ravachol, Alexandre-Marius Jacob.

Beaucoup d'entre nous ne connaissent l'anarchie qu'à travers les philosophes célèbres, les doctrinaires convaincants, les pamphlétaires ardents, et sans doute, pour l'ensemble, l'anarchie, c'est Proudhon, c'est Bakounine, c'est Kroptokine, c'est Sébastien Faure. Grâce à Sergent, l'anarchie devient Alexandre Jacob. L'anarchie devient l'homme anarchiste, elle s'incarne dans la mesure humaine, non pas statique, mais dynamique, en perpétuel mouvement, à la recherche du progrès, pour le bien de l'humanité.

Et puis, quelle figure attachante qu'Alexandre Jacob, un nom « qui répand la terreur », diront les journaux de l'époque de son retentissant procès, en 1905.

Jacob est né à Marseille, d'une famille catholique et bien-pensante. A onze ans il obtient un certificat d'études, après un passage brillant à l'école libre. Mais jamais, il n'eut le moindre sentiment religieux. Ce qu'il aime, à travers les missionnaires qui visitent l'école, ce sont les récits de voyage qu'ils racontent. Sa vocation se précise : il sera marin; et à moins de douze ans, il embarque. A douze ans, il touchait Nouméa, après avoir été à Suez, à Dakar, à Cotonou, etc. A treize ans, après avoir déserté, il s'embarque, sans le savoir, sur un bateau corsaire qu'il abandonnera après avoir découvert le but exact des voyages entrepris. A dix-sept ans, il est emprisonné à la suite d'une dénonciation.

De là, date sa prise de conscience. « En prison, il avait pu réfléchir au caractère utopique, si l'on peut dire, du terrorisme... mais finalement, la citadelle capitaliste s'en trouvait-elle ébranlée ? Non, le temps des exploits et du poignard étaient révolus, c'est au cœur même de la place qu'il fallait frapper, c'est-à-dire au coffre-fort. Avec sa vive imagination, il se voyait déjà orientant toute l'activité du mouvement anarchiste vers l'attaque directe contre la propriété... Et avec un peu de chance, il déclencherait un tel sursaut du mouvement révolutionnaire que la face du monde pourrait être changée. »

Puis c'est la création des « Travailleurs de la Nuit », association ayant pour but la destruction du Capital. Jacob et ses camarades attaquant les représentants les plus qualifiés de l'ordre établi : commissionnaire du Mont-de-Piété, amiraux, marquis, comtesses, etc., etc. Avec les sommes ainsi recueillies, il subventionne la presse anarchiste, les mouvements libertaires et la solidarité internationale.

Mais la société sera la plus forte, Jacob sera arrêté et condamné aux travaux forcés à perpétuité.

Il n'est peut-être pas inutile de relire les principaux passages de la déclaration que fit Jacob, enfilade de lieux communs selon les uns, ou chef-d'œuvre de genre selon les autres.

« Ne reconnaissant à personne le droit de me juger, je n'implore ni pardon, ni indulgence. Je ne sollicite pas ceux que je hais et méprise.

« Plus un homme travaille, moins il gagne; moins il produit, plus il bénéficie. Le mérite n'est donc pas considéré. Les audacieux seuls s'emparent du pouvoir et s'empressent de légaliser leurs rapines. Du haut en bas de l'échelle sociale tout n'est que friponnerie d'une part, et idiotie de l'autre. Un marchand d'alcool, un patron de bordel s'enrichissent alors qu'un homme de génie va crever de misère sur un lit d'hôpital... Ceux qui produisent tout n'ont rien, et ceux qui ne produisent rien ont tout... Tout homme a le droit au banquet de la vie... *Le droit de vivre ne se mendie pas, il se prend... La lutte ne disparaîtra que lorsque les hommes mettront en commun leurs joies et leurs peines, leurs travaux et leurs richesses, que lorsque tout appartiendra à tous.* »

La seconde partie du livre va nous faire vivre la vie du bagne. Tout d'abord, Saint-Martin-de-Ré, l'antichambre, puis la Guyane, le bagne, « monstrueuse toile d'araignée végétale... Nazis et bolcheviks n'ont pas eu à faire preuve d'une grande imagination pour créer Dachau et Karaganda. Il n'était que de s'inspirer du système pénitentiaire français... L'univers concentrationnaire trouve son prototype parfait dans ce microcosme pénitentiaire... *régime d'une férocité insoupçonnable.* »

Ces pages nous rappellent Albert Londres. C'est un réquisitoire implacable contre un régime où la vie moyenne d'un homme était de cinq ans. On croit rêver en lisant ces pages. L'on comprend mieux la duperie de la justice officielle.

Et Jacob parvint à sortir vivant de cet enfer après vingt deux ans de bagne et de prison, il le dut à quelques amis dévoués et aussi à son courage et à ses connaissances remarquables qu'il acquit d'ailleurs au bagne. Pour mieux défendre ses camarades contre l'administration pénitentiaire, il fit son droit, et parvint à tenir cette dernière en échec...

Aujourd'hui, Jacob finit sa vie au milieu de l'oubli et de la misère. Puisse ce livre rafraîchir les mémoires et susciter la solidarité.

CLAUDE DESALLE.

Retenez cette date :

LE

SAMEDI 24 FEVRIER 1951

Grande Fête en faveur du « Combat Syndicaliste »

A LA SALLE SUSSET

GALA AU BÉNÉFICE DE CHARLES D'AVRAY

Sortant d'une grave maladie, obligé de suivre les prescriptions du docteur qui lui impose une convalescence de deux mois et demi, des camarades ont organisé ce gala afin de permettre à notre vieux camarade Charles d'Avray de recouvrer la santé et de revenir au plus vite parmi nous. Retenir cette date : 15 décembre prochain, au Palais de la Mutualité, 24, rue Saint-Victor, Paris-V°. Des billets seront en vente au « C.S. ».

LA C.N.T. ET LE M.E.O.

Nos derniers articles concernant le Mouvement de l'Enfance Ouvrière ont déplu aux gens du Parti socialiste. Cela n'a rien de bien surprenant, il est des vérités difficiles à accepter. Nous devons pourtant, une nouvelle fois, préciser la position de notre organisation vis-à-vis du sympathique mouvement « Faucons Rouges ».

Il n'a jamais été dans nos intentions de nous immiscer dans les activités du M.E.O. ou d'influencer son orientation. Nous nous sommes simplement élevés contre une main-mise, qui placerait le M.E.O. sous la dépendance complète d'une organisation politique. Le hasard a voulu que cette organisation soit la S.F.I.O. Nous n'y pouvons rien, notre position n'aurait pas été différente face à un autre parti.

Ceci étant bien établi nous devons définir notre conception de l'éducation de l'enfance. Nous nous souvenons d'un certain meeting qui suivait un congrès de la Paix et se déroulait au Vélodrome d'Hiver. Ce soir-là, autour de la tribune se tenaient, foulards rouges et chemises bleues, un groupe de fanions rouges. La vue de ces enfants, garçons et filles qui constituaient la garde d'honneur de gens qui, tel un savant américain, glorifiaient la puissance des armes atomiques et l'anti-communiste le plus forcené, était un spectacle pénible. Ce que nous voulons bien considérer comme une erreur n'a pas été renouvelé, nous ne voudrions pas le voir revenir.

L'enfance ouvrière a besoin d'un mouvement d'éducation. Mais d'un mouvement dégagé des doctrines d'un parti, qui permette à l'enfant de faire ses propres expériences, de comprendre et d'appliquer des notions essentielles : la solidarité, l'amour de la justice sociale, le sens de la communauté. Tout cela nous ne l'avons pas trouvé aux Cœurs Vaillants catholiques, paternalistes et réactionnaires, ni aux Vaillants stalinisés.

Le seul mouvement qui nous a semblé préparer l'enfant aux réalités de la vie, et l'éduquer dans la tradition du syndicalisme ouvrier révolutionnaire, c'est le M.E.O. Il était donc naturel que nous y intéressions nos lecteurs. Nous croyons qu'il y place en France pour un mouvement d'enfants, indépendant, constituant une plate-forme éducative avec l'aide des militants qui, dans les différentes tendances du mouvement ouvrier, se réclament encore de la liberté. Nous savons qu'il en existe. Cette conception n'a rien d'original, de personnel, c'est celle de nombre d'éducateurs, S.F.I.O. quelquefois, qui considèrent que l'enfant doit rester en dehors des fractions partisanes.

D'ailleurs, la résultat de la politique du P.S. ne s'est pas fait attendre. La Région parisienne unanime — y compris les adhérents du parti socialiste — s'élève contre les exigences du P.S. La province socialiste cependant, prend conscience de la manœuvre qui a éliminé l'ancienne équipe de la direction nationale. Malheureusement, le découragement gagne les militants, dont les efforts restent stériles. Dans quelques mois peut-être, il n'y aura plus de Faucons Rouges à Paris. Est-ce là le résultat cherché ? Nous ne pouvons nous en réjouir, mais y sommes-nous pour quelque chose ?

Jean BERNARD.

Cinéma

ORPHÉE

Réalisateur : Jean Cocteau avec Jean Marais, Maria Casarès, Marie Déa, François Perrier.

Sujet : La légende d'Orphée dans un univers de poète.

Tout dans *Orphée* est factice. Il serait vain et stupide de chercher un rapport quelconque avec le vrai, le réel. Cocteau en avertit lui-même le spectateur dès le générique.

Ce serait stupide parce que l'on tomberait dans le néant et Cocteau cherche à nous démontrer, à nous prouver même, la mort comme n'étant pas une fin en soi mais une consécration.

S'il a choisi la légende d'*Orphée* comme thème, ce n'est pas par hasard mais bien parce que celle-ci lui donnait un prétexte à la réalisation de son film.

Le spectateur ne retrouve dans *Orphée* que trois sur quatre des moyens favoris à Cocteau : la neige n'est pas représentée mais, par contre, les ruines, les miroirs et les statues le sont abondamment.

Pourquoi les miroirs ? Il l'explique : regardez-vous toute votre vie dans un miroir et vous vous verrez mourir.

Pourquoi les statues ? C'est par elles qu'on immortalise les mortels.

Pourquoi les ruines ? Parce que c'est sur elles que sombre le navire *existence.*

Il est de très bons films qui apportent *quelque chose. Orphée* a cette particularité : *tout en étant de ceux-ci* il n'apporte rien, sinon une apothéose de la mort amoureuse de la vie et du beau.

La Mort (Maria Casarès) amoureuse d'Orphée (Jean Marais) se sacrifiera pour lui afin qu'il vive heureux près de sa femme Euridice (Marie Déa).

Le reste des acteurs n'est qu'un accessoire hormis peut-être Heurtebise (François Perrier) qui, dans le rôle de chauffeur de la Mort, peut à la rigueur et selon l'émotion du spectateur représenter le temps, ainsi que les deux motocyclistes peuvent être l'instrument de la mort.

Dans cette tragédie, Cocteau nous livre le secret d'une âme de poète par des proverbes : « la vie est longue à mourir »; « les miroirs feraient bien de réfléchir avant de renvoyer une image ».

Il est étrange de constater jusqu'à quel point et avec quel brio le réalisateur, grâce à la technique, peut mettre les spectateurs dans un état d'euphorie et de semi-inconscience et, à la faveur de celle-ci, les incorporer au jeu des acteurs.

Que dire du jeu dramatique de ceux-ci ? Il est impossible de les critiquer sans faire de réserves, les rôles sont ingrats, ardus, effroyablement poétiques.

Si certaines scènes sont franchement mauvaises, par exemple, celle où Euridice se cache sous une table afin qu'Orphée ne la voit pas, la faute n'incombe pas au réalisateur, on sent confusément que celui-ci a fait tout son possible pour relier les scènes entre elles et qu'il a employé pour cela des moyens pas très heureux.

Le seul reproche qu'on puisse faire à *Orphée* est celui-ci : où Cocteau veut-il en venir du point de vue philosophique ?

Roger MARNIER.

LIBRAIRIE

BROCHURES

L. Barbedette. — Pour la justice économique, 10, 20.
Bakounine. — Dieu et l'Etat, 30, 45.
P. Besnard. — Le fédéralisme libertaire, 20, 30; Le problème des salaires, 6, 16; La responsabilité, 10, 20.
Editions C.N.T. — La charte du syndicalisme révolutionnaire, 5, 15; Le syndicalisme et la guerre, 5, 15.
P. Camus. — Le syndicalisme et problème paysan, 20, 35.
S. Charpy. — Prendrons-nous les usines ? 30, 40.
P. Comont. — L'arbitecture, 20, 35.
J. Cotereau. — Le complot clérical, 40, 55; L'Eglise a-t-elle collaboré ? 40, 50.
A. Ciliga. — Lénine et la Révolution, 40, 50.
C. Berneri. — La société sans état, 20, 30.
M. Dommanget. — Révolution et drapeau rouge en 1848, 80, 95.
Ernestdn. — La fin de la guerre, 5, 15.
S. Faure. — Douze preuves de l'inexistence de dieu, 15, 25; Les Crimes de dieu, 20, 30 ; La fausse rédemption, 10, 20; La véritable rédemption, 12, 22; Nous voulons la paix, 15; Sacco et Vanzetti, 5, 15.
A. Ferrat. — Révolution soviétique et troisième Internationale, 30, 40.
B. Fouchère. — La vie héroïque de Rosa Luxembourg, 40, 50.
A. Gorion. — Cris de révolte, 45, 60.
A. Guillier. — La Révolution salvatrice, 15, 25.
J. Jaurès. — Le Manifeste communiste de Marx et Engels, 30, 40; L'Eglise et la laïcité, 30, 40.
Jaurès et Lafargue. — Idéalisme et matérialisme, 30, 40.
K. Kautsky. — Les trois sources du marxisme, 40, 50.
Kropotkine. — L'anarchie, sa philosophie, son idéal, 30, 45; Aux jeunes gens, 10, 20.
A. Lapeyre. — Le problème espagnol, 15, 25.
Lashorties. — Qu'est-ce que le prolétariat ? 10, 20.
R. Le Feuvre. — La politique communiste, 40, 50.
G. Leval. — L'Anarchisme et l'abondancisme, 20, 30; Le communisme, 40, 55.
R. Louzon. — L'ère de l'impérialisme, 80, 95.
R. Luxembourg. — Grève générale, partis et syndicats, 80, 95; Marxisme contre dictature, 40, 50; Réforme et révolution, 90, 120; Vie héroïque. Lettres de la prison, 80, 95; La Révolution russe, 40, 50.
L. Michel. — Prise de possession, 15, 25.
A. et D. Prudhommeaux. — La Catalogne libertaire, 1936-1937, 40, 50.
M. Ollivier. — Le Guépéou en Espagne, 40, 50.
Rosmer et Modiano. — Union sacrée 1914, 50, 65.
E. Rothen. — La politique et les politiciens, 20, 30.
E. Rotot. — Le syndicalisme et l'Etat, 15, 25.
V. Serge. — Nouvel impérialisme russe, 40, 50; Seize fusillés à Moscou, 50, 65.
P.-L. Timori. — Qui succédera au Capitalisme ? 40, 50.
XXX. — A.B.C. du syndicalisme, 15, 25; Les Anarchistes et l'activité syndicale, 15, 25; L'esprit libertaire, 5, 15; Les Bulgares parlent au monde, 50, 60.
M. Yvon. — Ce qu'est devenue la Révolution Russe, 60, 75.
Z. Zaremba. — La Commune de Varsovie, 40, 50.
Professeur P. Laeng. — Une langue auxiliaire ? Pourquoi ? Comment ? L'INTERLINGUE, 20.

PHOTOS

Louise Michel, 20.
Pierre Besnard, 15.
Sébastien Faure, 25.

EXPÉDITION

Pour les recommandés joindre 40 francs par colis, en plus.
C.C. Postal de la Librairie : Paris C.C. 7.473-08, M. Marchetl Robert, 1, rue Dulaure, Paris (20e).

La grande misère du Cinéma Educatif

Enquête communiquée par le Centre National du Cinéma Educatif

ROLE DU CINEMA

Au point de vue enseignement.

Le cinéma apporte en classe des documents vivants que l'on ne peut pas se procurer sans lui.

Exemples : Une éruption volcanique. Un schéma animé de moteur à explosion avec les bruits des divers temps. L'évolution d'une famille de paraboles, etc., etc.

Au point de vue scientifique.

L'accéléré, le ralenti à 100.000 images par seconde, font du cinéma un instrument de recherche qui permet ensuite d'améliorer la technique des opérations chirurgicales, la transformation des outils mis entre les mains des ouvriers qui se traduit par une augmentation du rendement et une diminution de la fatigue. La découverte d'une technique pianistique ou d'un procédé d'éducation des sourds-muets par exemple, sont aussi du domaine du cinéma.

Au point de vue enfance.

Le cinéma peut, comme la langue d'Esope, faire autant de bien qu'il fait de mal, mais, pour le moment, il est scandaleux de laisser les enfants voir des films immoraux ou contenant des images effrayantes capables de provoquer chez certains nerveux des chocs pour de nombreuses années.

Au point de vue loisirs des adultes.

Le cinéma peut provoquer le développement de la culture. Les travailleurs ne vont pas au musée, au théâtre, au concert, ils n'ont de contact avec l'art que par le cinéma. Le cinéma retient le cultivateur à la terre tout en l'éduquant à tous les points de vue.

Si l'on représente le budget total de la France par une ligne de 6 km., un centimètre seulement est consacré au cinéma éducatif sous toutes ses formes, dans tous ses domaines.

Le deuxième Congrès International du Cinéma Educatif a eu lieu en 1948, en France, à Paris. Le premier Congrès ayant eu lieu à Rome, en 1934, le CIDALC avait prévu pour ce Congrès international, qui a réuni plus de 20 nations, la modeste somme de 600.000 francs. Il n'a pu obtenir que 375.000 francs .

En 1949, un seul lycée de France a pu recevoir une subvention pour l'achat d'appareil.

Le Comité Français du Cinéma pour la Jeunesse reçoit par an une subvention de 50.000 francs. S'il voulait avoir une dactylo dix mois de l'année, il ne pourrait la payer 5.000 francs par mois...

En 1947, la Direction de la Culture Populaire a voulu organiser un cours d'histoire du cinéma à la Sorbonne. Il n'y avait, même à la Faculté de Science, aucun projecteur cinématographique...

La télévision éducative travaille avec de très maigres ressources financières. En janvier 1950, elle a failli ne plus exister. Alors qu'en Allemagne, pays de ruines, l'Etat diffuse un bulletin officiel de la Télévision Educative (émissions tous les jours).

Les savants chercheurs dans le domaine cinéma, tels que Jean Painlevé, Dull, Noguès, etc. ont des traitements dérisoires.

Les Offices du Cinéma-Educateur (un par Académie) sont très pauvres.

La cinémathèque de la Ville de Paris avait, en 1948, 150 copies de films 16 mm., alors que la Ville de Québec en avait 5.500 !

L'Institut des Hautes Etudes Cinématographiques n'a pas de local. La bibliothèque est rue d'Ulm, son secrétariat avenue des Champs-Elysées, son studio à Saint-Cloud, etc.

Le Ciné-Club Cendrillon, qui se propose de réaliser des courts métrages pour jeunes enfants, a une subvention de 400.000 fr.; le moindre documentaire sérieux coûte un million.

En juin 1949 ont eu lieu, Musée Pédagogique, les Journées du Cinéma ; le compte rendu et les rapports n'ont pu être publiés faute d'argent.

La Fédération Française des Ciné-Clubs a reçu une subvention de 800.000 francs, somme ne lui permettant même pas d'acheter 10 copies de grands films 35 mm. pour ses deux cents ciné-clubs.

CE QUE FONT LES AUTRES PAYS.

En France, 6.000 appareils de tous formats dans les écoles et organismes culturels; 120.000 au Canada; 200.000 aux Etats-Unis.

Le budget du cinéma éducatif en Egypte est le triple de celui de la France.

Le Danemark a réalisé autant de films d'enseignement que la France.

Il y a en France 21 ciné-clubs d'enfants et 3 courts métrages pour enfants. Il y a en Angleterre 400 ciné-clubs d'enfants et 120 grands films pour enfants. En U.R.S.S., il y a des studios d'Etat de prises de vues qui ne réalisent que des films pour enfants.

La Pologne a produit cette année 97 films éducatifs. Elle pense en produire 300 en 1950, à destination de 20.000 écoles qui seront toutes équipées en 1955. Le cinéma éducatif pour grand public a 173 centres disposant chacun de 1.000 à 2.000 copies. La Pologne dépensera en 4 ans 307 milliards de francs (350 milliards de zlotys) pour les besoins culturels de ses citoyens.

L'Autriche, qui n'avait plus rien en 1944, a aujourd'hui plus de films scolaires et d'appareils que toute la France.

LES FRANÇAIS SONT-ILS DES INCAPABLES ?

Les premiers dessins animés ont été réalisés avant l'invention du cinéma par un Français : Emile Reynaud, qui mourut dans la misère à l'hôpital d'Ivry.

C'est un Français nommé Marey qui, le premier, fit l'analyse et la synthèse du mouvement.

La première séance publique cinématographique est due aux deux frères Lumière. Elle eut lieu le 28 décembre 1895, à Paris.

Le créateur du film spectaculaire est le Français Méliès, qui finit ses jours marchand de bonbons à la gare Montparnasse.

Le premier dessin animé sur pellicule cinématographique a été réalisé par un Français, Emile Cohl, qui mourut dans la misère.

Le premier film d'enseignement a été réalisé par le docteur Doyen. La qualité pédagogique des films d'enseignement français est reconnue excellente par le monde entier.

Dans le domaine du cinéma scientifique (accéléré, prises de vues à 100.000 images par seconde, microcinématographie, etc.,) la France est la première du monde (sauf pour les films Röntgen et films à l'infra-rouge).

B.D.I.C

LE COMBAT SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA Confédération Nationale du Travail

Section Française de l'Association Internationale des Travailleurs

RÉDACTION-ADMINISTRATION : 39, rue de la Tour-d'Auvergne - PARIS (9e)

Paraît tous les Vendredis

LA COPIE DOIT ARRIVER LE SAMEDI AU PLUS TARD

Abonnements : 1 an (48 numéros) 420 fr.
Six mois : 215 frs - Trois mois : 110 frs
Changements d'Adresse : 20 francs

C. C. P. : Y. RICHAUD PARIS 7497-93

20, RUE SAINTE-MARTHE, PARIS-Xe

NOS PROBLÈMES

A propos de la représentativité

Il paraît, c'est un point de vue qui semble avoir pris corps spontanément lors du dernier congrès mais qui, en réalité, ne semble avoir été longuement mûri, que la non représentativité est un obstacle au développement de notre organisation et que cette position ne se justifie aucunement.

Le nombre apparaît aux yeux de beaucoup seul capable de nous permettre de mener à bonne fin les tâches qui nous incombent. Pour eux la valeur du recrutement n'intervient pas. Les risques d'absorption, de déviation non plus. Ce qui compte, à leur sens, c'est l'exhibition d'un total imposant d'adhérents et surtout ramasser de l'argent, sans lequel on ne peut rien.

Nous n'ignorons certes pas les difficultés financières que doivent surmonter les responsables de la Confédération et de son journal pour assurer, dans l'indépendance totale, une gestion saine. L'augmentation massive de nos effectifs par un apport important de cotisations simplifierait évidemment le problème mais nous persistons à croire, malgré tout, que cette solution serait sans efficacité et qu'elle ne résoudrait pas grand chose.

Il nous semble en effet avoir souvent lu et entendu dire que la C.N.T. avait été fondée parce qu'il n'existait plus de centrale syndicale digne de ce nom, toutes celles existantes étant devenues, ou ayant toujours été, des organismes de collaboration.

Ou la chose est exacte et notre existence se justifie ou nous avons impudemment trompé ceux qui nous ont suivi et nous ne sommes que de purs réformistes comme les autres. Si ce deuxième point est valable, inutile de biaiser et de prendre des attitudes de révolutionnaires, pour arriver à nos fins adoptons un programme revendicatif purement « bifteckard » qui nous amènera *peut-être*, et de cela nous doutons fort, les éléments recherchés. Mieux encore, notre présence étant superflue puisque faisant double emploi avec la C.G.T., F.O. et la C.F.T.C. disparaissons et adhérons en bloc à ce fameux regroupement des syndicalistes libres où nous aurons bonne mine en compagnie des Lafont, Racine, Beaulaton, Robert.

Heureusement, nous n'en sommes pas là.

Toute maladresse, aussi importante soit-elle, est toujours réparable et n'en déplaise à quelques-uns, la C.N.T. ne passera pas au réformisme parce que la presque totalité de ses adhérents est contre.

L'indépendance relative que possèdent quelques catégories de travailleurs dans l'exercice de leur profession les empêche de se rendre compte que la représentativité telle qu'elle est réglementée actuellement constitue non une arme efficace pour le prolétariat mais une camisole de force qu'on le contraint à endosser.

Seules, présentement, *dans le secteur privé*, peuvent se justifier, dans une certaine mesure, les délégations du personnel. Par contre dans les administrations comme la S.N.C.F. *elles sont à tous les degrés les pires organismes de collaboration.*

Quant aux Comités d'entreprises, Comités mixtes pour les cheminots, ils constituent le plus monumental attrape-niais que le patronat de combat et l'Etat aient jamais découvert.

Leur impuissance est totale. Aucun droit de regard sur l'administration de l'entreprise. Seules quelques initiatives, sans grande importance, relatives aux œuvres sociales leur sont dévolues. Par contre, toutes les suggestions ayant trait à l'augmentation du rendement leurs sont permises. L'ouvrier n'a presque rien à y gagner question salaires et beaucoup à perdre du point de vue des conditions de travail (augmentation des cadences, risques d'accidents, aménagement des horaires, etc.)

En un mot, le prolétariat en participant à l'activité de ces organismes, n'est là que pour entériner les décisions de ses dirigeants sans pouvoir leur faire obstacle c'est pourquoi nous nous élevons de toutes nos forces contre la collaboration avec ceux-ci.

Cette position n'est inspirée par aucun sectarisme et nous serons un jour les premiers à la réviser si dans le cadre des lois, puisque malheureusement le régime actuel nous contraint à les subir, la possibilité nous est faite d'orienter, selon les principes qui nous sont chers, les entreprises dans un sens favorable aux intérêts de la collectivité.

D'ici là aucun rapprochement n'est possible parce que nous ne voulons pas que nos représentants servent de paravent pour cacher au prolétariat l'infamie de l'Etat et du patronat de combat ; parce que nous refusons de laisser nos meilleurs militants se pourrir au contact d'opposants dénués de tout sens moral et surtout parce que nous avons appris à la rude école de la vie *que seule l'action directe*, depuis que la lutte de classes existe, a permis en de nombreuses occasions au monde du travail de triompher de ceux qui le briment et l'affament.

R. FAUCHOIS.

A TRAVERS LA PRESSE SYNDICALISTE

La « revalorisation » des salaires, si elle ne s'inscrit pas dans les faits, suscite néanmoins de nombreux commentaires. Parmi ceux-ci, notons ce qu'écrit dans *Le Peuple* (semaine du 20 novembre au 6 décembre 1950), Ch. Chézeau, sur l'accord qui vient d'intervenir dans le spectacle, accord où se trouve inclus le principe de l'échelle mobile :

« En pleine période inflationniste, et avec toutes les conséquences qui en découlent pour le pouvoir d'achat des salaires, nous ne saurions trop insister sur la victoire que représente l'application de l'échelle mobile.

« Notre objectif principal, depuis des mois, est de rechercher les formules d'unité d'action susceptibles de nous permettre d'agrandir cette brèche et d'aboutir à la réalisation de l'application de cette échelle mobile à toutes les catégories professionnelles du Spectacle de notre pays, sans aucun abandon de nos possibilités d'action sous quelque forme que ce soit.

. . . . . .

« Nous considérons que toutes les revendications de salaires doivent être protégées et c'est pourquoi l'application de l'échelle mobile est un objectif essentiel dans notre lutte revendicative et le corollaire de celle pour la revalorisation des salaires. »

Charles CHEZEAU.

Dans le même numéro du *Peuple*, le communiqué du Bureau Confédéral C.G.T. (29 nov. 1950) insiste sur le même sujet :

« Le Bureau confédéral enregistre le développement de la bataille des salaires et appelle les travailleurs à intensifier dans l'unité l'action pour la réalisation des accords provisoires, pour la discussion des conventions collectives, avec l'échelle mobile et la suppression des zones de salaires. »

Nous sommes entièrement d'accord avec le principe de l'échelle mobile, une des revendications immédiates essentielles de notre C.N.T. Il faut cependant rappeler que l'application de l'échelle mobile, un des moyens de ne pas trop affecter le pouvoir d'achat des travailleurs en accélérant la chute du capitalisme, est une nécessité permanente quels que soient les gouvernements qui se succèdent au pouvoir. A l'époque où la C.N.T. naissante essayait d'intéresser les prolétaires à ce problème, la plupart des responsables syndicaux C.G.T. nous traitaient d'utopistes, de démagogues et de diviseurs parce que les amis politiques des bonzes cégétistes, et certains bonzes eux-mêmes, détenaient alors des ministères.

Ils défendent aujourd'hui l'échelle mobile car ils n'ont plus de soucis gouvernementaux. Nous, à la C.N.T., nous nous soucions seulement du sort des travailleurs et l'amenuisement constant de leurs possibilités de vivre a prouvé la justesse de nos positions.

Travail et Liberté, hebdomadaire de combat pour le syndicalisme indépendant, libre et démocratique, publie dans son numéro 153 un article de F. Moutardier, intitulé « *Dans les accords de salaires il faut imposer une clause concernant leur révision périodique* » dans lequel nous relevons :

« Mais dans une période où la paix sociale est plus que jamais nécessaire à la prospérité et à la mise en état de défense de notre pays, il importe au plus haut point que, dans les accords de salaires qui sont en discussion, et dans tous ceux qui seront discutés dans l'avenir, les représentants des organisations syndicales libres exigent que figure une clause de révision périodique des salaires. »

Curieux langage syndicaliste : en somme il faut que la classe ouvrière ait un peu plus de bien-être afin qu'elle croit devoir défendre, dans une guerre future, le régime qui l'exploite. On dope aussi les coqs de combat. Ce verbiage revendicatif ne parvient même pas à masquer une besogne de sape contre ce qui subsiste de conscience ouvrière.

Dans le même journal, en un style brillant, Labaguète (?) traite de la Sécurité sociale.

« Jadis, au temps où l'on gardait la tête froide et où l'on marchait avec ses pieds — au lieu de se faire gouverner par eux — chaque peuple était persuadé que la première des sécurités était celle qu'on trouve derrière une frontière solidement tenue. Les Chinois, il y a plus longtemps encore, abritaient leur Sécurité derrière une muraille de 3.000 kilomètres de long. Plus près de nous, la Sécurité consistait à abriter les villes, où chacun pouvait trouver refuge, derrière de hauts remparts. Aujourd'hui, nous avons une Sécurité Sociale du tonnerre de Brest où fleurit un déficit gros comme l'Himmalaya. Mais les frontières sont ouvertes, et le Mandchou est quasiment sur le Rhin. Le régime vous garantit à peu près contre la jaunisse et la rougeole, mais vous laisse absolument démuni contre les périls jaune et rouge. »

Sans apporter aucune solution au problème de la Sécurité sociale, Labaguète parle de tout et de rien avec habileté. Et le leit-motiv de la Défense nationale revient avec la vieille baliverne de la préparation de la guerre pour maintenir la paix, et l'épouvantail du « Mandchou » sur le Rhin. Mais, à propos, le général ou maréchal Montgomery réside à Fontainebleau. Taïaut ! Nous sommes encerclés !

Décidément, il faut y revenir, ce journal tient un curieux langage syndicaliste.

L'unité syndicale est un thème qui intéresse aussi les travailleurs. Dans le bi-mensuel qui s'appelle justement *l'Unité*, « organe pour la démocratie et l'unité syndicales », (26 nov. 1950), Chéramy, parlant du Congrès de la Fédération de l'Education Nationale, écrit :

« Aucune tendance ne mit en question l'autonomie (c'est-à-dire l'unité) actuelle de la Fédération.

. . . . . .

« Le problème de la paix vit s'opposer des points de vue divers. Pourtant un regroupement devait avoir lieu sur la motion présentée par la majorité sortante, et qui consiste en un appel solennel à l'O.N.U. pour un règlement pacifique des conflits en cours et un désarmement général. Cégétistes et partisans de Force Ouvrière s'y rallièrent finalement. Seule l'Ecole émancipée maintint sa motion, qui dénonçait les illusions semées par l'appel à un désarmement rendu impossible par la nature capitaliste d'un grand nombre d'Etats et par l'appel à l'O.N.U., organisation où les gouvernements sont représentés — et non les peuples !

« A cette orientation, l'Ecole émancipée opposait le soutien des mouvements d'indépendance des peuples coloniaux et l'approfondissement de la lutte révolutionnaire du prolétariat dans tous les pays.

« Un autre problème devait séparer les délégués à un point tel qu'aucune solution ne peut être trouvée : la revalorisation. Si, en effet, l'unanimité se fit pour revendiquer un minimum vital décent garanti par l'échelle mobile et la suppression des zones de salaires, par contre, un accord ne put être réalisé pour une indemnité d'attente : le Syndicat des Instituteurs, soutenu par l'ensemble de la tendance Ecole émancipée, défendait le mot d'ordre d'une indemnité uniforme, soucieux avant tout de satisfaire les catégories inférieures, actuellement les plus défavorisées; le Syndicat de l'Enseignement secondaire, soutenu par les cégétistes, s'opposait à toute indemnité non hiérarchisée, qui remettrait en cause le reclassement. La question sera reprise au cours d'un Conseil national extraordinaire consacré uniquement à ce problème décisif. »

La F.E.N. réalise une unité corporative et nous comprenons évidemment que beaucoup de membres du corps enseignant y soient attachés. Nous sommes pourtant obligés de constater qu'aussitôt que des questions capitales sont soulevées, cette unité n'est plus qu'une façade.

L'unité syndicale ne doit pas être un leurre, mais un gage certain de libération ouvrière, sans la moindre confusion, sans désir anthropophage, pour que cesse l'odieux système d'exploitation que nous subissons aujourd'hui.

L. DAMPIER.

D'ABORD, DÉFENDRE NOTRE VIE

(Suite de la première page.)

Nous savons comment on nous juge, nous savons ce que pensent de nous les réalistes et tous les individus qui ont les pieds solidement appuyés sur la terre (qu'ils disent).

Nous sommes des rêveurs, des utopistes. Mais quel est le militant sincère et désintéressé — peu importe son opinion — à qui ce reproche n'a jamais été adressé ? Si l'on veut bien examiner cette question, le plus réaliste c'est celui qui ne s'occupe que de lui-même et de ses intérêts les plus proches. Celui qui se crève à la peine, travaillant dix ou douze heures par jour afin de se ménager un certain capital qui lui permettra de se libérer définitivement de l'esclavage.

Oui, eh bien celui-là, comme les autres, sera mobilisé ou requis à l'aube de la prochaine apocalypse. Et lui, sa famille, sa ferme, son bétail, ou si vous voulez, son commerce, sa boutique, bref, tout le fruit de son labeur acharné, peuvent être anéantis (c'est-à-dire réduit à néant) en moins de temps qu'il n'en faut pour l'écrire.

Ce danger n'est pas imaginaire, il existe et il existera tant que l'économie des différentes nations du monde n'aura pas été remise en ordre.

S'il n'y avait jamais eu de guerre, l'humanité aurait accumulé devant elle des richesses dont elle ne peut se faire une idée. Et elle se trouverait devant des conditions telles que seule l'égalité économique, c'est-à-dire la satisfaction des besoins matériels de tous et de chacun découlerait naturellement de cet état de choses.

Malheureusement le désordre de l'économie entraîne avec lui partout et toujours, la guerre, la guerre entraîne la destruction d'une bonne partie des richesses produites par les travailleurs et ces derniers sont ainsi condamnés à vivre constamment et éternellement dans la misère.

Voilà pourquoi notre C.N.T. attire l'attention du prolétariat sur le problème le plus urgent qui soit : Remettre en ordre l'économie. Oublier cela pour ne s'occuper que de vétilles, c'est, comme on dit : lâcher la proie pour l'ombre. Et c'est condamner le prolétariat à une servitude éternelle.

LA PAIX

(Suite de la 1re page)

sont ceux qui veulent gagner la Paix. Les militants de la C.N.T. s'honorent d'être de ceux-là. Il est temps de proposer des solutions qui paraîtront hardies pour les timorés, mais seules possibles pour éliminer à jamais les germes de guerre.

Il est normal de stigmatiser les horreurs de la guerre. Il peut paraître acceptable de la part du Pape de participer aux larmoyantes protestations contre le détestable progrès des engins meurtriers, de déclarer solennellement que tous les individus sont partisans de la Paix. Cela ne suffit pas. Prier n'est pas une solution. Le spectre de la guerre menace sans cesse.

Il faut s'entêter dans un langage clair et précis. Il faut rappeler des solutions réalistes et concrètes, en dehors desquelles tout le reste n'est que du bla-bla-bla.

Cette attitude est à la portée de tous, avec un peu de bon sens. En vertu de l'axiome toujours valable, « l'Union des travailleurs fera la Paix du monde ». Il est clair d'en déduire que — seule — *l'action directe des peuples*, sans le truchement de leurs gouvernements, amènera la réalisation de la Paix.

Disons-le net; objectivement il n'est que trois solutions concrètes :

— Refus de participer à la fabrication des engins de mort;

— Refus de partir à la guerre;

— Engloutissement de tous les armements de tous les pays aux fonds des Océans.

Bien sûr, chacun de ces points nécessiterait un long développement. Nous invitons, pour l'instant, tous les hommes sincèrement épris de paix et *surtout convaincus qu'ils ne peuvent l'établir que par leurs propres moyens* à y réfléchir.

Il convient de signaler l'attitude coupable des journaux des « grandes » centrales syndicales. Ils cherchent à justifier leur prise de position pour l'un ou l'autre des camps ou... gardent prudemment le silence. Ouvriers, travailleurs, exploités de tous, comprendrez-vous enfin que c'est en vous et en vous seuls que sont les ressources nécessaires pour vous libérer !

En ce qui concerne le problème particulier de la Paix, il est clair de comprendre que les éternelles victimes des conflits armés possèdent seuls l'instrument de leur libération totale. Ce n'est qu'à cette condition qu'ils s'affranchiront des fauteurs de guerre internationaux et qu'un grand pas vers la société socialiste idéale sera enfin parcouru.

Calendrier S.I.A. 1951

Demandez à votre Section Locale de S.I.A. le **Calendrier de S.I.A. pour 1951**, qui sera mis en vente très prochainement.

Le Directeur-Gérant : DOUILLET François

Imp. 11, Rue de Tanger

EXTRAITS DES STATUTS DE LA J.P.Y.

ART. 2. — La J.P.Y. est une organisation unique, indépendante, combattive, démocratique qui, sur la base de l'adhésion volontaire, rassemble les larges couches de la jeunesse progressiste ouvrière, paysanne et scolaire, les éduque dans l'esprit du socialisme, dans l'esprit de l'amour et du dévouement envers notre patrie socialiste — R.F.P.Y. — et les mobilise pour l'édification de la société socialiste dans notre pays.

ART. 3. — La J.P.Y. adopte le programme du Parti communiste comme son propre programme et lutte pour sa complète réalisation. Elle agit sous la direction du P.C.Y.

LES PRINCIPES LES TACHES LE PROGRAMME

ART. 7. — La J.P.Y. oriente toute son activité vers l'éducation de la jeunesse dans l'esprit du socialisme, tout en élevant son amour envers le travail et l'activité créatrice dans toutes les branches de notre édification socialiste. Elle lutte pour que soient accomplies à temps les tâches du Plan quinquennal.

ART. 8. — La J.P.Y. se règle dans son activité sur la théorie du marxisme-léninisme...

Yougoslavie 1950

SOCIALISME OU BUREAUCRATIE ?

ART. 9. — La J.P.Y. développe parmi les jeunes le patriotisme et l'internationalisme socialiste... Elle les attache aux traditions révolutionnaires et aux expériences du mouvement ouvrier international, surtout aux expériences de l'Union soviétique...

ART. 10. — La J.P.Y. développe parmi les jeunes l'amour envers l'Union soviétique sœur..., la jeunesse des démocraties populaires... les jeunesses progressistes du monde entier...

ART. 11. — La J.P.Y. éduque les jeunes dans l'amour envers la glorieuse armée yougoslave dont la tâche est de veiller au développement pacifique du socialisme dans notre pays et de sauvegarder son indépendance et sa liberté...

ART. 13. — ...La J.P.Y. lutte pour extirper de la conscience des jeunes les vestiges du nationalisme et du chauvinisme bourgeois...

ART. 17. — La J.P.Y. éduque les jeunes dans l'esprit de dévouement et d'abnégation au service du peuple travailleur. Elle apprend à ses membres à se donner en exemple dans le travail, la modestie, le dévouement et la camaraderie; elle inculque et développe chez eux les qualités morales du communiste.

ART. 18. — La J.P.Y. éduque les jeunes ouvriers pour en faire des constructeurs conscients du socialisme. Elle aide les jeunes dans les entreprises, les usines et les ateliers à maîtriser leur travail et, par le développement de l'émulation socialiste, par le travail de choc, la rationalisation, l'innovation, ainsi que le renforcement et la discipline du travail, à élever constamment la productivité du travail...

ART. 20. — La J.P.Y. éduque la jeunesse scolaire à devenir une véritable intelligentsia populaire. Elle veille à ce que les jeunes, dans les écoles et les facultés, s'assimilent au mieux les vues marxistes - léninistes sur le monde... lutte quotidiennement pour l'amélioration du succès dans les études et pour le perfectionnement de la discipline scolaire.

Les autres articles définissent le rôle de la J.P.Y. vis-à-vis des autres organisations, la structure de l'organisation, les tâches et les devoirs des adhérents.

La base de l'organisation est l'arrondissement, la ville, le quartier, l'université, l'usine; ensuite vient la région ou la province; puis la République populaire et ensuite le territoire de la R.F.P.Y.

La structure se réclame du centralisme démocratique. Chaque échelon réuni en congrès élit sa direction, désigne ses représentants aux assemblées supérieures. Cependant, il n'apparaît pas dans les statuts que la révocabilité des responsables soit possible. Nous avons cherché un article concernant cette question très importante; voici ce que nous avons trouvé.

ART. 42. — La direction supérieure a le droit de révoquer la direction inférieure ou les membres s'ils transgressent les statuts de la Jeunesse populaire.

ART. 80. — Le Comité central de la Jeunesse populaire élit une commission centrale de contrôle qui décide des demandes et des plaintes des membres et des organisations de la Jeunesse Populaire de Yougoslavie.

ART. 84. — ...Le dirigeant de la J.P. peut être puni de l'exclusion de la direction s'il n'exécute pas les décisions de l'organisation. La peine infligée au dirigeant est prononcée par une direction supérieure.

Terminons là l'étude des statuts de la J.P.Y. Tout commentaire serait superflu.

Pierre-François VEZON.

(A suivre.)